
UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00365702 0



BIBLIOTHÈQUE DES ÉCOLES FRANÇAISE D'ATHÈNES & DE ROME
PUBLIÉE
SOUS LES AUSPICES DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
3e SÉRIE 2. 1

LETTRES DES PAPES D'AVIGNON
SE RAPPORTANT A LA FRANCE
Publiées ou analysées d'après les registres du Vatican par les anciens membres de l'École française de Rome.

TABLEAU DE LA PUBLICATION

1° **Jean XXII** (1316-1334), M. Coulon, ancien membre de l'Ecole française de Rome, archiviste aux Archives Nationales. (*Sous presse*).

2° **Benoit XII** (1334-1342), M. Daumet, ancien membre de l'Ecole française de Rome, archiviste aux Archives Nationales. (*Le premier fascicule a paru.*)

3° **Clément VI** (1342-1352), M. Deprez, membre de l'Ecole française de Rome. (*En préparation.*)

4° **Innocent VI** (1352-1362), M. Deprez, membre de l'Ecole française de Rome. (*En préparation.*)

5° **Urbain V** (1362-1370), M. Lecacheux, ancien membre de l'Ecole française de Rome. (*En préparation.*)

6° **Grégoire XI** (1370-1378), M. Mirot, ancien membre de l'Ecole française de Rome. (*Sous presse.*)

N° 2

BENOIT XII
1334-1342

LETTRES CLOSES, PATENTES ET CURIALES
SE RAPPORTANT A LA FRANCE

PUBLIÉES OU ANALYSÉES D'APRÈS LES REGISTRES DU VATICAN

PAR

GEORGES DAUMET

ANCIEN MEMBRE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME, ARCHIVISTE AUX ARCHIVES NATIONALES

PREMIER FASCICULE

Feuilles 1 à 16. — (Colonnes 1 à 248.)



PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE THORIN & FILS
ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR
LIBRAIRE DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME,
DU COLLÈGE DE FRANCE, DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
ET DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES
4, Rue Le Goff, 4

Septembre 1899

BIBLIOTHÈQUE DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME

PREMIÈRE SÉRIE (format grand in-8°)

FASCICULE PREMIER. — 1. ÉTUDE SUR LE *Liber Pontificalis*, par M. l'Abbé DUCHESNE de l'Institut. — 2. RECHERCHES SUR LES MANUSCRITS ARCHÉOLOGIQUES DE JACQUES GRIMALDI, par M. Eugène MUNTZ de l'Institut. — 3. ETUDE SUR LE MYSTÈRE DE SAINTE AGNÈS, par M. CLÉDATDAT.......... 10 fr.

FASCICULE SECOND. — ESSAI SUR LES MONUMENTS GRECS ET ROMAINS RELATIFS AU MYTHE DE PSYCHÉ, par M. Maxime COLLIGNON, ancien membre de l'Ecole française d'Athènes, professeur suppléant à la Faculté des lettres de Paris.......... 5 fr. 50

FASCICULE TROISIÈME. — CATALOGUE DES VASES PEINTS DU MUSÉE DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE D'ATHÈNES, par M. Maxime COLLIGNON, (*avec sept planches gravées hors texte*).......... 10 fr.

FASCICULE QUATRIÈME. — LES ARTS A LA COUR DES PAPES PENDANT LE XV[e] ET LE XVI[e] SIÈCLE, recueil de documents inédits tirés des archives et des bibliothèques romaines, par M. Eugène MUNTZ, ancien membre de l'Ecole française de Rome, bibliothécaire-archiviste de l'Ecole nationale des Beaux-Arts, membre résidant de la Société nationale des antiquaires de France. — PREMIÈRE PARTIE : Martin V. — Pie II (1417-1464)
Ouvr. couronné par l'Institut. Les 3 parties prises ensemble, *net*. 45 fr.
N. B. — Ce fascicule ne se vend qu'avec le IX[e] et le XXVIII[e] contenant les deuxième et troisième parties du travail de l'auteur.

FASCICULE CINQUIÈME. — INSCRIPTIONS INÉDITES DU PAYS DES MARSES, recueillies par M. E. FERNIQUE, ancien membre de l'Ecole française de Rome.......... 1 fr. 50

FASCICULE SIXIÈME. — NOTICE SUR DIVERS MANUSCRITS DE LA BIBLIOTHÈQUE VATICANE. — RICHARD LE POITEVIN, moine de Cluny, historien et poète, par M. Elie BERGER, ancien membre de l'Ecole française de Rome, (*avec une planche en héliogravure*). 5 fr.

FASCICULE SEPTIÈME. — DU RÔLE HISTORIQUE DE BERTRAND DE BORN (1175-1200), par M. Léon CLÉDAT, ancien membre de l'Ecole franç. de Rome, professeur à la Faculté des lettres de Lyon. 4 fr.

FASCICULE HUITIÈME. — RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES SUR LES ILES IONIENNES. — I. **Corfou**, par M. Othon RIEMANN, ancien membre de l'Ecole française d'Athènes, maître de conférences à l'Ecole normale supérieure (*avec deux planches hors texte, et trois bois intercalés dans le texte*).......... 3 fr.
Voir Fascicules XII et XVIII.

FASCICULE NEUVIÈME. — LES ARTS A LA COUR DES PAPES PENDANT LE XV[e] ET LE XVI[e] SIÈCLE, recueil de documents inédits tirés des archives et des bibliothèques romaines, par M. Eugène MUNTZ. — II[e] PARTIE : Paul II (1464-1471). 1 vol. (*avec deux planches en héliogravure*.) Ouvrage couronné par l'Institut... 12 fr.
Ce fascicule ne se vend qu'avec le XXVIII[e] contenant la troisième partie du travail de l'auteur. (*Voir également fascicule* IV[e].)

FASCICULE DIXIÈME. — RECHERCHES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA PEINTURE ET DE LA SCULPTURE CHRÉTIENNES EN ORIENT AVANT LA QUERELLE DES ICONOCLASTES, par M. Ch. BAYET, ancien membre de l'Ecole française de Rome et de l'Ecole française d'Athènes, professeur à la Faculté des lettres de Lyon. 4 fr. 50

FASCICULE ONZIÈME. — ETUDES SUR LA LANGUE ET LA GRAMMAIRE DE TITE-LIVE, par M. Othon RIEMANN, deuxième édition, revue, corrigée et augmentée.......... 9 fr.

FASCICULE DOUZIÈME. — RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES SUR LES ILES IONIENNES. — II. **Céphalonie**, par M. Othon RIEMANN, maître de confér. à l'Ecole normale supérieure (*avec une carte*). 3 fr.
Voir Fascicules VIII et XVIII.

FASCICULE TREIZIÈME. — DE CODICIBUS MSS. GRÆCIS PII II, IN BIBLIOTHECA ALEXANDRINO-VATICANA schedas excussit L. DUCHESNE, gallicæ in urbe scholæ olim socius.......... 1 fr. 50

FASCICULE QUATORZIÈME. — NOTICE SUR LES MANUSCRITS DES POÉSIES DE SAINT PAULIN DE NOLE, suivie d'observations sur le texte, par M. Emile CHATELAIN, ancien membre de l'Ecole française de Rome.......... 4 fr.

FASCICULE QUINZIÈME. — INSCRIPTIONS DOLIAIRES LATINES. Marques de briques relatives à une partie de la *gens Domitia*, recueillies et classées par M. CH. DESCEMET (*avec un très grand nombre de bois et de figures*).......... 12 fr. 50

FASCICULE SEIZIÈME. — CATALOGUE DES TERRES CUITES DU MUSÉE DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE D'ATHÈNES, par M. J. MARTHA, maître de conférences à la faculté des lettres de Paris (*avec un bois intercalé dans le texte et huit belles planches en héliogravure hors texte*).......... 12 fr. 50

FASCICULE DIX-SEPTIÈME. — ETUDE SUR PRÉNESTE, VILLE DU LATIUM, par M. Emmanuel FERNIQUE, ancien membre de l'Ecole française de Rome (*avec une grande carte et trois planches en héliogravure*).......... 7 fr. 50

FASCICULE DIX-HUITIÈME. — RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES SUR LES ILES IONIENNES. — III. **Zante.** — IV. **Cérigo.** — V. **Appendice**, par M. Othon RIEMANN, maître de conférences à l'Ecole normale supérieure (*avec 2 cartes hors texte*).......... 3 fr. 50
Voir Fascicules VIII et XII.

FASCICULE DIX-NEUVIÈME. — CHARTES DE TERRE SAINTE PROVENANT DE L'ABBAYE DE N.-D. DE JOSAPHAT, publiées par M. François DELABORDE, ancien membre de l'Ecole française de Rome (*avec deux planches en héliogravure*).......... 5 fr.

FASCICULE VINGTIÈME. — LA TRIÈRE ATHÉNIENNE, ÉTUDE D'ARCHÉOLOGIE NAVALE, par M. A. CARTAULT, ancien membre de l'Ecole française d'Athènes, professeur suppléant à la Sorbonne (*avec quatre-vingt-dix-neuf bois intercalés dans le texte et cinq planches gravées hors texte*).......... 12 fr.

FASCICULE VINGT-UNIÈME — ÉTUDES D'ÉPIGRAPHIE JURIDIQUE : DE QUELQUES INSCRIPTIONS RELATIVES A L'ADMINISTRATION DE DIOCLÉTIEN. — I. **L'Examinator per Italiam.** — II. **Le Magister sacrarum cognitionum**, par M. Edouard CUQ, ancien membre de l'Ecole française de Rome, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux.......... 5 fr.

FASCICULE VINGT-DEUXIÈME. — ETUDE SUR LA CHRONIQUE EN PROSE DE GUILLAUME LE BRETON, par M. François DELABORDE, ancien membre de l'Ecole française de Rome.......... 2 fr.

FASCICULE VINGT-TROISIÈME. — L'ASCLÉPIÉION D'ATHÈNES, D'APRÈS LES RÉCENTES DÉCOUVERTES, par M. Paul GIRARD, maître de conférences à la Faculté des lettres de Paris (*avec une grande carte et trois planches en héliogravure*.).......... 5 fr. 50

FASCICULE VINGT-QUATRIÈME. — LE MANUSCRIT D'ISOCRATE URBINAS CXI DE LA VATICANE. — DESCRIPTION ET HISTOIRE. — RÉCENSION DU PANÉGYRIQUE, par M. Albert MARTIN, ancien membre de l'Ecole française de Rome.......... 1 fr. 50

FASCICULE VINGT-CINQUIÈME. — NOUVELLES RECHERCHES SUR L'ENTRÉE DE SPAGNE ; CHANSON DE GESTE FRANCO-ITALIENNE, par Antoine THOMAS, maître de conférences à la Faculté des lettres de Toulouse.......... 2 fr.

FASCICULE VINGT-SIXIÈME. — LES SACERDOCES ATHÉNIENS, par M. Jules MARTHA.......... 5 fr.

FASCICULE VINGT-SEPTIÈME. — LES SCOLIES DU MANUSCRIT D'ARISTOPHANE A RAVENNE. ETUDE ET COLLATION, par M. Albert MARTIN.......... 10 fr.

FASCICULE VINGT-HUITIÈME Première section. — LES ARTS A LA COUR DES PAPES PENDANT LE XV[e] ET LE XVI[e] SIÈCLE, recueil de documents inédits tirés des archives et des bibliothèques romaines, par M. Eugène MUNTZ. — TROISIÈME PARTIE : Sixte IV — Léon X (1471-1521). Première section (*avec deux planches*).......... 12 fr.
— *En préparation* : Deuxième section.

FASCICULE VINGT-NEUVIÈME. — LES ORIGINES DU SÉNAT ROMAIN. Recherches sur la formation et la dissolution du Sénat patricien, par M. G. BLOCH, professeur à la Faculté des lettres de Lyon.......... 9 fr.

FASCICULE TRENTIÈME. — ETUDE SUR LES LÉCYTHES BLANCS ATTIQUES A REPRÉSENTATIONS FUNÉRAIRES, par M. E. POTTIER, ancien membre de l'Ecole française d'Athènes, professeur suppléant à l'Ecole des Beaux-Arts, attaché au musée du Louvre (*avec quatre planches en couleur*).......... 6 fr.

FASCICULE TRENTE-ET-UNIÈME. — LE CULTE DE CASTOR ET POLLUX EN ITALIE, par M. Maurice ALBERT, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, ancien membre de l'Ecole française de Rome (*avec trois planches*).......... 5 fr. 50

FASCICULE TRENTE-DEUXIÈME. — LES ARCHIVES DE LA BIBLIOTHÈQUE ET LE TRÉSOR DE L'ORDRE DE SAINT-JEAN DE JÉRUSALEM, A MALTE, par M. DELAVILLE LE ROULX, docteur ès-lettres, ancien membre de l'Ecole française de Rome.......... 8 fr.

FASCICULE TRENTE-TROISIÈME. — ETUDE SUR LE CULTE DES DIVINITÉS D'ALEXANDRIE (*Sérapis, Isis, Harpocrate, Anubis*) HORS DE L'EGYPTE, depuis les origines jusqu'à la naissance de l'Ecole néo-platonicienne, par M. Georges LAFAYE, ancien membre de l'Ecole française de Rome, professeur à la faculté des lettres de Lyon (*avec cinq planches*).......... 10 fr.

FASCICULE TRENTE-QUATRIÈME. — TERRACINE, essai d'histoire locale, par M. R. de LA BLANCHÈRE, ancien membre de l'Ecole française de Rome (*avec deux eaux-fortes et cinq planches dessinées par l'auteur*).......... 10 fr.

FASCICULE TRENTE-CINQUIÈME. — FRANCESCO DA BARBERINO ET LA LITTÉRATURE PROVENÇALE EN ITALIE AU MOYEN AGE, par M. Antoine THOMAS.......... 5 fr.

FASCICULE TRENTE-SIXIÈME. — ETUDE DU DIALECTE CHYPRIOTE MODERNE ET MÉDIÉVAL, par Mondry BEAUDOUIN, ancien membre de l'Ecole française d'Athènes, professeur à la Faculté des lettres de Toulouse.......... 5 fr.

FASCICULE TRENTE-SEPTIÈME. — LES TRANSFORMATIONS POLITIQUES DE L'ITALIE SOUS LES EMPEREURS ROMAINS (43 av. J.-C.-330 apr. J.-C.), par M. Camille JULLIAN, ancien membre de l'Ecole française de Rome, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux.......... 4 fr. 50

FASCICULE TRENTE-HUITIÈME. — LA VIE MUNICIPALE EN ATTIQUE. Essai sur l'organisation des dèmes au quatrième siècle, par B. HAUSSOULLIER, maître de conférences à l'Ecole des Hautes Etudes, ancien membre de l'Ecole française d'Athènes.... 5 fr.

FASCICULE TRENTE-NEUVIÈME. — LES FIGURES CRIOPHORES DANS L'ART GREC, L'ART GRÉCO-ROMAIN ET L'ART CHRÉTIEN, par M. A. VEYRIES, anc. memb. de l'Ec. franç. d'Athènes. 2 fr. 25

FASCICULE QUARANTIÈME. — LES LIGUES ÉTOLIENNE ET ACHÉENNE, LEUR HISTOIRE ET LEURS INSTITUTIONS, NATURE ET DURÉE DE LEUR ANTAGONISME, par M. Marcel DUBOIS, ancien membre de l'Ecole française d'Athènes, maître de conférences à la Faculté des lettres de Paris (*avec deux cartes coloriées*). 7 fr.

FASCICULE QUARANTE ET UNIÈME — LES STRATÈGES ATHÉNIENS, par M. AM. HAUVETTE-BESNAULT, ancien membre de l'Ecole française d'Athènes, maître de conférences à la Faculté des lettres de Paris.......... 5 fr.

FASCICULE QUARANTE-DEUXIÈME. — ETUDE SUR L'HISTOIRE DES SARCOPHAGES CHRÉTIENS. — CATALOGUE DES SARCOPHAGES CHRÉTIENS DE ROME QUI NE SE TROUVENT POINT AU MUSÉE

BENOIT XII

LETTRES CLOSES, PATENTES ET CURIALES

SE RAPPORTANT A LA FRANCE

BENOIT XII

(1334-1342)

LETTRES CLOSES, PATENTES ET CURIALES SE RAPPORTANT A LA FRANCE

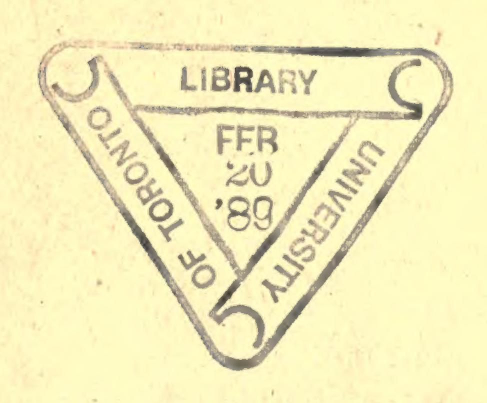
PAR

GEORGES DAUMET

ANCIEN MEMBRE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME, ARCHIVISTE AUX ARCHIVES NATIONALES

PARIS
E. DE BOCCARD, ÉDITEUR
ANCIENNE LIBRAIRIE FONTEMOING & Cie, ÉDITEURS
LIBRAIRE DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME
DE L'INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHÉOLOGIE ORIENTALE DU CAIRE
ET DU COLLÈGE DE FRANCE
1, Rue de Médicis, 1

1920


LIBRARY
FEB
20
'89
UNIVERSITY
OF TORONTO

BENOIT XII

LETTRES CLOSES, PATENTES ET CURIALES
SE RAPPORTANT A LA FRANCE

INTRODUCTION[1]

De la carrière suivie par Benoît XII avant son élévation au souverain pontificat, nous ne connaissons que les grandes lignes et quelques dates. Né dans le comté de Foix, à Saverdun[2], et issu d'une famille de condition modeste, Jacques Fournier entra fort jeune dans l'ordre de Cîteaux, à l'abbaye de Boulbonne, toute voisine de son pays d'origine[3]; il passa de là au monastère de Fontfroide[4], dont un frère de sa mère, Arnaud Novel, était abbé. Ses dispositions naturelles, son application au travail, sans doute aussi la protection de son oncle lui valurent d'être envoyé à l'Université de Paris pour compléter ses études. Lui-même nous apprend que pendant cette période, dont nous ignorons la durée, il résida au couvent des Bernardins[5]; il obtint le grade de bachelier en théologie; peut-être fréquenta-t-il encore d'autres écoles et professa-t-il dans quelqu'une des maisons de son ordre?

1. Dans les notes placées au bas des pages, les mentions *Vidal*, *Vidal II* et *Daumet* renvoient respectivement : 1o aux *Lettres communes de Benoît XII*, publiées par M. l'abbé Vidal de 1903 à 1911 (en trois volumes) ; 2o aux *Lettres closes et patentes intéressant les pays autres que la France*, dont le même auteur a fait paraitre un premier fascicule en 1913 ; 3o au présent recueil.

2. Baluze, *Vitæ paparum avenionensium*, éd. Mollat (Paris, 1916, in-8o) t. I, pp. 195, 210, 223, 226, 235 ; — Saverdun, Ariège, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Pamiers.

3. Des restes assez importants de l'abbaye de Boulbonne se voient encore dans la commune de Cintegabelle, au confluent de l'Ariège et de l'Hers (Haute-Garonne, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Muret). Ce sont les ruines d'un monastère reconstruit à la fin du XVIe siècle ; l'édifice primitif, démoli pendant les guerres de religion, n'occupait pas le même emplacement, mais était situé près de la petite ville de Mazères.

4. Fontfroide, Aude, commune de Bizanet, canton et arrondissement de Narbonne.

5. En 1338, il donna une somme d'argent pour la reconstruction de la chapelle de ce couvent : « Nos, beneficiorum que in domo predicta olim dum ibidem vacaremus disciplinis scolasticis recepimus, non obliti... » (*Daumet*, no 463).

Toujours est-il que sa réputation de science et de vertu était assez bien établie en 1311 pour que ses confrères de Fontfroide l'aient choisi comme abbé lorsqu'Arnaud Novel devint cardinal. S'il faut prendre à la lettre les indications données par un de ses biographes, cettte élection n'empêcha pas Jacques Fournier de pousser plus loin ses études et de conquérir à Paris le diplôme de maître en théologie [1].

Appelé en 1317 à occuper le siège épiscopal de Pamiers, puis en 1326 celui de Mirepoix, deux évêchés récemment créés, l'un par Boniface VIII, l'autre par Jean XXII, pour mieux assurer la surveillance et la poursuite des hérétiques cathares et vaudois encore très nombreux dans ces régions montagneuses, il se donna tout entier à sa tâche et nous avons les preuves de l'ardeur qu'il déploya, organisant avec les inquisiteurs dominicains un tribunal qui chômait rarement, s'occupant lui-même des moindres détails, procédant en personne aux enquêtes et aux interrogatoires, bref remplissant toutes les fonctions d'un juge aussi consciencieux que sévère [2].

Son zèle fut apprécié par le pape qui, non content de le féliciter, lui donna bientôt un éclatant témoignage de l'estime où il le tenait en le créant, en 1327, cardinal-prêtre du titre de Sancta Prisca et en l'appelant à la cour d'Avignon [3], où sa science théologique n'était pas moins prisée que son énergie à combattre les ennemis de l'Église. Il trouva là l'occasion d'utiliser son savoir [4] et prit part aux débats que soulevait la question alors controversée de la *Vision béatifique* ; contre l'avis du pontife régnant, il se prononça pour l'opinion de ceux qui soutenaient que les âmes entièrement purifiées de leurs souillures voient Dieu face à face sans avoir à attendre le Jugement dernier ; une fois monté sur le trône, il devait solennellement définir cette vérité de la foi.

Lorsque Jean XXII fut mort le 4 décembre 1334, les cardinaux se réunirent en conclave sous la garde des lieutenants de Robert, roi de Sicile et comte de Provence, à qui appartenait la cité d'Avignon [5]. Le 20 du même mois, les suffrages des électeurs se portèrent unanimement sur Jacques Fournier, qui prit le nom de Benoît XII et se fit couronner le 8 janvier 1335 dans la chapelle des Frères prêcheurs. Son pontificat devait durer un peu plus de sept années.

S'il est difficile, pour ne pas dire impossible, de connaître la véritable physionomie des personnages qu'un espace de plusieurs siècles sépare de nous, on aperçoit pourtant chez certains des traits de caractère assez fortement marqués pour se dégager de l'ombre du passé et se manifester en pleine lumière. C'est ainsi que, d'après les actes de son gouvernement et le témoignage des

1. Baluze, *Quinta vita*, éd. cit., p. 226 : « Hic, existens Parisius sacre theologie baccalarius, electus fuit abbas monasterii Fontisfrigidi supradicti. Deinde factus Parisius sacre theologie magister, idem monasterium per sex annos religiose gubernavit. »

2. Vidal, *Le tribunal d'inquisition de Pamiers*, (Toulouse, 1906, in-8°), pp. 71 et suiv.

3. La lettre que lui écrivit à cette occasion Jean XXII est publiée dans les *Annales ecclesiastici*, anno 1327, § 55.

4. Vidal, *Les œuvres du pape Benoît XII*, dans la *Revue d'histoire ecclésiastique*, t. VI (1905), pp. 557 et suiv., 785 et suiv.

5. Écrivant le 20 mars 1335 au roi Robert, le pape loue le zèle de ses officiers « pro provida custodia clausure cetus collegii post Johannis pape XXII mortem » (*Daumet*, n° 29).

contemporains, Benoît XII apparait avec la figure sévère d'un pontife très désireux de faire régner dans l'Église l'ordre et la régularité, ferme sur les principes, n'accordant rien à la faveur, prêchant d'ailleurs d'exemple et ayant conservé sous la tiare quelque chose de l'austérité du moine. Il n'avait, pour ainsi dire, pas quitté le cloître, étudiant ou professant les sciences sacrées et dirigeant des religieux ; son passage dans l'épiscopat à la tête de deux petits diocèses perdu dans les montagnes, son séjour même à la cour d'Avignon, où il se consacrait uniquement à des travaux théologiques, ne l'avaient nullement préparé à la conduite des grandes affaires, à la politique ni à la diplomatie. Devenu pape, il dut porter son attention sur les choses temporelles, auxquelles il était jusqu'alors demeuré étranger, prendre en mains l'administration des domaines que le Saint-Siège possédait en France et en Italie, négocier avec les rois et les républiques pour s'efforcer de concilier les intérêts opposés et d'apaiser les conflits, remplir en un mot la mission pacificatrice qui appartient au chef spirituel de la chrétienté. Mais ces soins, si pressants qu'ils fussent, ne lui firent pas perdre de vue ni reléguer au second plan de ses préoccupations la réforme des abus dont souffrait l'Église. La rigueur qu'il montra à cette occasion ne pouvait manquer d'exciter de nombreux mécontentements, dont les échos nous sont parvenus : les porte-paroles des membres du clergé que la vigilance du pontife écartait des bénéfices et des charges n'ont pas épargné sa mémoire, mais ils découvrent ingénument les vrais motifs de leurs griefs et se font involontairement les panégyristes de Benoît XII en lui reprochant avant tout de s'être montré peu prodigue de faveurs, sourd à toutes recommandations, même à celles des cardinaux, et très circonspect dans la collation des dignités ecclésiastiques, qu'il aimait mieux voir vacantes qu'occupées par des sujets qu'il jugeait indignes ou incapables[1].

Ce souci de récompenser le seul mérite et de ne point faire acception de personnes, le pape le poussait jusqu'au scrupule lorsqu'il s'agissait d'un membre de sa famille. On ne vit jamais adversaire plus déclaré du népotisme et sa manière d'agir est assez peu commune pour qu'on la remarque : non seulement il s'abstint d'ouvrir à ses proches l'accès des riches prébendes et la carrière des honneurs, mais encore il supportait impatiemment que ses parents fussent distingués et comblés de faveur par les princes. Nous en avons une preuve frappante dans une lettre qu'il écrivait, le 27 octobre 1339, à Robert, roi de Sicile[2] : apprenant qu'un de ses neveux, nommé Guillaume Fournier,

1. « Nullos vel paucos dignos promotionibus vel gradibus ecclesiasticis extimabat. Hic dominus Benedictus papa avarus, durus et tenax, in conferendis gratiis remissus, tardus et negligens in providendo statui ecclesiarum supra modum fuit ; et in excusationem sue duritie, paucos ad hoc dignos vel sufficientes dicebat communiter. Omnes etiam dominos cardinales fore deceptores sui credebat. Raro supplicationes ipsorum recipere volebat, ipsosque non modicum suspectos habebat. » *Octava vita*, apud Baluze, éd. cit., p. 236.

2. *Daumet*, n° 658. — Un autre document conservé aux archives du Vatican (Miscellanea, 1339, n° 54) et publié par M. l'abbé Vidal (n° 7601), doit être rapproché de celui que nous venons de citer. C'est une lettre privée, écrite le 19 octobre [1339] au neveu du pape par Bernard d'Albi, évêque de Rodez et cardinal-prêtre de Saint-Ciriaque ; le personnage, originaire du

s'était rendu dans l'Italie méridionale, qu'il avait été reçu avec honneur à la cour de Naples et qu'il avait été gratifié de dons considérables, le Saint Père exprime son étonnement et son déplaisir ; il affirme que ce voyage a été entrepris à son insu ; comme il suppose que Robert et la reine Sancia ont voulu lui marquer affection et respect en faisant un si chaud accueil à son parent, il les remercie, mais tient à constater qu'il n'a jamais rien sollicité pour quelqu'un des siens ; et comme pour montrer clairement qu'il ne se sent point lié par les bienfaits répandus sur son neveu, il termine sa lettre en refusant d'accorder au roi et à la reine de Sicile une faveur qu'ils avaient demandée. Si Guillaume Fournier devint par la suite chevalier, s'il épousa une femme d'origine noble et posséda pendant quelque temps du moins un fief dans l'Italie méridionale [1], ce ne fut pas, on le voit, au patronage de son oncle qu'il dût l'élévation de sa fortune.

diocèse de Pamiers, par conséquent compatriote de Benoît XII et admis à ce titre dans son intimité, lié sans doute d'amitié avec Guillaume Fournier, fait part à ce dernier du mécontentement ressenti par le Saint-Père et l'engage, sous peine d'être mal accueilli, à différer son retour à la cour pontificale et à attendre les ordres de son oncle. Nous ignorons si Guillaume parvint à rentrer en grâce auprès du pontife ; nous pouvons, du moins, signaler un texte relatif à son voyage en Italie. Les comptes de la basilique de Saint-Pierre contiennent une mention de son passage à Rome avec une suite de vingt personnes ; l'« altararius » de cette basilique note, en effet, ceci en 1340 : « Et sciendum est quod nobilis vir Guillelmus Fornerius, nepos domini nostri pape, veniens de Neapolis et vadens Avinionem, volens visitare limina apostolorum Petri et Pauli, venit Rome et descendit cum suis familiaribus in hospitium habitationis mee, ubi stetit cum XX personis, pro expensis quorum solvi in pane, vino, carnibus, piscibus et aliis oportunis in dictis quatuor diebus, in universo florenos auri decem » (Arch. du Vatican, Introitus et exitus 174, fol. 56 verso).

1. Quoique le pape ait manifesté de la façon la plus nette qu'il se désintéressait de l'avancement de son neveu, celui-ci trouva un protecteur dans le royaume de Sicile en la personne du légat pontifical Gozio Battaglia et continua d'être libéralement traité par le roi Robert qui le prit à son service, le créa chevalier, lui fit épouser une fille noble et bien dotée et le gratifia d'une rente de 200 onces d'or qui fut, peu après, assise sur les revenus d'un château situé près de Bari. Mais sa prospérité ne dura pas plus que la vie de son bienfaiteur ; aussitôt que celui-ci fut mort, Guillaume Fournier se vit contester la possession de son château par un puissant seigneur du pays ; craignant de succomber dans une action judiciaire et ne trouvant même point d'avocat pour défendre sa cause, il s'adressa au pape Clément VI qui, moins sévère que son prédécesseur, écrivit le 9 août 1343 à la jeune reine Jeanne, à la reine douairière Sancia et à divers grands personnages du royaume en faveur du neveu de Benoît XII, demandant que le procès fût soumis à des juges équitables, et qu'au cas où Guillaume le perdrait, on lui payât la rente de 200 onces d'or qu'il touchait avant d'avoir reçu le château qui faisait l'objet du litige. Et l'année suivante, le 11 septembre 1344, nous voyons le même pape enjoindre à Aimeri de Chalus, son légat de Naples, d'user de son influence en faveur de Guillaume Fournier. Le résultat de ces interventions ne nous est pas connu, mais on trouvera sans doute quelque intérêt à lire ici les deux lettres de Clément VI :

« *Carissime in Christo filie Johanne regine Sicilie illustri.* Pro parte dilecti filii nobilis viri Guillelmi Fornerii, militis, super expositum extitit coram nobis quod olim inclite memorie Robertus, rex Sicilie, avus tuus, consideratione felicis recordationis Benedicti pape XII, de cujus genere idem miles descendit, necnon precum intuitu dilecti filii nostri Gocii, tituli sancte Prisce presbiteri cardinalis, tunc in partibus regni Sicilie pro certis statum dicti regni tangentibus per prefatum predecessorem sibi commissis negociis existentis, prefatum militem nondum tunc temporis militari cingulo insignitum sub certis stipendiis ad suorum obsequiorum familiaritatem recepit, et deinde post brevis temporis spacium eodem cingulo insignivit et ei quadam nobilem mulierem de dicto regno cum bonis ipsius muliere hereditariis tradidit in uxorem, et ulterius promisit sibi nichilominus dare ducentas uncias annuatim renduales et in pecunia solvere, donec terram aliquam que vacaret in eodem regno et de qua posset dictas dicentas uncias singulis annis percipere et habere prefato militi tradidisset. Subsequenter vero, vacante in eodem regno quodam castro vocato Torgiano prope civitatem Barensem, hujusmodi castrum extimatum ad ducentas uncias pro illis assignavit et tradidit militi supradicto, quod usque ad obitum dicti regis pacifice absque inquietatione alicujus tenuit ac possedit. Postmodum autem, eodem rege sicut Domino placuit ab hac luce substracto, quidam vir potens de partibus illis se jus habere in castro predicto asserens, prefatum militem in possessione ipsius castri turbare dicitur et multipliciter moles-

Les biographes du pape ne font aucune mention de ce neveu sur lequel nous avons pu réunir les quelques renseignements qui précèdent; en revanche, ils parlent d'une nièce au sujet de laquelle ils content deux anecdotes qui mettent bien en relief la discrétion de Benoît XII et le désir qu'il avait de voir ses proches garder la modestie qui convenait à leur origine. Comme plusieurs personnages de distinction demandaient la main de cette jeune fille, le pontife répondit, dans le langage trivial et imagé qui lui était, parait-il, familier, « qu'une telle jument ne méritait pas une telle selle » et il la maria au fils d'un marchand de Toulouse [1]. Les deux époux étant venus à Avignon avec l'espoir d'être reçus à la cour et probablement d'y être retenus, le Saint-Père leur dit que Jacques Fournier les connaissait, mais que le pape n'avait point de parents; puis il les renvoya avec sa bénédiction, après leur avoir fait compter une somme d'argent destinée à payer les frais de leur voyage [2]. Des documents tout à fait probants nous apprennent l'existence d'une autre nièce de Benoît [3], que les textes désignent sous le nom étrange de Faiaga ou Faragua. Son oncle lui fit remettre en évrier 1336 une somme de 2000 florins et la moitié de l'héritage paternel; [4] elle épousa en 1339 le fils d'un chevalier, Arnaud de Villiers, mais le pape ne voulut pas que le mariage fut solennisé à Avignon; seul l'échange des paroles de présent eut lieu au palais apostolique, sans que les cardinaux,

tare; timens igitur dictus miles se in causa hujusmodi advocatorum et procuratorum patrocinium comode contra potentem eundem reperire non posse, nostre intercessionis auxilium humiliter super hiis imploravit. Nos autem qui, consideratione dicti predecessoris et ipsius militis probitatis obtentu, eum favore prosequimur benivolencie specialis, excellenciam reginalem attentius deprecamur quatinus in negocio seu causa quod vel que inter prefatos potentem et militem ratione dicti castri vertitur seu verti speratur, aliquem seu aliquos viros ydoneos, peritos in jure, qui simpliciter et de plano sine strepitu et figura judicii procedentes, auditis partibus et juribus earumdem absque aliis litigiosis amfractibus, complementum exhibeant justicie, deputari; et si forsan eundem militem jus in eodem castro non habere constaret, quod de dictis ducentis unciis sibi per prefatum regem, ut profertur, promissis, in pecunia vel terris, juxta honorem promissionis ejusdem, sufficiens sibi prestatur satisfactio, ita quod destitutus et frustratus gracia et liberalitate regia non remaneat, ordinari procures, eum super hiis et aliis agendis suis, sicut cum honestate fieri poterit, favorabiliter pro nostra et apostolice Sedis reverencia prosequendo. Dat. apud Villamnovam Avinionensis diocesis, V id. aug., anno secundo. » Archives du Vat., Reg. Vat. 137, nº ccxxxv. — « Item, mutatis mutandis : *carissime in Christo filie Sancie regine Sicilie illustri* (*Ibidem*, nº ccxxxvi); — *venerabili fratri Philippo episcopo Cavallicensi, regni Sicilie vicecancellario* (*Ibid.*, nº ccxxxvii); — *dilecto filio nobili viro Gaufrido, comiti Squilacii* (*Ibid.*, nº ccxxxviii); — *dilecto filio nobili viro Carolo Artusii, domino sancte Agathe* (*Ibid.*, nº ccxxxix). »

« *Dilecto filio Aymerico tituli Sancti Martini in Montibus presbitero cardinali, apostolice Sedis legato.* Cupientes dilectum filium nobilem virum Guillelmum Furnerii, militem, presertim consideratione felicis recordationis Benedicti pape XII, predecessoris nostri, de cujus parentela proxima existebat, gratiosis prosequi favoribus ac in suis bonis et juribus confoveri, prefatum militem ut eidem in suis agendis, prout honeste fieri poterit, favoribus oportunis assistas, tue benivolentie propensius commendamus. Dat. ap. Villamnovam..., III id. sept., anno tercio. » Reg. Vat. 138, nº cclxxi.

1. Baluze, *Prima vita*, éd. cit., p. 207.

2. *Ibidem*, *Secunda vita*, éd. cit., p. 215.

3. Il n'est pas douteux que Benoît XII ait eu deux nièces; la preuve en est fournie par un compte du 28 juillet 1340 où se trouve mentionné l'achat fait en Flandre d'une certaine quantité de drap de Bruxelles « pro duabus neptibus domini nostri pape » (Introitus et exitus 185, fol. lxxxi verso).

4. *Vidal II*, nº 774[a]. — En dehors de cette somme importante donnée à une de ses nièces, les comptes de dépenses de la Chambre apostolique ne contiennent en faveur de la parenté du pape que des cadeaux de robes ou d'étoffes (Introitus et exitus 162, fol. 78, et 185, fol. 81), et les frais des funérailles d'un cousin de Guillaume Fournier (*Ibidem* 162, fol. 92 recto).

même les plus familiers, aient été appelés à y assister[1]. Ainsi Benoît XII entendait-il ne point donner aux cérémonies de famille l'éclat de celles où il figurait comme pontife et où les dignitaires de sa cour avaient naturellement leur place.

L'une des anecdotes citées plus haut nous révèle que Benoît ne se piquait pas d'un langage châtié et exprimait volontiers sa pensée en termes assez crus : c'est un trait qui doit être exact, car il est noté à la fois par un biographe favorable au Saint-Père — celui-là même qui rapporte le propos — et par un de ses détracteurs[2]. Ce dernier affecte d'être scandalisé par une tournure d'esprit qui n'a rien d'incompatible avec une conduite parfaitement régulière. Admettons donc que parfois, la gravité du pape se détendait et qu'il se laissait aller avec ses intimes à des plaisanteries qui pouvaient paraître assez lourdes aux oreilles des délicats. Le même censeur affirme que Benoît XII fut un intrépide buveur de vin et que sa réputation à cet égard était bien établie parmi ceux qui vivaient à la cour d'Avignon ;[3] mais cet auteur fait preuve d'une telle partialité qu'on ne peut donner pleine créance à son seul témoignage. Assurément nous savons que les caves du palais apostolique étaient bien garnies et l'on trouve fréquemment dans les comptes la mention d'achats de vins à Beaune,[4] dans la région de Nîmes et dans celle de Lunel, de muscat de la même provenance,[5] l'acquisition faite à Barbentane de raisins frais destinés à être pressés[6] ; mais on n'en doit pas conclure que le pape ait eu un goût particulier pour le jus de la treille ; cette provision ne lui était pas uniquement destinée, mais servait évidemment aux gens de sa maison qui étaient nombreux ; il fallait bien aussi que lui-même fît honneur de crûs renommés aux hôtes de marque, rois ou princes, qu'il recevait[7]. L'étiquette n'obligeait pas alors le Saint-Père à prendre ses repas dans la solitude : on a la preuve que des familiers et des compatriotes s'asseyaient souvent à sa table et qu'à l'occa-

1. Ces détails sont extraits de la lettre citée plus haut (ci-dessus p. 3, note 2), écrite par Bernard d'Albi, évêque de Rodez, à Guillaume Fournier. — Un des derniers historiens qui aient parlé de Benoît XII a tiré argument de cette lettre pour incriminer le caractère du pape et le représenter comme un égoïste; on lit avec étonnement dans le volume de M. Deprez intitulé *Les préliminaires de la guerre de Cent Ans* (Paris, 1902, in-8°) les lignes suivantes : « Une lettre confidentielle qu'un cardinal écrivait à Guillaume Fournier... nous donne des détails intimes sur le caractère de Benoît XII. Le pape pensait à lui plutôt qu'aux siens. Il ne tenait aucun compte des marques de déférence qu'on avait pour lui... Il refusa de donner de l'argent à ses neveux (p. 401, note 1). »

2. Baluze, *Octava vita*, éd. cit., p. 236 : « In propositionis turpibus et inhonestis plus quam in virtuosis habere complacentiam ex risibus et motibus aliis omnibus notum erat. »

3. « Potator vini maximus ab omnibus curialibus dicebatur, adeo ut versum sit in proverbium consuetum dici : *Bibamus papaliter* » (*Ibidem*).

4. Cf. par exemple, Introitus et exitus 193, fol. 13.

5. *Ibidem* 150, fol. 97 et 177, fol. 69 verso.

6. *Ibidem* 185, fol. 68.

7. Outre le roi de France, qui séjourna à Avignon en mars 1336, le pape reçut notamment le dauphin de Viennois en mars 1337 (Int. et exitus 162, fol. 55 verso), et en septembre 1338 le roi de Majorque (*Ibid.* 170, fol. 62 verso) et le roi d'Aragon (Baluze, *Prima vita*, éd. cit., p. 201).

sion de certaines fêtes, il traitait les cardinaux, les évêques présents à la curie et ses chapelains [1]. Suivant la coutume de l'époque, dans ces banquets, la chère était extrêmement abondante et variée : outre les victuailles que fournissait le pays, on y servait des mets dont on allait chercher les éléments bien loin du Comtat Venaissin, jusqu'à Mâcon, d'où l'on faisait venir des brochets, et même jusqu'à Bayonne, où les officiers [2] de bouche du pape s'approvisionnaient de saumons, de merluches et d'anchois. En somme Benoît XII mena un train équivalent à celui des souverains de son temps, sans se distinguer par sa parcimonie ni par son luxe.

On doit pourtant noter chez lui le goût des constructions, qui entraîne à de grosses dépenses, mais à des dépenses utiles et dont le résultat est durable. Il fit, en effet, poursuivre activement pendant tout son règne les travaux commencés par son prédécesseur pour transformer de fond en comble, à l'usage de la cour pontificale et de ses multiples services, l'ancienne demeure des évêques d'Avignon, et ce fut lui qui donna à l'édifice les proportions grandioses qu'on lui voit encore aujourd'hui. Nous savons aussi que sous son inspiration, on continua d'aménager et d'embellir le château de plaisance de Sorgues [3], résidence d'été de Jean XXII, qu'il habita lui-même pendant la belle saison en 1335 et 1336, mais où il ne paraît plus avoir fait de séjours prolongés dans les années qui suivirent [4] ; il fit entourer de hautes et fortes murailles le monastère de Boulbonne, berceau de sa vie religieuse [5], et contribua de ses deniers à la reconstruction de la chapelle du couvent de Saint-Bernard qui l'avait abrité pendant ses études à l'Université de Paris [6]. Enfin, veillant de loin mais efficacement à ce que les sanctuaires les plus vénérés de Rome ne soient pas laissés à l'abandon et ne tombent pas en ruines, il ordonna dans les basiliques de Saint-Pierre et de Latran d'importants travaux de restauration [7].

On ne trouvera pas dans les pages qui suivent une histoire complète, même résumée, du pontificat de Benoît XII [8] ; en nous servant des documents publiés dans le présent recueil et dans celui qu'a mis au jour la méritoire activité de M. l'abbé Vidal, nous nous bornerons à esquisser certaines parties de l'œuvre accomplie par le pape et à exposer quelques-unes des affaires qu'il eut à traiter. Si l'on s'en tient aux résultats, il faudra constater que le succès ne récompensa généralement pas ses efforts,

1. Cf. notamment Introitus et exitus 162, fol. 56, 57, 59, 62, et 170, fol. 58 verso et 59 verso.
2. *Ibidem* 162, fol. 95 recto, 170, fol. 59, 177, fol. 59, 185, fol. 53, et 193, fol. 10.
3. Cf. Eug. Müntz, *Le palais pontifical de Sorgues* (extrait des *Mémoires de la Société nationale des antiquaires de France*, tome XLV), et le présent recueil, nº 135.
4. A partir du 20 septembre 1336, on ne rencontre aucune lettre pontificale datée de Sorgues.
5. Baluze, *Prima vita*, éd. cit., p. 197.
6. V. plus haut, p. I, note 5.
7. [Cardinal Albani], *Collectionis bullarum Sacrosanctæ Basilicæ Vaticanæ tomus I* (Rome, 1747, in-fol.), pp. 287 et suiv.
8. M. l'abbé Mollat s'est chargé de donner cette vue d'ensemble du règne de Benoît XII dans son excellent volume intitulé *Les Papes d'Avignon*, Paris, 1912, in-12).

mais si des maladresses et des fautes peuvent lui être imputées, ce sera du moins stricte justice que reconnaître la droiture de ses intentions.

C'est une opinion généralement reçue et presque un lieu commun que les papes d'Avignon furent à l'égard des rois de France dans les liens d'une étroite sujétion. Sans vouloir nier que les divers pontifes qui régnèrent aux bords du Rhône aient ressenti dans une mesure plus ou moins grande l'influence française, on doit remarquer qu'ils n'habitaient pas le territoire du royaume et que s'ils n'acquirent la ville d'Avignon qu'à une époque assez tardive, ils étaient en réalité dans cette cité indépendants et libres. En ce qui concerne spécialement Benoît XII, l'examen de ses actes ne conduit nullement à nous le représenter comme inféodé sans réserves à la politique de Philippe de Valois. Français de naissance, n'ayant jamais quitté son pays, entouré de cardinaux et de conseillers qui en grande majorité étaient français, on ne saurait s'étonner qu'il entretint avec le roi des relations plus suivies qu'avec d'autres souverains et qu'à l'exemple de ses prédécesseurs il le mît souvent au courant des affaires importantes qui survenaient ; mais de là à se faire l'aveugle instrument de Philippe, à sacrifier les intérêts généraux de la chrétienté pour servir ceux du prince, il y a loin.

En une seule occasion, au début du pontificat, il semble que les avis et les convenances du roi pesèrent d'une façon marquée sur les résolutions de Benoît XII : ce fut lors des pourparlers engagés pour mettre fin à la violente querelle qui avait éclaté en 1323 entre Louis de Bavière et Jean XXII et qui durait encore quand mourut celui-ci. Autant qu'on en peut juger, l'empereur était en 1335 prêt à se soumettre et le nouveau pape disposé à oublier les griefs de son prédécesseur; mais les rois de France et de Sicile avaient des raisons politiques très fortes, pour désirer que l'autorité du Bavarois demeurât mal affermie en Allemagne comme en Italie ; ils devaient agir de telle sorte que les dissentiments de la papauté et de l'empire ne fussent point apaisés: aussi unirent-ils leurs efforts pour faire traîner en longueur et finalement échouer les négociations d'où la paix aurait pu sortir. Philippe de Valois, du reste, eut lieu quelques années après de se repentir d'être intervenu en cette circonstance, car Louis de Bavière, n'oubliant pas le mauvais service qui lui avait été rendu, s'empressa de se ranger parmi les alliés du roi d'Angleterre lorsque celui-ci entra en guerre pour revendiquer les droits à la couronne de France qu'il prétendait posséder.

On ne sera pas surpris que le souverain français ait déconseillé le transfert de la cour pontificale d'Avignon à Rome, lorsque Benoît XII eut à examiner et à résoudre la question de savoir si son retour dans la résidence traditionnelle des papes était opportun ; mais l'influence de Philippe ne fut en cette conjoncture ni unique ni prépondérante : il n'est pas douteux que le plus grand nombre des cardinaux ne se souciaient pas de passer les monts et l'on doit reconnaître que l'état d'anarchie permanente causé dans les domaines pontificaux d'Italie par la turbulence des seigneurs et par

l'insubordination des peuples inspirait les craintes les plus légitimes pour la liberté et la sécurité du Saint-Siège, qu'il s'installât à Rome ou à Bologne.

Sur le terrain politique, ce fut surtout pendant la guerre qui éclata entre la France et l'Angleterre que l'activité de Benoît XII eut à s'exercer. Il appartenait au pape, c'est-à-dire à la plus haute autorité morale qui existât sur la terre, au représentant du Dieu de paix et de concorde, de faire tous ses efforts pour éteindre la querelle, amener les adversaires à se réconcilier, éviter enfin que le sang chrétien fût répandu. A cette mission, le pontife ne manqua point et il est permis de dire qu'il ne fut pas inférieur à la tâche qui lui incombait : avertissements, conseils, prières, il ne négligea rien. Sans se laisser décourager par les échecs, il prodigue ses avis paternels et charitables, il représente aux deux rois sous les plus vives couleurs toutes les souffrances qu'une guerre entre des princes puissants va causer : on sent que son cœur est sincèrement ému à la vision des misères qui sont près d'accabler les déshérités et les pauvres. Sa voix s'élève avec persévérance pour rappeler cette grande idée que les peuples chrétiens forment une communauté qui s'oppose au monde païen : c'est une lutte fratricide qui va commencer sous les yeux des infidèles et ce sont eux seuls qui en retireront profit.

Si les efforts du pape furent vains, si ses tentatives répétées de conciliation échouèrent, il est équitable de reconnaître qu'il ne ménagea point ses peines et qu'il fit jusqu'au bout ce que lui commandait son devoir. En quoi consistait ce devoir ? A user de l'autorité morale qu'il possédait pour concilier les ambitions rivales des deux rois, pour retarder le plus longtemps possible le commencement des hostilités, et, la guerre une fois déchaînée, à s'efforcer de localiser le conflit, puis, si aucun des belligérants ne remportait d'avantages décisifs, à tâcher de les amener à traiter ou du moins à conclure des suspensions d'armes au cours desquelles les bases d'une paix durable pourraient être cherchées. Tel devait être, en effet, le programme d'action d'un pape voulant intervenir dans un conflit armé entre princes ; on ne saurait en imaginer un autre, et lorsqu'on constate que Benoît XII s'y est conformé, on ne comprendra pas le sens des reproches qui lui ont été adressés par le dernier historien des origines de la guerre de Cent Ans[1]. L'auteur constate que, dans la lutte commençante entre la France et l'Angleterre, la papauté voulut interposer sa médiation : c'est là un fait certain, mais qui n'a rien d'insolite et dont on pourrait citer quantité d'exemples, aussi bien pendant le Moyen Age que dans les temps modernes, le Saint-Siège, puissance spirituelle, s'étant toujours considéré comme qualifié pour prêcher la paix entre chrétiens, et ses conseils ayant été généralement, sinon suivis, du moins écoutés avec déférence.

1. Deprez, *Op. cit.*, p. 405. « Benoît XII », dit-il quelques pages plus haut (p. 401), « était un homme d'un esprit lucide et entêté. Il avait le tempérament dominateur et l'humeur impérieuse. Imbu de principes théocratiques et désireux d'être choisi pour arbitre dans toutes les questions européennes, il tenait moins à faire régner la paix qu'à être le médiateur indispensable et toujours écouté. »

Ce n'était donc pas à cause de « son orgueil insupportable que Benoît XII avait voulu être l'arbitre de la paix et de la guerre », comme l'écrit M. Deprez, mais bien pour remplir un rôle que personne n'avait songé à lui contester et parce qu'étant le père commun des fidèles, des Anglais aussi bien que des Français, il avait pour mission de les empêcher de s'entretuer. Il n'y réussit pas, c'est vrai, mais on ne voit pas de raison valable de lui imputer à grief d'avoir fait « signer trêve sur trêve, en éludant sans cesse les questions délicates au lieu de les aborder franchement, en fuyant les difficultés au lieu d'en chercher la solution ». Quelle autorité autre que celle du pape aurait eu chance de se faire mieux entendre ? Et quelle solution ingénieuse aurait été susceptible de mettre d'accord deux princes qui n'étaient point entrés en guerre pour se disputer un territoire, mais dont l'un affichait ouvertement la prétention de détrôner l'autre et de se substituer à lui comme roi ? M. Deprez a négligé de l'indiquer et s'est borné à une critique négative de l'action du pape [1]. Faute de mieux, les trêves négociées sur les instances du Souverain Pontife avaient l'avantage d'arrêter momentanément l'effusion du sang et les misères de toutes sortes qu'entraîne la guerre, avantage précaire si l'on veut, mais appréciable quand même. Notons encore que dans ce conflit, le pontife fit preuve d'une grande impartialité et qu'il ne favorisa pas la France aux dépens de l'Angleterre. S'il est vrai qu'à deux reprises il accorda à Philippe de Valois un décime sur les biens du clergé pour l'aider à supporter les frais de la guerre, il ne lui concéda cette faveur que lorsqu'Édouard III s'allia avec Louis de Bavière, c'est-à-dire avec un prince qui avait encouragé l'hérésie et le schisme et qu'on pouvait considérer légitivement comme un ennemi de l'Eglise.

Sur un point capital, la résistance de Benoît XII aux demandes pressantes et réitérées du roi de France ne faiblit jamais. On sait que, durant les dernières années du pontificat de Jean XXII, une croisade avait été préparée ; Philippe devait être le chef de l'expédition. Or, pour équiper des troupes et armer une flotte, on avait décidé d'imposer d'un dixième tous les revenus ecclésiastiques et un trésor de guerre avait été ainsi constitué. Le roi, quoiqu'ayant renoncé à partir pour la Terre-Sainte, avait voulu puiser à son gré dans ce trésor, obtenir du moins l'autorisation d'y faire des emprunts. Il s'adressa pour cela au pape, mais se heurta à une volonté inflexible et vit ses sollicitations constamment repoussées par un refus catégorique. C'est là un fait important, qu'il faut retenir et opposer à ceux qui accusent Benoît XII d'avoir eu à l'égard de Philippe de Valois des complaisances : le pape pensait que l'argent levé sur les églises à certaines conditions, dans un but déterminé qui n'était autre que la lutte contre les infidèles et la conquête du tombeau du Christ, ne devait sous

1. Il conclut ainsi : « Sa vanité du moins était satisfaite; il avait mené en laisse un roi de France imprévoyant et inintelligent » (p. 405).

aucun prétexte être détourné de sa destination, surtout pour être employé à nourrir une guerre où coulerait le sang chrétien. Et comme on le verra, rien ne put le décider à manquer à ce qu'il considérait justement comme un devoir sacré.

Ajoutons qu'il ne cessa pas, durant son règne, de réclamer pour les églises de France l'observation des règles établies et qu'il protesta toujours contre les envahissements et les abus de pouvoir dont les autorités séculières se rendaient coupables. Enfin, il maintint énergiquement un des attributs essentiels de la papauté : le caractère de puissance internationale qu'elle doit avoir, la liberté qu'elle ne saurait abdiquer de communiquer sans entraves pour l'exercice de son autorité spirituelle avec les princes et les peuples chrétiens. Pendant le pontificat de Benoît XII, les agents du roi de France portèrent atteinte à deux reprises à cette liberté ; le pape protesta hautement, appuya sa protestation par des mesures énergiques, et le pouvoir royal dut s'incliner, s'excuser, réparer les excès de zèle de ses auxiliaires et les désavouer.

BENOIT XII ET LES RÉFORMES DANS L'ÉGLISE

Parmi les papes d'Avignon, Benoît XII fait figure d'administrateur vigilant et de réformateur austère : comme moine, comme abbé, comme professeur, comme évêque, comme membre du Sacré-Collège résidant à la cour pontificale, pendant toutes les étapes de la carrière qu'il avait parcourue avant de ceindre la tiare, il avait beaucoup vu, beaucoup observé et trouvé ample matière à critiques. Austère dans ses mœurs, rigide dans ses principes, vrai cistercien attaché aux devoirs de sa règle, Jacques Fournier avait remarqué avec douleur que la discipline monastique était en bien des lieux relâchée, que l'administration des propriétés conventuelles était souvent défectueuse et que de nombreux membres du clergé menaient une vie peu convenable à leur état. Les abus qui s'étaient introduits dans le gouvernement central de l'Église comme dans le gouvernement des domaines du Saint-Siège ne lui avaient pas non plus échappé : certains fonctionnaires peu scrupuleux mésusaient des charges qui leur étaient confiées en soutirant de l'argent sous divers prétextes aux fidèles qui venaient à Avignon solliciter des grâces ou en pressurant les sujets de leur maître ; d'autres agents de la curie faisaient payer des services qui auraient dû être gratuits et tendaient impudemment la main à tout propos pour recevoir des gratifications ; tous se croyaient sûrs de l'impunité, grâce à la protection des cardinaux et des prélats dont ils étaient les clients, grâce aussi à une sorte de tolérance, d'indulgence de la part d'un souverain dont l'autorité paternelle ne se montrait généralement rigoureuse que si la foi était en jeu.

A toutes ces fâcheuses habitudes de vénalité ou de mendicité, à toutes ces fautes, Benoît XII à peine monté sur le trône résolut de porter remède et nous le voyons se mettre aussitôt à l'œuvre pour faire cesser le désordre et l'irrégularité. On découvre un indice très caractéristique de cette volonté bien affermie dans le premier document émané du pape. Écrivant le 9 janvier 1335

aux princes chrétiens, aux archevêques et aux évêques, aux chefs des grands ordres religieux pour leur annoncer son élection et son couronnement, il a soin de terminer ses lettres par une recommendation relative aux messagers qui les remettront à leurs destinataires : ceux-ci, dit-il, ont l'habitude, contrairement aux intentions des pontifes qui les envoient, de solliciter pour eux-mêmes des gratifications et des présents, ils poussent parfois l'impudence jusqu'à les exiger avec des menaces. C'est là une pratique déplorable, que le pape ne veut ni encourager ni tolérer : aussi a-t-il pris la précaution de faire promettre par serment à toutes les personnes chargées de distribuer les lettres en question de ne rien demander et de ne rien accepter ; il a pourvu lui-même aux dépenses que ces courriers auront à faire pendant l'accomplissement de leur mission. Benoît prie donc ses correspondants de l'aider à empêcher un abus en ne faisant aucun cadeau aux messagers pontificaux [1].

Il ne suffisait pas de mettre un terme à l'indiscrète avidité des agents chargés de porter au loin les communications du Saint-Siège, il fallait encore assurer la bonne administration et la justice dans les territoires appartenant à l'Eglise. Un des premiers soins de Benoît fut de donner le gouvernement du Comtat Venaissin à un homme qui possédait toute sa confiance et qui sut la conserver puisqu'il demeura en fonctions jusqu'à sa mort survenue au mois de décembre 1341 : c'était Pierre, évêque d'Orange [2], qui fut nommé *recteur* le 15 janvier 1335 avec mission de régir toutes les affaires aussi bien spirituelles que temporelles ; ses appointements furent fixés à 40 sous de petits tournois par jour [3]. En même temps, le pape annonçait à ses sujets le choix qu'il avait fait et ordonnait à tous d'obéir au nouveau recteur [4] ; il conférait à celui-ci les pouvoirs les plus étendus pour sévir contre les officiers et les sergents du Comtat qui se seraient rendus coupables d'abus de pouvoir ou d'extorsions et pour obtenir la restitution de tout ce qui aurait été ainsi injustement prélevé [5]. Il chargeait aussi l'évêque d'Orange de veiller à ce que les droits appartenant au Saint-Siège fussent conservés et de forcer ceux qui les auraient usurpés à s'en dessaisir [6]. Ce prélat recevait quelques mois plus tard l'ordre de continuer les poursuites eugagées sous le précédent pontificat contre des brigands qui avaient assailli et pillé certaines localités du domaine de l'Église [7]. Quant aux méfaits de tous genres qui avaient été commis à Avignon même du temps

1. *Daumet*, n° 2; Wadding, *Annales minorum* (éd. de Lyon), t. III, p. 425; *Vidal*, nos 2413 à 2417.
2. *Daumet*, n° 9.
3. *Ibidem*, n° 13.
4. *Ibidem*, n° 10.
5. *Ibidem*, n° 11.
6. *Ibidem*, nos 12 et 15.
7. *Ibidem.*, n° 58.

de Jean XXII et pendant la vacance du Saint-Siège, c'était un des chapelains du pape, Jean de Coiordan, qui recevait mandat d'en découvrir les auteurs et de les châtier [1]. Les fonctionnaires à qui était confié le soin d'administrer la justice ayant paru eux-mêmes fort suspects, Benoît résolut de les soumettre à une enquête sérieuse, dont il chargea dès le 13 janvier 1335 Jean de Coiordan [2]; le 30 juin suivant, il lui renouvela sa commission et le pressa d'agir malgré les fêtes de la cour et en dépit de toutes les protestations [3]. Nous ignorons les résultats de cette enquête, mais nous savons que le pape ne perdait pas de vue la manière dont ses agents s'acquittaient de leur tâche : un juge des causes criminelles du Comtat, nommé Guillaume de Durfort, originaire du diocèse de Nîmes, coupable d'excès de pouvoir et de vénalité, fut en 1340 d'abord révoqué, puis poursuivi et traduit en justice; des ordres répétés concernant ce personnage s'échelonnent depuis le 2 juin 1340 jusqu'au 29 novembre 1341 et ne laissent aucun doute sur la volonté bien arrêtée du Souverain Pontife de punir ce délinquant malgré toutes les sollicitations qui s'exerçaient en sa faveur [4].

D'autres mesures utiles, certainement justifiées par l'expérience, furent prises pour que les recteurs des domaines du Saint-Siège, — c'est le nom qu'on donnait à ceux qui gouvernaient ces territoires au nom du pape, — pussent remplir exactement et impartialement leurs hautes fonctions. C'est ainsi que le 10 juillet 1336, le pape défendit aux recteurs et aux trésoriers de distribuer à leurs familiers les fonds qui étaient assignés pour l'entretien d'une force armée destinée à défendre en cas de besoin les terres pontificales et à faire exécuter les sentences judiciaires [5]. Le même jour, les recteurs se voyaient interdire de choisir le maréchal de leur cour, — c'est-à-dire le fonctionnaire chargé de rendre la justice, — parmi leurs parents ou les personnes originaires de la province qu'ils administraient. Benoît XII édictait aussi que la charge de maréchal ne serait tenue que pendant une durée de six mois ; ce terme écoulé, le maréchal ne pourrait être prorogé qu'après une enquête d'où serait sortie la preuve qu'il avait fidèlement rempli son devoir. Le recteur était d'ailleurs rendu personnellement responsable des excès commis par le maréchal et qu'il aurait laissé passer sans les réprimer [6].

Par souci de bonne administration autant que d'équité, le pape ne voulait pas admettre que les agents cessassent d'exercer leurs fonctions tout en continuant de toucher leurs gages : le 15 janvier 1338, nous le voyons enjoindre à Pierre Bertin [7], receveur des revenus de la cour du maréchal,

1. *Vidal*, nº 2419.
2. *Daumet*, nº 6.
3. *Vidal II*, nº 366.
4. *Daumet*, nºs 724, 790, 891, 903.
5. Cocquelines, *Bullarium Romanum*, t. III, pars II, p. 241.
6. *Ibidem*, p. 240.
7. *Daumet*, nº 398.

d'observer à la lettre une ordonnance antérieurement rendue qui privait de leurs émoluments les sergents de ladite cour s'absentant sans permission.

C'est à une préoccupation du même ordre qu'est dûe la rédaction et la publication du règlement très long et très minutieux daté du 8 avril 1338 et portant sur le fonctionnement de la Pénitencerie[1]. Les attributions et les obligations des ecclésiastiques chargés des différentes branches de ce service y sont énumérées dans le plus grand détail, mais ce qui frappe surtout, quand on lit cet important document, ce sont les formules des serments exigés de tous les officiers de la Pénitencerie, depuis le docteur qui examine les suppliques et donne son avis au Grand Pénitencier jusqu'aux plus modestes expéditionnaires lors de leur entrée en charge; chacun jure de ne recevoir ni de solliciter des pénitents aucune somme quelle qu'elle soit. Il convient de remarquer également la défense faite aux Pénitenciers mineurs appartenant à des ordres religieux d'imposer aux fidèles qu'ils absolvent des aumônes applicables à l'institut dont ils sont membres.

Ce n'était pas seulement dans les services de la cour pontificale que Benoît XII entendait empêcher le désordre et les abus; sa vigilance s'exerçait sur toute l'étendue du monde chrétien, et dès qu'une transgression aux règles lui était signalée dans une église, dans un monastère ou dans un hôpital, il envoyait un ou plusieurs délégués procéder à une enquête sur place, leur donnant toute autorité pour remédier au mal et pour punir les coupables. Il était naturel que le pape fût particulièrement bien informé de ce qui se passait dans les régions voisines de sa résidence; aussi trouvons-nous, en parcourant sa correspondance, des marques très nombreuses de sa sollicitude pour le maintien de la bonne discipline dans toutes les provinces de France et surtout de la France méridionale, sans qu'on soit en droit de conclure, croyons-nous, que la corruption ait été à cette époque, plus grande dans ces pays que dans d'autres. Quoiqu'il en soit, nous pouvons noter que, dès les premiers mois de son règne, Benoît XII se préoccupe d'épurer les mœurs en général et plus spécialement celles du clergé partout où cela lui paraissait nécessaire : c'est de Castille probablement que lui venaient les nouvelles les plus fâcheuses à cet égard, car le 12 mars 1335, s'adressant aux archevêques et aux évêques de ce royaume, il les adjure dans des termes très véhéments de se réformer tout d'abord eux-mêmes, puis de travailler avec zèle à l'amendement de leurs ouailles. Chez les clercs comme chez les laïques, écrit en substance le pape, à tous les degrés de la hiérarchie et dans toutes les classes sociales, le mal est profond; l'adultère, l'inceste, le concubinage, les unions illicites se sont multipliés ainsi que les meurtres, les vols, les pillages, les incendies, spectacle d'autant plus désolant que les musulmans voisins ou vivant mêlés aux chrétiens prennent prétexte de ces scandales pour mépriser la religion

1. Cocquelines, *Bullarium romanum*, t. III, pars II, p. 159.

de ceux qui s'y plongent sans vergogne [1]. Quelques mois plus tard, le 8 mai, c'était au roi Alphonse XI lui-même, qui, on le sait, donnait l'exemple d'une vie fort peu régulière, que le pontife faisait entendre ses exhortations ; sous une forme discrète et sans noter ce que la conduite personnelle du prince avait de répréhensible, il lui dénonçait tous les excès qui se commettaient dans son royaume, lui rappelait le devoir qui lui incombait d'exercer la justice et lui demandait formellement d'user de son autorité pour mettre un terme à tant de crimes et de punir sévèrement les coupables, même ceux qui appartenaient à la famille royale [2]. Il ne semble pas que ces objurgations, redoublées le 16 septembre 1336 [3], aient produit l'effet souhaité sur ceux à qui elles étaient adressées : on ne voit pas, en effet, qu'Alphonse XI, clairement averti et admonesté personnellement cette fois [4], le 10 juin 1338, ait congédié sa favorite Leonor de Guzman, qui garda son influence jusqu'à la fin du règne, ni que le clergé de Castille soit revenu à une meilleure conduite, car nous trouvons à la date du 21 janvier 1342 une nouvelle lettre pontificale adressée aux archevêques de Tolède, de Séville et de Santiago, ainsi qu'à l'archevêque portugais de Braga, où ces métropolitains sont invités à exiger de leurs subordonnés la continence et à sévir contre ceux qui ne se soumettront point [5].

Le pape ne se contentait pas du reste de ces avertissements généraux visant toute une nation ; on le voit intervenir encore énergiquement pour ramener le bon ordre et la décence des mœurs dans les églises où le relâchement s'était introduit. Avant même son élévation au trône pontifical, il avait appris que les chanoines et les bénéficiers de la cathédrale de Narbonne, ainsi que les membres du chapitre séculier de Saint-Paul de la même ville, menaient une existence dévergondée et administraient fort mal les biens dont ils avaient le dépôt, ne consacrant à l'entretien des édifices sacrés que des sommes insignifiantes et gaspillant le reste pour leurs plaisirs. Une fois en possession de l'autorité suprême, il rappela sans ménagements ces prêtres indignes à leur devoir. Par deux lettres écrites le 3 avril 1335, il réprimandait dans les termes les plus sévères les chanoines de la cathédrale et ceux de Saint-Paul, leur reprochant le désordre de leurs mœurs et la manière dont ils mésusaient des revenus considérables de leurs églises [6]. Il leur ordonna d'observer eux-mêmes et de faire observer par les bénéficiers tous les règlements antérieurs, de célébrer sans faute les heures canoniales, les messes et les autres cérémonies, d'y assister tous sauf empêchement légitime, voulant que les chanoines et les prébendés absents sans motifs soient privés d'une partie de leurs émoluments, exigeant

1. *Vidal II*, n° 92.
2. *Ibidem*, n° 184.
3. *Ibidem*, n° 1071.
4. Reg. Vat. 133, n° cxcvi, fol. 57 verso.
5. *Vidal*, n° 9358.
6. *Daumet*, n° 37.

que les coupables endurcis soient chassés et remplacés par des personnes capables de remplir les fonctions qui leur incombent, commandant enfin que les revenus soient administrés avec ordre et employés utilement. L'archevêque de Narbonne, Bernard de Farges, qui aurait dû exercer sur la conduite de ces ecclésiastiques un contrôle sévère, recevait en même temps que ceux-ci un grave avertissement d'avoir à mieux remplir les devoirs de son ministère, de réprimer tous les abus et de donner tant par lui-même que par ses familiers le bon exemple; le pontife lui enjoignait de faire en sorte que sa cathédrale et l'église Saint-Paul qui, faute d'entretien, menaçaient ruine, fussent sans retard mises en bon état et il ajoutait que si le prélat négligeait de faire tout rentrer promptement dans l'ordre, il n'hésiterait pas à prendre en personne les mesures nécessaires pour mettre fin à une situation intolérable [1].

Il y a lieu de penser que ces remontrances touchèrent peu ceux à qui elles étaient adressées; du moins voyons-nous que Benoît XII ne s'assura pas complètement sur leur bonne volonté à se réformer eux-mêmes; il avait d'ailleurs probablement reçu des renseignements qui lui prouvaient que ce n'étaient pas seulement le chapitre cathédral de Narbonne et celui de Saint-Paul, mais encore presque toutes les églises de cette province ecclésiastique dont l'état moral et matériel laissait à désirer. Jugeant qu'il serait inefficace d'admonester individuellement les défaillants, il résolut d'envoyer sur place un délégué qui se rendrait compte de la situation de chaque établissement et qui armé de pleins pouvoirs, corrigerait, amenderait, règlementerait au nom du pape. Le personnage choisi pour cette tâche fut maître Arnaud de Verdale, doyen de Saint-Paul de Fenouillet, dont le Souverain Pontife connaissait la prudence et la capacité : dans la lettre [2] par laquelle on l'investissait de sa mission et qui était datée de Sorgues le 20 août 1335, se trouvaient relevés les principaux excès dont les ecclésiastiques du diocèse et de la province de Narbonne se rendaient journellement coupables, désordres de mœurs, désordres d'administration, omission et négligence dans la célébration des offices; le pape en signalait d'autres encore, la manière de se vêtir de tuniques trop courtes et trop étroites avec des manches ridicules, rien ou presque rien dans leur costume, la couleur ni la forme, ne décelant le caractère religieux ; de plus, ils avaient pris l'habitude de s'occuper d'affaires purement profanes, de se livrer à la chasse et de porter des armes. Le délégué pontifical était invité à visiter en personne les églises, à convoquer les membres du clergé qui gardaient une conduite honorable, à recueillir de leur bouche des renseignements précis et à chercher avec eux les moyens de faire cesser le désordre; qu'il agisse, ajoutait le Saint-Père, selon ce que lui dictera sa conscience,

1. *Daumet*, nº 38.
2. *Ibidem*, nº 95.

sans acception de personnes, et qu'il prononce des sentences spirituelles et temporelles contre les délinquants. Deux autres documents, qui portent aussi la date du 20 août 1335, élargirent le champ d'action assigné à Arnaud de Verdale : Benoît XII soumettait à son contrôle et le chargeait de visiter les monastères et les chapitres réguliers de cette même province de Narbonne [1], ainsi que les églises et les couvents dépendant de la métropole d'Arles qui, d'après les renseignements parvenus à la curie, avaient également besoin d'être sévèrement réformés [2]. En même temps, les intéressés, c'est-à-dire les archevêques de Narbonne et d'Arles, leurs suffragants, tout le clergé séculier et régulier de ces provinces [3], étaient avisés de l'enquête à laquelle ils allaient être soumis et recevaient l'ordre de la faciliter et de se conformer aux injonctions d'Arnaud de Verdale [4].

On n'a aucun renseignement sur les résultats de cette enquête et les sanctions qui la terminèrent, mais tandis qu'elle se poursuivait, on voit le pape attentif à signaler à son délégué certains faits particulièrement graves qu'il importait de ne point laisser impunis. C'est ainsi que le 16 septembre 1336, il lui dénonce certains chanoines de la cathédrale de Carcassonne, qui détournaient à leur profit personnel les sommes destinées aux bonnes œuvres et à la célébration d'anniversaires pour les défunts ; l'ordinaire avait déjà ouvert une instruction contre les coupables, mais le pontife voulait qu'en dépit de la procédure entamée, Arnaud de Verdale eût connaissance de l'affaire, trois des chanoines qui avaient ainsi malversé étant encore vivants [5]. En tout cas, l'enquête ne pouvait être que fort longue, car elle portait sur un nombre considérable d'établissements ; appliquée d'abord, nous venons de le dire, aux églises et aux monastères des provinces de Narbonne et d'Arles, on jugea bientôt nécessaire de l'étendre aux instituts charitables, aux hôpitaux et aux léproseries. Là aussi, des administrateurs négligents ou malhonnêtes gaspillaient ou s'appropriaient les revenus destinés au soulagement des malades, à tel point qu'en certains lieux les lits et les objets les plus indispensables manquaient. Le pape, informé, transmit à Arnaud de Verdale les renseignements qu'il avait recueillis et le 16 novembre 1335 lui enjoignit de visiter les hôpitaux et les léproseries des régions qu'il parcourait, d'y réformer les abus et de faire rendre gorge aux gens qui s'étaient emparés des biens et des revenus de ces établissements [6] ; il lui mandait aussi d'obtenir des évêques la nomination comme administrateurs de personnes probes et diligentes et de veiller à ce que les règles prescrites jadis par le concile de Vienne

1. *Vidal II*, nos 493-494.
2. *Daumet*, no 96.
3. *Ibidem*, no 97.
4. A la date du 13 janvier 1336, le pape annonça à Guillaume de Mandagot, évêque d'Uzès, ainsi qu'au prévôt et au chapitre cathédral de cette ville, la prochaine venue d'Arnaud de Verdale (*Daumet*, nos 136 et 137).
5. *Vidal II*, no 1072.
6. *Daumet*, no 119.

pour y assurer le bon ordre fusent observées à la lettre. Ces recommandations furent réitérées [1] le 10 avril 1336, et nous possédons un autre témoignage de la sollicitude du pontife pour les malades pauvres du diocèse de Narbonne dans une lettre qu'il adressa le 9 mars 1337 à l'archevêque Bernard de Farges, l'invitant à user de son autorité pour obtenir avec une bonne gestion un judicieux emploi des biens des hôpitaux et des léproseries placés sous sa juridiction [2].

Il est probable que le passage d'Arnaud de Verdale dans les églises et les monastères de la province de Narbonne eut une salutaire influence et mit fin pour un temps aux abus qui s'y étaient multipliés. Nous trouvons pourtant quelques années après la preuve d'autres désordres commis dans cette même région ; comme il l'avait fait précédemment, le pape prit à tâche de les réprimer. Le 15 novembre 1341, il mandait à l'archevêque de Narbonne, Gasbert du Val, de réformer le couvent de Bethléem situé dans sa cité métropolitaine et de soumettre à une enquête les familiers et les officiers de son prédécesseur feu Bernard de Farges, qui s'étaient rendus coupables d'injures envers Ermengarde, abbesse dudit monastère de Bethléem et de les punir [3]. Le 30 du même mois, nous le voyons encore appliqué à faire cesser les irrégularités qui s'étaient produites dans l'église saint Affrodise de Béziers [4] : il commettait le doyen de Saint-Vincent de Montréal (Aude) et un chanoine de Mirepoix pour se rendre un compte exact de ce qui se passait dans cette collégiale en ce qui concernait notamment l'administration ; il leur ordonnait d'examiner les comptes de recettes et de dépenses des années antérieures et d'en faire un rapport écrit, leur conférant tous pouvoirs pour mener leur enquête et en particulier pour surveiller l'emploi des sommes destinées par divers testateurs à fonder des chapellenies dans l'église de Béziers.

Les chanoines de la cathédrale d'Albi ne menaient pas une vie plus régulière que leurs confrères de Narbonne, si l'on en croit les rapports qui avaient été faits au pape : eux aussi montraient par leur tenue extérieure qu'ils étaient peu attachés aux devoirs de leur état ; gardant à peine une trace de tonsure, ils laissaient pousser leurs cheveux et leurs barbes, portaient des tuniques courtes et ajustées avec des manches plus dignes d'histrions que de clercs, ils se couvraient la tête de bonnets de lin terminés par une queue ; ainsi accoutrés, ils menaient une existence scandaleuse et admettaient dans leurs rangs des enfants et des personnes qui n'avaient nullement l'intention d'entrer dans les ordres. Là encore, Benoît XII résolut de porter remède à ces excès, et le 8 avril 1335 confia à Pons, abbé du monastère cistercien de Bonnecombe, la mission d'enquêter et de réformer [5] ; il lui ordonna de se rendre à Albi

1. *Daumet*, n° 159.
2. *Ibidem*, n° 278.
3. *Ibidem*, n° 901.
4. *Ibidem*, nos 906 et 907; *Vidal*, nos 9154 et 9155.
5. *Daumet*, n° 43.

et de s'entendre avec l'évêque pour corriger énergiquement tous les contempteurs de la discipline ecclésiastique ; il tint à être mis au courant de ce qui se ferait, enjoignant à l'abbé de Bonnecombe de lui rendre compte des mesures qu'il prendrait et de lui envoyer les noms des coupables. Un peu plus tard, le pape apprit que dans le monastère de Saint-Sauve de la même cité d'Albi, les chanoines, qui auraient dû suivre la règle de Saint-Augustin, prenaient avec cette règle les plus grandes libertés, chassaient, vaquaient à des occupations profanes, négligeaient de manger au réfectoire commun et de dormir dans le dortoir, se montraient barbus et chevelus et se vêtaient de telle manière qu'on ne pouvait deviner leur état de religieux, sans compter qu'ils se livraient au péché de la chair. Il se hâta donc, le 29 mai 1335, d'étendre la mission de l'abbé de Bonnecombe au monastère de Saint-Sauve [1], lui prescrivant d'agir de la même manière qu'à l'égard du chapitre cathédral d'Albi.

La conduite des évêques eux-mêmes faisait l'objet des remontrances du pape quand il y avait lieu. C'est ainsi que nous le voyons, le 5 décembre 1335, enjoindre à l'évêque de Valence et de Die de pourvoir au plus tôt au payement de ses dettes, de telle manière que les habitants des terres appartenant à son église ne soient aucunement molestés ou atteints par les représailles de ses créanciers et que les domaines dépendants de la mense épiscopale ne soient pas saisis par lesdits créanciers. A la même date, Benoît XII recommande aux chapitres de Valence et de Die de prendre les mesures conservatoires nécessaires pour que le patrimoine de ces églises soit mis à l'abri et ne subisse aucun dommage au cas de déconfiture du prélat [2]. Le pasteur qui gouvernait en 1338 le diocèse de Lescar faisait pis que contracter des dettes au delà de ses facultés ; il avait un fils naturel qui, s'étant mis à la tête d'une troupe de brigands, détroussait et massacrait les voyageurs et les habitants de la contrée, puis trouvait un refuge dans la maison épiscopale. Le pape l'ayant appris défendit expressément, par une lettre du 30 avril, à l'évêque de recevoir sous son toit ce fils criminel et ses complices, le menaçant en cas de désobéissance des peines les plus sévères [3].

Certains moines du monastère cistercien de Grandselve au diocèse de Toulouse, ayant rejeté toute pudeur, se conduisaient eux aussi comme de vrais bandits, et formaient une troupe redoutable aux passants et aux gens du voisinage. Il faut croire que l'autorité de leur supérieur direct était impuissante à les contenir, car le pape, informé de leurs méfaits, chargea, le 28 mai 1338, deux abbés de l'ordre de Cîteaux, celui de Bonnecombe et celui de Boulbonne, de procéder à une enquête et de punir les coupables de manière à leur ôter l'envie de continuer leurs scandaleux exploits [4] ; par une lettre du 22 juin,

1. *Daumet*, n° 62.
2. *Ibidem*, nos 127 et 128.
3. *Ibidem*, n° 425.
4. *Ibidem*, n° 444.

les pouvoirs des deux enquêteurs furent étendus aux moines convers et aux donats[1]; plus tard encore, le pape leur permit de révoquer ceux qui occupaient les charges dans le monastère de Grandselve et de leur nommer des remplaçants[2]; en même temps, les abbés des couvents cisterciens des provinces de Bourges, Narbonne, Auch et Toulouse étaient invités à recevoir dans les prisons de leurs monastères les moines de Grandselve reconnus coupables et condamnés à une détention plus ou moins prolongée[3].

L'ordre de Fontevrault, qui présentait cette particularité de comprendre à la fois des religieuses et des religieux, tous placés sous le gouvernement d'une abbesse, attira, également, nous le savons, l'attention de Benoît XII, mais les documents qu'on possède ne fournissent que les indications les plus vagues sur les faits qui motivèrent l'intervention pontificale et sur la manière dont l'enquête fut menée ; ils ne nous apprennent rien non plus sur les sanctions qui furent prises. A la date du 23 octobre 1336, on constate que le pape chargea Jean, abbé du couvent bénédictin de Joncels au diocèse de Béziers[4], d'examiner sur place la situation morale de l'abbaye de Fontevrault et des prieurés qui en dépendaient, troublée par des dissensions intérieures, et lui confia tout pouvoir pour procéder aux informations nécessaires, pour corriger ce qu'il trouverait de répréhensible, pour abolir les statuts qui lui paraîtraient contraires à la bonne discipline, ainsi que pour révoquer et remplacer les religieuses actuellement en charge à l'exception de l'abbesse et des prieures ; il pourrait au besoin réclamer l'assistance de l'autorité diocésaine et celle du bras séculier ; s'il éprouvait quelque difficulté ou quelque embarras, il devrait recouvrir au Saint-Siège. Les dépenses de l'abbé de Joncels pendant sa mission étaient mises à la charge de l'ordre de Fontevrault, duquel il pourrait exiger chaque jour soixante tournois d'argent[5]. Le 2 février 1337, Benoît XII annonçait à son délégué qu'il prenait sous sa sauvegarde spéciale les religieuses de Fontevrault pendant le temps que durerait l'enquête, afin qu'elles fussent à l'abri de toute violence ou menace et qu'elles pussent librement répondre aux questions qui leur seraient posées ; élargissant les pouvoirs de l'abbé de Joncels, le pape l'autorisait à déposer les prieurs qui lui paraîtraient indignes[6].

Pour quelles raisons la mission confiée à cet abbé fut-elle interrompue ? On ne saurait le dire. Une lettre pontificale du 29 mai 1337 indique clairement que l'œuvre de la réformation de l'ordre de Fontevrault avait été, antérieurement à cette date, commise aux soins d'un autre abbé bénédictin,

1. *Daumet*, nº 454.
2. *Vidal*, nº 6330 (1er septembre 1338).
3. *Ibidem*, nº 6331.
4. *Daumet*, nº 233. — Joncels, Hérault, arrondissement de Lodève.
5. *Vidal*, nº 3994 (31 octobre 1336).
6. *Daumet*, nº 265.

nommé Ramon, qui gouvernait le monastère de San Juan de la Peña dans le diocèse de Huesca ; la même lettre nous apprend que ce personnage avait fait preuve d'une grande partialité à l'encontre de l'abbesse ; il avait délivré de prison un certain nombre de frères et de visiteurs de l'ordre qui étaient détenus pour causes graves, et en outre il avait choisi, pour opérer les réformes qui semblaient nécessaires, dix frères qui s'étaient montrés les ennemis acharnés de cette abbesse ; enfin, sans motif raisonnable, il avait fait annoncer solennellement au son des cloches, dans certaines églises cathédrales et collégiales, que celle-ci et les religieuses de son parti étaient frappées d'excommunication. Pour contrebalancer son influence, le pape décida de lui adjoindre l'abbé de Joncels [1], qui s'était déjà occupé de l'affaire, nous l'avons dit ; tous deux se mirent à la besogne ; ils n'avaient point achevé leur tâche au mois de novembre, car, le 22 de ce mois, Benoît XII appela auprès de lui cet abbé [2], afin de se faire rendre compte de ce qui avait été fait, laissant l'abbé de San Juan de la Peña poursuivre seul l'enquête et l'œuvre de réforme.

La pureté des mœurs, l'observation de la discipline, la fidélité aux vœux, Benoît XII prétendait faire pratiquer ces vertus, de gré ou de force, par les ecclésiastiques séculiers comme par les moines et les chanoines réguliers ; à ce souci, il en joignait un autre, qui était l'instruction du clergé. Lorsqu'il réforma les principaux ordres religieux, il prit les dispositions nécessaires pour que la science y fût en faveur, — nous aurons l'occasion de le faire remarquer, — mais on lui doit en outre la fondation d'une université à Vérone et d'une autre à Grenoble, cette dernière établie à la sollicitation du dauphin de Viennois. Quant aux centres d'études constitués antérieurement à son pontificat, on a des preuves qu'il ne s'en désintéressait pas, qu'il se faisait rendre compte de ce qui s'y passait et qu'il portait là comme ailleurs une attention vigilante pour couper court aux abus.

Un des plus criants, qui devait être aussi un des plus répandus, consistait en ceci que des candidats, se jugeant eux-mêmes peu capables d'affronter les examens, soudoyaient des étudiants instruits qui subissaient les épreuves à leur place et sous leurs noms. Ces candidats obtenaient ainsi des grades sans les avoir mérités et se faisaient concéder ensuite, grâce à ces grades usurpés, des bénéfices au détriment de leurs camarades probes et méritants : non seulement, il y avait fraude manifeste, mais encore cette pratique malhonnête avait pour effet de livrer les emplois et les dignités de l'Eglise aux mains d'individus paresseux, ignorants et fourbes. C'est pour mettre fin à un état de choses scandaleux et dangereux que Benoît XII publia, le 19 décembre 1339, une bulle [3] qui prononçait l'excommunication contre ceux qui auraient recours à ce subterfuge et annullait d'avance toutes provisions de

1. *Vidal*, n° 5047.
2. *Ibidem*, n° 5165.
3. Cocquelines, *Bullarium romanum*, t. III, pars II, p. 288.

bénéfices obtenus à la faveur de diplômes injustement conférés. Quant à ceux qui se faisaient les complices de cette tromperie en subissant les examens pour le compte d'autrui, outre qu'ils étaient aussi excommuniés *ipso facto*, le pape les déclarait inhabiles à posséder jamais un bénéfice et déchus de la possession de ceux qui auraient pu leur être antérieurement concédés.

A côté d'une question aussi générale et qui intéressait le bon renom de toutes les universités, d'autres se présentaient particulières à telle ou telle et réclamaient l'attention du pape. Mais là comme ailleurs, Benoît XII était beaucoup mieux renseigné sur ce qui se passait dans les provinces méridionales de la France que dans les autres régions de la chrétienté ; c'est pour cette raison, sans doute, que nous ne saisissons son intervention qu'à propos de faits qui avaient pour théâtre les écoles de Toulouse. Nous le voyons d'abord prendre en mains la cause de l'indépendance des étudiants, que diverses personnes poussaient par des exhortations, des prières, des menaces et même à prix d'argent à assister aux leçons de certains professeurs préférablement à celles d'autres maîtres qu'ils auraient librement choisis. Benoît XII défendit à qui que ce soit, par une bulle du 28 novembre 1337, de peser ainsi sur les étudiants ; quiconque contreviendrait à cet ordre serait privé du revenu de son bénéfice pendant une année, s'il en possédait un, et dans le cas contraire, serait, durant le même laps de temps, inhabile à en obtenir [1].

Non contents de se livrer à un racolage éhonté des auditeurs pour remplir les salles où ils enseignaient, ces professeurs s'ingéniaient aussi à garnir, sinon leurs bourses, du moins les armoires et les coffres de leurs maisons, en prélevant une dîme sur les candidats au moment des examens ; et les bas officiers de l'université, les bedeaux n'avaient pas tardé à suivre un exemple qui venait de haut. Le pape apprit ainsi de bonne source que les bacheliers en droit civil et en droit canonique qui aspiraient au grade de docteur devaient gratifier leurs juges de deux cierges de cire, de vin et de confiture, les bedeaux se contentant d'un cierge ; mais ce n'était pas tout, car les épreuves une fois terminées, le récipiendaire était obligé de faire au docteur qui le recevait un cadeau qui consistait en habits de fine laine ornés de fourrures précieuses. Naturellement, les étudiants pauvres ne pouvaient faire face à tant de dépenses et se voyaient par cela même exclus des grades dont ils s'étaient rendus dignes par leur mérite. Benoît XII, dès qu'il eut connaissance de ces fâcheuses habitudes, enjoignit à l'archevêque de Toulouse de les faire cesser : le 10 octobre 1341, il lui écrivit pour lui signaler ces faits et défendit expressément aux professeurs et aux bedeaux, non seulement de rien exiger des candidats, mais encore d'accepter d'eux quoi que ce soit, prononçant l'excommunication contre ceux qui contreviendraient à sa défense, excommunication qui ne serait levée qu'après restitution complète de tout ce qui aurait été

1. *Daumet*, n° 385.

ainsi extorqué ou reçu. Il enjoignait au prélat de rendre publique sa sentence, afin que nul ne pût prétendre qu'il l'ignorait [1].

Un acte d'une portée plus générale, puisqu'il concernait l'Église tout entière et visait l'ensemble du clergé séculier et régulier, ne doit pas être omis parmi les mesures réformatrices dont Benoît XII prit l'initiative : c'est la bulle *Vas electionis*, publiée le 18 décembre 1336, dont les dispositions demeurèrent longtemps en vigueur et qui fut insérée au *Corpus juris canonici* [2]. Elle a pour objet de fixer le taux des procurations. On appelait ainsi les sommes d'argent que devaient payer les églises cathédrales, paroissiales et collégiales, les monastères et les prieurés à ceux qui étaient chargés d'y faire la visite canonique. Les archevêques inspectaient à certaines époques leur propre métropole, les cathédrales de leurs suffragants, les abbayes et les prieurés de leur archidiocèse ; au dessous d'eux, les évêques visitaient leur cathédrale, les abbayes et les prieurés de leur diocèse ; les abbés à leur tour surveillaient les établissements qui dépendaient de leur abbaye; enfin les archidiacres et les archiprêtres exerçaient un contrôle sur les églises de leurs circonscriptions respectives. La règle était que le dignitaire qui procédait à la visite fût défrayé pendant le temps qu'elle durait par ceux-là mêmes dont il examinait la situation matérielle et morale : en certains lieux, on lui fournissait les vivres dont il avait besoin, en d'autres on avait substitué à cette prestation en nature le payement d'une somme d'argent, et c'était le cas le plus fréquent. Mais en cette matière, comme en beaucoup d'autres, l'équité et la juste mesure n'avaient point partout prévalu, et souvent les ecclésiastiques placés plus ou moins haut dans la hiérarchie abusaient de leur autorité pour exiger de leurs inférieurs, sous prétexte de percevoir le droit de *procuration*, un impôt très lourd ; ce qui était à l'origine un simple remboursement de frais de voyage et de séjour devenait pour certains prélats une source de revenus considérable, tandis que la visite était regardée comme un fléau par ceux qui la subissaient. Depuis longtemps ces derniers se plaignaient que la contribution fût hors de proportions avec leurs ressources. Le Saint-Siège avait entendu ces doléances et plusieurs fois les papes avaient tâché de concilier les intérêts opposés, mais n'y étaient point parvenus. Benoît XII pensa que le meilleur moyen de mettre fin à des conflits sans cesse renaissants et de faire cesser des abus criants était de promulguer un tarif fixant le maximum de ce que chaque supérieur pourrait réclamer de ceux qu'il visiterait, tarif gradué suivant le rang du visiteur et suivant l'établissement ecclésiastique visité, variant aussi selon la contrée, l'argent n'ayant pas en tous lieux la même valeur. A ce point de vue, il divisa donc le monde chrétien en quatre parties : la première comprenait la France, la Navarre, le royaume de Majorque, le Dauphiné, la Bourgogne, la Savoie et

1. *Daumet*, n° 892.
2. *Corpus juris canonici*, Extr. comm. lib. III, tit. X.

la Provence ; la seconde se composait de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Hongrie, de la Bohême, de la Pologne, de la Norvège, de la Suède, du Danemark et de l'Écosse ; la troisième englobait les royaumes de Castille et de Léon, l'Aragon et le Portugal ; la quatrième enfin renfermait la Pouille, la Calabre, la terre de Labour, la Sicile, la Lombardie, la Toscane, la Sardaigne et la Corse avec l'Esclavonie, l'Achaïe et l'île de Chypre. En outre, il établissait d'une part une échelle hiérarchique donnant des droits différents aux visiteurs selon qu'ils étaient patriarches ou archevêques, évêques, abbés, archidiacres ou archiprêtres; d'autre part, il proportionnait le chiffre des procurations à l'importance de l'établissement soumis à la visite, et le taux n'était pas le même s'il s'agissait d'un chapitre collégial et d'un monastère comptant plus de douze membres ou d'un simple prieuré composé d'un petit nombre de personnes. Il déterminait un prix maximum qui ne devait être dépassé en aucun cas et qui ne serait même pas atteint si la coutume ou une convention entre les parties avait, antérieurement à la bulle, fixé la procuration à un chiffre plus bas. Il ordonnait enfin que cette redevance fût payée en nature ; elle ne pouvait l'être en argent que si les contribuables y consentaient de leur plein gré. Pour éviter les difficultés qui auraient pu se produire à cause de la variété des monnaies en cours dans les différents pays, on avait pris comme unité le florin d'or de Florence, connu et répandu partout grâce aux banquiers de cette ville, qui avaient des relations d'affaires dans l'Europe entière et qui étaient, du reste, les argentiers du Saint-Siège. Ajoutons que le tarif imposé par la bulle *Vas electionis* laissait aux dignitaires ecclésiastiques, à l'occasion de la visite, des profits très larges et dépassant certainement de beaucoup leurs frais : c'est ainsi qu'en France, par exemple, et dans les pays compris dans la même circonscription, un archevêque pouvait exiger, de son chapitre métropolitain et des chapitres cathédraux de ses suffragants, 22 florins d'or par jour pendant la durée de l'inspection qu'il y faisait, et qu'un simple archidiacre touchait, également par jour, tout près de 3 florins. Il est probable que les sommes imposées avant la publication de la bulle étaient beaucoup plus fortes, et cet acte pontifical marqua du moins un progrès en défendant les contribuables contre l'arbitraire ; cependant, si l'on examine le taux des redevances ainsi autorisées, en considérant quelle était la valeur d'un florin d'or au XIVe siècle, il n'est point téméraire de dire que sur ce point Benoît XII avait régularisé et canalisé un abus, mais qu'il ne l'avait point supprimé.

Comme on peut le voir par les faits que nous venons de citer, Benoît XII s'appliqua avec une louable fermeté pendant la durée entière de son pontificat à poursuivre les malversations, les injustices et les désordres partout où il les apercevait. Mais il existait dans l'Église une catégorie nombreuse de personnes appelées à donner en toutes choses le bon exemple et engagées par des promesses solennelles à mener une vie particulièrement pure : c'étaient les membres des grandes familles religieuses répandues par toute la chrétienté, les unes fort anciennes, se rattachant plus ou moins directement à

saint Benoît, les autres qui avaient à peine un peu plus d'un siècle d'existence, mais qui s'étaient très rapidement multipliées, les ordres mendiants issus de saint François d'Assise et de saint Dominique. Aux unes comme aux autres, à la collectivité comme à chacun des individus, les règles rédigées par les fondateurs de ces instituts, complétées pour certains détails par les usages que l'expérience avait fait introduire et par les décisions des Souverains Pontifes, avaient imposé un genre de vie qui tendait directement à réaliser la perfection chrétienne. Mais là comme ailleurs, cet idéal s'était amoindri, la ferveur première avait fait place à un relâchement général et certaines prescriptions très sages étaient tombées en désuétude. Il appartenait incontestablement au Saint-Siège de rappeler les défaillants à une notion plus juste de leurs devoirs, et à cette mission Benoît XII ne devait point se dérober : non content de signaler et de punir les fautes individuelles, comme nous l'avons vu faire, il lui parut en outre utile de resserrer d'une façon générale la discipline dans les grands ordres religieux, en remettant en honneur les principes trop oubliés et en donnant aux supérieurs des directions très précises, très détaillées, grâce auxquelles ils pourraient gouverner leurs communautés sans craindre d'erreur. C'est dans ce but, c'est avec ce désir de rappeler les membres du clergé régulier à l'esprit et à la pratique de leur vocation que le pape publia sucessivement quatre bulles adressées aux Cisterciens, aux Bénédictins, aux Frères mineurs et aux Chanoines réguliers de saint Augustin.

Avant d'entreprendre ces réformes, il importait de mettre fin à un désordre qui semble avoir été porté à son comble au moment où Benoît XII fut élevé au trône pontifical : une quantité de moines échappés de leurs couvents, déshonorant souvent l'habit qu'ils portaient, vivant on ne savait comment, couraient le monde et affluaient principalement à la cour romaine, l'assiégeant de suppliques, de plaintes contre leurs supérieurs, alléguant toutes sortes de prétextes pour justifier leur sortie des monastères où ils avaient fait profession. D'autres, qui s'étaient engagés dans les ordres mendiants, se croyant appelés à un autre genre de vie, quittaient les Frères mineurs ou les Dominicains et se faisaient recevoir chez les Bénédictins ou les Cisterciens, y apportaient des habitudes étrangères à ces instituts et ne faisaient autre chose que jeter le trouble dans les communautés qui les avaient accueillis. C'était là un inconvénient que le pape avait pu constater lui-même lorsqu'il était moine et abbé : il résolut dès lors d'y parer. La bulle *Pastor bonus*[1], qu'il publia le 17 juin 1335, est inspirée à la fois par une très ferme volonté de faire cesser le scandale que donnaient les religieux sortis en si grand nombre de leurs couvents et par un grand esprit de charité et de miséricorde envers les coupables. En effet, si le pontife ordonnait à tous ces fugitifs sous les peines les plus sévères de réintégrer les monastères où ils avaient fait profession, s'il décrétait que les rebelles

1. *Bullarium romanum*, t. III, pars II, p. 201.

seraient saisis et reconduits de force dans ces monastères, il enjoignait aussi aux supérieurs d'accueillir ces enfants prodigues et de les absoudre, ajoutant l'instante recommandation de ne point infliger aux coupables des pénitences trop sévères. Peu de temps après, le 4 juillet 1335, il interdisait d'une façon absolue aux religieux mendiants d'entrer chez les Bénédictins ou chez les Cisterciens et réservait au siège apostolique l'octroi de toute dispense à ce sujet [1].

Ayant ainsi pris les mesures nécessaires pour faire rentrer au bercail les brebis errantes, Benoît XII put s'appliquer à une tâche qu'il considérait comme essentielle, — nous l'avons dit, — et qui consistait à restaurer l'édifice monastique dont personne ne connaissait mieux que lui-même les parties ruinées et celles qui étaient menacées de destruction. Il ne s'agissait point d'innover ni de changer le caractère particulier que saint Benoît, saint Robert, saint François et saint Augustin avaient imprimé chacun à leur œuvre ; ce que le pape voulait au contraire, c'était assurer la force et la durée de ces fondations en ne laissant pas la négligence, la mollesse ou la mauvaise volonté altérer les règles tracées par les grands maîtres de la vie religieuse. Qu'y avait-il à faire pour cela ? Edicter des prescriptions impératives portant sur les points où la discipline avait faibli davantage et où le relâchement était plus sensible, redresser les abus, extirper les habitudes fâcheuses dont l'existence s'était révélée et que les personnes les mieux informées ne niaient point. Il faut remarquer, en effet, que trois des constitutions publiées par le pape furent élaborées de concert avec les principaux dignitaires des ordres visés, Cisterciens, Bénédictins, Franciscains, — le préambule de ces documents le déclare expressément, — et en ce qui concerne les Chanoines réguliers de saint Augustin, il n'est pas douteux que le pontife ait pris également l'avis de ceux qui connaissaient les besoins de cet institut.

Il était naturel que l'ordre de Cîteaux fût, avant tout autre, l'objet de la sollicitude du pape. Jacques Fournier, entré dès sa jeunesse chez les moines blancs, avait passé parmi eux une grande partie de sa vie et conservé à sa famille religieuse un filial attachement ; il ne pouvait le lui témoigner d'une manière plus efficace qu'en s'appliquant à y faire régner une exemplaire régularité. D'ailleurs la question d'une réforme des Cisterciens avait été déjà agitée sous le précédent pontificat ; Jean XXII l'avait ajournée, mais Benoît XII pensant qu'elle ne devait point être différée s'occupa sans retard de la réaliser.

La bulle *Fulgens sicut stella*, publiée le 12 juillet 1335 à Sorgues où le souverain pontife faisait alors sa résidence, ne comprend pas moins de 57 paragraphes [2]. Le pape commence par rappeler qu'il a appartenu à l'ordre pendant de longues années et que son expérience personnelle lui a montré

1. *Bullarium romanum*, t. III, pars II, p. 203.
2. *Bullarium romanum*, t. III, pars II, p. 203 et suiv.

des défauts et des imperfections qu'il a à cœur de corriger ; c'est dans l'intérêt de l'institut cistercien lui-même qu'il a rédigé cette nouvelle constitution, après s'être éclairé des lumières des abbés des principaux monastères, ceux de Cîteaux, de la Fermeté, de Clairvaux et de Morimond. Nous ne pouvons ici analyser en détail le contenu d'un document aussi important et nous nous contenterons de signaler les points principaux visés par la bulle. Le pape se préoccupe en premier lieu de l'administration des biens conventuels ; il prescrit diverses mesures pour assurer une gestion régulière, impose aux abbés l'observation de certaines règles toutes les fois qu'il s'agit de vendre, d'engager ou d'aliéner des propriétés et détermine l'emploi qui sera fait des sommes d'argent provenant de ces opérations. Il restreignait en outre la durée du séjour que les visiteurs feraient dans les monastères soumis à leur contrôle et leur défendait de recevoir des présents de ceux qu'ils auraient à enquêter. Il faisait une obligation stricte aux abbés de se rendre personnellement ou par procureur aux chapitres généraux et voulait que chaque couvent contribuât aux dépenses qui intéressaient l'ordre tout entier ; il réglementait aussi le mode d'administration des fonds ainsi recueillis. Plus soucieux de la qualité morale des religieux que de leur nombre, il exigeait que l'on n'admît à la profession que des personnes ayant une solide et sérieuse vocation. Les supérieurs comme les simples moines devaient porter un habit uniforme, et le pape, désireux de maintenir la simplicité qui convenait à l'état monastique, défendait aux abbés d'entretenir des serviteurs somptueusement vêtus, de se servir de vases d'argent, refusait toutes montures aux religieux, excepté à ceux qui en avaient besoin pour remplir leurs charges, comme les celleriers et les procureurs. Il prohibait absolument l'usage de la viande, soit à l'intérieur des couvents soit au dehors, et révoquait toutes les dispenses qui avaient pu être antérieurement données, sauf bien entendu pour les malades dont les aliments seraient préparés dans une cuisine spéciale; il proscrivait les cellules et voulait que tous les religieux prissent leur repos dans un dortoir commun. Rappelant une règle fondamentale de l'existence conventuelle et voulant qu'elle fût une pratique constante, il réprouvait toute propriété individuelle, supprimait les distributions de vin, de blé, de pain et d'argent, et défendait de diviser les revenus des monastères en deux parts, l'une attribuée à l'abbé, l'autre aux moines, mais exigeait que la totalité de ces revenus fût employée pour l'usage de tous, chaque supérieur étant tenu de pourvoir à l'habillement et à la nourriture de ses religieux et ayant soin de n'en pas admettre un nombre plus grand que les ressources ne le lui permettaient. Le pape voulait aussi que les sciences sacrées fussent cultivées chez les Cisterciens : il ordonnait à cet effet que dans chaque couvent, on choisît un certain nombre de sujets heureusement doués, qu'on enverrait étudier à Paris, à Oxford, à Toulouse, à Montpellier, à Salamanque, à Bologne ou à Metz, leur entretien étant assuré partie par le fonds commun et partie par leur monastère d'origine ; les plus distingués, tirés de toutes les provinces de l'Ordre, viendraient à l'université de Paris, que

Benoît XII considérait comme la première de toutes, « *studium parisiense, quod est ceteris præcipuum et fons omnium studiorum* ». Comme on le voit par cette brève analyse, le pontife se bornait à donner des directions très simples qui, exactement appliquées, devaient faire disparaître les défauts qui choquaient dans les monastères cisterciens [1].

La bulle adressée aux moines noirs ou Bénédictins proprement dits [2] ne contient, elle non plus, rien qui sente la nouveauté. Préparée avec la collaboration de quelques cardinaux et des abbés de Cluny, La Chaise-Dieu, Saint-Victor de Marseille, Psalmody, Montolieu et Issoire, divisée en 39 chapitres, elle parut le 20 juin 1336. Il n'y a pas lieu d'insister sur les dispositions générales qu'elle renferme pour assurer la discipline, la bonne administration des propriétés, l'observation des principes essentiels de la vie monastique ; ce qu'il y faut remarquer, c'est la division de tout l'ordre bénédictin en 31 provinces et les liens qu'elle établit entre les monastères d'une même province, les abbés de ces monastères devant se réunir tous les trois ans pour y débattre leurs intérêts communs dans un chapitre où la présence était obligatoire. Le pape attachait une grande importance à ces assemblées ; il prescrivait d'en tenir une annuellement dans chaque couvent, à laquelle assisteraient les représentants des prieurés dépendants et où les religieux exerçant des charges rendraient compte de leur gestion. On doit signaler encore l'organisation des écoles monastiques et les mesures prises pour qu'un certain nombre de religieux poursuivent des études supérieures dans les universités [3].

La constitution relative aux Chanoines réguliers de l'ordre de saint Augustin fut publiée le 13 mars 1339 : composée de 64 paragraphes, elle ne visait nullement à introduire des changements, mais se bornait à rappeler les prescriptions antérieures en précisant un certain nombre de points où le relâchement était plus marqué [4]. Le pape insiste sur l'utilité de tenir un chapitre annuel dans chaque établissement et tous les quatre ans un chapitre provincial, l'ordre étant divisé en vingt-deux provinces [5] ; il pourvoit aux études, donne des indications très minutieuses au sujet de l'habit des chanoines, à qui il défend la chasse, et pose des règles fort sages pour l'administration des biens [6].

1. Le pape prescrivit, le 12 août 1335, au chapitre général de l'ordre de Cîteaux d'appliquer sans retard la nouvelle constitution (*Daumet*, n° 93) ; en 1336, 1337, 1340 et 1341, il renouvela l'injonction de veiller à ce qu'elle soit mise en pratique (*Ibidem*, n°s 211, 359, 747 et 875).

2. *Bullarium romanum*, t. III, pars II, p. 214.

3. Le 5 décembre 1340, Benoît XII publia une nouvelle bulle destinée à expliquer et à amender sur certains points la précédente (*Ibidem*, p. 288). Le 13 janvier 1337, il avait mandé aux abbés de chaque province réunis en chapitre de faire observer la constitution (*Vidal*, n°s 4981 à 4988).

4. *Bullarium romanum*, t. III, pars II, p. 265.

5. Une vingt-troisième province fut créée le 11 janvier 1341, et comprit l'archevêché de Braga en Portugal (*Vidal*, n° 9026).

6. Le 1er juillet 1339, le pape ordonna à un certain nombre d'abbés de couvents de Chanoines réguliers de tenir un chapitre provincial et d'y publier la constitution qu'il venait de rédiger pour eux (*Daumet*, n°s 611 à 616).

On ne s'arrêterait pas davantage sur la bulle adressée par Benoît XII aux Frères mineurs [1], le 28 novembre 1336, si l'annaliste de cet ordre n'avait attribué au document en question un caractère qu'il n'a point. En quelques lignes dédaigneuses, et qu'il est permis de trouver inconvenantes sous la plume d'un religieux, Lucas Wadding, dans son recueil par ailleurs si précieux, affirme que cette constitution tendait à favoriser le relâchement dans la milice fondée par le séraphique Père d'Assise [2]; il n'en fournit d'ailleurs aucune preuve et se dispense même de publier le texte qu'il juge si sévèrement. Or une lecture attentive des trente-sept paragraphes de la bulle *Redemptor noster* montre au contraire que toutes les dispositions qui y sont contenues ont pour but de réprimer des habitudes fâcheuses qui s'étaient glissées dans l'ordre. Sans entrer dans le détail de ces prescriptions, il n'est pas inutile de les résumer en quelques mots, ne serait-ce que pour rendre évidente l'inconcevable parti pris de Wadding. Que recommande en effet Benoît XII aux enfants de saint François et que leur impose-t-il ? L'assistance régulière aux offices, l'attention et le respect dans la manière de les célébrer, le silence à certaines heures, l'abstinence de la viande, l'uniformité et la modestie dans les vêtements, le soin et la vigilance dans la formation des novices, des précautions pour éviter le vagabondage des frères lorsque ceux-ci auront à sortir des couvents. Il édicte en outre des mesures relatives aux études, aux livres distribués aux religieux, aux dépenses du ministre général, aux visites que ce chef de l'ordre et que les ministres provinciaux devront faire dans les monastères qui leur sont soumis, à la manière dont ces dignitaires seront élus et révoqués ; il exige une attention particulière pour le choix des prédicateurs, des confesseurs et des frères qui seront envoyés comme missionnaires dans les pays infidèles ; il renouvelle les condamnations prononcées par ses prédécesseurs et par lui-même contre les Fraticelles [3] et enjoint aux supérieurs de surveiller les religieux au point de vue de la doctrine et de les empêcher de se prononcer témérairement sur les questions qui n'ont pas été définies par l'autorité apostolique. Il n'est pas une seule de ces prescriptions qui ne porte l'empreinte d'une extrême prudence et où l'on ne sente le souci de faire régner chez les Frères mineurs la pauvreté, l'austérité et la discipline ; il n'en est aucune que saint François lui-même n'aurait du fond du cœur approuvée, lui surtout si respectueusement et si filialement soumis aux décisions du Souverain Pontife. Du reste, la bulle *Redemptor noster* fut rédigée après que Benoît XII eut pris les avis du ministre général des

1. *Bullarium romanum*, t. III, pars. II, p. 242.

2. « Hoc anno... amplissimas edidit Benedictus XII constitutiones pro regimine fratrum et monialium, in quibus nova plurima instituit, vetera multa ordinis decreta destituit et alia quæ magis in relaxationem quam reformationem ordinis manifesta et perniciosa experientia tetenderent ». Wadding, *Annales minorum*, éd. de Lyon, t. III, p. 443.

3. Le 23 juin 1336, Benoît XII avait ordonné à l'archevêque d'Embrun et à l'évêque d'Anagni, son vicaire à Rome, de sévir contre les Fraticelles dans les domaines de l'Église (*Bullarium romanum*, t. III, pars. II, p. 240), et le 24 du même mois, il avait écrit à Robert, roi de Sicile, pour lui demander d'expulser ces hérétiques de ses États (*Daumet*, n° 195).

Franciscains, le frère Gérard, et des ministres provinciaux de France, de Bourgogne, de Provence, de Toscane, d'Aragon, de Milan et de la Terre de Labour, ainsi que d'un certain nombre de maîtres en théologie appartenant au même ordre, tous personnages parfaitement qualifiés pour fournir au pape les renseignements les plus précis et lui signaler les points qui avaient besoin de correction [1]. Wadding, il est vrai, reproche au frère Gérard des goûts de luxe peu compatibles avec la pauvreté franciscaine, trop d'indulgence pour les fautes des religieux et trop d'empressement à rechercher la faveur des papes : c'est grâce à lui surtout, dit-il, que la bulle fut approuvée par le chapitre général des Mineurs tenu à Cahors au mois de juin 1337, quoique dans cette assemblée il ait été question de déposer le frère Gérard et de lui choisir un successeur. Les accusations que l'annaliste de l'ordre séraphique porte contre ce ministre général sont-elles fondées ? Sur quels documents s'appuient-elles? Nous ne saurions le dire et peu nous importe. Pour soutenir son opinion au sujet de la bulle, Wadding aurait dû au moins indiquer en quoi les prescriptions imposées par Benoît XII aux Franciscains étaient susceptibles d'introduire dans leur sein un relâchement quelconque de la discipline et l'abandon des principes posés par leur saint fondateur. Il aurait été étrange en tous cas de voir le chapitre général d'un grand ordre refuser de recevoir et d'appliquer une constitution émanée du Saint-Siège : ce scandale ne se produisit pas en 1337, et en admettant que certains membres de l'assemblée de Cahors estimèrent dans leur for intérieur que la bulle pouvait avoir de fâcheux effets, ils pensèrent aussi qu'il y avait là pour eux une occasion méritoire de pratiquer leur vœu d'obéissance, et ils se soumirent à l'autorité légitime [2].

Si le bullaire de Benoît XII ne renferme aucune constitution destinée aux Frères prêcheurs, il n'en faut pas conclure que ce pape se soit désintéressé de l'état dans lequel se trouvait, sous son règne, la famille de saint Dominique et qu'il n'ait pas porté sur elle comme sur les autres sa vigilante attention ; ce n'est pas non plus parce qu'il ne trouvait rien à y reprendre et à y corriger. L'histoire des rapports du pontife avec les Prêcheurs et particulièrement avec leur maître général Hugues de Vaucemain a été écrite, il y a peu d'années, en détail et d'une façon complète par le R. P. Mortier [3]. Il n'y aurait pas lieu d'y revenir, si le savant religieux n'avait témoigné dans ces pages, à l'égard de Benoît XII, d'une susceptibilité ombrageuse qui va parfois jusqu'à l'injustice : tout en reconnaissant que le pape était animé des intentions les plus droites, tout en admettant qu'il était légitimement armé des pouvoirs les plus étendus pour réformer et légiférer, il ne lui pardonne pas d'avoir songé à

1. Benoît XII, le 13 mai 1337, enjoignit aux définiteurs du chapitre de communiquer à l'assemblée et à tous les couvents de l'ordre la bulle *Redemptor noster* (*Daumet*, n° 295).

2. Wadding, *Annales minorum*, éd. de Lyon, t. III, pp. 444 et 445.

3. Mortier, *Histoire des maîtres généraux de l'ordre des Frères prêcheurs* (Paris, 1907, 8°), t. III, pp. 87 à 167.

modifier sur certains points les règles qui régissaient au XIV[e] siècle l'ordre auquel il appartient. On aperçoit sans peine la tendance qui anime l'historien : cela oblige à examiner de près son œuvre et cet examen permet de rectifier quelques-uns de ses jugements.

Tout d'abord il ne peut dissimuler l'étonnement que lui causent les termes employés par le nouveau pape pour notifier aux Frères prêcheurs son élection. En peu de mots, le pape les assurait de son affection, souhaitait leur prospérité et leur promettait sa bienveillance. « Si on la compare aux bulles de ses prédécesseurs, si élogieuses et si enthousiastes pour l'ordre, celle de Benoît XII est froide et positive, »[1] écrit le P. Mortier. Ce grief paraîtra peu sérieux et nullement justifié, attendu que les Dominicains ne furent pas, en cette occasion, traités avec moins de faveur que les autres moines : à tous, le Saint-Père écrivit dans les mêmes termes, et avec de très légères variantes aux rois et aux princes du monde chrétien. Il faut remarquer, en outre, que la bulle *Altitudo cœlestis* fut rédigée par le pape, ou sous son inspiration, pour notifier son avènement et demander les prières des fidèles, nullement pour faire des compliments à ceux auxquels elle était adressée. Après avoir noté cette sécheresse qu'il prend pour une marque d'hostilité, l'historien dominicain laisse entendre que les intérêts matériels tenaient une place prépondérante dans les préoccupations du pontife : « Et tout de suite, dit-il, *sans un mot d'éloge*, il passe à une question d'argent »[2]. On croirait, d'après cette phrase, que Benoît, dans sa hâte de remplir le trésor pontifical, va réclamer des subsides à ses correspondants : la réalité est toute différente, et si le pape s'occupa en effet d'une question d'argent dans le premier document émané de lui, ce fut, on l'a vu plus haut, pour épargner à ceux qui recevaient ses lettres les indiscrètes sollicitations des courriers du Saint-Siège. Dignitaires des ordres religieux, prélats, rois et princes durent lui savoir gré de cette attention.

Si l'on en croyait le P. Mortier, les sentiments assez tièdes que le pape aurait professés à l'égard des Frères prêcheurs se seraient aigris à la suite de deux incidents qui se produisirent bientôt. Il nous parle d'abord d'un conflit surgi entre le pape et Hugues de Vaucemain au sujet de l'exécution de la bulle *Pastor bonus*[3]. Nous avons dit que le pontife, voulant faire cesser le scandale que donnaient les religieux sortis de leurs couvents, avait ordonné par cette bulle, publiée le 17 juin 1335, d'une part à tous les moines errants qui appartenaient en grand nombre aux ordres mendiants de réintégrer leurs monastères, et d'autre part avait enjoint aux supérieurs de recevoir et de traiter

1. Mortier, *Op. cit.*, t. III, p. 95.

2. *Ibidem*, p. 95. L'auteur explique bien que le pape voulait éviter que ses correspondants fussent rançonnés par les porteurs de ses lettres, mais, au lieu de louer l'initiative pontificale sur ce point, il se borne à constater que l'usage du pourboire ne disparut pas.

3. *Ibidem*, p. 100.

sans rigueur excessive ces égarés. C'était une mesure parfaitement sage, dont l'utilité pour le bon ordre général aussi bien que pour le bon renom du clergé régulier ne peut être contestée. Sans doute le retour de ces transfuges, ayant contracté sur les grands chemins de fâcheuses habitudes, pouvait apporter quelque trouble dans les cloîtres, mais il appartenait à chaque supérieur d'y parer en maintenant avec fermeté la discipline ; le mal, en tous cas, se trouvait localisé et était certainement moindre que celui causé par les vagabonds courant le monde avec mille risques de déshonorer leur habit. Or, le chapitre général des Frères prêcheurs, tenu à Londres le 4 juin 1335, avait décidé qu'aucun religieux d'un autre ordre mendiant ne serait admis sans une permission spéciale du maître ou du chapitre général, et les assemblées réunies à Bruges en 1336 et à Valence en 1337, postérieurement à la publication de la bulle *Pastor bonus*, confirmèrent et renouvelèrent cette ordonnance. Le P. Mortier prétend que les Dominicains se mirent ainsi en opposition avec le pape et il donne raison à ses confrères [1]. Mais, à y regarder de près, on n'aperçoit aucune trace de conflit. Nous n'avons point de document qui nous renseigne sur la manière dont s'exécutèrent les dispositions de la bulle, pas plus chez les Frères prêcheurs que dans les autres familles religieuses ; en revanche, nous possédons le texte de cette bulle et de sa lecture attentive, il ressort avec évidence que Benoît XII n'a nullement prescrit d'une manière impérative aux supérieurs d'un des ordres mendiants d'accueillir les apostats des autres ordres ; c'était une simple faculté qu'il leur donnait et dont ils étaient libres de ne pas user [2]. Les Dominicains ne voulurent pas ouvrir leurs rangs aux moines qui avaient fait profession ailleurs que chez eux sans prendre des précautions et autrement qu'à titre exceptionnel : en agissant ainsi, ils se bornèrent à exercer un droit que le pape leur reconnaissait. On ne voit donc pas où est la matière de la querelle signalée par le P. Mortier comme ayant éclaté entre l'autorité apostolique et les Prêcheurs ; lui-même ne cite d'ailleurs aucun texte établissant qu'une lutte ait été engagée à ce sujet. Ajoutons que Benoît XII n'était pas homme à souffrir qu'on méprisât ses instructions formelles et si le fait s'était produit, on ne manquerait pas de trouver dans la collection de ses lettres la trace d'un rappel à l'obéissance.

1. Voici ce qu'écrit le P. Mortier au sujet de la bulle *Pastor bonus* : « On comprend... la résistance de maître Hugues de Vaucemain et des chapitres généraux aux désirs du pape. La vie de l'ordre était en jeu. Et vraiment, avec tout le respect dû au Souverain Pontife, on se demande quel bien il pouvait espérer de l'introduction, dans un ordre déjà enclin à fléchir sous le joug disciplinaire, de transfuges d'autres ordres et même de ses propres apostats » (*Op. cit.*, t. III, p. 102).

2. Le pape disposait seulement à titre provisoire que si les apostats ne pouvaient commodément être reçus dans le couvent de leur profession, ils le seraient dans un autre monastère de leur ordre. Voici le passage de la bulle : « Nempe circa illos ex dictis apostatis qui ordinum mendicantium fuerint, etiam volumus et ordinamus quod si apostatæ ipsi ordinum, ut prædicitur, mendicantium, in suis primis locis eorundem suorum ordinum recipi commode nequeant, in aliis locis ordinis cujuscunque ipsorum vel alterius ordinis dictorum mendicantium, *si alii mendicantes hujusmodi apostatas recipere voluerint*, hac vice collocentur » (*Bullarium romanum*, t. III, pars. II, p. 202, col. 2 § 6).

Le second incident mentionné par le P. Mortier [1] comme ayant contribué à aliéner aux Dominicains la bienveillance du pontife n'est point imaginaire comme le premier; mais rien n'autorise à supposer qu'il eut la conséquence indiquée par l'historien. Un Frère prêcheur, nommé Venturino de Bergame, qui avait acquis une grande réputation de sainteté, entraîna par son éloquence persuasive une troupe nombreuse de pélerins et de pénitents depuis la Lombardie jusqu'au tombeau de Saint-Pierre. Ce mouvement populaire, qui agita un moment l'Italie et qui se dissipa d'ailleurs aussi rapidement qu'il était né, inquiéta évidemment l'autorité apostolique, rendue défiante, non sans raison, par l'expérience de ce qui s'était passé au siècle précédent dans la péninsule, où l'on avait vu des mystiques exaltés mettre en péril la constitution et la hiérarchie de l'Eglise. L'imprudent prédicateur, que ses supérieurs avaient désavoué, comprit bientôt sa faute et vint lui-même se mettre à la merci du Saint-Père, qui l'admonesta sévèrement et le punit. Il s'agissait là uniquement d'une erreur personnelle, qui n'engageait à aucun degré la responsabilité de l'ordre tout entier. Pourquoi imputer sans preuves à Benoît XII les sentiments d'une rancune tenace à propos d'un fait qui n'eut pas de suites graves?

On le voit, les arguments invoqués par l'historien dominicain pour démontrer que le pape était hostile aux Frères prêcheurs ne sont pas probants, loin de là. Cette antipathie, même si elle était dûment constatée, ne suffirait pas à expliquer que le pontife eût voulu apporter des changements aux constitutions qui régissaient l'ordre ou rappeler l'ordre à l'observation de ses constitutions, car on devrait alors supposer, ce qui serait manisfestement absurde, que Benoît éprouvait la même malveillance pour les autres instituts monastiques, Bénédictins, Cisterciens, Frères mineurs et Chanoines de saint Augustin dont il s'efforça de corriger les abus. La vérité est que, chez les Dominicains comme chez les autres membres du clergé régulier, la règle primitive avait, sous la pression des circonstances, fléchi sur plusieurs points; l'autorité apostolique ne l'ignorait pas et il était naturel qu'elle cherchât un remède à des défaillances qui frappaient tous les yeux. Le principe de la pauvreté absolue, par exemple, imposé par saint Dominique à ses fils et demeuré inscrit dans la règle, était souvent passé à l'état de lettre morte. De nombreux témoignages cités par le P. Mortier attestent qu'au XIVe siècle, les quêtes, pour diverses raisons, ne suffisaient plus à assurer convenablement l'existence des Frères prêcheurs; plusieurs monastères, parmi lesquels la célèbre maison de la rue Saint-Jacques à Paris, possédaient, contrairement aux statuts, des immeubles ou des revenus fixes provenant de fondations d'anniversaires et de legs; ce qui était plus grave, c'est que certains moines recevaient plus que leurs confrères et que les aumônes n'étant pas versées dans une même caisse, il régnait

1. Mortier, *Op. cit.*, t. III, pp. 102 et suiv.

entre les moines une inégalité choquante, les uns fort bien pourvus grâce aux amis qu'ils avaient su se créer, les autres à peu près dénués de tout. Ainsi, selon une expression très juste et très frappante du P. Mortier, « la pauvreté restait commune et la richesse devenait individuelle » [1]. C'était un résultat tout opposé à celui qu'avait cherché saint Dominique ; il avait désiré soustraire ses disciples aux inconvénients et aux embarras qu'entraîne la fortune et dont il voyait les effets souvent funestes dans les abbayes trop richement rentées des Bénédictins et des Cisterciens ; souhaitant d'atteindre une plus haute perfection, il avait voulu, non seulement que chaque religieux fût pauvre, comme dans les anciens ordres, mais encore que la communauté elle-même ne possédât rien, hormis le terrain et les bâtiments où elle serait établie. Il était loin de penser qu'un jour viendrait où ses couvents se verraient contraints d'avoir des revenus pour subsister et où ses moines seraient obligés, pour se nourrir, se soigner dans leurs maladies et se procurer les livres nécessaires à leurs études, d'acquérir et de conserver un pécule si petit fût-il. L'expérience d'un siècle écoulé semblait prouver que la pauvreté complète ne pouvait être pratiquée que par des groupes peu nombreux ; or, les Dominicains s'étant extraordinairement multipliés, que convenait-il de faire ? Il était impossible que l'autorité pontificale fermât les yeux, tolérât des infractions fréquentes à la règle et laissât se perpétuer des abus que les chapitres généraux de l'ordre des Frères prêcheurs tentaient en vain de déraciner depuis des années. Valait-il mieux apporter à cette règle les tempéraments que les circonstances paraissaient rendre nécessaires ou fallait-il maintenir en principe l'interdiction absolue pour les couvents de posséder, quitte à accorder, en cas de besoin urgent, des dispenses pour tel ou tel cas particulier ? Telles étaient les deux solutions que comportait le problème : c'est sur le choix à faire de l'une ou de l'autre que s'engagea, entre le maître général et le pape, une lutte que le P. Mortier qualifie « d'acerbe et de tenace » [2], lutte qui se prolongea pendant toute la durée du pontificat. Remarquons tout d'abord que le pape ne voulut point agir par voie d'autorité et qu'il réclama le concours des dignitaires de l'ordre, et constatons que cette collaboration lui fut refusée. Hugues de Vaucemain tenait à conserver intacte la tradition qu'il avait reçue de ses prédécesseurs et qui avait sa source dans les enseignements de saint Dominique ; on peut l'on louer, comme fait le P. Mortier, mais on doit reconnaître qu'il était impuissant à obtenir qu'elle fût exactement respectée partout. Quant aux détails de la lutte, nous ne les connaissons point, les procès-verbaux des chapitres généraux tenus pendant cette période étant muets sur une question qui devait pourtant agiter l'ordre tout entier. Il est vraisemblable que le maître général

1. Mortier, *Op. cit.*, t. III, p. 137.
2. *Ibidem*, p. 127.

aurait voulu que l'autorité pontificale se bornât à défendre sévèrement les abus de la propriété individuelle chez les moines et à permettre exceptionnellement que certains couvents possédassent des revenus. Le pape entendait-il opérer une réforme plus radicale et supprimer totalement l'état de mendicité chez les Dominicains ? Cela est possible et des écrivains appartenant à une époque très postérieure l'ont affirmé [1], mais comme lui-même n'a exprimé ses intentions dans aucun document qui nous soit parvenu, force nous est de suspendre tout jugement à cet égard. Ce que l'on peut dire, c'est que les longs pourparlers engagés entre le pontife et les dignitaires de l'ordre n'aboutirent point à un accord ; les constitutions des Frères prêcheurs demeurèrent ce qu'elles étaient, jusqu'à ce que le concile de Trente y introduisît les changements qui dès le temps de Benoît XII paraissaient nécessaires.

1. Mortier, *Op. cit.*, t. III, p. 128

BENOIT XII ET LA LIBERTÉ DU SAINT-SIÈGE

Pour que le Souverain Pontife exerce pleinement son ministère, il ne faut pas seulement que sa personne soit libre et indépendante de tout autre pouvoir, il est encore nécessaire qu'il ait la faculté de communiquer sans obstacles avec tous les pays chrétiens, que ses légats puissent se rendre partout où il les envoie, que les ambassadeurs des princes qui entretiennent avec lui des relations et plus généralement tous les fidèles aient auprès de lui un sûr accès. En deux circonstances, Benoît XII se vit obligé de revendiquer ce droit essentiel et de le défendre contre le roi de France.

Au printemps de 1339, un chevalier anglais nommé Robert de Licelburs, dont la suite se composait d'un damoiseau, Gilles de Brabant, et d'un clerc, Robert de Swynfen, revenait d'Avignon où il était allé pour solliciter une dispense, lorsque, sur le territoire du diocèse de Valence, il fut arrêté, frappé, dépouillé de son argent, de ses bagages et de ses chevaux, puis mis de force avec ses compagnons dans une barque et conduit au château de Beaucaire où on l'enferma ; l'auteur principal de ce guet-apens était un certain Nicolas dit de Savoie, originaire de Lausanne, qui prétendait agir en vertu d'un ordre du roi de France. Benoît ayant appris l'événement, écrivit à Philippe de Valois le 6 mai pour se plaindre de cette violation du droit des gens[1]. Tout le monde sait, disait-il, que l'Église romaine est la mère et la tête des nations chrétiennes, et qu'il existe une foule de questions que le pontife seul peut résoudre ; c'est pourquoi tous les fidèles, à quelque condition sociale qu'ils appartiennent, cherchent auprès de lui les remèdes spirituels dont ils ont besoin. Il importe donc que les princes catholiques accordent aux personnes qui vont à la cour

1. *Daumet*, n° 596. Les noms des compagnons de Robert de Licelburs sont donnés dans une autre lettre pontificale adressée à l'évêque de Valence le 10 mai (V. plus bas).

apostolique et en reviennent le bénéfice d'une sécurité complète et d'une protection efficace. Cela a toujours paru si nécessaire que les papes ont l'habitude chaque année, aux fêtes, de prononcer la peine de l'excommunication contre les individus qui osent entraver ou troubler dans leur voyage les gens qui se rendent auprès du pontife ou s'en retournent. Les prédécesseurs du roi, pendant une longue suite d'années se sont toujours distingués par leur piété et leur dévouement envers l'Église : aussi est-ce à juste titre que Benoît XII s'étonne et s'inquiète de voir certains hommes, qui se disent les familiers du roi, passer sur la rive gauche du Rhône pour dresser des embûches à ceux qui s'acheminent vers Avignon ou quittent cette ville en regagnant leur pays. Ces actes de brigandage ont pour effet d'inspirer des craintes aux fidèles que leurs affaires appellent à la cour pontificale, si bien que le nombre des visiteurs y a beaucoup diminué. Philippe doit considérer que l'intérêt général de la chrétienté est en cause ; il sait, d'ailleurs, que le pape s'entremet toujours pour concilier et apaiser ; il ne doit pas souffrir que ses agents se rendent coupables d'attentats semblables à celui dont Robert de Licelburs a été victime. Benoît réclame donc instamment qu'on délivre au plus tôt ce chevalier et les gens de sa suite et qu'on leur restitue ce qui leur a été dérobé. D'autre part, le 10 mai, il fit connaître à l'évêque de Valence ce qui s'était passé sur le territoire de sa juridiction et lui manda d'excommunier nominalement les agresseurs de Robert et ceux par les ordres de qui ils ont agi s'il parvient à les découvrir ; dans le cas contraire, il devra prononcer une sentence générale contre les coupables et la faire publier dans son diocèse avec la solennité accoutumée les dimanches et jours de fête ; la peine ainsi infligée aura son plein effet, tant que le tort fait aux victimes de l'attentat n'aura pas été entièrement réparé [1]. Aucun document ne nous fait connaître la sanction qui fut donnée à cet incident ; mais il est permis de penser que le Saint-Père obtint une entière satisfaction, car sa correspondance ultérieure avec le roi ne contient aucune autre mention de ce fait, et l'on peut être assuré qu'il n'aurait pas ainsi gardé le silence au cas où sa protestation serait demeurée sans effet.

Si la personne et les biens des particuliers qui se rendaient à la cour pontificale devaient jouir d'une immunité complète, à plus forte raison importait-il que les ambassadeurs envoyés par les princes chrétiens auprès du Saint-Siège n'eussent rien à craindre. Or l'année suivante, en 1340, un Génois au service de l'Angleterre, nommé Nicolino Fieschi, député par Édouard III au pape, fut victime d'un attentat, non pas sur la route d'Avignon, mais dans la cité pontificale même. Ce personnage avait été reçu par Benoît XII, mais n'avait pas encore exposé l'objet de sa mission, sans doute à cause des cérémonies religieuses qui remplissent les derniers jours du carême. Dans la nuit du jeudi au vendredi saint, il était

1. *Reg. Vat.*, 127, nº CCCCXXII, analysé *Vidal*, nº 7437.

couché lorsque plusieurs individus, parmi lesquels se trouvaient des fonctionnaires de la cour apostolique, accompagnés d'une troupe d'hommes armés, pénétrèrent dans la maison où il avait pris logement et brisèrent la porte de sa chambre : on l'arracha de son lit et sans lui laisser le temps de revêtir autre chose qu'une chemise, on l'entraîna, ainsi que son fils Gabriel et un damoiseau qui les servait ; les trois prisonniers furent conduits au delà du Rhône et enfermés dans la tour qui commandait en territoire français le passage du pont d'Avignon. Ils y demeurèrent jusqu'au samedi saint, où le bruit de l'enlèvement s'étant répandu, on les emmena dans l'intérieur du royaume [1].

Indigné de cette violation du droit des gens et de l'outrage qui l'atteignait dans la personne de son hôte, Benoît XII prit immédiatement les mesures les plus énergiques. Le 17 avril, c'est-à-dire le lundi de Pâques, il chargea Bonifazio, évêque de Modène, Filippo d'Antilla, prieur de San Piero Scheragio de Florence, et Cobon de Montelupano, écolâtre de Séville, de procéder à une enquête sur l'attentat. Dans le document par lequel il investissait ces dignitaires ecclésiastiques de leur mission, il faisait ressortir l'importance qu'il y avait à ce que les personnes se rendant à la cour romaine ou y résidant jouissent d'une sécurité absolue. Il faut que prompte justice soit faite : aussi enjoint-il aux enquêteurs de tout mettre en œuvre pour découvrir les coupables, de les excommunier et de lancer l'interdit sur les terres où l'envoyé anglais est ou sera détenu et de maintenir ces sentences jusqu'à ce que pleine satisfaction ait été obtenue ; qu'ils agissent sans faire acception de personnes et sans tenir compte d'aucun privilège [2].

L'évêque de Modène et ceux qui lui étaient adjoints réussirent à découvrir les auteurs de l'attentat, dont les uns étaient clercs, les autres laïques. Le 6 mai, le pape leur ordonna de les juger tous et de leur appliquer les peines prescrites par les canons [3]. Comme c'était en France que Nicolino et sa suite avaient été emmenés, ce fut à des territoires français que la sentence d'interdit s'appliqua ; on la notifia aux évêques dont les diocèses étaient ainsi touchés et on leur manda de la publier [4].

Philippe de Valois se sentit soupçonné et il est certain que les apparences l'accusaient. Qui, sinon lui-même, avait intérêt à mettre la main sur un message du roi d'Angleterre, son ennemi ? Et pourquoi cet envoyé anglais aurait-il été entraîné dans un pays soumis à sa domination, si ce n'avait été dans le but de le lui livrer ? Les exécuteurs du coup de main pouvaient n'être pas tous ses sujets, ils avaient peut-être agi à son insu, mais ils avaient pensé le servir et lui être agréable. Il lui fallait donc se disculper personnellement et demander la levée des pénalités spirituelles qui pesaient sur une partie

1. Ces détails sont extraits d'une lettre adressée le 30 mai par Benoît XII au roi de France ; nous la citons plus bas.
2. *Daumet*, n° 715.
3. *Ibidem*, n° 718.
4. Cela ressort de la lettre que Philippe de Valois adressa au pape le 21 mai et d'une bulle expédiée au clergé de France le 30 du même mois (*Ibidem*, n°s 720 et 722).

de son royaume et y empêchaient l'exercice du culte. C'est ce qu'il fit dans une lettre adressée le 24 mai au Souverain Pontife[1] : il se défendait d'abord d'avoir en rien trempé dans l'enlèvement de Nicolino Fieschi ; ce méfait, affirmait-il, a été commis sans son ordre et il l'a ignoré : dès qu'il a été informé que les prisonniers se trouvaient dans ses États, il a commandé de les rechercher sans délai et de les ramener à Avignon ; il espère que sa volonté ne tardera pas à être entièrement exécutée. Il s'étonne cependant que le pape ait procédé avec tant de rigueur et sans l'avertir ; car, prévenu plus tôt, il n'aurait pas manqué d'agir de telle sorte que Sa Sainteté eût obtenue pleine satisfaction, et point n'eût été besoin de porter une sanction aussi sévère. Le roi prie donc Benoît XII de révoquer sa sentence et de mander à ses délégués de ne point lancer à nouveau l'excommunication. Il pense qu'une condamnation si prompte et si dure a été conseillée au pontife par des ennemis de la France. Il estime que la restitution des captifs terminera l'incident et contentera le pape ; en attendant, et afin d'éviter le scandale, il a enjoint aux prélats de son royaume de s'abstenir de publier les sentences apostoliques.

Le 30 mai, Benoît XII répondit à Philippe de Valois[2] qu'il devait être moins étonné qu'il ne l'est de la rigueur et de la rapidité des mesures prises contre les auteurs de l'enlèvement de Nicolino Fieschi. Sans parler même du respect dû au Saint-Siège, comment n'être pas indigné que la nuit du jeudi saint ait été choisie pour mettre à exécution un pareil forfait ? D'ailleurs les papes qui l'ont précédé et lui-même ont sans interruption prononcé d'avance l'anathème et l'excommunication contre les gens qui oseraient troubler, arrêter ou dépouiller les fidèles se rendant à la cour romaine ou y résidant. La manière dont on a procédé n'a donc rien d'insolite ni d'imprévu. De plus, il a été nécessaire d'agir rapidement, car le bruit du crime s'étant aussitôt répandu, beaucoup de ceux qui se trouvaient à Avignon rassemblèrent leurs biens et se préparèrent en toute hâte à partir, ne se croyant plus en sûreté ; la population crut même que la cité papale allait être attaquée : il importait donc de dissiper au plus tôt ces inquiétudes et chacun sait que les prompts remèdes conviennent seuls aux maux qui apparaissent subitement. Si le pape n'a pas averti directement Philippe des mesures qu'il prenait, il a chargé les cardinaux de Saint-Pierre aux Liens, de Saint-Clément et des Saints-Nérée-et-Achillée[3] de lui écrire à ce sujet, et ceux-ci l'ont fait, paraît-il. En agissant rigoureusement, le pontife n'a pas voulu causer à la France le moindre tort ; il a été conduit uniquement par le zèle qui l'anime pour la justice, l'honneur de Dieu et de l'Église ; il a eu en vue aussi l'intérêt des fidèles qui pour tant d'affaires sont forcés de recourir à lui. Qu'arriverait-il si les princes chrétiens entre lesquels le siège

1. *Daumet*, n° 720.
2. *Ibidem*, n° 721.
3. Talleyrand-Périgord, Pierre Bertrand et Pierre Royer.

apostolique a la charge de rétablir la concorde ne pouvaient en toute sûreté envoyer leurs ambassadeurs à la cour romaine ? Leurs plaintes se sont déjà fait entendre à propos d'une autre arrestation arbitraire. Benoît se déclare heureux de savoir que le roi est étranger à ces attentats : pour lui être agréable, il consent à suspendre jusqu'à la fête de Saint-Pierre et de Saint-Paul (29 juin) l'effet des sentences générales portées par son ordre ; mais les coupables devront être punis sans rémission ; ce sera la meilleure preuve que le roi pourra donner de sa bonne foi.

Suivant cette promesse, le pontife écrivit le même jour[1] aux archevêques et aux évêques de France, ainsi qu'aux autres dignitaires ecclésiastiques, pour leur annoncer qu'il ajournait au premier juillet la mise en interdit prononcée par ses légats, et leur enjoignit de faire publier cette décision partout où ils le jugeront nécessaire.

Cependant Édouard III avait appris l'arrestation de son ambassadeur : le 1er juin, il se plaignit de cette violation du droit des gens et accusa formellement son adversaire d'en avoir été l'instigateur[2].

Le 13 juin, par une missive datée de Noyon, Philippe de Valois remercia le pape d'avoir sursis à la promulgation des sentences[3]. Il a, dit-il, donné mandat à un de ses sergents d'armes, Bernard André, de rechercher les prisonniers et de les conduire sur le champ à Avignon ; il présume que son ordre est déjà exécuté. Il pense que les coupables ont cru lui être agréables en enlevant Nicolino Fieschi et ses compagnons ; aussi plaide-t-il en leur faveur auprès de Benoît XII et le prie-t-il de se montrer miséricordieux à leur égard.

Le soir du 16 juin, en effet, le sergent royal amena au pape l'envoyé anglais, son fils Gabriel et le damoiseau André. Benoît en informa aussitôt Philippe VI et le félicita d'avoir ainsi réfuté les bruits calomnieux qui couraient sur son compte à propos de la capture de ces personnages[4]. Quelques jours après, il ordonna aux évêques de France de lever définitivement la sentence d'interdit portée naguère et qui avait été seulement suspendue jusqu'au 29 juin ; il leur enjoignit, en outre, de faire publier dans leurs diocèses respectifs que quiconque retiendrait ou entraverait une personne se rendant à Avignon ou en revenant serait excommunié[5].

Quant à absoudre les coupables, comme le roi le demandait, Benoît XII s'y refusa absolument, car il lui paraissait nécessaire de faire un exemple. En écrivant à Philippe de Valois, le 26 juin[6], il

1. Le 30 mai (*Daumet*, nº 722).
2. Rymer, *Fœdera, conventiones...*, t. II, pars. IV, p. 76.
3. *Daumet*, nº 727.
4. *Ibidem*, nº 728.
5. *Ibidem*, nº 730.
6. *Ibidem*, nº 734.

lui exprimait de nouveau la satisfaction qu'il éprouvait de savoir qu'il n'avait pris aucune part à l'arrestation de Nicolino Fieschi, mais demeurait ferme sur la question du châtiment à infliger aux auteurs principaux et aux complices de l'attentat ; il importe qu'ils soient punis, car en traitant avec indulgence des hommes qui ont ouvertement méprisé les constitutions apostoliques, on ne ferait qu'encourager dans l'avenir la répétition de semblables méfaits. Le roi n'insista pas, et la justice pontificale suivit son cours, du moins à l'encontre de ceux qui se trouvaient à sa portée ; elle ne put atteindre les hommes qui s'étaient chargés de mener les prisonniers en France et de les y garder, car ils eurent soin naturellement de ne pas remettre les pieds en terre papale ; mais nous savons que les sujets de Benoît XII qui s'étaient faits les exécuteurs ou les auxiliaires du rapt, et qui ne purent quitter Avignon assez promptement, furent sévèrement châtiés, quel que fût leur rang. A le bien prendre, du reste, leur faute était beaucoup plus grave que celle des Français, puisqu'ils avaient, en somme, trahi leur souverain. D'abord emprisonnés, on les pendit pour la plupart devant les portes de l'hôtel où l'ambassadeur anglais avait résidé ; le maréchal de la cour, c'est-à-dire le chef de la justice pontificale, qui était parmi les plus compromis, aurait subi le même sort s'il n'avait devancé le supplice en se donnant lui-même la mort, mais son corps, privé de la sépulture chrétienne, fut attaché au gibet où l'on exposait les criminels[1].

L'enlèvement de Nicolino Fieschi causa une vive émotion dans le monde chrétien. Même des princes que l'autorité et la parenté liaient au roi de France crurent que l'attentat avait été commis à son instigation. On a la preuve que Robert de Naples lui écrivit pour lui en faire de vifs reproches et qu'il offrit en même temps au pape le secours d'une flotte de cinquante galères pour défendre, s'il en était besoin, l'indépendance du Saint-Siège. Le 7 août 1340, Benoît XII remercia le roi de Sicile de sa proposition et la déclina, puisque l'incident était heureusement clos[2]. Nous en avons rapporté toutes les circonstances telles que les documents nous les montrent. Le fond même en demeure obscur : on n'aperçoit pas l'avantage que pouvait avoir pour les intérêts français l'enlèvement d'un envoyé d'Édouard III venu à Avignon avec la mission de chercher à rétablir la paix, puisque Philippe de Valois avait accepté de négocier cette paix sous la médiation pontificale. Le roi de France, comme on l'a vu, se défendit d'avoir rien ordonné et affirma avoir ignoré le fait jusqu'au moment où le pape fulmina les sentences d'excommunication et d'interdit. Cela peut être vrai à la lettre, mais on croira difficilement que les agents royaux aient pu s'assurer des complices parmi les fonctionnaires de la curie et qu'ils aient osé pénétrer sur le territoire

1. Baluze, *Vita prima* et *Vita secunda*, éd. cit., pp. 205 et suiv., 213 et 214 : à part quelques détails, le fond du récit dans ces deux documents est identique.

2. *Daumet*, nº 746.

d'un état étranger pour accomplir leur coup de main s'ils ne s'étaient pas crus autorisés d'une manière générale à opérer par tous les moyens. L'énergie avec laquelle Benoît XII protesta, les mesures promptes et rigoureuses qui suivirent l'attentat, surprirent certainement Philippe et le forcèrent à désavouer les auxiliaires qui l'avaient servi avec un zèle excessif; il se hâta de donner la satisfaction réclamée pour mettre fin le plus vite possible au scandale causé par la violation du domaine pontifical et le rapt d'un ambassadeur accrédité auprès d'un souverain avec qui il entretenait des relations de filiale amitié [1].

1. Quelle que soit l'opinion qu'on ait sur la conduite de Philippe de Valois dans cette affaire et sur le degré de sa sincérité, il reste établi, sans contestation possible, que le coup de main fut préparé par des agents français et exécuté avec la connivence de fonctionnaires de la curie, gagnés sans doute à beaux deniers comptants : le roi fut obligé de le reconnaître et ne put faire autre chose que dégager sa responsabilité personnelle. M. Deprez a interprété les documents d'une manière toute différente (Cf. son livre déjà cité, pp. 305 à 312). Son récit est assez confus, mais l'impression qu'on en retire, c'est que seuls les officiers pontificaux et le pape lui-même sont coupables. On trouve, en effet, dans ce récit des phrases comme celle-ci : « ... Benoît XII s'était servi de Philippe comme d'un bouclier. Le pape, suspect d'avoir été le complice d'un attentat en pleine cité pontificale, avait commis une lourde faute en accusant le roi de France qui avait sans peine prouvé son innocence... Répondant à Philippe VI le 30 mai, il fut forcé de reconnaître que la prise de Nicolino avait eu lieu à l'insu du roi de France. Il essaya alors de se disculper en manifestant l'horreur que lui causait cet affreux attentat » (p. 308). Les rôles, on le voit, sont complètement renversés et qui lira le volume de M. Deprez sans avoir recours aux documents se fera une idée inexacte de l'attitude du pape et du roi. La correspondance échangée entre eux à cette occasion ne laisse pourtant subsister aucun doute : Philippe se défend personnellement d'avoir été l'instigateur du complot et se plaint de la rigueur des sentences, rien de plus; il n'essaie même pas d'innocenter les auteurs du rapt de Nicolino et se borne à plaider pour eux les circonstances atténuantes, en disant qu'ils ont cru lui être agréables. — Au sujet du châtiment des coupables, voici ce qu'écrit encore M. Deprez : « Les coupables s'abandonnèrent à la miséricorde du Saint-Siège. Philippe, plus indulgent, s'employa à obtenir des lettres de rémission; il demanda pour eux l'absolution et sollicita la révocation des procès déjà commencés ou des sentences déjà portées. Le pape consentit à absoudre les prélats et innocenter les clercs. Mais, en juge peu équitable, il se réservait d'infliger aux laïques un châtiment mérité et refusait de leur donner l'absolution » (*Ibid.*, p. 312). Or la lettre du 26 juin qu'il cite à ce propos et qu'on trouvera dans le présent recueil (nº 734) ne fait aucune distinction entre clercs et laïques et il n'y est point question de prélats. — Un autre détail est encore à relever dans le récit donné par M. Deprez. D'après lui les agresseurs de Nicolino « le conduisirent à la tour royale, en tête du pont d'Avignon; un bateau attendait sur le Rhône; il l'y embarquèrent et la nef descendit ainsi le fleuve jusqu'au samedi saint, jour où après maintes péripéties, ils le menèrent en un lieu resté inconnu » (*Ibid.*, p. 305). La lettre dans laquelle le pape raconte l'enlèvement contient seulement ces mots : ... [Nicolinus] quasi nudus ad turrem regiam in capite pontis Avinionensis cum navigiis per Rodanum... adductus, ibidemque detentus usque ad diem sabbati sanctam; qua die, per devia... fuit ad alia loca transductus » (*Daumet*, nº 721, col. 449).

BENOIT XII ET LA CROISADE

On sait que, malgré l'échec des expéditions conduites par saint Louis sur la terre d'Afrique pour frapper les plus redoutables des royaumes musulmans et sauver ainsi indirectement ce qui restait des établissements latins de Syrie tout en préparant la conquête des Lieux Saints, les projets de croisade ne furent jamais complètement abandonnés pendant le cours du Moyen Age. Nombreux ont été les souverains de l'Europe occidentale qui songèrent plus ou moins sérieusement à renouveler les efforts tentés jadis en vue de refouler les infidèles devenus de jour en jour plus audacieux : comme il était naturel, les papes ne laissaient échapper aucune occasion d'entretenir chez les princes ces idées d'une guerre en Orient, et ils le faisaient d'autant plus volontiers qu'ils espéraient ainsi amener les rois chrétiens à oublier leurs querelles particulières et à s'unir tous contre les ennemis communs de leur foi et de leur civilisation. Mais l'obstacle principal à l'accomplissement de ce grand dessein résidait précisément dans les divisions et les rivalités qui mettaient aux prises les différentes puissances, divisions et rivalités qu'elles ne consentaient à oublier qu'exceptionnellement, pour un court moment, lorsqu'un danger tout proche les menaçait. C'était bien cette absence d'union qui avait fait échouer déjà dans les siècles précédents les entreprises dans lesquelles les princes s'étaient engagés les uns après les autres, sans concert préalable, sans esprit de suite, sans persévérance ; c'étaient le même défaut d'entente, les mêmes jalousies qui avaient réduit presqu'à rien le royaume de Jérusalem et causé la ruine des principautés fondées en Asie à la suite de la première croisade.

Si l'on voulait réussir, il fallait posséder les moyens de transporter outre-mer des forces considérables et de les y maintenir assez longtemps pour mener à bonne fin une campagne qu'on devait prévoir difficile ; la question d'argent se posait donc avant toutes les autres ; nous verrons comment

on y avait pourvu. Il était non moins nécessaire que les croisés en général, et plus particulièrement ceux qui seraient à la tête de l'armée chrétienne, eussent les mains libres en Europe et fussent dégagés de tout souci quant à la sécurité de leurs possessions héréditaires, afin de se consacrer entièrement et sans arrière-pensées à la lutte contre les musulmans : cette seconde condition essentielle du succès était beaucoup plus difficile à réaliser que la première, car elle exigeait un concours de bonnes volontés, de sentiments généreux et désintéressés extrêmement rares chez les chefs d'états comme chez les particuliers. Obtiendrait-on que les princes de l'Europe missent un terme à leurs compétitions et à leurs rivalités pour réserver toutes leurs ressources à la sainte entreprise, obtiendrait-on du moins que ceux qui resteraient en Occident ne profiteraient pas de l'absence des croisés pour prendre leurs avantages aux dépens de ces derniers ? On verra que le projet d'expédition en Orient conçu par Jean XXII, et auquel Philippe de Valois avait promis de participer, ne put être exécuté comme le souhaitait Benoît XII, précisément en raison de l'état de guerre déclarée ou de sourde hostilité dans lequel se trouvaient les uns à l'égard des autres les divers royaumes chrétiens et des craintes fondées qu'inspiraient au souverain français les dispositions de ses voisins.

Dès les premiers jours de son pontificat, Benoît XII montra qu'il avait à cœur de ne point laisser tomber dans l'oubli le dessein formé par son prédécesseur et pour l'exécution duquel des mesures avaient déjà été prises. Afin d'équiper et d'entretenir des soldats, afin d'armer des navires destinés à les transporter et à les ravitailler, Jean XXII avait décidé de créer des ressources extraordinaires et de les tirer des revenus des églises qu'on imposerait pendant un certain nombre d'années : ainsi serait constitué un trésor de guerre capable de suffire aux dépenses qu'entraînerait une aussi grandiose entreprise. Le nouveau pontife était résolu à continuer dans la même voie : dès le 31 janvier 1335, c'est-à-dire moins d'un mois après son élection, il fit connaître ses intentions aux patriarches, archevêques et évêques du monde chrétien [1]. La terre sanctifiée par le sang du Rédempteur, écrit-il, est indignement foulée aux pieds par les païens ennemis de la croix ; le roi de France, enflammé d'un zèle pieux, a promis d'aller lui-même en Palestine pour les combattre et venger le Christ ; Jean XXII, de l'avis des cardinaux, a ordonné une croisade générale et a fixé la date du départ ; Philippe de Valois a été choisi comme capitaine général de l'armée chrétienne ; la guerre sainte a été prêchée en tous lieux, diverses grâces et indulgences ont été accordées à ceux qui prendront la croix. On a décidé, en outre, que la dixième partie du revenu de toutes les églises (sauf les biens des ordres militaires et ceux de quelques personnes), perçue pendant six ans, serait consacrée à couvrir les frais de l'expédition, ainsi qu'il appert de diverses lettres adressées par le pape défunt aux évêques. Benoît approuve

1. *Daumet*, n° 19.

sans restriction toutes les mesures édictées par son prédécesseur, il les confirme et entend qu'elles soient exécutées ponctuellement. Il transmet de nouveau aux prélats le détail de ces instructions.

Le pontife ne tarda pas, du reste, à entrer en rapports avec le roi de France pour traiter des affaires d'Orient : nous le voyons, en mars 1335, conférer à ce sujet avec les représentants de Philippe de Valois, ceux de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem et du doge de Venise Francesco Dandolo. Le 20 de ce mois, il s'adresse au souverain de Sicile [1], Robert, qui portait, comme on sait, le titre et les armes de roi de Jérusalem et qui, à cause de la situation géographique de ses états, devait plus qu'un autre s'intéresser aux luttes menées contre les musulmans et y prendre une part active. Benoît l'informe donc qu'une conférence est réunie à Avignon pour aviser aux moyens d'armer, cette année même, une flotte contre les Turcs, qui se disposent, croit-on, à attaquer les chrétiens d'Orient ; Robert est prié d'adhérer à ce projet, de faire ses préparatifs et de donner une réponse le plus tôt possible. Il ne s'agissait pas encore d'une croisade proprement dite, mais d'une opération préliminaire qui devait être entreprise en mai 1335 par une force navale fournie par la France, Venise et les chevaliers de Saint-Jean. Le pape avait voulu y participer en louant à ses frais quatre galères que des armateurs marseillais mettaient à sa disposition pour une durée de trois mois moyennant le prix de 6900 florins d'or. Une lettre du 5 avril de cette année fait connaître l'existence d'un contrat passé entre le trésorier de Benoît XII et ces armateurs [2] antérieurement à cette date. C'est là une preuve que le Saint-Père, à peine élu, avait mis au premier rang de ses préoccupations l'aide à donner aux chrétiens orientaux et la lutte contre les infidèles.

Dans les conférences tenues au commencement de 1335 entre le pape et les représentants du roi de France, il ne fut pas seulement question de cette prochaine campagne navale qu'on préparait ; on parla encore de la croisade elle-même. Qu'en dit-on ? Nous n'en savons rien d'une manière précise, mais il est certain que lorsque ce sujet fut abordé, il se produisit des incidents que nous ne connaissons malheureusement pas mieux que la cause qui les avait fait naître. Les seuls renseignements que nous possédions sur cette affaire sont contenus dans deux lettres adressées par Benoît XII à Philippe de Valois les 12 avril et 11 septembre 1335 [3].

De la première, on peut tirer les indications suivantes : les ambassadeurs français dont le principal était Miles des Noyers, maréchal et grand bouteiller, présentèrent le 28 février au pape et aux cardinaux certaines demandes relatives à la croisade [4] ; le pontife en prit connaissance et, le 2 mars,

1. *Daumet*, nº 28.
2. *Ibidem*, p. 40. C'est une commission donnée à Guillaume de Bos, clerc de la Chambre du pape, pour se rendre à Marseille, recevoir une caution comme garantie de leurs engagements et leur solder le prix convenu pour le louage des galères.
3. *Daumet*, nºs 44 et 103.
4. « Certe petitiones tangentes negocium passagii transmarini nobis oblate fuerunt... »

ayant convoqué les délégués du roi, leur dit qu'après un examen attentif, les demandes en question lui avaient paru ainsi qu'au Sacré Collège trop générales et trop obscures [1]; il leur demanda en conséquence d'en éclaircir le sens, afin qu'une réponse y pût être faite en connaissance de cause; mais il fut impossible de leur arracher une explication. Alors, malgré les affaires nombreuses qui sollicitaient son attention, Benoît et ses conseillers se mirent à délibérer sur la manière dont il convenait d'accueillir les demandes qui leur avaient été soumises. Là-dessus, les envoyés du roi se décidèrent à faire ce à quoi ils s'étaient d'abord refusés et fournirent à deux reprises des déclarations nettes sur l'objet réel de leur mission. Étant alors complètement informé, le pape réunit de nouveau le consistoire qui, après discussion, arrêta les termes d'une réponse qui fut jointe à la lettre du 12 avril pour être transmise à Philippe. Le Saint-Père assure celui-ci que cette réponse ne pourrait être différente de ce qu'elle est sans blesser la raison, la vérité et l'équité ; il prie son correspondant de l'accepter comme conforme à la justice et au droit, et s'excuse de son retard sur ce qu'une affaire aussi importante exigeait de mûres réflexions.

La seconde lettre dont nous avons parlé est datée de Sorgues, le 11 septembre 1335 : on y apprend qu'au cours des pourparlers qui viennent d'être relatés, les envoyés de Philippe avaient manqué à la correction imposée à des ambassadeurs et au respect dû au Saint-Père. Le roi en ayant été informé, — nous ne savons par qui, puisque Benoît XII ne s'était pas plaint, — pria le pontife de le mettre au courant de ce qui était arrivé et de pardonner à ses représentants. Accédant à ce désir, le pape fit dans cette lettre du 11 septembre un récit assez détaillé des faits. En voici la substance : il a, écrit-il, reçu les ambassadeurs avec bienveillance ; Miles des Noyers, l'un d'eux, présenta alors au consistoire un document contenant un certain nombre d'articles relatifs à la croisade, qui examinés avec soin, parurent équivoques et obscurs; on ne pouvait les accepter sous cette forme sans exposer l'honneur du Saint-Siège et du roi, sans compromettre le résultat de l'entreprise et la paix de la chrétienté. C'est ce qui fut répondu aux envoyés français ; on ajouta qu'il était difficile de croire que lesdits articles eussent été rédigés sous l'inspiration de Philippe de Valois ; on les invita à s'expliquer sur leur signification ou à les modifier. Mais les ambassadeurs répliquèrent qu'ils n'avaient aucune déclaration supplémentaire à ajouter et persistèrent dans cette attitude pendant des jours et des semaines. Le pape avait pourtant, toutes affaires cessantes, conféré avec les cardinaux et étudié les articles proposés; ils étaient si embrouillés qu'on n'aurait pu y faire qu'une réponse générale et vague. Le Saint-Père ne soupçonnait ni la bonne foi du roi ni la fidélité de ses mandataires, mais il pensait qu'un ennemi de Philippe avait dû forger le document qui résumait ces demandes. Il le dit aux am-

1. « Petitiones predictas generales existere nimium et obscuras... »

bassadeurs: Miles des Noyers s'était alors emporté en paroles inconvenantes, « *verba inordinata et indecencia,* » manquant ainsi de respect au Saint-Siège et à son maître, tandis que ses compagnons, qui étaient des ecclésiastiques de haut rang, semblaient l'approuver par le silence même qu'ils gardaient. Cette sorte d'acquiescement tacite aux injures prononcées contre lui, donné par des prélats qui sont liés au siège apostolique par un serment de fidélité spécial, émut particulièrement Benoît XII. Quelque temps après, cependant, les délégués du roi s'étant décidés à fournir des éclaircissements sur le sens et la portée de la note qu'ils avaient présentée, le pape a répondu dans les termes qui ont été communiqués au roi. Avant de quitter Avignon, les prélats qui faisaient partie de l'ambassade informèrent le pontife que les articles dont on avait tâché de lui arracher l'approbation avaient été rédigés à Lyon : c'étaient des fragments expurgés d'un texte apporté par Miles des Noyers et qui contenait des choses plus graves. Ces mêmes prélats avaient imploré leur pardon et l'avaient obtenu. Par égard pour le roi, Benoît XII consentait à oublier l'attitude incorrecte de tous les ambassadeurs, même des laïques, quoique ceux-ci ne se fussent point excusés. En terminant, le Saint-Père priait Philippe de lui faire parvenir ses communications sous des plis scellés de son sceau : ainsi aucun doute ne pourra naître sur l'authenticité de ces documents.

En somme, les deux lettres pontificales, sauf quelques détails, sont identiques quant au fond ; en laissant de côté ce qui a trait aux écarts de langage de Miles des Noyers, voici ce qui ressort de ces pièces, les seules où mention soit faite de cet épisode [1] : Philippe de Valois a envoyé à Benoît XII récemment élu des ambassadeurs chargés de lui présenter par écrit des demandes relatives au projet de croisade mises en forme d'articles rédigés d'une manière obscure ; le pape ayant demandé des éclaircissements, les ambassadeurs ont longuement hésité à les fournir, et quand ils s'y furent décidés, le pontife a répondu par un document qu'il n'a pas jugé bon de faire enregistrer avec le reste de sa correspondance ; il affirme que sa réponse a été dictée par la raison et la justice, et que s'il avait donné son approbation aux articles tels qu'ils lui étaient soumis, il ne l'aurait pu sans compromettre l'honneur du Saint-Siège et celui du roi, sans risquer de faire échouer l'entreprise de Terre-Sainte et de troubler la paix de la chrétienté. Que contenaient donc la note présentée par les envoyés français et la réplique qui accompagnait la lettre pontificale du 12 avril ? Ces textes ne nous étant connus ni

1. Voici comment M. Deprez (*Op. cit.*, p. 119) raconte les faits dont il s'agit : « Miles des Noyers avait soumis à Benoît un projet de croisade, mais qui avait paru si embrouillé et obscur que le pape avait demandé des éclaircissements. L'ambassadeur français, sur une observation qui lui avait été faite, avait répondu d'une façon tout à fait inconvenante et d'autant plus déplacée que les cardinaux n'avaient pas dit un mot qui méritât une pareille réponse. Benoît, vexé et courroucé, se plaignit d'abord à Philippe VI, puis finit par excuser Miles des Noyers. Certaines paroles avaient pu être mal interprétées. Le Sacré Collège s'était imaginé trouver dans les propositions faites quelque arrière-pensée dont il se défiait ; il s'était cru insulté : ce n'était qu'un malentendu ».

l'un ni l'autre, on en est réduit à essayer d'interpréter les termes dont le pape s'est servi dans les deux missives qui nous ont été conservées et d'après cela à former une conjecture. A coup sûr, les demandes de Philippe VI étaient insolites et surprirent grandement Benoît XII et le Sacré Collège; quoiqu'elles fussent rédigées sous une forme obscure, probablement à dessein pour ne pas choquer dès l'abord, il paraît certain que le pontife et ses conseillers devinèrent à quoi elles tendaient, mais la chose leur semblait si grave, si extraordinaire qu'ils voulurent ne conserver aucun doute à cet égard; c'est pourquoi ils demandèrent aux représentants du roi de France de parler net. On comprend l'embarras et l'hésitation de ceux-ci, qui avaient sans doute reçu pour instructions de ne point découvrir tout crûment le fond de la pensée de leur maître; ils finirent pourtant par s'y résoudre, en voyant la négociation arrêtée et le pape décidé à ne pas les comprendre à demi-mot. De quoi s'agissait-il donc? Evidemment d'une faveur exceptionnelle et de telle nature qu'on n'osait la formuler que timidement, comme si l'on sentait que le Saint-Siège ne pouvait l'accorder en termes formels et parfaitement clairs; il semble qu'on attendait plutôt de lui une adhésion tacite, une promesse de fermer les yeux. Or, comme en l'absence de documents établissant d'une manière indubitable ce qui s'est passé, on a le droit de risquer une hypothèse, ne serait-il pas permis de supposer que le roi de France, à court d'argent, demandait au pape l'autorisation de prélever une certaine somme sur le trésor de guerre qui s'amassait en vue de la croisade dont il était le chef désigné, argent qu'il promettait sans doute de restituer dans un temps déterminé ? La stupeur de Benoît XII en entendant cette impudente requête s'expliquerait aisément; on comprendrait qu'il eût voulu bien s'assurer qu'il ne se trompait point sur le désir du roi; les expressions dont il se sert dans ses lettres en parlant du déshonneur qui atteindrait le Saint-Siège et le prince, en prévoyant l'échec du projet de croisade et le trouble porté dans toute la chrétienté ne seraient pas trop fortes si elles s'appliquaient à la faculté laissée à Philippe VI d'employer à des usages profanes les subsides levés sur les églises pour faire la guerre aux infidèles, Ce qui rend vraisemblable la supposition émise ici, c'est qu'à plusieurs reprises, — on le verra dans les pages qui suivent, — le roi ne se tenant pas pour satisfait d'une réponse pourtant si nette, revint à la charge, sans plus de succès d'ailleurs, et finit même par se passer d'autorisation, quitte à solliciter après coup une absolution qu'il n'obtint pas davantage. On trouve là, si notre conjecture est exacte, la première tentative faite par le souverain français pour obtenir de Benoît XII la concession d'avantages et de faveurs qui lui auraient donné une situation privilégiée aux dépens de ce qu'exigeait la conscience; il essuya un refus très ferme qui ne devait pas être le dernier, mais qui aurait dû l'éclairer sur le caractère du nouveau pape.

Celui-ci ne perdait d'ailleurs pas de vue la préparation de la croisade et faisait ce qui dépendait de lui pour que les ressources nécessaires à l'exécution de ce grand dessein ne manquassent point.

Jean XXII avait ordonné, nous l'avons dit, qu'on y consacrât le dixième de tous les revenus ecclésiastiques pendant six ans; les évêques étaient chargés, dans leurs diocèses respectifs, de recueillir cet impôt par moitié chaque année aux deux termes de la Purification (2 février) et de la Nativité de Saint-Jean-Baptiste (24 juin). Mais pour divers motifs, notamment en raison de la mort du pape, les bulles adessées aux évêques et qui contenaient des instructions à ce sujet, n'avaient pu être toutes expédiées, beaucoup du moins étaient parvenues à leurs destinataires avec un retard considérable. Benoît XII ne voulut pas que pour une cause accidentelle et sans qu'ils aient péché par négligence, les ecclésiastiques soumis à cet impôt soient injustement chargés : aussi décida-t-il, le 16 juin 1335 [1], que dans les diocèses dont les évêques auraient reçu notification des ordres de Jean XXII postérieurement à la dernière fête de la Purification, le premier terme du paiement serait prorogé jusqu'à la Nativité de la Sainte-Vierge (8 septembre) ; il suspendit, en conséquence, dans les diocèses en question, toutes les poursuites qui seraient intentées et les sentences portées en raison du non-acquittement de la taxe. Et comme il serait très onéreux pour les établissements ecclésiastiques de verser plus d'un dixième de leur revenu en une seule année, le pape prolongea pour ceux qui étaient ainsi visés la période de six ans qui avait été établie : grâce à cette mesure, toutes les églises auraient le même délai pour payer la contribution destinée à la croisade. Le pontife chargeait enfin les évêques de désigner les collecteurs et leur mandait de se conformer exactement aux prescriptions contenues dans les lettres de Jean XXII.

Le zèle dont Benoît XII faisait preuve pour la sainte entreprise fut encore stimulé par les nouvelles alarmantes qu'il reçut d'Orient au commencement de l'automne de 1335. Il apprit, en effet, par Bramond de Lusignan, ambassadeur de Léon V roi d'Arménie, l'invasion des musulmans en pays chrétien : le sultan du Caire avait égorgé ou emmené en captivité plus de 6000 personnes et c'était à grand'peine que le roi et un petit nombre des siens enfermés dans une forteresse avaient pu échapper au massacre. L'envoyé arménien, après avoir visité le pape, devait tenter d'intéresser les souverains d'Occident au déplorable sort de son maître, leur montrer l'imminence du danger et les déterminer à faire un vigoureux effort contre les infidèles. Et nous voyons Benoît écrire le 12 octobre à Philippe de Valois pour lui recommander Bramond de Lusignan et le conjurer lui, le chef désigné de l'armée chrétienne, de donner l'exemple aux autres princes en prenant au plus tôt ses dispositions pour porter secours à ses malheureux coreligionnaires [2].

1. *Daumet*, nº 66.
2. *Ibidem*, n. 109. M. Deprez (*Op. cit.*, p. 120) signale cette lettre du pape à Philippe de Valois; il dit aussi que Benoît « en septembre 1335..., demandait au roi de France quels nouveaux projets il avait formés ». Nous n'avons trouvé dans la correspondance du pontife aucune lettre datée de septembre où il soit question de la croisade, sauf celle du 11 septembre, analysée plus haut, dans laquelle il est traité seulement de l'incident causé par l'intempérance de langage de Miles des Noyers.

Il ne semble pas que ces exhortations aient obtenu un résultat quelconque et que l'ambassadeur du roi d'Arménie ait emporté de France, non plus que d'une autre cour d'Europe, mieux que des bonnes paroles et des promesses à longue échéance. Dans les premiers mois de l'année qui suivit, le pape et le roi furent, du moins, à même de s'entretenir longuement de la croisade et sans intermédiaires, puisqu'au cours d'un voyage pendant lequel il visita les provinces méridionales de son royaume, Philippe VI séjourna une quinzaine de jours à Avignon [1] et à Villeneuve. S'il fallait en croire Froissart, ce serait à ce moment qu'il aurait décidé de partir pour la Terre-Sainte. En sa présence, le pape prêcha, dit le chroniqueur, « la digne souffrance de Nostre Signeur et enhorta et remonstra grandement le crois a prendre et encargier pour aler sus les enemis de Dieu. Et si humblement fourma sa prédicacion que li rois de France, meus en grant pitié, prist là le crois et requist au Saint Pere qu'il li volsist acorder. Adonc li papes Benedic, qui vit la bonne volenté dou roy de France, li acorda benignement et le confirma par condition que il absoloit de painne et de coupe vrais confès et vrais repentans, le roi de France premierement et tous chiaus qui avoech lui iroient en ce saint voiage » [2]. Il est à peine besoin de faire remarquer que ce récit est inexact : Philippe de Valois n'avait pas attendu jusque-là pour manifester l'intention de prendre la croix ; sa résolution rendue publique remonte, en effet, au pontificat de Jean XXII, et si, lors de son séjour à Avignon dans la première moitié de mars 1336, il conféra longuement au sujet de la croisade avec le pape régnant, ce ne fut point du tout comme d'une entreprise qui allait être exécutée à bref délai. On peut même conjecturer avec une quasi-certitude que le roi vint alors exposer à Benoît XII les raisons qu'il avait de ne point se mettre en route le 1er août de la même année, ainsi qu'il s'y était engagé, et qu'il demanda à être relevé du vœu qu'il avait fait à cette occasion. C'est ce qui ressort d'une lettre que le pontife lui écrivit le 13 mars 1336, alors qu'il était encore son hôte [3]. Il y rappelle que sous le règne de son prédécesseur, des envoyés français, qui étaient Jean, archevêque de Reims, Pierre Roger, archevêque de Rouen, Guy Baudet, doyen de l'église de Paris, Pierre Troussel, seigneur des Châteaux, et Henri, seigneur d'Avaugour, avaient instamment demandé au nom de leur maître qu'une croisade générale fût organisée; que le Saint-Siège, accueillant favorablement ce pieux désir, avait décerné le commandement suprême de l'expédition au roi de France, qui l'avait accepté par la bouche de ses mandataires, et que ceux-ci avaient juré en ses lieu et place qu'il partirait le 1er août de l'année 1336. Depuis que cette date avait été fixée, Philippe avait pris soin d'envoyer des ambassadeurs en divers pays, Sicile, Angleterre, Castille, Aragon, Gênes, ailleurs encore pour notifier son intention d'entreprendre l'expé-

1. J. Viard, *Itinéraire de Philippe de Valois*, dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, année 1913, tome LXXXIV.
2. Froissart, éd. Luce, t. Ier, p. 116.
3. Raynaldi, *Annales ecclesiastici*, t. VI, p. 81, col. 1, et *Daumet*, no 930.

dition et pour engager princes et républiques à oublier leurs querelles particulières pour s'unir contre les ennemis de la foi. Benoît XII constate que le résultat n'a pas répondu aux espérances, car l'Angleterre et l'Ecosse sont en guerre, l'Allemagne est en proie aux dissensions ainsi que la Toscane et la Lombardie, le royaume de Naples et celui de Sicile, qu'autour de la France elle-même les haines grondent à ce point que l'orage éclaterait vraisemblablement si Philippe partait pour l'Orient. On peut craindre qu'une fois engagé dans l'entreprise, la sureté de ses états ne l'oblige à rentrer en Europe et à abandonner la campagne entamée, infligeant ainsi une honte aux chrétiens et procurant aux païens l'occasion de triompher et de railler. Toutes ces raisons, examinées et pesées avec les cardinaux et les principaux conseillers du roi, ont amené le pape à penser qu'il était dangereux et même impossible de commencer la croisade à la date primitivement fixée et qu'il était plus sage d'ajourner l'exécution du projet à des temps plus propices: on agirait ainsi avec de meilleures chances de succès. Il considère que Philippe est valablement dégagé de sa parole par les empêchements qui surviennent; néanmoins pour imposer silence aux malveillants, il le relève du vœu qu'il a fait de partir au prochain mois d'août. Il termine en le conjurant de ne pas interrompre pour cela ses préparatifs d'expédition en Orient, mais de les continuer avec zèle afin d'être prêt à agir lorsque s'offrira l'occasion favorable.

La lettre que nous venons d'analyser fut écrite, répétons-le, alors que Philippe était à Avignon et qu'il pouvait journellement s'entretenir avec Benoît XII du projet de croisade; on y lit en termes formels que la résolution de surseoir à l'entreprise de Terre-Sainte sortit des délibérations du pape et des cardinaux avec les conseillers du roi. Rien ne permet de croire que dans les assemblées qui se tinrent alors, ces derniers aient soutenu au nom de leur maître l'urgence et l'opportunité d'un prochain départ, tandis que le pontife et le Sacré Collège penchaient pour l'ajournement. On a pourtant imprimé et répété que le prince brûlait à ce moment de l'impatience de combattre les infidèles, mais que Benoît XII s'appliqua à refroidir son zèle et à lui faire toucher du doigt, pour ainsi dire, l'imprudence de son dessein [1]. Cela est peu vraisemblable; il semble au contraire que la lettre

1. Voici ce qu'écrit à ce sujet M. Deprez (*Op. cit.*, p. 123) : « Philippe VI se montrait et s'était toujours montré parmi les princes chrétiens le plus ardent, le plus désireux de délivrer les Lieux Saints et de défendre la foi en Orient. Capitaine général et chef de la croisade, il eût voulu se couvrir de gloire au service de l'Eglise. Le départ avait été primitivement fixé au 1er août 1336. Les croisés n'avaient plus qu'à déterminer le lieu où serait le rendez-vous général des troupes; divers ambassadeurs avaient déjà été envoyés en Pouille, en Sicile, en Angleterre, en Castille, en Aragon, à Gênes. Or, au moment où l'expédition était prête, l'opposition vint du côté où en était en droit de l'atteindre le moins. Le pape jugea la croisade périlleuse et même impossible ». — M. Jules Gay s'est borné à faire sien le jugement de M. Deprez et dit : « Benoît XII lui-même, qui dans les premiers mois de son pontificat semblait disposé à continuer l'œuvre de Jean XXII, ne voyait plus que des inconvénients dans l'entreprise projetée et cherchait à en détourner le roi de France » (*Le pape Clément VI et les affaires d'Orient*, Paris, 1904, 8°, p. 24).

du 13 mars 1336 a été écrite a la demande du roi, pour tranquiliser sa conscience et le dégager publiquement de la promesse qu'il avait faite de se mettre en route dans le cours de cette même année[1]. Quelle apparence y a-t-il que le pape ait relevé le prince de son vœu sans en avoir été sollicité? Et pourquoi Benoît XII se serait-il opposé à l'exécution du projet si, comme l'écrit M. Deprez, « les croisés n'avaient plus qu'à déterminer le bien où serait le rendez-vous général des troupes » et si « l'expédition était prête ». On n'aperçoit point la raison qui aurait pu le pousser à une résolution aussi étrange et rien ne prouve, du reste, que les préparatifs aient été aussi avancés. Par contre, on voit très bien les motifs qui devaient faire hésiter Philippe à s'embarquer pour l'Orient au mois d'août 1336 : la guerre entre l'Angleterre et l'Ecosse n'était point terminée, mais seulement suspendue par une trêve qui allait expirer au mois d'avril, et il est facile de comprendre que le roi avait un intérêt majeur à ne pas laisser ses alliés du nord livrés à leurs seules forces, tandis que lui-même irait combattre hors d'Europe[2]. Il savait aussi, sans doute par ses propres renseignements, en tout cas par ceux que lui avait transmis déjà Benoît XII, qu'il devait se garder du côté de l'est et se défier des intrigues ourdies par Louis de Bavière[3] : il n'avait, en somme, pas les mains libres pour se consacrer à la guerre sainte. Ce sont des considérations de ce genre qu'il dut faire valoir dans les entretiens qu'il eut avec le pape, et comme les faits étaient patents, son interlocuteur, quoique déçu, se vit contraint de reconnaître qu'il valait mieux ajourner l'expédition que la commencer sans avoir la certitude de pouvoir y persévérer. Et en prenant d'accord une résolution conforme à la prudence, Benoît XII et Philippe VI firent preuve de bon sens, ce qu'on aurait tort de leur reprocher.

A défaut d'un secours armé, que les circonstances ne permettaient pas de leur fournir, le pape pensa du moins à ravitailler les malheureux chrétiens exposés à la famine par suite des fréquentes incursions des Turcs qui détruisaient les récoltes. Le roi de France, pendant son séjour à Avignon,

1. Philippe ne fut pas entièrement satisfait par la lettre du 13 mars : il s'avisa après coup que l'autorité pontificale ne l'avait pas suffisamment couvert au sujet du retard qu'il mettait à partir pour la croisade. Nous savons qu'il demanda au pape d'y pourvoir. Celui-ci lui répondit le 7 août (*Daumet*, nº 210) qu'il lui semblait que la lettre précédente, écrite après une délibération à laquelle avait pris part Guy Baudet, devenu évêque de Langres et chancelier de France, ne renfermait rien que de conforme à l'honneur et au bon renom du roi; néanmoins, il se déclarait prêt à entrer dans les vues de son correspondant, pourvu que la dignité du Saint-Siège et la conscience n'eussent point à en souffrir.

2. Notons que le pape avait, l'année précédente, vivement dissuadé Philippe de se mêler à la lutte engagée entre l'Angleterre et l'Ecosse; il craignait que son intervention ne déchaînât une guerre qui aurait pour effet d'empêcher ou de retarder la croisade (lettre du 31 juillet 1335, *Daumet*, nº 90).

3. Déjà le 18 mai 1335, le pape avait averti Philippe que certains princes allemands essayaient de former contre lui une coalition qui pouvait devenir redoutable. Il n'avait pas voulu confier à l'écriture les détails qu'il connaissait, mais il en avait fait part à Louis Ier, duc de Bourbon, qui devait les rapporter à son maître (*Daumet*, nº 56). L'année suivante, nous voyons Benoît XII reprocher à Louis de Bavière les confédérations qu'il est en train de machiner contre le roi de France (*Annales ecclesiastici*, t. VI, p. 71, col. 2, lettre du 14 mai 1336).

avait promis de se joindre à lui pour envoyer quelques subsides aux Arméniens. Par une lettre du 5 avril 1336, Benoît l'informe[1] de ce qu'il a personnellement fait pour soulager la détresse de ceux-ci : il a remis à divers négociants de Pouille 10.000 florins d'or pour acheter dans cette région si fertile une certaine quantité de blé qui sera transportée en Orient avec le concours du roi de Sicile[2]. Ne voulant pas qu'il soit touché le moins du monde aux sommes amassées pour la croisade, il a pris cet argent dans le trésor pontifical[3].

La lutte qui s'engagea entre la France et l'Angleterre, et qu'il avait fait tous ses efforts pour empêcher, enleva au pontife l'espérance qu'il avait conçue de voir s'organiser et se mettre en route la grande armée chrétienne que Philippe de Valois devait conduire contre les musulmans. La réalisation du projet étant remise à une époque qu'on ne pouvait prévoir, et en tout cas éloignée, l'impôt prélevé sur les biens ecclésiastiques par l'ordre de Jean XXII pour subvenir aux frais de l'expédition n'avait plus d'objet; il grevait inutilement le revenu des églises et risquait d'être détourné de sa destination. Aussi Benoît XII prescrivit-il, par une lettre du 18 décembre 1336, aux archevêques et aux évêques de suspendre la levée du décime. Ces prélats et leurs chapitres avaient été chargés de recueillir les sommes perçues et de les garder en lieu sûr; le pape leur enjoignit de restituer l'argent à ceux qui l'avaient versé. Il décidait que le remboursement serait fait purement et simplement à la personne qui avait payé, si le bénéfice n'avait point changé de mains; si au contraire le bénéfice était en possession d'un autre titulaire, la somme rendue devait être employée pour l'utilité du fonds. Les évêques recevaient l'ordre formel d'opérer la restitution dans le délai d'un mois à compter du moment où la lettre pontificale leur parviendrait; s'ils négligeaient de le faire, ce serait le double qu'ils devraient verser au bout d'un autre mois. Contre les rebelles, le Saint-Père prononçait l'excommunication *ipso facto* et déclarait qu'il n'admettait aucune excuse ; il ordonnait, en outre, d'absoudre des sentences qu'ils avaient encourues ceux qui n'avaient point payé le décime[4]. Telles furent les dispositions applicables à l'ensemble du monde chrétien.

A ce point de vue particulier, la France ne pouvait être traitée comme les autres pays : en

1. *Daumet*, nº 155.

2. Le 3 avril, le pape écrivait au roi Robert et à la reine Sancia (*Daumet*, nº 151); — le 1er mai, il accordait des indulgences à ceux des fidèles habitant la Sicile, Chypre, Rhodes, les terres et les îles situées au-delà du détroit de Messine qui iraient personnellement à la défense des Arméniens ou contribueraient à les ravitailler (*Ibidem*, nº 175); — le même jour, il donnait une lettre de recommandation aux ambassadeurs du roi d'Arménie chargés de transporter le blé destiné à leurs compatriotes (*Ibidem*, nº 176).

3. M. Deprez a écrit (*Op. cit.*, p. 401): « La croisade passait avec lui (Benoît XII) au second plan; elle lui fournissait un prétexte pour lever des subsides dans divers royaumes chrétiens et accroître l'épargne pontificale. Les massacres d'Arménie ne réussirent pas à émouvoir ce politique, rigide, froid et égoïste... »

4. *Vidal*, nº 3955.

effet, le roi étant le chef désigné de la croisade, c'est là que les préparatifs de l'expédition devaient se faire, au moins pour la plus grande partie et il est certain qu'on y avait déjà dépensé des sommes importantes. Dans ces conditions, il était impossible de rembourser aux églises l'argent qu'elles avaient versé : aussi constate-t-on que le pape se borna à prescrire aux archevêques de Bordeaux, de Narbonne, de Bourges et de Sens de cesser jusqu'à nouvel ordre la perception de l'impôt ordonné par son prédécesseur et de ne restituer que l'argent qui aurait été levé d'avance sur des termes encor à échoir[1]. Des lettres pontificales d'une date postérieure[2] nous renseignent sur la manière dont le trésor de la croisade était conservé et administré dans les diocèses français : le produit des décimes était confié aux soins d'un certain nombre de bourgeois désignés par le roi et les dépenses étaient faites d'après les ordres de quatre prélats dont deux recevaient leurs pouvoirs du Saint-Siège et deux du souverain ; chaque année, ils devaient examiner les comptes tenus par les bourgeois et faire un rapport au pontife. Jean XXII avait chargé les archevêques de Rouen et de Sens de surveiller cette administration, concurremment avec les évêques de Bayeux et de Tournai, mandataires de Philippe de Valois. Or, Benoît XII tenait essentiellement à ce que ces règles fussent fidèlement observées : le 10 novembre 1337[3], il enjoignait à l'archevêque de Rouen, au cas où la paix serait rétablie entre la France et l'Angleterre, de se faire présenter un état détaillé des sommes perçues et des sommes dépensées pour la croisade ; il lui recommandait, en attendant, de bien veiller à ce que l'argent monnayé et celui qui avait été converti en joyaux fût gardé avec soin et que rien n'en fût distrait, même sous forme de prêt. Et le 27 mai 1338, il écrivait aux archevêques de Rouen et de Sens de recevoir des bourgeois, comptables de ces sommes, les états de recettes et de dépenses et de les communiquer au Saint-Siège[4]. Mais ces prélats tardèrent à obéir, et au mois de septembre. le pape n'avait encore rien reçu. Aussi le voyons-nous, par une lettre du 19 de ce mois[5], réitérer ses ordres aux deux archevêques ainsi qu'aux évêques de Bayeux et de Tournai, les pressant de s'acquitter sans délai de leur mission : ils devaient forcer à la restitution, par la censure ecclésiastique et les autres voies de droit, tous ceux qui auraient osé détourner la moindre des sommes destinées à la croisade ; quelle que fût la dignité du coupable, l'excommunication serait

1. Lettre du 21 janvier 1337 (*Daumet*, n° 260) : « Vobis insuper... districte precipimus ut si quam decimam pro futuris terminis supradictis per vos vel per alios forsitan collegistis seu recepistis vel deinceps recipere vos continget, singulis personis ecclesiasticis a quibus hujusmodi decima exacta extiterit vel soluta... eandem decimam infra unius mensis spatium... restituatis... » Les registres pontificaux n'ont pas conservé la trace des lettres semblables qui durent être adressées aux archevêques de Reims, de Rouen et de Tours.

2. *Daumet*, n° 443.

3. *Ibidem*, n° 378.

4. *Ibidem*, n° 443.

5. *Ibidem*, n° 499.

prononcée contre lui. On leur mandait d'envoyer au plus tôt leur rapport au pontife avec le détail des comptes, le tout scellé de leurs sceaux. Benoît XII ajoutait à ses instructions un reproche qui s'adressait aux archevêques de Rouen et de Sens : il s'étonnait qu'ils eussent laissé sans réponse sa lettre du 27 mai. En terminant, il leur enjoignait d'agir avec zèle, sans avoir égard au rang des personnes qu'ils trouveraient en faute ni aux privilèges apostoliques dont celles-ci essayeraient de se couvrir.

Le pape, on le voit, n'était pas sans concevoir quelque inquiétude au sujet des subsides fournis par les églises de France pour l'entreprise de Terre-Sainte ; il tenait à ce que ces fonds fussent réservés exclusivement aux préparatifs de l'expédition et voulait qu'on controlât leur emploi. C'était chez lui un souci légitime, justifié par le désir que Philippe de Valois ne dissimulait plus de faire des emprunts au trésor de la croisade. Nous avons indiqué déjà qu'au début du pontificat, le roi avait probablement essayé, assez timidement et sans se découvrir complètement, d'obtenir à cet effet une permission tacite, mais qu'il s'était heurté à un refus indigné. Ne se tenant pas pour battu et à la veille d'engager les hostilités contre l'Angleterre, il pensa qu'il obtiendrait un meilleur succès et ne craignit pas cette fois d'exposer sa demande sans réticences. Roger-Bernard de Foix, vicomte de Castelbon, fut envoyé par lui à Avignon dans les premiers mois de l'année 1337 avec la mission de solliciter un emprunt de 400.000 livres sur les deniers recueillis pour la croisade, somme qu'il promettait de rendre en temps opportun. L'échec de cette tentative fut complet : par une lettre datée du 4 avril, Benoît XII repoussa de la manière la plus catégorique cette demande audacieuse [1]. Il rappela au roi que ses mandataires et ceux de son fils le duc de Normandie avaient solennellement juré que l'argent destiné à combattre les infidèles ne serait jamais et sous aucun prétexte employé à un autre usage et que, dans le cas où cela arriverait, ils s'engageaient à rembourser immédiatement les sommes détournées. Si les décimes étaient, comme souhaitait le roi, dépensés à faire la guerre aux chrétiens, la majesté divine serait gravement offensée et réserverait au pontife qui aurait permis ce sacrilège, un châtiment terrible ; en outre, on exciterait les murmures de la catholicité tout entière, on rendrait impossible dans l'avenir la levée de nouveaux subsides pour la croisade, sans compter qu'il serait certainement fort difficile à Philippe et à ses héritiers de restituer jamais le montant de l'emprunt. Pour toutes ces raisons et pour d'autres qu'il aimait mieux taire, Benoît XII refusait de donner satisfaction au roi, et comme il y allait de leur salut à tous deux, il lui demandait de ne point insister.

Pendant combien de temps Philippe de Valois tint-il compte de ce *veto* absolu prononcé par le

1. *Daumet*, nº 280.

pape? A quel moment crut-il pouvoir passer outre? Nous l'ignorons, mais il est probable que l'attention du Saint-Père fut attiré sur le danger de détournement auquel se trouvait exposé en France le trésor de la croisade et que c'est pour ce motif qu'il enjoignit, ainsi que nous l'avons dit, aux prélats chargés de l'administration de ce trésor de redoubler de vigilance et de lui envoyer le compte des recettes et des dépenses. Ce rapport, réclamé à deux reprises, dut lui parvenir, et quoique nous ne le connaissions pas, nous pouvons conjecturer qu'il le satisfit ; s'il en avait été autrement, on trouverait dans la correspondance pontificale trace de nouvelles réclamations et de reproches à l'adresse de ces prélats : or, il ne s'en rencontre pas. On doit donc supposer que ce fut seulement en 1339 ou au début de 1340 que le roi de France, pressé par la nécessité de soutenir la lutte contre un adversaire qui voulait le déposséder, se décida à enfreindre une défense formelle et se permit d'utiliser, pour repousser l'agression anglaise, les sommes qui étaient destinées à porter la guerre chez les infidèles et qu'il avait solennellement promis de laisser intactes.

Avant d'avouer qu'il avait ainsi abusé d'un dépôt qui était à sa portée, Philippe de Valois essaya encore une fois d'obtenir l'agrément de Benoît XII : un clerc royal, Pierre de Verberie, vint à Avignon au commencement de 1340 et sollicita, au nom de son maître, la permission de lever pendant deux ans un décime sur les biens ecclésiastiques. Le pape y consentit, car il lui paraissait juste que le clergé contribuât comme les autres classes de la nation à la défense du royaume, d'autant plus qu'Édouard III avait pour allié Louis de Bavière, excommunié et fauteur d'hérésie. Mais en ce qui touchait les fonds réunis en vue de l'expédition de Terre-Sainte, l'envoyé royal trouva Benoît XII inébranlable dans sa résolution. C'est alors que Philippe se vit contraint d'avouer sa faute, de plaider les circonstances atténuantes et de demander son pardon. Il le fit dans une longue lettre datée du 20 mars 1340, dont le texte, contrairement à l'usage, fut transcrit sur le registre pontifical de l'année [1]. Après avoir remercié le pape de lui avoir accordé un décime sur les biens du clergé, il affirme qu'une grande partie de l'argent levé pour la croisade a bien été employée à la préparation de cette entreprise, et quant au reste, s'il en a disposé, c'est qu'il s'y est cru autorisé par l'avis de prélats et de conseillers qui lui ont déclaré qu'il pouvait le faire pour défendre ses états menacés. Il a l'intention d'attaquer prochainement le duc de Brabant, qui a osé le défier, et d'envoyer d'abord contre ce prince son fils aîné : or, comme le sort des combats est douteux et l'heure de la mort incertaine, il prie Benoît de le relever du serment qu'il a prêté pour lui et ses hoirs de ne jamais toucher aux subsides destinés à l'expédition d'Orient et de l'absoudre ainsi que le duc de Normandie du péché qu'ils ont commis en violant cette promesse. Il désire très vivement obtenir son pardon, mais au cas où il lui serait refusé, il ne sentirait pas sa

1. *Daumet*, n° 708.

conscience chargée, attendu qu'il a agi après avoir pris conseil et poussé par une nécessité dont Dieu connaît l'urgence. Si le pape ne veut pas lui faire remise complète des sommes distraites, qu'il en fixe la restitution à six ans après la fin de la guerre ou à tel autre terme qu'il lui plaira, car pour le moment aucun remboursement ne serait possible. Philippe demande en terminant au Saint-Père d'écouter ce que lui diront de sa part les cardinaux de Palestrina et Talleyrand, l'archevêque de Rouen et l'évêque d'Autun.

Le roi de France espérait sans doute que Benoît XII, mis en présence du fait accompli, gronderait, mais se résignerait à accepter ce qu'il n'avait pu empêcher. Il se trompait grandement, et au lieu de l'absolution qu'il sollicitait, ce fut une véhémente protestation qu'il reçut. Le 2 avril 1340, en effet, le pape lui écrivit [1] qu'il était prêt à faire en sa faveur tout ce qui se pourrait sans blesser la conscience, mais qu'il avait été fort étonné d'apprendre que des évêques et des conseillers eussent osé lui assurer qu'il était permis de violer un serment et de détourner pour des usages profanes l'argent réuni pour une cause sacrée. Ceux qui ont émis de telles affirmations semblent en vérité se soucier très peu de l'âme de leur maître et de celle du prince royal et faire bon marché de l'honneur ! Le pontife, alors qu'il était encore cardinal, a été témoin de l'engagement solennel pris au nom du roi et au nom de son fils ; tout l'univers a connu cette promesse. Comment se rencontre-t-il des personnes assez peu scrupuleuses pour dire qu'il est permis de manquer à la parole donnée ? Quant à lui, il refuse de se faire le complice d'un parjure. Déjà, écrit-il, on murmure contre le roi de France et contre le Saint-Siège au sujet de la croisade : quelles seraient les plaintes de toute la chrétienté si le pape prêtait les mains à ce qu'on demande de lui ? Que penserait-on, si l'argent recueilli pour combattre les infidèles servait à répandre le sang des enfants de Dieu ? Et si quelque malheur arrivait au roi ou à son fils pendant la guerre, ne pourrait-on pas croire que c'est le châtiment de leur faute ? Déjà Édouard III se flatte de vaincre son rival à cause des péchés dont celui-ci s'est rendu coupable. Benoît se refuse donc absolument à regarder avec indulgence l'action commise par le roi et à lui pardonner ; il ne veut pas admettre que, même sous la forme d'un emprunt, Philippe puisse légitimement toucher au trésor de la croisade, car le remboursement est trop douteux ; il estime avoir assez fait en permettant la levée d'un décime pour la défense du royaume [2].

1. *Daumet*, nº 713.

2. M. Deprez ne semble pas s'être aperçu que le roi de France n'avait pas attendu, pour mettre la main sur le trésor de la croisade, la permission qu'il espérait obtenir de Benoît XII. Il trouve que Philippe VI « n'avait décidément pas de chance. Il avait été le chef d'une croisade manquée et la papauté allait maintenant jusqu'à lui refuser les deniers levés dans le royaume de France pour une expédition qu'elle avait précisément empêchée » (*Op. cit.*, p. 303). Quant bien même la croisade aurait été ajournée par la seule volonté du pape, ce qui n'est pas vraisemblable, il ne s'ensuivrait pas que le roi eût possédé le moindre droit à utiliser, pour sa guerre contre l'Angleterre, les sommes prélevées sur les revenus ecclésiastiques dans le but de préparer l'entreprise de Terre-Sainte. En les lui refusant, Benoît ne faisait autre chose que se conformer à la plus simple équité : c'est l'évidence même.

On voit donc que le pape n'avait aucunement négligé les intérêts chrétiens en Orient, mais que des circonstances indépendantes de sa volonté avaient amené l'ajournement des projets formés par son prédécesseur; du moins, quand il fallut abandonner l'espoir de les réaliser, prit-il les mesures nécessaires pour que la propriété ecclésiastique ne fût pas inutilement chargée et prévint-il ainsi le gaspillage de sommes importantes qui n'avaient plus d'emploi; s'il fut impuissant à empêcher le roi de France de commettre un abus flagrant, il eut le mérite de ne point laisser fléchir les principes du droit et de l'équité.

Quoique les pourparlers engagés par Benoît XII avec l'empire de Constantinople aient eu surtout un but religieux, qui était l'union des Églises latine et grecque, ils se rattachent cependant pour une part aux projets de croisade dont le pape était l'inspirateur et que les Byzantins n'ignoraient pas. D'un côté, l'empereur grec, de jour en jour plus fortement pressé par les Turcs qui lui enlevaient peu à peu les débris de ses états, devait naturellement rechercher l'appui des Occidentaux et tâcher d'obtenir que leur puissance militaire se joignît aux forces dont il disposait encore; il comprenait que le moyen le plus efficace de s'assurer le concours des Latins était de paraître désirer le retour à la foi catholique. De l'autre côté, le Souverain Pontife, comme ses prédécesseurs, désirait voir cesser le schisme et se consommer la réunion des deux fractions de la chrétienté que séparaient seulement des dissidences qui n'atteignaient point le fond de la doctrine. En janvier 1337, nous voyons un chevalier, sans doute d'origine vénitienne, nommé Francesco Dandolo, arriver à la cour d'Avignon: l'empereur l'avait chargé d'exprimer le désir qu'il avait de conclure un accord et offrait de députer à Naples des ambassadeurs qui traiteraient avec les légats pontificaux. Benoît XII répondit, le 17 de ce mois, à Andronic-le-Jeune pour louer son dessein et l'assurer qu'il était prêt à ouvrir les bras aux Grecs, si ceux-ci confessaient leurs erreurs et y renonçaient; il acceptait les conférences proposées et promettait que les envoyés byzantins recevraient le meilleur accueil [1]. A cette lettre, il en joignait une autre destinée à l'impératrice, Anne de Savoie [2], à qui il rappelait son origine catholique, l'exhortant à user de son influence en faveur de l'union [3]. Il priait en même temps Aimon, comte de Savoie [3], d'agir auprès de son beau-frère et de sa sœur et informait aussi le roi Robert [4] que les entrevues entre Grecs et Latins se tiendraient dans ses états, l'engageant à faire tout ce qui serait en son pouvoir pour assurer le succès des négociations. On a toute raison de croire que celles-ci ne s'engagèrent même pas; du moins n'en rencontre-t-on aucune trace. D'ailleurs, il apparut plus tard que l'empereur de Cons-

1. Raynaldi, *Annales ecclesiastici*, t. VI, p. 114.
2. Reg. Vat. 62, fol. 30 recto.
3. *Daumet*, nº 258.
4. *Ibidem*, nº 259.

tantinople se rendait compte qu'il éprouverait des difficultés presque insurmontables à faire admettre par ses sujets l'union avec l'Église romaine. Il la désirait peut-être personnellement ; en tout cas, il lui semblait avantageux de persuader aux Occidentaux qu'il la souhaitait, et cela afin de les mieux disposer à écouter ses demandes de secours contre les musulmans. On verra que ni Benoît XII ni Philippe de Valois ne furent dupes de cette finesse et qu'ils étaient d'accord pour penser qu'on ne devait point prêter assistance aux Grecs avant leur retour à l'orthodoxie.

En 1339, c'est au roi de France que s'adresse Andronic : il dépêcha deux ambassadeurs, Barlaam, moine basilien d'origine calabraise qui occupait une haute situation dans l'église grecque, et Stefano Dandolo. Ceux-ci avaient une double mission : ils devaient faire connaître que l'empereur était plein de bonne volonté pour réaliser la réunion des deux Églises et solliciter l'appui effectif de Philippe pour reprendre aux Turcs quatre villes importantes enlevées à l'empire byzantin. Sur aucun de ces deux points, ils ne pouvaient obtenir de réponse satisfaisante, car, en ce qui touchait la question religieuse, le pape seul était qualifié pour le traiter, et quant à l'aide militaire, Philippe pensait qu'il ne fallait l'accorder aux Byzantins qu'après leur retour au catholicisme. Il était d'ailleurs lui-même trop occupé par la guerre anglaise pour songer seulement à prendre les armes contre les musulmans. Barlaam et son compagnon n'avaient donc autre chose à faire que se rendre à Avignon : c'est ce qu'ils firent.

On connait les détails de leurs entretiens avec le pape par une longue lettre que Benoît écrivit au roi de France le 4 septembre 1339 [1]. Il a accueilli, dit-il, avec bienveillance les envoyés d'Andronic-le-Jeune, mais il s'est rappelé que la question de la réunion des Églises a déjà été agitée, que l'empereur, le patriarche de Constantinople et le clergé oriental ont, dans un synode solennel, semblé accepter les dogmes tels que les enseigne la foi romaine et tels que les a définis le concile général de Lyon ; l'accord paraissait complet, lorsque les Grecs, revenant sur leurs déclarations, avaient persévéré dans leurs erreurs et trompé le pontife. Pour qu'un pareil fait ne se renouvelle point, le pape a demandé à Barlaam et à Dandolo s'ils étaient porteurs d'une promesse formelle, d'un mandat positif émané de l'empereur, du patriarche ou d'autres personnages ecclésiastiques, donnant une garantie suffisante que les questions traitées avec les Orientaux et les résolutions arrêtées avec eux ne demeureraient point lettre morte. Les ambassadeurs ont avoué qu'ils ne possédaient ni instructions ni ordres de cette nature. Dans ces conditions, les pourparlers n'avaient aucune chance d'aboutir, et Benoît aurait pu se dispenser de les continuer. Cependant, comme lui-même et le Sacré Collège souhaitent avant toutes choses l'union des chrétiens et le salut des âmes, il a consenti à examiner les propositions que Barlaam était chargé de faire, afin de voir si quelque résultat utile pouvait en sortir, et il a demandé que ces propositions lui soient com-

1. Raynaldi, *Annales ecclesiastici*, t. VI, p. 173.

muniquées par écrit. Elles avaient pour objet, d'abord de solliciter la réunion d'un concile général où l'on discuterait l'article du symbole de Nicée sur la procession du Saint-Esprit, et en second lieu de réclamer des Occidentaux un secours contre les Turcs. Après délibération en consistoire, le pontife répondit que le concile œcuménique d'Éphèse, ceux de Tolède et de Lyon, beaucoup d'autres assemblées, tenues tant en Orient qu'en Occident, ont défini en forme solennelle que le Saint-Esprit procède éternellement du Père et du Fils, « *tanquam ab uno principio et una spiratione* », et que toute opinion contraire devait être réprouvée et condamnée : il ne serait donc pas convenable qu'un dogme toujours reconnu par l'Eglise et par les Grecs eux-mêmes sous le règne du pape Hormisdas, sous le patriarcat de Jean et le principat de l'empereur Justin fût mis en doute et devînt la matière de nouvelles discussions. Le Saint-Siège mûrit tous ses actes et agit avec circonspection, surtout dans les questions qui touchent la foi ; il ne doit pas livrer à la controverse les points de la doctrine qui ont été une fois fixés, et si le pape convoquait un concile pour élucider l'article « *filioque* », il semblerait douter de la vérité. Outre cette raison de principe qui devait faire écarter tout projet de réunion d'une assemblée plénière de l'épiscopat, il en existait plusieurs d'ordre matériel : dépenses énormes, longs délais, difficultés créées par l'état troublé de l'Europe.

Ayant entendu cette réponse catégorique, Barlaam demanda que, si les Grecs ne consentaient pas à admettre dans le Symbole la formule « *filioque* », l'union des Églises n'en fût pas moins considérée comme accomplie : on leur permettrait de garder sur ce point leur croyance, les Latins d'autre part conservant la leur. Mais le pape protesta qu'une telle diversité ne se pouvait souffrir et que la foi devait être une ; en tolérant l'erreur, le siège apostolique, gardien de la vérité, paraîtrait faire cause commune avec les schismatiques. Pour ramener l'unité, il proposait un autre moyen : le patriarche de Constantinople et l'empereur convoquerait en synode général les autres patriarches et leur clergé ; on y choisirait quelques hommes savants qui viendraient en Occident s'aboucher avec les docteurs latins ; ils ne discuteraient pas avec ces derniers, mais s'instruiraient des dogmes de la foi romaine jusqu'à ce que la vérité de la religion catholique eût pénétré dans leurs cœurs. Barlaam objecta au pontife que les patriarcats sont séparés les uns des autres par de grandes distances et qu'en raison des guerres qui sévissent, il serait impossible de former une assemblée des évêques et du clergé ; la bonne volonté, d'ailleurs, ferait défaut. En fin de compte, il avoua que l'empereur était à peu près seul à désirer l'union des Églises et que par crainte pour sa propre vie, il n'osait même pas rendre public son dessein. Il n'y avait donc rien à espérer pour le moment, quoique Barlaam, en prenant congé, eût promis de travailler de son mieux à aplanir les difficultés [1]. Puisque toute négociation pour faire cesser le schisme était destinée à échouer,

1. Barlaam et Dandolo quittèrent sans doute la ville papale à la fin d'août ou au commencement de septembre 1339. On trouve dans les comptes pontificaux la mention suivante : « Dati sunt de mandato domini nostri pape facto domino camerario,

Benoît XII pense que les Occidentaux ne doivent en aucune manière venir en armes au secours des Grecs : il y a lieu de craindre, en effet, que ceux-ci, une fois tirés du danger qui les menace, ne persistent dans leurs erreurs. Néanmoins, si un jour, éclairés par l'Esprit-Saint, ils reviennent par une voie ou par une autre à l'Église catholique, le pape se déclare prêt à leur ouvrir les bras et à les assister de toutes manières autant qu'il le pourra. Il n'eut pas l'occasion de le faire et pendant le reste du pontificat, les négociations ne furent point reprises.

Si l'on veut ne rien omettre d'essentiel des rapports de Benoît XII avec l'Orient, il convient de mentionner ce qui se fit sous son règne pour la propagation de la foi dans l'immense empire tartare ou mongol qui s'étendait depuis la Russie méridionale jusqu'au rivage de la mer de Chine. Le christianisme avait été introduit dans les contrées de l'Asie centrale et orientale, au VIIe siècle, par les disciples de l'hérétique Nestorius et s'y était implanté assez solidement pour durer ; des communautés chrétiennes existaient encore dans ces régions reculées lorsque, dans les dernières années du XIIe siècle, des missionnaires catholiques appartenant aux deux grands ordres mendiants y arrivèrent. Dominicains et Frères mineurs se partagèrent le vaste champ ouvert à leur apostolat : l'un des fils de saint François, nommé Jean de Montcorvin, parvint jusqu'à Khan-Balicq ou Pékin et sa prédication fût si bien accueillie, les conversions qu'il opéra devinrent si nombreuses que le Saint-Siège, informé de ses succès et dans l'espoir de les voir se multiplier, jugea utile d'établir en Extrême-Orient un archevêché et des évêchés suffragants. Jean de Montcorvin fut le premier archevêque de Pékin ; il mourut en 1330, mais la nouvelle de sa mort ne fut connue à Avignon que trois ans plus tard; Jean XXII lui donna pour successeur le frère Nicolas, lecteur de théologie à l'université de Paris [1]. Avant que celui-ci ait pu rejoindre son siège, les collaborateurs de Jean de Montcorvin avaient eux aussi disparu, si bien que les chrétiens de ces régions, privés de pasteurs, s'émurent; ils eurent assez d'influence sur l'empereur Chun-Ti pour le décider à envoyer au pape une ambassade chargée de demander l'établissement de rapports plus fréquents entre la cour de Rome et la capitale de l'empire tartare et de réclamer l'envoi de nouveaux missionnaires.

fratri Barlaam abbati monasterii Sancti Salvatoris Constantinopolitani et nuncio imperatoris Constantinopolitani, pro suis expensis faciendis-L floreni auri » (Introitus et exitus 177, fol. 149 verso). — Barlaam retourna à Constantinople; mais persécuté par les quiétistes, il quitta l'empire grec et se réfugia à Avignon à la fin de 1341 ; on dit que ce fut lui qui enseigna la langue grecque à Pétrarque. Il était pensionné par le pape, car on rencontre dans les mêmes comptes les indications que voici, à la date du 10 janvier 1342 : « Soluti sunt domino fratri Barlaam..., pro vadiis extraordinariis sibi datis cum uno socio et III famulis, pro VIII septimanis preteritis et terminatis die V^a presentis mensis januarii, ad rationem IX denariorum turonensium grossorum pro qualibet die — XXXVI flor. auri XXIII s. III d. — Eodem die soluti sunt Georgio de Salonica, socio fratris Barlaam, pro vadiis eorundem extraordinariis cum tribus famulis, ad rationem IX den. tur. gross. pro die qualibet — XXXVI floreni auri XXIII s. monete currentis » (Introitus et exitus 193, fol. 24).

1. Cf. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie* (Paris, 1896, in-8°), pp. 394, 408 et 439; — Bréhier, *l'Église et l'Orient au Moyen Age* (Paris, 1907, in-18), pp. 268 et suiv.

Cette ambassade était à Avignon au mois de juin 1338 : elle avait à sa tête un certain André, probablement français d'origine [1] et religieux mineur, qui servait d'interprète à ses compagnons et qui dut traduire les messages dont l'avait chargé pour le Souverain Pontife l'empereur et plusieurs seigneurs tartares convertis au christianisme. La transcription latine de ces lettres nous a été conservée [2]. Celle de l'empereur des empereurs, datée de Pékin le sixième mois de l'année du Rat et le troisième jour de la lune, est courte : après avoir annoncé l'envoi d'André et souhaité que ses relations avec la papauté deviennent suivies, il demande à Benoît XII de ne pas l'oublier dans ses prières et de le bénir, il fait appel à sa bienveillance pour ses sujets chrétiens, les Alains, et termine en réclamant qu'on lui amène d'Occident des chevaux et d'autres choses remarquables, « *equos et alia mirabilia* [3] ». Une seconde lettre, datée également de Pékin, fut présentée au pape : elle était écrite au nom de cinq Tartares catholiques, nommés Fodim Jovens, Chyansam Tougi, Chemboya Vensy, Jean Yockey et Rubens Pinzanus, qui devaient être des personnages importants [4]. Ils demandaient au pontife de les bénir, de prier pour eux et de ne point les oublier ; ils rappelaient qu'ils avaient été instruits des vérités de la foi par le frère Jean de Montcorvin dont ils faisaient l'éloge; mais depuis sa mort, ils demeuraient dépourvus de guide et sans consolation spirituelle ; on leur avait dit que le Saint-Siège avait choisi au prélat défunt un successeur, mais celui-ci n'était point arrivé jusqu'à eux. Ils suppliaient donc qu'on leur envoyât un pasteur qui aurait soin de leurs âmes et de l'envoyer sans retard, car ils souffraient de l'absence d'un chef capable de leur distribuer le secours de sa doctrine ; ils priaient Benoît XII de répondre gracieusement à l'empereur tartare et de nouer avec lui des relations fréquentes et amicales ; un grand bien en résultera pour l'exaltation de la foi, car la faveur du prince est aussi précieuse que son mécontentement redoutable. Que le pape envoie donc de temps à autre des ambassadeurs en Tartarie ; ceux qui y sont venus déjà ont été honorablement accueillis, mais depuis longtemps on n'en a plus vu et l'empereur n'a reçu aucune réponse à ses messages, malgré les promesses qui ont été faites. Qu'on lui réponde cette fois et par la suite, car c'est une grande honte pour les chrétiens de Tartarie que d'être convaincus de mensonge.

Il n'est pas douteux que le Saint-Père ait été très satisfait et très touché des sentiments que lui exprimaient avec naïveté ces fidèles dont la voix lui parvenait de si loin [5], et il se hâta de souscrire

1. L'empereur tartare désigne ainsi son ambassadeur : « Andream Franchum »; il ajoute qu'il était accompagné de quinze personnes, mais il semble que six seulement parvinrent à Avignon : cela résulte d'une mention des comptes apostoliques que nous transcrivons plus bas.

2. Dans un registre des archives du Vatican intitulé « *De negociis Tartarorum* ». Ces lettres ont été publiées par Wadding et Raynaldi.

3. Raynaldi, *Annales ecclesiastici*, t. VI, p. 149; — Wadding, *Annales minorum*, t. III, p. 447.

4. Raynaldi, *ibidem;* — Wadding, *ibidem*, p. 448.

5. Le pape en écrivit au roi de France et lui envoya copie des lettres reçues de Tartarie (*Daumet*, nº 457).

à leurs vœux. Par des lettres datées du 13 juin 1338, il témoigna à chacun de ces seigneurs tartares la joie que leur attachement à la religion et à l'Église romaine lui avait fait éprouver [1] ; les engageant à persévérer dans leurs pieuses dispositions, il leur demanda d'user de leur influence sur l'empereur afin de procurer à leurs coreligionnaires la liberté de fonder des églises et celle de prêcher l'Évangile ; il les assura que rien ne sera négligé par le siège apostolique pour pourvoir à leurs besoins.

La réponse de Benoît à l'empereur de tous les empereurs des Tartares [2] débutait par des remerciments pour la déférence dont le prince avait usé à l'égard de l'Église romaine et pour sa bienveillance envers ses sujets chrétiens; le pape demandait que ceux-ci fussent autorisés à construire des édifices pour célébrer leur culte et que prêtres et évêques pussent sans entraves exercer le ministère de la parole. Il souhaitait que l'empereur lui-même se laissât convaincre des vérités qui conduisent au salut. Il l'assurait que les messagers tartares seraient toujours les bienvenus à la cour pontificale et le priait d'accueillir favorablement ceux qu'il se disposait à lui envoyer.

André et ses compagnons ne s'étaient pas bornés à remettre au pape la lettre de l'empereur de tous les empereurs des Tartares et celle des seigneurs chrétiens de son entourage; ils lui avaient donné encore des nouvelles d'autres communautés chrétiennes disséminées dans l'empire et lui avaient signalé les noms des personnages qui semblaient disposés à favoriser les développements de la religion. Benoît XII jugea utile de faire savoir à ces princes qu'il connaissait leur bonne volonté et de les encourager à y persévérer. C'était ainsi qu'il écrivit à Chun-Ti, empereur des Tartares de l'empire du Milieu [3], pour le remercier d'avoir bien traité les chrétiens de ses états ainsi que leurs pasteurs, Jean de Montcorvin et les autres missionnaires franciscains, et de leur avoir permis de restaurer les sanctuaires détruits et d'en élever de nouveaux. Deux des familiers de Chun-Ti, qui étaient chrétiens et se nommaient Carasmon et Johanan, se virent adresser aussi des félicitations [4] pour le zèle qu'ils déployaient en faveur de leurs frères et pour la générosité qu'ils avaient montrée en fondant et en dotant une église dans la ville d'Almalik. Le pontife leur annonçait ainsi qu'à leur maître l'envoi de nouveaux missionnaires et les recommandait à leur sollicitude.

A l'autre extrémité du domaine tartare, dans la Russie méridionale et la Crimée, il existait encore des chrétiens ; le khan qui régnait sur cette région nommée le Kiptchak s'appelait Euzbeg et avait montré, lui aussi, une certaine faveur aux Frères mineurs qui y étaient venus porter la foi catholique; il leur avait concédé un emplacement pour s'établir dans une ville qui se bâtissait et l'un

1. Wadding, *Annales minorum*, t. III, p. 449 ; — *Daumet*, nos 448 à 452.
2. Wadding, *ibidem*, p. 448.
3. *Ibidem*, p. 450.
4. *Ibidem*, p. 450.

des religieux, frère Elie de Hongrie, comptait parmi les familiers de Tynybeg, fils d'Euzbeg. Le pape l'en remercia et lui demanda comme aux autres souverains tartares de permettre la prédication de l'Évangile et la fondation d'églises [1]. Nous ne savons pas combien de temps les ambassadeurs orientaux demeurèrent à Avignon [2] : il est probable qu'ils repartirent à la fin de juin ou au commencement de juillet 1338, devançant les personnes que le pape voulait envoyer en Tartarie pour répondre à la démarche courtoise des princes de ce pays et aussi pour y remplacer ceux des missionnaires qui étaient morts. C'est à des Franciscains que Benoît XII confia le difficile et périlleux devoir d'aller consoler et maintenir dans leur foi les chrétiens épars dans les régions les plus reculées du continent asiatique : l'un d'eux, Nicolas Bonet, était maître en théologie, les trois autres se nommaient Nicolas de Molan, Jean de Florence et Grégoire de Hongrie. Par une bulle en date du 31 octobre, ils furent investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir leur œuvre [3]; on leur remit pour les guider un exposé complet des vérités de la foi catholique [4]; on les pourvut d'une somme de 1005 florins d'or pour les dépenses de leur long voyage [5]. Ils étaient munis, en outre, de lettres de recommandation adressées aux différents souverains tartares et aux personnages dont on connaissait la bienveillance envers les chrétiens [6].

Nous savons par un document d'une date postérieure que les missionnaires qui se dirigeaient vers la Chine passèrent par le Kiptchak et furent bien traités par le khan Euzbeg, qui leur fournit généreusement ce dont ils avaient besoin pour continuer leur route. Ce prince envoya à Benoît XII une ambassade qui était à Avignon au mois d'août 1340 : elle se composait de deux Tartares catholiques et du frère Elie de Hongrie, dont on a vu plus haut qu'il était le familier de Tynybeg, fils aîné du khan. Ils apportaient des présents de la part de leur maître, de Tynybeg et de l'impératrice Taydola ; par eux, le pape apprit l'accueil fait à frère Nicolas Bonet et à ses compagnons et que les catholiques étaient autorisés dans les états d'Euzbeg à réparer leurs églises et à en bâtir de nouvelles, à prêcher l'Évangile et à exercer leur culte ; il sut aussi qu'une sédition ayant éclaté, des

1. Wadding, *Annales minorum*, t. III, p. 451.

2. Les comptes apostoliques contiennent diverses mentions relatives aux ambassadeurs tartares. Du 6 au 13 juin : « Item in duobus bobus, IV vitulinis et VI mutonibus presentatis de mandato domini nostri pape sex ambaxiatoribus regis Tartarie... XXVI s. » (Introitus et exitus 170, fol. 60). On trouve dans le même registre (fol. 82) les dépenses faites pour des vêtements garnis de fourrures offerts à ces ambassadeurs.

3. Wadding, *op. cit.*, t. III, p. 451.

4. Reg. Vat. 133, fol. 115, nº CCCLXV.

5. « Fratribus Nicolao Boneti, magistro in theologia, Nicolao de Molano, Johanni de Florencia, ordinis Fratrum minorum, recipientibus pro se et fratre Gregorio de Ungaria ejusdem ordinis, qui ad terram magni imperatoris Tartarorum pro facto fidei per dominum nostrum mittuntur, pro expensis per eosdem fratres in itinere faciendis, tradidimus MV flor. auri » (Introitus et exitus 170, fol. 102 verso). Le pape demandait à tous les fidèles des pays qu'il traverseraient de leur donner l'hospitalité et des vivres (Reg. Vat. 133, fol. 119, nº CCCLXXVII).

6. Wadding, *op. cit.*, t. III, pp. 453, 454, 455.

malveillants avaient cherché à y compromettre tous les chrétiens, mais que l'empereur avait reconnu que trois d'entre eux seulement étaient parmi les coupables et qu'il s'était borné à les punir sans faire peser sa justice sur leurs coreligionnaires innocents. Par une lettre du 17 août 1340, le pontife remercia le prince tartare de ses cadeaux ainsi que de la protection qu'il accordait aux fidèles, et lui demanda de leur continuer ses bonnes grâces. Il le priait en outre de ne point envahir les territoires de la Hongrie et de la Pologne, promettant d'intervenir auprès des rois de ces pays pour qu'ils s'abstinssent de l'attaquer [1]. Benoît XII ne manqua pas d'adresser également à l'impératrice et à Tynybeg le témoignage de sa gratitude et d'engager ce prince à écouter les conseils de frère Elie de Hongrie [2]. Ce franciscain et les deux Tartares qui l'avaient accompagné s'en retournèrent auprès de leur maître, munis d'un sauf-conduit qui les recommandait à tous les prélats et souverains chrétiens des régions qu'ils auraient à traverser [3] et pourvus d'une importante somme d'argent [4]; ils emportaient aussi une lettre contenant des encouragements pour les fidèles du Kiptchak et un résumé des vérités de la foi qui devait guider les missionnaires dans leur œuvre d'évangélisation [5]. Les chrétientés fondées dans l'empire tartare se maintinrent encore pendant une partie du XIVe siècle, puis disparurent, notamment celles de l'Extrême-Orient, lorsqu'aux Mongols, assez tolérants en matière religieuse, se substitua la dynastie chinoise des Mings [6].

1. Wadding, *Annales minorum*, t. III, p. 460.
2. *Ibidem*, pp. 461 et 462.
3. *Daumet*, n° 748.
4. Introitus et exitus 185, fol. 57, 82 et 135.
5. Reg. Vat. 135, fol. 60 recto, n° CLII.
6. H. Cordier, *Les voyages en Asie au XIVe siècle du bienheureux fr. Odoric de Pordenone* (Paris, 1891, in-8°), Introduction, pp. XX et XXI. — Cf. également H. Jule et H. Cordier, *Cathay and the way thither* (London, Hakluyt Society, 1914-1916, in-8°), t. III, p. 179-190 et 209-214. M. Cordier identifie les trois noms de Fodim, Chiansam et Chemboga à Fou-Ting, Hian-Chan et Tcho-Yen-pou-houa.

INDEX PERSONARUM ET LOCORUM

A

Abolena, 97 (Bollène, Vaucluse, arr. d'Orange); — (bajulus de), 91.

Ademari (Geraldus), dominus castri de Montilio, Valentinensis diœcesis (Montélimar, Drôme), 488, 489, 497, 498, 499, 501, 502.

Ademari (Hugonetus), 99.

Adhemarus Amelin, episcopus Massiliensis, 234, 239.

Adhemarus de la Voulte, episcopus Valentinensis et Diensis, 28, 43, 87, 105, 136.

Adhemarus III de la Voulte, episcopus Vivariensis, 240, 241, 242, 243, 268.

Adhemarus de Montilio, episcopus Metiensis, 93, 320, 321, 323, 351.

Adolfus de Marca, episcopus Leodiensis, 318, 323, 328, 341, 342.

Æduensis episcopus, tituli Sancti Clementis presbyter cardinalis (Petrus Bertrandi,), 435.

Agareni, 10, 40, 41, 197.

Agathensis diœcesis, 81, 232; — Ecclesia, 403, 405; — Ecclesiæ capitulum, 403.

Aimericus, abbas monasterii de Soricinio, ordinis Sancti Benedicti, Vaurensis diœcesis (Sorège, Tarn), 81.

Aimericus II de Chalus, episcopus Carnotensis, 514.

Aimericus Guénaud, archiepiscopus Rothomagensis, 454, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 472.

Aimericus Guirardi, episcopus Nemausensis, 316, 401.

Alaydis, uxor Geraldi Ademari, 501.

Alamannia, 72, 125, 142, 179, 233, 234, 265, 286, 287, 288, 295, 303, 314, 318, 319, 323, 324, 343, 354, 360, 368, 392, 395, 399, 426, 433; — (potentes de), 119.

Alamanniæ partes, 122; — principes, 233.

Alani, 281, 337.

Alayraco (prioratus de), Condomiensis diœcesis, Cluniacensis ordinis (Layrac, Lot-et-Garonne, arr. d'Agen), 84, 212.

Alberti (Bartholomeus), notarius Inquisitionis Carcassonæ, 468.

Alberti (Stephanus), canonicus Parisiensis, nuntius regis Francorum, 183, 210, 257.

Albertus, abbas monasterii Eberacensis, Cisterciensis ordinis, Herbipolensis diocesis, 309.

Albi (Johannes), capellanus comitis Sabaudiæ, 217.

Albiensis civitas, 39; — civitatis clerici, 188, 189; — diœcesis, 502; — Ecclesia, 24, 25, 140, 141, 160, 223, 348; — Ecclesia cathedralis, 189, 247; — Ecclesiæ canonici, 24, 25; — Ecclesiæ capitulum, 140, 141, 160, 189, 223; — mensa episcopalis, 248.

Aldebertus IV Lordet, episcopus Mimatensis, 188, 558.

Alexander, decanus Ecclesiæ Sancti Petri Insulensis, Tornacensis diœcesis (Saint-Pierre, à Lille), 144.

Alexander de Biknor, archiepiscopus Dublinensis, 12.

Alfonsus IV, rex Aragonum, 4, 93, 94, 95, 96.

Alfonsus XI, rex Castellæ, 4, 404, 495, 496, 540, 541, 542, 563.

Alfonsus IV, rex Portugaliæ, 4, 495, 496.

Aloini (Bernardus), civis Avinionensis, 510.

Alpes Lombardiæ, 358.

Altafex (Guillelmus), clericus Londinensis, nigromanticus, 104, 125.

Amalinnus, abbas monasterii Sancti Victoris Massiliensis (Saint-Victor de Marseille), 358.

Amanevus, archiepiscopus Auxitanus, 37, 74, 75, 102, 115, 137, 255.

Amati (Philippus), canonicus regularis Ecclesiæ Albiensis, 352.

Ambianum, 232.

Amblardus, dominus Bellimontis, miles, legum doctor, Gratianopolitanæ diœcesis, 213, 215, 216, 217, 611, 612, 613, 614.

Amelii (Bernardus), canonicus Albiensis, 224.

Amelii (Bernardus), archidiaconus Amelii, 359.

Amelii (puteus Guillelmi), in civitate Avinionensi, 508.

Amelius de Lautrec, episcopus Castrensis, 244.

Amelio (Johannes de), archidiaconus Forojuliensis, clericus Cameræ apostolicæ, 77, 83, 90, 91, 218, 249, 263, 300, 360.
Amici (Guillelmus), præpositus Ecclesiæ Vaurensis, capellanus Papæ, auditor causarum Palatii apostolici, 476, 478, 479, 480, 482, 485, 492.
Anagnina civitas, 355, 377.
Andegavensis monasterii Omnium Sanctorum abbas, 376.
Andreæ (Bernardus), serviens armorum regis Francorum, 455, 456.
Andreæ (Petrus), canonicus Parisiensis, 210.
Andreas, abbas Sancti Affrodisii Biterrensis, 591.
Andreas Ghini, episcopus Tornacensis, 311, 312, 341, 572, 581.
Andrieva (Catherina), de Sancto Paulo Lofrech, Vivariensis diœcesis, 270.
Andronicus III Paleologus, moderator Græcorum, 167, 182, 183, 383.
Angli seu Anglici, 180, 234.
Anglia, 53, 54, 112, 153, 154, 161, 219, 232, 234, 246, 250, 298, 302, 308, 326, 474.
Angliæ regnum, 200, 201, 204, 205, 208, 378.
Anglicus (Henricus), Cisterciensis ordinis scolaris, in universitate Parisiensi studens, 487.
Anna, uxor Andronici I moderatoris Græcorum, soror Aymonis comitis Sabaudiæ, 167.
Antilla (Philippus de), prior Sancti Petri Scheradii Florentinæ Ecclesiæ (S. Pietro Scheraggio, à Florence), 441, 443, 444, 445, 446, 451, 452, 457.
Antonius, abbas monasterii Fontisfrigidi, Narbonensis diœcesis, 252.
Antonius I, episcopus Lomberiensis, olim abbas Fontisfrigidi, 592.
Appamiarum diœcesis, 81; — Ecclesia 82, 122, 123, 124; — Ecclesiæ capitulum, 123, 124, 274, 275; — Ecclesiæ sacristia, 274.
Aptensis Ecclesia, 148; — Ecclesiæ capitulum, 148.
Apulia, 101, 103.
Aquensis provincia, 250, 457.
Aquitaniæ ducatus, 227, 228, 236, 237, 378, 477, 478.
Arceyo (archidiaconatus de), in Trecensi Ecclesia (Arcis-sur-Aube), 316.
Arelatensis curia archiepiscopalis, 40; — Ecclesia, 241, 242; — provincia, 70, 78, 104, 250, 457.
Arenis (Raymundus de), canonicus Avinionensis, 506, 510.
Argentiis (capella de), Baiocensis diœcesis (Argences, Calvados, arr. de Caen, canton de Troarn), 306.
Ariensis Ecclesiæ præpositura sæcularis, Morinensis diœcesis (Aire-sur-la-Lys, Pas-de-Calais), 27.
Armandi (Bernardus), compsor Tholosanus, 81.
Armandus, abbas monasterii Sancti Salvatoris Lodovensis, ordinis Sancti Benedicti, 162.
Armandus de Barces, archiepiscopus Aquensis, 148, 357, 358, 558.
Armaniaco (Guillelmus de), rector Ecclesiæ de Marchafaba, Rivensis diœcesis (Marquefave, Haute-Garonne, arr. de Muret), 387.
Armeni, 101, 103.
Armenia seu Armeniæ regnum, 101, 102, 103, 116, 475.
Arnaldi (Bertrandus), civis Avinionensis, 510.
Arnaldus, episcopus Albanensis, 106.
Arnaldus, abbas monasterii Bonifontis, diœcesis Convenarum (Bonnefont, Haute-Garonne), 491.
Arnaldus II Fredet, episcopus Conserannensis, 81.
Arnaldus II Roger de Convenis, episcopus Claromontensis, 132, 187, 188, 246, 258, 263.
Arnaldus III Valensun, episcopus Olorensis, 274.
Arnaldus de Verdala, electus Magalonensis, 358, 360, 362; — episcopus Magalonensis, 384, 423, 551, 564.
Arnaldus de Via, tituli Sancti Eustachii diaconus cardinalis, 84, 85, 126, 211, 212, 213, 259, 502, 503, 505, 506, 508, 509, 512.
Arnaudi (Bertrandus) junior, cursor curiæ Avinionensis, 511.
Arquerii (Petrus), capellanus Papæ, 316, 452, 453, 454.
Arsiaco (Hugo de), canonicus Parisiensis, 257, 273; — decanus Ecclesiæ Belvacensis, nuntius regis Francorum, 332.
Artisio seu Arcisio (Petrus de), canonicus Lodovensis, thesaurarius comitatus Venaissini, 559, 567, 568.
Asilhano (Guillelmus de), decretorum doctor, rector Ecclesiæ de Thorenchis seu Tocenchis, Tholosanæ diœcesis, 510, 511, 514.
Aste (Rolandus de), canonicus Laudunensis, apostolicæ Sedis nuntius, 53, 54; — capellanus Papæ, 112.
Astensis civitas, 422.
Athenarum ducatus, 515.
Atrebatensis civitas, 303.
Audeberti (Guillelmus), canonicus Petragoricensis, vicarius generalis Ecclesiæ Avinionensis, 17, 18, 21, 22, 30, 31.
Augeyrolis (prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Claromontensis diœcesis (Augerolles, Puy-de-Dôme, arr. de Thiers), 85, 213.
Aurasicensis Ecclesia, 599; — Ecclesiæ capitulum, 599.
Aurus (Raymundus), operarius Ecclesiæ Avinionensis, 506, 510.
Auseti (Bertrandus), clericus, 352, 353, 354, 356, 363, 364.
Austriæ duces, 285.
Auxitana Ecclesia, 102, 114, 115, 255; — Auxitanæ Ecclesiæ capitulum, 74; — mensa archiepiscopalis, 74; — provincia, 64, 103, 115, 162, 224, 250, 457; — Auxitanæ provinciæ suffraganei, 472.
Auxitanus officialis, 148.
Avinio seu Avinionensis civitas, 47, 191, 192, 420, 421, 446, 463, 503, 505, 508, 509, 512.
Avinionenses cives, 449.
Avinionense olim episcopale, deinde apostolicum pala-

tium, 12, 13, 92, 126, 127, 220, 252, 419, 502, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512.
Avinionensis civitas et diœcesis, 18; — communitatis castrum, 509; — Ecclesia, 16, 126, 127, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 510, 512, 513; — major seu cathedralis Ecclesia, 442, 505, 508, 519, 521; — Ecclesiæ capitulum, 504, 507, 508, 511, 513; — episcopatus, 148, 149, 182; — apostolici palatii capella, 130, 131, 464, 465, 466; — turris regia in capite pontis, 449; — domus præposituræ, de Trulhatio nominatæ, 508; — hospitalis, 509.
Aymo, comes Sabaudiæ, 13, 104, 167, 186, 213, 214, 372, 373, 374, 550, 551, 558.
Ayquelinus de Blaye, episcopus Engolismensis, 586.
Azayoli, mercatores Florentini, 45.
Azayolorum societas, 326, 431, 435, 436.

B

Babiloniæ soldanus, 69, 116.
Baboti (Ramundus), collector Cameræ apostolicæ, 270.
Baizuel (villa de), Cameracensis diœcesis, 342.
Bajocensis Ecclesia, 243; — Ecclesiæ capitulum, 243; — decanus, 243.
Balaguerio (Bertrandus de) senior, 8.
Balaguerio (Galhardus de), archidiaconus Ameliani, 8.
Baldewinus de Lutzelburg, archiepiscopus Treverensis, 120, 121, 133, 134, 135, 287.
Balina (Humbertus de), præceptor Sancti Pauli, 217.
Banassaco (prioratus de), Mimatensis diœcesis, 213.
Bardi, mercatores Florentini, seu Bardorum societas, 45, 326.
Bariolis seu Bariolo (præpositura sæcularis de), Forojuliensis diœcesis (Barjols, Var, arr. de Brignoles), 85, 211.
Barlaam, nuntius moderatoris Græcorum, abbas monasterii Salvatoris Constantinopolitani, 383.
Baro (Isnardus de), prior domus de Capua Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani, nuntius regis Siciliæ, 548.
Baronis (Johannes), monachus conversus monasterii Fontisfrigidi, familiaris Papæ, 12.
Barra (Arnaldus), rector Ecclesiæ de Carlipaco, Carcassonensis diœcesis, 81.
Barre (Guillelmus), cursor Papæ, 511.
Bartholomeus, episcopus Electensis, 81.
Bartholomeus Brancaccio, archiepiscopus Tranensis, 15, 16.
Bartholomeus II Legras, episcopus Forojuliensis, 430, 521, 551, 556, 563.
Basiliensis Ecclesia, 121.
Baucio (Bertrandus de), comes Montiscaveosi, 15, 381.
Baucio (Guillelmus de), 99.
Bavarus, id est Ludovicus de Bavaria, 529.
Bavessa (Ecclesia de), Mimatensis diœcesis, 85.
Bearni terræ seu partes, 16, 17, 167.
Beatæ Mariæ de Monte Carmeli in regno Franciæ (priores ordinis), 457, 458.
Beatæ Mariæ Theotonicorum ordo, 357.
Bedelli Perrini domus, in civitate Avinionensi, 508.
Bedoyno (prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Carpentoratensis diœcesis (Bédoin, Vaucluse, arr. de Carpentras), 85, 212.
Bellæcombæ (bastida in mandamento), Lugdunensis diœcesis, 374.
Bellicadri castrum, 364, 366, 368; — senescallus, 187.
Bellicadro (prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Arelatensis diœcesis, 85, 212.
Bellojoco (Gaufridus de), 518, 519, 520, 521.
Bellojoco (Petrus de), prior prioratus de Caritate, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diœcesis (La Charité-sur-Loire, Nièvre, arr. de Cosne), 53.
Bellojoco (Philippus de), canonicus Lingonensis, 516, 517, 518, 519, 520, 521.
Bellumvidere in Royanis, Gratianopolitanæ diœcesis, 217.
Beltraminus, episcopus Bononiensis, 613, 615, 616.
Beltraminus, episcopus Theatinus, 381.
Benaiaco (locus de), Lascurrensis diœcesis, 274.
Benedicti (Gregorius), miles, nuntius regis Armeniæ, 117.
Beneventana civitas, 68.
Beneventani cives, 63.
Berengarii (Guillelmus), canonicus Avinionensis, 506, 510, 511.
Berengarius, abbas monasterii Fontisfrigidi, 591, 592.
Beresqueto seu Beresceco seu Bereceto (Petrus de), canonicus Mimatensis, 132, 133, 187, 188, 246, 263.
Bernardone (Ramundus de), rector Ecclesiæ de Rovennaco, Electensis diœcesis, 162.
Bernardus, abbas monasterii de Quadraginta, ordinis Sancti Augustini, Narbonensis diœcesis, 525, 527, 528.
Bernardus, tituli Sancti Ciriaci in Thermis presbyter cardinalis, 535.
Bernardus, comes Convenarum, 385.
Bernardus de Albia, electus Ruthenensis, 98; — episcopus Ruthenensis, 184, 192, 248; — cardinalis, 330.
Bernardus de Aquino, comes Laureti, 377.
Bernardus II de Farges, archiepiscopus Narbonensis, 20, 21, 62, 70, 104, 170, 171, 176, 268, 403, 422, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 470, 471, 514, 537, 584.
Bernardus VI Guidonis, episcopus Lodovensis, 81.
Bernardus Jordani, dominus de Insula, 526, 527, 528.
Bernardus I de La Tour, episcopus Sancti Papuli, 81.
Bernardus V Le Brun, episcopus Aniciensis, 268.
Bernardus II de Lipasse, episcopus Aquensis, 58.
Bernerii (Johannes), canonicus Cabilonensis, 161.
Bernerii (Vitalis), 161.

Beronia (Amelius de), rector Ecclesiæ de Conilhaco, Narbonensis diœcesis, 81.
Bertholdus II de Bucheck, episcopus Argentinensis, 121, 122, 224, 320, 321, 323.
Bertini (Petrus), præcentor Ecclesiæ Sancti Felicis Gerundensis (S. Feliu, à Gerona, Catalogne), receptor emolumentorum in curia marescalliæ romanæ curiæ, 256, 312, 313, 390.
Bertrandi (Johannes), canonicus Bituricensis, 391, 529, 538, 558, 559, 585.
Bertrandus, abbas monasterii Bonæcumbæ, Ruthenensis diœcesis, 248.
Bertrandus, abbas monasterii Insulæ Barbaræ, Lugdunensis diœcesis, 550, 551.
Bertrandus, tituli Sancti Marci presbyter cardinalis, 535.
Bertrandus de Cardaillac, episcopus Caturcensis, 558.
Bertrandus I de Déaulx, archiepiscopus Ebredunensis, 29, 48, 52, 162, 163, 260.
Bertrandus de La Chapelle, archiepiscopus Viennensis, 62, 63, 125, 174, 185, 186, 355, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 473, 544, 545, 546, 548, 552, 555, 588, 602, 615, 616.
Bertrandus de Montefaventio, tituli Sanctæ Mariæ in Aquiro diaconus cardinalis, 192, 195, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 237, 239, 240, 246, 247, 259, 269, 270, 279, 298, 299, 302, 303, 304, 307, 308, 313, 314, 321, 322, 324, 327, 328, 329, 331, 334, 336, 337, 345, 346, 354, 355, 358, 359, 365, 366, 369, 370, 371, 377, 378, 379, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 397, 400, 401, 403, 404, 405, 409, 410, 411, 425, 427, 430, 474.
Bethleem Narbonense (monasterium de), ordinis Sancti Augustini, 584.
Bisturre (Geraldus de), decanus Ecclesiæ Andegavensis, 9.
Bisuntina provincia, 127, 128, 151, 152, 250, 457.
Bisuntinæ Ecclesiæ decanatus et scolastria, 316.
Biterrensis diœcesis, 81, 232; — Ecclesia, 587; — Ecclesiæ capitulum, 591.
Bituricensis provincia, 250, 457; — provinciæ suffraganei, 170, 471.
Blancha de Francia, ordinis Sanctæ Claræ, 184, 185.
Blanhaco (prioratus de), Tholosanæ diœcesis, 81.
Blasini (Berengarius), rector Ecclesiæ de Baligneyo, Æduensis diœcesis (Bligny, Côte-d'Or, arr. de Beaune), 528, 555, 556, 562, 563.
Bolbonæ monasterii abbas (Boulbonne, Haute-Garonne, arr. de Muret), 223, 224.
Bonabius I de Rochefort, episcopus Nannetensis, 411.
Bonacumba (monasterium de), Ruthenensis diœcesis, 24.
Bonacursi, mercatores Florentini, seu Bonacursorum societas, 45, 453.
Bonifacii (Petrus), civis Massiliensis, 22.
Bonifacius, abbas monasterii Galliaci, Albiensis diœcesis, 248.
Bonifacius Papa VIII, 190, 242, 406, 420, 554, 593, 596, 615.
Bonifacius de Mutina, episcopus Mutinensis, 441, 443, 444, 445, 446, 451, 452, 457.
Bononienses, 15.
Borrelli (Guigo), clericus Gratianopolitanæ diœcesis, 36.
Bos (Guillelmus de), præpositus Ecclesiæ Forojuliensis, clericus Cameræ apostolicæ, 22, 31, 32, 33, 77, 83, 218, 249, 300, 430, 513.
Brabancia, 381, 432, 521.
Brabanciæ ducis filia, 380.
Bragairaco (castrum de), Petragoricensis diœcesis (Bergerac, Dordogne), 273.
Bricii (Berengarius), canonicus Mirapiscensis, licenciatus in legibus, 586, 587, 591.
Briocensis Ecclesia, 538, 539.
Brissiaco de Vinuillo (Hugo de), Viennensis diœcesis, miles, 611, 612, 613, 614.
Britanniæ ducatus Ecclesiæ cathedrales, 141, 142.
Broa (Jacobus de), archidiaconus Lunacensis in Ecclesia Biterrensi (Lunas, Hérault, arr. de Lodève), thesaurarius Papæ, 488, 498, 500.
Brossardi (Benedictus), clericus regis Francorum, 350.
Brossellis (canonicatus, præbenda et archidiaconatus de), Cameracensis diœcesis (Bruxelles, Belgique), 213.
Brucellensis præbenda in Ecclesia Cameracensis, 85; — archidiaconatus, 85; — canonicatus, 85.
Brugis (villa de), Tornacensis diœcesis, 149, 416, 433, 436.
Bruna (Petrus de la), canonius Pictavensis, 81.
Buciaco (Simo de), miles, consiliarius regis Francorum, 529, 530, 535.
Burchardus I Grelle, archiepiscopus Bremensis, 10.
Burdegalensis provincia, 64, 65, 70, 250, 255, 457; — provinciæ suffraganei, 168, 169, 170, 471.
Burgeto (prior prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Gratianopolitanæ diœcesis, 356.
Burgo (castrum de), Lingonensis diœcesis (Bourg, Haute-Marne, arr. de Langres), 516.
Burgundia, 209, 228, 307.
Burgundionis de Romanis (Petrus), thesaurarius Ecclesiæ Laudunensis, 206, 207, 208.
Burlatio (decanus Ecclesiæ de), Castrensis diocesis (Burlats, Tarn, arr. de Castres), 188.

C

Cabassole (Johannes), miles, curiæ regis Siciliæ major rationalis, 45, 255.
Cabilonensis Ecclesia, 464; — Ecclesiæ capitulum, 464.
Cabiroli (Guillelmus), 70.
Cabrespina (Almeracius de), canonicus Ilerdensis, 348, 349, 359, 382, 402, 405, 502.
Cadalovo (prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Claromontensis diœcesis (Chadeleuf, Puy-de-Dôme, arr. d'Issoire, canton de Champeix), 132, 175.

Caderossa (prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Aurasicensis diœcesis (Caderousse, Vaucluse, arr. et canton d'Orange), 185, 212.
Cadrellis (Johannes de), secretarius regis Francorum, 244, 306, 371.
Caedsant (Johannes de), canonicus Cameracensis, 573, 574, 578, 582.
Cæsaraugustana provincia, 250.
Calciata (Petrus de), canonicus Avinionensis, 506, 510, 511.
Cambalec, 337, 338.
Cambarlhaco (Philippus de), archidiaconus Gaudensis in Ecclesia Tornacensi, capellanus et nuntius Papæ, canonicus Basilicæ Principis Apostolorum de Urbe, 153, 158, 159, 160, 161, 171, 172, 174, 213, 223, 258.
Cambray (la ville de), 597; — (le doyen et le chapitre de l'Église de), 597.
Cambrone (monasterium de), Cisterciensis ordinis, Cameracensis diœcesis (Cambron, Belgique, prov. de Hainaut), 579.
Cameracense forum episcopale, 343.
Cameracenses cives, 595.
Cameracensis archidiaconus, 423, 432, 595; — civitas, 393, 396, 400, 570, 577, 578, 580, 595, 599, 600; — civitas et comitatus, 339; — civitas et districtus, 293, 294, 295; — civitatis scabini, 295; — comitatus, 392, 570, 575, 580, 584; — diœcesis, 235, 343; — Ecclesia, 339, 340, 341, 342, 344, 392, 395, 396, 400, 431, 432, 570, 571, 572, 573, 374, 576, 577, 579, 580, 581, 582, 583, 600; — Ecclesiæ decanus, 595, 596; — Ecclesiæ decanus et capitulum, 599, 600; — Ecclesiæ decanus, præpositus et capitulum, 294, 295; — Ecclesiæ præpositus et capitulum, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 581, 582, 583; — officialis, 579, 594.
Cameracum, 343.
Campania seu Campaniæ provincia, 45, 68, 175; Campaniæ rector, 167, 208, 355.
Campania et Maritima, 147.
Campaniaco (Petrus de), rector Ecclesiæ Sancti Petri de Montedrachone, Castrensis diœcesis, scriptor Papæ, 510.
Canelle (Bernardus), clericus Narbonensis diœcesis, notarius publicus, 514.
Canhardus de Sabalhano, juris civilis professor, canonicus Rivensis, rector marchiæ Anconitanæ, 86.
Canonicorum regularium capitulum, 376.
Cantuariensis provinciæ suffraganei, 472.
Cantulli (Berengarius), magister ordinis Beatæ Mariæ de Mercede captivorum, 299.
Capdroto (capitulum Ecclesiæ de), Sarlatensis diœcesis, 280.
Caprarii (Guido), miles, nuntius regis Francorum, 96, 113, 114, 128, 129, 153, 154, 156, 157.
Carbonus de Monteluppono, scolasticus Ispalensis Ecclesiæ, 441, 443, 444, 445, 446, 451, 452, 457.
Carcassonenses episcopi, 161.
Carcassonensis diœcesis, 81; — Ecclesiæ rurales, 300; — Ecclesia, 144, 300; — Ecclesiæ canonici, 144; — Ecclesiæ capitulum, 185, 275; — Ecclesiæ sacristia, 185.
Caritate (prioratus de), Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diœcesis (La Charité-sur-Loire, Nièvre, arr. de Cosne), 53.
Cariti (Bertrandus), archidiaconus Augi in Ecclesia Rothomagensi, 9, 10, 138, 258, 316, 325, 326, 339, 431, 453, 453, 454, 598.
Carolus, comes Alenconii, 5, 149, 161.
Carolus, miles, de Janua, in castro Monachi commorans, 317.
Carolus IV, rex Francorum et Navarræ, 282, 493.
Carolus Robertus, rex Ungariæ, 4.
Cartusiensis ordo, 357.
Casinensis Ecclesia, 490.
Casis (Bernardus de), subdecanus Ecclesiæ Beati Martini Turonensis, 40, 84, 90, 98.
Castellæ regnum, 250.
Castellanetensis Ecclesia, 47.
Castillione (Johannes de), miles, nuntius Odonis IV, Burgundiæ ducis, 137, 138.
Castrensis diœcesis, 502; — Ecclesia, 178, 244; — Ecclesiæ capitulum, 178, 179, 244.
Castronovo (Johannes de), cancellarius Ecclesiæ Tholosanæ, 67.
Cathalani, 113.
Caturcensis diœcesis, 502.
Caturcum, 187.
Caturicis (hospitalis pauperum de), Ebredunensis diœcesis, 208.
Catusio (prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Caturcensis diœcesis (Catus, Lot, arr. de Cahors), 85, 211.
Caunis (monasterium de), ordinis Sancti Benedicti, Narbonensis diœcesis (Caunes, Aude, arr. de Carcassonne), 421.
Caunis (Ramundus de), cantor Ecclesiæ Sancti Martini Turonensis, 173; — canonicus Turonensis, 212, 411.
Cava (Bernardus de), thesaurarius comitatuum Provinciæ et Forcalquerii, 44, 45.
Cecano (Franciscus de), 355.
Ceccano (gentes de), vassalli Romanæ Ecclesiæ, 45.
Cesena (Michael de), 187.
Chabriliano (Amadeus de), miles, Valentinensis diœcesis, 63.
Chamayraco (Ramundus de), 502.
Chameraco (Ramundus de), canonicus Ambianensis, 211, 223, 244, 245, 246, 257, 258, 280, 307, 490.
Chameraco (Ramundus de), canonicus Massiliensis, 53, 73, 74, 85.
Chameraco (Ramundus de), canonicus Sancti Gaugerici Cameracensis, 184, 192, 528, 534.

Chanaco (Fulco de), canonicus Parisiensis, nuntius regis Francorum, 306, 372.
Chandorat (Johannes de), abbas monasterii Casæ Dei, ordinis Sancti Benedicti, Claromontensis diœcesis, 369.
Chauviniaco (Andreas de), prior Ecclesiæ Sancti Urcini Bituricensis, 457.
Chemboga Vensy, princeps Alanorum, 281, 282, 338.
Chissiaco (Johannes de), canonicus Gebennensis, jurisperitus, 217.
Christicolæ partium Romaniæ seu orientalium partium, 14, 15, 22, 31, 32, 69, 281, 282.
Chyansam Tongi vel Chaticen Tungy, princeps Alanorum, 281, 338.
Cisterciensis monasterii abbas, 348, 469, 559, 560.
Cisterciensis ordinis capitulum generale, 57, 140, 223, 304, 348, 382, 401, 469, 559, 560; — ordo, 46, 279, 284, 304, 357.
Cistercium, 57, 382, 559, 560.
Claravalle (abbas monasterii de), Cisterciensis ordinis (Clairvaux, Aube, arr. de Bar-sur-Aube), 348.
Clari (Pontius), legum doctor, 217.
Claromonte (Antonius de), dominus de Bastida, miles, consiliarius comitis Sabaudiæ, 213, 215, 216.
Clerici (Geraldus), prior prioratus Sancti Jacobi Montisalbani, ordinis Sancti Benedicti, 481.
Claromontensis officialis, 132.
Clemens Papa V, 106, 109, 110, 112, 176, 283.
Cluniacensis ordo, 89, 90, 357.
Coarsa (Petrus de), presbyter, maleficus, 147, 166, 167.
Coiordano (Johannes de), canonicus Biterrensis, capellanus et thesaurarius Papæ, rector Ecclesiæ de Anthioca, Mirapiscensis diœcesis (Antioque, Aude, arr. de Castelnaudary, commune de Saint-Amans), 1, 2, 6, 23, 32; — archidiaconus Lunatensis in Ecclesia Biterrensi, 46, 77, 83, 92, 105, 106, 109, 111, 112.
Colays (Raymundus), civis Avinionensis, 510.
Coliaci (domus Raymundi), in civitate Avinionensi, 509.
Colonia, 286.
Columbi monasterium, Bisuntinæ diœcesis (Calmoutiers, Haute-Saône, arr. de Vesoul), 316.
Concordrayo (Johannes de), 316.
Condomiensis Ecclesia, 464; — Ecclesiæ capitulum, 464.
Conquis (Durandus de), 352.
Constantia (archidiaconatus de), 27.
Constantii (Nicholaus), dominus Castrinovi de Bordeta, miles et legum doctor (Châteauneuf-la-Bordette, Drôme, arr. de Nyons), 217.
Constantinopolis, 383.
Convenarum comitatus, 385; — diœcesis, 28; — domus 385; — officialis, 28.
Corona (abbas monasterii de), Engolismensis diœcesis (La Couronne, Charente, arr. Angoulême), 376.
Cortina (cimeterium de), in civitate Avinionensi, 508.
Cortoys seu Courtois (Johannes), canonicus Ambianensis, scriptor Papæ, 381, 432, 436, 468, 521.
Costolani (Arnaldus), canonicus Forojuliensis, 555, 556, 562, 563.
Credonio (Petrus de), thesaurarius Ecclesiæ Beati Martini Turonensis, 98.
Crosati (Pontius), civis Avinionensis, 510.
Cruce alias de Sancto Justo (hospitalis et leprosaria de), Narbonensis diœcesis, 178.
Crutiaci monasterii abbas, Sistaricensis diœcesis (Corcis, Basses-Alpes, arr. de Forcalquier), 376.
Cunheriis (Petrus de), miles, consiliarius et nuntius regis Francorum, 183, 529, 530, 535.
Cypri insula, 115.

D

Damiani Raymundi domus, in civitate Avinionensi, 509.
Damors (Petrus), cursor papæ, 511.
Dandolo (Franciscus), dux Venetornm, 22, 31.
Dandulo (Stephanus de), miles, nuntius moderatoris Græcorum, 383.
David Bruce, rex Scotiæ, 54, 55.
Delphinatus Viennensis, 214, 223, 258, 330, 344, 361, 374, 379, 386, 424, 552, 589, 602; — (gentes), 550.
Desiderii (Albertus), civis Massiliensis, 22, 23.
Desiderii (Petrus), civis Massiliensis, 22.
Diensis diœcesis, 35; — Ecclesia, 87; — Ecclesiæ capitulum), 88, 105; vide Valentina Ecclesia.
Dignensis Ecclesia, 568; — Ecclesiæ capitulum, 568.
Dionisius, consiliarius regis Francorum, 243.
Diosido (Stephanus de), archidiaconus Montispensati in Ecclesia Caturcensi (Montpezat-de-Quercy, Tarn-et-Garonne, arr. de Montauban), 36.
Divinus de Salias seu Devi de Solies, maleficus, 147, 166, 167.
Dolensis Ecclesia, 466; — Ecclesiæ capitulum, 466.
Dominicus Grenier, episcopus Appamiarum, 40, 82, 123, 124, 274, 275.
Drenis (Henricus de), miles, 217.
Durandi (Berengarius), ordinis Fratrum Minorum, 138.
Durandi (Raymundus), miles, senescallus Landarum in Vasconia, 58.
Duroforti (Guillelmus de), jurisperitus Nemausensis diœcesis, judex criminalis comitatus Venaissini, 454, 486, 566, 585, 586.
Duroforti (Ramundus de), ordinis Fratrum Prædicatorum Tholosæ, 137, 148, 328.

E

Eboracensis provinciæ suffraganei, 472.

Ebredunensis civitas, 260, — Ecclesia, 48; — Ecclesiæ sacrista, 208; — provincia, 250, 257; — provinciæ suffraganei, 162, 163; — guardianus Fratrum Minorum, 208.

Ebroicensis Ecclesia, 454; — Ecclesiæ capitulum, 454.

Eduardus, dominus de Bellojoco, 550.

Edwardus, rex Anglia, 4, 34, 54, 55, 153, 154, 158, 159, 160, 172, 179, 196, 197, 198, 199, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 225, 227, 228, 229, 230, 232, 233, 234, 236, 237, 246, 279, 296, 297, 298, 302, 303, 308, 313, 314, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 329, 331, 334, 339, 340, 341, 347, 348, 354, 360, 361, 364, 365, 370, 378, 380, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 403, 408, 410, 411, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 433, 440, 448, 450, 455, 466, 467, 469, 470, 473, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 485, 486, 491, 492, 493, 494, 497, 541, 571, 580.

Edwardi III, regis Angliæ, consiliarii, 479; — filius, 380; — nata.

Edwardus, rex Scotiæ, 227, 229.

Egidius de Brabancia, domicellus, 364, 365, 368.

Egueserii (Rostagnus), civis Massiliensis, 22, 32.

Electensis diœcesis, 81.

Emmont (mons de), 216.

Engilberti (Guillelmus, Narbonensis diœcesis, serviens armorum, 310.

Ermengarda de Carintis, mulier sortilega, 423.

Escuria (Johannes de), clericus Tornacensis diœcesis, 531, 532, 533, 534.

Eustachii (Bertrandus), miles et legum doctor, 217.

Eximius de Luna, archiepiscopus Tholetanus, 11.

F

Fabrice (Agneta), mulier sortilega, 423.

Forum (terræ seu insulæ ultra), 115.

Favelli (Guichardus), cancellarius comitis Sabaudiæ, 217.

Faveriis (præpositura de), ordinis Sancti Benedicti, Suessionensis diœcesis (Favières, Aisne, arr. de Soissons, canton et commune de Vic-sur-Aisne), 27, 43.

Ferentina civitas, 208.

Feritate (Johannes de), decanus Ecclesiæ Trecensis, 130.

Firmitate (abbas monasterii de), Cisterciensis ordinis, Cabilonensis diœcesis (La Ferté-sur-Grosne, arr. de Châlon-sur-Saône), 348.

Fischa (Petrus de), monachus monasterii de Molismes, ordinis Sancti Benedicti, Lingonensis diœcesis (Molesme, Côte-d'Or, arr. de Châtillon), 264.

Flamingi seu Flandrenses, 415, 419, 429, 432, 433, 477, 523, 530, 531, 532, 533, 534, 540, 541, 542, 548, 549, 550.

Flandrensis patria, 414, 415, 416, 417, 531, 564, 565.

Flandria, 282, 359, 381, 416, 418, 428, 432, 521.

Flandriæ comitatus, 119, 417, 564.

Flexo (Bonifacius de), nuntius civitatis Bononiensis, 63.

Flisco (Gabriel de) de Janua, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 448, 451, 452, 456, 457, 458, 459, 460, 461.

Flisco (Nicolinus de) de Janua, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 451, 452, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 463, 469, 492.

Flori (Raymundus), canonicus Urgellensis, 64, 68, 77, 79, 84, 102, 103, 114, 115, 137, 148, 161, 162, 502, 516, 540.

Flote (Guillelmus), dominus de Revello, miles, nuntius et cancellarius regis Francorum, 183, 529, 535.

Fodim seu Futim Jovens, princeps Alanorum, 280, 281.

Fonteloys (prioratus de), Xanctonensis diœcesis, 246.

Fontisebraudi monasterium, Pictaviensis diœcesis (Fontevrault, Maine-et-Loire, arr. de Saumur), 149, 150, 306; — monasterii moniales, 172; — ordinis (priorissæ conventuales), 172, 173.

Fontisfrigidi monasterium, 13, 252, 314, 315, 591, 592.

Forcalquerii comitatus, 357.

Fornerii (Guillelmus), 402.

Forojuliensis civitas, 556; — civitas et diœcesis, 563; — canonicatus, 85; — Ecclesia, 430, 556; — Ecclesiæ capitulum, 430; — mensa episcopalis, 562, 563; — præbenda, 85; — præcentoria, 85, 211.

Fortanerius de Gordomo, canonicus Ecclesiæ Ruthenensis, 8.

Francia vel Franciæ regnum, 54, 87, 112, 152, 200, 201, 204, 205, 208, 239, 265, 269, 270, 276, 298, 302, 308, 326, 337, 359, 369, 370, 378, 381, 406, 415, 418, 423, 428, 432, 448, 451, 456, 473, 474, 478, 480, 520, 527.

Franciæ domus, 428, 429, 447, 450, 477; — regis nomen et arma, 476, 493, 494; — sigillum, 427.

Franciscus Silvestri, episcopus Florentinus, 49.

Francus Andreas, nuntius imperatoris Tartarorum, 337.

Fransa (Guillelmus), laicus civitatis Albiensis, 467.

Fraticelli, 131.

Fratrum Minorum guardiani in regno Franciæ, 457, 458; — Albiensium guardianus, 247, 248; — capituli generalis diffinitores, 187.

Fratrum Prædicatorum Albiensium prior, 247, 248; — capitulum generale, 271.

Fredericus II, rex Trinacriæ, 16, 93, 94, 95, 96, 137, 223.

Fredoli (Berengarius), præcentor Narbonensis Ecclesiæ, 514.

Fulcaldus de Rochechouart, archiepiscopus Bituricensis, 27, 170, 268, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 471.

Fumone (Johannes de), scriptor Papæ, 574, 578.

Fuxi comitatus, 274.

Fuxo (abbas monasterii de), Appamiarum diœcesis, 376; — (sacrista monasterii de), 123.

G

Galliaco (monasterium de), ordinis Sancti Benedicti, Albiensis diœcesis (Gaillac, Tarn), 483.
Galterii (Fulcrandus), clericus, 511.
Gandenses, 282; Gandensis villa, 282, 283, 416, 433.
Garcias I Arnaldi de Caupene, episcopus Aquensis, 58.
Garcino (præpositura Ecclesiæ de), Regensis seu Aquensis diœcesis, 85.
Garinus, maleficus, 80.
Gasbertus, prior monasterii Sancti Saturnini de Portu, Cluniacensis ordinis, Uticensis diœcesis (Saint-Saturnin du Port ou Pont-Saint-Esprit, Gard, arr. d'Uzès), 405, 406, 420, 421.
Gasbertus du Val, archiepiscopus Arelatensis, camerarius Papæ, 62, 70, 77, 83, 104, 105, 109, 110, 111, 131, 148, 149, 174, 182, 218, 224, 240, 241, 242, 249, 315, 316, 363, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 465, 473, 487, 488, 497, 498, 500.
Gasbertus du Val, archiepiscopus Narbonensis, 584, 592.
Gasto II, comes Fuxi, 12, 16, 40, 98, 147, 166, 274, 329, 524, 525, 526.
Gaucelinus, episcopus Albanensis, 532, 535.
Gaucelinus Dejean, episcopus Carcassonensis, 248, 468, 558.
Gaufridi (Ramundus), canonicus monasterii Beatæ Mariæ Carpentoratensis, ordinis Sancti Benedicti (Sainte-Marie-Madeleine, à Carpentras), 570.
Gaufridus, episcopus Regensis, physicus familiaris Papæ, 29.
Gauterie (Michaela), mulier sortilega, 423.
Gauterii Bertrandi domus, in civitate Avinionensi, 508.
Gavelli castrum, in ducatu Spoletano, 113.
Gaytani nobiles, 147.
Gaytanus (Johannes), filius Lofridi comitis Fundorum, 145.
Gaytanus (Nicolaus), filius Lofridi comitis Fundorum, 145.
Gayte (Matheus), civis Claromontensis, thesaurarius et nuntius regis Francorum, 128, 129.
Geldonia seu Goldonia (Henricus de), canonicus Cameracensis, 423, 573, 578, 582, 583, 594, 595, 596.
Gemboga Evenji, tartarus, 281, 282, 338.
Geraldus II, episcopus Agathensis, 402, 405.
Geraldus de Languisel, episcopus Nemausensis, 185.
Geraldus Rogerii, episcopus Lemovicensis, 391, 529.
Geri (Dinus), mercator societatis Azayalorum, 149.
Geri (Nicolaus), factor societatis Azayalorum, 138.
Gerlacus, comes de Nossave, 286.
Germania, 319, 323, 324, 395, 399, 426.
Gilbertus seu Girbertus, electus deinde episcopus Ruthenensis, 349.
Gilabeti seu Gilobeti (Bernardus), mercator Tholosanus, 148, 328.
Ginyaco (Johannes de), abbas Sancti Regueberti, 217.
Girardi (Petrus), archidiaconus Gaujagensis, in Ecclesia Vasatensi (Gaujac, Lot-et-Garonne, arr. de Marmande), 502.
Gomecii (Petrus) de Barroso, tituli Sanctæ Praxedis presbyter cardinalis, 192, 195, 196, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 237, 239, 240, 246, 247, 252, 259, 269, 270, 279, 298, 302, 303, 307, 308, 313, 314, 321, 322, 325, 327, 328, 329, 331, 334, 345, 346, 354, 355, 359, 365, 366, 369, 370, 371, 377, 378, 379, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 397, 400, 401, 403, 404, 405, 409, 410, 411, 425, 427, 430, 474.
Gors (Alanus de), juris civilis professor, 29.
Gotius Battaglia, patriarcha Constantinopolitanus, deinde tituli Sanctæ Priscæ presbyter cardinalis, 126, 259, 260, 503, 504, 505, 507, 509, 512.
Græci, 383.
Granatæ regnum, 487.
Grandimontensis ordo, 357.
Grandisilva (Ramundus de), Cisterciensis ordinis, baccalarius in theologia, 352, 353, 354.
Grandisilvæ monasterium, Cisterciensis ordinis, Tholosanæ diœcesis (Grandselve, Tarn-et-Garonne, arr. de Castel-Sarrazin, canton de Verdun-sur-Garonne, commune de Rouillac), 278, 283, 284 ; — monasterii abbas, 13.
Gregorius, abbas monasterii de Issiodoro, ordinis Sancti Benedicti, Claromontensis diœcesis, 122.
Grisone (castrum de), 35.
Grivoleta (Guido de), dominus Neriaci, miles, 217.
Gubasole (Guiranus), decanus non administrans Ecclesiæ Avinionensis, 511.
Guerinus, clericus Parisiensis diœcesis, 28.
Guido, abbas monasterii de Aniana, ordinis Sancti Benedicti, Magalonensis diœcesis, 87.
Guido seu Guigo, comes Forensis, 611, 612, 613, 614.
Guido III Baudet, episcopus Lingonensis, cancellarius regis Francorum, 124, 139.
Guido II de Boulogne, archiepiscopus Lugdunensis, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 552, 553, 554, 588, 589, 590, 601, 603, 604, 605, 606, 607.
Guido I de Castres, abbas monasterii Sancti Dionisii in Francia, 268, 269.
Guido de Montfort, episcopus Briocensis, 538, 539.
Guido de Terrena, episcopus Elnensis, 381.
Guidonis (Guido), decanus Sancti Vincentii de Monteregali, Carcassonensis diœcesis (Montréal, Aude, arr. de Carcassonne), 586, 587, 591.
Guigo, dalphinus Viennensis, 260.
Guigo, dominus Montaysonis, Valentinensis diœcesis, 38.
Guigonis de Castronovo (Petrus), archidiaconus de Vico

in Ecclesia Metensi (Vic-sur-Seille, Meurthe, arr. de Château-Salins), 23.

Guillelmus, bastardus Johannis dalphini Viennensis, miles, 217.

Guillelmus, Cisterciensis monasterii abbas, 57.

Guillelmus II, comes Hanoniæ, 342, 343, 344, 570, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 582, 583, 597, 599, 600.

Guillelmus V, comes Juliacensis, 209, 210.

Guillelmus III, episcopus Leonensis, 586.

Guillelmus IV d'Aste, episcopus Petragoricensis, 585.

Guillelmus III Astier, episcopus Aptensis, 240, 241, 242, 243.

Guillelmus IV Audebert, episcopus Aptensis, 558.

Guillelmus III d'Auxonne, episcopus Cameracensis, 293, 294, 295, 310, 311, 320, 321, 323, 339, 340, 342, 344, 395, 396, 400, 431, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 594, 597, 599, 600, 601.

Guillelmus de Bellojoco, episcopus Bajocensis, 27, 306.

Guillelmus IV Bertrandi, episcopus Bajocensis, 305, 306, 311, 312.

Guillelmus de Brosse, archiepiscopus Senonensis, 170, 183, 205, 210, 232, 244, 268, 276, 277, 311, 312, 315.

Guillelmus Capo di Ferro, episcopus Theatinus, 528.

Guillelmus V de Chanac, episcopus Parisiensis, 28, 104, 268, 269, 487, 514, 539.

Guillelmus IV de Clermont, episcopus Lexoviensis, 539.

Guillelmus III Curti, abbas monasterii Bolbonæ, Cisterciensis ordinis, Mirapiscensis diœcesis, 13, 123, 278, 283, 284.

Guillelmus VII Curti, episcopus Albiensis, 248, 263, 375; — tituli Sanctorum Quatuor Coronatorum presbyter cardinalis, 348, 382, 401.

Guillelmus III de Flavacourt, archiepiscopus Auxitanus, 162, 268, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 472, 587.

Guillelmus V de Fredol, episcopus Biterrensis, 184, 188, 231, 514, 584, 591.

Guillelmus de Loudun, archiepiscopus Tholosanus, 81, 268, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 471, 561, 566, 567.

Guillelmus III de Mandagot, episcopus Uticensis, 93, 349, 350.

Guillelmus Mauger, episcopus Sagiensis, 68.

Guillelmus de Melton, archiepiscopus Eboracensis, 11, 472.

Guillelmus de Montealbano, episcopus Lucanus, 49.

Guillelmus I Niette, abbas monasterii Sancti Antonii Viennensis, 62, 63.

Guillelmus de Sandreux de Podeveges, episcopus Sarlatensis, 280, 540.

Guillelmus I de Sure, archiepiscopus Lugdunensis, 53, 161, 268, 269, 305, 464, 472, 486, 517, 518.

Guillelmus de Thiéville, episcopus Constantiensis, 27.

Guiota (Simona) de Balneolis, Vivariensis diœcesis, 270.

Guirandonus, filius Geraldi Ademari, 501.

Guirani (Rostagnus), prior claustralis Ecclesiæ Avinionensis, 511.

H

Hainaut (le pays de), 597.

Hanoniæ comitatus, 343, 574, 579; — senescallus, 342.

Helionor, filia Bochardi comitis Vindocinensis, 344.

Henricus, archiepiscopus Maguntinus, 134, 135.

Henricus, comes Barrensis, 413.

Henricus, patriarcha Constantinopolitanus, 515, 516.

Henricus IV d'Apremont, episcopus Virdunensis, 95, 96, 320, 321, 323.

Henricus Dubois, episcopus Dolensis, 586.

Henricus I de Villars, episcopus et comes Valentinus et Diensis, 217, 488, 498, 544, 545, 546, 552, 553, 554, 588, 589, 590, 601, 603, 604, 605, 606, 607.

Henricus de Villars, episcopus Vivariensis, gubernator Delphinatus, 27, 49.

Hermengardis, abbatissa monasterii de Bethleem Narbonensis, 584.

Hispania, 475.

Hordain (Ferricus de), scutifer comitatus Hanoniæ, 342.

Hospitalarii Sancti Johannis Ierosolimitani, 9, 14, 15, 22, 31, 103.

Hospitalis Sancti Johannis Ierosolimitani, 265, 276, 335, 336, 337, 357; — Tholosæ domus prior, 115.

Hospitalis Avinionensis, 509.

Hugo, rex Cypri, 4.

Hugo I, episcopus Convenarum, 491.

Hugo I Aimery, episcopus Tricastrinus, 53, 44, 112.

Hugo II d'Arcy, episcopus Laudunensis, 539.

Hugo II de Corrabeuf, episcopus Cabilonensis, 161.

Hugo V de Vienne, archiepiscopus Bisuntinus, 315, 320, 323, 350, 351, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 480, 481.

Humberti (Johannes), jurisperitus, 217.

Humbertus, dalphinus Viennensis, 12, 43, 48, 213, 214, 260, 284, 285, 309, 310, 330, 372, 373, 374, 524, 544, 545, 546, 552, 553, 554, 588, 589, 590, 591, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 612, 613, 614, 615, 616.

Humbertus, dominus de Vilariis, miles, 217.

I

Ilaria, comitissa Sancti Severini, familiaris reginæ Siciliæ, 186, 187.

Imperium, 235, 392, 431, 571, 580, 581; Imperii electores, 360, 362.

Inquisitor in partibus Tholosanis deputatus, 16, 17.

Insulæ Barbaræ monasterium, ordinis Sancti Benedicti, Lugdunensis diœcesis, 481, 550, 551.

Iprensis villa, 433.

Isabellis, regina Angliæ, mater Edwardi III, 428.
Isarni (Arnaldus), canonicus Lodovensis, capellanus et familiaris Papæ, 232, 562.
Issiodorense monasterium, 175
Italia, 72, 179, 393.

J

Jacobi apostoli (limina beati), 187.
Jacobus II, rex Majoricarum, 93, 94, 95, 113, 128, 136, 137.
Jacobus I Colonna, episcopus Lomberiensis, 561.
Jacobus de Sabaudia, 14.
Jacobus de Saint-André, episcopus Bellicensis, 320, 323.
Jacobus II de Salino, archiepiscopus Tarantasiensis, 316, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 485, 486.
Jansencii (Petrus), canonicus Rivensis, 137, 148, 328.
Janua (Andreas de), domicellus, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 448, 451, 452, 456, 457, 458, 459, 460, 461.
Januensis civitatis consilium et commune, 317; — civitatis commune, 93, 94, 95, 96, 113, 114.
Januenses, 128, 129; — partis Gibellinæ, 136, 137; — partis Guelfæ, 136, 137.
Jodovigne (Henricus), canonicus Cameracensis, 310, 311.
Johanna regina Franciæ, 5, 23, 50, 51, 52, 98, 99, 100, 129, 152, 290, 292, 407, 408, 413, 414.
Johanna, regina Franciæ et Navarræ, 587, 588.
Johannæ, reginæ Franciæ et Navarræ, nata, 588.
Johannes, abbas de Claravalle, Cisterciensis ordinis 57.
Johannes, abbas de Firmitate, Cisterciensis ordinis (La Ferté-sur-Grosne, Saône-et-Loire, arr. de Châlon), 57.
Johannes, abbas monasterii Juncellensis, Biterrensis diœcesis, 147, 150, 151.
Johannes, abbas monasterii Sancti Eugendi Jurensis, ordinis Sancti Benedicti, Lugdunensis diœcesis (Saint-Oyan ou Saint-Claude, Jura), 356.
Johannes abbas monasterii Sancti Martini de Areis, Trecensis diœcesis (Saint-Martin-ès-Aires, à Troyes), 130.
Johannes, bastardus Hanoniæ, 343.
Johannes, comes Armaniaci, 524, 525, 526, 528.
Johannes III, dux Brabanciæ, 86, 434, 439, 555.
Johannes III, dux Britanniæ, 29, 63, 104, 538, 539.
Johannes, dux Duracii, 28.
Johannes, dux Normanniæ, 5, 49, 50, 51, 99, 129, 180, 434, 437, 439, 477.
Johannes, electus Basiliensis, 121.
Johannes Papa XXII, 3, 10, 15, 30, 35, 36, 37, 40, 41, 44, 46, 64, 65, 68, 74, 81, 82, 99, 102, 106, 109, 110, 111, 112, 126, 133, 163, 168, 184, 188, 231, 246, 255, 264, 270, 276, 283, 305, 311, 312, 319, 322, 325, 326, 393, 397, 438, 503, 508, 512, 513.
Johannes, dominus de Aricuria, nuntius regis Francorum, 13.
Johannes, dominus Corgeronis, miles, consiliarius comitis Sabaudiæ, 217.
Johannes, episcopus Tigniensis, 217.
Johannes, filius Bernardi VIII, comitis Convenarum 385.
Johannes, ordinis servorum Beatæ Mariæ, bacalarius, in Universitate Parisiensi studens, 487.
Johannes, rex Bohemiæ, 4, 233.
Johannes, vicecomes Bellimontis, Cenomannensis diœcesis, 586.
Johannes I d'Arcy, episcopus Æduensis, 539.
Johannes de Arpadella, archidiaconus de Bria in Ecclesia Parisiensi, capellanus Papæ, 299, 317, 344, 345, 360, 361, 379, 404, 424.
Johannes III d'Arpatelle, episcopus Forojuliensis, 563.
Johannes IV de Chaudemayo, Cisterciensis abbas, 304, 382.
Johannes I de Cherchemont, episcopus Ambianensis, 539.
Johannes III de Coiordano, episcopus Avinionensis, thesaurarius Papæ, 127, 132, 149, 218, 219, 220, 221, 222, 224, 232, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 270, 315, 316, 330, 344, 345, 360, 361, 379, 401, 404, 424, 487, 488, 497, 498, 500, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513.
Johannes III de Conflans, episcopus Aurelianensis, 543.
Johannes Crispani, episcopus Theatinus, 124, 145.
Johannes de Diest, episcopus Trajectensis, 320, 323, 341, 342.
Johannes Gasqui, episcopus Massiliensis, 30, 352, 357, 358.
Johannes de Hanonia, dominus Bellimontis, patruus Guillelmi, comitis Hanoniæ, 573, 574, 575, 576, 578, 579, 582, 583, 599, 600.
Johannes I de Marigny, episcopus Belvacensis, 183, 268, 269, 479, 480.
Johannes dictus Meyre, clericus Cameracencis diœcesis 531, 532, 533, 534.
Johannes I Le Parisy, episcopus Venetensis, 40, 90.
Johannes III des Prés, episcopus Lingonensis, 516, 517, 518, 519, 520.
Johannes de Stratford, archiepiscopus Cantuariensis, 318, 397.
Johannes de Texandria, episcopus Rivensis, 387, 388.
Johannes de Thionville, dictus de Metis, domicellus Metensis diœcesis, 481.
Johannes Ursinus, archiepiscopus Neapolitanus, 29, 52.
Johannes Valens (frater), legatus in Imperio Tartarorum, 338.
Johannes II de Vienne, archiepiscopus Remensis, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 472, 491, 529; Johannis de Vienne vicarii, 546, 547.
Johannes Yochoy seu Juckoy, princeps Alanorum, 281, 282, 338.
Jornhaco (parrochialis Ecclesia de), Petragoricensis diœcesis, 384.
Jourdoigne (Henry de), 597.

Judæorum bona et debita, 37.
Juliani (Franciscus), clericus Biterrensis, 184, 188, 231.

K

Kazimirus, rex Poloniæ, 4.
Kyevi (villa et Ecclesia de), Cameracensis diœcesis, 342.

L

La (Petrus de), 381.
Lanhatio (prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Vivariensis diœcesis (Lanas, Ardèche, arr. de Privas, canton de Villeneuve-de-Berg), 105.
La Scala (domini de), 422.
Lateranense concilium, 343.
Laudunensis diœcesis, 452, 453 ; — Ecclesia, 412, 413, 491 ; — Ecclesiæ decanus et capitulum, 289, 290, 291, 412, 413, 491.
Laurencii (Arnaldus), clericus, 511.
Lautardi (Francus), bajulus castri de Junqueriis, Aurasicensis diœcesis (Joncquières, Vaucluse, arr. et canton d'Orange), 405, 406, 420.
Lautrico (Johannes de), archidiaconus Biterrensis, 584.
Lavardencis (Arnaldus de), canonicus et præpositus Sancti Justini in Ecclesia Auxitana (Saint-Justin, à Auch), 75.
Lenticio seu Lentisio (Ecclesia sæcularis non collegiata de), Caturcensis diœcesis, 85; — (prioratus, de) 211.
Leo, rex Armeniæ, 4, 69, 116, 117, 221.
Leodiensis civitas, 327, 328 ; — civitas et diœcesis, 572, 581 ; — Ecclesia, 320 ; — Ecclesiæ capitulum, 86, 102, 327, 328.
Lespaylier de Sola, maleficus, 147.
Leois (Theobaldus de), dominus de Penna, 601.
Lexoviensis Ecclesia, 133 ; — Ecclesiæ capitulum, 133 ; Ecclesiæ decanus, 133.
Liberalibus (Johannes de), canonicus Ruthenensis, 8.
Licelburs (Robertus de), miles, nuntius regis Angliæ, 364, 365, 366, 368.
Limoso (prior ordinis Fratrum Prædicatorum de), Narbonensis diœcesis (Limoux, Aude), 332, 333.
Lingonensis Ecclesia, 53, 269, 517, 518, 519, 520; — Ecclesiæ capitulum, 53, 269, 517, 518; — electus, 53.
Liparæorum insulæ, 407.
Lochapoler Alesii nemus vocatum, 38.
Lodovensis diœcesis, 87.
Lombardi (Guillelmus), canonicus Mirapiscensis, 123, 125.
Lombardi (Guillelmus), præpositus Ecclesiæ de Bariolo, Forojuliensis diœcesis (Barjols, Var, arr. de Brignoles), 270.
Lomberiensis Ecclesia, 561 ; — Ecclesiæ capitulum, 561 ; — episcopatus, 188.
Lomberienses partes, 258.
Lompnas (bastida de), in mandamento Sancti Andreæ de Briordo, Lugdunensis diœcesis (Lompnas, Ain, arr. de Belley), 374.
Lotharingia, 209, 228.
Loze (Petrus), clericus Avinionensis diœcesis, notarius publicus, 22, 32.
Luco (castrum de), in Italia (dép. Perugia), 17.
Luco (præpositura Ecclesiæ Sancti Andræ de), Regensis seu Aquensis diœcesis, 85.
Ludovicus I, comes Flandriæ, 85, 86, 102, 118, 119, 413, 414, 416, 417, 418, 419, 530, 542, 549, 564.
Ludovicus I, dux Borbonesii, 5, 34, 38, 49, 51, 56, 75, 77, 102, 255, 256.
Ludovicus (Sanctus) IX, rex Francorum, 384.
Ludovicus de Bavaria, 70, 71, 72, 118, 119, 120, 122, 142, 143, 154, 155, 156, 171, 176, 179, 210, 228, 229, 232, 233, 234, 235, 264, 265, 279, 280, 285, 286, 287, 288, 293, 294, 295, 308, 309, 314, 318, 319, 320, 322, 323, 324, 339, 340, 346, 347, 348, 351, 355, 360, 362, 368, 369, 394, 395, 397, 398, 399, 426, 431, 487, 534, 535, 536. 571, 580, 295; Ludovici de Bavaria menescallus, 595.
Ludovicus de Sabaudia, dominus Vaudi, 332.
Lugdunensis Ecclesia, 484 ; — Ecclesiæ capitulum, 211, 484 ; — provincia, 64, 127, 151, 152, 250, 305, 457 ; — provinciæ suffraganei, 472.
Lugdunum, 67.
Lunello (prioratus de), Magalonensis diœcesis (Lunel, Hérault, arr. de Montpellier), 564.
Lupi (Aymo), clericus comitis Sabaudiæ, 217.
Lura (monasterium de), ordinis Sancti Augustini, Sistaricensis diœcesis, 30, 31.
Lusignano (Bramundus seu Raymundus de), comes Curchensis seu Curquensis, nuntius Leonis regis Armeniæ, 69, 117.

M

Macloviensis Ecclesiæ decanus et capitulum, 306.
Maderiis (Pontius de), conversus monasterii de Bolbona, 356, 357.
Magalonensis diœcesis, 81 ; — Ecclesia, 348, 349, 359, 382, 383, 384 ; — Ecclesiæ capitulum, 384 ; — præpositus et capitulum, 564 ; — officialis, 40.
Magalonenses episcopi, 382.
Magilina (villa de) seu Macliniarum, Cameracensis diœcesis, 85, 86, 102, 118, 209.
Magna Societas, 515.
Maguntina Ecclesia, 133, 134, 287 ; Maguntinæ Ecclesiæ canonici, 134.
Majoricis (Philippus, de), abbas Ecclesiæ Sancti Pauli Narbonensis, 81, 468.

Malabayla (Jacobinus), nobilis vir, Lugdunensis diœcesis, 524.
Malabodio (Alfonsus de), canonicus Belvacensis, 37.
Malachias Mac-Ӕda, archiepiscopus Tuamensis, 52.
Malleau (Johannes de), prior prioratus de Longoponte, Cluniacensis ordinis, Parisiensis diœcesis, 138.
Maloleone (Johannes de), condominus castri de Causanis, Aurasicensis diœcesis, 405, 406, 420, 421.
Manhani (Helias), canonicus Xanctonensis, 212.
Mansestria (Willelmus de), falsarius, Lichfeldensis diœcesis, 214.
Marcellini (Arnulphus), canonicus Agenuensis, in Campania et Maritima thesaurarius, 275.
Marchi (Bartholomeus), clericus Caturcensis diœcesis, juris civilis professor, 166, 167.
Marchia, 15.
Marescalci (Johannes), domicellus comitis Sabaudiæ, 217.
Mareyo (Gaufridus), clericus Rothomagensis diœcesis, 462.
Margareta, nata comitis Guerrensis, 86.
Margareta, uxor Ludovici de Bavaria, 154, 155.
Maria de Hispania, nata Ferdinandi II de Lara, comitissa Stamparum, 149, 161, 162.
Maritima seu Maritimæ provincia, 45, 68, 175.
Maritimæ rector, 355.
Marra (Nicolaus de), dominus Castrisirini, 15.
Marrochitanus rex, 475, 495.
Martini Turonensis (Ecclesia Beati), 98.
Massilia seu Massiliensis civitas, 22, 23, 32, 33, 352.
Mathei (Petrus), archidiaconus de Muroveteri in Ecclesia Valentina, 81.
Mathias, archiepiscopus Maguntinus, 133, 134.
Mathildis, uxor Guirandoni filii Geraldi Ademari, 501.
Maurelli (Bartholomeus), laicus civitatis Albiensis, 467.
Maurini (Isnardus), canonicus Avinionensis, 506, 510, 511.
Mayraco (decanatus de), Cluniacensis ordinis, Condomiensis diœcesis, 84, 212.
Mazerayo seu Maserayo (præbenda de), Xanctonensis diœcesis, 84; — (prioratus de), ordinis Sancti Templi Jerosolimitani, 212.
Medici (Guillelmus), canonicus Ilerdensis, 102, 103, 114, 115, 137, 148, 161, 162, 212, 224, 225, 255, 256, 258, 259, 276.
Mediolano (cives de), 422.
Melgorio seu Monteferrando (comitatus de), Magalonensis diœcesis, 383, 384, 551.
Meliardi (Guillelmus), clericus Lutionensis diœcesis, 483.
Merelli (Berengarius), falsarius, Tholosanæ diœcesis, 214.
Mespelda (Guillelmus de), monachus monasterii Sancti Orentii Auxitani, Cluniacensis ordinis, 148.
Metensis civitas, 271; — diœcesis collegiatæ Ecclesiæ et monasteria, 605; — Ecclesia cathedralis, 605; — Ecclesiæ archidiaconus, 93; — Ecclesiæ cancellarius, 23, 93; — Ecclesiæ decanus, 93.
Mezavis (Isnardus), prior de Romanino, Avinionensis diœcesis, 511.
Mimatensis Ecclesiæ (archidiaconatus), 85, 213.
Mirapiscensis diœcesis, 81; — Ecclesia, 82.
Mirapiscensium Fratrum Minorum guardianus, 332, 333.
Molinis (Renaldus seu Reginaldus de), clericus et nuntius regis Francorum, 86, 185, 444, 445.
Molinis (Stephanus de), 598.
Monachi seu de Monacho castrum, Niciensis seu Vigintimiliensis diœcesis, 317, 401.
Monachi nigri, 490.
Monachorum nigrorum capitulum, 162.
Monasteriis seu Mosteriis (prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Regensis diœcesis (Moustiers, Basses-Alpes, arr. de Digne), 85, 211.
Moncellum prope Montono Sanctæ Maxenciæ, 446, 447.
Montangio (Johannes de), jurisperitus, 217.
Monteacuto (castrum de), 35.
Montebriono (Raymbaldus de), præceptor domus de Montebello Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani, Aretinensis diœcesis, rector ducatus Spoletani, 483.
Montegelato (Johannes de), jurisperitus, 217.
Montelauro (Arnaldus de), mercator Tholosanus, 148, 328.
Montelugduno (Gasbertus de), rector Ecclesiæ de Conilhaco, Narbonensis diœcesis, 81.
Montespertuli (Petrus de), archidiaconus de Lunatio, Biterrensis diœcesis, 184, 188, 231.
Montigneyo (villa de), Lingonensis diœcesis, 517, 520.
Montilio (Gauterius de), dominus de Sancto Moreyo, miles, 611, 612, 613, 614.
Montilio Ademari (castrum de), Valentinensis diœcesis, 487, 488, 489, 490, 497, 498, 499, 500, 501, 592, 593.
Montis (Franciscus) de Azayolis, mercator Florentinus, 435, 436.
Montisferrati marchio, 422.
Montisolvi monasterii abbas, Carcassonensis diœcesis (Montolieu, Aude, arr. de Carcassonne), 510.
Montispessulani castri consules et universitas, 317; — judex curiæ sigilli, 40; — villa, 187.
Montissecuri Ecclesia parrochialis, Vasatensis diœcesis (Monségur, Gironde, arr. de La Réole), 307.
Morerius de Moreriis, rector Ecclesiæ de Tritomilio, Tholosanæ diœcesis, 276, 300, 328; — rector parrochialis Ecclesiæ Sancti Stephani Tholosani, 537, 561, 591, 592.
Moreriis (Ramundus de), præpositus Ecclesiæ Arelatentensis, 85, 212.
Morimundo (abbas monasterii de), Cisterciensis ordinis (Morimond, Haute-Marne, arr. de Langres, commune de Fresnoy) 348.
Mortemart (Petrus de), tituli Sancti Stephani in Celicmonte presbyter cardinalis, 27, 28.
Moyraco (decanatus de), ordinis Cluniacensis, Condo-

miensis diœcesis (Moirax, Lot-et-Garonne, arr. d'Agen), 84, 212.
Multisdenariis (Ricardus de) de Cremona, jurisperitus, 444, 454, 566, 585.
Muxiaco (Nicoletus de), clericus comitis Sabaudiæ, 217.
Muzolinus Teutonii, nuntius civitatis Bononiensis, 63.

N

Nannetensis Ecclesia, 382; — Ecclesiæ capitulum, 411; — Ecclesiæ decanus et capitulum, 382.
Napronensis (*sic*) episcopus, 257.
Narbonensis diœcesis, 81, 176, 178, 232; — Ecclesia, 537; — Ecclesiæ capitulum, 18, 19, 20, 21, 537; — provincia, 64, 70, 78, 81, 103, 104, 115, 162, 224, 250, 271, 349, 457, 562; — provinciæ Ecclesiæ, 58, 59, 60, 61, 62; — provinciæ hospitales et leprosariæ, 78, 79; — provinciæ suffraganei, 62, 70, 104, 170, 471, 472.
Natalis (Ramundus), civis Massiliensis, 22, 32.
Naulonis (Ramundus), archidiaconus Ecclesiæ Aquensis, 85, 211, 349, 430, 521.
Neapolis, 131.
Neapolitana curia, 30.
Nemausensis Ecclesia, 486; — Ecclesiæ capitulum, 182, 486, 487; — Ecclesiæ præpositus, 182; — Ecclesiæ præpositus et capitulum, 316.
Nicolaus de Capucci, episcopus Trajectensis, 572, 581.
Nicolaus dictus de Sabaudia, civis Lausanensis, 368.
Nigri (Galhardus), archidiaconus de Boriaco in Ecclesia Convenarum, 64, 65, 68, 77, 79, 84, 103, 510.
Nigri (Pontius), civis Avinionensis, 510.
Nigropontensis Ecclesia, 515.
Nigropontis insula, 115.
Nivernensis Ecclesiæ capitulum, 304.
Nœriis (Milo dominus de), 26, 52, 65, 66, 67, 179.
Norwico (Guillelmus de), decanus Lincolniensis Ecclesiæ, capellanus Papæ, palatii apostolici causarum auditor, 479, 480, 491, 492, 493.
Noviomensis diœcesis, 453.
Noviomum, 456.
Novodompno (Bernardus de), thesaurarius Ecclesiæ Turonensis, capellanus Papæ, administrator Ecclesiæ Tarantasiensis, 556, 557, 558, 560, 561.

O

Obricus Saumate, canonicus Ecclesiæ Ruthenensis, 8.
Odo IV, dux Burgundiæ, 120, 121, 122, 137, 138, 142, 144.
Offorde (Johannes, de), archidiaconus Eliensis, 480, 491, 492, 493.
Ogerii (Johannes) decanus Ecclesiæ de Belna, Æduensis diœcesis, 125, 127, 128, 151, 152, 161, 305, 316, 356, 484, 538, 539, 546, 547, 548, 594, 596.
Oliverii (Ramundus), prior monasterii Beatæ Mariæ Carpentoratensis, ordinis Sancti Augustini, 570.
Oliverius, vicecomes Montisclari, Caturcensis diœcesis, 275.
Oliverius Salahadin, electus Nannetensis, 483, 484; — episcopus Nannetensis, 539.
Olorensis Ecclesia, 587; — Ecclesiæ capitulum, 587.
Otho de Massilia, civis Massiliensis, 32.
Othonis (Johannes), civis Massiliensis, 22, 32.
Othonis ducis Austriæ filius, 143.
Oueza (fluvius de), in districtu castri de Sarriano in comitatu Venaissini, 406, 420.

P

Pagani (Johannes), campsor tholosanus, 81.
Palude (castrum de), Tricastrinæ diœcesis, 97; — (locus de), in comitatu Venaissini (Lapalud, Vaucluse, arr. d'Orange), 91.
Parietibus (Michaël de), clericus Biterrensis, maleficus, 184, 188, 231.
Parinhaco (Geraldus de), presbyter præbendatus in Ecclesia Lomberiensi, 188, 259.
Paris, 598.
Parisiense studium, 423.
Parisienses magistri et scolares, 422.
Parisiensis Ecclesiæ cantor, 299; — Ecclesiæ officialis, 353, 354, 598.
Parma (Petrus de), prior provincialis Fratrum Prædicatorum in provincia Franciæ, 560.
Parte de Gisleriis, nuntius civitatis Bononiensis, 63.
Passagium transmarinum, 139.
Pastor de Sarrats, archiepiscopus Ebredunensis, 401, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 568.
Paulus, episcopus Fulginensis, 468.
Peberaco (Bernardus de), prior monasterii Sancti Martini de Campis Parisiensis, 598.
Pentenchiis (Bernardus de), cellerarius monasterii Bonifontis, Cisterciensis ordinis, diœcesis Convenarum, 188, 258.
Pererio (Johannes de), collector apostolicus in Tuscia, 436.
Pereto (Bernardus de), 83, 161.
Pereto (Pontius de), rector Ecclesiæ de Rovinhaco, Biterrensis diœcesis (Rouvinhac, Hérault, arr. de Béziers), 53, 73, 74, 184, 185, 192.
Pereto (Pontius de), canonicus Carnotensis, 223, 224, 244, 245, 246, 257, 258, 275, 490, 502, 528, 534, 598, 599.
Pergamo (Percivallus de), serviens armorum, 444.
Perucii, mercatores Florentini, 45, 326.
Pesquerii seu de Pesquerio (Gerardus), ordinis Fratrum Minorum, 56, 57, 67.

Petraforti (Adalbertus de), operarius, 8.
Petragoricensis cardinalis, 435.
Petragoricensis Ecclesia, 537; — Ecclesiæ capitulum, 537; — mensa episcopalis, 585.
Petragrossa (Ludovicus de), archipresbyter Ecclesiæ Vivariensis, 127, 330, 344, 405, 406, 419, 420, 421, 487, 489, 490, 497, 499, 500, 501, 502, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512.
Petrilia (Guillelmus de), canonicus Aniciensis, clericus Cameræ apostolicæ, 218, 249, 299.
Petrus IV, rex Aragonum, 113, 114, 128, 136, 137, 259.
Petrus, abbas monasterii Sancti Basoli, ordinis Sancti Benedicti, Remensis diœcesis (Saint-Basle, Marne, arr. de Reims, commune de Verzy), 546, 547.
Petrus II, abbas monasterii Sancti Rufi juxta Valentiam, 62, 63.
Petrus III, episcopus Aurasicensis, rector comitatus Venaissini, 6, 7, 8, 35, 99, 446, 487, 489, 490, 497, 499, 500, 501, 502, 559, 567, 568, 586, 592, 593, 598.
Petrus, tituli Sancti Clementis presbyter cardinalis, 72, 139, 449.
Petrus, tituli Sancti Martini in Montibus presbyter cardinalis, 72.
Petrus III d'André, episcopus Noviomensis, 479, 480.
Petrus Berenger, episcopus Sarlatensis, 516.
Petrus II Bertrandi de Colombier, episcopus Nivernensis, 304.
Petrus de Castelnau, episcopus Ruthenensis, 28, 53, 73.
Petrus de Chappes, episcopus Suessionensis, 27, 43.
Petrus II de Chastellus, abbas Cluniacensis, 89.
Petrus de Corbaria, antipapa, 393, 398.
Petrus VII Dejean, episcopus Carcassonensis, 185, 275, 300.
Petrus II de Frétaud, archiepiscopus Turonensis, 268, 382, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 466, 472.
Petrus II de Luk, archiepiscopus Burdegalensis, 168, 169, 170, 268, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 464, 471, 515, 538.
Petrus III de la Palu, patriarcha Ierosolimitanus, 47.
Petrus Philippi, archiepiscopus Upsalensis, 12.
Petrus de Pleine Chassagne, patriarcha Ierosolimitanus, 73.
Petrus de Portillo, archiepiscopus Turritanus, 11.
Petrus des Prés, episcopus Prænestinus, vice cancellarius Romanæ Ecclesiæ, 126, 435, 503, 504, 505, 507, 509, 510, 512, 532, 535.
Petrus Raimundi I, comes de Convenis, 526, 527, 528.
Petrus VI Rodier, episcopus Carcassonensis, 81, 82, 83, 300.
Petrus III Rogerii, archiepiscopus Rothomagensis, tituli Sanctorum Nerei et Achillei presbyter cardinalis, 133, 183, 206, 210, 232, 238, 276, 277, 311, 312, 315, 330, 381, 421, 449.
Petrus V de Rupeforti, episcopus Carcassonensis, 81.
Petrus II de Sabaudia, archiepiscopus Lugdunensis, 125, 151, 305.
Petrus de Via, episcopus Albiensis, 25, 141, 160, 223, 245.
Philippus IV, rex Francorum, 282, 349, 350, 392, 428, 532.
Philippus VI, rex Francorum, 2, 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 22, 26, 27, 31, 33, 34, 37, 41, 47, 49, 52, 53, 54, 55, 56, 63, 64, 65, 66, 69, 70, 71, 72, 73, 79, 85, 86, 89, 93, 94, 95, 96, 98, 100, 101, 102, 113, 114, 124, 125, 128, 129, 133, 136, 137, 139, 141, 142, 143, 144, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 168, 169, 171, 172, 173, 174, 176, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186, 187, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 243, 257, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 279, 280, 282, 283, 285, 286, 287, 289, 290, 292, 293, 296, 297, 300, 301, 302, 303, 304, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 313, 314, 321, 325, 326, 327, 328, 329, 331, 332, 334, 335, 336, 337, 345, 347, 348, 349, 350, 354, 358, 360, 361, 362, 365, 366, 367, 368, 370, 371, 372, 378, 380, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 403, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 423, 424, 425, 427, 428, 429, 430, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 452, 454, 455, 463, 464, 467, 469, 470, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 485, 486, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 523, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 540, 541, 542, 543, 548, 549, 550, 563, 564, 594, 597, 598, 599, 600, 601.
Philippi VI regis Francorum (consiliarii), 478, 479.
Philippus, rex Navarræ, 4.
Philippus de Gaston, episcopus Sedunensis, olim archidiaconus Gandensis, 372, 373, 374, 375, 386.
Philippus II de Melun, archiepiscopus Senonensis, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 472.
Piano (Bernardus de), sacrista Magalonensis Ecclesiæ, 105, 136.
Picapollo (Ramundus de), rector de Analhosio, Tholosanæ diœcesis, 37, 38, 74, 170, 175.
Pictavia (Amadeus de), dominus de Sancto Valerio, miles, 611, 612, 613, 614.
Pictavia (Guichardus de), 99.
Pictavia (Guillelmus de), prior prioratus de Caritate, Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis diœcesis, 53.
Pictavia (Ludovicus de), miles, 611, 612, 613, 614.
Pictavinus de Montesquieu, episcopus Albiensis, olim Magalonensis episcopus, 348, 357, 359, 382, 467, 483.
Pilati de Buxia (Humbertus), clericus Gratianopolitanæ diœcesis, imperiali et regia auctoritate notarius, 218.
Pinu (Stephanus de), abbas sæcularis Ecclesiæ Dauratensis, Lemovicensis diœcesis (Le Dorat, Haute-Vienne, arr. de Bellac), causarum Cameræ apostolicæ auditor, 97.
Pisanæ partes, 111.
Piscis (Johannes), canonicus Narbonensis, altariarius Basilicæ Principis apostolorum de Urbe, 332, 333.

Piscis (Petrus), civis Mirapiscensis, familiaris Papæ, 332, 333, 419.
Pissiacum, 435.
Plana (Ecclesia ruralis Beatæ Mariæ de), Tholosanæ diœcesis, 82.
Planterii (Stephanus), canonicus Ebredunensis, 270.
Pluverii (Guillelmus), sacrista Ecclesiæ Avinionensis, 506, 510, 511.
Podio (Bernardus de) de Condomio, 162.
Podio (Ripertus de), vicarius et judex castri Valriaci, 91.
Podiogarde (prioratus sæcularis Ecclesiæ de), Caturcensis diœcesis, 419.
Podioleno (prioratus de), ordinis Cluniacensis, Aurasicensis diœcesis, 14.
Podioterici seu de Podiotetrico Ecclesia et prioratus, Carcassonensis diœcesis, 84, 212.
Podioviridi (ecclesia et prioratus de), Mirapiscensis diœcesis, 84, 212.
Poisson (Johannes), civis Lingonensis, 519, 520.
Poloniæ regnum, 436, 475.
Pomayo (Robertus de), castellanus Bellicadri, 364, 365, 368.
Pons Yndis, 216.
Pontem de Bovines (campi juxta), 565.
Ponthiniaco (abbas monasterii de), Cisterciensis diœcesis, 348.
Pontiaco (Johannes de), thesaurarius Delphinatus, archidiaconus Capuanus, 217.
Pontie de Ripol (Thomas), diœcesis Taurinensis, notarius comitis Sabaudiæ, 217.
Pontisara, 354.
Pontis de Agayrone hospitalis, Forojuliensis diœcesis, 556.
Pontissorgiæ castrum, 47; — palatium apostolicum, 92, 419.
Pontius, abbas monasterii Bonæcumbæ, Cisterciensis ordinis, Ruthenensis diœcesis, 24, 38, 140, 141, 160, 278, 283, 284.
Porterii (Aimericus), civis et campsor tholosanus, 37, 170, 175.
Postel (Johannes), civis Lingonensis, 519, 520.
Potes (Johannes de), miles comitatus Hanoniæ, 342.
Pougelat (Johannes), civis Lingonensis, 519, 520.
Pozzollis (Augerius de), officialis Avinionensis, 74.
Pozzollis (Ermengaudus de), archidiaconus de Perdiaco in Ecclesia Auxitana, 74.
Prædicatorum Fratrum priores in regno Franciæ constituti, 447, 458.)
Præmonstratensis ordo, 357.
Prato (Mathæus de), procurator Guillelmi II d'Auxonne episcopi Cameracensis, 573, 574, 578, 582.
Preyssac (Guichardus de), episcopus Tholosanus, 81, 83.
Provinciæ comitatus, 357.
Pruliaco (Johannes de), archidiaconus Transligerensis, Turonensis Ecclesiæ, clericus regis Francorum, 372.

Q

Quadraginta (monasterium de), ordinis Sancti Augustini, Narbonensis diœcesis, 170; — (abbas monasterii de), 376.
Quereti (Hugo), miles, nuntius regis Francorum, 96.
Quiniballo (Rogerius de), serviens armorum, 166, 167.
Quintini (Johannes) senior, Lemovicensis diœcesis, 529.

R

Rabistagno (Unauda de), filia Bertrandi Cathalani domini de Caucaleriis, Castrensis diœcesis, 423.
Radulphi (Guido) archidiaconus Agathensis, olim thesaurarius Johannis Papæ XXII, 106, 108, 109.
Rama (castellanus de), Ebredunensis diœcesis, 208.
Ramaforti (Amaneous de), cantor Ecclesiæ Lingonensis, 64, 65, 85, 275.
Ramundus, abbas monasterii Psalmodiensis, ordinis Sancti Benedicti, Nemausensis diœcesis (Psalmody, Gard, arr. de Nîmes, commune d'Aigues-Mortes), 162.
Ramundus, episcopus Casinensis, 528.
Ramundus VIII, episcopus Petragoricensis, 384, 526, 538, 559.
Ramundus Athon, episcopus Mirapiscensis, 81, 82.
Ramundus V d'Andoins, episcopus Lascurrensis, 273, 274.
Ramundus de Galard, episcopus Condomiensis, 188.
Ramundus des Prés, episcopus Claromontensis, 175, 441.
Ramundus III du Puy, episcopus Agathensis, 81.
Ramundus Saquet, electus Morinensis, 27.
Ramundus III, princeps Aurasicensis, 405, 406, 420.
Raynaldus, abbas de Morimundo, Cisterciensis ordinis, 57.
Raynardi (domus heredum Bertrandi), 508.
Raynaudi (Petrus), 96.
Raynaudarum clausus seu bastida, Tricastrinæ diœcesis, 97.
Raynaudorum clausi tenementum, in comitatu Venaissini, 91.
Reatini gentes communes, 17.
Redonensis civitas et diœcesis, 586.
Regafredi (Johannes), rector Ecclesiæ de Mujolano, Magalonensis diœcesis, 83.
Reginaldus II, comes Gueldrensis, 209.
Reginaldus de Thouars, episcopus Lutionensis, 484.
Regis (Arnaldus), archidiaconus Ecclesiæ Cameracensis, 85, 149, 212, 257, 264, 435, 538.
Remensis curia, 343; — provincia, 149, 250, 375, 457, 538, 539; — provinciæ suffraganei, 472.

Restolli (Johannes), rector Ecclesiæ de Blamo, Vaurensis diœcesis, 81.
Revesto (prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Aquensis diœcesis, 85, 211.
Rhodani flumen seu fluvius, 358, 449; — (ripa), 307, 310.
Ribaucourt (domus episcopalis de), Cameracensis diœcesis, 342.
Ricani seu Ricavi (Petrus), prior de Biturrita, Avinionensis diœcesis, 487, 489, 490, 497, 499, 500, 501, 502; — præpositus Ecclesiæ Avinionensis, 506, 510, 511.
Ricardus de Bury, episcopus Dunelmensis, 318, 361, 397.
Richarrencharum castrum, Tricastrinæ diœcesis, 35.
Ricomanni (Michael), canonicus Valentinensis, clericus Cameræ apostolicæ, notarius publicus, 77, 83, 218, 249, 300, 489, 499, 514.
Rilhiaci castrum, Lugdunensis diœcesis, 550.
Ripparia (Johannes de), prior domorum Sancti Johannis Ierosolimitani Urbis et Pisarum, rector Marchiæ Anconitanæ, 372.
Riverii (Jacobus), præceptor domus Sancti Antonii de Sanctà Cruce, ordinis Sancti Augustini, Diensis diœcesis, 524.
Roaxio (Deodatus de), mercator Tholosanus, 148, 328.
Robertus III de Béthune, comes Flandriæ, 282.
Robertus, rex Siciliæ, 4, 14, 15, 16, 17, 28, 29, 30, 44, 45, 47, 49, 52, 63, 68, 71, 72, 86, 87, 93, 94, 95, 101, 103, 113, 114, 124, 128, 129, 130, 131, 132, 136, 145, 147, 156, 167, 168, 171, 174, 175, 180, 192, 208, 223, 226, 230, 231, 255, 259, 275, 285, 289, 309, 313, 327, 355, 357, 358, 361, 362, 369, 372, 375, 376, 377, 379, 381, 382, 383, 391, 401, 402, 407, 422, 462, 468, 469, 483, 484, 487, 490, 521, 522, 528, 534, 548, 551.
Robertus, rex Suetiæ, 4.
Robertus de Atrebato, 159, 160, 298.
Robertus IV de Plailli, episcopus Silvanectensis, 422, 423.
Rocha Arronis in ducatu Spoletano, 113.
Rodi insula, 115.
Rogerii (Hugo), civis Avinionensis, juris civilis professor, Curiæ romanæ vicemarescallus, 566, 585, 586.
Rogerius d'Armagnac, episcopus Laudunensis, 307.
Rogerius Bernardus, comes Petragoricensis, 173, 174, 273, 344.
Rogerius Bernardus de Fuxo, vicecomes Castriboni, 179.
Rogerius Capitignonus, archiepiscopus Tarentinus, 11.
Roma, 70, 72.
Romandiola, 15.
Romania, 475.
Romanis (capitulum Ecclesiæ de), Viennensis diœcesis, 481, 482, 544, 545, 546, 552, 553; — (consules villæ de), 481, 482; — (Ecclesia de), 588, 589, 590; — (Ecclesia Beati Bernardi de), 602, 603, 608, 609, 612, 614, 615, 616; — (villa de), 481, 482, 544, 545, 546, 552, 553, 554, 588, 589, 590, 601, 602, 603, 605, 608, 609, 610, 614, 615, 616.
Rostagnus, abbas monasterii Sancti Andreæ, ordinis Sancti Benedicti, Avinionensis diœcesis, 528.
Rostagnus II, episcopus Sistaricensis, 240, 241, 242, 243.
Rotharii (Benedictus), 325, 326.
Rotharii (Giorgius), 326.
Rothomagensis provincia, 316, 339, 457; — provinciæ suffraganei, 472.
Rubeus Pinjano, princeps Alanorum, 282.
Rufi seu Ruffi (Guillelmus), canonicus Aniciensis, 85, 132, 133, 187, 188, 213, 246, 263.
Ruffi seu Ruphi (Guillelmus), canonicus Mimatensis, 441, 538, 558, 559, 585.
Rupe (Gaufridus de), archidiaconus Avinionensis, 506, 510.
Rupeleonis (Conradus de), miles, Treverensis diœcesis, 481.
Rupenœriis (Godefridus de), praepositus Ecclesiæ Tholonensis, 53.
Ruthenensis diœcesis, 502; — Ecclesia, 184; — officialis, 8, 28; — Ecclesiæ vicarii, 28, 74; — mensa episcopalis, 73.

S

Sabaudia (ligna de), 252.
Sabaudiæ comitatus, 214, 223, 258, 374, 386.
Sagiensis Ecclesiæ prior, 376.
Saintboys (Nicolaus de), maleficus, 147.
Salgis (Ramundus de), canonicus Parisiensis, magister requestarum hospitii regis Francorum, 530, 531, 534, 540, 541, 542, 543, 549.
Salimbenis de Senis (illi de), 49.
Salviaco (prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Claromontensis diœcesis (Sauviat, Puy-de-Dôme, arr. de Thiers), 85, 213.
Samayre (Petrus), physicus, civis Appamiarum, 122, 123, 124.
Sancia, regina Siciliæ, 101, 175, 379, 402, 403.
Saonensis consilium et commune civitatis, 317.
Sarco (Johannes de), miles comitatus Hanoniæ, 342.
Sarlatensis Ecclesia, 280, 515; — Ecclesiæ capitulum, 280, 515.
Sarraceni, 101, 103, 116, 401, 481, 496, 541.
Sarriano (castrum de) in comitatu Venaissini, 405, 406, 420.
Sauzoit (domus episcopalis de), Cameracensis diœcesis, 342.
Savarduno (consules et universitas castri de), Rivensis diœcesis, 328, 329.
Saya (Aycardus de), domicellus, familiaris Papae, Burdegalensis diœcesis, 423.

Scoferii (Bertrandus), sacrista Ecclesiæ Ebredunensis, 270.
Scoti, 378.
Scotia, 53, 54, 55, 112, 125, 378.
Seccani nobiles, 147.
Senonensis provincia, 375, 457; — provinciæ suffraganei, 170, 472.
Sentillis (Geraldus de), 381.
Septemfontibus (Gasbertus de), rector parrochialis Ecclesiæ de Volobrica, Uticencis diœcesis, scriptor et familiaris Papæ, 264.
Serbone (Nicolaus de), factor societatis Azayalorum, 138.
Serris (præpositura de), Electensis diœcesis, 81.
Servientis (Ramundus) rector parrochialis Ecclesiæ Sancti Germani, Vaurensis diœcesis, 510, 511.
Sevigeio (villa de) prope Belnam, Æduensis diœcesis, 85.
Sicardus, dominus castri de Scuria, Albiensis diœcesis, 275.
Siciliæ insula, 115, 522; — insulæ exercitus, 13; — regnum, 44, 45, 231, 357, 362, 375, 391, 462, 484, 522.
Siculi, 407.
Siffredi (Petrus), canonicus Avinionensis, 506, 510, 511.
Simo, bastardus Hanoniæ, miles, 343.
Simo dictus Serigne de Sancto Gobano, Laudunensis diœcesis, 144.
Soldanus, 475.
Spoletani ducatus rector, 113.
Spoletanus ducatus, 175.
Stephani (Petrus), clericus Narbonensis, notarius publicus, 514.
Stephanus VII Alberti, episcopus Claromontensis, 541, 543, 549.
Stephanus II Alberti, episcopus Noviomensis, nuntius regis Francorum, 272, 273, 332, 413.
Stephanus dictus Malion, olim Senogiensi et Sancti Germani Montensis, Cameracensis diœcesis, Ecclesiarum canonicus præbendatus, 431, 432.
Stephanus de Villaribus, episcopus Silvanectensis, 282.
Stirpo (abbas monasterii de), Lemovicensis diœcesis, 376.
Suppino (gentes de), vassalli Ecclesiæ romanæ, 45
Swinsen (Robertus), clericus, 364, 365, 368.
Sydoniensis Ecclesia, 112.
Sancta Margareta (Remigius de), canonicus Parisiensis, 539.
Sanctæ Liberatæ prioratus, ordinis Sancti Benedicti, Agenensis diœcesis, 369.
Sanctæ Walburgis prioratus, Remensis diœcesis (Sainte-Vaubourg, Ardennes, arr. de Vouziers), 264.
Sancti Affrodisii Biterrensis capitulum, 591; — (Ecclesia), 586, 587.
Sancti Andreæ monasterium prope Avinionem, ordinis Sancti Benedicti, 486.
Sancti Antonini consules et universitas, Ruthenensis diœcesis, 522, 523; — monasterium, ordinis Sancti Augustini, 522, 523.
Sancti Audœni Rothomagensis monasterium, ordinis Sancti Benedicti, 421.
Sancti Augustini ordo, 357; — priores ordinis in regno Franciæ constituti, 457, 458.
Sancti Basoli monasterium, ordinis Sancti Benedicti, Remensis diœcesis, 546, 547, 548.
Sancti Benedicti ordo, 89, 90, 357.
Sancti Benedicti pons in civitate Avinionensis, 509.
Sancti Benedicti Floriacensis monasterium, ordinis Sancti Benedicti, Aurelianensis diœcesis (Saint-Benoît-sur-Loire, Loiret, arr. de Gien), 543.
Sancti Benigni Divionensis prior et monasterium, ordinis Sancti Benedicti, Lingonensis diœcesis, 596, 597.
Sancti Bernardi Parisiensis monasterium, Cisterciensis ordinis, 261, 262, 292; — domus et ecclesia, 352, 353, 356, 363, 431, 435, 436.
Sancti Clementis fortalitium, 45.
Sancti Corporis Christi Neapolitani monasterium, ordinis Sanctæ Claræ, 174.
Sancti Dionisii Remensis monasterii abbas, 375, 376.
Sancti Eligii Parisiensis prior, 299.
Sancti Frontonis Petragoricensis capitulum, 558.
Sancti Galteri prioratus, ordinis Sancti Augustini, Bituricensis diœcesis (Saint-Gautier, Indre, arr. Le Blanc), 27.
Sancti Gaugerici Ecclesiæ Cameracensis decanus (Saint-Géry, à Cambrai), 572, 573, 582; — præpositus Ecclesiæ, 432.
Sancti Johannis capella in civitate Avinionensi, 508.
Sancti Laurentii de Arboribus parrochialis Ecclesia, Avinionensis diœcesis, 30, 31.
Sancti Marcelli prioratus, ordinis Cluniacensis, Valentinensis diœcesis (Saint-Marcel-lès-Sauzet, Drôme, arr. de Montélimar), 28.
Sancti Medardi Suessionensis conventus, 43.
Sancti Memorii Trecensis prioratus, 130.
Sancti Michaelis de Frigoleto monasterium, ordinis Sancti Augustini, Avinionensis diœcesis, 30, 31.
Sancti Nazarii parrochialis Ecclesia, Narbonensis diœcesis, 138.
Sancti Nicasii Remensis monasterii abbas, 579.
Sancti Papuli diœcesis 81.
Sancti Patricii Ecclesia, Bajocensis diœcesis, 27, 306.
Sancti Pauli Narbonensis abbas et capitulum Ecclesiæ sæcularis, 20, 21; — capitulum Ecclesiæ, 370.
Sancti Pauli de Mauseolo monasterium, ordinis Sancti Augustini, Avinionensis seu Sistaricensis diœcesis, 30.
Sancti Petri Insulensis capitulum, Tornacensis diœcesis, 144.

Sancti Petri de Sancto Remigio parrochialis Ecclesia, Avinionensis diœcesis, 30, 31.
Sancti Pontii Thomeriarum diœcesis, 81.
Sancti Remigii parrochialis Ecclesia, Avinionensis diœcesis, 30, 31.
Sancti Rufi prioratus, prope portam villæ de Romanis (Saint-Ruf, à Romans, Drôme), 553, 554, 589, 590, 602, 603.
Sancti Rufi Valentinensis extra muros monasterii abbas, 376, 552, 553, 554, 588, 589, 590, 601, 603, 604, 605, 606, 607.
Sancti Salvii Albiensis canonici regulares, ordinis Sancti Augustini, 38, 39; — monasterium, 188, 189; — monasterii præpositus, 247, 248.
Sancti Sepulcri Cameracensis monasterii abbas, 432.
Sancti Stephani parrochia in civitate Avinionensi, 509.
Sancti Victoris Parisiensis extra muros monasterii abbas, 375, 576.
Sancti Victoris Massiliensis monasterium, 349.
Sancti Yrenei Lugdunensis monasterium, 376.
Sancto Egidio (Antonius de), civis Massiliensis, 22, 32.
Sancto Germano (Guillelmus de), rector Ecclesiæ Sancti Germani de Spanello, Caturcensis diœcesis (Espanel, Tarn-et-Garonne, arr. de Montauban), 510.
Sancto Heremo (prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Claromontensis diœcesis, 132, 175.
Sancto Laurentio Narbonensi (hospitalis et leprosaria de), 178.
Sancto Matheo Narbonensi (hospitalis et leprosaria de), 178.
Sancto Paulo Narbonensi (hospitalis et leprosaria de), 178.
Sancto Salvatore (Durandus de), canonicus Viennensis, capellanus Papæ, 484, 485, 486.
Sancto Saturnino (Alciacus de), canonicus Avinionensis, 511.
Sancto Saturnino (Rostagnus de), decanus administrans Ecclesiæ Avinionensis, 506, 510, 511.
Sancto Sereno (canonicatus, præbenda et archidiaconatus de) in Ecclesia Caturcensi (Saint-Spérie-lès-Saint-Céré, Saint-Céré, Lot), 211.
Sancto Severino (Johannes de), comes Clarimontis, 15.
Sancto Valerio (Johannes de), legum doctor, 217.
Sancto Victore (Guillelmus de), notarius Papæ, 377; — thesaurarius Ecclesiæ Turonensis, capellanus Papæ, 510.
Sanctus Germanus in Laya, 523, 529, 540, 541, 543.

T

Talayrandus, tituli Sancti Petri ad Vincula presbyter cardinalis, 72, 449.
Talliata (Petrus de), canonicus Carnotensis, capellanus Papæ, 551.
Tarantasiensis civitas et diœcesis, 557; — Ecclesia, 485, 486, 556, 557; — Ecclesiæ capitulum, 486, 556, 557; — Ecclesiæ prior, 376; — Ecclesiæ suffraganei, 557; — Ecclesiæ vassalli, 557; — provincia, 64, 127, 250, 457.
Tardivi (Bernardus), decanus Ecclesiæ Sancti Pauli de Fenolhadesio, Electensis diœcesis, 224, 225.
Tartari, 475.
Tartarorum imperator, 281, 337, 338; — nuntii, 286.
Terraconensis provincia, 250.
Terra Sancta, 10, 40, 41, 95, 116, 162, 163, 168, 179, 181, 276, 277, 311, 312, 336, 434, 435, 437, 439.
Teutonici, 180, 230, 234, 236, 286, 314, 355, 392, 429, 478.
Theatina Ecclesia, 381.
Theobaldus, episcopus Castellanetensis, 47.
Theodorus, marchio Montisferrati, 89.
Theracus de Septimo, miles, consiliarius comitis Sabaudiæ, 217.
Tholomeis (illi de) de Senis, 49.
Tholosana diœcesis, 81; — provincia, 64, 103, 115, 162, 224, 250, 457, 562.
Tholosanæ Ecclesiæ cancellarius, 56; — Ecclesiæ præpositus, 248; — provinciæ procurationes, 81; — provinciæ suffraganei, 471; — partes, 37.
Tholosanum studium, 56, 57, 67, 244, 566.
Thomas de Bourlemont, episcopus Tullensis, 95, 96, 320, 321, 323, 351, 352, 560.
Thoresby (Johannes de), canonicus Sutwellensis Ecclesiæ, 491, 492, 493.
Tibertis (Napoleo de), rector Campaniæ et Maritimæ, 361.
Tornacensis civitas, 531; — civitas et diœcesis, 572, 581.
Tornacum, 565.
Tornadorio (archidiaconus de), 23.
Trajectensis civitas et diœcesis, 572, 581.
Trecis (Henricus de), civis Lingonensis, 519, 520.
Treverensis provincia, 127, 128, 151, 152.
Triboleti (Johannes), cambellanus regis Siciliæ, 14.
Tricastrina diœcesis, 35.
Trigintilibrarum (Bertrandus), canonicus Avinionensis, 511.
Turchi, 14, 15, 22, 31, 183, 475.
Turonensis Ecclesia, 193; — Ecclesiæ archidiaconatus, 85; — Ecclesiæ canonicatus, præbenda et archidiaconatus, 212; — Ecclesiæ canonicatus, 84; — Ecclesiæ officialis, 98; — Ecclesiæ præbenda, 85; — provincia, 173, 457; — provinciæ suffraganei, 472.
Tutellensis diœcesis, 502; — Ecclesiæ vicarii, 296.

U

Ultricuria (Nicolaus de), licentiatus, in Universitate Parisiensis studens, 487.
Ungariæ regnum, 475.
Urbeveteri (Raynerius de), canonicus Cameracensis, 573, 574, 578, 582.
Urbs Roma, 393, 398.
Urgone (parrochialis Ecclesia de), Avinionensis diœcesis, 30, 31.
Ursicampo (Nicolaus de), prior domus Sancti Bernardi Parisiensis, Cisterciensis ordinis, 352, 353, 354.
Utkerke (Paulus de), clericus Morinensis diœcesis, 531, 532, 533, 534.
Usbeck, imperator Tartarorum, 470.
Uticensis civitas, 349, 350; — diœcesis, 349, 350; — Ecclesia, 349; — Ecclesiæ præpositus, 376; — Ecclesiæ præpositus et capitulum, 349, 350; — Ecclesia regularis Sancti Augustini, 93.

V

Vabrensis diœcesis, 502.
Vagham (Ricardus de), juris civilis professor, nuntius regis Angliæ, 388, 390.
Vairaco (præpositura de), ordinis Sancti Benedicti, Caturcensis diœcesis, 296.
Valentina civitas, 87, 105; Valentinæ Ecclesiæ capitulum, 38, 88, 105; Valentina et Diensis Ecclesiæ, 488, 498; Valentinæ et Diensis Ecclesiarum capitulum, 136.
Valentinensis diœcesis, 364, 368.
Valle (Gerardus de), canonicus Neapolitanus, 124, 145.
Valle (Ramundus de), archidiaconus de Sancto Sereno in Ecclesia Caturcensi, capellanus et familiaris Papæ, 263.
Vallisaureliane prioratus, ordinis Sancti Benedicti, Ruthenensis diœcesis (Vaureilles, Aveyron, arr. de Villefranche, commune de Montbazens), 28.
Vallispirii archidiaconatus, in Ecclesia Elnensi, 381.
Valriacum seu castrum de Valriaco, 35, 91.
Vapincensis Ecclesia, 285.
Vaquerii (Bernardus), archidiaconus Gaujagensis in Ecclesia Vasatensi, 64, 65, 70, 77, 84, 212, 246, 255.
Vaquerii (Bertrandus), canonicus Compostellanus, 570.
Vasco de Rupeforti, archidiaconus minor Ecclesiæ Carcassonensis, ordinis Sancti Augustini, 144.
Vasconia, 226, 228, 271, 493.
Vasconis (Petrus), juris civilis professor, canonicus Albiensis, rector civitatis Beneventanæ, 379.
Vasionensis diœcesis, 35.
Vaurenses partes, 307.
Vaurensis diœcesis, 81, 502.
Velheriis (Raymundus de), canonicus Caturcensis, 558.
Venaissini comitatus, 6, 7, 8, 85, 405, 420, 421, 446, 567, 585, 586.
Venetorum commune, 15, 22, 31.
Ventenaco (Petrus de), cursor Papæ, 511.
Verberia (Petrus de), clericus et nuntius regis Francorum, 153, 154, 156, 157, 424, 433, 434, 436.
Verdala (Arnaldus de), decanus Sancti Pauli de Fenolhadesio, Electensis diœcesis, familiaris Papæ, utriusque juris professor, 37, 38, 58, 59, 60, 61, 62, 68, 70, 74, 78, 80, 90, 93, 104, 114, 138, 139, 144, 145, 161, 178, 184, 188, 256, 309, 346, 347, 355, 358.
Verdone (Aymo de), milès, consiliarius comitis Sabaudiæ, 217.
Verulis (Andreas de), prœpositus ecclesiæ Beatæ Mariæ Cracoviensis, scriptor Papæ, 510.
Veyrac (Guillelmus de), præcentor Ecclesiæ Agathensis, 404.
Via (Petrus de), dominus Villemuri et Calvineti, nepos Johannis Papæ XXII, 9, 110.
Vico (villa de), Auxitanæ diœcesis (Vic-Fezensac, Gers, arr. d'Auch), 46.
Vico (archidiaconus de), in Ecclesia Metensi (Vic-sur-Seille, Meurthe, arr. de Château-Salins), 23.
Vienna, 609.
Vienna (archidiaconatus de), Xanctonensis diœcesis, 84.
Viennensis civitatis cives, 185, 186; — Ecclesia, 552, 553, 602, 608, 609, 612, 614; — Ecclesiæ capitulum, 185, 186, 544, 545, 548, 588, 602, 615, 616; — Ecclesiæ mistralis et capitulum, 355, 356; — Ecclesiæ officialis, 211; — provincia, 64, 127, 151, 152, 250, 457, 616; — provinciæ suffraganei, 473.
Viennense concilium, 78, 104, 176, 177, 267.
Viens (Guirannus de), jurisperitus Aptensis diœcesis, judex in civilibus et criminalibus causis curiæ marescalli, 483, 486, 562, 566, 585.
Vigerii (Raimundus), ad Philippum regem Francorum missus, 8.
Villafera (Petrus de), juris civilis professor, curiæ marescalli judex ordinarius, 263.
Villanova (Arnaldus de), miles, nuntius Roberti regis Siciliæ, 521.
Villarii seu Villaris (Petrus), archidiaconus Montismirabilis in Ecclesia Albiensi, capellanus commensalis, scriptor et familiaris Papæ, 264, 481, 482, 561.
Villario (Arnaldus de), rector Ecclesiæ de Bellopodio, Mirapiscensis diœcesis, 81.
Vinciaci castrum, Lugdunensis diœcesis, 550.
Vinhacio (prioratus de), ordinis Sancti Benedicti, Vivariensis diœcesis, 28.

Vintrono (Rogerius de), juris civilis professor, canonicus Ruthenensis, Campaniæ, Maritimæ ac civitatis Beneventanæ rector, 68, 101, 145, 147.
Virdunensis Beatæ Magdalenæ præpositus, 23.
Vitalis, archidiaconus Bisuntinus, 305, 315.
Vonco (Ramundus de), magister ostiarius, 166.

W

Waldenses hæretici, 16, 17, 43.
Wynele (Richardus de), ordinis Fratrum Prædicatorum, nuntius regis Angliæ, 466, 467.

X

Xanctonensis Ecclesiæ canonicatus 84; — præbenda et archidiaconatus, 212.

Y

Yllivo (Guigo de), vassallus comitis Sabaudiæ, 185, 196.
Yolandis, despota Romaniæ, 327.
Yolandis, filia quondam Roberti de Flandria, militis, 413.
Yprensis villa, 414, 415.
Yvo de Boisboissel, episcopus Macloviensis, 306.

Z

Zacharia (Martinus), miles, 182, 183.

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CHATILLON-SUR-SEINE. — EUVRARD-PICHAT.

BENEDICTI PAPAE XII

EPISTOLAE PATENTES, CLAUSAE

ET DE CURIA QUAE AD GALLIAM PERTINENT.

ANNUS PRIMUS.

1 Avignon, 8 janvier 1335.

Benedictus Papa XII camerae suae reservat fructus omnium beneficiorum apud Sedem apostolicam vacantium et vacaturorum; magistrum Johannem de Coiordano dictorum redituum collectorem constituit. (Littera patens. Regestum Vaticanum 130 n° clix f° 31 verso.)

« *Ad futuram rei memoriam.* Attendentes gravia et importabilia expensarum onera quibus camera nostra incessanter premitur supra vires, et volentes ejus necessitatibus utique grandibus de aliquali subsidio pro eisdem oneribus supportandis utilius providere, fructus, redditus et proventus omnium et singulorum beneficiorum ecclesiasticorum nunc apud Sedem apostolicam vacantium et vacaturorum in antea, etiam si dignitates, personatus vel officia fuerint et curam habeant animarum. Ecclesiis cathedralibus et monasteriis conventualibus ac beneficiis ex causa permutationis resignatis vel resignandis dumtaxat exceptis, pro toto tempore vacationis eorum, usque ad nostrum beneplacitum reservamus tenore presentium et eidem camere deputamus. Non obstantibus exemptionis aut quibusvis aliis privilegiis, graciis seu litteris apostolicis quibuscumque forma vel expressione verborum ab eadem Sede concessis, etiam si de illis esset specialis et expressa ac de verbo ad verbum in presentibus mentio facienda, seu statutis vel consuetudinibus contrariis Ecclesiarum et monasteriorum in quibus beneficia fuerint supradicta. Et ut fructus, redditus et proventus hujusmodi melius et fidelius ad utilitatem ejusdem camere colligantur, dilecto filio magistro Johanni de Coiordano canonico Biterrensi, capellano et thesaurario nostro, damus presentibus in mandatis ut per se vel alium seu alios de quibus sibi videbitur super hiis per eum deputandos, eosdem fructus, redditus et proventus nomine dicte camere colligat et percipiat diligenter. Contradictores etc. .. Non obstantibus omnibus supradictis, seu si aliquibus communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam, ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Nulli ergo etc... — Datum Avinione, vi idus januarii, anno primo. »

2 Avignon, 9 janvier 1335.

Philippo regi Francorum suam ad summum Pontificatum significat electionem. (Littera de curia. Reg. Vat. 119 n° 1 f° 1 verso. Rymer, *Fœdera*, Record Edition, vol. II, pars II, p. 900.)

« *Benedictus Episcopus servus servorum Dei carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri, salutem et apostolicam benedictionem.* Altitudo celestis consilii supra cuncta tenens in excelsis imperium, sic dat esse rebus et dispensat ineffabili providentia munera gra-

ciarum, sic creaturarum conditiones et status ordinat, ac prout vult variat et disponit quod sensus humanus ejus secreta consilia perscrutari non valens, in horum consideratione potius hebetatur, cum sint investigabiles vie Domini et sapientie sue magnitudinem humani non capiant intellectus : facit enim fortem ex debili, balbutientibus eloquium tribuit et ponit nonnunquam humiles in sublimi, plenam et perfectam habens ad singula tamquam palmo concludens omnia potestatem. Sane, felicis recordationis Johanne Papa XXII predecessore nostro nuper, sicut Domino placuit, ab hac luce subtracto et ad celestem patriam ab hujus mundi miseria, sicut pie credimus, evocato, ejusque corpore cum exequiarum solennitate debita tumulato, venerabiles fratres nostri episcopi, presbiteri et diaconi sacrosancte romane Ecclesie cardinales de quorum numero tunc eramus, pro futuri substitutione pastoris convenientes in unum sub deliberatione consilii quam tanti negotii qualitas exigebat habito super electionis futuri Pape celebratione tractatu, licet consentire potuissent in alios majorum meritorum claritate conspicuos et plurium virtutum titulis insignitos, tandem tamen ad personam nostram dirigentes unanimiter vota sua, nos ad summi Pontificatus apicem divine dignationis clementia evocarunt. Nos igitur nostrarum insufficentiam virium et administrationis tam ardue sarcinam tantique oneris gravitatem intenta consideratione pensantes intra nostra precordia, quid inter tot diversas et varias seculi fluctuationes et pugnas agendum, quidque tenendum, quidve pensandum existeret, animo duximus trepido revolvendum ; demum vero spiritus virtute resumpta, in Illo qui assurgit in occursum timentium et implorantium humiliter nomen suum, quique clementer in semitis suis gressus hominis perficit inter hujusmodi cogitationum fremitus, anchoram spei nostre fiximus, ad ferendum sub Ejus fidutia jugum servitutis apostolice imbecilles humeros humiliter submittentes, ac subsequenter benedictionis et coronationis solennia et cetera recepimus secundum morem ejusdem romane Ecclesie in personis romanorum Pontificum predecessorum nostrorum hactenus observatum, anxiato et humiliato spiritu, Domino supplicando ut Ipse qui nos jugum hujusmodi subire concessit, sic ad ipsum portandum debilitatem nostram sue virtutis robore fulciat, sicque illud faciat sua benignitate portabile quod sub eo nos non contigat ex nostra debilitate deficere, set ita sua omnipotentia nobis et gregi dominico vigilantie nostre commisso potius proficere quod de talento nobis credito, dignam valeamus in extremo juditio reddere rationem. Hec autem que ante benedictionis et coronationis nostre solennia nulli nunciavimus, tibi fili carissime utpote illi quem nos et Ecclesia prelibata specialiter inter alios principes orbis terre catholice fidei professores brachiis sincere caritatis astringimus, primordialiter decrevimus intimanda, serenitatem itaque regiam rogamus et obsecramus in Domino Jhesu Christo quantum apud Eum qui opus imperfectionis aborret, precibus devotis insistas ut quod cepit in nobis ad tantorum sarcinam onerum ad sui honorem et exaltationem nominis ac salutem animarum nobis creditarum divinitus perficiat, equaminiter et salubriter perferendam, ea que ad honorem et beneplacitum ejusdem Ecclesie matris tue ac libertatem ecclesiasticam statumque pacificum regni tui regalis noverit circumspectio pertinere sic sinceris studiis et promptis effectibus nichilominus exequendo, quod exinde tibi apud Deum retributionis eterne premium et apud homines fame preconium acquiratur, firmam spem de nobis plenamque fidutiam habiturus quod in hiis que tuum et regni tui commodum et honorem respiciunt, oportune tamquam dilectissimo filio quantum cum Deo poterimus apostolicis favoribus assistemus. Quia vero sicut accepimus, portitores litterarum hujusmodi propriis commodis inhianter interdum consueverunt petitores existere importuni et diversis modis aliis onerosi, excellentiam tuam scire cupimus quod de nostra intenctione procedit, portitoresque ipsos jurare fecimus ut a tali petitione et receptione penitus desistant, sed volumus quod ipsi portitores nostri perceptione premii sint contenti quibus congrue intendimus pro eorum laboribus et meritis respondere.

Datum Avinione, v idus januarii, pontificatus nostri anno primo. »

In eumdem modum scribitur regibus infrascriptis :

Roberto regi Sicilie illustri,
Edwardo regi Anglie,
Alfonso regi Castelle,
Philippo regi Navarre,
Carolo regi Ungarie,
Roberto regi Suetie,
Hugoni regi Cipri,
Kazimiro regi Polonie,
Johanni regi Boemie,
Alfonso regi Portugalie,
Alfonso regi Aragonum,
Leoni regi Armenie.

3 Avignon, 9 janvier 1335.

Johanni Duci Normanniae suam ad summum Pontificatum significat electionem. (Litt. de curia. REG. VAT. 119 n° II f° 1 recto.)

« *Dilecto filio nobili viro Johanni primogenito carissimi in Christo filii nostri Philippi regis Francie illustris Duci Normannie, salutem.* Altitudo celestis consilii etc. .. (ut supra usque) in extremo juditio reddere rationem. Nobilitatem itaque tuam precamur et obsecramus in Domino Jhesu Christo quatinus ad eum per quem degis in gloria et honore tue considerationis extendens intuitum et dirigens in justificationibus vias tuas, eandem romanam utpote matrem cunctorum fidelium et magistram aliasque presertim dominii tui Ecclesias ac ipsarum prelatos et ministros devotis affectibus, reverentie studiis, condignis honoribus precipuisque favoribus prosequaris, subjectos quoque tue ditioni populos in pacis pulcritudine foveas et in juditio et justitia regas illos sic namque reddes Regi regum altissimo pingue gratitudinis holocaustum ex quo super capud (*sic*) tuum superne benedictionis confluet plenitudo, et in tui potestatus (*sic*) culmine gloriaberis diutius atque vives, celebrisque fame titulo per incrementa temporum illustrabitur nomen tuum. Nos enim magnitudinem tuam specialis et paterne dilectionis affectum expandimus tibique sincere ac solide caritatis gremium aperimus intendentes secundum Deum opportunitatis tempore annuere votis tuis. Quia vero, sicut accepimus... etc... (ut supra)... modis aliis onerosi, nobilitatem tuam scire cupimus... etc... (ut supra usque in finem). — Datum ut supra. »

4 Avignon, 9 janvier 1335.

Ludovico duci Borbonesii similis epistola dirigitur. Dat. ut supra. (Litt. de curia. REG. Vat. 119 f° 1 verso.)

Carolo comiti Alençonii similis epistola dirigitur. Dat. ut supra. (Litt. de curia. REG. VAT. 119 f° 1 verso.)

5 Avignon, 9 janvier 1335.

Johannae reginae Franciae suam ad summum Pontificatum significat electionem. (Litt. de curia. REG. VAT. 119 f° 1 verso.)

« *Carissime in Christo filie Johanne regine Francie illustri.* Altitudo celestis consilii etc... (ut in prima que dirigitur Philippo regi Francie usque)... reddere rationem. Excellentiam itaque tuam precamur et obsecramus in Domino Jhesu Christo et cetera... (ut in superiori que dirigitur Johanni Duci Normannie usque) .. aliasque presertim regni cujus illustrante titulo gloriaris et dominii tui Ecclesias ac ipsarum prelatos et cetera... (ut in eadem usque) confluet plenitudo et in tui regni solio colletaberis diutius atque vives et fame laudatione celebris per incrementa temporum illustrabitur nomen tuum. Nos enim ad serenitatem tuam specialis et paterne et cetera... (usque) modis aliis onerosi, excellentiam tuam scire cupimus et cetera... (ut in prima que dirigitur Philippo Regi Francie), usque Datum ut supra. »

6 Avignon, 13 janvier 1335.

Johanni de Coiardano mandat ut super extorsionibus, oppressionibus et gravaminibus factis per curiam ac curiales marescalli et aliorum officialium romanae curiae se informet, de extortis et ablatis restitutionem fieri faciat, ac corrigat et puniat, justitiamque ministret. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° IIII f° 1 verso.)

« *Magistro Johanni de Coiordano rectori Ecclesie de Anthioca Mirapiscensis diocesis, capellano nostro.* Ex gravi multorum. — Dat. Avinione, idibus januarii, anno primo. »

7 Avignon, 15 janvier 1335.

Petro episcopo Aurasicensi committit rectoriam Comitatus Venaissini cum suo districtu, usque ad beneplacitum apostolicae Sedis. (Litt. de curia. REG. VAT. 119 n° II.)

« *Venerabili fratri Petro episcopo Aurasicensi, rectori Comitatus Venaissini, salutem.* Licet ad singulas provincias. — Datum Avinione, XVIII kalendas februarii, anno primo. »

8 Avignon, 15 janvier 1335.

Episcopis, electis, abbatibus et aliis Ecclesiarum praelatis in Comitatu Venaissino constitutis, notificat se Petrum III episcopum Aurasicensem rectorem dicti Comitatus effecisse, et mandat ut eidem parere studeant. (Litt. de curia. REG. VAT. 119 n° II bis.)

« *Venerabilibus fratribus episcopis et dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, prepositis, decanis, archidiaconis et aliis Ecclesiarum prelatis exemptis et non exemptis, per*

Comitatum Venaissini constitutis, salutem. Licet ad singulas. — Dat. ut supra. »

9 Avignon, 15 janvier 1335.

Petrum episcopum Aurasicensem constituit rectorem Comitatus Venaissini (Litt. pat. Reg. Vat. 130, n° v. f° 1 verso.)

« *Venerabili fratri Petro episcopo Aurasicensi, rectori Comitatus Venaissini.* Licet ad singulas. — Dat. Avinione xviii kalendas februarii, anno primo. »

10 Avignon, 15 janvier 1335.

Episcopis omnibusque personis tam ecclesiasticis quam saecularibus Comitatus Venaissini mandat ut Petro episcopo Aurasicensi rectori ipsius Comitatus pareant. (Litt. patens Reg. Vat. 130 n° vi f° 2 recto.)

« *Venerabilibus fratribus episcopis et dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus... etc... necnon comitibus, baronibus... etc... et populis ceterisque personis ecclesiasticis et secularibus civitatum, castrorum et aliorum locorum, per Comitatum Venaissini constitutis.* Licet ad singulas. — Dat. Avinione, xviii kalendas februarii, anno primo. »

11 Avignon, 15 janvier 1335.

Petro episcopo Aurasicensi mandat ut super extorsionibus oppressionibusque per curiam rectoris et officiales ac servientes Comitatus Venaissini factis se informans restitutionem de extortis et ablatis fieri faciat, corrigat ac puniat, justitiamque ministret. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° vii f° 2 verso.)

« *Eidem rectori.* Querulosa nonnullorum incolarum. — Dat. ut supra [1]. »

12 Avignon, 15 janvier 1335.

Petro episcopo Aurasicensi mandat ut invasores et usurpatores Comitatus Venaissini ac locorum, incolarum et personarum ipsius, per censuram ecclesiasticam coerceat et compellat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° viii f° 2 verso.)

« *Eidem rectori.* Etsi Ecclesiarum omnium. — Dat. ut supra. »

1. Eadem epistola invenitur inter litteras de Curia. Reg. Vat. 119, n° III.

13 Avignon, 15 janvier 1335.

Petro episcopo Aurasicensi, pro stipendiis suis in rectoria comitatus Venaissini, quadraginta solidos Turonensium parvorum singulis diebus assignat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° cxvii f° 20 recto.)

« *Venerabili fratri episcopo Aurasicensi rectori Comitatus Venayssini.* Cum tibi de cujus. — Dat. Avinione, xviii kalendas februarii, anno primo. »

14 Avignon, 18 janvier 1335.

Gualhardo de Balaguerio, Fortanerio de Gordomo et officiali Ruthenensi mandat ut ante apostolicam praesentiam Adalbertum de Petraforti operarium, Bertrandum de Balaguerio seniorem, Obricum Saumate et Johannem de Liberalibus canonicos Ecclesiae Ruthenensis personaliter citent. (Litt. de curia. Reg. Vat. 119 n° v.)

« *Dilectis filiis Gualhardo de Balaguerio archidiacono Ameliani et Fortanerio de Gordomo canonico Ecclesie Ruthenensis ac .. officiali Ruthenensi, salutem.* Cum ex certis. — Dat. Avinione, xv kalendas februarii, anno primo. »

15 Avignon, 18 janvier 1335.

Rectori Comitatus Venaissini mandat ut quoscumque usurpatores locorum et jurium ad Ecclesiam romanam in Comitatu pertinentium ad desistendum compellat, facta satisfactione debita Ecclesiae romanae et dicti Comitatus incolis. (Litt. de curia. Reg. Vat. 119 n° vi.)

« *Venerabili fratri Petro episcopo Aurasicensi, rectori Comitatus Venaissini, salutem.* Etsi Ecclesiarum omnium. — Dat. Avinione, xv kalendas februarii, anno primo. »

16 Avignon, 18 janvier 1335.

Omnibus ecclesiasticis personis Raimundum Vigerii ad Philippum regem Francorum missum, commendat (Litt. patens Reg. Vat. 130 n° x f° 3 verso.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis, ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus Cluniacecensis, Cisterciensis et aliorum ordinum, ac decanis, archidiaconis, prepositis plebanis, archipresbiteris, capitulis et aliis Ecclesiarum prelatis seu rectoribus exemptis, necnon Hospita-*

lis Sancti Johannis Jerosolimitani et Sancte Marie Theotonicorum magistris et preceptoribus ipsorumque loca tenentibus. Cum nos dilectum filium nobilem virum Raimundum Vigerii familiarem nostrum exhibitorem presentium ad carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem pro certis negociis destinemus, universitatem vestram rogamus, monemus et hortamur attente per apostolica vobis scripta precipiendo mandantes, quatenus eundem Raimundum cum per vos transiverit, pro nostra et apostolice Sedis reverencia, benigne recipientes et honeste tractantes, eidem in necessariis necnon et in securo conductu, eundo, morando et redeundo, liberaliter providere curetis, ita cum ipse cum ad nos redierit, vos de prompte devotionis affectu possit non immerito commendare, nosque sinceritatem vestram dignis graciarum favoribus prosequamur; presentibus post duos menses minime valituris. — Datum ut supra. »

17 Avignon, 23 janvier 1335.

Benevolentiae regiae nepotes Johannis Papae XXII ad Philippum Francorum regem accedentes commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° xiv f° 4 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Cum dilecti filii nobiles viri Arnaldus Dueza de Caramanno et Arnaldus de Grianno de Galardo vicecomites, ac Petrus de Via Villemuri et Calvineti dominus, nepotes felicis recordationis Johannis Pape XXII, predecessoris nostri ad regie celsitudins presentiam, pro debita eidem reverencia exhibenda suisque negociis expediendis accedant, serenitatem regiam attentius deprecamur quatinus eosdem nobiles quos, suis meritis exigentibus et consideratione predecessoris ejusdem benigno favore prosequimur, velit benevolentia regalis gratiose recipere, ipsosque habere super suis negociis, tam precum nostrarum quam prefati predecessoris intuitu, favorabiliter commendatos. — Datum Avinione, x kalendas februarii, anno primo. »

18 Avignon, 23 janvier 1335.

Bertrando Cariti mandat ut de quibuscumque pecuniis a Geraldo de Bisturre decano Ecclesiae Andegavensis vita defuncto seu ab aliis nomine romanae Ecclesiae penes diversas personas depositis se informans, deposita ipsa exigat nomine ipsius Ecclesiae et recuperet atque harum pecuniarum assignatores solvat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° xlix f° 5 verso.)

« *Magistro Bertrando Cariti archidiacono Augi in Ecclesia Rothomagensi, in provincia Senonensi apostolice Sedis nuncio.* Intelleximus quod quondam — Dat. Avinione, x kalendas februarii, anno primo. »

19 Avignon, 31 janvier 1335.

Burchardo I Grelle archiepiscopo Bremensi ejusque suffraganeis mandat ut jussa Johannis Papae XXII de decima pro passagio transmarino exsequantur. (Litt. de curia. Reg. Vat. 120. n° 1.)

« *Benedictus Episcopus servus servorum Dei, venerabilibus fratribus archiepiscopo Bremensi ejusque suffraganeis salutem et apostolicam benedictionem.* Ad eripiendum Terram Sanctam Redemptoris nostri cruore pretiosissimo rubricatam de fedorum Agateriorum vivifice Crucis hostium qui eam viliter conculcatam infeliciter detinent faucibus, pie memorie Johannes Papa XXII predecessor noster, fervidum gerens devote intentionis affectum et clementer annuens, carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri qui zelo fidei et devotionis accensus cupiebat, prout cupit, in manu forti et brachio excelso ad Terram prefatam personaliter transfretare, ad illatas Redemptori predicto injurias ulciscendum, dum idem predecessor olim in hujus vite studio ad consummationem tenderet sui cursus, de fratrum suorum sancte romane Ecclesie cardinalium de quorum numero tunc eramus consilio, debita solemnitate super hoc adhibita, indixit ad dictam Terram passagium generale certum ad id terminum statuendo et etiam designando, ac eundem regem ipsius passagii et totius exercitus christiani qui transfretabit in illo constituit rectorem et capitaneum generalem, multaque alia salubriter ac utiliter de prefato consilio auctoritate apostolica ordinavit in fulcimentum passagii prelibati, et inter illa videlicet contra eosdem Agarenos verbum crucis cum certis gratiis et indulgentiis consuetis cunctis Christi fidelibus predicari, et prudenter attendens prosecutionem tanti negotii ejusdem passagii maximis subventionis auxiliis necessario indigere, omnium Ecclesiarum reddituum et proventuum decimam per universas mundi partes, ordinibus militaribus et certis aliis personis exceptis, duxit usque ad certi temporis spatium imponendam, certis solvendam terminis et in dicte Terre subsidium aliasque contra infideles et inimicos catholice fidei convertendam, et nonnulla alia hujusmodi negotium tangentia, pie ac salubriter ordinavit, prout in diver

sis ejusdem predecessoris inde confectis litteris vobis directis plenius continetur. Nos igitur quod super predictis per eundem predecessorem tam celebriter et pie quam laudabiliter et meritorie actum est, prosequi favorabiliter et efficaciter intendentes, fraternitati vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus forma dictarum litterarum omnium prout explicatur in earum singulis quas tibi, supradicte archiepiscope, transmittimus per presentes portitores, exacta diligentia observata, tu archiepiscope et vos suffraganei, procedatis super de mandatis vobis per ipsas litteras juxta continentiam quarumlibet earumdem, itaque preter eterne retributionis premium apud nos et eandem Sedem de obedientie virtute commendari evidenter et rationabiliter valeatis. Datum Avinione, II kalendas februarii, pontificatus nostri anno primo. »

In eundem modum archiepiscopo Eboracensi ejusque suffraganeis

» Lundunensi, —
» Tholetano, —
» Gnesnensi, —
» Mediolanensi, —
» Strigoniensi, —
» Capuano, —
» Sipontino, —
» Tarentino, —
» Regino, —
» Sancteseverine, —
» Messanensi, —
» Amalfitano, —
» Turritano, —
» Cusentino, —
» Barensi, —
» Panormitano, —
» Calaritano, —
» Januensi, —
» Corsano, —
» Idrontino, —
» Surrentino, —
» Arbatensi, —
» Beneventano, —
» Maguntino, —
» Colocensi, —
» Magdeburgensi, —
» Ragusino, —
» Cantuariensi, —
» Nicosiensi, —
» Spalatensi, —
» Compostellano, —
» Cassellensi, —
» Dublinensi, —
» Tuamensi, —
» Tebano, —
» Ravennato, —
» Ispalensi, —
» Bracharensi, —
» Iadrensi, —
» Salzburgensi, —
» Aquilegensi, —
» Constantinopolitano, —
» Upsalensi, —
» Patracensi, —
» Coloniensi, —

20 Avignon, 18 janvier 1335.

Philippo Francorum regi nuntiat se Gastonem II comitem Fuxi audivisse eique viva voce respondisse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° LI f° 6 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Esterna die, veniens ad presenciam nostram dilectus filius nobilis vir Gasto comes Fuxi super certis a regali magnificencia cum litteris credencie destinatus, commissam sibi credenciam nobis qui eum libenter et favorabiliter audivimus, exponere verbotenus procuravit. Nos equidem, premissis plenius intellectis, ad ea verbaliter respondimus, sicut ipse comes cui fidem adhibere regia circumspectio in hac parte poterit credulam referre et viva voce, ommittentes exposita et responsionem nostram ad illa presentibus exprimere, verentes ne ad noticiam aliorum possent per litterarum seriem forsitan devenire.

Datum Avinione, VII idus februarii, anno primo. »

21 Avignon, 9 février 1335.

Quemdam monachum conversum Cisterciensis ordinis ad partes Delphinatus destinatum pro lignaminibus emendis ad opus palatii Avinionensis Humberto Dalphino Viennensi commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° LII f° 6 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Humberto Dalfino Viennensi vel ejus locumtenenti.*

Cum dilectus filius Johannes Baronis conversus monasterii Fontisfrigidi ordinis Cisterciensis Narbonensis diocesis, familiaris noster, exhibitor presentium ad partes terrarum tuarum, pro emenda certa quantitate

lignaminum et apud Avenionem conducenda, ad opus cujusdam edificii in palacio nostro Avinionensi faciendi, de mandato nostro accedat, nobilitatem tuam attente rogamus quatinus eundem conversum super predictis utiliter et feliciter in eisdem partibus exequendis et expediendis, habere velis pro nostra et apostolice Sedis reverencia favorabiliter commendatum.

Datum Avinione, v idus februarii, anno primo.

Item in eumdem modum dilecto filio nobili viro *Aymoni comiti Sabaudie vel jus locumtenenti.* Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° LIII f° 6 verso.)

22 Avignon, 15 février 1335.

Concedit conventui monasterii Fontisfrigidi facultatem prorogandi per quindecim dies trimestre tempus quod ut abbatem eligeret jam assignatum erat; in Guillelmum Curti abbatem monasterii Bolbone potestatem transfert quae ad abbatem monasterii Grandissilve circa electionem abbatis Fontisfrigidi pertineret, nisi esset excommunicatus. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° LX, f° 8 recto.)

« *Dilecto filio.. abbati monasterii Bolbone Cisterciensis ordinis, Mirapiscensis diocesis.* Eo diligentius ex cura. — Dat. Avinione, xv kalendas marcii, anno primo. »

23 Avignon, 15 février 1335.

Prorogat conventui monasterii Fontisfrigidi vacantis tempus eligendi abbatis; Guillelmo Curti monasterii Bolbone abbati mandat ut electionem hujusmodi faciendam confirmet vel infirmet prout justitia suaserit. (Litt. de curia. Reg. Vat. 119 n° VIII.)

« *Dilecto filio.. abbati monasterii Bolbone Cisterciensis ordinis, Mirapiscensis diocesis, salutem.* Eo diligentius ex cura. — Dat. Avinione, xv kalendas marcii, anno primo. »

24 Avignon, 18 février 1335.

Regi Franciae nuntiat se Johannem dominum de Aricuria missum regium benigne audivisse, et ei viva voce respondisse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° LXX f° 9 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Ad nostram nuper veniens presentiam dilectus filius nobilis vir Johannes dominus de Aricuria nuncius regius nobis regalis excellencie litteras de credencia presentavit; qui per nos benigne mittentis consideratione ipsiusque missi probitatis obtentu receptus, suam credenciam prudenter et eleganter explicavit et exposuit coram nobis. Nos itaque hujusmodi explicatis et expositis pro parte regia per eundem plenius intellectis, ad illa sibi respondimus sicut ipse providencie regie que sibi tantum persone notabili et insigni fidem in hac parte adhibere poterit credulam, plenius referet viva voce; responsionem autem predictam per scripturam facere magnificencie regali ommisimus, verentes ne forte valeret ad aliorum litteras legentium pervenire.

Dat. Avinione, xii kalendas marcii, anno primo. »

25 Avignon, 3 mars 1335.

Sedi apostolicae prioratum de Podioleno ordinis Cluniacensis, Aurasicensis dioecesis, reservat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° DXCVII f° 130 verso.)

« *Ad futuram rei memoriam.* Intendentes de prioratu. — Dat. Avinione, v nonas marcii, anno primo. »

26 Avignon, 18 mars 1335.

Hortatur Robertum regem Siciliae pacem cum Jacobo primogenito quondam Philippi de Sabaudia reformet et nuntios super hoc mittat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° CVI f° 17 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri* — Intelleximus nuper quod. — Dat. Avinione, xv kalendas aprilis, anno primo. »

27 Avignon, 20 mars 1335.

Gratias agit regi Siciliae pro Turcho et leone quos Johannes Triboleti cambellanus regius praesentavit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° CVII f° 17 verso.)

« *Eidem regi.* — Turchum et leonem. — Dat. Avinione, xiii kalendas aprilis, anno primo. »

28 Avignon, 20 mars 1335.

Regem Siciliae hortatur Christicolis partium Romaniæ a Turchis oppressis, una cum rege Franciae, Hospitalariis Sancti Johannis Jerosolimitani et Duce Venetorum, subveniat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° CVIII f° 17 verso. — Raynaldi, T. VI p. 32 col. 2.)

« *Eidem regi.* Diris afflictionibus quas infideles Turchi moliuntur inferre sicut intulerunt hactenus Christicolis partium Romanie non sine magna mentis amaritudine intellectis, nos et nuncii carissimi in Christo filii nostri Philippi regis Francie illustris, ac gentes Hospitalis sancti Johannis Jerosolimitani et ambaxaitores dilectorum filiorum .. Ducis et communis Venetorum apud Sedem apostolicam presencialiter constituti, de certa galearum pro defentione Christicolarum ipsorum prefatorumque Turchorum repressione, sub certis modis et formis pro anno isto sicut pro preterito factum extitit ordinatum extitit, ordinavimus transmittenda. Et licet negocium hujusmodi cunctos Christifideles tangere dinoscatur, quia te tamen, fili carissime, concernit principaliter sicut regia circumspectio non ignorat, confidimus quod tu qui plusquam quicumque princeps alius potes in hac parte proficere, circa hec promptis et efficacibus subsidiis et auxiliis uberius te impendes. Quocirca, regalem magnificenciam attencius deprecamur quatinus ad subveniendum eisdem Christicolis, una nobiscum ac rege, Hospitalariis et Venetis supradictis, dictorumque Turchorum furentem superbiam conterendam, sic te prout statum condecet regium prepares et disponas, quod apud Deum crescas propterea cumulo meritorum et apud homines fame tue claritas augeatur, nos de intentione super hiis regia redditurus quantocius commode fieri poterit nichilominus certiores. — Dat. Avinione, XIII kalendas aprilis, anno primo. »

29 Avignon, 20 mars 1335.

Regi Siciliae respondet super Bononiensium et quorumdam de Marchia et Romandiola reductione ac gratulatur eum super diligentia adhibita per nuntios suos videlicet Bartholomeum archiepiscopum Tranensem, Bertrandum de Baucio comitem Montiscaveosi, Johannem de Sancto-Severino comitem Clarimontis ac Nicolaum de Marra dominum Castrisirini, necnon pro sedula custodia clausurae collegii post Johannis Papae XXII mortem. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° CIX f° 18 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto Regi Sicilie illustri.* Postquam divina miseratio. — Dat. Avinione, XIII kalendas aprilis, anno primo. »

30 Avignon, 20 mars 1335.

Regi Siciliae respondet de praestatione homagii per eumdem regem Sedi apostolicae debiti ac translatione Bartholomei Brancaccii archiepiscopi Tranensis ad Ecclesiam Avinionensem. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° CX f° 18 verso.)

« *Eidem regi* — Super eo quod — Dat. ut supra. »

31 Avignon, 20 mars 1335.

Roberto regi Siciliae respondet super processibus, dudum per Sedem apostolicam contra Fredericum [1] regem Trinacliae habitis, aggravandis. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° CXI f° 18 verso.)

« *Eidem regi.* Ad regalem deducimus. — Dat. Avinione, XIII kalendas aprilis, anno primo. »

32 Avignon, 20 mars 1335.

Regi Siciliae pro muneribus oblatis necnon pro pia interpretatione visionis animarum gratias agit. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° CXII f° 19 recto.)

« *Eidem regi.* De missis nobis encenniis, Turcho et leone videlicet necnon et pia interpretatione regia super visione illa de qua in litteris regiis habebatur mentio, sublimitati regraciamur regie; per interpretationem eandem, zelum ferventem et affectum sincerum quos ad honorem Dei fidemque dilatandam catholicam gerere regalis devotio noscitur, plenius denotantes, eamque rogantes attente quatinus id quod sciri et fieri poterit ulterius super hiis compleri benivolencia regia faciat, et nobis quantocius commode fieri poterit destinari, de nobis, fili carissime fiduciam habiturus, quod super tuis oportunitatibus quantum cum Deo nostraque decencia poterimus, propicios reperies et benignos. — Datum ut supra.»

33 Avignon, 29 mars 1335.

Gastoni II comiti Fuxi expresse mandat ut haereticos waldenses qui in terras Bearni confugerunt, inquisitori in partibus Tholosanis deputato, per officiales suos tradi faciat. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° CXXV f° 21 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Gastoni comiti Fuxi.* Exponente nobis dilecto filio . . inquisitore heretice pravi-

1. Frédéric II roi de Sicile, frère de D. Jayme II roi d'Aragon, choisi comme souverain par les Siciliens en 1296, avait promis de restituer l'ile à Robert le Sage ou à ses héritiers, après sa mort. Mais il fit couronner son fils Pierre en 1321 ou 1322, et le désigna comme son successeur : Jean XXII l'excommunia pour ce fait.

tatis in partibus Tholosanis auctoritate apostolica deputato, nuper accepimus quod nonnulli heretici de secta dampnata waldensi, demoliri vineam Domini Sabaoth tanquam vulpecule satagentes, necnon credentes et fautores eorum, se ad partes terrarum tuarum Bearni ut ibidem latitare ac suorum errorum et heresum virus effundere crebrius valeant, presertim cum ministris et gentibus inquisitoris ejusdem securus ad partes easdem pro perquirendis eisdem hereticis, credentibus et fautoribus patere non dicatur accessus, se transtulerunt et transferunt incessanter. Sane fili, cum hec in magnum detrimentum fidei catholice ac tuum et tuorum subditorum non modicum possent periculum, nisi ageretur consultius, redundare, nobilitatem tuam requirimus attentius et in Domino exhortamur, sano tibi nichilominus suadentes consilio et expresse mandantes quatinus ad eosdem hereticos, credentes et fautores qui per dictum inquisitorem vel ejus ministros tibi nominati fuerint, diligenter et fideliter in terris perquirendos predictis et capiendos tuteque custodiendos, et ad inquisitorem adducendos predictum, sic prompte ac libere per te tuosque officiales et ministros, opem, favorem, auxilium et consilium impendere quociens optimum extiterit non postponas, quod non solum tuis et tuorum subditorum predictorum obvietur in hac parte periculis, sed tu pocius tanquam fidei orthodoxe zelator fervidus apud nos et Sedem apostolicam exinde merito debeas commendari.

Dat. Avinione, IV kalendas aprilis, anno primo. »

34 Avignon, 3 avril 1335.

Regem Siciliae rogat ut interdicat gentibus communis Reatini ne territorium castri de Luco invadant aut usurpent. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° CXXVIII f° 22 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Non sine displicencia. — Dat. Avinione, III nonas aprilis, anno primo. »

35 Avignon, 3 avril 1335.

Magistrum Guillelmum Audeberti vicarium generalem Ecclesiae Avinionensis deputat [1]. (Litt. patens. REG. VAT. 130, n° CXXXII f° 23 verso.)

1. Similis epistola inter litteras de Curia invenitur. (REG. VAT. 119 n° XIII.)

« *Dilecto filio magistro Guillelmo Audeberti canonico Petragoricensi, vicario generali Ecclesie Avinionensis in spiritualibus et temporalibus auctoritate apostolica deputato.* Dudum felicis recordationis. — Dat. Avinione, III nonas aprilis, anno primo. »

36 Avignon, 3 avril 1335.

Clero populoque civitatis et dioecesis Avinionensis mandat ut Guillelmo Audeberti vicario generali ipsius Ecclesiae pareant. (Litt. patens. REG. VAT. 130, n° CXXXIII f° 24 recto.)

« *Dilectis filiis clero et populo civitatis et diocesis Avinionensis.* Dudum felicis recordationis. — Dat. ut supra. »

37 Avignon, 3 avril 1335.

Canonicis capituli Ecclesiae Narbonensis mandat ut, moribus suis quamprimum correctis, beneficiatos in eadem Ecclesia regulariorem disciplinam observare exigant. (Litt. patens. REG. VAT. 130, n° CXXXIV f° 24 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Narbonensis.* Cum illos in Ecclesie corpore viciosos audimus qui alios in viam dirigere mandatorum Domini et revocare ab erroribus tenebantur, anxietate cordis affligimur attendentes quod humani generis inimicus eos potius corrumpere satagit ex quorum plures corrumpi valeant corruptela. Sane postquam divina miseratio ad summi Pontificatus apicem nos provexit, nonnulla sinistra que de clero vestre Narbonensis Ecclesie nobis olim relata fuerant sepius cum status inferior nos haberet nostris extiterunt auribus non sine magna displicencia inculcata, de quibus aliqua videlicet pauca de multis providimus serie presentium explicanda, nam in Ecclesia ipsa que sicut caput existit aliarum Ecclesiarum provincie Narbonensis sic pre illis exemplari vita et operibus virtuosis cultusque divini decore fulgere deberet, idem cultus propter quem clerus ibidem principaliter constitutus est negligitur, beneficiatis et intitulatis ejusdem Ecclesie laxatis rationis et honestatis abenis per campum licencie post suas currentibus indomitas voluntates, et quod est pernitiosum ac detestandum plurimum quamplures ex eis continencie jugo cui se summiserunt voluntarie dampnabiliter et inverecunde in majorem suam confusionem abjecto, sicut mulus et equs (*sic*) quibus non est intellectus, pocius suas inordinatas voluntates sequentes quam rationis imperio se regentes, fetoribus luxurie turpiter se involverunt,

mulieres suspectas seu fatarias concubinas tenendo in illa que mater pudoris ac mundicie conservatrix debet existere scilicet Ecclesia sancta Dei, quantum in eis est constituentes prostibulum et lupanar ejusque nobilitatem in ignominiam convertentes, non attento quam crudeliter famam suam negligunt et quam graviter tam ipsi quam illi qui hec sic abominanda tenerentur et deberent corrigere in conspectu Domini ex hiis cadunt verisimiliter; siquidem opinamur quod ex premissis et aliis commissis ibidem contra divinum beneplacitum et ommissis, Ille qui Ecclesiam sui preciosi aspersione sanguinis comparavit merito provocatus variis prosecutionibus et oppressionibus permisit hiis preteritis temporibus vos vexari que aliis temporibus quibus talibus non irritabatur offensis minime contigerunt; nec aliud ex quo Deus non parum offenditur volumus subticere quod bona innumera que pro ejusdem Ecclesie Narbonensis fabrica hactenus ex diversis elemosinis et aliis proventibus provenerunt non in utilitatem ejusdem fabrice nisi dumtaxat modica sed in usus seu pocius abusus alios dampnabiliter sunt consumpta. Cum autem premissa et alia multa que circa materiam hujusmodi quo ad presens ex causa honestatis sub silencio preterimus non intendamus ulterius, ne culpam aliorum nostram videamur facere, per tepiditatem vel negligenciam tolerare, discretionem vestram attentius exhortamur in Domino, vobisque nichilominus per apostolica scripta districtius injungendo mandamus quatinus primo quod in vobis, previa diligenti mentis discussione, viciosum vel tenebrosum repereritis, ne in vultu medentis vulnus quod opus ejus reddat contemptibile vel reprehensibile appareat purgantes, abicientes et clarificantes omnino, circa divinum officium et utilitatem Narbonensis Ecclesie prout ad hec tenemini et statuta ipsius Ecclesie vos astringunt vacare ac intendere, omni semota negligencia studeatis, et nichilominus per ordinationes et statuta salubria facta vel auctoritate vestra prout oportunum extiterit facienda, taliter non solum verbis sed effectivis operibus disponatis et ordinetis quod omnes et singuli beneficiati et intitulati in eadem Ecclesia horis canonicis diurnis pariter et nocturnis, missarumque solenniis intersint continue, residentes ac psallentes et peragentes divina officia ut tenentur, quodque illi qui non interfuerunt, cessante tamen causa legitima et honesta in eisdem singulis horis punctentur et perdant certam partem suorum proventuum quos per modum distributionum ordinatarum vel ordinandarum essent in horis hujusmodi percepturi, nec ab eadem residencia et divinis obsequiis propter negocia vestra vel alia nisi causa superesset utilis, honesta et necessaria, et hoc duntaxat pro diebus paucis aliquibus, prout vobis expedire videbitur, excusentur; abiciant nichilominus a se penitus concubinas et quasvis mulieres suspectas, honestam de cetero et exemplarem vitam ducentes, alias vero si fuerint incorrigibiles in hac parte a corpore cleri ejusdem Ecclesie tanquam infecta membra et putrida, ne corpus ipsum inficiant abscindantur, appellatione remota et ab Ecclesia ipsa removeantur omnino, loco illorum aliis viris honestis et ydoneis qui honeste Deo serviant et suum expleant ministerium surrogatis, vos etiam et vestrum singulus punctari et distributiones quas tunc percepturi essetis perdere volumus si forsan in horis canonicis non interfueritis prout ad id jura et statuta ejusdem Ecclesie vos astringunt, nisi a dicta Ecclesia pro negociis ejusdem necessariis vel utilibus aut lectionibus audiendis in scolis vel predicationi verbi Dei dum hore psallentur eedem, contingerit vos abesse; sane fabricam Ecclesie memorate sic dirigere et ordinare curetis quod ea que pro ea debentur vel jam obvenerunt ab omnibus et singulis qui ea debent vel perceperunt temporibus preteritis vel heredibus aut bonorum detentoribus eorumdem, auditis diligenter rationibus, et residuis ab eisdem exactis et obvenientibus imposterum, sublatis curiositatibus inutilibus, ad honorem Dei et utilitatem ipsius Ecclesie dispensentur, pro certo scituri quod si premissa non adimpleveritis quavis cessante dilatione morosa nosque illa non audiverimus improximo realiter esse facta, nequaquam ulterius dissimulabimus sed de alio curabimus oportuno remedio providere. Dat. Avinione, III nonas aprilis, anno primo. »

In eumdem modum *abbati et capitulo secularis Ecclesie Sancti Pauli Narbonensis*. (Litt. patens. REG. VAT. 130 nº CXXXVI fº 25 verso.)

38 Avignon, 3 avril 1335.

Bernardo de Farges archiepiscopo Narbonensi mandat ut correctioni morum cleri Ecclesiae suae cathedralis sine ulla dilatione det operam, necnon reparationi fabricae Ecclesiae Sancti Pauli Narbonensis, partes suas interponere studeat. (Litt. patens. REG. VAT. 130 nº CXXXV fº 25 recto.)

« *Venerabili fratri.. archiepiseopo Narbonensi.* Licet de singulis tuarum civitatis et diocesis Narbonensis Ecclesiis curam gerere vigilem sicut ad tui presulatus spectat officium tenearis, ad Ecclesiam tamen

Narbonensem in qua pedes tua consistit principaliter, ut nichil in ea reperiatur indecens quod oculos divine Majestatis offendat, eo te decet majorem diligenciam adhibere quo ad id tui debitum officii amplius te astringit. Sane quia sicut nunc et alias etiam cum status inferior nos haberet intelleximus displicenter, cultus divinus negligitur in ipsa Ecclesia, et ministri ac servitores ejusdem, qui vacare deberent virtutum operibus, non sine animarum periculis et plurimorum scandalis, honestatis honore contempto, suas ad illicita non metuunt nefandas dirigere actiones, miramur admodum quod tu virgam correctionis et directionis prout ad tuum pertinet officium apponere negligis sicut hactenus periculose nimium neglexisti. Cum autem talia ferre amplius, ne culpam aliorum nostram ex tepiditate vel negligencia videamur facere, salva conscientia non valentes, dilectis filiis capitulo ejusdem Ecclesie Narbonensis super hiis corrigendis non solum verbis sed effectivis operibus nostras oportunas litteras dirigamus, fraternitatem tuam requirimus attentius et hortamur, tibi nicholominus in virtute obediencie districtius injungendo mandantes quatinus diligenter attendens quod manum que sordes diluit alienas expedit esse mundam, que in te frater tuisque familiaribus et servitoribus essent honestati contraria, mundare et abstergere penitus, ne vulnus in fronte medentis quod opus ejus reddere possit reprehensibile vel contemptibile appareat non ommittens, sic circa reformationem premissorum prout ad te pertinuerit ut divinum officium solenniter et devote in ipsa Ecclesia peragatur cum honestate qua decet. De cetero, quodque tam ejusdem quam sancti Pauli Narbonensis que propter reparationis defectum ruinam minari dicitur Ecclesiarum fabrice dirigantur laudabiliter et utiliter, ut alia procedant prospere, omni pravitate remota, interponere studeas efficaciter partes tuas, quod nos audiamus improximo divinis in hac parte satisfactum fore beneplacitis, et sic per consequens votis nostris, alias autem te tenere pro certo volumus quod de oportunis non differemus ulterius remediis providere. — Dat. ut supra. »

39 Avignon, 3 avril 1335.

Vicario Ecclesiae Avinionensis ejusque familiaribus centum libras Turonensium parvorum, singulis annis quibus officium vicariatus gesserint, assignat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 nº CLXXII fº 25 recto.)

« *Dilecto filio magistro Guillelmo Audeberti canonico Petragoricensi, capellano nostro, Ecclesie Avinionensis in spiritualibus et temporalibus anctoritate apostolica deputato.* Cum nos te. — Dat. Avinione, III nonas aprilis, anno primo. »

40 Avignon, 5 avril 1335.

Magistro Guillelmo de Bos mandat ut Massiliam se conferat, cautiones a naviculatoribus qui quatuor galeas armaturi sunt ad subveniendum Christicolis partium Romaniae recipiat et summam sex millium nongentorum florenorum auri illis qui naves conducunt tradat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 nº CCCXXXVII fº 26 recto.)

« *Dilecto filio magistro Guillelmo de Bos preposito Ecclesie Forojuliensis, clerico camere nostre.* Volentes Christicolis partium Romanie, qui per infideles Turchorum graviter molestantur et opprimuntur, sicut accepimus, de aliquali defensionis auxilio subvenire, ordinavimus quod pro parte nostra quatuor galee, una cum aliis que carissimus in Christo filius noster Philippus rex Francie illustris ac gentes Hospitalis Sancti Johannis Ierosolimitani et dilecti filii.. Dux et communis Veneciarum transmittunt in predictorum Christicolarum subsidium, destinentur: sane cum inter cameram nostram et dilectos filios Johannem Ottonis, Albertum Desiderii, Ramundum Natalis et Rostagnum Egueserii cives Massilienses, super dictis quatuor galeis habendis, ordinatum fuerit et conventum quod dictus Johannes pro se et dilecto filio nobili viro Johanne Ottonis de Massilia patre suo et prefatus Albertus pro se ac Petro Desiderii fratre suo unam necnon et idem Albertus pro se et dilecto filio Petro Bonifacii cive Massiliensi aliam, vero dictus Ramundus Natalis pro dilecto filio Antonio de sancto Egidio cive Massiliensi aliam dictusque Rostagnus Egueserii filio suo aliam, galeas bonas et ydoneas ministrabunt, easque sub certis modis, pactis, conditionibus et preciis armabunt Massilie, ipsasque infra certi temporis spacium armatas sufficienter munitas et paratas habebunt ac cum eis et hominibus armatis servient fideliter per tempus quo debent esse juxta conventiones easdem, defendendo memoratos strenue Christicolas et infideles expugnando in partibus supradictis, seque omnes et singuli pronominati obligabunt pro premissis et cautiones ydoneas prestabunt Massilie, premissaque ratificabunt illi ex eis qui presentes non fuerint in conventione et ordinatione predicta, prout premissa omnia in instrumento inde per manum dilecti filii Petri Loze clerici Avinionensis diocesis, publici notarii,

confecto, plenius continentur. Nos premissa omnia volentes juxta conventionem et ordinationem predictas ad effectum deduci, discretioni tue de qua fiduciam in Domino gerimus specialem, per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ad civitatem Massiliensem accedens, ratificationes, obligationes et cautiones nomine nostro et dicte camere, juxta tenorem instrumenti hujusmodi recipias supradictas, quibus sic receptis, de preciis pro dictis galeis armandis, habendis et tenendis secundum conventiones inter cameram predictam et ipsos cives habitas in instrumento predicto expressas, de pecunia dicte camere per dilectum filium magistrum Johannem de Coiordano canonicum Biterrensem, capellanum et thesaurarium nostrum tibi traditam, prenominatis civibus a quibus conducuntur dicte galee, prout quemlibet tangit ipsorum usque ad summam sex milium nongentorum florenorum auri pro tribus mensibus, in medio mensis maii proximo futuri in quo dicte galee debent de Massilia recedere inchoandis, satisfacere non postponas, faciendo tam super receptione obligationum et cautionum predictarum quam solutione dicte pecunie ac quitatione per te recipienda super hiis ab eisdem conficere publica instrumenta, illa postmodum ad eandem cameram fideliter delaturus. — Dat. Avinione, nonis aprilis, anno primo. »

41 Avignon, 6 avril 1335.

Praeposito Beatae Mariae Magdalenae Virdunensis, archidiacono de Tornadorio ac cancellario Metensi mandat ut de bonis depraedatis et raptis magistri Petri Guigonis de Castronovo archidiaconi de Vico in Ecclesia Metensi sese informantes, quos culpabiles repererint compellant ad satisfactionem plenariam impendendam. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° clxxiii f° 35 recto.)

« *Dilectis filiis.. preposito Beate Marie Magdalene Wardunensis ac.. archidiacono de Tornadorio Lingonensis, ac.. cancellario Metensis Ecclesiarum.* Sua nobis dilectus — Dat. Avinione, viii idus aprilis, anno primo. »

42 Avignon, 7 avril 1335.

Johannae Francorum reginae devotionem gratulatur eique nuntiat se aliquas ex petitionibus suis benigne admisisse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cxl f° 29 recto.)

« *Carissime in Christo filie Johanne regine Francie illustri.* Serenitatis regie litteras sinceritatem magne devotionis et reverencie, qua tu, filia carissima, erga Deum ac nos et sanctam romanam Ecclesiam prefulgere dinosceris describentes, benigna et leta manu accepimus, et earum intelleximus seriem diligenter, super quibus Deo ac nobis utique multum gratis excellenciam regiam cum graciarum actionibus multipliciter in Domino commendamus, attente rogantes eandem ut in devotione hujusmodi que te filia in Christo dilectissima Deo et apostolice Sedi acceptiorem semper efficiet, stabiliter perseveres. Et ecce, benedictionis filia, quod illas de petitionibus pro parte tue sublimitatis nobis oblatis quas secundum Deum potuimus ad exauditionis gratiam duximus favorabiliter admittendas. — Dat. Avinione, vii idus aprilis, anno primo. »

43 Avignon, 8 avril 1335.

Pontio abbati monasterii de Bonacumba mandat ut super corruptis moribus canonicorum Ecclesiae Albiensis necnon beneficiatorum in eadem se informans, sine ulla cunctatione vitiosas consuetudines corrigere ac reformare studeat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° cxlvi f° 30 verso).

« *Dilecto filio . . abbati monasterii de Bonacumba Cisterciensis ordinis Ruthenensis diocesis.* Quamvis in cunctis Ecclesiis ministros esse deceat vite preclaros mundicia, morum maturitate conspicuos et aliis virtutibus insignitos, in Ecclesiis tamen cathedralibus viros virtuosiores adesse convenit qui sibi per vite meritum et aliis sciant et velint proficere per exemplum. Unde cum in Ecclesiis ipsis viros a virtuosis actibus alienos audivimus, exinde eo molestiores efficimur quo ex eorum conversatione reprehensibili eisdem Ecclesiis dispendia majora provenire conspicimus, et ceteris exempla pernitiosa transmitti. Nuper siquidem infausti rumoris assertio perduxit ad nostri apostolatus auditum quod in Ecclesia Albiensi que inter ceteras partium illarum cathedrales Ecclesias solennis et nobilis reputatur, status non servatur per personas ejusdem Ecclesie debitus, nec divinum solenniter et devote ibidem agitur officium sicut decet, quinimo tam per aliquos ejusdem Ecclesie canonicos quam beneficiatos seu intitulatos alios qui laudandis virtutum operibus deberent insistere, laciviis et operibus inhonestis vacatur : nonnulli siquidem, sicut eadem habet assertio, status sui spreta modestia et honore rejecto, comas et longas barbas nutriunt, parum aut nichil pretendentes de clericali tonsura, vestes etiam inhonestas, sueque indecentes et incongruas hones-

tati, statui et ordini, utpote nimis breves et strictas cum lingatis manicis, que magis istrionice quam clericales apparent, necnon pilleos lineos caudatos deferunt publice, per incompositionem et inordinationem habituum et vestium mentis incompositionem clarius denotantes, sicque turpiter et scandalose se intrant frequenter Ecclesiam et per civitatem et partes illas incedunt, et ulterius post sue voluntatis indomite libitum per campum licencie laxatis abenis rationis et modestie discurrentes precipites, vitam inhonestam ducere, famamque suam lacerare crudeliter ac sinceritatem et honorem Ecclesie quantum in eis est vilipendere ac deturpare in divine majestatis offensam, animarum suarum perniciem, et plurimorum scandalum non verentur; rursus canonicis tam pueris quam aliis qui nondum sunt infra sacros ordines constituti nec curare videntur velle se divinis obsequiis mancipari, distributiones ministrantur integre, talesque ad tractatus communes capituli sicut ceteri contra sanxiones (*sic*) canonicas admittuntur et alia multa committuntur et ommittuntur ibidem que divinis beneplacitis, equitati juris et rationis ac statutis et ordinationibus prelibate Ecclesie factis etiam auctoritate apostolica obvia existere asseruntur; cum autem tales excessus et insolencie non sint in Ecclesia tolerandi et qui matrem suam sic inhonorant et despiciunt suisque pravis deturpare factionibus, ex quibus provocatur Altissimus, decrescit populi devotio et in clero ac populo generantur scandala, non metuunt nequaquam foveri ab ea debeant vel nutriri, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ad memoratam Ecclesiam Albiensem te personaliter conferre, sublata cunctatione morosa, procurans, una cum venerabili fratre nostro Petro episcopo Albiensi, si sit presens et voluerit interesse, alias per te solum super premissis omnibus et singulis, et eorum circumstanciis universis, de plano, simpliciter, sine strepitu et figura judicii informatione recepta, que reformationis et correctionis remedio egere circa premissa repereris, auctoritate nostra reformare ac corrigere studeas, prout commode poteris diligenter. Contradictores, etc... Et quia nostre intentionis existit quod in premissis et ea tangentibus plena et perfecta reformatio subsequatur, volumus tibique in virtute obediencie injungimus per presentes, ut reformationem predictam nobis destinare fideliter et de hiis que in hac parte quomodolibet egeris ac de nominibus, statibus et conditionibus eorum qui talia presumpserunt et presumunt attemptare ibidem certiores efficere non postponas, sic te prudenter et fideliter super hiis absque personarum acceptione quarumlibet habiturus, quod exinde preter perennis retributionem premii nostram et apostolice Sedis graciam uberius merearis. — Dat. Avinione, vi idus aprilis, anno primo. »

44 Avignon, 12 avril 1835.

Philippo regi Franciae nuntiat se quibusdam petitionibus suis, matura cum cardinalibus deliberatione praehabita, in cedula presentibus litteris interclusa, respondisse; responsionem illam veritati, aequitati et rationi congruentem esse affirmat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cxxxix. f° 28 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Ad regalem deducimus notitiam per presentes, quod benigne receptis . . serenitatis regie nunciis ad nostram hiis diebus preteritis presentiam destinatis, et tam hiis que in suo primo adventu pro parte regia curaverunt proponere quam que littere regie per dilectum filium nobilem virum Milonem dominum de Noeriis [1] unum ex eisdem nunciis presentate nostro apostolatui continebant plenius intellectis; deinde, die ultima mensis februarii proxime preteriti, per eundem nobilem certis presentibus nunciis, certe petitiones tangentes negocium passagii transmarini nobis oblate fuerunt, quibus per nos et fratres nostros sancte Romane Ecclesie cardinales, visis et intellectis ac subsequenter, die secunda mensis marcii proxime jam elapsi, memoratis nunciis ad nostram et eorumdem fratrum presentiam convocatis, quia visum erat nobis et ipsis fratribus petitiones predictas generales existere nimium et obscuras, ipsis nunciis ut eas declararent ad finem quid responderi valeret certius duximus suadendum, quod facere recusantibus, super responsionibus ad petitiones ipsas, sicut possemus commodius et melius faciendas, multas prolixas et maturas deliberationes nos et fratres predicti habuimus, innumeris negociis arduis tunc occurrentibus postpositis et ommissis; demum vero sepefati nuncii super declaratione petitionum predictarum quam ut prefertur recusarant antea facere, mutato consilio primo certas declarationes quibusdam ex eisdem fratribus ad hoc deputatis dederunt, et postmodum alias etiam addiderunt; super quibus omnibus et singulis cum ipsis et aliis omnibus fratribus deliberatione prehabita plenaria et matura, visisque omnibus et discussis que juste ac honeste fieri super hiis poterant ac debebant, tandem de fratrum ipsorum consilio ad

1. Miles de Noyers, maréchal et grand bouteiller de France.

premissa, sicut cedula continet interclusa presentibus, duximus respondendum. Sane, fili carissime, quia responsiones ipse veritati, rationi, equitati et honestati sunt congrue, nec aliter vel alias ad presens responderi decenter potuit et honeste, regiam providentiam que veritatem, justiciam et honestatem diligit et observat attentius deprecamur quatinus eisdem responsionibus ac nostris et fratrum eorumdem in hac parte motibus utique justis et piis attentis, animo placabili et plenarie intellectis, responsiones easdem gratas et acceptas habeat, ac moram contractam propter prolixas deliberationes varias excusatam. — Datum Avinione, II idus aprilis, anno primo. »

45 Avignon, 17 avril 1335.

Guillelmo de Thieville episcopo Constanciensi mandat ut archidiaconatum de Constantia necnon canonicatum ac prebendam quos bonae memoriae Petrus de Mortemart tituli Sancti Stephani in Celiomonte presbyter Cardinalis in Ecclesia Constanciensi obtinebat, sub manu apostolica gubernet ac teneat, eorumque fructus et reditus colligat et conservet. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° CXLVII f° 30 verso.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Constanciensi.* Volentes archidiaconatum de. — Dat. Avinione, XV kalendas maii, anno primo. »

Guillelmo II de Bellojoco episcopo Bajocensi, similis littera dirigitur de Ecclesia parochiali Sancti Patricii Bajocensis dioecesis quam supradictus cardinalis obtinebat. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° CXLVIII f° 31 recto.)

Petro de Chappes episcopo Suessionensi, similis littera dirigitur de praepositura de Faveriis ordinis Sancti Benedicti. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° CLI f° 31 recto.)

Ramundo Saquet electo Morinensi, similis littera dirigitur de praepositura saecularis Ecclesiae Ariensis. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° CLII f° 31 recto.)

Foucaud de Rochechouart archiepiscopo Bituricensi, similis littera dirigitur de prioratu Sancti Galteri ordinis Sancti Augustini. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° CLIII f° 31 recto.)

Henrico de Villars episcopo Vivariensi, similis littera dirigitur de prioratu de Vinhacio ordinis Sancti Benedicti. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° CLIV f° 31 verso.)

Adhemaro de la Voulte episcopo Valentinensi, similis littera dirigitur de prioratu Sancti Marcelli ordinis Cluniacensis. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° CLV f° 31 verso.)

Officiali Ruthenensi, similis littera dirigitur de prioratu Vallisaureliane ordinis Sancti Benedicti. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° CLVI f° 31 verso.)

Officiali Convenarum, similis littera dirigitur de quibusdam decimis quas in dioecesi Convenarum obtinebat cardinalis praedictus. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° CLVII f° 31 verso.)

46 Avignon, 22 avril 1335.

Vicariis Ecclesiae Ruthenensis mandat ut inventarium bonorum bonae memoriae Petri de Castelnau episcopi Ruthenensis confectum Sedi apostolicae transmittant ac bona ipsa custodiant integraliter donec aliud exstiterit ordinatum. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° CLX f° 32 recto.)

« *Dilectis filiis vicariis Ecclesie Ruthenensis.* Certis causis rationabilibus. — Datum Avinione, X kalendas maii, anno primo. »

47 Avignon, 24 avril 1335.

Guillelmo de Chanac episcopo Parisiensi mandat ut processus coram praedecessore suo contra Guerinum clericum oriundum de Villa de Lay diversorum sortilegiorum infamatum et in apostolicis carceribus detentum perquiri faciens, eos Papae mittere non postponat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° CLXI f° 32 recto.)

« *Venerabili fratri Guillelmo episcopo Parisiensi.* Cum Guerinus clericus. — Dat. Avinione, VIII kalendas maii, anno primo. »

48 Avignon, 28 avril 1335.

Regem Siciliae solatur ob mortem Johannis [1] ducis Duracii germani sui. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° CLXXV f° 35 verso.)

1. Jean, duc de Durazzo, dont le petit-fils, Charles III, succéda sur le trône de Naples à la reine Jeanne Ire.

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Binas die date. — Dat. Avinione, IV kalendas maii, anno primo. »

49 Avignon, 6 mai 1335.

Regi Siciliae mandat ut archiepiscopis Bertrando de Deucio Ebredunensi et Johanni Orsini Neapolitano, vel eorum alteri nomine Ecclesiae romanae faciat ligium homagium et vassallagium ac fidelitatis praestet solitum juramentum. (Litt. de curia Reg. Vat. 119 n° XXV.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Romani Pontificis providentia. — Dat. Avinione, II nonas maii, anno primo. »

50 Avignon, 9 mai 1335.

Johanni III Britanniae duci significat se nuntium benigne recepisse eique viva voce respondisse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° CLXXXV f° 39 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Johanni duci Britannie.* Nobilitatis tue litteras nobis per dilectum filium magistrum Alanum de Gors, juris civilis professorem, tuum nuncium presentatas, eundemque nuncium benigne consideratione mittentis recepimus et que continebant predicte littere idemque nuncius sub commissa sibi per eas credencia pro parte tua verbo coram nobis proposuit, pleno collegimus intellectu, tandemque ad illa prout ad presens expedire vidimus prefato nuncio verbotenus respondimus, sicut ipse tue prudencie referre poterit plenius viva voce. Rogamus itaque nobilitatem eandem quatinus devotionem sinceram quam ad Deum et sanctam Ecclesiam gerere dinosceris continuans ut divine gracie semper efficiaris acceptior et adaugens, prelatos et personas ecclesiasticas in terris tue ditioni subditis constitutos habeas in suis et Ecclesiarum suarum juribus et libertatibus favorabiliter commendatos, de nobis fiduciam habiturus quod nos propicios quantum cum Deo poterimus in tuis oportunitatibus reperies et benignos. — Datum Avinione, VII idus maii, anno primo. »

51 Avignon, 11 mai 1335.

Regem Siciliae rogat quatenus suis officialibus mandare velit ut Gaufridum episcopum Regensem et physicum familiarem papae Ecclesiamque suam cum honestate ac favore pertractent. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° CLXXVIII f° 37 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum venerabilis frater. — Dat. Avinione, V nonas maii, anno primo. »

52 Avignon, 13 mai 1335.

Johannem Gasqui Episcopum Massiliensem, curiam Neapolitanam petentem, benevolentiae regis Siciliae commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 CCLXXI f° 42 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum venerabilis frater Johannes episcopus Massiliensis tam super forma prestationis juramenti fidelitatis seu homagii quam aliis suam Ecclesiam Massiliensem tangentibus, habeat in regali curia, sicut accepimus expedire, prefatum episcopum ad te, fili carissime, domumque regiam ex certis causis ut intelleximus specialem devotionem habentem, ut super hiis et aliis Ecclesie sue predicte negociis, quantum honestas justicie suaserit tractetur et expediatur in curia ipsa favorabiliter, benivolencie regie propensius commendamus. — Dat. Avinione, III idus maii, anno primo. »

53 Avignon, 13 mai 1335.

Magistro Guillelmo Audeberti mandat ut de statu quorumdam monasteriorum et quarumdam parochialium Ecclesiarum Sistaricensis et Avinionensis dioecesum inquirat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° CCLXXIII f° 43 recto.)

« *Dilecto filio magistro Guillelmo Audeberti canonico Petragoricensi, capellano nostro, vicario generali Ecclesie Avinionensis in spiritualibus et temporalibus auctoritate apostolica deputato.* Olim felicis recordationis Johannes Papa XXII predecessor noster Sancti Michaelis de Frigoleto et Sancti Pauli de Mauseolo ac de Lura monasteria ordinis sancti Augustini Avinionensis et Sistaricensis diocesum, Ecclesie Avinionenses ejusdem ordinis, necnon parrochiales Sancti Laurencii de Arboribus et de Urgone ac Sancti Remigii et Sancti Petri de Sancto Remigio Ecclesias ejusdem Avinionensis diocesis, episcopali mense predicte Avinionensis Ecclesie sub certis modis et formis concessit, auctoritate apostolica imperpetuum et univit, sicut in diversis ejusdem predecessoris litteris inde confectis plenius

asseritur contineri. Cum igitur nuper fuerit ad noticiam nostram deductum quod in eisdem monasteriis et Ecclesiis contra mentem et intentionem predecessoris prefati et unionum predictarum tenores et formas cultus divinus negligitur, hospitalitas non servatur, et in monasteriis ipsis observancia regularis que florere, ut fertur, ante unionnes predictas solebat contempnitur, ac tam monasteriorum quam Ecclesiarum hujusmodi per incuriam corruunt ibidem hedificia (*sic*) et alia indecentia committuntur : nos attendentes quod ex hiis si vera sint, divina majestas graviter offenditur, animarum detrahitur profectui, populi decrescit devotio et alia mala intolerabilia subsequntur, et propterea informari de illis et providere de oportuno remedio, prout ad nostrum spectat officium cupientes, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus de unionibus hujusmodi ac ipsarum et cujuslibet earum causis, formis et tenoribus, necnon de statu quo erant monasteria et Ecclesie hujusmodi ante uniones predictas, et nunc sunt, et etiam qualiter regebantur tunc temporis et reguntur ad presens, aliisque circunstanciis universis, te adhibita solerti diligencia, fideliter informare procurans, nos exinde sic veraciter, sicque clare ac distincte reddere studeas certiores, quod nos ordinare super hiis et eorum singulis quod secundum Deum expedire videbimus melius et salubrius valeamus. Dat. Avinione, III idus maii, anno primo. »

34 Avignon, 14 mai 1335.

Magistro Guillelmo de Bos mandat ut Massiliam se conferat, galeas ad subveniendum Christicolis partium Romaniae inspiciat necnon summam quatuor millium sexcentorum florenorum auri naviculatoribus solvat. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° CCLXXVI f° 44 verso).

« *Dilecto filio magistro Guillelmo de Bos preposito Ecclesie Forojuliensis, clerico camere nostre*. Super diris oppressionibus et afflictionibus quas infideles Turchi Christicolis partium Romanie moliuntur inferre crudeliter, eisdem Christicolis benigno compassientes (*sic*) affectu et volentes eis de aliquali subventionis subsidio providere, pridem ordinavimus quod pro parte nostra quatuor galee una cum aliis quas carissimus in Christo filius noster Philippus rex Francie illustris ac dilecti filii Hospitalarii Sancti Johannis Ierosolimitani, ac... Dux et commune Venetorum habere ac preparare debebant transmitterentur in Christicolarum subsidium eorumdem; et cum inter cameram nostram et dilectos filios Johannem Othonis, Albertum Desiderii, Raymundum Natalis et Rostagnum Egueserii cives Massilienses super dictis quatuor galeis habendis, condictum et conventum fuisset quod dictus Johannes pro se ac dilecto filio Othonis de Massilia patre suo et prefatus Albertus pro se ac dilecto Petro Desiderii fratre suo unam, necnon idem Albertus pro se ac dilecto filio Petro Bonifacii concive suo Massiliensi aliam, dictus vero Raymundus Natalis pro dilecto filio Antonio de Sancto Egidio concive suo aliam, memoratusque Rostagnus Egueserii pro dilecto filio Raymundo Egueserii filio suo aliam, galeas bonas et ydoneas haberent ac etiam ministrarent, easque sub certis modis, pactis, conditionibus et preciis armarent Massilie, ipsasque infra certi temporis spacium armatas, sufficienter munitas et paratas haberent ac cum eis et hominibus armatis servirent fideliter toto tempore quo debent esse juxta conventiones easdem in partibus Romanie predictis, defendendo dictos Christicolas et infideles strenue pro viribus expugnando, seque omnes et singuli supranominati obligarent et Massilie ydoneas cautiones super premissis complendis prestarent, premissaque omnia ratifficarent illi ex eis qui presentes non fuerant super conventionibus predictis in instrumento publico confecto manu dilecti filii Petri Loze clerici Avinionensis diocesis, publici auctoritate apostolica notarii, plenius expressatis, nos volentes predicta omnia juxta conventiones et ordinationes predictas effectui debito mancipari, tibi, ut ad civitatem predictam Massiliensem accedens, ratiffications, obligationes et cautiones nostro et camere predicte nomine reciperes supradictas, eisque receptis, de preciis pro dictis galeis armandis, tenendis et habendis juxta conventiones jamdictas de pecuniis ejusdem camere quas tibi dilectus filius magister Johannes de Coiordano canonicus Biterrensis, capellanus et thesaurarius noster tradiderat, prefatis civibus a quibus habebantur dicte galee prout quemlibet tangebat ipsorum, usque ad summam sex milium nongentorum florenorum auri pro tribus mensibus in medio presentis mensis maii tunc instantis inchoandi solvere procurares, per nostras certi tenoris litteras sicut in eis continetur plenius concessimus potestatem. Cum autem tu premissa juxta tenoris litterarum ipsarum curaveris prout in instrumento publico inde confecto continetur seriosius adimplere, dicteque quatuor galee ad presens armate, parate ac sufficienter in portu Massilie sicut fertur munite deinde recedere debeant, et ad partes Romanie navigare predictas, memoratisque civibus a quibus habite sunt, ut premittitur pro duobus mensibus qui-

bus ultra dictos tres menses predictos eas tenere debent in eisdem partibus in subsidium supradictum, septem quatuor milia et sexcenti floreni auri secundum conventiones predictas solvendi : nos an dicte galee parate, armate ac sufficienter munite sint juxta conventiones sepius repetitas informari volentes dictisque civibus satisfieri de hujusmodi summa ut superius est expressum restante, discretioni tue de qua fiduciam in Domino gerimus pleniorem per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ad memoratam civitatem Massiliensem te personnaliter conferre sublata cunctatione procurans, an dicte galee armate, parate ac munite sufficienter secundum dictas conventiones existant, solerter et fideliter studeas perscrutari, et si repereris ita esse, de pecunia prefate camere tibi per dictum thesaurarium nostrum tradita, prenominatis civibus prout quemlibet ipsorum contingit eandem quatuor milium sexcentorum florennorum auri summam nostro et dicte camere nomine solvere non postponas, ab eisdem et eorum singulis super solutione hujusmodi quitationem et absolutionem sufficientem dicto nomine, inde tamen instrumento confecto super hoc publico recepturus, nosque reddilurus de premissis omnibus fideliter certiores. Dat. ut supra. »

55 Avignon, 14 mai 1335.

Philippo regi Franciae commendat ambaxiatorem Leonis V, regis Armeniae auxilium adversus Turcos efflagitantis. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cclxxvii f° 45 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri*. Cum dilectus filius nobilis vir Gregorius de Signelie miles, ambaxiator carissimi in Christo filii nostri Leonis regis Harmenie illustris qui cum dilecto filio Alexandro interprete regis ejusdem venit pridem ad Sedem apostolicam seque coram nobis presentare curavit, necessitates regni Harmenie et Christicolarum in eodem degentium compassione non vacuas exponendo, ad tuam, fili carissime presentiam pro eisdem explicandis necessitatibus et oportunis postulandis subsidiis dirigat de nostro beneplacito gressus suos, serenitatem rogamus regiam et in Domino attentius exhortamur quatinus prefatum ambaxiatorem cum interprete predicto benigne recipere, audire favorabiliter et apertis circa necessitates easdem pro Redemptoris nostri reverencia pietatis et misericordie visceribus, velit regalis clementia caritative et celeriter expedire. — Datum Avinione, II idus maii, anno primo. »

Item in eumdem modum *Edwardo regi Anglie illustri*. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cclxxviii f° 45 verso.)

56 Avignon, 18 mai 1335.

Philippo regi Franciae nuntiat quosdam Alamaniae et aliarum partium principes contra regnum suum societates fecisse; a Ludovico I° duce Borbonesii, rex negotium copiosius cognoscet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cclxxxi f° 46 recto. — *Vatikanische Akten*, p. 586 n° 1729.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri*. Tam litteris quorumdam credencie quam illorum quibus erat ipsa concessa credencia et aliorum fidedignorum relatibus, de novo percepimus displicenter quod tam Alamannie quam aliarum diversarum partium principes et magnates ad nocendum tibi, fili carissime, regnoque tuo fecerunt et moliuntur facere confederationes iniquas. Sane quia talia, si quod Deus avertat procederent, nobis ac tibi dictoque regno periculosa et nociva multipliciter possent esse, illa dilecto filio nobili viro Ludovico duci Borbonesii utpote illi qui de tuo sanguine domoque descendens regia, honorem et commodum tuum sincere diligit, distincte ac particulariter ut ea tue sublimitati plenius referat, duximus explicanda, ea presentibus inserere ne periculose forsan ad aliorum deveniret notitiam ommittentes, prudentiam itaque regiam sollicitandam providimus et hortandam quatinus premissis per relationem ejusdem ducis, cui fidem adhibere super illis poterit credula plenius intellectis et consideranter attento quod que previdentur jacula minus ledunt, consulte deliberet et de remediis ad obviandum periculis hujusmodi providere studeat oportunis, et si deliberatione consulta super hiis habita, nos qui te, fili dilectissime regnumque predictum sincere diligimus et ab omni adversitate custodiri ferventer optamus, aliqua posse adhibere salubria remedia in hac parte circunspectioni regie videatur, id nobis insinuet promptis ad hec quantum cum Deo poterimus et paratis. — Dat. Avinione, xv kalendas junii, anno primo. »

57 Avignon, 18 mai 1335.

Revocat omnes commendas factas de quibusvis beneficiis quibuslibet personis ecclesiasticis, cardinalibus duntaxat exceptis. (Litt. de curia. Reg. Vat. 119 n° xxxiv.)

« *Ad perpetuam rei memoriam.* Super gregem dominicum. — Dat. Avinione, xv kalendas junii, anno primo. »

58 Avignon. 24 mai 1335.

Petro Aurasicensi episcopo mandat ut processus inchoatos tempore Johannis Papae XXII contra malefactores qui bona subditorum Ecclesiae romanae in Comitatu Venayssino diripuerant continuet ac sententias jam latas aggravet, vere poenitentibus autem absolutionis beneficium impendat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° cccxi f° 48 recto.)

« *Venerabili fratri Petro episcopo Aurasicensi, Comitatus Venaissini rectori.* Olim ad audienciam felicis recordationis Johannis Pape XXII predecessoris nostri clamosa multorum insinuatione perducto, quod nonnulli tam nobiles quam innobiles, clerici et laici Diensis, Vasionensis, Tricastrine ac aliarum vicinarum diocesum, Deum et romanam matrem piam Ecclesiam graviter offendere, proximum ledere turbareque pacem cunctis mortalibus amabilem in animarum suarum salutis et proprie fame dispendium non verentes, congregata tunc multitudine hominum armatorum usque ad quinque milia vel circa tam equitum quam peditum, terram comitatus Venaissini ad nos et romanam eandem Ecclesiam pleno jure spectantis, cujus rector existis, vexillis explicatis hostiliter subintrarunt ac de Valriaco, Richarrencharum, de Monteacuto et de Grisone ac quedem alia castra et loca infra dictum Comitatum consistencia et ad nos et prefatam Ecclesiam immediate spectancia expugnarant, nonnullas domos in castris et locis predictis seu eorum pertinentiis consistentes in quibus erant fena, palee, blada, ligna et alia bona diversa hominum et habitatorum castrorum et locorum predictorum et nonnulla etiam molendina ignis incendio concremantes, merces, animalia, res et bona ibidem reperta tam habitatorum et hominum predictorum quam aliorum multorum qui cum bonis et rebus suis illuc venerant, violenter more predonico rapuerunt, nonnullis eorum comsumptis per eos et aliis nequiter secum ductis seu etiam asportatis, et aliis excessibus detestandis non sine vulnerum illatione crudelium, strage cruenta quorundam hominum ac vastationibus et depopulationibus publicis, non parcendo statui, sexui vel etati, dampnabiliter perpetratis, nec predictis contenti facinoribus ecclesiam predicti loci Richarrencharum predicte Tricastrine diocesis januis fractis violenter intrantes, sanctorum reliquias, vasa sacra, vestes sacerdotales, ornamenta et paramenta divino ibidem cultui deputata sacrilegis rapuerunt manibus, et secum non metuentes divinam majestatem offendere asportarunt; idem predecessor excessus predictos sic in Dei et apostolice Sedis contumeliam et contemptum, ac hominum et habitatorum predictorum et aliorum multorum grande prejudicium et jacturam commissos, nolens sicut etiam nec debebat sub dissimulationis neglectu relinquere incorrectos, dilectis filiis magistro Stephano de Diosido archidiacono Montispensati in Ecclesia Caturcensi et Guigoni Borrelli clerico Gratianopolitane diocesis, per suas dedit litteras in mandatis ut super premissis et ea tangentibus se de plano, simpliciter, sine strepitu et figura judicii exacta diligencia informantes, de bonis captis et asportatis hujusmodi si extabant, alioquin de valore seu extimatione illorum ac dampnis datis ut premittitur, restitutionem et emendam prestari facerent competentem, sicut in ejusdem predecessoris litteris plenius continetur. Verum, sicut accepimus, prefati archidiaconus et clericus litteris predictis receptis ad inquirendum super premissis juxta tenorem earum et continenciam processerunt et demum archidiaconus prefatus sicut ex tenore dictarum litterarum poterat, prefato clerico volente aut non volente super eodem negocio ulterius interesse, nonnullos qui predictos excessus, rapinas et violencias fuerunt commisisse vel in eis committendis interfuisse ac dedisse auxilium, consilium, et favorem, excommunicationis innodavit sentencia, ipsosque mandavit et fecit excommunicatos publice nunciari; sed ipsi sententiam excommunicationis predictam in suarum animarum salutis dispendium et plurimorum scandalum damnabiliter contempnentes, eam sustinuerunt diucius animis induratis: nos igitur nolentes imperfectum relinqui quod in hac parte audivimus legitime inchoatum, fraternitati tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus predictos continuando processus et sentenciam agravando prefatam, super premissis et ea tangentibus ulterius simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii sicut videris expedire procedens, lesis et dampnum passis debitam satisfactionem impendi facias et invasores eosdem pro delictis ab eis circa premissa commissis, punias et corrigas sicut de jure noveris faciendum, contradictores spirituali et temporali districtione, appellatione postposita, compescendo. Porro quia non claudit Ecclesia gremium redeunti, eos qui plene juxta tue cognitionis arbitrium satisfecerint de premissis, ac illos qui propter participationem eorum similem sentenciam incurrerunt dummodo coram te petierint humiliter ab eadem

sentencia se absolvi, eis hujusmodi absolutionis beneficium, auctoritate nostra juxta formam Ecclesie impendendi hac vice, et nichilominus corpora defunctorum qui ligati predicta excommunicationis sententia decesserunt, postquam pro eis extiterit ut premittitur plenarie satisfactum tradi faciendi ecclesiastice sepulture, si signa tamen in extremis penitencie pretenderint manifeste, plenam tibi concedimus tenore presentium facultatem. — Dat. Avinione, IX kalendas junii, anno primo. »

59 Avignon, 26 mai 1335.

Magistris Arnaldo de Verdala et Ramundo de Picapollo mandat ut magistrum Alfonsum de Malobodio canonicum Belvacensem ad summam mille centum triginta librarum Turonensium parvorum quam sibi indebite arrogavit restituendam, per censuram ecclesiasticam compellant. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° CCCXIV f° 49 recto.)

« *Dilectis filiis magistris Arnaldo de Verdala decano Sancti Pauli de Fenolhadesio familiari nostro et Ramundo de Picapollo rectori de Analhosio Ecclesiarum, Electensis et Tholosane diocesum.* Relatione percepimus fidedigna quod olim dilectus filius magister Alfonsus de Malobodio canonicus Belvacensis, asserens se commissarium per curiam carissimi in Christo filii nostri Philippi regis Francie illustris deputatum ad exigendum in partibus Tholosanis bona et debita Judeorum, certam summam pecunie que de bonis et debitis bone memorie Amanevi archiepiscopi Auxitani per felicis recordationis Johannem Papam XXII predecessorem nostrum reservatis certis causis rationabilibus et sue camere applicatis, collecta per certos collectores ad hoc per eundem predecessorem deputatos fuerat, et dilecto filio Aymerico Porterii juniori civi et campsori Tholosano custodienda tradita, usque ad quantitatem mille centum triginta librarum Turonensium parvorum et ultra, de mensa nummularia prefati campsoris contra ipsius voluntatem recepit, et secum per suam potenciam asportavit, illam restituere postmodum quamvis rex prefatus id per suas litteras fieri mandaverit non curando: nos igitur volentes camere nostre indempnitibus super hiis providere, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus vos vel alter vestrum per vos vel alium seu alios, si recepta informatione summaria reperiretis ita esse, prefatum Alfonsum ad restituendum vobis seu vestrum alteri dicte camere summam pecunie supradicte, monitione previa per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compellatis. Non obstante etc... — Datum Avinione, VII kalendas junii, anno primo. »

60 Avignon, 26 mai 1335.

Magistris Arnaldo de Verdala et Ramundo de Picapollo mandat ut, cum supradictam pecuniam vel partem ipsius recuperaverint, illam Ludovico duci Borbonesii in subsidio expensarum quas ipsum subire oportuerit pro praeparatione instantis generalis passagii transmarini tradant et assignent. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° CCCXV f° 49 recto).

« *Eisdem.* Relatione percepimus. — Dat. ut supra. »

61 Avignon, 27 mai 1335.

Capitulo Valentiniensis Ecclesiae mandat ut personam discretam, de dissensiome inter ipsos et Guigonem dominum Montaysonis Valentinensis dioecesis, occasione cujusdam nemoris vocati Lochapoler Alesii suscitata, informatam, pro parte sua plenarie et mandato sufficienti suffultam, ad praesentiam apostolicam transmittant. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° CCCXII f° 48 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Valentinensis.* Displicibili admodum. — Dat. Avinione, VI kalendas junii, anno primo. »

In eumdem modum *nobili viro domino Montaysonis*, verbis competenter mutatis. — Datum ut supra. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 f° 49 recto.)

62 Avignon, 29 mai 1335.

Pontio abbati monasterii de Bonacumba mandat ut de corruptis moribus canonicorum Sancti Salvii Albiensis inquisitum eat, necnon vitiosa omnia corrigere ac reformare studeat. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° CCCXVII f° 50.)

« *Dilecto filio . . abbati monasterii de Bonacumba Cisterciensis ordinis, Ruthenensis diocesis.* Licet moleste ferat Sedes apostolica quorumlibet insolencias transgressorum, excessibus tamen et insolenciis personarum ecclesiasticarum presertim religiosarum tanto gravius irritatur, quanto ex illis ampliora in Dei Ecclesia scandalosa pericula subsequntur. Habet siquidem rumor implacidus et infestus quod in monasterio sancti Salvii Albiensis ordinis sancti Augustini observancia regularis que ibidem florere antiquitus

consuevit, hiis modernis temporibus per insolencias canonicorum ipsius monasterii non parum in animarum periculum defloruit et decrevit, nam ut intelleximus displicenter, nonnulli ex eisdem canonicis officio divino propter quod sunt in eodem monasterio specialiter deputati contemptui et negligencie, non sine Dei gravi offensa dimisso, venationibus, vagationibus, secularibus negociis et quod est detestandum quamplurimum carnalibus deliciis vacant impudice, in communi refectorio non comedunt nec dormitorio dormiunt, barbas et comas nutriunt et vestes etiam defferunt inhonestas, utpote nimia strictura longitudine vel brevitate notandas cum lingatis manicis que magis istrionice quam clericales apparent in forma et colore, a statu et honestate sue religionis et ordinis discrepantes, habitum suum nequaquam patenter et publice defferunt sed sub suis occultant vestibus ne per illum a secularibus distingantur, canonum et sanctorum Patrum contempnendo statuta, sicque per civitatem Albiensem et partes illas utendo epitogio, nichilominus seu tabardo ad instar secularium clericorum frequenter incedunt, per hos et alios suos excecrandos excessus Deum et sui sinceritatem ordinis multipliciter offendentes. Cum autem talia, ex quibus graviter provocatur Altissimus, honestati religionis detrahitur, populi decrescit devotio et sepius generantur scandala non sint quomodolibet toleranda, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ad prefatum monasterium te conferre personaliter cunctatione morosa cessante procurans, super premissis omnibus et singulis ac eorum circumstanciis universis, de plano, simpliciter, sine strepitu et figura judicii, plena informatione recepta, que circa ea correctionis et reformationis remedio egere repereris, auctoritate nostra reformare ac corrigere prout commode poteris studeas diligenter, contradictores, etc... Et quia nostre intentionis existit quod in premissis et ea tangentibus plena et perfecta reformatio subsequatur, volumus tibique in virtute obediencie injungimus per presentes ut reformationem predictam nobis destinare fideliter et de hiis que in hac parte quomodolibet egeris, ac de nominibus, statibus et conditionibus eorum qui talia presumpserunt et presumerent attemptare, nos certiores efficere non postponas, sic te prudenter et fideliter super hiis absque personarum acceptione quarumlibet habiturus quod exinde preter perennis mercedem premio, nostram et apostolice Sedis graciam uberius valeas promoveri. — Datum Avinione, v kalendas junii, pontificatus nostri anno primo. »

63 Avignon, 30 mai 1335.

Magistro Bernardo de Casis mandat ut formam testamenti et inventarium per ipsum factum de bonis bonae memoriae Johannis Le Paris episcopi Venetensis, Sedi apostolicae transmittat. (Litt. patens. REG. VAT. 130 nº CCCXVII fº 53 verso.)

« *Dilecto filio magistro Bernardo de Casis subdecano Ecclesie beati Martini Turonensis.* Intelleximus quod dudum. — Dat. Avinione, III kalendas junii, anno primo. »

64 Avignon, 1er juin 1335.

Officiali Magalonensi mandat districtius injungendo ut requisitionibus curiae archiepiscopalis Arelatentis obtemperet ac judicem curiae sigilli Montispessulani excommunicatum esse faciat publice nuntiari. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 nº CCCXXXI fº 54 verso.)

« *Dilecto filio . . officiali Magalonensi.* Sua nobis venerabilis. — Dat. Avinione, kalendis junii, anno primo. »

65 Avignon, 11 juin 1335.

Dominico Grenier episcopo Appamiarum mandat ut officialem ejus coerceat ab occupationibus jurium comitis Fuxi et a novitatibus inferendis. (Litt. patens. REG. VAT. 130 nº CCCXXXVII fº 56 recto).

« *Venerabili fratri Dominico episcopo Appamiarum.* Ex conquestione dilecti. — Dat. Avinione, III idus junii, anno primo. »

66 Avignon, 16 juin 1335.

Decimam quam Johannes Papa XXII omnibus beneficiis ecclesiasticis in subsidium Terrae Sanctae imposuit confirmat: quibus enim modis eadem solvenda sit decima instituit. (Litt. de curia. REG. VAT. 119 nº XXIX.)

« *Ad futuram rei memoriam.* Intonuit (*sic*) hactenus per mundi climata et recenti memorie commendatur qualiter felicis recordationis Johannes Papa XXII predecessor noster, ad eripiendum Terram Sanctam, funiculum quidem hereditatis dominice de Agarenorum spurcidissimorum qui eam jamdiu detinuerunt et detinent viliter pessundatam et infeliciter conculcatam manibus, fervidum zelum habens et pie ac pru-

dentis intenctionis affectu considerans carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem adeo fore celestis inspiratione gratie fervore fidei et devotionis accensum, quod ad felicem et gloriosam recuperationem dicte Terre ac ulciscendas per Agarenos ipsos nephandissimos Redemptori nostro illatas contumelias in eadem proponebat et offerebat in manu forti et brachio excelso personaliter transfretare, ad ipsius regis inculcatam instanciam, cum fratribus suis sancte romane Ecclesie cardinalibus de quorum numero tunc eramus, plena proinde collatione prehabita et digesta deliberatione secuta, generale passagium ad Terram predictam, de fratrum eorumdem consilio cum solennitate congrua prout tanti negotii qualitas requirebat, duxit auctoritate apostolica indicendum. Et quia preter labores arduissimos non absque sudoribus bellicis subeundis inchoatos, prosecutio et consummatio dicti negotii sumptus innumeros exigebant prout exigere dinoscuntur, dictus predecessor velut divine caritatis igne succensus et rationis lumine illustratus sapienter premeditans et discutiens diligenter que, qualia et quanta oportuna essent negotia prelibata, certa diversa subsidia facienda et in dicte Terre subsidium aliasque contra infideles et inimicos fidei tantummodo convertenda, deliberavit auctoritate et consilio supradictis; inter cetera namque subsidia hujusmodi, prefatus predecessor omnium ecclesiasticorum reddituum et proventuum decimam per universas mundi partes, certis militarium ordinum et aliis personis ecclesiasticis earumque bonis duntaxat exceptis, usque ad sex annos computandos a data litterarum suarum exinde confectarum duxit propterea imponendum singulis annis dicti sexennii in duobus terminis, medietatem videlicet in Purificationis Beate Marie Virginis et aliam medietatem in Nativitatis Beati Johannis Baptiste festivitatibus exolvendam et colligendam, per antistites vel subcollectores ab eis deputandos, prout in dictis litteris seriosius continetur. Verum quia nonnulle ex predictis litteris ex causis quas temporum induxit varietas, necnon ob ipsius predecessoris supervenientem obitum non potuerunt quibus dirigebantur antistitibus tempore congruo presentari, et proinde in diversis terminis preteritis non ob culpam illorum qui decimam hujusmodi solvere tenebantur sed propter hujusmodi retardatam receptionem litterarum ipsarum, facta non extitit solutio decime prelibate, nos, paterne diligentie studiis providere volentes, ne ipsi sine culpa eorum plus debito pregraventur et quod tantum et tam pium ac necessarium Dei negotium exinde non recipiat detrimentum, sed dare intendentes operam efficacem ut illud, Deo auctore, promoveri valeat et de bono in melius prosperari, de fratrum nostrorum consilio super hiis paterne provisionis remedium ut inferius sequitur adhibemus: videlicet quod in partibus in quibus earum antistites a festo Purificationis Beate Marie Virginis proxime preterito citra hujusmodi eis directas litteras receperunt, illis qui unam medietatem ipsius decime in festo Beati Johannis Baptiste proxime venturo debent exolvere, ipsum hujusmodi solutionis terminum prorogamus usque ad festum Nativitatis ejusdem Virginis proxime secuturum in quo medietatem ipsam solvere teneantur, et quo ad eos suspendimus hujusmodi prorogatione durante omnes processus habitos et sententias latas ratione dicte impositionis decime per ipsos antistites vel subcollectores eorum in partibus antedictis; in aliis vero partibus in quibus ipsarum antistites ante dictum festum Purificationis proxime preteritum prefatas eis directas litteras receperunt, hii qui virtute dictarum litterarum tenentur decimam prefatam exolvere, solutiones illius a tempore receptionis earumdem litterarum continuent et compleant suis terminis in eisdem litteris designatis. Et quia grave foret si due solutiones decime predicte in termino uno concurrerent vel infra unum annum duplex decima solveretur, circa omnes illos qui ob retardatam dictarum litterarum receptionem eandem decimam in preteritis terminis vel eorum aliquo seu aliquibus non solverint subsequenti moderamine providemus, ut deinceps et post dictum sexennium solutiones jamdicte decime in terminis preteritis ex predicta causa non factas ab eis continuent et perficiant in singulis sequentibus terminis similibus donec ab eis de predicta sexennali decima fuerit integre satisfactum. Concedimus insuper predictis antistitibus et subcollectoribus eorum plenam et liberam potestatem, eisque tenore presentium districte precipiendo mandamus ut ipsi tam nostra vigore presentium quam ipsius predecessoris auctoritate per litteras supradictas ad colligendum prefatam decimam pro dicto sexennio, servatis modificationibus superius ac in dictis litteris ipsius predecessoris expressis extunc auctoritate apostolica pro hujusmodi terminis in quibus facta vel integre perfecta ejus solutio nequaquam extitit procedant, lapsu ejusdem sexennii non obstante, juxta presentium et aliarum prefatarum ipsius predecessoris eis directarum continentiam litterarum. Quasquidem dicti predecessoris litteras quo ad hec illam habere decernimus et volumus solidam roboris firmi-

tatem quam habent et habere debent durante sexennio prelibato. Nulli ergo, etc... nostre prorogationis, suspensionis, promissionis, concessionis, mandati, constitutionis et voluntatis infrangere etc... — Datum Avinione, XVI kalendas julii, anno primo. »

67 (Sans date.)

Petro de Chappes episcopo Suessionensi mandat ut de illis quae ratione prepositurae de Faveriis, deberi conventui sancti Medardi Suessionensis repererit, faciat eidem conventui debitam satisfactionem impendi. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° CCCXLIII f° 57 verso.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Suessionensi.* Pridem tibi frater. »

68 Avignon, 16 juin 1335.

Adhemaro de la Voulte episcopo Valentinensi mandat ut ad capiendos et puniendos haereticos de secta waldensi suum exercens officium, inquisitoribus haereticae pravitatis assistat. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° CCCXLIV f° 58 recto.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Valentinensi.* Ad nostri apostolatus. — Dat. Avinione, XVI kalendas julii, anno primo. »

69 Avignon, 16 juin 1335.

Humbertum Dalphinum Viennensem rogat ut nonnullos haereticos qui in terris suis latitant perquiri solerter atque inquisitoribus tradi faciat. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° CCCXLV f° 58 recto.)

« *Dilecto filio nobili viro Humberto Dalfino Viennensi.* Deducto nuper ad nostri apostolatus auditum, quod in terris tue ditioni subjectis, nonnulli heretici presertim de secta dampnata Waldensium latitant, ibidem fideles inficere suis pestiferis suggestionibus satagentes, nobilitatem tuam requirimus attentius et hortamur quatinus varia pericula et scandala que catholice fidei tuisque subditis possent ex eorumdem hereticorum factionibus nisi extirpentur de terris eisdem radicitus provenire, ut ipsi eorumque fautores, receptatores et credentes perquirantur solerter et fideliter, ac capiantur et ordinariis seu inquisitoribus heretice pravitatis in illis partibus auctoritate apostolica deputatis assignentur, per te, tuosque officiales et subditos sic prompte, velut vir catholicus et devotus opem, consilium et favorem impendere non postponas, quod hujusmodi vitatis periculis tua sincera devotio apud Deum et Sedem apostolicam valeat merito commendari. — Datum Avinione, XVI kalendas julii, anno primo. »

70 Avignon, 22 juin 1335.

Regem Siciliae solutum facit de quatuor millibus unciis auri quas camerae apostolicae numeravit pro residuis census annui romanae Ecclesiae debiti ratione regni Siciliae. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° CCCLXIX f° 61 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum de summa octuaginta octo milium octingentarum quinquaginta duarum unciarum trium florenorum et quarte partis unius floreni auri, in qua pro residuis census annui per te, fili carissime, romane Ecclesie ratione regni Sicilie et terrarum citra Farum debiti, olim Ecclesie romane memorate tenebaris astrictus, quatuor milia unciarum auri secundum ordinationem per felicis recordationis Johannem Papam XXII predecessorem nostrum super hoc dudum factam et prorogationem inde tibi generose concessam, in proximo instanti festo Nativitatis Beati Johannis Babtiste solvere prefate Ecclesie tenereris, dictaque quatuor milia unciarum pro termino dicti festi tam pro camera nostra quam collegio venerabilium fratrum nostrorum ejusdem Eccesie cardinalium, per manus dilecti filii magistri Biscardi de Cava comitatuum tuorum Provincie et Forcalquerii thesaurarii tui, in XX[ti] milibus florenis auri, singulis unciis pro quinque florenis auri computatis, quosquidem florenos idem thesaurarius de redditibus et juribus comitatuum predictorum ad te pertinentibus se asserit collegisse prefate camere duxeris die date presentium persolvenda, nos tuis ac heredum et successorum tuorum in regno predicto volentes indempnitatibus super hiis providere, te dictosque heredes et successores ac omnia bona tua de dictis quatuor milibus unciis auri pro predicto termino in eisdem viginti milibus florenis auri persolutis et computatis, ut premittitur, absolvimus imperpetuum tenore presentium et quitamus.

Datum Avinione, X kalendas julii, anno primo. »

71 Avignon, 27 juin 1335.

Regem Siciliae solutum facit de octo millibus unciarum auri camerae apostolicae numeratis pro censu annuo Ecclesiae ro-

manae ratione regni Siciliae et terrarum citra Farum debito. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° cccLxx f° 62 verso.)

« *Eidem regi.* Cum annis singulis in festo beatorum apostolorum Petri et Pauli mensis junii, pro regno Sicilie et terris citra Farum censum annuum octo milium unciarum auri Summo Pontifici et Ecclesie romane solvere tenearis, tuque fili carissime pro termino instantis festi eorumdem apostolorum dictum censum octo milium unciarum auri in quadraginta milibus florenis auri, singulis unciis predictis pro quinque florenis auri computatis, nostre camere tam pro nobis quam pro collegio venerabilium fratrum nostrorum ejusdem Ecclesie cardinalium recipienti, per manus dilectorum filiorum nobilis viri Johannis Cabassole militis, magne curie regie magistri rationalis et magistri Biscardi de Cava comitatuum tuorum Provincie et Forcalquerii thesaurarii tui, duxeris ut sequitur die date presentium exolvendum, videlicet per manus dictorum militis et thesaurarii triginta quatuor milia florenorum auri per ipsos a dilectis filiis societatum Bardorum, Peruciorum, Azayalorum et Bonacursorum mercatoribus de Florencia de mandato tuo ut asserunt receptos, et residuos sex milia florenorum auri per manus dicti thesaurarii de pecuniis per ipsum ratione officii sui de redditibus et juribus comitatuum predictorum ut dixit collectis, nos tuis ac heredum et successorum tuorum in regno et terris predictis volentes indempnitatibus super hiis providere, solutionem hujusmodi de dictis octo milibus unciarum dicte camere factam in dictis quadraginta milibus florenis auri unciis computatis, ut premittitur, ratam habemus et gratam, ac te dictaque regnum et terras de dictis octo milibus unciarum pro prefato termino, ut superius exprimitur persolutis, absolvimus tenore presentium et quitamus.

Datum Avinione, v kalendas julii, anno primo. »

72 Avignon, 28 juin 1335.

Regem Siciliae rogat ut terras et loca consistentia infra provincias Campaniae Maritimaeque non offendens, a molestatione illorum de Cecano et de Suppino vassallorum Ecclesiae romanae desistat atque obsidionem fortalicii Sancti Clementis faciat totaliter revocari. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cccLxxII f° 62 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Nuper extitit expositum. — Dat. Avinione, IV kalendas julii, anno primo. »

73 Avignon, 30 juin 1335.

Johanni de Coiordano indulget ut in commissione ad corrigendum et puniendum excessus marescalli et curialium domini Johannis Papae XXII dudum sibi data, possit procedere in dictis feriis, justitiam ministrando. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° cccLxxIV f° 63 recto.)

« *Dilecto filio magistro Johanni de Coiordano archidiacono Lunatensi in Ecclesia Biterrensi, capellano nostro.* Dudum ex gravi. — Dat. Avinione, II kalendas julii, anno primo. »

74 Avignon, 1er juillet 1335.

Suspendit usque ad instans festum Resurrectionis dominicae interdictum cui villa de Vico supposita fuit. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° cccLxxv f° 63 recto.)

« *Dilectis filiis consulibus et universitati ville de Vico Auxitane diocesis.* Volentes vobiscum agere. — Dat. Avinione, kalendis julii, anno primo. »

75 Avignon, 4 juillet 1335.

Decernit ne quis cujusvis ordinis mendicantium professor ad monachorum nigrorum aut Cisterciensem ordines transire valeat nisi a romano Pontifice licentiam specialem impetraverit. (Litt. de curia. Reg. Vat. 119 n° xxx. — *Bullarium romanum.* T. III pars II p. 203.)

« *Ad perpetuam rei memoriam.* Regularem vitam professis, sic expedit subtrahi omnem inquietudinis et turbationis materiam quod in contemplationis suavitate quiescere valeant et tranquillum Domino reddere famulatum. Cum igitur ex eo quod professores ordinum mendicantium ad monachorum nigrorum et Cisterciensem ordines consueverunt plerumque transire, multas in dictis ordinibus turbationes, infestationes, molestias, dampna et scandala provenisse experientia doceat manifeste : nos hiis ex debito pastoralis officii pro futuro tempore occurrere cupientes, consilio fratrum nostrorum decernimus ne quis cujusvis ordinis mendicantium professor ad aliquem dictorum duorum ordinum quoquomodo transire valeat sine romani Pontificis licentia speciali, plenam et expressam faciente de constitutione hujusmodi mentionem. Non obstantibus privilegiis apostolicis quibuscunque concessis in contrarium edictis ordinibus mendicantium seu eorum prelatis aut aliquibus eorumdem que quo

ad hoc nullius exnunc fore firmitatis decernimus. Nulli ergo. .. etc.

Datum Avinione, v nonas julii, anno primo. »

76 Sorgues, 7 juillet 1335.

Benevolentiae regis Siciliae commendat Theobaldum episcopum Castellanetensem atque ejus Ecclesiam. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cccc xxxvi f° 69 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Venerabilem fratrem. — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, nonis julii, anno primo. »

77 Sorgues, 8 juillet 1335.

Philippo regi Franciae nuntiat se cum cardinalibus in castrum Pontissorgiae migravisse ad elucidandam quaestionem visionis animarum necnon Petrum III de la Palu patriarcham Ierosolimitanum domi retinuisse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cccc vii f° 65 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Ut ad elucidandam et determinandam veritatem circa opinionem illam, an scilicet anime a corporibus exute ac purgate divinam essenciam ante diem universalis judicii visione videant faciali et quasdam alias opiniones et questiones ab ea resultantes seu circa eam emergentes, nostrum et fratrum nostrorum ac tuum, fili carissime, quod circa hec habuimus et habemus desiderium, ad laudem et honorem Dei consolationemque fidelium possit melius et efficatius, divina cohoperante gratia, adimpleri et determinatio subsequi valeat Deo grata, ecce, fili dilectissime quod nos cum nonnullis sacre theologie professoribus dare intendentes circa hec operam efficacem, a civitate Avinionensi ubi propter concursus impediebamur multorum, dicessimus et ad castrum nostrum Pontissorgie Avinionensis diocesis ubi nunc moram trahimus et intendimus trahere maxime pro premissis aliquo tempore, duximus declinandum. Cum itaque venerabilis frater noster Petrus patriarca Ierosolimitamus qui ad nostram venit presentiam hiis diebus, et per nos grataner receptus extitit, ac etiam super hiis que nobiscum habebat agere favorabiliter expeditus redire vellet ad partes Francie, asserens hoc de regia voluntate ac beneplacito existere, presertim propter parlamentum in proximo celebrandum : nos attendentes quod ipse in eadem theologia cujus professor esse dinoscitur expertus existit, eum velut nobis et Ecclesie, tibique, fili amantissime in hac parte utilem pro aliquo tempore cum id obviare tuis beneplacitis non credamus, providimus retinendum, excellentiam regiam attentius deprecantes quatinus retentionem hujusmodi gratam habeat et ipsum patriarcha nichilominus super hoc favorabiliter excusatum.

Datum in eodem castro Pontissorgie, viii idus julii, anno primo. »

78 Sorgues, 9 juillet 1335.

Humbertum Dalphinum Viennensem rogat ut pacta olim inter praedecessores suos et Ecclesiam Ebredunensem inita observet et ab officialibus suis inviolabiliter observari faciat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cccc viii f° 65 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Humberto Dalfino Viennensi.* Intelleximus nuper quod aliqui tui officiales et subditi pacta et conventiones inter te tuosque predecessores ex parte una, et Ecclesiam Ebredunensem ex altera inita, sicut asseritur, interpretari sinistro et peregrino intellectu, in magnum Ecclesie predicte prejudicium satagentes, tam circa cujusdam palacii olim in civitate Ebredunensi constructi ampliationem, quam quedam alia Ecclesie prelibate non parum prejudicialia nitantur contra tenorem et formam pactorum et conventionum hujusmodi attemptare. Cum autem venerabilis frater noster Bertrandus archiepiscopus Ebredunensis, pro quibusdam arduis Ecclesie romane negociis per nos ad certas partes remotas ad presens destinatus sit absens, nobilitatem tuam rogamus et in Domino attentius exhortamur quatinus pacta et conventiones observans predicta, et faciens ab eisdem officialibus et subditis inviolabiliter observari, nichil novi prejudiciale seu obvians quomodolibet pactis et conventionibus predictis circa jamdictam ampliationem vel alia, presertim quousque prefatus archiepiscopus redierit, attemptari permittas, sed pocius eorumdem archiepiscopi et Ecclesie Ebredunensis negocia sic habere velis pro nostra et apostolice Sedis reverencia favorabiliter commendata quod nos exinde devotionem tuam possimus merito in gratiarum actionibus commendare.

Datum in castro Pontissorgie Avinionensis diocesis, vii idus julii, anno primo. »

In eumdem modum, verbis competenter mutatis,

Henrico episcopo Vivariensi, gubernatori Dalfinatus. Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° ccclix f° 66 recto.)

79 Sorgues, 11 juillet 1335.

Regi Siciliae nuntiat, receptis litteris regiis mentionem facientibus de dissensione illorum de Tholomeis et illorum de Salimbenis de Senis, se scripsisse eisdem partibus, et Francisco Silvestri episcopo Florentino ac Guillelmo de Monte Albano episcopo Lucano commisisse ut in pacificationem se interponant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° ccccxxxi f° 67 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Magnificencie regie litteras. — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, v idus julii, anno primo. »

80 Sorgues, 18 juillet 1335.

Litteris Philippi regis Franciae benigna et laeta manu acceptis, exoptat ut omnia principi regnoque suo prospere succedant; Johannis ducis Normanniae valetudine nunc confirmata gaudet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cccc xxxvii f° 69 recto. — *Vatikanische Akten*, p. 589, n° 1741.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Regalis excellencie litteras per quas ad ea super quibus sibi pridem scripsimus et nichilominus dilecto filio nobili viro Ludovico duci Borbonesii credentiam dedimus gratanter et plene respondens, nobis et Ecclesie romane placibilibus admodum affectibus benivolum obtulit favorem et auxilium, die date presencium recepimus leta manu; exinde regie magnificencie graciarum actiones uberes exolventes profecto, fili carissime, de prosperitate status tui tociusque domus regie ac regni gaudemus et consolamur quamplurimum et de adversis et quibusvis periculis si que, quod absit, contingerent, plurimum doleremus, volentes, fili dilectissime, indubie te tenere quod ad obviandum illis et de oportunis providendum remediis, quantum cum Dei beneplacito et honore fieri posset Ecclesie, nos impendere studiosis operibus curaremus. Et licet de illis de quibus regie providentie ut prefertur scripsimus, nichil nostris extiterit auribus postmodum instillatum, si tamen exinde aliquid ad notitiam regiam deveniret nobis vellemus e vestigio nunciari ut previsi, plenius oportunis remediis quantum esset in nobis, et circumspectioni regie videretur expediens, cautius periculis occurrere valeremus. Nec dubitamus quod si te in timore et amore Domini tenueris, honorando sanctam Ecclesiam, unicam sponsam suam, quam in honore habita ipse noscitur honorari, ejusque ministros favore prosequendo benivolo ac in suis juribus et libertatibus confovendo, necnon colendo, observando et observari faciendo pacem et justiciam in subditis, pauperibus, orphanis, pupillis et viduis miserando, et ab oppressionibus indebitis defendendo, quodque consiliarii et officiales regii sinceram in hac parte voluntatem regiam sentientes, exequantur premissa fideliter et observent, Deus ipse per quem regnas et regeris, qui malorum et presumptorum novit infatuare consilia, tuos et regni predicti emulos et adversarios tibi subiciet, vel ad tuum adducet beneplacitum, tibi et eidem regno votiva tranquillitate concessa, dies tuos cum honoris augmento longiores efficiet et tandem post laborum decursum presentium de temporali regno quod obtines ad gloriam provehet sempiterni. Porro infirmitas dilecti filii nobilis viri Johannis primogeniti tui ducis Normannie tarde nobis extitit nunciata, ipsum namque fecissemus specialiter precibus adjuvari Ecclesie si antea scivissemus, sed quasi simul infirmitatem nobis tristem utique sanitatem sibi a Domino restitutam consolatoriam et jocundam audivimus, de votis Dominum intercessionibus deprecantes, ut eum nobis et tibi totique regno et fideli populo ad suum servicium et beneplacitum reique publice gubernationem utilem longevis dignetur temporibus incolumem conservare. Demum quia regalis benivolencia de statu nostro certior effici postulavit, eidem serie presentium nuntiamus quod, licet curis innumeris quas indicit apostolice servitutis officium agitemur, Illo tamen faciente qui potest, corporali sospitate letamur, onnixe (*sic*) rogantes ut regalis magnificentia de statu suo et domus regie quem nos delectat audire velit efficere sepius certiores. — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, xv kalendas augusti, anno primo. »

81 Sorgues, 18 juillet 1335.

Johannae reginae Franciae devotionem in Sedem apostolicam laudat eique ob Johannis ducis Normanniae valetudinem firmatam gratulatur. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cccc xxxviii f° 69 verso.)

« *Carissime in Christo filie Johanne regine Francie illustri.* Serenitatis regie litteras manu leta recepimus et benigna, quarum serie diligentius intellecta quia

devotam oblationem nobis et Ecclesie romane per litteras ipsas factam et alia contenta in eis de fonte caritatis procedere cognovimus evidenter, exinde sublimitatem regiam preconiis laudum et commendationum in Domino attollimus et oblationem ipsam benivolam uberrimis prosequimur actionibus gratiarum, eam attentius deprecantes quatinus in hujusmodi proposito et devotione laudabili ex quibus apud Deum et Sedem apostolicam locum sibi uberioris gracie vendicabit merito stabiliter perseveret, scitura pro certo filia carissima, quod conservationem, stabilitatem et augmentum honoris et prosperitatis domus regie sincere diligimus et desiderabiliter peroptamus et super eis promovendis, quantum cum Deo et honore poterimus Ecclesie, propicii reperiemur et prompti. Porro, filia dilectissima, quia salutem tuam paterna dilectione querimus, tuam celsitudinem exhortamur ut te divine voluntati coaptans, si te Dominus qui que tibi tueque saluti expediant plene novit, nuper flagellando sicut non sine magna compassione audivimus, visitavit in partu, non turberis, sed que sibi placent feras pacienter potius et consolaris in Eo qui si cogitatus tuos in Ipso jactaveris, plenam tibi, super quo apud Eum devotis instamus precibus, consolationem immittet. Sane infirmitatem dilecti filii nobilis viri Johannis nati tui ducis Normannie tarde scivimus, ipsum namque specialiter precibus adjuvari... etc. (*ut supra*).... incolumem conservare.

Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, xv kalendas augusti, anno primo ».

82 Sorgues, 18 juillet 1335.

Diligentiam quam adhibuit Ludovicus dux Borbonesii negotiis sibi commissis, laudat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° ccccxxxix f° 70 recto.)

« *Dilecto filio nobili viro Ludovico duci Borbonesii.* Solite benignitatis affectu recepimus nobilitatis tue litteras die date presentium, quarum series per nos diligentius intellecta plenam, providam et circumspectam executionem eorum que nobilitati eidem fiducialiter commisimus, necnon magne devotionis et amoris affectum quem ad nos et romanam Ecclesiam tanquam benedictionis et gratie filius gerere dinosceris, evidentius manifestat; super quibus utique nobis gratis, te fili, titulo commendationis attolimus et gratiarum tibi referimus uberes actiones, prompti quantum cum Deo poterimus ad ea que tuum respiciant commodum et honorem. Et ecce, fili, quod carissimis in Christo filiis nostris Philippo regi et Johanne regine Francie illustribus super hiis que nobis gratanter scripserunt et proinde similiter rescribimus, benivolenciam quam erga eos domumque regiam et regnum sincero corde gerimus eis per nostras oportunas litteras offerentes; porroque, dilectus filius nobilis vir dominus de Noeriis veraciter sicut tue predicte nobilitatis littere continent retulit dicto regi, grata nostris accedunt affectibus, et ejus prudentiam propter hoc commendamus, ipsum habere intendentes si se in nostra et Ecclesie devotione constanter tenuerit, favorabiliter commendatum.

Datum ut supra. »

83 Sorgues, 21 juillet 1335.

Regi Siciliae indulget ut comitibus, baronibus, nobilibus et personis aliis qui in armata Siciliae exstiterint liceat in praedicta insula ecclesiastico interdicto supposita, in locis ad hoc congruentibus et honestis, januis clausis, excommunicatis et interdictis exclusis, non pulsatis campanis et submissa voce, missas et alia divina officia facere celebrari. (Littera patens. Reg. Vat. 130 n° ccccxl f° 71 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Serenitatis tue probata. — Dat. apud Pontemsorgie, xii kalendas augusti, anno primo. »

84 Sorgues, 23 juillet 1335.

Commendat diligentiam a Bertrando archiepiscopo Ebredunensi adhibitam receptioni solemni homagii per Robertum regem Siciliae Summo Pontifici et Ecclesiae romanae praestiti. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° ccccl f° 73 recto.)

« *Venerabili fratri Bertrando archiepiscopo Ebredunensi.* Benigne recepimus. — Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, x kalendas augusti, anno primo. »

85 Sorgues, 23 juillet 1335.

Regem Siciliae laudat pro homagio in manibus archiepiscoporum Ebredunensis et Neapolitani praestito. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° ccccli f° 73 verso.)

« *Eidem regi Sicilie.* Grata nobis admodum. — Dat. ut supra. »

86 Sorgues, 23 juillet 1335.

Ramundo de Chameraco et Pontio de Pereto mandat ut omnia bona mobilia bonae memoriae Petri de Castelnau ultimi episcopi Ruthenensis exigant nomine camerae apostolicae, assignantes ipsa bona, quitandi potestate concessa. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° cccclIII f° 74 recto.)

« *Dilectis filiis magistris Ramundo de Chameraco canonico Massiliensi et Poncio de Pereto rectori Ecclesie de Rovinhaco Biterrensis diocesis.* Nuper exposita coram. — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, x kalendas augusti, anno primo. »

87 Sorgues, 29 juillet 1335.

Guillelmo de Sure archiepiscopo Lugdunensi mandat ut ad confirmationem electi Lingonensis vel ad alia provisionem ejusdem Ecclesiae tangentia, nullo modo procedat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° cccc lxv f° 76 verso.)

« *Venerabili fratri.. archiepiscopo Lugdunensi.* Cum nos dudum. — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, IV kalendas augusti, anno primo. »

« *Eidem capitulo* (Lingonensi). In eumdem modum, verbis competenter mutatis. — Datum ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° cccc lxvi f° 76 verso.)

88 Sorgues, 30 juillet 1335.

Godefrido de Rupenoeriis mandat ut bona mobilia quondam Petri de Bellojoco prioris prioratus de Caritate Cluniacensis ordinis, Autissiodorensis dioecesis, camerae apostolicae applicatis, pro quibus Guillelmus de Pictavia nunc prior dicti prioratus cum dicta camera composuit, faciat eidem Guillelmo integraliter tradi. (Litt. patens. Reg. Vat. n° cLxvIII f° 76 recto.)

« *Dilecto filio Godefrido de Rupenoeriis preposito Ecclesie Tholonensis, capellano nostro.* Cum dilectus filius. — Datum apud Pontemsorgie, III kalendas augusti, anno primo. »

89 Sorgues, 31 juillet 1335.

Philippo regi Franciae commendat Hugonem episcopum Tricastrinum et Rolandum de Aste quos ad partes Angliae et Scotiae mittit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cccc lxxix f° 81 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Ecce, fili carissime, quod venerabilem fratrem nostrum Hugonem episcopum Tricastrinum et dilectum filium magistrum Rolandum de Aste canonicum Laudunensem, capellanum nostrum, causarum nostri palacii auditorem, apostolice Sedis nuncios, viros utique fidelitate ac circumspectione conspicuos et in arduis expertos negociis, ad patres Anglie et Scocie pro negociis que regalis novit circumspectio destinamus. Cum igitur eis duxerimus specialiter injungendum ut transeuntes per partes Francie ad tue celsitudinis se presentiam conferant, audituri que regalis magnificencia eis voluerit explicare, nuncios ipsos regie benivolencie ut ipsos eos benigne recipiat et super agendis favorabiliter dirigat, propensius commendamus. — Datum ut supra. »

90 Sorgues, 31 juillet 1335.

Philippum regem Franciae suadet ne in bello inter Angliae et Scotiae reges orto, partes David contra Edwardum aliquo modo sequatur. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° cccc lxxx f° 81 recto.)

« *Eidem regi Francie.* Super negocio tangente carissimos in Christo filios nostros Eduardum Anglie et David Scocie reges illustres, de quo faciebant tue celsitudinis presentate nobis littere quas benigne recepimus mentionem, cum quibusdam fratribus nostris honoris et commodi regii zelatoribus fervidis ad nostram propter hoc evocatis presenciam, deliberatione prehabita diligenti, visum fuit nobis et ipsis fratibus expediens propter multa que dicta fuerunt ibidem quod reges prefatos ad cessandum propter rerum ac corporum et animarum pericula, necnon et instans passagium transmarinum a guerrarum fremitibus, ac pacis reformandam concordiam vel saltem ineundas treugas, per litteras et nuncios nostros exhortari et inducere efficaciter debeamus, sed quod indicamus inter eos ad presens treugas non creditur expedire, presertim quia jurium dictarum partium noticiam non habemus, nec si per nos indicerentur, sicut alias visum est in similibus, forsitan servarentur, sicque non esset aliud nisi per penas et sentencias que infligerentur adversus non servantes vel infringentes treugas inicere laqueum, quod vitare nos convenit tante multitudini animarum. Insuper etiam quia cum reges prefati seu gentes eorum sint in procinctu confligendi, sicut litterarum ipsarum lectio subjungebat, idemque rex Anglie se fortiorem videat vel reputet sicut fer-

tur, ad treugas publicandas si sciretur et esse minime posset occultum, libet ad regem predictum Anglie nequaquam forsitan haberetur accessus. Audita vero responsione regum predictorum quam ad litteras et nuncios nostros predictos facient, parati erimus adhibere alia salubria remedia sicut, deliberatione prehabita, videbimus expedire. Sane, fili carissime, quia ex litterarum tuarum serie collegimus regie intentionis existere propter certa conventiones et pacta inter tuos et regis predicti Scocie predecessores pro se suisque successoribus habita, regi eidem favores et auxilia exhibere, quanquam tibi suadere vel consulere contrarium cum conventiones et pacta ignoremus hujusmodi nequeamus precise, ex sincera tamen dilectione qua te regnumque tuum prosequimur, que nobis ad presens occurrunt circa hoc nolumus presertim cum imminere pericula conspicimus subticere. Veremur siquidem quod impensione auxilii hujusmodi negocium transmarini passagii, si mittatur gens belligera Francie in Scociam turbari non parum valeat vel etiam impediri, nec id sine sumptibus magnis fieri poterit qui forsan forent utiles et necessarii pro negocio prelibato. Et ulterius cum belli dubius sit eventus, si contingeret eundem regem Scocie a rege prefato Anglie superari, non posses cum honore tuo illum quem adjuvisses dimittere, quin fortius in ejus auxilium assurgere procurares sicque multiplicare oporteret gentem belligeram, ac labores, odia et expensas. Ad hec non dubitamus quod regnum tuum, quia illud Deus facit prosperum, emulos habet et invidos qui si possent, quod avertat Altissimus, libenter offenderent et nocerent, et cum jam aliqui circumvicini magnates, ut intelleximus, accedant vel mittant ad subveniendum regi Anglie memorato, posset inter te gentemque tuam ac ipsos ex tui assistencia dicti regis Scocie contraria inimiciciarum periculosum odium, quod vitare videtur potissime hiis temporibus expediens, suboriri; displicenter percepimus insuper in certa parte regni tui fuisse inter aliquos turbationis materiam suscitatam, qui si se cum emulis dicto regno vicinis confingentibus forsitan ex assistencia provocatos predicta considerarent, quod absit, periculosum non modicum videretur. Preterea non videmus quod per aliquem principem secularem sicut per te, fili dilectissime, inter reges dissidentes predictos sic commode possit pacis concordia reformari et si te contingat partem cum illorum altero facere, de te postmodum ille contra quem partem facies non confidet, sicque perdentur quo ad te tam desiderabiles fructus pacis. Attendendum est etiam illud quod tue celsitudini per dilectum filium nobilem virum Ludovicum ducem Borbonesii exponi data sibi a nobis credencia voluimus, si cum aliis que premisimus miscerentur. Ex premissis autem et aliis que circumspectioni regie possunt circa hec occurrere, videretur expediens, presentis considerata qualitate temporis, quod per viam aliquam accommodam honori regio condecentem procedendo absque tamen Dei offensa et lesione consciencie super hiis a te parcialitas videretur. Regalis autem prudencia circumspiciat et matura deliberatione prehabita videat consultius super hiis quid agendum.

Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, II kalendas augusti, anno primo. »

91 Sorgues, 31 juillet 1335.

Ludovici ducis Borbonesii diligentiam laudat adhibitam circa ea quae in litteris continentur; gratum habebit quod saepius super negotiis regem Franciae tangentibus quae scribenda cognoverit, scribat. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° CCCCLXXXII f° 82 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Ludovico duci Borbonesii.* Solite benignitatis. — Dat. apud Pontemsorgie, II kalendas augusti, anno primo. »

92 Sorgues, 12 août 1335.

Cancellario Ecclesiae Tholosanae vetat ne quemquam ad magisterii honorem in sacra pagina promovere praesumat sine apostolicae Sedis licentia. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° CCCCXCII f° 84 verso.)

« *Dilecto filio . . cancellario Ecclesie Tholosane.* Sicut facultas sacre pagine alias quascunque precellit, sic debet honorari pre ceteris et diligentius precaveri ne in ea qua universalis illuminatur Ecclesia ut fides dirigitur et defensatur catholica indigni sedem et magisterium recipiant ignorantes. Pro hujusmodi nempe adhibenda cautela consueverunt promovendi ad tante magisterium facultatis per plures professores ipsius examinari diligenter et stricte, ut illi et non alii cathedram in eadem facultate magistralem ascenderent qui reperti sufficientes existerent, scirentque stabilire domum Domini et resistere ascendentibus ex adverso. Intelleximus siquidem quod licet in studio Tholosano non consueverit hactenus honor magistralis in facultate supradicta impendi nec ibidem habeatur copia magistrorum in facultate ipsa, tu tamen dilectum filium Gerardum Pesquerii ordinis Fratrum

Minorum pridem in eodem studio ad honorem hujusmodi, nescimus quo ductus consilio promovisti de facto. Hec igitur grata ex causis premissis merito non habentes, discretioni tue per apostolica scripta mandamus et inhibemus expresse ne alterutrius quo ad dictum Geraldum vel aliqua promotionem ipsius predictam tangentia nec ad licenciandum seu promovendum aliquem alium deinceps in eodem studio ad magisterii honorem in facultate predicta presumas procedere absque nostra et apostolice sedis licencia speciali. — Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, II idus augusti, anno primo. »

93 Sorgues, 12 août 1335.

Capitulo Cisterciensis ordinis mandat ut statuta nuper edita fideliter observet et observari faciat, necnon apud Deum pro Papa preces effundat. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° DXCI f° 116 recto.)

« *Dilectis filiis . . capitulo generali Cisterciensis ordinis in proximo Cistercii celebrando.* Quia sacrum ordinem vestrum cujus alumpni fuimus sincera dilectione prosequimur et gerimus in visceribus caritatis, ad ea que statum ipsius promovere valeant prosperum libenter intendimus, et ut splendor ipsius in dicta refulgens Ecclesia per mixturam fermenti non obfuscetur alicujus, sed lucidius ad Dei honorem et gloriam ac ipsius exaltationem ordinis clareat indefessis adhibere curamus studiis opem et operam efficasses (*sic*), attendentes pridem itaque quod ordo predictus qui propter abusum et ineffrenatam audatiam nonnullorum professorum ipsius, multis concussus extitit actenus spiritualibus incommodis et imposterum conculi, nisi remediis provideretur salubribus, periculosius timebamus, super diversis articulis provisione apostolica indigebat, presentibus dilectis filiis Guillelmo Cisterciensi, Johanne de Firmitate, Johanne de Claravalle et Raynaldo de Morimondo monasteriorum ejusdem ordinis Cabilonensis et Lingonensis diocesum abbatibus, et ad hoc pro feliciori spirituali et temporali regimine ac exaltatione ipsius ordinis consuetudinibus specialiter et expresse tam cum eisdem abbatibus quam aliis viris providis et discretis previa deliberatione matura, certa statuta et ordinationes super eisdem articulis auctoritate apostolica edidimus et fecimus eaque habere volumus et decrevimus perpetuis temporibus roboris firmitatem sicut in litteris nostris inde confectis quas vobis mittimus et in sacra congregatione vestra publicari volumus plenius continetur. Quocirca sinceritatem vestram rogamus et hortamur in Domino vobisque nichilominus per apostolica scripta mandamus quatinus statuta et ordinationes hujusmodi, tamquam necessariam et salutiferam pro salute ipsius ordinis medicinam humiliter et alacriter suscipere, illaque observare et observari facere tenaciter in eodem ordine procuretis, provisuri nichilominus ut in eadem congregatione alia per vos preter hec sicut expedire cognoveritis ordinentur per que ordo ipse odore sanctitatis et fame in conspectu Dei redoleat amplius, et devotio crescat semper fidelium apud eum. Porro cum ad perferendam sarcinam servitutis apostolice nostris humeris impositam devotarum orationum adjuvari suffragiis, attenta nostrarum imbecillitate virium, quamplurimum egeamus, exortationibus nostris adicimus, ut apud Eum qui onus hujusmodi nobis sua dignatione imposuit preces effundatis in eadem congregatione devotas, et effundi per totum ordinem predictum faciatis ut ad regendam curam gregis dominici sollicitudini nostre commissi sic actiones nostras inspiratione benigna preveniat et adjuvando benignius prosequatur quod gregem ipsum per viam salutis dirigere ac tandem post hujusmodi laboriose peregrinationis decursum de talento nobis credito ratione Deo placibili reddita, eterne quietis cum grege ipso beatitudinem assequi mereamur.

Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, II idus augusti, anno primo. »

94 Sorgues, 19 août 1335.

Bernardo II de Lipasse episcopo Aquensi mandat ut ossa Raymundi Durandi militis, senescalli Landarum in Vasconia pro rege Angliae, excommunicati quia certam summam pecuniae de bonis mobilibus bonae memoriae Garciae I Arnaldi de Caupene episcopi Aquensis camerae apostolicae reservatis receperat, ecclesiasticae sepulturae tradi faciat. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° CCCXCIII f° 85 verso.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Aquensi.* Petitio dilecti filii. — Datum apud Pontemsorgie, XIV kalendas septembris, anno primo. »

95 Sorgues, 20 août 1335.

Magistrum Arnaldum de Verdala deputat ad reformandos mores cleri in omnibus Ecclesiis collegiatis et saecularibus civitatis, dioecesis et provinciae Narbonensium. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° CCCXCV f° 86 recto.)

« *Dilecto filio magistro Arnaldo de Verdalo decano Ecclesie Sancti Pauli de Fenolhedesio Electensis diocesis, familiari nostro.* Inter solicitudines varias quas nobis officium apostolice servitutis indicit providere, tenemur sedule quod Ecclesie presertim cathedrales et collegiate dirigatur (*sic*) in spiritualibus et temporalibus utiliter, et in eis Domino digne ac laudabiliter famuletur. Sane ad nostri apostolatus auditum perduxit rumor implacidus et infestus quod per nonnullas personas in cathedralibus et collegiatis Ecclesiis secularibus civitatis et diocesis ac provincie Narbonensium divinis obsequiis mancipatas, status non servatur debitus, nec divinum officium agitur solenniter ut deceret, bona etiam Ecclesiarum ipsarum spiritualia et temporalia reguntur per eos ad quos pertinet minus provide et inutiliter sepius dispensantur. Nam aliqui, sicut fertur, tam in dignitatibus, personatibus et officiis constituti, quam canonici ac intitulati et beneficiati alii Ecclesiarum ipsarum qui deberent prout status cujuslibet ipsorum exigit maturitate servata debita operibus insistere virtuosis, lasciviis, pompis, negociationibus secularibus, venationibus, armorum portationibus et aliis prohibitis et reprehensibilibus actibus vacare non metuunt in suarum animarum periculum ac perniciem et scandalum plurimorum; deferunt nempe plures ex eis vestes nimis strictas et breves cum lingatis manicis et alias in forma et colore, statui et ordini suis minime congruas, parum aut nichil de clericali pretendentes tonsura seipsos qui per compositionem debitam et ordinatam vestium et gestuum, morum maturitatem et venustatem virtutum se deberent ceteris immitabiles reddere, dantes in spectaculum more istrionico et derisum, circa cultum divinum etiam propter quem clerus principaliter in Ecclesiis constituitur negligenter intendunt nimium, quod in offensam divinam redundare non est dubium, et remisse, et si aliquando eos horis canonicis et divinis officiis in eisdem officiis interesse contingat, magis ad fabulas et vaniloquia quam ad cantandum et serviendum Domino se convertunt, frequenter etiam horis et divinis officiis hujusmodi quibus intersunt non completis chorum absque causa rationabili et honesta exeunt, per ecclesiam seu claustrum vel alibi vagando et deambulando, ac vaga sepius vagis et impudicis oculis concernendo; insuper aliqui rationis et honestatis laxatis abenis per campum licencie post suas voluntates indomitas discurrentes se involvere fetoribus luxurie, tenendo concubinas et alias mulieres suspectas, turpiter et detestabiliter non verentur, nequaquam attento quam crudeliter famam suam negligunt, honoribus Ecclesiarum in quibus beneficia obtinent dampnabiliter detrahunt et quam graviter in conspectu Domini ex hiis cadunt capitula; preterea sunt nonnulli singulares canonici Ecclesiarum ipsarum de administratione fideli et utili bonorum et proventuum communium ac utilitate publica earundem Ecclesiarum parum curantes, sed quod pejus est privatis commodis immo pocius incommodis non absque cecitate avaricie sueque dampnationis interitu inhianter bona ipsa que interdum solutis ministrorum et servitorum Ecclesiarum stipendiis debitis et consuetis supersunt, queve deberent in thesauro Ecclesie pro defensione ac ampliatione jurium et libertatum ecclesiasticorum conservanda et in usus hujusmodi utiliter dispensanda reponi, quandoque dividunt inter se, illaque sibi appropriant in suarum animarum salutis dispendium et Ecclesiarum jacturam; et insuper tantum aliqui de bonis et proventibus communibus hujusmodi sub aliquibus quesitis coloribus sepe percipiunt quod non restat exinde de quo ceteris debita et consueta stipendia persolvantur, ex quo quandoque contingit quod Ecclesie mole debitorum oppresse remanent, et divinis officiis in divine Majestatis opprobrium destitute; rursus preter incuriam et negligenciam quas in conservandis, repetendis et augendis juribus et libertatibus ecclesiasticis committere dampnabiliter non expavent, devoratione, subtractione ac dissipatione fructuum et proventuum communium non contenti, aliqua bona immobilia que ad Ecclesiarum ipsarum capitula pertinebant minuendo, census vel proventus alios aut alias deteriorando, multipliciter alienaverunt hactenus et alienare non formidant sepius juris solennitate que adhiberi debet et consuevit talibus minime observata. Cupientes igitur Ecclesiarum predictarum indempnitatibus provideri ac transgressorum insolencias premissas et quasvis alias et excessus ex quibus irritatur Altissimus, saluti animarum detrahitur, fidelium decrescit devotio, innumera proveniunt Ecclesiis dispendia, et alia scandalosa mala et pericula subsecuntur emendari et corrigi, sicque mores in clero divina opitulante gratia reformari, quod viciorum et insolenciarum evulsis et extirpatis omnino tribulis, jacta et facienda crescant in agro dominico virtutum semina fructus uberes productura, et ad te per cujus fidelem circumspectionem et industriam posse pro magna parte speramus divinis beneplacitis, et per consequens votis nostris super hiis satisfieri, dirigentes intuitum mentis nostre, te ad correctionem et reformationem predictas in eisdem civitate, diocesi ac

provincia exercendas providimus specialiter deputandum. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ad Ecclesias supradictas, et singulas earum exemptas et non exemptas et alia loca de quibus cognoveris oportunum te personaliter conferens et prelatis Ecclesiarum predictarum seu vicariis eorumdem, prelatis ipsis absentibus, necnon et aliquibus personis cujuslibet capitulorum predictorum quas Deum timere, justiciam et veritatem ac honorem et utilitatem Ecclesie diligere credideris evocatis, super premissis omnibus et singulis eorumque circumstanciis universis que tibi occurrerint seu quas circa predicta videris attendendas, simpliciter et de plano sine strepitu et figura judicii te fideliter et solerter informans, ea que circa premissa vel aliquod correctionis, emendationis et reformationis secundum conditionem, statum et decenciam cujuslibet Ecclesiarum predictarum et personarum earum remedio repereris indigere, absque personarum acceptione quarumlibet, sed habendo pre oculis solum Deum, auctoritate nostra corrigere, emendare et reformare procures, ordinationes et statuta cum eorundem prelatorum seu vicariorum eorum, ac personarum predictarum consilio edendo et faciendo eadem auctoritate salubria, penis et sentenciis spiritualibus et temporalibus sicut necessitati et utilitati cujuslibet Ecclesiarum predictarum ac honestati et decencie personarum earundem oportunum cum eodem consilio cognoveris roboranda, contradictores quoslibet et rebelles cujuscunque status, dignitatis vel conditionis existant, etiam si pontificali vel quavis alia prefulgeant dignitate, per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Non obstantibus exemptionis et quibuscunque aliis privilegiis, indulgenciis et litteris apostolicis aut statutis et consuetudinibus Ecclesiarum predictarum et cujuslibet earundem contrariis, juramento, confirmatione apostolica vel alia qualibet firmitate vallatis, seu si prelatis et capitulis vel personis Ecclesiarum predictarum vel quibusvis aliis communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possunt per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Per hec autem, privilegiis, statutis, consuetudinibus et observanciis Ecclesiarum ipsarum salubribus jamdudum factis et editis que reformationi necessarie hujusmodi non erunt contraria seu bonis moribus obvia, nolumus nec intendimus in aliquo derogare. Et ut ordinationes et statuta que auctoritate jamdicta in premissis et circa ea cum eodem consilio ut premittitur feceris melius et efficacius ad honorem Dei et Ecclesiarum ipsarum utilitatem imposterum observentur, volumus quod ea in publicam formam redacta necnon tuo ac prelati et capituli cujuslibet dictarum Ecclesiarum sigillis munita nobis fideliter et celeriter ut ordinare possimus super hoc quod nobis videbitur, studeas destinare. Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, XIII kalendas septembris, anno primo. »

96 Sorgues, 20 août 1335.

Consimiles litterae eidem Arnaldo de Verdala diriguntur mentionem facientes de reformatione morum cleri tam saecularis quam regularis in civitate, dioecesi et provincia Arclatensibus. Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° CCCC XCVI f° 87 recto.)

97 Sorgues, 20 août 1335.

Bernardo II de Fargis archiepiscopo Narbonensi ejusque suffraganeis, omnibus abbatibus, prioribus ceterisque ecclesiasticis personis civitatis, dioecesis ac provinciae Narbonensium, mandat ut magistrum Arnaldum de Verdala benigne ab eis receptum super reformatione Ecclesiarum assistant. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° CCCCXCIX f° 88 recto.)

« *Venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Narbonensi ejusque suffraganeis et dilectis filiis abbatibus, prioribus, decanis, prepositis ceterisque prelatis, necnon capitulis et conventibus cathedralium et collegiatarum et locorum aliorum ecclesiasticorum exemptorum et non exemptorum sanctorum Benedicti et Augustini, ac Cluniacensis. Premonstratensis et aliorum quorumcumque ordinum civitatis et diocesis ac provincie Narbonensis.* Paterna nos movet. — Dat. apud Pontemsorgie, XIII kalendas septembris, anno primo. »

Item in eumdem modum Galberto du Val archiepiscopo Arelatensi ejusque suffraganeis... etc... (ut supra). — Datum ut supra. — (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° D f° 88 verso.)

98 Sorgues, 1er septembre 1335.

Bertrando de la Chapelle archiepiscopo Viennensi, Guillelmo I Mitte sancti Antonii Viennensis, ac Petro II Sancti Ruffi juxta Valentiam monasteriorum abbatibus, mandat ut contra Ama-

deum de Chambriliano militem Valentinensis dioecesis et ejus complices qui Parte de Gisleriis, Bonifacium de Flexo et Muzolinum Teutonii civitatis Bononiensis nuntios detinent captivatos, excommunicationis sententiam publicent eorumque terras ecclesiastico subjiciant interdicto. (Litt. de Curia. Reg. Vat. 119 n° xxxii.)

« *Venerabili fratri . . archiepiscopo Viennensi et dilectis filiis . . Sancti Antonii Viennensis diocesis ac . . Sancti Ruffi juxta Valentiam monasteriorum abbatibus, salutem.* Infeste relationis assertione. — Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, kalendis septembris, anno primo. »

99 Sorgues, 3 septembre 1335.

Robertum Siciliae regem rogat ut a faciendis novitatibus contra Beneventanos, ratione attemptatorum ab ipsis Beneventanis circa frumentum ibidem pro exercitu insulae Siciliae congregatum, omnino desistat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° dvi f° 89 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Benigne receptis litteris. — Dat. apud Pontemsorgie, iii nonas septembris, anno primo ».

100 Sorgues, 3 septembre 1335.

Philippo regi Franciae nuntiat se recusavisse quoddam juramentum a Johanne III duce Britanniae praestitum relaxare. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° dvii f° 90 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Solite benignitatis affectu litteras recepimus regias nobis die date presentium presentatas, quarum serie diligentius intellecta, serenitati regie breviter super hiis que in eisdem continebantur litteris respondemus. Licet namque quidam clericus dilecti filii nobilis viri Johannis ducis Britannie, pridem ad nostram presentiam cum litteris ejusdem ducis de credencia destinatus, nobis ex parte ipsius ducis sub eadem credencia quedam exposuerit, et inter cetera duxerit humiliter supplicandum ut relaxare quoddam juramentum super observandis et complendis certis escambiis inter te, fili carissime ac eundem ducem ut asserebatur factis per prefatum ducem prestitutum, allegatis quibusdam rationibus ad finem quod id per nos deberet fieri, quas presentibus omittimus exprimere cum honore nostro ac utilitate regia et ducis prefati consideranter attentis nequaquam expressio ipsa videatur expediens, dignaremur. Nos tamen premissis et aliis que nobis prelibatus clericus exposuit plenius intellectis, super eis sibi duximus respondendum, quod petita relaxatio juramenti hujusmodi per nos fieri nec poterat nec debebat, tum quia Sedes apostolica stateram equitatis et justicie tenens in manibus et observans, super hiis que jura tangent partium non consuevit sicut nec debet prorumpere aliquid nisi per viam justicie ordinando, tunc eciam quia nos de pactis et conventionibus super quibus observandis et complendis fuisse dicebatur prestitum juramentum et an licita vel illicita sensenda forent non eramus informati, nec informari poteramus debite partibus inauditis; ignorabamus etiam an juxta consuetudines et observancias illius patrie premissa competant facere soli duci; ex hiis et aliis certis rationibus concludentes, quod petitioni predicte annuere quousque de avisis rationabilibus, per quas fieri debeat plenarie fuerimus, evocatis partibus, informati, nec spem nec responsum aliud a nobis dictus clericus reportavit.

Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, iii nonas septembris, anno primo ».

101 Sorgues, 7 septembre 1335.

Bernardum Vaquerii archidiaconum Gaujagensem constituit collectorem in provincia Burdegalensi tam fructuum annalium beneficiorum ecclesiasticorum olim per dominum Johannem Papam XXII reservatorum qui tempore sui obitus debebantur ex integro, quam residuorum quae de beneficiis restant solvenda, omnibus aliis collectoribus revocatis. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° dx f° 91 verso.)

« *Dilecto filio Bernardo Vaquerii, archidiacono Gaujagensi in Ecclesia Vasatensi.* Olim felicis recordationis. — Dat. apud Pontemsorgie, nonis septembris, anno primo. »

Item in eumdem modum Galhardo Nigri archidiacono de Boriaco in Ecclesia Convenarum et Raymundo Flori canonico Urgellensi qui in Tholosana, Narbonensi et Auxitana provinciis collectores deputantur. Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° dxi f° 92 verso.)

Item in eumdem modum Amanevo de Ramaforti cantori Ecclesiae Lingonensis qui in Lugdunensi, Viennensi et Tarantasiensi provinciis collector deputatur. Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° dxii f° 92 verso.)

102 Sorgues, 5 septembre 1335.

Bernardo Vaquerii mandat ut de extorsionibus et gravaminibus per collectores olim ad collectionem fructuum annalium in provinciam Burdegalensem deputatos per dominum Johannem Papam XXII et subcollectores illatis inquirat et inquisitionem quam fecerit in scriptura publica sub sigillo inclusam Sedi apostolicae destinet. (Litt. patens. Reg. vat. 130 n° dxiii f° 92. verso.)

« *Dilecto filio Bernardo Vaquerii archidiacono Gaujagensi in Ecclesia Vasatensi.* Dudum felicis recordationis — Dat. ut supra.

Item in eumdem modum Galhardo Nigri. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° dxiv f° 92 verso.)

Item in eumdem modum Amanevo de Ramaforti. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° dxv f° 93 recto.)

103 Sorgues, 11 septembre 1335.

Philippo regi Franciae nuntiat se ignoscere Miloni de Noeriis qui coram summo Pontifice in verba indecentia erupit necnon ceteris nuntiis regiis qui interfuerunt. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° dviii f° 90 verso.)

« *Eidem regi Francie.* Affectu solite benignitatis recepimus celsitudinis regie litteras novissime nobis missas, et earum intelleximus seriem diligenter. Sane, quia regalis serenitas, de quibusdam verbis que per nuncios regios pridem super negocio transmarini passagii ad nostram destinatos presentiam, dicta coram nobis et fratribus nostris fuerunt, inter cetera faciens mentionem, nos instancia devota rogavit ut eosdem nuncios et quemlibet eorum suaque negocia in nostra gracia habere recommendata ac si verba non fuissent hujusmodi, dignaremur, nos ut regia providencia veritatem eorum que acta et dicta fuerunt tunc temporis circa hec non ignoret, ecce quod ea succinte recitationis serie providimus presentibus explicanda. Siquidem, prelibatis nunciis per nos benigne ut decebat receptis ac pacienter et plene auditis, dilectus filius nobilis vir Milo dominus de Noeriis, unus ex eis, quosdam articulos nobis exhibuit dicti passagii negocium contingentes, quibus per nos et fratres nostros visis et diligentius intellectis, memoratis nunciis diximus quod articuli predicti graves multum implicati, involuti et obscuri, ac ad concedendum et modo quo formati erant et procedebant dificiles et periculosi quamplurimum, honore apostolice Sedis ac etiam regio necnon utilitate predicti negocii et pace totius christianitatis consideranter attentis ex diversis causis quas tunc eis expressimus videbantur, adicientes nichilominus nos nequaquam credere quod in tali forma predicti articuli processissent; quamobrem sepefatis suasimus nunciis ut eos declarare vellent, vel si haberent aliqua remedia per que posset utilius provideri super hiis, illa nobis promptis recipere ac sedule interponere partes nostras volentibus exhiberent; qui responderunt se nolle aliud declarare vel dicere, et licet expectati per plures dies et septimanas, nosque premissa sepius eis replicaverimus id facere, asserentes se alia non habere remedia, ommiserunt. Tandem vero, post multas deliberationes cum memoratis fratribus super eisdem articulis, pretermissis aliis arduis negociis occurrentibus habitas, cum non videremus posse dare ad ipsos articulos propter implicationes et involutiones eorum prout responsiones nisi generales sicut sepe nunciis exposueramus prefatis, illasque cum deliberatione ordinatas matura nos facere vellent prelibati nuncii offerremus, nec super formatione articulorum predictorum, circumspectionem regiam quam veritatem, pacem et justiciam diligere ac observare velle indubie supponimus haberemus nec habeamus suspectam, nec etiam de nunciis opinaremur predictis quod per se in eisdem articulis presumpsissent aliquid absque consciencia regia immutare, sed quia reipsa series articulorum ipsorum ea que premisimus ostendebat, quanquam formidaremus quod aliquis honoris nostri et regii emulus maliciosam circa formationem articulorum predictorum operam prestitisset, supradictus nobilis suo et aliorum tam prelatorum quam aliorum nunciorum regiorum ibidem presentium nomine, ut dicebatur, coram nobis et dictis fratribus ad verba inordinata et indecencia honorique nostro et apostolice Sedis ac etiam regio plurimum obvia, prelatis tacentibus et non contradicentibus in aliquo, proferenda nimis imprudenter prorupit, de quibusquidem verbis eo maxime quod prelati qui Sedi predicte juramento fidelitatis specialiter sunt astricti talia passi fuerint, turbati merito quamplurimum fuimus nos et fratres, volentes excellentiam regiam non latere quod dumtaxat propter honorem regium est ommissum quod prelati predicti ad multorum exemplum docti non extiterint qualiter coram romano Pontifice, presertim per prelatos et personas ecclesiasticas est loquendum. Illam autem de te, fili carissime, fidu-

ciam gerimus, quod sicut nos tolerare non possemus equanimiter quod irreverenter tui erga te subditi se haberent, sic nec pati posses quod nostri et prefate Sedis subditi erga nos se irreverenter gererent, fidelitatis, devotionis et obediencie debito non servato. Ceterum postmodum supradicti nuncii, mutato consilio, declaraverunt predictos articulos, nosque illis de fratrum predictorum consilio, prout secundum Deum et rationis equitatem fieri potuit, respondimus sicut in scripturis quas tunc inclusas in litteris nostris magnitudini regie misimus, plenius continetur. Nec regalem volumus prudenciam ignorare, quod prelati predicti nobis dixerunt quod jamdicti articuli ex aliis gravioribus quos prefatus nobilis apud Lugdunum detulerat, ibidem ammotis aliquibus, extracti fuerant et formati. Porro, licet supradictis prelatis antequam de curia romana recesserint, indulgeri sibi super offensis predictis humiliter et devote petentibus pepercerimus, volentes tamen aditum exauditionis gratiose pandere precibus regiis in hac parte, tam prelatis eisdem quam aliis sepedictis nunciis laicis, quamvis ipsi laici non pecierint, divine miserationis sequentes exemplum ac ob honorem et amorem regni parcimus, intendentes ipsos si reverenter et devote ut cujuslibet ipsorum statui congruit, erga nos et Sedem memoratam gesserint habere, quantum cum Deo et honore dicte Sedis commode poterimus, regie considerationis intuitu commendatos. Rursus premissis et aliis que occurrerunt hactenus et possunt occurrere in considerationem adductis, expediens admodum reputamus ut si deinceps nobis mitti a magnitudine regali contingat articulos regia contingentes, inclusa sub sigillo regio ut certius de conscientia et intentione mittentis liqueat, transmittantur.

Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, III idus septembris, anno primo. »

104 Sorgues 11 septembre 1335.

Johanni de Castronovo cancellario Ecclesiae Tholosanae mandat ut in conspectum apostolicum se praesentet ante tempus XX dierum exactum atque Papam certiorem faciat quibus modis ipse, auctoritate privilegiorum a romanis Pontificibus jampridem studio Tholosano concessorum, Geraldum de Pesquerio ad magisterium in theologia promoverit. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° DIX f° 91 recto.)

« *Dilecto filio Johanni de Castronovo cancellario Ecclesie Tholosane.* Pridem ad nostram — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, III idus septembris, anno primo. »

105 Avignon, 28 septembre 1335.

Regem Siciliae solutum facit de IIII[m] unciarum auri assignatarum camerae apostolicae pro residuis census annui ab ipso rege, ratione regni Siciliae, Ecclesiae romanae in festo Sancti Michaelis debiti. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° DXCVIII f° 121 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum secundum ordinationem — Datum Avinione IIII kalendas octobris, anno primo. »

106 Avignon, 30 septembre 1335.

Galhardo Nigri et Ramundo Flori facultatem concedit ut ea quae de contentis in litteris a domino Johanne Papa XXII ad magistrum Arnaldum de Verdala directis super quibuslibet negotiis, restant complenda exsequi valeant et complere. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° DCVI f° 122 recto.)

« *Dilictis filiis Galhardo Nigri archidiacono de Boriaco in Ecclesia Convenarum et Ramundo Flori canonico Urgellensi.* Cum sicut accepimus — Dat. Avinione, II kalendas octobris, anno primo. »

107 Avignon, 3 octobre 1335.

Guillelmo Mauger episcopo Sagiensi mandat ut quosdam, qui falsis bullatis litteris nuper abusi erant, nunc suo carceri mancipatos, ad curiam romanam remittat sub fida fidelique custodia, una cum inquisitione super hoc facienda. (Litt. de curia. Reg. Vat. 119 n° XXXI.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Sagiensi, salutem.* Fida quorumdam assertio — Datum Avinione, V nonas octobris, anno primo. »

108 Avignon, 6 octobre 1335.

Magistrum Rogerium de Vintrono, juris civilis professorem, canonicum Ruthenensem, rectorem provinciarum Campaniae, Maritimæ ac civitatis Beneventanae deputatum, Roberto regi Siciliae commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° DCXI f° 123 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.*

Cum dilectum filium — Datum Avinione, II nonas octobris, anno primo. »

109 Avignon, 12 octobre 1335.

Philippum regem Franciae rogat ut Leonis regis Armeniae nuntium habeat commendatum et hortatur ad opportunum remedium providendum ne Christicolae orientalium partium desolationis extremae patiantur excidium. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° DCXXII f° 125 recto. Raynaldi, éd. cit. T. VI, p. 35 col. 1).

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Ad nostram his diebus veniens presentiam dilectus filius nobilis vir Bramondus de Lusignano comes Curchensis carissimi in Christo filii nostri Leonis regis Armenie illustris ambaxiator et nuncius, nobis pro parte ipsius regis exponere procuravit quod licet adhuc treuge dudum inter eumdem regem et soldanum Babilonie indicte invicem perdurarent, pridem tamen idem soldanus ad Christicolarum presertim in partibus transmarinis commorantium exterminium et confusionem aspirans, sumpta occasione quod rex et Christicole predicti contra eumdem soldanum suosque subditos indici procuraverant passagium generale, quemdam ammiratum suum cum exercitu infidelium magno et terribili adversus regem prefatum ejusque regnum transmisit. Quiquidem ammiratus cum eodem exercitu regnum predictum, in quo catholice fidei viget cultus, per vim et potentiam armorum ingressus, preter vastationes, depopulationes, rapinas et alia damna innumera ibidem illata, multos de regno predicto catholice fidei professores usque ad numerum sex millium personarum vel circa, omni humanitate deposita, non parcendo sexui vel etati, oppressit, quosdam captivando miserabiliter secumque captivos ducendo et alios crudeliter in ore gladii, quod cum ingenti cordis dolore mentisque compassione anxia referimus, trucidando; memorato rege, paucis associatis aliquibus in quodam fortalicio, ut captivitatis vel mortis vitaret dispendium, cum nequiret tante infidelium multitudini quanta erat in exercitu predicto resistere, se recepto. Sane, fili carissime, cum prefatus ambaxiator et nuncius ad regalis excellencie presenciam se conferat, super premissis consilium et auxilium, ut intelleximus, petiturus, magnificenciam regiam rogamus et in Domino attencius exhortamur quatinus ipsum benigne recipiat, favorabiliter audiat et ne regnum predictum pro dicto passagio multipliciter oportunum et Christicole in eo degentes desolationis extreme patiantur excidium, velis de celeri ac oportuno consilio et remedio providere. — Dat. Avinione, IV idus octobris, anno primo. »

110 Avignon, 17 octobre 1335.

Bernardo de Farges archiepiscopo Narbonensi ejusque suffraganeis mandat ut magistro Arnaldo de Verdala ad provinciam suam destinato tres florenos singulis diebus quibus in prosecutione sibi commissorum negotiorum fuerit, assignare provideant. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCXXV f° 125 verso.)

« *Venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Narbonensi ejusque suffraganeis et dilectis filiis abbatibus, prioribus... etc... ceterisque personis ecclesiasticis secularibus et regularibus, exemptis et non exemptis per civitatem ac diocesim et provinciam Narbonensem constitutis.* Cum nos dilectum — Dat. Avinione, XVI kalendas novembris, anno primo »

Item in eumdem modum *Gasberto du Val archiepiscopo Arelatensi*, cleroque ejusdem provincie. — Datum ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCXXVI f° 126 recto.)

111 Avignon, 26 octobre 1335.

Bernardo Vaquerii concedit facultatem ut ea quae de negotiis olim Guillelmo Cabiroli per litteras apostolicas in provincia Burdegalensi commissis restant complenda exsequi valeat et complere. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCXXXV f° 127 recto.)

« *Dilecto filio Bernardo Vaquerii archidiacono Gaujagensi in Ecclesia Vasatensi.* Cum de tue — Dat. Avinione, VII kalendas novembris, anno primo. »

112 Avignon, 28 octobre 1335.

Philippo regi Franciae, quae a Ludovico de Bavaria offeruntur, secreto et confidenter mittit; de transferenda autem Sede apostolica ad Urbem, cardinalibus inter se dissidentibus, nondum cepit consilium. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° DCXLI, f° 128 verso. — *Vatikanische Akten* p. 601 n° 1762.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Litteras binas regias benignitate recepimus consueta per quarum alteram recitatis per te, fili carissime, hiis que pridem post primum adventum nunciorum Ludovici de Bavaria ad presenciam nos-

tram tibi scripsimus, nobis cum instancia supplicasti ut cum nuncios prefatos qui tunc ab eadem recedentes presencia regressi ad eundem Ludovicum fuerant, pro mandatis super oblatis nobis per eos nomine Ludovici predicti reportandis ab ipso, jam ad eandem nostram presenciam intellexeris cum mandatis hujusmodi rediisse, prefati perfectionem negocii alti utique multum et ardui, cum de oblatis hujusmodi tibi tunc per nos minime reseratis plenam non haberes noticiam, differre usque ad adventum ad Sedem apostolicam regium quem accelerare nobisque intimare secrete disponis propterea curaremus; et si hoc efficere nequiremus, de meritis ejusdem negocii regiam informaremus prudenciam ut deliberare consultius, tuamque deliberationem valeret nobis super hiis que sibi circa dictum negocium occurrerent intimare. Porro fili dilectissime, oblata predicta que sub secreto facta fuerant, de quibus cum essent multum gravia, dubitabatur merito an idem Ludovicus ea vellet et curaret ad effectum perduci, omisimus tue celsitudini explicare, quanquam per litteras tunc per nos tibi missas expresserimus quod nostre intentionis existebat sicut et adhuc existere noscitur nequaquam in predicto negocio procedere, nisi per ea que fient juri et honori romane Ecclesie ac tuis et carissimi in Christo filii nostri Roberti regis Sicilie illustris regnorumque vestrorum indempnitatibus consulatur. Nempe, circa festum Nativitatis Beate Marie Virginis proximum jam elapsum supradicti Ludovici nuncii cum mandatis ipsius ad prosequendum et perficiendum oblata hujusmodi redierunt, quorum mandatorum tenores contentos in cedulis presentibus interclusis, tibi fili dilectissime, confidenter mittimus et secrete, ut eis visis et secretis personis communicandis duntaxat, per quas ad aliorum noticiam devenire nequeant, deliberare possis, plenius nobis quam deliberationem regiam rescribere celerius valeas in hac parte. Summopere, fili amantissime quesumus provisurus ne prefatorum mandatorum tenores publicentur nec divulgentur quia hoc si, quod absit, fieret, in nostrum dedecus cederet ac in tuum et multorum aliorum forsitan detrimentum. Estimamus equidem quod si Ludovicus predictus ejusque sequaces, fautores et adherentes innumeri possint salvis premissis a via perditionis per quam gradiuntur oberrantes extra ovile dominicum reduci ad gremium Ecclesie, maximum obsequium Deo, lucrifaciendo sibi tot animas diabolice voracitati expositas, proculdubio prestaretur, obviareturque magnis periculis que interdicti et excommunicationis sententie, quibus illa regio Alamannie tot circumvoluta temporibus extitit comminantur, presertim cum ex similibus scismata et rebelliones consueverunt adversus Ecclesiam et fidem catholicam periculose nimium alias pullulari. Audimus etiam multas terras Italie, in quibus propter defectum recti regiminis nec juri paretur nec justitie, sed mala multiplicantur continue, quibus esset salubriter consulendum. Super dilatione autem petita predicti negotii ut prefertur, nihil valemus aliud presentialiter respondere nisi quod negotium ipsum per fratres nostros singulariter videtur et examinatur mature. Nobis etiam occurrunt alia non paria ardua negocia super quibus habemus interim intendere diligenter, maxime circa materiam de visione beatifica quam nuper non sine magnis solicitudinibus et laboribus per nos cum pluribus sacre pagine et quibusdam de fratribus predictis presentibus tractatum et digestum, nunc in consistorium deduximus ut cum consilio fratrum ipsorum et alias deliberatione matura previa, salutis et consolatoria toti populo catholico Deoque placibilis determinatio sicut desideranter appetimus et regia devotio desiderat, possit sequi. Si vero medio tempore, visis dictis tenoribus aliqua magnificencie regali occurrent que hiis que ad providendum juri et honori Ecclesie predicte necnon tuis et regis prefati Sicilie indempnitatibus premisimus, obvia regie providencie viderentur, illa celeriter et secrete nobis nuntiare ut provideri cautius valeat super hoc, non postponas. Rursus cum per aliam predictam litteram regalis excellencia supplicaret ut responsionem prefixionis termini temporis quam dilectis filiis populo romano super translatione curie ad Urbem facienda dudum supplicantibus nos facturos, in kalendas presentis mensis octobris diximus, usque ad adventum predictum regium differremus, magnificentie regie ut non ignoret que acta sunt super hoc, prout sequitur respondemus: in predicto siquidem termino super responsione facienda hujusmodi assignato, negocium ipsum in consistorium duximus deducendum, et quia vota fratrum predictorum fuerunt in hac parte dissonancia et diversa, nequaquam extitit ulterius processum; deinde vero per nos ad partem auditis que dilecti filii nostri Petrus Sancti Martini in Montibus ac Talayrandus Sancti Petri ad Vincula et Petrus Sancti Clementis titulorum presbyteri cardinales, juxta ea que tua celsitudo eis circa hec scripserat explicarunt, nostre deliberationis extitit quod ea que de illis passagii transmarini tangebant negocium, in consistorium deducerentur duntaxat, aliis ex quibus concludi videbatur curiam in istis par-

tibus perpetuo remanere suppressis, que scandalosi periculi materiam forsitan suscitarent; quibus sic factis et adhuc dictorum fratrum voluntatibus diversis et dissonis existentibus, sicut prius nos negocium hujusmodi retinuimus et adhuc retinemus penes nos in suspenso, intendentes super aliis utique arduis occurrentibus vacare sicut cum divino beneplacito poterimus, sic eodem proxime dicto negocio quiescente. Interim autem si regie prudencie nove rationes occurrerent, propter quas esset dicta responsio quo ad tempus presens non tamen subsequens differenda, illas nobis modo quo sibi expedire videbitur, studeat nunciare. — Dat. Avinione, v kalendas novembris, anno primo. »

113 Avignon, 29 octobre 1335.

Ramundum de Chameraco et Pontium de Pereto solutos facit pro DC florenis et DC agnis ac VII millibus CC regalibus ab eis ex bonis et debitis Petri de Castelnau quondam episcopi Ruthenensis collectis et camerae apostolicae assignatis. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCXLIII f° 129 verso.)

« *Dilectis filiis magistris Ramundo de Chameraco canonico Massiliensi et Poncio de Pereto rectori Ecclesie de Rovinhaco Biterrensis diocesis.* Dudum bonorum mobilium — Dat. Avinione, IV kalendas novembris, anno primo. »

114 Avignon, 29 octobre 1335.

Ramundo de Chameraco et Pontio de Pereto facultatem concedit frumentum et vinum ab eis nomine camerae apostolicae ex proventibus episcopalis mensae Ruthenensis collecta, vendendi atque in pecunias convertendi, vel etiam custodiendi. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCXLIII f° 129 verso.)

« *Eisdem magistris Ramundo et Poncio.* Pridem collectionem et — Dat. ut supra. »

115 Avignon, 29 octobre 1335.

Ramundo de Chameraco et Pontio de Pereto mandat ut legata quae a Petro de Castelnau quondam episcopo Ruthenensi et Petro de Pleine Chassagne quondam patriarcha Ierosolimitano ejusdem dioecesis administratore non excessive facta et nondum soluta fuisse repererint, ex bonis dictorum episcopi et patriarchae una cum curatoribus testamentorum ipsorum persolvant. Si vero circa legata eo modo facta, an sint nimia aliquod dubium oriretur, cameram apostolicam, solutione suspensa, studeant reddere certiorem. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCXLIIII f° 130 recto.)

« *Eisdem.* Cum vobis dudum — Datum ut supra. »

116 Avignon, 29 octobre 1335.

Ramundo de Chameraco et Pontio de Pereto mandat ut, de pravis muneribus receptis et aliis commissis a vicariis Ecclesiae Ruthenensis inquirentes, inquestam et quicquid inde repererint Sedi apostolicae transmittant. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCXLV f° 130 recto.)

« *Eisdem magistris Ramundo et Poncio.* Nuper intelleximus displicenter — Dat. ut supra. »

117 Avignon, 10 novembre 1335.

Arnaldum de Verdala et Raimundum de Picapollo solutos facit de reditibus mensae archiepiscopalis Auxitanae quos dominus Johannes Papa XXII Sedi apostolicae reservavit. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCCXXXVII, f° 141 recto.)

« *Dilectis filiis magistro Arnaldo de Verdala decano Ecclesie Sancti Pauli de Fenolhedesio Electensis et Raimundo de Picapollo rectori de Analhosio Ecclesiarum, Electensis et Tholosane diocesum.* Petitio vestra coram nobis proposita continebat quod olim felicis recordationis Johannes Papa XXII predecessor noster, volens fructus, redditus et proventus ad mensam archiepiscopalem Ecclesie Auxitane spectantes, qui tempore vacationis ejusdem Ecclesie per obitum bone memorie Amanevi archiepiscopi Auxitani obvenerant, quosque predecessor ipse, certis ex causis, dispositioni sue reservaverat nomine suo et Ecclesie romane fideliter exigi et levari, vobis per suas mandavit litteras et commisit ut fructus, redditus et proventus eosdem qui obvenerant tempore vacationis jamdicte, petere, colligere ac recipere dicto nomine solerter et fideliter curaretis, quodque vos ad executionem litterarum hujusmodi procedentes ac solerter et fideliter de hujusmodi fructibus, redditibus et proventibus inquirentes, tam per rationes quas dilectus filius Ermengaudus de Pozollis archidiaconus de Perdiaco in eadem Ecclesia Auxitana, et quondam Augerius de Pozzollis officialis Avinionensis a dilectis filiis capitulo Ecclesie Auxitane predicte de mandato dicti predecessoris audivisse super fructibus, redditibus et proventibus dicebatur predictis, quam inquisitionem per vos inde factam reperistis

quod tempore quo facta vobis extitit dicta commissio, deberi per debitores diversos asserebantur de dictis fructibus, redditibus et proventibus que sequntur: videlicet quadraginta tria milia ducentas octuaginta quatuor libras et sexdecim solidos Turonensium debilium, tria milia septingentas duodecim conchas unum carterium et medium frumenti ad mensuram de Auxio, vigintiquinque milia ducentas nonaginta tres conchas et mediam frumenti ad mensuram de Vico, mille ducentas triginta septem conchas unum carterium mixture ad mensuram de Auxio, mille quingentas viginti duas conchas mixture ad dictam mensuram de Vico, omnibus aliis bladorum mensuris in dictis de Auxio et de Vico mensuris conversis, centum duas salmatas vini; et insuper quod tam de hiis a debitoribus diversis quam etiam de bonis mobilibus et debitis ejusdem archiepiscopi et quondam Arnaldi de Lavardencis canonici et prepositi sancti Justini in eadem Ecclesia Auxitana similiter reservatis et ipsius predecessoris camere applicatis, super quibus etiam fuistis per diversas dicti predecessoris litteras collectores seu commissarii deputati, collegistis et recepistis a prima die mensis julii de anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo septimo usque ad vicesimam sextam diem mensis septembris proximi preteriti ea que inferius describuntur: videlicet viginti duo milia nongentas viginti quatuor libras decem solidos septem denarios Turonensium debilium, septem milia centum viginti libras novem solidos sex denarios Turonensium monete mediocris, octo milia ducentas quinquaginta sex libras decem septem solidos tres denarios obolum fortis monete, ducentos viginti duos florenos ducentos agnos auri. Rursus eadem petitio subjungebat quod de pecuniis et bonis hujusmodi per vos, ut premittitur, receptis, dilecto filio nobili viro Ludovico duci Borbonesii cui memoratus predecessor primo vigintiquinque milia pro preparatione ac prosecutione passagii transmarini, et subsequenter sex milia florenos auri, quosquidem sex milia florenos auri in summa dictorum vigintiquinque milium certis ex causis contineri voluit et includi dederat, et per vos eidem duci vel ejus certis procuratoribus de fructibus, redditibus et proventibus supradictis mandaverat assignari, sicut in diversis apostolicis inde confectis litteris continetur, viginti novem milia ducentos triginta quatuor florenos auri diversis preciis extimatos, decem septem solidos duos denarios obolum Turonensium bonorum in viginti uno milibus quadringentis et novem libris novem solidis obolo Turonensium debilium, tribus milibus quingentis quadraginta una libris quindecum solidis octo denariis obolo Turonensium dicte mediocris monete, sex milibus septuaginta tribus libris duodecim solidis septem denariis cum obolo Turonensium fortis monete solvistis juxta predictarum continenciam litterarum, exinde confectis publicis instrumentis; et ulterius prefati predecessoris trecentas viginti quatuor libras tresdecim solidos octo denarios Turonensium debilium tria milia quadringentas quinquaginta unam libras decem solidos Turonensium dicte mediocris monete, octingentas quadraginta quatuor libras duos solidos quatuor denarios Turonensium fortis monete, ducentos viginti duos florenos, ducentos agnos auri ac deinde nostre camere trecentas septuaginta tres libras duos solidos Turonensium dicte fortis monete diversis temporibus et vicibus assignatis, super eisdem assignationibus litteris recognitionis et quitationis ab eadem camera per vos habitis et receptis; preterea quod pro debitis vobis stipendiis ac expensis occasione premissorum per vos factis pro toto tempore quo circa premissa laborastis, vos prout quemlibet vestrum contingit octingentas viginti quatuor libras quatuor solidos Turonensium debilium, sexcentas viginti septem libras quindecim solidos octo denarios Turonensium fortis monete de pecuniis per vos, ut premittitur, receptis habuistis ac etiam recepistis. Cum autem vos super et de predictis omnibus et singulis receptis ac solutis, assignatis et expensis reddideritis nostre predicte camere rationes, et per eas fideli et diligenti calculatione et deductione de collectis et receptis ad soluta, assignata et expensa tam pro stipendiis quam aliis, reductioneque monetarum factis repertum extiterit adhuc sexcentas sex libras tres solidos sex denarios Turonensium bonorum nostre predicte camere vos debere preter summas seu quantitates que inferius denotantur: videlicet tresdecim milia septingentas sexaginta octo libras quinque solidos unum denarium Turonensium debilium, duo milia trecentas sexaginta septem conchas, quinque carteria frumenti, sexcentas nonaginta quatuor conchas mixture ad mensuram de Auxio, viginti milia decem septem conchas frumenti, mille ducentas conchas et mediam mixture ad mensuram de Vico, omnibus aliis bladorum mensuris in ipsas duas mensuras conversis, et centum duas salmatas vini, quequidem quantitates adhuc de dictis fructibus per diversas personas in dictis vestris rationibus nominatas ad solvendum restare eidem nostre camere asseruntur, salvo tamen quod de ipsis restis bladorum vos certas pecunie quantitates in dicta vestra recepta inclusas absque extimatione alia asseritis recepisse, prout in dictis vestris rationibus conti-

netur, pro quibusquidem restis vos obligare non intenditis nec onerari quomodolibet remanere, presertim cum ignoretis an sint vere nec de illis nobis apparuerit nec appareat nisi prout in scripturis dictorum archidiaconi et officialis sunt scripte, nobis humiliter supplicastis ut vobis vestrisque indempnitatibus providere super premissis paterna diligencia curaremus. Nos igitur qui libenter veritati ac rationis equitati et justicie inheremus, venerabilis fratris Gasberti archiepiscopi Aretalensis camerarii, et dilectorum filiorum magistrorum Johannis de Coiordano archidiaconi de Lunacio in Ecclesia Biterrensi thesaurario nostrorum ac Guillelmi de Bos prepositi, Johannis de Amelio archidiaconi Forojuliensis ac Michaelis Ricomanni canonici Valentine Ecclesiarum, nostre camere clericorum, super eisdem rationibus relatione audita, rationes predictas ratas hahentes et gratas volumus et decernimus tam de assignatis predicte camere quam solutis dicto Ludovico vel ejus certis procuratoribus et aliis personis quibuscumque de mandato apostolico de quibus instrumenta seu litteras particulariter habuistis, et expensis ac stipendiis prout computatum est et calculatum, salvis tamen quibusdam declarationibus super fructibus, redditibus et proventibus supradictis per vos faciendis, sicut in eisdem rationibus retinetur et in omnibus quo ad vos cameramque predictam veritate et errore calculi, vos et vestrum quemlibet quo ad assignata, soluta et expensa, ut prefertur, quitos et absolutos existere perpetuoque remanere cum omnibus bonis vestris, has vobis litteras nostra bulla munitas in premissorum testimonium concedentes. — Dat. Avinione, III idus novembris, anno primo.

118 Avignon, 11 novembre 1335.

Galhardo Nigri et Raimundo Flori facultatem concedit ut illos qui, propter retardationem solutionis fructuum annalium reservatorum, excommunicationis sententias incurrerant, et beneficia pro quibus fructus debentur hujusmodi supposita fuerint ecclesiastico interdicto, possint absolvere et interdicta relaxare. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° DCXLVI f° 130 verso.)

« *Dilectis filiis Galhardo Nigri archidiacono de Boriaco Convenarum et Raimundo Flori canonico Urgellensis Ecclesiarum.* Pridem fide digna relatione — Dat. Avinione, III idus novembris, anno primo. »

Item in eumdem modum *Bernardo Vaquerii archidiacono Gaujagensi in Ecclesia Vasatensi*, deputato in provincia Burdegalensi, verbis competenter mutatis. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° DCXLVII f° 131 recto.)

119 Avignon, 16 novembre 1335.

Arnaldo de Verdala mandat ut de statu hospitalium et leprosariarum provinciae Narbonensis inquisitum eat et omnia, quae contra constitutiones olim in concilio Viennensi editas, facta repererit, reformare studeat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° DCXLVIII fol. 131 recto.)

« *Dilecto filio magistro Arnaldo de Verdala decano Ecclesie Sancti Pauli de Fenolhedesio Electensis diocesis, familiari nostro.*

Relatione multorum compassione non vacua perductum extitit ad nostri apostolatus auditum, quod licet olim in concilio Viennensi super conservandis, manutenendis et dispensandis bonis, juribus et proventibus hospitalium pauperum et leprosariarum, ac alienatis exinde repetendis, necnon Christi pauperibus in eisdem hospitalibus et infectis morbo lepre in dictis leprosariis recipiendis et sustentandis, salubriter fuerit consulta deliberatione provisum, nonnulli tamen, ad quos juxta tenorem constitutionis super premissis in eodem concilio edite executio pertinet, eorundem notabilem et nocivam circa illa commiserunt hactenus et committere negligenciam non verentur, et quamplurium etiam quibus dictorum hospitalium et leprosariarum juxta vel contra forsitan jamdicte constitutionis tenorem cura vel administratio fuit commissa, sic oculos avaricie cecitas excecavit quod nedum lectos et alia suppellectilia eorundem hospitalium et leprosariarum per eos ibidem reperta conservare ac adaugere, ut tenebantur, dampnabiliter ommiserunt, quinimmo illa et alia multa bona mobilia et immobilia que pauperibus ipsis conservare tenebantur illesa, destruxerunt, alienaverunt, distraxerunt, aut destrui, perdi et alienari per incuriam seu maliciam permiserunt et aliqua de illis, necnon fructus, redditus et proventus hospitalium et leprosariarum hujusmodi in usus proprios defraudando exinde pauperes et personas miserabiles in divine majestatis offensam, suarum animarum periculum ac ipsorum pauperum et personarum miserabilium grande prejudicium converterunt et convertere dampnabiliter moliuntur. Nos igitur talia tolerare ulterius non valentes, et sperantes quod per te, quem pro certis aliis negociis utilitatem Ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum publicam tangentibus, ad Narbonensem et Arelatensem provin-

cias destinamus, utilis reformatio subsequi poterit in hac parte, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus super premissis et ea quomodolibet tangentibus, simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, loca hujusmodi subiciendo nichilominus aspectibus propriis, sicut commode poteris, te informans, quecumque in ipsis hospitalibus et leprosariis consistentibus in dictis provinciis contra tenorem dicte constitutionis repereris attemptata, revocare in statum debitum, auctoritate nostra, ac de hiis que inde subtracta, distracta, alienata et asportata indebite fuerint, de quibus tibi per informationem predictam constiterit, facias per illos qui super hoc reperti culpabiles extiterint, satisfactionem et restitutionem ratione previa fieri competentem; et insuper tam ordinarios quam alios ad quos pertinet, eisdem hospitalibus et leprosariis de rectoribus seu administratoribus providere, ut contenta in eadem constitutione, quantum ad eos pertinuerit, circa premissa observent tenaciter et faciant inviolabiliter observari tam generaliter quam specialiter, prout oportunum cognoveris, ex parte nostra moneas efficaciter et inducas. Contradictores... etc... Non obstante si eis vel ipsorum alicui.... etc.... hujusmodi mentionem.

Datum Avinione, XVI kalendas decembris, anno primo. »

120 Avignon, 16 novembre 1335.

Galhardo Nigri et Ramundo Flori facultatem concedit ut in rebus camerae apostolicae sibi commissis procedere possint, litteris ad haec negotia pertinentibus observatis. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCXLIX, fol. 131 verso.)

« *Dilectis filiis Galhardo Nigri archidiacono de Boriaco Convenarum et Ramundo Flori canonico Urgellensis Ecclesiarum.* De vestra et vestrum — Dat. Avinione, XVI kalendas decembris, anno primo. »

121 Avignon, 27 novembre 1335.

Philippo regi Franciae nuntiat se bona valetudine frui neque in praesenti rem habere ullam quam velit scribere. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° DCLXXXVII fol. 135 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Quia benivolencia regia nobis nuncians per suas litteras quas leta manu recepimus prosperum statum suum, affectione sincera petiit certiorari de nostro, id de fonte caritatis manere probabiliter extimantes, tibi fili carissime, gratiarum exolvimus uberes actiones, regiam volentes excellentiam non latere, quod licet inter prospera et adversa curis et solicitudinibus quas nobis jugum apostolice servitutis indicit, jugiter anxiemur, Illo tamen faciente qui potest, et in quo inter fluctuationes varias quibus navis Petri nostro commissa regimini concutitur, anchoram spei nostre figimus, corporali perfruimur sospitate, de statu felici regio quem delectabiliter per litteras predictas audivimus plurimum in Domino consolati; et si super premissis frequenter non scribimus regalis non miretur serenitas, nec ad minorem affectionem et dilectionem ascribat; si enim aliqua que in nostrum vel tuum, fili dilectissime, redundare possent incommodum vel periculum audiremus, vel occurrerent alia oportune vel necessario nuncianda, illa non ommitteremus e vestigio regie celsitudini ut provideri valeret super hoc salubrius intimare, iddem vice mutua per te fieri nobis indubie supponentes. Ceterum quamvis adventum regium cum gaudioso desiderio prestolemur, quia tamen a periculis corporeis te optamus desiderabiliter a Domino custodiri, si adventus ipse quousque tempus pro itinerando sit oportunius, etiam ultra terminum expressum in predictis litteris, prout expediens regalis circumspectio cognoverit, differatur, erit propterea que premittimus nobis gratum. Rursus scire te, fili amantissime, volumus quod ille Garinus maleficus et quidam alius de ordine Fratrum Minorum qui horrendas et excecrandas factiones se fecisse ac commisisse confessi sunt, post deliberationem per nos cum nostris et aliquibus palacii nostri auditoribus aliisque viris peritis super factionibus et maleficiis hujusmodi prehabita, stricto sunt carceri ut ibidem commissa ambo in compedibus et idem Garinus manicis ferreis defleant perpetuo deputati.

Datum Avinione, v kalendas decembris, anno primo. »

122 Avignon, 30 novembre 1335.

Magistro Arnaldo de Verdala solutum facit pro fructibus diversis Sedi apostolicae reservatis quos collegit et camerae assignavit. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCCXXXVIII fol. 142 verso.)

« *Dilecto filio magistro Arnaldo de Verdala decano Ecclesie Sancti Pauli de Fenolhedesio Electensis diocesis.*

Sicut tua coram nobis exhibita petitio continebat tu qui olim super colligendis proventibus infrascriptis ad cameram felicis recordationis Johannis Pape XXII predecessoris nostri pertinentibus, videlicet de fructibus annalibus beneficiorum ecclesiasticorum apud Sedem apostolicam vel alibi vacantium, ad dispositionem ejusdem predecessoris ex reservatione sua generali vel speciali, seu alias quovismodo spectantibus, per prefatum predecessorem diversis temporibus et vicibus reservatis et sue camere applicatis, in civitate, diocesi et provincia Narbonensibus, ac Tholosana, Vaurensi, Sancti Papuli, Mirapiscensi et Appamiarum civitatibus et diocesibus, necnon et bonis et debitis bone memorie Galhardi Tholosani, Bernardi Sancti Papuli, Raymundi Mirapiscensis, Petri de Ruppeforti et Petri Raderii Carcassonensis. Bartholomei Electensis, Arnaldi Conserannensis, Raymundi Agathensis et Bernardi Lodovensis episcoporum et etiam nostris que habebamus tunc Appamiarum Ecclesie regimini presidentes, ac quondam Aymerici de Soricinio et Guidonis de Aniana monasteriorum ordinis Sancti Benedicti Vaurensis et Magalonensis diocesum abbatum. Petri Mathei archidiaconi de Muroveteri in Ecclesia Valentina. Amelii de Beronia de Conilhaco, Arnaldi de Villario de Bellopodio, Arnaldi Barra de Carlipaco Narbonensis, Mirapiscensis et Carcassonensis diocesum predictarum Ecclesiarum rectorum, Petri de la Bruna canonici Pictavensis et Philippi de Majoricis abbatis Ecclesie Sancti Pauli Narbonensis, necnon dilectorum filiorum Gasberti de Montelugduno nunc Ecclesie predicte de Conilhaco et Johannis Restolli de Blanmo supradicte diocesis Vaurensis Ecclesiarum rectorum; et insuper bonis seu fructibus et proventibus propositure de Serris et prioratus de Blanhaco Electensis et Tholosane diocesum predictarum per dictum predecessorem reservatis et sue camere applicatis, et etiam procurationum provincie Tholosane unius anni per venerabilem fratrem nostrum Guillelmum archiepiscopum Tholosanum et subditorum per prelatos et personas ecclesiasticas dictarum Narbonensis, Electensis, Carcassonensis, Sancti Poncii Thomeriarum, Biterrensis, Agathensis, Lodovensis et Magalonensis civitatum et diocesum residuis etiam certis depositis penes quondam Bernardum Armandi et dilectum filium Johannem Pagani campsores Tholosanos de certis summis pecuniarum factis, per diversas prefati predecessoris litteras fuisti collector seu commissarius, sicut in eisdem continetur plenius litteris, deputatus, de diversis pecuniarum summis quas de premissis et eorum singulis diversis temporibus recepisti, nostre camere rationes reddere curavisti, per quasquidem rationes calculatum extitit et repertum te a die septima mensis marcii de anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo sexto usque ad diem primam mensis octobris proximi preteriti recepisse ac collegisse de predictis omnibus que sequntur: videlicet triginta octo milia ducentas quinquaginta quatuor libras quatuordecim solidos Turonensium debilium, quadraginta milia centum duas libras unum denarium Turonensium bonorum parvorum, ducentas triginta quinque libras tresdecim solidos quinque denarios Turonensium grossorum argenti, LII solidos quatuor denarios sterlingorum, viginti novem solidos septem denarios Julhatorum, centum septuaginta duas marchas, unam unciam, unum quartum et unum denarium ac medium argenti, septem milia centum sexaginta florenos auri, mille nonaginta quatuor agnos auri, mille quingentos quadraginta unum regales et unum Parisiensium auri de massa, et exinde diversis temporibus et vicibus assignasse tam memorati predecessoris quam nostre [camere] summas pecuniarum infrascriptas scilicet primo dicti predecessoris triginta unam milia nongentas triginta quatuor libras quindecim solidos quinque denarios et obolum Turonensium debilium, triginta tres milia quingentas septuaginta quinque libras decem octo solidos quatuor denarios et obolum Turonensium bonorum parvorum, ducentas triginta quinque libras duodecim solidos unum denarium Turonensium grossorum, quinquaginta duos solidos quatuor denarios sterlingorum, decem octo solidos Julhatorum, centum septuaginta duas marchas, unam unciam, unum quartum, unum denarium et medium argenti, sex milia ducentos viginti quatuor florenos, mille nonaginta quatuor agnos, mille quingentos quadraginta unum regales et unum Parisiensium de massa auri, subsequenter nostre cameris (*sic*) tres milia sexcentas viginti quatuor libras XII solidos et unum denarium Turonensium bonorum parvorum, de hujusmodi assignatis per te litteris recognitionis et quitationis habitis et receptis; item et te solvisse tam pro provisionibus dudum nobis cum olim de Appamiarum Ecclesia fuimus ad Ecclesiam Mirapiscensem prefatam translati, ac venerabilibus fratribus nostris Dominico Appamiarum et Petro Carcassonensi episcopis, quam etiam pro quindecim libris Turonensium parvorum annui redditus emptis per te de mandato dicti predecessoris pro dotanda una capellania perpetua in Ecclesia rurali beate Marie de Plana dicte Tholosane diocesis, necnon et pro complenda executione testamenti dicti Raymundi Mirapiscensis epis-

copi et debitis dictorum Galhardi Tholosani et Petri Roderii Carcassonensis episcoporum et quibusdam aliis in rationibus predictis expressis que sequntur: videlicet IIII^m quadringentas viginti unam libras quatuordecim solidos octo denarios Turonensium debilium, duo milia quingentas sexaginta quatuor libras octo solidos denarios septem obolum Turonensium bonorum parvorum: rursus tam pro tuis quam quondam Bernardi de Pereto, super collectione bonorum dicti Petri Roderii episcopi Carcassonensis college tui, stipendiis et expensis prout quemlibet vestrum pro tempore laboris circa premissa impensi contingebat, habuisse et recepisse septingentas quinquaginta sex libras decem septem solidos tres denarios Turonensium debilium, sexcentas quadraginta unam libras quatuordecim solidos octo denarios Turonensium bonorum parvorum; et demum quod predictis assignatis, solutis et expensis de summa recepte predicte deductis, restare constat per rationes easdem calculatione facta legitima et deductis etiam centum quinquaginta libris Turonensium debilium quas asseris quondam Johannem Regafredi rectorem Ecclesie de Mujolano dicte Magalonensis diocesis collegam tuum de dictis annalibus recepisse, centum nonaginta libras decem novem solidos septem denarios obolum Turonensium bonorum parvorum, monetis debilibus ad bonam reductis, nongentos triginta sex florenos auri, sexdecim Turonenses grossos, et decem novem denarios Julhatorum argenti adhuc nostre camere te debere preter restas seu residua adhuc de proventibus et bonis supradictis debita, et per te in libris rationum tuarum scripta que ex una parte ad summam subsequentem ascendunt, videlicet: septem milia septuaginta quatuor libras quatuor solidos undecim denarios Turonensium bonorum parvorum, centum nonaginta novem florenos auri, et ex alia parte quasdam alias quantitates quas per diversas personas asseruisti deberi prefate camere in partibus collectionis tibi decrete, prout in libris dictarum rationum tuarum particulariter continentur. Quare nobis humiliter supplicasti ut tibi tuisque indempnitatibus providere super hiis paterna diligencia curaremus: nos igitur qui veritati, rationis equitati et justicie inheremus, tua supplicatione hujusmodi plenius intellecta, et venerabilis fratris Gasberti archiepiscopi Arelatensis camerarii et dilectorum filiorum magistrorum Johannis de Coiordano archidiaconi de Lunacio in Ecclesia Biterrensi thesaurarii nostrorum, ac Guillermi de Bos prepositi, Johannis de Amelio archidiaconi Forojuliensis et Michaelis Ricomanni canonici Valentine Ecclesiarum, camere nostre clericorum, de eisdem rationibus relatione audita, rationes predictas ratas habentes et gratas, volumus et decernimus tam de assignatis prefate camere quam de mandato apostolico personis aliis de quorum assignationibus, ut prefertur, litteras particulariter habuisti quam solutis et expensis prout computatum et calculatum est, salvis tamen quo ad te cameramque predictam veritate et errore calculi, te quo ad assignata et expensa, ut prefertur, quitum et absolutum existere perpetuoque remanere cum omnibus bonis tuis, has tibi litteras nostra bulla munitas in premissorum testimonium concedentes.

Datum Avinione, II kalendas decembris, anno primo. »

123 Avignon, 1er décembre 1335.

Galhardo Nigri et Ramundo Flori mandat ut prioratus de Podioviridi et de Podioterici saecularium non collegiatarum Ecclesiarum, Mirapiscensis et Carcassonensis dioecesium, post obitum bonae memoriae Arnaldi de Via Sancti Eustachii diaconi cardinalis vacantes, sub manu apostolica teneant, atque ipsorum fructus colligant et conservent. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCXC f° 135 verso.)

« *Dilectis filiis Galhardo Nigri archidiacono de Boriaco Convenarum et Ramundo Flori canonico Urgellensis Ecclesiarum.* Cum de Podioviridi — Datum Avinione, kalendis decembris, anno primo ».

124 Avignon, 1er décembre 1335.

Bernardo Vaquerii mandat ut canonicatum, praebendam et archidiaconatum Xanctonensem, de Mazerayo et de Vienna saecularium non collegiatarum Ecclesiarum necnon prioratum de Alayraco et decanatum de Mayraco Cluniacensis ordinis, Xanctonensis et Condomiensis dioecesium, post obitum bonae memoriae Arnaldi Sancti Eustachii diaconi cardinalis vacantes, sub manu apostolica teneant et ipsorum fructus colligant et conservent. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCXCVII f° 136 verso.)

« *Dilecto filio Bernardo Vaquerii archidiacono Gaujagensi in Ecclesia Vasatensi.*

Dat. Avinione, kalendis decembris ».

Item in eumdem modum Bernardo de Casis subdecano Ecclesiae Beati Martini Turonensis de canonicatu,

praebenda et archidiaconatu Turonensibus. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° dcxcviii f° 136 verso.)

Item in eumdem modum magistro Arnaldo Regis archidiacono Ecclesiae Cameracensis de canonicatu, praebenda et archidiaconatu Brucellensibus in Ecclesia Cameracensi. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° dcxcix f° 136 verso.)

Item in eumdem modum Ramundo de Chameyraco canonico Massiliensi de prioratibus de Catusio ordinis Sancti Benedicti et saecularis non collegiatae Ecclesiae de Lentisio Caturcensis dioecesis. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° dcxci f° 136 recto.)

Item in eumdem modum Amanevo de Ramaforti cantori Ecclesiae Lingonensis, de media parte decimarum vini villae de Sevigeio prope Belnam Eduensis dioecesis. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° dcxcii f° 136 recto.)

Item in eumdem modum Ramundo Naulonis archidiacono Ecclesiae Aquensis de canonicatu, praebenda ac praecentoria Forojuliensibus, praepositura de Barioliis et saecularium non collegiatarum Ecclesiarum de Garcino et Sancti Andree de Luco, necnon de Monasteriis et de Revesto ordinis Sancti Benedicti prioratibus, Forojuliensis, Regensis et Aquensis dioecesium. — Dat. ut supra (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° dcxciii f° 136 recto.)

Item in eumdem modum Ramundo de Moreriis praeposito Ecclesiae Arelatensis de prioratibus de Bellicadio, de Bedoyno ac de Caderossa ordinis Sancti Benedicti, Arelatensis, Carpentoratensis et Aurasicensis dioecesium. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° dcxcv f° 136 recto.)

Item in eumdem modum Guillelmo Ruffi canonico Aniciensi, de archidiaconatu Ecclesiae Mimatensis, Ecclesia de Bavessa, ac de Salviaco et de Angayolis ordinis Sancti Benedicti prioratibus, Mimatensis et Claromontensis dioecesium. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° dcxcvi f° 136 recto.)

125 Avignon, 4 décembre 1335.

Philippo regi Franciae significat se venditionem villae de Magilina per comitem Flandriae episcopo Leodiensi olim factam rescindere non posse, partibus ad quas pertinet praecipue negotium nondum auditis. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 n° dclxxxviii f° 135 recto. — *Vatikanische Akten* p. 603 n° 1765.)

« *Eidem regi Francie.*

Pridem ad nostram veniens presenciam dilectus filius magister Renaldus de Molinis clericus et nuncius regius, nobis serenitatis regie litteras presentavit, quibusquidem nuncio et litteris solita benignitate receptis, ipse nuncius supplicationem quandam pro parte regia nobis exhibuit inter cetera continentem quod cum tu, fili carissime, dudum attendens quod inter dilectos filios nobiles viros Johannem Brabancie ducem ex parte una et Ludovicum Flandrie comitem ex altera, eorumque diversos valitores et alligatos pretextu emptionis ville de Magilina Cameracensis diocesis quam dictus comes a venerabili fratre . . episcopo et dilectis filiis capitulo Leodiensi necnon dilecta in Christo filia nobili muliere Margareta nata . . comitis Guerrensis fecerat, periculose nimium dissidentes, pacis erat concordia multiplex oportuna, pacem hujusmodi sub certis modis et formis, prout tibi ministravit Dominus, reformasti. Et quia pacis concordia hujusmodi solide ut habebat dicta supplicatio stabiliri non potest nisi quedam juramenta per eumdem comitem Flandrie prestita et pene adjecte super conventionibus venditionis predicte auctoritate apostolica relaxarentur, supplicabatur nobis pro parte regia ut facere relaxationem hujusmodi et nichilominus dictos episcopum et capitulum ad restituendum prefato comiti Flandrie precium quod ab eo pro dicta villa receperant, eidem tamen episcopo villa jamdicta in statu quo erat ante venditionem de illa factam ut premittitur restituta, compellere dignaremur. Nos igitur super contentis in litteris regiis et supplicatione predictis cum quibusdam de fratribus nostris sancte romane Ecclesie cardinalibus sinceris utique honoris et commodi regii zelatoribus deliberatione prehabita pluries diligenti, visum fuit nobis et cardinalibus ipsis decens honestati apostolice Sedis existere nec etiam rationi equitatis et justicie convenire nos ad relaxationem ipsam faciendam procedere, partibus quas hujusmodi negocium non parum arduum contingere principaliter noscitur inauditis, quare super hoc nos habeat regalis circumspectio quesumus excusatos. — Dat. Avinione, ii nonas decembris, anno primo. »

126 Avignon, 5 décembre 1335.

Regi Siciliae commendat magistrum Canhardum de Sabalhano, juris civilis professorem, canonicum Rivensem, rectorem Marchiae Anconitanae, hanc provinciam petentem ad exer-

cendum officium. (Litt. patens. REG. VAT. 130 n° DCLXXXVI f° 135 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum dilectus filius — Dat. Avinione, nonis decembris, anno primo ».

127 Avignon, 5 décembre 1335.

Adhemaro de la Voulte episcopo Valentino mandat ut pro solvendis debitis, remedium opportunum apponere studeat sine mora, ne Ecclesia sua molestetur. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° DCCIII f° 137 recto.)

« *Venerabili fratri Ademaro episcopo Valentino.* Querele gravis insinuatio perduxit nuper ad nostri apostolatus auditum quod ex eo quia super expediendis et solvendis certis debitis que tam in regno Francie quam alibi petuntur a te, oportunum remedium non apponis, dilecti filii clerus et populus civitatis Valentine et aliarum terrarum tibi ac tuis Valentine et Diensi Ecclesiis subjectarum, indictis in eodem regno sicut asseritur represaliis propterea contra eos, gravantur, molestantur et vilipenduntur multipliciter ac gravibus subiciuntur incessanter periculis et jacturis, quodque tu predictarum Ecclesiarum cure tui regimini (*sic*) commissarum, sic bona et jura dilabi, ac edificia et fortalicia destrui, dissipari ac etiam debilitari permittis, quod nisi aliud celeriter adhibeatur remedium, adeo lese remanebunt enormiter Ecclesie supradicte ut eis ac eorum prelato et subditis adversus oppressores et occupatores dictorum bonorum et jurium, defensionis et tuitionis aditus irreparabiliter percludetur. Nos igitur qui ex debito pastoralis officii Ecclesiarum presertim cathedralium providere tenemur indempnitatibus ne per suorum prelatorum incuriam in suis juribus collabantur, non intendentes talia in tam grave dictarum Ecclesiarum et subditorum earum dispendium, si veritas suffragetur relatibus tolerare, fraternitatem tuam monemus, requirimus attentius et hortamur, tibi nichilominus per apostolica scripta districtius injungendo mandantes quatinus adeo celeriter et provide tibi tuisque predictis Ecclesiis et subditis consulere studeas in hac parte, quod quantum in te fuerit, eorum circa premissa provideatur indempnitatibus et Ecclesiarum ipsarum presentibus et futuris, periculis et incommodis sicut fieri commodius, operosa per te adhibita diligencia poterit, obvietur, nec nos manum provisionis et correctionis apostolice super hiis apponere, quod deesse nequibit, si te remissum, quod absit, circa premissa forsitan reddideris, sit necesse. Ut autem de predictis et appositis seu apponendis per te remediis circa ea plenius informemur, volumus quod aliquam personam ydoneam sufficienter instructam ad nostram destinare presenciam quantocius non postponas. — Datum Avinione, nonis decembris, anno primo. »

128 Avignon, 5 décembre 1335.

Capitulo Valentino mandat ut partes suas in negotiis ad ipsam Ecclesiam pertinentibus interponat (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° DCCIIII fol. 130 fol. 137 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Valentine.* Querele gravis, etc., (ut supra usque tolerare, verbis competenter mutatis), eumdem episcopum per alias nostras litteras monemus, requirimus et hortamur, eidemque mandamus expresse, ut sic celeriter et provide sibi suisque predictis Ecclesiis et subditis consulere studeat in hac parte, quod quantum in eo fuerit ipsorum in hac parte provideatur indempnitatibus, et Ecclesiarum ipsarum presentibus et futuris periculis et incommodis sicut operosa per eum adhibita diligencia fieri poterit, utilius obvietur, nec nos providere de alio super hoc remedio sit necesse. Sane quia premissa non mediocriter vos contingant, universitatem vestram hortamur attentius, vobisque nichilominus districtius injungendo mandamus quatinus circa premissa per eundem episcopum adimplenda curetis sedule prout ad vos pertinuerit interponere solicitudinis vestre partes, et ut de hiis plenius informemur, aliquam personam ydoneam exinde sufficienter instructam ad nostram presenciam quantocius destinetis. — Datum ut supra. »

In eumdem modum capitulo Ecclesiae Diensis. — Datum ut supra. (Litt. clausa. REG. VAT. 130 n° DCCV fol. 137 recto.)

129 Avignon, 18 décembre 1335.

Revocat omnes reservationes et concessiones canonicatuum, praebendarum, dignitatum, personatuum et aliorum beneficiorum ecclesiasticorum a quibuslibet romanis Pontificibus factas seu concessas in quibusvis Ecclesiis, monasteriis, sive locis. (Litt. de curia. REG. VAT. 119 n° XXXV.)

« *Ad perpetuam rei memoriam.* Experimento didicimus quod — Dat. Avinione, xv kalendas januarii, anno primo. »

130 Avignon, 22 décembre 1335.

Philippum regem Franciae rogat ut Theodorum marchionem Montisferrati benigne recipiat et audiat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 nº DCCXLI fol. 144 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Cum dilectus filius nobilis vir Theodorus marchio Montisferrati ad presenciam magnificencie regalis accedens aliqua secreta, tibi fili carissime, que nobis pro parte aperuit verbotenus explicare intendat, regiam serenitatem attente rogamus quatinus nobilem ipsum benigne recipiat, ac auditis et intellectis hujusmodi exponendis per eum proinde circumspiciat regalis prudencia super eis quid agendum.

Datum Avinione, xi kalendas januarii, anno primo. »

131 Avignon, 22 décembre 1335.

Philippum regem Franciae rogat ut Petrum II de Chastellus abbatem Cluniacensem in curia romana retentum reformationis gratia Cluniacensis et Sancti Benedicti ordinum, excusatum habeat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 130 nº DCCLXII fol. 144 verso.)

« *Eidem regi Francie.* Attendentes dudum quod Cluniacensis et Sancti Benedicti ordines eorumque persone reformatione plurimum indigebant, et ad eam faciendam procedere paterne diligencie studiis cupientes, pridem dilectos filios Petrum Cluniacensis et quosdam alios monasteriorum ordinum predictorum abbates ut cum eis posset reformatio hujusmodi ad Dei laudem et gloriam ac animarum profectum et ordinum utilitatem ipsorum fieri, ad nostram fecimus presenciam evocari, et licet eisdem abbatibus presentibus et cohoperantibus pro magna parte ad reformationem hujusmodi sit processum, nondum tamen, cum multa circa illam occurrerint et occurrant ardua, totaliter est perfecta. Cum autem excellencia regia dicto abbati Cluniacensi noviter, sicut intelleximus, scripserit ut ad parlamentum regium pro remanendo ibidem continue se conferre procuret, excellenciam rogamus et in Domino exhortamur eandem quatinus predictum abbatem quem pro premissa reformatione necessarium et utilem in romana curia quousque completa cum auxilio divine gracie fuerit retinemus, habere velit super vocatione hujusmodi favorabiliter excusatum; prelibata siquidem reformatione completa, quod erit ut speramus in proximo, intendimus de ipso abbate prout pacientur negocia et nobis expedire videbitur, ordinare. Interim autem ipsum et negocia que ratione sui monasterii se in curia regia habere asserit ut graciose teneantur in statu, sicut honeste fieri poterit, donec ipse intendere post reformationem predictam utilius valeat, regali benivolencie commendamus.

Datum Avinione, xi kalendas januarii, anno primo. »

132 Avignon, 3 janvier 1336.

Magistro Bernardo de Casis mandat ut bona bonae memoriae Johannis I Le Parisy episcopi Venetensis quae sub manu tenet apostolica, curatoribus testamenti ipsius episcopi studeat assignare, ut per eos revera compleatur ejusdem episcopi dispositio. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 nº DCCXLIII fº 145 recto.)

« *Dilecto filio magistro Bernardo de Casis subdecano Ecclesie Beati Martini Turonensis.* Dudum exposito nobis — Dat. Avinione, III nonas januarii, anno primo. »

133 Avignon, 4 janvier 1336.

Magistrum Arnaldum de Verdala vetat se ullo modo inmiscere sine Papae speciali mandato in reformationem ordinum Cluniacensis et Sancti Benedicti sibi commissam. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 nº DCCXLVI fº 145 verso.)

« *Dilecto filio magistro Arnaldo de Verdala decano Ecclesie Sancti Pauli de Fenolhadesio Electensis diocesis.* Quamvis te de cujus — Dat. Avinione, II nonas januarii, anno primo. »

134 Avignon, 7 janvier 1336.

Magistro Johanni de Amelio mandat ut incolis loci de Palude ab officialibus romanae curiae indebite molestatis justitiae

complementum exhibere studeat. (Litt. patens. Reg. Vat. 130 n° DCCL f° 146 verso.)

« *Dilecto filio magistro Johanni de Amelio archidiacono Forojuliensi, camere nostre clerico.*

Clamosa dilectorum filiorum hominum et habitatorum loci de Palude in comitatu Venaissini consistentis, et ad nos et romanam Ecclesiam pertinentis insinuatione percepimus, quod pridem post appellationem per ipsos ex eo quia in usu depascendi animalia sua in territorio seu tenemento clausi Raynaudorum sito infra districtum et territorium dicti loci turbabantur indebite, et de novo ad Sedem apostolicam legitime interjectam, causaque super eadem appellatione in curia romana pendente, officiales curie Comitatus predicti, videlicet Ripertus de Podio vicarius et judex castri Valriaci et bajulus de Abolena, turba coadunata et more hostili exercitu congregato impetuose, causa cessante rationabili, venerunt ad dictum locum de Palude, bona dictorum hominum more rapientes predonico et secum nequiter asportantes, nec hiis contenti nonnullos homines et habitatores loci ejusdem violenter ceperunt et captivos apud Valriacum duxerunt, eosque ibidem adhuc detinent captivatos, quidam etiam de hominibus et habitatoribus dicti loci propter fremitum et terrorem insultus et invasionis hujusmodi fuge subsidium quesierunt, propter que locus predictus qui de jure ac proprietate memorate romane Ecclesie immediate consistere dinoscitur, remanet multipliciter desolatus. Volentes igitur prelibatis hominibus et habitatoribus provisionis nostre remedium humiliter super hiis implorantibus, de oportuno remedio provideri, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ad partes illas te incunctanter conferre procurans et super premissis et ea quomodolibet tangentibus simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, vocatis quos evocandos noveris, te informans, bona capta hujusmodi de quibus tibi per informationem eandem constiterit quorum interest restitui, et homines captivatos, ut prefertur, liberari facias, prout hec rationabiliter noveris faciendum, contradictores quoslibet et rebelles spirituali et temporali districtione, appellatione postposita, compescendo, non obstante si eis vel eorum aliquibus communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, et demum informationem predictam nobis defferre fideliter, ac de hiis et aliis que in hac parte quomodolibet feceris et repereris ut super excessu predicto justicie debitum fieri valeas, nos efficere studeas certiores. — Datum Avinione, VII, idus januarii, anno primo.

ANNUS SECUNDUS.

135 Avignon, 13 janvier 1336.

Magistro Johanni de Coiordano concedit ut pecuniam pro reparatione et aedificatione palatiorum pontificalium Avinionensis et Pontissorgiae necnon pro elemosinis opportunam, valeat expendere. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° IIII f° 2 recto.)

« *Dilecto filio magistro Johanni de Coiardano archidiacono Lunatensi in Ecclesia Biterrensi, capellano et thesaurario nostro.* Dudum post promotionem nostram ad summi pontificatus honorem, volentes tam in Avinionensi ubi moramur ad presens quam Pontissorgie Avinionensis diocesis palaciis, certa edificia et reparationes fieri ac elemosinas erogari, tibi verbotenus duximus injungendum ut pro hujusmodi edificiis, reparationibus et elemosinis necnon nostris et domus nostre necessariis tam ordinariis quam extraordinariis, expensas et sumptus oportunos et necessarios de proventibus cameram nostram contingentibus, quando et quociens opus existeret, ministrares ; cum autem tu exequendo mandatum nostrum hujusmodi reverenter, pro dictis edificiis, reparationibus, elemosinis et necessariis, nonnullas dispensaveris et expenderis, teque dispensare ac expendere jugiter oporteat de dictis proventibus pecunie quantitates, in libris rationum tuarum, sicut asseris singulariter et distincte conscriptas ; nos dispensationem et expensarum ac sumptuum hujusmodi ministrationem per te factas, ut premittitur, hactenus, pro premissis et eorum singulis ratas habentes et gratas, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus ea que pro predictis edificiis et reparationibus usque ad perfectionem, necnon elemosinis et necessariis fuerint ulterius necessaria vel etiam oportuna, dispensare ac ministrare de prefatis proventibus quando et quociens occurrerit tibique videbitur, non postponas, ita quod propter defectum ministrationis hujusmodi non impediantur premissa quomodolibet vel etiam retardentur, nos enim de hujusmodi expensis et sumptibus, de quibus rationes reddideris particulariter et distincte,

tibi oportunas quitationis et absolutionis litteras concedemus. — Datum Avinione, idibus januarii, anno secundo. »

136 Avignon, 13 janvier 1336.

Guillelmum III de Mandagot episcopum Uticensem hortatur ut commissa et omissa in Ecclesia sua ordinis Sancti Augustini regularis, circa observantiam, pia opera vel aedificia, una cum magistro Arnaldo de Verdala ad hoc munus destinato, corrigere celeriter et reformare studeat. (Lit. clausa. Reg. Vat. 131 n° v f° 2 recto.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Uticensi.* Grave non indigne — Dat. Avinione, idibus januarii, anno secundo. »

137 Avignon, 13 janvier 1336.

Praeposito et capitulo Ecclesiae Uticensis in virtute sanctae obedientiae injungit et mandat ut ad observantiam corrigendorum et statuendorum a magistro Arnaldo de Verdala, se coaptent. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° vi f° 2 verso.)

« *Dilectis filiis . . preposito et capitulo Ecclesie Uticensis.* Magnam de vobis — Dat. ut supra. »

138 Avignon, 13 janvier 1336.

Decanum, archidiaconum et cancellarium Metensis Ecclesiae jubet, Ademarum Metensem episcopum citare ut infra duorum mensium spatium apostolico conspectui se praesentet. (Litt. de curia. Reg. Vat. 122 f° 13 recto.)

« *Dilectis filiis . . decano et . . archidiacono ac . . cancellario Ecclesie Metensis salutem etc...* Dudum Ademarus episcopus — Dat. Avinione, idibus januarii, anno secundo. »

139 Avignon, 15 janvier 1336.

Philippo regi Franciae plurima exponit de discordia inter Aragonum, Majoricarum, Siciliae ac Trinacriae reges et communem Januensem orta; ab eo quid agendum sit ad pacem reformandam percontatur. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° x f° 3 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.*

Receptis die date presentium litteris regiis facientibus de negocio pacis reformande inter carissimos in Christo filios nostros Alfonsum Aragonum et Jacobum Majoricarum reges illustres eorumque subditos ex parte una, et dilectos filios communem Januensem ex altera dissidentes invicem mentionem, et contentis in eis plenius intellectis, regiam volumus prudenciam non latere quod cum dudum supradictis partibus sicut tua serenitas pecierat scripsissemus ut super facto pacis hujusmodi reformande suos nuncios plene instructos et sufficientibus mandatis suffultos ad nostram infra festum Nativitatis dominice proxime preteritum presentiam destinarent, prefati reges hujusmodi suos nuncios transmiserunt, quibus ab ejusdem festi termino quo venerant usque in crastinum Epiphanie Domini proxime jam elapsi expectantibus et demum asserentibus cum honore dominorum suorum presertim quia nuncii Januensium predictorum et gentes tue, fili carissime, nequaquam venerant in romana curia, expectare non posse, postulatam ab eis licenciam concessimus recedendi ; verum cum ipsi nuncii nobis retulissent se scire pro certo quod Fredericus rex Trinaclie fecerat seu procuraverat indici seu iniri treugas inter partes easdem usque ad unum annum ab eodem festo Nativitatis dominice in antea duraturas, nos nunciis ipsis diximus et per eos prefatis regibus dominis suis injunximus referendum quod verebamur merito non bono zelo ad treugas hujusmodi per prefatum regem Trinaclie processum fuisse, cum ipse romane Ecclesie rebellis, ac hostis et emulus, quod nobis displicibile redditur, carissimis in Christo filii nostri Roberti regis Sicilie illustris, contra quem Januenses rebellarunt predicti, hiis diebus preteritis dinoscatur existere, sicut tuam sublimitatem supponimus non latere ; quamobrem presumimus dictas treugas magis ad fortificandum ipsos Januenses contra regem sepefatum Sicilie, quam ad predictarum partium concordiam fore per eumdem regem Trinaclie procuratas, et talia que sic possent obesse prefato regi Sicilie ac per consequens negocium turbare passagii, reges prefati Aragonum et Majoricarum qui supradicto regi Sicilie affinitate junguntur et sanguine non debent quomodolibet sustinere ; et est eis nichilominus advertendum quod si dictus rex Sicilie inimicaretur quod absit eisdem, non valerent secure, ut creditur, per illas partes eorum subditi navigare. Rursus quia relatu fidedigne assertionis percepto, quod armata supradicti regis Sicilie pridem prope insulam existente, quidam amiratus sepefati regis Aragonum tam galearum et hominum

armatorum multitudine ad impugnandum dictam armatam et juvandum regem Trinaclie memoratum accesserat, eidem armate impedimenta non levia inferendo, dicto regi Aragonum scripsimus exhortando, ut pacta que habet cum eadem Ecclesia, per que amicos et devotos ejusdem Ecclesie sicut dictus rex Sicilie noscitur existere, pro amicis et devotis, ac rebelles et hostes, ut est rex predictus Trinaclie qui extra fidelium communionem existens, censum per eum eidem Ecclesie debitum subtrahit, et regem predictum Sicilie vassallum devotum et fidelem ipsius Ecclesie hostiliter persequitur, pro rebellibus et inimicis tenetur habere, necnon et conventiones inter suum et ipsius regis Sicilie genitores initas, et multis roboratas firmitatibus, quas rex idem Sicilie tenaciter observare noscitur, diligenter attendens, attemptata in hac parte per amiratum predictum que de regis ejusdem Aragonum non credebamus processisse consciencia, sic corrigeret et puniret, quod talia vel similia per suos officiales et subditos nequaquam de cetero patrarentur; quequidem per predictos memorati regis Aragonum nuncios ei pro parte nostra mandavimus iterum vive vocis oraculo recenseri. Optabamus autem, fili amantissime et optaremus ferventer quod inter partes dissidentes predictas, per Ecclesiam vel te qui pacem queris et diligis et sepefati regis Sicilie tibi sanguinis connexitate astricti, honorem zelas et commodum, procurarentur seu indicerentur treuge, per quas obviaretur periculis, pacis et concordie panderetur aditus, sperarique possent proventura commoda negocio Terre Sancte, cum ex illis que facte asseruntur, ut expressum est superius, horum contrarium propter ea que premisimus probabiliter formidemus. Intelleximus nempe quod supradictus rex Sicilie adversus Januenses predictos per mare parari facit magnum exercitum et per terram, quod etiam non modicum afferre dicto negocio poterit nisi provideatur aliter detrimentum. Circumspectis autem et ponderatis premissis omnibus attendat et videat regalis prudencia quid agendum.

Datum Avinione, XVIII kalendas februarii, anno secundo. »

140 Avignon, 16 janvier 1336.

Henricum d'Apremont episcopum Virdunensem jubet Thomam episcopum Tullensem citare, ut infra duorum mensium spatium apostolico conspectui se praesentet. (Litt. de Curia. REG. VAT. 122, f° 13 verso.)

« *Venerabili fratri.. episcopo Virdunensi salutem etc.....* Dudum Thomas episcopus — Dat. Avinione, XVII kalendas februarii, anno secundo. »

141 Avignon, 25 janvier 1336.

Philippo regi Franciae nuntiat ambaxiatores communis Januensis ad Sedem apostolicam venisse; rogat eum ut nuntios suos necnon nuntios regum Aragonum et Majoricarum ad curiam romanam iterum mittat. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° XI f° 4 recto.)

« *Eidem regi Francie.*

Ecce, fili carissime, quod nuncii dilectorum filiorum communis Januensis super negocio reformationis concordie inter carissimos in Christo filios nostros . . Aragonum et . . Majoricarum reges illustres eorumque subditos ex parte una et ipsos Januenses ex altera, vel indicendarum treugarum ad Sedem apostolicam tunc venerunt. Verum cum sicut nuper serenitati regie scripsimus eorumdem regum nuncii qui ad presenciam nostram in termino prefixo venerant et diu postmodum expectaverant, prefatorum Januensium nunciis nequaquam tunc venientibus, de licencia nostra recesserunt, nequeat, eis absentibus, super negocio procedi predicto, extimemusque ipsos vel eorum aliquos qui asserebant se velle ad tuam regiam proficisci presenciam ibidem adhuc esse, videretur expediens quod eos exinde vel locis aliis oportunis, si possit commode fieri, ad Sedem prefatam redire faceret regia sublimitas, et gentes suas de quibus expedire cognosceret, si forsan ut negocii qualitas exigit adventus suus propinquus non existeret, destinaret.

Datum Avinione, VIII kalendas februarii, anno secundo. »

142 Avignon, 11 février 1336.

Guidonem Caprarii et Hugonem Quereti nuntios regios audivit; Philippo regi Franciae definitionem quamdam de visione beatifica mittit. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° XXIII f° 7 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Hiis que dilecti filii nobiles viri Guido Caprarii et Hugo Quereti milites et nuncii regii nuper ad nostram presentiam destinati, nobis pro parte regia exponere curaverunt, diligenter et benigne auditis, eis respondimus super illis, sicut ipsi referre serenitati regie poterunt viva voce. Sane, fili carissime, quia

questionem de visione beatifica diucius a multis per incertadeductam, pridem previa deliberatione prolixa, provida et matura, de fratrum nostrorum consilio ad consolationem fidelium in consistorio nostro publico diffiniendam duximus ac etiam terminandam, nos tibi qui velut christianissimus princeps, fidei zelator catholice ad hoc afficiebaris plurimum, litteras nostras inde confectas, ut de diffinitione ipsa efficiaris certior regiusque animus reddatur jocundior, una cum presentibus destinamus.

Datum Avinione, III idus februarii, anno secundo. »

143 Avignon, 20 février 1336.

Magistro Stephano de Pinu mandat ut dissensionem inter Petrum Raynaudi et universitatem hominum castri de Palude ortam, sine figura judicii placare studeat. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° xxxv f° 10 recto.)

« *Dilecto filio magistro Stephano de Pinu abbati secularis Ecclesie Dauratensis Lemovicensis diocesis, causarum nostre camere auditori.* Cum sicut intelleximus ratione cujusdam bastite seu clausi Raynaudorum vulgariter nuncupati inter dilectos filios Petrum Raynaudi ejusque partionarios de Abolena Tricastrine diocesis ex parte una et curiam Comitatus Venayssini ac universitatem hominum Castri de Palude dicte diocesis ex altera, dissentionis materia suscitata quedam, hinc inde attemptate fuerint non sine scandalis et periculis novitates, et super appellatione seu appellationibus per alteram dictarum partium, ut asseritur, interjectis in curia nostre camere litigetur, nos qui nostrorum et Ecclesie romane subditorum providere quieti cupimus et parcere laboribus et expensis, volentes dissentioni hujusmodi per viam summariam finem dari, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus hujusmodi appellatione seu appellationibus nequaquam obstantibus, super jure utriusque partis ac excessibus et novitatibus hinc inde commissis et attemptatis, simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii eisdem vocatis partibus te informans, exhibere super premissis et ea tangentibus studeas celeris justicie complementum. Testes autem..... etc..... contradictores..... etc.....; non obstante si eis vel quibusvis aliis communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod interdici..... etc..... hujusmodi mentionem.

Datum Avinione, x kalendas marcii, anno secundo. »

144 Avignon, 21 février 1336.

Officiali Turonensi mandat ut Petrum de Credonio thesaurarium Ecclesiae Beati Martini Turonensis jubeat restituere Bernardo de Casis subdecano ejusdem Ecclesiae fructus annales elemosinariae ipsius Ecclesiae, camerae apostolicae applicatos, alioquin dictum thesaurarium conspectui apostolico citet. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° xxxvii f° 10 verso.)

« *Dilecto filio . . officiali Turonensi.* Fidedigne relationit assertione — Dat. Avinione, IX kalendas marcii, anno secundo. »

145 Avignon, 25 février 1336.

Gastonem comitem Fuxi recepit et àudivit; illi necnon Bernardo de Albia electo Ruthenensi responsionem commisit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° xxxviii f° 10 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Libenter et favorabiliter intelleximus que dilectus filius nobilis vir Gasto comes Fuxi ad nos cum litteris regiis de credencia destinatus, nobis pro parte regia sub hujusmodi sibi commissa credencia explicavit, ac super eis dicto comiti respondimus, sicut dilectus filius Bernardus electus Ruthenensis a nobis informatus plenarie super hoc et idem comes regali providencie ad cujus presentiam de beneplacito nostro se conferunt, seriosius et secretius referent viva voce.

Datum Avinione, VI kalendas marcii, anno secundo. »

146 Aviguon, 11 mars 1356.

Johannae reginae Franciae devotionem necnon desiderium Papae visitandi collaudat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° xl fol. 12 recto.)

« *Carissime in Christo filie Johanne regine Francie illustri.* Affectu benigno recepimus serenitatis tue, filia carissima, litteras sinceritatem devotionis quam ad Deum et Ecclesiam sanctam suam tanquam benedictionis et gracie filia gerere, tuumque fervens desiderium nos visitandi personaliter, si paterentur negocia et de carissimi in Christo filii nostri Philippi regis Francie illustris viri tui beneplacito procederet habere dinosceris, inter cetera describentes. Profecto, filia dilectissima, licet tuus ad presentiam nostram gratus esset adventus, prefati tamen regis in cujus nobiscum colloquentis voto id posuimus consilii non extitit cer-

tis ex causis ad eandem presentiam te venire, sed nos fervorem hujusmodi tue devotionis et desiderii pro visitatione personali, paterna benivolencia merito reputantes, scire te volumus quod cum regem prefatum, te ac dilectum filium Johannem ducem Normannie inclitum ejusdem regis et tuum primogenitum, totamque domum regiam et regnum Francie sincere dilectionis brachiis et favoribus precipuis astringamus, in divinis ut peciisti orationibus necnon in agendis, ipsos et te habemus et habebimus quantum cum divino beneplacito ac nostra et Ecclesie decencia et honestate poterimus, favorabiliter commendatos, regiam excellenciam attentius in Domino exhortantes, quatinus ad ea que honorem et commodum Ecclesie respicient prout obtulit regia devotio, ut uberiorem benedictionem a Domino mereatur jugiter recipere, sinceris et promptis affectibus se impendat.

Datum Avinione, v idus marcii, anno secundo. »

147 Avignon, 21 mars 1336.

Rectori Comitatus Venaissini mandat ut nobiles viros Guichardum de Pictavia et Hugonetum Ademari auctoritate apostolica moneat, eisque prohibeat ne armati Comitatum ineant atque ibidem contra Guillelmum de Baucio vel alios vassallos Ecclesiae romanae bellum movere audeant. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° XLVIII fol. 14 recto.)

« *Venerabili fratri Petro episcopo Aurasicensi, Comitatus Venayssini rectori.* Perduxit ad nos — Dat. Avinione, XII kalendas aprilis, anno secundo. »

148 Avignon, 21 mars 1336.

Rectori Comitatus Venaissini mandat ut constitutionem olim per dominum Johannem Papam XXII editam contra invasores terrarum Ecclesiae atque in illis bellum moventes, faciat in praedicto Comitatu iterum publicari. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° XLIX fol. 14 recto.)

« *Eidem rectori.* Dudum felicis recordationis — Dat. ut supra. »

149 Avignon, 31 mars 1336.

Johannae reginae Franciae indulget ut confessor ejus omnium peccatorum semel tantum in mortis articulo plenam remissionem concedere valeat. (Litt. communis. Reg. Vat. 121 n° CIII.)

« *Carissime in Christo filie Johanne regine Franchorum illustri salutem.* Ferventis devotionis et fidei puritas quibus erga Deum et romanam Ecclesiam splendere dinosceris nos inducunt ut illa tibi favore benivolo concedamus per que, sicut pie desideras, conscientie pacem et salutem anime consequaris : tuis itaque supplicationibus inclinati, ut confessor tuus quem duxeris eligendum, omnium peccatorum tuorum de quibus corde contrita et ore confessa extiteris, tibi in sinceritate fidei et devotione sancti matris Ecclesie persistenti, semel tantum in mortis articulo plenam remissionem concedere valeat, celsitudini tue auctoritate apostolica indulgemus, sic tamen quod idem confessor de hiis de quibus fuerit alteri satisfactio impendenda, eam tibi per te si supervixeris vel per heredes tuos si tum forte transieris faciendum injungat, quam tu vel illi facere teneamini ut prefertur. Et ne, quod absit, propter hujusmodi gratiam reddaris proclivior ad illicita imposterum committenda, volumus quod si ex confidentia remissionis hujusmodi aliqua forte committeres, quo ad illa predicta remissio nullatenus suffragetur. Nulli ergo, etc...

Datum Avinione, II kalendas aprilis, anno secundo. »

150 Avignon, 31 mars 1336.

Philippo regi Franciae indulget ut confessor ejus vota quaedam et promissa in elemosinas et alias pias operas commutare valeat. (Litt. communis. Reg. Vat. 121 n° CV.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Franchorum illustri salutem.* Grandis devotionis affectus quem ad nos et apostolicam Sedem gerere nosceris promeretur ut petitionibus tuis quas ex pie considerationis sinceritate prodire cognoscimus, quantum cum Deo possumus favorabiliter annuamus. Cum itaque, sicut oblata nobis tua petitio continebat, tu aliquando voveris seu promiseris te pisces diebus sabbati non esurum, necnon aliquibus diebus septimane in quibus a jure non est esus carnium interdictus, ab esu carnium et venationibus abstinere, quequidem vota cum eorum observantia tibi reddatur difficilis, desideras in alia pietatis opera commutari, ad nos super hoc duxisti humiliter recurrendum : nos igitur tuis in hac parte supplicationibus inclinati, quod confessor tuus quem habes vel te habere contigerit, tua confessione diligenter audita, hujusmodi vota seu promissa et alia vota per te jam emissa, pro quibus non sit ad

Sedem apostolicam necessario recurrendum, in elemosinas et alia pia opera commutare valeat auctoritate apostolica et tibi absolutionis beneficium impertiri si illa interdum vel eorum aliqua non servasti, injuncta tibi super hoc penitentia salutari, celsitudini tue auctoritate presentium indulgemus. Nulli ergo, etc...

Datum Avinione, II kalendas aprilis, anno secundo. »

151 Avignon, 3 avril 1336.

Regem Siciliae rogat ut legatis qui ad frumentum, Armenorum gratia emendum, regnum ineunt, faveat ipsisque Armenis manum porrigat adjutricem. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° LI fol. 15 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Non sine mentis — Dat. Avinione, III nonas aprilis, anno secundo. »

In eumdem modum *Sancie regine Sicilie.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° LII fol. 15 verso.)

152 Avignon, 3 avril 1336.

Magistro Rogerio de Vintrono mandat ut frumentum in partibus Apuliae emat illadque ad regnum Armeniae deferri faciat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° LIII fol. 16 recto.)

« *Dilecto filio magistro Rogerio de Vintrono canonico Ruthenensi, Campanie Maritimeque ac civitatis nostre Beneventane rectori.* Cum nos et carissimus in Christo filius noster Philippus rex Francie illustris pridem non sine magna compassione percepto quod Sarracenorum rabies ad confusionem et exterminium Christianorum aspirans, certas partes regni Armenie ac christicolas ibidem degentes adeo hiis temporibus preteritis vastavit crudeliter et afflixit, quod preter alia dampna per eosdem Sarracenos christicolis eisdem illata innumera segetibus et fructibus tam ignis incendio quam alias quasi omnino consumptis, famis inopia propter panis defectum et aliorum victualium oppressi miserabiliter remanserunt, certum eisdem christicolis subsidium pecuniarum pro emendis bladis et deferendis ad partes predicti regni providerimus exhibendum, emptioque hujusmodi in Apulie partibus vicinis posse fieri commodius asseratur, volumus et tue discretioni mandamus quatinus et eadem emptio utiliter et absque fraude fiat hujusmodi, bladaque ipsa preparentur et extrahentur de partibus predictis Apulie ad partes regni Armenie deferenda predictas, per te ac alios de quibus expedire videris adhibere solicitudinem studeas operosam, nos de hiis que acta super premissis fuerint, necnon de quantitate bladi empti ejusque pretio, redditurus nichilominus certiores. — Datum Avinione, III nonas aprilis, anno secundo. »

153 Avignon, 3 avril 1336.

Ramundo Flori et Guillelmo Medici mandat ut residua bonorum mobilium bonae memoriae Amanevi archiepiscopi Auxitani ac fructus Ecclesiae Auxitanae qui tempore vacationis ejusdem Ecclesiae obvenerunt, olim per dominum Johannem Papam XXII camerae apostolicae applicatos, colligant et recipiant. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° LV fol. 16 recto.)

« *Dilectis filiis Ramundo Flori Urgellensi et Guillelmo Medici Ilerdensi canonicis.* Olim felicis recordationis — Dat. Avinione, III nonas aprilis, anno secundo. »

154

« *Eisdem* » mandat ut sextam partem e colligendis residuis praedictis, Ludovico duci Borbonesii pro certis necessitatibus suis assignent. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° LVI fol. 16 verso.)

155 Avignon, 5 avril 1336.

Philippo regi Franciae respondet : de emptione villae Macliniarum se intromittere non valere nisi a partibus ipsis requiratur; decem millia florenorum auri assignavisse pro frumento emendo sublevandisque Armenis. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° LVII fol. 17 recto. — *Vatikanische Akten* p. 609 n° 1787.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Receptis benigne litteris regiis nobis die date presentium presentatis, et contentis in eis pleno intellectu collectis, ad ea ut sequitur breviter respondemus. Primo namque quod ad confirmationem emptionis de villa Macliniarum olim facte, ut asseritur, per dilectum filium nobilem virum . . comitem Flandrie a venerabili fratre nostro . . episcopo et dilectis filiis capitulo Leodiensi nequaquam intendimus procedere, nisi partibus quas hujusmodi contingit negocium auditis primitus et expresse consentientibus, preser-

tim cum modum et formam tractatus et contractus habitorum super hiis ignoremus. Super revocatione autem emptionis predicte, modo expresso in litteris predictis regiis, facienda, nisi pro parte dictorum episcopi et capituli requireremur et informaremur in hac parte plenarie, nos decenter intromittere non valemus; utilius equidem reputamus et decentius, villam predictam teneri sub manu regia sicut tenetur ad presens quam si attemptaretur aliud quod nostre ac Sedis apostolice decencie forsitan obviaret. Rursus super facto Armenorum, ordinatum est certum eis subsidium per nos et te fili carissime, sicut regia novit serenitas exhibendum, nosque jam decem milia florenorum auri eis per certos mercatores in partibus Apulie pro emendis ibidem bladis et exinde ad partes regni Armenie deferendis quibus ibidem ingruente famis inedia propter vastationem a Sarracenis ibi de segetibus et aliis fructibus factam egere asseruntur inevitabiliter, ordinavimus et mandari fecimus persolvenda, directis nichilominus litteris nostris ad carissimum in Christo filium nostrum Robertum regem Sicilie illustrem et alios de quibus expedire vidimus, pro exhibendis circa premissa favoribus oportunis; de decimis vero aliorum regnorum quam Francie nichil videmus posse fieri commode in presenti, cum non permittantur colligi, et si permitterentur esset forsitan modicum; nec nos volumus aliquid tangere quod passagium transmarinum concernat, immo de pecuniis nostris propriis prefatam summam subsidii facimus expediri, nec insuper Hospitalarios, consideratis eorum oneribus et illis maxime que subire habebunt quando fiet passagium, credimus fore presentialiter pro hiis que regie continebant littere onerandos. Porro gratum est nobis quod regia providentia ut facta sua tractentur secretius litteraliter nobis scripsit.

Datum Avinione, nonis aprilis, anno secundo. »

156 Avignon, 8 avril 1336.

Guillelmum Medici subrogat Galhardo Nigri et Ramundo Flori ad fructus annales beneficiorum ecclesiasticorum vacantium colligendos in Narbonensi, Tholosana et Auxitana provinciis consistentium. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° LXXII fol. 18 recto.)

« *Dilecto filio Guillelmo Medici canonico Ilerdensi.* Pridem dilectis filiis — Dat. Avinione, VI idus aprilis, anno secundo. »

157 Avignon, 9 avril 1336.

Aymonem comitem Sabaudiae rogat ut ad pacem cum duce Britanniae ejusque uxore faciendam se disponat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° LXI fol. 17 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Aymoni comiti Sabaudie.* Nuper dilectus filius — Dat. Avinione, V idus aprilis, anno secundo. »

158 Avignon, 10 avril 1336.

Magistro Arnaldo de Verdala, pro vadiis suis tres florenos auri ab archiepiscopo Narbonensi ejusque suffraganeis singulis diebus recipiendos assignat; eidem concedit ut in civitatibus provinciae Narbonensis in quibus sibi ac praelatis et capitulis Ecclesiarum pro reformatione ei commissa complenda visum fuerit opportunum sedere, ultra XX dies remanere valeat stipendiaque sibi deputata recipere. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° LXIII fol. 19 recto.)

« *Eidem Decano.* Dum te de cujus — Dat. ut supra. »

159 Avignon, 10 avril 1336.

Magistro Arnaldo de Verdala mandat ut constitutionem olim in Concilio Viennensi de conservandis hospitalibus et leprosariis editam, faciat in Narbonensi et Arelatensi provinciis observari. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° LXIIII fol. 18 recto.)

« *Dilecto filio magistro Arnaldo de Verdala decano Ecclesie Sancti Pauli de Fenolhadesio Electensis diocesis.* Ad nostri apostolatus — Dat. Avinione, IIII idus aprilis, anno secundo. »

160 Avignon, 13 avril 1336.

Guillelmo V de Chanac episcopo Parisiensi mandat ut Guillelmum Altafex nigromanticum de Anglia in carceribus episcopalibus detentum ad Sedem apostolicam mittendum procuret. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° LXVI fol. 19 recto.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Parisiensi.* Volentes Guillelmum Altafex — Dat. Avinione, idibus aprilis, anno secundo. »

161 Avignon, 13 avril 1336.

Gasberto archiepiscopo Arelatensi et magistro Johanni de Coiordano indulget ut judices et procuratores in prioratu de Lanhatio ordinis Sancti Benedicti Vivariensis dioecesis constituere ac deputare valeant. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° lxvii fol. 19 verso.)

« *Venerabili fratri Gasberto archiepiscopo Arelatensi camerario et dilecto filio magistro Johanni de Coiordano archidiacono Lunatensi in Ecclesia Biterrensi, capellano et thesaurario nostris.* Cum administrationem — Dat. ut supra. »

162 Avignon, 13 avril 1336.

Bernardo de Piano tres florenos auri pro suis sumptibus assignat, singulis diebus quibus prosecutus fuerit inquisitionis negotium ei commissum de dissensione orta inter capitulos Valentinae et Diensis Ecclesiarum ex parte una et Aymarum Valentinum et Diensem episcopum ex altera. (Litt. de curia. Reg. Vat. 121 n° iii fol. 3 recto.)

« *Dilecto filio Bernardo de Piano sacriste Ecclesie Magalonensis, salutem.* Pro parte dilectorum — Dat. Avinione, idibus aprilis, anno secundo. »

163 Avignon, 13 avril 1336.

Bernardo de Piano mandat ut de articulis conquestionem capitulorum Valentinae et Diensis Ecclesiarum necnon universitatis Valentinae civitatis adversus Aymarum Valentinum et Diensem episcopum continentibus, veritatem diligenter inquirat. (Litt. de Curia. Reg. Vat. 121 n° iiii fol. 3 verso.)

« *Eidem Bernardo.* Ex dispositione divina — Dat. ut supra. »

164 Avignon, 23 avril 1336.

Gasbertum archiepiscopum Arelatensem et camerarium solutum facit pro quibusdam pecuniae summis necnon rebus aureis argenteisque, magistro Johanni de Coiordano thesaurario Papae ab eo assignatis. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° lxviii fol. 19 verso.)

« *Venerabili fratri Gasberto archiepiscopo Arelatensi, camerario nostro.* Dignum fore conspicimus et rationi conveniens arbitramur ut eorum qui credite sibi dispensationis ministerium reperiuntur gessisse fideliter, circa hec indempnitatibus consulatur. Sane tue fraternitatis petitio coram nobis exhibita continebat, quod tu de bonis et rebus tam felicis recordationis Johannis Pape XXII que suo tempore obvenerant, quam Clementis Pape V et aliorum romanorum Pontificum predecessorum nostrorum, contentis in inventario inde facto, quequidem bona et res dicti Clementis Pape aliorumque romanorum Pontificum per bone memorie Arnaldum episcopum Albanensem ejusdem Clementis Pape dum in humanis ageret ac deinde post ejus obitum apostolice Sedis camerarium, supradicto Johanni Pape cujus etiam idem episcopus aliquo tempore camerarius extitit assignata, et per eundem Johannem Papam usque ad ejus obitum specialiter custodita fuerunt; necnon et subsequenter, eo sicut Domino placuit sublato de medio, eadem bona et res una cum aliis bonis et rebus ejusdem Johannis Pape in tua qui ejus, dum viveret, eras et ipso decedente Sedis ejusdem fuisti sicut noster adhuc existis camerarius, custodia remanserunt, certas pecunias aureas, argenteas et ereas, ac aurum et argentum infrascripta, dilecto filio magistro Johanni de Coiordano archidiacono Lunatensi in Ecclesia Biterrensi capellano et thesaurario nostro, de mandato nostro recipienti, realiter assignasti et aliqua etiam expressa inferius tam per te quam per dilectum filium magistrum Guidonem Radulphi archidiaconum Agathensem olim thesaurarium dicti Johannis Pape, a die obitus ipsius que fuit quarta mensis decembris de anno a Nativitate Domini M°CCC° tricesimo quarto usque ad diem vicesimam nonam subsequentis immediate mensis marcii, tam pro expensis funerariis et debitis Johannis Pape predicti persolvendis quam aliis diversis causis et necessitatibus tempore proxime vacationis predicte Sedis, et deinde pro nobis et hospicio nostro diversimode occurrentibus fuerunt posita et expensa, super quibus assignatis et expensis tunc temporis quitationis confecte fuerunt nostre littere oportune. Illa equidem que de supradictis bonis et rebus dicto Johanni de Coiordano thesaurario nostro assignata per te, ut premittitur, extiterunt, hic per ordinem describuntur, videlicet :

Quingenta (*sic*) sexaginta sex milia quingenti quatuordecim floreni auri;

duodecim milia sexcenti quadraginta novem denarii agni auri;

viginti tres milia quadringenti octuaginta quinque denarii regales auri;

duo milia octingenti decem novem parisienses auri;

centum octo denarii tam ad massam quam ad cathedram auri;

tresdecim denarii ducati auri;
octo milia ducente due duplices cum dimidia auri;
sexaginta sex denarii ad reginam auri;
sexaginta unus denarii marabotini auri;
duo denarii majoricenses auri;
unus denarius ungarus auri;
triginta quinque libre undecim solidi et undecim denarii Turonensium grossorum argenti;
triginta libre quatuor solidi decem denarii obolus argenti;
quatuor solidi novem denarii Julhati argenti;
tresdecim solidi decem denarii Roberti argenti;
quadraginta novem libre sexdecim solidi sex denarii cum dimidio sterlingorum argenti;
quinquaginta solidi novem denarii Clementini argenti;
quadraginta novem solidi tres denarii Cavalerii argenti;
sexdecim solidi duo denarii Julhati argenti;
viginti quinque solidi quinque denarii Boemitales et Pragenses argenti;
viginti novem solidi, novem denarii Barchinonenses argenti;
sex solidi unus denarius Veneti argenti;
duo solidi octo denarii Anchonitani argenti;
quatuordecim solidi quatuor denarii Papalini et Bononienses argenti;
sexaginta novem solidi decem denarii Dalphini argenti;
sexdecim solidi septem denarii monete Diensis argenti;
quatuor solidi quinque denarii Majoricenses et Aragonenses argenti;
decem septem solidi quinque denarii monete argenti de Augusta, Pictavia et Aurasica;
sex libre, sex solidi, quatuor denarii Valosii;
quinque libre quatuordecim solidi Burgenses duplices;
triginta quinque solidi quinque denarii Parisiensium nigrorum;
centum viginti tres libre novem solidi duo denarii tam Turonensium parvorum quam coronatorum;
sexaginta novem solidi obolus parvorum nigrorum;
viginti duo solidi Basilienses;
due marche quatuor uncie cum dimidia tam denariorum Beati Petri quam Basiliensium;
due marche una uncia monete argenti pro bilhono;
quindecim marche septem uncie cum dimidia monetarum nigrarum pro bilhono;
trecente due marche septem uncie unum quarterium cum dimidio auri ad pondus avinionense;
decem marche auri ad pondus romane curie tam in diversis vasis quam massis et palholia;
Quatuor milia quingente quinquaginta octo marche quatuor uncie et tria quarteria cum dimidio argenti ad pondus Avinionense tam in diversis vasis, ornamentis quam massis, preter centum mille floreni auri quos collegio venerabilium fratrum nostrorum sancte romane Ecclesie cardinalium ex liberalitate nostra concessimus et fecimus assignari.

Expense vero per te ac dictum Guidonem Radulphi facte, de quibus habetur mentio superius, sunt hec, scilicet:
Mille trecenti quinquaginta quatuor denarii agni auri;
quinque milia triginta quatuor denarii regales auri;
quadringente sexaginta una duple auri;
quinquaginta quatuor denarii ad massam auri;
sex marabotini auri;
centum quadraginta novem libre quinque solidi tres denarii cum dimidio Turonensium grossorum argenti cum . o . rotundo;
septuaginta sex libre decem novem solidi undecim denarii Julhati argenti;
novem libre septem solidi septem denarii Robertorum argenti;
quadraginta octo solidi octo denarii obolus argenti;
quadraginta triginta octo libre novem solidi tres denarii cum dimidio Valosio;
centum nonaginta sex libre quatuordecim solidi quinque denarii et obolus coronatorum;
una marcha quatuor uncie et unum quarterium cum dimidio auri.

Subjungebat etiam tua petitio supradicta quod in summis tam dicto thesaurario nostro assignatis quam per te dictumque Guidonem Radulphi archidiaconum Agathensem positis et expensis sunt de bonis dicti Clementis Pape contentis in inventario predicto que secuntur inclusa, videlicet:
triginta quinque milia trecenti unus floreni auri;
quadringenti viginti octo denarii agni auri;
triginta due libre septem solidi decem denarii;
Turonensium grossorum argenti; octo solidi undecim denarii Turonensium grossorum argenti de cunio Ludovici regis;
viginti octo libre quatuor solidi decem denarii obolus argenti;

septuaginta tres marche due uncie duo quarteria auri ad pondus avinionense valentes septuaginta sex marchas, sex uncias, tria quarteria ad pondus romane curie;

septingente septuaginta quatuor marche et dimidium quarterium uncie argenti ad pondus avinionense valentes octingentas duodecim marchas quinque uncias et duo quarteria cum dimidio argenti ad pondus romane curie, quodque alia omnia tam assignata per te dicto thesaurario nostro quam per te ac prefatum Guidonem Radulphi archidiaconum Agathensem posita sicut continetur superius, et expensa fuerunt de bonis Johannis Pape predicti.

Cum autem infrascripta que tam de thesauro et bonis dicti Clementis Pape ac aliorum romanorum pontificum qui eum precesserunt contentis in inventario supradicto penes te remanebant, dicto Johanni de Coiordano thesaurario nostro de mandato nostro recipienti prout designanter inferius duxeris postmodum assignanda, scilicet tam in vasis aureis quam argenteis et aliis ornamentis utpote pitaltis, elemosinariis, cifis, cupis, tassiis, bacilibus, platellis, scutellis, cloqueeribus, candelabris, flasconibus, una concha, navibus aliisque vasis pro mensa et coquina, calicibus, crucibus, thuribulis, ampullis et aliis diversis ornamentis pro capella, mille quadringentas duas marchas et quinque uncias auri ad pondus curie romane et tria pectoralia auri diversarum formarum cum diversis lapidibus preciosis non ponderata, duas rotas auri cum botonibus et perlis non ponderatas, unam coronam que dicitur regnum sive thiara cum tribus circulis de auro et diversis lapidibus preciosis non ponderatam, preter scutum aureum ponderis viginti marcharum unius uncie et unius quarterii ad dictum pondus curie, quod prefatus Johannes Papa predecessor noster expenderat seu expendi fecerat dum vivebat ac in diversis vasis argenteis et ornamentis, videlicet in pitalphis, ciphis, bacilibus, scutellis, platellis, flasconibus, ollis, cloqueeribus, una vegete, uno scabello, facistoriis, crucibus, calicibus, pomellis, conchis, candelabris, argento duarum sellarum antiquarum et aliis diversis tam pro usu mense, coquine, quam capelle, mille quadringentas quinquaginta septem marchas, septem uncias et dimidium quarterium uncie argenti ad pondus romane curie supradictum, reducto pondere librarum ad pondus marcharum, tria vascula argenti pro crismate et oleo benedicto cum quibusdam tenaculis et cloqueeri non ponderata, necnon et quoddam repositorium corporalium, duo poma argenti et duas rotas argenti cognominatas Cherubin non ponderatas et quandam crucem de argento deauratam cum baculo suo et quodam alio baculo pro soliculo munitis de argento deaurato que ante romanum pontificem deportantur non ponderata, ac tresdecim pluvialia, viginti novem planetas, triginta unam tam stolas quam manipulos, octo tam frontalia quam dossalia altaris, quatuordecim tobaleas altaris, centum nonaginta pannos de serico, quinque mitras solennes cum diversis lapidibus preciosis, perlis et ismaltis de auro, decem mitras tam albas quam frigiatas, quatuor cultras seu vanoas de sendato, duo paria cyrothecarum pontificalium et decem septem anulos auri tam pontificales quam non pontificales cum diversis lapidibus preciosis; asserueris que quod dilectus filius nobilis vir Petrus de Via dominus castri de Villamuro Montisalbane diocesis tenetur restituere camere nostre de thesauro contento in inventario supradicto triginta novem marchas et septem uncias argenti ad pondus curie supradictum, et ulterius de bonis dicti Johannis Pape quinque uncias et unum quartum auri ad pondus Avinionense; item quinquaginta septem marchas quinque uncias duos quartos auri ad pondus romane curie, necnon quadraginta quinque marchas et V uncias duos quartos argenti ad dictum pondus Avinionense et sexaginta octo marchas tres uncias et duos quartos argenti ad pondus ejusdem curie similiter assignando tradideris nostro thesaurario memorato, nobis humiliter supplicasti ut super assignatione hujusmodi per te facta dicto thesaurario nostro de thesauro et bonis predictis in inventario sepedicto contentis et aliis predictis de bonis dicti Johannis pape prefato thesaurario nostro noviter assignatis, et ne pro illis et quibusdam aliis similiter in inventario eodem conscriptis que prefati Johannis pape tempore utendo consumpta de mandato ipsius in pios usus erogata fuerunt ut, sunt tapeta, panni aurei et serici ac lanei, pluvialia, dalmatice, tunice, frontalia et dossalia altaris, tobalee, panni, cortine et supralecti serici, mitre semplices ac lecti qui fuerant Clementis Pape predicti, inquietari possis imposterum, providere tibi de cautele sufficientis remedio dignaremur. Nos igitur hujusmodi tue supplicationi benignius inclinati, assignationem predictam ratam habentes et gratam, te ac omnia bona tua de predictis thesauro, bonis et rebus per te memorato thesaurario nostro, ut premittitur assignatis, absolvimus, liberamus, tenore presentium perpetuo et quitamus, volentes ac etiam decernentes quod tu ac heredes et successores tui cum omnibus bonis et rebus assignatis predictis et per eundem Johannem Papam consumptis, expensis et erogatis, ut premissum est,

quiti sitis, liberi perpetuis temporibus et inmunes, quod nullo unquam tempore pro illis molestari vel inquietari per aliquem vel aliquos valeatis. Nulli ergo... etc...

Datum Avinione, IX kalendas maii, anno secundo. »

165 Avignon, 23 avril 1336.

Gasbertum archiepiscopum Arelatensem et camerarium, solutum facit pro certis rebus librisque de partibus Pisanis, ab eo Johanni de Coiordano thesaurario Papae assignatis. (Litt. patens. REG. VAT., 131 n° LXIX fol. 21 verso.)

« *Venerabili fratri Gasberto archiepiscopo Arelatensi camerario nostro.* Tua relatione percepimus quod tempore felicis recordationis Johannis Pape XXII predecessoris nostri cujus eras, sicut noster adhuc existis camerarius, certa bona et res librique aliqui de partibus Pisanis eidem predecessori dum adhuc viveret, in quibusdam cofinis delata, et post ejus obitum in cofinis eisdem et ipsius predecessoris camera reperta fuerunt, quodque tu in cujus tanquam Sedis apostolice ea vacante per dictum obitum camerarii custodia remanserunt, premissa tam nobis quam dilecto filio Johanni de Coiordano archidiacono Lunatensi in Ecclesia Biterrensi, capellano et thesaurario nostro mandato et nomine nostro recipienti, inventario inde facto, eadem bona et res una cum quibusdam aliis prout secuntur inferius realiter assignasti, videlicet: unam mitram cum perlis et ismaltis, unum cassile de argento, quoddam vas de argento ad tenendum aquam benedictam, quatuor tassias de argento, crucifixum cum tabernaculo de ebore, quedam frustella de auro et argento cum aliquibus perlis et ismaltis, unam crucem de cristallo, aliam crucem cum pede de argento, unum ciphum de cristallo cum pede de argento, unam naclam, unam nuculam munitam de argento, quoddam vas pro crismate de argento, unam pixidem cum perlis pro ostiis, unum flasconem de porfide, duos flascones de alabaustro; quequidem aurum et argentum predicta I march. II quart. auri, XXV marchas II quart. argenti ad pondus romane curie ponderare noscuntur; quadraginta quinque anulos de auro cum diversis lapidibus preciosis, decem pluvialia de serico diversorum colorum, septem planetas et duas tunicellas cum quatuor dalmaticis et certis albis, stolis, manipulis, roquetis, suppelliciis, tobaleis, sandaliis et pannis sericis ac cortinis et aliis in dicto inventario expressis et designatis; necnon et de bonis dicti Johannis Pape trecentos triginta novem alios anulos tam de auro quam de argento cum diversis lapidibus preciosis; et ulterius nobis mille viginti octo volumina diversorum librorum juris canonici et civilis, sacre pagine, philosophie aliarumque facultatum qui tam Johannis Pape predicti quam recolende memorie Clementis Pape V, necnon aliqui asportati de partibus Pisanis, ut superius dicitur, et quidam de thesauro Ecclesie romane et aliqui etiam Sydoniensis Ecclesie asseruntur fuisse; quare nobis humiliter supplicasti ut providere tibi super hiis paterna diligentia curaremus. Nos igitur tue supplicationi hujusmodi benignius inclinati, volentes in hac parte tibi de cautele sufficientis remedio providere, assignationes ipsas ratas habentes et gratas, te ac omnia bona tua de hujusmodi auro, argento, bonis, libris, anulis et rebus ommibus aliis nobis et eidem thesaurario ut premittitur assignatis absolvimus tenore presentium et quitamus. Nulli ergo etc... — Datum Avinione, IX kalendas maii, anno secundo ».

166 Avignon, 23 avril 1336.

Magistrum Johannem de Coiordano solutum facit pro receptis et expensis uno in anno. (Litt. patens. REG. VAT. 131 n° LXX fol. 22 recto.)

« *Dilecto filio magistro Johanni de Coiordano archidiacono Lunatensi in Ecclesia Biterrensi, capellano et thesaurario nostro.* Decens et rationi — Dat. Avinione, IV kalendas maii, anno secundo. »

167 Avignon, 24 avril 1336.

Hugoni I Aimery episcopo Tricastrino et magistro Rolando de Aste mandat ut ad apostolicam praesentiam redeant. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° LXXIII fol. 25 recto.)

« *Venerabili fratri episcopo Tricastrino et dilecto filio magistro Rolando de Aste canonico Laudunensi, capellano nostro, apostolice Sedis nunciis.* Litterarum vestrarum lectione percepto, vos de partibus Anglie et Scocie ad quas vos dudum pro pace carissimorum in Christo filiorum nostrorum.. Anglie et.. Scocie regum illustrium dissidentium invicem destinavimus, ad partes Francie transivisse, volumus quod nisi mora vestra super negociis que vobis circa premissa commisimus in

illis sit partibus fructuosa et de consilio ac voluntate carissimi in Christo filii nostri Philippi regis Francie illustris processerit, ad nostram presentiam redeatis.

Datum Avinione, VIII kalendas maii, anno secundo. »

168 Avignon, 26 avril 1336.

Regem Siciliae rogat ut Rocham Arronis et castrum Gavelli ad Ecclesiam romanam in Ducatu Spoletano spectantia, per gentes suas occupata, rectori Spoletano restitui faciat et plene liberari. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° LXXVII fol. 26 recto.)

« *Regi Sicilie.* Intelleximus quod roche — Dat. Avinione, VI kalendas maii, anno primo. »

169 Avignon, 29 avril 1336.

Philippum Regem Franciae rogat ut Guidonem Caprarii ambaxiatorem suum in curia romana infra finem mensis maii adesse patiatur, pro tractatu pacis ineundo inter reges Aragonum, Majoricarum ac Siciliae et communem Januensem. (Litt. clausa. Reg. Vat., 131 n° CLXXV fol. 48 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Licet super tractatu reformande pacis et concordie inter carissimos in Christo filios nostros.. Aragonum et.. Majoricarum reges illustres eorumque subditos ex parte una, et dilectos filios communem Januensem intrinsecos et extrinsecos ex altera, viis et modis variis, exigente varia intricatione negocii, per nos pretermissis aliis urgentibus negociis diutius usque ad hanc diem intenderimus sedule, sepiusque post revolutiones, tractatus diversos quasi ad finem reformationis pacis hujusmodi crediderimus devenisse, demum tamen ambaxiatoribus tam intrinsecorum quam extrinsecorum Januensium asserentibus eis nequaquam expedire cum Cathalanis pacem facere, nisi primo reformata pace inter se ipsos dissidentes graviter invicem, ad quod faciendum ambaxiatores predictorum intrinsecorum mandatum sufficiens non habebant : nos attendentes utile differre aliquantulum negocium, ut pacis integritas quo ad omnes quos hujusmodi potest tangere negocium, prestante Domino, sequeretur, ordinatum extitit quod predicti ambaxiatores eorumdem intrinsecorum ad suum commune propere accedentes, infra finem instantis

mensis maii cum mandatis sufficientibus ad pacificandum tam cum prefatis extrinsecis quam regibus supradictis et eorum subditis, necnon et cum carissimo in Christo filio nostro Roberto rege Sicilie illustri, ad nostram presentiam revertantur. Sane, fili carissime, cum dilecti filii nobilis viri Guidonis Caprarii militis et consiliarii regii presentia in premissis fuerit hactenus et existat etiam ex eo maxime oportuna, quia profecto Januenses predicti nisi nos et te, fili dilectissime, timerent offendere, nequaquam ab offensis et rapinis solitis desisterent, nec se ad pacis hujusmodi semitam inclinarent; quamobrem fuisse videtur et esse satis expediens, prudentem virum aliquem esse in predictis pro parte tua regia et etiam extitisse. Ideoque gratum quesumus habeat regalis magnificentia quod dictum militem cujus circumspectam commendamus prudentiam, adhuc in hiis partibus remanere propinquis, voluimus et volumus, ut in predicto termino et aliis agendis circa negocium hujusmodi promptius possit esse. Rescribat etiam nobis regalis prudentia sue super hiis beneplacitum voluntatis.

Datum Avinione, III kalendas maii. anno secundo ».

170 Avignon, 29 avril 1336.

Regem Siciliae rogat ut personam sufficienti mandato munitam infra finem mensis maii ad curiam romanam mittat, pro tractatu pacis ineundo inter Januenses, necnon Aragonum et Siciliae reges. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° CLXXVIII fol. 49 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Circa reformandam — Dat. Avinione, III kalendas maii, anno secundo. »

171 Avignon, 1er mai 1336.

Magistro Arnaldo de Verdala mandat ut litteras commissionum olim pro colligendis fructibus Ecclesiae Auxitanae ac bonis quorumdam praelatorum sibi directas, Ramundo Flori et Guillelmo Medici studeat assignare. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° LXXXIV fol. 28 verso.)

« *Dilecto filio magistro Arnaldo de Verdala decano Ecclesie Sancti Pauli de Fenolhadesio Electensis diocesis.* Cum super colligendis — Dat. Avinione, kalendis maii, anno secundo. »

172 Avignon, 1[er] mai 1336.

Concedit magistris Ramundo Flori et Guillelmo Medici facultatem convocandi ad civitatem Tholosanam omnes debitores residuorum fructuum Ecclesiae Auxitanae ac bonorum quondam Amanevi archiepiscopi Auxitani. (Litt. patens. REG. VAT. 131 nº LXXXV fol. 29 recto.)

« *Dilectis filiis magistris Ramundo Flori Urgellensis et Guillelmo Medici Ilerdensis Ecclesiarum canonicis, apostolice Sedis nunciis.* Pridem vos de quorum — Dat. Avinione, kalendis maii, anno secundo. »

173 Avignon, 1[er] mai 1336.

Magistris Ramundo Flori et Guillelmo Medici facultatem concedit ut quibuslibet personis quae per collectores olim in Narbonensi, Tholosona et Auxitana provinciis deputatos, ob defectum solutionis certorum proventuum ad cameram apostolicam spectantium vel residuorum illorum, fuerint excommunicatae, possint post satisfactionem, de absolutionis beneficio providere. (Litt. patens. REG. VAT. 131 nº LXXXVI fol. 29 recto.)

« *Eisdem.* Cum ad colligendum — Dat. ut supra. »

174 Avignon, 1[er] mai 1336.

Priorem Hospitalis Sancti Johannis Ierosolimitani Tholosae rogat ut domum suam Ramundo Flori et Guillelmo Medici accommodet, in qua morari valeant ac pecunias camerae apostolicae conservare. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 nº LXXXVII fol. 29 verso.)

« *Dilecto filio . . priori domus Tholose Hospitalis Sancti Johannis Ierosolimitani.* Cum dilecti filii — Dat. ut supra. »

175 Avignon, 1[er] mai 1336.

Omnibus Christi fidelibus in insulis seu terris ultra Farum constitutis, infra biennium pro defensione regni Armeniae personaliter pugnaturis vel subsidia ministraturis, plenam peccatorum suorum veniam indulget. (Litt. de Curia. REG. VAT. 122 fº 13 verso.)

« *Universis Christi fidelibus, in insulis Sicilie, Cipri, Rodi, Nigropontis, et omnibus aliis terris seu insulis ultra Farum constitutis, salutem.* Ex internis precordiis suspiria nec immerito prodeunt, anxii singultus erumpunt quotiens mentis nostre presentatur obtutibus crudelis illa gemeburda (*sic*) calamitas Terre Sancte, quotiens desolatio urbium et locorum Terre illius reductorum in cinerem, strages quoque miseranda fidelium quos aut hostilis gladius dire morti subdidit aut captivitas scaloti carceris vel nexibus miserabilis servitutis adduxit ad nostram memoriam reducuntur; sed heu prothdolor ! licet urbes et loca illa sanctissima in solum redacta jaceant solitudinaria et deserta in immundissimis spurcidorum Sarracenorum pedibus conculcata, gravis tamen ira nec exorabilis pectus Babilonici hostis Egipti bestie servientis adhuc infremit nec quiessit (*sic*) et super preteritorum vulnerum dolorum adiciens spem ad illa loca chatolica (*sic*) in partibus transmarinis occupanda et depopulanda pretendit. Ecce siquidem nuntii carissimi in Christo filii nostri Leonis regis Armenorum illustris ex parte dicti regis a[d] Sedem apostolicam destinati auribus nostris lacrimabiliter intimarunt quod perfidus ille soldanus Babilonie vires congerit conflatque potentiam ut regnum Armenie et ceteras terras residuas quas fideles inhabitant in partibus transmarinis per continuatos hostilitatum incursus invadat, capiat et subvertat ut per occupationem et subversionem ipsius, quod Deus avertat, irremediabilem quodammodo jacturam fidelibus inferat et quodammodo fidutiam auferat vicinum prestandi remedium Terre Sancte cum per regnum illud proximus fiet transitus ad Terram prefatam, ac ibidem chatolicis (*sic*) in eodem regno degentibus recipiantur christiana navigia, classes fidelium in victualibus et aliis necessariis confortentur et de loco illo propter breve maris spatium ad dictam Terram pateat quodammodo absque hostili impedimento progressus. Ideoque nos universos et singulos rogamus et obsecramus per aspersionem sacratissimi sanguinis fusi pro salute nostra de pretioso corpore Redemptoris, quatinus ad ejusdem regni cujus incolas nobis unitas fidei in Christi caritate conjungit calamitatibus ad quarum illationem hostes fidei preparantur viriliter et celeriter obviandum promptis animis consurgentes pro defensione ejusdem regni et, fidelium morantium in eodem, vos in peccatorum vestrorum remedium personaliter exponatis et ut vos premissa eo fidelius eoque ferventius exequi studeatis quo potiorem fructum noveritis vos fore ex vestris laboribus percepturos, nos de Omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confixi, (*sic*) et illa quam nobis licet insufficientibus meritis Deus ligandi atque solvendi contulit potestate, omnibus vere penitentibus et confessis qui salutifere crucis signo suscepto infra biennium a data presentium

computandum, contra predictos hostes fidei in Armenorum succursum in propriis personis accesserint et exponerent ibidem per unum annum continuum dicti biennii moraturi vel qui post iter assumptum ad predictum succursum in itinere vel etiam in dicto regno forte decesserint, plenam peccatorum suorum de quibus corde contriti et ore confessi fuerint veniam indulgemus et in retributione justorum salutis eterne pollicemur augmentum. Eis autem qui non in personis propriis illuc accesserint sed in suis dumtaxat expensis juxta qualitatem et facultates suas viros idoneos infra dictum tempus curaverint destinare tandundem (*sic*) inibi moraturos, et illis similiter qui licet in alienis expensis in personis tamen propriis assumpte perigrinationis hujusmodi laborem impleverint, plenam suorum veniam concedimus peccatorum ; hujusmodi quoque remissionis volumus et concedimus esse participes juxta quantitatem subsidii et devotionis affectum omnes qui ad subventionem ipsius negotii, eodem durante biennio, de bonis suis congrue ministrabunt; nichilominus universos et singulos venerabiles fratres nostros . . archiepiscopos et episcopos ac dilectos filios abbates vestrorum partium tenore presentium monemus et hortamur attente in remissionem eis peccaminum injungentes quatinus participes hujusmodi mercedis effecti presentes litteras quotiens eis infra dictum biennium exhiberi vel presentari contigerit, reverenter recipere illasque publice coram populo propter hoc specialiter convocando, per se vel alium seu alios cum expediens visum fuerit diligenter alta voce legere, earumque continentiam juxta datam prudentiam ipsis a Domino per verbum predicationis insinuare procurent exhibentes, auctoritate nostra proficiscentibus, ut predicitur si illud cum reverentia petierint, signum crucis et eorum cordibus et humeris affigendum. — Datum Avinione, kalendis maii, anno secundo. »

176 Avignon, 1[er] mai 1336.

Salvus conductus pro nuntiis regis Armeniae (Litt. de curia Reg. Vat. 122 f° 13 verso.)

« *Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis salutem etc*... Cum per dilectos filios nobiles viros Raymundum de Lisigniano comitem Curquensem et Gregorium Benedicti militem, nuntios carissimi in Christo filii nostri Leonis regis Armenie illustris, exhibitores presencium, nonnullas quantitates frumenti in subsidium ejusdem regis et aliorum fidelium regni Armenie presentialiter destinemus, universitatem vestram rogamus et obsecramus in Domino Jesu Christo quatinus predictos nuntios ob nostram et apostolice Sedis reverentiam commendatos habentes, eos cum quantitatibus frumenti predictis libere proficisci ad regnum predictum absque obfensione aliqua permittatis, quinimo si expediat et vobis ad hoc facultas se offerat de oportuna securitate provideatis eisdem. — Datum Avinione, kalendis maii, anno secundo ».

177 Avignon, 6 mai 1336.

Notificat generalem reservationem Ecclesiarum et beneficiorum infra terras Ecclesiae romanae consistentium. (Litt. patens. Reg. Vat. 131, n° cviii f° 32 recto.)

« *Ad futuram rei memoriam*. Circa confovendum — Dat. Avinione, ii nonas maii, anno secundo. »

178 Avignon, 13 mai 1336.

Litteris regiis de emptione villae Macliniarum, de negotiis Ludovici de Bavaria necnon de translatione archiepiscopi Maguntini mentionem facientibus respondet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° clxxix f° 49. — *Vatikanische Akten*, p. 613, n° 1803.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri*. Ternis regiis receptis litteris et intellectu pleno tenoribus earum collectis, super eis excellencie regie breviter respondemus. Primo nanque (*sic*) super facto ville Macliniarum, de quo faciebat prima littera mentionem, sublimitatem volumus regiam non latere quod dilectus filius nobilis vir Ludovicus comes Flandrie, die nona hujus mensis maii ad nostram venit presentiam et die sequenti suam super confirmatione illius emptionis quam fecisse de dicta villa dicitur, petitionem coram nobis proposuit, asserendo se multos labores pertulisse occasione ipsius emptionis et quantitates pecuniarum non modicas expendisse, quodque ipsa emptio in evidentem utilitatem Leodiensis Ecclesie redundabat. Nos autem eidem super petitione predicta respondimus quod cum hujusmodi negocium plures, videlicet te fili carissime, venerabilem fratrem nostrum.. episcopum, et dilectos filios capitulum Leodiense, nobilem virum .. ducem Brabancie, communitatem dicte ville ac quosdam alios tangeret, eis non vocatis et inauditis, non poteramus cum nostra decentia et honestate

justicie ad id concedendum procedere quod petebat. Et ne comes idem pro vocatione supplicaret illorum, nos ipsum cum suo dumtaxat secreto consilio, ceteris extra jussis exire benigne fuimus, ut sequitur, allocuti, scilicet quod videbatur nobis ipsius comitis decentie ut a prosecutione dicti negocii hoc tempore desisteret ex eo maxime convenire, quia ex commotionibus quas hostis pacis procuraverat in partibus Burgundie suscitari, non pauca tibi et regno tuo Francie turbatio resultabat, quamobrem ipse, qui pro comitatu et terris suis vassallus tuus tibique juramento fidelitatis astrictus esse dinoscitur totque grata et utilia beneficia de munificentia et benivolentia receperat regia, utpote quod pro ipso bellum personale, per quod sibi comitatum suum Flandrie restauraveras, non sine magnis periculis et expensarum profluviis subiisti, et preter alia multa bona que de manu regia receperat, hoc anno pro quadam dispensatione matrimoniali sibi fructuosa non modicum nobis cum affectuosa instancia supplicasti, non debebat aliqua petere, facere, vel procurare per que posset in regno predicto suscitari vel augeri turbatio vel regius aminus quomodolibet irritari, quod ex prosecutione dicte petitionis posse formidatur contingere, cum ad colligationes et confederationes prope regnum predictum faciendas exinde incitari valeret ab aliquibus non absque periculis et scandalis dicti regni, immo (*sic*) eundem expediebat comitem ad memoriam reducendo predicta beneficia se beneplacitis regiis ex debito fidelitatis et gratitudinis impendere toto posse, quod nullius signum ingratitudinis aut sinistri alterius erga te posset a quoquam in eo percipi vel notari. Quibus allocutionibus et persuasionibus adeo comes idem placibiliter atquievit (*sic*) et prompte, quod, ut nobis visum extitit, ad beneplacitum regium cum prompta et sincera devotione afficitur exequendum nec intendit contrarium quomodolibet attemptare. Si vero alia nos circa hoc sentire contingeret, nunciare regie prudentie curaremus. — Rursus contentis in secunda littera faciente mentionem de Ludovico de Bavaria consideranter attentis, nuncios ejusdem Ludovici existentes pro negocio suo in curia vocari fecimus coram nobis et eis exposito per nos a fidedignis noviter audivisse ipsum Ludovicum quasdam confederationes et ligas cum nonnullis potentibus de Alamannia et partibus aliis tractasse vel inisse, que tibi fili dilectissime regnoque tuo esse periculose nimium poterant et nocive, adjectoque insuper, quod, si sic esset, suum negocium apud nos et fratres sancte romane Ecclesie cardinales, qui pro majori parte sumus oriundi de regno tuo, quique te ac dictum regnum sincere diligimus in visceribus caritatis, prosperari non posset, quare viderent et prospicerent super hiis quid agendum, presertim cum in litteris dicti Ludovici nuncios ipsos posse ac debere tecum confederationem et ligam certam facere contineatur expresse; prefati nuncii ex verbis hujusmodi plurimum stupefacti, dixerunt et asseruerunt quod ad eundem Ludovicum in crastino nuncium mitterent super hoc specialem, per quem nobis et ipsis super premissis veraciter et plene rescribet. Postmodum vero, die date presentium ad nos prelibati nuncii redeuntes dixerunt quod cum essent de verbis predictis valde perterriti, videbatur eisdem, si nobis placeret, expediens, quod ipsi personaliter prefatum Ludovicum festinanter adirent, procuraturi efficatius cum eodem, ne ipse aliqua faceret vel fieri consentiret que tuis vel regni tui predicti honoribus et commodis esse possent contraria, suumque predictum negocium per nos usque ad ipsorum ad presentiam nostram reditum teneri supplicaverunt humiliter in suspenso. Nos equidem petitioni hujusmodi annuentes, suasimus eis ut facerent cum Ludovico predicto quod contra dilectum filium nobilem virum.. ducem Burgundie, quem carus habes ut fratrem, nullatenus impenderet aliquibus per se vel alium seu alios auxilium, consilium vel favorem, eis insuper predicendo, quod ex hoc ac si contra te fieret offendereris dictumque negocium turbaretur, quod iidem nuncii se promiserunt facturos et curaturos, nichilominus quod memoratus Ludovicus nobis et tibi suas litteras super hoc destinabit. Si autem medio tempore super hiis vel aliis a te, fili, suscitari sentirentur noxia, illa nobis paratis et promptis, quantum cum Deo poterimus, occurrere, nunciare nobisque super premissis rescribere regalis circumspectio non ommittat. — Porro super hiis que de facto.. archiepiscopi Treverensis exprimebat series tertie littere, respondemus quod si archiepiscopus predictus, qui contra juramentum proprium per eum Ecclesie romane prestitum et fidelitatem qua tenetur eidem astrictus, temere veniens, Ecclesiam ipsam quam revereri ut matrem et dominam tenebatur, gravibus lassessivit (*sic*) offensis, et velut ingratus ei que ipsum ad dignitatem pontificalem provexerat, innumeris injuriis provocavit, anime sue saluti consulere curaverit, Deo ac nobis gratum erit admodum et acceptum, alias autem nostre ac fratrum nostrorum intentionis hactenus extitit et existit viis et modis quibus de jure fieri poterit, procedere contra ipsum. Transferre autem, sicut regia supplicabat instancia,

venerabilem fratrem nostrum .. archiepiscopum Maguntinum oppressum per dictum archiepiscopum Treverensem ac per suam tirannidem commodo regiminis et administrationis sui archiepiscopatus ommino frustratum, honori et honestati Sedis apostolice nullatenus credimus convenire, sed cum idem archiepiscopus Maguntinus, de quo per felicis recordationis Johannem Papam XXII predecessorem nostrum de consilio fratrum suorum, de quorum numero tunc eramus, canonice et rite provisum extitit Ecclesie Maguntine, plenam et liberam administrationem archiepiscopatus sui ac jurium et bonorum ejusdem spiritualium et temporalium fuerit assecutus, si de ipsius translatione tractetur canonice ipseque ad illam suum consensum prebuerit, tunc in hiis que circa premissa de consilio fratorum nostrorum predictorum faciendum secundum Deum videbimus, reperiemur tui presertim consideratione, fili amantissime, favorabiles et benigni. — Dat. Avinione, III idus maii, anno secundo ».

179 Avignon, 14 mai 1336.

Litteris regiis de attemptatis contra Odonem IV ducem Burgundiae necnon de provisione Basiliensis Ecclesiae mentionem facientibus respondet. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° CLXXX f° 50 verso. — *Vatikanische Akten*. p. 615, n° 1804).

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri*. Externa die litteras recepimus regias facientes de attemptatis contra dilectum filium nobilem virum.. ducem Burgundie ipsiusque terras et subditos per quosdam partium illarum nobiles, et subsequenter de provisione Basiliensis Ecclesie mentionem, quarum serie diligentius intellecta sublimitati regie breviter respondemus quod attemptata hujusmodi, attentis gravibus periculis et scandalis que secum possent trahere, displicibilia sunt nobis admodum et infesta, et ad adhibenda remedia que per nos decenter et secundum Deum adhiberi poterunt, ut obvietur eisdem periculis scandalosis, sumus prompti. Pridem vero antequam ad nos eciam pervenirent infesti rumores attemptatorum hujusmodi, nos de consilio fratrum nostrorum dilectum filium Johannem electum Basiliensem, nepotem venerabilis fratris nostri.. episcopi Argentinensis, qui de nobilibus partium illarum ac Ecclesie romane fidelibus et devotis traxit originem, quique in eadem Basiliensi Ecclesia electus extiterat, prefeceramus videlicet VIII kalendas maii eidem Ecclesie in episcopum et pastorem, tunc ea que nobis scripsit modo regia magnificencia, sicut premittitur, penitus ignorantes. Receptis autem predictis regiis et prefati ducis litteris, eundem electum ac dilectum nobilem virum.. comitem de Bulielie avunculum suum, presentes in curia fecimus ad nostram presenciam evocari, et expositis eis per nos et injunctis hiis que circa premissa vidimus expedire, responderunt et promiserunt nobis quod idem electus mandabit statim omnibus suis vassallis et subditis, et ambo electus et comes prefati videlicet prelibatum episcopum Argentinensem ac omnes suos et suorum amicos rogabunt, requirent efficaciter et inducent ut alicui vel aliquibus receptando, favendo vel alias adversus ducem prefatum prestent nullatenus publice vel occulte auxilium, consilium vel favorem, sicque ducem ipsum per hec et illa que nunciis Ludovici de Bavaria diximus ipsique nobis promiserunt, ut per alias litteras tue celsitudini scripsimus, esse a nocumentis partium Alamannie credimus satis tutum. — Dat. Avinione, II idus maii, anno secundo ».

180 Avignon, 21 mai 1336.

Magistro Petro de Samayre physico concedit unam portionem integram canonici, de communibus Ecclesiae Appamiarum proventibus percipiendam (Litt. patens. REG. VAT. 131 n° CXIII f° 33 recto.)

« *Dilecto filio magistro Petro de Samayre phisico, civi Appamiarum*. Decens arbitramur et congruum ut ab Ecclesiis et personis ecclesiasticis illi oportunis tractentur favoribus qui eis in exhibitione obsequiorum utilium, se devotos reddiderunt et gratos. Attendentes igitur ferventis devotionis affectum quem cum specialis sinceritate reverentie ad Ecclesiam Appamiarum ordinis sancti Augustini gessisti hactenus et continue gerere non desistis, grata quoque obsequia que nobis olim cum pastorali regimini ejusdem Ecclesie preessemus, tunc in minoribus constituti, et personis aliis in ipsius indefessis et devotis studiis impendisti, necnon tue merita probitatis certa experientia nobis nota debita consideratione pensantes, et propterea volentes tuis in eadem Ecclesia necessitatibus aliqualiter provideri, portionem integram tam victualium quam vestiarii, quam unus ejusdem Ecclesie canonicus ibidem percipere consuevit et debet, tibi ministrandam, solvendam et assignandam a teque percipiendam imposterum, de communibus ipsius Ecclesie proventibus, singulis diebus quibus vitam

egeris in humanis, tibi damus et concedimus auctoritate apostolica et etiam tenore presentium assignamus. Non obstantibus quibuscumque statutis et consuetudinibus ipsius Ecclesie contrariis, juramento, confirmatione apostolica vel quacumque firmitate alia roboratis, seu si venerabili fratri nostro ... episcopo et dilectis filiis capitulo Appamiarum communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod dare vel solvere portionem seu pensionem alicui preterquam canonico vel donato ipsius Ecclesie minime teneantur, seu quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, et qualibet alia dicte Sedis indulgentia generali vel speciali cujuscumque tenoris existat per quam presentibus non expressam vel totaliter non insertam effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri. Nulli ergo... etc ... Datum Avinione, xii kalendas junii, anno secundo. »

181 Avignon, 21 mai 1336.

Guillelmo III Carti abbati Bolbonae et sacristae Fuxi monasteriorum mandat ut magistrum Petrum gratia ei concessa frui faciant. (Lit. patens. Reg. Vat. 131 nº cxiv fº 33 verso.)

« *Dilectis filiis abbati Borbone* (sic) *et ... sacriste Fuxi monasteriorum Mirapiscensis et Appamiarum diocesum ac Guillelmo Lombardi canonico Mirapiscensi.* Mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios eidem magistro Petro vel procuratori suo ejus nomine faciatis auctoritate nostra, predictam portionem tam victualium quam vestiarii de communibus dicte Ecclesie proventibus juxta hujusmodi donationis et concessionis nostre tenorem integre ministrari. Non obstantibus omnibus supradictis, seu si eisdem episcopo et capitulo vel quibusvis aliis communiter vel divisim ab eadem sit Sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Contradictores et cetera ... Datum ut supra. »

182 Avignon, 21 mai 1336.

De [illegible] episcopo et capitulo Appamiarum, de [illegible] (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 nº cxv fº 33 verso.)

« *Venerabili fratri episcopo et dilectis filiis capitulo Appamiarum.* Sicut vos ignorare non credimus, dilectus filius magister Petrus de Samaire phisicus, civis Appamiensis sic prompte ac benivole, tam nostris olim cum Ecclesie Appamiarum pastorali preessemus officio, tunc in minoribus constituti, quam vestris et aliarum personarum ejusdem, obsequiis utilibus et necessariis se impendit, quod ab eadem Ecclesia ejusque personis meretur per retributionis vicissitudinem et alias prout persone ipsius conditio exigit honorari. Ea propter nos, premissis et aliis que nostrum circa hec movere debuerunt et debent animum consideranter attentis, portionem quam unus canonicus ipsius Ecclesie ibidem tam in victualibus quam vestiario consuevit et debet percipere, sibi ad vitam suam concessimus, sicut in litteris nostris inde confectis plenius continetur. Quocirca vos rogamus attentius in Domino et hortamur quatinus adeo liberaliter et benivole prefato magistro Petro responderi de portione hujusmodi faciatis, ipsum nichilominus super hiis et aliis favorabiliter prosequendo, quod ipse vobis ad obsequia efficiatur promptior, nosque vestram in hac parte gratitudinem et obedientiam commendare merito debeamus. — Datum ut supra. »

183 Avignon, 24 mai 1336.

Regem Siciliae rogat ut Gerardo de Valle canonico Neapolitano de bonis quondam Johannis episcopi Theatini Ecclesiae romanae spectantibus recuperandis, per suos officiales auxilium et favorem praestari faciat. (Lit. clausa. Reg. Vat. 131 nº cxvii fº 35 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Dudum fidedigna — Dat. Avinione, ix kalendas junii, anno secundo. »

184 Avignon, 25 mai 1336.

Regi Franciae suadet ne in negotiis Scotiae temere se implicet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131. nº clxxxiii fº 51.)

Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri. Magnificencie regalis litteris, per quas hiis que venerabilis frater noster Guido episcopus Lingonensis super certis que sibi pridem imposueramus, regie celsitudini explicanda, nobis per scripturam referret, fidem prudencia regia petiit per nos adhiberi credulam, solita benignitate receptis, et tam contentis in eisdem

litteris quam scripture nobis misse per eundem episcopum cum suis litteris serie intellectis, devotionem et intentionem piam regiam super hiis multipliciter in Domino commendamus. Sane, fili carissime, quia gressus et actus tuos per vias rectas dirigi et ab inviis cupimus custodiri, optaremus admodum ut super facto Scotie antequam procedatur ad aliud, ne te, regnum tuum et subditos periculosis subicias involucionibus et specialiter talibus a quibus absque detrimento honoris et fame non posset retrahi faciliter, presertim hoc presenti turbato et impacato periculoso tempore, quo multorum inordinati motus in diversis mundi partibus videntur, matura deliberatione previa, consideraret et adverteret regia providentia quid agendum. Cito equidem unum tale potest incoari negocium, sed [illegible] est qualis [illegible] qui [illegible] Scotie autem [illegible] jam in parte [illegible] est, [illegible] mentionem [illegible] parte [illegible] dum remedium, id facere, prout videremus expediens regieque [illegible] magnitudini [illegible] quod quidem etiam per eum nobis [illegible] super hiis [illegible] intimanda. — Datum Avinione, viii kalendas junii, anno secundo. »

185 Avignon, 1er juin 1336.

Magistro Guillelmo Lombardi canonico [illegible] a Guillelmo Altafex [illegible] (Litt. patent. Reg. Vat. 131 n° cxxx f° 37 recto.)

« *Dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi canonico Mirapiscensi.* Cum Guillelmus Altafex [illegible] — Dat. Avinione, kalendis junii, anno secundo. »

186 Avignon, 4 juin 1336.

Bertrando archiepiscopo Viennensi et Johanni Ogerii mandat ut tam a executoribus testamenti Petri [illegible] archiepiscopi Lugdunensis quam aliis [illegible] et quae bona dicti archiepiscopi [illegible] in quibus idem archiepiscopus [illegible] tenebatur. (Litt. patent. Reg. Vat. 131 n° cxxxi f° 37 recto.)

« *Venerabili fratri Bertrando archiepiscopo Viennensi et dilecto filio Johanni Ogerii decano Ecclesie de Belna Eduensis diocesis, apostolice Sedis nuncio.* Relatu [illegible] — Dat. Avinione, ii nonas junii, anno secundo. »

187 Avignon, 5 juin 1336.

Petro de Pratis episcopo Praenestino et Gozio Battaglia Patriarchae Constantinopolitano mandat ut ad cambium palatii episcopalis Avinionensis et quarundam domorum bonae memoriae Arnaldi sancti Eustachii diaconi cardinalis inter romanam et Avinionensem Ecclesias procedant. (Litt. patent. Reg. Vat. 131 n° cxxxii fol. 38 recto.)

« *Venerabilibus fratribus Petro episcopo Penestrino et Gozio patriarche Constantinopolitano.* Et si Ecclesie romane, cui, disponente Domino, presidemus, commoditatibus et honoribus ampliandis intendere [illegible] et [illegible] cathedralis Ecclesie [illegible] negligere [illegible] utilitatibus [illegible] Attendentes [illegible] et intenta consideratione [illegible] Ecclesie [illegible] Avinionensi [illegible] felicis recordationis Johannes papa XXII predecessor noster [illegible] palatium [illegible] romane Ecclesie [illegible] Avinionensis Ecclesie quas olim fuerunt bone memorie Arnaldi sancti Eustachii diaconi cardinalis, nomine nostro et supradicte romane Ecclesie ab heredibus et executoribus testamenti dicti cardinalis certo precio [illegible] de pecunia camere nostre [illegible], intendentes quod de illis ad dictum palatium et etiam [illegible] cambium seu permutatio fieret, per

quod vel quam idem palatium ad romanam et domus prefate ad Avinionensem predictas Ecclesias devenirent, eis perpetuis temporibus remanenda. Volentes igitur ut ad cambium seu permutationem hujusmodi procedatur, fraternitati vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus venerabili fratre nostro Johanne episcopo Avinionensi et dilecto filio magistro Ludovico de Petragrossa archipresbitero Ecclesie Vivariensis nostro et predicte Ecclesie romane procuratore vocatis, ad hujusmodi permutationem seu cambium inter prefatum episcopum cum sui consensu capituli, suo et successorum suorum et sepefate Avinionensis Ecclesie, ac eundem procuratorem, nostro et successorum nostrorum romanorum Pontificum et supradicte romane Ecclesie nominibus, auctoritate nostra facienda procedere studeatis, prefatum palatium cum omnibus habitationibus quas predecessores dicti episcopi tenuerunt ac prefatus predecessor noster tenebat dum viveret, et nos etiam pro nobis, officialibus et familiaribus nostris tenemus ad presens, nobis nostrisque successoribus et memorate romane Ecclesie, dictasque domos cum suis pertinentiis prefato episcopo Avinionensi ejusque successoribus et Ecclesie Avinionensi jamdicte appropriando et applicando perpetuo ac etiam assignando, et nichilominus decernendo auctoritate predicta hujusmodi cambium seu permutationem, non obstante quantovis majori valore alterutrius seu quibusdam aliis juris vel facti rationibus et exceptionibus que proponi, allegari vel opponi possent, aliquo tempore, obtinere debere perenniter perpetuam et inviolabilem firmitatem. Volumus autem super et de premissis duplicata vel multiplicata instrumenta publica confici presentium tenorem continentia, quorum unum in archivo predicte romane Ecclesie conservandum remaneat, et aliud prelibatus Avinionensis episcopus pro se suisque successoribus et prefata Avinionensi Ecclesia habeat pro sua et Ecclesie sepefate cautela.

Datum Avinione, nonis junii, anno secundo. »

188 Avignon, 13 juin 1336.

Johanni Ogerii mandat ut a collectoribus fructuum annalium olim in Lugdunensi, Viennensi, Bisuntina, Tarantasiensi et Treverensi provinciis deputatis, exigat et recipiat illa quae per ipsos plus recepisse quam assignasse camerae apostolicae repererit, necnon illa de quibus ipsam cameram per compositiones vel alias defraudaverint. (Litt. patens, Reg. Vat. 131 n° cxxxviii fol. 39 verso.)

« *Dilecto filio Johanni Ogerii decano Ecclesie de Belna Eduensis diocesis, apostolice Sedis nuncio.* Cum tu quem — Dat. Avinione, idibus junii, anno secundo. »

189 Avignon, 13 juin 1335.

Johannem Ogerii jubet collectores fructuum annalium beneficiorum reservatorum olim in Bisuntina et Treverensi provinciis citare, ut infra certum terminum in camera apostolica rationes de receptis reddituri se praesentent, atque ipsorum collectorum beneficia ecclesiastica ad manum Papae ponere eorumque fructus sub dicta manu colligere. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cxxxix fol. 40 recto.)

« *Eidem nuncio.* Cum collectores fructuum — Dat. ut supra. »

190 Avignon, 15 juin 1336.

Philippum regem Franciae rogat ut Guidonem Caprarii et Mathaeum Gayte nuntios suos in curia romana usque ad instans festum beati Johannis Baptistae remanere patiatur. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° clxxxvi fol. 52 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Sicut excellentie regali pridem scripsisse meminimus ut super periculoso dissidio inter carissimos in Christo filios nostros . . Aragonum et . . Majoricarum reges illustres ipsorumque subditos ex parte una, et dilectos filios cives Januenses ex altera, necnon et inter carissimum in Christo filium nostrum Robertum regem Sicilie illustrem et eosdem intrinsecos, ac ipsos intrinsecos et extrinsecos dissidentes invicem instigante pacis et caritatis emulo suscitato, pax Deo grata et hominibus fructuosa concordia, per quam obviaretur variis personarum et rerum discriminibus que secum trahit ipsa dissensio, sicut hactenus traxisse noscitur, posset sequi, post tractatus aliquos coram nobis presentibus regum predictorum Aragonum et Majoricarum procuratoribus ac Januensium ipsorum intrinsecorum et extrinsecorum ambaxiatoribus necnon dilectis filiis nobili viro Guidone Caprarii milite ac Matheo Gayte cive Claromontensi thesaurario tuis habitos, extitit ordinatum quod ambaxiatores prefatorum Januensium qui mandata ad premissa sufficiencia non habebant ad ipsos Januenses accederent, infra finem proximi preteriti mensis maii cum mandatis hujusmodi sufficientibus ad pacificandum tam cum eodem Sicilie quam cum Aragonum et Ma-

joricarum prefatis regibus et eorum subditis necnon et ipsos Januenses invicem ad nostram presentiam redituri, visumque tunc fuit nobis, certis ex causis expressis in nostris litteris quas inde magnitudini regie direximus, expedire prefatum militem in hiis propinquis partibus interim de beneplacito regio remansurum. Et licet predicti ambaxiatores Januenses in termino supradicto nec adhuc etiam venerint, de quo adeo fuimus nec immerito perturbati, quod nisi esset propter bonum pacis quod desideranter appetimus, et utilitatis rei publice cui per pacem ipsam, si Deus eam dederit, multipliciter providebitur, laborare circa premissa ulterius minime curaremus, quia tamen eorumdem ambaxiatorum cum mandatis predictis ac etiam nunciorum prefati regis Sicilie cui jamdudum super hoc scripsimus, circa instans festum Nativitatis beati Johannis Babtiste (*sic*) prestolamur adventum, sperantes in Eo qui pacis est auctor et bonorum omnium dispensator, inter dissidentes predictos desiderata pacis et concordie commoda proventura, expediens adhuc admodum extimamus quod prefati miles et thesaurarius tui qui tractatuum predictorum et negociorum de quibus agitur plenam habent noticiam, ut negocium hujusmodi non videatur desertum per te fili carissime sed potius, eis presentibus et laborantibus procedat Domino dirigente salubrius, ipsique illa que habent agere cum memoratis Januensibus possint tractare commodius, propter hec remaneant quousque satis breviter, ut credimus, finis felix utinam hujusmodi negocii videatur, super quo regia rescribat sublimitas sue beneplacitum voluntatis.

Datum Avinione, XVII kalendas julii, anno secundo. »

191 Avignon, 16 juin 1336.

Johannae reginae Franciae recte se habere nuntiat eique veniam petitam concedit. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 nº CLXXXVII fº 52 verso.)

« *Carissime in Christo filie Johanne regine Francie illustri*. De prospero, filia carissima, statu tuo et carissimi in Christo filii nostri Philippi regis Francie illustris viri tui ac incliti primogeniti vestri .. ducis Normannie, per regias litteras quas benignitate recepimus solita, intellecto, letamur admodum et consolamur in Domino, Ejus immensam clementiam deprecantes ut in statu vos conservet hujusmodi vobisque sue propiciationis habundantiam largiatur. Sane, quia de statu nostro certior effici regia serenitas postulavit, nos, licet curis laboriosis et solicitudinibus variis quas indicit nobis apostolice servitutis officium agitemur continue, sospitate tamen, Eo faciente qui potest, corporali vigere, celsitudini regie nunciamus. Porro petitam indulgentiam gratiose concessimus et mandavimus e vestigio super ea litteras expediri et illas etiam de aliis petitionibus pro parte regia nobis oblatis, quas secundum Deum potuimus ad exauditionis graciam duximus favorabiliter admittendas. — Datum Avinione, XVI kalendas julii, anno secundo. »

192 Avignon, 22 juin 1336.

Regem Siciliae solutum facit de IIII[m] unciarum auri ab eo festo Beati Johannis solutarum pro residuis census annui Ecclesiae Romanae debiti. (Litt. patens. REG. VAT. 131 nº CLXI fº 45 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum secundum ordinationem — Dat. Avinione, X kalendas julii, anno secundo. »

193 Avignon, 23 juin 1336.

Johanni V abbati monasterii Sancti Martini de Areis et Johanni de Feritate mandat ut de statu prioratus Sancti Memorii Trecensis in quo erat tempore quo Guillelmus de Godin ejus administrationem recepit, et si tempore suo melioratus vel deterioratus exstiterit, inquirant et referant. (Litt. patens. REG. VAT. 131 nº CLIII fº 43 recto.)

« *Dilectis filiis .. abbati monasterii Sancti Martini de Areis et Johanni de Feritate decano Ecclesie Trecensis.* De statu prioratus — Dat. Avinione, IX kalendas julii, anno secundo. »

194 Avignon, 23 juin 1336.

Quasdam indulgentias omnibus fidelibus qui certis diebus capellam palatii Avinionensis visitarint, concedit. (Litt. patens. REG. VAT. 131 nº CLXV fº 46 recto.)

« *Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis.* Inter cetera virtutum opera que Summo rerum Opifici per manus fidelium offeruntur, illud ante tronum divine clementie acceptabile credimus si domus edificetur Altissimo, in qua divina laudetur potentia et

immoletur pro delictis populi ostia salutaris. Hec autem devota consideratione pensantes, et attendentes etiam pium, decens et honestum existere quod in palatio Avinionensi spectante immediate ad romanam Ecclesiam locus esset orationis ydoneus, ubi et de cujus munere venit, ut sibi a fidelibus digne ac laudabiliter serviatur, famulatus in divinis officiis devotus impenderetur et debitus, ac nos et successores nostri, dum in eodem palatio morabimus sicut nos moramur ad presens, in Dei et sanctorum festivitatibus officia divina solemniter, ut moris est peragere, receptis inibi decenter clero et populo sicut ministraret Dominus valeremus, quandam capellam satis spaciosam et speciosam ad honorem divini nominis et gloriose semper Virginis genitricis Dei Marie domine nostre, beatorum quoque Petri et Pauli apostolorum et omnium sanctorum, in eodem palatio construi, venerando eorumdem apostolorum Petri et Pauli vocabulo et nomine insignitam, et tandem altare in ipsa capella fabricatum et erectum sub titulo et honore ipsorum apostolorum fecimus per venerabilem fratrem Gasbertum archiepiscopum Arelatensem camerarium nostrum die date presentium, reverenter in eodem altari reconditis sacris apostolorum predictorum et quorundam aliorum sanctorum reliquiis, solenniter consecrari. Ut igitur eadem capella eo devotius honoretur a fidelibus et reverentius frequentetur, quo ipsi fideles ad eam accedentes donis spiritualibus potius senserint se refectos, nos de omnipotentis Dei misericordia et eorumdem apostolorum auctoritate confisi, omnibus vere penitentibus et confessis qui in die dedicationis altaris predicti unum annum et unam quadragenam, singulis diebus vero octabarum dedicationis centum dies, illis autem qui in festivitatibus apostolorum ipsorum prefatam capellam devote visitaverint annuatim septem annos et septem quadragenas de injunctis sibi penitentiis misericorditer relaxamus. — Datum Avinione, IX kalendas julii, anno secundo. »

195 Avignon, 24 juin 1336.

Regem Siciliae rogat ut fraticellos repelli faciat Neapoli, neve in regno et terris suis eosdem toleret neu tolerari permittat. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° CLXXXIX f° 52 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Habet fidedignorum assertio — Dat. Avinione, VIII kalendas julii, anno secundo. »

196 Avignon, 26 juin 1336.

Johanni episcopo Avinionensi facultatem concedit numerum servientium marescalli romanae curiae usque ad XII servientes augendi, ac capitaneo dictorum servientium de duplicatis stipendiis providendi. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° CLVI f° 44 recto.)

« *Venerabili fratri Johanni episcopo Avinionensi, thesaurario nostro.* Licet dudum pro — Dat. Avinione, VI kalendas julii, anno secundo. »

197 Avignon, 26 juin 1336.

Officiali Claromontensi mandat ut Gregorium abbatem monasterii de Issiodoro ordinis Sancti Benedicti Claromontensis dioecesis, apostolico conspectui personaliter citandum procuret. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° CLVIII f° 44 verso.)

« *Dilecto filio .. officiali Claromontensi.* Cum dilectus filius — Dat. ut supra. »

198 Avignon, 26 juin 1336.

Guillelmo Rufi mandat ut prioratus de Cadalovo et de Sancto-Heremo ordinis Sancti Benedicti Claromontensis dioecesis sub manu apostolica teneat ac fructus per Gregorium abbatem monasterii de Issiodoro ex ipsis perceptos, exigere non postponat. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° CLIX f° 44 verso.)

« *Guillelmo Rufi canonico Aniciensi.* Cum dilectus filius — Dat. Avinione, VI kalendas julii, anno secundo. »

199 Avignon, 27 juin 1336.

Regem Siciliae solutum facit pro VIII^m unciarum auri solutarum ratione census ordinarii Ecclesiae romanae ab eo annuatim debiti, festo Apostolorum Petri et Pauli solutarum. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° CLXII f° 45 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum censum annuum — Dat. Avinione, V kalendas julii, anno secundo. »

200 Avignon, 28 juin 1336.

Guillelmo Rufi et Petro de Beresqueto mandat ut bona mobilia quondam Arnaldi Rogerii de Convenis episcopi Claromontensis ad manum apostolicam referant atque illa sub ipsa

manu conservent. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° clxiiii f° 45 verso.)

« *Dilecto filio Guillelmo Ruffi Aniciensis ac Petro de Beresqueto Mimatensis Ecclesiarum canonicis.* Volentes de bonis — Dat. Avinione, iv kalendas julii, anno secundo. »

201 Sorgues, 4 juillet 1336.

Decano et capitulo Ecclesiae Lexoviensis notificat reservationem ipsius Ecclesiae. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cxciii f° 55 recto.)

« *Dilectis filiis decano et capitulo Ecclesie Lexoviensis.* Olim felicis recordationis — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, iiii nonas julii, anno secundo. »

In eumdem modum *Petro III Rogerii archiepiscopo Rothomagensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cxciii f° 55 recto.)

202 Sorgues, 5 juillet 1336.

Philippo regi Franciae pro archiepiscopo Treverensi deprecanti respondet, omniaque ab ipso praelato injuste commissa exponit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° cxc f° 53 verso. — *Vatikanische Akten* p. 620 n° 1820.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Receptis benigne litteris regiis super negocio tangente venerabilem fratrem nostrum archiepiscopum Treverensem novissime nobis missis et contentis in eis plenius intellectis, magnificencie regie respondemus breviter super eis. In primis siquidem ut veritatem negocii hujusmodi serenitas regia non ignoret, illius seriem succincte providimus tenore presencium recensendam. Olim siquidem, adhuc bone memorie Mathia archiepiscopo Maguntino in humanis agente, felicis recordacionis Johannes Papa XXII predecessor noster cupiens Ecclesie Maguntine, cum eam primo vacare contingeret, de pastore idoneo per Sedem apostolicam provideri, provisionem ejusdem Ecclesie duxit ea vice sibi et Sedi predicte specialiter auctoritate apostolica reservandam, dilectis filiis decano et capitulo ipsius Ecclesie ac quibusvis aliis ad quos electio, postulatio vel provisio in eadem Ecclesia quomodolibet pertineret ne ad electionem, postulationem vel aliam provisionem quamcumque in eadem Ecclesia, cum primo illius immineret vocatio, faciendam procederent districtius inhibendo, ac decernendo ex tunc irritum et inane quidquid contra reservationem et inhibitionem hujusmodi contingeret per aliquem vel aliquos attentari. Subsequenter vero eodem Matthia archiepiscopo Maguntino sicut Domino placuit viam universe carnis ingresso, predecessor noster prefatus cum fratribus suis sancte romane Ecclesie cardinalibus, de quorum numero tunc eramus, super provisione prelibate Ecclesie facienda deliberacione prehabita diligenti, de persona venerabilis fratris nostri Henrici archiepiscopi Maguntini Ecclesie memorate de consilio fratrum eorumdem providit, eumque illi prefecit in archiepiscopum et pastorem. Sed cum idem archiepiscopus Maguntinus bonorum spiritualium et temporalium sue Ecclesie Maguntine administracionem vellet suscipere ac gerere ut debebat et pertinebat ad ipsum, supradictus archiepiscopus Treverensis qui post et contra reservationem et decretum predicta per aliquos canonicos dicte Ecclesie Maguntine postulatus in archiepiscopum ipsius Ecclesie dicebatur, propterea se in archiepiscopatum Maguntinum intruserat bonaque occupaverat et occupata indebite ac in sue detrimentum salutis anime contra sanctiones canonicas detinebat predicta, nequaquam permisit, sicut nec adhuc permmittit sepefactum Maguntinum archiepiscopum administracionem suscipere ac gerere supradictam, quin pocius occupacionem ipsam utique perniciosam et tyrannicam longo tempore continuavit et continuat, percipiendo fructus, redditus et proventus archiepiscopatus predicti, seque in administrandis vel pocius usurpandis et gerendis ibidem his que pontificale spectant officium, quamvis nulla sibi super hoc facultas suppetat, dampnabiliter immiscendo; que in divine majestatis offensam, dicte Sedis contemptum et contumeliam sueque periculum anime, et archiepiscopi Maguntini predicti pro quo tres sentencie diffinitive late fore noscuntur in romana curia super his, grande prejudicium et notariam injuriam ac plurimorum scandalum redundare dubium non existit. Cumque pridem de mense junii proxime preteriti, diu antequam littere regie pervenissent, pro parte sepefati archiepiscopi Maguntini coram nobis et fratribus nostris in consistorio proposito negocio supradicto, fuisset nobis super exhibenda justicia instanter et humiliter supplicatum, nos et fratres predicti diligentius attendentes quod prelibatus archiepiscopus Treverensis benignitatem et mansuetudinem apostolice Sedis predicte que ipsum tam prefati predecessoris nostri quam nostro tempore diucius abstinendo

a processibus adversus eum faciendis expectavit, ut sue in hac parte saluti et fame a tam perniciosis et damnatis temeritatibus resiliendo, consuleret, presertim ad memoriam revocans quod contra reverenciam et obedienciam quibus romane Ecclesie astrictus existit et eciam proprium juramentum per eum in sua promocione prestitum offendendo et transgrediendo sacros canones manifeste, in predictis et circa ea egit et agit, deducebat et deduxerat damnabiliter in contemptum; quodque predictis omnibus in consideracionem adductis, aures non poteramus claudere, nec justiciam super qua exhibenda instanter requirebamur, ut premittitur, absque Dei offensa et lesione consciencie denegare, certos in eodem consistorio, exacta deliberacione cum ipsis fratribus previa, processus ordinavimus fieri, non solum exigente justicia, sed cogente. Quare, fili carissime, si ab hujusmodi processibus tam mature tamque solemniter in consistorio, ut premittitur, ordinatis, sacrosancta romana Ecclesia omnium mater fidelium et magistra sic viliter et graviter remanente per prefatum Trevirensem archiepiscopum vilipensa, tamque grandi, notoria et scandalosa injuria rigore justicie non repressa desistere non valemus, habeat nos, circumspectis predictis omnibus, regia providencia que justiciam diligit, nec equanimiter tolerare predicte Ecclesie romane offensas et injurias consuevit, cum ea offensa tu velut benedictionis et gracie filius nequeas non offendi, quesemus excusatos. Tenemus enim indubie, quod si facti veritas antea tibi patefacta fuisset, nequaquam emanassent a te littere regie supradicte. Utinam autem prefatus archiepiscopus, qui per predecessorem nostrum predictum, dum viveret, sepe tam caritative quam invective monitus extitit, ut a tam periculoso et pernicioso devio pedes suos retineret illosque in viam veritatis et justicie reduceret sueque saluti et fame consulendo, ut prefertur, salubiter hujusmodi non expectaret processus. Nam de ipso miramur admodum, quod, licet in nostra et fratrum nostrorum presencia pridem per aliquos cardinales nomine ac ad instanciam procuratoris ipsius archiepiscopi obtulerit in manu nostra libere se dimissurum archiepiscopatum predictum, nunc tamen videtur obtentis precibus regiis ad contrarium aspirare. Ceterum de illis ligis, de quibus in predictis litteris regiis mentio habebatur, verisimile quicquid tibi, fili dilectissime, suggestum extitit non videtur, cum memoratus archiepiscopus Maguntinus adeo pauper et oppressus existat quod liga ipsius et adherencia in eis partibus parum apreciaretur aut nichil, et, si ipse suum archiepiscopatum plenarie obtineret, non auderet nec nos permitteremus eidem talia contra nostrum et tuum beneplacitum, presertim ubi tu regnumque tuum, quorum salutem et statum zelamus prosperum, tangeremini, quomodolibet attemptare, quod si facere presumeret, oportunis remediis super hoc coherceretur a nobis. — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, III nonas julii, anno secundo ».

203 Sorgues, 15 juillet 1336.

Bernardo de Piano mandat ut in causa episcopi et capituli Valentinae ac Diensis Ecclesiarum, non obstantibus quibusdam exceptionibus propositis, juxta aliarum sibi directarum litterarum continentiam procedat. (Litt. de curia. Reg. Vat. 121 n° VIII f° 6 verso.)

« *Dilecto filio Bernardo de Piano sacriste Ecclesie Magalonensis, salutem.* Pridem nonnullis articulis — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, idibus julii, anno secundo. »

204 Sorgues, 16 juillet 1336.

Philippo regi Franciae nuntiat se de materia pacis inter reges Aragonum, Majoricarum ac Siciliae et Januenses reformandae, propter absentiam Januensium partis Gibellinae, ad praesens ulterius procedere non posse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° CXCII f° 54 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Dudum desideriis affectantes intensis gravibus periculis que suscitata hoste procurante antiquo, inter carissimos in Christo filios nostros . . Aragonum et . . Majoricarum reges illustres eorumque subditos ex parte una, et dilectos filios commune ac cives Januenses ex altera, secum trahebat et traxerat dissentio, per reformationem mutue pacis et concordie obviare, ad perquirendum vias et modos quibus non solum inter partes predictas immo etiam inter carissimum in Christo filium nostrum Robertum regem Sicilie illustrem quantum eum tangebat et prefactos Januenses Guelfos et Gibelinos videlicet invicem inter se dissidentes, unitatis et pacis Deo grate reique publice perutilis reformaretur [concordia] et firmarentur federa, diligentiam adhibere curavimus, sicut sepe regie serenitati scripsimus, non sine multis laboribus et solicitudinibus aliisque arduis occurrentibus negociis postpositis et ommissis. Et licet prefati Januenses in fine mensis maii proximo preteriti destinare promisissent suos

nuncios ad omnia predicta ydoneo mandato suffultos, pars tamen Gebelina ipsorum nec misit nuncios hujusmodi nec quicquam super hiis nobis scripsit, deinde vero cum assereretur ab aliquibus quod illos infra festivitatem Nativitatis beati Johannis Babtiste proximam jam elapsam missuri [erant], nos propter zelum pacis predicte voluimus quod tam tui, fili carissime, quam predictorum regum Aragonum et Majoricarum, ac etiam partis Guelfe Januensis predictorum nuncii presentes in curia expectarent. Postremo vero parte Gebelina predicta, nec tunc nec adhuc mittente nuncios, nec se per litteras vel nuncium excusante super hoc, nos die date presentium vocatis ad presentiam nostram prefatis nunciis ut prefertur presentibus, et deliberato super predictis cum eis, attendentes quod pax particularis pericula predicta non tolleret, immo ex eo forsitan quia Gebelini predicti sunt proni ad se confederandum cum magnifico principe Frederico rege Trinaclie, adaugeret, ad presens non vidimus fore super predictis ulterius procedendum; quamobrem tam tuis quorum circumspectam maturitatem et prudentiam commendamus, quam aliis prefatis nunciis licentiam dedimus recedendi, intendentes si forsan pars Gebelina predicta suos mittat ad nostram presentiam nuncios super pace hujusmodi, cum dilectis filiis nostris Talairando Sancti Petri ad Vincula et Petro Sancti Clementis titulorum presbiteris cardinalibus, sicut expedire videbimus, laborare. — Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, XVII kalendas augusti, anno secundo. »

205 Sorgues, 17 juillet 1336.

Ramundo Flori et Guillelmo Medici facultatem concedit ut a Petro Jansencii canonico Rivensi et Ramundo de Daroforti ordinis Fratrum Praedicatorum Tholosae, recipiant pecunias per ipsos pro camera apostolica ex bonis quondam Amanevi archiepiscopi Auxitani collectas, eosque solutos faciant de receptis. (Litt. patens. REG. VAT. 131 n° CCVI f° 57 verso.)

« *Dilectis filiis Raymundo Flori Urgellensis et Guillelmo Medici Ilerdensis Ecclesiarum canonicis.* Cum olim dilecti — Dat. apud Pomtemsorgie Avinionensis diocesis, XVI kalendas augusti, anno secundo. »

206 Sorgues, 18 juillet 1336.

Johannem de Castillione militem, Odonis IV Burgundiae ducis nuntium audivit, eique viva voce respondit. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° CLXXXVIII f° 52 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Odoni duci Burgundie.* Venientem ad presentiam nostram dilectum filium nobilem virum Johannem de Castillione militem, nobilitatis tue nuncium et litteras per ipsum nostro apostolatui presentatas, per quas super hiis que nobis explicaret pro parte tua fidem adhiberi petiisti credulam, benigne recepimus, et que ipse nuncius explicare sub hujusmodi commissa sibi credencia voluit, intelleximus diligenter, ac ad ea sibi respondimus sicut ipse tue prudencie referre poterit oraculo vive vocis. — Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, XV kalendas augusti, anno secundo. »

207 Sorgues, 24 juillet 1336.

Magistro Bertrando Cariti mandat ut pecunias camerae apostolicae ab ipso collectas penes Nicolaum Serbone et Nicolaum Geri societatis Azayalorum factores deponant. (Litt. patens. REG. VAT. 131 n° CCIX f° 58 verso.)

« *Dilecto filio magistro Bertrando Cariti archidiacono Augi in Ecclesia Rothomagensi, in provincia Senonensi apostolice Sedis nuncio.* Cum dilectus filius — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, IX kalendas augusti, anno secundo. »

208 Sorgues, 24 juillet 1336.

Magistrum Bertrandum Cariti jubet, Johannem de Malleau priorem prioratus de Longoponte Cluniacensis ordinis Parisiensis dioecesis monere ut se absolvendum curet ab excommunicationis sententia in ipsum per collectores fructuum annalium promulgata, et si hoc omiserit, eum ante conspectum apostolicum personaliter citare. (Litt. patens. REG. VAT. 131 n° CCX f° 59 recto.)

« *Dilecto filio magistro Bertrando Cariti archidiacono Augi in Ecclesia Rothomagensi, apostolice Sedis nuncio.* Accepimus nuper quod — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, IX kalendas augusti, anno secundo. »

209 Sorgues, 31 juillet 1336.

Magistro Arnaldo de Verdala mandat ut ante apostolicum conspectum personaliter citet Berengarium Durandi ordinis Fratrum Minorum si eum repererit praedicasse in parochiali Ecclesia Sancti Nazarii Narbonensis dioecesis, et in hoc sermone dixisse quod singulis fidelibus sermonem cujuslibet

Fratris Minoris audientibus vel ei elemosinam largientibus Ecclesiamve dictorum Fratrum intrantibus, centum dierum indulgentia fuerit apostolica auctoritate concessa. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° ccxviii f° 61 recto.)

« *Dilecto filio magistro Arnaldo de Verdala decano Ecclesie Sancti Pauli de Fenolhadesio Electensis diocesis, apostolice Sedis nuncio.* Intelleximus quod pridem — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, ii kalendas augusti, anno secundo. »

210 Sorgues, 7 août 1336.

Philippi regis Franciae petitionibus ad passagium transmarinum pertinentibus, nihil novi respondendum existimat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° cclxxxix f° 79 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* De responsionibus quas regia circumspectio ad quedam que sibi dilectus filius noster Petrus tituli Sancti Clementis presbiter cardinalis, pridem de conscientia nostra scripserat, effecti per eundem cardinalem nostram adeuntem propterea presentiam certiores, exindeque pia et benigna intentione ac devotione sincera quas tanquam benedictionis et gracie filius ad sanctam romanam Ecclesiam matrem tuam gerere dinosceris, intellectis plenius et collectis, serenitatem regiam multipliciter in Domino commendamus, eam in Domino attentius exhortantes quatinus in illis ex quibus reddetur Altissimo semper acceptior immobiliter perseveret. Rursus super hiis que de facto tangente transmarinum passagium excellentia regia nobis scripsit, ut videlicet providere sibi paterna curaremus diligentia, ne quo ad statum et famam ex ipsius retardatione passagii posset imminere periculum pro tempore, breviter respondemus quod licet per illas litteras jamdudum missas regie celsitudini matura deliberatione in qua fuit specialiter venerabilis frater noster Guido episcopus Lingonensis cancellarius regius ordinatus, insertis in eis rationibus honori, fame et statui regiis in hac parte congruis et aliis ommissis que hiis forsan possent esse contrarie, satis videatur esse provisum; si tamen alia cum honore ac honestate Sedis apostolice salvaque conscientia fieri valeant in premissis, super quibus deliberare cum episcopo predicto providentia regia et deinde nobis que sibi videbuntur rescribere poterit, reperiemur cum divino beneplacito benigni et favorabiles circa ea. — Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, vii idus augusti, anno secundo. »

211 Sorgues, 11 août 1336.

Capitulo generali Cisterciensis ordinis mandat ut ordinationes apostolicas super reformatione ejusdem ordinis et specialiter quod ad studentes attinet districte observari, atque orationes pro Papa fundendas curent apud Deum. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° ccxci f° 79 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo generali ordinis Cisterciensis.* Quamvis cunctas religiones — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, iii idus augusti, anno secundo. »

212 Sorgues, 27 août 1336.

Pontio abbati monasterii Bonecumbe mandat ut Petri episcopi Albiensis necnon canonicorum ejusdem Ecclesiae juramenta recipiat de quibusdam apostolicis ordinationibus nuper editis observandis. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° ccxliii fol. 68 verso.)

« *Dilecto filio abbati Bonecumbe Cisterciensis ordinis Ruthenensis diocesis.* In supreme solio dignitatis disponente Domino constituti, libenter de universis orbis Ecclesiis quarum cura nobis generalis imminet cogitamus, et ut submotis scandalorum turbinibus tranquillitatis et pacis libertate gaudentes, commodis prosperentur spiritualibus et temporalibus, apostolice provisionis antidotum prout cum Deo expedire conspicimus exhibemus. Sane dudum tam per te cui quedam reformanda in Albiensi Ecclesia commiseramus, quam per alios fidedignos percepto quod eadem Ecclesia reformationis remedio plurimum indigebat, nos providere volentes ne quando propter defectum reformationis hujusmodi subiceretur periculis et jacturis, de statu ejusdem Ecclesie ac personarum ipsius necnon et facultatibus dilectorum filiorum capituli ejusdem Ecclesie tam per te quam alios fidedignos habita informatione plenaria visisque statutis antiquis ipsius Ecclesie ac deliberatione matura previa in hac parte circa statum et regimen spirituale ac temporale ipsius Ecclesie ac personarum ejusdem, certa statuta et ordinationes, auctoritate apostolica fecimus et edidimus, in quibus inter cetera duximus ordinandum quod episcopi Albienses qui pro tempore fuerint in sui novitate antequam ad capitulum ipsius Ecclesie ut canonici admittantur seu infra dimidium annum ex quo in hujusmodi sui novitate civitatem vel diocesim ingressi fuerint Albienses, personaliter jurent in presentia capituli seu illorum qui ad hoc fuerint per ipsum capitulum deputati servare statuta hujusmodi quantum

eos concernunt ut episcopos vel canonicos, et ea facere observari punireque quamtotiens ad eorum deducetur noticiam transgressores, prout in nostris confectis super hoc predictis litteris plenius continetur; cupientes igitur statuta et ordinationes hujusmodi inviolabiliter ab omnibus et singulis quorum interest observari, volumus quod venerabilis frater noster Petrus episcopus Albiensis de illis observandis et observari ab aliis juxta formam denotatam superius faciendo juramentum prestet ad presens, quodque singuli ejusdem Ecclesie canonici per se vel procuratores ydoneos ad hoc sufficiens mandatum habentes jurent etiam se statuta et ordinationes prout ad eos et quemlibet ipsorum pertinuerit servaturos: quocirca discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ad Ecclesiam memoratam te conferre, sublata cunctatione morosa procurans, convocatis ibidem certo competenti termino per te super hoc prefigendo prelibatis episcopo et capitulo ac singulis Ecclesie memorate canonicis, litteras nostras super statutis et ordinationibus supradictis confectas quas tibi cum presentibus mittimus publicare, ac eisdem capitulo ut statuta et ordinationes hujusmodi tenaciter observent de cetero studeas assignare, ab eodem episcopo in persona sua propria necnon et singulis Ecclesie supradicte canonicis vel eorum procuratoribus ad id speciale mandatum habentibus juramenta sicut expressum est superius nichilominus recepturus. Contradictores etc.. Si vero forsan contingeret memoratum episcopum prefigendo per te hujusmodi termino non posse commode in eadem Ecclesia interesse, volumus quod tu ad eundem accedas episcopum et juramentum hujusmodi quod per eum, ut premittitur, prestari volumus, ab ipso in presentia dicti capituli vel illorum qui ad hoc per dictum capitulum deputati fuerint, juxta formam annotatam superius recipere non ommittas, faciendo ut clarius pateat de premissis omnibus confici duo consimilia publica instrumenta seriem presentium continentia, quorum unum in thesauro ejusdem Ecclesie perpetuo remaneat, et nobis reliquum fideliter transmittatur.

Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, VI kalendas septembris, anno secundo. »

213 Sorgues, 30 août 1336.

Philippo regi Franciae notificat reservationem Ecclesiarum cathedralium partium maritimarum ducatus Britanniae. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° CCXCIII fol. 80 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Quia tuos regnique tui, fili carissime, successus appetimus prosperos et adversa queque ab inde cupimus evitari, ecce quod receptis benigne die date presentium litteris regiis de prelatis et Ecclesiis maritimarum partium ducatus Britannie mentionem facientibus, et contentis in eisdem litteris plenius intellectis, cathedrales partium earumdem Ecclesias hac vice provisioni nostre duximus reservandas, intendentes earum singulis, cum ipsas primo vacare contigerit, per circumspectionem Sedis apostolice, sicut nobis ministravit Dominus, providere.

Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, III kalendas septembris, anno secundo. »

214 Sorgues, 10 septembre 1336.

(Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° CCXCIV fol. 80. — *Vatikanische Akten*, p. 624 n° 1830.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Solita benignitate recepimus missas nobis novissime serenitatis regie litteras mencionem de Ludovico de Bavaria et imperio facientes, ex quarum serie diligentius intellecta, perpendimus evidenter quod cum sint magna, ponderosa et ardua que in eisdem continentur, matura et prolixa profundi et alti consilii esset habenda deliberacio super eis et alias nisi digererentur cum magna providencia primitus possent procul dubio varia pericula et perniciosa scandala necnon turbacionis in tota christianitate ac periculosi scismatis materiam secum ferre. — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, IV idus septembris, anno secundo. »

215 Sorgues, 10 septembre 1336.

Quidquid scripsit et per nuntios declaravit Ludovicus de Bavaria, Philippo regi Franciae breviter exponit. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° CCXCV fol. 80. — *Vatikanische Akten* p. 623 n° 1831.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Instillato dudum nostris auribus quod Ludovicus de Bavaria cum quibusdam potentibus parcium Alamannie ac eciam aliunde contra te, fili carissime, ac dilectum filium nobilem virum . . ducem Burgundie inierat confederaciones et ligas, eidem super hoc satis invective scripsimus, sicut regia prudencia quam

inde cerciorasse recolimus non ignorat. Cum autem Ludovicus predictus nobis ad hoc noviter duxerit rescribendum, responsionem hujusmodi quam in effectu sumi de dicti Ludovici litteris inde nobis missis fecimus, serenitati regie providimus, ut sequitur, intimandam. Asserit namque Ludovicus prefatus quod de attemptatis contra ducem memoratum per ejus hostes et emulos ac de dictis confederacionihus et ligis nichil omnino sibi constiterat, cum per nuncios suos tunc existentes in romana curia et subsequenter per nostras litteras quas reverenter licet non sine admiracione ac turbacione animi propter hujusmodi suggesta receperat, eidem extitit nunciatum, nec veritate constare potest vel poterit quod ipse tuis vel dicti ducis emulis prestiterit auxilium vel favorem, cum a sua memoria non excidat qualiter suis nunciis missis ad nostram presenciam faciendi et firmandi secundum voluntatem et ordinacionem nostram tecum, fili dilectissime, perpetuam confederacionem, amiciciam, concordiam, unionem et ligam concessit plenariam potestatem, qua durante nichil in sui honoris prejudicium attemptasset vel attemptaret contra te, amantissime fili, et precipue contra nos, quos ex talibus si attemptata fuissent, graviter non immerito conspiceret offendisse, humiliter nichilominus supplicando ne ad contrarium presumendum sponsalia inter . . filium Othonis ducis Austrie ac . . natam carissimi in Christo filii nostri . . regis Anglie illustris ad ejusdem Ludovici exhortacionem ipsoque mediante contracta nos moveant cum pure ac sincere absque omni et cujusvis liga et confederacione facta fuerint, ut constanter in eisdem litteris asserit Ludovicus prefatus, adiciens insuper se super hiis que de ligis et confederacionibus predictis audiverat nobis fuisse, sicut premissum est, licet falso suggesta, tue celsitudini ex eo scribere vel destinare nuncios ommisisse, quia circumspectione regia nemine ignorante penes nos potestatem plenariam super contrahenda et firmanda inter te ac ipsum dicta perpetua confederacione, amicicia, concordia, unione et liga diucius existere, nos nequaquam duxerat excellencia regia super hoc requirendos nec ipse aliquem reperire posse se dicit sicut nos, qui sic bene sicque utiliter easdem confederacionem, amiciciam, concordiam, unionem et ligam valeat ordinare, super quibus nobis adhuc plenariam potestatem largitur, promittens se ratum, gratum et firmum habiturum perpetuis temporibus quitquid (*sic*) per nos circa hoc fuerit juxta voluntatis nostre beneplacitum ordinatum, et demum instanter supplicans et devote, ut eum habere dignemur super predictis suggestis nobis, ut premittitur, omnino veritate sicut asserit carentibus excusatum ipsumque penes tuam magnificenciam dictumque ducem Burgundie, si oportunum cognoverimus, excusemus, postremo nichilominus in suis litteris subjungendo predictis, quod pro premissis aliisque suis prosequendis negociis ambaxiatores suos et nuncios circa instans festum beati Michaelis ad Sedem apostolicam est missurus. Super quibus omnibus videat et circumspiciat regalis providencia quid agendum.

Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, iv idus septembris, anno secundo. »

216 Sorgues, 13 septembre 1336.

Alexandro decano et capitulo Ecclesiae Sancti Petri Insulensis mandat ut Symonem dictum Serigne de Sancto Gobano Laudunensis dioecesis, falsatorem litterarum apostolicarum capiant, captumque ad curiam sine mora transmittant. (Litt. de curia. Reg. Vat. 122 fol. 17 verso)

« *Dilectis filiis Alexandro decano et capitulo Ecclesie Sancti Petri Insulensis, Tornacensis diocesis, salutem* etc.... Ex tenore litterarum — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, idibus septembris, anno secundo. »

217 Sorgues, 16 septembre 1336.

Magistro Arnaldo de Verdala mandat ut inquirat de pecuniis quae pro anniversariis et piis operibus in Ecclesia Carcassonensi conservabantur, per nonnullos ipsius Ecclesiae canonicos, ut dictum est, appropriatis. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cclxix f° 73 verso.)

« *Dilecto filio magistro Arnaldo de Verdala decano Ecclesie Sancti Pauli de Fenolhadesio Electensis diocesis, utriusque juris professori.* Ad nostri apostolatus — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, xvi kalendas octobris, anno secundo. »

218 Sorgues, 16 septembre 1336.

Cum intellexerit a Vascone de Rupeforti archidiacono minore Ecclesiae Carcassonensis ordinis Sancti Augustini defraudatam esse ipsam Ecclesiam in nonnullis pecuniarum summis, magistro Arnaldo de Verdala mandat ut de illis inquirat et referat. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cclxx f° 74 recto.)

« *Eidem.* Intelleximus nuper — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, XVI kalendas octobris, anno secundo ».

219 Sorgues, 18 septembre 1336.

Regem Siciliae rogat ut ad corrigendos excessus a Johanne Gaytano filio quondam Lofridi comitis Fundorum et germano ejus Nicolao contra Ecclesiam romanam commissos, rectori Campaniae assistat. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° CCLXXXIII f° 77 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Displicibiliter nimis — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, XIV kalendas octobris, anno secundo. »

220 Sorgues, 20 septembre 1336.

Regem Siciliae rogat ut Geraldo de Valle canonico Neapolitano de recuperatione bonorum bonae memoriae Johannis Crispani episcopi Theatini, romanae Ecclesiae donatorum assistat, ipsumque Geraldum ne fructus beneficiorum suorum a gentibus regiis occupentur, habeat commendatum. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° CCLXXVII f° 76 recto.)

« *Eidem regi.* Cum olim bone — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, XII kalendas octobris, anno secundo. »

Item in eumdem modum, verbis competenter mutatis, *regine Sancie.* (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° CCLXXVIII f° 76 verso.)

221 Avignon, 28 septembre 1336.

Agnoscit se a rege Siciliae IIII millia unciarum auri recepisse festo Beati Michaelis, pro residuis census annui romanae Ecclesiae debitarum. (Litt. patens. REG. VAT. 131 n° CCCXXV f° 88 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum secundum ordinationem — Dat. Avinione, IIII kalendas octobris, anno secundo. »

222 Avignon, 22 septembre 1336.

Prohibet ne quilibet quacumque specie vel ratione aliquid contra reservationem beneficiorum adtentare praesumat. (Litt. de curia. REG. Vat. 122 f° 14 verso. — *Bullarium romanum.* Tom. III, p^s II, p. 242.)

« *Ad futuram rei memoriam.* Dudum nos ex certis causis rationabilibus inducti prioratus, decanatus, dignitates, personatus, administrationes, officia, canonicatus, prebendas et Ecclesias ceteraque beneficia ecclesiastica secularia et regularia cum cura vel sine cura quotcunque et qualiacunque forent etiamsi ad illa persone consuevissent seu deberent per electionem seu quemvis alium modum assumi, que per assecutionem pacificam quorumcunque prioratuum, dignitatum, personatuum, officiorum, canonicatuum, prebendarum et ecclesiasticorum beneficiorum aliorum per nos seu auctoritate litterarum nostrarum tunc collatorum et conferendorum imposterum tunc vacantia et in antea vacatura, ordinationi, dispositioni et provisioni nostre auctoritate apostolica duximus reservanda, decernentes extunc irritum et inane si secus super premissis per quoscunque quavis auctoritate scienter vel ignoranter contingeret attemptari. Verum quia, sicut accepimus, frequenter hactenus contigit quod cum alicui ecclesiasticum beneficium obtinenti de alio beneficio ecclesiastico vacante vel vacaturo providebamus seu mandabamus per nostras litteras provideri, dictum beneficium quod obtinebat pro eo quod se non compatiebatur cum alio de quo sibi providebamus seu provideri mandabamus, ut prefertur, seu alias ex voluntate seu dispositione nostra, tenebatur dimittere quamprimum dictum secundum beneficium existeret pacifice assecutus, idem obtinens ante assecutionem hujusmodi dictum primum beneficium simpliciter vel ex causa permutationis seu alias in manibus ordinarii resignabat, et sic prosequens ipsum primum beneficium ante dictam assecutionem ejusdem secundi beneficii per ordinarium vel alium ad quem alias spectabat ejus collatio, contingebat conferri, propter que dicta reservatio seu voluntas in eo casu suum sortiri nequibat effectum : nos volentes circa premissa adhibere sicut expedit remedium oportunum, omnes prioratus, decanatus, dignitates, personatus, administrationes, officia, canonicatus, prebendas et Ecclesias ceteraque beneficia ecclesiastica supradicta que de cetero per assecutionem pacificam quorumcunque prioratuum, officiorum, canonicatuum, prebendarum et beneficiorum ecclesiasticorum aliorum per nos seu auctoritate nostrarum litterarum collatorum seu conferendorum in posterum fuerint vacatura sive illa per resignationem simplicem vel ex causa permutationis ante dictam assecutionem forsan vacare contigerit, collationi

et dispositioni nostre auctoritate predicta specialiter reservamus, districtius inhibentes quibuslibet ordinariis et diocesanis locorum ac personis aliis ecclesiasticis quibuscunque ad quos talium beneficiorum alias collatio vel provisio seu quevis alia dispositio pertinet ne de illis que premissis modis vel aliquo eorundem vacant vel imposterum vacabunt illa vice disponere quoquomodo presumant, ac decernentes exnunc irritum et inane si secus super premissis per quoscunque quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attemptari. Nulli ergo.. etc....... nostre reservationis, inhibitionis et constitutionis infringere... etc....... — Datum apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, x kalendas octobris, anno secundo [1]. »

223 Avignon, 1er octobre 1336.

Regem Siciliae rogat ut Rogerio de Vintrono archidiacono de Conchis in Ecclesia Ruthenensi, rectori Campaniae, super reformanda concordia inter nobiles Seccanorum et Gaytanorum velit favorem exhibere. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° cccxxix f° 90 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Licet paternis optemus — Dat. Avinione, kalendis octobris, anno secundo. »

224 Avignon, 1er octobre 1336.

Regem Siciliae rogat ut illis qui officia regia in Campaina et Maritima assumentes, Ecclesiae romanae officiales impediverint, favor subtrahatur. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° cccxxx f° 90 verso.)

« *Eidem regi.* Non sine admiratione — Dat. ut supra ».

225 Avignon, 5 octobre 1336.

Gastonem II comitem Fuxi rogat ut Petrum de Coarsa, Nicolaum de Saintboys, Lespaylier de Sola et Divinum de Salias de maleficiis et invocationibus daemonum aliisque horrendis factionibus suspectos, capi et ad apostolicam curiam destinari faciat. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cccii f° 81 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Gastoni comiti Fuxi.* Cum Petrus de Coarsa — Dat. Avinione, iii nonas octobris, anno secundo. »

1. Similis epistola in eodem regesto folio 16 recto invenitur.

226 Avignon, 5 octobre 1336.

Ramundo Flori et Guillelmo Medici mandat ut Johannem et Arnaldum de Montelauro, Bernardum Gilaberti et Deodatum de Roaxio mercatores Tholosanos compellant ad restituendum magistro Petro Jansentii canonico Rivensi et Ramundo de Duroforti ordinis Fratrum Praedicatorum nomine camerae apostolicae recipientibus summam quadringentarum octoginta librarum sexdecim solidorum et septem denariorum Turonensium parvorum. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cccxxxvii f° 91 verso.)

« *Dilectis filiis Ramundo Flori Urgellensis et Guillelmo Medici Ilerdensis Ecclesiarum canonicis.* Volentes summam — Dat. Avinione, iii nonas octobris, anno secundo. »

227 Avignon, 8 octobre 1336.

Capitulo Ecclesiae Aptensis, reservationem ejusdem Ecclesiae significat. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cccxlii f° 93 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Aptensis.* Intendentes pridem — Dat. Avinione, viii idus octobris, anno secundo. »

« *Venerabili fratri.. archiepiscopo Aquensi.* Super eodem. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cccxliii f° 93 recto.)

228 Avignon, 11 octobre 1336.

Officiali Auxitano mandat ut Guillelmum de Mespleda monachum monasterii Sancti Orientii Auxitani, Cluniacensis ordinis, personaliter citet ante apostolicum conspectum infra viginti dierum spatium. (Litt. de curia. Reg. Vat. 121 n° xiii f° 8 recto.)

« *Dilecto filio.. officiali Auxitano, salutem.* Cum ex certis — Dat. Avinione, v idus octobris, anno primo. »

229 Avignon, 12 octobre 1336.

Gasberto archiepiscopo Arelatensi mandat ut residua bonorum episcopatus Avinionensis quae obvenerunt tempore quo sub manu apostolica gubernatus exstitit, nomine camerae colligat et recipiat. (Litt. patens. (Reg. Vat. 131 n° cccxliiii fol. 93 verso.)

« *Venerabili fratri Gasberto archiepiscopo Arelatensi,*

camerario nostro. Cum ratione Avinionensis — Dat. Avinione, iv idus octobris, anno secundo. »

230 Avignon, 15 octobre 1336.

Carolo comiti Alençonii [1] et Mariae de Hispania dispensationem matrimonii inter eos contrahendi, indulget. (Litt. patens. (Reg. Vat. 121 n° ccciii fol. 82 recto.)

« *Dilecto filio nobili viro Carolo comiti Alençonii et dilecte in Christo filie nobili mulieri Marie nate quondam Ferrandi de Hispania.* Cum summus Pontifex — Dat. Avinione, idibus octobris, anno secundo ».

231 Avignon, 18 octobre 1336.

Camerario suo mandat ut ex proventibus episcopatus Avinionensis Johanni de Coiardano episcopo Avinionensi, x florenos pro singulis diebus, a die provisionis sibi factae usque ad festum Beati Johannis Baptistae solvat. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cccxlv fol. 93 verso.)

« *Eidem camerario.* Dudum provisione — Dat. Avinione, xv kalendas novembris, anno secundo. »

232 Avignon 18 octobre 1336.

Magistro Arnaldo Regis mandat ut fructus, reditus et proventus annales beneficiorum ecclesiasticorum in provincia Remensi consistentium camerae apostolicae applicatos, usque ad summam duorum millium et quingentorum florenorum auri collectos, Dino Geri mercatori societatis Azayalorum de Florentia in villa de Brugis Tornacensis dioecesis, assignare procuret. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cccxlvi fol. 93 verso.)

« *Dilecto filio magistro Arnaldo Regis archidiacono Cameracensi, capellano nostro.* Cum intelleximus te — Dat. ut supra. »

233 Avignon 23 octobre 1336.

Johanni abbati monasterii Juncellensis mandat ut de statu monasterii Fontisebraudi prioratuumque ejusdem ordinis inquirens, vitiosas consuetudines emendare procuret. (Litt. de Curia. Reg. Vat. 122 fol. 15 verso.)

1. Charles II comte d'Alençon (1325-1346), fils de Charles Ier de Valois frère de Philippe IV. Il épousa au mois de décembre 1336 Marie fille de D. Fernando II seigneur de Lara, veuve de Charles d'Evreux comte d'Etampes.

« *Dilecto filio Johanni abbati monasterii Juncellensis, Biterrensis diocesis salutem* etc... Ex debito pastoralis officii vigilem curam adhibere tenemur ut in monasteriis et aliis piis locis divinis mancipatis obsequiis ad laudem divini nominis, expulsis exinde quarumlibet dissentionum scandalis que frequenter multis reprehentionibus et dissolutionibus prebent viam, divinus cultus et regularis observantia de bono in melius augeantur. Cum itaque, sicut ad apostolatus nostri pervenit auditum, in monasterio Fontisebraudi ad romanam Ecclesiam nullo medio pertinente Pictavensis diocesis, et nonnullis aliis prioratibus atque locis ordinis Fontisebraudi eidem monasterio immediate subjectis ejusdem et aliorum diversarum diocesum que olim consueverint in spiritualibus et temporalibus reflorere, procurante incentore malorum, nonnulle dissentiones et scandala sint exorta que non solum turbationum incommoda sed etiam dissolutionum materiam personis in eisdem degentibus subministrant : nos cupientes quod in dictis monasterio atque locis concordia vigeat, dissentiones exulent et que correptione et reformatione in eis indigent per sollicitudinis nostre studium corrigantur, provide et salubriter reformentur, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ad monasterium, prioratus et loca omnia dicti ordinis monasterio prefato subjecta, personaliter accedens, super predictis et aliis de quibus tibi pro bono statu monasterii, prioratuum et locorum predictorum et personarum degentium in eisdem videbitur expedire, inquiras diligentius veritatem, et si inveneris aliqua in eisdem limam apostolice correctionis et reformationis exposcere tam in capite quam in membris, corrigas et reformes ibidem que correctionis et reformationis officio videris indigere. Ut autem hujusmodi correctio et reformatio in eisdem monasterio, prioratibus atque locis eo commodius fieri valeant quo majori fueris auctoritate munitus, tibi revocandi statuta irrationabilia etiam juramento firmata, relaxandi etiam juramenta si qua de tacenda veritate a personis aliquibus monasterii, prioratuum et locorum predictorum forsitan sunt extorta, seu declarandi hujusmodi juramenta penitus non tenere, absolvendi quoque personas ipsas ab excommunicationum sententiis si quas forsan pro violenta injectione manuum in se ipsas vel alias latas a canone incurrerunt, dummodo non sit adeo gravis et enormis excessus earum quod super hoc fuerit merito Sedes apostolica consulenda, amovendi etiam ab administrationibus suis personas demeritas si quas propter earum culpas repereris amovendas, abbatissa

et priorissis conventualium locorum exceptis, dispensandi quoque cum eis si quas repereris ingressum habuisse per simoniacam pravitatem, que remanere possint in eisdem monasterio seu prioratibus ac etiam administrationes inferiores tenere si post liberam resignationem earum ipsas eis duxeris committendas, necnon committendi eisdem, si expediens visum fuerit, administrationes easdem, injunctis tamen eis in casu absolutionis seu dispensationis hujusmodi penitentia salutari et aliis que de jure fuerint injungenda, invocandi insuper ad premissa consilium et auxilium diocesanorum locorum, ac si expediens fuerit brachii secularis, contradictores quoque per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita compescendo, non obstantibus si aliquibus cujuscunque status, ordinis, conditionis vel dignitatis extiterint etiam si pontificali vel alia quavis dignitate prefulgeant, communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod excommunicari, suspendi vel interdici non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, plenam tibi auctoritate presentium facultatem duximus concedendam. Si qua vero dubia seu difficilia vel etiam corrigenda aut reformanda tibi occurrerint que per te corrigi vel reformari non possint, sed super illis nos fore videris consulendos, illa fideliter in scriptis redacta sub tuo inclusa sigillo, nobis destinare procures ut super ipsis salubre per nos remedium apponatur. — Datum Avinione, x kalendas novembris, anno secundo. »

234 Avignon, 10 novembre 1336.

Johanni Ogerii mandat ut residua sexennalis et triennalis decimarum in Lugdunensi, Viennensi, Bisuntina, Tarantasiensi et Treverensi provinciis, camerae apostolicae debita, colligat et recipiat. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cclvii fol. 96 verso.)

« *Dilecto filio Johanni Ogerii decano Ecclesie Belnensis Eduensis diocesis.* Relatu fidedigno — Dat. Avinione, iii idus novembris, anno secundo. »

235 Avignon, 10 novembre 1336.

Johanni Ogerii mandat ut residua pecuniarum debitarum bonae memoriae Petro archiepiscopo Lugdunensi ratione procurationum, et per eum romanae Ecclesiae concessarum, colligat. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cclviii fol. 96 verso.)

« *Eidem.* Olim bone memorie — Dat. ut supra. »

236 Avignon, 10 novembre 1336.

Johanni Ogerii mandat ut residua subsidiorum olim Johanni Papae XXII in Lugdunensi, Viennensi, Bisuntina et Treverensi provinciis oblatorum, colligat. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cclix fol. 97 recto.)

« *Eidem.* Intelleximus quod olim — Dat. ut supra. »

237 Avignon, 19 novembre 1336.

Johannae reginae Franciae totiusque domus regiae filialem erga se commendat devotionem. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° ccxiii fol. 84 verso.)

« *Carissime in Christo filie Johanne regine Francie illustri.* Presentatas nobis hiis diebus serenitatis tue, filia carissima, litteras tanto affectu benigniori recepimus quanto clarius earum series filialem devotionem et benivolentiam regiam denotabat. Per eas quidem de statu nostro quem audire obtat tua regalis sublimitas prosperum certior effici postulans, te ac carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem virum tuum vestrosque liberos divina favente gracia sospitate letari votiva quod nobis cedit ad consolationem et gaudium nunciasti, paterne benivolencie ac orationum devotarum suffragiis, te, regem et liberos ipsos, statumque regni Francie humiliter nichilominus commendando. Hec itaque, filia dilectissima, caritati et sincere benivolentie merito ascribentes, magnificentiam regiam volumus non latere quod licet negociorum undique confluentium procellosis turbinibus navem desuper nostro commissam regimini multis modis et variis impellentibus agitemur continue, laboriosisque solicitudinibus quas nobis indicit apostolice servitutis officium, Illo tamen qui sperantes in se non deserit et in quo inter pressurarum undas intumescentes in hujus mundi pelago spei nostre anchoram figimus faciente, corporali potimur sospitate. Porro sicut tu, amantissima filia, nostrum statum scire desideras, sic tam tuum quam eorumdem regis et liberorum quos in visceribus caritatis gerimus, audire felicem et prosperum nos delectat. — Datum Avinione, xiii kalendas decembris, anno secundo. »

238 Avignon, 22 novembre 1336.

Philippum regem Franciae hortatur ad pacem cum rege Angliae firmandam et rogat ut Philippum de Cambarlhaco, apostolicae Sedis nuntium, benigne audiat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 nº cccxvii, fol. 86. — Raynaldi. T. VI p. 80 col. i. — *Vatikanische Akten* p. 656 nº 1846.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* His que super facto Anglie dilecti filii nobilis vir Guido Caprarii miles et magister Petrus de Verberia clericus, regii nuncii, ad nostram nuper presenciam cum litteris credencie destinati, nobis curaverunt exponere, plenius intellectis, eisdem nunciis verbotenus expressimus et regie celsitudini tenore presencium intimamus quod certi nuncii carissimi in Christo filii nostri Edwardi regis Anglie illustris ad nos hac estate proximo preterita, cum essemus in castro Pontissorgie Avinionensis diocesis, venientes nobisque regis ejusdem litteras de credencia exhibentes, sub eadem credencia obtulerunt quod rex ipse negocium causarum, questionum vel dissensionum que inter te, fili carissime, ac ipsum verti vel suscitari possent quomodolibet, poneret in nostris manibus terminandum. Quibusquidem nunciis prefati regis Anglie super predictis respondimus quod, attentis mutue pacis et concordie inter vos commodis, ac dissensionum discriminibus, ex quibus lapsus rerum, strages corporum et animarum amarius plangenda pericula possent si quod absit contingerent, formidari, in consideracionem adductis, nos quem more patris benivoli non pretereunt incommoda filiorum, parati eramus pro pace hujusmodi quam velut Deo gratam ac utrique parti totique Christianitati multipliciter accommodam, desideriis optabamus intensis, per viam tractatus amicabilis, si de utriusque partis consensu procederet, non vitando labores assiduos, interponere partes nostras. Attendentes itaque bonum pacis hujusmodi, quodque te, fili carissime, cum prefato rege Anglie qui tuus vassallus tibique nexu sanguinis est conjunctus, hujusmodi pacis et caritatis, vinculum habere decet et expedit, materia cujusvis dissidii penitus amputata, dilectum filium magistrum Philippum de Cambarlhaco archidiaconum Gandensem in Ecclesia Tornacensi, capellanum nostrum et nuncium, virum utique fidelem, providum et discretum, ad prefatum regem Anglie cum nostris oportunis litteris, quarum seriem continet interclusa cedula presentibus, providimus pro premissis et aliis dictum negocium tangentibus, sicut per dictos tuos nuncios vel eorum alterum regia poterit informari providencia, destinandum. Quocirca excellenciam regiam...... quatinus.... ad hujusmodi pacem et concordiam regium animum abilitans et inclinans, prefatum nuncium nostrum quem adire tuam presenciam antequam in Angliam transeat, volumus, super agendis per ipsum dirigas, et si rex ipse Anglie atquiescendo (*sic*) salutaribus nostris monitis ad pacem hujusmodi prosequendam per viam tractatus amicabilis se inclinet et propterea suos ad nostram presenciam nuncios duxerit destinandos, tua regalis providencia suos eciam nuncios instructos super hoc et sufficienti mandato suffultos velis ad eandem presenciam destinare. — Dat. Avinione, x kalendas decembris, anno secundo. »

239 Avignon, 23 novembre 1336.

Philippum regem Franciae ab ineunda societate cum Ludovico de Bavaria deterreat, nisi ille quamprimum in Ecclesiae romanae gratiam revertatur. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 nº cccxv fol. 84. — *Vatikanische Akten*, p. 657 nº 1847.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Venientes nuper ad presenciam nostram dilecti filii nobilis vir Guido Caprarii miles et magister Petrus de Verberia clericus, regii nuncii tui, nobis tue celsitudinis litteras de credencia presentarunt ac deinde quibusdam litteris quas tibi, fili carissime, nobilis mulier neptis tua . . Ludovici de Bavaria uxor destinaverat, necnon tenore litterarum regiarum ad illas responsalium per prefatos nuncios exhibitis, suam credenciam prudenter et eleganter nobis exponere curaverunt. Cum autem tam ex propositis hujusmodi quam litterarum predicte uxoris Ludovici jamdicti et responsalium prefatarum tenoribus, ea que uxor prelibata super contrahendis et firmandis ligis et confederacionibus inter te ac consanguineos et fideles tuos ex parte una memoratumque Ludovicum et sequaces suos ex altera petierit, queve circumspectio regalis responderit super hoc, intellexerimus diligenter, devocionem et prudenciam regiam in hac parte multipliciter in Domino cum graciarum actionibus commendantes, regali magnificencie nostrum super hiis cum fiducia requirenti consilium, tenore presentium respondemus, quod si Ludovicum predictum ad unitatem redire contingat Ecclesie ac a penis et sententiis quibus ligatus existere noscitur liberari, te cum ipso, presertim cum affinitate et nati sui tibi nexu sanguinis conjungatur, ligas et confederaciones vere ac caritative amicicie cum mentis sinceritate inire ac

facere expediens crederemus; sed ante reconciliationem et obtentam absolutionem hujusmodi, propter honorem ac reverenciam Ecclesie, ac sententiarum et penarum predictarum periculum que adherentes, valitores, consiliarios, adjutores, receptatores, fautores et sequaces quoslibet Ludovici prefati, ac eum regem vel imperatorem seu ducem Bavarie nominantes scienter vel ipsum pro tali habentes apprehendunt, nullatenus esset tutum. Rursus si eumdem Ludovicum mori contingeret sic ligatum, natis predictis ipsius non modicum periculum immineret : constat enim quod contra ipsum privacionis ducatus Bavarie ac omnium terrarum, feudorum, bonorum et honorum que obtinebat ab Ecclesia vel Imperio, preter diversas penas alias graves et periculosas jamdudum fuerint sententie promulgate, quas futurus rex vel imperator Romanorum exequeretur , ut verisimiliter potest opinari libenter, sicque nati predicti non sine regiis oneribus, cum tibi proxima jungantur, ut prefertur, sanguinis linea, bonis hereditariis frustrati et vacui remanerent. Preterea cum innumerabiles tam principum et magnatum quam aliarum diversarum condicionum partium Alemanie propter favorem et adhesionem dicti Ludovici, penis et sentenciis supradictis ligate, gravibus tam animarum quam statuum subjacere periculis dignoscantur, si eorum debito et convenienti modo interveniret reconciliatio salubris in hac parte animabus eisdem que faucibus demonum devorande sunt exposite, portus non absque magnis meritis aperiretur salutis, et pericula circa status eorum grandia tollerentur ; quequidem reconciliatio ad Dei et Ecclesie tuumque regium honorem sine consensu et admissione principum et magnatum ipsorum, et illorum maxime quibus jus in electione regis Romanorum in imperatorem promovendi competit, ad tractatum hujusmodi posse commode fieri non videtur. Ipsos equidem qui a prefatis penis et sentenciis liberari et absolvi non immerito desiderant, multum videtur reconciliacionis negocium tangere supradicte, qui si ad eam et tractatum non admitterentur ipsius, forsan contra nos et Ecclesiam, ac te prefatumque Ludovicum clamoris, turbationis et commotionis occasionem haberent, et quod esset periculosius, velut desperationis compressi laqueis, materiam, quod Deus avertat, assumerent horrendi et damnandi schismatis suscitandi, quamobrem reconciliacionem eandem cum eorum consensu eisque, prout decenter et utiliter fieri poterit, ad illius tractatum admissis, fieri posse utilius, ita quod ageretur ante omnia specialiter et expresse, ut nulla liga vel confederacio cum aliquo vel aliquibus per eundem Ludovicum dictosque principes et magnates fieret, aut quevis attentaretur novitas contra te vel regnum tuum dicte reconciliacionis durante tractatu ; et si que facte quomodolibet existerent, illas deberent penitus revocare, sicque non esset pro tunc nec eciam postea, cum confederaciones et lige vere amicicie inter te ac prefatum Ludovicum predictosque principes et magnates concordate ac firmate in eodem tractatu existerent, proventurum vel illaturum de illis partibus tibi vel eidem regno periculum formidandum. Ideoque, fili carissime, si his que premisimus, et aliis tibi occurrentibus circa hec adductis in exacte consideracionis examen, sit grata hec via tue celsitudini, nos quantocius, ut Ludovico prefato scribere inde oportune possimus, significare procures. Verum nobis videtur, fili amantissime, quod tam super reconciliacione predicta, quam ligis confederacionis et amicicie, ut premittitur, ineundis melius, honorabilius, plenius et efficacius tractari possit negocium, sicut expressum est superius, apud Sedem apostolicam et firmari cum tuis et carissimi in Christo filii nostri Roberti regis Sicilie illustris avunculi tui, quem negocium dicte reconciliacionis non parum tangere noscitur, nunciis suo loco et tempore propter hoc ad nostram presenciam evocandis. — Datum Avinione, XI kalendas decembris, anno secundo. »

240 Avignon, 23 novembre 1336.

Decimas in bonis ecclesiasticis exigendas Philippo regi Franciae concedere recusat. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° CCCXVI fol. 85. — *Vatikanische Akten*, p. 658 n° 1848.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Missi nuper ad presenciam nostram dilecti filii nobilis vir Guido Caprarii miles et magister Petrus de Verberia clericus, regii nuncii tui per nosque benigne recepti, nobis litteras regie celsitudinis de credencia presentantes, subsequenter sub eadem credencia coram nobis pro parte regia proponere curaverunt quod tu, fili carissime, pro solvendis inclite recordacionis quorumdam regum Francie predecessorum tuorum nonnullis debitis aliisque tuis necessitatum oneribus facilius supportandis subsidio indigebas, et fulcientes ipsi nuncii proposicionem suam hujusmodi certis aliis causis et racionibus, nobis humiliter supplicarunt ut aliquas tibi propterea concedere decimas de gracia benignitatis apostolice dignaremur. Nos igitur pre-

missis diligencius intellectis, prefatis nunciis duximus respondendum quod non videbatur nobis petitio hujusmodi decimalis subsidii Ecclesie ac regiis honoribus convenire, plures raciones super hoc, de quibus aliquas exprimendas serie presencium providimus, ostendentes. Primo namque quia notorium existere noscitur toti mundo quod tu, dilectissime fili, cum fervore devocionis ingentique desiderio a paucis citra temporibus negocium transmarini passagii quod absque grandium expensarum nequit prosequi profluviis, assumpsisti, ex quaquidem assumptione credebatur et creditur merito quod tantus princeps tantum nequaquam assumpsisset negocium nisi sentiret expensis et aliis circa prosecutionem hujusmodi necessariis se munitum, cujus si nunc, quod absit, reperiretur contrarium, causas exprimendo petiti subsidii, quod utique, si fieret illius concessio, subticeri nequiret honeste, verendum esset quod ad detrahendum Ecclesie honori ac regio multorum dicentium ommissam fuisse ob defectum expensarum prosecutionem prelibati passagii, presertim quia terminus per te assumptus super hoc sic est elapsus de proximo, labia laxarentur. Preterea non latet in abditis, cum publicatum in romana curia et per regnum tuum Francie fuerit divulgatum quod multa subsidia et diversa tam decimarum quam annalium pro solvendis dictis debitis et aliis necessitatibus regiis commodius supportandis, tam tibi quam dictis regibus predecessoribus tuis, non sine magnis Ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum dicti regni gravaminibus, concessa fuerunt hactenus et exacta. Rursus adhuc pendet arreragiorum decimarum dudum pro eodem passagio indictorum triennalis videlicet temporis aliorumque subsidiorum exactio, quibus aliam superaddere intollerabile personis et locis ecclesiasticis gravatis et oppressis nimium redderetur. Denique si petitum hujusmodi concederetur subsidium, aliis regibus, quorum aliqui forsan eciam pro defensione christicolarum adversus hostes fidei et regnorum suorum invasores majoribus egent subsidiis, prestaretur exinde materia postulandi similia vel majora, quod propter multiplicationem onerum impositorum et ubique incumbentium Ecclesiis et personis ecclesiasticis fieri commode non valeret, cum sicut tumor compassivus et flebilis ad Sedem apostolicam sepe perduxit, quamplures ecclesiastice persone in plerisque mundi partibus ferre onera eis imposita non valentes, dimissis opprobriose suis Ecclesiis et locis ecclesiasticis vagando discurrunt, et si adderentur eisdem et aliis personis ecclesiasticis alia onera vel eciam augerentur, posset exinde procul dubio quo ad cultus diminucionem divini et alia que circa curam animarum et hospitalitates servandas sunt necessaria, majus periculum et scandalum formidari. Ex quibusquidem et aliis multis causis et racionibus, quas prefatis expressimus nunciis, absque offensa divina nostreque lesione conscientie ac honoris Ecclesie et regii detrimento nos posse regiis in hac parte peticionibus annuere, attenta qualitate temporis, non videmus. Quare regalis circumspectio premissis et aliis que circa hec sibi possunt occurrere, benigne in examine regie consideracionis adductis, nos de presenti quesumus super hiis habeat excusatos. — Dat. Avinione, IX kalendas decembris, anno secundo ».

241 Avignon, 23 novembre 1336.

Edwardo regi Angliae suadet ut quaestiones et controversias inter ipsum et regem Franciae suscitatas in manibus romani Pontificis ponat terminandas ; Philippi de Cambarlhaco nuntii sui proximum nuntiat adventum. (Litt. clausa. Reg. Var. 131 nº CCCXVIII fol. 86 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Edwardo regi Anglie illustri.* Tenet nostra memoria qualiter hac estate proximo preterita tue celsitudinis nuncii ad presentiam nostram cum litteris tuis de credentia venientes, inter cetera que pro parte regia sub eadem credentia nobis curaverunt exponere, obtulerunt quod tu, fili carissime, negocium quod super quibusvis causis, questionibus seu controversiis inter te ac carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem verti seu suscitari poterat, libenter in nostris manibus poneres terminandum, nosque ipsis tunc respondimus nunciis quod cum pacem et concordiam mutuam inter te dictumque regem Francie velut Deo gratam ac utrique vestrum et toti Christianitati accommodam desideraremus intense, parati eramus, sicut adhuc fuimus pro ea, ut tractatores amicabiles per viam amicabilem ut nutriretur inter vos mutua dilectio, prescisis odiorum et rancorum fonntibus (*sic*), assistente nobis divine virtutis gracia, laborare. Sane, attentis hujusmodi pacis et concordie commodis innumeris, ac dissensionis si, quod absit, interveniret invicem variis nec facile numerandis incommodis in considerationem adductis, pacem ipsam habundare ut flumen et dissidium exulare a te ac eodem rege, paternis desideriis affectantes, tuam rogamus regiam excellentiam attentius et in Domino exhortamur quatinus hiis que premisimus et aliis que tibi circa

hec possunt occurrere in consistorium recte considerationis adductis, ad hujusmodi pacem et concordiam regium coaptes animum et inclines, nuncios tuos cum sufficienti mandato propter hoc, si per viam hujusmodi pacis predicte tractatum prosequi volueris, ad nostram presentiam destinando, et a quibusvis novitatibus contra regem prefatum Francie medio tempore attemptandis quomodolibet abstinendo, cum memoratum regem Francie idem quo ad premissa velle facere confidamus. Et quia vox viva imprimere artius quam mortua auditorum cordibus consuevit, dilectum filium Philippum de Cambarlhaco canonicum Basilice Principis Apostolorum de Urbe, capellanum nostrum et nuncium, virum utique fidelem, discretum et providum, ad tuam propterea providimus presentiam destinandum, precibus et exhortationibas adicientes predictis, ut eum super hiis que circa predicta explicanda magnitudini regie pro parte nostra duxerit, pacienter et benigne audias, ac ejus immo nostris potius salutaribus in hac parte persuasionibus et exhortationibus acquiescas. — Datum Avinione, IX kalendas decembris, anno secundo. »

242 Avignon, 23 novembre 1336.

Edwardo regi Angliae suadet ut Robertum de Atrebato a sua familiaritate repellat, ne cum rege Franciae crescat dissensionis materia. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° CCCXIX fol. 87 recto.)

« *Eidem regi Anglie.* Dum commoda varia que pacis et caritatis unitas si habundet et nutriatur inter te, fili carissime, ac carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem quos nexus jungit invicem sanguinis repromittit consideranter attendimus, et dissensionum non facile numeranda discrimina diligenti meditatione pensamus, pacem ipsam augeri et confoveri vitarique dissidium inter vos invicem, paternis desideriis affectantes, te fili, ad hec per alias nostras litteras inducimus et hortamur, nos circa procurandam pacem ipsam et tollendam dissensionis materiam per viam tractatus amicabilis, offerentes paratos interponere, non vitatis laboribus, solicitudinis nostre partes. Sane, fili dilectissime, quia non videmus quod rex prefatus Francie, te nobilem virum Robertum de Atrabato (*sic*) quem ipse suum domusque sue regie hostem, rebellem et inimicum capitalem, quemque in mortem suam et sui primogeniti asserit per factiones nequissimas conspirasse reputat, in tua familiaritate tenente aut ei consilium, auxilium et favorem prestante, circa tractatum pacis et concordie tecum vellet aut curaret intendere quovis modo, serenitatem rogamus regiam et in Domino attentius exhortamur eidem paternis nichilominus consiliis suadentes, quatinus pericula que domui tue regie alias ab alienigenis ibidem recollectis contingerunt recogitans diligenter, necnon quod barones et magnates regni tui impacienter et indigne consueverunt portare dum extranei sic recolliguntur ibidem intime, intra precordia regia revolvere non ommittens, et nichilominus quod propter eundem Robertum non est pro parte tua impediendum quomodolibet tantum bonum sicut erit pacis et unitatis predicte confederatio, si eam dederit auctor pacis, que tibi totique regno tuo et regnicolis carior quam dicti Roberti assistentia debet esse, prudenter et diligenter advertens, ipsum a dicta familiaritate si eum ad illam admiseris separare ac repellere, sibique tuum favorem, auxilium et consilium quamdi u extra graciam sepefati regis Francie fuerit, subtrahere non ommittas. Ceterum, dilecto filio magistro Philippo de Cambarlhaco canonico Basilice Principis Apostolorum de Urbe, capellano nostro, exhibitori presentium, super hiis que tangunt dictum Robertum, secrete regie magnitudini exponenti, fidem poteris credulam adhibere. — Datum Avinione, IX kalendas de cembris, anno secundo. »

243 Sorgues, 26 novembre 1336.

Pontio abbati Bonaecumbae mandat ut litteras apostolicas super reformatione Ecclesiae Albiensis confectas, episcopo et capitulo ejusdem civitatis sub certa forma assignet. (Litt. patens. REG. VAT. 131 n° CCXLIII fol. 68 recto.)

« ***Dilecto filio.. abbati Bonecumbe Cisterciensis ordinis, Ruthenensis diocesis.*** In supreme solio — Dat. apud Pontemsorgie Avinionensis diocesis, VI kalendas decembris, anno secundo. »

244 Avignon, 4 décembre 1336.

Littera de credentia pro magistro Philippo de Cambarlhaco. (Litt. clausa. REG. VAT. 131 n° CCCXXVI fol. 89 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Cum dilecto filio magistro Philippo de Cam barlhaco archidiacono Gandensi in Ecclesia Tornacensi, capellano nostro, quem ad carissimum in Christo filium nostrum Edwardum regem Anglie illustrem

pro certis negociis sicut regia non ignorat prudentia mittimus, et tuam regiam adire presentiam antequam in Angliam transeat volumus, aliqua imposuerimus pro parte nostra tue regali magnificentie verbotenus explicanda, eam attente rogamus quatinus ipsum audire benigne sibique super exponendis hujusmodi fidem velit credulam adhibere. — Dat. Avinione, II nonas decembris, anno secundo. »

245 Avignon, 4 décembre 1336.

Guillelmo I de Sure archiepiscopo Lugdunensi, Hugoni II de Corrabeuf episcopo Cabilonensi et Johanni Ogerii mandat ut Johannem Bernerii canonicum Cabilonensem, olim collectorem fructuum annalium beneficiorum ecclesiasticorum apud Sedem apostolicam vacantium, qui multas oppressiones indebitaque gravamina commisit, capiant et ad apostolicam curiam mittant, necnon Vitalem Bernerii fratrem ejusdem ad ipsam Sedem citandum curent. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cclxiv fol. 98 verso.)

« *Venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Lugdunensi et . . episcopo Cabilonensi, ac dilecto filio Johanni Ogerii decano Ecclesie de Belna Eduensis diocesis.* Dudum ad audientiam — Dat. Avinione, II nonas decembris, anno secundo. »

246 Avignon, 10 décembre 1336.

Ramundo Flori et Guillelmo Medici mandat ut ea quae de contentis in commissione olim Arnaldo de Verdala et quondam Bernardo de Pereto facta super restitutione pecuniarum per quosdam episcopos Carcassonenses ad certos usus legatarum, complenda restant, exsequantur. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cclxv fol. 99 recto.)

« *Dilectis filiis Ramundo Flori Urgellensis et Guillelmo Medici Ilerdensis Ecclesiarum canonicis.* Intelleximus quod dudum — Dat. Avinione, IIII idus decembris, anno secundo. »

247 Avignon, 11 décembre 1336.

Carolo comiti Alençonii et Mariae de Hispania indulget ut matrimonium inter se contrahere ac solemnizare valeant, tempore quolibet canonibus prohibito. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cclxvi fol. 99 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Carolo comiti Alençonii et dilecte in Christo filie nobili mulieri Marie de Ispania comitisse Stamparum.* Sedis apostolice gratiosa — Dat. Avinione, III idus decembris, anno secundo. »

248 Avignon, 12 décembre 1336.

Guillelmo III de Flavacourt archiepiscopo Auxitano mandat ut Bernardum de Podio de Condomio qui falsificasse litteras camerae apostolicae dicitur, ad curiam romanam mittat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° cclxvii fol. 99 verso.)

« *Venerabili fratri . . archiepiscopo Auxitano.* Cum quemdam hominem — Dat. Avinione, II idus decembris, anno secundo.

249 Avignon, 13 décembre 1336.

Ramundo Psalmodiensi et Armando Sancti Salvatoris Lodovensis abbatibus mandat ut in Narbonensi, Tholosana et Auxitana provinciis, capitulum monachorum nigrorum secundum ordinationem apostolicam, celebrari faciant. (Litt. de curia. Reg. Vat. 122 fol. 18 recto.)

« *Dilectis filiis Raymundo Psalmodiensi Nemausensis diocesis et Armando Sancti Salvatoris Lodovensis, ordinis Sancti Benedicti monasteriorum abbatibus, salutem* etc... Paterne considerationis aciem — Dat. Avinione, idibus decembris, anno secundo. »

250 Avignon, 15 décembre 1336.

Ramundo Flori et Guillelmo Medici mandat ut bona mobilia quondam Ramundi de Bernadone rectoris Ecclesiae de Rovennaco Electensis dioecesis, reservata et apostolicae camerae applicata, colligant. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cclxx fol. 101 recto.)

« *Dilectis filiis Ramundo Flori Urgellensis et Guillelmo Medici Ilerdensis Ecclesiarum canonicis.* Olim sicut accepimus — Dat. Avinione, XVIII kalendas januarii, anno secundo. »

251 Avignon, 18 décembre 1336.

Bertrando I de Déaulx archiepiscopo Ebredunensi ejusque suffraganeis mandat ut Ecclesiis et personis ecclesiasticis restituant pecuniae summas quas ab eisdem ratione decimae sexennalis impositae auctoritate apostolica pro Terrae Sanctae subsidio receperunt. (Litt. de curia. Reg. Vat. 121 n° dcli.)

« *Benedictus episcopus servus servorum Dei venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Ebredunensi ejusque suffraganeis, salutem et apostolicam benedictionem.* Ex cotidiana instantia, nobis licet immeritis, superne dispositionis arbitrio, super cunctas orbis Ecclesias incombente, super earum cura solicite vigilamus easque cum possimus ab oneribus libenter eximimus et ab eis gravamina summovemus. Dudum siquidem felicis recordationis Johannes Papa XXII predecessor noster totis aspirans desideriis ad subventionem quinimo recuperationem hereditatis dominice videlicet Terre Sancte, auctoritate apostolica, de fratrum suorum consilio de quorum numero tunc eramus, passagium generale ad Terram ipsam indixit, et ut tantum negotium felicibus prosperaretur auspitiis, imposuit decimam omnium reddituum ecclesiasticorum, videlicet VII kalendas augusti pontificatus sui anno decimo septimo, per universas mundi partes, usque ad ex annos ex tunc computandos, certis terminis cum certis modificationibus persolvendam, mandans vobis quod per vos et alios quos ad collectionem et exactionem duceretis hujusmodi decime assumendos, tam a vobis ipsis quam ceteris personis ecclesiasticis vobis subjectis exigeretis eandem. Idem quoque predecessor, in impositione hujus decime voluit quod vos hujusmodi decimam collectam ab aliis et quam de vestris redditibus solveretis, singuli videlicet vestrum una cum capitulo Ecclesie cathedralis infra ipsam Ecclesiam aut alibi prout magis expedire cognosceretis, in tutiori loco repositam, vestris et ipsius capituli expensis faceretis cautius custodiri, assignandam cui idem predecessor vellet, sive in dicte Terre Sancte subsidium sive contra hostes fidei convertendam; quod si forte decimam ipsam hujusmodi commissam custodie vel ejus partem aliquam in usus alios converti vel usurpari contingeret, eos qui in hoc culpabiles forent, excommunicationis incurrere voluit sententiam ipso facto, prout in litteris predecessoris ejusdem super hiis confectis vobis directis plenius et seriosius continetur. Cum autem in nonnullis provintiis atque regnis juxta ordinationes et modificationes in dictis litteris contentas, exactio, solutio, depositio seu repositio facte fuerint certe partis decime supradicte et adhuc restet alterius partis ejusdem decime exactio seu solutio facienda, ac predictum passagium propter impedimenta aliqua que, peccatis exigentibus, videntur obicem dicto passagio prestitisse, sit pro presenti tempore, quod dolenter referimus, impeditum, nos decens et congruum reputantes quod postquam causa secuta non est nec vicinitus sequi speratur propter quam impositio ac solutiones hujusmodi decime facte fuerunt, ejus deinceps exactio et solutio debeant omnino cessare, quinimo eorum que pro dicta decima sunt soluta sit restitutio fatienda, de fratrum nostrorum consilio vobis et vestrum cuilibet districtius inhibemus de cetero ad levationem, collectionem et exactionem hujusmodi decime per vos vel per alios procedere quomodolibet presumatis. Nos enim omnes processus et sententias excommunicationis, suspensionis et interdicti quos contra inhibitionem hujusmodi, per auctoritatem commissionis vel subdelegationis nostre per quoscumque haberi vel fieri vel promulgari continget, decernimus cassos, vacuos, irritos et inanes et nullius penitus existere firmitatis, precipientes nichilominus vobis et vestrum cuilibet ut prefatam decimam si quam propterea per vos vel alios collegistis, etiam si juxta ordinationem predecessoris ejusdem una cum capitulis Ecclesiarum cathedralium infra ipsas Ecclesias aut alibi in tutioribus locis reponi fecistis, personis ecclesiasticis a quibus exacta extitit et soluta si dicte persone adhuc superstites rebus humanis existant et presint eisdem beneficiis ratione quorum hujusmodi decima persolverunt, alioquin si forte dicte persone defecerint vel alias dicta benefitia dimiserint, eisdem benefitiis ratione quorum hujusmodi decima extitit persoluta, in utilitatem dictorum benefitiorum, per certas personas que super hoc vobis rationem reddere teneantur fideliter convertendam, infra unius mensis spatium post receptionem presentium cum integritate, quantum ad vos pertinet, restituatis et per alios restitui fatiatis; alioquin extunc singuli vestrum, si ultra predictum tempus predictam decimam eisdem contra preceptum hujusmodi restituere seu restitui facere differatis, duplum eis personis seu benefitiis hujusmodi infra alium mensem solvere teneamini. Quod si forte duplum ipsum eis, ut premittitur, infra dictum tempus restituere distuleritis, ingressum Ecclesie vobis noveritis interdictum, capitula vero suspensionis sententiam incurrere volumus ipso facto, nulla vobis super hoc remissione, donatione vel gratia eorum quibus hujusmodi debet fieri restitutio valitura, vobis nichilominus penas alias juxta nostrum arbitrium procul dubio subituris si super hoc detecti fueritis committere negligentiam vel malitiam sive fraudem. Ceterum volumus et mandamus quod omnes sententias excommunicationis, suspensionis et interdicti in quascunque personas, capitula, collegia seu conventus earum, Ecclesias sive loca, occasione hujusmodi decime in statutis terminis non solute prolatas, absque difficultate qualibet rela-

xetis, imposita tamen eisdem personis pro modo culpe penitentia salutari. — Datum Avinione, xv kalendas januarii, pontificatus nostri anno secundo.

Item in eumdem modum :

Patriarche Aquilegensi ejusque suffraganeis
Archiepiscopo Panormitano »
« Compostellano »
« Toletano »
« Pisano »
« Viennensi »
« Ravennato »
« Patracensi »
« Beneventano »
« Salzeburgensi »
« Maguntino »
« Jannensi »
« Gneznensi »
« Jadrensi »

252 Avignon, 18 décembre 1336.

Similes epistolae diriguntur praelatis infrascriptis.

« *Venerabilibus fratribus.. archiepiscopo Aquensi ejusque suffraganeis salutem etc...* Ex cotidiana instantia — Dat. Avinione, xv kalendas januarii, anno secundo. » (Litt. de curia. Reg. Vat. 122 fol. 16 verso.)

Item in eumdemmodum :

Archiepiscopis Toletano »
« Arelatensi »
« Bracharensi »
« Cesaraugustano »
« Terraconensi »
« Nidrosiensi »
« Majoricensi »
« Gneznensi »
« Calaritano »
« Cantuariensi »
« Eboracensi »
« Regino »
« Mediolanensi »
Episcopis Senensi »
« Florentino »
« Verulano »
« Vulterano »
« Nucerino »
« Castellano »
« Urbenetano »
Episcopis Balneoregiensi »
« Salernitano »
« Perusino »
« Clusiensi »
« Spoletano »
« Eugubino »
« Lunensi »
« Elnensi »
« Assisinato. »

253 Avignon, 21 décembre 1336.

Gastonem comitem Fuxi rogat ut Petrum de Coarza presbiterum et dictum Devi de Solies ob sortilegia diffamatos, per eum captos, Ramundo de Vonco magistrum ostiarium et Rogerio de Quiniballo servienti armorum specialiter destinatis, ad Sedem apostolicam adducendos assignet. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° CCCLXXII fol. 101 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Gastoni comiti Fuxi.* Nobilitatis tue insinuatione — Dat. Avinione, xii kalendas januarii, anno secundo. »

254 Avignon, 21 décembre 1336.

Magistrum Bartholomeum Marchi Gastonis comitis Fuxi nuntium audivit; zelum ejusdem comitis laudat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 131 n° CCCLXXIII fol. 101 verso.)

« *Eidem comiti (Fuxi.)* Exposito nobis per dilectum filium magistrum Bartholomeum Marchi juris civilis professorem, nuncium tuum, ad nostram presentiam cum tuis litteris de credentia quas benigne recepimus destinatum, qualiter super captione ac custodia illorum duorum nequam hominum videlicet Petri de Coaraza presbiteri et dicti Devi de Solies, te pro divina et Sedis apostolice nostraque reverentia de zelo fidei te gesseris orthodoxe, inde nobilitatem tuam multipliciter in Domino commendamus. Et quia ipsos ad Sedem apostolicam adduci sub fida custodia volumus, sicut in aliis nostris litteris patentibus quas tibi pro excusatione tua et ut melius et securius fieri adductio predicta valeat destinamus, eandem nobilitatem tuam rogamus attente quatinus ut prefati Petrus et Devi adducantur ad eandem Sedem secure, operosam adhibere diligentiam non ommittas. Nos enim satisfieri de expensis quas rationabiliter fieri continget propter hoc faciemus. — Datum ut supra. »

255 Avignon, 21 décembre 1336.

Magistro Bartholomeo Marchi mandat ut de maleficiis et excessibus Petri de Coarza et Devi de Solies inquirat et referat. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cclxxv fol. 102 recto.)

« *Dilecto filio magistro Bartholomeo Marchi clerico Caturcensis diocesis, juris civilis professori.* Cum Petrus de Coarza — Dat. ut supra. »

256 Avignon, 21 décembre 1336.

Archiepiscopis, episcopis ceterisque ecclesiasticis personis tam saecularibus quam regularibus mandat ut de salvo conductu ac de necessariis pro Ramundo de Vonco magistro ostiario et Rogerio de Quiniballo servienti armorum, ad partes Bearni missis, provideant. (Litt. patens. Reg. Vat. 131 n° cclxxvi fol. 102 recto.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis... etc... etc...* Cum duos homines — Dat. ut supra. »

257 Avignon, 27 décembre 1336.

Regem Siciliae rogat ut rectori Campaniae assistat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 n° cclxxix fol. 103 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto Regi Sicilie illustri.* Solite benignitatis — Dat. Avinione, vi kalendas januarii, anno secundo. »

ANNUS TERTIUS.

258 Avignon, 17 janvier 1337.

Aymonem comitem Sabaudiae rogat ut Moderatorem Graecorum et sororem suam ad reconciliationem cum romana Ecclesia properet inducere. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 n° viii fol. 3 verso.

« *Dilecto filio nobili viro Aymoni comiti Sabaudie.* Ad nostram nuper — Dat. Avinione, xvi kalendas februarii, anno tertio. »

259 Avignon, 17 janvier 1387

Robertum regem Siciliae rogat ut Moderatorem Graecorum ad reconciliationem cum romana Ecclesia et ad mittendos propterea nuntios et apocrisiarios properet inducere. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132, n° ix fol. 4 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Ad nostram nuper — Dat. ut supra. »

260 Avignon, 21 janvier 1337.

Petro II de Luk archiepiscopo Burdegalensi ejusque suffraganeis mandat ut ab exactione decimae passagii transmarini in futuros terminos desistant. (Litt. communis. Reg. Vat. 123 n° cclviii.)

« *Venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Burdegalensi ejusque suffraganeis salutem etc...* Ex cotidiana instantia omnium Ecclesiarum nobis licet immeritis ex superne dispositionis arbitrio incumbente, super cura ipsarum solicite vigilantes, libenter cum possumus ab oneribus ipsis eximimus et ab eis gravamina summovemus. Dudum siquidem felicis recordationis Johannes Papa XXII predecessor noster, totis aspirans desideriis ad subventionem quinimo recuperationem hereditatis dominice videlicet Terre Sancte, auctoritate apostolica de fratrum suorum consilio de quorum numero tunc eramus passagium generale ad Terram ipsam indixit et carissimum in Christo filium nostrum Philippum Francorum regem illustrem, ad ejusdem Terre subsidium ferventi desiderio aspirantem, tocius exercitus christiani qui in illo passagio transfretaret rectorem constituit et capitaneum generalem, et ut tantum negocium felicibus prosperaretur auspiciis imposuit decimam omnium reddituum ecclesiasticorum videlicet vii kalendas augusti pontificatus sui anno decimo septimo per universas mundi partes usque ad sex annos extunc computandos, certis modificationibus persolvendam; voluit quoque idem predecessor quod in regno Francie eadem decima auctoritate Sedis apostolice per ordinarios vel collectores ab eis auctoritate apostolica deputandos colligi deberet, juxta modum in litteris predecessoris ejusdem super hoc ordinariis eisdem directis contentum, et quod si forte contingeret dictum regem infra terminum qui fuit in proximis preteritis kalendis augusti quas kalendas tam eidem regi quam ceteris pro dicto passagio crucesignatis et crucesignandis pro termino ad transfretandum duxerat assignandas impedimento perpetuo impediri vel tali propter quod probabiliter appareret duobus prelatis super hoc per Sedem deputandis eandem quod nec in dicto termino vel alio per dictam Sedem ex causa aliqua forsitan

prorogato nec infra spacium eciam septem mensium terminum ipsum immediate sequentium idem rex iter dicti passagii posset arripere, illudque prosequi ut prefertur, nisi per Sedem predictam super hoc aliud ordinatum existeret, tam decimam quam subsidia alia propter hoc ei concessa exigendi seu colligendi per Sedem eandem commissa potestas quam ipsarum collectio expirarent. Cum autem idem rex adeo fuerit impeditus quod in predicto termino jam elapso iter non arripuit ad hujusmodi passagium prosequendum, nec per Sedem eandem dictus terminus extiterit prorogatus, nec etiam constat quod eisdem duobus prelatis ad hoc per Sedem deputatis eandem apparuerit quod infra dictos septem menses dictum terminum immediate sequentes impedimentum hujusmodi cessare deberet, nec credatur ad presens probabiliter infradictos septem menses de quibus modicum superest impedimentum hujusmodi cessaturum, et propterea non sit dubium secundum premissa potestatem et collectionem predictas totaliter expirasse, licet nonnulli ex vobis super hoc hesitantes nos propterea duxerint consulendos : universitati vestre, de fratrum nostrorum consilio, per apostolica scripta mandamus quatinus a predictis collectione et exactione decime pro futuris terminis dictorum sex annorum necnon et aliorum subsidiorum predictorum per vos et alios cessetis et abstineatis omnino. Nos enim omnes excommunicationis, suspensionis et interdicti sentencias per vos vel per quoscunque alios in contrarium jam prolatas vel imposterum proferendas revocamus, cassamus et irritamus omnino et nullius fore decernimus firmitatis; vobis insuper et vestrum cuilibet presentium tenore districte precipimus ut si quam decimam pro futuris terminis supradictis per vos vel per alios forsitan collegistis seu recepistis vel deinceps recipere vos continget, singulis personis ecclesiasticis a quibus hujusmodi decima exacta extiterit vel soluta, si dicte persone superstites rebus humanis extiterint et presint eisdem beneficiis ratione quorum hujusmodi decimam duxerint persolvendam, alioquin si dicte persone forsan defecerint vel alias dicta beneficia dimiserint, eisdem beneficiis pro quibus hujusmodi decima fuerit persoluta in utilitatem eorum per certas personas que super hoc vobis ordinariis eorumdem rationem reddere teneantur fideliter convertendam, eandem decimam infra unius mensis spacium post presentium obtentam noticiam cum integritate, quantum ad vos pertinet, restituatis et per alios restitui faciatis; alioquin extunc singuli vestrum si ultra dictum tempus ipsam decimam eisdem contra preceptum hujusmodi restituere seu restitui facere differatis, duplum ejus personis seu beneficiis hujusmodi infra alium mensem immediate sequentem solvere teneamini; quod si forte duplum eis ut premittitur infra dictum tempus restituere distuleritis, ingressum Ecclesie vobis noveritis interdictum, nulla vobis super hiis remissione, donatione vel gratia eorum quibus hujusmodi debet fieri restitutio valitura, vobis nichilominus penas alias juxta nostrum arbitrium proculdubio subituris, si super hoc detecti fueritis committere negligentiam vel maliciam sive fraudem. Per presentes autem litteras, aliis ordinationibus per dictum predecessorem super negociis dicti passagii factis et habitis non intendimus quomodolibet derogare. — Datum Avinione, XII kalendas februarii, anno tercio. »

Item in eumdem modum *Bernardo de Farges archiepiscopo Narbonensi ejusque suffraganeis.* — Dat ut supra. (Litt. de curia. REG. VAT. 124 n° II.)

Item in eumdem modum *Fulcaudo de Rochechouart archiepiscopo Bituricensi ejusque suffraganeis.* — Dat ut supra (Litt. de curia. REG. VAT. 124, n° III.)

Item in eumdem modum *Guillelmo de Brosse archiepiscopo Senonensi ejusque suffraganeis.* — Dat ut supra. (Litt. de curia. REG. VAT. 124, n° IV.)

261 Avignon, 22 janvier 1337.

Ramundo de Picapollo concedit facultatem repetendi et exigendi nomine camerae apostolicae summam centum librarum parvorum Turonensium de bonis Aymerici Porterii campsoris, civis Tholosani, et eos qui dictam summam assignaverint quitandi et absolvendi. (Litt. patens. REG. VAT. 132, n° XII fol. 5 verso.)

« *Dilecto filio Ramundo de Picapollo rectori Ecclesie de Analhosio Tholosane diocesis.* Intelleximus quod tu — Dat. Avinione, XI kalendas februarii, anno tertio. »

262 Avignon, 27 janvier 1337.

Bernardo II de Farges mandat ne in provisionem monasterii de Quadraginta, ordinis sancti Augustini Narbonensis dioecesis, vacantis et reservati, sese ullo pacto insinuet; vetet autem conventui ipsius monasterii aliquid contra dictam reservationem adtentare. (Litt. patens. REG. VAT. 132, n° XVIII fol. 6 verso.)

« *Venerabili fratri.. archiepiscopo Narbonensi.* Olim felicis recordationis — Dat. Avinione, vi kalendas februarii, anno tertio. »

263 Avignon, 28 janvier 1337.

Philippi regis Franciae litteras benigne accepit; nuntios igitur ejus usque ad terminum petitum exspectabit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 n° xix fol. 7 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Presentatas nobis excellentie regie litteras, facientes de tractatu reconsiliationis Ludovici de Bavaria ligisque inter te fili carissime ac consanguineos et fideles tuos ex parte una, et eundem Ludovicum et suos ex altera, tractandis et firmandis perpetuo, necnon et quibusdam aliis hujusmodi negocium tangentibus mentionem, solite benignitatis affectu recepimus die date presencium, quarum serie diligentius intellecta, regalem circumspectam providentiam exinde commendamus multipliciter in Domino, et super devotione sincera quam ad nos et sanctam romanam Ecclesiam et Sedem apostolicam sicut eadem denotat series gerere noscitur, graciarum eidem referimus uberes actiones. Et quia tuum et regni tui, fili carissime, zelamus commodum et honorem, nuncios regios usque ad terminum de quo petiisti expectabimus, tuncque ipsos cum venerint recipiemus gratanter, et subsequenter tam cum ipsis quam aliis quos ipsum tangit negocium, tuisque et carissimi in Christo filii nostri Roberti regis Sicilie illustris avunculi tui ac regnorum, fidelium et subditorum vestrorum precavendo indempnitatibus et utilitatibus, quantum cum Deo fieri poterit providendo circa ea tractanda et ordinanda que ad honorem Dei et Ecclesie sancte sue ac tuum et regni tui predicti ac salutem animarum fideique augmentum catholice cedere valeant, Ipsius adjuvante gratia sine quo nichil potest fieri, studiosis proponimus solicitudinibus laborare. — Datum Avinione, v kalendas februarii, anno tertio. »

264 Avignon, 28 janvier 1337.

Philippo de Cambarlhaco mandat ne in negotiis ipsi commissis ullo modo ulterius procedat nisi consentiat rex Franciae. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132, n° xx fol. 7 recto.)

« *Dilecto filio magistro Philippo de Cambarlhaco canonico Basilice Principis Apostolorum de Urbe, capellano nostro.* Intellectis que continebantur in tuis litteris nobis missis, de hiis que tibi carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem respondisse describis, videlicet quod ea que super sua et carissimi in Christo filii nostri Edwardi regis Anglie illustris concordia per nos tractabantur, sibi honori suo derogativa videntur, quamplurimum admiramur, cum nos qui suum et regni sui honorem et commodum affectione paterna zelamus, illa que scripsimus nobisque videbantur tractanda, deliberatione matura etiam cum suis nunciis prehabita, ejus credebamus honoribus et utilitatibus amborumque regum quieti et concordie convenire, quodquidem nos excusando prefato regi Francie super hoc, quodque id non intendimus nisi placeat ulterius prosequi, studeas explicare. Rursus volumus quod suam antequam procedas ulterius responsionem expectes, ipsa quidem responsio quid super impositis tibi amplius habeas agere te docebit, de qua responsione nos quantotius poteris certiores efficere non ommitas. — Datum Avinione, v kalendas februarii, anno tertio. »

265 Avignon, 2 février 1337.

Moniales monasterii Fontisebraudi sub protectione Sedis apostolicae recipit; Johanni abbati Juncellensi potestatem committit amovendi ex officio priorissas conventuales ejusdem ordinis quas indignas esse repererit. (Litt. de curia. Reg. Vat. 124 n° 1.)

Dilecto filio Johanni abbati monasterii Juncellensis Biterrensis diocesis, salutem et apostolicam benedictionem. Pridem de tue circumspectionis industria fideique constantia plenam in Domino fidutiam obtinentes, ad monasterium Fontisebraudi Pictavensis diocesis ac prioratus et loca monasterio prefato subjecta te personaliter providimus destinandum ad exercendum auctoritate nostra correctionem et reformationem ipsorum tam in capite quam in membris que correctionis et reformationis officio prospiceres indigere. Ne igitur moniales dicti monasterii et membrorum suorum et persone alie ecclesiastice subdite monasterio memorato a quibus pro statu, correctione et reformatione dicti monasterii et membrorum suorum veritas fuerit indaganda, ad occultandam vel celandam veritatem earum que sciunt super statu eorum cujuspiam minis vel terroribus inducantur, easdem moniales et personas a quibus super premissis habebis inquirere veritatem sub nostra et apostolice Sedis protectione

recipimus et tamdiu esse volumus quamdiu te executioni contigerit insistere premissorum. Si quas autem priorissas etiam conventuales ordinis Fontisebraudi repereris propter culpas et demerita earumdem fore rationabiliter a suis prioratibus vel administrationibus amovendis, ipsas amoveas ab eisdem, licet in litteris nostris super correctione et reformatione hujusmodi tibi directis amotionem dictarum priorissarum a prioratibus suis tibi non duximus committendum. — Datum Avinione, iv nonas februarii, anno tercio. »

266 Avignon, 3 février 1337.

Ramundum de Caunis collectorem instituit fructuum annuorum camerae apostolicae in provincia et civitate Turonensibus debitorum cum eorum residuis. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 n° xxiii fol. 8 recto.)

« *Dilecto filio Ramundo de Caunis cantori Ecclesie Sancti Martini Turonensis.* Olim felicis recordationis — Dat. Avinione, iii nonas februarii, anno tertio. »

267 Avignon, 3 février 1337.

Ramundo de Caunis mandat ut de praevaricationibus per praedecessores ejus, in civitate, dioecesi et provincia Turonensibus collectores institutos, commissis cognoscat ac referat. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, n° xxiii fol. 8 verso.)

« *Eidem.* Olim felicis recordationis — Dat. ut supra. »

268 Avignon, 3 février 1337.

Ramundo de Caunis recipiendi censum annuum in provincia Turonensi, romanae Ecclesiae debitum, curam confert cum potestate solventes quitandi. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 n° xxv fol. 8 verso.)

« *Eidem.* Cum sicut intelleximus — Dat ut supra. »

269 Avignon, 3 février 1337.

Philippo regi Franciae Rogerium comitem Petragoricensem, diligentissime commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 n° xxvi, fol. 9 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Cum dilectus filius nobilis vir Rogerius comes Petragoricensis certa sua negocia in regali curia, sicut accepimus, expedire habeat, regiam excellentiam attentius deprecamur quatinus prefatum comitem quem prerogativa dilectione prosequimur specialis habere velit regia benivolentia, tam nostrorum interventu precaminum quam ipsius comitis et progenitorum suorum fidelitatis et devotionis obtentu quas ab antiquo gessisse perhibentur erga domum regiam, in justicia favorabili sicut cum Deo et honestate fieri poterit super negociis hujusmodi propensius commendatum. — Datum Avinione, iii nonas februarii, anno tertio. »

270 Avignon, 6 février 1337.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 132, n° xxvii, fol. 9 recto.)

« *Dilecto filio magistro Philippo de Cambarlhaco canonico Basilice Principis Apostolorum de Urbe, capellano nostro.* Plene intellectis que tue nobis ultimo misse littere continebant, placet nobis et volumus quod nisi super responsione tibi facta, ut scripsisti, mutetur aliud, ad nostram redire quantotius presentiam non postponas. — Datum Avinione, viii idus februarii anno tertio. »

271 Avignon, 13 février 1337.

Gasberto du Val Arelatensi et Bertrando de la Chapelle Viennensi archiepiscopis eorumque suffraganeis mandat ut de decimis per eos exactis e beneficiis ecclesiasticis infra regnum Franciae constitutis, jussa felicis recordationis Johannis Papae XXII diligenter exsequantur. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° v.)

« *Venerabilibus fratribus . . Arelatensi et . . Viennensi archiepiscopis, eorumque suffraganeis...* Ex cotidiana instancia — Dat. Avinione, idibus februarii, anno tertio. »

272 Avignon, 20 février 1337.

Roberto regi Siciliae respondet et sese excusat : visis privilegiis prius a domino Johanne Papa XXII concessis abbatissae et conventui Sancti Corporis Christi Neapolitano, ordinis Sanctae Clarae, asserit se privilegia nuper petita praedictae abbatissae concedere non posse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132, n° xxvii fol. 11 recto.)

Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri. Benigne receptis — Dat. Avinione, x kalendas marcii, anno tertio. »

Item in eumdem modum *reginae Sanciae*, verbis competenter mutatis. — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132, nº xxviii fol. 11 verso.)

273 Avignon, 20 février 1337.

Ramundo de Pratis mandat ut inquirat an prioratus de Cadalovo et sancti Heremi pertineant vel pertinuerint ad mensam monasterii Issiodorensis. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 nº xxxiiii fol. 10 verso.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Claromontensi.* Sua nobis dilectus — Dat. Avinione, x kalendas marcii, anno tertio. »

274 Avignon, 22 février 1337.

Ramundo de Picapollo mandat ut mandatum apostolicum nuper factum secutus, ex bonis Aymerici Porterii campsoris Tholosani CX libras turonensium recuperet ac solventes quitet. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 fol. xxix fol. 11 recto.)

« *Dilecto filio Ramundo de Picapollo rectori Ecclesie de Analhosio Tholosane diocesis.* Percepto quod tu — Dat. Avinione, viii kalendas marcii, anno tertio. »

275 Avignon, 24 février 1337.

Regi Siciliae gratias agit pro duobus struthionibus sibi missis. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 nº xxx fol. 12 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* De missis nobisque. — Dat. Avinione, vi kalendas marcii, anno tertio. »

276 Avignon, 24 février 1337.

Regi Siciliae responsum reddit de quibusdam negotiis ad statum ducatus Spoletani ac Campaniae et Maritimae provinciarum pertinentibus. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 nº xxxi fol. 12 recto.)

« *Eidem regi.* Que dilectus filius — Dat. ut supra. »

277 Avignon, 8 mars 1337.

Philippum regem Franciae rogat ne nuntios de reconciliatione Ludovici de Bavaria tractaturos ultra proximam mediam quadragesimam mittere differat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 nº lv — *Vatikanische Akten*, p. 666 nº 1872.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Litteris regiis, per quas tuos, fili carissime, nuncios, qui circa primam dominicam hujus quadragesime super negocio tangente Ludovicum de Bavaria in nostra debebant presencia interesse, fore propter occurrencia negocia regia impeditos significans, eos expectari ulterius usque circa mediam ipsam quadragesimam supersederique interim a processu dicti negocii supplicasti, benigne receptis, et contentis in eis plenius intellectis, prefati Ludovici nuncios, qui longam moram expectantes traxerunt in curia, fecimus ad nostram presenciam evocari, suadentes eisdem ut adhuc negocii prelibati arduitate pensata vellent juxta peticionem hujusmodi regiam expectare. Qui licet propter incommoda varia que circa sua negocia incurrisse ac incurrere in suis partibus ex mora hujusmodi asserebant, et aliis certis causis per eos nobis expressis, eis grave admodum existeret amplius expectare, finaliter tamen, ut voluntatis nostre beneplacito satisfacerent, remanere usque ad dictum terminum promiserunt, nobis nichilominus cum instancia supplicantes, ut regie magnificencie de non petendo dilacionem amodo super hiis scriberemus. Quare regia providencia missionem nunciorum suorum non differat, quominus citra dictam mediam quadragesimam sint hic adeo plene instructi sufficientique mandato muniti quod cum eis que circa predictum incumbent negocium, firmiter et utiliter possint agi. Alioquin turbacionem vel impedimentum predicti negocii non absque multarum animarum periculis, quod nobis et tibi, fili, expedire non credimus, probabiliter formidamus. — Dat. Avinione, viii idus marcii, anno tercio. »

278 Avignon, 9 mars 1337.

Bernardo de Farges archiepiscopo Narbonensi mandat ut constitutionem, olim a Clemente Papa V in concilio Viennensi de hospitalibus et leprosariis editam in dioecesi observet et diligenter observari faciat. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 nº xl fol. 14 verso.)

Venerabili fratri . . archiepiscopo Narbonensi. Olim felicis recordationis Clemens Papa V predecessor nos-

ter, provide considerans et attendens quod hospitalia pauperum et leprosarie ad hoc piis fidelium erogationibus fundata et dotata fuerunt ut Christi pauperes et infecti morbo lepre reciperentur ibidem et de proventibus sustentarentur illorum, in generali concilio Viennensi, eodem approbante concilio, auctoritate apostolica statuit et etiam ordinavit, ut quia contingebat interdum quod eorumdem hospitalium et leprosariarum rectores cura postposita, bona, res et jura ipsorum ab occupatorum et usurpatorum manibus nedum excutere negligebant, immo ea collabi et deperdi ac domos et edificia destrui et deformari permittebant ruinis, proventus eorumdem hospitalium et leprosariarum in usus proprios dampnabiliter convertendo, hii ad quos id de jure vel statuto in ipsorum fundatione locorum apposito seu consuetudine prescripta legitime aut privilegio Sedis apostolice pertineret, loca ipsa reformare in predictis omnibus procurarent ac occupata, deperdita et alienata indebite in statum reduci debitum facerent et ad predictarum receptionem miserabilium personarum et sustentationem debitam juxta facultates et proventus locorum ipsorum prefatos rectores compellere procurarent, in quo si forsan committerent negligentiam vel defectum, ordinariis locorum injunxit ut etiam si loca predicta forent exemptionis privilegio communita per se vel alios implerent omnia et singula supradicta, rectores predictos utique non exemptos propria, exemptos vero ac privilegiatos ad hoc auctoritate apostolica compellendo, contradictores quoque cujuscumque status vel conditionis existerent eisque prestantes super hiis auxilium, consilium vel favorem per censuram ecclesiasticam et alia juris remedia compescendo, per hoc tamen quo ad alia noluit exemptionibus et privilegiis hujusmodi derogare; et ut premissa observarentur promptius, predecessor ipse duxit districtius inhibendum quod nullus ex locis eisdem alicui seculari clerico in beneficium ecclesiasticum conferretur, etiam si de consuetudine quam reprobavit penitus hoc existeret observatum nisi secus in illorum fundatione constitutum existeret, seu per electionem esset de rectore locis hujusmodi providendum, sed eorum gubernatio viris providis et ydoneis ac boni testimonii committeretur qui loca ipsa necnon bona et jura illorum scirent, vellent et possent utiliter regere ac eorum proventus et redditus in usum dictarum personarum miserabilium dispensare et de quibus verisimilis presumptio non existeret quod in usus alios converterent bona ipsa, super quibus sub obtestatione divini judicii eorum ad quos bonorum predictorum pertineret commissio conscientias oneravit hujusmodique sue sanctioni adjecit ut illi quibus gubernatio seu administratio locorum committeretur ipsorum ad instar tutorum et curatorum prestare juramentum, de bonis locorum eorundem conficere inventaria et ordinariis seu aliis quibus dicta loca subessent vel deputandis ab eis annis singulis de administratione sua teneantur reddere rationem, quod si secus a quoquam attemptari contingeret, illud carere decrevit omni robore firmitatis, sicut in constitutione super premissis in eodem concilio edita plenius continetur. Cum autem intellexerimus quod tam in hospitalibus et leprosariis de Cruce alias de Sancto Justo, de Sancto Laurentio, de Sancto Paulo et de Sancto Matheo in civitate ac burgo Narbonensibus seu prope civitatem et burgum eosdem consistentibus, quam nonnullis aliis tue diocesis Narbonensis, premissa in eadem constitutione contenta, quamvis dilectus filius magister Arnaldus de Verdala decanus Ecclesie Sancti Pauli de Fenolhadesio Electensis diocesis capellanus noster nonnulla ex eisdem hospitalibus et leprosariis visitasse aliquasque reformationes auctoritate litterarum nostrarum inde sibi directarum fecisse dicatur, non complentur nec etiam observantur, quod in Dei offensam, animarum periculum et dictarum personarum miserabilium noscitur redundare, fraternitati tue per apostolica scripta districte precipiendo mandamus quatinus, revocato penitus in statum debitum quicquid contra premissa vel ipsorum aliquod repereris attemptatum, contenta in constitutione et ordinatione predictis in eisdem hospitalibus et leprosariis, prout ad te pertinuerit, efficaciter et celeriter compleas et observes et per alios quorum interest juxta tenorem constitutionis ejusdem compleri facias et inviolabiliter observari. Contradictores super hiis quoslibet et rebelles eisque prestantes circa hec auxilium, consilium vel favorem... etc..., non obstantibus si eis vel quibusvis aliis communiter vel divisim... etc... de indulto hujusmodi mentionem, sic te super hiis habiturus quod non solum divinam et apostolicam ultionem quam contemptus et negligentia si committerentur, quod absit, mererentur circa hec vitare provide, sed perennis mercedis premium potius valeas promereri. — Datum Avinione, VII idus martii, anno tertio. »

279 Avignon, 2 avril 1337.

Capitulo Castrensi significat ipsius Ecclesiae reservationem.

(Litt. patens. Reg. Var. 132 n° LXVI fol. 20 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Castrensis.* Ad Ecclesiam vestram — Dat. Avinione, iv nonas aprilis, anno tertio. »

280 Avignon, 4 avril 1337.

Philippi regis Franciae petitionibus de negotio Ludovici de Bavaria ac de concessione decimarum pro passagio Terrae Sanctae collectarum annuere recusat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 nº lxvii — *Vatikanische Akten*, p. 668 nº 1876.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Veniens ad nostram presenciam dilectus filius nobilis vir Rogerius Bernardus de Fuxo vicecomes Castriboni, nobis litteras regias de credencia presentavit et subsequenter sub eadem credencia exposuit pro parte regia que sequuntur, videlicet quod si negocium Ludovici de Bavaria differretur vel impediretur ad presens, votis regiis gratum esset; item quod si te, fili carissime, guerram cum carissimo in Christo filio nostro Edwardo rege Anglie illustri, habere contingat, tibi pecunias decimarum indictarum pro passagio Terre Sancte collectas in regno tuo vel saltem de illis usque ad summam quadringentarum millium librarum per te oportunis restituendam temporibus, concedere dignaremur; et ulterius, quod si rege ipso regnum vel terras tuas invadente, guerram facias contra eum, adversus te tuosque valitores et gentes excommunicacionis sentenciam non feramus. Hiis itaque plenius intellectis et attentis nichilominus circa ea que nostre ac tue saluti et honestati conveniunt, in hac parte respondemus breviter super eis. Viso siquidem tenore cujusdam littere dilecti filii nobilis viri Milonis domini de Noeriis militis et consiliarii regii jamdudum per nuncios dicti Ludovici apud Sedem apostolicam existentes nobis exhibite continentis eundem militem in animam jurasse regiam, te fili, prefati Ludovici negocium nullatenus impedire, viam non videmus presencialiter per quam absque tue salutis anime detrimento, cui obviare nos inducit cura pastoralis officii, posse pro parte nostra vel tua impedimentum super eodem negocio interponi. Rursus dum innumerabiles Christi sanguine redemptorum animas in Alamannie, Italie aliisque partibus ex sola predicti Ludovici adherencia et assistencia excommunicacionum et penis aliis ac erroribus involutas et expositas eterne damnacionis periculis contemplamur, scandala quoque varia que tam circa fidem catholicam quam statum fidelium dictarum parcium formidantur, nisi salubriter occurratur, insurgere, anxia meditacione pensamus, nos, qui licet insufficientibus meritis Illius locum tenemus in terris qui ad congregandos in unum dispersos vocandosque peccatores ad penitenciam veniens, passioni pro omnibus se obtulit dire mortis, si vices saltem utcunque ipsius gerere utiliter volumus, ut tenemur, dissimulare vel omittere absque offensa Dei proprieque lesione consciencie non valemus, maxime cum ipse obtulerit et offerrat se nostris et Ecclesie mandatis et beneplacitis in omnibus et per omnia efficaciter pariturum, quominus super reducenda sub ovili dominico ove tali errante, quam alie absque numero vel ad mortis precipicium sequuntur, pro dolor! vel cum ea, ut creditur ad viam reducerentur salutis, justos tractatus et racionabiles, providendo tamen, quantum cautius fieri poterit, Ecclesie ac tuis et charissimi in Christo filii nostri Roberti regis Sicilie illustris indemnitatibus, admittamus, verentes quod si per apposicionem impedimenti vel alias minus racionabiliter aditum super tractatu hujusmodi clauderemus, perspicaces et subtiles Teutonici perpendendo unde talia processissent, exinde irritati vel forsan desperati, se cum Anglis vel aliis regiis emulis colligarent, quod periculosum et nocivum posset, quod Deus avertat, existere regno tuo. Si vero procedente tractatu hujusmodi ex parte ipsorum occurrant forsitan talia per que differri vel impediri prelibatum contingat negocium, ita quod nec nobis nec tibi, fili, valeat imputari, et nos et tu apud Deum remanebimus excusati. Quare premissis consideranter attentis, salva pleniore deliberacione, fore credimus expediens et honestum quod super eodem tractatu, adhibitis oportunis cautelis et provisionibus, prout Dominus ministraverit procedatur. Ceterum a regia non credimus memoria excidisse qualiter per regios et dilecti filii nobilis viri Johannis primogeniti tui ducis Normannie procuratores olim ad Sedem apostolicam destinatos in tuam et ejusdem ducis animas et de mandato expresso regio promissum extitit et juratum quod non acciperetis nec accipi faceretis seu consentiretis quod alius aliquid de hiis caperet seu acciperet que per Sedem eandem erant in subsidium passagii transmarini concessa ad hoc, quod in usus alios quam in utilitatem passagii converterentur predicti, nec ea in usus converteretis alios nec paterimini a quovis alio scienter converti; et si forsan aliquid de predictis pro usibus aliis a vobis vel aliis contingeret accipi casu aliquo vel converti, illud ad statum pristinum et ad usum dicti passagii statim cum hoc ad vestram deveniret noticiam, sine morosa dilacione

reponi et restitui faceretis, sicut hec et alia plenius continentur in scripturis et litteris inde factis. Et si modo contrarium fieret, maxime in guerris contra christianos faciendis, decimales pecunias impositas et collectas pro dicto passagio expendendo, discussiat (*sic*) intra sui claustra pectoris regalis providencia quid preter offensam divinam et ulcionem exinde merito formidandam de nobis et Sede apostolica et te, fili, cum secrete talia et absque fratrum nostrorum consilio nequiremus concedere, posset dici. Mundus namque detractoriis oblocutionibus proclamaret dicendo : nunc patent delusiones quibus per Ecclesiam et regem deludimur, dum pecunie concesse et collecte pro eripienda Terra Sancta de impiorum manibus, ad effundendum christianorum sanguinem convertuntur. Advertendum est eciam circa ista quod si Deus daret oportunitatem passagii pro tempore, pecunie sic consumpte recuperari nequirent de facili et maxime a tuis heredibus in sua presertim novitate, si a Domino interim vocaveris, propter que in fidei et fidelium dispendium tueque salutis detrimentum anime impediretur negocium passagii antedicti. Nam et si tunc forsan Sedes prefata pro passagio alias vellet decimas imponere, non dessent (*sic*), ut extimamus procul dubio, qui derisorie vel contradictorie forsitan contra Sedem eandem dicerent sibilando et non absque nota magne ipsius Sedis et tue infamie recensendo quod illud quod factum fuerat de aliis decimis pro passagio Terre Sancte impositis alias et collectis ac demum in effusionem sanguinis christianorum conversis posset sperari de illis fieri quas vellet imponere Sedes ipsa. Et preter hec sinceritas regia habet considerare prudenter quid tuis predecessoribus propter receptiones et consumptiones decimarum alias impositarum et collectarum pro dicto passagio creditur communiter accidisse, quidve de te, si sinistrum tibi veniret aliquod, a quo te defendat Dominus, diceretur. Profecto premissis omnibus et aliis multis causis non videmus ad presens nos posse absque nostre ac tue salutis interitu peticioni annuere supradicte, quamobrem ab eadem quiescat et cesset, quesumus, nosque habeat regia magnificencia excusatos. Demum cum inter te prefatumque regem Anglie, quos proxima jungit linea sanguinis, pacis et unitatis confoveri federa precisis et erradicatis dissensionum et odiorum vepribus, desideriis optemus intensis, si guerram inter vos invicem diabolo instigante suscitari, quod non permittat Actor pacis, contingeret, nos ydoneos intendimus nuncios destinare qui super tractatu pacis vel treugarum et non super aliis absque nostra speciali licencia habeant potestatem, nisi casus subitus periculi formidabilis personarum qui dilacionem consultacionis non pateretur, occurreret, sed esset potius festinate provisionis remedio succurrendum. Rogamus igitur serenitatem regiam et in Domino attentius exhortamur quatenus responsiones nostras hujusmodi que de benigna et recta intencione procedunt, benigne regia celsitudo recipiat, intelligat et admittat absque dubitacione tenenda, quod cum te, fili amantissime, ac tui salutem, honorem et commodum sinceris affectibus diligamus, si alia divinis beneplacitis ac nostris et tuis honoribus, saluti et honestati convenientia posse super predictis per nos fieri vidissemus, ad illa procul dubio nos inclinassemus libenter. — Dat. Avinione, II nonas aprilis, anno tertio. »

281 Avignon, 13 avril 1337.

Gasberto du Val archiepiscopo Arelatensi facultatem concedit processus habitos aut inceptos resumendi et aggravandi contra quasdam personas quae, tempore quo sub manu apostolica episcopatus Avinionensis exstitit, bona illius usurpaverunt ; illos autem qui sententias inclusas in dictis processibus incurrerunt, absolvere valeat post satisfactionem debitam. (Litt. patens. REG. VAT. 132 nº LXXVI fol. 25 recto.)

Venerabili fratri Gasberto archiepiscopo Arelatensi, camerario nostro. Intellecto dudum quod — Dat. Avinione, idibus aprilis, anno tertio. »

282 Avignon, 23 avril 1337.

Praeposito et capitulo Ecclesiae Nemausensis significat ipsius Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. REG. VAT. 132 nº LXXIX fol. 26 recto.)

Dilectis filiis . . preposito et capitulo Ecclesie Nemausensis. Dudum Ecclesie vestre — Dat. Avinione, IX kalendas maii, anno tertio. »

283 Avignon, 23 avril 1337.

Andronicum III Paleologum rogat ut Martinum Zachariam militem in imperio ejus detentum liberari jubeat. (Litt. clausa. REG. VAT. 132 nº LXXX fol. 26 recto.)

« *Magnifico principi Paleologo Moderatori Graecorum et Romeorum illustri, gratiam in presenti que perducat ad gloriam in futuro.* Copiosa Sedis apostolice benignitas

que velut pia mater se jugiter in operibus pietatis exercet ad ea libenter invitat alios et inducit. Cum itaque dilectus filius nobilis vir Martinus Zacharie miles qui sicut accepimus adversus Turcos et alios inimicos et blasfemos christiani nominis vires suas exercuit hactenus viriliter et constanter, in tuo detineatur dominio captivatus, tuam rogamus excellentiam et in Domino attentius exhortamur quatinus super liberatione prefati nobilis pro qua carissimus in Christo filius noster Philippus rex Francie illustris preces tibi efficaces ut intelleximus porrigit, sic te velis pro nostra et Sedis reverentia propicium, benignum et favorabilem exhibere, quod nos devotionem tuam exinde commendare merito valeamus. — Datum Avinione, IX kalendas maii anno tertio. »

284 Avignon, 23 avril 1337.

Philippum regem Franciae hortatur ad libertatem ecclesiasticam in regno incolumem servandam. (Litt. clausa. REG. VAT. 132 nº LXXXI fº 26 — *Vatikanische Akten*, p. 670, nº 1878.)

Carissimo in Chriso filio Philippo regi Francie illustri. Gratanter et benigne recepimus venerabiles fratres nostros Guillelmum Senonensem, Petrum Rothomagensem archiepiscopos, Johannem episcopum Belvacensem ac dilectos filios nobiles viros Guillelmum Flote dominum de Revello, Petrum de Cunheriis milites et magistrum Stephanum Alberti canonicum parisiensem, clericum, consiliaros et nuncios regios, ad nostram nuper presenciam destinatos, et subsequenter intellectis plenius hiis que ipsi explicare pro parte regia nobis voluerunt, aliquibusque tractatibus super negocio pro quo missi principaliter fuerant, habitis, ordinavimus sicut pro tunc credidimus utilius expedire, de quibus ipsi nuncii plenam habentes noticiam poterunt plenius et seriosius efficere regiam excellentiam certiorem. Porro cum super quibusdam nostram et tuam, fili carissime, conscientiam statumque regni tui ac Ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum ejusdem regni tangentibus prosperum, de quibus etiam dudum tibi, cum esses nobiscum presencialiter, mentionem fecisse meminimus, locuti fuerimus nunciis antedictis eaque per eos tue prudencie voluerimus, ut debito mancipentur effectui, explicari, serenitatem rogamus regiam et in Domino attentius exhortamur quatenus fidem memoratis nunciis adhibens super eis taliter se velit circa ea regalis providencia gerere quod libertas ecclesiastica quam non solum illibatam observare ac observari facere consueverunt catholici et devoti principes sed potius ampliare in regno predicto, inconcussa remaneat et persistat, tuque, fili dilectissime, honorem Deo et sponse sue sacre scilicet Ecclesie, matri tue, in observacione libertatum hujusmodi exhibendo, honorum merearis exaltari jugiter cumulis ac dierum longitudinem repromissam hiis qui honorem exhibent parentibus consequaris, et tandem laborioso cursu vite presentis consummato feliciter de terreno ac temporali regno quod obtines, ad eterni regni gloriam, hiis et aliis tuis dignis meritis exigentibus, promovearis. — Dat. Avinione, IX kalendas maii, anno tercio. »

285 Avignon, 24 avril 1337.

Ramundo de Chameraco et Pontio de Pereto mandat ut ea quae ex proventibus episcopatus Ruthenensis provenerunt a tempore quo de persona Bernardi episcopi fuit provisum Ecclesiae Ruthenensi usque ad novos fructus, nomine camerae apostolicae petant et recipiant. (Litt. patens. REG. VAT. 132 nº LXXXIV fº 27 recto.)

« *Dilectis filiis Ramundo de Chameraco canonico Sancti Gaucheri Cameracensis et Pontio de Pereto rectori de Rovinhaco Biterrensis diocesis Ecclesiarum, apostolice Sedis nuntiis.* Dudum Ecclesia Ruthenensis. — Dat. Avinione, VIII kalendas maii, anno tertio. »

286 Avignon, 27 avril 1337.

Cum Franciscus Juliani et Michael de Parietibus, clerici Biterrensis dioecesis, in carceribus ipsius civitatis detenti, asseruerunt cereas imagines a Guillelmo episcopo Biterrensi contra Johannem Papam XXII olim formatas esse, mandat magistris Arnaldo de Verdala et Petro de Montespertuli ut ea de re veritatem inquirant. (Litt. patens. REG. VAT. 132 nº LXXXV fº 27 verso.)

« *Dilectis filiis magistris Arnaldo de Verdala decano Sancti Pauli de Fenolhadesio Electensis diocesis et Petro de Montesperluli archidiacono de Lunatio Biterrensis Ecclesiarum.* Pervenit nuper ad — Dat. Avinione, V kalendas maii, anno tertio. »

287 Avignon, 27 avril 1337.

De venia Blanchae de Francia non concessa, sese excusat. (Litt. clausa. REG. VAT. 132 nº LXXXVI fº 27 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Presentatas nobis serenitatis regie litteras per dilectum filium magistrum Reginaldum de Molinis clericum regium, benigne recepimus, quarum serie necnon supplicationibus dilecte in Christo filie Blanche de Francia ordinis Sancte Clare ab eodem clerico subsequenter nobis exhibitis, pro quarum exauditione quantum honeste cum Deo posset fieri, predicte dirigebantur littere, plenius intellectis, visum est nobis quod nos absque lesione conscientie non valeremus ea que petuntur concedere nec eadem Blancha eis si concederentur sine sue salutis anime periculo uti posset, essetque formidandum procul dubio quod in predicti ordinis et aliorum perniciem redundaret, sicut eidem clerico ac nuntiis in nostra constitutis presentia, seriosius explicandum duximus et ipsi celsitudini regie que nos excusatos quesumus habeat super hoc, referre poterunt viva voce.

Datum Avinione, v kalendas maii, anno tertio. »

288 Avignon, 2 mai 1337.

Pontio de Pereto mandat ut bona mobilia bonae memoriae Geraldi episcopi Nemausensis sub manu apostolica colligat et conservet. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 n° xc f° 28 verso.)

« *Dilecto filio Pontio de Pereto rectori Ecclesie de Rovinhaco Biterrensis diocesis, apostolice Sedis nuntio.* Volentes de bonis — Dat. Avinione, vi nonas maii, anno tertio. »

289 Avignon, 2 mai 1337.

Petro VII Dejean episcopo Carcassonnensi mandat ut de processibus habitis in divisionem sacristiae Ecclesiae Carcassonensis reservatae, a capitulo ejusdem Ecclesiae factam, Sedem apostolicam certiorem faciat. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 n° xci f° 29 recto.)

« *Venerabili fratri Petro episcopo Carcassonnensi.* Non sine displicentia — Dat. ut supra. »

290 Avignon, 2 mai 1337.

Bertrando de la Chapelle archiepiscopo Viennensi mandat ut de restituenda concordia inter ipsum, capitulum Viennense et cives ipsius civitatis ex parte una et Guigonem de Yllivo vassallum comitis Sabaudiae ex altera, sese interponat, eligendo viros aliquot pacis zelatores. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 n° xcii f° 29 recto.)

« *Venerabili fratri .. archiepiscopo Viennensi.* Ad apostolice Sedis — Dat. ut supra. »

291 Avignon, 2 mai 1337.

Civibus Viennensibus mandat ut pacificis exhortationibus archiepiscopi obtemperent. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 n° xciii f° 29 verso.)

« *Dilectis filiis civibus Viennensibus.* Ad apostolice Sedis — Dat. ut supra. »

In eumdem modum, *dilectis filiis capitulo Ecclesie Viennensis*, verbis competenter mutatis. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 n° xciii f° 29 verso.)

292 Avignon, 2 mai 1337.

Guigonem de Yllivo rogat ut per tractatores communiter eligendos, omissis congressibus bellicis, pacem inter se atque archiepiscopum, capitulum ac cives Viennenses, reconciliet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 n° xcv f° 29 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Guigoni de Yllivo.* Intelleximus nuper quod — Dat. ut supra ».

293 Avignon, 2 mai 1337.

Aymonem comitem Sabaudiae rogat ut de reconcilianda pace inter archiepiscopum, capitulum ac cives Viennenses ex una parte et Guigonem de Yllivo ex altera, sese interponat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 n° xcvi f° 30 recto.)

« *Dilecto filio nobili viro Aymoni comiti Sabaudie.* Perduxit nuper rumor — Dat. ut supra. »

294 Avignon, 10 mai 1337.

Philippum regem Franciae rogat ut Ilariam comitissam Sancti Severini ejusque bona celeriter liberari faciat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132, n° cviii f° 31 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Nuper dilecta in Christo filia nobilis mulier Ilaria comitissa Sancti Severini, carissime in Christo filie nostre Sancie regine Sicilie illustris familiaris et

socia ut asseritur principalis, limina beati Jacobi apostoli peregrine visitare proponens, cum iter peregrinationis hujusmodi prosequendo cum comitiva et rebus suis per curiam romanam transisset, et deinde benedictione nostra petita humiliter et obtenta, ulterius procedendo in itinere ad villam Montispessulani Magalonensis diocesis devenisset, ibidem occasione quarumdam reppresaliarum, ad instanciam quorumdam mercatorum, una cum comitiva et rebus predictis per gentes regias, licet litteras assecurationis obtinuisset a dilecto filio nobili viro .. senescallo Bellicadri, extitit, ut accepimus arrestata. Quocirca regiam excellentiam attentius deprecamur quatinus quid in hac parte secundum Deum et honestatem deceat consideranter attendens, prefatam comitissam ejusque comitivam cum bonis et rebus suis mandet regalis providentia celeriter et favorabiliter, ut cepte peregrinationis iter suum, Deo dante, peragere valeant, ab arresto et impedimento hujusmodi, pro divina et apostolice Sedis reverentia, liberari. — Datum Avinione, VI idus maii, anno tertio. »

295 Avignon, 13 mai 1337.

Diffinitoribus capituli generalis ordinis Fratrum Minorum, ordinationes in reformationem ipsius ordinis mittit eisque mandat ut illas publicent in capitulo antequam ad aliud procedatur, necnon Deo pro Papa et Ecclesia preces adhibeant. (Litt. clausa. REG. VAT. 132 n° CVIII f° 32 recto.)

« *Dilectis filiis diffinitoribus capituli generalis ordinis Fratrum Minorum improximo celebrandi Caturci.* Ad ordinem vestrum — Dat. Avinione, III idus maii, anno tertio. »

296 Avignon, 13 mai 1337.

Ministro et diffinitoribus capituli generalis ordinis Fratrum Minorum concedit ut fratres ipsius ordinis qui Michaeli de Cesena adhaeserunt et nunc reconciliari cupiunt, recipere possint et absolvere a sententiis excommunicationis quas propterea incurrerunt. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CIX f° 32 recto.)

« *Dilectis filiis.. ministro et diffinitoribus capituli generalis ordinis Fratrum Minorum in proximo celebrandi Caturci.* Illius licet immeriti — Dat. ut supra. »

297 Avignon 13 juin 1337.

Petro de Bereceto et Guillelmo Rufi mandat ut bona mobilia bonae memoriae Arnaldi II episcopi Claromontensis colligant, debita ejusdem episcopi solvant, famulos remunerent et reliqua in pios usus convertant. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CXXXV f° 38 verso.)

« *Dilectis filiis Petro de Bereceto Mimatensis, capellano nostro et Guillelmo Ruphi Aniciensis Ecclesiarum canonicis.* Pia moti consideratione — Dat. Avinione, idibus junii, anno tercio. »

298 Avignon, 13 juin 1337.

Bernardo de Pentenchis et Geraldo de Parinhaco mandat ut M libras turonensium quae in episcopatu Lomberiensi bonae memoriae Arnaldo II episcopo Claromontensi debebantur colligentes, eas pro maritandis puellis pauperibus et aliis piis operibus dispensent. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CXXXVI f° 39 recto,)

« *Dilectis filiis Bernardo de Pentenchis cellarario monasterii Bonifontis Convenarum diocesis et Geraldo de Parinhaco presbitero prebendato in Ecclesia Lomberiensi.* Cum sicut accepimus — Dat. ut supra. »

299 Avignon, 13 juin 1337.

Magistris Arnaldo de Verdala et Petro de Montespertuli mandat ut inquisitionem olim ipsis commissam de facto Francisci Juliani et Michaelis de Parietibus qui testati sunt cereas imagines ab episcopo Biterrensi contra dominum Johannem Papam XXII formatas fuisse, perficiant, illamque perfectam Sedi apostolicae mittant. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CXXXVII f° 39 recto.)

Dilectis filiis magistris Arnaldo de Verdala decano Sancti Pauli de Fenolhadesio Electensis diocesis et Petro de Montespertuli archidiacono de Lunatio Biterrensis Ecclesiarum. Dudum ad audientiam — Dat. ut supra. »

300 Avignon, 14 juin 1337.

Aldeberto IV Mimatensi, Ramundo de Galard Condomiensi episcopis et decano Ecclesiae de Burlatio mandat ut omnes clericos civitatis Albiensis et specialiter conventum monasterii Sancti Salvii, cogant ordinationi olim editae de facto processionum in eadem civitate festivis diebus celebrandarum, parere. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CXXXVIII f° 39 verso.)

Venerabilibus fratribus . . Mimatensi et . . Condomiensi episcopis, et dilecto filio . . decano Ecclesie de Burlatio Castrensis diocesis. Ad statum pacificum Ecclesiarum et

decorem ipsarum presertim cathedralium ferventibus desideriis intendentes, libenter earum precavemus dispendiis et ab eis scandala submovemus ut per earum ministros pacis Actori in tranquillitate mentium serviatur. Sane, licet tam secundum intentionem quam secundum consuetudinem Ecclesie generalem, cathedrales Ecclesie ac persone, canonici et clerici earundem in singulis suis civitatibus incessionibus et processionibus quociens ab eisdem insimul convenitur honoris debeant prerogativa letari, et in certis ordinationibus et statutis que pro decore et bono statu cathedralis Ecclesie Albiensis dudum edidimus inter alia specialiter caveatur quod in omnibus solemnibus processionibus que fiunt in ramis palmarum, tribus diebus rogationum et in diebus aliis ordinatis seu imposterum a jure vel per loci episcopum ordinandis, omnes ipsius civitatis clerici tam religiosi quam curati ceterique quicunque beneficiati ad ipsam cathedralem Ecclesiam pro associanda in eundo et redeundo processione ipsius cathedralis Ecclesie hora congrua debeant convenire quam in incessu suo prout eorundem convenientium gradus exigerit personis canonicis et ministris ejusdem cathedralis Ecclesie deferendo precedere teneantur, nonnulli tamen eorundem clericorum, religiosorum ac curatorum et beneficiatorum, sicut accepimus, pretextu cujusdam consuetudinis quam allegant, que dicenda est in hac parte potius corruptela, vel exceptionum suarum seu ex quibusvis aliis causis, ad processiones hujusmodi predictis diebus cum dilectis filiis capitulo ejusdem Ecclesie pariter convenire, et quidam eorum quamvis conveniant in dictis processionibus cum eisdem ordinationem tamen nostram hujusmodi circa processiones predictas observare contumaciter contradicunt, quinimmo . . prepositus et conventus monasterii Sancti Salvii Albiensis per prepositum soliti gubernari, ordinis Sancti Augustini in predictis diebus ad ipsam cathedralem Ecclesiam pro dictis processionibus convenire contra hujusmodi ordinationem temere comtempnentes, in appellationis vocem prorupisse dicuntur, in divine Majestatis offensam, ejusdem ordinationis elusionem ac derogationem honoris et non modicum prejudicium et injuriam ejusdem Ecclesie cathedralis; propter quod pro parte dictorum capituli ad nos super hoc habitus est recursus. Nos igitur, attendentes quod hujusmodi ordinatio cedit ad Omnipotentis Dei et Sanctorum ejus reverentiam et honorem, et quod ex talibus processionibus, quanto una cum capitulo Ecclesie cathedralis major cleri et populi est concursus, tanto in eis major honor glorie divine Majestatis impenditur et fidelium devotio plus augetur, ac volentes propterea quod ordinatio hujusmodi premissorum pretextu non fiat ludibris (*sic*) sed inviolabiliter observetur, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios etiam si sint extra loca in quibus deputati estis conservatores et judices, prefatis Ecclesie et capitulo efficacis defensionis presidio assistentes, ordinationem hujusmodi factam circa processiones predictas, ut premittitur, faciatis a clericis, religiosis, curatis, beneficiatis ac preposito et conventu predictis inviolabiliter observari, non permittentes eisdem capitulo super hoc ab eisdem gravamina seu injurias irrogari, facturi eisdem capitulo cum super hoc ab ipsis seu eorum procuratoribus fueritis requisiti de predictis clericis, religiosis, curatis, beneficiatis ac preposito et conventu super quibuscunque molestiis, gravaminibus, injuriis atque dampnis eidem capitulo contra ordinationem hujusmodi super dictis processionibus factam, jam illatis seu imposterum irrogandis, etiamsi judicialem requirant indaginem, simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii justicie complementum. Contradictores, etc. Non obstantibus predictis contradictione et appellatione, necnon quibusvis consuetudinibus seu aliis ordinationibus et statutis contrariis clericorum, religiosorum, curatorum et quorumcunque beneficiatorum ac prepositi et conventus prefatorum, et quibuscunque exceptionibus specialibus vel generalibus eisdem seu quibuslibet ordinibus vel alicui seu aliquibus personis ordinum eorumdem communiter vel divisim, sub quacunque forma vel expressione verborum concessis, per que contra premissa vel aliquod premissorum possent quomodolibet se tueri, et tam felicis recordationis Bonifacii Pape VIII predecessoris nostri in quibus cavetur ne aliquis extra suam civitatem vel diocesim nisi in certis exceptis casibus et in illis ultra unam dietam a fine sue diocesis ad judicium evocetur, seu ne judices et conservatores a Sede deputati predicta extra civitatem seu diocesim in quibus deputati fuerint contra quoscunque procedere sive alii vel aliis vices suas committere aut aliquos ultra unam dietam a fine diocesis eorundem trahere presumant, dummodo ultra duas dietas aliquis auctoritate presentium non trahatur, seu quod de aliis quam de manifestis injuriis et violentiis ac aliis que judicialem indaginem exigunt penis in eos si secus egerint et in id procurantes adjectis conservatores se nullatenus intromittant, quam aliis quibuscunque constitutionibus a predecessoribus nostris romanis pontificibus tam de judicibus, delegatis et conservatoribus

quam personis ultra etiam numerum per litteras apostolicas ad judicium non vocandis, aut aliis editis que vestre possent in hac parte jurisdictioni aut potestati ejusque libero exercitio quomodolibet obviare, seu si aliquibus communiter vel divisim a predicta sit Sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari, seu extra vel ultra certa loca ad judicium evocari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi et eorum personis, locis, ordinibus et nominibus propriis mentionem, et qualibet alia dicte Sedis indulgentia generali vel speciali cujuscunque tenoris existat per quam presentibus non expressam vel totaliter non insertam, vestre jurisdictionis explicatio in hac parte valeat quomodolibet impediri, et de qua cujusque toto tenore de verbo ad verbum in nostris litteris habenda sit mentio specialis. Ceterum volumus et auctoritate apostolica decernimus quod quilibet vestrum prosequi valeat articulum etiam per alium inchoatum, quamvis idem inchoans nullo fuerit impedimento canonico impeditus, quodque a data presentium sit vobis et unicuique vestrum in premissis omnibus ceptis et non ceptis, presentibus et futuris perpetuata potestas et jurisdictio attributa, ut eo vigore eaque firmitate possitis in eisdem procedere, ac si predicta omnia coram vobis cepta fuissent et jurisdictio vestra et cujuslibet vestrum in predictis omnibus per citationem vel modum alium perpetuata legitima extitisset, constitutione predicta super conservatoribus et alia qualibet in contrarium edita non obstante, presentibus post triennium minime valituris. Datum Avinione, xviii kalendas julii, anno tertio. »

301 Avignon, 20 juin 1337.

Philippo regi Franciae nuntios consilii et communis civitatis Avinionensis diligentissime commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 n° clxxvi f° 49 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Cum dilecti filii consilium et commune civitatis Avinionensis sicut eorum assertione didicimus, pro quibusdam ipsorum et dicte civitatis apud excellentiam regiam promovendis et expediendis negociis, certos eorum nuntios ad regie celsitudinis presentiam providerint destinandos, serenitatem regiam rogamus attente quatinus ob reverentiam apostolice Sedis et nostram, nuntios eosdem prefatorum consilii et communis quos favore benivolo eo maxime prosequi nos decet quia in eadem civitate Avinionensi diutius resedit romana curia et nos adhuc cum ea, sicut regia novit providentia, commoramur, benivolo affectu recipere et audire, ipsosque super eisdem negociis habere velit in justicia regia benignitas favorabiliter commendatos.

Datum Avinione, xii kalendas julii, anno tertio. »

302 Avignon, 21 juin 1337.

Regem Siciliae solutum facit de IIII^m unciarum auri ab eodem Ecclesiae romanae, festo beati Johannis Baptistae, pro residuis census annui debitarum. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, n° cxl f° 40 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum summam quatuor — Dat. Avinione, xi kalendas julii, anno tertio. »

303 Avignon, 23 juin 1337.

Ramundo de Chameraco et Pontio de Pereto mandat ut de fructibus Ecclesiae Ruthenensis qui obvenerunt a die provisionis Bernardi episcopi Ruthenensis, nullatenus molestent dictum episcopum. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 n° cxlii f° 41 verso.)

« *Dilectis filiis magistris Ramundo de Chameraco canonico sancti Gaugerici Cameracensis et Pontio de Pereto rectori de Rovinhaco Biterrensis diocesis Ecclesiarum.* Petitio venerabilis fratris — Dat. Avinione, ix kalendas julii, anno tertio. »

304 Avignon, 23 juin 1337.

Petro Gomecii de Barroso et Bertrando de Montefaventio cardinalibus mandat ut Philippo regi Franciae omnia facinora contra libertatem ecclesiasticam ab officialibus regiis commissa proponant, et ab ipso rege remedium opportunum adhiberi expostulent (Litt. de curia Reg. Vat. 123 n° xv, Raynaldi. T. VI p. 104 col. 1.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Ad nostri apostolatus auditum multorum insinuatio clamosa perduxit, quod nonnulli officiales et ministri ac familiares carissimi in Christo filii nostri Philippi regis Francorum illustris eorum finibus non contenti, quibusdam ex fratribus nostris sancte romane Ecclesie cardinalibus et diversis aliis

personis ecclesiasticis in dignitatibus et personatibus, ac aliis beneficiis ecclesiasticis que in regno canonice obtinere noscuntur, graves molestias inferunt et irrogant lesiones, et quampluribus ex eis dictis beneficiis per violenciam spoliatis, iidem officiales, ministri et familiares per falsi suggestionem, nonnulla ex eis sibi et alia diversis aliis personis per dictum regem conferri contra justiciam procurarunt, multaque ipsi et quamplures nobiles dicti regni bona diversarum Ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum detinent violenter, in personarum et Ecclesiarum ipsarum dispendium, occupata. Rex quoque prefatus, vacantibus cathedralibus Ecclesiis regni sui, in quibus regalia asserit se habere, beneficia ecclesiastica, eciam per romanum Pontificem vel per alias personas ecclesiasticas ad quas collacio pertinet eorumdem, ante vacacionem dictarum cathedralium Ecclesiarum collata, si ante hujusmodi vacacionem non fuerit eorum possessio apprehensa, et quod gravius est et omni contrarium racioni, beneficia eciam ex collacione eorum ad quos provisio fuerat longo tempore possessa pacifice, que similiter tempore regalie non vacarunt, si tamen de jure tempore regalie dicta beneficia obtinentes propter crimen vel aliam causam illis potuissent privari, quamvis nulla privacionis vel declaracionis sentencia super tali vacacione per judicem ecclesiasticum processisset, nititur conferre de facto, et possessione ipsorum absque aliquo judicio ecclesiastico spoliare, et destituere possessores, compellens eosdem ad dimittendum illa personis quibus de facto illa contulit per bonorum temporalium capcionem; et si inter dictos possessores et eos quibus illa prefatus rex confert, controversia oriatur, ad se seu curiam suam nititur cognitionem trahere et super eis eciam judicare. In multis insuper Ecclesiis, in quibus predecessores regis ejusdem preteritarum vacacionum dictarum Ecclesiarum tempore usi non fuerunt beneficiorum ecclesiasticorum collacione, idem rex de novo collacionem beneficiorum tempore regalie sibi vendicare conatur, ut in Turonensi et in multis aliis regni Ecclesiis dicitur attentasse, quamvis predecessores ipsius, erga Deum et Ecclesias sinceritate fidei et devocionis integritate pollentes, nunquam talia vel similia, utpote juri divino et humano contraria et redundancia plurimum in oppressionem et conculcacionem ecclesiastice libertatis, attentasse noscuntur. Sensibus nostris ex eo multe turbacionis causa consurgit, quod cum de dignitatibus et beneficiis ecclesiasticis in regno et terris dicti regis auctoritate apostolica sufficientibus personis et dignis, sicut Sedes ipsa divino et humano jure licite potest et consuevit temporibus retroactis, provideri contingit, certis eis super hoc juxta morem quem Sedes ipsa servare in talibus consuevit, executoribus deputatis, nonnulli ex dictis officialibus et ministris, qui cum malefecerint gloriantur, licencie laxatis habenis, quamvis nullis in talibus attributa potestas vel jurisdictio sit eisdem, executoribus ipsis, eodem dissimulante rege, temerarie inhibere presumunt ne commisse ipsis hujusmodi ministerium execucionis exerceant, aut processus aliquos faciant super illis seu factos publicent vel faciant publicari, in excommunicacionum sentencias, quas ut plurimum executores hujusmodi graciarum in quoslibet impedientes quominus dicte gracie debitum sorciantur effectum proferunt, incidendo. Et nichilominus rex prefatus, asserens prescripcionem sibi non currere, beneficium quod archiepiscopali vel episcopali Sede vacante, apostolica vel ordinaria, ipsum eodem rege tunc non conferente, auctoritate confertur, eciam si is cui hujusmodi beneficium collatum existit illud per plures annos possederit pacifice et quiete, alii confert ac si tunc archiepiscopatus vel episcopatus ipse vacaret. Predicti autem officiales et ministri, premissis gravaminibus non contenti, cum citaciones super aliquibus negociis sive causis ad ecclesiasticum forum spectantibus in eodem regno auctoritate dicte Sedis eciam contra ecclesiasticas personas emanant, judicibus vel executoribus super negociis seu causis hujusmodi deputatis et subdelegatis ab eis, ne ad citaciones procedant easdem aut illas fieri quoquo modo permittant, vel aliquem extra dictum regnum earundem litterarum auctoritate conveniant, tabellionibus eciam ne super ipsi publica conficiant instrumenta, citatis eciam ne racione citacionum hujusmodi ad curiam ecclesiasticam accedant vel citacionibus eisdem pareant vel intendant, sub personarum et bonorum penis gravissimis contra statuta canonica, que in suos excommunicacionis sentencias proferunt contemptores, inhibere presumpcione temeraria non formidant, et nichilominus ne delegati Sedis ejusdem, aut ordinarii memorati seu quicumque ecclesiastici viri de causis ad ecclesiasticum forum spectantibus, prout pertinet ad eosdem de consuetudine vel de jure, dicti officiales et ministri impediunt minus juste, et ne de cognicione hujusmodi se aliquatenus intromittant eis districtius interdicunt; quos si contra interdictum hujusmodi, cui minime parere tenentur, eos venire contingat, bona eorum indebite capi faciunt, impediendo per hoc jurisdictionem ecclesiasticam manifeste quam deberent pro dicte Sedis reverencia

promptis studiis defendere. Insuper autem officiales et ministri prefati, in casibus ubi custodia Ecclesiarum seu monasteriorum vel aliorum locorum ecclesiasticorum racione vacacionis vel alias teneatur per eos, domos, vivaria, stagna, nemora, porcos et feras ipsorum, molendina quoque et alia bona ad Ecclesias, monasteria et loca predicta spectancia adeo damnose distrahunt, consumunt et destruunt quod non possunt per longi temporis spacium reparari. Nec adhuc dicti officiales, ministri, nobiles et gentes tantis contenti pressuris, easdem personas et Ecclesias diversis gravaminibus opprimunt, lacessunt injuriis, beneficiis ecclesiasticis et bonis aliis, juribus et jurisdictionibus propriis spoliant violenter, et alias se infestos reddentes eisdem multipliciter et molestos, violare, dicto dissimulante rege, conantur ecclesiasticam libertatem; propter que dicti officiales et ministri, nobiles et gentes ac alii prestantes circa premissa auxilium, consilium et favorem divinam offensam incurrunt et penis noscuntur gravissimis subjacere.

Cum itaque vos ad regnum Francie pro magnis et arduis negociis destinemus, discrecioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus prefato regi diligenter exposito quod singularis ad personam suam nos urget affectio, specialis afficit caritas, ut in precavendo sibi non solum a noxiis sed eciam ab iis que saluti sue derogant et excellencie regalis honori non congruunt, nil persuasisse sufficiat, sed persuasis semper estimemus addendum, sibique per salubris suggestiones consilii solercius ostendentes quod quanto inclytum genus suum ab olim plenius fovit et exaltavit Ecclesiam et personas ecclesiasticas manutenere, ac illibatam servare studuit ecclesiasticam libertatem, tanto singularius in ipso ampliusque notatur si Ecclesias vel ecclesiasticas personas opprimi ac libertatem ecclesiasticam diminui et conculcari permittit; quodque per hoc non leve pondus adjicitur excellencie status tui, cum excessus sublimium personarum tanto dampnabilior habeatur, quanto facilius quantoque periculosius derivatur in alios per exemplum, et ideo minus ab Ecclesia debet, minusque potest urgente consciencia tolerari, eundem regem quod officiales, ministros, familiares et nobiles ac gentes predictas a premissis per que Deus offenditur ulcionum, seu saluti detrahitur, honoris gloria maculatur, gravis nobis et dicte Sedi paratur offensa, pro divina et ipsius apostolice Sedis ac nostra reverencia cessare faciat et penitus abstinere, et ipse similiter cesset et abstineat ab eisdem ac in statum debitum revocet quidquid contra integritatem libertatis ejusdem in dicto regno noscitur attentatum, solerter inducere et efficaciter exhortari cum provida persuasionis instancia studeatis. — Dat. Avinione, IX kalendas julii, anno tercio. »

305 Avignon, 23 juin 1337.

Petrum Gomecii de Barroso et Bertrandum de Montefaventio cardinales mittit ad pacem inter Philippum regem Franciae et Edwardum regem Angliae componendam. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123, n° 1.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus apostolice Sedis nunciis, etc...* Princeps pacis Dominus Jhesus Christus, delens originalem humani generis servitutem, illudque sui aspersione sanguinis reconcilians Deo Patri ac misericorditer operatus, in medio terre salutem signanter ostendit fore preciosissimum donum pacis, dum in ejus ortu illud ab angelis prenunciari voluit bone voluntatis hominibus, et in ipsius de mundo recessu suis discipulis dum ejus destituerentur corporali presentia, quasi pro hereditatis glorioso censu reliquit, hoc est igitur felicissimum donum, per quod Deo cujus in pace factus est locus indissolubilis amoris unione conjungimur, hoc est donum gratiosissimum cujus consilia ineuntes magna gaudia subsecuntur, hoc est donum utilissimum conservativum societatis humane, beatificans regnantium solia et conservans in opulentia regnorum statum et etiam populorum, fugatis odiis, sedatis discordiis, opes augens, inopias relevans et prospera sumministrans; quodquidem donum idem Rex pacificus cujus sunt dona perfecta, volens suis subditis vicarie operationis ministerio conservare, ut eis mundi cursus suo ordine pacifice dirigatur, vicario suo in militanti Ecclesia gerenti apostolicam servitutem commisit ut in eadem Ecclesia gerens speculatoris officium, pervigilis more pastoris invigilet et que ad pacem sunt commisso sibi gregi promoveat, scandalis per que salus animarum periculosissime impeditur sedandis intendat. Nos igitur, licet immeriti, ejusdem Regis pacifici in terris vicarii constituti, injuncti officii necessitate constringimur pro universo populo christiano cogitationes pacis assidue cogitare, instando supplicationibus et orationibus insistendo ut ei Dominus pacis tempora tranquilla concedat et contra undosas tempestates pelagi mundi hujus, ne fidelium naviculam obruant, discipulorum ejus exemplo salvatorem omnibus precibus excitare Jhesum ut imperet discordiarum flatibus cessentque procelle fluctuantium odiorum, ad id

operatrices manus nichilominus apponendo. Sane licet cunctis christicolis ac christicolarum singulis regionibus Deo et apostolice Sedi devotis in hiis nostre solicitudinis studium debeatur nosque ad ipsos libenter possibilitatis nostre ministerium extendamus, tamen quanto carissimos in Christo filios nostros Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres ac inclita regna ipsorum, infra claustra apostolici pectoris in singularitate precipue dilectionis habemus, tanto circa prosperum statum ipsorum fervor vehementius nostre mentis exuberat et ad tranquillitatem eorum totis nisibus procurandam, cum affectionis plenitudine singularius cogitamus. Pridem itaque infausti rumoris relatibus intellecto quod hostis humani generis, pacis emulus, amator litium ac zizanie seminator inter eosdem reges tanta sanguinis propinquitate et affinitate conjunctos, materiam gravis dissensionis conabatur ingerere, ad id eorum animos incitando, ut exortas causas discordie inter eos que per magnates et nobiles dictorum regnorum vel partium vicinarum utriusque communes amicos amicabiliter tractari debuerant et etiam terminari, bellicosis congressibus qui periculosos habere consueverunt eventus decreverit dirimendas, animus noster vehementer indoluit et eo potius intima cordis nostri amaritavit acerbius et punctionis aculeo durioris afflixit quo periculosas hujusmodi discordie circunstantias nobis intentioris considerationis discussio representat. Attendimus etenim paterne solicitudinis studio incommoda immensa que ingerit et commoda piaque Dei negocia que si procedat, quod Deus avertat, impediet utinam non extinguat: quis enim dubitet ex tali rumore discordie non solum Babilonicum hostem, sed etiam alios reges et regulos Agarenos sumpturos audaciam ad acriores solito et graviores molestias christianorum regibus atque regnis et populis inferendas, quis etiam quantumlibet studiosius concipere poterit quantum tantorum principum hostilis congressio christiani sanguinis hauriet, quas hominum strages ingeret, que animarum pericula, quot rerum dampna producet, quot profluvia sumptuum et expensarum abissos tantorum principum horribilis gravisque commotio postulabit. Volentes igitur sic perniciosis obviare periculis ejusque congruum quantum nobis concedetur ex alto remedium adhibere, cum ad nos qui licet insufficientibus meritis potestatis plenitudine fungimur desuper nobis concesse singulariter pertineat in universali Ecclesia cunctare congregationem fidelium pacem querere ac ipsam facere diligentius observari, ad vos, viros laudande virtutis, scientia et innata prudentia preditos, cultores justicie, sedulos pacis amicos et concordie zelatores, licet vestra presentia nobis et apud nos Ecclesie universali perutili careamus, inviti, nostre convertimus deliberationis intuitum vosque pro vestrarum consideratione virtutum vobis a Domino in habundantia concessarum, ad eosdem Francie et Anglie reges eorumque regna, tanquam pacis angelos, de fratrum nostrorum consilio, pro hujusmodi tractanda et perficienda, concedente pacis actore, optata pace atque concordia inter eos, providimus destinandos, firma tenentes fiducia quod actus vestros, Illo dirigente qui novit prava, indirecta et aspera in vias planas convertere, per vestre circumspectionis industriam, pretactis periculis et discriminibus laudabiliter et utiliter poterit obviari. Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta, de fratrum predictorum consilio, committimus et mandamus quatinus prudenter, attente quod ad negocium tam insigne tamque premissis attentis insidens cordi nostro, vos confidenter duximus eligendos, vos regum predictorum presentiam adeuntes, ipsos ad pacem et concordiam, juxta datam vobis ex alto prudentiam, solicitis monitis et efficacibus persuasionibus inducatis, ut faciente pacis Actore, per ministerium vestrum juxta desiderium nostrum inter reges ipsos et adherentes eisdem cesset discordia regnetque concordia, quies veniat, pax resurgat ad Dei honorem et gloriam, animarum profectum, robur fidei et exaltationem populi christiani. Ut autem in tanto negocio feliciter, Deo presule, prosequendo et efficaciter exequendo, quorumlibet impedimentorum tollatur occasio, dissolvendi, vacuandi, irritandi et revocandi omnes pactiones, obligationes, confederationes et colligationes ab ipsis vel eis adherentibus, et quibuslibet aliis cum quibuscunque regibus, ducibus, marchionibus, comitibus, baronibus, potentibus, nobilibus magnatibus, capitaneis, rectoribus, comunitatibus, universitatibus, civibus et incolis civitatum, castrorum et aliorum locorum quomodolibet initas, juramento, penis, obligationibus vel quacunque alia firmitate vallatas, necnon relaxandi hujusmodi et quelibet alia juramenta a quibuscunque prestita, per que nutriri discordia et pacis bonum posset quomodolibet impediri, prout ea secundum Deum videritis dissolvenda, vacuanda, irritanda, revocanda seu etiam relaxanda, et insuper contra quoscunque alios pacis hujusmodi turbatores seu impeditores quicunque fuerint et cujuscunque dignitatis, conditionis vel status existant procedendi, eosque per excomunicationis in personas et interdicti in terras eorum sentencias et alia remedia de quibus vobis expedire videbitur, ap-

pellatione postposita compescendi, non obstante si eis vel eorum aliquibus vel alicui a Sede apostolica sit indultum sub quacunque forma vel conceptione verborum quod interdici, suspendi vel excomunicari aut eorum terre ecclesiastico interdicto supponi, apostolica vel alia quavis auctoritate non possint et qualibet alia dicte Sedis indulgentia generali vel speciali cujuscunque tenoris existat per quam presentibus non expressam vel totaliter non insertam effectus earum impediri valeat quomodolibet vel differri et de qua cujusque toto tenore habenda ut in nostris litteris mentio specialis, plenam et liberam vobis tenore presentium concedimus facultatem. Quod si forte vestrum aliquem contigerit impediri ut hiis exequendis interesse insimul non possitis, alter vestrum ea nichilominus exequatur, ita tamen quod hujusmodi impedimento cessante, premissorum executioni ambo pariter intendatis. — Datum Avinione, IX kalendas julii, anno tertio. »

306

Eisdem cardinalibus mandat ut Philippum Franciae et Edwardum Angliae reges, expositis apud eos calamitatibus quae ex bello possint accidere, ad concordiam et pacem inclinent. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° II fol. 4 verso.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice sedis nunciis, salutem etc...* — Quanto desideremus affectu — Dat. ut supra. »

307

Eisdem cardinalibus committit potestatem exercendi censuram ecclesiasticam, ac certis modis aliis procedendi contra archiepiscopos ceterosque praelatos, necnon reges et principes aliasque quaslibet personas ecclesiasticas vel saeculares qui dictis cardinalibus in suorum negotiorum prosecutione contradictores exstiterint vel rebelles. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° III fol. 4 verso.)

« *Eisdem.* Cum vos ad regna — Dat. ut supra. »

308

Eisdem potestatem concedit indicendi treugas inter Philippum et Edwardum ac fideles eisdem adhaerentes, simulque in non obtemperantes treugis praedictis, excommunicationis et interdicti sententias promulgandi. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123, n° IV fol 4 verso.)

« *Eisdem.* Quanto desideremus affectu — Dat. ut supra. »

309

Eisdem potestatem concedit relaxandi poenas et sententias supradictas, si contradictores et rebelles contra quos latae fuerint, dictorum cardinalium paruerint monitionibus, intra negotiorum prosecutionem. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° V fol. 5 recto)

« *Eisdem.* Cum vos ad Francie — Dat. ut supra. »

310

Archiepiscopis, episcopis, ceterisque personis ecclesiasticis regni Franciae mandat ut cardinales benigne recipiant, ipsisque parcant ac studiis opportunae sollicitudinis diligenter assistant. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° VI fol. 5 recto.

« *Venerabilibus fratribus universis archiepiscopis et episcopis et dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, decanis, prepositis, archidiaconis, archipresbiteris plebanis et aliis Ecclesiarum prelatis et rectoribus eorumque vices gerentibus et aliis personis ecclesiasticis religiosis et secularibus, exemptis et non exemptis, Cisterciensis, Cluniacensis, Cartusiensis, Premonstratensis, Grandimontensis, Sanctorum Benedicti et Augustini et aliorum ordinum necnon Hospitalis Sancti Johannis Ierosolimitani, Beate Marie Theotonicorum et Calatravensis magistris et preceptoribus et aliis personis ecclesiasticis per regnum Francie constitutis, salutem etc...* Cum nos dilectos filios — Dat. ut supra. »

In eumdem modum archiepiscopis ceterisque praelatis et personis ecclesiasticis regni Angliae. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° VII fol. 5 recto.)

311

Universis principibus, ducibus et nobilibus necnon universitatibus civitatum et locorum regni Franciae mandat ut cardinalem utrumque adjuvent consiliis atque auxiliis et eorum exhortationibus obtemperent. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° VIII fol. 5 recto.)

« *Dilectis filiis universis principibus, ducibus, marchio-*

nibus, comitibus, baronibus et aliis nobilibus necnon et universitatibus seu communitatibus ac populis civitatum, castrorum, terrarum et aliorum quorumcunque locorum per regnum Francie constitutis, salutem etc... Cum nos dilectos filios — Dat. ut supra. »

In eumdem modum principibus, ducibus, etc... per regnum Angliae constitutis. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 nº ix fol. 5 recto.)

312

« *Eisdem cardinalibus.* Cum vos ad Francie et Anglie regna pro magnis et arduis negociis destinemus, nos cupientes ut eadem negocia prosperum sortiantur effectum, presentium vobis auctoritate concedimus ut statim vobis romanam curiam exeuntibus ita sit vobis et unicuique vestrum super eisdem negociis et eorum singulis et aliis omnibus que per speciales vobis commisimus litteras perpetuata potestas et jurisdictio attributa ac si super illis processus habitus extitisset. » (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 nº x fol. 5 recto.)

313

Eisdem cardinalibus mandat ut omnibus praelatis, principibus, ecclesiasticis ac saecularibus personis cujuscumque status vel dignitatis exstiterint, vetent regnum Franciae invadi vel offendi. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123, nº 5 recto.)

« *Eisdem.* Inter cetera quorum — Dat. ut supra. »

In eumdem modum pro regno Angliae. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 nº xii fol. 5 verso.)

314

Eisdem cardinalibus potestatem concedit archiepiscopos ceterosque praelatos et ecclesiasticas personas regnorum Franciae et Angliae convocandi eisque injungendi quae in utilitatem negotiorum viderint esse opportuna. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 nº xiii fol. 5 verso.)

« *Eisdem.* Cum vos ad Francie — Dat. ut supra. »

315

Eisdem cardinalibus potestatem concedit censuram ecclesiasticam et alias exercendi poenas in quoslibet religiosos qui in praedicationibus quaedam dicere contra pacis tractatus praesumerent. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123, nº xiv, fol. 5 verso.)

« *Eisdem.* Cum vos ad Francie — Dat. ut supra. »

316

Eisdem cardinalibus familiaribusque eorum concedit ut cum personis majoris excommunicationis sententia innodatis loqui et participare possint dummodo ex hoc negotiorum ipsis commissorum prosecutio speretur felicior proventura. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 nº xx fol. 8 recto.)

« *Eisdem.* Cum vos ad Francie — Dat ut supra. »

317

Archiepiscopis, episcopis omnibusque personis ecclesiasticis mandat ut dictos cardinales benigne recipiant eisque in securum conductum et vectiones opportunas consulant. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 nº xxi fol. 8 recto.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis etc...* Cum dilectos filios — Dat. ut supra. »

318

Eisdem cardinalibus facultatem concedit recipiendi in regno Franciae procurationes majores quas unus cardinalis apostolicae Sedis legatus vel nuntius in dicto regno percipere consueverit. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 nº xxii fol. 8 recto.)

« *Eisdem.* Cum vos ad regnum — Dat. ut supra. »

319

Eisdem cardinalibus potestatem concedit cogendi praelatos et alias personas ecclesiasticas ad instruendos rebus necessariis nuntios eorum quos dictis negotiis duxerint destinandos. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 nº xxiv fol. 8 verso.)

« *Eisdem.* Cum vos ad Francie — Dat. ut supra. »

320

Eisdem cardinalibus privilegio concedit ut quotiens ipsis vel eorum alteri in solemnibus colloquiis et congregationibus publicis verbum Dei proponere contigerit, possint audientibus

vere poenitentibus et confessis unum annum et xl dies de injunctis poenitentiis misericorditer relaxare. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123, n° xxv fol. 8 verso.)

« *Eisdem.* Cum vos ad Francie — Dat. ut supra. »

321

Eisdem cardinalibus privilegio concedit ut quotiens ipsis vel eorum alteri, in missarum solenniis verbum Dei proponere vel in eorum praesentia ab alio curare proponendum contigerit, possint unum annum et xl dies audientibus relaxare. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° xxvi fol. 8 verso.)

« *Eisdem.* Cum vos ad Francie — Dat. ut supra. »

322

Eisdem cardinalibus privilegio concedit ut possint divina officia celebrare aut celebranda curare in locis ecclesiastico interdicto suppositis. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° xxvii fol. 8 verso.)

« *Eisdem.* Cum vos ad regna — Dat. ut supra. »

323

Eisdem cardinalibus privilegio concedit ut possint celebrare aut celebranda curare missarum solennia ante solis ortum. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123, n° xxviii fol. 8 verso.)

« *Eisdem.* Cum vos ad regna — Dat. ut supra. »

324

Eisdem cardinalibus privilegio concedit ut possint confessorem eligere qui eorum confessionem audita, eisdem poenitentiam injungat salutarem beneficiumque absolutionis impendat. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123, n° xxix fol. 9 recto.)

« *Eisdem.* Cum vos ad regna — Dat. ut supra. »

325

Bertrando diacano cardinali potestatem concedit quatuor clericis officium tabellionatus tribuendi. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° xxxiii fol. 9 verso.)

« *Dilecto filio Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinali, apostolice Sedis nuncio.* Cum te et dilectum — Dat. ut supra. »

326

Petro presbytero cardinali similem gratiam concedit. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° xxxiv fol. 9 verso.)

Dilecto filio Petro tituli Sancte Praxedis presbitero cardinali, apostolice sedis nuncio. Cum te et dilectum — Dat. ut supra. »

327

Eisdem cardinalibus potestatem concedit censuram ecclesiasticam exercendi contra homines qui in ipsos aut familiares ipsorum injuriam fecerint. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° xxxv fol. 9 verso.)

« *Eisdem.* Cum vos ad Francie — Dat. ut supra. »

328

Eisdem cardinalibus facultatem concedit absolvendi juxta formam Ecclesiae incolas regnorum Franciae et Angliae qui vim adhibuerint clericis, dummodo satisfecerint. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° xxxvi fol. 9 verso.)

« *Eisdem.* Cum vos ad regna — Dat. ut supra. »

329

Eisdem cardinalibus facultatem concedit commutandi vota incolarum utriusque regni, certis votis exceptis. (Litt. de curia. Reg. Vat. 124 n° xxxvii fol. 9 verso.)

« *Eisdem.* Cum vos ad regna — Dat. ut supra. »

330

Eisdem cardinalibus potestatem concedit puniendi falsarios litterarum apostolicarum. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° xxxviii fol. 10 recto.)

« *Eisdem.* Cum vos ad Francie — Dat. ut supra. »

331

Eisdem cardinalibus facultatem concedit dispensationem tribuendi decem personis regnorum Franciae et Angliae quarto consanguinitatis vel affinitatis gradu conjunctis. (Litt. de curia. REG. VAT. 123 n° XL fol. 10 recto.)

« *Eisdem.* Cum vos ad Francie — Dat. ut supra. »

332

Eisdem cardinalibus potestatem concedit dispensationem tribuendi personis ecclesiasticis regni utriusque quae ignoranter sacros ordines ab archiepiscopis aut episcopis excommunicatis receperint. (Litt. de curia. REG. VAT 123 n° XLI fol. 10 recto.)

« *Eisdem.* Cum vos ad regna — Dat. ut supra. »

333

Eisdem cardinalibus potestatem concedit dispensationem tribuendi praelatis et personis ecclesiasticis utriusque regni quae excommunicatae sacros receperint ordines et in illis ministraverint. (Litt. de curia. REG. VAT. 123 n° XLII fol. 10 recto.)

« *Eisdem.* Cum vos ad regna — Dat. ut supra. »

334

Eisdem cardinalibus potestatem concedit dispensationem tribuendi praelatis et personis ecclesiasticis quae in alios excommunicationis sententiam sine scriptis tulerint neque a divinis abstinuerint. (Litt. de curia. REG. VAT. 123 n° XLIII fol. 10 recto.)

« *Eisdem.* Cum vos ad regna — Dat. ut supra. »

335 Avignon, 24 juin 1337.

Guillemum de Brosse rogat ut sese interponat ne rex Franciae regem Angliae aggrediatur. (Litt. clausa. REG. VAT. 132 n° CLXXVII f° 49 recto.)

Venerabili fratri Guillelmo archiepiscopo Senonensi. Attentis pacis et unitatis inter carissimos in Christo filios nostros Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres commodis et dissensionis discriminibus diligenti meditatione pensatis, pacem vigere, hujusmodi extirpatis odiorum et rancorum vepribus, desiderabiliter affectamus. Ideoque die date presentium ordinavimus de consilio fratrum nostrorum et communi eorum consideratis negocii circunstanciis concordia, dilectos filios Petrum tituli Sancte Praxedis presbiterum et Bertrandum Sancte Marie in Aquiro diaconum cardinales ad partes illas propterea tanquam pacis angelos destinandos. Sane cum commotiones bellicose, si, quod absit, interim fierent exasperare possent negocium vel pacis reddere dificiliorem tractatum, fraternitatem tuam rogamus et hortamur attente quatinus una cum venerabili fratre nostro Petro archiepiscopo Rothomagensi cui super hoc scribimus, ac aliis de quibus tibi expedire videbitur, apud regem eundem Francie ut ab hujusmodi commotionibus et aliis processibus desistere velit, interim cures efficaciter interponere partes tuas, nobis super hiis et aliis que nuncianda de partibus illis cognoveris nichilominus rescripturus. — Datum Avinione, VIII kalendas julii, anno tertio. »

Super eodem « *Venerabili fratri Petro archiepiscopo Rothomagensi.* Externa die receptis — Dat. ut supra. » (Litt. clausa. REG. VAT. 132 n° CLXXVIII f° 49 verso.)

336 Avignon, 24 juin 1337.

Petri Burgundionis nuntii apostolici adventum Philippo regi Franciae significat eumque rogat ne regem Angliae aggrediatur. (Litt. clausa. REG. VAT. 132 n° CLXXXI f° 50 verso.)

Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri. Non sine magna mentis amaritudine animique dolore percepto quod pacis hostis humani generis inimicus ibi fortius sua venena diffundere satagens ubi se amplius existimat obfuturum, si te, fili carissime ac carissimum in Christo filium nostrum Edwardum regem Anglie illustrem, duris invicem suscitatis odiis et rancoribus studuit commovere, quod ad offensiones mutuas et hostiles insultus vos periculose nimium disponitis hinc et inde. Nos attendentes quod ex talibus commotionibus bellicis, senes, pupilli, orphani, vidue ac pauperes innoxii consueverunt opprimi non leviter et affligi, ex quorum oppressionibus Deus qui juxta dictum profeticum adjutor est eorum, graviter irritatur, lapsus quoque rerum, strages corporum, animarum amarius plangenda pericula et alia non facile numeranda nec reparanda discrimina subsequuntur, et propterea quominus hujusmodi periculis et scandalis ex tuis et regis ejusdem commotionibus

formidandis per quos si, quod absit, procederent non absque detrimento tuo ac regis prefati et aliorum multorum animarum non parum offenderetur Altissimus, obviare salubribus procuremus remediis, desistere vel differre ulterius salva conscientia, ne sanguis qui effunderetur innoxius possit a Deo requiri de nostris manibus non valentes, habita deliberatione cum fratribus nostris et de ipsorum consilio, dilectos filios nostros Petrum tituli Sancte Praxedis presbiterum et Bertrandum Sancte Marie in Aquiro diaconum cardinales ad te fili dictumque regem Anglie ac partes illas propterea ordinavimus destinandos, sperantes in Eo qui pacis est Auctor et humane salutis Amator, quod per eorum solertiam et providentiam circunspectam in agris tuis ac ejusdem regis mentium, sic pacis Deo grate jacientur semina fructus uberes productura, quod sicut estis nexu sanguinis et affinitatis conjuncti, sic remanebitis caritate concordes et animorum indempnitate uniti, subductis dispendiosis periculis quibuscumque. Sane cum prefati cardinales cum acceleratione qua possunt commode suum preparent ad partes predictas accessum, et novitates presertim bellicorum insultuum, si fierent, quod absit, interim hujusmodi pacis exasperarent vel forsan tubarent negocium aut difficiliorem redderent tractatum hujusmodi, serenitatem rogamus regiam et per Dei misericordiam obsecramus quatinus ad tue salutem anime respiciens eique prospiciens in hac parte ac tua et tuorum commoda ex pace provenientia et dispendia que comminantur probabiliter guerrarum fremitus consideranter attendens, regium ad pacem predictam abilites animum et disponas, ab hujusmodi novitatibus quousque memorati cardinales illuc, Deo duce, applicuerint, penitus abstinendo. Porro quia id propter illa que premisimus insidet admodum cordi nostro, dilectum filium magistrum Petrum Burgondionis de Romanis, thesaurarium Ecclesie Laudunensis, capellanum nostrum, causarum nostri palacii auditorem, exhibitorem presentium ad tuam et prefati regis cui similiter super hiis scribimus presentiam providimus premittendum, quem benigne pro nostra et apostolice Sedis reverentia recipiat regia benivolentia quesumus et audiat diligenter, eique suam super hiis voluntatem sicut viderit expedire declaret ut a rege predicto Anglie obtinere valeat illud idem, ipsi nichilominus nuntio de securo conductu, sicut oportunum extiterit, providendo. — Datum Avinione, VIII kalendas julii, anno tertio. »

In eumdem modum, verbis competenter mutatis, *Edwardo regi Anglie.* — Dat. ut supra. (Lit. clausa. Reg. Vat. 132 nº CLXXXII fº 50 verso.)

337 Avignon 26 juin 1337.

Omnibus archiepiscopis, praelatis ceterisque personis ecclesiasticis mandat ut magistro Petro Burgundionis de Romanis, thesaurario Laudunensi, causarum palatii auditori, pro quibusdam arduis negotiis ad Franciae et Angliae partes misso, de conductu velint consulere et eidem quatuor florenis auri singulis diebus numerent. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 nº CLIII fº 46 verso.)

« *Venerabilibus fratribus universis archiepiscopis et episcopis et dilectis filiis etc... etc...* Cum dilectum filium — Dat. Avinione, VI kalendas julii, anno tertio. »

338 Avignon 28 juin 1337.

Robertum regem Siciliae solutum facit de VIII^m unciarum auri ab eodem romanae Ecclesiae pro annuo censu, festo apostolorum Petri et Pauli, debitarum. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 nº CXLI fº 41 recto.)

« *Eidem regi.* Cum annis singulis — Dat. Avinione, IV kalendas julii, anno tertio. »

339 Avignon 7 juillet 1337.

Sacristae Ecclesiae Ebredunensis et gardiano ordinis Fratrum Minorum Ebredunensi mandat ut moneant castellanum de Rama Ebredunensis dioecesis ne ultra certum terminum administrationem hospitalis pauperum de Caturicis retineat; nisi autem obedierit eum apud Sedem apostolicam personaliter citent. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 nº CLIX fº 48 recto.)

« *Dilectis filiis.. sacriste Ecclesie Ebredunensis et gardiano Fratrum ordinis Minorum Ebredunensi.* Nuper exposito coram — Dat. Avinione, nonis julii, anno tertio. »

340 Avignon 12 juillet 1337.

Robertum regem Siciliae rogat ut injurias a gentibus regiis in civitate Ferentina contra rectorem Campaniae commissas, corrigat et emendet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 nº CCXI fº 61 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.*

Insinuante dilecto filio — Dat. Avinione, iv idus julii, anno tertio. »

341 Avignon 13 juillet 1337.

Affirmat a se Reginaldum II Gueldrensem et Guillelmum V Juliacensem comites juramento fidelitatis nullatenus absolutos esse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 nº CLXXVIII fº 50 verso. — *Vatikanische Akten*, p. 172 nº 1885.)

« *Eidem regi Francie.* Suggestum tibi, fili carissime, ab aliquibus fore intelleximus hiis diebus, quod nos dilectos filios nobiles viros.. Guelrensem et.. Juliacensem comites absolveramus a juramentis fidelitatis et aliis quibus tue celsitudini sunt astricti, quodque quidam episcopus anglicus repertus in Burgundia vel Lotharingia fuerat qui litteras nostras apostolicas carissimo in Christo filio nostro Edwardo regi Anglie illustri directas portabat, asserens nichil posse sibi carum existere dummodo non aperirentur littere hujusmodi, donec ad regem pervenissent predictum. Sane regiam excellentiam volumus indubitanter tenere, quod super relaxatione vel absolutione juramentorum predictorum nec per ipsos comites vel eorum alterum nec per alios verbis vel litteris nobis extitit supplicatum, quod si factum fuisset, nequaquam audivissemus aliquem vel aliquos, parte regia non vocata, sicut nec facere super facto ville Magelinie volumus, ut regalis circumspectio non ignorat. De prefato autem episcopo dicimus quod, prout a cancellaria nostra didicimus, idem episcopus qui per dictum regem Anglie molestari dicebatur in suis et Ecclesie sue juribus, litteras nostras recommendatorias super hoc ad regem ipsum obtinuit quas secum forsitan deferebat. Nescimus tamen si penes ipsum vel quosvis alios false reperiantur littere, quia frequenter audimus falsarios litterarum nostrarum in diversis partibus reperiri; verumtamen cum intercipiuntur false littere, de facili cognoscuntur et maxime cum omnes et singule littere tam patentes quam clause que per nostram cameram transeunt registrentur; utinam, fili dilectissime, qui talia falsa et mendosa tibi suggerere satagunt et per ea vel similia, caritatis et amoris vinculum quod viget inter nos et eamdem Ecclesiam ac te, fili, turbare vel disrumpere suis nequis machinationibus moliuntur, ad detrimentum tuum venando lucra propria non aspirent; ideoque rogamus serenitatem regiam et in Domino attentius exhortamur quatinus a linga tercia que quietem sibi credentibus non dimittit precavens prudenter et caute, talibus suggestionibus veritatem in aliquo non habentibus nequaquam accommodas de cetero credulas aures tuas, de nobis tenendo firmissime quod in justicia et veritate constanter, gratia nobis assistente divina, esse intendimus, nec reperies duplicitatem in nobis. Porro prefatis regi Anglie, comiti Juliacensi et Ludovico de Bavaria per diversas nostras scribimus litteras, quarum tenores nuntii tui missi ad presentiam nostram novissime regie celsitudini exhibebunt. — Datum Avinione, III idus julii, anno tertio. »

342 Avignon, 14 juillet 1337.

Petrum Rogerii rogat ut voluntatem regis Franciae de missione nuntiorum apostolicorum attentet eamque Papae enuntiet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 nº CLXXIX fº 49 verso.)

« *Eidem archiepiscopo Rothomagensi.* Imposuisse tibi, frater, dudum inter cetera meminimus cum esses in nostra presentia constitutus, ut si forsan pacis et caritatis emulo procurante, inter carissimos in Christo filios nostros .. Francie et .. Anglie reges illustres, guerram suscitari, sicut tunc verebatur, contingeret, prefato regi Francie si nos ad procurandam mitigationem vel sedationem guerre hujusmodi per viam pacis vel treugarum ad partes illas nostros nuntios mitteremus, minime displiceret, tu prescita super hiis voluntate regis ejusdem cujus zelamus honorem et commodum, nos inde certiores efficere procurares. Sane quia id per te nondum factum extitit et mora in hac parte videtur periculum allatura, fraternitatem tuam solicitandam duximus et hortandam quatinus nos de hiis certificare nec differas ulterius nec ommittes. Datum Avinione II idus julii anno tertio. »

Item in eumdem modum *venerabli fratri Guillelmo archiepiscopo Senonensi.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 nº CLXXX fº 50 recto.)

343 Avignon, 18 juillet 1337.

Philippo regi Franciae significat se magistrum Stephanum Alberti et Petrum Andree canonicos Parisienses, nuntios regios, recepisse eisque respondisse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 nº CLXXXIIII fº 51 recto.)

« *Eidem regi Francie.* Solite benignitatis affectu — Dat. Avinione, xv kalendas augusti, anno tertio »

344 Avignon, 19 juillet 1337.

Capitulo Lugdunensis Ecclesiae mandat sub certis poenis ut Berengarium Merelli et Willelmum de Mansestria Tholosanae et Lichfeldensis dioeceseon de adulteratione litterarum apostolicarum damnatos, quos violenter servientibus apostolici carceris abstulerunt, omni dilatione cessante restituant. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° vii.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Lugdunensis, salutem.* Non sine admiratione — Dat. Avinione, xiv kalendas augusti, anno tertio. »

345 Avignon, 21 juillet 1337.

Officiali Viennensi mandat ut, diligenti quaestione facta de nominibus illorum qui violenter duos falsarios praedictos abstulerunt, terminum eis dicat intra quem in apostolicum conspectum veniant. (Litt. de curia. Reg. Vat. 123 n° viii.)

« *Dilecto filio . . officiali Viennensi, salutem, etc...* Non sine admiratione — Dat. Avinione, xii kalendas augusti, anno tercio. »

346 Avignon, 1er août 1337.

Ramundo de Naulonis mandat ut de praepositura saeculari de Bariolo, de prioratibus de Mosteriis et de Revesto, Forojuliensis, Regensis et Aquensis dioeceseon, de praecentoria Forojuliensi necnon de omnibus prebendis Forojuliensis et Aquensis Ecclesiarum quas olim bonae memoriae Arnaldus Sancti Eustachii diaconus cardinalis obtinuit, inquirat et referat an tempore dicti cardinalis aedificia et bona horum beneficiorum prosperata aut deteriorata fuerint. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 n° ccxiv f° 62 verso.)

« *Dilecto filio magistro Raymundo Naulonis archidiacono Aquensi.* Relatio fidedignorum — Dat. Avinione, kalendis augusti, anno tertio. »

347

« *Dilecto filio magistro Raymundo de Chameraco, canonico Ambianensi.* » Super eodem de prioratibus de Catusio et de Lenticio Caturcensis dioecesis, ac canonicatu, praebenda et archidiaconatu de Sancto Sereno in Ecclesia Caturcensi. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, n° ccxv f° 62 verso.)

348

« *Dilecto filio Raymundo de Moreriis preposito Ecclesie Arelatensis.* » Super eodem de prioratu de Caderossa, de Bellicadro et de Bedoyno ordinis Sancti Benedicti Avinionensis, Arelatensis et Carpentoratensis dioeceseon. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, n° ccxvi f° 62 verso.)

349

« *Dilecto filio Helie Manhani canonico Xanctonensi.* » Super eodem de canonicatu, praebenda et archidiaconatu Xanctonensibus et de prioratu de Maserayo, ordinis sancti Templi Jerosolimitani, Xanctonensis dioecesis. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, n° ccxvii f° 62 verso.)

350

« *Dilecto filio Guillermo Medici canonico Ilerdensi.* » Super eodem de Ecclesia de Podiotetrico et de Podioviridi, Carcassonensis et Mirapiscensis dioeceseon. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, n° ccxviii f° 63 recto.)

351

« *Dilecto filio Bernardo Vaquerii archidiacono Gaujagensi in Ecclesia Vasatensi.* » Super eodem de prioratu de Alairaco et decanatu de Moyraco ordinis Cluniacensis, Condomiensis dioecesis. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, n° ccxx f° 63 recto.)

352

« *Dilecto filio Raymundo de Caunis canonico Turonensi.* » Super eodem de canonicatu, praebenda et archidiaconatu Ecclesiae Turonensis. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, n° ccxxi, f° 63 recto.)

353

« *Dilecto filio magistro Arnaldo Regis archidiacono Cameracensi, capellano nostro.* » Super eodem de canoni-

catu, praebenda et archidiaconatu de Brosselis. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, n° ccxxii f° 63 recto.)

354

« *Dilecto filio Guillermo Rufi canonico Aniciensi.* » Super eodem de prioratibus de Salviaco, de Angeyrolis et de Banassaco Claromontensis et Mimatensis dioeceseon ac archidiaconatu Ecclesiae Mimatensis. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, n° ccxxiii f° 63 recto.)

355

Avignon, 5 août 1337.

Philippum de Cambarlhaco delegat ad pacem inter Aymonem comitem Sabaudiae et Humbertum Viennensem dalphinum reconciliandam. (Litt. de curia. Reg. Vat. 124 n° viii.)

« *Dilecto filio Philippo de Cambarlhaco archidiacono Gandensi in Ecclesia Tornacensi, capellano nostro, salutem.* Gratum votis nostris redditur plurimum et acceptum quod dilecti filii nobiles viri Aymo comes Sabaudie et Humbertus dalphinus Viennensis quos nexus proxime consanguinitatis adjungit, abhorrentes continuare discordias quas olim hostis humani generis inter progenitores eorum sparsisse dinoscitur et etiam nutrivisse, quinimo sano ducti consilio se ac successores et subditos suos indissolubilis caritatis glutino ac perpetue concordie vinculo conjungere disponentes, concordibus animis ad invicem conceperunt ut, discordiarum causis evulsis radicitus inter eos, ipsi dictique successores et subditi ac terre ipsorum regantur in pace et sub cultu justitie gubernentur, et conceptum hujusmodi laudabilem deducentes in actum, pacem et concordiam sub certis modis et conditionibus inivecrunt certisque obligationibus vallaverunt easdem, confectis exinde publicis instrumentis, ac dilectis filiis nobilibus viris Antonio de Claromonte domino de Bastida militi et Amblardo domino Bellimontis legum doctori Gratianopolitane diocesis commiserunt ut dubia si qua emergerent circa limites vel alias quomodolibet declararent, ac deinde perspicatiori consilio cupientes quod premissa per eos inita, ut prefertur, et alia quecunque circa illa restant agenda, auctoritate apostolica fultiantur, per eorum patentes litteras cognitioni, ordinationi, dispositioni et omnimode voluntati nostre seu missi nostri quem ad hoc duxerimus specialiter destinandum se voluntarie submiserunt, dantes nobis expressam et plenariam potestatem quod per nos seu missum nostrum possimus loca eorum contentiosa dividere eorumque fines pro nostro beneplacito limitare, attribuendo et concedendo uni de jure alterius et quod alter detinet, vel e contra, in totum vel in partem, vel compensando unum locum cum alio de illis super quibus est controversia, vel de aliis jurisdictionis eorum et in locis contentiosis vel que contentiosa esse possent novos limites ponendo vel antiquos inibi declarando, dictaque loca contentiosa ad manum nostram vel ejusdem missi ponendo nostri, reducendo et tenendo ut premissa ducantur celerius ad effectum, et nonnulla alia circa hec potestati nostre et ejusdem missi nostri specialiter et expresse commiserunt et etiam concesserunt, prout in predictis litteris eorundem in publicam formam redactis ipsorumque sigillis munitis nobis directis quarum tenores de verbo ad verbum presentibus inseri fecimus, plenius et seriosius continetur : nos igitur eorumdem comitis et dalphini laudabile in hac parte propositum plurimum in Domino commendantes ac potestatem super premissis nobis traditam acceptantes eorumque propositum ad plenum effectum deduci per apostolice solicitudinis studium cupientes, de tue quoque circumspectionis industria ac fidelitatis constantia et diligentia in magnis et arduis comprobata, plenam et specialem in Domino fidutiam obtinentes, te ad comitatum Sabaudie et Dalphinatum tanquam pacis angelum et concordie zelatorem providimus destinandum. Quocirca discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ad Comitatum et Dalphinatum predictos te personaliter conferens et habens pre oculis solum Deum, milite ac doctore predictis et aliis quos ad hec videris evocandos [evocatis], premissa omnia et singula attenta et expressa in litteris memoratis ac contingentia et connexa et pertinentia ad illa auctoritate apostolica solicite, fideliter et prudenter exequaris in omnibus via regia incedendo, contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo, testes autem qui fuerint nominati si se gratia, odio vel timore subtraxerint censura simili, appellatione cessante, compellas veritati testimonium perhibere, non obstante si eisdem comiti et dalphino vel quibusvis aliis communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod excommunicari, suspendi vel interdici non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem.

Tenor autem dictarum litterarum ejusdem comitis talis est : Sanctissimo in Christo Patri ac clementissimo domino suo domino Benedicto divina providentia sancte romane ac universalis Ecclesie Summo Pontifici, Aymo comes Sabaudie cum recomendatione se ipsum ad pedum oscula beatorum. Licet olim inter magnificos viros dalphinos Viennenses ex una parte, me ac predecessores meos comites Sabaudie ex altera ac valitores utriusque partis fuerint diversarum altercationum multimode questiones exorte, ex quibus innumera scandala sequebantur, quia tamen Rex pacificus pia miseratione disposuit sibi subditos fore pacificos et modestos, cujus dispositioni et vicariorum ipsius ac sancte matris Ecclesie volo tanquam obedientie filius inherere, pacis federa ego et presens magnificus vir nepos meus carissimus dalphinus Viennensis nostris temporibus inivimus et inter nos et successores nostros esse cum perseverantia affectamus, subditos nostros et terras nostras universas sub cultu pacis et justitie cupientes inperpetuum gubernari prout de eadem pacis concordia sub certis modis et conditionibus latius patet per publica instrumenta per utrumque nostrum vallata et ad eterne rei memoriam confirmata, dubia vero si qua exinde emergerent declaranda circa limites vel alias quoquomodo commisimus quilibet nostrum per suas patentes et certi tenoris litteras nobilibus viris dominis Amblardo domino de Bellomonte doctori legum et Anthonio de Claromonte domino Bastite fideli ac consiliario meo, militibus. Verum quia ille hostis humani generis suis perversis et ineffrenatis astutiis non cessat pervertere viam pacis, procurans lapsus rerum et animarum ac corporum plangenda pericula, propter quod aliquotiens clara esse in dubium revocantur, ad Sanctitatem Vestram ego recurro quam Deus ipse tanquam singularis sufficientie universis orbis regimini ceteris anteponit, subiciens me cognitioni, ordinationi dispositioni et omnimode voluntati vestre vel alterius ad hoc per vos missi et specialiter destinati, promittens per firmam stipulationem notario infrascripto stipulanti nomine vestro vel missi vestri vel cujuslibet alterius vel quorumcunque interest vel interesse poterit in futurum tenere et servare imperpetuum quicquid per Sanctitatem Vestram vel per illum quem ad hoc Sanctitas Vestra mittet dictum ordinatumve fuerit, etiam juris ordine non servato et quacunque solemnitate juris vel facti obmissa, videlicet ut per vos vel prefatum missum possitis loca contentiosa dividere et super eorum finibus pro vestre voluntatis beneplacito limitare vel attribuendo et concedendo uni de jure alterius et quod alter detinet, vel e contra, in totum vel in partem, vel compensando unum locum cum alio de illis super quibus esset controversia vel aliis sub mea jurisdictione contentis, et in dictis locis contentiosis vel que contentiosa esse possent novos limites ponere vel antiquos declarare; item predicta loca quoquomodo contentiosa ad manum vestram vel missi vestri ponere, reducere et tenere, et ut celerius predicta ad effectum perducantur precipio et do in mandatis omnibus ballivis, castellanis, gardiatoribus sive quibuscunque aliis offitialibus meis necnon prefatis commissariis dominis Amblardo et Anthonio ut videlicet super hiis et ea tangentibus vobis vel predicto misso per vos pareant efficaciter et intendant, volens quod possit ipse missus vester auctoritate vestra et etiam per me sibi concessa quam ex nunc sibi concedo, solus, secundum suam veram conscienciam limitare et predicta omnia et singula per se facere et etiam expedire ubi predicti commissarii secum non concordarent; item volo et consentio ut vos vel predictus missus possitis articulos pacis nondum per utramque partem vel alteram partium adimpletos hinc et inde facere adimpleri et firmiter observari, potestatem habentes obscura et dubia declarandi et interpretandi; si dictus missus vester circa hoc in aliquo dubitaret vel non posset alias concordare, predictis commissariis per ipsum consultis et requisitis, relationem faciat super hoc vobis domino nostro Summo Pontifici qui possitis eadem disponere et declarare, corrigere, interpretari, augere vel minuere et alias ordinare prout vobis placuerit et Sanctitati Vestre visum fuerit expedire. Ego enim predicta promitto et juro ad Sancta Dei Evangelia observare nec contra venire per me vel alium seu alios quoquomodo tacite vel expresse et facere a meis universis subditis et quibuslibet aliis ea pro posse inviolabiliter observari; item volo quod prefatus missus per vos potestatem habeat in premissis compellendi me vel quoscunque alios tam prefatos commissarios dominos Amblardum et Anthonium remediis juris videlicet, per sententias excommunicationis per ipsum ferendas vel alias prout Vestre placuerit Sanctitati et eidem videbitur expedire, et eadem auctoritate possit idem missus compellere circa premissa testes veritati testimonium perhibere; item placeat eidem Sanctitati Vestre dare potestatem predicto misso vestro dispensandi super aliquibus juramentis prestitis alias per me in monte de Emmont super limitationibus. Datum et actum ut supra apud Pontem Yndis, in castro meo, assistentibus michi

dilectis fidelibus et consiliariis meis dominis Johanne domino Corgeronis, Aymone de Verdone, Theraco de Septimo, militibus, Guichardo Favelli cancellario meo, Johanne de Montaugio, et Johanne de Montegelato juris peritis, Johanne Marescalci domicello, Johanne Albi capellano meo, Aymone Lupi, Nicoleto de Muxiaco et Thoma Pontie infrascripto clericis meis, sub sigillo meo, die XVIIII mensis julii anno dominice nativitatis M°CCC°XXXVII°. Et ego Thomas Pontie de Ripol, diocesis Taurinensis, imperiali auctoritate publicus dictique domini comitis Sabaudie notarius specialis, predictis omnibus vocatus et rogatus interfui et predicta scripsi et in eorum testimonium me subscripsi et signum meum apposui consuetum.

Tenor vero dictarum litterarum ejusdem dalphini talis est : Sanctissimo in Christo Patri ac clementissimo suo domino Benedicto divina providentia sancte romane ac universalis Ecclesie Summo Pontifici, Humbertus dalphinus Viennensis cum recomendatione se ipsum. Licet olim inter magnificos viros comites Sabaudie ex una parte me et predecessores meos dalphinos Viennenses ex altera ac valitores utriusque partis fuerint diversarum altercationum multimode questiones exorte, ex quibus innumera scandala sequebantur, quia tamen Rex pacificus... etc... etc... (*ut supra*) in monte de Emmont super limitationibus jam factis. Precipiens ego dictus .. dalphinus tibi notario infrascripto et te requirens quod de predictis conficias unum et plura et tot quot habere voluero et necessaria fuerint omnibus quorum interest et interesse poterit publica instrumenta. Actum et datum apud Bellumvidere in Royanis, diocesis Gratianopolitane, anno Domini M.CCC.XXXVII, indictione V, die XVII mensis julii, presentibus et assistentibus dicto domino dalphyno, ac vocatis testibus ad premissa videlicet reverendis in Christo patribus dominis Henrico de Vilariis Dei gratia episcopo et comite Valentino et Diensi, Johanne eadem gratia episcopo Tigniensi (?), Johanne de Ginyaco abbate Sancti Regneberti, venerabili viro fratre Humberto de Balina preceptore Sancti Pauli, nobilibus viris dominis Humberto domino de Vilariis, Guidone de Givoleta domino Neriaci militibus, Nicholao Constantii domino Castrinovi de Bordeta, Bertrando Eustachii militibus et legum doctoribus, Henrico de Drenis et Guillelmo bastardo illustris domini Johannis dalphini Viennensis bone memorie, militibus, Amblardo domino Bellimontis, Pontio Clari, Johanne de Sancto Valerio legum doctoribus, Johanne Humberti, Johanne de Chissiaco canonico Gebennensi, juris peritis, Johanne de Pontiaco thesaurario Dalphinatus archidiacono Capuano, cum appensione sigilli dicti domini dalphini in testimonium premissorum. Et ego Humbertus Pilati de Buxia clericus Gratianopolitane diocesis, imperiali et regia auctoritate notarius publicus, de precepto dicti domini dalphini et ad ejus requisitionem predicta omnia legi et publicavi coram testibus suprascriptis eaque notavi et hoc instrumentum recepi, scribi feci et in hanc publicam formam et in eo manu propria me subscripsi et signum meum apposui consuetum.

Datum Avinione, nonis augusti, anno tertio. »

356 Avignon 8 août 1337.

Approbat rationes quas reddidit Johannes episcopus Avinionensis, thesaurarius. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 n° CXXXIV f° 66 recto.)

Venerabili fratri Johanni episcopo Avinionensi, thesaurario nostro. Etsi nos qui ex apostolice servitutis officio sumus omnibus in justicia debitores, illam ignotis et extraneis etiam interdum favorabiliter exhibemus, eis tamen quorum devota fidelitatis jugiter experimur obsequia debemus existere super hiis que rationis suadet equitas magis prompti. Sane, tua coram nobis exhibita peticio continebat, quod tu qui receptor camere nostre proventuum et eorum que pro nobis, hospicio et familiaribus nostris incumbunt oportuna et necessaria, dispensator et administrator a nobis deputatus existis, de omnibus per te nostro et camere predicte nomine receptis, expensis et solutis per totum unum annum integrum de octava mensis januarii pontificatus nostri anno secundo incoatum, et die octava mensis ejusdem proxime preteriti anno revoluto integro terminatum, coram venerabili fratre Gasberto archiepiscopo Arelatensi camerario nostro et dilectis filiis Guillelmo de Bos preposito et Johanne de Amelio archidiacono Forojuliensi ac Guillermo de Petrilia Aniciensis necnon Michaele Ricomanni Valentine canonicis Ecclesiarum, clericis prefate camere, rationes tuas particulariter et distincte sicut omnia per partes scripta sunt in tuis et clericorum predictorum regestris seu cartulariis, ponere ac reddere prudenter et fideliter curavisti, per quas rationes diligenter auditas et examinatas computasti et ostendisti te recepisse toto anno predicto quo supra nomine, que secuntur, videlicet : de censibus Ecclesie romane debitis et visitationibus preter illud quod de censibus hujusmodi pervenit ad collegium venerabilium fratrum nostro.

rum ejusdem Ecclesie cardinalium quadraginta quinque milia quingentos quinquaginta unum florenos auri, quatuordecim solidos, quinque denarios turonensium grossorum argenti, sex denarios julhatorum, quinque solidos monete Basiliensis, tres denarios coronatorum; — item de emolumento bulle duo milia ducentos sexdecim florenos auri, viginti septem regales auri, tres denarios ad agnum auri, octuagintatres libras, quinque solidos, decem denarios turonensium grossorum argenti; — item de communibus serviciis prelatorum solutis anno predicto triginta milia septingentos nonaginta duos florenos auri, triginta solidos, undecim denarios coronatorum; — item de diversis rebus viginti duo milia quinquaginta duos florenos, mille centum triginta tres denarios ad agnum de auro, duo milia ducentos triginta tres regales auri, quindecim parisienses auri, triginta tres libras, quatuordecim denarios turonensium grossorum argenti, triginta duas libras, octo solidos, decem denarios julhatorum, quadraginta duas libras, septem solidos, unum denarium turonensium parvorum, centum quinque libras decem octo solidos, unum denarium coronatorum, tresdecim libras, quindecim solidos, obolum argenti, centum quindecim marchas, quinque uncias, medium quarterium, sexdecim denarios et viginti grana auri de Palhola ad pondus avinionense, unum calicem de lapide dicto agathes cum pede et patena de argento; — item a collectore in Anglia et partibus circumpositis deputato novem milia septingentos viginti novem florenos auri, viginti tres denarios sterlingorum; — item a diversis collectoribus aliis in diversis partibus quatuor milia quadringentos quindecim regales auri, mille ducentos quinquaginta unum agnos auri, sex milia octingentos nonaginta quinque florenos, quinquaginta octo parisienses auri, quatuor denarios ad cathedram, viginti unum solidos, sex denarios turonensium grossorum argenti, sex solidos, undecim denarios turonensium parvorum, viginti solidos julhatorum argenti, tres denarios coronatorum; quorumquidem acceptorum est universalis hec summa centum decem septem milia ducenti triginta quinque floreni auri, duo milia trecenti octuaginta septem agni auri, sex milia sexcenti septuaginta quinque regales auri, septuaginta tres parisienses auri, quatuor denarii auri ad cathedram, centum decem octo libre, duo solidi, undecim denarii turonensium grossorum argenti, triginta tres libre, novem solidi quatuor denarii julhatorum argenti, tresdecem libre, quindecim solidi, obolus, argenti, viginti tres denarii sterlingorum, centum quinquaginta libre, tres solidi, sex denarii tam coronatorum quam turonensium parvorum, quinque solidi Basiliensium, centum quindecim marche, quinque uncie, medium quarterium, sexdecim denarii, viginti grana auri de Palholia ad pondus avinionense, unus calix de lapide agathes cum pede et patena de argento.

Rursus computasti et ostendisti per rationes predictas te anno predicto expendisse ac solvisse pro nobis, hospicio et familiaribus nostris que secuntur, sicut in dictis regestris seu cartulariis sunt omnia particulariter prout melius fieri potuit designata, scilicet : pro expensis necessariis coquine nostre cum provisione lignorum et expensis cervorum et aliorum silvestrium ac carnium salsarum et olei tria milia quadringentos septuaginta quinque florenos auri, quinque libras, undecim solidos, octo denarios coronatorum; — item pro expensis et necessariis panatarie nostre ducentos septuaginta quatuor florenos auri, decem novem solidos, sex denarios coronatorum; — item pro expensis et necessariis buticularie nostre cum provisione vinorum quadraginta florenos auri, quadringentos septuaginta regales auri, sexaginta agnos auri, sex libras, obolum argenti, viginti sex libras, quinque solidos quatuor denarios, obolum, tam turonensium parvorum quam coronatorum; — item pro expensis et necessariis marescalle equorum nostrorum cum provisione avene, feni et palearum, reparatione quadrigarum et emptione quatuor mulorum mille septuaginta novem florenos auri, sexaginta unum denarios ad agnum de auro, quinquaginta unum solidos, decem denarios, obolum turonensium parvorum et coronatorum; — item pro pannis stivalibus domicellorum nostrorum et folraturis et tonsura dictorum pannorum necnon factura quorumdam vestimentorum sacerdotalium mille septem florenos auri, viginti tres denarios turonensium grossorum argenti; — item pro multis ornamentis ecclesiasticis et aliis ceteris usibus nobis necessariis et oportunis necnon aurea rosa facta pro dominica qua cantatur « Letare Jerusalem » que fuit infra dictum annum octingentos decem octo florenos et medium, viginti duos denarios turonensium grossorum argenti, quinquaginta unum solidos coronatorum, quinque uncias argenti ad pondus avinionense, unum annulum de auro cum lapide de saphiro pro rosa predicta; — item pro diversis libris et scripturis nostris septuaginta novem florenos auri, quatuor solidos, tres denarios turonensium grossorum argenti, triginta unum solidos, decem denarios coronatorum; — item pro edificiis palacii apostolici Avinionensis anno predicto viginti novem milia qua-

dringentos viginti tres florenos auri, centum viginti regales auri, centum quinquaginta sex libras, decem octo solidos turonensium grossorum argenti, quinquaginta unam libras julhatorum argenti, quiquaginta duas libras, tres solidos, septem denarios coronatorum; — item pro plumbo, cerico et cordis ad opus bulle quadraginta quatuor florenos auri, septuaginta duos solidos, undecim denarios turonensium grossorum argenti, undecim denarios coronatorum; — item pro vadiis extraordinariis et armaturis mille quinquaginta novem florenos auri, tresdecim solidos, octo denarios coronatorum; — item pro quibusdam aliis extraordinariis, cera, speciebus ad opus hospicii nostri, donis per nos factis et compositionibus certis tria milia quadraginta tres florenos auri quingentos quadraginta septem denarios auri ad agnum, quatuor solidos turonensium grossorum argenti, duos julhatos argenti, sex libras, decem solidos, tres denarios, obolum coronatorum; — item pro stipendiis familie nostre solutis anno predicto triginta sex milia quingentos septem florenos auri, quinquaginta octo solidos, un(e)decim denarios turonensium grossorum argenti, octuaginta novem libras, quinque solidos, quatuor denarios Valosiorum, quindecim solidos octo denarios coronatorum; — item pro possessionibus et censibus possessionum ipsarum emptis ad opus palacii apostolici supradicti novem milia quingentos septuaginta unum florenos auri, duodecim solidos coronatorum; — item pro dono per nos dato seu subsidio facto carissimo in Christo filio nostro.. regi Armenie contra infideles ac elemosinis aliis factis ac pro pauperibus de Pinhola et aliis decem octo milia trecentos duodecim florenos auri, v° septem denarios auri ad agnum, III^m^ trescentos LX regales auri, XXVII solidos, XI denarios turonensium grossorum argenti, decemnovem solidos, tres denarios julhatorum argenti, quinquaginta quinque libras, quinque solidos, obolum tam coronatorum quam turonensium parvorum; quorum omnium expensorum et solutorum predictorum est summa universalis que sequitur, videlicet : centum quatuor milia septingenti triginta unus floreni auri et medius, mille centum septuaginta quinque denarii auri ad agnum, tria milia nongenti quinquaginta regales auri, centum sexaginta quinque libre, novem solidi, novem denarii turonensium grossorum argenti, quinquaginta una libre, decem novem solidi, quinque denarii julhatorum argenti, sex libre obolus argenti, centum quinquaginta quinque libre, XII solidi, V denarii, obulus coronatorum, LXXXVIII libre, V solidi, quatuor denarii Valosiorum, quinque uncie argenti ad pondus avinionense, unus annulus de auro cum lapide de saphiro. Cumque demum, facta deductione de omnibus premissis receptis, solutis et expensis pro dicto tempore, sicut superius est expressum, per calculationem solertem super premissis de mandato nostro factam per eosdem camerarium et clericos summas que secuntur ultra expensa et soluta hujusmodi esse penes te residuas seu restantes appareat manifeste, videlicet : duodecim milia quingentos tres florenos et medium auri, mille ducentos duodecim denarios ad agnum auri, duo milia septingentos viginti quinque regales, septuaginta tres parisienses auri, tres denarios auri ad cathedram, septem libras quindecim solidos obolum argenti, viginti tres denarios sterlingorum argenti, quinque solidos Basiliensium, centum quindecim marchas, quinque uncias, medium quarterium, sexdecim denarios, viginti grana auri de Palholia ad pondus avinionense, unum calicem de lapide agathes cum pede et patena de argento; tuque summas ipsas restantes, ut prefertur, et expressas proxime in moneta predicta nobis duxeris realiter et manualiter assignandas, constetque ulterius per rationes predictas quod dicta camera pro hiis que in monetis infrascriptis expendisti anno predicto plusquam recepisses de illis, tibi tenetur in quadraginta septem libris sex solidis decem denariis turonensium grossorum argenti, decem solidis, uno denario julhatorum argenti, quinque libris, octo solidis, undecim denariis, obolo turonensium parvorum seu coronatorum, quadraginta novem libris, quinque solidis, quatuor denariis Valosiorum, quinque unciis argenti ad pondus avinionense et uno annulo de auro cum lapide de saphiro, nobis humiliter supplicasti ut providere tuis indempnitatibus super hiis de benignitate apostolica dignaremur : nos igitur, facta nobis super hujusmodi tuis rationibus per prefatos camerarium et clericos relatione plenaria et fideli, volentes quod summas proxime dictas tibi, ut prefertur, debitas de pecuniis dictam cameram nostram tangentibus possis recipere, super quibus recipiendis plenam et liberam tibi concedimus facultatem dictasque rationes quas fideles et veras merito reputamus gratas, ratas et acceptas habentes, te, tuos et bona tua de predictis expensis et solutis nobisque, ut perfertur, per te realiter assignatis, absolvimus in perpetuum tenore presentium et quitamus, volentes ac eciam decernentes quod tu vel heredes tui de premissis receptis, solutis et expensis et assignatis alicui vel aliquibus rationem imposterum nequaquam reddere teneamini, nec tu aut heredes seu bona predicta pro eis vel eorum aliquibus possitis

ab aliquo vel aliquibus quomodolibet imposterum molestari. Nulli ergo etc... — Datum Avinione, vi idus augusti, anno tercio. »

357 Avignon, 13 août 1337.

Omnibus archiepiscopis, episcopis ceterisque personis ecclesiasticis mandat ut Philippo de Cambarlhaco archidiacono Gandensi, ad partes Dalphinatus et comitatus Sabaudiae misso, de securo conductu velint consulere et eidem tres florenos auri singulis diebus numerent. (Litt. de curia. REG. VAT. 124 f° 4 verso.)

« *Universis fratribus archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis electis, ablatibus... etc... etc...* Cum dilectum filium — Dat. Avinione, idibus augusti, anno tertio. »

358 Avignon, 28 août 1337.

Roberto regi Siciliae significat se litteras ejus de obitu Frederici regis Trinacriae facientes mentionem accepisse, nuntiisque regiis viva voce respondisse. (Litt. clausa. REG. VAT. 132, n° CCXLIV f° 72 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Presentatas nobis — Dat. Avinione, v kalendas septembris, anno tertio. »

359 Avignon, 28 août 1337.

Capitulo generali Cisterciensis ordinis mandat ut constitutiones de reformatione ipsius ordinis editas tenaciter observari faciant, abbati monasterii Bolbonae Mirapiscensis dioecesis fidem adhibeant super rebus nomine Papae exponendis, precesque pro Sede apostolica et sancta Ecclesia Deo omnipotenti effundant. (Litt. clausa. REG. VAT. 132, n° CCXLV f° 72 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo generali Cisterciensi.* Quia vestrum ordinem — Dat. Avinione, v kalendas septembris, anno tertio. »

360 Avignon, 29 août 1337.

Raimundo de Chameraco et Pontio de Pereto mandat ut reservationem Ecclesiae Albiensis per obitum bonae memoriae Petri episcopi vacantis, ad notitiam capituli ipsius Ecclesiae deducentes, bona defuncti episcopi exigant et recipiant ac sub manu apostolica conservent. (Litt. patens. REG. VAT. 132, n° CCXLVI f° 72 verso.)

« *Dilectis filiis magistro Raymundo de Chameraco Ambianensis et Pontio de Pereto Carnotensis Ecclesiarum canonicis.* Deducto noviter — Dat. Avinione, iv kalendas septembris, anno tertio. »

361 Avignon, 5 septembre 1337.

Gasberto du Val archiepiscopo Arelatensi mandat ut ex bonis mobilibus bonae memoriae Ademari episcopi Massiliensis, Bernardo Amelii canonico Albiensi nepoti dicti episcopi relaxet summam necessariam ad pias dispositiones defuncti complendas; illa autem quae superfuerint Johanni episcopo Avinionensi thesaurario Papae assignet. (Litt. patens. REG. VAT. 132, n° CCLI f° 74 recto.)

« *Venerabili fratri Gasberto archiepiscopo Arelatensi, camerario nostro.* Te referente nuper — Dat. Avinione, nonis septembris, anno tertio. »

Eadem epistola inter litteras de curia invenitur. (REG. VAT. 124, n° XVI f° 6 recto.)

362 Avignon, 10 septembre 1337.

Guillermo Medici mandat ut exigendum et recipiendum curet censum annuum a quibuslibet personis in Narbonensi, Tholosana et Auxitana provinciis, romanae Ecclesiae debitum. (Litt. patens. REG. VAT. 132, n° CCLIII f° 76 verso.)

« *Dilecto filio Guillermo Medici canonico Ilerdensi, apostolice Sedis nuncio.* Cum nonnulli venerabiles — Dat. Avinione, IIII idus septembris, anno tertio. »

363 Avignon, 17 septembre 1337.

Bertholdo de Bucheck episcopo Argentinensi mandat ut quoslibet fabricatores quarumdam litterarum sub nominibus romanorum pontificum nequiter confectarum, secundum canonicas sanctiones judicio persequatur. (Litt. de curia. REG. VAT. 124, n° XV f° 6 recto.)

« *Venerabili fratri . . archiepiscopo* (sic) *Argentinensi.* Pridem receptis litteris — Dat. Avinione, XV kalendas octobris, anno tertio. »

364 Avignon, 20 septembre 1337.

Guillermo Medici mandat ut bona quondam Bernardi Tardivi decani Ecclesiae Sancti Pauli de Fenolhadesio Electensis dioe-

cesis in proprias manus faciat omnino assignari; una cum curatoribus testamenti, dicti Bernardi debita et legata ad pias causas solvat, atque famulos remuneret; illud autem quod superfuerit conservet. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, nº CCLXXIX fº 80 verso.)

« *Dilecto filio Guillermo Medici canonico Ilerdensi.* Olim tempore felicis — Dat. Avinione, XII kalendas octobris, anno tertio. »

365 Avignon, 20 septembre 1337.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 132, nº CCLXXI fº 76 recto.)

« *Dilecto filio Petro tituli Sancte Praxedis presbitero cardinali, apostolice Sedis nuncio.* Tuas, fili, litteras nobis per tuum notarium presentatas per quas ea que per te ac dilectum nostrum Bertrandum Sancte Marie in Aquiro diaconum cardinalem collegam tuum super negocio per nos vobis commisso gesta erant tunc temporis nobis grata utique nunciasti benigne recepimus, et contenta in eis intelleximus diligenter, volentes ut ulterius tu et idem collega non ponendo vos in viis juris sed semitis quantum super hiis poteritis pacificis juxta datam a Deo vobis prudenciam procedatis, nobis que inde feceritis, quociens oportunum cognoveritis, rescripturi

Datum Avinione, XII kalendas octobris, anno tertio. »

366 Avignon, 25 septembre 1337.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut apud Philippum regem Franciae expostulent de injuriis quas nonnulli officiales regii personis ecclesiasticis intulerant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132, nº CCV fº 37 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Grata sunt nobis que hactenus vos egisse percepimus super negocio reformande pacis inter carissimos in Christo filios nostros . . Francie et . . Anglie reges illustres, solicitudini vestre commisso, vos solicitantes attente quatinus in eodem ulterius sic operosis studiis juxta datam a Deo vobis prudentiam laborare curetis, quod Illo donante qui pacis est auctor et humane salutis amator, desiderati ex vestris laboribus proveniant fructus pacis. Rursus quibusdam referentibus, displicenter audivimus hiis diebus, quod nonnulli qui se prefati regis Francie comissarios asserunt, per diversas regni sui partes discurrentes velociter, tam prelatos quam quasvis alias inferioris status ejusdem regni personas ecclesiasticas, etiam singulariter ad contribuendum memorato regi pro guerris suis et certum impendendum de bonis et proventibus ecclesiasticis subsidium, modis et viis insolitis et alias inauditis ac juri et rationi obviis, per minas et terrores feroces, inducere seu compellere moliuntur. Nos igitur attendentes quod talia, que de conscientia dicti regis nequaquam prodire credimus, si quod absit procederent, in gravem divine Majestatis offensam, animarum periculum, derogationem libertatis ecclesiastice notabilem, contemptum Sedis apostolice prefatique regis salutis, honoris et fame detrimentum non modicum redundaret, volumus quod vos premissa sicut expedire videritis exponentes, eidem ex parte nostra suadere curetis ut hiis que premisimus et aliis que sue possunt circumspectioni circa hec occurrere in piam et providam considerationem adductis, talia sic indecenter fieri non permittat. — Dat. Avinione, VII kalendas octobris, anno tertio. »

367 Avignon, 25 septembre 1337.

Robertum regem Siciliae solutum facit de IIII[m] unciarum auri ab eodem Ecclesiae romanae, festo beati Michaelis pro censu annuo debitarum. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, nº CCCXXXIII fº 97 recto.)

« *Eidem regi.* Cum ad solvendam — Dat. Avinione, VII kalendas octobris, anno tertio. »

368 Avignon, 29 septembre 1337.

Rebus a Petro et Bertrando cardinalibus bene gestis gaudet, eosque ad prosequendum diligenter hortatur. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132, nº CCXVI fº 87 verso.)

« *Eisdem cardinalibus.* Leto recepimus animo vestras litteras, nobis die date presentium presentatas, quarum lectione cor nostrum eo majori perfusione gaudii fuit repletum quo carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem velle viam pacis ingredi, litterarum ipsarum series apertius denotabat. Siquidem continebatur in eis et quibusdam cedulis interclusis in illis quod rex ipse ob nostram et apostolice Sedis ac vestram reverentiam voluit et mandavit quod per gentes suas in Vasconia existentes.

a tertio vel quarto die mensis octobris proximo futuri usque ad instantem festivitatem Nativitatis dominice, ab ulteriori excutione ordinationis sue super ponendo ducatum Aquitanie ad manum suam realiter dudum facte, ac invasione hostili carissimi in Christo filii nostri Edwardi regis Anglie illustris et ejus gentium, nisi per regem eundem Anglie seu gentes suas adversus prefatum regem Francie ipsiusque gentes fieret primitus invasio, cessetur omnino, et hoc idem fiat per amiratum et gentes per ipsum regem Francie ad tenendum in mari navale stolium deputatos, dummodo per gentes prefati regis Anglie in terris sepefati regis Francie ac illustris .. regis Scocie medio tempore non detur insultus, certis aliis appositis conditionibus in predictis litteris et cedulis seriosius comprehensis, vestram igitur solertem et circumspectam solicitudinem plurimum super hiis in Domino commendantes, vos licet solicitos amplius solicitamus attente quatinus ceptum ferventer circa reformationem pacis inter prefatos Francie et Anglie reges mutue, per quam saluti animarum regum ipsorum et aliorum innumerabilium Christi sanguine redemptorum providebitur ac animarum et corporum periculis variis lapsibusque rerum, si Deus pacem ipsam dederit, obviabitur, laudande solicitudinis vestre studium non tepescat, ut ex laboribus vestris fructus votivi vobisque apud Deum meritorii sicut desideranter appetimus colligantur, demum regi predicto Francie, eum commendando in hac parte sicut expedire vidimus per litteras nostras tam super predictis quam quibusdam aliis, scribimus oportunas. — Dat. Avinione, III kalendas octobris, anno tertio. »

369 Avignon, 3 octobre 1337.

Philippi regis Franciae litteris cum gaudio acceptis, ejus secundam voluntatem laudat eumque invitat ut consilia cardinalium pacifica sequatur. (Litt. clausa. REG. VAT. 132 n° CCCVII f° 88 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Super hiis que continebantur in diversis litteris regiis missis nobis novissime, quas consueta benignitate recepimus, celsitudini regie breviter respondemus. Primo namque per duas litteras sub data diei decimiseptimi mensis septembris proxime preteriti, regia circumspectio nobis scripsit quod visis litteris nostris quas sibi sui nuntii redeuntes de romana curia presentarant necnon relatione nuntiorum ipsorum super hiis que nos imposueramus eisdem ac transcriptis litterarum aliarum per nos carissimo in Christo filio nostro Edwardo regi Anglie illustri ac Ludovico de Bavaria et quibusdam aliis transmissarum, diligentius intellectis, ea que super absolutione illorum comitum de Alamannia et quibusdam litteris predicto regi Anglie directis a nobis et penes quendam episcopum in partibus Burgundie seu Lotaringie repertis, mendaciter fuerant auribus regiis instillata, omnino repererat regia providentia destitui veritate, affectionem sinceram quam ad te, fili carissime, si te dictumque regnum non diligeremus, sicut pro certo sincere diligimus dilectione, non confinxissemus nec confingeremus exterius quia quo ad te vel quosvis etiam alios duplicitate uti ex proposito nec scivimus hactenus nec sciremus, et hanc de nobis te fiduciam gerere volumus quanquam quandoque forsan aspere vel invective super hiis que saluti, honori et commodis tuis nobis videbantur obvia, paterno more scripserimus hactenus et scribere si et cum oportunum, decens et necessarium viderimus, que quesumus benigne audias, presertim cum talia scripta non ex odii fonte sed potius ex dilectionis et caritatis fonte prodeant, intendamus. Tertia vero littera sub data diei vicesimi quarti mensis predicti confecta mentionem inter cetera faciebat qualiter prudentia regia nuntios quos ad nostram presentiam super facto Ludovici predicti destinare disposuerat, postmodum ex causis in litteris ipsis expressis retinendos providerat, nisi a nobis aliud faciendum super hoc videretur, et insuper quomodo dilectos filios nostros Petrum tituli Sancte Praxedis presbiterum et Bertrandum Sancte Marie in Aquiro diaconum cardinales, apostolice Sedis nuntios, honorificencia condigna receperat, pacienter et benigne audiverat et applicando cor suum ad pacem et concordiam una cum rege prefato Anglie reformandam, favorabiliter eis responderat et nichilominus eorum salutaribus monitis atcquiescens (*sic*), ob nostram et dicte Sedis ipsorumque cardinalium reverentiam duxerat ordinandum quod per gentes tuas in Vasconia existentes a tertio vel quarto die presentis mensis octobris usque ad instantem festivitatem Nativitatis dominice ab ulteriori executione ordinationis regie super ponendo ducatum Aquitanie realiter ad manum suam dudum facte ac prelibati regis Anglie ipsiusque gentium invasione hostili nisi per eum vel gentes suas adversus te gentesque tuas primitus fieret invasio, cessaretur omnino, et hoc idem quo ad desistendum ab invasione hujusmodi per amiratum et alias gentes, a te fili, ad tenendum in mari navale stolium

deputatos, mandares fieri, dummodo per gentes supradicti regis Anglie in tuis et . . illustris regis Scocie terris medio tempore hostilis non daretur insultus, cum certis conditionibus aliis in predictis litteris regiis seriosius comprehensis. Porro, fili amantissime, quia non videmus quod dictus Ludovicus, licet nobis hiis diebus utendo abusive imperiali titulo scripserit juxta formam quam continet cedula presentibus interclusa, tractatum ceptum super sua reconsiliatione ad unitatem sancte matris Ecclesie a qua se reddidit suis peccatis et delictis exigentibus alienum, intendat prosequi de presenti, non credimus expediens propterea regios nuntios ad nostram presentiam destinari, sed si eum cujus facta et dicta parum appreciamda sunt ob inconstanciam scilicet in abrumpendo concordie tractatu, eo sic in statu dampnationis notabilis constituto, illuminaret Dominus eumque velle destinare nuntios ad procurandam reconsiliationem hujusmodi audiremus, tue curaremus e vestigio magnificencie nunciare. Verumtamen satis expediens crederemus quod aliquis esset in curia pro parte regia cum quo, si casus hujusmodi continuari posset tractari negocium quousque nuntii regii advenissent, ne nobis aut tibi posset impedimentum vel retardatio quomodolibet imputari, et interim si occurant tibi aliqua super hiis nuncianda nobis, tua sublimitas scribere poterit et nos, si nobis forte innotuerint talia vel similia, tibi curabimus sicut oportunum extiterit etiam intimare. Rursus super receptione predictorum cardinalium et responsione Deo ac nobis grata plurimum super propositis et requisitis ab eis postmodum sicut tam serie predictarum litterarum regiarum quam insinuatione prefatorum cardinalium didiscimus (*sic*) subsecuta, regalem providentiam cum graciarum actionibus multipliciter in Domino commendamus, eam attentius deprecantes quatinus pacis inenarrabilia commoda et guerrarum discrimina quibus pacis auctor graviter offenditur consideranter attendens, tuum laudabile Deoque gratum conceptum ad pacis et concordiam propositum, predictorum cardinalium exhortationibus acquiescendo nichilominus viis et modis honestis et expedientibus, prosequaris. — Dat. Avinione, v nonas octobris, anno tertio. »

370 Avignon, 13 octobre 1337.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut Edwardum regem Angliae videant, si ullo modo fieri possit, priusquam citra mare transeat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 n° cccx f° 89 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nuntiis.* Series litterarum vestrum alterius nobis noviter patefecit quod licet vobis pro utiliori prosecutione negocii reformande pacis inter carissimos in Christo filios nostros . . Francie et . . Anglie reges illustres dissidentes invicem sollicitudini vestre commissi, disponentibus in Angliam proficisci, prefatus rex Francie memoratum regem Anglie citra mare infra paucos dies asseruerit transiturum, vos tamen, habito cum eodem rege Francie colloquio et comeatu ab ipso recepto, versus mare pro transfretando in Angliam dirigitis, si Dei gracia previa commode poteritis, gressus vestros; sane, filii, plurimum hujusmodi pacis negocio expediens crederemus si antequam se moveret de regno suo rex idem Anglie, ipsum adire commode valeretis. Considerandum enim est, quod postquam rex ipse transisset et sumptus propterea fecisset nimios, nequiret faciliter absque aliqua confusione redire, nec forsan permitteretur a Theutonicis libere qui eum libenter ut ejus possent exaurire pecunias habundantius, incitarent ad guerram, et sic tractatus pacis hujusmodi difficilior redderetur, cicius enim sintilla ignis extinguitur quam dum est vento flante in flammam magnam et consumptivam accensa. Verumtamen si rex ipse transiturus esset, sicut ab aliquibus fertur de proximo aut evidens personis vestris super accessu ad eum periculum immineret, nolumus quod talibus vos exponatis periculis seu quod inutiliter ubi regis predicti transitus existeret, ut prefertur, sic proximus, laboretis : ideoque nos provide circumspectioni vestre in hac parte comittimus, Domino humiliter supplicantes ut vos sua benignitate et misericordi clementia dirigat et conservet; que autem super hiis et aliis vobis rescribenda occurrerint, nobis sicut oportunum cognoveritis, nuncietis. — Dat. Avinione, III idus octobris, anno tertio. »

371 Avignon, 19 octobre 1337.

Philippo regi Franciae suadet ut marcham contra subditos Roberti regis Siciliae tollat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 n° cccix f° 89 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Cum sicut intelleximus carissimus in Christo filius noster Robertus rex Sicilie illustris super tollendis seu suspendendis marchis seu represaliis a te, fili carissime, contra ejusdem regis subditos ex eo sicut

fertur concessis, quia merces quorumdam mercatorum subditorum tuorum una cum nonnullis bonis Siculorum rebellium dicti regis in quadam galea paciente casu fortuito naufragium existentibus, in partibus regni Sicilie capte fuisse dicuntur, tue magnificencie preces efficaces porrigat, nichilominus offerendo se cujusvis via sublata litigii sed solum indagata substancia veritatis super restitutione dictarum mercium celerem eisdem mercatoribus justiciam exhibere, celsitudinem regiam attentius deprecamur quatinus quot mala ex talibus marchis seu represaliis aut sub pretextu earum, non absque Dei offensa cum graventur et opprimantur innocentes, exinde sepius committuntur, quodque inter ceteros mundi catholicos principes, rex prefatus tuus utique avunculus, tibi et regno tuo, fili dilectissime, utilis admodum potest esse, et insuper quod regis ipsius subditi nobis et romane subsunt Ecclesie tuique devoti existunt, in considerationem deducere regalis providentia non ommittens, se circa sublationem seu suspensionem marcharum seu represaliarum predictarum velit pro divina et apostolice Sedis ac nostra reverentia regisque consideratione prefati reddere liberalem, ita quod proinde digne laudis attollatur preconiis memoratumque regem astringat sibi propterea fortius ad commoda et honores. — Datum Avinione, xiv kalendas novembris, anno tertio. »

371 Avignon, 29 octobre 1337.

Petro de Montespertuli et Guidoni Guidonis mandat ut, examinata quaestione facta contra Franciscum Juliani, Michaelem de Parietibus et quosdam alios qui episcopum Biterrensem imagines cereas adversus Johannem Papam XXII confecisse dixerunt, justitiam ministrare studeant. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 n° cccxliii f° 100 verso.)

« *Dilectis filiis Petro de Montespertuli archidiacono de Lunatio Biterrensis et Guidoni Guidonis utriusque juris professori, precentori Lemovicensis Ecclesiarum.* Ad ausus nefarios — Dat. Avinione, iv kalendas novembris, anno tertio. »

372 Avignon, 31 octobre 1337.

Quidquid egerunt Petrus et Bertrandus cardinales de negotiis commissis, recte actum esse putat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132, n° cccxvii f° 93 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus.* Ad litteras vestras nobis missas continentes quod postquam de Parisiis recessistis proficiscentes versus Ambianum, litteras nostras tangentes reges Francie et Anglie super facto regalie et Ecclesiarum oppressione receperatis, et quia tantum processeratis in itinere quod si vos contigisset ad eundem regem Francie retrocedere, super ipsarum litterarum nostrarum materia locuturos, principalis negocii prorogata materia extitisset, vos confisi de circumspectione, legalitate et industria venerabilium fratrum.. Senonensis, et.. Rothomagensis archiepiscoporum, dictarum litterarum transcriptum sub nostris sigillis inclusum una cum litteris vestris miseratis eisdem ipsis, inter cetera injungentes ut super contentis in eis penes dictum Francie regem insisterent loco vestri, providentiam vestram plurimum in Domino commendamus. Non enim fuerat intentionis nostre cum dictas litteras vobis misimus vestrum retardare vel impedire super facto principali progressum, sed sicut per aliam litteram nostram clausam quam cum dictis litteris simul vobis misimus potuistis colligere, intentionis nostre fuerat et existit circa executionem illarum, illa per vos fieri que vobis expedientia viderentur; et quia comuniter creditur sicut dicte etiam vestre littere continebant quod idem rex Anglie sit ad partes sismarinas celeriter transiturus, credimus plurimum expedire quod vestrum ad partes Anglie quantum magis sine periculo poteritis festinetis accessum ut presentia vestra preveniat absentiam dicti regis et ideo ad id per vos celeriter peragendum nobis sollicitis sollicitudinem duximus adjungendam. — Dat. Avinione, ii kalendas novembris, anno tertio. »

373 Avignon, 5 novembre 1337.

Johanni de Coiordano thesaurario suo mandat ut Arnaldo Isarni canonico Lodovensi qui miserias incolarum Narbonensis, Agathensis et Biterrensis dioceseon propter sterilitatem messium et vindemiarum perscrutatus est, pro illorum sustentatione iiii^m florenorum auri assignet. (Litt. patens. Reg. Vat. 132 n° cccxlv f° 101 recto.)

« *Venerabili fratri Johanni episcopo Avinionensi, thesaurario nostro.* Pro utiliori sustentatione — Dat. Avinione, nonis novembris, anno tertio. »

374 Avignon, 6 novembre 1337.

Philippo regi Franciae insidias in eum a Ludovico de Bavaria et ab Edwardo rege Angliae comparatas patefacit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132, n° cccxi, f° 89 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Volentes serenitatem regiam que ad nostram deducta sunt hiis diebus super factis Alamannie noticiam, ut previsionis premuniri clipeo super eis cautius valeat, non latere, illa sibi cedula interclusa presentibus seriosius indicabit. Ideoque regalis circunspectio contentis in eadem cedula, tam super rumoribus ad nos hiis diebus perlatis quam aliis que subjunguntur in ipsa cedula plenius intellectis, providam et maturam deliberationem habeat et de remediis provideat oportunis, ad illa que placibiliora divine Majestatis oculis ac utiliora et expedientiora christianitati, et tibi fili carissime, considerata et attenta qualitate presentis temporis fuerint, regium animum quesumus applicando.

Datum Avinione, VIII idus novembris, anno tertio. »

Sequitur tenor cedule incluse in prescripta littera prefato regi directa.

« Hec que sequntur nobis hiis diebus preteritis sunt relata. Primo videlicet quod solennes tractatus sunt habiti ut Ludovico de Bavaria juri romani Imperii per eum usurpato cedente sibique regno Alamannie retinente dataque sibi propterea magna pecunie quantitate, per electores seculares non modicis pecuniarum summis mediante, rex Anglie in regem romanum promovendum in Imperatorem eligatur, vel quod idem rex Anglie hiis vel aliis modis exquisitis ad Imperium et etiam regnum Alamannie assumatur.

Item quod si hec de facili fieri non valerent, quod idem rex Anglie deputetur ad vitam suam irrevocabiliter vicarius regni Alamannie pro parte inferiori ut propter vicinitatem te, fili carissime, regnumque tuum Francie possit oportunius et fortius impugnare.

Item quod pro predictis complendis, magna de diversis pecuniarum summis et aliis rebus pretiosis facta sunt deposita et certi obsides etiam assignati et alii ulterius assignandi.

Item quod quasi omnes principes Alamannie seculares, excepto .. rege Boemie illustri, contra te, fili ac domum et regnum tua fecerunt colligationes et confederationes diversas in quibus inter cetera infrascripta contineri dicuntur, scilicet quod ipsi, suis coordinatis viribus et potentiis, ad agrediendum, invadendum et offendendum te, domum et regnum predicta viriliter, quod non sinat Altissimus, se accingant.

Item quod propter hoc indeficienter, continue ac complete teneant magnum in terra galeatorum, et in mari vasorum navalium numerum, diversis ad id deputatis pecuniarum quantitatibus, quorum pars aliqua deberet de Anglia ministrari.

Item quod si aliquis de Alamannia in tuum vel regni tui subsidium se conferret, ad talis necnon domini sui sub quo teneret terram suam si in hoc modo aliquo consentiret, exhereditationem et destructionem perpetuam, sublata spe restitutionis, principes procederent supradicti.

Item quod ille qui a dictis ligis se, postquam esset inclusus in illis, subtraheret, ejusque uxor et liberi darentur in dispersionem et destructionem perpetuam, annotatis bonis omnibus et domino sub cujus dominio maneret ipse subtrahens, applicatis.

Item quod hujusmodi confederationes et lige durare debeant ad vitam Ludovici et filiorum ejus, regis Anglie predictorum ipsiusque regis filii successoris in regno ac principum prefatorum et filiorum suorum qui eis immediate succedent, ita quod etiam si dicte lige per Sedem apostolicam dissolverentur et juramenta super eis prestita relaxarentur, ipsi colligati vigore promissionum et penarum temporalium adjectarum in eis, tenaciter observarent easdem, ab illis propterea nullatenus discessuri.

Item quod nec unus nec plures ipsorum pacem tecum facere vel alias concordare possint nisi omnes et singuli consentirent super hoc et in concordia includerentur eadem.

Item quod ad premissa firmius et tenacius observanda, magne affinitates inter nonnullos Anglicos et Teutonicos deberent invicem contrahi per copulas conjugales.

Habita siquidem a relatore premissorum qui se scire rei geste seriem asserebat informatione certiori quam potuimus super eis et cum aliquibus ex fratribus nostris sancte romane [Ecclesie] cardinalibus, honoris et commodi regii zelatoribus fervidis, diligenti et secreta deliberatione previa, quia nescimus an predicta sic seriose fuerint ad noticiam regalem deducta, ea tibi patefacere providimus ut mature deliberationis et oportune provisionis possit per te consilium et remedium adhiberi. Preterea, excellentiam regiam volumus non latere quod nuper dictus Ludovicus, sub imperiali titulo quo abusive utitur, respondendo quibusdam litteris nostris dudum sibi directis quarum transcriptum tunc regie magnitudini misimus, inter cetera nobis scripsit quod ipse contra pactiones, promissiones et pacta inter tuas et suas gentes tuo et suo nomine inita et juramenta inde prestita ex eo non videtur venisse, quia dicit quod prius multa bona et juria imperialia pro parte regia indebite fuerant occu-

pata et postmodum etiam ipse super reconsiliatione sua per te vel gentes tuas fuerat impeditus, et nichilominus subsequenter certa castra et fortalicia que in diocesi Cameracensi asserit ad Imperium pertinere in prejudicium Imperii extiterant regio nomine occupata, ad que recuperanda se teneri dicit astrictum, et subinferendo aliqua verba super unione olim facta inter Ecclesiam romanam et Imperium nos requirebat et monebat humiliter et instanter ut te salubribus monitis et piis exhortationibus ad restitutionem premissorum sibi et Imperio faciendam exhortari et inducere curaremus, quodque si hujusmodi monitis et exhortationibus acquiescere recusares, eidem super predictis repetendis assistere deberemus. Super hiis autem cum arroganter et presumptuose nimis scripserit et presertim te, fili dilectissime non vocando regem sed Philippum qui se dicit regem Francie, nullum sibi curavimus dare responsum, sed ea tibi providimus ut nichil te de hiis lateat nuntianda. Porro, licet presentate nobis die ultima proximi preteriti mensis octobris littere regie continerent quod nuntios venerabilis fratris nostri .. archiepiscopi Coloniensis usque ad adventum nuntii regii ad nostram destinandi presentiam retinere vellemus, quia tamen nuncii predicti qui antea in consistorio nostro constituti, prefatum archiepiscopum solenniter juramento medio excusantes quod noluerat quamvis importune requisitus fuisset se in ligis ponere contra te habitis, propter quod etiam timebat sibi et Ecclesie sue dampna non levia illatura, per nos qui eundem archiepiscopum de hiis que nobis suggesta circa dictas ligas fuerant, habuimus merito excusatum, licenciati extiterant ac etiam expediti, nec decens nec expediens vidimus eos ulterius retinendos et maxime quia imposuimus pro parte nostra . . Juliacensi comiti exponendum quod nec sibi nec Ludovico prefato nec principibus ac reipublice partium illarum expediebat quomodolibet sequi ea que super predictis tractata fore dicuntur, sed potius omnino desistere ab eisdem, multas rationes efficaces eis super hiis assignando, quas rationes et alia per nos sibi exposita in hac parte idem nuncii susceperunt dicto comiti fideliter et celeriter referenda, credentes verisimiliter, ut dixerunt, quod comes ipse qui magnam potestatem circa hec habere dicitur, nostris consiliis et exhortationibus hujusmodi acquiesceret.

Denique hiis que de pactis et colligationibus premissa sunt diligenter attentis, que nisi providentia divina que in sui dispositione non fallitur malis ex eis ut videtur conceptis clementer obviaverit, magnam turbationem christianitatis et effusionem christianorum sanguinis aliaque varia tam animarum quam personarum et rerum non facile numeranda, reparanda dispendia comminatur, et ex quibus si, quod avertat misericordiarum Dominus, procederent, grandiosa materia infidelibus catholice fidei hostibus pa raretur et luctus grandis mesticie christicolis merito donaretur, ad obviandum talibus illud videretur admodum multipliciter oportunum si dissidium inter te, fili dilectissime, dictumque regem Anglie ratione ducatus Aquitanie vel alias, hoste procurante humani generis, invicem suscitatum duceretur, per viam tractatus amicabilis et amicos communes et etiam si pacis auctor concederet, sopiretur, sicque rex ipse ad tuam dilectionem, unitatem et fidelitatem atraheretur dulciter et indissolubiliter firmaretur in illis, quoquidem rege sic tibi unito procul dubio extimamus quod Teutonici tibi regnoque tuo predicto nocere de facili, multis sibi super hoc necessariis defficientibus, non valerent; super quibus regalis circunspectio inclinando regium ad concordiam animum prudenter et consulte attendat et videat quid agendum. Demum vero cum emuli regii non solum ad invasionem regni sed ad offensionem persone regie tuique primogeniti aspirare dicantur, celsitudinem tuam cautam esse cupimus et attentam ut in omni actu qui possit contingere circa tuam et ejusdem primogeniti custodiam, operosam diligentiam, non exponendo te ac ipsum evidentibus periculis, adhibeas et facias jugiter adhiberi, nam te fili dictoque primogenito stantibus, etiam adversa si, quod absit, contingerent, possent cum Dei adjutorio et beneplacito reparari. »

375 Avignon, 6 novembre 1337.

Edwardo regi Angliae suadet ut omni foedere cum Teutonicis fracto, discordiam inter eum et regem Franciae ortam, per viam compositionis sedare procuret. (Litt. clausa. Reg Vat. 132 n° CCCXII f° 91 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Edwardo regi Anglie illustri.* Utinam, fili carissime, diligenter attenderes profundisque meditationibus et maturis deliberationibus ponderares in quot et quantis te spiritualibus et temporalibus periculis colligationes quas cum Teutonicis fecisse diceris, maxime si eis uti, quod absit, te contingeret implacarent, nec discutere ommitteres et in consistorium deduceres rationis quantum tibi, regno, terris et subditis esset expediens ut cum carissimo in

Christo filio nostro Philippo rege Francie illustri stabilis pacis et unitatis unireris vinculo ac vere caritatis et amicicie federe, sicut debitum exigit sanguinis, jungereris; ex hiis autem si ea tibi et sibi pacis auctor concederet vobis ac utriusque vestrum subditis pacis, quietis ac securitatis commoda varia procul dubio resultarent et cum ea evenire, dante Domino, posse credantur commodius et facilius si suscitatum inter te dictumque regem ratione ducatus Aquitanie vel alias, hoste procurante antiquo, dissidium agitaretur, per viam tractatus amicabilis, assumptis ad hoc amicis comunibus terminandum, regiam rogamus excellentiam et in Domino attentius exhortamur quatinus ad viam tractatus hujusmodi, si rex prefatus illam assumere ac prosequi voluerit, ommissis predictis periculosis colligationibus que magnam turbationem christianitatis et effusionem christianorum sanguinis aliaque tam animarum quam personarum et rerum gravia dispendia si, quod Deus avertat, deducerentur in actum probabiliter cominantur, taliter disponas animum regium et inclines quod turbationibus quas commovere non cessat, presertim inter sublimes personas, inimicus ille humani generis qui tela sue nequicie ibi jacere fortius satagit ubi se amplius obfuturum existimat cessantibus, prospera cuncta succedant, tuque fili dilectissime, provide apud Deum augearis meritis et apud homines dignis laudum preconiis attollaris. — Dat. Avinione, VIII idus novembris, anno tertio. »

376 Avignon, 6 novembre 1337.

(Litt. clausa. REG. VAT. 132 n° CCCXIII f° 91 verso.)

Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nuntiis. Intellectis infestis et displicibilibus rumoribus hiis diebus, ecce quod carissimis in Christo filiis nostris . . Francie et . . Anglie regibus illustribus scribimus juxta formam quam cedula continet presentibus interclusa. Quare vos, sicut et prout expedire cognoveritis, juxta datam a Deo vobis prudentiam curetis super eis interponere partes vestras, nobis que super hiis egeritis vobisque circa illa et alia occurrerint quando et quociens oportunum videritis nichilominus rescripturi.

Datum ut supra. »

377 Avignon, 10 novembre 1337.

(Litt. clausa. REG. VAT. 132 n° CCCXX f° 93 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Presentatas nobis novissime serenitatis regie litteras que de precibus ad multorum instantiam etiam sepius importunam nobis pro quorumdam promotione ad cardinalatus honorem porrectis hactenus faciebant inter cetera mentionem, affectu benigno recepimus et contenta in eis pleno collegimus intellectu, exinde circunspectam et providam devotionem regiam multipliciter in Domino commendantes.

Datum Avinione, IIII idus octobris, anno tertio. »

378 Avignon, 10 novembre 1337.

Petro Rogerii archiepiscopo Rothomagensi scribit de conservatione summarum pro passagio transmarino adhuc exactarum et de injuriis quae specie regaliae in regno Franciae Ecclesiis inferuntur. (Litt. clausa. REG. VAT. 132 n° CCCXXI f° 93 verso.)

« *Venerabili fratri Petro archiepiscopo Rothomagensi.* Benigne receptis fraternitatis tue litteris ultimo nobis missis et contentis in eis plenius intellectis, diligentiam quam notificando contenta in ipsis litteris utique nobis gratam adhibere curasti plurimum in Domino commendamus, volentes ut si procellosi presentis temporis turbine quiescente tranquillitatem fecerit pacis auctor, rationes certas et distinctas una cum aliis ad quos pertinet super receptis et expensis de decimis et aliis olim per Sedem apostolicam pro passagio transmarino concessis audire ac examinare diligenter procures; interim curam et diligentiam adhiberi nichilominus faciendo quod exacte pecunie de predictis et ille que de jocalibus dudum emptis de ipsis pecuniis, ut predicte continebant littere, habebuntur, sic conserventur integraliter, quod per modum mutui vel alias nulla contra formam ordinationis facte per dictam Sedem super hoc alienato subsequatur. Rursus utilius videtur et decentius quod cardinales nuntii nostri de oppressionibus et injuriis que pretextu regalie inferuntur, juxta litteras nostras eis directas et dirigendas etiam cum oportune poterunt carissimo in Christo filio nostro Philippo regi Francie illustri loquantur, verumtamen si te frater ac aliis quorum interest instantibus interim corrigerentur et revocarentur hujusmodi oppressiones et injurie, Deo ac nobis gratum existeret, conveniens esset justicie et salutiferum procul dubio anime dicti regis. — Datum Avinione, IV idus novembris, anno tertio. »

379 Avignon, 11 novembre 1337.

Quomodo exigendae sint procurationes cardinalibus legatis debitae, statuit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 132 nº cccxlviii fº 101 verso.

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Pridem vobis ambobus quos ad regnum Francie pro magnis et arduis negociis providimus destinandos, pro expensarum vobis incumbentium oneribus facilius supportandis, recipiendi vestra negociorum hujusmodi prosecutione durante, tam in presentia quam in absentia similes procurationes quas unus de cardinalibus sancte romane Ecclesie apostolice Sedis legatis vel nunciis in dicto regno Francie pro suis procurationibus recipere consuevit, que videlicet ad majorem summam ascenderent, a venerabilibus fratribus nostris archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, decanis, prepositis, archidiaconis, archipresbiteris et aliis Ecclesiarum prelatis et rectoribus ac ecclesiasticis personis, religiosis et secularibus, exemptis et non exemptis, per nostras certi tenoris litteras, ipsos prelatos et personas ecclesiasticas plenius exprimentes, necnon contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendi liberam concessimus inter alia facultatem. Nuper autem, ex conquestione gravi quamplurium prelatorum et aliarum personarum ecclesiasticarum certarum partium regni ejusdem percepimus quod vos seu executores per vos ad executionem collectionis seu exactionis ipsarum vobis debitarum procurationum specialiter deputati, nulla certa determinatione facta vel habita de majori summa hujusmodi juxta quam vobis procurationes deberent exhiberi predicte, eosdem prelatos et personas ecclesiasticas monuistis seu per executores predictos moneri fecistis ut procurationes ipsas in majori summa hujusmodi infra certum ad hoc eis prefixum terminum, vestris nuntiis sive procuratoribus exhiberent, nonnullis per vos seu executores eosdem adversus prelatos et personas ecclesiasticas antedictos hujusmodi vestris seu executorum ipsorum monitionibus non parentes, per processus super hoc habitos, sentenciis promulgatis. Ex quibus ipsi prelati et persone ecclesiastice cum paratos esse asserant dictas procurationes etiam in predicta majori summa, si de illa certitudo, quam ipsi non habere se asserunt, plenior habeatur, obedienter et liberaliter exhibere, maxime propter sentencias latas in eos, ut pretangitur, se reputant multipliciter agravatos. Cum igitur procurationes dictorum legatorum seu nuntiorum in regno predicto solite sint hactenus, sicut intelleximus, uniformiter exhiberi, nos rationale reputantes et equum quod de majori summa predicta habeatur antequam ratione illius adversus dictos prelatos et personas ecclesiasticas de illa ut asseritur inscios, procedatur, prout melius et securius fieri poterit certitudo, volumus et discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus illis summis que uni ex eisdem cardinalibus legatis vel nuntiis ad dictum regnum per eandem Sedem transmissis pro dictis procurationibus, ab eisdem prelatis et ecclesiasticis personis consueverunt exolvi, quousque de majori summa hujusmodi plena noticia per nos habeatur contenti, processus prefatos et sentencias in eis promulgatas quantum concernunt illud a quod ultra summas, ut prefertur, comuniter solitas ratione dicte majoris summe possent ascendere suspendatis, et nichilominus ut vobis nichil detrahatur super eadem majori summa cum certificari de ipsa poteritis memoratos prelatos et personas ecclesiasticas certiores efficere ac ipsis ad exhibendum vobis quod de illa solvendum restabit, competentem assignare terminum si forsan jam prefixus terminus in dictis processibus nimis sit arctus, rei hujusmodi qualitate pensata curetis. Nos vero formidantes periculum animarum si forte suspensio hujusmodi per vos infra prefixum super solvendis vobis procurationibus terminum, facta non existeret, ne prelatos et personas predictos propter incertitudinem dicte majoris summe sententiis latis in prefatis processibus involvi contingat, interim processus prelibatos et sententias in eis promulgatas, quantum ad illam incertitudinem dicte majoris summe se possunt extendere, quousque declarata fuerit et terminus super ejus solutione prestanda prefigendus ut premissum est advenerit, ducimus auctoritate presentium suspendendos. — Datum Avinione, iii idus novembris, anno tertio [1]. »

380 Avignon, 14 novembre 1337.

Adhemaro III de la Voulte, Rostagno II et Guillelmo III Astier mandat ut eos qui bona quaelibet ad archiepiscopum et Ecclesiam Arelatenses pertinentia immerito occupaverunt, per censuram ecclesiasticam compescant. (Litt. patens. Reg. Vat. 132, nº ccclvi fº 103 verso.)

1. Eadem epistola inter litteras de curia invenitur. (Reg. Vat. 124 nº xvii, fº 6 recto.)

« *Venerabilibus fratribus . . Vivariensi et . . Sistaricensi ac . . Aptensi episcopis.* Militanti Ecclesie licet immeriti, disponente Domino presidentes, circa curam omnium Ecclesiarum solertia reddimur indefessa soliciti ut juxta debitum pastoralis officii earum occurramus dispendiis et profectibus, divina cooperante clementia, salubriter intendamus. Sane venerabilis fratris Gasberti archiepiscopi Arelatensis, camerarii nostri, conquestione percepimus quod nonnulli venerabiles fratres nostri archiepiscopi et episcopi ceterique Ecclesiarum prelati ac clerici, ecclesiasticeque persone tam religiose quam seculares, necnon duces, comites, barones, nobiles, milites, officiales et alii laici, communia civitatum, universitates castrorum et villarum et alie singulares persone, tam Arelatensis quam aliarum civitatum et diocesum ac partium vicinarum occuparunt et occupari fecerunt domos, casalia, mansos, maneria, prata, pascua, nemora, molendina, terras, possessiones, decimas, census, redditus, proventus, jura, jurisdictiones, legata et nonnulla alia bona mobilia et immobilia ad ipsum archiepiscopum et Ecclesiam Arelatenses spectantia, et ea detinent indebite occupata, seu hujusmodi detinentibus prestant auxilium, consilium vel favorem; nonnulle quoque persone ecclesiastice, seculares et regulares, necnon duces, comites et barones, nobiles, milites et alii laici, communia quoque et universitates ac singulares persone civitatum, castrorum, villarum et partium predictarum de redditibus, proventibus, decimis, censibus, juribus, legatis et nonnullis bonis et rebus aliis ad predictos archiepiscopum et Ecclesiam spectantibus, eisdem archiepiscopo et Ecclesie vel eorum procuratoribus nolunt aliquatenus respondere; nonnulli etiam, qui nomen Domini in vacuum recipere non formidant, eisdem archiepiscopo et Ecclesie in personis, domibus, casalibus, mansis, maneriis, pratis, pascuis, nemoribus, molendinis, terris, possessionibus, decimis, censibus, redditibus, proventibus, juribus, jurisdictionibus, legatis necnon privilegiis, immunitatibus et libertatibus, ac aliis rebus et bonis ad eosdem archiepiscopum et Ecclesiam spectantibus, multiplices molestias inferunt et jacturas : quare, dictus archiepiscopus nobis humiliter supplicavit, ut cum valde difficile reddatur eidem pro singulis querelis ad apostolicam Sedem habere recursum, providere sibi super hoc paterna diligentia curaremus. Nos igitur adversus occupatores, presumptores, molestatores et murmuratores hujusmodi, illo volentes sibi remedio subvenire per quod ipsorum compescatur temeritas et aliis aditus committendi similia precludatur, fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios, etiamsi sint extra loca in quibus deputati estis conservatores et judices, prefatis archiepiscopo et Ecclesie efficacis defensionis presidio assistentes, non permittatis super premissis ab eisdem vel quibuscunque aliis occupatoribus, detentoribus, molestatoribus, presumptoribus et murmuratoribus indebite molestari vel sibi gravamina seu dampna vel injurias irrogari, facturi eidem archiepiscopo cum ab ipso vel procuratore suo fueritis requisiti, de predictis et aliis personis quibuslibet super restitutione domorum, casalium, mansorum, maneriorum, pratorum, pascuorum, nemorum, molendinorum, terrarum, possessionum, reddituum, proventuum, decimarum, censuum, jurium, jurisdictionum, legatorum et aliorum quorumcunque bonorum suorum mobilium et immobilium necnon de quibuslibet molestiis, injuriis atque dampnis presentibus et futuris, in illis videlicet que judicialem requirunt indaginem summarie, simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, in aliis vero prout qualitas ipsorum exegerit, justicie complementum, occupatores seu detentores, molestatores vel presumptores et murmuratores hujusmodi necnon contradictores quoslibet et rebelles cujuscunque dignitatis, status, ordinis, vel conditionis extiterint, quandocunque et quocienscunque expedierit, auctoritate nostra, per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita compescendo, invocato ad hoc, si opus fuerit auxilio brachii secularis. Non obstante, tam felicis recordationis Bonifacii Pape VIII predecessoris nostri in quibus cavetur ne aliquis extra suam civitatem et diocesim nisi in certis exceptis casibus et in illis ultra unam dietam a fine sue diocesis ad judicium evocetur, seu ne judices et conservatores a Sede deputati predicta extra civitatem et diocesim in quibus deputati fuerint contra quoscunque procedere sive alii vel aliis vices suas committere aut aliquos ultra unam dietam a fine diocesis eorundem trahere presumat dummodo ultra duas dietas aliquis extra suam civitatem et diocesim auctoritate presentium non trahatur, seu quod de aliis quam de manifestis injuriis et violentiis et aliis que judicialem indaginem exigunt, penis in eos si secus egerint et in id procurantes adjectis, conservatores se nullatenus intromittant, quam aliis quibuscunque constitutionibus a predecessoribus nostris romanis pontificibus tam de judicibus, delegatis et conservatoribus quam personis ultra certum numerum ad judicium non vocandis aut aliis editis que vestre possent in hac parte

jurisdictioni aut potestati ejusque libero exercitio quomodolibet obviare, seu si aliquibus conjunctim vel divisim a predicta sit Sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari, seu extra vel ultra certa loca ad judicium evocari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi et eorum personis, locis et ordinibus et nominibus propriis mentionem, et qualibet alia indulgentia dicte Sedis generali vel spetiali cujuscumque tenoris existat per quam presentibus non inserta vestre jurisdictionis explicatio in hac parte valeat quomodolibet impediri et de qua cujusque toto tenore de verbo ad verbum habenda sit in nostris litteris mentio specialis. Ceterum volumus et apostolica auctoritate decernimus quod quilibet vestrum prosequi valeat articulum etiam per alium inchoatum, quamvis idem inchoans nullo fuerit impedimento canonico prepeditus, quodque a data presentium sit vobis et unicuique vestrum in premissis omnibus et eorum singulis ceptis et non ceptis presentibus et futuris perpetuata potestas et jurisdictio attributa ut eo vigore eaque firmitate possitis in premissis omnibus ceptis et non ceptis presentibus et futuris et pro predictis procedere ac si predicta omnia et singula coram vobis cepta fuissent et jurisdictio vestra et cujuslibet vestrum in predictis omnibus et singulis per citationem vel modum alium perpetua legitimum extitisset, constitutione predicta super conservatoribus et alia qualibet in contrarium edita non obstante. Presentibus post biennium minime valituris. — Datum Avinione, XVIII kalendas decembris, anno tercio. »

381 Avignon, 19 novembre 1337.

Decano et capitulo Bajocensi significat ipsius Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CCCLII fol. 103 recto.)

« *Dilectis filiis.. decano et capitulo Ecclesie Bajocensis.* Nuper ad audientiam — Dat. Avinione, XIII kalendas decembris, anno tertio. »

382 Avignon, 20 novembre 1337.

(Litt. clausa. REG. VAT. 132 n° CCCLIII fol. 103 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Dilectos filios magistros Dionisium consiliarium et Johannem de Cadrellis secretarium regios, nuper ad nostram presentiam destinatos et litteras regie celsitudinis ab eis nostro apostolatui presentatas, solite benignitatis affectu recepimus et que dicte littere continebant ipsique pro parte regia curaverunt nobis exponere, pleno collegimus intellectu eisque tandem respondimus super eis, sicut ipsi quorum circumspectam commendamus circa hec diligentiam, regali providentie referre seriosius poterunt oraculo vive vocis. — Datum Avinione, XII kalendas decembris, anno tertio. »

383 Avignon, 22 novembre 1336.

Ramundo de Chameraco et Pontio de Pereto mandat ut reservationem Ecclesiae Castrensis ad notitiam capituli ipsius Ecclesiae deducant et bonae memoriae Amelii de Lautrec episcopi Castrensis bona, sub manu apostolica recipiant et conservent. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CCCLVIII fol. 105 recto.)

« *Dilectis filiis magistris Ramundo de Chameraco Ambianensis et Pontio de Pereto Carnotensis Ecclesiarum canonicis.* Dudum certis ex causis — Dat. Avinione, X kalendas decembris, anno tertio. »

384 Avignon, 24 novembre 1337.

(Litt. clausa. REG. VAT. 132 n° CCCLV fol. 103 verso.)

« *Venerabili fratri Guillelmo archiepiscopo Senonensi.* De missis a tua fraternitate nuper encenniis per nosque gratanter mittentis consideratione receptis, gratiarum tibi referimus actiones, diligentiam quam in notificando nobis que continebantur in tuis presentatis litteris adhibere curavit eadem fraternitas nichilominus in Domino commendantes. — Datum Avinione, VIII kalendas decembris, anno tertio. »

385 Avignon, 28 novembre 1337.

Prohibet ne quis in studio Tholosano, studentes ullo modo inducat ut quosdam magistros audiat. (Litt. de curia. REG. VAT. 123 n° XII.)

« *Ad perpetuam rei memoriam.* Uberes fructus provenientes ex studio Tholosano in quo fluenta scientiarum et decora plantaria cujuslibet licite facultatis doctrinam redolent salutarem solicite attendentes, magno

nec mirum desiderio ducimur ut per providentiam nostram, exinde viciorum evulsis fonntibus (*sic*), studium ipsum eo celebrius vigeat et vigendo de bono in melius coalescat quo doctores docere et scolares studentes in eo ex animorum quiete liberius poterunt et ferventius dicto studio inherere. Sane ad audientiam apostolatus nostri fidedigna relatione pervenit quod nonnulli privata quorumdam doctorum seu magistrorum commoda non sine aliorum doctorum seu magistrorum et scolarium incommodis affectantes, scolares ad dictum studium accedentes seu morantes in eo, prece, precio, minis, inductionibus, hortationibus et subornationibus presumunt inducere ad audiendum certos doctores seu magistros Tholose regentes quos alias iidem scolares non forent aliquatenus audituri, per hoc honori et commodo aliorum doctorum seu magistrorum ejusdem studii non modicum derogando, dictisque scolaribus in eligendo et audiendo doctores seu magistros sibi gratos et magis ydoneos subtrahendo proprii arbitrii libertatem. Volentes igitur talium maliciis per oportuna remedia obviare, auctoritate apostolica tenore presentium districtius inhibemus ne quis cujuscunque conditionis vel status existat, per se vel alium seu alios aliquem scolarem ad predictum studium accedentem vel morantem in eo premissis vel similibus modis inducat ut audiat aliquem certum doctorem seu magistrum quemcunque studii memorati, neve idem scolaris propter premissa vel similia seu aliquod eorumdem ad audiendum doctorem quempiam vel magistrum ejusdem studii se convertat ubi alias non foret auditurus eundem. Nos enim, presentis inhibitionis temerarios transgressores, si persone ecclesiastice et beneficiate fuerint, a perceptione fructuum beneficiorum suorum ecclesiasticorum per annum decerminus esse suspensos, eisdem fructibus Ecclesiis a quibus proveniunt applicandis ac in utilitatem earum integraliter convertendis; si vero persone hujusmodi beneficiate non fuerint, per annum similiter sint inhabiles ad ecclesiastica beneficia obtinenda. Nulli ergo... etc... Si quis autem... etc... — Datum Avinione, IV kalendas decembris, anno tercio ».

386 Avignon, 9 décembre 1337.

Ramundo de Chameraco et Pontio de Pereto mandat ut bonae memoriae Petri de la Vie episcopi Albiensis bona et fructus ac reditus ejusdem episcopatus, praeter illa quae pro complenda dispositione ultima et expensis funerariis praefati episcopi solvi a camera apostolica jussa sunt, recipiant et conservent. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CCCLXIV, fol. 107 recto.)

« *Dilectis filiis Ramundo de Chameraco Ambianensis et Pontio de Pereto Carnotensis Ecclesiarum canonicis.* Dudum bone memorie — Dat. Avinione, V idus decembris, anno tertio. »

387 Avignon, 18 décembre 1337.

Petro de Bereceto et Guillelmo Rufi mandat ut bonae memoriae Arnoldi episcopi Claromontensis bona ubivis consistentia exigant et recipiant, et ea aere alieno deducto et satisfactione famulis ejusdem episcopi praestita, in pios usus dispensent prout de bonis dicti episcopi in regione Claromontensi consistentibus dudum jussi sunt. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CCCLXIX fol. 109 verso.)

« *Dilectis filiis Petro de Bereceto Mimatensis capellano nostro et Guillelmo Ruffi Aniciensis Ecclesiarum canonicis.* Dudum pie moti — Dat. Avinione, XV kalendas januarii, anno tertio. »

388 Avignon, 19 décembre 1337.

Bernardo Vaquerii mandat ut prioratum de Fonteloys, Xanctonensis dioecesis, ex quadam constitutione domini Johannis Papae XXII quae incipit « Execrabilis... », vacantem, sub manu apostolica conservet, ac fructus ejusdem prioratus a tempore vacationis exigat. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CCCLXXII, fol. 110 verso.)

« *Dilecto filio Bernardo Vaquerii archidiacono Gaujagensi in Ecclesia Vasatensi.* Perductum est ad nostri — Dat. Avinione, XIV kalendas januarii, anno tertio.

389 Avignon, 20 décembre 1337.

Cardinales ad littus Angliae feliciter appulisse gaudet, eorumque diligentiam accendit. (Litt. clausa. REG. VAT. 132 n° CCCLXXIII fol. 111 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Letanter audivimus vos ad partes regni Angliae applicuisse divina previa gratia prospere ibique per gentes carissimi in Christo filii nostri Edwardi regis Angliae illustris susceptos gratanter et reverenter fuisse, quodque populus Anglie pacem cum ingenti desiderio prestolatur. Licet autem

vos quos pacis ejusdem supponimus indubie fervidos zelatores pro ipsa non ambigamus laboraturos fideliter et solerter, quia tamen ejus reformatio nobis insidet multum cordi nec nocet solicitare sepius solicitos et attentos, providentiam vestram solicitandam providimus et hortandam quatinus quantum pacis auctori grata erit si eam mediante solicitudine vestra dederit, quantum quod non solum regibus et regnicolis quos contingere principaliter noscitur, quinimo toti christianitati existet multipliciter fructuosa, necnon quanta merita vobis accumulare poteritis ex vestris in hac parte studiosis solicitudinibus et laboribus considerantes attente, circa reformationem ipsius pacis, viis et modis quibus expedire cognoveritis laborare sedule non cessetis. Si vero aliquod obstaculum circa hoc quod per vos nequiret ammoveri forsitan immineret, illud nobis promptis quantum cum Deo poterimus adhibere salubre remedium super eo, intimare curetis, nos de statu vestro quem nos audire delectat prosperum et aliis que nuntianda occurrerint reddendo nichilominus, quotiens opportunum videritis, certiores. — Datum Avinione, XIII kalendas januarii, anno tertio. »

390 Avignon, 1er janvier 1338.

In virtute sanctae obedientiae, non obstantibus quibuslibet exemptionibus seu appellationibus jubet praepositum et conventum sancti Salvii, priorem Fratrum Praedicatorum ac guardianum Fratrum Minorum Albiensium, observare ordinationem nuper editam a Sede apostolica ne absint a processione Ecclesiae cathedralis Albiensis. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CCCLXXXIII fol. 114 recto.)

« *Dilectis filiis . . preposito et conventui monasterii Sancti Salvii per prepositum soliti gubernari Sancti Augustini, necnon . . priori Predicatorum et . . guardiano Minorum ordinum Albiensium eorumque fratribus.* Rationis debitum exigit — Dat. Avinione, kalendis januarii, anno tertio. »

391 Avignon, 1er janvier 1338.

Bernardo de Albia episcopo Ruthenensi, Bonifacio ac Bertrando Galliaci et Bonecumbe abbatibus mandat ut praepositum et conventum Sancti Salvii, priorem Fratrum Praedicatorum et guardianum Fratrum Minorum civitatis Albiensis per censuram ecclesiasticam cogant ordinationi nuper editae parere.. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CCCLXXXIV fol. 115 recto.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Ruthenensi et dilectis filiis . . Galliaci et . . Bonecumbe Albiensis et Ruthenensis diocesum monasteriorum abbatibus.* Rationis debitum exigit — Dat. ut supra. »

392 Avignon, 2 janvier 1338.

Revocat alienationes bonorum mensae episcopalis Albiensis a XXXV annis factas. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CCCLXXXV fol. 115 verso.)

« *Ad perpetuam rei memoriam.* Injuncte nobis desuper — Dat. Avinione, IV nonas januarii, anno tercio. »

393 Avignon, 2 janvier 1338.

Gaucelino Dejean episcopo Carcassonensi, Bertrando abbati Bonecumbe et praeposito Ecclesiae Tholosanae mandat ut praefatum decretum revocationis publicent atque bona dictae mensae episcopalis alienata Guillelmo VII Curti episcopo Albiensi restitui faciant. (Litt. patens. REG. VAT. 132 n° CCCLXXXVI fol. 115 verso.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Carcassonensi et dilectis filiis . . abbati monasterii Bonecumbe Ruthenensis diocesis ac . . preposito Ecclesie Tholosane.* Injuncte nobis desuper — Dat. ut supra. »

ANNUS QUARTUS.

394 Avignon, 8 janvier 1338.

Approbat rationes quas reddidit Johannes de Coiordano thesaurarius. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° cxxxiv, f° 41 recto.)

« *Venerabili fratri Johanni episcopo Avinionensi, thesaurario nostro.* Relatu percepimus fidedigno quod tu de hiis que ratione officii thesaurarie per nos tibi commissi, tam recipiendo pecunias et alia que ad nos et Ecclesiam romanam ac cameram nostram spectant quam solvendo, dispensando et administrando de illis per totum unum annum revolutum et completum, videlicet a die viii mensis januarii qua computabatur vi idus januarii pontificatus nostri anno tercio, usque ad diem date presentium, rationes in camera predicta coram venerabili fratre Gasberto archiepiscopo Arelatensi, camerario nostro, et dilectis filiis magistris Guillelmo de Bos preposito et Johanne de Amelio archidiacono Forojuliensis, Guillelmo de Petrilia Aniciensis et Michaele Ricomanni Valentine canonicis Ecclesiarum, camere predicte clericis, de mandato nostro recipientibus, audientibus et examinantibus, rationes ipsas posuisti et reddidisti particulariter et distincte, per quasquidem rationes per prefatos camerarium et clericos receptas, auditas et examinatas, apparet et constat luculenter et clare te per totum annum predictum recepisse de pecuniis et aliis ad nos et cameram predictam pertinentibus que secuntur : videlicet de censibus et visitationibus quinquaginta unum milia trecentos viginti tres florenos auri cum dimidio, decem septem solidos, tres denarios cum dimidio Turonensium grossorum, undecim solidos, duos denarios coronatorum ; — item de emolumento registri litterarum apostolicarum centum viginti septem regales, quatuor Parisienses, viginti novem agnos, quinquaginta quatuor solidos, quatuor denarios Julhatorum, quinque libras, decem novem solidos, duos denarios Turonensium grossorum, quatuor solidos, quatuor denarios, obolum argenti ad quatuor denarios. — item de emolumento bulle duo milia quingentos quinquaginta quinque florenos, vigintinovem regales, unum denarium ad agnum, unum denarium ad scutum, quadraginta septem libras, duos solidos, novem denarios Turonensium grossorum, duos solidos Julhatorum, septuaginta unum solidos, decem denarios, obolum argenti ad decem denarios, viginti duas libras, duodecim solidos, duos denarios coronatorum ; — item de comunibus serviciis prelatorum vigintria milia nongentos quadraginta sex florenos auri cum dimidio ; — item de diversis causis in tuis rationibus specificatis plenius et expressis viginti unum milia octingentos quinquaginta septem florenos auri, novem milia triginta duos regales, tria milia ducentos novem agnos, sexentos nonaginta septem scudatos, sexaginta Parisienses, novem denarios ad cathedram, undecim denarios ad massiam, duodecim denarios ad reginam, quingentas triginta duas duplas auri, decem libras quinque solidos, sex denarios Turonensium grossorum argenti, undecim libras, undecim solidos, decem denarios Julhatorum, viginti solidos, obolum argenti ad quatuor denarios, octuaginta duas libras, duodecim solidos Valosiorum, octuaginta octo libras, tres solidos coronatorum, unam cupam cum tripode argenti, unum urseolum pro aqua, duodecim cloquearia argenti ponderis ad pondus Avinionense duodecim marcharum quinque unciarum argenti, duos ciphos de cristallo cum pedibus de argento et esmaltis, uno supercupo, duos pitalphos de argento ultramarino aliquantulum deauratos, unum pitalphum de argento cum esmaltis, unum pitalphum de nuce ultramarina munitum de argento, quatuor candelabra de argento fracta, quedam fraementa (*sic*) de argento cum uno cloqueari, unam nucem cum modico de argento, que omnia ponderant triginta tres marchas unam unciam ad pondus Avinionense ; — item a collectoribus Anglie sex milia florenos auri, centum viginti octo libras, sexdecim solidos, duos denarios sterlingorum argenti ; — item a collectoribus provinciarum Narbonensis, Tholosane, Auxitane, Burdegalensis, Remensis, Viennensis, Lugdunensis, Tarantasiensis, Bisuntine, Bituricensis, Arelatensis, Aquensis, Ebredunensis, Cesaraugustane, Terraconensis et regno Castelle decem milia quingentos septuaginta sex florenos auri cum dimidio, decem septem milia nongentos nonaginta unum regales auri, duo milia nongentos vigintisex denarios ad agnum, mille quingentos quatuordecim denarios auri ad scutum, vigintiquatuor Parisienses, unum denarium

auri ad massiam, mille centum quadraginta duplas auri, viginti septem marabotinos auri, viginti unum solidos, quatuor denarios Robertorum argenti, nongentas viginti tres libras, sex solidos quatuor denarios coronatorum. Quorum omnium receptorum est universalis summa que sequitur, scilicet : centum sexdecim milia quingenti septuaginta novem floreni cum dimidio auri, viginti septem milia centum septuaginta novem regales auri, octuaginta octo Parisienses auri, sex milia centum sexaginta quinque denarii auri ad agnum, duo milia ducenti duodecim denarii auri ad scutum, novem denarii auri ad cathedram, duodecim denarii auri ad reginam, mille sexente septuaginta due duple auri, viginti septem marabotini de auro, quatuordecim libre octo solidi duo denarii Julhatorum argenti, sexaginta quatuor libre, quatuor solidi octo denarii cum dimidio Turonensium grossorum argenti, viginti quatuor solidi, quatuor denarii, obolus argenti de quatuor denariis, viginti unum solidi, quatuor denarii Robertorum argenti, septuaginta unus solidi, decem denarii, obolus argenti de decem denariis, mille triginta quatuor libre duodecim solidi octo denarii coronatorum, octuaginta due libre duodecim solidi Valosiorum, centum viginti octo libre sexdecim solidi duo denarii sterlingorum, una cupa cum tripode cum coopertorio, unus urceolus pro aqua de argento deauratus cum esmaltis, duodecim cloquearia de argento ponderis duodecim marcharum quinque unciarum argenti ad pondus Avinionense, duo ciphi de cristallo cum pedibus de argento et esmaltis, uno supercupo, duo pitalphi de argento ultramarino aliquantulum deaurati, unus pitalphus de argento cum esmaltis, unus pitalphus de argento ultramarino munitus de argento, quatuor candelabra de argento fracta, quedam fragmenta de argento cum uno cloqueari, una nux cum modico de argento; que omnia ponderant triginta tres marchas unam unciam ad pondus Avinionense.

Rursus etiam per rationes easdem apparet et constat te de receptis hujusmodi pro nostris et hospicii nostri necessitatibus et aliis oportunitatibus nobis occurrentibus per totum annum predictum expendisse ac dispensasse prudenter et fideliter que secuntur videlicet : pro expensis coquine nostre duo milia ducentos sexaginta septem florenos, quadringentos sexaginta regales auri, quinque libras, sex solidos, undecim denarios coronatorum, octo denarios Turonensium grossorum; — item pro expensis panaterie ducentos decem octo florenos auri, triginta sex solidos, septem denarios coronatorum; — item pro expensis buticularie octuaginta florenos auri, quingentos nonaginta regales auri, ducentos vigintinovem scudatos auri, quinque denarios Turonensium grossos, triginta quinque solidos, tres denarios, obolum coronatorum; — item pro expensis marescallie nongentos quadraginta tres florenos auri, ducentos octuaginta septem regales auri, octo denarios Turonensium grossorum, sexaginta unum solidos, duos denarios, obolum coronatorum; — item pro pannis et folraturis yemalibus et estivalibus domicellorum nostrorum duo milia quadringentos sexaginta sex florenos auri, duos solidos, unum denarium Turonensium grossorum, tres solidos, duos denarios coronatorum; — item pro ornamentis et paramentis nostris papalibus mille quadringentos octuaginta novem florenos duos solidos octo denarios Turonensium grossorum, centum viginti octo libras sexdecim solidos duos denarios sterlingorum, triginta quatuor solidos decem denarios coronatorum; — item pro scripturis et libris de mandato nostro factis septingentos quadraginta quinque florenos tres denarios ad scutum septem solidos unum denarium Turonensium grossorum, quadraginta solidos octo denarios obolum coronatorum; — item pro operibus palatii papalis Avinionensis et lignaminibus de Sabaudia et partibus superioribus defferendis viginti quinque milia septingentos decem novem florenos viginti quinque denarios ad scutum, duo milia nongentos septuaginta duos regales viginti sex solidos novem denarios Turonensium grossorum, duas libras decem octo solidos Julhatorum, triginta novem libras quatuordecim solidos, tres denarios coronatorum, septem solidos septem denarios Valosiorum; — item pro expensis bulle ac litterarum curie quadraginta sex solidos duos denarios Turonensium grossorum, viginti septem solidos coronatorum; — item pro vadiis extraordinariis quadringentos triginta novem florenos cum dimidio sex denarios Turonensium grossorum; — item pro expensis extraordinariis et cera et mutuis factis dilectis filiis nostris Petro tituli sancte Praxedis presbytero cardinali et Antonio abbati et conventui monasterii Fontisfrigidi ordinis Cisterciensis Narbonensis diocesis septem milia trecentos viginti septem florenos quingentos sexaginta agnos, quinque libras, decemnovem solidos, novem denarios coronatorum; — item pro stipendiis officialium et familiarium nostrorum viginti milia centum nonaginta novem florenos, octo milia quinquaginta unum regales, quatuor solidos Turonensium grossorum, septuaginta unam libras, decem solidos, unum denarium Valosiorum, viginti unam libras, decem septem solidos duos denarios coronatorum; — item pro possessionibus et censibus

emptis pro edificio palacii supradicti ducentos decem florenos; — item pro quinque milibus quingentis octuaginta salmatis grossis frumenti, pro pinhota, pannis datis amore Dei et diversis elemosinis de mandato nostro factis ac expensis factis pro pauperibus de pinhota decem octo milia octingentos viginti florenos octuaginta septem denarios ad scutum, mille nonaginta tres regales, triginta unum solidos undecim denarios Turonensium grossorum, nongentas decem septem libras tresdecim solidos undecim denarios coronatorum; — item pro salariis hospiciorum familiarium nostrorum nongentos nonaginta florenos, quatuor libras, tres solidos unum denarium Turonensium grossorum; — item quadraginta septem libras, sex solidos decem denarios Turonensium grossorum argenti, decem octo libras, decem solidos unum denarium Julhatorum argenti, quinque libras octo solidos XI denarios obolum Turonensium parvorum, octuaginta novem libras quinque solidos quatuor denarios Valosiorum, quinque uncias argenti ad pondus Avinionense que tibi per finem computi anni proximo preteriti debebantur, sicut in nostris tibi quitationis concessis litteris continetur, in quinquaginta tribus libris decem octo solidis, octo denariis cum dimidio Turonensium grossorum argenti undecim libris decem solidis duobus denariis Julhatorum argenti, centum triginta quatuor florenis auri, decem libris quatuordecim solidis quatuor denariis Valosiorum, vigintiuna libris octo solidis, quinque denariis Turonensium parvorum, et quinque unciis argenti ad pondus Avinionense de summa receptorum predictorum sicut per easdem tue quittationis litteras facere poteras recepisti, singulis florenis pro duodecim denariis cum dimidio Julhatorum et Turonensium grossis pro decem Valosiis, et Valosio pro uno denario et picta parvorum Turonensium computatis. Quarumquidem expensarum omnium est universalis summa que sequitur : videlicet octuaginta duo milia quadraginta sex floreni cum dimidio, tresdecim milia quadringenti quinquaginta tres regales, quingenti sexaginta agni, trecenti quadraginta quatuor scudati, sexaginta quatuor libre quatuor solidi octo denarii cum dimidio Turonensium grossorum, quatuordecim libre octo solidi duo denarii Julhatorum argenti, centum viginti octo libre sexdecim solidi duo denarii sterlingorum argenti, octuaginta due libre duodecim solidi Valosiorum, mille viginti tres libre decem novem solidi tres denarii coronatorum, quinque uncie de argento ad pondus Avinionense. Cumque demum, facta deductione de omnibus premissis receptis, solutis et expensis pro dicto tempore, sicut superius est expressum, per calculationem solertem super premissis de mandato nostro factam per eosdem camerarium et clericos summas que secuntur ultra expensas et soluta hujusmodi esse penes te residuas seu restantes apparet manifeste, videlicet : triginta quatuor milia quingentos triginta tres florenos, tresdecim milia septingentos viginti sex regales, quinque milia sexcentos quinque agnos, mille octingentos sexaginta octo scudatos, octuaginta octo Parasinos (*sic*), novem denarios ad cathedram, duodecim denarios ad massiam, duodecim denarios ad reginam, mille sexentas septuaginta duas duplas, viginti septem marabotinos, septuaginta unum solidos decem denarios obolum argenti ad decem denarios, viginti quatuor solidos quatuor denarios obolum argenti ad quatuor denarios, viginti unum solidos quatuor denarios Robertorum argenti, decem libras tresdecim solidos quinque denarios obolum Turonensium parvorum, quadraginta quinque marchas, unam unciam argenti ad pondus Avinionense, tuque summas ipsas restantes, ut prefertur, et expressas proxime in moneta predicta nobis duxeris realiter et integraliter assignandos, nobis humiliter supplicasti ut providere tuis indempnitatibus super premissis de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur, qui de probitate et legalitate officialium et ministrorum nostrorum letamur, relatione dictorum camerarii et clericorum super eisdem rationibus audita fideli, rationem et assignationem ipsas per te, ut premittitur, redditas et factas, quas sufficientes, plenas et legitimas reputamus atque decernimus, ratas et gratas habentes, eas ex certa scientia approbamus teque ac successores, Ecclesiam et heredes tuos ac tua et ipsorum bona, de premissis expensis omnibus et singulis tamquam factis fideliter et prudenter apostolica auctoritate pro nobis et Ecclesia romana, et ad plenum absolvimus et quittamus, volentes ac etiam decernentes quod tu vel heredes tui de premissis receptis, solutis, expensis ac etiam assignatis alicui vel aliquibus rationem imposterum nequaquam reddere teneamini, nec tu aut heredes, seu bona predicta pro eis vel eorum aliquibus possitis quomodolibet molestari. Volumus tamen tibique concedimus quod unum anulum auri cum lapide saphiri qui tibi per finem alterius computi debebatur, sicuti adhuc debetur, recipere valeas a camera supradicta. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre reputationis, approbationis, absolutionis, quittationis, voluntatis et constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem Omnipo-

tentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. — Datum Avinione, vi idus januarii, anno quarto. »

395 Avignon, 10 janvier 1338.

Bernardo Vaquerii committit ut censum annuum Ecclesiae romanae in provincia Burdegalensi debitum colligat. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° xlii, f° 9 recto.)

« *Dilecto filio Bernardo Vaquerii archidiacono Gaujagensi in Ecclesia Vasatensi, apostolice Sedis nuncio.* Cum sicut intelleximus — Dat. Avinione, iv idus januarii, anno quarto. »

396 Avignon, 12 janvier 1338.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° i, f° 1 recto.)

« *Benedictus episcopus servus servorum Dei carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri, salutem et apostolicam benedictionem.* Super quibusdam per dilectum filium nobilem virum Johannem Cabassole militem, consiliarium regium, pro parte tua, fili carissime, nobis noviter expositis, eidem respondimus sicut ipse regali excellencie que ipsius militis in hac parte relationi fidem adhibere poterit credulam, seriosius intimabit. — Datum Avinione, ii idus januarii, anno quarto. »

397 Avignon, 12 janvier 1338.

Guillelmo Medici mandat ut summam mille septingentorum sexaginta sex florenorum auri Ludovico duci Borbonesii e bonis et fructibus Ecclesiae Auxitanae assignet. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° viii, f° 3 verso.)

« *Dilecto filio Guillelmo Medici, canonico Ilerdensi.* Dudum felicis recordationis Johannes papa XXII, predecessor noster, volens quibusdam necessitatibus quas dilectus filius nobilis vir Ludovicus dux Borbonesii se habere asseruit subvenire, primo viginti quinque ac deinde sex milia florenorum auri sibi sub certis modis, formis et conditionibus graciose concessit, easdemque florenorum summas que in universo ad triginta unum milia florenorum ascendunt, de bonis et fructibus Ecclesie Auxitane que obvenerunt tempore vacationis ipsius per obitum bone memorie Amanevi archiepiscopi Auxitani, quorum dispositionem predecessor ipse sibi et camere apostolice certis ex causis reservaverat, prefato duci vel ejus certo procuratori ejus nomine per certos executores seu collectores super collectione dictorum bonorum et fructuum ab eo deputatos, exolvi et assignari voluit et mandavit, sicut in diversis ipsius predecessoris inde confectis litteris plenius continetur. Cum autem adhuc de hujusmodi triginta unius milium florenorum auri summa restent mille septingenti sexaginta sex floreni auri duci predicto, prout apparere dicitur, per rationes inde nostre camere per dilectum filium magistrum Arnaldum de Verdala decanum Ecclesie Sancti Pauli de Fenolhadesio Electensis diocesis, capellanum nostrum, unum ex eisdem collectoribus redditas, assignandi tibi cui collectionem residuorum dictorum fructuum ac bonorum et debitorum ejusdem archiepiscopi per dictum predecessorem similiter reservatorum, per nostras certi tenoris litteras comittendam duximus, per apostolica scripta mandamus quatinus dictos mille septingentos sexaginta sex florenos auri, si et cum eos de dictis bonis et fructibus juxta tenores litterarum nostrarum predictarum collegeris, memorato duci vel ejus certo procuratori studeas assignare, non obstante quod nos dudum sextam partem residuorum et debitorum predictorum que ex tunc recuperari possent commode dicto duci duxerimus de speciali gracia concedendam, quamquidem sextam partem residuorum ipsorum de illis intelleximus et intelligi voluimus residuis duntaxat fore eidem duci concessam que pro parte camere predicte inde recuperari possent justis modis et licitis et haberi, quodque prefatus dux aliud ratione vel occasione residuorum predictorum ab eis qui ad ea tenebantur aut nobis et Ecclesia romana nequiret petere vel sibi quomodolibet vendicare, sicut in nostris super hoc confectis litteris seriosius continetur. Volumus autem quod super assignatione quam de dicta mille septingentorum sexaginta sex florenorum auri summa, prelibato duci vel ejus procuratori feceris, confici facias publica instrumenta prefate camere, cui de predictis rationem reddere teneberis, per te fideliter assignanda. — Dat. Avinione, ii idus januarii, anno quarto. »

398 Avignon, 15 janvier 1338.

Receptori emolumentorum curiae marescalli romanae curiae mandat ut ordinationem olim de retentione stipendiorum servientium dictae curiae absentium factam, observet. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° xlv. f° 9 verso.)

Dilecto filio Petro Bertini precentori Ecclesie Sanct

Felicis Gerundensis, emolumentorum in curia marescallie romane curie provenientium receptori. Ut in romana — Dat. Avinione, XVIII kalendas februarii, anno quarto. »

399 Avignon, 16 janvier 1338.

(Litt. clausa. REG. VAT. 133 n° II, f° 1 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Serenitatis tue litteras de credentia ac dilectos filios magistros Stephanum Alberti et Hugonem de Arsiaco canonicos parisienses, consiliarios et nuncios tuos, ex parte tua ad nostram presentiam destinatos, benigne recepimus et ea que dicti nuncii nobis prudenter exponere curaverunt intelleximus diligenter; super petitis autem per eos ex parte regia eisdem plene respondimus et responsionem nostram eis commisimus regie celsitudini referendam, quibus super illis regali excellencie placeat fidem credulam adhibere. — Datum Avinione, XVII kalendas februarii, anno quarto. »

400 Avignon, 29 janvier 1338.

Arnaldo Regis mandat ut nomine Papae recipiat et conservet bona quae in partibus Cameracensibus et Tornacensibus possidebat quidam professor ordinis Beatae Mariae de Monte Carmelo qui dum vivebat se episcopum esse Napronensem (*sic*) asserebat. (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° V, f° 2 verso.)

« *Dilecto filio magistro Arnaldo Regis archidiacono Cameracensi, capellano nostro.* Ad nostrum nuper relatio — Dat. Avinione, IV kalendas februarii, anno quarto. »

401

Ramundo de Chameraco et Pontio de Pereto super eodem, de bonis quae supradictus professor ordinis Beatae Mariae de Monte Carmelo in partibus Albiensibus possidebat. (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° VI, f° 3 recto.)

« *Dilectis filiis magistris Ramundo de Chameraco Ambianensis et Pontio de Pereto Carnotensis Ecclesiarum canonicis.* Nuper intelleximus — Dat. ut supra. »

402 Avignon, 30 janvier 1338.

Cum aliquot personae dicuntur bona ecclesiastica in partibus Delphinatus Viennensis et comitatus Sabaudiae occupavisse, Philippo de Cambarlhaco mandat ut de querelis istis jus dicat. (Litt. de curia. REG. VAT. 125, n° I, f° 1 recto.)

« *Dilecto filio magistro Philippo de Cambarlhaco archidiacono Gandensi in Ecclesia Tornacensi, capellano nostro, apostolice Sedis nuntio, salutem, etc...* Cum te pro certis — Dat. Avinione, III kalendas februarii, anno quarto. »

403 Avignon, 30 janvier 1338.

Archiepiscopis, episcopis omnibusque personis ecclesiasticis mandat ut Philippo de Cambarlhaco in securum conductum consulant eique tres florenos auri singulis diebus numerent. (Litt. de curia. REG. VAT. 125, n° II, f° 1 recto.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus etc... etc...* Dudum dilectum filium — Dat. ut supra. »

404 Avignon, 31 janvier 1338.

Ramundo de Chameraco et Pontio de Pereto mandat ut praelatos et quosvis alios ad quos bona rectorum ecclesiasticorum decedentium pertinent nulla vi impediente hereditatem capere sinant, nisi bona ipsa a Sede apostolica reservata fuerint. (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° VII, f° 3 recto.)

« *Eisdem magistris Ramundo et Pontio.* Cum sicut accepimus — Dat. Avinione, II kalendas februarii, anno quarto. »

405 Avignon, 31 janvier 1338.

Bertrando Cariti committit ut censum annuum Ecclesiae romanae in provincia Senonensi debitum colligat. (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° XLIII, f° 9 recto.)

« *Dilecto filio Bertrando Cariti archidiacono Augi in Ecclesia Rothomagensi, apostolice Sedis nuncio.* Cum sicut intelleximus — Dat. Avinione, II kalendas februarii, anno quarto. »

406 Avignon, 2 février 1338.

Guillelmo Medici mandat ut debitores et detentores bonorum quae bonae memoriae Arnaldus episcopus Claromontensis in partibus Lomberiensibus possidebat, per censuram apostolicam cogat ad restituendum illa bona Bernardo de Pentenchiis

cellarario monasterii Bonifontis Cisterciensis ordinis Convenarum dioecesis et Geraldo de Parinhaco prebendato in Ecclesia Lomberiensi. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ix, f° 4 recto.)

« *Eidem Guillelmo Medici canonico Ilerdensi.* Pridem fidedigna relatione — Datum Avinione, iv nonas februarii, anno quarto. »

407 Avignon, 4 février 1338.

Quidquid egerunt Petrus et Bertrandus cardinales approbat, eorumque diligentiam accendit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° x, f° 4 verso.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero, et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Litteras et scripturas recepimus die date presentium per vos missas, quarum serie diligentius intellecta, commendamus que gesta per vos predicte littere continebant et scripture. Verum propter bonum pacis quam desiderabiliter appetimus, ut circa tollendas guerrarum occasiones et materias, et pacis concordiam reformandam, non obstantibus hiis que facta vel ommissa minus consulte fuerunt erga vos, laborare juxta datam vobis ex Alto studeatis prudentiam credimus expedire, dummodo speretis ex vestris in hac parte laboribus fructus utiles proventuros, quia vos exponi periculis evidentibus nolumus, nec laboribus inutilibus fatigari. Super hiis autem et aliis vobis occurrentibus, nobis sicut et quotiens oportunum extiterit rescribatis. — Datum Avinione, ii nonas februarii, anno quarto. »

408 Avignon, 25 février 1338.

Roberto regi Siciliae mittit epistolam quam Petrus rex Aragonum Papae scripsit de amirato quodam ab eodem Aragonum rege deputando. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° xxxv, f° 8 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Ad ea que pridem — Dat. Avinione, v kalendas marcii, anno quarto. »

409 Avignon, 28 février 1338.

Gotio patriarchae Constantinopolitano mandat ut informatione competenti accepta, de reparatione beneficiorum quae bonae memoriae Arnaldus Sancti Eustachii diaconus cardinalis obtinebat, tempore ipsius cardinalis deterioratorum, vocatis evocandis, quod cognoverit ordinandum ordinet. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° lxvi, f° 15 recto.)

« *Venerabili fratri Gotio patriarche Constantinopolitano.* Volentes dudum de statu — Dat. Avinione, ii kalendas marcii, anno quarto. »

410 Avignon, 7 mars 1338.

Humberto dalphino Viennensi suadet ut pacta olim inter predecessorem suum et archiepiscopum Ebredunensem inita, a suis officialibus et ministris diligenter observari faciat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° xxxvi, f° 8 recto.)

« *Dilecto filio nobili viro Humberto dalfino Viennensi.* Clare devotionis sinceritas quam ad Deum et Ecclesiam sanctam suam, te fili, gerere indubie supponimus, illam nobis fiduciam repromittit quod Ecclesias et personas ecclesiasticas in suis juribus et libertatibus non molestes injuste nec opprimas, sed eis potius circa hec favoribus oportunis assistas. Sane, cum sicut venerabilis fratris nostri Bertrandi archiepiscopi Ebredunensis querulosa nobis insinuatio patefecit, aliqui tui officiales et ministri ad partes Ebredunenses transmissi, contra pacta inter ipsum archiepiscopum et quondam Guigonem dalfinum Viennensem, germanum et predecessorem tuum, inita et firmata, per teque subsequenter approbata, ut asseritur et jurata, venire, te ignorante, ut credimus, non verentes, edificari juxta palacium tuum extra muros Ebredunenses consistens de novo contra tenorem pactorum ipsorum faciant, ibidemque de causis civilibus et criminalibus inter subditos dalfinatus cognoscere ac curiam quasi generalem tenere, necnon per litteras et nuncios proprios in civitate Ebredunensi ejusque districtu indistincte quosvis citari facere, in magnum ejusdem archiepiscopi et Ecclesie sue predicte prejudicium, sicut asseritur, moliantur, nobilitatem tuam rogamus et in Domino attentius exhortamur quatinus quid tuum in hac parte honorem deceat et anime tue saluti expediat consideranter attendens, observari pacta hujusmodi, sicut promissa extiterunt et jurata, et que contra ea in premissis attemptata fuerint, ad statum facias pristinum et debitum revocari, eosdem officiales et ministros a talibus et similibus attemptandis imposterum nichilominus rationabiliter cohercendo, te fili, super hiis habiturus quod Deo et justicie tueque conscientie satisfacias et nos exinde tuam non indigne debeamus prudentiam commendare. — Datum Avinione, nonis marcii, anno quarto. »

411 Avignon, 13 mars 1338.

Indulgentias omnibus fidelibus qui certis festivitatis diebus ecclesiam Sancti Bernardi Parisiensis Cisterciensis ordinis visitarint, concedit. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, nº lxxi, fº 18 recto.)

« *Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis.* In sanctorum omnium presertim precelse Genitricis Dei Marie semper Virginis gloriose festivitatibus que a Christi fidelibus votiva celebratione coluntur, dignis laudibus glorificatur Omnipotens cum sanctis ejus, honor debitus impenditur et animarum profectus devotione congrua procuratur. Ea propter nos, qui fidelium ipsorum curam gerimus generalem cum pre cunctis que solicitudini nostre noscuntur incumbere, ad salutem eorum intendere teneamur, multo desiderio cupimus ut fideles ipsi eorundem sanctorum memoriam venerabiliter recolentes, ipsorum festa celebritate congrua peragant et annua solennitate devotis animis prosequantur. Sane, si cunctas orbis Ecclesias cupiamus ab eisdem Christi fidelibus venerari, ad Ecclesias tamen Cisterciensis ordinis quem Ille celestis agricola pro salute fidelium in orto plantavit Ecclesie cujusque nos alumpnos fuisse fatemur, et maxime ad Ecclesiam domus Sancti Bernardi Parisiensis ejusdem ordinis, in quaquidem domo nonnulli ejusdem ordinis professores in eadem facultate theologica decorati dignitate magisterii extiterunt et nos ibidem etiam post varios studiosos labores cathedram in eadem facultate ascendimus magistralem, nostre consideracionis aciem prenimia dilectio quam ad eam in caritatis viceribus gerimus extendentes, eo erga Ecclesiam ipsam domus predicte utpote prefate gloriose Virginis et dicti sancti Bernardi confessoris eximii venerandis vocabulis insignitam, desideramus amplius devotionem fidelium excitari, quo ad easdem Ecclesiam et domum benivolentie nostre plenitudo dirigitur et magis ex devotione hujusmodi speramus animarum salutem procul dubio proventuram. Ut igitur iidem Christi fideles eo devotius eoque frequentius ad eandem Ecclesiam causa devotionis accedant quo magis gratiarum spiritualium muneribus noverint se refectos : nos de Omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, omnibus vere penitentibus et confessis qui Ecclesiam ipsam in Assumptionis ejusdem gloriose Virginis genitricis Dei Marie ac ipsius sancti Bernardi festivitatibus, necnon singulis diebus octabarum festivitatis Assumptionis ejusdem reverenter et devote visitaverint, annuatim, unum annum et unam cadragenam pro singulis festivitatum et octabarum predictarum diebus quibus Ecclesiam prefatam visitaverint, ut prefertur, de injunctis sibi penitentiis misericorditer relaxamus. — Datum Avinione, iii idus marcii, anno quarto [1]. »

412 Avignon, 13 mars 1338.

Indulgentiam centum dierum concedit omnibus fidelibus qui ad fabricam ecclesiae Sancti Bernardi Parisiensis piis eleemosynis adjuverint. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, nº lxxiii, fº 18 verso.)

« *Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis.* Pium apud Deum et meritorium Ecclesiarum fabricis manum adjutricem porrigere merito reputantes, frequenter Christi fideles ad impendendum Ecclesiis ipsis circa hec auxilium nostris monemus litteris et hortamur, et ut ad id ipsi fideles eo fortius animentur quo magis exinde animarum profectum se speraverunt adipisci, nonnunquam pro hiis temporalibus suffragiis spiritualia munera eis, videlicet remissiones et indulgentias, elargimur. Cum itaque Ecclesia domus Sancti Bernardi Parisiensis ordinis Cisterciensis venerandis precelse Genitricis Dei Marie semper Virginis et ejusdem sancti Bernardi vocabulis insignita, constructionis seu reparationis opere indigeat non modicum sumptuoso, pro quo fidelium subsidia dinoscuntur existere multipliciter oportuna, universitatem vestram rogamus et hortamur in Domino in remissionem vobis peccaminum injungentes quatinus de bonis a Deo vobis collatis ad opus fabri[c]e hujusmodi pias elemosinas et grata caritatis subsidia erogetis, ut per hec et alia bona que Domino inspirante feceritis, possitis ad eterne felicitatis gaudia pervenire. Nos enim de Omnipotentis Dei misericordia, beatorum quoque Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, omnibus vere penitentibus et confessis qui eidem fabrice manus porrexerint adjutrices, centum dies de injunctis eis penitentiis misericorditer relaxamus, presentibus post septennium minime valituris quas mitti per questores districtius prohibemus, eas si secus actum fuerit, carere viribus decernentes. — Datum Avinione, iii idus marcii, anno quarto [2]. »

1. Eadem epistola inter litteras communes, Reg. Vat. 126 nº xxxvii invenitur.

2. Eadem epistola inter litteras communes Reg. Vat. 126 nº xxxviii invenitur

413 Avignon, 14 mars 1338.

Guillelmo VII Curti episcopo Albiensi indulget ut confessorem eligere valeat. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, nº xxxviii, fº 8 verso.)

« *Venerabili fratri Guillelmo episcopo Albiensi.* Benigno sunt illa — Dat. Avinione, ii idus marcii, anno quarto. »

414 Avignon, 14 mars 1338.

Petrum de Beresceco et Guillelmum Rufi solutos facit pro quibusdam pecuniae summis ab eis e bonis bonae memoriae Arnaldi II Rotgerii de Convenis episcopi Claromontensis collectis, et juxta mandatum apostolicum distributis. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, nº lxxv, fº 19 recto.)

« *Dilectis filiis Petro de Beresceco Mimatensis et Guillelmo Rufi Aniciensis canonicis Ecclesiarum.* Dudum pia consideratione — Dat. Avinione, ii idus marcii, anno quarto. »

415 Avignon, 18 mars 1338.

Johanni de Amelio et Petro de Villafera mandat ut loca propter quae inter universitatem castri de Palude et condominos bastidae Raynaldorum lis coram auditorem camerae apostolicae ventilatur, auctoritate apostolica in manibus suis ponant et teneant, ac causam ipsam ad se revocent. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, nº lxxvi, fº 19 verso.)

« *Dilectis filiis magistris Johanni de Amelio archidiacono Forojuliensi, camere nostre clerico et Petro de Villafera juris civilis professori, curie marescalli romane curie judici ordinario.* — Dat. Avinione, xv kalendas aprilis, anno quarto. »

416 Avignon, 23 mars 1338.

Ramundo de Valle indulget ut confessorem eligere valeat. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, nº xxxix, fº 8 verso.)

« *Dilecto filio magistro Ramundo de Valle archidiacono de Sancto Sereno in Ecclesia Caturcensi, capellano et familiari nostro.* Benigno sunt illa — Dat. Avinione, x kalendas aprilis, anno quarto. »

417

In eumdem modum *dilecto filio magistro Petro Villarii archidiacono Montismirabilis in Ecclesia Albiensi, scriptori et familiari nostro.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, nº xl, fº 8 verso.)

418

Item in eumdem modum *dilecto filio magistro Gasberto de Septemfontibus rectori parrochialis Ecclesie de Volobrica, Uticensis diocesis, scriptori et familiari nostro.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, nº xli, fº 8 verso.)

419 Avignon, 23 mars 1338.

Arnaldo Regis mandat ut Petrum de Fischa monachum monasterii de Molismes ordinis sancti Benedicti jubeat restituere fructus prioratus Sanctae Walburgis Remensis dioecesis pro toto tempore quo idem Petrus hunc prioratum detinuit occupatum, alioquin dictum monachum conspectui apostolico citet. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, nº lxxxvi, fº 24 recto.)

« *Dilecto filio magistro Arnaldo Regis archidiacono Cameracensi, capellano nostro.* Relatum est nobis — Dat. Avinione, x kalendas aprilis, anno quarto. »

420 Avignon, 27 mars 1338.

Philippo Francorum regi concedit decimam e proventibus omnium beneficiorum ecclesiasticorum per duos annos exigendam. (Litt. communis. Reg. Vat. 125 nº ccxxii.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francorum illustri, salutem etc...* Ad ea ex quibus fidelium quies in quiete proficiat, et defensionis murus et vallum fidei prepotens adversus incursus infidelium hostium opponantur, adhibemus plenis desideriis solicitudinis nostre curas. Sane, nuper ad apostolatus nostri pervenit auditum, quod Ludovicus de Bavaria hostis Dei et sacrosancte romane Ecclesie manifestus, ac propter excessus suos et culpas enormes adversus Deum et eandem Ecclesiam perpetratos, per diversos processus super hiis per felicis recordationis Johannem Papam XXII predecessorem nostrum contra eum habitos, cum participibus et fautoribus suis pluribus excommunicationum sentenciis innodatus, de heresi quoque et scismate con-

dempnatus, de preteritis culpis non penitens, sed atrociores continue prioribus coacervans, nonnulli quoque de Alamannie partibus eidem Ludovico in hoc dampnabiliter adherentes, plures premunitiones, colligationes, confederationes et comminationes ad invadendum te et regnum tuum improbo et detestando proposito facere presumpserunt, quarum occasione tu equitum et peditum armatorum pro ejusdem regni defensione oportuna multitudine premuniter, immensas expensarum sarcinas subiisti et pro continuatione premunitionis hujusmodi probabiliter credi potest quod majores expensas te subire oporteat in futurum; quare pro parte tua fuit nobis humiliter supplicatum ut ad predicta expensarum supportanda facilius onera, providere tibi de paterna benivolentia et speciali gratia dignaremur. Nos itaque, attendentes quod status pacificus dicti regni in Ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum ipsius tranquillitatem et pacem noscitur redundare, sperantes etiam quod tu, provida attentione considerans quod apostolice Sedis benignitas etiam cum Ecclesiarum et ecclesiasticarum personarum oneribus gravibus in tali casu pro ejusdem regni defensione necessitatibus suis se exhibet liberalem, predictas Ecclesias. et personas studebis pro posse defendere et ab oppressionibus et injuriis et aliis noxiis novitatibus illesas et immunes etiam preservare, de fratrum nostrorum consilio, serenitati tue juxta modum subscriptum, decimam omnium ecclesiasticorum proventuum et reddituum per duos annos a proximo futuro festo nativitatis Beati Johannis Baptiste numerandos, in regno Francie et aliis terris tue dictioni subjectis, exigendam ab omnibus archiepiscopis et episcopis ceterisque personis ecclesiasticis secularibus et regularibus quibuscumque exemptis et non exemptis regni et terrarum predictarum, quantacunque prefulgeant dignitate, seu cujuscunque preminentie, conditionis aut status, ordinis vel religionis existant, quibus et eorum alicui nulla privilegia vel indulgentias sub quacunque verborum forma vel expressione concessa volumus suffragari, preterquam a cardinalibus sancte romane Ecclesie beneficia ecclesiastica quecunque cum cura vel sine cura etiamsi dignitates existant in regno et terris predictis obtinentibus, necnon a dilectis filiis.. magistro et fratribus Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani qui contra hostes fidei christiane exponunt jugiter se et sua, quos omnes a prestatione hujus decime exemptos esse volumus et immunes, duximus concedendam; volentes exactionem et receptionem ejusdem decime a prefatis archiepiscopis et episcopis ac personis aliis ecclesiasticis secularibus et regularibus exemptis et non exemptis predictis fieri absque injuria et oppressione quacunque, per certas personas ecclesiasticas Deum habentes pre oculos, quas ad hoc duxeris deputandas, et quod archiepiscopi et episcopi prelibati et eorum singuli quos in singulis suis civitatibus et diocesibus regni et terrarum predictorum executorem super levatione et recollectione hujus decime per nostras litteras deputamus, easdem personas exemptas et non exemptas suarum civitatum et diocesum ad solutionem dicte decime de omnibus redditibus et proventibus ecclesiasticis earumdem, secundum modum et morem ac consuetudinem in exactione et collectione hujus decime hactenus conservatos, per dictum biennium in terminis infrascriptis eisdem personis quas ad hec deputandas duxeris facienda, sub moderamine et forma infrascriptis per censuram ecclesiasticam et etiam sequestrationem fructuum, reddituum et proventuum ecclesiasticorum suorum consistencium in eisdem civitatibus et diocesibus suis, ut premittitur, si expedire viderit, appellatione remota, ita quod ad fructus, redditus et proventus ecclesiasticos extra suas civitates et dioceses consistentes hujus compulsionis officium non extendat nec ad compulsionem hujusmodi faciendam in aliquo casu per se vel alium seu alios invocent nec per dictas personas ad exactionem hujusmodi deputandas invocari permittant brachii secularis [auxilium], nisi, predictorum non solventium contumacia exigente, aliud circa hoc per Sedem apostolicam fuerit ordinatum. Hujusmodi autem solutio fiet quolibet anno dicti biennii in duobus terminis infrascriptis. Siquidem solutionis medietatis decime hujus primi anni primum terminum fore statuimus festum omnium Sanctorum post dictam festivitatem nativitatis Beati Johannis Baptiste primo venturum, secundum vero terminum solutionis medietatis alterius Ascensionis dominice dictum festum omnium Sanctorum proximo secuturum; in alio anno sequenti in solutione predicta similibus terminis observandis. Eisdem quoque archiepiscopis et episcopis damus nostris litteris in mandatis ut ipsi et eorum singuli prefatam decimam de redditibus et proventibus suis ecclesiasticis secundum taxationem ipsius decime, si juxta illam solvere consueverunt, alioquin secundum consuetudinem in exactione hujusmodi hactenus observatam, solvere per dictum biennium studeant in terminis prelibatis, solvendo in quolibet dictorum terminorum medietatem ejusdem decime singulis eorum secundum modum et morem et consuetudinem supradictos contingentem, eisdem personis quas tu

ad hoc duxeras, ut premittitur, deputandis. Quod si forsan aliqui dictorum archiepiscoporum vel episcoporum in ipsis terminis defecerint in solutione decime supradicte, taliter deficientes similes deficientes sententias quas per se vel subdelegatum seu subdelegatos suos ad executionem hujusmodi in suis civitate et diocesi deputandos in non solventes dictam decimam in prefatis terminis contingerit incurrere volumus ipso facto, a qua post satisfactionem debitam per aliquem ex archiepiscopis aut episcopis excommunicationis sentencia non ligatum et alias graciam et communionem apostolice Sedis habentem, facta sibi fide de satisfactione hujusmodi, possit absolutionis beneficium et super irregularitate si quam forsan sic ligatus celebrando divina vel se ingerendo in eisdem contraxerit, dispensationis graciam obtinere. Et ne de moneta in qua fiet solutio dicte decime et fieri debebit valeat hesitari, vitenturque gravamina que propter hoc hactenus juri ecclesiastico sunt perpessi per predictas personas que ad exactionem et receptionem ejusdem decime, ut premittitur, fuerint deputate, ipsa decima ad monetam currentem communiter levetur et etiam exigatur, juxta constitutionem super hoc datam in concilio Viennensi, ita quod pretextu alterius cambii debitores et solutores dicte decime non graventur; hujusmodi autem solutionem ejusdem monete currentis singuli dictorum archiepiscoporum et episcoporum in singulis suis civitatibus seu diocesibus necnon alie persone ecclesiastice exempte et non exempte predicte dictarum civitatum et diocesum in eisdem civitatibus seu diocesibus faciant predictis personis ad id per te, ut premittitur deputandis, nec teneantur dictam monetam deferre vel destinare ad locum alium vel solutionem hujusmodi facere in loco quocunque extra predictas civitates vel dioceses constituto; hujusmodi vero decima exigatur secundum taxationem in dictorum archiepiscoporum et episcoporum civitatibus et diocesibus hactenus factam, vel ubi nulla hujusmodi certa taxatio fuerit secundum consuetudinem in exactionem et solutionem hujusmodi hactenus observatam, fiat insuper absque aliquo alio onere illorum a quibus hujusmodi decima exigetur nisi eis forte deficientibus in solutione decime dicte in terminis supradictis ob hujusmodi eorum defectu expensas fieri oporteret, ad quarum restitutionem eos teneri volumus et astringi; quodque circa hec, juxta constitutionem ejusdem Viennensis concilii, calices, libros et alia ornamenta Ecclesiarum divinis officiis deputata ex causa pignoris vel distractionis cujuspiam, predicte persone que ad exactionem et receptionem dicte decime, ut premittitur, fuerint deputate per te vel alium seu alios capere seu recipere, distrahere seu occupare quomodolibet non presumant, dictisque archiepiscopis et episcopis et singulis eorum contradictores et rebelles si qui fuerint ecclesiasticam contempnempdo (*sic*) censuram in solutione dicte decime contumaces, citandi ex parte nostra peremptorie ad romanam curiam et certum eis terminum peremptorie prefigendi, quo personaliter apostolico conspectui se presentent super hiis, si expediens visum fuerit, pro meritis recepturi, ac diem citationis hujusmodi et prefixionis termini supradicti nobis per eorum litteras et proprios nuntios referendi, plenam concedimus facultatem. Volumus etiam quod infra dictum biennium, tu ejusdem decime concessione contentus, a predictis Ecclesiis et personis ecclesiasticis aliud subsidium per te vel alium seu alios non exigas vel imponas eisdem, sed si dicte Ecclesie et persone ad alia antiqua servicia forsitan teneantur, non intendimus super illis regie celsitudini in alio derogare. Nulli ergo etc... nostre concessionis et voluntatis infringere... etc... — Datum Avinione, VI kalendas aprilis, anno quarto. »

421

In eumdem modum, mutatis mutandis,.. *archiepiscopo Rothomagensi ejusque suffraganeis, salutem etc...* — Dat. ut supra. (Litt. communis. Reg. Vat. 125 n° CCXXIII.)

Item in eumdem modum :

archiepiscopo Tholosano
« Narbonensi
« Burdegalensi
« Auxitano
« Bituricensi
« Turonensi
« Senonensi
« Lugdunensi
episcopo Anitiensi
« Vivariensi.

422 Avignon. 27 mars 1338.

Guillelmo V de Chanac Parisiensi, Johanni de Marigny Belvacensi episcopis atque Guidoni I de Castres abbati monasterii Sancti Dionisii in Francia mandat ut omnes personas ecclesiasticas compellant ad solvendas decimas collectoribus

quos ad hoc rex Franciae deputaverit. (Litt. communis. Reg. Vat. 125 n° ccxxv.)

« *Venerabilibus fratribus . . Parisiensi et . . Belvacensi episcopis ac dilecto filio . . abbati monasterii Sancti Dionisii in Frantia, Parisiensis diocesis, salutem etc...* Ad ea ex quibus — Dat. ut supra. »

424 Avignon, 27 mars 1338.

Omnibus archiepiscopis et episcopis regni Franciae facultatem concedit ut absolvere possint personas ecclesiasticas quae excommunicationis, suspensionis vel interdicti sententias incurrerint ob retardationem solutionis decimae persolvendae. (Litt. communis. Reg. Vat. 125, n° ccxxvi.)

« *Venerabilibus fratribus universis archiepiscopis et episcopis per regnum Frantie constitutis, salutem, etc...* Cum executionem super exactione — Dat. ut supra. »

425 Avignon, 6 avril 1338.

Capitulo Ecclesiae Lingonensis, ipsius Ecclesiae reservationem notificat. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° xcii, f° 28 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Lingonensis.* Pridem videlicet die quinta — Dat. Avinione, viii idus aprilis, anno quarto. »

426

In eumdem modum *Guillelmo de Sure archiepiscopo Lugdunensi* — Dat. ut supra. Litt. patens. Reg. Vat 133, n° xciii f° 28 verso.)

427 Avignon, 7 avril 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut Franciam se conferant, cum Philippo rege colloquendi causa. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133 n xxxvii, f° 8 verso.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Affectu benigno, vestras recepimus litteras, laboriosas solicitudines circa commissum prudentie vestre negocium adhibitas, quas multipliciter commendamus in Domino, plenius describentes : quarumquidem litterarum serie diligentius intellecta, statuque considerato predicti negocii, credimus expedire quod ad loquendum super hoc carissimo in Christo filio nostro Philippo regi Francie illustri debeatis ad partes regni Francie, cessante morosa cunctatione qualibet, vos conferre. Nos autem subsequenter, habita super hiis que scripsistis deliberatione matura, vobis lacius intendimus scribere, sicut oportunum extiterit et videbimus expedire. — Datum Avinione, vii idus aprilis, anno quarto. »

428 Avignon, 7 avril 1338.

Guillelmo Lombardi mandat ut de Catherina Andrieva de Sancto Paulo Lofrech et Simona Guiota de Balneolis, mulieribus Vivariensis dioecesis quae, ut asseritur, sese diabolo dederunt, inquirat et contra eas justitiam ministret. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° xciv, f° 28 verso.)

« *Dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi preposito Ecclesie de Bariolo Forojuliensis diocesis, juris civilis professori.* Non absque horrore — Dat. Avinione, vii idus aprilis, anno quarto. »

429 Avignon, 10 avril 1338.

Johanni III de Coiordano mandat ut beneficia olim a Johanne Papa XXII reservata, nunc vacantia, ad manum apostolicae Sedis ponat, eorumque fructus colligat. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° xc, f° 27 verso.)

« *Venerabili fratri Johanni episcopo Avinionensi, thesaurario nostro.* Olim felicis recordationis — Dat. Avinione, iv idus aprilis, anno quarto. »

430 Avignon, 10 avril 1338.

Bertrando Scoferii et Stephano Planterii concedit ut litteris apostolicis directis Ramundo Baboti olim collectori fructuum annalium camerae apostolicae in provincia Ebredunensi possint uti. (Litt. patens. Reg. Vat 133, n° xcv, f° 29 recto.)

« *Dilectis filiis Bertrando Scoferii sacriste et Stephano Planterii canonicis Ecclesie Ebredunensis.* Cum dilectus filius — Dat. Avinione, iv idus aprilis, anno quarto. »

431 Avignon, 17 avril 1338.

Priori provinciali Franciae ordinis fratrum praedicatorum

ad hoc duxeras, ut premittitur, deputandis. Quod si forsan aliqui dictorum archiepiscoporum vel episcoporum in ipsis terminis defecerint in solutione decime supradicte, taliter deficientes similes deficientes sententias quas per se vel subdelegatum seu subdelegatos suos ad executionem hujusmodi in suis civitate et diocesi deputandos in non solventes dictam decimam in prefatis terminis contingerit incurrere volumus ipso facto, a qua post satisfactionem debitam per aliquem ex archiepiscopis aut episcopis excommunicationis sentencia non ligatum et alias graciam et communionem apostolice Sedis habentem, facta sibi fide de satisfactione hujusmodi, possit absolutionis beneficium et super irregularitate si quam forsan sic ligatus celebrando divina vel se ingerendo in eisdem contraxerit, dispensationis graciam obtinere. Et ne de moneta in qua fiet solutio dicte decime et fieri debebit valeat hesitari, viteturque gravamina que propter hoc hactenus juri ecclesiastico sunt perpessi per predictas personas que ad exactionem et receptionem ejusdem decime, ut premittitur, fuerint deputate, ipsa decima ad monetam currentem communiter levetur et etiam exigatur, juxta constitutionem super hoc datam in concilio Viennensi, ita quod pretextu alterius cambii debitores et solutores dicte decime non graventur; hujusmodi autem solutionem ejusdem monete currentis singuli dictorum archiepiscoporum et episcoporum in singulis suis civitatibus seu diocesibus necnon alie persone ecclesiastice exempte et non exempte predicte dictarum civitatum et diocesum in eisdem civitatibus seu diocesibus faciant predictis personis ad id per te, ut premittitur deputandis, nec teneantur dictam monetam deferre vel destinare ad locum alium vel solutionem hujusmodi facere in loco quocunque extra predictas civitates vel dioceses constituto; hujusmodi vero decima exigatur secundum taxationem in dictorum archiepiscoporum et episcoporum civitatibus et diocesibus hactenus factam, vel ubi nulla hujusmodi certa taxatio fuerit secundum consuetudinem in exactionem et solutionem hujusmodi hactenus observatam, fiat insuper absque aliquo alio onere illorum a quibus hujusmodi decima exigetur nisi eis forte deficientibus in solutione decime dicte in terminis supradictis ob hujusmodi eorum defectu expensas fieri oporteret, ad quarum restitutionem eos teneri volumus et astringi; quodque circa hec, juxta constitutionem ejusdem Viennensis concilii, calices, libros et alia ornamenta Ecclesiarum divinis officiis deputata ex causa pignoris vel distractionis cujuspiam, predicte persone que ad exactionem et receptionem dicte decime, ut premittitur, fuerint deputate per te vel alium seu alios capere seu recipere, distrahere seu occupare quomodolibet non presumant, dictisque archiepiscopis et episcopis et singulis eorum contradictores et rebelles si qui fuerint ecclesiasticam contempnempdo (*sic*) censuram in solutione dicte decime contumaces, citandi ex parte nostra peremptorie ad romanam curiam et certum eis terminum peremptorie prefigendi, quo personaliter apostolico conspectui se presentent super hiis, si expediens visum fuerit, pro meritis recepturi, ac diem citationis hujusmodi et prefixionis termini supradicti nobis per eorum litteras et proprios nuntios referendi, plenam concedimus facultatem. Volumus etiam quod infra dictum biennium, tu ejusdem decime concessione contentus, a predictis Ecclesiis et personis ecclesiasticis aliud subsidium per te vel alium seu alios non exigas vel imponas eisdem, sed si dicte Ecclesie et persone ad alia antiqua servicia forsitan teneantur, non intendimus super illis regie celsitudini in alio derogare. Nulli ergo etc... nostre concessionis et voluntatis infringere... etc... — Datum Avinione, vi kalendas aprilis, anno quarto. »

421

In eumdem modum, mutatis mutandis,.. *archiepiscopo Rothomagensi ejusque suffraganeis, salutem etc...* — Dat. ut supra. (Litt. communis. Reg. Vat. 125 n° ccxxiii.)

Item in eumdem modum :

archiepiscopo	Tholosano
«	Narbonensi
«	Burdegalensi
«	Auxitano
«	Bituricensi
«	Turonensi
«	Senonensi
«	Lugdunensi
episcopo	Anitiensi
«	Vivariensi.

422 Avignon, 27 mars 1338.

Guillelmo V de Chanac Parisiensi, Johanni de Marigny Belvacensi episcopis atque Guidoni I de Castres abbati monasterii Sancti Dionisii in Francia mandat ut omnes personas ecclesiasticas compellant ad solvendas decimas collectoribus

quos ad hoc rex Franciae deputaverit. (Litt. communis. Reg. Vat. 125 n° ccxxv.)

« *Venerabilibus fratribus . . Parisiensi et . . Belvacensi episcopis ac dilecto filio . . abbati monasterii Sancti Dionisii in Frantia, Parisiensis diocesis, salutem etc...* Ad ea ex quibus — Dat. ut supra. »

424 Avignon, 27 mars 1338.

Omnibus archiepiscopis et episcopis regni Franciae facultatem concedit ut absolvere possint personas ecclesiasticas quae excommunicationis, suspensionis vel interdicti sententias incurrerint ob retardationem solutionis decimae persolvendae. ((Litt. communis. Reg. Vat. 125, n° ccxxvi.)

« *Venerabilibus fratribus universis archiepiscopis et episcopis per regnum Frantie constitutis, salutem, etc...* Cum executionem super exactione — Dat. ut supra. »

425 Avignon, 6 avril 1338.

Capitulo Ecclesiae Lingonensis, ipsius Ecclesiae reservationem notificat. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° xcii, f° 28 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Lingonensis.* Pridem videlicet die quinta — Dat. Avinione, viii idus aprilis, anno quarto. »

426

In eumdem modum *Guillelmo de Sure archiepiscopo Lugdunensi* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° xciii f° 28 verso.)

427 Avignon, 7 avril 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut Franciam se conferant, cum Philippo rege colloquendi causa. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133 n° xxxvii, f° 8 verso.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Affectu benigno, vestras recepimus litteras, laboriosas solicitudines circa commissum prudentie vestre negocium adhibitas, quas multipliciter commendamus in Domino, plenius describentes : quarumquidem litterarum serie diligentius intellecta, statuque considerato predicti negocii, credimus expedire quod ad loquendum super hoc carissimo in Christo filio nostro Philippo regi Francie illustri debeatis ad partes regni Francie, cessante morosa cunctatione qualibet, vos conferre. Nos autem subsequenter, habita super hiis que scripsistis deliberatione matura, vobis lacius intendimus scribere, sicut oportunum extiterit et videbimus expedire. — Datum Avinione, vii idus aprilis, anno quarto. »

428 Avignon, 7 avril 1338.

Guillelmo Lombardi mandat ut de Catherina Andrieva de Sancto Paulo Lofrech et Simona Guiota de Balneolis, mulieribus Vivariensis dioecesis quae, ut asseritur, sese diabolo dederunt, inquirat et contra eas justitiam ministret. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° xciv, f° 28 verso.)

« *Dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi preposito Ecclesie de Bariolo Forojuliensis diocesis, juris civilis professori.* Non absque horrore — Dat. Avinione, vii idus aprilis, anno quarto. »

429 Avignon, 10 avril 1338.

Johanni III de Coiordano mandat ut beneficia olim a Johanne Papa XXII reservata, nunc vacantia, ad manum apostolicae Sedis ponat, eorumque fructus colligat. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° xc, f° 27 verso.)

« *Venerabili fratri Johanni episcopo Avinionensi, thesaurario nostro.* Olim felicis recordationis — Dat. Avinione, iv idus aprilis, anno quarto. »

430 Avignon, 10 avril 1338.

Bertrando Scoferii et Stephano Planterii concedit ut litteris apostolicis directis Raimundo Baboti olim collectori fructuum annalium camerae apostolicae in provincia Ebredunensi possint uti. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° xcv, f° 29 recto.)

« *Dilectis filiis Bertrando Scoferii sacriste et Stephano Planterii canonicis Ecclesie Ebredunensis.* Cum dilectus filius — Dat. Avinione, iv idus aprilis, anno quarto. »

431 Avignon, 17 avril 1338.

Priori provinciali Franciae ordinis fratrum praedicatorum

mandat ut capitulum generale ejusdem ordinis proferat. (Litt. de curia. Reg. Vat. 125, n° x, f° 2 recto.)

« *Dilecto filio . . priori provintiali Francie ordinis fratrum predicatorum salutem, etc...* Licet capitulum generale ordinis vestri in proximo venturo festo Pentecostes in civitate Metensi celebrari deberet, tamen de consilio et assensu dilectorum filiorum . . magistri et multorum fratrum ejusdem ordinis in curia romana existencium, celebrationem ejusdem capituli pro anno presenti auctoritate apostolica duximus suspendendam, volentes quod dictum capitulum pro hoc presenti anno minime teneatur. Quocirca discretioni tue presentium tenore mandamus quatinus suspensionem hujusmodi in locis provincie tibi commisse ubi expedire videris statim post receptionem presentium per te ipsum publices et per alios facias publicari ut fratres dicti ordinis qui illuc convenire debebant non cogantur propterea laborare. — Datum Avinione, xv kalendas maii, anno quarto. »

432 Avignon, 20 avril 1338.

Philippum regem Franciae rogat ut personas ecclesiasticas et homines provinciae Narbonensis jam propter infecunditatem terrae in egestatem deductos, tributorum aliarumque exactionum exonerari procuret. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cxxvi, f° 36 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Sepe tam viris ecclesiasticis quam aliis meste referentibus audivimus, fili carissime, hiis diebus preteritis et audimus adhuc etiam incessanter, quod in partibus provincie Narbonensis et quibusdam circumvicinis aliis, ubi anno presenti bladi, vini, olei et aliorum necessariorum humanis usibus defectus notabilis propter siccitatem et sterelitatem extitit alias, ut habet multorum assertio inauditus, Ecclesie ac persone ecclesiastice novitatibus insolitis ac gravaminibus et oppressionibus indebitis variis super suis juribus, bonis et libertatibus concussiuntur et molestantur multipliciter per gentes regias, dureque nimium pregravantur alii quoque tui utique subditi qui propter sterilitatem predictam et alia que inevitabiliter ipsos perferre oportuit et oportet, adeo sunt inopia paupertatis oppressi quod etiam vite cotidiana necessaria sibi desunt, sic pretextu guerre Vasconie aliisque diversis ex causis, sicut defert validus rumor compassione non vacuus, variis exactionibus affliguntur, quod non solum posse sibi deficiente super hiis, quin immo eis non habentibus unde de necessariis vite sibi ipsis provideant, quid agunt inter pressuras easdem nesciunt, quasi omni humano consilio et auxilio destituti. Sane, fili dilectissime, si ad divine miserationis exemplum direxeris intuitum mentis tue diligenterque revolveris inter tui archana pectoris mansuetudinis benignitatem et clementiam quibus clare memorie reges Francie predecessores tui erga Ecclesias et personas ecclesiasticas aliosque suos subditos usi pro divina reverentia et ut corda subditorum ad suam devotionem attraherent fortius, extiterunt, confovendo easdem Ecclesias et personas, et in suis juribus, bonis et libertatibus defendendo et etiam ampliando, ac compassiendo (*sic*) pauperibus et oppressis eosque in suis paupertatibus et miseriis compassivis affectibus, sicut ex narratione gestorum predecessorum eorumdem potest colligi, clarius relevando, profecto credimus quod circa ea que premisimus et alia salutis opera exercenda, pietatis tue commovebuntur viscera et zelus Dei semper vigens in corde regio devotius accendetur ut dilecta unica Christi sponsa, Ecclesia sacrosancta videlicet, cujus honores vel vituperia nullatenus pretereunt sponsum ipsum, non solum in dictis partibus sed in singulis aliis regni tui a novitatibus, exactionibus et oppressionibus indebitis per sinceram et devotam providentiam regiam preservata, quietis et pacis gaudeat ubertate, alii etiam pauperes et inopes ac orphani, pupilli et vidue qui relicti sunt Domino et illis etiam fidelibus qui tanquam membra ejus suo in hac parte convenire student effectualiter capiti ad promerendam uberius in presenti graciam et in futuro gloriam, consolationis remedium apud clementiam regiam reperient oportunum, ad que paternis ac salutaribus monitis benignitatem excitamus tenore presentium regiam, et ut ad illa pie curet intendere per Dei misericordiam obsecramus. Porro quia gravamina et oppressiones de quibus fit mentio succincta superius nimis prolixum existeret presentibus, explicare illa sicut nobis oblata sunt venerabili fratri nostro Stephano episcopo Noviomensi nuncio regio pridem ad nostram presentiam destinato, in scriptis assignavimus regali excellencie seriosius explicanda, super quibus et quibusdam aliis per nos eidem impositis, ipsum audire velit regia serenitas et fidem ei credulam adhibere ac ea pro regie salutis et honoris augmento ad effectum deducere salutarem. — Datum Avinione, xii kalendas maii, anno quarto. »

433 Avignon, 21 avril 1338.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CXXVII, f° 36 verso.)

Eidem regi Francie. Venientes pridem ad presentiam nostram venerabilem fratrem nostrum Stephanum episcopum Noviomensem et dilectum filium magistrum Hugonem de Arciaco canonicum Parisiensem, nuncios regios, benignitate recepimus consueta, ipsosque pacienter audivimus et expedivimus prout commode fieri potuit super hiis pro quibus missi fuerant, sicut ipsi quorum circumspectam commendamus diligentiam excellentie regie seriosius [referre] poterunt viva voce. — Datum Avinione, XI kalendas maii, anno quarto. »

434 Avignon, 25 avril 1338.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CXXVIII, f° 37 recto.)

« *Eidem regi.* Dilectum filium nobilem virum Rogerium comitem Petragoricensem super hiis que ratione castri de Bragairaco Petragoricensis diocesis habere asseritur in regali curia expedire, regie benivolencie in sua tamen justicia commendamus. — Datum Avinione, VII kalendas maii, anno quarto. »

435 Avignon, 30 avril 1338.

Ramundum episcopum Lascurrensem vetat tecto recipere quemdam filium suum naturalem qui cum turba latronum homines partium illarum spoliat et occidit, aut ipsos praedones ullo auxilio adjuvare. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° CXXIV f° 35 recto.)

« *Venerabili fratri Ramundo episcopo Lascurrensi.* Relatu fidedignorum percepimus displicibiliter hiis diebus quod quidam filius tuus naturalis tanquam venundatus ut malum faciat, coadunatis secum nonnullis aliis nequam hominibus qui una cum ipso ad te domumque tuam refugiunt ac receptantur, et de bonis Ecclesie tue administracioni commisse foventur et sustentantur, ibidem stratas et vias publicas et alia loca partium illarum predonico more discurrens, itinerantes et alios in quos potest suam dampnatam maliciam exercere, paratis etiam interdum insidiis, invadere, verberare, vulnerare, bonis suis violenter spoliare secumque asportare, ac quandoque occidere, quod est detestabilius, non veretur, hec et alia execrabilia facinora in Dei offensam, proximorum lesionem et rei detrimentum publice perpetrando. Cum autem talia que solo etiam auditu mentibus humanis horrorem ingerunt, pontificem cujus officium nulli nocere velleque prodesse omnibus esse debet, fovere non deceat nec etiam sustinere, fraternitatem tuam monemus, requirimus attentius et hortamur, tibi nichilominus in virtute obedientie districtius injungentes quatinus dictum filium tuum ejusque complices et alios familiares tuos ab hujusmodi et similibus excessibus et facinoribus detestandis effectualiter retrahere, quantum in te fuerit, non postponas, ipsos vel eorum aliquem aut aliquos alios talia vel similia perpetrantes in tuis locis et domibus non receptans, nec illis prestans per te vel alium seu alios publice vel occulte auxilium, consilium vel favorem, pro certo sciturus quod si monicionis, requisicionis et mandati hujusmodi repertus fueris de cetero temerarius, quod absit, transgressor, teque audiverimus hujusmodi abhominabilibus maculis deturpatum, dissimulare non poterimus nec intendimus quominus de alio curemus contra te remedio, sicut suaserit justicia, providere. Rursus, sicut intelleximus hoc turbato et impaccato tempore, propter commotionem guerrarum in partibus illis, peccatis exigentibus, ingruentium, tibi commoranti ad presens in eisdem partibus evidens imineat (*sic*) periculum de persona, sano tibi consilio suademus ut ad aliquem in comitatu Fuxi vel alium locum securum de quo tibi commodius videbitur, te transferas moraturum donec, Illo faciente qui potest, tempus majoris pacis et securitatis succedat, sic tamen de spirituali et temporali regimine tue Ecclesie, prout melius fieri poterit, provisurus quod propter tuam absentiam non subiciatur interim periculis et jacturis. — Datum Avinione, II kalendas maii, anno quarto ».

436 Avignon, 30 avril 1338.

Arnaldo III Valensun episcopo Olorensi mandat ut absolvat gentes Gastonis comitis Fuxi a sententiis quas incurrerunt propter dampna illata hominibus loci de Benaiaco Lascurrensis dioecesis, satisfactione praemissa. (Litt. patens. (Reg. Vat. 133 n° CXLIII f° 44 verso.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Olorensi.* Intelleximus nuper quod gentes — Dat. Avinione, II kalendas maii, anno quarto. »

437 Avignon, 11 mai 1338.

Dominico Grenier episcopo et capitulo Appamiarum notificat reservationem sacristiae et aliarum dignitatum ipsius Ecclesiae. (Litt. patens. Reg. Vat. 133 n° CXLIV f° 45 recto.)

« *Venerabili fratri .. episcopo et dilectis filiis capitulo Appamiarum.* Olim felicis recordationis — Dat. Avinione, v idus maii, anno quarto ».

438 Avignon, 18 mai 1338.

Roberto regi Siciliae, Arnulphum Marcellini canonicum Agennensem, in Campania et Maritima Papae et romanae Ecclesiae thesaurarium, commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133 n° clxxi f° 48 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Attendentes quod dilecto filio — Dat. Avinione, xv kalendas junii, anno quarto ».

439 Avignon, 20 mai 1338.

Capitulo Carcassonensi notificat ipsius Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 133 n° clxxii f° 48 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Carcassonensis.* Relatu fidedignorum — Dat. Avinione, xiii kalendas junii, anno quarto ».

440 Avignon, 20 mai 1338.

Amanevo de Ramaforti et Pontio de Pereto mandat ut bona mobilia bonae memoriae Petri VI Dejean episcopi Carcassonensis sub manu apostolica colligant et conservent. (Litt. patens. Reg. Vat. 133 n° clxxiv f° 49 recto.)

« *Dilecto filio Amanevo de Ramaforti cantori Lingonensis et Poncio de Pereto canonico Carnotensis Ecclesiarum.* Volentes de bonis — Dat. Avinione, xiii kalendas junii, anno quarto ».

441 Avignon, 22 mai 1338.

Guillelmo VII Curti episcopo Albiensi mandat ut citet personaliter Oliverium vicecomitem Montisclari Caturcensis dioecesis, tutorem Sycardi domini castri de Scuria Albiensis dioecesis, ad praestandum homagium quod Ecclesiae romanae pro dicto castro debetur. (Litt. patens. Reg. Vat. 133 n° clxxvi f° 49 recto.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Albiensi.* Cum castrum de Scuria — Dat. Avinione, xi kalendas junii, anno quarto ».

442 Avignon, 23 mai 1338.

Morerio de Moreriis mandat ut negotia cameram apostolicam tangentia quondam Guillelmo Medici canonico Ilerdensi commissa exsequatur, eique facultatem concedit ut litteris apostolicis olim eidem Guillelmo directis possit uti. (Litt. patens. Reg. Vat. 133 n° ccxvi f° 65 recto.)

« *Dilecto filio Morerio de Moreriis rectori Ecclesie de Tritomilio Tholosane diocesis.* Dudum super diocesis negociis — Dat. Avinione, x kalendas junii, anno quarto ».

443 Avignon, 27 mai 1338.

Petro Rogerii archiepiscopo Rothomagensi et Guillelmo de Brosse archiepiscopo Senonensi mandat ut rationes pecuniae pro decima sexennali exactae, a burgensibus ad hoc deputatis accipiant et rationes easdem apostolicae Sedi conferant. (Litt. de curia. Reg. Vat. 126 n° viii f° 2 recto.)

« *Venerabilibus fratribus Petro Rothomagensi et Guillelmo Senonensi archiepiscopis, salutem.* Dudum felicis recordationis Johannes Papa XXII, predecessor noster, instante carissimo in Christo filio nostro Philippo rege Francie illustri, passagium ultramarinum pro liberatione ipsius Terre Sancte in qua Redemptor noster salutem humani generis extitit operatus, de fratrum suorum consilio, de quorum numero tunc eramus, indixit, ac eundem regem qui ad hujusmodi negotium prosequendum et feliciter, Deo auspice, consummandum, sincerum affectum habere noscebatur, hujusmodi passagii et totius christiani exercitus qui transfretaret in illo, constituit generalem capitaneum et rectorem, certum terminum ad inchoandum hujusmodi passagium prefigendo; idemque predecessor postmodum, attendens quod tam ardui negotii prosecutio inmensis subsidiis indigebat, decimam omnium ecclesiasticorum reddituum et proventuum in regno Francie consistentium, personis et bonis Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani et aliorum militarium ordinum ac aliis personis ecclesiasticis que, obtenta debita licentia, in dicto passagio personaliter transfretarent dumtaxat exceptis, usque ad sex annos, et multa alia subsidia diversa in diversis dicti predecessoris litteris super concessionibus hujusmodi subsidiorum confectis particulariter expressa, prefato regi pro hujusmodi faciendo passagio ac pro dicto Terre Sancte subsidio seu succursu in subsidium expensarum que sibi ex tanti prosecutione negotii noscebantur incumbere, sub certis conditionibus,

modis et formis que in predictis ipsius predecessoris litteris super dicte decime et aliorum subsidiorum concessione ipsi regi facta, confectis et eidem regi directis seriosius annotantur, auctoritate apostolica in regno predicto concessit exigenda, colligenda et levanda per locorum ordinarios regni ejusdem vel alios quos iidem ordinarii ad hoc in singulis eorum civitatibus et diocesibus ducerent deputandos, ac voluit et ordinavit pro pecunia colligenda de decima et aliis subsidiis supradictis, non thesaurariis ejusdem regis sed certis burgensibus ydoneis per ipsum regem ad receptionem dicte pecunie deputandos, per ordinarios seu collectores predictos integraliter assignaretur, quam burgenses predicti recipere eamque fideliter conservare, ac de mandato quatuor prelatorum regni predicti, quorum duo per Sedem apostolicam, alii duo per regem eundem, vel duorum ex eis quorum unus per Sedem ipsam, alius vero per dictum regem deputati forent, ad ipsius passagii commodum dispensare utiliter, necnon prelatis eisdem, annis singulis de receptis et expensis computum et rationem debitam, ac deinde ipsi prelati sub certis formis et modis Sedi apostolice tenerentur reddere rationem, prout in ejusdem predecessoris litteris inde confectis plenius continetur. Ac demum dictus predecessor vos et vestrum quemlibet, de quorum circunspectionis industria et fidelitate probata gerebat fidutiam specialem, ad premissa omnia et singula alia que juxta dictarum litterarum dicti predecessoris, tam super decima sexennali quam aliis subsidiis antedictis prefato regi pro dicto passagio Terreque Sancte subsidio seu succursu concessis confectarum tenores, ad quatuor prelatorum predictorum quorum duo per Sedem eandem, alii duo per prefatum regem, vel duorum ex eis quorum unus per Sedem ipsam, alius vero per dictum regem forent, ut premittebatur, deputati, officium seu ministerium pertinebant assumendi, prosequendi et exequendi nomine ac pro parte Sedis predicte, auctoritate aliarum litterarum suarum specialiter deputavit, dans vobis per easdem litteras in mandatis ut vos et quilibet vestrum in premissis omnibus et singulis et eorum prosecutione ac executione debita, una cum aliis duobus prelatis vel uno ex eis per eundem regem ad hoc similiter deputando prudenter et fideliter procederetis, juxta predictarum dicti predecessoris continentiam litterarum. Nos igitur volentes premissa vobis per ipsum predecessorem, ut prefertur, commissa, executioni mandari, fraternitati vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus vos et quilibet vestrum a predictis burgensibus de premissis omnibus et singulis per eos receptis et expensis computum et rationem debitam recipere ac deinde Sedi prefate particulariter et distincte reddere studeatis. — Datum Avinione, VI kalendas junii, anno quarto ».

444 Avignon, 28 mai 1338.

Pontio de Bonacumba et Guillelmo II Curti de Bolbana abbatibus mandat ut de malis facinoribus a quibusdam monachis monasterii Grandissilvae commissis inquirant, et eos quos noxios esse invenerint secundum statuta canonica puniant. (Litt. patens. REG. VAT. 133 n° CLXXXIV f° 53 recto.)

« *Dilectis filiis .. de Bonacumba et .. de Bolbona Ruthenensis et Mirapiscensis diocesum, monasteriorum abbatibus.* Moleste ferimus quorumlibet insolentias transgressorum sed cum persone religiose per quas deberet observancia mandatorum potius honorari delinqunt, tanto vehementius provocamur quanto exinde gravius offenditur Altissimus et in Ecclesia Dei ampliora scandala generantur. Sane fidedignorum infesta relatio perduxit nuper ad nostri apostolatus auditum quod aliqui monachi monasterii Grandissilve Cisterciensis ordinis Tholosane diocesis, modestia religionis contempta, ruptisque rationis habenis, effrenes per campum licentie post sue voluntatis indomite libitum discurrere in sui status et ordinis opprobrium non verentes, sed Dei timore postposito et jugo religiose maturitatis abjecto extendentes ad inconsulta et illicita manus suas, diversos detestandos excessus et insollentias tam incedendo cum armis illicitis, invadendo, offendendo et interdum etiam more predonico disrobando et depredando itinerantes et alios partium illarum quam alias multipliciter, instinctu exagitati diabolico, dampnaliter delinquendo, commiserunt et committere, quod displicenter referimus, non formidant. Nos igitur nolentes talia sic pernitiosa et detestanda oculis conniventibus, nec absque correctione debita, si veritas suffragetur relatibus, pertransire, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus vos ad prefatum monasterium vel alia loca vicina de quibus vobis videbitur, accedentes, et super premissis et ea quomodolibet tangentibus seu dependentibus ex eisdem, simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, vocatis quos evocandos noveritis, veritatem, fideli adhibita diligencia, inquirentes, eos ex monachis monasterii antedicti quos de hiis culpabiles repereritis, prout excessus culpe cujuslibet exegerit, sic secundum statuta et

observantias predicti Cisterciensis ordinis et sanxiones (*sic*) canonicas studeatis corrigere ac punire, quod eis delinquendi super similibus precludatur aditus de cetero, et eorum correctio ceteris transeat in exemplum, invocato ad hoc si opus fuerit, auxilio brachii secularis. Contradictores etc...; testes autem, etc...; non obstantibus quibuscumque constitutionibus in contrarium editis, aut exemptionis etc... ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. — Datum, Avinione, v kalendas junii, anno quarto ».

445 Avignon, 4 juin 1338.

Philippum regem Franciae qui, cardinalium legatorum rogatu, securum conductum nuntiis Edwardi regis Angliae concessit, collaudat. (Litt. clausa. (Reg. Vat. 133 n° cxxix f° 36 recto.)

Eidem regi Francie. Solita benignitate recepimus celcitudinis regie litteras per quas, te fili carissime, audivisse plenarie relationem nunciorum regiorum, pridem pro certis negociis ad nostram presentiam transmissorum, super hiis que per nos favorabiliter et benigne circa dicta negocia fuerant expedita describens, et nobis exinde graciarum referens actiones, qualiterque instantibus dilectis filiis nostris Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus apostolice Sedis nunciis, securum conductum pro nunciis et ambaxiatoribus carissimi in Christo filii nostri Edwardi regis Anglie illustris super tractatu pacis mutue inter te, fili, dictumque regem Anglie concedente Domino reformande, venturis ad regnum tuum improximo, sub debita forma concesseras, litteris regiis oportunis inde confectis, quarum nobis misisti copiam prefatis cardinalibus nichilominus destinatis; et ulterius etiam qualiter Ludovicus de Bavaria scripserat venerabili fratri nostro .. episcopo Leodiensi per binas litteras a te nobis missas, significare nobis celcitudo (*sic*) regia procuravit. Premissis igitur omnibus diligentius intellectis, super forma concessionis dicti conductus quam discretam reputamus et justam, regalem prudentiam in Domino commendamus, desideriis optantes intensis tractatum predictum sic per viam caritatis procedere prospere, ut inde Illius interveniente gracia qui concordiam operatur in sublimibus, desiderati colligi valeant fructus pacis. Verum cum te, fili dilectissime, regnumque tuum sinceris diligamus affectibus et oportunis graciis et favoribus, quantum cum Deo honeste possumus. prosequamur, regalis excellentia (*sic*) quesumus, vicem rependens mutuam Ecclesie sancte Dei, eam tanquam filius gratitudinis, benedictionis et gracie studeas revereri et oportunis presidiis et favoribus, presertim super tollendis et revocandis gravaminibus, de quibus prefatis nunciis regiis mentionem fecimus, queve ipsis pro parte nostra explicanda seriosius serenitati regie imposuisse dum a nobis recesserunt meminimus, prosequaris; hec equidem, si per te, fili, deducta celeriter et benigne, ut speramus, extiterint in effectum, ad Dei cedent beneplacitum ac tui honoris cumulum et tue salutem anime redundabunt, Deoque faciente prosperabuntur exinde procul dubio facta tua. Super illis autem que continentur in litteris Ludovici predicti ad nostram deductis noticiam antequam litteras regias recepissemus predictas, tam memorato Leodiensi episcopo quam nonnullis aliis partium illarum de quibus expedire vidimus, per apostolicas scripseramus litteras oportunas. — Datum. Avinione, ii nonas junii, anno quarto ».

446 Avignon, 4 juin 1338

Ramundo de Chameraco mandat ut bona mobilia bonae memoriae Guillelmi de Sandreux de Pedeveges episcopi Sarlatensis colligat et conservet. (Litt. patens. Reg. Vat. 133. n° clxxxviii f° 55 recto.)

« *Dilecto filio magistro Ramundo de Chameraco canonico Ambianensi.* Cum velimus de bonis — Dat. Avinione, ii nonas junii, anno quarto ».

447 Avignon, 5 juin 1338.

Capitulis Sarlatensi et de Capdroto notificat Ecclesiae Sarlatensis reservationem eosque vetat contra illam reservationem nihil attentare. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° clxxxix, f° 55 recto.)

« *Dilectis filiis Sarlatensis et de Capdroto Sarlatensis diocesis capitulis Ecclesiarum.* Nuper ad notitiam — Dat. Avinione, nonis junii, anno quarto. »

448 Avignon, 12 juin 1338.

Fodim Jovens principis Alanorum fidem devotionemque commendat; rogat eum ut Christicolis orientalium partium benevolentiam et favorem conciliare studeat. (Litt. patens. Reg. Vat. 133. n° cxcix, f° 59 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Fodim Jovens, principi Alanorum.* Venientes nuper ad presentiam nostram tui et dilectorum filiorum nobilium virorum Chyansam Tongi, Chemboga Vensy et Johannis Yochoy conprincipum tuorum nuncii, per nos favorabiliter et benigne recepti, nobis sinceritatem magne devotionis et fidei quas ad nos et sanctam romanam Ecclesiam gerere dinosceris explicare seriosius curaverunt. Nos igitur hiis et aliis per eosdem nuncios prudenter et eleganter propositis exultanter auditis et plenarie intellectis, te fili, super eis Deo ac nobis et apostolice Sedi gratis admodum et acceptis multipliciter in Domino commendantes, nobilitatem tuam rogamus et hortamur attente quatinus in fide ac devotione predictis ut tibi augeatur a Deo meritum ac nostram et dicte Sedis gratiam et benedictionem acquiras uberius solida continuatione persistens, Alanos et alios christicolas partium illarum oportunis favoribus prosequaris et ut erga eos benivolentia magnifici principis . . Imperatoris Imperatorum omnium Tartarorum crescat jugiter et cultus divinus amplietur in eis partibus, fidesque catholica dilatetur, erga eumdem Imperatorem cui nos etiam super hoc scribimus una cum prefatis conprincipibus tuis studeas sicut erit commodius interponere partes tuas, insistendo et laborando quantum poteris quod prefati christicole ubique per imperium illud ecclesias, basilicas et oratoria in quibus juxta ritum et morem ejusdem romane Ecclesie divina peragantur officia et immoletur ostia salutaris pro peccatis populi habere libere, fundare ac construere valeant et tenere, possintque per dictum imperium ab antistibus et religiosis ac aliis christianis auctoritatem et potestatem super hoc habentibus predicari verbum Dei et veritas fidei christiane. Porro de nobis et Ecclesia romana predicta certam potes habere fiduciam et tenere quod nos super tuis oportunitatibus propicios reperies quantum cum Deo poterimus et benignos. — Datum Avinione, II idus junii, anno quarto. »

449

In eumdem modum : « *Dilecto filio nobili viro Chyansam Tongi principi Alanorum.* — Dat. ut supra. » (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° cc, f° 59 verso.)

450

Item in eumdem modum : « *Dilecto filio nobili viro Chemboya Vensy principi Alanorum.* — Dat. ut supra. » (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° cci, f° 59 verso.)

451

Item in eundem modum : « *Dilecto filio nobili viro Johanni Yochoy principi Alanorum.* — Dat. ut supra. » (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ccii, f° 60 recto.)

452

Item in eundem modum. « *Dilecto filio nobili viro Rubeo Pinzano principi Alanorum.* — Dat. ut supra. » (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° cciii, f° 60 recto.)

453

Avignon, 21 juin 1338.

Stephano de Villaribus episcopo Silvanectensi facultatem concedit ut Gandenses ab excommunicationis et interdicti sententiis quas incurrerant, absolvere possit. (Litt. communis. Reg. Vat. 125, n° cclviii.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Silvanectensi, salutem, etc...* Romanus Pontifex Principis Apostolorum celestisque clavigeri Beati Petri successor Christique vicarius collata ligandi atque solvendi sibi divinitus potestate sic utitur prout conditio temporum et veritas negotiorum exposcunt, gratum reputans et acceptum ut cum sibi cause rationabiles offeruntur ex quibus ad misericordiam potiusquam rigorem motum sui examinis valeat inclinare. Sane carissimus in Christo filius noster Philippus rex Francorum illustris nobis nuper significare curavit quod communitas, scabini, consules, ceterique habitatores et homines ville Gandensis in Flandria Tornacensis diocesis contra paces et capitula contenta in eis inter clare memorie Philippum tunc regem Franchorum dicti Philippi nunc regis patruum ex parte una et Robertum tunc Flandrie comitem et habitatores locorum et villarum regionis et territorii Flandrie de quibus dicta villa Gandensis existit ex altera primo, et deinde inter clare memorie Carolum tunc regem Francorum et Navarre ipsiusque regis qui nunc est consanguineum et predecessores suos ex parte una et comitatum et habitatores plurium locorum et villarum Flandrie predicte ex altera, dudum factas et initas temere veniendo, quamplures rebelliones et inobedientias contra dictum Philippum nunc regem gentesque et subditos ipsius regis notorie

commiserunt, paces predictas in pluribus punctis et articulis contra fidem per eos datam et juramentum prefatum violantes, excommunicationis in scabinos, consules et nonnullos alios dicte ville habitatores, et interdicti in comitatum ejusdem ville Gandensis auctoritate litterarum felicis recordationis Clementis V et Johannis XXII romanorum Pontificum predecessorum nostrorum in eosdem prolatas sententias temere incurrendo; tuque, frater episcope, super executione dictarum litterarum una cum quibusdam aliis tuis in hac parte collegis specialiter deputatus, solus prout ex forma dictarum litterarum poteras in hujusmodi executione, procedens ad requisitionem ipsius regis qui nunc est dictos scabinos, consules et alios habitatores predictos easdem incurrisse sententias, prout in processibus inde confectis plenius ac seriosius continetur, auctoritate apostolica declarasti, quodque postmodum prefati scabini et consules et alie persone predicte ad cor reversi, ductique spiritu consilii sanioris, suum recognoscentes errorem, ad ejusdem nunc regis obedientiam tanquam ejus fideles et subditi redierunt. Quare nobis idem rex humiliter supplicavit ut personis et loco prefatis provideri de absolutionis et interdicti relaxationis beneficio misericorditer mandaremus : nos itaque more patris benivoli in cunctis actibus libenter cum possumus misericordiam amplexantes ac cunctorum christicolarum tranquillitatem et salutem plenis desideriis affectantes, de tue quoque circumspectionis industria gerentes in hiis et aliis fiduciam in Domino specialem, ipsius regis supplicationibus inclinati, auctoritate nostra absolvendi juxta formam Ecclesie omnes singulares personas que ex causis predictis prefatas excommunicationum sententias incurrerunt si hoc humiliter et devote petierint, imposita eis penitentia salutari, relaxandi quoque et amovendi interdictum prefatum a communitate et villa memoratis si ad id dicti regis consensus accesserit, tibi plenam et liberam tenore presentium concedimus facultatem. — Datum Avinione, XI kalendas julii, anno quarto. »

454 Avignon, 22 juin 1338.

Pontio de Bonacumba et Guillelmo III Curti de Bolbona abbatibus facultatem dat puniendi secundum statuta canonica conversos et donatos monasterii Grandissilvae quos noxios esse invenerint. (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° CLXXXV, f° 53 verso)

« *Dilectis filiis . . de Bonacumba et . . de Bolbona Ruthenensis et Mirapiscensis diocesum monasteriorum abbatibus.* Perlato pridem ad nostri apostolatus auditum quod aliqui monachi monasterii Grandissilve Cisterciensis ordinis Tholosane diocesis, modestia sue religionis contempta, ruptisque rationis habenis, per campum licencie post suarum voluntatum libitum discurrentes effrenes in suarum animarum periculum et status ordinis predicti opprobrium, diversos detestandos excessus et insolentias, tam incedendo cum armis illicitis, invadendo, offendendo et interdum etiam more predonico disrobando et depredando itinerantes et alios partium illarum, quam alias multipliciter instinctu exagitati diabolico dampnabiliter delinquendo commiserant et committere non absque multorum oppressionibus indebitis et variis scandalis, minime formidabant. Nos nolentes talia sic pernitiosa oculis conniventibus absque correctione debita, si veritas suffragaretur relatibus pertransire, vobis ut ad prefatum monasterium vel alia loca vicina de quibus vobis videretur expediens, accedentes, et super premissis et ea quomodolibet tangentibus seu dependentibus ex eisdem, simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, vocandos quos evocandos cognosceretis veritatem solerti et fideli adhibita diligencia inquirentes, illos ex monachis supradicti monasterii quos de predictis reperiretis culpabiles, prout excessus culpe cujuslibet exigeret, secundum statuta et observancias predicti Cisterciensis ordinis et sanxiones (*sic*) canonicas punire ac corrigere studeretis, per alias nostras certi tenoris litteras inde confectas vobisque directas, duximus committendum, sicut in eisdem nostris litteris plenius continetur. Et licet in litteris eisdem de conversis et donatis memorati monasterii facta non extiterit mentio specialis, quia tamen nostre intentionis extitit et existit quod adversus eosdem conversos et donatos de predictis vel eorum aliquibus culpabiles vel suspectos, sicut contra monachos procedere valeretis, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus juxta formam et tenorem litterarum ipsarum, tam contra monachos quam conversos et donatos sepefati monasterii quos de premissis infamatos vel suspectos inveneritis, sic ad inquisitionem ac correctionem et punitionem eorum, prout expressum est superius, procedere procuretis quod vestra circumspecta diligencia propterea debeat merito commendari. — Datum Avinione, x kalendas julii, anno quarto. »

455 Avignon, 22 juin 1338.

Humbertum dalfinum Viennensem rogat ut quoddam castrum

quod construi incepit non sine magno Ecclesiae Vapincensis detrimento destrui mandet, atque jura ejusdem Ecclesiae inviolabiliter observet. (Litt. clausa. REG. VAT. 133, n° CCXVII, f° 65 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Humberto dalfino Viennensi.* Sua nobis venerabilis — Dat. Avinione, x kalendas julii, anno quarto. »

456 Avignon, 22 juin 1338.

Robertum regem Siciliae solutum facit de IIII^m unciarum auri ab eo festo Beati Johannis solutarum pro residuis census annui Ecclesiae romanae debiti. (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° CCXVIII, f° 65 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum tui, fili carissime — Dat. ut supra. »

457 Avignon, 23 juin 1338.

Quidquid scripsit aliquibus praelatis atque principibus Alamanniae de concordia cum Ludovico de Bavaria ineunda, et quidquid respondit nuntiis Imperatoris Tartarorum de fide catholica dilatanda, Philippo regi Franciae patefacit. (Litt. clausa. REG. VAT. 133, n° CXXX, f° 37 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Regie serenitatis litteras de prorogatione termini ad instantiam nobilium virorum ducum Austrie, ac missione nunciorum regiorum solemnium pro eodem termino prorogato mencionem inter cetera facientes, affectu solite benignitatis recepimus et que continebantur in eis plene collegimus intellectu. Sane, fili carissime, utinam nuncii missi pro hujusmodi termino non existerent sic solemnes, quia vix sperare possumus quod exinde aliquid honoris vel commodi finaliter possit sequi, nisi Deus, in cujus ditione ac voluntate cuncta sunt posita, ordinaret aliter quam illi homines, sicut habet multorum assercio, se disponant! Audiveramus equidem, etiam antequam ad nos predicte littere pervenissent, quod non solum illa summa pecunie in litteris regiis predictis expressa, immo majores et ampliores summe tam Bavaro quam multis Alamannie principibus et potentibus sunt solute, quodque adeo sunt caude colligate ipsorum, quod quantumcumque Bavarus promitteret aliquid, non tamen propter hoc alios prohiberet vel retineret, sed eisdem pocius circa dampna tibi, fili dilectissime, regnoque tuo, quod avertat Dominus, inferenda faveret tam publice quam occulte. Nam, sicut a fide dignis narratur, idem Bavarus, qui jam duo in diversis partibus Alamannie tenuit concilia, ac tercium circa Coloniam se tenere disponit, in illis egit principaliter quod per te, fili, tuosque predecessores terre imperii detinentur et detente sunt hactenus in locis diversis indebite occupate, exheredationem allegando jurium et bonorum imperii, et ad tuam et regni tui offensionem propter hoc omnes, tam principes, nobiles et populos, quam universitates et communitates civitatum et aliorum locorum insignium Alamannie concitando, et asserendo quod sua reconciliatio ad nos et Ecclesiam per te, fili, extiterat impedita; et nichilominus ad animandum Theutonicos vehementius, se jactando quod non abiret retro quomodolibet donec fuisset regnum Francie, te volente vel nolente, ingressus. Ex quibus et multis aliis que audivimus non parum displicibiliter sepius et audimus, non indigne veremur quod in dolo et fraude proferantur et prolata sint hactenus plura verba, quodque in dilacionibus quas illi Theutonici concedunt vel faciunt, minime recte agant, sed ut interim conglobare vires suas fortius valeant, et venientes subito, te regnumque tuum reperiant, quod non sinat Altissimus, imparatos. Ideoque regalis prudentia dirigens ad Eum qui dat salutem regibus humiliter vota sua, per providentie clypeum circa predicta et alia sibi occurrentia se muniat prudenter, vigilanter et caute, de quibus habet et habebit super hujusmodi negociis plene confidere diligenter nichilominus avertendo. Ceterum dum nuncii predicti, que in predicto termino egerint nobis duxerint intimanda, celsitudini regie que nobis circa hec occurrerint rescribemus. porro cum regalis magnificentia de hiis que pridem Alamannie ac Tartarorum nuncii ad Sedem venientes apostolicam petierunt, certior effici postularit, nos breviter et succincte geste rei effecto comprehenso tantummodo respondemus, quod per . . episcopum Curiensem et nobilem virum Gerlacum comitem de Nossawe, nuncios . . archiepiscopi Maguntini et quorumdam aliorum prelatorum Alamannie littere prelatorum patentes eorumque sigillis munite nobis presentate fuerunt, per quas nobis significare curabant quod ipsis dadum requirentibus Ludovicum de Bavaria sepefatum, ut providendo sue ac innumerabilium aliorum perditioni expositorum saluti, redire curaret ad Ecclesie unitatem, ipse requisitioni hujusmodi acquiescens se supposuerat ac promiserat, prestitis cautionibus et datis litteris, quas tamen non detulerunt nec nobis exhibuerunt, stare ac parere, in quantum cum Deo, justicia et honore suo

fieri posset, informationi et ordinationi prelatorum ipsorum; quiquidem prelati per easdem litteras supplicabant ut eundem Ludovicum, qui se, ut prefertur, ordinationi personarum ecclesiasticarum predictarum summittebat, recipere modo et forma quibus posset et deberet fieri, benigne ad reconsiliationem hujusmodi dignaremur. Nos vero, deliberatione matura previa super hiis, reprehendendo dure non immerito super forma et modo scripture hujusmodi prelatos eosdem, ad contenta in eisdem litteris et proposita coram nobis per prefatos episcopum et nobilem duximus ut sequitur respondendum, videlicet quod non stetit per nos quominus fuerit super negocio dicte reconsiliationis processum, sed potius per nuncios Ludovici predicti, qui pendente tractatus termino pecierunt licenciam recedendi nec de nostro consilio, nec ad tuorum, fili, nunciorum tunc in curia presentium instanciam remanere ulterius voluerunt, nec etiam in termino festi beati Michaelis proximo preteriti super hoc postmodum assignato misit dictus Ludovicus vel se super hoc excusavit.

Item quod si Ludovicus vult prosequi modo et forma quibus decet, debet et potest fieri negocium reconsiliationis ejusdem cum sui nuncii sine nunciis principum Alamannie quos hujusmodi tangit negocium, nequaquam sufficiant, suos et ipsorum principum nuncios ydoneos destinare procuret, qui sive sint prelati vel principes vel inferioris status persone, admittentur benigne, nosque paratos reperient procedere, prout cum Deo et honore Ecclesie poterimus, super negocio supradicto.

Item quod nos nichil attemptavimus nec attemptare intendimus contra jura imperii et regni Alamannie quovismodo, immo nos opponere, quantum nos deceret nostraque interesset, adversus quosvis aliquid indebite super hiis attemptantes.

Item quod castra et munitiones Ecclesie Maguntine contra jura dictorum imperii et regni ad manum nostram recipi non mandavimus, sed tantum in favorem ipsius Ecclesie ac prelati sui, ut sic scilicet castra et munitiones hujusmodi eripere⌜n⌟tur de manibus cujuslibet illiciti detentoris et tenerentur in manibus nunciorum nostrorum, donec inter . . Maguntinum et . . Treverensem archiepiscopos esset concordia reformata.

Item quod super premissis scribere intendebamus omnibus archiepiscopis per Alamanniam constitutis.

Item nostre intentionis existebat quod super premissis coram nobis et collegio venerabilium fratrum nostrorum sancte romane Ecclesie cardinalium procederetur duntaxat, et ex eo expedientius credebamus quia, si dubium occurreret, per nos statim valeret clarius et perfectius quam per alios declarari.

Item quod . . archiepiscopo Maguntino, attentis ejus detestandis excessibus et ingratitudinibus, non scriberemus cum sit etiam propter excessus predictos excommunicationis vinculo innodatus, sed aliis destinabimus super predictis oportunas litteras responsales.

Item Ludovico prefato quod illud quod magis impedire poterat tractatum sue reconciliationis erat bellicus apparatus quem contra, te fili, faciebat, exponi per eosdem episcopum et nobilem voluimus et eidem etiam suaderi quod ab illo prorsus desistere procuraret, quia romana Ecclesia, te fili, deserere in hiis necessitatibus nec debebat nec volebat, sicut tu tuique progenitores eam nequaquam deserere consuevistis in suis. Rursus nuncii . . majoris imperatoris Tartarorum necnon et quorumdam principum christianorum qui familiaribus obsequiis ejusdem imperatoris insistunt, nuper ad nostram presentiam venientes exhibuerunt nobis litteras quarum transcriptum per eos qui linguam et litteras noverunt ipsorum in latino translatum una cum copia litterarum dictorum prelatorum Alamannie continet cedula presentibus interclusa, quosquidem nuntios mente benigna et sereno vultu recepimus et que voluerunt coram nobis proponere mediante interprete intelleximus et eos fuimus etiam dulciter et favorabiliter ut decuit, allocuti; tandemque omnibus plenarie intellectis, tam eidem imperatori quam aliis imperatoribus sibi subjectis, regraciando eis super multis favoribus quos impendunt christianis in suis dominiis degentibus, eosque monendo et inducendo ad devotionem et ut lumen fidei christiane aspiciant sinceris cordibus illiusque radiis illustrentur ac favores predictos continuent et exuberent erga christianos predictos presertim ut ecclesie, basilice et oratoria reparentur et de novo construantur ibidem, in quibus divina officia celebrentur, liceatque antistibus et religiosis predicare verbum Dei et veritatem fidei orthodoxe, insuper christianis principibus in illis constitutis imperiis et generaliter omnibus christicolis in partibus orientalibus degentibus exponendo per extensum fidem catholicam, per diversas scribimus litteras oportunas, et nichilominus intimamus eisdem quod juxta supplicationem eorum nuncios vel legatos qui eos consolentur, instruant et confirment in fide predicta ipsamque predicent clarius et ostendant, ad eos et partes illas proponimus, divina suffragante gratia, destinare, prefatis quoque

imperatoribus offerimus sicut major predictus instanter peciit quod nuncios eorum recipiemus libenter et amicabiliter et nostros mitteremus ad ipsos ut salubrius et clarius eis via possit ostendi per quam de faucibus erepti diaboli circuire querentis jugiter quos devoret, ad semitam eterne vite dirigere valeant feliciter gressus suos. — Datum Avinione, ix kalendas julii anno quarto. »

458 Avignon, 25 juin 1338.

Robertum regem Siciliae solutum facit de VIII^m unciarum auri quas camerae apostolicae numeravit pro censu annuo Ecclesiae romanae ratione regni Siciliae et terrarum citra Farum debito. (Litt. patens. REG. VAT. 133 n° CCXIX f° 66 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum annuum censum — Dat. Avinione, VII kalendas julii, anno quarto. »

459 Avignon, 30 juin 1338.

Philippum regem Franciae rogat ne expostulationibus nonnullorum subditorum decani et capituli Ecclesiae Laudunensis aures praebeat benignas. (Litt. clausa. REG. VAT. 133 n° CCXXI f° 67 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Cum sicut dilectorum filiorum .. decani et capituli Ecclesie Laudunensis nuper insinuatione percepimus, nonnulli habitatores quarumdam villarum in quibus prefati decanus et capitulum juridictionem obtinent omnimodam temporalem, ad jura ipsorum decani et capituli enervanda et subtrahenda que super habitatores eosdem obtinere ac obtinaisse prefate Ecclesie nomine ab antiquo se asserunt, aspirantes, contra eos, cervicibus rebellionis erectis, multas novitates valde prejudiciales memoratis decano et capitulo attemptarint facere, a paucis circa temporibus et attemptent, per modum clamoris validi, ut te, fili carissime, vehementius circa hec commoveant, ut asseritur, sepius aures regias fatigando, regiam excellentiam attentius deprecamur quatinus prefatis decano et capitulo super hujusmodi suis juribus que habuisse ac habere ut premissum est ab antiquo dicuntur, manutenendis et conservandis, rejectis tamen injuriosis novitatibus hinc et inde, velit pro divina et apostolice Sedis reverencia favorem regium tua serenitas honestate previa impertiri, non accommodando faciliter talibus clamoribus, presertim si de radice procederent malicie, credulas aures tuas. — Datum Avinione, II kalendas julii, anno quarto. »

460

In eumdem modum : « *Carissime in Christo filie Johanne regine Francie illustri.* — Datum ut supra. » (Litt. clausa. REG. VAT. 133, n° CCXXII, f° 67 recto.)

461 Avignon, 30 juin 1338.

Decano et capitulo Ecclesiae Laudunensis suadet ne subditis tributa nimis gravia imponant ; eisdem nuntiat se ad regem et ad reginam Franciae de rebellione vassallorum ipsorum scripsisse. (Litt. clausa. REG. VAT. 133 n° CCXXIII f° 67 recto.)

« *Eisdem decano et capitulo [Laudunensi].* Intellectis diligentius que vestre nuper presentate nobis littere continebant super injuriosis, molestationibus quas ab hominibus villarum vestrarum vos pati asseritis, vobis et Ecclesie vestre paterno more compatimur, sed veremur quod insolita, gravia et importabilia onera per vos vel ministeriales vestros hominibus ipsis imposita, eos excitaverint seu cogerint ad recalcitrandum contra vos, et rebellionis erigendas cervices. Nostis equidem quod animalia bruta non consueta et importabilia imposita sibi onera reiciunt quantum possunt, quanto magis ergo hoc rationales homines facient qui naturaliter appetunt libertatem. Ideoque discretionem vestram hortamur in Domino, sano vobis nichilominus consilio suadentes quatinus juribus vestris que ab antiquo vos et predecessores vestri habere super dictos homines consuevistis contenti, curetis a novarum exactionum et servitutum impositionibus abstinere, ipsos homines ad devotionem vestram et obedientiam viis et modis honestis et expedientibus, qualitate considerata temporis, attrahendo et tractando, juribus vestris et Ecclesie illesis manentibus, cum ad obedientiam ipsam redierint humaniter et favorabiliter sicut vestros. Nos autem vestris petitionibus inclinati, carissimo in Christo filiis nostris Philippo regi et Johanne regine Francorum illustribus per litteras scribimus super hiis oportunas. — Datum Avinione, II kalendas julii, anno quarto. »

462 Avignon, 30 juin 1338.

Subditis decani et capituli Laudunensis Ecclesiae suadet ut

imperio domini temporalis parcant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133 n° ccxxiv f° 67 verso.)

« *Dilectis filiis universis incolis et habitatoribus villarum temporali dominio capituli Laudunensis Ecclesie subjectarum.* Perduxit nuper infesti rumoris assertio ad nostri apostolatus auditum quod licet vos et predecessores vestri hactenus ab antiquo sub obedientia et devotione dilectorum filiorum .. decani et capituli Ecclesie Laudunensis quorum juridictioni spirituali et temporali subesse immediate dicimini prospere vixeritis, eis de suis juribus et aliis proventibus ad ipsos spectantibus prout pertinebat ad vos et vestrum quemlibet reverenter et pacifice respondendo, a paucis tamen citra temporibus, hoste illo humani generis procurante qui quieti humane invidet, odia libenter suscitat et rancores, aliqui vestrum adversus eosdem decanum et capitulum quos velut dominos vestros revereri tenemini, rebellionis cornua erexistis; non solum eis jura denegantes ab antiquo debita, quinimo contumeliis et opprobriis aliisque detestandis excessibus eos afficientes multipliciter ac etiam provocantes, ex quibus dispendiosa scandala, prodolor! sunt subsecuta, ut fertur, et ampliora timentur exinde verisimiliter, nisi disponatur consultius negotium hujusmodi, proventura. Nos qui more patris benivoli de filiorum incommodis anxiamur, cupientes eorumdem decani et capituli ac vestris in hac parte periculis et dispendiis salubriter obviari, memoratis decano et capitulo per alias litteras nostras scribimus, eos attentius exhortando ut vos seu illos ex vobis qui forsan serpentina deceptione seducti ab eorum obedientia et reverentia declinastis, si ad eas humiliter redire curaveritis, benigne recipiant et mansuete sicut hactenus est fieri consuetum pertractent. Quocirca universitatem vestram monemus et hortamur in Domino, paterno vobis nichilominus consilio suadentes quatinus animarum vestrarum saluti ac vestris et posteritatum vestrarum quieti et securitati providere curantes, ad prefatorum decani et capituli devotionem, reverentiam et obedientiam debitas redire humiliter eisque respondere de juribus et proventibus per ipsos a vobis hactenus recipere solitis et habere, prout ad vos seu vestrum singulos pertinet, studeatis. Nos equidem si monitionibus et exhortationibus hujusmodi obtemperaveritis cum effectu, eisdem decano et capitulo injungemus districtius, et si necesse fuerit compellemus eosdem ut omnino preteritarum offensionum obliti, vos oportunis favoribus de cetero, sicut obedientie vestre promptitudo meruerit, prosequantur et abstineant suosque ministeriales et officiales abstinere faciant a molestationibus et novitatibus indebitis vobis imposterum quomodolibet inferendis; alioquin si recusaretis hiis que vobis salubriter in hac parte suademus obtemperare, quod absit, non poterimus desistere quominus prelibatis decano et capitulo assistere ne sua jura sic injuriose subtraherentur, eisdem oportune defensionis auxilio, prout justicia suaserit, procuremus. — Datum Avinione, II kalendas julii, anno quarto. »

463 Avignon, 4 juillet 1338.

Pietatem Johannae reginae Franciae quae primum lapidem fundamenti Ecclesiae Sancti Bernardi Parisiensis posuit et eidem conventui centum libras parisiensium annui reditus dono dedit, commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cxxxi f° 40 recto.)

« *Carissime in Christo filie Johanne regine Francie illustri.* Advenit nobis in spiritualis exultationis augmentum quod sicut grata dilectorum filiorum .. provisoris et monachorum domus Sancti Bernardi Parisiensis Cisterciensis ordinis nobis insinuatio patefecit, tu filia carissima, zelo fervens sincere devotionis ad Deum percepto pridem quod nos beneficiorum que in domo predicta olim dum ibidem vacaremus disciplinis scolasticis recepimus non obliti, Ecclesiam domus ejusdem, venerandis precelse genitricis Dei Marie semper Virginis et ejusdem sancti Bernardi vocabulis insignitam construi decenti opere ordinaveramus de novo, certa quantitate pecunie ad incoandum opus hujusmodi quo plurimum indigebat ipsa Ecclesia pro parte nostra nichilominus assignata, placuit serenitati regie suam exhibere in Ecclesia prefata presentiam et primum ponere lapidem fundamenti, et exuberando suam devotionem ulterius centum libras parisiensium annui et perpetui redditus amortizatas et liberas manu non parum munifica et liberalitate propria Ecclesie memorate conferre. Nos igitur super hiis de radice magne pietatis et caritatis prodeuntibus devotionem regiam cum graciarum actionibus multipliciter in Domino commendantes et Ei qui hujusmodi devotionis et pietatis infudit cordi regio spiritum exolventes in humilitate spiritus vitulum (*sic*) labiorum devotis insistimus precibus apud Eum ut Ipse hujusmodi tua, filia dilectissima, et alia pietatis que sibi exhibere studes opera vultu benigno respiciens, erga te ac carissimum in Christo filium nostrum regem Francie illustrem virum tuum posteritatemque

vestram et domum regiam dona graciarum multiplicet, dies et actus vestros in salutis et pacis prosperitate constituat, vosque sua potenti virtute protegat ab adversis. — Datum Avinione, IV nonas julii anno quarto. »

464 Avignon, 15 juillet 1338.

Guilielmo II d'Auxonne episcopo Cameracensi mandat ut Ludovicum de Bavaria repellat si fines Cameracenses ingredi tentaret (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° CCXXXIX f° 70 recto.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Cameracensi.* Habet infesti rumoris assertio quod Ludovicus de Bavaria Ecclesie sancti Dei et catholici fidei rebellis et hostis ac jurium Imperii romani et imperialis tituli temerarius et injurius usurpator qui dudum suis detestandis excessibus et delictis ac inobedientiis et culpis continuatis et auctis exigentibus diversis excommunicationum aliisque penis et sententiis innodatus ac jure si quod eidem ex quadam electione que de ipso in discordia facta esse dicebatur ad regnum vel imperium forsitan competebat privatus sentencialiter per Sedem apostolicam extitit, necnon de fautoria hereticorum heresi et scismate per ipsum sicut est toti mundo manifestum patrato fuit sentencialiter condempnatus una cum nonnullis suis sequacibus, complicibus et fautoribus ligatis utique propter ejus adherentiam et favorem variis excommunicationum aliisque spiritualibus et temporalibus penis et sentenciis per diversos processus olim adversus omnes et singulos qui Ludovico predicto assisterent, obedirent, faverent publice vel occulte seu ipsum regem vel imperatorem scienter nominarent aut pro tali haberent vel tenerent, per dictam Sedem solenniter habitos promulgatis se ad partes Cameracenses regno Francie, ut nosti vicinas, pro dampnis et offensis carissimo in Christo filio nostro Philippo regi Francorum illustri ejusque regno predicto et regnicolis si posset, quod avertat Dominus, inferendis accessurum disposuit et disponit. Nos igitur, cupientes quod tu, frater, tibique subjecti clerus et populus contagione dicti Ludovici ejusque sequacium, fautorum et complicum predictorum dampnatorum, ut premittitur, nequaquam inficiamini pestifera, nec eos vel eorum aliquos receptando aut favorem, auxilium vel consilium eis prestando, Deum ac nos et Ecclesiam romanam fidemque predictam catholicam seu regem prefatum quomodolibet offendatis, fraternitatem tuam rogamus, monemus, hortamur et requirimus, tibique nichilominus in virtute obedientie injungimus et mandamus quatinus Ludovicum, complices, sequaces et fautores predictos quamdiu extra graciam et communionem sancte matris Ecclesie fuerint, sicut nunc existere dinoscuntur, vel alios ad offensam dictorum regis et regni qui offendi nequirent in hoc casu procul dubio nobis et Ecclesia romana remanentibus inoffensis quomodolibet aspirantes, in civitate ac districtu Cameracensi nequaquam admittas, sed eos potius pro viribus si temptarent illuc accedere repellere non postponas, eis vel eorum aliquibus non prestando per te vel alium seu alios publice vel occulte, directe vel indirecte auxilium, consilium vel favorem, ad hoc idem tuos clerum et populum viis et modis quibus melius et utilius fieri poterit nichilominus inducendo, te taliter super hiis habiturus quod non solum tu clerus et populus predicti abstinuisse a malis et periculis in hac parte letemini, sed de bonis operibus potius reportare mere animi mercedis premium non indigne. — Datum Avinione, idibus julii, anno quarto. »

465 Avignon, 15 juillet 1338.

Decanum, praepositum et capitulum Cameracensis Ecclesiae vetat auxilium vel favorem Ludovico de Bavaria ullo modo praebere. (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° CCXL f° 70 verso.)

« *Dilectis filiis . . decano, . . preposito et capitulo Ecclesie Cameracensis.* Habet... et cetera... (ut supra) disposuit et disponit. Nos igitur cupientes quod vos, filii, vestrique subditi contagione prefati Ludovici ejusque complicum, sequatium et fautorum dampnatorum, ut premittitur, nequaquam inficiamini pestifera, nec eos aut eorum aliquos receptando aut consilium, auxilium vel favorem prestando, Deum ac nos et Sedem apostolicam fidemque predictam catholicam seu regem prefatum quomodolibet offendatis, universitatem vestram rogamus, monemus, requirimus attentius et hortamur vobis in virtute obedientie nichilominus injungentes quatinus Ludovicum, complices, sequaces et fautores predictos quamdiu extra gratiam et communionem sancte matris Ecclesie fuerint, sicut nunc existere dinoscuntur, vel alios ad offensam dictorum regis et regni qui offendi nequirent in hoc casu nobis et Ecclesia romana remanentibus inoffensis quomodolibet aspirantes, in civitate et districtu Cameracensibus nullatenus admittatis, sed eos potius si temptarent illuc accedere pro viribus repellatis, nec prestetis eis vel eorum aliquibus per vos vel alios, publice vel

occulte, directe vel indirecte auxilium, consilium vel favorem, ad hoc idem vestros subditos viis et modis quibus melius et utilius fieri poterit nichilominus inducentes, vos taliter super hiis habituri quod non solum vos et ipsi subditi astinuisse a malis et periculis in hac parte letemini sed de bonis operibus potius reportare mereamini mercedis premium non indigne. — Datum Avinione, idibus julii, anno quarto. »

466 Avignon, 15 juillet 1338.

(Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ccxli f° 70 verso.)

« *Dilectis filiis scabinis, universitati et aliis presidentibus regimini civitatis Cameracensis.* Habet rumoris etc... ut in secunda, verbis competenter mutatis, et specialiter in conclusione ubi loquitur de subditis, dicatur de concivibus et districtualibus suis, et tollantur de ista illa verba vobis in virtute obedientie nichilominus injungentes. — Datum Avinione, idibus julii, anno quarto. »

467 Avignon, 15 juillet 1338.

Philippo regi Franciae nuntiat se Guillelmo II d'Auxonne episcopo Cameracensi necnon decano, praeposito, capitulo, scabinis et universitati civitatis ejusdem scripsisse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° ccxlii f° 71 recto.)

« *Eidem regi [Francie].* Geminis regalis magnificentie litteris quarum una de dampnis et periculis que tibi, fili carissime, ac regno et subditis tuis possent de partibus Cameracensibus contingere, si tui hostes et emuli reciperentur ibidem, altera vero de responsione per nos facta illis qui super facto Ludovici de Bavaria pro parte quorumdam prelatorum Alamannie ad nostram venerant presentiam, mentionem inter cetera faciebant, solita benignitate receptis, ecce quod super obviando dampnis et periculis hujusmodi, venerabili fratri nostro. . episcopo et dilectis filiis. . decano, preposito et capitulo Cameracensibus, necnon scabinis et universitati et aliis presidentibus regimini civitatis Cameracensis, inde per litteras oportunas scribimus, juxta formam quam cedula continet presentibus interclusa. Super hiis vero que altera littera regia, ut premittitur, continebat, et nonnullis aliis pridem celcitudini regie meminimus latius rescripsisse. — Datum Avinione, idibus julii, anno quarto. »

468 Avignon, 20 juillet 1338.

Vicariis Ecclesiae Tutellensis notificat reservationem praepositurae de Vairaco ordinis Sancti Benedicti Caturcensis dioecesis, ad dispositionem episcopi Tutellensis pertinentis, eosque vetat aliquid contra reservationem ipsam tentare. (Litt. patens. Reg. Vat. 133 n. ccxliii f° 71 recto.)

« *Dilectis filiis vicariis Ecclesie Tutellensis auctoritate apostolica deputatis.* Cum nos certis ex causis — Dat. Avinione, xiii kalendas augusti, anno quarto. »

469 Avignon, 23 juillet 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus mittit epistolas quas Philippo regi Franciae et Edwardo regi Angliae de pace reformanda scripsit. (Litt. clausa Reg. Vat. 133, n° cclxix f° 81 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancti Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus.* Gaudemus quod in hiis que vobis commisimus super reformatione pacis et concordie inter carissimos in Christo filios nostros Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres non negligenter nec segniter laborastis, sed studentes erradicare discordiam et evangelizare pacem circa reformationem predictam omnem quam scivistis et potuistis diligentiam et vigilantiam plenis studiis impendistis. Ex hiis ergo solicitudinem vestram et studiorum vestrorum labores in Domino plurimum commendantes, volumus et mandamus ut perseveretis et oportune ac etiam importune insistatis in ceptis, eosdem reges omnibus modis et studiis quibus poteritis ad reformandam inter se pacem et concordiam inducentes, eis juxta prudentiam datam vobis a Deo aperientes innumera grandiaque pericula que regnantibus et regnis proveniunt ex hostilitate guerrarum. Super hiis etiam, eisdem regibus litteras nostras dirigimus speciales, quarum tenores vobis presentibus mittimus interclusas, ut ex eis de hiis que per vos circa dictos reges super pretacta materia tractanda fuerint, possitis plenius informari. — Datum Avinione, x kalendas augusti, anno quarto. »

470 Avignon, 23 juillet 1338.

Philippo regi Franciae suadet ut aliquot prudentes viros eligat qui cum nuntiis Edwardi regis Angliae in pace reconcilianda laborarent. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cclxx fol. 81 recto.)

Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri. Dolet, fili carissime, nec immerito mater Ecclesia ejusque pia viscera turbationis valide turbine quatiuntur, dum te et carissimum in Christo filium nostrum Edwardum regem Anglie illustrem, tam fideles filios, tam devotos et etiam tam propinquos, quos optat ardentius solide caritatis glutino copulari, sentit invicem collidentes, dum reges tam inclitos quos fidei christiane religio semper et promotores habere deberet et suorum hostium repressores, in tam gravi discordia positos, intuetur re vera, et nos in stuporem deducimur nec possunt mentes fidelium non mirari, dum tam catholicorum regum molimina que deberent in Christi blasphemos insurgere, in seipsos et alios redemptos Christi sanguine exercentur, dum principes tanta consanguinitatis proximitate conjuncti, qui deberent se potius mutuis fulcire presidiis, favoribus confovere, ac illa que inter ipsos causas contrarietatum inducunt quantumcunque gravia, quantumcunque difficilia, tractatibus ordinare domesticis et familiaribus collationibus seu amicis comunibus expedire, nec in talibus impulsatorum uti consiliis aut adherere suggestionibus que nequaquam de fonte caritatis emanant sic notantur ad invicem adversari, attendentes igitur ex utriusque vestrum discordiis regnis vestris innumerabilium animarum exicia, excidia corporum, vastitates rerum et alia horrenda quamplurima provenire, caritate cogimur et inducimur pietate ut omnibus viis, modis et studiis quibus possumus, te et prefatum regem Anglie ad bonum concordie reducamus, ad quod facilius et felicius procurandum videtur nobis quod multum tibi et dicto regi ac utriusque regno foret expediens si per te pro parte tua aliqua vel alique sufficientes eligerentur persone, et per dictum regem Anglie similiter persone assumerentur ydonee potestatem habentes inter te et dictum regem exortas controversias et discordias providis et salutaribus consiliis terminandi, que convenientes in unum, per amicabiles tractatus, cessantibus bellorum congressibus mutuisque dispendiis, predictas sopirent discordias et controversias quietarent, ac inter te et dictum regem Anglie, pacem et concordiam, quod concedat Altissimus, reformarent. Super quibus etiam prefato regi Anglie litteras nostras dirigimus speciales. — Datum Avinione, x kalendas augusti, anno quarto. »

471

In eundem modum, *carissimo in Christo filio Edwardo regi Anglie illustri*, verbis competenter mutatis. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cclxxi, f° 81 verso.)

472 Avignon, 24 juillet 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut in tractatu pacis incundo una cum nuntiis Edwardi regis Angliae laborent. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° ccxlix, f° 73 verso.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Licet dudum vobis tunc in Anglia existentibus certis ex causis fuerit de conscientia nostra scriptum ut ad partes Francie quamcitius possetis commode redeuntes, nobisque reditum ipsum statim post maris transitum intimantes, a prosecutione commissi negotii donec aliud scripsissemus vobis super hoc cessaretis, nunc tamen, die date scilicet presentium, hujusmodi vestro felici reditu, de quo cor nostrum exultavit in Domino, necnon transitu nunciorum carissimi in Christo filii nostri Edwardi regis Anglie illustris ad easdem partes Francie, per vestras litteras quas solita benignitate recepimus nunciatis, volumus aliis causis ad presens suadentibus et mandamus quatinus super eodem negocio juxta datam a Deo vobis prudentiam, solerti adhibita diligentia, procedatis, nobis que circa illud egeritis et nuncianda occurrerint sepius, sicut, prout et quociens oportunum credideritis, nichilominus rescripturi. — Datum Avinione, ix kalendas augusti, anno quarto. »

473 Avignon, 24 juillet 1338.

Quidquid egit Bertrandus cardinalis de negotiis commissis, recte actum esse putat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° ccl, f° 74 recto.)

« *Dilecto filio Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinali, apostolice Sedis nuncio.* Intellectu pleno collectis que prudentie tue littere continebant, tuam commendamus circumspectam diligentiam super eis, et si per te quem zelum Dei circa utilitatem rei publice habere in hac parte supponimus sit, prout habet litterarum ipsarum series, factum et fiat quod honeste potuisti et potes super hiis que prefate littere continebant, nulla erit tibi a Deo vel hominibus negligentia imputanda, sed quod ulterius nequit in illis per hominem fieri, divine providentie que in sui dispositione non fallitur relinquatur. Super facto autem Roberti

de quo mentio in litteris ipsis habetur, faciliter quantum poteris transeas, non te, nimium cum sit odiosum et periculosum negocium, profundando, nobis que circa hec et alia nuncianda tua circumspectio cognoverit nichilominus rescripturus. — Datum Avinione, IX kalendas augusti, anno quarto. »

474 Avignon, 26 juillet 1338.

Priorem Sancti Eligii Parisiensis, archidiaconum Brie ac cantorem Ecclesiae Parisiensis jubet Berengarium Cantulli magistrum ordinis Beatae Mariae de Mercede captivorum citare, ut infra unius mensis spatium in conspectum apostolicum veniat. (Litt. de curia. REG. VAT. 126, n° XII, fol. 4 recto.)

« *Dilectis filiis . . priori Sancti Eligii Parisiensis et . . archidiacono Brie, ac . . cantori Ecclesie Parisiensis, salutem.* Cum certis rationabilibus — Dat. Avinione, VII kalendas augusti, anno quarto. »

475 Avignon, 27 juillet 1338.

Guillelmo de Petrilia facultatem concedit ut instrumenta quaedam per alios tabelliones certis conditionibus, grossari facere valeat. (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° CCLI, f° 74 recto.)

« *Dilecto filio magistro Guillelmo de Petrilia canonico Aniciensi, clerico camere nostre.* Cum sicut nobis exponere curavisti, tu auctoritate tabellionatus officii ab apostolica Sede tibi concessi super diversis causis seu negotiis nos, Ecclesiam romanam seu cameram nostram tangentibus, jam hactenus receperis et te recipere frequenter oporteat publica instrumenta que quandoque prepeditus aliis negotiis camere supradicte propriis manibus grossare non potes, nos ut negotia ipsa impediri propter hoc et instrumentorum hujusmodi confectionem differri plus debito in nostrum, Ecclesie seu camere predictarum aut aliorum privatorum quorum interesset prejuditium non contingat, tibi quod instrumenta hujusmodi per te recepta et recipienda imposterum postquam in prothocollis tuis redacta fuerint, per alium vel alios tabellionem vel tabelliones ydoneos et fideles a quibus prius de hiis gerendis fideliter recipiatur in eadem camera juramentum facere grossari valeas, dummodo in eis manibus tuis propriis te suscribas et apponas etiam signum tuum, auctoritatem et licentiam tenore presentium elargimur, volentes ut instrumenta hujusmodi sic grossata, sicut premittitur, hactenus et grossanda de cetero, tuis tamen subscriptione ac signo ut premittitur roborata, perinde valeant et adeo robur obtineant firmitatis ac si grossata tuis propriis manibus extitissent. — Datum Avinione, VI kalendas augusti, anno quarto. »

476

In eumdem modum : « *dilecto filio magistro Guillelmo de Bos preposito Ecclesie Forojuliensis, clerico camere nostre.* — Dat. ut supra. » (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° CCLII, f° 74 verso.)

477

Item in eumdem modum : « *dilecto filio Johanni de Amelio archidiacono Forojuliensi, clerico camere nostre.* — Dat. ut supra. » (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° CCLIII, f° 74 verso.)

478

Item in eumdem modum : « *magistro Michaeli Ricomanni canonico Valentinensi, clerico camere nostre.* — Dat. ut supra. » (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° CCLIV, fol. 74 verso.)

479 Avignon, 28 juillet 1338.

Morerio de Moreriis mandat ut pecuniae summam quam bonae memoriae Petrus Roderii et Petrus Johannis episcopi Carcassonenses ad fabricam Ecclesiae Carcassonensis et reparationes Ecclesiarum ruralium ejusdem dioecesis acceperant, e bonis ipsorum episcoporum colligat ac illis quorum intererit assignet. (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° CCXCII, f° 89 recto [1].)

« *Dilecto filio Morerio de Moreriis rectori Ecclesie de Tritomilio Tholosane diocesis.* Dudum nobis exposito — Dat. Avinione, V kalendas augusti, anno quarto. »

480 Avignon, 9 août 1338.

Philippo regi Franciae Ecclesias et personas ecclesiasticas diligentissime commendat eique suadet ut apud Deum preces

1. Haec epistola in eodem regesto, n° CCLV, fol. 74 verso, invenitur.

devotas effundat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CCLXXII, fol. 81 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Non sine mentis amaritudine doloreque cordis audimus nimio qualiter tui, fili carissime, hostes et emuli ad tuam et regni tui effusionem, conglobatis in multitudine magna viribus, se disponunt. Sane quia nescitur quo Dei occulto judicio hujusmodi procellarum et turbinum tempestates insurgunt, ad Eum qui dormiens, in mari discipulorum mergi timentium precibus excitatus, imperavit marinis intumescentibus fluctibus, et ejus imperio facta tranquillitate prospera quieverunt, esse cum sinceritate devotionis et fidei credimus principaliter recurrendum ut Ipse qui pacis est auctor et humane salutis amator, si forsan provocatus peccatis extiterit, suam misericorditer indignationem avertens, procellosos dissensionum et guerrarum turbines in auram optate pacis et tranquillitatis convertat. Ut autem preces effundende super hiis ante thronum divine clemencie offerantur confidentius, et pro te, fili dilectissime, regnoque predicto exaudibiliores in auribus Altissimi possint credi, magnitudini regie paternis et caritativis affectibus suademus ut in domo proprie consciencie pacem stabilias et confirmes ne remorsus peccati alicujus divine Majestatis oculos offendentis, eam aggravet vel bellum in ea tibi moveat intestinum. Et quia Ecclesiarum et personarum tam ecclesiasticarum quam secularium maxime pauperum oppressiones indebite Deum offendunt, procul dubio graviter Eum qui justiciam, misericordiam et veritatem diligit ad iracundiam nichilominus provocando, videat et circumspiciat, quesumus, regalis providencia diligenter si per se aut ejus officiales et ministros in regno eodem oppressiones hujusmodi sint illate et eis quos oppressos minus juste repererit, sic pie, misericorditer et benigne provideri de remedio faciat oportuno, quod placato Domino, cujus oculis nuda et aperta sunt omnia, graciam et benedictionem divinam assequi merearis uberius non indigne. Rursus, admodum expediens, considerata presentis qualitate temporis, existimatur quod si pacis vel treugarum tractatus aut earum seu alterius ipsarum finales offerantur effectus qui rationabiles vel tolerabiles reputentur, celsitudo non respuat regia, nec similes etiam offerre, sicut fuerit oportunum, omittat, ut te, fili, velle vitare innoxii effusionem sanguinis et amplecti pacem, caritatem et concordiam per hec evidentius attesteris, et ejusdem pacis dulcedine, si eam Dominus dederit, spiritualiter et temporaliter perfruaris; alias autem, cum per te non steterit, habearis merito in conspectu Dei et hominum excusatus. Demum vero, ponens ante oculos mentis tue quod in exercitus multitudine non est victoria sed de celo fortitudo consistit, et quibus vult cum paucis etiam Dominus victoriam impertitur, non in tua et tuorum potentia, sed in Dei virtute confidas, anchoram spei et fiducie tue, agendo tamen magnanimiter et viriliter, in Eo semper ponens. Speramus igitur in Domino quod si hujusmodi monitis et persuasionibus nostris, de fonte caritatis utique prodeuntibus acquieveris effectualiter in hac parte, Ipse qui cor contritum et humiliatum non despicit, sed potius elevat et exaltat, tibi presidiis oportunis propitius super tuis agendis assistet, maxime cum ab hostibus fidei et sancte matris Ecclesie rebellibus impugneris. Nos quoque qui tuam et regni predicti salutem et statum prosperum appetimus, preces devotas super premissis cum sancta Dei Ecclesia effundimus et etiam effundemus, prompti quantum cum divino beneplacito ac honore Dei et Ecclesie poterimus ad ea que tuum et regni predicti commodum respicient et honorem. — Datum Avinione, v idus augusti, anno quarto. »

481 Avignon, 9 août 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut pacis conditiones una cum nuntiis Franciae et Angliae regum tentent. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CCLXXIII, f° 82 recto.)

Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis. Intellecto plenarie qualiter vos de Anglia in Franciam redeuntes, carissimi in Christo filii nostri Philippi regis Francie illustris una cum nunciis carissimi in Christo filii nostri Edwardi regis Anglie illustris vobiscum pro tractatu pacis inter reges eosdem mutue proficiscentibus, presentiam adistis, modumque per vos consulte multum et provide super hoc observatum; item etiam qualiter idem rex Francie vos, una cum eisdem nunciis favorabiliter et benigne recipiens, et diligenter intelligens que super pacis ejusdem negocio proponere curavistis, certos tractatores vobis acceptos, velut pacis ipsius zelatores fervidos, super tractatu negocii pacis hujusmodi deputavit; et insuper quomodo ad petitionem nunciorum predictorum, regi prelibato Francie placuit quod ante tractatus inicium expectarentur certi alii eorumdem nunciorum socii tractatores qui nondum venerant, cum

prefato rege Anglie in Alamannia existentes, vosque intendebatis ad civitatem Atrebatensem ubi convenire vobiscum debent omnes hinc inde tractatores electi, previa divina gracia, vos conferre, grata sunt nobis hec omnia et accepta, et exinde vestram circumspectam diligentiam multipliciter in Domino commendamus. Ceterum, si ommissa in litteris ad pacem predictam exhortatoriis quas pridem regibus memoratis destinavimus, quedam posterior clausula extitit que continebatur in transcripto litterarum ipsarum in missis per nos vobis tunc litteris interclusa, cum id factum studiose fuerit, vestra prudentia non miretur. Si quidem, licet dudum videntes periculosam nimis dissensionem inter reges ipsos suscitari et obviare periculis ex illa imminentibus cupientes, ad ea que clausula ipsa continet nos obtulerimus non ut superiores sed ut communes amicos et tractatores laboraturos fideliter et solerter, idem tamen rex Francie recusavit recipere illam viam, quamobrem refricare sibi modo quod ipse tunc recusavit, ut premittitur, non vidimus expedire, nec nos qui variis aliis negociis arduis sumus continue prepediti ad suscipiendum illud onus, sponte voluimus nos offerre; in transcripto vero remanere clausulam ipsam que prius scripta fuerat pro instructione vestra, voluimus nos offerre, ut si partes hoc peterent et offerrent, certumque modum rationabilem et utrique parti convenientem ad pacem eligerent procedendi, ad occurrendum animarum periculis ac personarum et rerum dispendiis que guerrarum et dissensionum calamitas secum trahit, procurandumque bonum pacis Deo placidum et hominibus amabile, subiceremus in virtute Domini humeros imbecilles. Ideoque volumus et mandamus quatinus quantum meritum ex laboribus et solicitudinibus vestris adhibitis, circa dicti prosecutionem negocii et etiam adhibendis vobis potestis acquirere apud Deum considerantes attente, studia laborum et solicitudinum hujusmodi continuare infatigabiliter et sedule, quousque fructus exinde colligantur votivi, aut per vos non stet quominus colligi valeant studeatis, sequendo quantum poteritis viam tractatorum assumptam, nec offerendo pro nobis quod nos in manibus nostris suscipere debeamus negocium antedictum, nisi vias alias perclusas et imminere periculum inevitabile videretis. Si vero partes id peterent absque vestris inductionibus et offerrent tunc, dummodo certus modus rationabilis et utrique parti conveniens eligeretur per quem nos ad pacem vellent procedere reformandam, ita quod labor noster reddi non posset derisorius et inanis, vel forsan eisdem partibus seu alteri eorum inutilis et nocivus, honeste refutari non posset; super quibus prout Dominus vobis ministraverit diligentibus studiis vigiletis, nobis que feceritis et presertim super modo predicto, si honeste fieri poterit et vobis occurrerit, quotiens oportunum cognoveritis nichilominus rescripturi. Porro prefato regi Francie, per litteras nostras quas vobis cum presentibus mittimus, juxta formam scribimus quam cedula continet presentibus interclusa, quasquidem litteras sibi procuretis, prout expedire cognoveritis, presentari. — Datum Avinione, v idus augusti, anno quarto. »

482 Avignon, 9 août 1338.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cclxxiv, f° 83 recto.)

« *Dilecto filio Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinali, apostolice Sedis nuncio.* Licet super hiis que ad presens tibi, fili, et college tuo rescribimus solum receperimus scripta tua, ne tamen alicujus emulationis valeat inter vos materia suscitari, quodque melius et apertius invicem materiam super qua scribimus comunicare possitis, ambobus simul providimus rescribendum, tuam nichilominus studiosam diligentiam super scriptionibus hujusmodi adhibitam admodum nobis gratam, multipliciter in Domino commendantes. — Datum ut supra. »

483 Avignon, 17 août 1338.

Petro Bertrando de Colombier episcopo et capitulo Nivernensi notificat decanatus ejusdem Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° cclxxxvii, f° 87 recto.)

« *Venerabili fratri .. episcopo et dilectis filiis capitulo Nivernensi.* Olim felicis recordationis — Dat. Avinione, xvi kalendas septembris, anno quarto. »

484 Avignon, 19 août 1338.

Johanni IV de Chaudemayo Cisterciensi ceterisque abbatibus Cisterciensis ordinis mandat ut statuta ipsius ordinis observanda curent et orationes apud Deum pro Ecclesia et Papa fundant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cclxxxvi, f° 87 recto.)

« *Dilectis filiis .. Cisterciensi ceterisque Cisterciensis ordinis abbatibus in generali capitulo Cistercii congregandis.*

In congregatione instantis — Dat. Avinione, xiv kalendas septembris, anno quarto. »

485 Avignon, 21 août 1338.

Johanni Ogerii mandat ut moneat Guillelmum archiepiscopum Lugdunensem et cogat ad reddendum rationes et satisfaciendum de pecuniae summa ab eo collecta ratione subsidii quod praelati et personae ecclesiasticae Lugdunensis provinciae Johanni Papae XXII obtulerant. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° cclxxxviii, f° 87 verso.)

« *Dilecto filio Johanni Ogerii decano Ecclesie Belnensis Eduensis diocesis.* Fidedigna relatione percepimus — Dat. Avinione, xii kalendas septembris, anno quarto.

486 Avignon, 21 août 1338.

Johanni Ogerii mandat ut Guillelmum archiepiscopum Lugdunensem cogat ad reddendum rationes et satisfaciendum de pecuniae summa quam collegit ratione emolumentorum procurationum Petro praedecessori suo et ejus suffraganeis in absentia solutarum quas iidem Johanni Papae XXII concesserant. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° cclxxxix, f° 88 recto.)

« *Eidem decano* Relatibus accepimus fidedignis — Dat. ut supra. »

487 Avignon, 21 août 1338.

Johanni Ogerii mandat ut haeredes Petri archiepiscopi Lugdunensis cogat ad restituendum pecuniae summam quam idem Petrus ratione sexennalis et triennalis decimarum apostolicae camerae nomine collegit; quam si heredes ipsi solvere nequeant, illam a Guillelmo archiepiscopo Lugdunensi qui nunc est exigat. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ccxc, f° 88 verso.)

« *Eidem decano.* Cum olim ut intelleximus — Dat. ut supra. »

488

Eidem decano similis epistola dirigitur ut pecuniam ratione earumdem decimarum collectam, ab heredibus Vitalis archiepiscopi Bisuntini repetat. — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ccxci, f° 88 verso.)

489 Avignon, 25 août 1338.

Guillelmo IV Bertrandi episcopo Baiocensi mandat ut pecuniae summam quam Guillelmus III de Beaujeu episcopus Baiocensis, praedecessor ejus, auctoritate apostolica collegit e fructibus Ecclesiae Sancti Patricii et capellae de Argentiis, ab executoribus testamenti dicti episcopi exigat et rationes reddi faciat. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ccxv, f° 64 verso.)

« *Venerabili fratri.. episcopo Baiocensi.* Dudum bone memorie — Dat. Avinione, viii kalendas septembris, anno quarto. »

490 Avignon, 26 août 1338.

Fulconem de Chanaco et Johannem de Cadrellis nuntios regios de negotio tangente monasterium Fontisebraudi audivit, eisque respondit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cclxxvi, f° 83 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Dudum destinati ad nostram presentiam dilecti filii magistri Fulco de Chanaco canonicus Parisiensis et Johannes de Cadrellis, clerici et nuncii regii, nobis tue celsitudinis litteras presentarunt. Nos igitur nunciis et litteris ipsis solita benignitate receptis, ac auditis et intellectis plenius que ipsi super negocio tangente monasterium Fontisebraudi, Pictavensis diocesis, super quo se missos dixerunt specialiter proponere curaverunt, tandem ea que per nos responderi ad illa et fieri super eis secundum Deum, honestatem et justiciam potuerunt, respondimus et fecimus, sicut ipsi nuncii referre regie celsitudini plenius poterunt viva voce. Porro quia premissa diversos circuitus habuerunt, moram et excusamus nunciorum ipsorum, et eorum circumspectam diligentiam, circa ea etiam frequentius ab eis apud nos importune adhibitam, commendamus. — Datum Avinione, vii kalendas septembris, anno quarto. »

491 Avignon, 30 août 1338.

Reprehendit Yvonem de Boisboissel episcopum Macloviensem qui decanum et capitulum ipsius Ecclesiae bonis spoliare tentavit, eique suadet ut sine mora damna illata resarciat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° ccxcv, f° 90 verso.)

« *Venerabili fratri Yvoni episcopo Macloviensi.* Etsi nobis et apostolice — Dat. Avinione, iii kalendas septembris, anno quarto. »

492 Avignon, 1er septembre 1338.

Philippo regi Franciae hostium machinationes patefacit.

(Litt. clausa. REG. VAT. 133, nº CCCVII, fº 95 recto. *Vatikanische Akten*, p. 713, nº 1969.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Secretis murmurationibus nobis infestis admodum noviter intellecto quod tui et regni tui, fili carissime, hostes et emuli machinantur dolose qualiter te cum tua potencia in illis partibus existente, per alias partes regnum ingrediantur et offendant predictum, expediens crederemus quod fortalicia in finibus dicti regni presertim a parte Burgundie ac riparie Rodani consistentia, ne ad premissa, quod non sinat Altissimus, patere posset eisdem emulis et hostibus aditus, munirentur decenter; super quibus que non sine causa scribimus celeriter, sicut qualitas negocii hujusmodi exigit, quod sibi expedire videbitur regia providentia ordinet et disponat, semper ad pacem vel treugas tolerabiles sicut alias te, fili carissime, rogavimus, regium animum prompte ac favorabiliter inclinando. Si vero alia nuncianda tue celsitudini nobis occurrant ulterius que viderentur utilia vel nociva, non differemus quamtocius intimare. — Datum Avinione, kalendis septembris, anno quarto. »

493 Avignon, 1er septembre 1338.

Ramundo de Chameraco mandat ut bona mobilia et debita quae Rogerius d'Armagnac episcopus Laudunensis in partibus Vaurensibus et circumvicinis possidebat tempore translationis suae, sub manu apostolica colligat et conservet. (Litt. patens REG. VAT. 133, nº CCXCVIII, fº 92 recto.)

« *Dilecto filio magistro Ramundo de Chameraco canonico Ambianensi.* Cum nos dudum — Dat. Avinione, kalendis septembris, anno quarto. »

494 Avignon, 5 septembre 1338.

Reservationem Ecclesiae parrochialis Montissecuri, Vasatensis dioecesis notificat. (Litt. patens. REG. VAT. 133, nº CCXCIX, fº 92 verso.)

« *Ad futuram rei memoriam.* Dudum felicis recordationis — Dat. Avinione, nonis septembris, anno quarto. »

495 Avignon, 7 septembre 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut contra invadentes Franciae aut Angliae regna nullam quaestionem exerceant. (Litt. clausa. REG. VAT. 133, nº CCCVIII, fº 95 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus.* Nuper per litteras tuas, fili Petre, nos specialiter consulere curavisti quem modum vos debeatis tenere in faciendo processus contra invadentes Francie et Anglie regna vel alterum eorumdem ; super quo, habita deliberatione cum quibusdam ex fratribus nostris, vobis breviter respondemus quod cum ex dictis processibus si generaliter et equaliter contra invadentes dicta regna procedatur, rebus ut nunc existentibus, parvus speretur resultare profectus, et alias scandalum et dedignationis materia sicut etiam ex dictis litteris collegimus possent sequi, et si forte contra invadentes unum duntaxat dictorum regnorum per vos procedi contingeret, pars alia non mediocriter offenderetur, et sic nos et etiam vos parti ex hoc offense parciales reputari possemus merito et suspecti, et tractatus pacis ad quem vos principaliter misimus ex hoc non solum impediri contingeret sed etiam interrumpi, nobisque impedimentum propterea prestaretur quominus paci possemus prebere operam et dissidentes partes ad concordiam revocare, consultius extimamus quod a predictis processibus supersedeatis ad presens. Cum etiam carissimus in Christo filius noster Philippus rex Francie illustris jamdudum nobis scripserit quod propter causam quam habet contra carissimum in Christo filium nostrum Edwardum regem Anglie illustrem nullos faceremus spirituales processus, nec aliud postmodum contrarium nobis scripsit, ejusdem ergo pacis tractatibus plenis studiis plenisque vigiliis et indefessis laboribus juxta datam vobis a Deo prudentiam insistatis. Ceterum si vobis videatur expediens treugas usque ad certum tempus, de quo vobis etiam expedire videbitur, juxta concessam vobis super hoc per alias nostras litteras facultatem, inter dictos reges ac sequaces, fautores et valitores eorum indicere studeatis, contra violatores dictarum treugarum juxta formam litterarum ipsarum nichilominus procedendo. — Datum Avinione, VII idus septembris, anno quarto. »

496 Avignon, 13 septembre 1338.

Quidquid nuper tractatum inter apostolicam Sedem et Ludovicum de Bavaria fuit, Philippo regi Franciae declarat. (Litt. clausa. REG. VAT. 133, nº CCCX, fol. 96 recto. — *Vatikanische Akten*, p. 715, nº 1975.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Ad regie serenitatis notitiam presentium tenore deducimus quod nuper Ludovicus de Bavaria dilectum filium Albertum abbatem monasterii Eberacensis Cisterciensis ordinis, Herbipolensis diocesis, cum litteris suis de credentia ad nostram presentiam destinavit, in quibus litteris inter alia continebatur quod idem Ludovicus in humilitate et devotione quam a primordio creationis nostre in romanum Pontificem nobis obtulerat, stabilis et firmus erat et permanere volebat. Verum quia verba ejusdem abbatis, que ex parte ejusdem Ludovici sub credentia nobis dixit, a dictarum litterarum serie discordabant, tam eisdem litteris quam credentie adhibere non potuimus plenam fidem, sed providimus propterea dilectum filium magistrum Arnaldum de Verdala, capellanum et familiarem nostrum, clericum tuum ac de regno tuo oriundum, ad ejusdem Ludovici presentiam destinandum, ut tam per litteras ejusdem Ludovici nobis per eum super pretactis mittendas quam ex relatione dicti nuncii intentionis sue propositum certitudinaliter cognoscere valeamus, et ut etiam ex predictis Ludovicus ipse circa negocium sue reconciliationis intendens, ab actibus bellicis quos contra te cepit, etsi eos totaliter non dimittat, saltem retrahatur ad tempus, quia modica interruptio in talibus, sicut frequenter experientia docuit, multum prodest. Ceterum celsitudinem tuam cupimus non latere quod dilectus filius nobilis vir Humbertus dalfinus Viennensis, Ecclesie romane fidelis et devotus ac fervidus honoris celsitudinis tue et carissimi in Christo filii nostri Roberti regis Sicilie illustris zelator, qui ad presentiam nostram pro quibusdam aliis arduis suis negociis se personaliter duxerat conferendum, cui dictus Ludovicus qui, sicut idem abbas nobis retulit, multum confidit de ipso, per eundem abbatem super hoc litteras miserat speciales, apud nos una cum dicto abbate super premissis curialiter interposuit partes suas, nobis tamen et dicto dalfino aperte predicentibus eidem abbati quod nostre intentionis non erat ad efficacem reconciliationem ejusdem Ludovici procedere, nisi prius inter te et prefatum Robertum Sicilie regem ex parte una et eundem Ludovicum ex altera omnis materia discordie sopiatur, ad quam concordiam tractandam et perficiendam idem dalfinus cum pleno desiderio obtulit se daturum opem et operam juxta possibilitatis sue studium efficacem. Immo plus, habita prius responsione Ludovici predicti nobis per dictum nostrum nuncium quem illuc, ut prefertur, mittimus referenda, intendit idem dalfinus, si de beneplacito nostro et celsitudinis tue processerit, ad partes illas personaliter se conferre et super dicto tractatu concordie oportune sue solicitudinis et diligencie studium nullis vitatis laboribus adhibere. Ad hec, magnitudinem tuam regiam affectuose rogamus quatinus eundem dalfinum tanta tibi consanguinitatis propinquitate et devotionis affectione conjunctum, super eo quod a benignitate regia petit in facto pedagorium que in rippa Rodani habet et habuit, ut asserit, ab antiquo, habere placeat nostrorum interventione precaminum in sua justicia commendatum. — Datum Avinione, idibus septembris, anno quarto. »

497 Avignon, 16 septembre 1338.

Guillelmum Engilberti servientem armorum efficit. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ccc, fol. 93.)

« *Dilecto filio Guillelmo Engilberti Narbonensis diocesis.* Meritis tue probitatis — Dat. Avinione, xvi kalendas octobris, anno quarto. »

498 Avignon, 18 septembre 1338.

Guillelmo II d'Auxonne episcopo Cameracensi mandat ut Henricum Jodevigne, canonicum ejusdem Ecclesae apud Sedem apostolicam personaliter citet, si eum insidias regi Franciae ejusque regno comparavisse repererit. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ccci, fol. 93 recto.)

Venerabili fratri . . episcopo Cameracensi. Perlatum hiis diebus extitit ad nostri apostolatus auditum quod magister Henricus Jodovigne canonicus Cameracensis, nimis ad inconsulta dilapsus, contra carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem ac in detrimentum et turbationem status regni sui, multa mala machinari et procurare regi et regno predictis ac noxia non est veritus illicite hactenus, nec veretur. Nos igitur qui ad reformandam inter regem ipsum et alios secum dissidentes pacis et unitatis concordiam per nos et nuncios nostros elaborare, quantum cum Deo possumus, sedule non cessamus, moleste ferentes merito si persone ecclesiastice que non ad augenda, sed potius extinguenda suscitata hiis temporibus, hoste procurante humani generis, dissidia toti Christianitati utique periculosa non modicum, deberent una nobiscum quantum in eis est insistere nec aliqua per qua augeri valerent dissidia hujusmodi procurare, nec tolerare intendentes quominus obviare

temerariis talium presumptionibus sicut cum equitate justicie fieri poterit, satagamus, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus per te vel alium seu alios super predictis et ea quomodolibet tangentibus simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, vocatis eodem canonico et aliis evocandis, diligenter et fideliter te informans, si premissa per informationem eandem veritate fulciri aut eundem canonicum repereris publice super hiis infamatum, eum peremptorie citare procures ut infra certum peremptorium terminum competentem sibi super hoc prefigendum apostolico conspectui personaliter se presentet, super predictis responsurus, facturus et recepturus quod justicia suadebit; diem autem hujusmodi citationis et formam et quicquid super predictis feceris, nobis per tuas litteras vel instrumentum publicum harum seriem continens intimare procures. — Datum Avinione, xvi kalendas octobris, anno quarto. »

499 Avignon, 19 septembre 1338.

Petro Rogerii archiepiscopo Rothomagensi, Guillelmo de Brosse Senonensi archiepiscopo, Guillelmo IV Bertrandi Bajocensi episcopo et Andreae Ghini Tornacensi episcopo mandat ut rationes pecuniae pro sexennali decima exactae, a burgensibus ad hoc deputatis accipiant et rationes easdem Sedi apostolicae sine mora conferant. (Litt. de curia. Reg. Vat. 126, nº lii, fº 14 verso.)

« *Venerabilibus fratribus Petro Rothomagensi, et Guillelmo Senonensi archiepiscopis ac Guillelmo Bajocensi et Andree Tornacensi episcopis, salutem.* Olim felicis recordationis Johannes Papa XXII predecessor noster, instante carissimo in Christo filio nostro Philippo rege Francie illustri passagium ultramarinum pro liberatione ipsius Terre etc... etc... (ut supra vide nº 443) usque ad... dicti predecessoris continentiam litterarum. Quia igitur, sicut accepimus, vos fratres Guillelme nunc Bajocensis, tunc Noviomensis, et Andrea nunc Tornacensis, tunc Atrebatensis episcopi et vestrum quilibet in premissis omnibus et singulis ac prosecutione debita eorumdem cum prefatis archiepiscopis exequendis, per dictum regem Francie juxta ordinationem predecessoris ejusdem deputati fuistis, nos volentes predicta omnia et singula, prout per dictum predecessorem, ut prefertur, ordinata fuerunt, debite executioni mandari, fraternitati vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus vos prefati archiepiscopi et episcopi vel duo vestrum a predictis burgensibus de predictis omnibus et singulis per eos receptis, conservatis et rationabiliter expensis, computum et rationem debitam ac claram et lucidam recipiatis, eosdem burgenses et eorum quemlibet ac alios quoscunque collectores et etiam detentores si forte, quod absit, de dictis receptis per eos contra voluntatem et ordinationem predecessoris ejusdem in alios usus quam ejusdem subsidii temere et dampnabiliter erogassent, ad restitutionem eorum per censuram ecclesiaticam et alia juris remedia, appellatione postposita, compellendo, ac nichilominus universis personis ejusdem regni cujuscunque dignitatis, status vel conditionis extiterint, etiamsi pontificali vel regali vel quacunque prefulgeant dignitate, auctoritate apostolica curetis districtius inhibere ne decimam et subsidia supradicta capere, alienare, distrahere vel in quosvis usus convertere contra voluntatem ac ordinationem predecessoris ejusdem quoquo modo presumant, sed illa conservent et per alios ad hoc deputatos quantum in eis fuerit conservari permittant, in ejusdem Terre Sancte subsidium, Deo propitio, integraliter conservanda, in eos qui secus fecerint excommunicationis sententiam promulgando; ac deinde predictis computo et ratione a predictis burgensibus per vos auditis ut premittitur et receptis, et in scriptis redactis, quamprimum commodo poteritis, Sedi prefate computum et rationem hujusmodi per scripturas vestras sigillis vestris munitas particulariter et distincte reddere studeatis. Super premissis vero, vobis, prefati archiepiscopi, recolimus iterum nos scripsisse, unde plurimum mirati fuimus et miramur tam de negligentia, neglectu, ne dicamus contemptu mandati, si illud forsitan exequi neglexistis, quam etiam de inexcusabili vestri segnitie vel torpore eo quod superius nichil nobis rescribere curavistis. Volumus insuper et presentium auctoritate vobis precipimus districte, quod in premissis exequendis sitis soliciti et attenti, nec in illorum executione alter impediat alterum vel perturbet, non obstante si aliquibus cujuscunque dignitatis, status vel conditionis extiterent, ab eadem Sede indultum existat quod excommunicari, suspendi vel interdici non possent per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. — Datum Avinione, xiii kalendas octobris, anno quarto. »

500 Avignon, 22 septembre 1338.

Petro Bertini officium receptoris emolumentorum curiae

marescalli romanae curiae in annum prorogat (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ccclii, f° 111 verso.)

« *Dilecto filio Petro Bertini precentori Ecclesie Sancti Felicis Gerundensis.* Dudum de tue — Dat. Avinione, x kalendas octobris, anno quarto. »

501 Avignon, 27 septembre 1338.

Agnoscit se a Roberto rege Siciliae iiii millia unciarum auri recepisse pro residuis census annui festo Beati Michaelis romanae Ecclesiae debiti. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° cccxiv, f° 97 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum tu, fili carissime — Dat. Avinione, v kalendas octobris, anno quarto. »

502 Avignon, 28 septembre 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut inter Franciae et Angliae reges, treugas inire tentent. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cccxi, f° 96 verso.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Per litteras vestras quas benigne recepimus noviter intellecto quod carissimus in Christo filius noster Edwardus rex Anglie illustris, suos solennes nuncios ad vos super tractatu pacis inter ipsum et carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem reformande invicem, pacis Auctoris suffragante gracia, est missurus, nos qui pacem ipsam velut Deo placidam, utrique regum ipsorum accommodam et toti Christianitati multipliciter oportunam, desideriis optamus intensis, volumus et discretioni vestre mandamus quatinus cum nunciis predictis dum ad vos, ut prefertur, venerint et tractatoribus per prefatum regem Francie deputatis vel etiam deputandis super reformatione pacis ejusdem, viis et modis quibus expedire videritis, juxta datam ex alto vobis prudentiam, elaborare sic solerter et fideliter studeatis quod, Illo faciente qui pacis est Auctor et humane salutis Amator, per vestram circumspectam solertiam desiderati proveniant fructus pacis vel saltem treugarum, pacis similitudinem habentium, subsequatur effectus, vos circa hec gerendo taliter quod si forsan, quod absit, hostis antiqui humane quietis emuli malicia prevalente, labores vestri votivo in hac parte frustrarentur effectu, per vos non stetisse quominus desiderabiles fructus exinde provenerint, clarius elucescat, rescripturi nobis que nuncianda circa premissa vobis occurrerint, queve per nos ulterius posse fieri commode sicut alias sepe vobis scripsimus videritis ad occurrendum et obviandum periculis et scandalis que cominatur regum predictorum dissidium, et mutuam inter eos concordiam reformandam. — Datum Avinione, iv kalendas octobris, anno quarto. »

503 Avignon, 1er octobre 1338.

Quidquid inter Theutonicos et Edwardum regem Angliae nuper compositum est, Philippo regi Franciae patefacit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cccxii, f° 97 recto. *Vatikanische Akten* p. 717, n° 1983.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Volentes te non ignorare, fili carissime, que tibi vel regno tuo periculosa vel nociva nostris auribus instillantur, ecce quod hiis diebus per quendam qui tractatibus et collocutionibus inter carissimum in Christo filium nostrum Edwardum regem Anglie illustrem et Ludovicum de Bavaria habitis, se interfuisse asserit, nobis inter cetera extitit intimatum quod licet regi prefato per Teutonicos non modicum militare subsidium oblatum fuerit promptum etiam si eo vellet statim uti, deliberatum tamen extitit quod usque ad instantem mensem maii differretur presertim cum de illa parte Alamannie que proximior est regno tuo possit rex idem quando et quotiens infra octo dies voluerit habere sex milia galeatorum qui continue sumptibus propriis stant parati, nichil de bursa dicti regis, nisi duntaxat cum in exercitu fuerint, recepturi. Quia vero si hec vera sint, non videtur suspitione carere quod tui hostes et emuli dilationes fingentes hujusmodi ad nocendum, quod absit, facilius, remissa tua gente armigera sic subtiliter se disponant, cupimus super hiis circumspectionem regiam esse cautam. — Datum Avinione, kalendis octobris, anno quarto.

504 Avignon, 1er octobre 1338.

Litem quamdam monasterium Fontisfrigidi tangentem Philippo regi Franciae commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cccxv, f° 97 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Cum intellexerimus quod licet super quodam

negocio tangente monasterium Fontisfrigidi Cisterciensis ordinis Narbonensis diocesis, ad quod suadentibus certis causis rationabilibus afficimur, inter partes diutius in curia regia litigato, certa pro parte prelibati monasterii et contra suos adversarios in hac parte fuerint arresta probata, tamen aliqui consiliarii regii aut male informati seu forsan voluntarii, quod sic longo tempore circa dictum negocium non sine variis sumptibus et adhibitis maturis deliberationibus laboratum et terminatum extitit, in momento destruere redigereque ad nichilum moliuntur, excellentiam regiam attentius deprecamur quatinus negocium hujusmodi per viros fidelitatis et maturitatis circumspectione preditos et neutri parti suspectos tractari faciat, et super eo justiciam exhiberi, dilectum filium abbatem ejusdem monasterii, qui statum et meritum negocii predicti explicare magnitudini regie seriosius poterit, habendo pro divina et nostra Sedisque apostolice reverentia favorabiliter super hiis commendatum. — Datum Avinione, kalendis octobris, anno quarto. »

505 Avignon, 1er octobre 1338.

Causam quamdam tangentem monasterium Fontisfrigidi, in curia regia pendentem, Petro III Rogerii archiepiscopo Rothomagensi commendat. (Litt. causa. Reg. Vat. 133, n° cccxvi, fol. 98 recto.)

Venerabili fratri archiepiscopo Rothomagensi. Cum sicut intelleximus — Dat. Avinione, kalendis octobris, anno quarto. »

506

In eumdem modum *Guillelmo IV de Brosse archiepiscopo Senonensi.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cccxvii, fol. 98 recto.)

507 Avignon, 18 octobre 1338.

Gasberto archiepiscopo Arelatensi et Johanni episcopo Avinionensi mandat ut, ratione subducta cum Hugone archiepiscopo Bisuntino de pecuniae summa camerae apostolicae a bonae memoriae Vitali archiepiscopo Bisuntino praedecessore suo pro decimis collectis debita, eidem Hugoni terminos assignent quibus Vc florenos auri solvet annuatim camerae apostolicae donec de praedicta summa satisfactum exstiterit. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° cccxlvii, fol. 108 verso.)

« *Venerabilibus fratribus Gasberto archiepiscopo Arelatensi camerario et Johanni episcopo Avinionensi thesaurario nostris.* Exhibita nobis venerabilis — Dat. Avinione, xv kalendas novembris, anno quarto. »

508 Avignon, 18 octobre 1338.

Jacobo III de Salino archiepiscopo Tarantasiensi et Johanni Ogerii mandat ut decanatum et scolastriam Ecclesiae Bisuntinae, archidiaconatum de Arceyo in Trecensi Ecclesia, necnon canonicatum et praebendam in monasterio Columbi Bisuntinae dioecesis, quos Johannes de Concordrayo occupatos detinet, invocato si necesse fuerit brachio saeculari, sub manu apostolica recipiant ac fructus eorumdem beneficiorum colligant et conservent. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° cccxlviii, fol. 99 recto.)

« *Venerabili fratri . . archiepiscopo Tarantasiensi et dilecto filio Johanni Ogerii decano Ecclesie Belnensis Eduensis diocesis, collectori fructuum beneficiorum vacantium ad cameram apostolicam spectantium, in Bisuntina provincia auctoritate apostolica deputato.* Dudum pro parte — Dat. Avinione, xv kalendas novembris, anno quarto. »

509 Avignon, 21 octobre 1338.

Aimerico Guirardi episcopo, praeposito et capitulo Nemausensi significat reservationem apostolicam beneficiorum Ecclesiae Nemausensis. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° cccl, fol. 110 verso).

« *Venerabili fratri . . episcopo et dilectis filiis preposito et capitulo Nemausensi.* Cum nos dudum — Dat. Avinione, xii kalendas novembris, anno quarto. »

510 Avignon, 27 octobre 1338.

Bertrando Cariti mandat ut litteris magistro Petro Arquerii directis de camerae apostolicae negotiis in provincia Rothomagensi, uti possit et contenta in eisdem exsequi. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° cccxlix, fol. 110 verso.)

« *Dilecto filio magistro Bertrando Cariti archidiacono Augi in Ecclesia Rothomagensi.* Olim per felicis recordationis — Dat. Avinione, vi kalendas novembris, anno quarto. »

511 Avignon, 6 novembre 1338.

Consilium et communem civitatis Januensis rogat ut incolas et mercatores castri Montispessulani favorabiliter tractent. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CCCLV, fol. 112 verso.)

« *Dilectis filiis consilio et communi civitatis Januensis.* Cum nos dilectos filios consules, universitatem et populum castri Montispessulani Magalonensis diocesis quos velut nostros et Ecclesie romane fideles et devotos favore benivolencie prosequimur specialis cupiamus ubique ad salubria dirigi et noxiis preservari, universitatem vestram rogamus et in Domino attentius exhortamur quatinus cum ipsos seu mecatores et habitatores castri predicti per civitatem, districtus, portus et loca vestra transire vel ad vos ubique convenire contigerit, eos pro nostra et apostolice Sedis reverentia favorabiliter et benigne recommendatos habentes, nullas eis in personis et rebus eorum inferri permittatis molestationes indebitas aut injurias vel offensas, sed eos sic ab illis potius quantum in vobis fuerit defendatis, quod nos sinceritatem vestre devotionis ex hiis apertius cognoscentes, vobis reddamur non indigne ad favores et gratias propterea promptiores. — Datum Avinione, VIII idus novembris, anno quarto. »

512

In eumdem modum *dilectis filiis consilio et communi civitatis Saonensis.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CCCLVI, f° 112 verso.)

513

Item in eumdem modum *dilectis filiis nobili viro Carolo militi de Janua in castro Monachi Niciensis diocesis commoranti, ceterisque habitatoribus et incolis dicti castri.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CCCLVII, f° 112 verso.)

514 Avignon, 9 novembre 1338.

Magistrum Johannem de Arpadella capellanum commensalem efficit. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° CCCCXIX, fol. 131.)

« *Dilecto filio magistro Johanni de Arpadella archidiacono de Bria in Ecclesia Parisiensi, capellano nostro.* Clara tue probitatis — Dat. Avinione, V idus novembris, anno quarto. »

515 Avignon, 13 novembre 1338.

Edwardum Angliae regem reprehendit quod vicariatum Imperii romani in partibus Alamanniae acceperit, pericula quibus sese offert ostendit eique suadet ut a Ludovico de Bavaria desciscat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CCCLXXX, fol. 120.)

« *Carissimo in Christo filio Edwardo regi Anglie illustri.* Dudum te fili — Dat. Avinione, idibus novembris, anno quarto. »

516 Avignon, 13 novembre 1338.

Johannem de Stratford archiepiscopum Cantuariensem rogat ut Edwardo regi Angliae imminentia pericula quibus sese offert ostendens, illum e periculis extrahere tentet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CCCLXXXI, fol. 123 recto.)

« *Venerabili fratri Johanni archiepiscopo Cantuariensi.* Non sine admiratione — Dat. Avinione, idibus novembris, anno quarto. »

517

In eumdem modum *venerabili fratri Ricardo de Bury episcopo Dunelmensi.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CCCLXXXII, fol. 123 verso.)

518 Avignon, 13 novembre 1338.

Adolfo de Marca episcopo Leodiensi mandat ut jussa Ludovici de Bavaria aut Edwardi regis Angliae qui nomen vicarii imperialis illicite suscepit nullo modo exsequatur, nec eis juramentum fidelitatis praestet pro terris quas ab Imperio tenet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CCCLXXXIII, f° 124 recto.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Leodiensi.* Perduxit noviter rumor implacidus et infestus ad nostri apostolatus auditum quod licet carissimus in Christo filius noster Edwardus rex Anglie illustris non ignoraverit nec ignoret cum toti mundo sit notorium et nos etiam sibi jam dudum cupientes suis obviare periculis per nostras litteras duxerimus intimandum qualiter Lu-

dovicus de Bavaria, olim ut asseritur, discorditer in regem Romanorum electus, suis detestandis excessibus, culpis, inobedientiis et contumatiis exigentibus, per diversos processus felicis recordationis Johannis pape XXII, predecessoris nostri, de consilio fratrum suorum sancte romane Ecclesie cardinalium solemniter factos, habitos et etiam publicatos, diversis excommunicationis et aliis gravibus penis et sentenciis spiritualibus et temporalibus extitit innodatus ac de criminibus diversarum heresum et notoriorum totique christianitati odiosorum scismatum sentencialiter et publice condempnatus ac demum jure quod ex electione sua discordi sibi forsan fuerat ad regnum Romanorum vel imperium acquisitum, justo Dei et Ecclesie juditio privatus fuit sentencialiter, et ea que circa ipsum vel per eum circa receptionem imperialis diadematis seu alia hec quomodolibet tangentia nulla, cassa et irrita declarata extiterunt et quatenus de facto processerant cassata, irritata et etiam annulata in omnes et singulos cujuscunque forent dignitatis, status vel conditionis, etiam si pontificali, regali vel quacunque alia ecclesiastica vel mundana dignitate fulgerent qui eidem Ludovico quandiu esset extra gratiam Ecclesie ac communionem fidelium assisterent, parerent, obedirent, intenderent aut ipsum pro rege vel imperatore haberent, tenerent, nominarent scienter vel eidem regalis vel imperialis nominis titulum assignarent seu ascriberent, non solum excommunicationis et anathematis, sed etiam aliis diversis penis et sententiis spiritualibus et temporalibus, sicut in eisdem processibus plenius continetur inflictis, tamen rex idem nedum cum eodem Ludovico confederationes inire tractatusque firmare illicitos, communicare ac participare, in sue salutis, honoris et fame dispendium, quod dolentes referimus, procuravit, quinimo quod dampnabilius et detestabilius est, ab eo qui nec rex nec imperator est vicariatus officium per totam Alamanniam et Germaniam ac earum omnes et singulas provincias et partes sub nominis imperialis titulo dicitur suscepisse, te frater ac nonnullos prelatos alios et personas ecclesisticas earumdem in nostra et ejusdem Ecclesie devotione ac fidelitate debitis persistentes, ad parendum prefato Ludovico vel eidem regi, dicti Ludovici nomine, ad prestandum pro terris, bonis et juribus que tenetis ab imperio recognicionis et fidelitatis juramentum in divine magestatis offensam ac nostram et ejusdem Ecclesie ad quos regimen et administratio imperii predicti, eo vacante sicut nunc vacat, pleno jure pertinent, injuriam manifestam, compellere moliendo, se nostrum et ejusdem Ecclesie constituens si est ita contra suam claritatem generis persecutorem et hostem. Cum autem nos cupientes regem eundem ab inviis hujusmodi si ea forsan fuerit seductus serpentina deceptione ingressus, paterna mansuetudine retrahere et ad viam reducere veritatis, eidem ut ab hiis curet desistere nostras litteras dirigamus, et ignoremus si nostris salutaribus monitis acquiescere ac obtemperare curaverit in hac parte, fraternitatem tuam rogamus et in Domino attentius exhortamur quatinus tu, qui hactenus in fidelitate ac devotione memorate romane Ecclesie solida et intrepida constancia perstitisti, consideranter attendens quod inter virtutes currentes ad bravium (*sic*) sola perseverantia coronatur, te in eis perseveranter, spretis persecutionibus impiorum quorum consilia infatuare novit Altissimus, teneas, presertim pro justicia Ecclesie sancte Dei, prefatis regi vel Ludovico qui nullam auctoritatem noscuntur habere super hiis nequaquam parendo vel intendendo quomodolibet, sed te potius murum opponendo firmissimum, adversus eos et quosvis alios qui ad honores et jura prefate romane vel tue Leodiensis Ecclesiarum circa hec invadenda, usurpanda vel opprimenda quomodolibet ex adverso, offendere molirentur. Et quia virtus unita fortior esse noscitur quam dispersa, cum venerabilibus fratribus nostris . . Coloniensi et . . Bisuntino archiepiscopis, ac . . Virdunensi, . . Basiliensi, . . Argentinensi, . . Cameracensi, . . Metensi, . . Tullensi, . . Lausannensi, . . Bellicensi, . . Trajectensi et . . Monasteriensi episcopis quibus per nostras oportunas litteras inde scribimus vel illis ex eis de quibus tue circumspecti[oni] videbitur expedire, colligationes et confederationes, prout expediens cognoveris, ineas et facias, ut conglobatis simul viribus, vos juvare ac fulcire in hac parte fortius valeatis, circa que favorem nostrum et Sedis apostolice vobis adesse, quantum cum Deo et honestate fieri poterit, procul dubio sentietis. — Datum Avinione, idibus novembris, anno quarto. »

519

In eumdem modum *venerabili fratri . . archiepiscopo Bisuntino.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CCCLXXXV, fol. 124 verso.)

520

Item in eumdem modum *venerabili fratri . . episcopo*

Cameracensi. — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cclxxxvi, fol. 124 verso.)

521

Item in eumdem modum *venerabili fratri . . episcopo Argentinensi.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cclxxxviii, fol. 124 verso.)

522

Item in eumdem modum *venerabili fratri . . episcopo Virdunensi.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cclxxxix, fol. 124 verso.)

523

Item in eumdem modum *venerabili fratri . . episcopo Metensi.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° ccxc, fol. 124 verso.)

524

Item in eumdem modum *venerabili fratri . . episcopo Tullensi.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° ccxci, fol. 124 verso.)

525 Avignon, 13 novembre 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut inter Franciae et Angliae reges treugas biennales seu longioris temporis inire tentent : eis mittit litteras quas Edwardo regi Angliae et aliquot praelatis scripsit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cccxcvi, f° 124 verso.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Que cum tractoribus per carissimos in Christo filios nostros . . Francie et . . Anglie reges illustres super tractatu pacis inter eos invicem reformande deputatis et ad vestram presentiam destinatis hiis diebus preteritis egeritis, per vestras litteras ultimo nobis missas plene percepto, vestram circunspectam solicitudinem circa hec vigilantibus studiis adhibitam nobisque gratam admodum multipliciter in Domino commendantes, volumus vestramque prudentiam licet in hac parte solicitam tanto solicitamus attentius quanto magis reformande pacis hujusmodi negotium ut, Illo faciente qui concordiam operatur in sublimibus, votivum sorciatur effectum, insidet cordi nostro, quatinus inchoatum prout oportunum cognoveritis prosequendo tractatum circa reformationem pacis ejusdem vel biennales seu longioris temporis treugas per partes ipsas ineundas vel per vos de consensu earum indicendas solita diligentia vestra plena utique, ut oppinamur, anxiis laboribus non tepescat. Porro quia displicenter intelleximus regem prefatum Anglie non sine suis gravibus periculis a Ludovico de Bavaria in certis partibus vicariatus officium recepisse, super hoc sibi per litteras nostras scribimus, prout cedula continet presentibus interclusa, quas eidem presentari sicut expedire cognoveritis, procuretis, et alias patentes litteras quas vobis etiam super inhibitione facienda ne sibi tanquam vicario per prelatos Ecclesiarum prestentur recognitiones vol homagia, executioni si, quando et prout vobis videbitur, demandetis, rescripturi nobis que super premissis et eorum singulis acta fuerint et vobis videbuntur de illis partibus nuncianda. — Datum Avinione, idibus novembris, anno quarto. »

526 Avignon. 13 novembre 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut omnes praelatos et personas ecclesiasticas vetent ne Edwardo regi Angliae tanquam vicario imperiali, homagium seu fidelitatis juramentum praestent. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cccxcvii, f° 125 recto.)

« *Eisdem.* Assertione rumoris implacidi et infesti ad nostrum auditum fuit hiis [diebus] deductum, quod licet per diversos processus olim per felicis recordationis Johannem papam XXII predecessorem nostrum, tunc de consilio fratrum suorum sancte romane Ecclesie cardinalium, adversus nobilem virum Ludovicum de Bavaria in regem Romanum discorditer ut asserebatur electum, diversis et variis suis detestandis et horrendis excessibus, culpis, coutumatiis et inobedientiis exigentibus, factos solemniter et habitos, toti mundo notorium existeret et existat quod idem Ludovicus diversis excomunicationum sentenciis innodatus ac de diversis heresibus et scismatibus sentencialiter et publice extitit condempnatus, aliis diversis penis et sentenciis spiritualibus et temporalibus propterea in eundem inflictis, et nichilominus ab omni jure si quod sibi ex electione hujusmodi ad regnum Roma-

norum vel Imperium forsan competierat vel etiam competebat, justo Dei et Ecclesie juditio privatus extitit, et que ipse circa receptionem regalis vel imperialis diadematis aut alia hec tangentia de facto per ipsum presumptam quomodolibet attemptaverat nulla, cassa et irrita existere, declarata et nunciata fuerant, et quatenus de facto processerant cassata, irritata et penitus anullata, necnon et contra eos qui prefato Ludovico adhererent, parerent vel obedirent seu prestarent quandiu extra gratiam Ecclesie et communionem fidelium existeret auxilium, consilium vel favorem, aut eum scienter pro rege Romanorum vel imperatore haberent, tenerent vel etiam nominarent, non solum excommunicationis et anathematis, sed etiam alie graves pene ac sentencie spirituales et temporales tanquam in fautores, auxiliatores, defensores et valitores heretici et scismatici inflicte fuerint et declarate, prolate; tamen, carissimus in Christo filius noster Edwardus rex Anglie illustris ab eodem Ludovico sub nominis imperialis litulo, vicariatus officium per totam Alamanniam et Germaniam ac omnes et singulas earum provincias sive partes, quod vix attenta sui claritate generis quod hactenus erga Deum et eandem romanam Ecclesiam in plenitudine devotionis et fidei resplenduit credere possumus, dicitur recepisse, cujus vicariatus pretextu, nonnullos Ecclesiarum prelatos et ecclesiasticas personas infra easdem partes et provincias constitutos, ut fertur, super faciendis sibi tanquam vicario Ludovici predicti recognitionibus et homagiis aliisque prestandis juribus, ad que tenerentur vero imperatori si existeret per dictam Ecclesiam approbato et alias multipliciter, non absque offensa Dei ac nostra et Ecclesie memorate ad quos regimen et administratio vacantis Imperii sicut nunc vacare dinoscitur pertinent pleno jure, manifesta injuria nititur molestare. Nos igitur nolentes sicut nec debemus negligere jura et honores ejusdem romane Ecclesie sponse nostre, attendentesque quod vos velut magis prope positi de hiis habere poteritis certitudinem pleniorem, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus vos vel alter vestrum per vos vel alium seu alios venerabilibus fratribus nostris . . Coloniensi et . . Bisuntino archiepiscopis, ac Cameracensi, Leodiensi, Trajectensi, Monasteriensi, Mindensi, Osnaburgensi, Constanciensi, Herbipolensi, Argentinensi, Curiensi, Spirensi, Virdunensi, Augustensi, Metensi, Tullensi, Basiliensi, Lausanensi, Bellicensi ac aliis episcopis et prelatis, ac personis ecclesiasticis in provinciis et partibus supradictis constitutis de quibus vobis videbitur expedire, sub virtute obediencie ac juramenti et fidelitatis quibus nobis et Ecclesie romane predicte tenentur astricti aliisque spiritualibus et temporalibus penis et sentenciis promulgandis a vobis, de quibus expedire cognoveritis, inhibeatis, mandetis et injungatis expresse ne prefato regi Anglie aut alicui alii de vel pro suis temporalibus et aliis que tenent ab Imperio nisi nobis et Ecclesie memorate, Imperio vacante sicut nunc vacat, vel vero et catholico imperatori quem per eandem Ecclesiam contigerit approbari, faciant vel prestent recognitionem vel homagium seu alias de juribus ad dictum Imperium spectantibus respondeant quoquo modo, adversus eos qui contrarium attemptarent presumere, vestras sentencias quas super hiis proferendas duxeritis sicut ac quando et quociens expediens fuerit, nichilominus aggravando. Non obstantibus etc..... de indulto hujusmodi mentionem. — Datum Avinione, idibus novembris, anno quarto. »

527 Avignon, 13 novembre 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut praelatos ac personas ecclesiasticas leniter moneant antequam adversus eos sententiam gravem dicant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° cccxcviii f° 126 recto. *Vatikanische Akten*, p. 722, n° 1995.)

Eisdem. Licet vobis mittamus litteras per quas prelatis et personis ecclesiasticis in partibus Alamannie et Germanie constitutis ne Ludovico de Bavaria vel carissimo in Christo filio nostro Edwardo regi Anglie illustri pro ejusdem Ludovici vicario in eisdem partibus, ut asseritur, se gerenti pareant aut prestent pro temporalibus suis et aliis que tenent ab Imperio fidelitatis, recognitions vel homagii juramentum, mandamus inhiberi districtius et penas adversus transgressores ejusdem inhibitionis infligi et nichilominus nonnullis ex eisdem prelatis per nostras clausas scribamus super hiis litteras juxta formam quam cedula continet presentibus interclusa, volumus tamen quod litteras ipsas clausas quas vobis cum presentibus mittimus, prelatis quibus diriguntur mittentes, eos antequam ad compulsionem vel processus graves aliquos faciendos contra ipsos propterea procedatis, commoneatis per litteras vestras et inducatis eosdem favorabiliter et benigne ut in devotione ac fidelitate nostris et Ecclesie debitis persistentes, prefatis Ludovico vel regi nullatenus in premissis vel circa ea pareant vel intendant, sed se opponant potius viriliter, si necesse fuerit, super hiis et defendant, quod si

facere curaverunt vel forsan rex prefatus deliberatione provida et consulta previa se retrahat et ab inceptis circa predicta, ut optamus, desistat, vos ab aliis exasperativis processibus desistatis, alias autem, prout vestre circumspectioni videbitur et qualitas exegerit negotii ulterius, procedatis. — Datum Avinione, idibus novembris anno quarto. »

528 Avignon, 17 novembre 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat se onus suscepturum esse pacis inter Franciae et Angliae reges reformandae, si necesse fuerit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133. n° cccxcix, f° 126 verso.)

« *Eisdem.* Quamvis in quibusdam aliis litteris per nos vobis directis specialiter sit expressum nostre intentionis et voluntatis non esse quod super tractatu reformationis pacis inter carissimos in Christo filios nostros . . Francie et . . Anglie reges illustres invicem dissidentes solicitudini vestre commisse, partibus seu tractatoribus deputatis vel deputandis super hoc offerretis nos reformationis ejusdem negotium suscepturos in nobis, sed si offerretur ab eis sub certis modis per vos recipere nostro nomine volebamus, quia tamen reformatio pacis inter reges prefatos mutue non solum regibus ipsis ac eorum regnis et subditis sed toti christianitati multipliciter accommoda insidet admodum cordi nostro et eam intensis et ardentibus desideriis affectantes devotis et instantibus precibus a Domino postulamus, pro ea non respueremus anxios et intollerabiles etiam subire labores; propter quod premissis vobis alias scriptis, ut prefertur, non obstantibus, nos cum Illius auxilio qui vera pax est, suscepturos labores hujusmodi, si, quando et prout honori nostro et Ecclesie ac vobis et negotio de quo agitur expedire, previa deliberatione cognoveritis, offeratis. — Datum Avinione, xv kalendas decembris, anno quarto. »

529 Avignon, 19 novembre 1338.

Bertrando Cariti mandat ut apostolica auctoritate repetat bona mobilia, debita et credita quae Benedictus Rotharii olim Johanni papae XXII dedit. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ccccxx f° 131 recto.)

« *Dilecto filio magistro Bertrando Cariti archidiacono Augi in Ecclesia Rothomagensi.* Cum quondam Benedictus — Dat. Avinione, xiii kalendas decembris, anno quarto. »

530 Avignon, 19 novembre 1338.

Bertrando Cariti mandat ut e bonis quondam Benedicti Rotharii LXXV libras turonensium grossorum argenti a Johanne papa XXII olim praefato Benedicto concessas, Giorgio Rotharii heredi ejusdem Benedicti assignet. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ccccxxi f° 131 verso.)

« *Eidem.* Olim felicis recordationis — Dat. ut supra. »

531 Avignon, 23 novembre 1338.

Philippum regem Franciae rogat ut quosdam mercatores florentinos in regno suo captos liberari faciat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° ccccix, f° 128 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Quia firmatur clementia, ut Scriptura sacra eloquitur, tronus regis, ad ejusdem exercitium clementie, te fili carissime, quem paterne caritatis affectu prosequimur, tanto libentius invitamus quanto ad id regium animum reperire confidimus magis promptum. Sane nuper dilectorum filiorum mercatorum de societatibus Bardorum, Perusiorum et Azayalorum de Florentia insinuatione percepimus quod gentes tue regie nonnullos factores suos in regno tuo commorantes, ac pecunias et bona ipsorum, pretextu cujusdam sinistre suspitionis quam suggerentibus forsan eorum emulis asseruntur de mercatoribus ipsis concepisse quod contra te faverent vel faverint carissimo in Christo filio nostro . . regi Anglie illustri, hiis diebus ceperunt preteritis, eosdemque factores captivos ac pecunias et bona hujusmodi detinent in magnum ipsorum mercatorum dispendium arrestata. Cum autem nequaquam verisimile videatur quod mercatores prefati, qui propter pacem que in tuo predicto et Anglie regnis habundare afluentius consuevit hactenus, moram trahentes in eis diutius suasque mercantias exercentes se juxta possibilitatem suam sicut accepimus beneplacitis regiis exponere curaverunt, fovere guerram eis dispendiosam quamplurimum voluerint, seque in favoribus vel auxiliis contra te, fili dilectissime, reddiderint partiales, quamquam, ut dicunt, rex prefatus Anglie seu gentes sue, ipsa guerra durante, aliqua contra voluntatem suam de bonis rece-

perint eorumdem, serenitatem regiam attentius deprecamur quatinus, excusationibus mercatorum predictorum quos nobis et Ecclesie romane tibique, fili, et regno tuo devotos esse ac fuisse supponimus et fideles, pie, clementer et benigne super premissis et ea tangentibus auditis et plenius intellectis, super expeditione tam personarum quam rerum celeriter et favorabiliter facienda suisque agendis aliis, sic ipsos, pro divina et nostra Ecclesieque memorate reverentia, habere velit celcitudo regia propitius, honestate previa, commendatos, quod ipsi de devotis tue reddantur devotiores magnificentie, ac fructum uberem ex nostrorum interventu precaminum se gaudeant collegisse. — Datum Avinione, IX kalendas decembris, anno quarto. »

532 Avignon, 23 novembre 1338.

(Litt. clausa. REG. VAT. 133, n° CCCC. f° 126 verso. *Vatikanische Akten*, p. 723, n° 1998.)

« *Eisdem* [*cardinalibus*]. Mirari non sufficimus et turbari quod sicut displicenter nimis audivimus, nonnulla que vobis pro informatione vestra super negocio vobis commisso et fulcimento ipsius, quanquam vobis hactenus scripsimus sub secreto, non absque nostra et vestra indecentia per aliquos aliis propalantur. Ideoque quid circa hec deceat et expediat attendentes provideri consultius ne contingant saltem de cetero talia vel similia, faciatis. — Datum Avinione, IX kalendas decembris, anno quarto. »

533 Avignon, 23 novembre 1338.

Robertum regem Siciliae rogat ut rem tangentem Yolandam despotam Romaniae per viam justitiae aut aliam commodam expediendam curet. (Litt. clausa. REG. VAT. 133, n° CCCCX, f° 128 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum carissimus in Christo — Dat. Avinione, IX kalendas decembris, anno quarto. »

534 Avignon, 24 novembre 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus litteras mittit quas capitulo Ecclesiae Leodiensis ac scabinis et communitatibus ejusdem civitatis scripsit. (Litt. clausa. REG. VAT. 133, n° CCCCVII, f° 127 verso. *Vatikanische Akten*, p. 723, n° 1999.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Tam dilectis filiis capitulo Ecclesie Leodiensis quam scabinis et comunitatibus civitatis et quorumdam oppidorum diocesis Leodiensis super assistencia venerabilis fratris nostri . . episcopi Leodiensis, per diversas litteras scribimus juxta formam quam cedula continet presentibus interclusa; et quia vos melius scire potestis qualiter juxta ea que vobis nuper scripsimus de non exasperando adhuc negotium predictis litteris utilius sit utendum, litteras ipsas una cum duabus aliis in alia forma directis prelatis que per oblivionem dum alias vobis transmisimus remanserunt, cum presentibus destinamus, ut eas quibus diriguntur, si, quando et prout vobis expedire videbitur, transmittatis. — Datum Avinione, VIII kalendas decembris, anno quarto. »

535 Avignon, 24 novembre 1338.

Cum Johannes et Arnaldus de Montelauro fratres, Bertrandus Giloberti et Deodatus de Roaxio, mercatores tholosani qui juxta ordinationem curiae regiae tholosanae summam CCCCLXXX librarum XVI solidorum et VII denariorum turonensium parvorum ad cameram apostolicam spectantem, magistro Petro Jansentii canonico Rivensi et Ramundo de Duroforti ordinis fratrum praedicatorum cuilibet pro medietate solvere tenebantur, medietatem tantum dictae summae praefato magistro Petro solverunt, mandat Morerio de Moreriis ut eosdem mercatores ad solvendum alteram medietatem Ramundo de Duroforti compellat. (Litt. patens. REG. VAT. 133, n° CCCCXXIII, f° 132 verso.)

« *Dilecto filio Morerio de Moreriis rectori Ecclesie de Tritomilio Tholosane diocesis.* Dudum volentes summam — Dat. Avinione, VIII kalendas decembris, anno quarto. »

536 Avignon, 28 novembre 1338.

Consules universitatemque castri de Savarduno Philippo regi Franciae commendat. (Litt. clausa. REG. VAT. 133, n° CCCCXXVII, f° 134 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Cum pro parte dilectorum filiorum consulum et universitatis castri de Savarduno Rivensis diocesis asseratur quod officiales et gentes dilecti nobilis viri

Gastonis Comitis Fuxi eos in suis juribus et libertatibus molestare contra justiciam satagunt ac etiam impedire, quodque propter potentiam comitis ejusdem et favorem quem habet cum gentibus partium illarum regiis, nequeunt super hiis justiciam in partibus ipsis consequi sicut dicunt, nec comes idem instanciis nostris sibi verbotenus affectu benigno porrectis acquiescere voluerit in hac parte, nos eosdem consules et universitatem ejusdem castri utique originis nostre loci, quos favore dilectionis specialis prosequimur et cupimus in suis juribus et libertatibus cum honestate tamen et justicia confoveri, regie benivolentie propensius commendantes, excellentiam regiam attentius deprecamur quatinus eosdem consules et universitatem ad regalem curiam habentes propter premissa recursum seu procuratores ac syndicos eorumdem benigne audiri faciat, dictumque negotium aliquibus probis viris Deum timentibus et diligentibus equitatem committat qui, rejectis amfractibus inde litigiosis superfluis, veritatem diligenter et fideliter inquirentes, cessante personarum acceptione, celeris exhibeant justicie complementum, taliter preces nostras hujusmodi ad exauditionis effectum, fili carissime, admissurus quod a Deo justo judice meritum consequaris et utrique parti sua remaneat justitia illibata. — Datum Avinione, IV kalendas decembris, anno quarto. »

537 Avignon, 29 novembre 1338.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut adversus Edwardum regem Angliae sententiam non dicant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° ccccviii, f° 127 verso. *Vatikanische Akten*, p. 723, n° 2000.)

« *Eisdem [cardinalibus]*. Litteras carissimi in Christo filii nostri Edwardi regis Anglie illustris die date recepimus tenoris quam cedula continet presentibus interclusa; quarumquidem litterarum serie sincere devotionis affectum regis ejusdem ad nos et romanam Ecclesiam ut exinde colligitur pretendente, diligentius intellecta, volumus quod sicut pridem vobis scripisse meminimus, ab omni processu exasperativo adversus regem eundem faciendo necnon et a missione litterarum prelatis et aliis preterquam illarum que soli regi mittuntur prefato desistatis omnino, quousque vobis aliud duxerimus super hoc rescribendum nisi forsan rex ipse de facto, quod absit, aliud propter quod oporteret necessarie contra eum procedere interim attemptaret. — Datum Avinione, III kalendas decembris, anno quarto. »

538 Avignon, 13 décembre 1338.

Johanni de Coiordano thesaurario suo mandat ut cum Humbertus dalphinus Viennensis summam CL^{m} florenorum auri accipere debeat pro certis infeudationibus, eidem Humberto sine mora XV^{m} florenos assignet. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ccccxxxviii, f° 137 recto.)

« *Venerabili fratri Johanni episcopo Avinionensi, thesaurario nostro.* Cum de summa — Dat. Avinione, idibus decembris, anno quarto. »

539 Avignon, 15 décembre 1338.

Omnibus archiepiscopis, praelatis ceterisque personis ecclesiasticis mandat ut Johanni de Coiordano episcopo Avinionensi, thesaurario et magistro Ludovico de Petragrossa archipresbitero Ecclesiae Vivariensis ad partes Dalphinatus Viennensis missis, decem florenos auri singulis diebus numerent. (Litt. patens. Reg. Vat. 133, n° ccccxli, f° 138 recto.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis, ac dilectis filiis electis, abbatibus etc.....* Cum venerabilem fratrem — Dat. Avinione, XVIII kalendas januarii, anno quarto. »

540 Avignon, 19 décembre 1338.

Petro Rogerii archiepiscopo Rothomagensi significat ejus promotionem ad cardinalatus honorem. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° ccccxliii, f° 138 verso.)

« *Dilecto filio Petro sancte romane Ecclesie presbitero cardinali olim archiepiscopo Rothomagensi.* Urgens universalis Ecclesie — Dat. Avinione, XIV kalendas januarii, anno quarto. »

541

In eumdem modum *Bernardo olim episcopo Ruthenensi.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° ccccxliv, fol. 138 verso.)

542 Avignon, 19 décembre 1338.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° ccccxlvi, f° 138 verso.)

« *Dilecto filio Petro sancte romane Ecclesie presbitero cardinali olim archiepiscopo Rothomagensi.* Cum tua diu

carere presentia nos et fratres nostri nolimus, super negotio pacis inter carissimos in Christo filios nostros Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres actore Domino reformande circa quod te hactenus intelleximus sedule laborasse celeriter, quod boni poteris, una cum dilectis filiis nostris Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus apostolice Sedis nuntiis, opereris; si vero negotium ipsum tractum haberet prolixum forsitan, tu non expectando amplius, venire ad nostram et Sedis apostolice presentiam, cessante morose dilationis obstaculo, non postponas. — Datum Avinione, XIV kalendas januarii, anno quarto. »

543 Avignon, 22 décembre 1338.

Rebus a Petro et Bertrando cardinalibus bene gestis gaudet. (Litt. clausa. REG. VAT. 133, n° CCCCLIV, f° 140 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nuntiis.* Hiis que super tractatu pacis inter carissimos in Christo filios nostros . . Francie et . . Anglie reges illustres dissidentes invicem reformande acta fuerunt, ultimo coram nobis per vestras quas benigne recepimus litteras, necnon et quibusdam partium illarum rumoribus plenius intellectis, solicitudinem vestram circa tractatum predictum adhibitam multipliciter in Domino commendamus, volentes ut ulterius super pacis ejusdem negotio quantum utiliter poteritis, assistente vobis divina gratia, procedatis. Sane quia, si, quod absit, hostis pacis malitia prevalente, vos non posse circa predictum negotium proficere videretis, nolumus vos tempus consumere inaniter vestraque diu presentia, qua pro negotiis universalis Ecclesie continue urgentibus arduis egemus, carere; que circa hec cognoveritis nobis rescribere certitudinaliter, quantocius commode fieri poterit studeatis. Rursus ad ea que continebantur in aliis vestris litteris super propalatione secretorum videlicet excusatoriis, vobis breviter respondemus quod licet non parum turbati fuerimus ex hiis que nobis circa hec extiterunt suggesta, intellectis tamen contentis in litteris vestris predictis, vos habemus in hac parte totaliter excusatos, intendentes deinceps talem adhibere cautelam quod que vobis secrete scribemus, nullis nisi solum abreviatori et scriptori, fidelibus secretariis nostris, pandetur. — Datum Avinione, XI kalendas januarii, anno quarto. »

544 Avignon, 23 décembre 1338.

(Litt. clausa. REG. VAT. 133, n° CCCCLVII, f° 140 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Super hiis que venerabilis frater noster Stephanus episcopus Noviomensis et dilecti filii magister Hugo de Arsiaco decanus Ecclesie Belvacensis, ac nobilis vir Ludovicus de Sabaudia dominus Vaudi, nuncii regii, pridem ad nostram presentiam cum litteris regiis de credentia destinati, nobis exponere super hujusmodi credentia curaverunt, eis, prehabita deliberatione matura respondimus, sicut ipsi nuncii regie providentie referre plenius poterunt viva voce. — Datum Avinione, X kalendas januarii, anno quarto ».

545 Avignon, 31 décembre 1338.

Priorem Fratrum Praedicatorum de Limoso, guardianum Fratrum Minorum Mirapiscensium et Petrum Piscis vetat legata in testamento quondam Johannis Piscis altararii basilicae Principis Apostolorum in Urbe contenta ullo modo solvere, quousque redditae fuerint rationes expensarum pro reparatione hujus Basilicae factarum. (Litt. de curia. REG. VAT. 125, n° XVIII.)

« *Dilectis filiis . . priori Predicatorum de Limoso Narbonensis diocesis et guardiano Minorum Mirapiscensium ordinum Fratrum, et Petro Piscis civi Mirapiscensi salutem* etc... Intelleximus quod quondam Johannes Piscis canonicus Narbonensis qui pridem in Urbe nostris et Ecclesie romane existens obsequiis diem ibidem clausit extremum, in testamento suo quod dudum antequam ad Urbem eandem accederet dicitur condidisse, te fili Petre, quem etiam suum in eodem testamento universalem instituit heredem, ac vobis, filii prior et guardiane, ipsius testamenti executoribus deputatis ordinavit inter cetera specialiter et mandavit quod omnia legata sua in eodem testamento contenta infra sex menses computandos a die qua corpus ipsius sepulture traderetur ecclesiastice solverentur integraliter et perfecte, quodque, si tu, Petre predicte, nolles aut negligeres hujusmodi solutionem infra tempus sex mensium predictorum complere vel ex cupiditate retineres pecunias super hoc deputatas, vos prior et guardiane predicti, per vos solum ejusdem executionem valeretis facere testamenti, et nichilominus in casu voluntatis et negligentie predictarum, vos ambo vel alter vestrum de aliis bonis testatoris prefati possetis Mirapiscensi ducentas et de Limoso Narbonen-

sis diocesis Predicatorum centum ac Mirapiscensium Minorum ordinum fratrum Ecclesiis alias centum necnon et passagio transmarino centum libras parvorum Turonensium dare, super quo vobis potestatem et auctoritatem concessit sicut in eodem testamento plenius asseritur contineri. Cum autem prefatus Johannes de diversis pecuniarum summis quas ipse ante suum obitum tam de camera nostra quam de proventibus altarariatus Basilice Principis Apostolorum de Urbe predicta receperat in opus reparationis ejusdem Basilice, per eum quem promotorem et directorem deputaveramus reparationis hujusmodi expendendis fideliter et utiliter ac etiam dispensandis, nondum tempore mortis sue rationes debitas reddidisset, nec adhuc hujusmodi rationes sunt ejus nomine reddite camere supradicte, ex quibus rationibus cum reddite fuerint forsitan apparebit bona que fuerunt dicti Johannis fore dicte camere obligata : nos attendentes quod ere prius alieno deducto est satisfatiendum, postmodum de legatis, ac volentes tam camere quam fabrice reparationis predictarum indempnitatibus super hiis precavere, tenore presentium districtius inhibemus ne pro executione hujusmodi fatienda vel aliis causis bona memorati Johannis detrahantur, dispensentur vel occupentur per aliquem vel aliquos quousque plene reddite sepefate camere fuerunt hujusmodi rationes et ejus indempnitati extiterit rationabiliter in hac parte provisum, vobis nichilominus, prior et guardiane predicti et cuilibet vestrum districte mandantes et prohibentes expresse ne de bonis predictis aliquid dare fabricis dictarum Ecclesiarum vel eidem passagio auctoritate seu vigore testamenti predicti quomodolibet presumatis nisi tunc demum si, videlicet rationibus predictis redditis et camere ac reparationis jamdictarum proviso indempnitatibus, tu Petre predicte forsitan executionem dicti testamenti ultra sex mensium spatium post satisfactionem hujusmodi computandum nolles vel negligeres facere et legata predicta solvere vel ex cupiditate deputatas ad hoc pecunias antedictas contra mentem et intentionem testatoris ejusdem presumeres retinere. Volumus autem quod tu, Petre prefate, ratione vel pretextu provenientis ob premissa retardationis executionis ac solutionis legatorum hujusmodi interim penam aliquam non incurras nec ad vos prior et guardiane prefati vel ad aliquem seu ad aliquos alios propterea potestas aliqua super executione premissorum aliquatenus devolvatur, decernentes irritum et inane si secus super premissis per quoscumque quavis auctoritate scienter vel ignoranter contingeret attemptari. — Datum Avinione, II kalendas januarii, anno quarto ».

546 Avignon, 1er janvier 1339.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CCCCLV, f° 140 recto.)

« *Eidem Petro* [*cardinali*]. Hiis plenius intellectis que misse nobis nuper tue littere continebant, grata nobis admodum extitit tua responsio, intentioni et deliberationi nostre conformis quam fecisse scripsisti ad ea que adversus alterum de principibus dissidentibus ordinari et fieri petebantur, et si fuisset contrarium attemptatum, nequaquam partibus expediens, nec nostre ac Ecclesie honestati conveniens, molestum nobis admodum extitisset. Porro quia pacis reformatio inter eosdem principes plurimum insidet cordi nostro, laborare viis et modis honestis et expedientibus circa reformationem hujusmodi tua circumspectio non omittat; super aliis autem contentis in eisdem litteris jam plene per alias nostras litteras meminimus respondisse. — Datum Avinione, kalendis januarii, anno quarto ».

547 Avignon, 1er janvier 1339.

Petrum et Bertrandum cardinales hortatur ad opus peragendum. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° CCCCLVI, f° 140 verso.)

« *Eisdem cardinalibus*. Si prout vobis per nos et etiam de conscientia nostra per alium scriptum exiterat litteras carissimo in Christo filio nostro Edwardo regi Anglie illustri et quibusdam prelatis per nos directas miseratis antequam ad vos alie littere missionem litterarum prelatorum ipsorum fieri pro tunc prohibentes pervenirent, non est vobiscum scire futura nequivissetis nisi ad diligentiam ascribendum. Verum quia pacis reformatio inter eundem Anglie ac carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem periculose dissidentes invicem, insidet admodum cordi nostro, ea procurari per que, Deo dante, ipsa possit provenire concordia et illa vitari per que impedimentum prestari valeret quomodolibet circa illam desiderabiliter affectantes, volumus ut ea que in hac parte vobis alias scripsimus diligentius advertentes, laborare super hiis juxta datam ex Alto vobis prudentiam, donec ex laboribus vestris fructus votivi proveniant, vel saltem per vos quominus subsequantur non steterit, operosis solicitudinibus procuretis, nobis que vobis super hiis et

aliis occurrerint quociens oportunum extiterit nichilominus rescripturi. — Datum Avinione, kalendis januarii, anno quarto ».

548 Avignon, 5 janvier 1339.

Philippum regem Franciae rogat ut Fratribus Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani bona omnia quae nuper regii officiales occupaverunt, restituenda curet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° dxviii, f° 147 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Nuper, fili carissime, nonnullorum dilectorum priorum, preceptorum et fratrum Hospitalis Sancti Joannis Jerosolimitani, gravis querela ad apostolatus nostri deduxit auditum quod in pluribus prioratibus, preceptoriis, domibus et grangiis Hospitalis ejusdem in regno Francie consistentibus, quamplures senescalli et bailivi aliique officiales tui districte preceperunt, mandaverunt et commiserunt certis regiis servientibus ut, visis eorum litteris, omnem temporalitatem quam dicti Hospitalarii cujuscunque conditionis existerent, habent seu detinent infra eorumdem jurisdictionem ipsorumque resortum, ad manum regiam et cum inventario caperent, ponerent et tenerent, et quod ad hec adeo caute et secrete procederent, quod ad dictorum Hospitalariorum noticiam devenire non posset donec talia forent totaliter executi, dictamque temporalitatem sub dicta manu regia tamdiu tenerent seu teneri facerent absque restitutione seu recredentia quacunque, quousque a celcitudine tua aliud mandatum foret seu etiam ordinatum. Qui siquidem regii servientes, ad executionem preceptorum, mandatorum et commissionum hujusmodi caute ac secrete et celeriter procedentes, omnia bona dictorum Hospitalariorum in dicto regno consistentia ad manum regiam subito et inopinate ceperunt et etiam posuerunt, ac in eisdem prioratibus, domibus et grangiis singulariter singulis posuerunt plurimos servientes quibus in tot expensis et gagiis sive salariis per dictos Hospitalarios diebus singulis faciunt provideri, quod redditus et proventus prioratuum, domorum et grangiarum hujusmodi mole expensarum et salariorum ipsorum preter alia dampna que propter hoc Hospitalariis predictis obveniunt pro magna parte graviter absorbentur. Ideoque serenitatem regiam affectuose requirendam duximus et rogandam quatinus prudenter attendens quod bona dictorum Hospitalariorum eis tam in tuo quam in aliorum orthodoxorum regum regnis et terris pia fidelium devotione collata, utpote divinis obsequiis et Terre Sancte subsidiis dedicata, non debent prophanis vel secularibus usibus applicari, et quod plurimum divina Majestas offenditur tuisque honori et fame non modicum derogatur si bona Deo dicata pro sic urgenti et necessario christianitatis negotio in ejusdem Terre Sancte subsidium convertenda, de tua conniventia ad secularia compendia protrahantur, attendens etiam quod sicut fidedigna relatione didicimus nuper dicti Hospitalarii conduxerunt quandam cocquam seu navem ad deferendum nonnullos fratres Hospitalis ejusdem armigeros, necnon equos, arma, arnesia et alia necessaria pro custodia et tutela insule Rodi et conquirendis locis aliis, Deo presule, accommodis passagio Terre prefate que in proximo primo vere erat ad partes illas, Deo propitio, transitura, et quod ex hoc si, quod absit, predicte temporalitatis captio celeriter non tollatur ejusdem navis ad partes illas transvectio et exinde sperata proventura commoditas, impedimenti hujusmodi obice, effectu debito frustrabuntur, nec minus in considerationem deducens alia quamplura pericula posse toti christianitati ex dictorum Hospitalariorum impotentia que ex talibus oppressionibus contingeret evenire, et quod Dominus ultionum ex hoc posset graviter perturbari, divini amoris pariter et timoris intuitu, nostreque interventionis obtentu, dictam temporaletatem (*sic*) dictorum Hospitalariorum ad regiam manum ut prefertur receptans, remotis exinde dictis servientibus ac hujusmodi mandatis, preceptis, commissionibus revocatis, aliisque gravaminibus quibuscumque sublatis, eisdem Hospitalariis libere restitui facias et in pace dimitti, nullam eis deinceps super temporalitate predicta per te, dictosque officiales et servientes molestiam illaturus, set dictos Hospitalarios ac hospitalia, prioratus, domos et grangias et cetera bona ipsorum que in regno tuo obtinent oportuni favoris et auxilii regalis clippeo protecturus, christianissimorum principum regum Francie progenitorum tuorum in hoc pia vestigia immitando, preces hujusmodi sic efficaciter admissurus quod celcitudini tue reddatur clementia divina propitia dictique Hospitalarii exhibeantur regiis obsequiis magis prompti, nosque regie devotionis efficatiam in hac parte dignis possimus in Domino laudibus commendare. — Datum Avinione, nonis januarii, anno quarto ».

549 Avignon, 5 janvier 1339.

Bertrando cardinali mandat ut Philippum regem Franciae

hortetur ad bona Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani liberanda. (Litt. clausa. Reg. Vat. 133, n° dxix, f° 148 verso).

« *Dilecto filio Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinali, apostolice Sedis nuncio.* Scire te volumus quod carissimo in Christo filio nostro Philippo regi Francorum illustri super eo quod temporalitatem omnium bonorum Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani in regno suo consistencium per officiales suos saisiri et capi fecit et per servientes suos facit teneri et custodiri non absque gravi mole expensarum Hospitalis ejusdem post salutationis alloquium scribimus in hec verba : nuper fili carissime, dilectorum filiorum etc... (ut supra n° 548). Quia igitur plurimum credimus expedire ad feliciorem et efficaciorem exauditionem hujusmodi requisitionum et precum nostrarum respicientium non solum salutem anime et honorem fame regis ejusdem, sed etiam negotium fidei christiane intervenire super hiis apud regem eundem oportune sollicitudinis tue partes, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus apud dictum regem precibus, exhortationibus et inductionibus oportunis insistas ut dictam temporalitatem dictorum Hospitalariorum ad regiam manum, ut prefertur, receptam, remotis exinde dictis servientibus ac hujusmodi mandatis, preceptis et aliis per eum super hoc factis, commissionibus revocatis, eisdem Hospitalariis libere restitui faciat et in pace dimitti, nullam eis super premissis per se vel officiales predictos vel alios molestiam illaturus. — Datum Avinione, nonis januarii, anno quarto ».

550

Ab Imperatore Tartarorum ad Papam missa epistola (Reg. Vat. 133, n° cxxx, f° 39 recto.)

« In fortitudine omnipotentis Dei Imperatoris Imperatorum preceptum. Nos mittimus nuncium nostrum Andream Francum cum quindecim sociis ad papam dominum christianorum in Franckiam ultra septem maria ubi sol occidit, ad aperiendum viam nunciis sepe mittendis per nos ad papam et per papam ad nos et ad rogandum ipsum papam ut mittat nobis suam benedictionem et in orationibus suis sanctis semper memoriam faciat de nobis, et quod Alanos servitores nostros filios suos christianos habeat recommendatos; item quod adducant nobis ab occasu solis equos et alia mirabilia. — Scripta in Cambalec, in anno rati, mense sexto, tercia die lunationis ».

551

A principibus christianis in imperio Tartarorum manentibus ad papam missa epistola. (Reg. Vat. 133, n° cxxx, f° 40 recto.)

« In fortitudine omnipotentis Dei et in honore imperatoris domini nostri :

Nos Futim Jovens, Chaticen Tungy, Gemboga Evenzi, Johannes Juckoy, sanctum patrem dominum papam nostrum capitibus ad terram positis pedes osculantes salutamus, petentes benedictionem suam et graciam et quod in orationibus suis sanctis faciat de nobis memoriam et nunquam obliviscatur nostri. Hoc autem sanctitati vestre sit notum quod longo tempore fuimus informati in fide catholica et saluhriter gubernati et consolati plurimum per legatum vestrum fratrem Johannem Valentem, sanctum et sufficientem virum qui tamen mortuus est ante octo annos, in quibus fuimus sine gubernatore et sine spirituali consolatione; licet audiverimus quod providistis de alio legato, ille tamen nondum venit. Quare supplicamus sanctitati vestre quod mittatis nobis bonum, sufficientem et sapientem legatum qui curam habeat de animabus nostris et quod cito veniat quia vile stamus sine capite, sine informatione et sine consolatione. Supplicamus etiam sapientie vestre quod domino nostro Imperatori respondeatis gratiose ita quod aperiatur via sicut et ipse petit et apta nunciis sepe mittendis a vobis ad ipsum et ab ipso ad vos et ad conferendam inter vos et ipsum amicicam, quia si hoc feceritis magnum bonum sequetur pro salute animarum et pro exaltatione fidei christiane, quia favor ejus in imperio suo facere potest innumera bona et indignatio ejus innumera bona (*sic*, lege mala), et ideo recommendetis nos sibi filios vestros et fratres et fideles alios qui sunt in imperio ejus, quia si ita feceritis bona maxima facietis; cum ita factum fuerit quod ex parte vestra diversis temporibus, tres vel quatuor nuncii venerunt ad prefatum Imperatorem dominum nostrum a quo gratiose recepti fuerunt et honorati et remunerati, et extunc dictus Imperator nullum a vobis vel a Sede apostolica accepit, licet singuli promiserunt se a vobis responsa ad prefatum dominum reportare. Quare provideat Sanctitas Vestra quod hac vice et deinceps habeat certum a vobis responsum et nuncium sicut decet Sanctitatem Vestram, quia magna verecundia est christianis in partibus istis quando mendacia inveniuntur in ipsis. — Scripta in Cambalec, in anno rati, mense sexto, tercia die lunationis ».

ANNUS QUINTUS.

552 Avignon, 10 janvier 1339.

Bertrando Cariti facultatem concedit petendi et recipiendi nomine romanae Ecclesiae censum annuum eidem Ecclesiae in provincia Rothomagensi debitum tam pro praeterito quam pro futuro tempore, ac solutos faciendi illos qui dictum censum solverint. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° I, f° 1 recto.)

« *Dilecto filio magistro Bertrando Cariti archidiacono Augi in Ecclesia Rothomagensi, apostolice Sedis nuncio.* Cum sicut intelleximus — Datum Avinione, IV idus januarii, anno quinto. »

553 Avignon, 12 janvier 1339.

Sententias a Ludovico de Bavaria et Edwardo rege Angliae contra Guillelmum de Auxona episcopum Cameracensem nullas et irritas esse decernit. (Litt. communis. REG. VAT. 127, n° III.)

« *Ad perpetuam rei memoriam.* Circa Ecclesiarum omnium defensionem et curam quarum licet immeriti per divinam providenciam sumus operarii et custodes, oportet nos diligentem vigilanciam exercere ut Ecclesie ipse Deo propicio dispendia injuste non subeant, protegantur a noxiis et ab insolitis ac indebitis gravaminibus et oppressionibus defendantur. Sane nuper venerabilis frater noster Guillelmus episcopus Cameracensis non sine gravi querela ad apostolatus nostri deduxit auditum quod licet civitas et comitatus Cameracenses jure veri dominii spectent ad episcopum et Ecclesiam Cameracenses, ac episcopi Cameracenses qui fuerunt pro tempore a longis retro temporibus et per tempora quorum in contrarium memoria non existit justo et vero titulo civitatem et comitatum possederint supradictos pacifice et quiete, nuper tamen, quod non absque multa admiratione percepimus, carissimus in Christo filius noster Edwardus rex Anglie illustris pretendens se vicarium Imperii constitutum per Ludovicum de Bavaria a Sede apostolica de heresi et scismate condempnatum, omnique jure, si quod sibi in regno vel in Imperio Romanorum ex electione que dudum de ipso celebrata dicebatur vel alio quovismodo forsan competiisset, suis culpis exigentibus sententialiter et juste privatum, licet etiam vacante Imperio sicut nunc vacare dinoscitur ad romanum Pontificem cui in persona Beati Petri terreni simul et celestis imperii jura Deus ipse commisit jurisdictio, regimen et disposicio ipsius vacantis Imperii pertinere noscantur, de facto quanquam de jure non posset, eundem episcopum citari fecit sub pena privacionis et ammissionis omnium bonorum, feudorum, privilegiorum, honorum et aliorum que ab Imperio tenere dinoscitur ut coram eo certo jam elapso termino compareret. Quare prefatus episcopus qui hujusmodi citationi non paruit, prout nec parere eciam tenebatur, dubitans quod idem rex forsan eundem episcopum reputans contumacem, saltem de facto contra eum et prefatam Ecclesiam Cameracensem procedat, ad apostolicam Sedem super hoc duxit humiliter recurrendum. Licet igitur manifestum existat quod predicta citatio ac omnes processus qui contra dictos episcopum et Ecclesiam per prefatos Ludovicum et regem, vel de mandato ipsorum propter hoc forsitan facti essent vel fierent vel sententie que propter ea promulgarentur viribus non subsistant nec subsistere possint nec aliquam habeant nec habere possint roboris firmitatem, ne saltem de facto dicti episcopus et Ecclesia pregraventur, nos prout tenemur ex apostolice servitutis officio hujusmodi insolenciis obviare et ejusdem et aliarum Ecclesiarum precavere dispendiis solicitis studiis intendentes, dictam citacionem, omnesque processus et sententias per prefatos Ludovicum seu Edwardum regem Anglie se vicarium dicti Ludovici vel Imperii pretendentem contra dictos episcopum et Ecclesiam Cameracenses forsan post dictam citationem secutos vel subsequendos, dictasque penas in citatione predicta comminatas et sentencias quaslibet super premissis vel premissorum occasione prolatas vel imposterum proferendas per eosdem Ludovicum et Edwardum regem vel alium seu alios de mandato ipsorum super civitate et comitatu predictis et aliis bonis, feudis, privilegiis et honoribus que ab Imperio obtinent habitos vel habitas, habendos vel habendas, latos vel latas, seu ferendos vel ferendas quatenus de facto processerint vel procedent, auctoritate apostolica revocamus, cassamus, anullamus, vacuamus et irritamus omnino, ipsosque nullos, cassos, vacuos et irritos nunciamus et nullam eos habere decernimus roboris firmitatem, districtius injungentes et eciam inhibentes universis et singulis ducibus, marchionibus, comitibus, baronibus, nobilibus et aliis personis singularibus quibuscumque, necnon communibus et universitatibus quibuslibet civi-

tatum, castrorum, villarum et aliorum locorum ne contra revocationem, cassationem, annullationem, irritationem et decretum nostra hujusmodi facere vel venire vel quicquam attemptare vel civitatem aut comitatum predictos in toto vel in parte invadere vel occupare aut invasos vel occupatos per se vel alios detinere presumant in prejudicium dictorum episcopi et Ecclesie necnon prepositi, decani et capituli Ecclesie memorate, ac nichilominus omnes et singulos cujuscumque preminencie, dignitatis, conditionis et status existant etiam si pontificali vel regali prefulgeant dignitate contrarium facere presumentes excommunicationis sentenciam incurrere volumus ipso facto, ac civitates, castra, villas et alia loca ipsorum interdicti sentencie eo ipso decernimus subjacere, nichilominus irritum et inane auctoritate apostolica decernentes si secus super hiis per quoscunque, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attemptari. Non obstantibus quibuscunque privilegiis et indulgenciis apostolicis vel imperialibus eidem Edwardo regi vel prefatis ducibus, marchionibus, comitibus, baronibus, nobilibus et aliis personis singularibus, necnon communibus et universitatibus quibuscunque sub quacunque forma vel expressione verborum concessis per que contra presentem processum possent se quominus hujusmodi inhibitioni, auctoritate apostolica tollimus et eciam revocamus, seu si eisdem vel eorum aliquibus communiter vel divisim ab eadem Sede indultum existat quod excommunicari, suspendi, vel eorum civitates, castra, ville et loca interdici non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mencionem. Nulli ergo etc... Si quis autem etc... noverit incursurum. — Datum Avinione, II idus januarii, pontificatus nostri, anno quinto. »

554 Avignon, 13 janvier 1339.

Adolfo van der Mark Leodiensi, Johanni III de Diest Trajectensi et Andreae Ghini Tornacensi episcopis mandat ut excommunicationis sententias latas contra illos qui terras Ecclesiae Cameracensis invaserint, publicandas curent. (Litt. communis. Reg. Vat. 127, n° III.)

« *Venerabilibus fratribus.. Leodiensi,.. Trajectensi ac.. Tornacensi episcopis, salutem.* Nuper quendam processum fecimus in hec verba : Benedictus episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Circa Ecclesiarum omnium etc... (ut supra n° 553). — Datum Avinione, II idus januarii, pontificatus nostri anno quinto. Quocirca fraternitati vestre per apostolica scripta districte precipiendo mandamus quatinus vos et singuli vestrum per vos vel per alium seu alios in Ecclesiis, civitatibus et diocesibus vestris et locis aliis convicinis de quibus vobis expedire videbitur, hujusmodi processum, presente et convocata ad hoc multitudine copiosa fidelium legi et publicari solenniter faciatis, universos et singulos qui predicto processui obedienter et efficaciter non parendo predictas excommunicationis in personas et interdicti in civitates, castra, villas, terras et loca ipsorum sententias promulgatas forsan incurrerint, excommunicatos eorumque civitates, castra, villas, terras et loca ipsorum ecclesiastico interdicto supposita in omnibus locis in quibus expediens fuerit, pulsatis campanis et candelis accensis tamdiu publicare curetis et publicari per alios faciatis, dictosque excommunicatos ab omnibus arcius evitari donec super hiis devote paruerint, debite satisfecerint et absolutionis meruerint beneficium obtinere. — Datum Avinione, idibus januarii, pontificatus nostri anno quinto. »

555 Avignon, 13 janvier 1339.

Guillelmum IV comitem Hanoniae rogat ut damna episcopo et Ecclesiae Cameracensibus illata resarciat sine mora. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° II, f° 1 verso.)

« *Nobili viro Guillelmo comiti Hanonie.* Nuper venerabilis frater noster Guillelmus episcopus Cameracensis non absque gravi querela, ad apostolatus nostri deduxit auditum quod tu qui futurus Ecclesiarum defensor et clippeus sperabaris, pro tue libito voluntatis terram Cameracensis Ecclesie per nobiles viros.. senescallum Hanonie ac Jacobum et Johannem de Sarco ac Johannem de Potes et nonnullos alios milites ac Ferricum de Hordain scutiferum et quamplures alios complices eorumdem manu armata, hostiliter invadi domos episcopales de Ribaucourt, de Sauzoit et grangias et molendina, necnon in villis de Kyevi et de Baizuel plures domos subditorum ejusdem Ecclesie cum bonis in eis consistentibus Cameracensis diocesis ignis incendio concremari multaque bona dictorum episcopi et subditorum capi et predari, aliquosque ipsorum interimi, necnon Ecclesiam de Kyevi ejusdem diocesis frangi et violari, ac bona ipsius Ecclesie, vestimenta insuper et ornamenta etiam ad altare spectantia exinde extrahi et asportari aliaque multa mala turpia et enormia ausu sacrilego in

gravem divine Majestatis injuriam et offensam tueque fame dispendium animeque periculum et ejusdem Ecclesie enorme et maximum detrimentum, committi et perpetrari fecisti. Ad hec, premissis majora cumulando gravamina, per gentes, justiciarios et servitores tuos jurisdictionem ecclesiasticam in omnibus casibus ad forum ecclesiasticum episcopale Camerasense, tam de jure quam de consuetudine notoria et approbata spectantibus, preconizando et proclamando seu preconizari et proclamari publice faciendo in pluribus villis et locis ejusdem diocesis generaliter et palam ac publice ne quis sub pena corporis atque rerum aliquem ad judicium tratat vel faciat evocari ac procuratores et clericos ad curiam ecclesiasticam accedentes arrestando, capiendo et incarcerando et etiam aliquos interficiendo et ultimo patibuli tradendo supplicio, impedis et perturbas. Ac insuper, dicti justiciarii et servitores tui bona clericorum etiam beneficiatorum in tua terra ejusdem diocesis delinquentium vel decedentium, per violentiam rapiunt et extorquent; personas insuper ecclesiasticas dicte diocesis multis oppressionibus, talliis et exactionibus innumeris contra immunitates et libertates ecclesiasticas afficiunt, pregravant et affligunt, non attendendo quod si predictis veritas suffragetur, ex hiis tam tu quam gentes, justiciarii et alii servitores predicti vigore sacrorum canonum et maxime Lateranensis concilii necnon statutorum provincialium et sinodalium excommunicationis sentencias incurristis, terreque tue ob hoc ecclesiastico sunt supposite interdicto. Et licet idem episcopus, sicut ipse nobis significare curavit, prefatas sentencias te et dictos milites et complices ac gentes et officiales prefatos incurrisse in Cameracensi Ecclesia et alibi solemniter publicavit et per totam Cameracensem diocesim mandaverit publicari, tu tamen ac gentes et officiales prefati dictas sentencias non verentes, vosque premissa de consuetudine regni Alamannie potuisse licite facere pretendentes, ad Remensem curiam loci metropolitani appellationes frivolas ut asseritur emisistis, quarum pretextu interdictum in majori parte comitatus Hanonie dicte diocesis violatur in divinam injuriam et ecclesiastice discipline contemptum, magnum quoque fidelium scandalum et multarum pernitiem animarum. Adhuc etiam pejora prioribus aggregans, in duobus castris juxta Cameracum immo quasi in portis Cameracensibus constitutis, duos milites, videlicet Simonem et Johannem bastardos Hanonie cum armatorum multitudine diceris posuisse, nec Deum timentes nec hominem reverentes qui transeuntes per viam, presertim subditos ejusdem episcopi spoliant, incarcerant, redum (*sic*) faciunt et predantur omniaque bona villarum circumstantium presertim episcopalium diurnis et nocturnis incursibus, rapinis et spoliis diripiunt, capiunt et disrobant. Cum itaque premissa enormia et detestabilia que, sicut asseritur, veritate nituntur et adeo in partibus illis notoria esse dicuntur quod nulla possunt tergiversatione celari, honoris tui statum et famam plurimum dehonestare noscantur, nobilitatem tuam rogamus, monemus, requirimus et hortamur attente quatinus premissa in tuam considerationem deducens, hujusmodi gravamina per te et quoscumque alios eisdem episcopo et Ecclesie irrogata cum debita et celeri satisfactione faciens emendari, a similibus deinceps per te et alium seu alios salubriori consilio penitus abstinendo, ita quod notam et nomen eorum qui persecuntur Ecclesias non incurras, nec propter hoc adversus te et domum tuam provoces iram Dei, pro firmo sciturus quod nisi premissa corrigas, revoces et per te et alios emendare procures, sustinere non poterimus quin contra te et alios culpabiles procedamus viis et remediis oportunis. — Datum Avinione, idibus januarii, anno quinto. »

556 Avignon, 17 janvier 1339.

Rogerio Bernardo comiti Petragoricensi et Helionordi filiae comitis Vindocinensis indulget ut matrimonium inter se contrahere ac solemnizare valeant tempore canonibus prohibito usque ad instantem quadragesimam. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° iv, f° 2 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Rogerio comiti Petragoricensi et dilecte in Christo filie nobili mulieri Helionordi nate dilecti filii nobilis viri Bochardi comitis Vindocinensis.* Graciosa Sedis apostolice — Dat. Avinione, xvi kalendas februarii, anno quinto. »

557 Avignon, 17 janvier 1339.

Cum quaedam negotia in Dalphinatu Viennensi Johanni de Coiordano episcopo Avinionensi et thesaurario ac magistro Ludovico de Petragrossa commissa fuerant exsequenda et Papa audivit ipsum magistrum adverso casu in prosecutione eorumdem negotiorum impediri, praedicti Ludovici loco magistrum Johannem de Arpadella archidiaconum de Bria subrogavit quem ad episcopum providit destinandum ; Johanni de Coiordano mandat ut negotia una cum ipso magistro exsequatur ; eisdem decem florenos pro expensis necessariis assignat ita ut episcopus vii florenos et praefatus Johannes iii florenos

singulis diebus accipiant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° vi, f° 3 verso.)

« *Venerabili fratri Johanni episcopo Avinionensi, thesaurario nostro.* Adverso et displicibili — Dat. Avinione, xvi kalendas februarii, anno quinto. »

558 Avignon, 17 janvier 1339.

Omnibus archiepiscopis, episcopis ceterisque personis ecclesiasticis mandat ut Johanni de Coiordano episcopo Avinionensi et magistro Johanni de Arpadella decem florenos auri singulis diebus pro expensis necessariis assignent. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° vii, f° 4 recto.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis, episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus etc...* Pridem venerabilem fratrem — Dat. ut supra. »

559 Avignon, 23 janvier 1339.

Petrum et Bertrandum cardinales ad perseverandum in opere pacifico hortatur. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° cccxci, f° 113 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Solita benignitate litteras vestras die date recepimus, et que continebantur in eis intelleximus diligenter. Sane quia pacem pro cujus reformatione vos misimus, non solum regibus dissidentibus et eorum subditis multum accommodam sed toti Christianitati multipliciter oportunam desiderabiliter appetimus, et eam devotis precibus a Domino postulamus, ut si sicut vobis ex hiis que per vos circa eam vigilanter et prudenter laborata sunt hactenus, spes prout ex litterarum predictarum serie collegimus promittitur, vos proficere posse credideritis circa eam proficiendam vel treugas que pacis habeant ymaginem ineundas, volumus quod studiosis operibus et solicitudinibus sedulis sicut hactenus quousque labores vestri hujusmodi fructum producant, dante Domino, votivum et uberem, insistatis. Si vero, quod avertat divina clementia, sic turbatum predictum negotium videretis quod spes de pace vel treugis hujusmodi non adesset, nobis quantocius intimetis. Porro, si expediat ad carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem ad ostendendum sibi clarius imminentia pericula et eum ad concordiam efficatius inducendum personaliter vos conferre, cogitare et attendere vos volumus et facere quod utilius putaveritis in hac parte, nobis que circa hec egeritis et vobis nuncianda occurrerint nichilominus rescripturi. — Datum Avinione, x kalendas februarii, anno quinto ».

560 Avignon, 23 janvier 1339.

Quidquid petitionibus Ludovici de Bavaria respondendum sit, Arnaldo de Verdala definit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° cccxciv, f° 114 verso.)

« *Dilecto filio magistro Arnaldo de Verdala decano Ecclesie Sancti Pauli de Fenolhedesio Electensis diocesis, capellano nostro.* Hiis que tam tue quam magnifici viri Ludovici de Bavaria nobis ultimo misse littere continebant, plenius intellectis, eidem per binas litteras scribimus juxta formam quam cedula continet presentibus interclusa, volentes ut primo alteram de litteris ipsis quas tibi mittimus a dorso signatam A presentes eidem et habita responsione ab ipso super hiis pro quibus te misimus, et forma quam tibi verbo dedimus et per litteras postmodum scripsimus absque transgressione in omnibus observata, litteram aliam signatam in dorso per B sibi presentes et obtineas, si poteris, responsionem ab ipso super contentis in ea. Deinde vero hujusmodi ultima responsione obtenta vel non obtenta, si steterit per eundem, redire ad nostram presentiam festines, nos redditurus de hiis que circa predicta et eorum singula inveneris et feceris plenius certiores. Verumtamen, si aliqua tibi occurrerent, pro quibus juxta intentionem nostram tibi videretur expediens diebus aliquibus remanere, id nobis seriose significare procures, ut habita responsione nostra exinde scias an te remanere amplius propter hoc vel redire velimus, te de tractando cum eodem Ludovico vel aliis absque nostro speciali mandato nullatenus intromittens. Ceterum quia non est de more ac honestate romane curie sceleratis hominibus dare conductum, illis hominibus de quibus fiebat in tuis litteris mentio, non concederemus eundem; sed si de sua salute soliciti gratis et spontanee ad Sedem apostolicam venerint veniam et misericordiam humiliter petituri, eos quos magis lucrifacere Domino quam perdere cupimus, misericorditer, prout eorum exegerit devotio et contritio meruerint, mansuete tractabimus et benigne, rigore justitie oleo misericordie temperato. — Datum Avinione, x kalendas februarii, anno quinto. »

Sequitur tenor cujusdam cedule papiree facte super responsione contentorum in una littera per magistrum Arnaldum de Verdala predictum domino Pape missa que una cum copia suprascriptarum proxime duarum litterarum apostolicarum Ludovico de Bavaria directarum fuit inclusa in littera apostolica prefato magistro Arnaldo directa proxime antescripta.

« Litteras secretas quas nuper per .. cursorem nostrum misisti diligenter inspeximus et super contentis in eis cum nonnullis ex nostris fratribus licet paucis secrete deliberavimus; qua deliberatione habita, nec nobis nec ipsis visum fuit quod via tibi per Ludovicum oblata honorabilis, utilis seu etiam factibilis existere possit. Et primo cum ibi tangitur quod super omnibus debatis inter ipsum et .. regem Francie natis et nascituris stare paratus est nostre omnimode voluntati, absurdum non modicum videretur, cum nullum debatum inter ipsos regem et Ludovicum sit ortum nisi ratione Imperii in quo ipse Ludovicus nullum jus habere dinoscitur et propter quod nobis et Ecclesie ipse reconciliari desiderat, unde quod antequam dicta reconciliatio facta fuerit, nos talem reciperemus submissionem, non esset absque prejudicio et indecentia nostris. Et quod sequitur in dicta via, quod statim cum foret ad nostram graciam ipse Ludovicus admissus, si dictus rex vellet pro parte sua nos eligere, quod .. rex Anglie eligeret ipsum Ludovicum ita quod in nos et ipsum Ludovicum fieret compromissum super omnibus debatis inter eos vertentibus et sic guerram, treugis initis, cessare faceret, prout nobis videretur faciendum; honorabile nobis non esset cum nos reddat inter ipsos reges partiales, quam partialitatem quantum potuimus prout nos decebat vitavimus et vitare quantum salva consciencia poteramus, intendamus. Nec etiam via ista factibilis videtur, cum dictus rex Francie asserat ipsum regem Anglie suum vassallum existere, nec idem rex Anglie hoc negare consuevit, unde non de facili rex Francie predictus cum se judicem suum super feudo de quo inter eos est debatum affirmet, in alium seu alios compromittere vellet, presertim sic generaliter de debatis omnibus cum, prout intelleximus et ipsi regi Francie non est incognitum, dictus rex Anglie multa et magna noviter petat, super quibus non est estimandum quod ipse rex Francie vellet facere compromissum. Adhuc ista via etiam si fieret, quo ad presens modicam haberet utilitatem cum primo dicti Ludovici reconciliatio fieri habeat que tractum (*sic*) et deliberationem magnam secum trahit. Et si interim guerre non cessarent, parum proficere in presenti videretur, immo cum belli eventus sit dubius, possent ex conflictibus bellicis talia interim contingere que non possent postea de facili reparari, et quamvis omnia ista cessarent et fieret, ut premittitur, compromissum, non esset facile nos et ipsum Ludovicum presentialiter in eodem loco convenire. Quare, attentis predictis et in consideratione cum multis aliis deductis, ommisimus dicto regi Francie viam predictam significare. Sed si idem Ludovicus ad nostram presentiam suos certos super facto reconciliationis sue destinaret nuncios et dictus rex Anglie etiam suos cum potestate plena tractandi pacem cum eodem rege Francie vellet transmittere, scriberemus efficaciter eidem regi Francie quod iddem duceret faciendum et nos libenter laboraremus ut reconciliatio et pax predicte ad bonum pervenirent effectum, ita tamen quod, interim pendentibus predictis coram nobis, guerre ex quibus innumera mala proveniunt omnino hinc inde cessarent, et hec via videretur cuilibet factibilis et honesta. Unde tu ex predictis prudenter avertas quid et qualiter eidem Ludovico respondere debeas, cum ex te ad predictam ultimam viam cum alia ad presens non occurrat, juxta datam tibi a Deo prudentiam breviter inducendo, nec te in aliis tractatibus involvas, sed quantocius responsionem habueris de hiis pro quibus te illuc misimus, ad nos redire festines. »

561 Avignon, 31 janvier 1339.

Abbatibus Cisterciensis, de Firmitate, de Ponthiniaco, de Claravalle et de Morimundo monasteriorum mandat ut pensionem annuam III^{m} florenorum auri Guillelmo tituli Sanctorum Quatuor Coronatorum cardinali, olim episcopo Albiensi, indilate ministrent, annis singulis in Cisterciensi capitulo a praedicto ordine solvendam. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° XXV, f° 9 verso.)

« *Dilectis filiis .. Cisterciensi, .. de Firmitate, .. de Ponthiniaco, .. de Claravalle et .. de Morimundo monasteriorum Cisterciensis ordinis, Cabilonensis, Autisiodorensis et Lingonensis diocesum abbatibus.* Ad vestram supponimus — Dat. Avinione, II kalendas februarii, anno quinto. »

562 Avignon, 2 février 1339.

Almeracio de Cabrespina mandat ut fructus, bona et credita quae Pictavinus episcopus Albiensis tempore quo ex Ecclesia Magalonensi ad dictam Ecclesiam Albiensem translatus est, possidebat in episcopatu Magalonensi, sub manu apostolica accipiat et conservet. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° XXIX, f° 10 verso.)

« *Dilecto filio Almeracio de Cabrespina canonico Ilerdensi.* Cum Ecclesia Magalonensis — Dat. Avinione, IV nonas februarii, anno quinto. »

563 Avignon, 2 février 1339.

Raymundo Naulonis mandat ut fructus, debita et credita quae Girbertus electus Ruthenensis tempore electionis habebat in monasterio Sancti Victoris Massiliensis cui praeerat, sub manu apostolica recipiat et conservet. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° XXX, f° 11 recto.)

« *Dilecto filio Raymundo Naulonis archidiacono Aquensi.* Cum monasterium Sancti Victoris — Dat. ut supra. »

564 Avignon, 13 février 1339.

Philippum regem Franciae rogat ut privilegia, olim Ecclesiae Uticensi concessa, ab officialibus regiis integraliter observanda curet. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° XXXIII, f° 12 r°.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Firmam gerimus de regia serenitate fiduciam quod preces apostolicas que Ecclesiarum profectum ac regie salutis et fame incrementa respiciunt, benigne studeas exaudire. Sane venerabilis fratris nostri .. episcopi et dilectorum filiorum prepositi et capituli Uticensis ac universorum rectorum et personarum ecclesiasticarum civitatis et diocesis Uticensis insinuatione percepimus quod olim clare memorie Philippus rex Francorum patruus tuus, dum ageret in humanis, volens prelatos, Ecclesias, collegia et personas ecclesiasticas provincie Narbonensis favoribus prosequi gratiosis, eis per suum privilegium speciale suo magno sigillo viridi pendenti munitum, concessit quod prelati, Ecclesie, collegia et persone ecclesiastice dicte provincie, de acquisitis per eos nomine dictarum Ecclesiarum ante datam dicti privilegii, prestare finantias vel ea extra manum suam ponere nullatenus cogerentur, sed illa possent licite retinere. Voluit etiam idem rex et promisit quod Ecclesie ac persone ecclesiastice prelibate possent acquirere in suis feudalibus et censivis etiam in quibus merum non habent imperium, quantum [1] Ecclesiis de jure competit et est de consuetudine Ecclesiarum provincie memorate, prout hec et alia libertatem ecclesiasticam contingentia in dicto privilegio latius continentur. Verum Benedictus Brossardi clericus regius qui in illis partibus super finantiis faciendis, de acquisitis per Ecclesias et personas ecclesiasticas antedictas se auctoritate regia commissarium asserit deputatum, dictos episcopum, prepositum ac capitulum et personas ecclesiasticas civitatis et diocesis predictarum contra tenorem dicti privilegii regii multipliciter inquietat, eorum bona mobilia et immobilia occupando et alias eis diversa et intollerabilia gravamina contra justiciam inferendo. Quare prefati episcopus, prepositus et capitulum, rectores et persone ecclesiastice ad nos super hiis humiliter recurrentes ac sperantes apud clementiam regiam nostra intercessione juvari, nobis humiliter supplicarunt ut super hoc serenitati regie preces nostras dirigere curaremus. Quia igitur, fili carissime, in omnibus que divine majestatis laudem cultumque respiciunt, decet regiam benignitatem progenitorum et predecessorum tuorum regum Francie qui solam immensitatem pro mensura ponentes, Ecclesias multis beneficiis, privilegiis, immunitatibus et largitatibus ampliarunt, non solum bene gesta recolere, sed eos in similibus munificentiis, privilegiis et liberalitatibus erga Ecclesias exercendis claris vestigiis immitari (*sic*), serenitatem regiam affectuose requirendam duximus et rogandam quatinus ob divinam reverentiam atque nostram, prefatos episcopum, prepositum et capitulum, rectores quoque et personas ecclesiasticas prelibatos in suis libertatibus manuteneas et defendas, nec eos vel ipsorum aliquem, per dictum commissarium vel quosvis alios officiales regios, contra tenorem dicti privilegii quod celsitudinem tuam decet illibate in suo robore conservare, presertim cum pro ipsius concessione privilegii dicto regi defuncto fuerint, sicut asseritur, in dicta provincia due decime persolute, permittas aliquatenus molestari, revocando in statum debitum ea que per eundem commissarium vel quoscunque alios quacunque sint auctoritate muniti, de facto sunt contra prefati tenorem privilegii attemptata, preces hujusmodi tuum respicientes honorem et anime tue salutem sic efficaciter ad exauditionis gratiam admissurus, quod eisdem episcopo, preposito et capitulo, rectoribus et personis fructuose reddantur, nosque regie devotionis possimus Domino laudibus commendare. — Datum Avinione, idibus februarii, anno quinto. »

1. Le registre porte quatenus.

565 Avignon, 17 février 1339.

Litteris ab Hugone VI de Vienna archiepiscopo Bisuntino

acceptis, ejusdem praelati erga Sedem apostolicam obedientiam collaudat. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° XXXV, f° 13 recto.)

« *Venerabili fratri Hugoni archiepiscopo Bisuntino.* Fraternitatis tue litteras responsales ad ea que tibi, frater, pridem scripsimus super faciendis videlicet per te cum quibusdam aliis prelatis partium illarum confederationibus et ligis adversus Ludovicum de Bavaria invasorem et occupatorem temerarium Imperii ejusque ministros et sequaces, et ut fortius et melius eorum detestandis posset obviari conatibus, si ad partes ipsas accedere forsitan attemptarent, solite benignitatis affectu recepimus et que continebantur in eis pleno collegimus intellectu. Sane quia per eas te ad premissa et alia que circa illa oportuna fuerint, obtulisti devotum et promptum, nos hujusmodi devotionem et promptitudinem Deo ac nobis et apostolice Sedi gratas plurimum et acceptas cum gratiarum actionibus in Domino commendantes, fraternitatem rogamus attentius et hortamur eandem quatinus tuum laudabile propositum hujusmodi deducere sicut oportunum extiterit taliter studeas in effectum quod divinam et nostram dicteque Sedis uberiorem tibi vendices gratiam non indigne, sciturus pro certo quod noster et ejusdem Sedis favor tibi et aliis quos reperiemus fideles et devotos non deerit quantum cum Deo adesse poterit in hac parte. — Datum Avinione, XIII kalendas marcii, anno quinto. »

566

In eumdem modum *venerabili fratri Ademaro de Monteil episcopo Metensi.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° XXXVI, f° 13 verso.)

567

Item in eundem modum *venerabili fratri Thome de Bourlemont episcopo Tullensi* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° XXXVII, f° 13 verso.)

568 Avignon, 17 février 1339.

Thomae de Bourlemont episcopo Tullensi facultatem concedit reconciliandi per quemquam simplicem sacerdotem idoneum, ecclesias, capellas ac cimeteria dioecesis ejusdem effusione sanguinis vel humani seminis violata. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° XXXVIII, f° 13 verso.)

« *Eidem Thome.* Petitionibus tuis libenter — Dat. ut supra. »

569 Avignon, 28 février 1339.

Notificat omnibus reservationem beneficiorum ecclesiasticorum quae quondam Philippus Amati canonicus regularis Ecclesiae Albiensis possidebat. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° XLII, f° 14 verso.)

« *Ad futuram rei memoriam.* Dudum felicis recordationis — Dat. Avinione, II kalendas marcii, anno quinto. »

570 Avignon, 4 mars 1339.

Johanni Gasqui episcopo Massiliensi mandat ut hospitium in civitate Massiliensi a quondam Durando de Conquis pro passagio transmarino legatum sub manu apostolica teneat ac illud locandum et restituendum cum opus fuerit, curet. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° XLIII, f° 14 verso.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Massiliensi.* Assertionis fide digne relatu — Dat. Avinione, IV nonas marcii, anno quinto. »

571 Avignon, 4 mars 1339.

Nicolao de Ursicampo et Ramundo de Grandisilva mandat ut rationes Bertrandi Auseti qui operi Ecclesiae Sancti Bernardi Parisiensis dirigendo praerat, excutiant ; si eum defraudasse invenerint, peremptorie citent ut in conspectum apostolicum veniat. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° XLV, f° 15 recto.)

« *Dilectis filiis Nicolao de Ursicampo priori domus Sancti Bernardi Parisiensis Cisterciensis ordinis et Ramundo de Grandisilva ejusdem ordinis monacho, bacalario in theologia.* Dudum ad Ecclesiam domus Sancti Bernardi Parisiensis Cisterciensis ordinis, precelse genitricis Dei Marie semper Virginis et Sancti Bernardi gloriosi confessoris Domini Jhesu Christi venerandis vocabulis insignitam gerentes certis considerationibus nos ad hoc non indigne moventibus specialis dilectionis affectum, et attendentes quod Ecclesia ipsa juxta loci decentiam non erat sufficienter constructa, voluimus et ordinavimus ut ad decentem et utilem constructionem procederetur ipsius et ut ad laudem et honorem divini nominis valeret utilius adimpleri, non modicas pecunie quantitates ad hoc deputavimus et per

nostram cameram fecimus assignari, certas nichilominus indulgentias benefactoribus ejusdem operis concedendo. Cum autem dilectus filius Bertrandus Auseti clericus Mimatensis diocesis ad dirigendum opus predictum et in eo dictas pecunias utiliter et fideliter dispensandum, per eandem cameram deputatus, multas et diversas fraudes et malicias non parum prejuditiales et nocivas camere ac operi supradictis, sicut displicenter nimis intelleximus, commiserit, per quas nonnullas summas pecuniarum hujusmodi sibi et quibusdam aliis suis complicibus fraudulenter et maliciose, in sue salutis anime periculum dicitur applicasse, nos camere ac operis predictorum cupientes indempnitatibus super hiis provideri, discretioni vestre de qua fiduciam in Domino gerimus pleniorem, per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus vos vel alter vestrum libros rationum dicti clerici ante omnia cum omnibus bonis suis que habet in illis partibus capientes, super fraudibus et maliciis hujusmodi et earum circumstanciis vos tam cum ipso clerico quam aliis de quibus vobis videbitur, solerti adhibita diligentia, informare de plano et simpliciter studeatis, contradictores etc... Si vero prefatum clericum de hujusmodi fraudibus et malitiis culpabilem per informationem predictam repereritis vel suspectum, ipsum peremptorie citare curetis ut infra certum peremptorium terminum competentem quem sibi super hoc duxeritis prefigendum, apostolico conspectui personaliter se presentet pro demeritis recepturus, ac facturus et recepturus quod justicia suadebit, diem autem hujusmodi citationis et formam, et quicquid inde feceritis, nobis per instrumentum publicum harum seriem continens intimetis, libros et informationem predictam ad prelibatam curiam nichilominus fideliter transmissuri, et interim donec alium directorem pro predicto opere camera ipsa transmiserit, fideliter et utiliter provisuri quod nullatenus retardetur propter hoc opus ipsum. — Datum Avinione, IV nonas marcii, anno quinto. »

572 Avignon, 4 mars 1339.

(Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° XLVI, f° 16 recto.)

« *Eisdem.* Si vobis timendum videretur quod Bertrandus Auseti clericus Mimatensis diocesis tanquam sibi male conscius super illis de quibus per vos informationem fieri mandamus, fugam caperet quoquomodo, ipsum per dilectum filium .. officialem Parisiensem cui super hoc scribimus sicut in litteris sibi directis quas vobis cum presentibus mittimus, videbitis contineri, capi faciatis et adduci ad Sedem apostolicam pro justicia facienda de ipso. — Datum Avinione, IV nonas marcii, anno quinto. »

573 Avignon, 4 mars 1339.

Officiali Parisiensi mandat, ut si a Nicolao de Ursicampo et Ramundo de Grandisilva requisitus fuerit, Bertrandum Auseti capiat et ad apostolicam Sedem mittat. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° XLVII, f° 16 recto.)

« *Dilecto filio .. officiali Parisiensi.* Cum Bertrandus Auseti —Dat. Avinione, IV nonas marcii, anno quinto. »

574 Avignon, 5 mars 1339.

Petri et Bertrandi cardinalium diligentiam collaudat; vetat eos in Alamanniam contendere. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° CCCXCV, fol. 115 verso.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Plenius intellectis hiis que super negocio carissimorum in Christo filiorum nostrorum .. Francie et .. Anglie regum illustrium antequam conveniretis cum eodem rege Francie Pontisare ultimo, et tunc ibidem etiam solicitudinibus laboriosis et studiosis egistis, vestram exinde circumspectam prudentiam multipliciter in Domino commendamus. Et licet responsio super illis duabus viis per vos tactis per consiliarios dicti regis Francie vobis facta, tendere ad finem votivum ejusdem negocii minime videatur, quia tamen reformationem mutue inter reges eosdem concordie tanquam eis eorumque subditis et toti christianitati multum accommodam ferventibus desideriis perobtamus, et attendimus etiam quod et si labores nostri et vestri super hiis votivum non consequerentur, quod Dominus misericordiarum avertat, effectum, sunt tamen meritorii, ac nos et Ecclesiam exolventes solicitudinis apostolice debitum in hac parte merito reddunt apud Deum et homines excusatos, volumus ut adhuc sicut circumspectioni vestre videbitur, labores continuetis eosdem nisi desesperato, quod absit, negocio, eos inutiles penitus videritis. Ceterum cum inter vos fuerit prolocutum quod pro hujusmodi assequenda facilius concordia, vos ad partes Alamannie personaliter, si de nostro beneplacito procederet, con-

ferretis, scire vos volumus quod jamdudum super certis punctis inter nos et fratres nostros matura deliberatione previa, quam mutare nequaquam nisi consistorialiter intendimus, extitit ordinatum quod nullus hiis temporibus cardinalis ad partes mitteretur predictas, tam propter multa incommoda et pericula que inde subsequi vel contingere possent, non reparanda faciliter vel sedanda, tum etiam quia illi Theutonici honorari tante visitatione persone se reddiderunt et reddunt indignos. Quamobrem nullatenus volumus vos ad partes ipsas nisi hoc vobis specialiter mandaremus, conferre. Nos autem.... magistri Arnaldi de Verdala, capellani nostri, quem dudum ad Ludovicum de Bavaria super certis misimus, propinquum expectamus adventum, cujus relatione super responsione dicti Ludovici audita et deliberatione habita, quid sit agendum super hoc vobis exinde scribere intendimus, sicut cognoverimus expedire. — Dat. Avinione, III nonas marcii, anno quinto. »

575 Avignon, 6 mars 1339.

Robertum Siciliae regem rogat ut rectori, thesaurario et officialibus apostolicis in Campania et Maritima deputatis opem ferat ad restituendam pacem in civitate Anagnina ubi Franciscus de Cecano et quidam alii occisi fuerunt. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° LXV, f° 20 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Insinuatione nimis displicibili — Dat. Avinione, II nonas marcii, anno quinto. »

576 Avignon, 6 mars 1339.

Mistrali et capitulo Ecclesiae Viennensis mandat ut ante decem dierum spatium in curia romana ad judicium adsint. (Litt. de curia. REG. VAT. 127, n° II.)

« *Dilectis filiis . . mistrali et capitulo Ecclesie Viennensis, salutem.* Quod ratione litis atque discordie seu controversie que inter venerabilem fratrem nostrum . . archiepiscopum Viennensem ex parte una et vos ex altera, hoste humani generis procurante suscitate fore noscuntur, tam presentia tua, fili mistralis quam procuratoris vestri, filii capitulum, plene de omnibus informati sit nobis in romana curia oportuna, discretioni vestre in virtute obedientie per apostolica scripta mandamus quatinus infra decem dies post receptionem presentium, quos vobis pro peremptorio termino assignamus tu, prefate mistralis, personaliter, vos vero, prefati capitulum, per procuratorem vestrum ad hoc sufficienter instructum compareatis in dicta curia coram nobis, super premissis mandatis et beneplacitis parituri ac facturi et recepturi quod ordo dictaverit rationis. De presentatione autem presentium latori earumdem dabimus plenam fidem. — Datum Avinione, II nonas martii, anno quinto. »

577 Avignon, 15 mars 1339.

Johannem Ogerii jubet Johannem abbatem monasterii Sancti Eugendi Jurensis, ordinis Sancti Benedicti, Lugdunensis dioecesis monere ut intra certum terminum solvat residua sexennalis et triennalis decimarum apostolicae camerae debita, alioquin eumdem citare personaliter ut in conspectum apostolicum veniat. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° CIII, fol. 27 recto.)

« *Dilecto filio Johanni Ogerii decano Ecclesie Belnensis, Eduensis diocesis.* Perduxit nuper ad nostri — Dat. Avinione, idibus marcii, anno quinto. »

578

Eidem mandat ut similes requisitionem ac citationem faciat contra . . priorem prioratus de Burgeto, ordinis Sancti Benedicti, Gratianopolitanae dioecesis. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° CIV, fol. 27 verso.)

« *Eidem.* Nuper relatu percepimus — Dat. ut supra. »

579 Avignon, 15 mars 1339.

Pontium de Maderiis subrogat Bertrando Auseti ad dirigendum fabricam Ecclesiae Sancti Bernardi Parisiensis, et ad dispensandum pecuniam pro dicta fabrica prosequenda. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° CVII, f° 28 verso.)

« *Dilecto filio Pontio de Maderiis converso monasterii de Bolbona, Cisterciensis ordinis, Mirapiscensis diocesis.* Ad Ecclesiam domus — Dat. Avinione, idibus marcii, anno quinto. »

580 Avignon, 15 mars 1339.

Pontio de Maderiis constituit salarium trium grossorum ar-

genteorum Turonensium singulis diebus. (Litt. patens. Reg. Vat. 234, n° cviii, fol. 28 verso.)

Eidem. Cum te de cujus — Dat. ut supra. »

581 Avignon, 15 mars 1339.

A quibus personis exigenda sit decima Roberto regi Siciliae concessa, decernit. (Litt. de curia. Reg. Vat. 127, n° iii.)

« *Venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Aquensi et . . Massiliensi ac . . Albiensi episcopis, salutem etc...* Dudum attendentes labores varios et onera multiplicium expensarum que carissimum in Christo filium nostrum Robertum regem Sicilie illustrem pro tuitione et defensione regni Sicilie et terrarum citra Farum quod et quas rex idem ab Ecclesia romana tenere in feudum noscitur, oportebat de necessitate subire, cum nonnulli Dei et Ecclesie inimici de heresi etiam condempnati machinarentur sua presumptuosa superbia regnum et terras predicta hostiliter invadere ac in nostros et Ecclesie dictique regis vassallos et subditos crudeliter deservire, memorato regi pro supportandis utilius tot laborum et expensarum sarcinis, decimam omnium proventuum et reddituum ecclesiasticorum in Provintie et Forcalquerii comitatibus existentium per unum annum in duobus terminis, medietatem ipsius videlicet in festivitate Omnium Sanctorum proxime preterita et aliam medietatem ejusdem decime in instanti festo Resurrectionis dominice persolvendam, de consilio fratrum nostrorum concessimus ipsamque per vos ac subcollectores vestros a venerabilibus fratribus nostris archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, decanis, prepositis, archidiaconis, archipresbiteris et aliis Ecclesiarum prelatis, capitulis, collegiis ac conventibus Cisterciensis, Cluniacensis, Premonstracensis, Cartusiensis, Grandimontensis, Sanctorum Benedicti et Augustini et aliorum ordinum necnon Beate Marie Theotonicorum aliisque magistris, prioribus et preceptoribus ceterisque personis ecclesiasticis secularibus et regularibus, exemptis et non exemptis, in dictis comitatibus constitutis preterquam a magistro et fratribus Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani exigi noluimus in eisdem terminis et levari, sicut in litteris nostris inde confectis plenius continetur. Cum autem nonnulli prelati et persone ecclesiastice ex eo se a solutione hujus decime de certis suis proventibus et redditibus ecclesiasticis facienda excusare nitantur, quia loca in quibus dicti redditus et proventus consistunt non esse asserunt de comitatibus antedictis, nos hujusmodi excusationis materiam amputare volentes, volumus et nostre intentionis existere tenore presentium declaramus quod decime predicte concessio ad redditus et proventus ecclesiasticos quorumcunque locorum, prelatorum et personarum ecclesiasticarum a flumine Rodani usque ad Alpes Lombardie quatenus comitatus pretenduntur predicti consistentium que ab eodem rege tenentur et movent, et in quibus ipse mediate vel immediate jurisdictionem temporalem obtinet, etiam si de predictis comitatibus non existerent extendatur; proventus autem et redditus aliorum locorum dictorum prelatorum et personarum ecclesiasticarum etiam infra limites et comitatus predictos consistentium in quibus rex ipse mediate vel immediate dominium et jurisdictionem non obtinet, in concessione predicta intelligimus non includi. Quocirca fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus per vos et subcollectores predictos ad collectionem dicte decime juxta predictarum litterarum nostrarum continentiam et declarationis presentis tenorem procedere studeatis. — Datum Avinione, idibus martii, anno quinto. »

582 Avignon, 18 mars 1339.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° cccxcvi, f° 116 recto.)

« *Dilecto filio Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinali, apostolice Sedis nuncio.* Litteris tuis affectu benigno receptis et contentis in eis diligentius intellectis, petitioni tue ut dilectus filius Amalinnus abbas monasterii Sancti Victoris Massiliensis possit a quocunque antistite catholico munus benedictionis secundum formam canonum recipere, favorabiliter duximus annuendum. Ceterum displicibilia sunt nobis admodum ea que dilectus filius magister Arnaldus de Verdala electus Magalonensis scripsit super illa materia de qua tue predicte faciebant littere mentionem quia nos, habita matura et provida deliberatione super hoc, eidem juxta formam quam cedula interclusa continet scripseramus, tunc propter ea tibi et college tuo ac carissimo in Christo filio nostro.. regi Francie illustri scribere super hiis ommittentes. Porro super passionibus quibus te graviter afflictum hiis diebus audivimus, tibi more paterno compatimur et de resumpta convalescencia propiciante tibi gracia divina letamur. — Datum Avinione, xv kalendas aprilis, anno quinto. »

583 Avignon, 25 mars 1339.

Bernardum Amelii solutum facit de quibusdam bonis quae bonae memoriae Ademari episcopi Massiliensis fuerunt, apostolicae camerae assignatis. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, nº cxii, fº 30 verso.)

« *Dilecto filio Bernardo Amelii archidiacono Amelii.* Petitionis tue coram — Dat. Avinione, viii kalendas aprilis, anno quinto. »

584 Avignon, 28 mars 1339.

Petrum et Bertrandum cardinales deterret ne in Flandriam contendant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, nº cccxcviii, fº 117 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Cum ab aliquibus, vos velle ad partes proficisci Flandrie non parum turbate, ut fertur, hiis temporibus asseratur, nos, si ad loca que non essent infra regnum Francie plena securitate presentialiter vigentia vos quomodolibet transferretis, tam vestrum quam in vobis, nostrum et Ecclesie romane periculorum scandalum formidantes, scire vos volumus quod nobis hoc tempore accessus non est gratus, et ideo hujusmodi circumstancias quas scriptura exprimere, cum sitis viri providi, non est opus profundis meditationibus attendentes, non prorumpatis ad ista vel alia que non utilia, sed potius dampnosa et vituperabilia, quod avertat misericordiarum Dominus, possent esse. Volumus autem quod super negocio vobis commisso, insidenti non modicum cordi nostro, faciatis quicquid boni poteritis, evidentibus personarum sublatis periculis et honore ipsius Ecclesie semper salvo. — Datum Avinione, v kalendas aprilis, anno quinto. »

585 Avignon, 29 mars 1339.

Almeracio de Cabrespina mandat ut salaria officialibus et famulis Pictavini episcopi Albiensis debita tempore quo ipse Pictavinus Ecclesiae Magalonensi praerat, e bonis quae possidebat in eodem episcopatu, persolvat. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, nº cxiii, fº 31 recto.)

« *Dilecto filio Almeracio de Cabrespina canonico Ilerdensi.* Pridem venerabili fratri — Dat. Avinione, iv kalendas aprilis, anno quinto. »

586 Avignon, 2 avril 1339.

Quidquid scripsit Arnaldus de Verdala ad partes Alamanniae missus, Philippo regi Franciae patefacit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, nº cccxcvii, fº 116 verso. *Vatikanische Akten*, p. 733, nº 2025.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Litteras dilecti filii Arnaldi electi Magalonensis quem dudum ad Ludovicum de Bavaria super certis, ut novit regia serenitas, destinavimus, hora tarda die date presentium recepimus, inter cetera continentes quod idem electus cum responsione dicti Ludovici post tractatum habitum cum electoribus Imperii super hiis pro quibus missus, ut prefertur, fuerat, facta, videlicet una publica et alia secreta, quas se credere firmiter asserit sic factas esse, quod nobis merito, cum eas quas non audet scripture committere, audiverimus, erunt grate, ad nostram redire presentiam, se die sexta decima mensis marcii proximo preteriti, sub quo data est litterarum hujusmodi, continuatis gressibus disponebat; adiciens nichilominus in eisdem sic factum esse quod super tractatu pacis inter te, fili, et regem Anglie reformande, nuncii sufficienti mandato suffulti, ad nostram, sicut credit, presentiam transmittentur, quodque concordatum est ut usque ad sex septimanas post festum Pasche proximo jam elapsum, de partibus Alamannie guerra cesset; nec dubitare se asserit idem electus quin nuncii statim de partibus ipsis etiam pro parte dicti Ludovici et electorum Imperii super premissis ad curiam transmittantur. Hec autem, prout nobis per prefatum electum scripta sunt, sublimitati regie nunciamus, ut te non lateant, sed potius super hiis sis provisus. Ideoque prospiciat regia circumspectio an nuncii regii medio tempore ad nostram presentiam mitti debeant, qui cum alii de Alamannia venerint, ad ea que fuerint honesta et utilia circa hec sint parati, vel expediat potius expectare quod electus predictus ad nos venerit, et audita super predictis relatione sua, tue celsitudini, que ab ipso audiverimus, intimemus. Porro, ut que predicto electo dudum specialiter et secrete scripsimus regalis excellentia non ignoret, ea indicabit tibi cedula tenorem de verbo ad verbum scripsionis (*sic*) ejusdem continens, presentibus interclusa. — Datum Avinione, iv nonas aprilis, anno quinto. »

587 Avignon, 13 avril 1339.

Johanni de Coiordano et Johanni de Arpadella ad partes

Delphinatus Viennensis missis facultatem concedit a praelatis et aliis ecclesiasticis personis decem florenos auri singulis diebus accipiendi. (Litt. de curia. Reg. Vat. 127, n° xiv.)

« *Venerabili fratri Johanni episcopo Avinionensi et dilecto filio Johanni de Arpadella archidiacono Brie in Ecclesia Parisiensi, apostolice Sedis nuntiis, salutem.* Cum vos dudum — Dat. Avinione, idibus aprilis, anno quinto. »

588 Avignon, 19 avril 1339.

Conditiones quas tulit Ricardus de Bury episcopus Dunelmensis accepit; Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut inter Franciae et Angliae reges treugas inire contendant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° cccxcix, f° 117 recto.)

« *Eisdem cardinalibus.* Per vestras litteras quas die date manu benigna recepimus, via illa quam venerabilis frater noster.. episcopus Dunelmensis ad vos, pro parte carissimi in Christo filii nostri Edwardi regis Anglie illustris, ut eedem littere continebant, veniens tetigit, intellecta, videtur nobis quod ea sit Deo placibilis et utrique parti, attenta qualitate negocii de quo agitur, multipliciter oportuna; et ideo volumus ut illam viis et modis quibus expedire cognoveritis prosequentes, partem regis predicti fovere in ea usque ad votivum et felicem continuanda exitum, et carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem, ad eam acceptandam pro parte sua, necnon si via ipsa partibus ipsis placuerit, eas ad treugas vel cessationem a guerra, usque ad longi temporis spacium inducere studeatis, sicque infatigabiliter pro tam utilis tamque meritorii operis perfectione laborare, ceptos continuando labores curetis, quod gracia vobis assistente divina, exinde fructus colligantur votivi, nobis nichilominus que circa hec et alia vobis occurrerint, quotiens expedierit, rescripturi. — Datum Avinione, xiii kalendas maii, anno quinto. »

589 Avignon, 21 avril 1339.

Roberto Siciliae regi Napoleonem de Tibertis priorem domus Venetiarum Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani, provinciarum Campaniae et Maritimae rectorem constitutum, diligentissime commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat, 134, n° cxxxi, f° 35 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Sperantes quod per — Dat. Avinione, xi kalendas maii, anno quinto. »

590 Avignon, 23 avril 1339.

Robertum Siciliae regem rogat ut nuntios quosdam ad romanam curiam mittat de reconciliatione Ludovici de Bavaria tractaturos. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° ccccii, f° 117 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Rediens hiis diebus ad nostram presentiam dilectus filius Arnaldus electus Magalonensis, per nos ad Ludovicum de Bavaria super certis factum suum tangentibus dudum missus, nobis duxit inter cetera referendum quod tam idem Ludovicus quam principes electores Imperii super facto reconciliationis dicti Ludovici ad eandem presenciam nostram intendunt solennes ambaxatores et nuncios improximo destinare. Sane, fili carissime, quia licet nos in prolocutionibus inde hactenus habitis pro tuitione, cautela et fulcimento jurium et honorum tuorum, quantum hujusmodi te tangebat vel tangere posset negocium institerimus et instare quantum decenter et honeste fieri poterit intendamus, tamen expediens videretur quod aliquis vel aliqui sufficienter instructi ac ydoneo mandato, si esset utile vel oportunum illud exhibere, suffulti existerent pro te in curia, dum ibidem esse contigerit nuncios et ambaxatores predictos; super quibus videat, prospiciat et ordinet regalis circumspectio quod utilius et expedientius extimabit, nobis sue in hac parte intentionis propositum nichilominus e vestigio rescribendo. — Datum Avinione, ix kalendas maii, anno quinto. »

591

In eumdem modum, aliquot verbis mutatis : « *carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Ad nostram rediens — Datum ut supra. » (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° cccciii, f° 118 recto.)

592 Avignon, 23 avril 1339.

Robertum regem Siciliae rogat ut mala varia quae in regno perpetrari dicuntur, emendanda curet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° cxxxv, fol. 36 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.*

Sicut audita de statu — Dat. Avinione, IX kalendas maii, anno quinto. »

593 Avignon, 28 avril 1339.

Gasberto camerario suo mandat ut quaestionem in Bertrandum Auseti exerceat, rationes ipsius excutiat et contra illum et alios quos noxios esse repererit justitiam ministret; utilitati quoque apostolicae camerae et fabricae monasterii Sancti Bernardi Parisiensis consulat. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° CXCIV, fol. 52 verso.)

« *Venerabili fratri Gasberto archiepiscopo Arelatensi, camerario nostro.* Ad nostram dudum noticiam fidedignorum relatu perducto quod Bertrandus Auseti, clericus Mimatensis diocesis, qui ad dirigendum opus fabrice Ecclesie Sancti Bernardi Parisiensis ordinis Cisterciensis quod ex speciali devotione quam ad ipsam gerimus Ecclesiam fieri ordinavimus et pecunias per nos non in modica quantitate collatas eidem operi, et de mandato nostro per nostram cameram assignatas, fideliter et utiliter in ipsius fabrice opere dispensandum olim specialiter deputatus, multas et diversas fraudes et malitias in ipsius operis et camere prelibate prejuditium maximum redundantes, temerariis et presumptuosis ausibus duxerat committendas, per quas nonnullas summas pecuniarum hujusmodi sibi et quibusdam aliis suis complicibus fraudulenter et maliciose dicebatur in sue salutis anime periculum applicasse : nos volentes de oportuno remedio super hiis providere, informationem super predictis et ea tangentibus in illis partibus per certas personas fieri mandavimus, et nichilominus voluimus quod si per informationem eandem reperiretur prefatus clericus culpabilis de eisdem et timeretur de fuga ipsius, una cum informatione inde facta et libris ac registris suis confectis super hiis que tangunt ipsum opus ad Sedem apostolicam sub fida custodia mitteretur. Cum autem memoratus clericus cum informatione hujusmodi de mandato nostro facta et libris seu registris predictis ad eandem Sedem missus fuerit, et ibidem nostris carceribus mancipatus, volumus et nostre intentionis existit ut tu, quibusvis commissionibus per nos quibuscunque aliis personis super predictis factis quorumcunque tenorum existant non obstantibus, ex incumbenti tibi camerariatus officio, ad audiendum et examinandum rationes dicti clerici super omnibus et singulis premissa tangentibus, fideliter et solerter, appellatione remota, procedas, visaque informatione predicta et tam cum eodem clerico quam aliis de quibus tibi videbitur, veritate circa hec diligentius viis, modis et formis quibus expedire videris inquisita, tam de ipso quam aliis in hiis culpabilibus exhibere studeas justicie complementum, faciendo nichilominus indempnitati camere ac fabrice predictarum sicut rationis fuerit provideri. Quocirca fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus super premissis et ea tangentibus solerter et fideliter sic te geras quod inde tua debeat prudentia merito commendari. — Datum Avinione, IV kalendas maii, anno quinto. »

594 Avignon, 1er mai 1339.

Robertum de Pomayo jubet Robertum de Licelburs militem, in castro Bellicadri contra jus detentum, sine mora compedibus eximere. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCCCIV, fol. 118 recto.)

Dilecto filio nobili viro Roberto de Pomayo militi, castellano Bellicadri. Nuper non absque gravi admiratione quinimmo mentis turbatione percepimus quod licet ad Sedem apostolicam velut matrem cunctorum fidelium et magistram omnibus ad ipsam confluentibus securus accessus esse debeat et recessus nullisque venientes ad ipsam vel recedentes ab ea pulsari debeant injuriis vel dampnis affici sed plena securitate gaudere, tamen quidam iniquitatis filii dilectum filium nobilem virum Robertum de Licelburs, militem, ex parte carissimi in Christo filii nostri Edwardi regis Anglie illustris ad nostram presenciam destinatum, de romana curia cum nostris litteris redeuntem, in Valentinensi diocesi per quam transitum faciebat cum familia sua, eidem militi gravibus plagis impositis ac etiam dilectos filios Robertum Swinfen clericum et Egidium de Brabancia domicellum ejusdem militis, in comitiva dicti militis existentes, ausu sacrilego insidiose ceperunt, ipsosque pecunia, equis et rebus omnibus ac litteris nostris et aliis quas secum deferebant nequiter spoliarunt in nostram et ejusdem Sedis injuriam et contemptum, offensionem quoque justicie et securitatis publice ac perniciosum exemplum, cunctorumque fidelium recurrentium seu recurrere volentium ad Sedem eandem grave scandalum ac animarum et negociorum suorum, a quorum prosecutione propterea retrahuntur, periculum et gravamen, dictorumque captorum maximum detrimentum, eosque postmodum cum predictis bonis secum duxere captivos et carceri manciparunt ; ex quibus dicti sacrilegi precipui talium excessuum patratores omnesque qui super hiis prestiterunt seu prestabunt eisdem

auxilium, consilium vel favorem, per processus romanorum Pontificum qui in certis festivitatibus anni contra tales solenniter fiunt, ipso facto excommunicationis sentenciam incurrerunt. Cum itaque tante enormitatis excessum prope romanam curiam et in ejus oculis quodam modo perpetratum, ob cujus exempli perniciem romipete et fideles rationabiliter formidabunt ad Sedem recurrere memoratam, non debeamus absque gravi offensa Dei conniventibus oculis pertransire, ac sicut fidedigna relatione percepimus dicti clericus, miles et domicellus et alii familiares eorum ad castrum Bellicadri sint deducti et ibidem sub tua custodia teneantur, nobilitatem tuam attente rogandam duximus et etiam requirendam quatinus prefatos clericum, militem et domicellum et familiares eorum cum omnibus bonis que sibi ablata fuerunt absque ulterioris more et difficultatis obstaculo restituas plenarie libertati, in hac parte providens anime tue saluti ne, quod absit, sentenciis per processus apostolicos in injuriatores, captores ac etiam detentores venientium ad Sedem eandem et recedentium ab eadem, cum deinceps ignoranciam pretendere nequeas, involvaris. — Datum Avinione, kalendis maii, anno quinto. »

595 Avignon, 5 mai 1339.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut ad Sedem apostolicam redeant cum inanem operam se assumpsisse intellexerint. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° cccc, fol. 117 recto.)

« *Eisdem cardinalibus.* Noviter intelleximus quod pridem dato vobis intelligi quod carissimus in Christo filius noster rex Anglie illustris super negocio pacis inter ipsum et carissimum in Christo filium nostrum . . regem Francie illustrem invicem dissidentes tractande, suos nuncios sufficienti potestate suffultos, ad nos mittere intendebat, vos ex laboribus vestris circa tractatum hujusmodi diutius fideliter et solerter impensis, fructus votivos pacis optate colligere cupientes, litteras a prefato rege Francie pro eisdem nunciis obtinuistis usque ad quindecim dies post instans festum Penthecostes de securo conductu. Sane, cum sicut fertur, dictorum nunciorum missio sit incerta nosque, licet ferventibus optemus desideriis pacis reformationem predicte, quia vos tamen nolentes ulterius laboraturos in vanum, nec propter labores inutiles vestra diutius carere presentia, nobis et apostolice Sedi propter ardua jugiter imminentia negocia multipliciter oportuna, placet nobis et volumus ut si, elapso dicto termino, vos non posse proficere in illis partibus cognoveritis super negocio memorato, et de dicti regis Francie beneplacito processerit, ad nostram et dicte Sedis presentiam cum nostre benedictionis gracia redeatis. — Datum Avinione, III nonas maii, anno quinto. »

596 Avignon, 6 mai 1339.

Philippum regem Franciae rogat ut Robertum de Licelburs in castro Bellicadri detentum, liberandum curet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° ccccv, fol. 118 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Nosti, fili carissime, et est notorium toti mundo quod de cunctis nationibus christianis ad sanctam romanam Ecclesiam que caput et mater est universorum Christi fidelium et magistra, super omnibus salutem respicientibus animarum et nonnullis aliis casibus in quibus per alium quam per romanum Pontificem oportuna provisio nequit salubriter adhiberi, cuncti fideles tam nobiles quam innobiles, tam magni quam parvi, devote recurrunt, ab ea salutaria remedia et spiritualia et alia necessaria consilia requirentes et etiam reportantes; qui omnes et singuli ad Ecclesiam recurrentes eandem, sive romipete et peregrini, sive alii quibuscunque nominibus censeantur, ob reverenciam apostolice Sedis, tam per mare quam per terram, a regibus et principibus et aliis professoribus fidei christiane consueverunt et debent publica securitate gaudere, ut ipsi ad eandem Ecclesiam et Pontificis romani presenciam veniendo, ibidem morando et exinde redeundo, tuitione plenaria potirentur et etiam potiantur; et ne forte per aliquos iniquitatis filios quicunque venientes ad Sedem eandem vel recedentes ab ipsa pulsarentur injuriis vel afficerentur quibuscunque jacturis, antiquus et laudabilis mos sanctorum patrum et predecessorum nostrorum romanorum Pontificum introduxit ut dicti romani Pontifices singulis annis in certis et precipuis Ecclesie solennitatibus, in omnes turbatores et injuriatores venientium ad Sedem predictam et recedentium ab eadem, et in eos qui talia fieri faciunt sive mandant, excommunicationis sentenciam promulgarent, et nos etiam interdum similes processus duximus faciendos, considerando irremediandа fore pericula si catholice fidei professores, spirituales quidem filii ejusdem Ecclesie necessariis causis urgentibus ad matrem Ecclesiam recurrere, et mater ipsa Ecclesia extrinsecis

impedimentis oppositis, propiciationis ubera periclitantibus filiis porrigere non valerent, sicque in medio fidelium crassante malicia et per inofficiosa offendentium opera, subducto catholicis filiis materne officio pietatis contingeret medelam vulneribus, concordiam discordibus et periclitantibus portum salutis inhumaniter denegari, et matrem in filiis et in matre filios perpeti lugubrem orbitatem. Sane progenitorum et predecessorum tuorum clare memorie regum Francie domum magnificam ex hoc Dominus insignivit, honoribus magnificavit, triumphis et felici ac longa generationum serie stabilivit, quod iidem reges apud Deum et eandem Ecclesiam semper fidei devotione ferventes, indesinenter honesta, honorabilia et utilia eidem Ecclesie tanquam veri Christi pugiles et triumphales athlete laudabiliter peregerunt, nichil inhonestum, nichil quod eidem Ecclesie redderetur adversum etiam per alios fieri equanimiter sustinentes. Et ideo nec immerito mirari et etiam turbari compellimur quod quidam se fingentes fore familiares tuos, seque de regno tuo ad terram citra Rodanum transferentes, per machinatas et premeditatas insidias, nonnullos accedentes ad Sedem eamdem et recedentes ab ea ceperunt et capiunt, equis, pecunia et aliis rebus eorum spoliant, incarcerant et ad regnum tuum transferunt, diris eos ibidem carceribus mancipando, que res utpote pernitiosa exemplo romipetis et peregrinis et quibuscunque personis ob eorum diversas causas et negocia ad nos et eandem Sedem recurrere volentibus, tantam immanis terroris formidinem generabit quod pauci vel nulli, quantumcunque eos instans urgeret necessitas, ad romanam curiam veniendi exponent se periculis supradictis, et sic tum propter guerras nunc in regnis pluribus, peccatis exigentibus, suscitatas, tum propter pretacta pericula, nulli vel paucissimi ad Sedem venient memoratam. Ideoque serenitatem regiam rogamus et hoc attente quatinus prudenter attendens quod adventus fidelium ad Sedem eandem communem omnium utilitatem respicit, cum desiderantes pacem et concordiam possimus amplecti et ab eis informationes recipere, ex quibus per tractatus utiles offertur nobis commoditas pacificandi discordes et e converso discordiam affectantes exquisitis modis et studiis compescendi et ad concordiam revocandi, et sic possumus per utrosque de totius orbis conditionibus informari; considerans etiam quod propter impedimenta hujusmodi nobis commoditates dictorum tractatuum subtrahuntur ac innumera animarum et corporum pericula possunt sequi, ob divinum timorem pariter et amorem et ejusdem Sedis reverenciam atque nostram, non paciaris deinceps per aliquos regia tua familiaritate subnixos, vel quoscunque alios tuos subditos vel devotos, adversus prefatos ad romanam Ecclesiam accedentes vel recedentes ab ea, tales spoliationes, captiones et injurias exerceri, quinimo dilectum filium nobilem virum Robertum de Licelburs, militem de regno Anglie, qui dudum pro quadam dispensatione ad nos et Sedem eandem personaliter se duxerat conferendum, quem noviter Nicolaus dictus de Sabaudia civis Lausanensis, tuo sicut pretendere dicitur mandato et favore suffultus, per Valentinensem diocesim, extra regnum Francie transitum facientem, in nostram et ejusdem Sedis injuriam contumeliose cepit et captum una cum familiaribus suis in navicula quadam per Rodanum, ad castrum Bellicadri secum duxit, ipsos sub custodia .. castellani ejusdem castri carceri mancipando, et faciendo detineri captivos, cum rebus sibi ablatis, restitui facias pristine libertati, ita quod ex hiis Deum et nos et romanam Ecclesiam non offendas, nec ledas gloriam fame tue, quinimmo per celerem liberationem ejusdem militis et aliorum qui ex presumptione cujuspiam capti et detenti fore noscuntur evidenter ostendas quod ea que patrata sunt hactenus circa eos de tue serenitatis consciencia minime processerunt, in hiis celsitudinis tue votum apostolicis beneplacitis que salutis et honoris tui incrementa respiciunt, coaptando. — Datum Avinione, II nonas maii, anno quinto. »

597 Avignon, 6 mai 1339.

Philippum regem Franciae rogat ut nuntiis Ludovici de Bavaria ad romanam curiam venturis, fidem publicam concedat. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCCCVI, fol. 119 verso.)

« *Eidem regi.* Nuper tam per litteras Ludovici de Bavaria quam per nuncium nostrum de partibus Alamannie venientem percepimus quod idem Ludovicus se ad tractatum habendum super reconciliatione sua, usus consilio saniori, disponens, speciales et solennes ambaxiatores et nuncios in brevi est ad Sedem apostolicam propterea transmissurus, prius tamen habitis et obtentis litteris de securo conductu a celsitudine tua et nonnullis magnatibus per quorum terras dicti nuncii fuerint transituri. Ne igitur idem Ludovicus hujusmodi litteris de securo conductu a tua excellentia non obtentis, non causam ut causam seu frivolam occasionem assumens, hujusmodi ambaxiatores et

nuncios se ad Sedem eandem tute mittere non posse causetur, suamque contumaciam taliter excusare nitatur, tue serenitatis sublimitas diligenter attendat an expediat hujusmodi litteras tuas patentes tuo sigillo munitas nunciis et ambaxiatoribus prelibatis ad premissa mittendis de securo conductu in veniendo, morando et etiam redeundo concedere, ne tractatum eundem occasione non habite securitatis hujusmodi contingat forsitan impediri. Nostre tamen intentionis non existit quod ambaxiatores ejusdem Ludovici per regnum Francie veniant vel per illud etiam revertantur nisi de tua processerit voluntate. Hujusmodi autem litteras tuas de securo conducto, si forsitan eas concedas, nobis mittere vel intentionem tuam velis super hoc quamcitius poteris intimare. — Datum Avinione, II nonas maii, anno quinto. »

598 Avignon, 11 mai 1339.

Johanni de Chandorat abbati monasterii Casae Dei significat reservationem prioratus Sanctae Liberatae, ordinis Sancti Benedicti, Agennensis dioecesis. (Litt. patens. REG. VAT. 134, nº CLXVII, fol. 41 recto.)

« *Dilecto filio .. abbati monasterii Case Dei, ordinis sancti Benedicti, Claromontensis diocesis.* Olim felicis recordationis — Dat. Avinione, v idus maii, anno quinto. »

599 Avignon, 21 mai 1339.

Robertum regem Siciliae rogat ut magistro Johanni de Amelio in negotiis commissis faveat, et castra quae gentes regiae occupaverunt romanae Ecclesiae restituenda curet. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, nº CLXXVI, fol. 47.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum nos dilectum filium — Dat. Avinione, XII kalendas junii, anno quinto. »

600 Avignon, 24 mai 1339.

(Litt. clausa. REG. VAT. 134, nº CCCCI, fol. 117 verso.)

« *Eisdem cardinalibus.* Litteris vestris presentatis nobis die date presentium benigne receptis, et contentis in eis plenius intellectis, non occurrit nobis aliud super eis respondendum nisi quod vobis nuper per alias litteras nostras respondimus inter alia continentes quod si, elapso termino quo gentes carissimi in Christo filii nostri .. regis Anglie illustris debebant, ut nobis scripseratis, esse vobiscum, non posse, in illis partibus super negocio pacis inter eundem ac carissimum in Christo filium nostrum .. illustrem Francie reges vobis commisso, proficere amplius videretis, et de ipsius regis Francie beneplacito procederet, ad nostram et apostolice Sedis presentiam cum nostre benedictionis gracia rediretis. — Datum Avinione, IX kalendas junii, anno quinto. »

601 Avignon, 30 mai 1339.

(Litt. clausa. REG. VAT. 134, nº CXCVIII, fº 54 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Cum, sicut intelleximus, dilecti filii capitulum Ecclesie Sancti Pauli Narbonensis certa negotia habeant pro Ecclesia sua predicta in tua, fili carissime, regali curia expedire, regiam excellentiam attentius deprecamur quatinus pro divina et apostolice Sedis reverentia tueque salutis obtentu, eos audiri super eisdem negotiis benigne facias et celeriter, prout honestas et justicie debitum suaserit, expediri. — Datum Avinione, III kalendas junii, anno quinto. »

602 Avignon, 8 juin 1339.

Petrum et Bertrandum cardinales pro utilitate pacis restituendae in Francia manere sinit. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, nº CCCCLII, fol. 120 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Litteras vestras benigna manu recepimus nobis die date presentium presentatas, quarum serie diligentius intellecta, grata sunt nobis admodum et accepta ea que super expectatione ac prorogatione, aliisque contentis in ipsis tenor earum describit vos fecisse. Et quia, sicut vobis sepe scripsisse meminimus, reformationis pacis et unitatis inter carissimos in Christo filios nostros .. Francie et .. Anglie reges ilustres negocium solicitudini vestre commissum insidet cordi nostro, sperantes ex reformatione ipsa, si eam pacis Dominus dederit, utrique regum ipsorum ceterisque fidelibus et fidei varia commoda proventura, volumus quod si, divina vobis suffragante gracia, vos posse proficere credideritis in hac parte, non solum per quindecim dies, quin potius

ulterius per tempus de quo vobis expedire videbitur remaneatis in illis partibus, negocium hujusmodi prosequendo ac laborando solerter, prudenter et fideliter, sicut hactenus fecisse noscimini circa illud, nobis que feceritis et vobis super hiis et aliis nuncianda occurrerint nichilominus rescripturi. — Datum Avinione, VI idus junii, anno quinto. »

603 Avignon, 8 juin 1339.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° CCCCVIII, fol. 120 recto.)

« *Dilecto filio Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinali, apostolice Sedis legato.* Prudentie tue litteris solita benignitate receptis, et contentis in eis diligentius intellectis, diligenciam tuam super scriptione illarum adhibitam utique nobis gratam, multipliciter in Domino commendamus, te pro certo scire volentes quod de tractatu aliquo, ut per alios quam per te collegamque tuum pacis commissum tibi et sibi negocium super quo laborastis diutius tractaretur seu compleretur, nunquam alias fieri audivimus mentionem, nec nos qui labores hujusmodi non parum, ut credimus, anxios consideramus attente quantum in nobis existeret, per subtractionem tractatus ipsius negocii vel modum alium indecentem et inhonestum, te ac ipsum quorum fidelem et providam circunspectionem probavimus, dehonestari vel confundi super hiis quomodolibet pateremur. Rursus de Roberto quicquid sciri per te, adhibita oportuna diligencia honeste poterit, nobis scribas. — Datum Avinione, VI idus junii, anno quinto. »

604 Avignon, 10 juin 1339.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° CCIV, f° 56 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Nuper ad nostram venientem presentiam dilectum filium magistrum Johannem de Cadrellis clericum regium et tue serenitatis de credentia litteras nobis per eum presentatas benigne recepimus, et que clericus ipse sub commissa sibi credentia prudenter explicare curavit pro parte regia intelleximus diligenter. Super quibus, eidem respondimus sicut ipse regali excellentie seriosius referre poterit oraculo vive vocis. — Datum Avinione, IV idus junii, anno quinto. »

605 Avignon, 11 juin 1339.

Roberto Siciliae regi Johannem de Ripparia priorem domorum Urbis et Pisarum Hospitalis Sancti Johannis Ierosolimitani, rectorem marchiae Anconitanae constitutum, commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° CCV, fol. 56 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum nos dilectum — Dat. Avinione, III idus junii, anno quinto. »

606 Avignon, 11 juin 1339.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° CCVI, fol. 56 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Negotio pro quo dilecti filii magistri Johannes de Pruliaco archidiaconus Transligerensis Turonensis et Fulco de Chanaco canonicus Parisiensis Ecclesiarum, clerici regii, dudum venerunt ad Sedem apostolicam, prout secundum honestatem justicie fieri potuit expedito, ecce quod prefati clerici quorum in hac parte circunspectam diligentiam commendamus et moram diutinam contractam ab eis, ut exigebat negotii qualitas, in curia probabiliter excusamus, ad regie celsitudinis presentiam redeuntes, eidem quid et qualiter actum super eodem negotio fuerit poterunt viva voce seriosius explicare. — Datum Avinione, III idus junii, anno quinto. »

607 Avignon, 13 juin 1339.

Philippo de Gaston episcopo Sedunensi mandat ut de quadam controversia inter Aymonem comitem Sabaudiae et Humbertum dalphinum Viennensem orta inquirat, ac loca contentiosa sub apostolica manu, pendente judicio, teneat. (Litt. de curia. Reg. Vat. 127, n° XIX.)

« *Venerabili fratri Philippo episcopo Sedunensi, salutem.* Cum propter diversas altercationes et discordias que inter progenitores et predecessores dilecti filii nobilis viri Aymonis comitis Sabaudie ex parte una ac progenitores et predecessores dilecti filii nobilis viri Humberti dalphini Viennensis ex altera ac valitores utriusque partis, procurante hoste humani generis, fuerunt exorte, ex quibus innumera dampna, cedes et mala alia fuerunt utrinque secuta, iidem nobiles comes et dalphinus, sano et commendabili ducti consilio, pacem ad invicem iniverunt, desiderantes eam inter se et successores eorum imperpetuum perdurare,

suosque subditos atque terras diversas sub cultu pacis et justitie perpetuo permanere, ac nichilominus dicti comes et dalphinus submiserunt se super hiis cognitioni, ordinationi, dispositioni et omnimode voluntati nostre vel alterius quem ad hoc specialiter mitteremus, promittendo stipulatione solenni persone publice stipulanti nomine nostro vel commissi nostri vel cujuslibet alterius vel quorumcunque interesset vel interesse posset in futurum tenere et servare in perpetuum quicquid per nos vel per alium quem ad hoc mitteremus dictum ordinatumve foret, etiam juris ordine non servato et quacunque solennitate juris vel facti ommissa, videlicet ut per nos vel dictum missum nostrum possemus loca contentiosa dividere et eorum fines pro nostre voluntatis beneplacito limitare, attribuendo et concedendo uni de jure alterius eo quod alter detineret vel e contra in totum vel in parte in compensando unum locum alio de illis super quibus esset controversia vel aliis sub cujuslibet eorum jurisdictione contentis et in dictis locis contentiosis vel que contentiosa esse possent novos limites ponere vel antiquos declarare, dictaque loca quoquomodo contentiosa ad manum nostram vel missi nostri ponere et tenere ; et ut celerius predicta ad effectum perducerentur, uterque ipsorum precepit et in mandatis dedit omnibus bailivis, castellanis, guardiatoribus sive quibuscunque aliis officialibus suis ut super hiis et ea tangentibue nobis vel dicto misso nostro intenderent efficaciter et parerent ad predicta observare nec contra ea venire per se vel alium seu alios quoquomodo, tacite vel expresse, illaque facere ab eorum universis subditis et quibuslibet aliis pro posse inviolabiliter observari promiserunt et etiam ad sancta Dei Evangelia juraverunt ac etiam voluerunt quod prefatus missus noster potestatem haberet in premissis compellendi eosdem comitem et dalphinum et quoscunque alios remediis juris videlicet per excommunicationis sententias vel alias, prout nobis placeret et eidem misso expediens videretur, prout in diversis eorum litteris in publica forma redactis eorumque sigillis munitis nobis missis et etiam assignatis plenius et seriosius continetur. Nosque in hac parte laudabile eorum propositum commendantes ac potestatem super premissis nobis traditam attendentes eorumque propositum ad plenum effectum deduci per apostolice solicitudinis studium cupientes, te tunc archidiaconum Gandensem in Ecclesia Tornacensi, capellanum nostrum, de cujus circunspectionis industria ac fidelitatis constantia et diligentia in magnis et arduis comprobata plenam et specialem in Domino fidutiam gerebamus et gerimus, ad comitatum Sabaudie et dalphinatum Viennensem predictos tanquam pacis angelum et concordie zelatorem tunc providimus destinandum, tibi per nostras committentes litteras et mandantes ut ad comitatum et dalphinatum predictos te personaliter conferens et habens pre oculis (*sic*) solum Deum, premissa omnia et singula contenta et expressa in eisdem litteris dictorum comitis et dalphini ac contingentia et connexa et pertinentia ad illa auctoritate apostolica exequereris solicite, fideliter et prudenter in via regia intendendo, prout in eisdem litteris plenius continetur ; tuque ad predictos comitatum te personaliter conferens, nonnulla ex predictis locis contentiosa juxta datam a Deo tibi prudentiam limitasti, ea per certos fines seu limites declarando, aliqua vero ex dictis locis que videbantur dubia seu obscura non limitata, neque declarata dimisisti. Sane nuper pro eo quod sicut intelleximus idem dalphinus in mandamento Sancti Andree de Briordo Lugdunensis diocesis quandam bastidam vocatam de Lompnas construebat seu construi fecerat, dictus comes et per gentes suas in mandamento Bellecumbe prope dictam bastidam per dictum dalphinum constructam aliam novam bastidam construi fecit, ex quibus mala quamplurima provenerunt et graviora et periculosiora provenire timentur nisi hujusmodi discordiarum materiis per oportune solicitudinis nostre studium celeriter obvietur : de tua igitur diligentia et circumspectionis industria plenam in Domino fidutiam obtinentes, fraternitati tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus statim ad predicta loca contentiosa in quibus bastide hujusmodi sunt constructe te personaliter conferens, predicta loca ubi dicte bastide, ut premittitur, sunt constructe vel construuntur ad manum nostram recipias, teneas et conserves absque tamen juris prejuditio partium earumdem, ac de utriusque partis juribus que in dictis locis se habere asserunt auctoritate predicta studeas diligentius informari, et ea que per informationem hujusmodi inveneris, in scriptis redacta, nobis quantotius intimare procures, eisdem partibus ipsarumque gentibus et valitoribus sub excommunicationis in singulares personas et interdicti in civitates et castra, terras et loca ipsorum et gentium et valitorum suorum penis et sentenciis quas in contradictores quoslibet et rebelles auctoritate nostra, appellatione postposita, proferas, districtius inhibendo interim donec per nos seu de mandato nostro dictorum locorum contentiosorum limitatio et declaratio facta fuerit, alterutra dictarum partium in prejuditium alterius quicquam innovet

vel attemptet, testes autem qui fuerint nominati si se gratia, odio vel timore subtraxerint, per censuram ecclesiasticam, appellatione cessante, compellas veritati testimonium perhibere; volumus autem quod predicte pene et sententie sic partem inobedientem affitiant quam alteram partem obedientem nostrisque mandatis in premissis parentem in aliquo non puniant nec contingant. — Datum Avinione, idibus junii, anno quinto. »

608 Avignon, 21 juin 1339.

Robertum regem Siciliae solutum facit de IIII^m unciarum auri camerae apostolicae numeratis pro residuis census annui romanae Ecclesiae ratione regni Siciliae et terrarum citra Farum debiti. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° ccxiii, fol. 58 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum olim in octuaginta — Dat. Avinione, xi kalendas julii, anno quinto. »

609 Avignon, 22 juin 1339.

Archiepiscopis, episcopis ceterisque personis ecclesiasticis mandat ut Philippo episcopo Sedunensi in securum conductum consulant eique sex florenos auri singulis diebus assignent. (Litt. de curia. Reg. Vat. 127, n° xviii.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus, etc. . . ad quos presentes littere pervenerint, salutem.* Cum venerabilem fratrem — Dat. Avinione, x kalendas julii, anno quinto. »

610 Avignon, 26 juin 1339.

Robertum regem Siciliae solutum facit de VIII^m unciarum auri apostolicae camerae numeratis pro censu annuo romanae Ecclesiae ratione regni Siciliae et terrarum citra Farum debito. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° ccxiv, fol. 59 recto.)

« *Eidem regi Sicilie.* Cum pro regno — Dat. Avinione, vi kalendas julii, anno quinto. »

611 Avignon, 1er juillet 1339.

Abbatibus monasteriorum Sancti Victoris extra muros Parisiensis et Sancti Dionisii Remensis mandat ut in Remensi et et Senonensi provinciis monasterium seu locum alium eligant, atque abbates et priores ad concilium provinciale celebrandum convocent; in quoquidem capitulo publicent ac legi faciant ordinationes et edicta apostolica de statu religionis canonicorum regularium. (Litt. de curia, Reg. Vat. 127, n° xii.)

« *Dilectis filiis . . Sancti Victoris extra Muros Parisiensis et . . Sancti Dionisii Remensis monasteriorum abbatibus.* Paterne considerationis atiem — Dat. Avinione, kalendis julii, anno quinto. »

612

In eumdem modum *dilectis filiis . . abbati monasterii Omnium Sanctorum Andegavensis et .. priori Ecclesie Sagiensis, salutem.* — Dat. ut supra.

613

Item in eumdem modum *dilectis filiis . . de Corona et . . de Stirpo Engolismensis ac Lemovicensis diocesum monasteriorum abbatibus, salutem.* — Dat. ut supra.

614

Item in eumdem modum *dilectis filiis . . Sancti Rufi extra muros Valentinensis et . . Crutiaci Sistaricensis monasteriorum abbatibus, salutem.* — Dat. ut supra.

615

Item in eumdem modum *dilectis filiis . . monasterii Sancti Yrenei Lugdunensis per priorem soliti gubernari et . . Ecclesie Tarantasiensis prioribus, salutem.* — Dat. ut supra.

616

Item in eumdem modum *dilectis filiis . . de Fuxo et de Quadraginta Appamiarum et Biterrensis diocesum monasteriorum abbatibus, et . . preposito Ecclesie Uticensis* — Dat ut supra.

617 Avignon, 6 juillet 1339.

Robertum regem Siciliae rogat ut auctoritatem interponat

ne fratres et consanguinei magistri Guillelmi de Sancto Victore notarii Papae. a Bernardo de Aquino comite Laureti molestentur injuste. (Litt. clausa, Reg. Vat. 134, n° ccxxix, fol. 64 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Reberto regi Sicilie illustri.* Exposuit nobis dilectus — Dat. Avinione, ii nonas julii, anno quinto. »

618 Avignon, 6 juillet 1339.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 134. n° ccccix. fol. 120 recto.)

« ***Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.*** Licet intellectu pleno collectis hiis que vestre littere presentate nobis die date presentium continebant, exinde fructus votivos subsequi, nisi aliter ordinaret divina providentia que in sua dispositione non fallitur, minime confidamus, quia tamen pacis reformatio pro qua sedule laborastis diutius insidet cordi nostro, volumus quod si concessus fuerit vel concedatur conductus de quo in eisdem vestris litteris mentio habebatur, remaneatis in illis partibus quandiu utiliter et fructuose vos posse agere cognoveritis, pro pace vel treuga super negocio reformationis ejusdem, ut si viam salubrem Dominus aperuerit in hac parte, studium utilis prosecutionis non desit, et si aliter, hostis antiqui malicia prevalente, quod absit, contingeret, esse possimus nos et vos merito apud Deum et homines excusati. — Datum Avinione, ii nonas julii, anno quinto. »

619 Avignon, 7 juillet 1339.

Robertum regem Siciliae rogat ut de reformanda pace in civitate Anagnina sese interponat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° ccxxxiv, fol. 66 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Qualiter misera civitas — Dat. Avinione, nonis julii, anno quinto. »

620 Avignon, 10 juillet 1339.

Quid inter nuntios regum Franciae et Angliae agendum sit Petro cardinali praecipit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134. n° ccccx, fol. 120 verso.)

« ***Dilecto filio Petro tituli Sancte Praxedis presbitero cardinali, apostolice Sedis nuncio.*** Ex tuarum percepimus serie litterarum quod pridem carissimus in Christo filius noster Edwardus rex Anglie illustris, missis sibi per te ac dilectum filium nostrum Bertrandum Sancte Marie in Aquiro diaconum cardinalem, apostolice Sedis nuncium, collegam tuum, litteris quas carissimus in Christo filius noster Philippus rex Francie illustris de securo conductu pro nunciis dicti regis Anglie ad vos venturis pro pacis reformande inter reges eosdem tractatu duxerat concedendas, duos clericos suos, unum videlicet sacre theologie et alium juris civilis professores, ad vestram presenciam destinavit, quiquidem clerici velle ad tractatum pacis, pro parte dicti regis Anglie asserentes adire, petunt in treugis pro tractatu eodem ineundis quinque subsequentes conditiones apponi : primo videlicet quod dampna que illata durantibus treugis fuerint hinc inde, rationabiliter emendentur; secundo, quod alligati et amici utriusque partis, vigentibus treugis, possint ire per terrras et dominia utriusque regum predictorum libere ac secure ; tercio, quod mercancie resque alie de uno regno ad aliud deferri similiter valeant et conduci; quarto, quod dictus rex Francie Scotis interim auxilium non impendat; et quinto quod restituat occupata per ipsum de ducatu Aquitanie postquam idem rex Anglie mare transivit.

Nos igitur, premissis diligentius intellectis, primam et terciam simpliciter, et secundam conditiones hujusmodi cum temperamento quod alligati et amici predictorum regum, terras et dominia ipsorum hostiliter vel cum armigera gente non intrent, satis rationabiles, et reliquas duas difficiles extimamus, quanquam super quarta posse videretur lenitatis antidotum adhiberi, ut scilicet rex prefatus Francie procuraret ut inter Scotos et regem Anglie predictum inirentur treuge per tempus quo inter reges eosdem fierent durature, vel quod negocium Scocie una cum principali regum predictorum negocio in nostris manibus poneretur. Ea vero que quinta condicio continet, magis principale negocium deducendum in pacis tractatu quam treugas indicendas concernit. Sane quia veremur quod via pacis predicte quam accensis optamus desideriis, intentione recta et modo debito non queratur, expedire credimus quod per te dictumque cardinalem collegam tuum non respondeatur premissis sed potius per partem alteram, et vos tanquam mediatores ad temperandum partesque reducendum ad concordiam, sicut juxta ea que premisimus et alia que vobis occurrerint expedire cognoveritis, diligentibus

studiis intendatis, ut si, misericordia faciente Illius qui concordiam in sublimibus operatur, aditus pandatur accommode pacis, tractatui assit (*sic*) vestra fidelis et sedula solercia operatrix, alias autem nec nobis nec vobis quin quod potuimus in hac parte fecerimus possit a Deo vel hominibus, sicut sepe refricavimus, imputari. Ceterum cum multiplicari pericula inter redemptos Christi sanguine precioso videas, preces accumulari precibus erga divinam pecieris pietatem, scire te volumus quod nos apud Dominum devotis precibus insistimus et insistere jugiter intendimus, manibus levatis ad celum, ut Ipse cujus imperio venti et mare obediunt et quiescunt, intumescentibus pelagi hujus fluctibus mitigatis, sua ineffabili pietate dignetur in auram optate quietis et pacis convertere procellarum, peccatis hominum prodolor! exigentibus, frementium turbines procellosos. — Datum Avinione, xvii kalendas augusti, anno quinto. »

621 Avignon, 26 juillet 1339.

Roberto regi Siciliae Petrum Vasconis juris civilis professorem, canonicum Albiensem, rectorem civitatis Beneventanae constitutum, diligentissime commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° ccxliii, fol. 68 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Dilectum filium Petrum Vasconis — Dat. Avinione, vii kalendas augusti, anno quinto. »

622

In eumdem modum *carissime in Christo filie Sancie regine Sicilie illustri.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° ccxliii, fol. 68 verso.)

623 Avignon, 29 juillet 1339.

Mandat ut stipendia quae Johanni de Coiordano episcopo Avinionensi et Johanni de Arpadella ad Delphinatum Viennensem missis assignavit, a praelatis et aliis personis ecclesiasticis terrarum quas transeunt, persolvantur; praefato episcopo potestatem concedit dictos praelatos ac personas ecclesiasticas ad solutionem compellendi. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° ccxlvii, fol. 69 verso.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Avinionensi, thesaurario, et dilecto filio magistro Johanni de Apedella archidiacono de Bria in Ecclesia Parisiensi, capellano nostris.* Dudum vos de quorum — Dat. Avinione, iv kalendas augusti, anno quinto. »

624 Avignon, 2 août 1339.

Philippo regi Franciae nuntiat se nullam dispensationem matrimonii inter filium regis Angliae et filiam ducis Brabanciae concessisse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° ccccxi, fol. 121 recto.)

» *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Presentatas nobis die date presentium magnificentie regie litteras, mentionem de quodam matrimonio tractato sicut asseritur inter natum illustris . . regis Anglie et filiam nobilis viri . . ducis Brabancie facientes, benignitate solita recepimus, et que continebantur in eis pleno collegimus intellectu, prudenciam regiam scire pro certo volentes quod super dispensatione hujusmodi matrimonii obtinenda, cum ex utroque latere in gradibus consanguinitatis multum propinquis filius et filia inter quos tractari matrimonium ipsum dicitur se contingant, nec rex nec dux prefati adhuc nobis per nuncios vel litteras supplicarunt, et si hoc fecissent tociens quociens exhibita super hoc petitio passa fuisset repulsam. Esset quidem indignum et indecens quod illi qui cum hereticis et emulis Sedis apostolice colligationes et confederationes inire non erubuerunt impias, Sedem eandem graviter offendendo, seque gravibus penis et sentenciis per processus apostolicos olim adversus tales inflictis dampnabiliter et perniciose nimium involvendo, reportarent a Sede ipsa, quandiu in tali statu existerent, gracias et favores, et ulterius quia ex hoc aspirare creduntur ad lesionem et dampnum tuum et regni tui, fili carissime, quos nos et Ecclesia romana sincere diligimus et gerimus in visceribus caritatis, sinceritatem filialis devotionis et reverencie quibus tu, fili dilectissime, prefulgere dinosceris, tuique predecessores reges Francie erga ipsam Ecclesiam claruerunt, necnon paterne caritatis et dilectionis affectum quem predecessores nostri romani Pontifices habuerunt ad eos, sicut tuarum predictarum recenset delectabiliter litterarum pagina, interne meditationis examine contemplantes, ex isto etiam capite non concessissemus nec concederemus, rebus ut nunc existentibus, etiam si tua super hoc rogaret serenitas, dispensationem eandem et maxime quia tale matrimonium ex bona et recta intentione procedere non videtur; denique regalis sublimitas non ignoret quod nobis non fuerunt littere regie super

hiis presentate, quanquam pridem dilecto filio nostro Petro tituli Sanctorum Nerei et Achillei presbitero cardinali, nobis pro parte regia super hiis colloquenti, recolamus responsionem quasi similem nos fecisse. — Datum Avinione, IV nonas, augusti, anno quinto. »

625 Avignon, 5 août 1339.

Robertum regem Siciliae rogat ut pro Bertrando de Baucio in carcere principissae Tarentinae captivo sese interponat. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° CCLIII, fol. 71 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Intelleximus quod dilecto — Dat. Avinione, nonis augusti, anno quinto. »

626 Avignon, 5 août 1339.

Guidoni de Terrena episcopo Elnensi mandat ut, nonobstantibus judicio quod impendet de archidiaconatu Vallispirii olim in romana curia reservato, inter quondam Petrum de La et Geraldum de Sentillis, ac sequestro fructuum dicti archidiaconatus, collectori apostolicae camerae fructus quos recepit assignet eique assistat ad colligendos alios fructus qui tempore vacationis ejusdem archidiaconatus obvenerunt. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° CCLVII, fol. 72 verso.)

« *Venerabili fratri .. episcopo Elnensi.* Dudum felicis recordationis — Dat. Avinione, nonis augusti, anno quinto. »

627 Avignon, 5 août 1339.

Patriarchis, archiepiscopis, episcopis ceterisque eccelsiasticis personis mandat ut magistro Johanni Cortoys ad pannos emendos in Flandria, Brabancia ac Francia misso, in securum conductum consulant. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° CCCCXLV, fol. 137.)

« *Venerabilibus fratribus patriarchis, archiepiscopis etc. . . ad quos presentes littere pervenerint.* Cum dilectus filius — Dat. Avinione, nonis augusti, anno quinto. »

628 Avignon, 11 août 1339.

Roberto regi Siciliae Beltraminum episcopum Theatinum, litterarum apostolicarum contradictarum auditorem et Ecclesiam ejus, diligentissime commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° CCLXIII, fol. 75 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum sicut regalem — Dat. Avinione, III idus augusti, anno quinto. »

629 Avignon, 17 août 1339.

Decano et capitulo Nannetensis Ecclesiae significat ipsius Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° CCLXIX, fol. 76 verso.)

« *Dilectis filiis decano et capitulo Ecclesie Nannetensis.* Pridem certis moti causis — Dat. Avinione, XVI kalendas septembris, anno quinto. »

630

In eunmdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Petro Fretault archiepiscopo Turonensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° CCLXX, fol. 77 recto.)

631 Avignon, 21 août 1339.

Johanni IV de Chaudemayo Cisterciensi ceterisque Cisterciensis ordinis abbatibus mandat ut statuta ipsius ordinis necnon apostolicas ordinationes de mittendis ad studia scholaribus observanda curent; utilitati autem Guillelmi tituli Sanctorum Quatuor Coronatorum presbiteri cardinalis consulant, ita ut Papa et ipse cardinalis contententur; deinde orationes apud Deum fundant ut pacem in mundo conciliare imbecillitatemque Papae regere dignetur. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° CCLXXII, fol. 77 recto.)

« *Dilectis filiis .. Cisterciensi ceterisque Cisterciensis ordinis abbatibus in proximo generali capitulo Cistercii congregandis.* Inter alia desiderabilia — Dat. Avinione, XII kalendas septembris, anno quinto. »

632 Avignon, 24 août 1339.

Almeracio de Cabrespina de colligendis residuis condemnationum a curia Ecclesiae Magalonensis tempore Pictavini aut aliorum episcoporum Magalonensium dictarum, facultatem concedit transigendi cum dubia et incerta occurrerint necnon cum pauperibus personis. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° CCLXXVII, f° 78 verso.)

« *Dilecto filio Almeracio de Cabrespina canonico Iler-*

denei. Dudum venerabilem fratrem — Dat. Avinione, IX kalendas septembris, anno quinto. »

633 Avignon, 30 août 1339.

Roberto regi Siciliae Barlaam nuntium moderatoris Graecorum ad Papam missum, Constantinopolim redeuntem, diligentissime commendat. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCLXXXVIII, f° 81 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Veniens pridem ad presentiam — Dat. Avinione, III kalendas septembris, anno quinto. »

634

(REG. VAT. 134, n° CCLXXXIX, f° 82 verso.)

« Scriptura continens omnia et singula tam verbo quam scriptis per Barlam abbatem monasterii Domini nostri Jhesu Christi Salvatoris Constantinopolitani et Stephanum de Dandulo militem, nuncios .. moderatoris Grecorum super negocio reunionis Grecorum romane Ecclesie faciende, exposita domino Pape et sacro collegio dominorum cardinalium, necnon et responsionem factam per Papam eisdem nunciis, super expositis antedictis. »

635 Avignon, 4 septembre 1339.

Philippo regi Franciae omnia et singula in scriptura praescripta contenta significat. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCXC, f° 86 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Nuper ad nostram — Dat. Avinione, II nonas septembris, anno quinto. »

636

In eumdem modum *carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* — Dat. ut supra (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCXCI, f° 88 verso).

637 Avignon, 4 septembre 1339.

Philippum regem Franciae rogat ut Ecclesiam Magalonensem propter comitatum de Malgario ab officialibus regiis vexari non patiatur. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCXCIII, fol. 89 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Illam de sinceritate regia fiduciam in Domino gerimus quod sic erga sanctam romanam Ecclesiam devotione precipua et reverentia filiali clarescat, ut eam in suis juribus et honoribus ledi vel molestari contra justiciam a suis gentibus et officialibus nullatenus paciatur. Sane, fili carissime, cum sit indubitatum et certum, constetque per vetustissima documenta que in archivo ejusdem Ecclesie conservantur, quod Ecclesia Magalonensis comitatum de Malgario seu de Monteferrando Magalonensis diocesis tenet et tenuit a Sede apostolica in feudum ab antiquo, asseraturque pro parte venerabilis fratris nostri Arnaldi episcopi et dilectorum filiorum capituli Magalonensis quod officiales regii partium illarum eisdem episcopo et capitulo ac hominibus et subditis suis comitatus ejusdem, immo nobis et Sedi predicte multas prejudiciales novitates facere, gravamina et molestationes insolitas et indebitas, pretextu guerre presentis regie, inferre multipliciter moliuntur, regalem excellentiam rogamus attentius et in Domino exhortamur quatinus ad instar sancte memorie Ludovici ac recordationis inclite regum aliorum Francie successorum ipsius predecessorumque tuorum qui suos officiales a molestationibus, novitatibus et injuriis quas olim consimilibus occasionibus, episcopo et Ecclesie Magalonensibus super eisdem comitatu, hominibus et subditis nitebantur inferre, ab hiis pro divina et ejusdem Sedis reverencia pie desistere coegerunt et juste, predictos officiales regios a premissis novitatibus, gravaminibus et molestationibus quas hiis temporibus inferre super predictis occasione dicte guerre satagunt, ut prefertur, abstinere regia providentia penitus faciat et cessare, ita quod exinde eterne mercedis consequaris a Deo premium et reperire merearis Sedem eandem in tuis oportunitatibus merito promptiorem. — Datum Avinione, II nonas septembris, anno quinto. »

638 Avignon, 5 septembre 1339.

Raimundo episcopo Petragoricensi reservationem parrochialis Ecclesiae de Jornhaco, Petragoricensis dioecesis, notificat. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° CCXCV, f° 90 recto.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Petragoricensi.* Olim

felicis recordationis —Dat. Avinione, nonis septembris, anno quinto. »

639 Avignon, 8 septembre 1339.

Philippum regem Franciae rogat ut comitatum Convenarum sub manu regia custodiat. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCXCVI, f° 90 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Cum, sicut intelleximus, puer ille filius et heres quondam Bernardi comitis Convenarum obierit, sicut Domino placuit, hiis diebus, esseque dicantur multi utriusque sexus competitores qui se jus habere asserunt in comitatu, terris et bonis que habebat dum viveret dictus comes, propter quorum dissensiones et jurgia possent forsitan scandalosa pericula suscitari, excellentiam regiam attentius deprecamur quatinus ad obviandum periculis hujusmodi et ne comitatus, terre ac bona predicta devastentur propter hoc vel subditi opprimantur injuste, comitatum, terras et bona ipsa quousque dissensiones et questiones competitorum predictorum viis honestis et debitis determinate vel sopite fuerint, sub manu sua faciat tam pie quam utiliter providencia regia custodiri, celeremque justitiam eis quorum intererit, ne domus Convenarum nobilis que domui regie semper fidelis, ut accepimus, extitit, herede legitimo diutius destituta remaneat, exhiberi. — Datum Avinione, VI idus septembris, anno quinto. »

640 Avignon, 11 septembre 1339.

(Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCCXII, f° 121 verso.)

« *Dilecto filio Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinali, apostolice Sedis nuncio.* Solita benignitate receptis litteris tuis ultimo nobis missis, et contentis in eis plenius intellectis, gratam habemus tuam diligenciam adhibitam in scribenda premissa. Sane, cum sepe super eadem materia tibi et college tuo scripserimus sicut nosti, non occurrit nobis inde aliud presentialiter rescribendum. — Datum Avinione, III idus septembris, anno quinto. »

641 Avignon, 12 septembre 1339.

Archiepiscopis, episcopis ceterisque personis ecclesiasticis in comitatu Sabaudiae et Delphinatu Viennensi constitutis mandat ut Philippo episcopo Sedunensi in securum conductum consulant, eique sex florenos auri singulis diebus assignent. (Litt. de curia. REG. VAT. 127, n° XX.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus decanis etc... in comitatu Sabaudie et Dalphinatu Viennensi constitutis.* Dudum venerabilem fratrem — Dat. Avinione, II idus septembris, anno quinto. »

642 Avignon, 20 septembre 1339.

Philippum regem Franciae hortatur ad pacem cum Edwardo rege Angliae restituendam. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCCXIII, f° 121 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Regalis magnitudinis litteras novissime nobis missas, eo letiori manu recepimus quo per eas sinceritatem devotionis quam ad sanctam romanam Ecclesiam matrem tuam et nos gessisti hactenus et indesinenter gerere nosceris recensendo delectabiliter, te desiderare describis ut ipsius sinceritatis affectus qui continue in te non minuitur sed augetur, necnon precipua paterne dilectionis affectio qua te, fili carissime, regnumque tuum interne prosequimur nullius sinistre obnubilationis obfuscentur caligine, sed aucte potius jugiter operum exhibitione laudabilium clarius innotescant, propter que ne de inobedientia erga nos et Sedem apostolicam circa negocium tractatus pacis reformande inter te ac .. regem Anglie illustrem, quos hostis antiquus humani generis commoveri periculose nimium invicem procuravit, dilectis filiis nostris Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, ejusdem Sedis nunciis, per nos dudum commissum, seu quod pacis tractatum ejusdem amplecti volueris aut treugis rationabilibus consentire possis quomodolibet denotari, qualiter ad terminos per eosdem cardinales quandocumque ac ubicunque prefixos, destinares ydoneos tractatores, prelatos videlicet et alios magne auctoritatis viros, necnon et pro nunciis dicti regis Anglie venturis ad presenciam cardinalium eorundem securum conductum quociens requisita fuit tua magnificencia super hoc liberaliter concedendo, te promptum

et benivolum quantum rationis equitas et status regii dignitas pati poterant, exhibueris, nobis per easdem litteras seriosius intimasti. Sane, fili dilectissime, de te letamur in Domino admodum et gaudemus quia te circa premissa tam predictarum regiarum litterarum serie quam eorumdem cardinalium grata relatione repetita, sepius prudenter percepimus sic egisse, sed dolemus non parum quia memoratus rex Anglie quantum in eo fuit non curavit facere, sicut habet rumor implacidus, illud idem. Tuam itaque circumspectam in hac parte prudenciam multipliciter in Domino commendantes, regalem rogamus excellenciam attentius et hortamur eam per Dei misericordiam nichilominus obsecrantes quatinus varia scandalosa discrimina que, procurante hoste predicto, suscitata inter te dictumque regem dissenssio produxit et producere non cessat in christiano populo, ad ingentem exultationem et tripudium pro dolor! hostium fidei christiane, quantaque animarum redemptorum precioso Christi sanguine pericula, personarum excidia et dispendia facultatum, et insuper quot orphanorum, pupillorum, viduarum, pauperum et aliarum miserabilium personarum desolationes, afflictiones et oppressiones intolerabiles, Deo nimium exosas et displicibiles, secum trahat, pia meditatione intra pectoris regii claustra revolvens, dissensionis et guerre predicte materiam et occasionem aborreas, et ad pacis seu treugarum semitas affectum dirigas regium, prepares et disponas, et nichilominus quantum cum tui status et honoris decencia tolerari et fieri poterit, ad viam pacis seu treugarum, si ei pacis et misericordiarum Dominus aditum pandere de sua ineffabili pietate dignetur effectum, pro divina reverencia tueque salutis obtentu exhibeas operosum, ut, vitatis predictis malis et periculis et aliis innumeris que guerrarum calamitas comminatur, magis ac magis placere merearis Altissimo qui tronum tuum regium cum honoris et aliorum felicium incremento successuum fulciat et confirmet, teque tandem tuis multiplicatis meritis ad regni gloriam provehat sempiterni. — Datum Avinione, XII kalendas octobris, anno quinto. »

643 Avignon, 21 septembre 1339.

Johanni de Texandria episcopo Rivensi significat dispensationem quam Guillelmo de Armaniaco rectori Ecclesiae de Marchafaba Rivensis dioecesis de residentia in ipsa Ecclesia usque ad festivitatem Nativitatis dominicae concessit. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCCXI, f° 92 verso.)

« *Venerabili fratri Johanni episcopo Rivensi.* Dudum volentes dilecto — Dat. Avinione, XI kalendas octobris, anno quinto. »

644 Avignon, 21 septembre 1339.

Mandata Petro et Bertrando cardinalibus deposcentibus, quidquid agendum sit praescribit. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCCCXIV, f° 122 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Nuper litteras vestras recepimus, inter alia continentes quod magister Riccardus de Vagham, juris civilis professor, nuncius .. regis Anglie, ex parte dicti regis inter cetera vobis dixit quod idem rex Anglie, habito consilio et deliberatione cum quibusdam confederatis suis super tractatibus treuge per vos habitis in summa respondit quod non intendebat in dictis treugis consentire, conditionibus jam dudum pro parte sua in dictis treugis petitis et appositis non concessis, sed obtulit vobis quod ob reverenciam Sedis apostolice atque nostram paratus erat vos, non tanquam judices vel arbitros, sed velut mediatores et amicos communes, absque cujuslibet juridictionis exercicio, die et loco competentibus, de actionibus et juribus dicti regis ac dampnis et injuriis sibi per .. Francie regem illatis, necnon questionibus, controversiis et arrestis, debatis et demandis que ex hiis seu eorum occasione oriuntur et in quibus dicti regis Anglie fundatur intentio, quas et que, ut dixit, nunquam plene audiveratis, extrajudiciabiliter informare, et quod ad recipiendum informationem hujusmodi in ipsis partibus moraremini, vos votivis precibus requisivit ad finem quia convenientior, ut dicebat, via treugarum vel finalis pacis elici inde valeret, et informationes ipsas vobis et cetui fratrum nostrorum cardinalium referre possetis, et quod si ad recipiendum informationem hujusmodi vacare velletis, idem rex Anglie mitteret ad vos nuncios suos de premissis plenius informatos, sufficientem potestatem habentes ad tractandum de pace finali et treugis concordandum, componendum et etiam transigendum, ita quod tunc nuncii regis Francie sint presentes et eandem habeant potestatem, adiciendo in eisdem litteris nobis missis quod nuncii dicti regis Francie, hujusmodi responsione audita, reputarunt hujusmodi tractatus negocium esse ruptum; ex quibus vos in perplexitate, consideratione et augustia maximis inibi permanetis, nam sentitis quod uterque dic-

torum regum ad arma se parat, et circa pacis negocium ob premissa aliter posse proficere non videtis, nec ipsos reges si ad actum bellicum venirent, possetis, ut expedit, mediare, et si in partibus illis tunc essetis, esset incongruum, si ad mediandum etiam per gladii cuspidem non iretis. Quare nobis humiliter supplicastis ut quid vellemus super hiis vos facturos, vobis celeriter scribere curaremus. Licet igitur, prout experimento didicimus, vobis Deus intellectum et sapienciam ministravit ut aperte et circumspecte noscatis quid tanti negocii imminens gravitas exigat, quid pericula vicina deposcant, per vos qui tot et tam longos sudores et labores pro dicti prosecutione negocii hactenus pertulistis in rebus nunc instantibus peragendum, tamen ex habundanti habita deliberatione cum nonullis ex fratribus nostris sancte romane Ecclesie cardinalibus, que nobis circa predicta videntur, vobis paternis affectibus aperimus. Non enim recessus vester de partibus ipsis sic instantibus vicinis periculis, ut scripsistis, posset fieri, absque gravi non solum nostra et apostolice Sedis, sed etiam vestra reprehensione, prebente populis contra nos et Sedem predictam ac vos materiam obloquendi : notum est siquidem quod propter vestram singularem industriam, maturitatem consilii et lucem prudencie, vos ad partes illas jamdudum providimus destinandos, commissum vobis huc usque fideliter et solerter fuistis prosecuti negocium, laborastis in tuto in ejusdem negocii pelago huc usque sive fluctibus navigastis, si ergo tumescente ultra solitum principum voluntate navem commissi negocii priusquam illam conducatis ad portum in medio procellarum absque debite gubernationis auxilio relinquatis, quante reprehensioni et subsannationi omnium voce essetis expositi, potestis et debetis prudenti consilio prospicere per vos ipsos. Siquidem vulgus, immo fere totus mundus contra nos et dictam Sedem et vos etiam detractionis ora converterent, si ubi viciniora et graviora discrimina imminere timentur, requirencia providencie et diligencie vestre presenciam, ibi vos redderetis absentes, et si de partibus illis absentes essetis, deceret nos et Sedem eandem ubi ad commotionem talium et tantorum principum et sic imminencia, non solum eis et regnis eorum sed toti christianitati pericula sentiremus, nulla torpere desidia sed statim vos vel alios ad tantum negocium absque mora qualibet destinare, cum ad hoc simus in specula universalis Ecclesie a Domino constituti ut pacem procuremus cunctis fidelibus et guerrarum dissidiis et commotionibus que, procurante pacis emulo, insurgunt inter catholicos reges et principes salubriter obviemus. Vos ergo, considerantes quod potens est Dominus, res etiam desperatas sine moliminis tarditate ad exitum felicem deducere, et quod in manu Ejus sunt corda regnantium et illa ubi vult inclinat, spem ponatis in Eo, quod vobis insistentibus per vos et alios ad dictarum treugarum vel pacis tractatum, idem Dominus bene ceptum perficiet opus vestrum. Ex quibus concludimus quod omne propositum discedendi ad presens de partibus ipsis a vestris animis totaliter repellatis et prosecutioni cepti negocii tanto ferventius et consultius insistere studeatis quanto solicitudine et diligencia vestra illud ad presens magis noscitur indigere. Et quamvis alias vobis mandaverimus ne regnum Francie pro dicto negocio exiretis, nunc tamen ex causis pretactis, mutato consilio, si sine periculo personarum et familiarum vestrarum et cum plena securitate possitis, placet nobis quod pro dicto tractatu prosequendo, etiam ad dictum regem Anglie vos personaliter conferatis, hoc vestre discretionis arbitrio relinquendo, nec ommittimus ad memoriam vestram reducere quod si alias inductionibus et persuasionibus vestris dicti reges acquiescere forte noluerunt, si discretioni vestre, attentis conditionibus et qualitatibus temporis atque negocii, videatur expediens, nec hoc senciatis eidem regi Francie displicere, inter eos treugas penarum adjectione vallatas indicere procuretis, ipsas solenniter publicantes et ad dictorum regum noticiam deducentes, juxta traditam vobis super hujusmodi indictione treugarum per alias nostras litteras facultatem; neque videtur nobis incongruum, si nuncios dicti regis Anglie donec in partibus ipsis manseritis, super juribus dicti regis et aliis per dictum magistrum Riccardum pro parte dicti regis oblatis, audiatis benigne, dum tamen ad derogationem honoris et status et emulationem ejusdem regis Francie non redundet, nam cum eum semper in omnibus tractatibus vestris obedientem et condecendentem rationi inveneritis, volumus quod in omnibus honorem ejus, quantum cum Deo poteritis, preservetis. — Datum Avinione, XI kalendas octobris, anno quinto. »

645 Avignon, 23 septembre 1339.

Petrum Bertini cum consuetis stipendiis, receptorem emolumentorum curiae marescalli romanae curiae in annum constituit. (Litt. patens. REG. VAT. 134, n° CCCXIII, f° 93 recto.)

« *Dilecto filio Petro Bertini precentori Ecclesie Sancti Fe-*

licis Gerundensis. Gerentes dudum de — Datum Avinione, IX kalendas octobris, anno quinto. »

646 Avignon, 23 septembre 1339.

Johanni Bertrandi mandat ut residua bonorum mobilium bonae memoriae Geraldi episcopi Lemovicensis reservatorum, nomine camerae apostolicae petat et colligat, facultatem ei concedens illos qui dicta bona assignaverint quitandi et absolvendi. (Litt. patens. REG. VAT. 134, nº CCCXIV, fº 93 recto.)

« *Dilecto filio Johanni Bertrandi canonico Bituricensi.* Olim felicis recordationis — Dat. Avinione, VIII kalendas octobris, anno quinto. »

647 Avignon, 28 septembre 1339.

Robertum regem Siciliae solutum facit de IIII^m unciarum auri pro residuis census annui ratione regni Siciliae et terrarum citra Farum Ecclesiae romane debiti, assignatarum. (Litt. patens. REG. VAT. 134, nº CCCLXIV, fº 101 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Silicie illustri.* Cum de summa — Dat. Avinione, IV kalendas octobris, anno quinto. »

648 Avignon, 8 octobre 1339.

Philippo regi Franciae suadet ne extra regnum hostes aggrediatur. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, nº CCCCXV, fº 123 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Sicut pridem, litteris receptis regiis per quas regalis sublimitas inter cetera nobis scripsit qualiter ad Deum et sanctam romanam Ecclesiam devotionis precipue zelum gerens circa reformationem pacis et concordie cum .. illustri rege Anglie tecum, fili carissime, dissidente, regium abilitando et applicando animum, ad dilectorum filiorum nostrorum Petri tituli Sancte Praxedis presbiteri et Bertrandi Sancte Marie in Aquiro diaconi cardinalium, apostolice Sedis nunciorum, presenciam sufficientes nuncios in omnibus et singulis terminis et locis prefixis ab eisdem cardinalibus super reformatione pacis hujusmodi destinasti, et nichilominus pro securo conductu nunciorum dicti regis quos ad eandem presenciam velle mittere dicebatur, oportunas litteras, sicut petitum extitit, concessisti; tibi, fili carissime, meminimus rescripsisse quod de tuo laudabili proposito hujusmodi admodum letabamur, sicut et adhuc letamur, exinde circumspectionem regiam multipliciter in Domino commendantes. Sane, quia pax ipsa, si eam dignaretur concedere pacis Actor, non solum tibi et eidem regi ac utriusque regnis et subditis necessaria et accommoda, sed toti christianitati gaudiosa et utilis redderetur, excellenciam regiam eo precordialius quo sepius deprecamur quatinus, bonis inenarrabilibus ex ejusdem pacis concordia proventuris et malis innumeris que dissensionum et guerrarum calamitas secum trahit in scrinio pectoris regii diligenti examine revolutis, pacem ipsam Deo gratam utique ac hominibus, ut prefertur, multipliciter fructuosam, non solum diligas et ferventibus perquiras affectibus, sed eam tanquam bonum inextimabile juxta dictum propheticum persequaris, id est sic queras eam prout honori regie dignitatis congruit et investiges vias ejus donec habeatur et dulcedo degustetur illius, vel si forsan, peccatis exigentibus, dari differretur a Domino, habearis apud Deum et homines, cum per te non steterit, excusatus. Rursus cum intellexerimus noviter quod Theutonici regi Anglie adherentes predicto, pretextu cujusdam processus quem rex ipse se vicarium Imperii nominans abusive adversus Ecclesiam et comitatum Cameracenses fecisse de facto dicitur, aliquas in eodem comitatu ceperint facere novitates, extimantes forsitan callide quod tu, fili dilectissime, regnum tuum ad ipsos agrediendos exires, sicque prestaretur occasio principibus et aliis Alamannie nobilibus te ac regnum tuum ex eo juste invadendi et offendendi, quod tu primo intrando terras regni Romanorum et Imperii hostiliter invasisses : nobis qui te regnumque tuum predictum sincera dilectione prosequimur, deliberatione cum quibusdam ex fratribus nostris sancte romane Ecclesie cardinalibus, honoris et commodi regii zelatoribus, habita diligenti, expediens non videtur quod regnum tuum quomodolibet exeas pro premissis, sed sicut illum inclite memorie Philippum regem Francie predecessorem tuum in casu quasi consimili gessisse testatur istoria, cum apparatu decenti eos infra dictum regnum tuum, si forte, quod absit, illud ingredi attemptarent, expectes, super quibus mature, prudenter et consulte circumspiciat regia providencia quid agendum; nos autem preces devotas multiplicamus et facimus multiplicari ad Dominum, ut Ipse in cujus dicione cuncta sunt posita, et non est qui sue resistere valeat voluntati, guerrarum et dissensionum sedatis turbinibus, in te, fili, aliisque catholicis principibus

et universo populo christiano, pacem et tranquillitatem operari sua inefabili pietate dignetur. — Datum Avinione, VIII idus octobris, anno quinto. »

649 Avignon, 10 octobre 1339.

Edwardo regi Angliae insignitius exprobrat societatem quam inivit cum Ludovico de Bavaria eumque jubet ab oppugnatione civitatis Cameracensis desistere. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° CCCCXVII, f° 124 verso.)

« *Magnifico principi Edwardo regi Anglie illustri, spiritum consilii sanioris.* Recentem habemus memoriam et etiam tue credimus memorie inherere qualiter dudum non longe diebus preteritis excellenciam tuam puram et sinceram a quavis offuscatione tenebrosi contagii preservari tueque splendorem prosapie in te lucere clarius cupientes ex intime dilectionis affectu quo te statumque tuum semper fuimus prosecuti, nostras tibi direximus litteras inter cetera recensentes quod Ludovicus de Bavaria, contra processus felicis recordationis Johannis Pape XXII predecessoris nostri et inhibitiones ipsius de consilio fratrum suorum sancte romane Ecclesie factos et habitos diversas spirituales et temporales penas et sentencias continentes, ingressus Italiam, nonnullos hereticos et de heresi publice condempnatos in consorcium publice familiaritatis et participationis admisit, heretica quoque dogmata scienter immo potius dementer approbans, ea per diversas suas litteras ejus noto sigillo munitas deduxit in aliorum publicam notionem, ex hiis et pluribus aliis horrendis excessibus quos utpote toti mundo notorios subticemus se ostendendo heretice pravitatis respersum ac excommunicationis et anathematis sententias incurrendo, et tandem ausus ausibus et excessus superaddens excessibus ad Urbem accessit ubi in tantam prorupit insaniam ut meditatus Urbi et orbi universalis scismatis suscitare dispendium, quendam ipocritam nomine Petrum de Corbaria velut abhominationis detestande simulacrum, quantum in eo fuit, pro romano pontifice statuere et habere per se et alios moliretur ipsumque fuit veneratus ut papam, consecrationem immo verius execrationem ac diadema imperiale de facto recepit ibidem ut de multis aliis reprobis ejus processibus et detestandis excessibus presumptione perpetratis heretica taceatur ; propter que idem predecessor dictum Ludovicum denunciavit a Domino omni dignitate et honore privatum et ipse in eum tantarum heresum et scismatum maculis irretitum, exercens gladium apostolice potestatis, eum cum omnibus qui adhererent eidem vel sibi prestarent auxilium, consilium vel favorem seu pro Romanorum rege vel imperatore scienter haberent, tenerent vel nominarent eundem, non solum excommunicationis et anathematis sed etiam alias penas et sententias tanquam in fautores, auxiliatores et valitores heretici et scismatici promulgavit et declaravit a jure prolatas, sicut in diversis processibus per dictum predecessorem super hoc habitis seriosius continetur, quibus per dictas litteras nostras prolixiore narrationis serie ad noticiam tuam deductis, magnificenciam tuam per easdem litteras requirendam duximus et rogandam ut tu, prudenter advertens et in scrinium interne considerationis adducens gravitatem penarum in quas inciderent et sententiarum quas incurrerent, quantisque periculis et discriminibus se implicarent qui prefato Ludovico sic notorie et publice ab omnibus heresis et sic odiosi toti christianitati scismatis condempnato, antequam reconciliationis gratiam ejusdem Ecclesie meruisset, participare presumerent, sibique impenderent auxilium, consilium vel favorem, vel sibi tanquam imperatori vel regi Romanorum reverentie cultum seu titulum regalis vel imperialis nominis assignarent scienter ac cujuslibet participationis federa contrahendo cum ipso ac exhibitione reverentie et honoris sibi tanquam regi vel imperatori quousque dictus Ludovicus reconciliationis ejusdem Ecclesie meruisset gratiam obtinere, penitus te retrahere et totaliter abstinere curares, ut tibi fame integritas et illibata tui generis claritas servarentur. Postque rumore implacido et infesto ad aures nostras deducto quod tu requisitionibus et precibus nostris hujusmodi de fonte prodeuntibus charitatis, non sine detrimento tue salutis et fame, quod dolentes referimus, obauditis eisdem processibus predecessoris ejusdem, per quos adversus omnes et singulos cujuscunque preeminencie, conditionis vel status, etiam si pontificali vel regali vel quacunque alia ecclesiastica vel mundana dignitate fulgerent, prefato Ludovico adherentes seu prestantes directe vel indirecte, publice vel occulte consilium, auxilium vel favorem, vel sibi tanquam imperatori vel regi Romanorum reverentiam exhibentes, seu titulum regalis vel imperialis nominis assignantes seu ascribentes, graves spirituales et temporales pene et sententie infliguntur, in sua perdurantibus firmitate, presumpseras confederationes inire cum eo sibique adherere ac prestare auxilium, consilium et favorem, et quod est gravius, in serenitatis tue gloria notabilem ponere ma-

culam non formidans, per totam Alamanniam et Germaniam ac universas et singulas earum provincias vicariatus officium sub imperialis nominis titulo susceperas ab eodem de facto, cum idem Ludovicus nec rex nec imperator existat, tali pretextu Ecclesiarum prelatis et personis ecclesiasticis in terris Imperii constitutis, ac in nostra et ejusdem Ecclesie devotione et fidelitate consistentibus, sub penis gravibus per tuas litteras injungendo ut ad te, tanquam ejusdem Ludovici in partibus illis vicarium, super diversis contentis in eisdem tuis litteris convenirent, prout in dictis tuis litteris quas tuo sigillo munitas presentatas oculata fide perspeximus, plenius continetur, contemnens damnabiliter penas et sententias supradictas, illis te manifeste, non absque horrenda tui status macula atque nota, procul dubio implicando; nos considerantes quod hujusmodi vicariatus officium et alia premissa per te presumpta, ad tui honoris et status et fame dispendium tendebant, te per dictas litteras nostras requisivimus et hortati fuimus, tibi paterno consilio suadentes, ut premissa et alia que circa illa tibi possent occurrere deducens in recte discussionis et deliberationis examen, ac insuper tenens certius et attendens quod idem Ludovicus, ut prefertur, nec rex nec imperator existit, nec aliqua que fecerit vel faciat sub imperiali vel regali nomine sunt alicujus roboris vel momenti, quodque tibi periculosum erat ac multipliciter formidandum bellorum subire discrimina si fores dictis processibus, penis et sententiis involutus, ac per hoc Dei et ejusdem Ecclesie persecutor et hostis effectus, a quibus semper desideravimus reddere te immunem, ab hujusmodi presumptionibus penitus resilires gressusque tuos in viam rectam ac Deo placitam tuisque statui, saluti et honori congruam dirigere quantocius non differres. Sperabamus enim quod oculis tuis apertis ad bonum et declinantibus non in erroris devium sed in callem rectitudinis et semitam veritatis, salutis monita devote susciperes et efficaciter adimpleres, nec Deum ac nos et eandem Ecclesiam ulterius per graviores excessus ac oppressiones Ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum contra te ad iracundiam provocares. Sed sicut noviter ex conquestione venerabilis fratris nostri Guillelmi episcopi Cameracensis, non sine admiratione et animi turbatione percepimus et referimus cum dolore, tu predictis monitis, requisitionibus et hortationibus et precibus apostolicis deductis penitus in contemptum, adversus prefatum episcopum et Ecclesiam Cameracenses, ac comitatum et terras ipsorum quosdam voluntarios et odiosos processus, non absque divine majestatis et apostolice Sedis offensa et derogatione ecclesiastice libertatis, de facto, pretextu vicariatus hujusmodi habere cepisti et graviores facere continuas, ac contra civitatem Cameracensem, que ad episcopum et Ecclesiam predictos pleno jure noscitur pertinere, equitum et peditum armatorum exercitum congregasti, ipsamque in dictorum episcopi et Ecclesie damnum non modicum et prejudicium obsedisti eamque detinere presumis obsessam. Cum itaque processus vel verius excessus hujusmodi non possimus salva conscientia nec etiam debeamus conniventibus oculis pertransire, quin ad tuitionem et defensionem ejusdem Cameracensis et aliarum Ecclesiarum in quarum oppressione jura nostra et romane Ecclesie opprimi dubium non existit, apponamus manum apostolice potestatis, excellentiam tuam iterato requirimus et rogamus attente, per apostolica scripta tibi districtius injungentes quatinus, attendens consultius et revolvens prudentius in scrutinio mentis tue quam periculosum tibi tuisque heredibus in posterum reddi posset quod adversus ejusdem predecessoris processus notorie habitos et per universa fere orbis climata publicatos te procaciter erigas et publice venias contra eas, quantaque nota infamie et ignominia ex presumptione tam dampnali respergaris, considerantius etiam cogitans quale tibi tuisque heredibus possit in posterum parturiri dispendium, si publicatus fautor heretici et scismatici de heresi et scismate condempnati per solemnes processus ejusdem Sedis apostolice deviteris, consulto et proviso consilio per emendationem debitam hujusmodi studeas precavere pericula et dispendia evitare, predictum exercitum ab obsidione predicta quantocius revocando et a similibus in posterum abstinendo, dictoque vicariatus officio, per quod fama tua leditur et status dignitatis regie non mediocriter minoratur, ulterius non utendo; alioquin, cum non sit deferendum homini contra Deum, nec Ecclesiarum oppressiones possimus salva conscientia equanimiter sustinere, contra te, licet inviti, ad publicationem dictarum penarum et sententiarum in dictis ejusdem predecessoris processibus et constitutione contentarum et etiam prolatarum, quas te propter predicta non est dubium incurrisse, infallibiliter procedemus et procedi per alios faciemus, prout viderimus expedire. — Datum Avinione, vi idus octobris, anno quinto. »

650 Avignon, 12 octobre 1339.

Johanni de Stratford archiepiscopo Cantuariensi in virtute sanctae obedientiae mandat ut Edwardo regi Angliae detestanda quae suscepit exponat eumque ad obtemperandum apostolicis mandatis hortetur. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° ccccxviii, fol. 126 recto.)

« *Venerabili fratri Johanni archiepiscopo Cantuariensi.* Dudum et sincere — Dat. Avinione, iv idus octobris, anno quinto. »

651

In eumdem modum *venerabili fratri Ricardo de Bury episcopo Dunelmensi.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° ccccxix, fol. 127 verso.)

652 Avignon, 12 octobre 1339.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut quasdam sententias contra Edwardum regem Angliae latas publicent. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° ccccxx, fol. 127 verso.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbytero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Illustris principis Edwuardi regis Anglie zelantes salutem, dudum nos excellenciam suam puram et sinceram a quavis obfuscatione tenebrosi contagii preservari sueque splendorem prosapie in eo lucere clarius cupientes, ex intime dilectionis affectu quo eum statumque suum semper fuimus prosecuti, litteras nostras sibi direximus inter cetera recensentes quod Ludovicus de Bavaria contra processus felicis recordationis Johannis pape XXII predecessoris nostri et inhibitiones ipsius, de consilio fratrum suorum sancte romane Ecclesie cardinalium factos et habitos, diversas spirituales et temporales penas continentes, ingressus Italiam, nonnullos hereticos et de heresi publice condempnatos in consorcium publice familiaritatis et participationis admisit, heretica quoque documata scienter immo pocius dementer approbans, ea per diversas litteras suas ejus noto sigillo munitas deduxit in aliorum publicam notionem; ex hiis et pluribus aliis horrendis excessibus quos utpote toti mundo notoriis subticemus, se ostendendo heretice pravitatis labe respersum ac excommunicationis et anathematis sentencias incurrendo, et tandem ausus ausibus et excessus superaddens excessibus, ad Urbem accessit ubi in tantam prorupit insaniam ut meditatus Urbi et orbi universalis scismatis suscitare dispendium, quendam ypocritam nomine Petrum de Corbaria velut abhominationis detestande simulacrum, quantum in eo fuit, licet sibi sua mentiretur iniquitas, pro romano Pontifice statuere et habere per se et alios moliretur ipsumque fuit veneratus ut papam, consecrationem immo verius execrationem ac diadema imperiale de facto recepit ibidem, ut de multis aliis ejus processibus et detestandis excessibus presumptione perpetratis heretica taceatur; propter que idem predecessor dictum Ludovicum denunciavit a Domino omni dignitate et honore fore privatum ac in eum tantarum heresum et scismatum maculis irretitum, exercens gladium apostolice potestatis, ipsum cum omnibus qui adhererent eidem vel sibi prestarent auxilium, consilium vel favorem, seu pro Romanorum rege vel imperatore scienter haberent, tenerent vel nominarent eundem, non solum excommunicationis et anathematis sed etiam alias penas et sentencias, tanquam in fautores, auxiliatores et valitores heretici et scismatici promulgavit et declaravit a jure prolatas, sicut in diversis processibus per dictum predecessorem super hoc habitis, seriosius continetur. Quibus per dictas litteras nostras prolixiore narrationis serie ad noticiam dicti regis deductis, eum per easdem litteras requirendum duximus et rogandum ut ipse prudenter advertens et in scrutinium interne considerationis adducens gravitatem penarum et sentenciarum quas incurrerent, quantisque se periculis et discriminibus implicarent qui prefato Ludovico sic publice et notorie de pravitatibus heresis et sic odiosi scismatis condempnato, priusquam reconciliationis graciam ejusdem Ecclesie meruisset, participare presumerent, vel sibi impenderent auxilium, consilium vel favorem, vel tamquam imperatori vel regi Romanorum reverencie cultum seu titulum regalis vel imperialis nominis assignarent scienter, a cujuslibet participationis federe contrahendo cum eo et qualibet exhibitione reverencie et honoris sibi tanquam regi vel imperatori, donec ipse reconciliationis gratiam dicte Ecclesie meruisset, se retrahere et totaliter abstinere curaret ut eidem fame integritas et illibata sui generis claritas servarentur. Postque rumore implacido et infesto ad aures nostras deducto quod ipse requisitionibus et precibus nostris hujusmodi de fonte prodeuntibus caritatis non sine detrimento sue salutis et fame, quod dolentes referimus, obauditis eisdem processibus predecessoris ejusdem per quos adversus omnes et singulos

cujuscunque preheminencie, conditionis vel status, etiam si pontificali vel regali vel quacunque alia ecclesiastica seu mundana dignitate fulgerent, prefato Ludovico adherentes, seu prestantes directe vel indirecte, publice vel occulte consilium, auxilium vel favorem, vel sibi tanquam imperatori vel regi Romanorum reverenciam exhibentes, seu titulum regalis vel imperialis nominis assignantes seu ascribentes, graves spirituales et temporales pene et sententie infliguntur in sua perdurantibus firmitate, presumpserat confederationes inire cum eo, sibique adherere ac prestare consilium, auxilium et favorem, et quod est gravius, in serenitatis sue gloria notabilem ponere maculam non formidans, per totam Alamanniam et Germaniam ac universas et singulas earum provincias vicariatus officium sub imperialis nominis titulo susceperat ab eodem de facto, cum idem Ludovicus nec rex nec imperator existat, tali pretextu Ecclesiarum prelatis et personis ecclesiasticis in terris Imperii constitutis, ac in nostra et ejusdem Ecclesie devotione et fidelitate consistentibus, sub penis gravibus per suas litteras injungendo ut ad eum tamquam ejusdem Ludovici in partibus illis vicarium, super diversis contentis in eisdem suis litteris convenirent, contempnens dampnabiliter penas et sententias supradictas, illis se manifeste non absque horrenda sui status macula atque nota procul dubio implicando. Nos considerantes quod hujusmodi vicariatus officium et alia premissa per ipsum presumpta, ad sui honoris et status ac salutis et fame dispendium redundabant, ipsum per dictas litteras nostras requisivimus et hortati fuimus, paterno eidem consilio suadentes, ut premissa et alia que circa illa sibi possent occurrere, deducens in recte discussionis et deliberationis examen, ac insuper tenens certus et attendens quod idem Ludovicus, ut prefertur, nec rex nec imperator existit, nec aliqua que fecerit vel faciat sub imperiali vel regali nomine sunt alicujus roboris vel momenti, quodque sibi periculosum erat ac multipliciter formidandum bellorum subire discrimina, si forte dictis processibus, penis et sentenciis involutus, ac per hoc Dei et ejusdem Ecclesie persecutor et hostis effectus, a quibus semper desideravimus reddere eum immunem, ab hujusmodi presumptionibus penitus resiliret gressusque suos in viam rectam ac Deo placitam suisque statui, saluti et honori congruam dirigere quantocius non differret. Sperabamus enim quod oculis suis apertis ad bonum et declinantibus non in erroris devium sed in callem rectitudinis et semitam veritatis, salutis monita devote susciperet et efficaciter adimpleret, nec Deum ac nos et eandem Ecclesiam ulterius per graviores excessus ac oppressiones Ecclesiarum et personarum eclesiasticarum contra se ad iracundiam provocaret. Sed, sicut noviter ex conquestione venerabilis fratris nostri Guillelmi episcopi Cameracensis non sine admiratione et animi turbatione percepimus et referimus cum dolore, idem rex predictis monitis, exhortationibus, requisitionibus et precibus apostolicis et processibus deductis penitus in contemptum, adversus prefatum episcopum et Ecclesiam Cameracenses ac comitatum et terras ipsorum quosdam odiosos processus non absque divine Majestatis et apostolice Sedis offensa et derogatione ecclesiastice libertatis de facto, pretextu vicariatus hujusmodi, facere cepit et graviores facere imposterum comminatur, ac contra civitatem Cameracensem que ad episcopum et Ecclesiam predictos pleno jure noscitur pertinere equitum et peditum armatorum exercitum congregavit ipsamque in dictorum episcopi et Ecclesie non modicum prejudicium atque dampnum obsedit ipsamque obsessam detinere presumit. Cum itaque processus immo verius excessus hujusmodi non possimus salva consciencia nec etiam debeamus conniventibus oculis pertransire, quin ad defensionem ac tuitionem tam ejusdem Cameracensis quam aliarum Ecclesiarum in quarum oppressione jura nostra et ejusdem romane Ecclesie opprimuntur, apponamus manum apostolice potestatis, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos et quilibet vestrum per vos vel alium seu alios in locis insignibus ac etiam in loco in quo idem rex Anglie moram trahit, si tute fieri poterit, alioquin in locis convicinis et aliis de quibus vobis videbitur expedire, eundem regem Anglie propter dictos excessus, per eum sic notorie et publice perpetratos, ut in communem et publicam ac notoriam omnium venerint notionem nec aliqua possint tergiversatione celari, declaretis et solenniter publicetis per dictos processus et alias canonicas sanctiones excommunicationum sententias incurrisse, et ex parte nostra predicentes eidem quod nisi saniori consilio sue saluti prospexerit et a predictis excessibus ad quos non providentie ratio sed inconsulte voluntatis impetus eum adduxit, tam provide quam celeriter studuerit resilire, ad agravationem dictarum penarum et sentenciarum, et alias secundum Deum et justiciam procedemus prout viderimus expedire. — Datum Avinione, iv idus octobris, anno quinto.

653 Avignon, 12 octobre 1339.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 134, nº ccccxxi, fol. 129 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Scire vos cupimus quod illustri principi Edwardo regi Anglie litteras clausas dirigimus secundum formam contentam in cedula presentibus interclusa; quare volumus vobisque presentium tenore mandamus quatinus dictas litteras eidem regi ex parte nostra quantocius presentetis vel presentari per fidelem nuncium faciatis. Insuper mittimus vobis alias litteras nostras quibus uti vos volumus si et quando vobis videbitur expedire. — Datum Avinione, iv idus octobris, anno quinto. »

654 Avignon, 15 octobre 1339.

Guillelmo tituli Sanctorum Quatuor Coronatorum presbitero cardinali confirmat et approbat pensionem annuam IIIm florenorum auri quam ei in reliquam vitam capitulum generale ordinis Cisterciensis concessit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, nº ccclii fol. 98 verso.)

« *Dilecto filio Guillelmo tituli Sanctorum Quatuor Coronatorum presbitero cardinali.* Dignum et rationi congruum — Dat. Avinione, idibus octobris, anno quinto. »

655

Archiepiscopo Ebredunensi et Avinionensi ac Nemausensi episcopis mandat ut praedictam pensionem praefato cardinali, singulis annis, ex toto persolvendam curent. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, nº cccliii, fol. 99 recto.)

« *Venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Ebredunensi et . . Avinionensi et Nemausensi episcopis.* Mandamus quatinus vos — Dat. ut supra. »

656 Avignon, 18 octobre 1339.

Robertum regem Siciliae rogat ut auctoritatem interponat ne incolae castri de Monacho Vigintimiliensis dioecesis, Sarracenis qui terras Alfonsi regis Castellae invadere tentant, opem ferant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, fol. 100 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Habet multorum assercio — Dat. Avinione, xv kalendas novembris, anno quinto. »

657 Avignon, 25 octobre 1339.

Almeracio de Cabrespina mandat ut bona mobilia bonae memoriae Geraldi II episcopi Agathensis sub manu apostolica colligat et conservet. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, nº ccclvi, fol. 100 recto.)

« *Dilecto filio Almeracio de Cabrespina canonico Ilerdensi.* Volentes de bonis mobilibus — Dat. Avinione, viii kalendas novembris, anno quinto. »

658 Avignon, 27 octobre 1339.

De Guillelmo Furnerii liberaliter tractato, Roberto regi Siciliae scribit; de venia quadam petita et non concessa sese excusat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, nº ccclx, fol. 101 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* None sine displicencia et admiratione magna pridem audivimus dilectum filium Guillermum Fornerii ad partes illas, nobis penitus insciis, accessisse, regiamque presenciam adiisse, quodque per te, fili carissime, receptus favorabiliter fuerat et immensis beneficis liberalitatibus honoratus. Et licet nobis qui nunquam nec pro eo nec pro aliquibus nostris aliis, tibi fili dilectissime, nec alicui alii principi vel domino temporali direximus nec porrigere intendimus preces nostras, premissa placibilia non extiterint neque grata, quia tamen probabiliter estimamus ea pro amore nostri et reverencia te fecisse, inde tue magnificencie gratiarum uberes referimus actiones. Sane cum super exemptione petita pro mulieribus illis penitentibus non videamus, considerata qualitaté negotii et ipsius circunstanciis diligenter attentis, posse annuere tuis et carissime in Christo filie nostre Sancie regine Sicilie illustris consortis tue votis absque lesione consciencie in hac parte, nec cuiquam exemptionem aliquam meminimus concessisse, habeat nos quesumus super hiis regia sublimitas excusatos. — Datum Avinione, vi kalendas novembris, anno quinto. »

659 Avignon, 27 octobre 1339.

Sanciae reginae Siciliae pro muneribus oblatis gratias agit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, nº ccclxi, fol. 101 recto.)

« *Eidem regine* [*Sicilie*]. De folraturis ermenicis et aqua rosacea copiose per te, filia in Christo carissima, nobis missis et per nos mittentis consideratione receptis, serenitati regie gratiarum referimus uberes actiones. Sane cum super exemptione petita etc. . . (ut supra n° 658, verbis competenter mutatis). — Dat. Avinione, vi kalendas novembris, anno quinto. »

660 Avignon, 28 octobre 1339.

Capitulo Agathensis Ecclesiae significat ipsius Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° ccclxii, fol. 101 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Agathensis.* Intendentes pridem Ecclesie — Dat. Avinione, v kalendas novembris, anno quinto. »

661

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Bernardo de Farges archiepiscopo Narbonensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° ccclxiii, fol. 101 verso.)

662 Avignon, 28 octobre 1339.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut, fere desperatis rebus, negotium commissum non deserant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° ccccxxii, fol. 129 recto.)

« *Eisdem cardinalibus.* Litterarum vestrarum quas die date recepimus series nobis displicibilis admodum continebat quod licet pro pace inter illustres reges . . Francie . . Anglie invicem reformanda, tam adeundo non absque magnis interdum periculis regum ipsorum presenciam, et eis ostendendo vias que vobis pro reformatione pacis hujusmodi rationabiles et accommode videbantur, quam alias diversimode anxiis solicitudinibus et diligentibus studiis laborando feceritis posse vestrum, hostis tamen antiqui humani quietis et salutis emuli prevalente malicia et reges ipsos ad iracundiam vehementius inflammante, ad hec corda regum predictorum flectere ac ad pacis obtate hujusmodi fructum attingere pro dolor! nequivistis. Ex hiis quidem, filii dilectissimi, amaricata corda vestra sencimus (*sic*) hactenus procul dubio, et sentimus, et nos non minus paternis commotis visceribus dolore cordis tangimur intrinsecus, et suspiramus amare, prefatorum regum et aliorum Christi fidelium gravia exinde pericula formidantes. Verum quia nos et vos quod potuimus circa premissa fecimus, sic quod credimus esse debere apud Deum et homines excusati restare, non videtur agendum aliud nisi quod ad divinum auxilium recurrentes, si per operationes nostras et vestras aliud utile ad obviandum tantis malis et periculis possit agi, non simus tepidi vel remissi, vos vero a personarum vestrarum periculis quantum divina vobis assistente gracia poteritis precaventes, si summa Dei providentia que in sui dispositione non fallitur, negocium hujusmodi oculo pietatis, hominum dissimulando peccata, respiciens, viam salubrem concordie sicut obtamus ferventibus desideriis aperiret, ad promovendum et fulciendum juxta datam a Deo vobis prudenciam sitis prompti. — Datum Avinione, v kalendas novembris, anno quinto. »

663 Avignon, 5 novembre 1339.

Johanni de Coiordano episcopo Avinionensi et Johanni de Arpadella mandat ut de stipulationibus illicitis et usurariis a magistro Guillelmo de Veyraco praecentore Ecclesiae Agathensis, litterarum apostolicarum registratore, ut asseritur contractis, inquirant ac justitiam ministrent. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° ccclxxiv, fol. 107 recto.)

« *Venerabili fratri Johanni episcopo Avinionensi et dilecto filio magistro Johanni de Arpadella archidiacono de Bria in Ecclesia Parisiensi, capellano nostro.* Licet quorumlibet excessus — Dat. Avinione, nonis novembris, anno quinto. »

664 Avignon, 18 novembre 1339.

(Litt clausa. Reg. Vat. 134, n° ccccxxiii, fol. 129 verso.)

« *Eisdem cardinalibus.* Quia sicut vobis alia scripsisse meminimus, si forsan super negocio tractatus pacis inter illustres . . Francie et . . Anglie reges invicem hostis antiqui malicia procurante periculose nimium dissidentes, per nos dudum solicitudini vestre commisso circa quod diucius fidelibus studiis adhibitis laborastis, vos nequaquam posse in illis partibus proficere ulterius videretis, vestra nolumus carere amplius presencia, nobis et apostolice Sedis super incumbentibus jugiter universalis Ecclesie negociis, multipliciter oportuna. Volumus ut si statu et quali-

tate ipsius negocii et hiis que vobis pridem scripsimus consideratis et circunspectis attente, previaque deliberatione matura, moram vestram in partibus eisdem cognosceretis inutilem, quantum ad hujusmodi negocium insidet admodum cordi nostro, et de dicti regis Francie procederet voluntate, ad nos et eandem Sedem redire cum nostre benedictionis gracia procuretis. — Datum Avinione, xiv kalendas decembris, quinto. »

665 Avignon, 19 novembre 1339.

Almerario de Cabrespina mandat ut debita bonae memoriae Geraldi II episcopi Agathensis rationabiliter contracta et stipendia pensionesque officialium Agathensis Ecclesiae e bonis dicti episcopi sub manu apostolica conservatis, persolvat. (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° cccLxxvii, fol. 108 verso.)

« *Dilecto filio Almerario de Cabrespina canonico Ilerdensi.* Pridem de bonis — Dat. Avinione, xiii kalendas decembris, anno quinto. »

666 Avignon, 29 novembre 1339.

Ludovico de Petragrossa mandat ut de juribus monasterii Sancti Saturnini de Portu nuper ruptis inquirat ac justitiam ministret (Litt. patens. Reg. Vat. 134, n° cccLxxviii, fol. 108 verso.)

« *Dilecto filio magistro Ludovico de Petragrossa archipresbitero Ecclesie Vivariensis.* Pro parte dilecti filii Gasberti prioris monasterii Sancti Saturnini de Portu per priorem soliti gubernari, ordinis Cluniacensis, Uticensis diocesis, nuper expositum extitit coram nobis quod licet tam ipse quam predecessores sui priores ejusdem monasterii qui fuerunt pro tempore, castrum de Sarriano situm in comitatu Venaissini nobis et Ecclesie romane immediate subjecto cum omnimoda jurisdictione alta et bassa et aliis juribus et pertinenciis castri predicti ab eodem comitatu et Ecclesia memorata, per longa tempora de quibus memoriam contrarium non existit, tenuerint et possederint inconcusse, dictusque prior teneat et possideat excepta infrascripta turbatione pacifice et quiete, hiis tamen diebus preteritis, dilecti filii Francus Lautardi bajulus castri de Junqueriis Aurasicensis diocesis pro dilecto filio nobili viro . . principe Aurasicensi et Johannes de Maloleone condominus castri de Causanis ejusdem diocesis, cum multitudine hominum armatorum comitatum subintrantes predictum et ad quoddam territorium situm in riparia de Oueza quod infra districtum et pertinencias dicti castri de Sarriano et in ipso comitatu esse dicitur, accedentes ibidem, preconzationes et alias indebitas novitates nomine predictorum principis et Johannis de facto fecerunt in nostrum et ejusdem Ecclesie romane contemptum dictorumque prioris et monasterii prejudicium et gravamen : nostre igitur provisionis remedio super hiis humiliter postulato, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus, vocatis qui fuerint evocandi, super premissis et ea tangentibus veritatem fideliter et diligenter inquireris, exhibere studeas celeris justicie complementum, prefatis bajulo et Johanni de Maloleone ac aliis officialibus, gentibus et subditis principis memorati, ex parte nostra districtius nichilominus sub penis spiritualibus et temporalibus de quibus tibi expedire videbitur inhibendo ne interim supradicto priori aut ejus gentibus, officialibus, subditis et rebus eorum violencias, injurias, dampna vel novitates alias indebitas inferant quoquomodo, contradictores quoque auctoritate nostra spiritualiter et temporaliter, appellatione postposita, compescendo, nonobstantibus felicis recordationis Bonifacii Pape viii predecessoris qua cavetur .. etc. .. de indulto hujusmodi mentionem. — Datum Avinione, iii kalendas decembris, anno quinto. »

667 Avignon, 30 novembre 1339.

S. R. E. cardinales omni jurejurando corporaliter dando ut beneficium ecclesiasticum obtineant, immunes esse decernit. (Litt. de curia. Reg. Vat. 127, n° xxxiii.)

« *Ad perpetuam rei memoriam.* Quoniam nonnulli pretendentes in eorum Ecclesiis regni Francie olim fuisse statutum et hucusque inviolabiliter observatum quod nullus in eis in canonicum admittatur nisi corporaliter habentem ad hoc speciale mandatum prestiterit juramentum quod de legitimo matrimonio procreatus et libere conditionis et extra dictum regnum constitutus existat, illud ad cardinales sancte romane Ecclesie cum eis per Sedem apostolicam in dictis Ecclesiis de canonicatibus et prebendis vel aliis beneficiis ecclesiasticis providetur vel provideri mandatur, extendere temere satagentes, eos non aliter ad canonicatus hujusmodi et prebendas seu beneficia ecclesiastica volunt recipere in eisdem, nisi per se in presentia vel per procuratorem ad hoc specialiter

constitutum in absentia sua prius dictum prestiterint juramentum : nos hujusmodi eorum presumptuosam audaciam merito detestantes, cum statutum hujusmodi de personis digno examine Sedis predicte approbatis et ad tante fastigium dignitatis assumptis quorum presentia est semper necessaria Ecclesie generali sano intelligi nequeat intellectu, nec ad personas earum possit extendi, universis patriarchis, primatibus, archiepiscopis et episcopis, necnon capitulis, conventibus et collegiis ac personis singularibus cathedralium et aliarum Ecclesiarum secularium et regularium tam in dicto regno quam extra illud consistentium presenti generalis constitutionis edito, districtius inhibemus ne statutum hujusmodi vel consimile ad personas cardinalium sancte romane Ecclesie presentium et futurorum extendere vel cardinales ipsos seu procuratores eorum ad observationem ipsius per se vel alios compellere vel artare quoquomodo presumant. Nos enim statutum hujusmodi quo ad personas dictorum cardinalium et procuratorum viribus vacuam omnino, illudque decernimus irritum et inane et nullius penitus existere firmitatis. Nulli ergo... etc... nostre constitutionis et inhibitionis infrangere... etc... — Datum Avinione, II kalendas decembris, anno quinto. »

668 Avignon, 12 décembre 1339.

Robertum regem Siciliae gratulatur pro rumoribus victoriae a gentibus regiis ex hostibus Siculis in loco Lipari relatae eique suadet ut victoriam ipsam non humanae sed divinae adscribans potentiae, coeptum feliciter negotium potenter et viriliter prosequatur. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCCLXXXIX, fol. 112 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Tam leti rumores — Dat. Avinione, II idus decembris, anno quinto. »

669 Avignon, 12 décembre 1339.

Johannam reginam Franciae rogat ut pro pace restituenda sese interponat. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCCCXXIV, fol. 129 verso.)

« *Carissime in Christo filie Johanne regine Francie et Navarre illustri.* Serenitatis tue litteras manu benigna recepimus et intellectu pleno collegimus que continebantur in eis. Cumque per eas de statu nostro cercior filialis devotionis affectu effici, teque, filia carissima, et puellas inclitas natas tuas haberi propicius recommendatas apud nos humiliter postularis, excellenciam regiam volumus non latere quod licet curis innumeris et variis solicitudinibus, quas indicit nobis apostolice servitutis officium agitemur jugiter supra vires, necnon guerris et dissensionibus inter nonnullos magnates et principes catholicos orbis terre presertim . . Francie et . . Anglie reges illustres, instigante hostis antiqui caritatis et pacis emuli malicia suscitatis, imminere animarum pericula, personarum excidia et facultatum dispendia ex eis, non absque mentis amaritudine intuentes gravius anxiemur, Illo tamen faciente qui potest et cujus nutu vite nostre momenta consistunt, corporali sospitate letamur, ad ea quantum cum Deo poterimus paterna prompti benivolencia que tue, filia in Christo dilectissima, dictarumque natarum tuarum salutis et honoris respiciant incrementa. Sane cum pacis et concordie inter reges prefatos sanguinis et affinitatis propinquis, sicut nosti, conjunctos nexibus, reformatio mutua non solum eis ipsorumque subditis sed toti christianitati multipliciter oportuna, insideat admodum cordi nostro, tuam celsitudinem attentius in Domino exhortamur quatinus pro ea preces ad Dominum devotas effundere tueque operose solicitudinis studium, si, quando et ubi utile vel oportunum tua prudencia crediderit, efficaciter interponere non postponas. Porro de caseis dictis de Bria pinguibus copiose a tua magnificencia nobis missis et per nos gratanter considerata devotione sincera mittentis receptis, graciarum tibi referimus uberes actiones. — Datum Avinione, II idus decembris, anno quinto. »

670 Avignon, 23 décembre 1339.

Philippum regem Franciae ad pacem restituendam hortatur. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, n° CCCCXXV, fol. 130 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Dum diligenter attendimus et profundis cogitationibus meditamur quanta summi et eterni Regis fuerit benignitas et misericordissime affluencia pietatis quod pridem tuis, carissime fili, et . . illustris Anglie regis ejusque colligatorum ordinatis aciebus, et multum ex propinque ad confligendum horribiliter et animo se dispositis hinc et inde, secuta non extiterunt pericula que tantus fragor animarum et armatorum impetus minabantur, eidem laudum exolvimus preconia

cum hoc ad donum Dei maximum et grande operatum misericorditer a clemencia divine providencie que in sui dispositione non fallitur, miraculum reputetur. Ex hoc quidem colligi potest etiam apertius quod Altissimo qui bella conterit et gentibus ea volentibus per prophetam dissipationis exterminium comminatur, tanta sanguinis redemptorum precioso amore dominico quanta fuisset, si conflictum sibi dedissent acies predicte tunc temporis, in tocius christianitatis dampnum et opprobrium ac animarum multarum periculum effusio non placebat. Regalis quoque circumspectio potest etiam advertere diligenter quantum tu et rex predictus indignationem haberetis formidare divinam si populos Dei quos Ipse a periculis animarum et corporum eripuit sic benigne, iterum simili subicere discrimini curaretis : timendum esset procul dubio ut adeo accenderetur et presertim vehementius contra illum qui hujusmodi discrimini daret ampliorem operam ira Dei ut tanta strages tantaque confusio sequerentur quod tota concuteretur christianitas et reformatio pacis et concordie non solum difficilis sed impossibilis, que non sinat miserator et misericors Dominus, contingere redderetur. Et insuper nec minus considerandum videtur quantum occasione guerrarum presentium multis et variis modis, ut fertur, regii subditi non modicum sint exausti pecuniis et aliis bonis suis, et etiam quod si continuatio talium onerum sequeretur, quod absit, amplius gravarentur, quodque bellorum eventus est dubius et multum ubi Dei timetur indignatio, formidandus. Ideoque regiam magnificenciam rogamus in Domino attentius et hortamur, eam nichilominus per Dei misericordiam obsecrantes quatinus premissa et alia que possunt occurrere circunspectioni regie in hac parte revolvens intra claustra pectoris regii et deducens in exacte deliberationis examen, ad reformandam pacem cum rege prefato, vel treugas ineundas, ut tuis, dilectissime fili, tuorumque obvietur periculis, et Deo qui pacem diligit et in viris pacificis delectatur magis placeas, teque acceptiorem Eidem efficias, animum abilites regium et inclines dilectorum filiorum nostrorum Petri tituli Sancte Praxedis presbiteri et Bertrandi Sancte Marie in Aquiro diaconi cardinalium, apostolice Sedis nunciorum, zelatorum utique regii honoris et commodi, quos dudum ad partes illas propterea de consilio fratrum nostrorum destinavimus, monitis et salubribus circa hec persuasionibus effectualiter nichilominus acquiescens. Sane cum propter ea que premissa sunt et quia hujusmodi et aliis innumeris periculis et guerris predictis imminentibus obviari salubriter, et ut inter te, fili amantissime, dictumque regem, tibi nexu propinquo sanguinis et affinitatis conjunctum, pacis plenitudo et mutue caritatis dilectio vigeant, pacis reformationem hujusmodi ferventibus desideriis perobtamus, si forsan per eosdem cardinales ad pacem ipsam attingi non possit in illis partibus, tuque, precarissime fili, et rex predictus vos ad mutuam abilitantes concordiam Deo placibilem, hominibus amabilem, christianitati utilem ac utrique vestrum multipliciter oportunam consentire volueritis ut nos ad pacem ipsam reformandam tanquam tractatores amicabiles in persona propria intendamus, et initis aliquibus invicem treugis vel concessis sufferenciis, ab invasionibus et commotionibus bellicis usque ad tempus oportunum infra quod tractatus pacis inchoari, continuari et si misericordiarum Dominus dederit, ad finem possit deduci felicem et votivam, nuncios vestros mandatis suffultos ydoneis ad nos propterea destinando, nos licet arduis et importabilibus negociis agitemur continue supra vires, paratos ob desiderium pacis predicte nos offerimus, aliis quantum commode cum honestate fieri poterit pretermissis, efficaciter super reformatione hujusmodi pro quiete, utilitate ac honore utriusque partis interponere, sicut premisimus, prout ex Alto nobis ministrabitur, solicitudinis nostre partes. Super quibus, matura deliberatione previa, rescribat nobis quesumus regalis magnificencia sue beneplacitum voluntatis. — Datum Avinione, x kalendas januarii, anno quinto. »

671

In eumdem modum, mutatis mutandis, *carissimo in Christo filio Edwardo regi Anglie illustri*. — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° cccxxvi, fol. 131 recto.)

672 Avignon. 23 décembre 1339.

Petro et Bertrando cardinalibus mandat ut Philippo regi Franciae et Edwardo regi Angliae, litteras apostolicas tradant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° cccxxvii, fol. 131 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis*. Quia reformationem pacis et concordie inter carissimos in Christo filios nostros . . Francie et . . Anglie reges illustres invicem pericu-

lose nimium dissidentes, ut nostis, desiderabiliter obtavimus et obtamus, et noviter intellexerimus responsiones hinc inde super negocio de quo principaliter inter eos agitur, fuisse vobis factas contrarias penitus et adversas, regibus ipsis per diversas litteras quas vobis destinamus cum presentibus scribimus quod si per vos in partibus illis, obsistente hostis antiqui malicia, nequeat forsitan ad fructum votivum hujusmodi pacis attingi, prefatique reges suos ad pacem animos inclinantes voluerint consentire ut nos tanquam tractatores amicabiles in persona propria circa reformationem ejusdem pacis et concordie intendamus, et initis inter eos aliquibus treugis vel concessis hinc inde sufferenciis, ab invasionibus et commotionibus bellicosis usque ad tempus oportunum infra quod tractatus pacis inchoari, continuari, et si Dominus misericordiarum dederit, ad finem perduci votivum valeat duraturis, suos ad nos ydoneis mandatis suffultos nuncios propterea duxerint destinandos, nos ob desiderium pacis hujusmodi paratos offerimus interponere super eadem reformanda concordia, quanquam aliis arduis et importabilibus jugiter agitemur negociis, solicitudinis nostre partes; quare volumus quatinus litteras predictas faciatis memoratis regibus, sicut expedire videritis, presentari, nichil eis vel aliquibus aliis de oblatione nostra hujusmodi, nisi pro parte regis ejusdem Francie artaremini, quomodolibet exprimentes, transmissuri nobis quantocius commode poteritis super predictis regum predictorum litteras responsales et que circa premissa egeritis vobisque nuncianda occurrerint, nichilominus rescripturi. — Datum Avinione, x kalendas januarii, anno quinto. »

673 Avignon. 7 janvier 1340.

Ramundo de Caunis mandat ut bona mobilia bonae memoriae Bonabii I de Rochefort episcopi Nannetensis colligat et sub manu apostolica conservet ; capitulum Nannetensis Ecclesiae jubet bona spiritualia et temporalia ejusdem Ecclesiae summa custodia habere. (Litt. patens. REG. VAT. 134, nº CCCCXXXIX, fol. 136 recto.)

« *Dilecto filio magistro Ramundo de Caunis canonico Turonensi.* Cum Ecclesia Nannetensis — Dat. Avinione, VII idus januarii, anno quinto. »

674 Avignon (sans date.)

Philippum regem Franciae rogat ut jura Ecclesiae Laudunensis et ecclesiastica privilegia observanda curet. (Litt. clausa. REG. VAT. 134, nº CCXXVI, fol. 63 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francorum illustri.* In hiis que conservationem ecclesiasticorum jurium et tue spiritualis salutis profectum et justicie debitum respicere dinoscuntur, eo fiducialius regiam benignitatem requirimus et rogamus quo nostrarum requisitionis et precum instanciam speramus et credimus efficacius exaudiri. Sane, fidedigna relatione percepimus quod homines Ecclesie Laudunensis de corpore censiti seu talliabiles et subjecti, se a subjectione dilectorum filiorum . . decani et capituli ejusdem Ecclesie subtrahere molientes, multas et diversas confederationes et colligationes ac conspirationes in prejudicium jurisdictionis et jurium decani et capituli predictorum fecerunt, multaque commiserunt gravia contra eos, propter que justiciarii tui nonnullos ex eis utriusque sexus principales dictorum scelerum patratores secundum jura, de mandato regio puniverunt, quorum in hac parte sententiam per litteras tuas sigillo pendenti cere viridis sigillatas ex certa scientia confirmasti; quodque postmodum, ad clamorem dictorum hominum, in prejuditium confirmationis hujusmodi super dicta sententia per dictos justiciarios promulgata, certos commissarios deputasti coram quibus dicti decanus et capitulum contra justiciam et libertatem ejusdem Ecclesie multipliciter molestantur. Cum igitur prefata Laudunensis Ecclesia sit de nobilibus regni tui, et si libertatem antiquam et jura que in eosdem subditos hactenus habuit perdat, grave proinde confusionis et desolationis opprobrium procul dubio incurrere nosceretur, iidemque decanus et capitulum et alii viri ecclesiastici, sicut asseritur, nunquam super talibus personalibus actionibus et presertim ad instanciam hominum subditorum suorum coram regali presentia seu ejus commissariis fuerint evocati, sitque plurimum inconveniens quod contra predictam sententiam per tuas litteras, ut premittitur, confirmatam, dicti decanus et capitulum hujusmodi vexationibus et gravaminibus, non sine offensione Dei et justicie et derogatione libertatis ecclesiastice pregraventur, serenitatem regiam affectuose requirendam duximus et rogandam quatinus ob divinam et apostolice Sedis reverentiam atque nostram, eandem Laudunensem Ecclesiam utpote nobilem et insignem, quam progenitores et predecessores tui reges Francie singulariter honorarunt, dotarunt et nonnullis libertatibus munierunt, habens propensius commendatam, ab hujusmodi molestatione et vexa-

tione per dictos vel alios commissarios desisti facias et cessari, nec aures faciliter prebeas dictis clamoribus et detractionibus hominum predictorum se subtrahere molientium a subjectione Ecclesie memorate, preces hujusmodi tuum respicientes honorem animeque profectum et justiciam continentes, ad exauditionem oportunam et celerem sic efficaciter admissurus, quod in hoc Deo placeas, ejusdem Ecclesie jura illesa custodias, nosque sublimitatem regiam in hac parte dignis possimus in Domino laudibus commendare. — Datum Avinione (data nulla). »

675

Johannam reginam Franciae rogat ut regem deprecetur pro decano et capitulo Laudunensis Ecclesiae. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° ccxxvii, fol. 63 verso.)

« *Carissime in Christo filie Johanne regine Francie illustri.* In hiis que conservationem — Dat. Avinione (data nulla). »

676 Avignon (sans date.)

Johannae reginae Franciae nuntiat se facultatem concessisse ut Henricus comes Barrensis et Yolandis filia Roberti de Flandria matrimonium contrahere valeant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 134, n° ccxxviii, fol. 64 verso.)

« *Eidem regine.* Preces quas nuper nobis per tuas litteras direxisti ut inter dilectum filium nobilem virum Henricum comitem Barrensem et dilectam in Christo filiam nobilem domicellam Yolandim natam quondam Roberti de Flandria militis, in quarto consanguinitatis gradu ex diversis lateribus sibi invicem attinentes, quod possent matrimonium simul contrahere, dispensationis gratiam faceremus, vero sine displicencia cordis per nos recepte et exaudite fuerunt. Recordamur enim quod dudum ad instanciam dilecti filii nobilis viri . . comitis Flandrie quod dicta Yolandis posset cum filio ejusdem comitis Flandrie matrimonium contrahere mandavimus per nostras litteras dispensari, et propterea consideravimus quod hujusmodi dispensatio pro qua in dictis litteris supplicabas inter dictos comitem Barrensem et Yolandim, si procedat, poterit dicto comiti Flandrie displicere, et per consequens inter dictos comites Flandrie et Barri gravis dissensionis et scandali materiam generare, que dissensio etiam regno Francie posset esse nociva, quibus dissensionibus et scandalis pro consideratione presentis temporis non est danda materia sed potius omnimodo subtrahenda. Et ideo, filia carissima, premissa consideres, et si videris ex gratia dispensationis hujusmodi quam comittimus venerabili fratri nostro episcopo Noviomensi posse dissensionem et scandalum generari, non permittas quod per dictas litteras in aliquo procedatur : temporis enim presentis conditio ea que sint ad pacem postulat non irritamenta per que possint scandala generari. Nos insuper litteras dicte dispensationis propter premissorum considerationem tibi et non alii mandavimus assignari. — Datum Avinione (data nulla). »

ANNUS SEXTUS.

677 Avignon, 8 janvier 1340.

Advocato, scabinis, consulibus et communi villae Yprensis suadet ne a comite Flandriae et rege Franciae desciscant. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° ccxlvii, fol. 89 recto.)

« *Dilectis filiis . . advocato, scabinis, consulibus et communi ville Yprensis, Morinensis diocesis.* Infesti rumoris assertio ad nos hiis diebus perduxit quod quidam perversi homines Deum offendere proximumque ledere non verentes sed potius vestris saluti, quieti et commodis invidentes vel lucra venari propria in vestrum et totius populi ac patrie Flandrie dispendium satagentes, vobis et aliis ejusdem patrie venenosis suggestionibus et fraudulentis inductionibus suadere nituntur ut a devotione carissimi in Christo filii nostri Philippi regis Francie illustris et forma pacis olim super statu ejusdem patrie Flandrensis inite, certisque juramentis et aliis vallate firmitatibus et per Sedem apostolicam approbate, quibusdam processibus inde factis, discedatis, contra regem prefatum calcaneo rebellionis erecto, de quibus miramur admodum si est ita et dolemus eciam more patris benivoli quem filiorum incommoda non pretereunt, vestra exinde, si forsan eis annueritis, periculosa discrimina formidantes. Utinam, filii, statum vestrum et patrie negotiique hujusmodi qualitatem, antequam innovetis aliquid circa hec, diligentius attendentes, procurare studeatis vobis utilia et vitare nociva : est namque communis opinio quam a veritate non credimus dis-

crepare, quod predicta patria Flandrie, que multis bonis villis et populorum nobilium quam aliorum numerositate refulget insignis, adeo gratia, benevolentia et favore regis et regni ac regnicolarum Francie continue noscitur indigere, quod sine illis nec abundare victualibus nec in mercantiis quibus specialiter insignitur aut in aliis sibi necessariis et utilibus posset quomodolibet diutius prosperari. Ceterum, prout credimus, vos non latet quos et quanta ex odiis et guerris regum Francie predecessorum dicti regis tam in personis que innumerabiliter prodolor! in ore gladii perierunt, quam facultatum lapsibus hactenus, dum eisdem regibus rebellionis opponebatur stimulis, ipsa patria est perpessa. Quamobrem cum ex preteritis habeatur conjectura verisimiliter de futuris, si occasione rebellionis vel inobediencie notabilis per regem memoratum guerra contra vos et alios Flandrenses moveretur, quod absit, de magnis et gravibus animarum, personarum et rerum periculis esset proculdubio formidandum. Nec est circa considerandas hujusmodi negocii circumstancias omittendum quod vos et alii incole ejusdem Flandrensis patrie, qui sub dominis naturalibus, comite videlicet immediato et rege supremo, soliti estis uti libertatibus et gaudere libere bonis vestris, sub tyrannis subjiceremini jugo gravissimo, ad quod principaliter illorum ferri videtur intentio qui vos a via veritatis et justicie retrahere et ad precipitium fraudulenter et dolose deducere, ut asseritur, moliuntur. Quocirca, universitatem vestram attentius in Domino exhortamur, sano paternoque vobis consilio suadentes, quatinus premissa et alia que circa hec considerationi vestre possunt occurrere, in recte discussionis et exacte deliberationis deducentes examen, si forsan impulsi a via rectitudinis declinare ceperitis quoquo modo, ad illam redire quantotius festinetis, formam pacis predicte quantum in vobis fuerit absque transgressione qualibet nichilominus observando, ac in obediencia et fidelitate dominorum vestrorum predictorum, prout eorum contingit quemlibet persistendo, ut pacis ubertate letari, libertatibus et bonis vestris gaudere, sicut hactenus libere, vitatis spiritualibus et temporalibus sentenciis, periculis et incommodis imminentibus, valeatis. Porro, quia salutem et statum vestrum prosperum et predicte patrie paternis zelamus affectibus et vestris obviari dispendiis affectamus, si contra tenorem et formam pacis jamdicte attemptata indebite forte hinc inde vel ab una parte sint aliqua, ut ad statum reducantur debitum, paratos, dum requiremur, nos offerimus, viis, modis et formis quibus cum Deo nostraque decencia poterimus, interponere solicitudinis nostre partes. — Datum Avinione, vi idus januarii, anno sexto. »

678

In eumdem modum *dilectis filiis burgimagistris, scabinis, consulibus et communi ville Brugensis, Tornacensis diocesis.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° ccxlviii, fol. 89 verso.)

679

Item in eumdem modum, *dilectis filiis scabinis, consulibus et communi ville Gandensis, Tornacensis diocesis.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° ccxlix, fol. 89 verso.)

680 Avignon, 8 janvier 1340.

Omnes ecclesiasticas personas Flandriae jubet ejusdem regionis incolis suadere ut in fide comitis ac regis Franciae permaneant. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° ccl, fol. 89 verso.)

« *Dilectis filiis abbatibus, prioribus, decanis, prepositis, archidiaconis, archipresbiteris plebanis, Ecclesiarum rectoribus et aliis personis ecclesiasticis religiosis et secularibus in partibus Flandrie constitutis.* Infesti rumoris assercio ad nos hiis diebus perduxit quod quidam perversi homines Deum offendere, proximumque ledere non verentes, sed saluti, quieti et commodis dilectorum filiorum populi Flandrensis patrie potius invidentes, vel lucra venari propria in eorum dispendium satagentes, eis venenosis suggestionibus et fraudulentis inductionibus suadere nituntur ut a devotione carissimi in Christo filii nostri Philippi regis Francie illustris et forma pacis olim super statu ejusdem patrie inite, certisque juramentis et aliis vallate firmitatibus et per Sedem apostolicam approbate, quibusdam processibus inde factis, contra regem prefatum, calcaneo rebellionis erecto, devient et discedant; de quibus miramur admodum si est ita et dolemus eciam more patris benivoli quem filiorum incommoda non pretereunt, eorum exinde si forsan eis annuerint, periculosa discrimina formidantes. Cum autem nos, ipsorum totiusque patrie predicte statui provideri prospero paternis affectibus cupientes, dilectis filiis scabinis, consulibus, universitatibus et

populis nonnullarum villarum ejusdem Flandrensis patrie insignium per alias scribimus litteras, eos attentius in Domino exhortando ut periculis gravibus et detrimentis irreparabilibus que alias propter guerras regum Francie ipsa patria est perpessa, queve formidari possent probabiliter si occasione rebellionis vel inobediencie adversus regem memoratum commisse vel committende, quod absit, rex ipse commoveretur, attentis, si forsan impulsi a via rectitudinis deviaverint quoquo modo, ad illam mox festinent reducere pedes suos in pace, justitia et veritate, sub suis naturalibus dominis comite immediato videlicet et rege prefato superiore, vitatis periculis predictis et aliis variis incommodis quibus ex factis se subicerent contrariis persistendo. Offerimus quoque, quod si aliqua forte hinc inde vel ab altera parte contra tenorem et formam pacis ejusdem fuerint indebite attemptata, ut ad statum reducantur debitum, nos paratos interponere dum requiremur, viis, modis et formis quibus juste secundum Deum poterimus, solicitudinis nostre partes. Universitatem vestram rogamus, requirimus attentius et in Domino exhortamur, vobis nichilominus in virtute obediencie districtius per apostolica scripta mandantes quatinus vos et singuli vestrum in locis, Ecclesiis et parrochiis vestris, ac alias, prout expedire cognoveritis, populos vobis subditos efficacibus et salutaribus exhortationibus inducatis ut hujusmodi vestris monitis et persuasionibus utique salubribus efficaciter acquiescant, vos quos hujusmodi negocium tangere non mediocriter noscitur, taliter super hiis habituri quod a Deo consequi meritum, ac a nobis et Sede apostolica exinde valeatis merito commendari. — Datum Avinione, vi idus januarii, anno sexto. »

681 Avignon, 8 janvier 1340.

Ludovico comiti Flandriae suadet ut Philippo regi Franciae gratiam referat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° ccli, fol. 93 recto.)

« *Dilecto filio nobili viro Ludovico comiti Flandrie.* De tua non credimus memoria excidisse quantum et qualiter carissimo in Christo filio nostro Philippo regi Francie illustri existere nosceris obligatus: habet namque fama publica per orbem diffusius divulgata quod rex ipse a quo comitatum Flandrie tenere in feudum et eidem propter hoc diceris vinculo homagii et fidelitatis astrictus pro eodem comitatu, quem tibi subtrahere aliqui nitebantur, tibi retinendo et conservando non sine magnis suis apparatibus, sumptibus et expensis ac periculis variis, fortem in eodem comitatu fecit exercitum et conflictum cum inimicis tuis habuit personalem; tandemque pro te victoria contra tuos emulos et hostes obtenta, comitatum predictum tibi duxit liberaliter assignandum. Quamobrem tibi, honori et statui tuo decens existit et expediens admodum ut erga regem eundem nequeas ingratitudinis vicio aut macula perjurii vel infidelitatis notari. Quocirca nobilitatem tuam rogamus attentius in Domino et hortamur sano paternoque tibi consilio nichilominus suadentes quatinus premissa necnon quanta olim tui predecessores comites et populi Flandrie propter rebelliones quas contra reges Francie facere presumpserunt, periculosa discrimina incurrerunt, quantisque te, fili, si rebellionis calcaneum, quod absit, erigeres contra eum, periculis et incommodis tam quo ad comitatum predictum quam terras alias quas haberes in regno Francie te tuosque subditos subiceres, diligenti premeditatione considerans et attendens, eidem regi tanquam vassallus fidelis adhereas ejusque beneplacitis te coaptes, ad hoc idem populos tibi subjectos, quantum poteris, efficaciter nichilominus inducendo; nos vero [volentes] inter regem memoratum ac te tuosque subditos foveri concordiam invicem ut bona succedant que repromittit ipsa concordia et mala que comminatur discordia evitentur, si qua forsan contra conventiones et pacta in reformatione pacis super facto Flandrie olim facte hinc inde fuerint indebite attemptata, ut ad statum reducantur debitum, paratos offerimus dum requiremur super hoc interponere viis, modis et formis quibus secundum Deum poterimus, solicitudinis nostre partes. — Datum Avinione, vi idus januarii, anno sexto. »

682 Avignon, 8 janvier 1340.

Philippo regi Franciae nuntiat se Ludovico comiti Flandriae, clero et communitatibus ejusdem regionis scripsisse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° cclvii, fol. 93 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Presentatas nobis nuper litteras regias facientes de facto Flandrie mentionem, affectu solite benignitatis recepimus, et contenta in eis pleno collegimus intellectu, tandemque super eis cum quibusdam ex fratribus nostris sancte romane Ecclesie cardinalibus quos honoris et commodi regii fervidos zelatores sup-

ponimus prehabita deliberatione matura, visum est nobis et ipsis quod communitatibus villarum insignium, necnon clero et . . comiti Flandrie scriberemus. Et ecce, fili carissime, quod eis inde scribimus, et litteras super hoc destinamus juxta formam quam cedula continet presentibus interclusa, ut si videatur regie circunspectioni expediens, ipse littere presententur. Regalem igitur excellenciam rogamus et attentius in Domino exhortamur quatinus si Flamingi obtemperantes nostris monitis et exhortationibus in hac parte, ad formam pacis super facto Flandrie olim inite se reducere, ut speramus, voluerint, sub tua sicut tenentur et debent obediencia persistendo, ipsos non obstante, si forsan impulsi aliqua indebite attemptare cepissent, gratanter et benigne recipiat; si qua forte pro parte regia contra formam pacis ejusdem extiterint attemptata, illa revocari ad statum debitum benigne facias et reduci, ut eos magis ad te, sicut honori regio congruerit, atrahas per clemenciam quam minis exasperando, hiis presertim turbatis temporibus, a te tuaque devotione videaris elongare quomodolibet per rigorem. — Datum Avinione, VI idus januarii, anno sexto. »

683 Avignon, 12 janvier 1340.

Apostolicae Sedi reservat prioratum saecularis non collegiatae Ecclesiae de Podiogarde, Caturcensis dioecesis. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° VII, fol. 3 verso.)

« *Ad futuram rei memoriam.* Dudum felicis recordationis — Datum Avinione, II idus januarii, anno sexto. »

684 Avignon, 17 janvier 1340.

Petrum Piscis solutum facit de omnibus et singulis pecuniae summis quas apostolicae camerae assignavit et impendit in operibus et aedificiis palatiorum apostolicorum Avinionensis ac Pontissorgiae. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° IX, fol. 4 recto.)

« *Dilecto filio Petro Piscis civi Mirapiscensi, familiari nostro.* Probitatis tue meritis — Dat. Avinione, XVI kalendas februarii, anno sexto. »

685 Avignon, 20 janvier 1340.

Ludovico de Petragrossa facultatem concedit justitiam exhibendi secundum apostolicum mandatum tam in civitate Avinionensi quam in comitatu Venayssini. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° X, fol. 4 verso.)

« *Dilecto filio magistro Ludovico de Petragrossa archipresbitero Ecclesie Vivariensis.* Pridem pro parte dilecti Gasberti prioris monasterii Sancti Saturnini de Portu per priorem soliti gubernari ordinis Cluniacensis, Uticensis diocesis, exposito coram nobis quod licet tam ipse quam predecessores sui priores ejusdem monasterii qui fuerunt pro tempore castrum de Sarriano situm in comitatu Venaissini nobis et Ecclesie romane inmediate subjecto cum omnimoda jurisdictione alta et bassa et aliis juribus ac pertinenciis castri predicti ab eodem comitatu et Ecclesia memorata per longa tempora de quibus memoria in contrarium non existit, tenuissent et possedissent inconcusse, dictusque prior teneret et possideret, excepta infrascripta turbatione, pacifice et quiete; tamen dilecti filii Francus Lautardi bajulus castri de Junqueriis Aurasicensis diocesis, pro dilecto filio nobili viro . . principe Aurasicensi et Johannes de Maloleone condominus castri de Causanis ejusdem diocesis, cum multitudine hominum armatorum, comitatum subintrantes predictum et ad quoddam territorium situm in riperia de Oueza quod infra districtum et pertinencias dicti castri de Sarriano et in dicto comitatu esse dicitur accedentes, ibidem preconizationes et alias indebitas novitates nomine predictorum principis et Johannis de facto fecerunt, in nostrum et ejusdem Ecclesie romane contemptum, dictorumque prioris et monasterii prejudicium et gravamen. Nos tibi de cujus prudencia et fidelitate confidimus, per nostras litteras committendum duximus et mandandum ut, vocatis qui forent evocandi, super premissis et ea tangentibus fideliter et diligenter veritatem inquirere et complementum exhibere justicie procurares, prefatis bajulo et Johanni de Maloleone ac aliis officialibus, gentibus et subditis principis memorati ex parte nostra, districtius nichilominus sub penis spiritualibus et temporalibus de quibus tibi videretur expediens inhibendo ne supradicto priori vel ejus gentibus, officialibus, subditis et rebus eorum violencias, injurias, dampna seu novitates alias indebitas inferrent medio tempore quoquo modo, contradictores quoque auctoritate nostra spiritualiter et temporaliter, appellatione postposita compescendo, non obstantibus felicis recordationis Bonifacii pape VIII predecessoris nostri qua cavetur ne aliquis nisi in certis exceptis casibus, et in illis ultra unam dietam a fine sue diocesis in judi-

cium traheretur, et tam de duabus dietis in concilio generali quam aliis constitutionibus in contrarium editis quibuscunque, seu si aliquibus communiter vel divisim a Sede apostolica esset indultum quod interdici, suspendi vel excomunicari non possent per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, sicut in eisdem litteris continetur. Ut autem hujusmodi negotium melius et utilius valeat expediri quod super omnibus et singulis predictis necnon quibusdam novitatibus per prefatum Johannem de Maloleone adversus jura prioris et monasterii predictorum indebite, ut asseritur, attemptatis, procedere ac justiciam exhibere, juxta tenorem litterarum ipsarum tam apud civitatem Avinionensem ubi principale domicilium tuum habere dinosceris quam in comitatu predicto, vel locis circumvicinis de quibus tibi expedire videbitur valeas, non obstantibus quibuscunque constitutionibus contrariis, plenam discretioni tue concedimus tenore presentium potestatem. — Datum Avinione, XIII kalendas februarii, anno sexto. »

686 Avignon, 29 janvier 1339.

Conventui monasterii Sancti Audoeni Rothomagensis ejusdem monasterii reservationem significat. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° XIII, fol. 6 recto.)

« *Dilectis filiis conventui monasterii Sancti Audoeni Rothomagensis, ordinis Sancti Benedicti.* Dudum videlicet quinto — Dat. Avinione, IV kalendas februarii, anno sexto. »

687

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri . . archiepiscopo Rothomagensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° XIV, fol. 6 verso.)

688 Avignon, 4 février 1340

Conventui monasterii de Caunis significat ejusdem monasterii reservationem. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° XIX, fol. 7 verso.)

« *Dilectis filiis conventui monasterii de Caunis, ordinis Sancti Benedicti, Narbonensis diocesis.* Pridem ad nostram — Dat. Avinione, II nonas februarii, anno sexto. »

689

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Bernardo II de Farges archiepiscopo Narbonensi.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, n° XX, fol. 7 verso.)

690 Avignon, 16 février 1340.

Roberto Siciliae regi respondet se decimas extra regnum ipsius concedere non posse; marchioni Montisferrati de occupatione Astensis civitatis atque illis de Mediolano et de la Scala per litteras apostolicas scribere recusat. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, n° XXVI, fol. 9 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Affectu benigno recepimus — Dat. Avinione, XIV kalendas marcii, anno sexto. »

691 Avignon. 20 février 1340.

Roberto IV de Plailli episcopo Silvanectensi significat se suspendisse privilegia ab apostolica Sede magistris et scolaribus Parisiensibus concessa. (Litt. de curia. REG. VAT. 128, n° II.)

« *Venerabili fratri . . eviscopo Silvanectensi salutem.* Dudum ad audientiam apostolatus nostri multorum querulosa insinuatione deducto quod tu et episcopi Silvanectenses qui fuerunt pro tempore conservatores privilegiorum concessorum per Sedem apostolicam dilectis filiis magistris et scolaribus Parisiensibus per ejusdem Sedis litteras deputati ac subdelegati a nobis, dictorum privilegiorum formam multipliciter excedentes, earum pretextu eosdem querelantes et nonnullos alios fatigabatis indebite laboribus et expensis, ipsosque contra justitiam gravabatis. Nos volentes de dictorum privilegiorum tenoribus informari, eisdem magistris et scolaribus dedimus nostris litteris in mandatis ut privilegia apostolica eis concessa nobis destinare curarent; qui, hujusmodi nostris humiliter obediendo mandatis, dicta privilegia nobis per certos eorum nuntios destinarunt; cumque nos, dictorum privilegiorum tenoribus diligenter attentis, si super eis providere vellemus ut et illa alii non infringerent et tam dicti magistri et scolares quam conservatores eorum imposterum ipsorum terminos non transirent ac provisionis hujusmodi per vos super hiis fatiende litteras oportunas bulla nostra munitas proponeremus dictis magistris et scolaribus per dictos nuntios destinare, iidem nuntii eisdem litteris nostris minime

expectatis, de romana curia illicenciati sine nostra conscientia temere recesserunt. Quia igitur nil obedientia prodesset humilibus si contemptus inobedientibus non obesset, predicta privilegia apostolica predictis magistris et scolaribus concessa et omnem eorum effectum usque ad nostrum beneplacitum tenore presentium duximus suspendenda. Quocirca, fraternitati tue per apostolica scripta districte precipiendo committimus et mandamus quatinus suspensionem hujusmodi in studio Parisiensi et locis aliis ubi expedire videris auctoritate nostra publicare procures, significaturus nobis per litteras tuas quicquid super hiis duxeris faciendum. — Datum Avinione, x kalendas martii, anno sexto. »

692 Avignon, 20 février 1340.

Archidiacono Cameracensi mandat ut de aliquibus machinationibus quas Henricus de Geldonia canonicus Cameracensis contra regem ac regnum Franciae movisse dicitur, inquirat et referat. (Litt. de curia. REG. VAT. 128, n° XXXI.)

« *Dilecto filio . . archidiacono Cameracensi, salutem.* Dudum ad nostri — Dat. Avinione, x kalendas marcii, anno sexto. »

693 Avignon, 21 février 1340.

Arnaldo II de Verdala episcopo Magalonensi mandat ut sententias latas adversus Michaelam Gauterie, Ermengardam de Carintis et Agnetam Fabrice, sortilegas mulieres, ad apostolicam curiam mittat; de litteris apostolicis maligne interceptis et litis instrumentis corruptis, quaestionem exerceat. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° XXVIII, fol. 10 verso.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Magalonensi.* Dudum ad audienciam — Dat. Avinione, IX kalendas marcii, anno sexto. »

694 Avignon, 22 février 1340.

Aycardo de Saya et Unaude de Rabistagno licentiam concedit inter se contrahendi matrimonium tempore prohibito, usque ad instantem quartam feriam Cinerum. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° XXIX, fol. 11 recto.)

« *Dilecto filio nobili viro Aycardo de Saya domicello, familiari nostro, et dilecte in Christo filie nobili mulieri Unaude de Rabistagno, nate dilecti filii nobilis viri Bertrandi Cathalani domini de Caucaleriis, Burdegalensis et Castrensis diocesum.* Immensa Sedis apostolice — Datum Avinione, VIII kalendas marcii, anno sexto. »

695 Avignon, 26 février 1340.

Omnibus ecclesiasticis personis mandat ut Johanni de Coiordano episcopo Avinionensi, thesaurario et Johanni de Arpadella archidiacono de Bria, ad terras Delphinatus Viennensis missis, in securum conductum consulant et x florenos auri singulis diebus pro expensis assignent. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° XXX, fol. 11 verso.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis, episcopis et dilectis filiis electis... etc... ad quos littere iste pervenerint.* Cum nos venerabilem — Dat. Avinione, V kalendas marcii, anno sexto. »

696 Avignon, 1er mars 1340.

Philippo regi Franciae nuntiat se decimas petitas ad biennium concessisse. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, n° CCLII, fol. 90 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Nuper receptis benigne litteris regiis nobis per dilectum filium magistrum Petrum de Verberia clericum regium presentatis, et tam contentis in eis quam hiis que dictus clericus nobis exponere pro parte regia procuravit diligentius intellectis, nos tibi, fili carissime, super tuis necessitatibus benigno compatientes affectu, quamvis gravatas et oppressas variis importabilibus oneribus audiamus Ecclesias et personas ecclesiasticas regni tui, decimas tamen tibi sub certa forma graciose duximus ad biennium concedendas, sicut etiam idem clericus referre magnificencie regie seriosius poterit viva voce; super quibus et quibusdam aliis per nos eidem impositis sublimitati tue referendis, fidem quesumus adhibeat credulam regia celsitudo. Ceterum quia tenemus indubie quod si tu, fili dilectissime, sicut nos tibi compatimur super eisdem necessitatibus cum effectu, onerando propter hoc predictas Ecclesias et personas, vice gratuita super suis gravaminibus et oppressionibus indebitis relevandis et revocandis salubriter et effectualiter providendo compatiaris eisdem, et hoc procul dubio Deum tibi constitues magis propicium et apostolice Sedis favorem et graciam uberius vendicabis, ad illa serenitatem regiam paternis affectibus exhortamur. — Datum Avinione, kalendis marcii, anno sexto. »

697 Avignon, 5 mars 1340.

Voluntatem pacificam Philippo regi Franciae gratulatur. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° ccliii, fol. 9 recto.)

« *Eidem* [*regi Francie*]. Missas nobis novissime regalis excellencie litteras, solite benignitatis affectu recepimus, inter cetera continentes quod cum nos te, fili carissime, ad reformandum pacem cum illustri rege Anglie tecum periculose nimium dissidente, pridem per nostras inde tibi directas litteras sicut alias sepius paternis et caritativis persuasionibus exhortantes, ob desiderium pacis ejusdem non solum tibi et regi predicto sed etiam toti christianitati multipliciter oportune, per easdem duxerimus litteras offerendum quod si per dilectos filios nostros Petrum tituli Sancte Praxedis presbiterum et Bertrandum Sancte Marie in Aquiro diaconum cardinales, apostolice Sedis nuncios, dudum ad partes illas a nobis propter hoc destinatos, nequiret ad reformationem dicte pacis in partibus eisdem attingi, nos super eadem reformatione tanquam tractatores amicabiles eramus, si de utriusque partis consensu procederet, personaliter laborare parati, tu fili dilectissime, hujusmodi litteris nostris receptis, et contentis in eis intellectis, super hiis respondebas quod cum pacem cum eodem rege rationabilem ac tibi regnoque tuo decentem et honorabilem recipere paratus hactenus fueris et existis, nobis super oblatione nostra predicta graciarum referens actiones, placet tibi quod nos, sicut premittitur, super eadem tanquam privata persona tractemus, nichilominus subjungendo quod propter hoc quando et qualiter nobis expediens et decens videbitur, regios nuncios ydonea potestate suffultos ad nostram presenciam destinabis, dummodo prefatus rex Anglie faciat illud idem : nos igitur, pium et laudabile tue voluntatis et intentionis in hac parte propositum cum gratiarum actionibus multipliciter in Domino commendantes, scire tuam celsitudinem volumus quod affectus interne dilectionis quem ad te gerimus exinde ferventior redditur et augetur, nam Deo placere multum conspicimus ac nobis et apostolice Sedi gratum accedit admodum et acceptum cum regius animus ad pacem tam utilem tamque necessariam piis et rationabilibus considerationibus inclinatur. Et ecce quod memorato regi Anglie cui pridem super predictis in eadem forma scripseramus qua tibi, tam super hiis quam quibusdam aliis scribimus, sicut nobis visum est expediens et honestum, intendentes serenitatem tuam de responsione quam nobis inde fecerit reddere certiorem. — Datum Avinione, iii nonas marcii, anno sexto. »

698 Avignon, 5 mars 1340.

Edwardo regi Angliae suadet ut duabus apostolicis epistolis nuper missis respondeat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° ccliv, fol. 91 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Edwardo regi Anglie illustri.* Dudum ad nos displicibili rumore perlato quod licet non ignorares processus olim adversus nobilem virum Ludovicum de Bavaria per Sedem apostolicam solenniter habitos ac graves spirituales et temporales penas et sentencias tam contra eum quam quosvis adherentes aut fautores ejusdem seu prestantes eidem consilium, auxilium vel favorem, publice vel occulte, vel qui eum pro rege vel imperatore haberent, nominarent seu tenerent, aut ei responderent vel ut tali exhiberent reverenciam, prout in eisdem processibus continentur plenius promulgatas, tu tamen, fili, non absque periculosa transgressione processuum eorumdem in tui nominis et fame notabilem ponere maculam non formidans, per totam Alamanniam et Germaniam ac universas et singulas earum provincias vicariatus officium sub imperialis nominis titulo ab eodem Ludovico qui nec rex nec imperator est de facto susceperas, teque faciebas pro eo vicarium in illis partibus publice nominari; nichilominus, tali pretextu, Ecclesiarum prelatis et personis ecclesiasticis in terris imperii constitutis et in nostra (et in nostra) et Ecclesie romane devotione ac fidelitate persistentibus, sub penis gravibus per tuas litteras injungendo ut ad te tanquam Ludovici predicti in partibus illis vicarium, super diversis contentis in tuis predictis litteris convenirent, aliaque attemptando varia que in tui honoris, status, salutis et fame dispendium redundabant, per litteras nostras sub data iiii idus octobris proximo jam elapsi confectas, serenitatem tuam rogandam duximus et hortandam, tibi nichilominus districtius injungendo ut, attentis penis et sententiis supradictis quibus te propter premissa dampnabiliter et periculose nimium involvebas, ab illis omnino, tuis honoribus, saluti et statui consulendo, salubrius abstineres, vicariatum hujusmodi dampnabiliter et de facto, ut prefertur, assumptum, totaliter dimittendo; pridem eciam per alias litteras nostras sub data x kalendas januarii proximo preteriti, ostensis sublimitati tue variis periculis et discriminibus

que dissensiones et guerre inter te ac carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem, procurante pacis et caritatis emulo, invicem suscitate, non solum in tuum et ejusdem regis sed totius christianitatis dispendium non absque ingenti hostium fidei catholice leticia, prodolor! secum trahunt, ad pacis concordiam cum rege reformandam predicto vel treugas ineundas te, sicut alias sepius paternis et caritativis monitis, exhortantes, pro desiderio pacis hujusmodi et ut predictis obviaretur salubriter periculis nichilominus offerendo quod si forsan per dilectos filios nostros Petrum tituli Sancte Praxedis presbiterum et Bertrandum Sancte Marie in Aquiro diaconum cardinales, apostolice Sedis nuncios, dudum per nos ad partes illas pro premissis transmissos, nequiret ad hujusmodi pacem attingi, nos eramus super ea tanquam tractatores amicabiles ad utriusque partis honorem et commodum, si de voluntate ipsarum procederet, personaliter laborare parati. Sane, fili dilectissime, cum super dictis duabus litteris videlicet super prima nichil et super secunda clare et aperte non duxeris respondendum, magnificenciam rogamus regiam et in Domino attentius exhortamur quatinus super eis et si viam tractatus pacis hujusmodi coram nobis prosequi volueris, nobis clarius et apertius rescribere celeriter non ommittas, ut videre que agenda circa premissa fuerint valeamus. — Datum Avinione, III nonas marcii, anno sexto. »

699 Avignon, 5 mars 1340.

Edwardo regi Angliae suadet ut nomen et sigillum regis Franciae injuriose assumpta, sine mora relinquat. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, n° CCLV, fol. 92 recto.)

« *Eidem.* Nuper excellencie regie litteris nostro apostolatui presentatis, et contentis in eis plenius intellectis, novus in eis descriptus titulus et impressio sigilli Francie armis et Anglie sculpti, ut prima facie videbatur, stuporis et admirationis magnam nobis materiam ministrarunt. Nempe, fili carissime, quanto te amplioris dilectionis prerogativa prosequimur, tanto gravius in interioribus anxiamur, dum perversis et fraudulentis consiliis te trahi et induci percepimus ad ea que non expediunt neque decent, nec ea tacere vel dissimulare nos interna sinit affectio, quominus ea, ut providere tibi super illis consultius et salubrius valeas, ponamus ante oculos mentis tue. Siquidem certum et indubitatum asseritur quod cum consuetudo hactenus inconcusse servata successionem ad regnum Francie per femininam lineam non admittat, tibi qui, ut nosti, de stirpe domus Francie descendisti ex feminina linea, dicitur successio non debere, et si etiam consuetudo non prohiberet ad coronam dicti regni successionem ex feminea linea procedentem, sunt profecto clare memorie regum Francie qui gradatim inclite recordacionis Philippo regi Francie avo tuo successerunt filie ac proles earum que quoad successionem eandem proximiores, ut fertur, existerent regibus patribus suis, quam existatis tu et carissima in Christo filia nostra Isabellis regina Anglie illustris mater tua, nata Philippi regis predicti, sed adeo, ut premittitur, observata est preteritis temporibus ipsa consuetudo irrefragabiliter et etiam observatur quod successionem ad regnum predictum ex feminina linea non admittit. Cogitare autem quod per viam potentie regnum posses occupare predictum, nequaquam attenta regis et regni Francie magnificencia et potencia existimantur ad id sufficere vires tue et quod in regno eodem nihil tenens et possidens te regem Francie facias nominari armaque illius sumpseris, ut prefertur, de malo et iniquo consilio procul dubio creditur emanasse. Si vero qui tibi suaserunt talia nitantur asserere palliando quod in Flandria que de regis et regni Francie noscitur existere feudo, dominaris, profecto attendendum et considerandum est, et potest discutere regia circumspectio diligenter qui et quales cujusque conditionis sunt illi qui te introduxerunt ibidem : in ipsis namque hactenus virtus constancie et fidelitatis nequaquam extitit commendata; naturales enim dominos suos quibus erant debito fidelitatis astricti, violato federe fidei, pro suarum voluntatum libito sepe de ipsa Flandria turpiter ejecerunt; et si hoc fecerunt de illis quos revereri naturaliter tenebantur, quid de te, fili, presumendum sit et qualis exinde possit assumi vel formari titulus, tua quesumus prudencia consideranter advertat? Attende rursus etiam si de bono et recto consilio processerit quod carissimo in Christo filio nostro Philippo rege Francie illustri regnante, qui per multos annos tanquam rex Francie regnum pacifice tenuit et possedit, et cui tu sicut tali pro terris infra dictum regnum ad te pertinentibus, fidelitatem et homagium ligium faciendo, eum in regem Francie tuumque dominum pro terris recognovisti predictis, te regem Francie facias nominari. Stupent quidem qui audiunt, id non ad discretionem sed ad simplicitatem et vanitatem potius arbitrantes. Denique perspicacius credimus attendendum quod talis denominatio re carens et

commodo, quam tibi persuasisse dicuntur qui te non diligunt, sed cum tuis jacturis lucra propria venari satagunt, ad ea se posse attingere plenius existimantes, cum te altioribus intricationibus et periculosioribus necessitatibus et negotiis illaqueari procuraverint et involvi. Radix venenosa esse timetur germinatura verisimiliter, nisi provideatur aliter, fructus amaritudinis et doloris. Preterea existimamus tibi non minus diligentius advertendum quot, quales et quantos reges, principes et magnates qui de stirpe domus Francie processerunt aut habent affinitatem seu confederationem cum ipsa, qui se tibi non opponebant super tuis negotiis antea, ex nominatione seu intitulatione hujusmodi contra te provocares et expressius, si eidem, quod absit, insisteres, irritares, talemque ordiri nominatio ipsa posset, quod avertat Dominus, materiam per quam pacis reformatio inter te dictumque regem Francie impossibilis perpetuo, quantum ad humanum spectat judicium, redderetur, et etiam principes et alii regnicole dicti regni qui se, ut vulgaris vox sonat, prius mortis periculis et perpetuis bonorum suorum perditionibus exponerent quam sustinerent predicta, promptiores, potentiores, valentiores et animosiores adversus te, ac defensionem dictorum Philippi regis et regni per nominationem seu intitulationem efficerentur eamdem. Nec est tibi, amantissime fili, ut alias tibi scripsisse recolimus multum confidendum de Theutonicis et Flamingis, nam eos affabiles et propitios tibi reperies quamdiu facultates tuas poterunt exhaurire, alias autem de ipsorum assistencia non confidas. Et si gesta progenitorum tuorum revolveris, qualiter erga eos se olim gesserunt iidem Theutonici et Flamingi, quomodo possis de ipsis confidere, reperies manifeste. Itaque, celsitudinem regiam rogamus et attente in Domino exhortamur quatinus premissa que de benevolencia paterna et affectione sincera scribimus, benevolo suscipias animo, eaque una cum aliis que tibi circa hec possunt occurrere, adducens in recte consideracionis et discussionis examen, omissa intitulatione predicta, regium inclines animum ad viam pacis et concordie, per quam que tui juris erunt assequi et pacifice retinere valeas, mutua inter te dictumque regem concordia reformata, ut sicut nexu sanguinis et affinitatis jungimini, sic sitis perpetuo vinculo federis et amoris connexi. — Datum Avinione, III nonas marcii, anno sexto. »

700 Avignon, 5 mars 1340.

Petro et Bertrando cardinalibus mittit epistolas quas Philippo regi Franciae et Edwardo regi Angliae scripsit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, nº CCLVI, fº 93 recto.)

« *Dilectis filiis Petro tituli Sancte Praxedis presbitero et Bertrando Sancte Marie in Aquiro diacono cardinalibus, apostolice Sedis nunciis.* Hiis que scripsistis novissime intellectu pleno collectis et habita deliberacione plenaria super eis, ecce quod illustribus regibus Francie et Anglie per diversas scribimus litteras quas vobis cum presentibus destinamus, volentes ut eis faciatis easdem litteras presentari, responsiones eorum super eis quamtotius eas habere poteritis, nobis e vestigio transmissuri. Rursus ab illis processibus de quibus scripsistis vos abstinere volumus quousque responsione super dictis litteris habita et nobis celeriter destinata, tam vobiscum et quorum regressus ad nos et Sedem apostolicam prout alias vobis sepe scripsimus, si super negociis prudencie vestre commissis vos non posse ulterius in partibus illis utiliter agere videritis, nobis existet placidus et acceptus, quam cum aliis fratribus nostris, inde plenius et maturius deliberaverimus quid agendum. — Datum Avinione, III nonas marcii, anno sexto. »

701 Avignon, 7 mars 1340.

Capitulo Forojuliensis Ecclesiae significat ejusdem Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, nº XXXIV, fº 13 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Forojuliensis.* Dudum intendentes Ecclesie — Dat. Avinione, nonis marcii, anno sexto. »

702 Avignon, 7 mars 1340.

Guillermo de Bos et Ramundo Naulonis mandat ut bona mobilia bonae memoriae Bartholomei II Legras episcopi Forojuliensis sub apostolica manu colligant et conservent. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, nº XXXV, fº 13 verso.)

« *Dilectis filiis magistro Guillermo de Bos preposito Forojuliensis, clerico camere nostre et Ramundo Naulonis archidiacono Aquensis Ecclesiarum.* Cum nos dudum — Dat. Avinione, nonis marcii, anno sexto. »

703 Avignon, 7 mars 1340.

Magistro Bertrando Cariti mandat ut mercatoribus societatis Azayalorum qui IIm florenos auri superintendentibus fabricae Ecclesiae Sancti Bernardi Parisiensis pro fabrica ipsius Ecclesiae assignare tenentur, eamdem summam e pecuniis camerae apostolicae quas collegit, numeret. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° xxxvi, f° 13 verso.)

« *Dilecto filio magistro Bertrando Cariti archidiacono Augi in Ecclesia Rothomagensi.* Prosperari fabricam operis — Dat. Avinione, nonis marcii, anno sexto. »

704 Avignon, 8 mars 1340.

Stephanum dictum Malion omnibus beneficiis ecclesiasticis quae habebat, privat. (Litt. de curia. Reg. Vat. 128, n° xi.)

« *Ad futuram rei memoriam.* Digni sunt penalis animaversione juditii qui fame prodigi et salutis processus per Sedem apostolicam publice habitos et penas contentas in eis dampnabiliter contempnentes, illa presumunt committere que Deum et eandem Sedem offendunt et non absque gravis exempli pernitie per quod alii ad perpetranda similia nequiter concitantur, fidelium animos scandalizant. Sane nuper Stephanus dictus Malion olim Senogiensis et Sancti Germani Montensis Cameracensis diocesis Ecclesiarum canonicus prebendatus, in nostra et fratrum nostrorum presentia in consistorio constitutus, coram nobis et dictis fratribus spontanee fuit confessus quod ipse ex parte Edwardi regis Anglie tanquam vicarii Ludovici de Bavaria, qui siquidem Ludovicus licet per Sedem apostolicam sit de heresi et scismate condempnatus omnique jure si quod sibi ex electione sua de facto in discordia celebrata potuisset competere quoquomodo, per Sedem eandem privatus existat, se imperatorem romanum falso nominare presumit, quasdam litteras citatorias contra venerabilem fratrem . . Cameracensem episcopum detulerat continentes quod idem episcopus ad videndum privationem omnium bonorum que ab Imperio tenebat certo termino coram dicto rege tanquam Imperii vicario compareret, et quod ipse predictas litteras eidem episcopo presentarat, in dicti episcopi et Ecclesie Cameracensis quorum idem Stephanus subditus existebat, derogationem, prejuditium et gravamen. Nos igitur, attendentes hujusmodi detestabilis presumptionis excessum in persona dicti Stephani pro eo quod presbyter ac subditus ejusdem episcopi existebat et in ejus diocesis supradicta beneficia obtinebat non absque magne temeritatis et ingratitudinis vitio perpetratum fore graviter percellendum, ac propterea excessum hujusmodi volentes prosequi, ut debemus, eundem Stephanum predictis canonicatibus et prebendis omnibusque beneficiis que obtinet sententialiter apostolica auctoritate privamus, ipsumque inhabilem perpetuo reddimus ad quodcunque beneficium ecclesiasticum imposterum obtinendum. — Actum in palatio nostro Avinionensi, viii idus martii, anno sexto. »

705 Avignon, 8 mars 1340.

« *Dilectis filiis .. abbati monasterii Sancti Sepulcri et .. preposito Sancti Gaugerici ac . . archidiacono majoris Cameracensis Ecclesiarum, salutem.* Quam sint digni... etc... (ut supra n° 704) apostolica auctoritate privamus, ipsumque inhabilem perpetuo reddidimus ad quodcunque beneficium ecclesiasticum imposterum obtinendum. Quocirca mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios hujusmodi sententiam contra dictum Stephanum per nos latam in civitate Cameracensi et predictis Ecclesiis in quibus dictos canonicatus et prebendas hactenus obtinebat, si tute fieri poterit, et locis aliis ubi expedire videritis, solenniter publicetis et publicari per alios faciatis. Contradictores per censuram ecclesiasticam etc... — Actum ut supra. »

706 Avignon, 17 mars 1340.

Patriarchis, archiepiscopis omnibusque ecclesiasticis personis mandat ut magistro Johanni Courtois qui ad partes Flandriae, Brabantiae et Franciae mittitur, in securum conductum consulant. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° cccxxi. f° 123 recto.)

« *Venerabilibus fratribus patriarchis, archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus... etc... ad quos presentes littere pervenerint.* Cum dilectus filius — Dat. Avinione, xvi kalendas aprilis, anno sexto. »

707 Avignon, 19 mars 1340.

A Philippo rege Franciae percontatur quid Flamingis respondendum sit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° cclviii, f° 93 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illus-*

tri. Ad regalem noticiam deducimus per presentes nos scabinorum, consulum et gubernatorum Gandensis, Brugensis et Iprensis villarum Flandrie quibus pridem super suo tociusque illius patrie statu per viam veritatis, salutis et justicie dirigendo paternis affectibus, ut regia novit sublimitas, scripseramus, responsales litteras quarum tenorem interclusa cedula presentibus continet, die date presentium recepisse. Circunspectis igitur contentis in litteris ipsis, verentes quod ipsi Flamingi agant seu agere intendant presertim super nominatione regia fraudulenter, cum per litteras quasdam de partibus Alamannie perceperimus noviter missas quod ipsi Flamingi qui, sicut premittitur, nobis scribunt, juramentum fidelitatis .. regi Anglie, ipsum expresse nominando regem Francie, prestiterunt hiis diebus preteritis, et ut tali, an sit honestum et expediens eorum nunciis quos pro intentione sua nobis plenius exponenda se velle ad presenciam nostram destinare asserunt, litteras de securo conductu per nos et te, fili carissime, super hoc concedere non immerito dubitamus; ideoque, visis et intellectis litterarum predictarum tenoribus et super hiis prehabita deliberatione matura, regalis circunspectio quid circa hec sit agendum advertat consultius, nobisque quod viderit super hoc expedire rescribat. — Datum Avinione, XIV kalendas aprilis, anno sexto ».

708 Poissy, 20 mars 1340.

Philippus Francorum rex absolutionis veniam petit ob pecuniam Terrae Sanctae in profanis usibus consumptam. (Reg. Vat. 135, nº CCLIX, fº 94 recto.)

« *Sanctissimo patri in Domino Benedicto divina providentia sacrosancte romane ac universalis Ecclesie Summo Pontifici.* Sanctissime pater, audita relatione dilecti et fidelis clerici nostri ac secretarii magistri Petri de Verberia a vobis novissime venientis, percepimus dilectionem et affectionem immensas quas habetis erga nos et regnum nostrum, et qualiter nobis in nostris necessitatibus, ut potestis, intenditis subvenire, quod per experienciam facti probavimus, in concessione biennalium decimarum nobis per sanctitatem vestram novissime concessarum. Insuper non hiis contenti, sed ut pater filium docet et premunit, per dictum clericum nostrum aliqua nobis ad salutem corporis et anime utilia, necnon ad honorem nostrum et regni nostri competencia, insinuare eadem vestra sanctitas non ommisit. Et sic evidentius nobis constat de bona voluntate vestra et affectione tam grandi quas, ut premissum est, ad nos habetis et hactenus habuistis, super quibus ad sanctitatem vestram recurrimus cum multiplicibus actionibus graciarum, sperantes in Domino quod ita perseverabitis in futurum. Et vere, pater sanctissime, ob hoc teneatis pro firmo quod sit nostra intentio principalis nos taliter gerere et habere pro posse erga Ecclesiam ut domini et predecessores nostri se hactenus habuerunt, et quod Salvator noster contentabitur, ut speramus. Et si gentes nostre, pater sanctissime, aliqua bona ab Ecclesiis assumpserunt, eis fit inde assignatio competens et eis concesse sunt a nobis quamplures gracie. Insuper, pater sancte, guerra nostra est pro resistendo illis qui volunt exhereditare nos et subditos nostros, tam personas ecclesiasticas quam etiam seculares; quare, sicut vestra discretio non ignorat, in hoc casu, omnes in misiis et expensis participare habent ad defensionem eorum, quoniam res sua agitur sicut nostra. Pater sancte, prefatus clericus noster vobis ex parte nostra supplicavit secrete ut nobiscum super levatis per gentes nostras de decimis concessis pro passagio Terre Sancte, vestra dignaretur sanctitas dispensare, aut ad remissionis vel prorogationis finem; sed vos, pater sanctissime, ad nullam finium predictarum nobiscum voluistis dispensare huc usque, licet ipse a sanctitate vestra veniam postulasset pro nobis, occasione super hiis nostro nomine prestiti juramenti. Et cum magna pars pecunie levate pro dicto passagio in usum aliquarum rerum ad dictum passagium necessariarum veraciter sit conversa que adhuc in esse consistunt, etiam pater sancte, ea que levari et capi fecimus et capta fuerunt per consilium prelatorum et aliorum de consilio nostro qui nobis omnes sine aliqua differentia retulerunt quod ad tuitionem et defensionem regni nostri ea levare et capere sana consciencia poteramus; in quo dicte pecunie residuum fuit conversum et non in alios usus vere. Et pater sanctissime, nostre intentionis existat in brevi invadere . . ducem Brabancie inimicum nostrum qui diffidavit nos, et primo mittere illuc dilectum primogenitum nostrum ut contra illum cui nocere et dampna inferre volumus et tenemur pluribus et justis causis, et quem vos et Ecclesia tantum cordi debetis habere, quemadmodum sanctam discretionem vestram credimus non latere, sciatisque quod bellorum eventus dubii et periculosi existunt, nichilque sit certius morte, incertius hora mortis, sanctitatem vestram rogamus ac ei in quantum devote possumus, supplicamus quatinus de levatis per nos et gentes nostras a concessis decimis pro

passagio Terre Sancte remissionem plenam pro nobis et heredibus nostris dignemini facere, de vestre solita clementia sanctitatis et a peccato quod incurrisse dicimur occasione prestiti super hoc juramenti, nos et dictum primogenitum nostrum absolvere, nobis in hac parte veniam concedentes, et eam de vestre beatitudinis gracia nullatenus denegantes cum in casu isto omnia possibilia sint apud vos. Si autem, pater beate, dictam pecuniam nobis plene remittere nolueritis, saltim (*sic*) restitutionis illius pecunie prorogare terminum dignetur eadem vestra sanctitas usque ad sex annos post finem guerrarum nostrarum vel ad tantum et tale tempus quantum vestra summa providentia duxerit concedendum, quoniam non possemus commode illam restaurare pecuniam de presenti, et nobis et dicto primogenito nostro super peccato quod incurrisse dicimur ratione jusjurandi (*sic*) pretacti, veniam misericorditer impertiri. Pater sancte, istud negocium habemus cordi sine dubio, nec est mirum, et inde remissionem et dispensationem totis viribus affectamus, sed revera ex quo vestre beatitudini non placeret nos et primogenitum nostrum super hoc absolvere et inde nobis absolutionem dare, quia per consilium factum fuit et cum difficultate tanta quam novit Altissimus Dispensator, satis de facili esset nostra conscientia pacificata in istis, licet dispensationem, remissionem et absolutionem vestras desideremus et velimus ex intimis cordis nostri. Quare tantum super hoc facientes, si placet, quod occasione hujusmodi gracie in qua defficere non speramus et quam multum cordi nostro gerimus, simus vobis dilectionis vinculo fortius alligati. Et super hoc, credatis, si placet, dilectis et fidelibus nostris .. Penestrinensi (*sic*), .. Petragoricensi, .. Eduensi et .. Rothomagensi sancte romane Ecclesie cardinalibus et eorum cuilibet, quibus nostram super hoc voluntatem duximus lacius rescribendam. Pater sancte, Dominus Jhesus Christus vobis vitam longam tribuat ad regimen Ecclesie sue sancte. — Scriptum apud Pissiacum, vicesima die marcii : devotus filius vester .. rex Francorum.

709 Avignon, 25 mars 1348.

Franciscum Montis de Azayolis et societatem Azayalorum solutos facit de summa M IX^{c}XXV florenorum, III solidorum et VII denariorum turonensium parvorum a magistro Arnaldo Regis apud socios dictae societatis deposita, quam socii ipsi pro fabrica Ecclesiae Sancti Bernardi Parisiensis assignaverunt. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° LXVIII, f° 21 recto.)

« *Dilecto filio Francisco Montis de Azayolis mercatori et socio societatis Azayalorum de Florencia, in romana curia commoranti.* Cum secundum ordinationes — Dat. Avinione, VIII kalendas aprilis, anno sexto. »

710 Avignon, 25 mars 1340.

Franciscum Montis de Azayolis solutum facit de summa MV^{c} florenorum a Johanne de Pererio collectore apostolico in Tuscia apud mercatores societatis Azayalorum deposita, quam assignavit pro fabrica Ecclesiae Sancti Bernardi Parisiensis. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° LXIX, f° 21 verso.)

« *Eidem.* Cum secundum ordinationes — Dat. ut supra. »

711 Avignon, 25 mars 1340.

Franciscum Montis de Azayolis solutum facit de summa IX^{m} IX^{c}L florenorum auri a thesaurario Papae tradita, quam ipse Franciscus pro fabrica Ecclesiae Sancti Bernardi Parisiensis assignavit. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° LXX, f° 21 verso.)

« *Eidem.* Cum venerabilis frater — Dat. ut supra. »

712 Avignon, 25 mars 1340.

Fransciscum Montis de Azayolis solutum facit de summa VI^{m} VI^{c} XCII florenorum auri, III solidorum et VI denariorum turonensium parvorum, e pecuniis apostolicae camerae in regno Poloniae collecta, a mercatoribus societatis Azayalorum in villa de Brugis in Flandria accepta, quam illi mercatores magistro Johanni Courtoys scriptori Papae et superintendenti fabricae Ecclesiae Sancti Bernardi Parisiensis assignaverunt. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° LXXI, f° 22 recto.)

« *Eidem.* Cum secundum ordinationes — Dat. ut supra. »

713 Avignon, 2 avril 1340.

Petitionibus Philippi regis Franciae annuere recusat. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, n° CCLX, f° 95 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Litteras regias nobis noviter presentatas benigne recepimus, inter cetera continentes quod dilectus filius magister Petrus de Verberia clericus, secretarius regius, ad nostram dudum presenciam destinatus, exinde

ad te, fili carissime, rediens, sincere dilectionis affectum quem ad te regnumque tuum gerimus, referre verbo regie celsitudini studuit, et exhibitum opere presertim in nova concessione biennalium decimarum ostendit, alia quedam corporis tui et anime salutem ac tuum et regni tui commodum et honorem concernentia que zelo caritatis paterne referenda celsitudini regie imposuimus prefato clerico nichilominus explicando, super quibus nobis devotas graciarum actiones referens, obtulisti circa Ecclesias dicti regni ad instar clare memorie predecessorum tuorum regum Francie te acturum taliter quod Altissimo gratum erit, adiciens nichilominus quod si gentes regie ab Ecclesiis ipsis aliqua bona receperint, satisfactio de illis competens, concessis nichilominus eis certis a magnificentia regali graciis, exhibetur. Et ulterius in litteris ipsis subjungens quod cum per prefatum clericum nobis secrete pro parte regia extiterit supplicatum ut super decimis olim pro negocio passagii Terre Sancte impositis et receptis per gentes regias, per viam concessionis vel prorogationis dispensare, concessa per nos nichilominus super juramento pro parte regia et dilecti filii nobilis viri Johannis primogeniti tui ducis Normannie prestito a te, fili, et eodem primogenito postulata vellemus, nosque neutrum horum tunc concedere voluerimus, quanquam pars aliqua pecuniarum ex decimali subsidio pro dicto passagio imposito collectarum fore dicatur pro quibusdam eidem negocio necessariis dispensata, tibique fuerit per consilium prelatorum et aliorum consiliariorum tuorum relatum quod ad defensionem et tuitionem regni predicti, ea que restabant collecta de decimali subsidio supradicto per dictas gentes regias percipi, salva consciencia regia, poterant et expendi, nobis sublimitas regia supplicabat ut de perceptis per gentes easdem ex subsidio hujusmodi pecuniis et in usus dicte defensionis expensis remissionem tibi heredibusque tuis facere plenariam, vel terminum restitutionis earum usque ad sex annos post finem guerrarum tuarum, aut ad tempus aliud de quo placeret nobis, cum earum restitutio de presenti fieri nequeat, prorogare, concessa tibi et eidem primogenito absolutione nichilominus a peccato quod ratione juramenti predicti prestiti incurrisse dicimini dignaremur, sicut in eisdem litteris, quarum seriem intellectu pleno collegimus, plenius continetur. Sane, precarissime fili, super tue devote intentionis proposito quod geris ad sacrosanctam Ecclesiam matrem tuam ac restitutionibus et graciis Ecclesiis predictis a benivolencia regali, ut prefertur, exhibitis, excellenciam regiam cum graciarum actionibus multipliciter in Domino commendantes, eam volumus tenere pro certo quod in hiis que per nos sine consciencie lesione honeste ad tuum et regni predicti commodum et honorem possent agi, propicii reperiemur sicut hactenus et benigni. Verum quod prelati vel alii qui discretione polleant, Deum timeant, teque salutem et honorem tuum diligant, attentis causis pro quibus tam solenniter et publice hujusmodi prestitum extitit juramentum, et considerata materia utique pia et debita super qua fundabatur, audeant regie serenitati asserere ac referre illa que de dicto decimali subsidio sunt levata posse salva consciencia in usus converti alios, non sufficimus admirari; profecto tales Deum timere ac tue dictique primogeniti animarum salutem ac tuum et suum honorem diligere non videntur. Tenet namque nostra memoria quod olim in presentia cleri et populi de diversis mundi partibus copiosa, per felicis recordationis Johannem Papam XXII predecessorem nostrum, de consilio fratrum suorum sancte romane Ecclesie cardinalium, de quorum numero tunc eramus, ad tuorum solennium nunciorum supplicationem instantem, indicto passagio generali teque illius duce et capitaneo deputato, et imposito nichilominus sub certis modis et formis decimali subsidio supradicto, ibidem pro parte regia et ejusdem primogeniti per procuratores ad hoc mandatis suffultos ydoneis, et predictis assistentibus nunciis in publico, hujusmodi prestitum extitit juramentum cujus forma habere inter cetera noscitur que secuntur : videlicet quod de dicto decimali et aliis subsidiis ad dictum passagium deputatis, que juxta ordinationem predecessoris predicti per diocesanos Ecclesiarum cathedralium et collectores ab eis deputandos debuerunt colligi et in deposito per ipsos diocesanos conservari, per eos certis assignanda personis que de mandato quatuor prelatorum dicti regni per Sedem eandem et te, fili dilectissime, deputandorum, deberent ad commodum ejusdem passagii hujusmodi subsidia dispensare, nichil regalis celsitudo acciperet nec accipi scienter faceret, nec etiam consentiret quod alius aliquid acciperet ut in alios usus quam utilitatem dicti passagii converteret nec pateretur converti; et quod, si forsan aliquid de predictis pro usibus aliis a se vel aliis contingeret occupari casu aliquo vel converti, cum ad noticiam suam devenire contingeret, illud in eorum manibus restitui sine dilatione morosa faceret ac reponi ad quos secundum ordinationem apostolicam talis conservatio pertineret. Et quod aliqui tue magnitudini presumant asserere quod hujusmodi juramentum sic publice pro causa tam pia pres-

titum, et per diversas mundi partes ut regiam prudentiam latere non credimus divulgatum, possit infringi, mirandum est procul dubio multipliciter et stupendum! Si autem in loco privato prestitum extitisset secrete, forsan talium assertio quo ad mundanam infamiam non tamen quo ad Deum posset quodammodo colorari, sed quod prestitum super tali facto talique materia fuerit ita publice ac notorie, ut prefertur, occasione illius fama celebris tanti regis tamque catholici principis exponeretur ex consilio et assertione talium labiis non solum detractorum et emulorum sed etiam populorum, preter divinam offensam et animarum grave periculum laceranda, quod absit, de sano consilio procedere non videtur, nec nos participationem habere volumus in tali consilio quoquomodo. Displicenter nempe nimis et dolenter audivimus et audimus quod murmurationes et oblocutiones detractorie contra te, fili amantissime, non desunt in mundo, ratione vel occasione passagii antedicti, et quantum non solum contra te, sed adversus nos et Sedem apostolicam preter ultionis eterne vindictam terribilius formidandam crescerent, ex quibus extingeretur (*sic*) periculose devotio populi si que petuntur pro parte regia concederentur a nobis, suspicari posset faciliter et verisimiliter formidari: predicaretur et divulgaretur per mundum equidem nec a veritatis tramite discreparet quod illa que solemniter et pie per Sedem prefatam deputata et dedicata pro liberatione dicte Terre, relevandisque miseriis et oppressionibus fidelium in partibus degentium transmarinis fideque inubi dilatanda catholica fuerant, ad effundendum Christi fidelium sanguinem per nos et Sedem ipsam ac te discipata (*sic*) in scismarinis partibus, in Dei contumeliam et catholici delusionem populi extiterant et consumpta. Circa que prestare videtur quod continebatur in dictis litteris regiis argumentum scilicet quod terras nobilis viri .. ducis Brabancie hostiliter intendit regia magnitudo invadere, illucque propterea prefatum primogenitum destinare: quamobrem attendat quesumus regia circunspectio, si talis et tanta infamia preter dampnationis eterne periculum sit vitanda; et ultra hoc etiam intra pectoris regii claustra diligenter revolvat, quis ammodo, si premissa que petuntur, quod absit, fierent, posset credere quod per te, fili carissime, vel successores tuos negocium aliquod transmarini passagii compleretur, cum non solum tuis sed aliquorum predecessorum tuorum temporibus tot bona exacta pro passagiis hujusmodi conversa in usus alios fuerint, nullo facto passagio, et consumpta? Dudum quidem meminimus quasdam illustris .. regis Anglie litteras recepisse in quibus inter cetera se jactabat quod quia te credebat peccatis propter passagium predictum gravibus et obnoxium, audacius et securius adversus te de sua potentia confidebat. Absit igitur sinceritatem regiam peccatorum hujusmodi vinculis alligari, sed pro tanto id recitare non ommittimus ut evidentius regalis perpendat prudentia quid alii prodolor! obloquantur et obloquerentur crebrius, si per nos concederentur petita. Non minus etiam advertendum videtur quod si tibi vel eidem primogenito adversi aliquid in bellis contingeret, quod clementia divine pietatis non sinat, per te, fili, ac alios multos tam benivolos quam emulos peccatis ascriberetur predictis. Rursus quantum ad prorogationem predictam regia sublimitas discusciat et attendat quando et qualiter restauraretur pecunia predictis piis immo piissimis usibus deputata; et cum ex preteritis haberi valeat conjectura verisimilis de futuris, quid in similibus a tuis predecessoribus factum temporibus preteritis extiterit, quidve ipsis exinde contigerit, et tibi, fili, posset, quod Deus advertat (*sic*), contingere, necnon que onera anime tue si non subsequeretur restitutio predicta incumberent, a quibus consciencia nostra (consciencia nostra) non evaderet, si prorogatio ipsa concederetur a nobis, nequaquam pretermittendum nostris et regiis considerationibus extimamus. Nec a regali memoria credimus excidisse qualiter per Sedem predictam extitit solemniter et cum maturitate debita ordinatum quod pecunia ex eodem decimali et aliis subsidiis pro eodem concessis passagio colligenda custodiri deberet, ut premittitur, per prelatos qui tenentur respondere de illa, sed si vel quomodo de manibus eorum exiverit probabiliter ignoramus, cum nobis irrequisitis et insciis processerit, si quid attemptatum extiterit in hac parte. Magnificentiam itaque rogamus regiam et per Dei misericordiam obsecramus quatinus premissa et alia multa circa hec occurrentia, et insuper quod in concessione quatuor decimarum pro defensione regni predicti favorabiliter per nos facta, que pro certo murmurationibus et oblocutionibus multorum contra nos et Sedem memoratam non caret, nos tibi promptos et liberales exhibuimus, cogitans et recogitans diligenter, a dictis petitionibus quas absque nostra et dicte Sedis indecencia et anime nostre manifesto periculo, quod terribilius formidamus, non possemus admittere nec admitteremus quomodolibet ad exauditionis effectum, pacienter et benigne desistens, nos habeas super hoc excusatos. — Datum Avinione, IV nonas aprilis, anno sexto ».

714 Avignon, 9 avril 1340.

Guillelmo Ruphi mandat ut bona mobilia bonae memoriae Ramundi des Prés episcopi Claromontensis sub manu apostolica colligat et conservet. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, nº lxxiii, fol. 23 recto.)

« *Dilecto filio Guillelmo Ruphi canonico Mimatensi.* Volentes de bonis — Dat. Avinione, v idus aprilis, anno sexto. »

715 Avignon, 17 avril 1340.

Bonifacio de Mutina episcopo Mutinensi, Philippo de Antilla et Carbono de Monteluppono mandat ut quaestionem exerceant in illos qui Nicolinum et Gabrielem de Flisco atque Andream de Janua e civitate Avinionensi vi rapuerunt et captivos detinent. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, nº lxxv, fol. 24 recto.)

« *Venerabili fratri Bonifacio episcopo Mutinensi et dilectis filiis magistris Philippo de Antilla priori Sancti Petri Scheradii Florentine et Carbono de Monteluppono scolastico Ispalensis Ecclesiarum, capellanis nostris.* Olim nonnulli romani pontifices predecessores nostri, attendentes et provida circunspectione pensantes quod ad romanam curiam que communis patria existere noscitur et ad quam cuncti fideles de universis mundi partibus possunt recurrere, securus haberi debet accessus, adversus omnes et singulos qui venientes ad ipsam curiam vel recedentes ab ipsa, impedire, capere aut bonis seu rebus suis spoliare presumerent, per processus suos inde factos et in festivitatibus Cene dominice, diversis temporibus, presente multitudine copiosa fidelium, adhibita solennitate ut moris est ejusdem romane curie publicatos, excommunicationis et anathematis sentencias promulgarunt. Nos quoque dudum consideratione moti simili, et advertentes attente quod ad cohercendos ausus malignantium, qui dierum crescente malicia plus solito, spreto juris et rationis moderamine, contra bonos mores et utilitatem reipublice ad illicita prosilire non desinunt, erat ultra provisionem predecessorum hujusmodi aliquod medicine salutaris antidotum adhibendum, in omnes et singulos qui venientes ad dictam Sedem vel recedentes ab ea, seu in eadem romana curia moram trahentes, capere temeritate propria, spoliare vel detinere presumerent aut talia fieri facerent vel mandarent, cujuscunque preeminencie, dignitatis, ordinis, conditionis aut status existerent, predicta vel eorum aliqua committentes, excommunicationis et anathematis sentencias duximus promulgandas, non obstantibus quibuscunque privilegiis et indulgenciis eis vel eorum alicui seu aliquibus a predicta Sede sub quacunque forma vel tenore concessis quod excommunicari non possent, seu per que contra hujusmodi sentencias et processus quominus includerentur in eis, valerent quomodolibet se tueri, queve quo ad hoc substulimus et omnino duximus revocanda, volentes nichilominus quod ab eisdem sentenciis nullus per alium quam per romanum pontificem posset nisi duntaxat in mortis articulo constitutus, nec tunc nisi de stando mandatis Ecclesie satisfactione vel in sufficienti cautione premissis, absolvi ; eos vero cujuscunque forent preeminencie, dignitatis, ordinis, conditionis vel status qui talibus excomunicatis et anathematizatis ab hujusmodi sentenciis absolutionis beneficium secus presumerent impertiri, voluimus excommunicationis et anathematis sentencias innodari, eis nichilominus predicationis, lectionis, administrationis sacramentorum et audiendi confessiones officium interdicentes expresse, sicut in litteris nostris inde confectis et tunc in portis majoris Ecclesie Avinionensis, ut ad communem omnium noticiam premissa plenius deducerentur affixis, seriosius continetur. Sane cum pridem dilectus filius nobilis vir Nicolinus de Flisco de Janua venisset ad romanam pro certis negociis curiam et moraretur in ea, quidam perditionis filii et iniquitatis alumpni, clerici et laici, Deum ac nos et Sedem prefatam graviter offendere proximumque ledere, in suarum animarum salutis dispendium et grave multorum scandalum non verentes, nocte festivitatis Cene dominice proximo preterite, dum idem nobilis in lecto quiesceret, domum quam ipse inhabitabat circa noctis medie silencium, cum armis, sicut rumor detestabilis in eadem divulgat curia et infamia notoriat publica, subintrantes, et non sine temeritatis horribilis audacia et proditionis nefandissimo scelere securitatem ejusdem curie frangendo et violando, vimque publicam committendo, eundem nobilem violenter de lecto in quo jacebat, ut premittitur, extrahentes, tam ipsum quam dilectos filios nobiles viros Gabrielem ejus filium et Andream de Janua domicellum, familiarem suum, captivarunt et eos extra dictam curiam, nonnullis ipsorum bonis raptis et nequiter asportatis, duxerunt captivos et detinent captivatos. Nos igitur, scelerosa crimina et facinora hujusmodi detestanda que mentes fidelium horrore non indigne concutiunt et non solum curiam ipsam et curiales in eadem morantes, sed universos fideles qui, ut expressum est superius, ad eam possunt habere recursum contingere

dinoscuntur, nolentes sicut nec debemus eciam sub dissimulationis neggletu (*sic*) relinquere incorrecta, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum, tam ex officio quam alias sicut rationabiliter videritis expedire, super predictis et eorum singulis, eaque quomodolibet tangentibus, simpliciter et de plano sine strepitu et figura judicii diligentius inquirentes, adversus omnes et singulos tam clericos quam laicos, cujuscunque preeminencie, dignitatis, ordinis, status vel conditionis existant, de premissis culpabiles vel suspectos aut qui super eis committendis seu detentione dictorum captivorum et cujuslibet eorumdem prestiterint vel prestabunt deinceps auxilium, consilium vel favorem, publice vel occulte, generaliter et specialiter, tam exequendo, publicando et agravando processus nostros predictos, ac locum seu loca in quo vel quibus detinentur extra prelibatam curiam predicti Nicolinus, Gabriel et Andreas vel aliquis ipsorum, aut imposterum detinebuntur captivi, supponendo, auctoritate apostolica, ecclesiastico interdicto, et tamdiu illa et alia ad que ipsos transferri contigerit sub interdicto hujusmodi detinendo et detineri faciendo, quousque plene in eadem curia pristine restituti fuerint libertati, et pro premissis competens satisfactio sit impensa, quam alias eadem auctoritate ratione previa, modo et forma quibus melius fieri poterit procedatis et exhibeatis justicie complementum, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo, non obstantibus quibuscunque privilegiis, indulgenciis et litteris apostolicis quibusvis personis aut locis ecclesiasticis vel secularibus generaliter vel specialiter sub quacunque forma vel expressione verborum concessis, eciamsi de illis eorumque totis tenoribus esset de verbo ad verbum in presentibus specialis et expressa mentio facienda, que quo ad hoc nulli volumus suffragari quomodolibet, seu si alicui vel aliquibus cujuscumque preeminencie, dignitatis aut status ecclesiastici vel mundani fuerit ab eadem Sede indultum existat quod excommunicari, suspendi vel eorum civitates, castra, domania, terre vel loca eidem interdicto subici non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Ceterum volumus quod excommunicationis et anathematis sentencie predicte quas incurrerunt premissorum patratores ac eis prestantes super hiis auxilium, consilium vel favorem, processibus hujusmodi non obstantibus, quousque aliud inde per nos ordinatum extiterit in sui roboris efficacia perseverent, quodque apud Sedem apostolicam vel alibi, ubi expedire cognoveritis, super premissis et eorum singulis procedere, necnon illos clericos et laicos de quibus vobis videbitur citare seu citari facere coram vobis ubicunque, tam de duabus dietis quam quibuscunque aliis constitutionibus nequaquam obstantibus, per publice citationis edictum vel alias, prout et quotiens expediens vel oportunum extiterit valeatis, decernentes ex nunc hujusmodi citationis edictum in loco seu locis publicis affigendum perinde valere ac citatos per illud artare ac si citatio ipsa eos presencialiter et personaliter apprehendisset, quacumque constitutione contraria non obstante. Rursus volumus quod processus incepti per vos aut duos vel unum ex vobis alius vel alii prosequi ac procedere super eis valeant, quamvis inchoantes vel inchoans impediti legitime non existant. — Datum Avinione, xv kalendas maii, anno sexto [1]. »

716 Avignon, 17 avril 1340.

Richardo de Multisdenariis et Percivallo de Pergamo mandat ut judicia exerceant adversus omnes et singulos laicos quos noxios esse captionis Nicolini et Gabrielis de Flisco atque Andreae de Janua repererint. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° lxxvi, fol. 25 verso.)

« *Dilectis filiis Richardo de Multisdenariis de Cremona jurisperito et Percivallo de Pergamo servienti nostro armorum.* Olim nonnulli romani — Dat. Avinione, xv kalendas maii, anno sexto [2]. »

717 Avignon, 21 avril 1340.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° cclxiv, fol. 98 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Venientem nuper ad nostram presentiam dilectum filium magistrum Raynaldum de Molinis clericum et nuncium regium, tueque celsitudinis litteras nobis per eum presentatas benigne recepimus, et tam contenta in ipsis litteris quam que ipse nuncius super cujusdam dispensatione matrimonii pro parte regia nobis exposuit, intelleximus diligenter. Sane quia certis causis et rationibus circa hec nobis occurrentibus,

1. Eadem epistola inter litteras de curia, Reg. Vat. 128 n° ix, invenitur.
2. Eadem epistola inter litteras de curia, Reg. Vat. 128 n° viii, invenitur.

per nos nuncio memorato expressis, deliberationeque previa, non videtur pronunc quod tibi, fili carissime, regnoque tuo sit expediens procedere ulterius ad premissa, voluimus quod prelibatus nuncius ad regalem e vestigio presentiam se conferret, causas et rationes hujusmodi motivaque nostra super hiis expositurus regali magnificencie seriosius et secrete, quibus auditis et plenius intellectis, poterit nobis regia circunspectio secrete similiter rescribere que sibi et eidem regno in hac parte viderit expedire. — Datum Avinione, XI kalendas maii, anno sexto. »

718 Avignon, 6 mai 1340.

Bonifacio de Mutina episcopo Mutinensi, Philippo de Antilla et Carbono de Montelupono facultatem concedit adversus laicos judicia exercendi. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° LXXVII, fol. 25 verso.

« *Venerabili fratri Bonifacio episcopo Mutinensi et dilectis filiis Philippo de Antilla priori Sancti Petri Scheradii Florentine et Carbono de Montelupono scolastico Ispalensis Ecclesiarum, capellanis nostris.* Pridem super eo quod quidam iniquitatis filii Deum et Sedem apostolicam graviter offendere in suarum animarum periculum et plurimorum scandalum non verentes, dilectos filios nobiles viros Nicolinum de Flisco de Janua, Gabrielem natum et Andream domicellum suos qui ad Sedem apostolicam pro certis negociis venerant et in romana curia morabantur, de nocte cum in lectis suis quiescerent, temerariis et proditoriis ausibus violenter ceperant et secum duxerant extra curiam ipsam captivos, aliaque nefanda facinora circa hec commiserant, excommunicationis et anathematis aliisque penis et sentenciis adversus talium patratores, tam per processus apostolicos quam per jura inflictis, deductis dampnabiliter in contemptum, vobis et cuilibet vestrum inquirendi simpliciter et de plano sine strepitu et figura judicii adversus quosvis clericos et laicos premissorum patratores, vel in eis committendis et perpetrandis prestantes auxilium, consilium vel favorem, et exhibendi justicie complementum, per alias litteras nostras concessisse potestatem meminimus, sicut in eisdem litteris plenius continetur. Sane cum super premissis procedentes, ut intelleximus diligenter, nonnullos clericos et laicos reperisse dicamini de predictis culpabiles vel suspectos, volumus et de benignitate apostolica concedimus ut vos et vestrum quilibet contra laicos eciam qui de predictis reperti fuerint culpabiles vel suspecti, de quibus vobis videbitur, possitis secundum quod canones et jura volunt et expedire videritis, rigore justicie temperato mansuetudine, realiter et personaliter citra mortem, membri mutilationem et traditionem curie seculari, exhibere justicie complementum; per hec tamen aliis contentis in predictis nostris litteris, non intendimus in aliquo derogare. — Datum Avinione, II nonas maii, anno sexto [1]. »

719 Avignon, 18 mai 1340.

Petro III episcopo Aurasicensi mandat ut illos qui comitatum Venaissini invaserunt, occuparunt, depraedarunt, sive clericos sive laicos, auctoritate apostolica compescat. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° LXXXII, fol. 27 verso.)

« *Venerabili fratri Petro episcopo Aurasicensi, rectori comitatus Venaissini.* Ex injuncte nobis — Dat. Avinione, XV kalendas junii, anno sexto. »

720 Le Moncel, 21 mai [1340].

Philippus Francorum rex Benedictum papam rogat ut sententias propter captionem Nicolini de Flisco latas, suspendat. (REG. VAT. 135, n° CCLXV, fol. 98 verso.)

« *Sanctissimo patri in Domino Benedicto divina providentia sacrosancte romane et universalis Ecclesie summo pontifici.* Beatissime pater, intelleximus quod ex captione apud Avinionem, sicut dicitur, nuper facta de persona Nicolini de Flisco et cujusdam filii sui cum uno eorum servitore, fuistis plurimum turbatus, quodque ratione captionis hujusmodi, quosdam valde rigorosos per certos vestros comissarios seu executores fieri fecistis processus quos tam in regno nostro quam in pluribus aliis diversis partibus publicari et exequi mandavistis. Et licet, teste Deo, dicta captio de mandato nostro seu de nostra voluntate aut consciencia facta non fuerit et quamcito audivimus dictos captos esse in regno nostro, perquiri ipsos mandaverimus et ordinaverimus ut, eis repertis, statim ad sanctitatis vestre presentiam, quod esse speramus breviter, reducantur, dicti tamen processus in nostri denigrationem honoris facti et publicati fuisse, nostramque conscienciam quam semper mundam et illesam ser-

1. Eadem epistola inter litteras de curia, REG. VAT. 128 n° X, invenitur.

vare cupimus pungere videntur : ex quibus quamplurimum causamur admirari vestram sanctitatem sic repente, sicque rigorose, et nobis per litteras vel alias non certificatis, super hoc fieri fecisse ac mandasse publicari processus, nam pro certo, si dictam captionem scivissemus a principio, tantum fecissemus quod vestra debuisset sanctitas contentari, nec opus fuisset processus hujusmodi vel alios quoscunque fecisse, cum affectionem et devotionem quam nos et predecessores nostri ad sanctam romanam Ecclesiam et ad vos, antecessoresque vestros romanos pontifices semper habuimus, prosequi jugiter temporibus nostris et continuare totis desideriis cupiamus. Idcirco, pater sanctissime, vos quanto possumus affectu majori rogamus quatinus dictos processus et quicquid ex eis secutum est revocare et anullare velitis, et statim ab ipsorum publicatione et denunciatione mandare cessari, abstinentes de cetero, si placet, et abstineri tales commissarios mandantes, si casus alios in offensam vestram contingerent, quod absit, a talibus sic repente sicque rigorose, et nobis non certificatis vel irrequisitis, ut unio et sincera dilectio que fuerunt, sunt et semper erunt, Domino concedente, inter sanctam Sedem apostolicam et domum Francie vestris et nostris temporibus minui non debeat sed augeri, considerando quod talia sicut sunt predicti processus et eorum repentina executio affectionem vos habere ad illos quos videntur tangere non ostendunt, sed tenemus firmiter quod ad hec vos aliqui moverint qui nostrum non diligunt honorem. Ceterum, pater beatissime, confidentes quod ex restitutione dictorum captorum vestra sanctitas sit contenta, ad evitandum scandala et verba sinistra que possent ex publicatione dictorum processuum oriri et dici, fecimus prelatis ipsarum partium significari ut a dicta publicatione abstineant, hoc vobis fore gratum sperantes. Sanctitatem vestram conservare dignetur Altissimus Ecclesie sue sancte regimini per tempora longiora. — Scriptum apud Moncellum prope Montem Sancte Maxencie, die vicesima prima maii. Devotus filius vester . . rex Francorum. »

721 Avignon, 30 mai 1340.

Philippo regi Franciae nuntiat se rogatione ejus sententias occasione captionis Nicolini de Flisco dictas suspendisse. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, nº CCLXVI, fol. 99 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Magnificencie regie litteras die date presentium recepimus, inter cetera continentes quod de quibusdam processibus factis pridem auctoritate litterarum nostrarum, ratione captionis dilectorum filiorum nobilium virorum Nicolini de Flisco ejusque nati et cujusdam domicelli servitoris eorum, et in diversis tam regni tui Francie quam aliis partibus publicatis, tu, fili carissime, de cujus mandato, voluntate vel consciencia nequaquam ipsa captio, ut eedem testantur littere, fuerat attemptata, immo statim cum captos predictos in regno audivisti esse predicto eos perquiri diligenter mandasti, ad nostram presenciam breviter transmittendos, ex eo maxime mirabaris quia sic repente ac rigorose, non certificata per litteras vel alias tua celsitudine, fuerat super predictis processum, nichilominus supplicans ut processus ipsos et eorum effectum mandaremus revocari et penitus anullari, et ulterius devote subjungens quod si ab inicio tibi fuisset hujusmodi captio intimata, tantum super hoc factum per regiam providentiam extitisset quod nos debuissemus contentari merito, nec alii processus inde fuissent necessarii faciendi, cum affectionem et devotionem quas tu, fili carissime, tuique predecessores ad sanctam romanam Ecclesiam ac nos et romanos pontifices predecessores nostros semper habuistis, prosequi et continuare, ita quod nostris et tuis temporibus non minuantur sed potius augeantur, intendas. Sane, fili precarissime, captionem hujusmodi de mandato, voluntate vel consciencia regiis nequaquam credidimus processisse : illam tamen, ut de ipsa utique nefandissima et ejus horrendis circunstanciis regia providencia plenius informetur, succinte providimus describendam tue celsitudini per presentes. Nempe cum Nicolinus prefatus tanquam . . illustris regis Anglie ambaxiator et pro ejus negociis specialiter, ut asseruit, super tractatu pacis inter te, precarissime fili, et eundem regem reformande transmissus, ad Sedem venisset apostolicam et se nostro conspectui presentasset, nondumque sua nobis ambaxiata aliter explicata, in romana curia moraretur, alios, ut dicebat, expectando pro rege venturos predicto pridem, circa medie noctis Cene dominice proximo preterite silencium, per nonnullos ministros Sathane, inter quos erant aliqui de curia ipsa et etiam de familiaritate nostra de quibus posse confidere credebamus, proditoriis tractatibus diu ante precedentibus, idem Nicolinus quiescens in lecto per magnam multitudinem hominum armatorum domum in qua morabatur latenter et proditorie intrantium, fracto deinde violenter camere in qua jacebat ostio, captivatus cum eisdem filio et domicello extitit et immaniter de lecto

extractus vixque permissus camisiam induere, quasi nudus ad turrem regiam in capite pontis Avinionensis cum navigiis per Rodanum ignominiose adductus, ibidemque detentus usque ad diem sabati sanctam sequentem; qua die per devia, sicut rumor horribilis vehementer exclamavit, fuit ad alia loca transductus. Porro si modum et qualitatem hujusmodi scelerum nefandorum in eadem romana curia ubi fidelibus ad eam confluentibus adesse debet securitas, et sanctissima nocte Cene dominice a cunctis fidelibus ob memoriam sacratissime Passionis Domini nostri Jesu Christi cum omni reverencia et devotione colenda, regalis circunspectio attenderit diligenter, admirari non debet ut credimus, si super tam horribili facto adversus tam scelerosos patratores illius, vigore antiquorum processuum olim tam per nos quam diversos predecessores nostros romanos pontifices solenniter habitorum, excommunicationis et anathematis promulgatas sentencias contra illos qui venientes ad Sedem predictam aut ab ea recedentes seu morantes, apud eam molestare indebite, captivare vel spoliare presumunt continentium, et alias prout de jure fieri potuit processum extiterit diligenter : adeo quidem enormes et repentini fuerunt excessus predicti quod super eis procedere, alias tamen juste et debite fuit necesse, maxime quia tantus clamor tamque horribilis rumor subito insonuit ex eisdem quod multi curiales, tam clerici quam laici, recollectis rebus et bonis suis, se ad deserendum curiam ipsam et recessum parabant, et cives Avinionenses timebant, nisi provideretur aliter, non posse remanere securi. Subiti enim casus festinis egent remediis, sicut excellentia regia non ignorat : scribere autem tunc super predictis regie magnitudini ommisimus quia sinceritatem tuam reputabamus de premissis penitus ignorantem, et etiam quia dilecti filii nostri Talairandus Sancti Petri ad Vincula, Petrus Sancti Clementis et Petrus Sanctorum Nerei et Achillei titulorum presbiteri cardinales, ad nos tunc temporis venientes, scribere tibi sicut eis diximus debuerunt super hiis oportune, quod se fecisse nobis die date presentium retulerunt. Sciturus pro certo, fili dilectissime, quod nostre intentionis nequaquam extitit nec existit, in tuum et regni tui, quos intra brachia dilectionis et caritatis amplectimur, dispendium aliquid facere vel fecisse, nec ad procedendum super premissis nos moverunt aliqui, nisi tantum justicie zelus ac honor Dei et Ecclesie sancte sue, cum nostra et etiam cunctorum fidelium intersit et expediat universis quod fideles ipsi veniendo ad Sedem predictam ac ibi morando et ab ea recedendo, securitate letentur, alias autem Sedes predicta desolata et vilipensa remaneret, quod absit, et fideles spiritualibus et temporalibus remediis que apud eam reperiunt, non sine periculis animarum innumeris et fidei detrimento catholice, frustrarentur. Quomodo quidem reges, magnates et principes catholici orbis terre, dum inter eos instigante pacis hoste oriuntur discordie, possent per Sedem prefatam revocari ad concordiam, et alia bona procurari cum eis, si eorum ambaxiatores et nuncii venire ad predictam Sedem et ibi morari non possent secure? Audivimus namque noviter quod propter captionem cujusdam alterius ad prefatam curiam venientis attemptatam, etiam extra eam, aliqui magnates et potentes, non modicum contra te indignatione commoti, ad verba diffidationis, non absque tuis et regni tui, attenta eorum et colligatorum suorum potencia periculis, nisi propter nostram et dicte Sedis ommississent reverenciam, procedere intendebant. Ceterum cum te, fili amantissime, portemus in visceribus caritatis, ad tuum et regni tui predicti honorem promovendum et commodum, quantum cum Deo possumus aspirantes, et cum tuo devoto proposito in dictis litteris regiis delectabiliter recensito, super quo tibi graciarum actiones referimus, concurrentes, illam amoris et devotionis unitatem que inter dictam romanam Ecclesiam et domum Francie viguit hactenus et vigere continue noscitur, tecum, fili carissime, confovere volumus et augere, demum processus predictos et effectum eorum usque ad instans festum Apostolorum Petri et Pauli sicut procedunt generaliter, per alias litteras duximus suspendendos, disponentes, dictis captivis interim ut speramus ad curiam memoratam reductis, taliter ordinare quod beneplacito cedet regio et honori. Intendimus tamen quod singulariter adversus facinorosos patratores scelerum predictorum quorum aliqui de majoribus et periculosioribus se, ut asseritur, jactaverunt, prout justicia exegerit, procedatur et exhibeatur justicie complementum, quod placere debet regie celsitudini et ejus convenire honoribus quia ex hoc luculenter apparere poterit de sinceritate et innocencia regia circa hec extimamus. Ad hec quia, ut sepe scripsisse recolimus, negocium reformationis pacis inter te dictumque regem Anglie insidet admodum cordi nostro, adhuc si viam videret accommodam regia celsitudo nosque certificaret, de illa libenter apponeremus et apponi faceremus, prout ad honorem Dei et utriusque partis commodum videretur expediens, solicitudinis nostre partes. Denique sublimitatem regiam nolumus ignorare, quod licet visitante

nos Domino misericorditer hiis diebus fuerimus adeo gravi proprii corporis infirmitate gravati quod potius sperabatur nostro transitu quam de vita, faciente tamen divina clementia que nunquam obliviscitur misereri, et fidelium devotis adjuti precibus factis, prospere convaluimus, quamvis adhuc propter aliqua que in tibiis et pedibus patimur, de lecto juxta medicorum consilium non surgamus. — Datum Avinione, III kalendas junii, anno sexto. »

722 Avignon, 30 mai 1340.

Archiepiscopis, episcopis ceterisque personis ecclesiasticis regni Franciae significat se suspendisse interdicti sententiam occasione captionis Nicolini de Flisco latam. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° CCLXVII, fol. 100 verso.)

« *Venerabilibus fratribus universis archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus, decanis, prepositis, prioribus, archidiaconis ceterisque prelatis, capitulis et conventibus Ecclesiarum et monasteriorum et aliorum locorum ecclesiasticorum in regno Francie constitutis.* Pridem cum dilectus filius nobilis vir Nicolinus de Flisco de Janua venisset ad romanam curiam pro certis negociis et moraretur in ea, quidam iniquitatis filii, clerici et laici, Deum ac nos et Sedem apostolicam graviter offendere, in suarum animarum salutis dispendium et grave multorum scandalum, non verentes, in nocte festivitatis Cene dominice proxime nunc transacte, dum idem nobilis in lecto quiesceret, domum quam ipse inhabitabat circa medie noctis silencium subintrantes, eundemque nobilem de lecto in quo jacebat, ut premittitur, extrahentes, tam eum quam dilectos filios nobiles viros Gabrielem filium et Andream de Janua domicellum et familiarem ipsius captivarunt, et extra dictam curiam abduxere captivos; propter quod nos venerabili fratri nostro Bonifacio episcopo Mutinensi et dilectis filiis magistris Philippo de Antilla priori Sancti Petri Cheradii Florentine et Carbono de Montelupono scolastico Ispalensis Ecclesiarum, capellanis nostris, dedimus per nostras litteras in mandatis ut tam ex officio quam alias sicut rationabiliter expedire viderent, ipsi vel duo aut unus eorum super predictis et eorum singulis eaque quomodolibet tangentibus, simpliciter et de plano sine strepitu et figura judicii, veritatem diligentius inquirentes, adversus omnes et singulos tam clericos quam laicos de premissis culpabiles vel suspectos, aut qui super eis committendis aut detentione dictorum captivorum et cujuslibet eorumdem prestitissent vel prestarent deinceps auxilium, consilium vel favorem publice vel occulte, locum seu loca in quo vel quibus tunc detinebantur extra prelibatam curiam dicti Nicolinus, Gabriel et Andreas vel aliquis eorumdem, aut imposterum detinerentur captivi, supponendo auctoritate apostolica ecclesiastico interdicto, et tandiu illa et alia loca ad que ipsos transferri contingeret sub interdicto hujusmodi detinendo et detineri faciendo, quousque plene in eadem curia restituti forent pristine libertati, et pro premissis competens satisfactio esset impensa, quam alias eadem auctoritate, ratione previa, modo et forma quibus melius fieri posset procederent et exhiberent justicie complementum. Qui siquidem commissarii, in executione dictarum litterarum procedentes, auctoritate dictarum litterarum omnia et singula civitates, villas, castra, Ecclesias, monasteria et alia quecunque loca in quibus dicti Nicolinus Gabriel et Andreas aut eorum aliquis extra romanam curiam detenti fuerunt, vel detinerentur aut detinebuntur, et ad que vel per que transducti fuerunt vel transducerentur, supposuerunt per processus suos super hoc habitos, auctoritate apostolica, ecclesiastico interdicto. Cum itaque carissimus in Christo filius noster Philippus rex Francorum illustris, per suas litteras nobis scripserit quod quamcito audivit dictos captos existere in regno suo, statim mandavit eos ad nostram presentiam reducendos, interdictum hujusmodi si quod qualitercunque per dictos processus vel alias quomodolibet premissorum occasione civitates, ville, castra, Ecclesie, monasteria et alia loca quecunque quomodolibet incurrerint, auctoritate apostolica, usque ad proximas kalendas julii tenore presentium duximus suspendendum. Quocirca universitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus hujusmodi suspensionem et sublationem prefati interdicti vos et singuli vestrum per vos et alios, in locis in quibus expedire videritis publicare curetis, interim a publicatione dictorum processuum per vos et alios abstinendo. — Datum Avinione, III kalendas junii, anno sexto [1]. »

723 Avignon, 2 juin 1340.

Petro Arquerii et Bertrando Cariti mandat ut summam sex millium florenorum auri inter pauperrimos incolas Laudunen-

1. Eadem epistola inter litteras de curia, Reg. Vat. 128 n° XIII, invenitur.

sis et Noviomensis dioecesum dividant. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, nº LXXXVIII fol. 32 verso.)

« *Dilectis filiis magistris Petro Arquerii decano, capellano nostro et Bertrando Cariti archidiacono Augi Ecclesie Rothomagensis.* Nuper relatibus compassione magna non vacuis ad nostram noticiam est deductum quod in quibusdam terris consistentibus in regno Francie, Laudunensis et Noviomensis diocesum et parcium vicinarum, ratione vel occasione guerrarum que hiis temporibus preteritis ibidem, peccatis exigentibus, viguerunt, habitatores terrarum per ignis incendia, rapinas, derrobationes et depopulationes in vastitate hostili commissas ibidem adeo miserabiliter sunt oppressi, et ex hiis ad tantam egestatem et inopiam nonnulli devenerunt ex eis quod illi qui antea de suis facultatibus aliis erogare solebant, nunc sibi vite necessariis deficientibus prodolor! coguntur amare mendicitatis opprobrium experiri. Nos igitur super hiis aculeo paterne compassionis compuncti, dum Illius immensam contemplamur misericordiam qui, testante Propheta, propter miseriam et gemitum pauperum quorum est protector, exurgens, nunquam cessat a benedictionibus graciarum, disponimus erga pauperes et aflictos eosdem viscera pietatis et misericordie, ipsos consolando super aliquali caritativo subsidio, unde saltem utcumque a suis releventur calamitatibus et miseriis, aperire. Cum itaque ad hoc summam sex milium florenorum auri vel valorem in monetis aliis currentibus per dilectos filios mercatores societatis Bonacursorum de Florencia, de pecunia nostre camere transmittamus, discretioni vestre de qua fiduciam in Domino gerimus specialem, per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ab eisdem mercatoribus summam recipientes predictam, vocatis aliquibus probis viris Deum timentibus, de locis terrarum predictarum propter hostilitatem predictam, ut premittitur, vastatarum, de quibus videritis expedire, ab eisque juramento recepto quod fideliter et absque personarum acceptione pauperiores et indigentiores locorum ipsorum ac status et conditionem eorum qui magis subsidio indigent et non per aliam culpam suam, sed per vastationem hostilem hujusmodi egestatis inopia opprimuntur, vobis nominent et exprimant inter ipsos, eis erogando secundum magis et minus, fideliter, prudenter et pie, juxta datam a Deo vobis prudenciam, summam dividatis predictam, habentes solum Deum pre oculis ut labor vester nequaquam a mercedis perennis premio vacuetur, super quibus vestras consciencias oneramus. Volumus autem quod vos ambo vel alter vestrum, alio hiis intendere non valente, premissa complere, solerti et fideli adhibita diligencia, et ut secretius fieri poterit cum solum Deum inspectorem habere velimus super hiis studeatis, prefatam cameram de hiis que in premissis et circa ea quomodolibet egeritis reddituri nichilominus certiorem. — Datum Avinione, IV nonas junii, anno sexto. »

724 Avignon, 2 juin 1340.

Richardo de Multisdenariis mandat ut de concussionibus et oppressionibus a Guillelmo de Duroforti judice criminali Comitatus Venaissini commissis inquirat atque in eum judicia excerceat. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, nº XCI, fol. 34 recto.)

« *Dilecto filio Richardo de Multisdenariis de Cremona, jurisperito.* Insinuatione clamosa multorum — Dat. Avinione, IX nonas junii, anno sexto. »

725 Avignon, 6 juin 1340.

Capitulo Ecclesiae Ebroicensis significat ipsius Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, nº XCII, fol. 34 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Ebroicensis.* Pridem certis moti — Dat. Avinione, VIII idus junii, anno sexto. »

726

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Aymerico Guenaud archiepiscopo Rothomagensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 135. nº XCIII. fol. 34 verso.)

727 Noyon, 13 juin [1340].

Philippus Francorum rex Benedictum papam XII rogat ut illis qui Nicolinum de Flisco rapuerunt ignoscat ; ei significat se pacis conditiones a Margareta uxore Ludovici de Bavaria accepisse. (Reg. Vat. 135, nº CCLXX, fol. 103 verso.)

« *Sanctissimo patri in Domino Benedicto divina providentia sacrosancte romane ac universalis Ecclesie summo pontifici.* Sanctissime pater, ex vestrarum litterarum

nobis noviter directarum tenore, gaudenter percepimus de vestra infirmitate quam ignoraveramus vos, Deo auctore, convaluisse perfecte : benedicatur Ipse qui vos dignatus est regimini Ecclesie sue sancte incolumem conservare, vobisque regraciamur quia nobis significare istam convalescenciam voluistis. Ad ea vero que scripsistis super pace inter nos et . . regem Anglie pertractanda, quam non dubitamus vos obtare, vias aliquas, obstantibus partis adverse diffugiis aperire nesciremus, nec etiam salvo honore regio, sicut novit eadem sanctitas, honeste possemus, quanquam ad pacem rationabilem, prout sepius eidem sanctitati intimare curavimus, simus et fuerimus semper prompti. Super eo etiam quod eadem sanctitas nobis per easdem litteras intimavit, interdictis appositis per commissarios vestros in terris per quas Nicolinus de Flisco et ejus filius ac scutifer ducti fuisse dicuntur per vestram sanctitatem ammotis, et processibus inde factis usque ad festum Apostolorum Petri et Pauli suspensis, vobis actiones referimus graciarum, scientes quod, sicut alias vobis scripsimus, dilectum servientem nostrum armorum Bernardum Andree cum litteris nostris patentibus deputavimus ad perquirendum dictos captos et ad faciendum remissionem vestre beatitudini de eisdem, sibi specialiter injungendo quod ubicunque eos in regno nostro reperiret, ad eandem beatitudinem perduceret indilate, propter quod supponimus quod eidem sanctitati vestre jam fuerint restituti. Et quia, pater beatissime, verisimiliter cre dimus quod illi qui dictam captionem fecerunt, nobis in hoc complacere credebant, licet, prout alias tetigimus, de ea fuerimus totaliter ignorantes, sanctitatem vestram rogamus attente quatinus cum eis tam clericis quam laicis velitis misericorditer agere in hac parte, ipsos a sentenciis latis absolvendo et processus inde factos et inceptos nostri contemplatione, si placuerit, totaliter revocando. Ceterum, pater beatissime, quia in hiis que tangunt nos et regnum nostrum nihil volumus vos latere, vestre sanctitati significamus quod neptis nostra . . uxor Ludovici de Bavaria quendam prothonotarium et secretarium dicti Ludovici ad nos nuperrime cum litteris credencie destinavit, qui sub dicta credencia nobis exposuit, sicut satis dicte littere credencie etiam continebant, quod si nobis placeret dictus vir suus libenter bonam pacem et concordiam inter nos et dictum regem Anglie tractaret et procuraret, super quo, absque eo quod in aliquo nos submitteremus vel compromissum faceremus, nos cum magna instancia requirebat. Et quia sicut semper duximus, voluimus et volumus bonam pacem si nobis rationabilis offerretur, eidem nepti nostre duximus rescribendum quod ubi idem vir suus de ipsa pace tractaret, et pars adversa, sicut neptis nostra supponebat, per effectum ostenderet se velle eandem, nos pro parte nostra, vobis mediantibus, inveniremur ad eam semper prompti. Altissimus vestram sanctitatem sanam et incolumem conservare dignetur feliciter et longeve. — Scriptum Noviomi, die tercia decima junii. Devotus filius vester . . rex Francorum. »

728 Avignon, 16 juin 1340.

Philippo regi Franciae nuntiat quemdam servientem armorum regium in curia romana Nicolinum de Flisco ac socios ejus solutos et in libertatem vindicatos praesentasse. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° CCLXVIII, fol. 101 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Veniens die date presentium de sero ad nostram presentiam dilectus filius nobilis vir Bernardus Andree serviens armorum regius, dilectos filios nobiles viros Nicholinum de Flisco de Janua, Gabrielem natum et Andream domicellum familiarem suos, qui pridem in nocte festivitatis Cene dominice proximo preterite de curia romana ubi residebant tunc temporis, furtim et proditorie per quosdam iniquitatis filios sublati fuerant et extra curiam ipsam translati, nobis personaliter presentavit et in eadem curia pristine libertati dimisit, coram nobis prudenter nichilominus et eleganter proponens quod, mox cum ad tuam, fili carissime, noticiam fuit deductum quod predicti nobiles sic capti fuerant et ad partes regni tui Francie adducti captivi, hujusmodi detestandum facinus abhorrendo, eos mandasti per eundem servientem fideliter et diligenter perquiri et ad nos et curiam memoratam reduci. Hec quidem, fili dilectissime, grata sunt Deo ac nobis et Sedi apostolice, tibique cedunt ad meritum et etiam regii honoris augmentum, cum lingue detractorie que jam, ut intelleximus, suggillare famam nitebantur regiam, nunc manifestata clarius sinceritate regia quam nos semper supposuimus et supponimus indubie, in hac parte non immerito refrenentur. Nos igitur inde prudentiam et devotionem regiam cum graciarum actionibus multipliciter in Domino commendamus. — Datum Avinione, XVI kalendas julii, anno sexto. »

729 Avignon, 19 juin 1340.

Fulcaldo de Rochechouart archiepiscopo Bituricensi reservationem beneficiorum Andreae de Chauviniaco prioris Ecclesiae Sancti Urcini Bituricensis significat. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° cii, fol. 38 recto.)

« *Venerabili fratri .. archiepiscopo Bituricensi.* Nuper certis causis — Dat. Avinione, xiii kalendas julii, anno sexto. »

730 Avignon, 20 juin 1340.

Archiepiscopis, episcopis ceterisque ecclesiasticis personis tam saecularibus quam regularibus significat se sustulisse interdicti sententiam occasione captionis Nicolini de Flisco latam. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° cclxix, fol. 101 verso.)

« *Venerabilibus fratribus .. Narbonensi, .. Tholosano, .. Lugdunensi, .. Senonensi, .. Remensi, .. Rothomagensi, .. Turonensi, .. Bituricensi, .. Auxitano, .. Burdegalensi, .. Tarantasiensi, .. Ebredunensi, .. Bisuntino, .. Arelatensi, .. Aquensi et .. Viennensi archiepiscopis, eorumque suffragenéis, necnon dilectis filiis universis et singulis monasteriorum et prioratuum abbatibus et prioribus et Ecclesiarum decanis, prepositis, archidiaconis et rectoribus et vicariis et curatis ac universis et singulis Predicatorum, Minorum, Heremitarum, Sancti Augustini et Beate Marie de Montecarmeli fratrum ordinum prioribus et aliis personis ecclesiasticis provinciarum et diocesum suarum.* Pridem cum dilectus filius nobilis vir Nicolinus de Flisco de Janua venisset ad romanam curiam pro certis negociis et moraretur in ea, quidam iniquitatis filii clerici et laici, Deum ac nos et Sedem apostolicam graviter offendere, in suarum animarum salutis dispendium et grave multorum scandalum, non verentes, in nocte venerande festivitatis Cene dominice proxime preterite, dum idem nobilis in lecto quiesceret, domum quam ipse inhabitabat circa medie noctis silentium subintrantes, dictumque nobilem de lecto in quo jacebat temere extrahentes, tam eum quam dilectos filios Gabrielem natum et Andream de Janua domicellum et familiarem ipsius captivarunt et eos extra dictam curiam abduxere captivos, propter quod nos venerabili fratri Bonifacio episcopo Mutinensi et dilectis filiis magistris Philippo de Antilla priori seculari Sancti Petri Scheradii Florentine et Carbono de Montelupono scolastico Ispalensis Ecclesiarum, capellanis nostris, dedimus per nostras litteras in mandatis ut ipsi vel duo aut unus eorum, tam ex officio quam alias, sicut rationabiliter expedire viderent, super predictis et eorum singulis eaque quomodolibet tangentibus, simpliciter et de plano sine strepitu et figura judicii, veritatem diligentius inquirentes, adversus omnes et singulos tam clericos quam laicos de premissis culpabiles vel suspectos aut qui super eis committendis aut detentione dictorum captivorum et cujuslibet eorumdem prestitissent vel prestarent deinceps auxilium, consilium vel favorem, publice vel occulte, locum seu loca in quo vel quibus tunc detinebantur extra prelibatam curiam dicti Nicolinus, Gabriel et Andreas vel aliquis eorumdem aut imposterum detinerentur captivi supponendo, auctoritate apostolica, ecclesiastico interdicto, et tandiu illa et alia loca ad que ipsos transferri contingeret, sub interdicto hujusmodi detinendo et detineri faciendo, quousque plene in eadem curia restituti forent pristine libertati, et pro premissis competens satisfactio esset impensa, et alias eadem auctoritate, ratione previa, modo et forma quibus melius fieri posset procederent in premissis; dictique episcopus, prior et scolasticus in premissorum executione procedentes, vobis, fratres archiepiscopi et episcopi, sub interdicti ingressus Ecclesie, vobisque, filii abbates, priores, decani, prepositi, archidiaconi, rectores, vicarii et curati, necnon Predicatorum, Minorum, Sancti Augustini et Beate Marie de Montecarmeli fratrum ordinum priores et guardiani, et aliis personis ecclesiasticis civitatum, diocesum et provinciarum vestrarum, sub excommunicationis penis quas canonica monitione premissa, in vos et vestrum quemlibet tulerunt in scriptis, nisi mandatis eorum hujusmodi pareretis districte, per eorum processus seu litteras preceperunt ut, receptis eisdem processibus seu litteris, vos prefati archiepiscopi et episcopi vestrique officiales, omnesque alii proxime nominati in vestris Ecclesiis ac placeis et locis publicis ac predicationibus et sermonibus coram populi multitudine copiosa, per vos vel alium seu alios ita videlicet quod ad infrascripta facienda unus vestrum alterum minime expectaret, publicaretis et publice nunciaretis excommunicationis et anathematis sentenciis per nos et alios romanos pontifices predecessores nostros in eos qui ad romanam curiam venientes vel recedentes ab ea aut existentes in ipsa, capere aut suis bonis spoliare vel impedire presumerent promulgatis, omnes et singulos cujuscunque preminencie, dignitatis, ordinis, conditionis aut status existerent, ecclesiastici vel mundani, qui prefatos Nicolinum de Flisco ac Gabrielem ejus natum et Andream de Janua domicellum et familiarem ipsius aut eorum

aliquem in romana curia existentes, ceperunt aut captos duxerunt vel postmodum detinuerunt aut detinebant, vel eorum bona rapuerunt vel receperunt vel habebant, et qui ea fieri fecerunt et mandaverunt, fuisse et existere innodatos, ac nichilominus dicti episcopus, prior et scolasticus omnia et singula civitates, villas, castra, Ecclesias, monasteria et alia quecunque loca in quibus supradicti Nicolinus, Gabriel et Andreas aut eorum aliquis extra curiam romanam detenti fuerunt, aut detinebantur vel detinerentur, et ad que vel per que transducti fuerunt vel transducerentur, supposuerunt ecclesiastico interdicto, ac insuper monuerunt omnes et singulos qui dictos Nicolinum, Gabrielem et Andream aut eorum aliquos vel aliquem tenebant captivos, et etiam omnes et singulos qui auctoritatem vel potestatem seu facultatem haberent eosdem Nicolinum, Gabrielem et Andream vel eorum aliquos vel aliquem dimittendi, vel relaxandi, aut restituendi, seu mandandi et faciendi ipsos vel eorum aliquos seu aliquem dimitti vel relaxari aut restitui et in quorum territorio, dominio vel jurisdictione detinebantur vel detinerentur ut absque mora eos et illum quos seu quem tenebant aut auctoritatem vel potestatem seu facultatem habebant dimittendi vel relaxandi seu mandandi et faciendi dimitti et relaxari aut restitui, vel in quorum seu cujus territorio, jurisdictione seu dominio detinebantur vel detinerentur dimitterent, relaxarent et restituerent et mandarent et facerent dimitti, relaxari et restitui libere et plenarie et absque difficultate cum effectu pristine libertati, necnon omnes et singulos qui dictam captionem faciendam aut factam vel etiam detentionem predictam, aut capientes vel detinentes predictos aut eorum complices vel eorum aliquem sciverant vel sciebant aut scirent visu vel auditu aut indicio vel presumptione quibuscunque, ut immediate quantum eis possibile erat vel foret hujusmodi captionem capientes, detinentes et complices ac modum et formam captionis et detentionis eorumdem et locum et loca detentionis ipsius ac dantes eidem captioni et detentioni aut capientibus vel detentoribus vel ipsorum alicui in hac parte per se vel alium consilium vel auxilium aut favorem, et eorum receptatores seu complices, et que in predictis et circa illa viderant vel audierant, et que indicia vel presumptiones habuerant et habebant et haberent, quamcito commode possent, per se vel alium revelarent et intimarent fideliter, plene et integre episcopo, priori et scolastico prelibatis vel alicui eorumdem ; alioquin in omnes et singulos monitionibus hujusmodi vel earum alicui non parentes, clericos et laicos, cujuscunque conditionis vel ordinis aut status vel preminencie existerent, et quacunque dignitate etiam pontificali vel alia ecclesiastica quacunque seu mundana fulgerent, excommunicationis sentenciam auctoritate apostolica promulgarunt, atque predictorum omnium et singulorum monitorum non parentium civitates, villas, castra et loca omnia et singula vel ipsorum aut aliquorum vel alicujus eorum jurisdictioni vel dominio aut potestati subjecta supposuerunt, auctoritate predicta, ecclesiastico interdicto. Rursus, auctoritate predicta, monuerunt vos omnes et singulos supradictos, sub penis predictis quas in vos omnes et singulos non parentes hujusmodi monitionibus promulgarunt, ut hujusmodi processus eorum in vestris Ecclesiis, dum missarum solennia celebrarentur, presente populo et in placeis et locis publicis, et in sermonibus et in predicationibus verbi Dei publice coram cleri et populi multitudine copiosa et alias publice, per vos vel alios vel alium quamcito commode possetis, publicaretis et ostenderetis et legeretis et vulgarizaretis et exponeretis omnia et singula in eisdem processibus ipsorum contenta, sic comuniter et publice ut a clericis et laicis intelligerentur et fierent nota eis; voluerunt etiam, vobisque, prefati archiepiscopi, sub eadem pena mandarunt quod copiam hujusmodi processus ipsorum sub vestris sigillis episcopis vestris suffraganeis mitteretis, originali per vos retento, et quod ipsi episcopi per dioceses suas in locis et Ecclesiis quibus magis expediens foret, dictos processus receptos per eos similiter facerent publicari ut per ipsam copiam dicti suffraganei diligenter intenderent executioni predicte. Deinde, post processus predictos, nos ex fidedigna relatione percepto quod dicti Nicolinus, Gabriel et Andreas absque lesione personarum suarum, incolumes reducebantur ad presenciam nostram, interdictum hujusmodi si cui qualitercunque per dictos processus vel alias quomodolibet premissorum occasione civitates, ville, castra, Ecclesie, monasteria et alia loca quecunque quomodolibet subjacebant, auctoritate apostolica, usque ad proximas futuras kalendas julii duximus suspendendum. Et quia per eosdem processus per dictos episcopum, priorem et scolasticum habitos civitates, ville, castra, Ecclesie, monasteria et alia loca per que dicti Nicolinus, Gabriel et Andreas ducti fuerunt vel transducerentur, fuerunt etiam supposita ecclesiastico interdicto, interdictum hujusmodi si cui civitates ville, castra, Ecclesie, monasteria seu alia loca quecunque fore supposita noscebantur, auctoritate apos-

tolica, per alias nostras litteras penitus duximus ammovendum. Cum itaque prefati Nicolinus, Gabriel et Andreas restituti plenarie libertati ad eandem romanam curiam et presenciam nostram cum salubritate personarum suarum remissi fuerunt et reducti, nos interdicta hujusmodi quibus per processus prefatos persone vestre vel aliquorum seu alicujus vestrum, ac civitates, ville, castra, Ecclesie, monasteria seu alia loca quecunque fore supposita propterea dinoscuntur, auctoritate apostolica tenore presentium, omnino tollimus et totaliter relaxamus. Quocirca universitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos et singuli vestrum, per vos et alios, sublationem et relaxationem hujusmodi in locis in quibus expedire videritis, publicare curetis, nec deinceps ad publicationem dictorum processuum per dictos episcopum, priorem et scolasticum habitorum volumus vos teneri. Volumus insuper et presentium vobis auctoritate concedimus quod vos, prefati archiepiscopi et episcopi, et singuli vestrum, per vos vel alium seu alios, omnes et singulos clericos et laicos vestrarum civitatum et diocesum qui per dictos processus per prefatos episcopum, priorem et scolasticum super premissis habitos, qualitercunque et quomodocunque excommunicationis sentenciam incurrerunt, illis duntaxat exceptis qui prefatos Nicolinum, Gabrielem et Andream in romana curia ceperunt vel capi mandarunt, seu dictam captionem fieri tractaverunt, vel captivos extra romanam curiam duxerunt, seu captioni predicte prestiterunt auxilium, consilium vel favorem, quique propterea per predecessorum nostrorum romanorum pontificum nostrosque processus contra omnes et singulos qui venientes ad Sedem apostolicam vel recedentes ab ea seu in eadem curia moram trahentes, capere temeritate propria, spoliare vel detinere presumerent, aut talia fieri facerent aut mandarent, cujuscunque preminencie, dignitatis, ordinis, conditionis aut status existerent, sunt excomunicationis et anathematis sentenciis innodati, circa quos commissionem et mandatum hujusmodi volumus non extendi, a predicta excomunicationis sentencia juxta formam Ecclesie absolvatis, injungentes eis penitenciam salutarem et alia que de jure fuerint injungenda. Insuper presentium auctoritate concedimus quod si qui vestrum, auctoritate dictorum processuum, per dictos episcopum, priorem et scolasticum habitorum, excomunicationis sentenciam quomodolibet incurrerunt, a viciniori archiepiscopo vel episcopo excomunicationis sentencia non ligato, possit absolutionis beneficium obtinere; vobis insuper, prefati archiepiscopi et episcopi, cum clericis vestrarum civitatum et diocesum qui predicta ligati sentencia vel in locis seu Ecclesiis per predictos processus suppositis ecclesiastico interdicto, per simplicitatem et juris ignoranciam, non tamen in contemptum clavium, divina officia celebrarunt vel se ingesserunt eisdem, dispensandi hac vice, auctoritate nostra, super irregularitate quam propterea contraxerunt, liberam tenore presentium concedimus facultatem. — Datum Avinione, xii kalendas julii, anno sexto [1]. »

731 Avignon, 22 juin 1340.

Robertum regem Siciliae solutum facit de IIIIm unciarum auri pro residuis census annui regni Siciliae et terrarum citra Farum Ecclesiae romanae festo Beati Johannis Baptistae debiti. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° cxiv, f° 45 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum de summa — Dat. Avinione, x kalendas julii, anno sexto. »

732 Avignon, 22 juin 1340.

Aimerico Guenaud archiepiscopo Rothomagensi mandat ut litteras quas Gaufridus Mareys clericus Rothomagensis dioecesis ab apostolica Sede accepisse dicitur ad obtinendum quoddam beneficium, falsi suspectas, ad dictam Sedem mittat; eumdem clericum capi faciat ac detineat quousque aliud super hoc fuerit ordinatum. (Litt. de curia. Reg. Vat. 128, n° xxxiv.)

Venerabili fratri . . archiepiscopo Rothomagensi, salutem etc. Quasdam litteras sub — Dat. Avinione, x kalendas julii, anno sexto. »

733 Avignon, 26 juin 1340.

Robertum regem Siciliae solutum facit de VIIIm unciarum auri solutarum ratione census annui pro regno Siciliae et terris citra Farum, romanae Ecclesiae festo Apostolorum Petri et Pauli debiti. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° cxv, fol. 46 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum censum annuum — Dat. Avinione, vi kalendas julii, anno sexto. »

1. Eadem epistola inter litteras de curia, Reg. Vat. 128 n° xxxiii, invenitur.

734 Avignon, 26 juin 1340.

Absolutionis veniam dare illis qui Nicolinum de Flisco et socios ejus rapuerunt recusat. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, n° CCLXXI, fol. 104 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Serenitatis tue litteras consuete benignitatis affectu recepimus et intelleximus diligenter, et gratum plurimum habuimus et acceptum quod, sicut per litteras easdem accepimus, captio dilecti filii nobilis viri Nicolini de Flisco de Janua apud Avinionem in romana curia sub apostolice securitatis fiducia consistentis, de mandato vel assensu tuo non extitit perpetrata, nec unquam in credulitatem nostram ascendere potuit quod tanti excessus temere perpetrati, celsitudinis tue serenitas, prout alias tibi scripsimus, conscia extitisset. Super hiis ergo que in eisdem litteris a nobis, videlicet de relaxatione processuum habitorum et sentenciarum latarum occasione captionis predicte contra hujusmodi patratores fieri postulasti, majestatem regiam scire cupimus quod nos ejus obtentu sentencias interdictorum tam in personas archiepiscoporum et episcoporum et quarumcunque aliarum personarum quam in civitates, villas, castra, Ecclesias, monasteria seu alia loca quecunque propterea promulgatas, per nostras litteras specialiter super premissis confectas, totaliter duximus relaxandas. Circa absolutionem illorum qui propter premissa excommunicationis sentenciam incurrerunt, quantum cum honore nostro et apostolice Sedis ac romane Ecclesie decenter et honeste potuimus, duximus providendum, committendo absolutionem omnium qui premissorum occasione predictos processus contra eos super hiis habitos excommunicationis sentenciam incurrerunt, diocesanis ipsorum, illis exceptis qui captionem hujusmodi perpetrarunt vel etiam fieri tractaverunt seu mandaverunt vel super hoc dederunt auxilium, consilium vel favorem, quos ne processus predecessorum nostrorum romanorum pontificum et nostri qui adversus eos qui venientes ad Sedem predictam vel recedentes ab ea aut existentes in ipsa capiunt, spoliant et offendunt, in precipuis festivitatibus anni fiunt, contemptibiles habeantur, neve fidelium populi ad quorum communem noticiam pervenit facinus memoratum si patratores prefati, nullis penitencie signis prehabitis nullaque satisfactione premissa, absolutionis beneficium obtinerent, non solum processus apostolicos spernerent sed in nobis festinam remissionis improvide indulgenciam causarentur, et daretur aliis presumptoribus audacia facilius similia perpetrandi, et ex hoc etiam provocaretur Dominus ultionum, in absolutione aliorum habenda seu facienda voluimus non includi. De quibus regia sublimitas que nostrum et ejusdem Sedis in premissis et aliis zelatur honorem, hiis que circa premissis per nos, ut prefertur, mature sunt habita, se coaptans beneplacitis apostolicis, contentetur. — Datum Avinione, VI kalendas julii, anno sexto. »

735 Avignon, 29 juin 1340.

Capitulo Ecclesiae Cabilonensis reservationem ipsius Ecclesiae significat. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CXXX, fol. 52 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Cabilonensis.* Pridem relatu fidedigno — Dat. Avinione, III kalendas julii, anno sexto. »

736

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Guillelmo I de Sure archiepiscopo Lugdunensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CXXXI, fol. 52 verso.)

737 Avignon, 30 juin 1340.

Capitulo Ecclesiae Condomiensis significat ejusdem Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CXXXIV, fol. 53 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Condomiensis.* Intendentes dudum Ecclesie — Dat. Avinione, II kalendas julii, anno sexto. »

738

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Petro II de Luk archiepiscopo Burdegalensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CXXXV, fol. 53 verso.)

739 Avignon, 1er juillet 1340.

Quasdam indulgentias omnibus fidelibus qui certis festivitatibus capellam palatii apostolici Avinionensis visitarint, concedit. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CXXVIII, fol. 51 recto.)

« *Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis.* Solicitudo cure gregis dominici nobis desuper divina dispositione commisse agitare non desinit mentem nostram, ut ad ea studia nostra sedule quantum cum Deo possumus dirigamus, per que gregis ejusdem ovibus precioso sanguine Christi redemptis valeant uberius in eterne societatis pascuis vite pabula preparari; et quia pie devotionis operibus Illo largiente qui potest, ad claritatem superne patrie ubi perennis refectionis degustatur dulcedo, procuratur assensus, ad ea fideles plerumque muneribus spiritualibus videlicet remissionibus et indulgenciis invitamus. Dudum siquidem attendentes quod inter cetera virtutum opera que summo rerum Opifici per manus fidelium offeruntur, illud gratum ante tronum divine clemencie reputatur cum domus orationis constituitur in qua divina collaudatur potencia et immoletur pro peccatis populi ostia salutaris, et nichilominus devota meditatione pensantes, decens et honestum existere ut in palatio papali Avinionensi ad romanam Ecclesiam immediate spectanti, esset locus orationis ydoneus ubi gratus impenderetur famulatus Altissimo, ac nos et successores nostri romani pontifices in eodem palatio commorantes, sicut nos tunc morabamur et adhuc inhabitamus, ibidem in Dei et sanctorum festivitatibus officia divina solenniter ut moris est peragere, receptis inibi decenter clero et populo, sicut ministraret Dominus, valeremus, quandam capellam satis spaciosam et speciosam ad honorem divini nominis et gloriose semper Virginis Marie genitricis Domini nostri Jhesu Christi ac beatorum Petri et Pauli apostolorum et omnium sanctorum in eodem palacio construi fecimus, eorumdem apostolorum Petri et Pauli venerando vocabulo et nomine insignitam, tandemque altari in eadem capella fabricato et erecto sub titulo et honore apostolorum ipsorum per venerabilem fratrem Gasbertum archiepiscopum Arelatensem camerarium nostrum, videlicet IX kalendas julii pontificatus nostri anno secundo, reconditis nichilominus in eodem altari reverenter sacris eorumdem apostolorum et quorumdam aliorum sanctorum reliquiis, de mandato nostro solenniter consecrato : nos cupientes capellam prefatam a fidelibus pro salutis augmento animarum ipsorum devotius honorari, omnibus vere penitentibus et confessis qui in die dedicationis altaris predicti unum annum et unam quadragenam, singulis diebus vero octabarum dedicationis predicte centum dies, illis autem qui in festivitate apostolorum ipsorum prefatam capellam annuatim visitarent devote septem annos et septem quadragenas de injunctis eis penitenciis duximus misericorditer relaxandos, sicut in litteris nostris inde confectis plenius continetur. Cum autem intellexerimus nomparum augeri devotionem fidelis populi ad indulgencias hujusmodi devotis animis et votis ferventibus consequendas, nos pios et devotos eorum affectus confovere super hiis in Domino et ad promerendam uberius divine pietatis misericordiam incitare corda fidelium ampliori largitione spiritualium munerum cupientes, preter supradictas indulgencias quas una cum infrascriptis in suo robore volumus perpetuis temporibus permanere, de Omnipotentis Dei misericordia et dictorum apostolorum auctoritate confisi, omnibus vere penitentibus et confessis qui memoratam capellam causa devotionis in octabis solennibus festivitatis apostolorum ipsorum necnon in Cathedre et ad Vincula Sancti Petri commemorationis et conversionis beati Pauli apostolorum predictorum festivitatibus, annis singulis visitabunt, duos annos et duas quadragenas, eis vero qui per octabas predictas capellam ipsam annuatim duxerint similiter visitandam singulis diebus octabarum ipsarum unum annum et unam quadragenam de injunctis sibi penitenciis misericorditer relaxamus. — Datum Avinione, kalendis julii, anno sexto. »

740 Avignon, 1er juillet 1340.

Capitulo Ecclesiae Dolensis significat ejusdem Ecclesiae reservationem. Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CXXXII, fol. 53 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Dolensis.* Nuper relatibus fidedignis — Dat. Avinione, kalendis julii, anno sexto. »

741

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Petro II Fretault archiepiscopo Turonensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CXXXIII, fol. 53 recto.)

742 Avignon, 5 juillet 1340.

Richardum de Wynele nuntium Edwardi regis Angliae audivit eique viva voce respondit. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, n° CCLXXII, fol. 104 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Edwardo regi Anglie illustri.* Tam dilectum filium Richardum de Wyncle ordinis fratrum predicatorum, sacre theologie professorem, regium nuncium ad nostram presenciam venientem, quam tue celsitudinis litteras ab eo nostro apostolatui presentatas, per quas eidem super quibusdam arduis salubres et caritativas monitiones per nos alias paternis et caritativis monitis tibi factas concernentibus, fidem adhiberi credulam petiisti, solita benignitate recepimus, ac pacienter et benigne que ipse sub eadem credencia explicare coram nobis voluit, audivimus et intelleximus diligenter, tandemque ad illa sibi respondimus, sicut ipse regali magnificencie referre poterit viva voce. Sane quia inter cetera per eundem Richardum nobis exposita continetur expresse quod super tractatu pacis inter te, carissime fili, et carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem invicem reformande, destinare solennes nuncios ad nostram presenciam intendebas : nos, licet optemus et optaverimus intensis desideriis pacem ipsam et pro ea tam exhortationibus et monitis salutaribus sepius refricatis quam aliis modis variis laboraverimus hactenus, sicut novit serenitas regia, et simus etiam quantum decenter et commode poterimus laborare parati, quia tamen certas responsiones a te, fili amantissime, nondum super hiis recepimus, certum quid inde tibi respondere nequimus; verum tamen, si adhuc misericordiarum Dominus aut per missionem nunciorum predictorum vel alias aperire viam tractatui pacis accommode dignaretur, immensum esset nobis profecto gaudium et libenter interponeremus, sicut premittitur, circa hec, solicitudinis nostre partes. — Datum Avinione, III nonas julii, anno sexto. »

743 Avignon, 6 juillet 1340.

Pictavinum de Montesquiou episcopum Albiensem jubet Bartholomeum Maurelli et Guillelmum Fransa, laicos civitatis Albiensis, citare ut intra viginti dierum spatium apostolico conspectui se praesentent pro negotiis fidem tangentibus. (Litt. de curia. REG. VAT. 128, n° XIV.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Albiensi, salutem.* Cum de quibusdam — Dat. Avinione, II nonas julii, anno sexto. »

744 Avignon, 24 juillet 1340.

Patriarchis, archiepiscopis, episcopis ceterisque personis ecclesiasticis mandat ut magistro Johanni Cortoys in securum conductum consulant. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCCXXII, fol. 123 verso.)

« *Venerabilibus fratribus patriarchis, archiepiscopis, etc... etc... ad quos presentes littere pervenerint.* Cum dilectus filius — Dat. Avinione, IX kalendas augusti, anno sexto. »

745 Avignon, 29 juillet 1340.

Gaucelinum Dejean episcopum Carcassonensem jubet Bartholomeum Alberti notarium inquisitionis Carcassonae citare ut intra certum terminum apostolico conspectui pro negotiis fidem tangentibus se praesentet. (Litt. de curia. REG. VAT. 128, n° XXXV.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Carcassonensi salutem.* Cum de quibusdam — Dat. Avinione, IV kalendas augusti, anno sexto. »

746 Avignon, 7 août 1340.

Petitionibus Roberti Siciliae regis regulam brevem Beati Francisci tangentibus, annuere salva conscientia non potest; regi eidem pro oblatis gratias agit. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, n° CXLIII, fol. 55 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Missus nuper ad presenciam nostram pro parte regia venerabilis frater noster Paulus episcopus Fulginensis, nobis regias presentavit litteras, per quas quandam petitionem Philippi de Majoricis infrascriptam exaudiri per nos et eidem episcopo super exponendis nobis ex parte regia fidem petit (petiit) credulam regalis serenitas adhiberi, quosquidem episcopum, etc... etc... Porro cum prefatus episcopus sub commissa sibi per litteras predictas credencie nobis delectabiliter duxerit exponendum quod tu, fili amantissime, super infirmitate quam, visitante nos Domino, pridem passi fuimus periculose nimium, interno et filiali amore compassus, pro sanitate nostra preces studisti (*sic*) devotas ad Dominum et a clero et populo partium illarum effundi solemniter ac deinde cum cordis leticia nos, Eo faciente qui potest, sanitati pristine restitutos audiens, graciarum actiones Altissimo similiter exhiberi fecisti, et ex uberiori amoris affectu, nuncians te pro curatione infirmitatis predicte habere utilia remedia, pro illis exhibendis, facere quod nobis in

hac parte gratum existeret, obtulisti; et insuper quod audita captione dilecti filii nobilis viri Nicolini de Flisco et quorumdam aliorum dudum in romana curia non sine lesione libertatis et securitatis ipsius curie, per quosdam iniquitatis filios, nefandis et temerariis ausibus attemptata, inde displicencia magna concepta, carissimo in Christo filio nostro Philippo regi Francie illustri, per cujus gentes facta dicebatur eadem captio, scripsit excellencia regia invective, nobis pro defensione nostra et ejusdem curie contra quosvis cujuscumque sint status vel nominis offerendo nichilominus posse tuum, moxque quinquaginta quinque galeas paratas et munitas decenter, si opus existeret, in nostrum et ipsius curie auxilium destinare. Nos autem, licet de affectione sincera regia indubitatam antea fiduciam gereremus, ex hiis tamen clarius, eam per evidenciam et exhibitionem operis cognoscentes, pro hiis et eorum singulis, regie magnitudini gratiarum referimus uberes actiones, volentes benivolenciam regiam non latere quod quanquam nondum simus perfecte viribus corporalibus restituti, superhabundante tamen divina gracia, corporali sospitate letamur. Ceterum pro certo didiscimus (*sic*) captionem predictam nequaquam fuisse de prefati regis Francie voluntate vel beneplacito attemptatam, immo potius ipsam sibi fore displicibilem, quamquidem displicenciam cum ipsos captivos restitui et ad curiam predictam reduci libere fecerit, ostendit satis notorie per effectum. Oblatis nempe pro curatione predicta remediis, cum in via simus convalescencie aut aliis pretactis auxiliis regiis utique placibilibus et devotis presencialiter non egemus, sed si oportunum existeret ad illa citius et confidentius recursum quam ad alia cujusquam alterius haberemus. — Datum Avinione, VII idus augusti, anno sexto. »

747 Avignon, 19 août 1340.

Cisterciensi ceterisque abbatibus Cisterciensis ordinis suadet ut ordinationes apostolicas nuper editas et alia statuta ipsius ordinis diligenter observent, ac pro pace inter Philippum Franciae et Edwardum Angliae reges aliosque Christicolas restituenda, pro sanatione Papae statuque Ecclesiae preces apud Deum effundant. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, nº CLV, fol. 62 verso.)

« *Dilectis filiis Cisterciensi et aliis abbatibus Cisterciensis ordinis in proximo generali capitulo Cistercii congregandis.* Specialis benivolencie plenitudo — Dat. Avinione, XIV kalendas septembris, anno sexto. »

748 Avignon, 19 août 1340.

Archiepiscopis, episcopis ceterisque ecclesiasticis personis mandat ut nuntiis Usbeck imperatoris Tartarorum ad patriam redeuntibus in securum conductum consulant. (Litt. patens. REG. VAT. 135, nº CCCXXIII, fol. 123 verso.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis, episcopis et dilectis filiis... etc..., pervenerint.* Cum dilecti filii — Dat. Avinione, XIV kalendas septembris, anno sexto. »

749 Avignon, 25 août 1340.

Archiepiscopos Franciae et Angliae regnorum eorumque suffraganeos jubet preces Deo adhibere ut pax inter Philippum et Edwardum reges reformetur. (Litt. patens. REG. VAT. 135, nº CCLXXIX, fol. 106 recto.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopo Narbonensi ejusque suffraganeis.* Salutaribus discipulorum nostri Salvatoris informamur exemplis ut, irruentibus in pelago mundi hujus fluctuum et tempestatum turbinibus, ad divinum auxilium devotis excitantes Dominum precibus recurramus. Sane, noticie vestre non est incognitum qualiter invidia hostis antiqui malorum omnium incentoris, qui tranquillitatis humane nitens amaricare delicias, ibi sue venena nequicie latius studet diffundere ubi se amplius extimat obfuturum, dudum carissimos in Christo filios nostros Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres adeo dure ad iracundiam, rancores et odia concitavit et ad mutuas dissensiones commovit eos subsequenter ad guerrarum fremitus et terribiles congressuum bellicorum insultus invicem accendendo, quod innumera personarum et rerum dispendia et animarum amarius deploranda pericula exinde prodolor! sunt secuta, et ampliora subsequi, nisi aliter divine pietatis clemencia dissimulando hominum peccata disposuerit, formidantur. Et licet nos, tam ab inicio dissensionis hujusmodi quam continue postmodum reges eosdem ad mutuam revocare concordiam et obviare dispendiis et periculis hujusmodi desideriis optantes intensis, tam per monitiones et hortationes salubres repetitas et inculcatas sepius prout status negocii et temporis qualitas exigebant quam per missiones nunciorum nostrorum et apostolice Sedis ad reges predictos super reformanda mutue pacis concordia inter ipsos vel saltem treugis que pacis representarent imaginem ineundis, tam per nos quam per ipsos nuncios variis modis laboraverimus et diversis, sic-

que diligenciam, prout fieri potuit, adhibuerimus super hiis studiosam quod apud Deum et homines remanere probabiliter quo ad hoc credimus excusati, hostis tamen predicti prevalente, peccatis exigentibus, malicia, labores nostri et nunciorum predictorum illum non habuerunt quem ferventer desiderabamus effectum, immo, quod mesti et dolentes referimus, flante vento maligni spiritus, augentur pericula et concrescunt odia et rancores. Verum quia non tantum de remediis humanis in hac parte confidimus quantum de humili devotorum fidelium supplicatione speramus, illorum quorum exempla premisimus vestigiis quantum possumus inherentes, ad Illum qui maris imperat potestati, quique illius tumida freta sternit, et quo jubente turbatio vertitur in tranquillum et pacem, ad orationum fidelium suffragia providimus recurrendum, ut Ipse pacis auctor et humane salutis amator, qui multorum preces clementer consuevit ad graciam exauditionis benigne admittere fidelium, ipsorum precibus inclinatus, eorumdem regum mentes et corda turbationis cujusque subductis exinde fluctibus, de sua largissima pietate pacificet et uniat, multiplicatis intercessoribus, voluntates. Quocirca, fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus pro hujusmodi pacis et unitatis concordia dono celestis gracie concedenda, devotas ad Deum tam processionaliter quam alias preces effundere, ac per clerum et populos in vestris civitatibus et diocesibus constitutos effundi facere studeatis. — Datum Avinione, VIII kalendas septembris, anno sexto. »

750

In eumdem modum *Guillelmo de Loudun archiepiscopo Tholosano ejusque suffraganeis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCLXXX, fol. 106 verso.)

751

Item in eumdem modum *Petro II de Luk archiepiscopo Burdegalensi ejusque suffraganeis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCLXXXI, fol. 106 verso.)

752

Item in eumdem modum *Fulcaldo de Rochechouart archiepiscopo Bituricensi ejusque suffraganeis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCLXXXII, fol. 106 verso.)

753

Item in eumdem modum *Aimerico Guenaud archiepiscopo Rothomagensi ejusque suffraganeis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCLXXXIII, fol. 106 verso.)

754

Item in eumdem modum *Petro III de Fretaud archiepiscopo Turonensi ejusque suffraganeis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCLXXXIV, fol. 106 verso.)

755

Item in eumdem modum *Philippo II de Melun archiepiscopo Senonensi ejusque suffraganeis.* — Datum ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCLXXXV, fol. 106 verso.)

756

Item in eumdem modum *Johanni II de Vienne archiepiscopo Remensi ejusque suffraganeis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCLXXXVI, fol. 106 verso.)

757

Item in eumdem modum *Guillelmo I de Sure archiepiscopo Lugdunensi ejusque suffraganeis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCLXXXVII, fol. 106 verso.)

758

Item in eumdem modum *Guillelmo III de Flavacourt archiepiscopo Auxitano ejusque suffraganeis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCLXXXVIII, fol. 106 verso.)

759

Item *archiepiscopo Eboracensi ejusque suffraganeis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCLXXXIX, fol. 106 verso.)

760

Item *archiepiscopo Cantuariensi ejusque suffraganeis.*

— Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° ccxc, fol. 106 verso.)

761 Avignon, 25 août 1340.

(Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° ccxci, fol. 106 verso.)

« *Venerabilibus fratribus .. archiepiscopo Arelatensi ejusque suffraganeis.* Salutaribus discipulorum nostri Salvatoris informamur exemplis etc... etc... (ut supra n° 749). Quocirca fraternitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus pro hujusmodi pacis et unitatis concordia dono celestis gracie concedenda, devotas ad Deum tam processionaliter quam alias preces effundatis ac per clerum et populos in vestris civitatibus et diocesibus quatenus sunt vel protenduntur infra regnum Francie constitutos faciatis effundi. — Datum, Avinione, viii kalendas septembris, anno sexto. »

762

In eumdem modum *Bertrando de la Chapelle archiepiscopo Viennensi ejusque suffraganeis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° ccxcii, fol. 107 recto.)

763 Avignon, 25 août 1340.

Atrocissimas res quas bellum secum trahit Philippo regi Franciae ostendit eique suadet ut pacem cum Edwardo rege Angliae restituat aut saltem treugas ineat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° ccxciii, fol. 107 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Novit Deus et excellencia regia non ignorat quantis solicitudinibus et laboribus antequam ex suscitatis inter te, carissime fili, et carissimum in Christo filium nostrum Edwardum regem Anglie illustrem dissensionibus guerrarum fremitus, flante vento maligni spiritus, invalescerent invicem, et postmodum eam subsequenter pro mutua pacis reformanda concordia vel ineundis treugis, ut periculis utique grandibus et dampnis irreparabilibus que tunc ex eisdem dissensionibus imminebant, obviaretur salubriter, institimus tam per diversas rogatorias, monitorias et exhortatorias litteras opportune ac eciam importune, quandoque apud te ac regem Anglie memoratum, prout temporis et negocii qualitas exigibat, quam per diversos nostros per nos ad te, ac tuos ad nos per te prelatos et alios missos sepius nuncios, ac demum per dilectos filios nostros Petrum tituli Sancte Praxedis presbiterum et Bertrandum Sancte Marie in Aquiro diaconum cardinales, viros utique magne probitatis, discretionis, maturitatis et sciencie ac pacis, veritatis et justicie fervidos zelatores, qui a nostro latere specialiter propter hoc destinati, diutinis temporibus in partibus Francie et Anglie, diversis modis et viis quibus commode fieri potuit super hiis laborarunt, demumque post labores hujusmodi non parum anxios, cum nequiverint, hostis pacis et caritatis malicia prevalente, ad fructus pacis vel treugarum hujusmodi attingere, frustrati eisdem fructibus sed nequaquam vacui meritis, cum per nos vel eos non steterit quominus ex nostris et suis laboribus fructus optati provenerint, ad nos et Sedem apostolicam de tuo beneplacito redierunt. Et ecce, fili dilectissime, quod sicut tristes et dolentes audivimus et audimus, hoste ipso humani generis malorum et omnium incentore, qui ad exterminium humane salutis aspirat, ignem dissensionis, rancoris et odii inter te ac regem prefatum in flammas nocivas et pestiferas jugiter accendente, quod guerrarum fremitibus in diversis partibus terrarum et maris crebressentibus hinc et inde, innumerabilis multitudinis redemptorum precioso cruore dominico sanguis innocens sic crudeliter non parcendo etati vel sexui, quod eciam apud infideles tam antiquis quam modernis temporibus ut parvuli, mulieres, senes et debiles in ore gladii perimerentur inumaniter reputabatur horrendum prodolor ! est effusus et effunditur eciam incessanter et amplior effusio, nisi aliter clemencia divina disposuerit, formidatur, aliaque discrimina, dampna et scandalosa pericula exinde subsecuta sunt et continue subsequntur; nam, sicut habet rumor implacidus et infestus, nunc in regno tuo Francie, ubi justicie claritas repressis malefactorum et delinquentium temerariis ausibus consuevit pre aliis mundi partibus prefulgere, latrones, vastatores et spoliatores quasi licenter discurrunt, viatoribus et aliis in pace vivere volentibus quo ad personas et bona ipsorum propter defectum justicie, securitate subtracta; preterea ex multiplicatione multiplicium importabilium onerum clamant pauperes, de quorum manibus panis tollitur, sicut fertur, murmurant divites, necnon ecclesiastice persone graviter et lamentabiliter conqueruntur, asserentes nonnulle, sicut accepimus, quod subtractis sibi fere omnibus suis proventibus, coguntur quasi mendicando opprobrium inopie miserabiliter experiri. Et insuper, ut litterarum de ultramarinis et aliis longinquis parti-

bus transmissarum lectione infesta, ac nunciorum multorumque fidedignorum aliorum dolorosis relatibus, percepimus hostes fidei christiane turbatam christianitatem propter tuas et ejusdem regis guerras exultantibus animis audientes, et ad eandem christianitatem conculcandam et confundendam, presertim in eisdem transmarinis et aliis eis vicinis partibus, sibi tempus ad hoc oportunum, durantibus dictis guerris extimantes adesse, fastuosam exinde assumunt audaciam, et ad invadendum, opprimendum et offendendum christicolas et terras quas christiani obtinent, sicut . . rex Marrochitanus Ispanias, Turchi Romaniam et partes christicolarum alias transmarinas, soldanus Armeniam et Tartari Ungarie et Polonie regna presumptuosius et audacius, terribilius, congregatis exercitibus se disponunt, quequidem omnia et alia inenarrabilia mala et periculosa scandala ex eisdem guerris et dissensionibus tuis et regis predicti eidem christianitati proventura quasi totus mundus tibi et regi predicto imputat et ascribit. Attendat itaque regia providencia diligenter si pro vitandis tot et tantis malis, periculis et scandalis, quibus merito irritaretur Altissimus et quodam modo derogatur nomini regio et honori, exinde depressa justicia et tota christianitate concussa, esset flectendum cor regium ad dicte pacis reformandam concordiam vel saltem treugas ineundas. Est namque plurimum formidandum quod dum via pacis racionabilis respuitur, Deus qui est pax vera eamque diligit, et delectatur in viris pacificis, provocatus exinde, sinat contra te dictumque regem et alios utrique vestrum adherentes multiplicari tribulationes varias et augeri. Ideoque sublimitatem rogamus regiam et in Domino attentius exhortamur, eam per Dei misericordiam obsecrantes quatinus premissa que de fonte paterne caritatis et dilectionis prodeunt, et alia que circa hec regie circunspectioni possunt occurrere, diligenter et consideranter attendens, ac intra precordia regia pia consideratione revolvens, antequam mala hujusmodi multiplicentur ulterius, ad reformationem hujusmodi pacis et concordie vel saltem treugas duraturas usque ad competentis temporis spacium ineundas, regium abilibet animum et inclinet. Nos autem qui pro eadem pace Deum rogamus humiliter et tam processionaliter quam alias facimus a clero et populo devotas preces effundi, parati sumus adhuc indefesse per nos apud Sedem apostolicam in persona propria, si tui et ejusdem regis Anglie nuncii propter hoc destinentur ad eam vel alios prout honeste ac commode fieri poterit, si de tua et ejusdem regis voluntate processerit, sicut alias obtulimus sedule, ob dicte pacis desiderium laborare; alias autem optaremus ferventer quod aliqui viri catholici et a communione fidelium non exclusi, pacis, veritatis et justicie zelatores, eligerentur et assumerentur hinc inde ad tractandum reformationem pacis hujusmodi Deo placibilem, hominibus amabilem et cunctis fidelibus multipliciter oportunam, circa que libenter interponeremus eciam, si et prout foret expediens, solicitudinis nostre partes. Super predictis autem memorato regi Anglie similiter per litteras scribimus oportunas. Ceterum quia vox viva magis quam mortua imprimere cordibus audientium consuevit, ut serenitati regali de intentione nostra circa hec clarius pateat, et nos eciam certius informemur de sua, dilectum filium magistrum Guillelmum Amici prepositum Ecclesie Vaurensis, capellanum nostrum auditoremque causarum nostri palacii, ad tuam presenciam, de dicta intentione nostra plenius informatum, providimus destinandum, quem pacienter ac benigne velit audire magnitudo regia et per eum verbo vel litteris de intentione sua hujusmodi nos efficere super hiis certiores. Et ut sit secretius quod ipse tibi pro parte nostra et nobis pro tua reportaverit, ab ipso, quanquam de fidelitate sua confidamus ad plenum et superhabundanti, exigimus de illis tenendis secretis specialiter juramentum. — Datum Avinione, vii kalendas septembris, anno sexto. »

[In margine, scripta rubro colore leguntur haec verba :] Littera apostolica quam portavit magister Guillelmus Amici . . regi Francie.

764

« *Credentia commissa per dominum papam magistro Guillelmo Amici super exponendis per eum . . regi Francie, quamquidem credentiam idem dominus papa per eundem magistrum G. scribi mandavit et fecit manu propria et sibi realiter assignari.*

Sanctitatis vestre servus ego Guillelmus Amici teneo commissam credentiam ut sequitur :

Et primo quod cause missionis retardate et quia minoris status nuncius mittitur, exponantur. Fuit enim missio retardata quia sanctitas vestra primo scripsit utrique regi, et . . rex Anglie non rescripsit, licet rescriptio fuerit expectata. Et cum inter moras, sanctitas vestra audivisset quod rex Anglie usurpaverat nomen regis Francie et arma, scripsit sibi arguendo multipliciter sicut decebat, nec rescripsit aliquandiu expectatus, et sanctitas vestra fecit, me servo

suo audiente, legi tenorem litterarum redarguitionis et exhortationis in registro, ut illam fatuam assumptionem dimitteret concludentes. Et interim mala creverunt, quia in regressu regis Anglie accidit bellum quod fuit in mari; et quia rex Anglie dicebatur victoriam obtinuisse, visum fuit quod non erat tempus scribendi, quia quilibet magnus princeps se preparat ad reddendum vicem consimilem vel majorem. Tandem, rex Anglie qui non rescripserat ad contenta in litteris sanctitatis vestre, sed quod nuncium mitteret, cujus adventus fuerat expectatus, misit nuncium quendam magistrum in theulogia, sed ea que dixit non habuerunt determinatam conclusionem. Et sanctitas vestra intuens quod mala succrescebant et graviora, mittit et nuncium inferioris status quia missio solennis nuncii esset ad onus Ecclesiarum que sunt nimium onerate, et solennes nuncii missi alias nichil facere potuerunt, et si consimilis status missi fuissent et nichil facerent, redirent cum propria et mittentis confusione, et nuncius inferioris status potest ire cicius et redire.

Deinde, quod exponam multas causas timoris que sanctitati vestre occurrunt pro parte carissimi filii vestri . . regis Francie. Considerat enim sanctitas vestra quod ipse rex et . . filius primogenitus sunt in exercitu, in quibus et eorum quolibet stat tocius regni status; sunt etiam omnes regales qui de domo Francie processerunt; sunt duces, comites et barones regni majores. Et si, quod Deus avertat, adversa contingerent in personis principalibus, posset imminere periculum subversionis regni; si vero in personis aliorum, esset maximum dampnum.

Item, quod Flamingi tenent ex una parte unam magnam extremitatem regni et sunt in exercitu cum rege Anglie.

In ducatu Aquitanie, que est altera magna extremitas, est magna turbatio, et illi qui sunt pro parte regis Anglie occupant loca et faciunt mala que possunt. Et quod iste due extremitates possunt per mare mutuo se juvare (et per mare), et quod rex Anglie habet nunc quasi liberum facere in regionibus regni mari adjacentibus multa mala. Cumque dicte due extremitates regni sint in tali turbatione, mediis est timendum.

Item, timendum est de nonnullis subditis qui plus desiderant guerram quam pacem, quia turbatis temporibus, ut ipsis videtur, faciunt utilius facta sua. Et hoc aperuit sanctitas vestra regi Francie lacius viva voce.

Item, timendum est de commotione popularium regni, qui propter impositiones et gravamina que fiunt eis, sunt turbati et corda ipsorum inquieta, ex quo possent gravia scandala suboriri.

Item, quod occasione hujusmodi guerrarum, infideles se preparant in diversis mundi partibus ad catholicos invadendum.

Item, attendendum quod rapine et depredationes et alia multo majora mala, quia tempore guerrarum justicia occultatur. Ea propter sanctitas vestra desiderans statum regni Francie pacificum et tranquillum et quod carissimo filio . . regi Francie succedant semper prospere cuncta, precepit prenominato servulo suo quod soli regi vias aperiat infrascriptas :

Primo de restitutione ducatus Aquitanie per viam honorabilem facienda, presertim cum totus honor videlicet fidelitas et homagium et superioritas remaneant salvi, et, istis salvis, utilitas non sit magna. Et si ista via non placeret, quod sanctitas vestra vult laborare in propria persona, et quod rex mittat personas pacis et concordie zelatrices, non Theutonicos qui pacem forsitan non desiderant, cum pleno et sufficienti mandato sic quod pacis ordinatio efficaciter observetur, dicteque persone possent compromittere in sanctitatem vestram ut in privatam personam, sed quod sanctitas vestra posset ut superior compellere ad observationem pacis. Et si via ista non placeret, sanctitas vestra, cum non possit accedere quia processit in diebus suis et quia debilis in tibiis propter longam infirmitatem quam passus fuit, et etiam occurreret magna perplexitas circa locum in quo maneret, et locus in quo manet sit satis propinquus et communis, mittet solennes nuncios si placet regi. Oporteret autem quod si per aliquam de viis predictis tractatus haberetur, quod hinc et inde guerra cessaret. Insuper quod sanctitati vestre non videtur utile neque decens quod de inimicis Ecclesie ac regni tractatores assumantur, quia non videtur quod posset provenire fructus optatus. Ultimo, mandavit sanctitas vestra quod dicam regi quod intentionem et voluntatem suam vobis aperiat clare, plene et confidenter per litteras vel per me aut per alium nuncium vive vocis, prout melius eidem videbitur expedire.

765 Avignon. 26 août 1340.

Consiliarios Philippi regis Franciae rogat ut dominum inducant ad pacem cum Edwardo rege Angliae restituendam. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° ccxcv, fol. 110 recto.)

« *Dilectis filiis consiliariis carissimi in Christo filii nos-*

tri Philippi regis Francie illustris. Quia innumera mala et pericula que Christi fidelibus et toti christianitati ex guerris et dissensionibus carissimorum in Christo filiorum nostrorum Philippi Francie et Edwardi Anglie regum illustrium, procurante hoste humani generis invicem suscitatis provenerunt et proveniunt prodolor! incessanter, et inmensa gaudia que infidelibus blasfemis Salvatoris nostri Domini Jhesu Christi et christiani nominis ministrantur exinde, amaricare nimium et replere dolorosis anxietatibus non desinunt mentem nostram : ecce quod prefato regi Francie ostendendo sibi pericula hujusmodi et que saluti, honoribus et commodis suis et regni sui Francie circa hec credimus expedire, per litteras scribimus oportunas. Cum autem vobis, quorum consiliis idem rex utitur, admodum expediat sinceris mentibus et omni affectione privata remota, quid saluti, honori et utilitatibus regiis et regni predicti circa premissa congruat prospicere diligenter, universitatem vestram rogamus, requirimus et in Domino attentius exhortamur quatinus habentes pre oculis solum Deum cui omne cor patet et omnis voluntas loquitur, et quem nullum latet secretum, super tantis tamque periculosis negociis statum totius christianitatis, ut prefertur, concernentibus, eidem regi que in hac parte Deo grata eidemque regi ac saluti, honoribus et commodis suis, necnon christianitati predicte salubria, utilia et expediencia cum bonis et rectis conscienciis credideritis, suadere ac consulere studeatis, ita quod inde coram Deo possitis fidelem in extremo judicii examine, ubi nuda et aperta erunt omnia, reddere rationem. — Datum Avinione, VII kalendas septembris, anno sexto. »

766

In eumdem modum, verbis competenter mutatis, *dilectis filiis consiliariis carissimi in Christo filii nostri Edwardi regis Anglie illustris.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° CCXCVI, fol. 110 recto.)

767 Avignon, 26 août 1340.

Johanni I de Marigny episcopo Belvacensi et Petro III d'André episcopo Noviomensi magistros Guillelmum Amici et Guillelmum de Norwico missos ad Philippum Franciae et Edwardum Angliae reges diligentissime commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° CCXCVII, fol. 110 recto.)

« *Venerabilibus fratribus . . Belvacensi et . . Noviomensi episcopis.* Cum super certis reformationem pacis et concordie inter carissimos in Christo filios nostros Philippum Francie et Edwardum Anglie reges illustres invicem dissidentes periculose nimium concernentibus, eisdem regibus eorumque consiliariis per diversas litteras nostras clausas scribamus et ad presentandum litteras hujusmodi et sciendam certius et secretius intencionem regum ipsorum super hiis que scribimus, ut prefertur, dilectos filios magistrum Guillermum Amici prepositum Vaurensis ad eundem Francie et Guillermum de Norwico decanum Lincolniensis Ecclesiarum, capellanos nostros, palaciique nostri apostolici causarum auditores, ad memoratum Anglie reges specialiter destinemus, fraternitatem vestram requirimus, vobisque per apostolica scripta mandamus quatinus vos et quilibet vestrum eosdem capellanos nostros dirigentes favorabiliter et benigne ut idem prepositus ad prefatum regem Francie habere securum accessum et ingressum ac sibi dictisque consiliariis litteras nostras predictas eis directas presentare ac congruum reportare responsum valeat, dictusque decanus per regnum Francie usque ad regem sepefatum Anglie securo conductu gaudeat, quantum commode ac honeste poteritis, sic efficacem dare operam studeatis quod nos devotionem et fidelitatem vestram possimus merito commendare. — Datum Avinione, VII kalendas septembris, anno sexto. »

768

In eumdem modum, verbis competenter mutatis, *dilecto filio Johanni de Wforde archidiacono Eliensi.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° CCXCVIII, fol. 110 verso.)

769 Avignon, 27 août 1340.

Archiepiscopis, episcopis omnibus ac ceteris ecclesiasticis personis mandat ut magistro Guillelmo Amici quatuor florenos auri singulis diebus quibus in prosecutione sibi commissorum negotiorum fuerit, assignare curent. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° CCXCIX, fol. 110 verso.)

« *Venerabilibus fratribus universis archiepiscopis et episcopis etc... etc...* Cum nos dilectum — Dat. Avinione, VI kalendas septembris, anno sexto. »

770 Avignon, 27 août 1340.

Hugoni VI de Vienne archiepiscopo Bisuntino mandat ut ad

romanam curiam mittat Johannem de Thionvile dictum de Metis domicellum Metensis dioecesis et Conradum de Rupeleonis militem Treverensis dioecesis qui falsas litteras apostolicas fabricaverunt indulgentias continentes pro redemptione christianorum a Sarracenis in regno Granatae captorum. (Litt. de curia. REG. VAT. 128, n° XXI.)

« *Venerabili fratri . . archiepiscopo Bisuntino, salutem.* Noverit fraternitas tua — Dat. Avinione, VI kalendas septembris, anno sexto. »

771 Avignon, 28 août 1340.

Geraldo Clerici administrationem monasterii Insulae Barbarae Lugdunensis dioecesis committit. (Litt. de curia. REG. VAT. 128, n° XXXVIII.)

« *Dilecto filio Geraldo Clerici priori prioratus Sancti Jacobi Montisalbani ordinis Sancti Benedicti, decretorum doctori, salutem etc...* Inter solicitudinis nostre — Dat. Avinione, V kalendas septembris, anno sexto. »

772 Avignon, 29 août 1340.

Petrum Villaris jubet inquirere de juribus quae romana Ecclesia in Ecclesia et villa de Romanis possidet. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CLIX, fol. 64 recto.)

« *Dilecto filio magistro Petro Villaris archidiacono Montismirabilis in Ecclesia Albiensi, scriptori et familiari nostro.* Volentes certis ex causis rationabilibus de juribus que in Ecclesia et villa de Romanis Viennensis diocesis, Ecclesia romana necnon et eadem Ecclesia de Romanis in dicta villa habere noscuntur, plenius informari, discretioni tue de qua fiduciam in Domino gerimus specialem, per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ad Ecclesiam et villam de Romanis predictas te conferre procurans, vocatis dilectis filiis capitulo ipsius Ecclesie ac consulibus dicte ville de Romanis et aliis de quibus videris expedire, tam cum illis quam privilegiis, litteris, scripturis et munimentis que ipsi capitulum et consules habere asseruntur super hiis de juribus predictis fideliter et diligenter, ut secretius fieri commode poterit, te informes, tibique pro informatione hujusmodi plenius et utilius obtinenda, tibi per prefatos capitulum et consules, privilegia, litteras, scripturas et munimenta que habent super predictis ostendi facias et eciam exhiberi, contradictores quoslibet super hiis et rebelles si necesse fuerit per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo, non obstante si eis vel eorum aliquibus etc... de indulto hujusmodi mentionem. Demum vero, facta informatione hujusmodi et in scriptis fideliter per te redacta, eosdem capitulum et consules quibus nos per litteras scribimus oportunas moneas et inducas et ex parte nostra injungas eisdem ut aliquos viros ydoneos Ecclesie ac ville predictis fideles ab eis assumendos pro informatione pleniori nobis danda super hiis cum eisdem privilegiis, litteris, scripturis et munimentis mittant nobis, qui ad nostram presentiam veniant una tecum; eis siquidem ex parte nostra poteris exponere confidenter quod, habita informatione, hujusmodi privilegia, litteras, scripturas et munimenta predicta per illos quos ad nos destinabunt ut premittitur, eis integraliter remittemus. — Datum Avinione, IV kalendas septembris, anno sexto. »

773 Avignon, 29 août 1340.

Capitulo Ecclesiae de Romanis nuntiat se Petrum Villaris mittere ad inquirendum de juribus quae romana Ecclesia in Ecclesia et in villa de Romanis possidet. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CLX, fol. 64 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie de Romanis Viennensis diocesis.* Certis ex causis — Datum Avinione, IV kalendas septembris, anno sexto. »

774

In eumdem modum, verbis competenter mutatis, *dilectis filiis consulibus ville de Romanis Viennensis diocesis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CLXI, fol. 64 verso.)

775 Avignon, 29 août 1340.

Archiepiscopis, episcopis ceterisque personis tam ecclesiasticis quam saecularibus mandat ut magistro Guillelmo Amici in securum conductum consulant. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCCI, fol. 111 verso.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis etc... necnon nobilibus viris ducibus, principibus, marchionibus, comitibus, baronibus, senescallis, justiciariis etc...* Cum nos dilectum — Dat. Avinione, IV kalendas septembris, anno sexto. »

776 Avignon, 2 septembre 1340.

Conventui monasterii de Galliaco, significat ejusdem monasterii reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° cxcvi, fol. 75 verso.)

« *Dilectis filiis conventui monasterii de Galliaco, ordinis Sancti Benedicti, Albiensis diocesis.* Assertione fidedigne relationis — Dat. Avinione, iii nonas septembris, anno sexto. »

777

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Pictavino de Montesquiou episcopo Albiensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° cxcvii, fol. 76 recto.)

778 Avignon, 5 septembre 1340.

Roberto regi Siciliae commendat Raymbaldum de Montebriono praeceptorem domus de Montebello Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani Aretinensis dioecesis, rectorem ducatus Spoletani constitutum. (Litt. clausa. Reg. Vat. 135, n° clxix, fol. 67 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum nos dilectum — Dat. Avinione, nonis septembris, anno sexto. »

779 Avignon, 9 septembre 1340.

Magistrum Guirannum de Viens judicem in civilibus et in criminalibus causis curiae marescalli in annum efficit. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° clxxvi, fol. 69 recto.)

« *Dilecto filio magistro Guiranno de Viens jurisperito Aptensis diocesis, judici curie dilecti filii . . marescalli nostri.* Licet ubique observari — Dat. Avinione, v idus septembris, anno sexto. »

780 Avignon, 11 septembre 1340.

Oliverium Salahadin electum Nannetensem jubet Guillelmum Meliardi clericum Lutionensis dioecesis advocare eumque ad apostolicam curiam sub fida custodia mittere ut de quibusdam coram papa testimonium praebeat. (Litt. de curia Reg. Vat. 128, n° xvii et n° xxiii.)

« *Dilecto filio Oliviero electo Nannetensi, salutem.* Cum indigeamus presentia — Dat. Avinione, iii idus septembris, anno sexto. »

781

In eumdem modum *venerabili fratri Reginaldo de Thouars episcopo Lutionensi vel ejus vicario in spiritualibus, salutem.* — Dat. ut supra. (Litt. de curia. Reg. Vat. 128, n° xxii.)

782 Avignon, 17 septembre 1340.

Capitulo Lugdunensis Ecclesiae, significat ejusdem Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° clxxxi, fol. 70 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Lugdunensis.* Intendentes Ecclesie nostre — Dat. Avinione, xv kalendas octobris, anno sexto. »

783 Avignon, 17 septembre 1340.

Johanni Ogerii mandat ut bona mobilia bonae memoriae Guillermi I de Sure archiepiscopi Lugdunensis pro camera apostolica colligat et conservet. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° clxxxii, fol. 71 recto.)

« *Dilecto filio Johanni Ogerii decano Ecclesie Belnensis, Eduensis diocesis.* Cum sicut intelleximus — Dat. ut supra. »

784 Avignon, 27 septembre 1340.

Robertum Siciliae regem solutum facit de arreragiis census annui romanae Ecclesiae debiti pro regno Siciliae et terris citra Farum. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, n° clxxxvi, fol. 72 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Ex tenore petitionis — Dat. Avinione, v kalendas octobris, anno sexto. »

785 Avignon, 29 septembre 1340.

Magistro Durando de Sancto Salvatore mandat ut inquirat

an Jacobus II de Salino archiepiscopus Tarantasiensis fuerit ad Ecclesiam ipsam, nulla electione canonica praecedente, per vitium symoniae promotus. (Litt. de curia. Reg. Vat. 128, nº liii.)

« *Dilecto filio magistro Durando de Sancto Salvatore canonico Viennensi, cap(p)ellano nostro salutem.* Cum te ad inquirendum — Dat. Avinione, ii kalendas octobris, anno sexto. »

786 Avignon, 2 octobre 1340.

Magistro Durando de Sancto Salvatore mandat ut de statu Tarantasiensis Ecclesiae inquirat ac referat. (Litt. de curia. Reg. Vat. 128, nº xl.)

« *Dilecto filio magistro Durando de Sancto Salvatore canonico Viennensi, capellano nostro, salutem, etc...* Cum te ad Ecclesiam — Dat. Avinione, vi nonas octobris, anno sexto. »

787 Saint-Ouen, 27 octobre [1340.]

Philippus rex Franciae conditiones quas dedit papa, accipit. (Reg. Vat. 135, nº ccciv, fol. 114 verso.)

« *Sanctissimo patri in Domino Benedicto divina providentia sacrosancte romane ac universalis Ecclesie summo pontifici.* Sanctissime pater, per vos cum quibusdam vestre sanctitatis litteris ad nos missus vir venerabilis et discretus magister Guillelmus Amici auditor sacri palacii, ex parte vestra multum secrete nobis exposuit viva voce quod propter bonum pacis et affectionem sinceram quam ad nos regnumque nostrum habetis, onus in vos libenter susciperetis dumtamen nobis placet pacificandi discordias inter nos et .. regem Anglie suscitatas, in quantum terras et loca per carissimum dominum et genitorem nostrum regis Caroli tempore ac pro ipso et postmodum per nos in Vasconie partibus acquisita, tangere dinoscuntur. Super quibus vestram scire volumus sanctitatem, quod licet ad nos duntaxat tam ratione nostre superioritatis quam per certas conventiones pertineat cognitio de premissis, nichilominus propter honorem et reverenciam vestre beatitudinis et ob ingentem confidentiam quam de vobis semper habuimus et habemus, placebit nobis quod vos ut privata persona de et super predictis per viam amicabilem vel rationis, prout vobis bonum et expediens videbitur, cognoscere ac ordinare possitis, dum tamen ante omnia prefatus rex Anglie nomen regis Francie quod usurpative noscitur assumpsisse ac sigillum de armis Francie quo per tempus aliquod usus est indebite et adhuc uti nititur, omnino dimittat ac eis renunciet totaliter cum effectu. Personam vestram sanctissimam conservet Altissimus Ecclesie sue sancte regimini feliciter, ut optamus. — Datum apud Sanctum Audoenum prope Sanctum Dionisium in Francia, die xxvii octobris. Devotus filius vester . . rex Francie. »

788 Avignon, 31 octobre 1340.

Jacobo II de Salino archiepiscopo et capitulo Tarantasiensis Ecclesiae mandat ut magistro Durando de Sancto Salvatore pro reformanda ipsa Ecclesia misso, duos florenos auri cum dimidio singulis diebus assignent. (Litt. de curia. Reg. Vat. 128, nº lii)

« *Venerabili fratri Jacobo archiepiscopo et dilectis filiis capitulo Tarantasiensibus, salutem.* Cum dilectum filium — Dat. Avinione, ii kalendas novembris, anno sexto. »

789 Avignon, 2 novembre 1340.

Conventui monasterii Sancti Andreae prope Avinionem significat ejusdem monasterii reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, nº cxcv, fol. 75 verso.)

« *Dilectis filiis conventui monasterii Sancti Andree prope Avinionem, ordinis Sancti Benedicti.* Fidedigno relatu ad noticiam — Dat. Avinione, iv nonas novembris, anno sexto. »

790 Avignon, 10 novembre 1340.

Guiranno de Vians mandat ut de extorsionibus, gravaminibus et oppressionibus a Guillelmo de Duroforti olim judice criminali Comitatus Venayssini factis, inquirat et justiciam ministret. (Litt. patens. Reg. Vat. 135, nº cccxlvi, fol. 125 verso.)

« *Dilecto filio Guiranno de Vians jurisperito Aptensis diocesis, judici curie dilecti filii .. marescalli nostri* — Dat. Avinione, iv idus novembris, anno sexto. »

791 Avignon, 11 novembre 1340.

Capitulo Nemausensis Ecclesiae significat ejusdem Ecclesiae

reservationem. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CC, fol. 76 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Nemausensis.* Olim felicis recordationis — Dat. Avinione, III idus novembris, anno sexto. »

792 Avignon, 22 novembre 1340.

Guillelmum V de Chanac episcopum Parisiensem jubet magistrum Nicolaum de Ultricuria licenciatum, Johannem ordinis Servorum Beatae Mariae bacalarium ac Henricum Anglicum Cisterciensis ordinis scolarem, in universitate Parisiensi in theologia studentes, qui, ut fertur, aliquot verba contra catholicam fidem dixerint, citare personaliter ut intra unius mensis spatium apostolico conspectui se praesentent. (Litt. de curia. REG. VAT. 128, n° XXVIII.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Parisiensi salutem.* Cum magistrum Nicolaum — Dat. Avinione, X kalendas decembris, anno sexto [1]. »

793 Avignon, 25 novembre 1340.

Quidquid molitur Ludovicus de Bavaria contra terras quae sunt in ditione Roberti regis Siciliae, eidem regi patefacit. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, n° CCXXXV, fol. 84 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Quarumdam serie — Dat. Avinione, VII kalendas decembris, anno sexto. »

794 Avignon, 4 décembre 1340.

Petro episcopo Aurasicensi, Petro Ricani et Ludovico de Petragrossa mandat ut quaerant utrum emptio cujusdam partis castri de Montilio apostolicae Sedi utilis sit necne. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCXXXVII, fol. 85 recto.)

« *Venerabili fratri Petro episcopo Aurasicensi rectori comitatus Venaissini et dilectis filiis Petro Ricani priori de Biturrita Avinionensis diocesis ac Ludovico de Petragorssa archipresbytero Ecclesie Vivariensis.* Pridem inter venerabiles fratres Gasbertum archiepiscopum Arelatensem camerarium, et Johannem episcopum Avinionensem thesaurarium nostros, pro nobis et successoribus nostris romanis pontificibus ex parte una, et dilectum filium nobilem virum Geraldum Ademari dominum in tribus partibus castri de Montilio Valentine diocesis ex altera, super venditione unius de dictis tribus partibus castri prefati de Montilio ejusque territorii, districtus et mandamenti nobis per eundem nobilem pro nobis et nostris successoribus predictis facienda, habito colloquio et tractatu, tandem memoratus nobilis pro se ac heredibus et successoribus suis, de licencia, consensu et voluntate venerabilis fratris nostri Henrici episcopi et comitis Valentini et Diensis a quo nomine Valentine et Diensis Ecclesiarum tenebantur et recognoscebantur eedem tres partes castri predicti, titulo pure ac perfecte venditionis imperpetuum valiture, vendidit, tradidit, liberavit et concessit nobis et eisdem successoribus romanis pontificibus canonice intrantibus, prefatis Gasberto archiepiscopo camerario et Johanne episcopo, ac dilecto filio magistro Jacobo de Broa archidiacono Lunatensi in Ecclesia Biterrensi thesaurariis nostris necnon . . notario infrascripto solenniter stipulantibus et recipientibus vice ac nomine nostro et successorum nostrorum predictorum dictam terciam partem earundem trium partium quas habet prelibatus nobilis in castro supradicto de Montilio ejusque territorio, districtu et mandamento; que quidem tercia pars est et esse debet quarta pars totius castri predicti de Montilio, territorii, districtus et mandamenti ejusdem cum omni mero et mixto imperio ac omnimoda jurisdictione alta et bassa, omnibusque aliis juribus que idem nobilis habebat seu habere poterat et debebat in castro, territorio, districtu et mandamento predictis ratione dicte tercie partis in pedagio terre et aque, leuda, cestairalagio, hominibus, furnis, molendinis et in quibuscunque aliis emolumentis ad dominium et jurisdictionem spectantibus in dicto castro ejusque territorio, districtu et mandamento, ita quod nos et successores nostri predicti tantum ex hujusmodi venditione terciam partem dictarum trium partium liberam, quietam et inmunem ab omni onere creditorum ac obligatione et servitute quibuscunque, aliis duabus partibus eidem nobili ac heredibus et successoribus suis remanentibus, habeamus; quamquidem terciam partem nobis et successoribus nostris predictis venditam, ut prefertur, supradictus nobilis per stipulationem solennem promisit et convenit facere valere in redditibus annuatim nobis et successoribus nostris predictis octingentos florenos auri de Florencia boni et recti ponderis juxta communem et fidelem extimationem de illis arbitrio bo-

1. Haec epistola in eodem regesto n° LIV invenitur.

norum virorum a nobis et ipso nobili eligendorum communiter et equaliter quotiens opus fuerit faciendam, ita tamen quod extimatio hujusmodi per eos viros eligendos, ut premittitur, concorditer semel facta, perpetuam extunc obtineat roboris firmitatem, quodque quamcito commode fieri poterit fiat divisio bonorum et reddituum dicte tercie partis, sicut premissum est, vendite a dictis duabus partibus remanentibus nobili sepefato pro precio videlicet viginti quatuor milium florenorum auri de Florencia boni et recti ponderis eidem nobili, mox postquam nomine nostro et eorundem successorum nostrorum apprehensa fuerit corporalis possessio vel quasi pacifica et quieta rerum hujusmodi venditarum usque ad summam annui redditus dictorum octingentorum florenorum auri, et extimatio ac divisio predicte facte fuerint memorato nobili sine difficultate qualibet solvenda. Ceterum, actum in contractu hujusmodi extitit conventum expresse quod si res per dictos viros, ut predicitur, eligendos pro dicta tercia parte vendita sicut superius exprimitur, extimande in redditibus annuis excederent summam octingentorum florenorum auri vel non attingerent ad eandem, tunc pro augmento vel diminutione unius floreni auri in redditibus solvantur vel detrahantur ultra vel infra precium supradictum triginta floreni auri, et idem intelligatur et debeat fieri de denario, solido sive libra. Et insuper quod nos et successores nostri predicti, ac nostri et eorundem successorum officiales qui temporibus futuris fuerint in eodem castro de Montilio possimus pro dicta tercia parte nostra facere ac acquirere ibidem fortalicia, et que fecerimus vel acquisiverimus, necnon carceres, furcas patibulares et alia necessaria vel eciam oportuna pro exercenda jurisdictione hominum dicte tercie partis habere, tenere, ac, homagia tam a nostris hominibus dicte tercie partis quam ab alienigenis undecunque venientibus recipere valeamus, hominibus dictarum duarum partium retentarum per dictum nobilem, sui suisque heredibus semper salvis, sicut premissa et alia in eodem contractu deducta in instrumento publico inde manu dilecti filii magistri Michaelis Ricomanni, clerici camere nostre, notarii auctoritate apostolica publici, confecto, plenius continetur. Nos autem, volentes de rebus venditis hujusmodi, earumque conditionibus et valoribus aliisque circunstanciis circa hec attendendis, plenius antequam ad perfectionem contractus hujusmodi procedatur ulterius informari, de vestre quoque fidelitatis et circumspectionis industria gerentes in Domino fiduciam specialem, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ad dictum castrum de Montilio ejusque territorium, districtum et mandamentum vos personaliter conferentes, resque venditas hujusmodi propriis subicientes aspectibus, de ipsarum et cujuslibet earundem conditionibus, valoribus, commodis et emolumentis certis et incertis, ac oneribus pro eis incumbentibus, necnon si qualiter et per quem modum tercia pars empta predicta quantum ad territorium, districtum et mandamentum, focos et homines, tam infra quam extra castrum predictum dividi ab aliis partibus poterit, et demum de omnibus et singulis circumstanciis super predictis attendendis solertem et fidelem informationem recipere clare, particulariter et distincte, illamque in scripturam redactam publicam nobis studeatis mittere fideliter vel deferre ut per ipsam vestramque relationem de premissis omnibus et ea quomodolibet tangentibus plenarie informati, videre possimus et cognoscere an pro nobis et successoribus nostris predictis sit expediens et utile ad perfectionem contractus procedere supradicti. Ut autem hec que vobis committimus exequi et complere plenius et commodius valeatis, exercendi super hiis que necessaria vel oportuna vobis in hac parte fuerint, censuram ecclesiasticam vobis tenore presentium plenam concedimus potestatem. — Datum Avinione, II nonas decembris, anno sexto. »

795 Avignon, 5 décembre 1340.

Ponit quasdam moderationes, mutationes et declarationes in constitutione apostolica de ordine monachorum nigrorum confecta. (Litt. de curia. REG. VAT. 128, n° LVI)

« *Ad perpetuam rei memoriam.* — Dudum pro bono — Dat. Avinione, nonis decembris, anno sexto. »

796 Avignon, 12 décembre 1340.

Robertum regem Siciliae rogat ut magistris Ramundo de Chameraco Ambianensis et Pontio de Pereto Carnotensis Ecclesiarum canonicis, ad Ecclesiam Casinensem pro quibusdam negotiis missis, adsit. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, n° CCXLI, fol. 87 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum nos dilectos — Dat. Avinione, II idus decembris, anno sexto. »

797 Avignon, 13 décembre 1340.

Hugoni I episcopo Convenarum mandat ut non obstante appellatione ab Arnaldo abbate monasterii Bonifontis ejusdem dioecesis ad apostolicam Sedem interposita, inquisitionem inceptam contra praedictum abbatem prosequatur. (Litt. de curia. REG. VAT. 128, n° LV.)

« *Venerabili fratri Hugoni episcopo Convenarum, salutem.* Nuper fidedigna relatione — Dat. Avinione, idibus decembris, anno sexto. »

798 Avignon, 18 décembre 1340.

Capitulo Laudunensis Ecclesiae significat ejusdem Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCXLV, fol. 88 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Laudunensis.* Intendentes Ecclesie vestre — Dat. Avinione, XV kalendas januarii, anno sexto. »

799

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Johanni II de Vienne archiepiscopo Remensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 135, n° CCXLVI, fol. 88 verso.)

800 Avignon, 18 décembre 1340.

Edwardi regis Angliae nuntios audivit; regem eumdem hortatur ad pacem cum Philippo rege Franciae componendam. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, n° CCCIII, fol. 112 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Edwardo regi Anglie illustri, salutem, etc...* Redeuntem ad nos dilectum filium magistrum Willermum de Norvico, decanum Ecclesie Lincolniensis, capellanum nostrum, auditorem causarum nostri palacii, a te, fili carissime, ad quem pridem cum litteris per nos super materia pacis vel ineundarum treugarum inter te ac carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francie illustrem, tue directis magnificencie, certis nichilominus per nos eidem impositis, tibi per eum ex parte nostra referendis et explicandis verbotenus, circa hec providimus destinandum, necnon dilectos filios Johannem de Offorde archidiaconum Eliensis et Johannem de Thoresby canonicum Suwellensis Ecclesiarum, nuncios regios cum eodem decano ad nostram presenciam a tua sublimitate transmissos litterasque regias ab eis nostro apostolatui presentatas, benignitate recepimus consueta et tam ea que continebantur in eisdem litteris quam que nobis pro parte tua prefati capellanus et nuncii sub concessa eisdem per litteras ipsas credentia exponere curaverunt, pacienter et plene audivimus et intelleximus diligenter, laudabile propositum et ingens desiderium que ad reformationem pacis predicte ac deinde ad exercendam virium tuarum potenciam adversus hostes christiane fidei, te per litteras predictas habere describis, multipliciter in Domino commendantes. Sane, fili dilectissime, quia illa que nobis explicarunt capellanus et nuncii predicti partem alteram tangere, ut regia novit prudentia, dinoscuntur, nisi prius intellecta intentione partis ejusdem, honeste, decenter et commode super eis tue respondere magnitudini vel impertiri postulatum consilium non valemus, nec illa etiam que super reformationis pacis predicte materia prelibati cappellanus et nuncii ac dilectus filius nobilis vir Nicolinus de Flisco, miles Januensis eis super eadem credentia per litteras regias supradictas adjunctus, postmodum explicarunt, nobis videntur posse aditum paci eidem pandere sed dissensionum incendia potius inflammare. Quamobrem tuam serenitatem regiam rogamus attentius et per Dei misericordiam obsecramus quatinus volvens et revolvens intra precordia regia diligenter quot et quantis offensis gravibus ex hiis que contigerunt ex tuis et regis predicti guerris offensa divina Majestas fuerit et jugiter non absque tuis et suis periculis offendatur, irritareturque acerbius et implacibiliter procul dubio, si guerre continuarentur predicte, quod absit, cum Ecclesie, monasteria, religiosa et pia loca, etc... (ut in epistola regi Franciae scripta, vide infra n° 801) et fraudulentis consiliis te disponas. — Datum Avinione, XV kalendas januarii, anno sexto. »

801 Avignon, 21 décembre 1340.

Philippum regem Franciae hortatur ad pacem cum Edwardo rege Angliae restituendam. (Litt. clausa. REG. VAT. 135, n° CCCV, fol. 115 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Postquam ad nos pridem dilectus filius magister Guillelmus Amici prepositus Ecclesie Vaurensis, capellanus noster, causarum nostri palacii auditor, a tua presencia, carissime fili, ad quam ipsum cum litteris nostris super materia pacis reformande inter te ac carissimum in Christo filium nostrum Edwardum

regem Anglie illustrem, tue directis celsitudini miseramus, rediit nobisque aliqua super predictis exponere pro parte regia procuravit, fuerunt nobis serenitatis tue littere presentate, per quas scripsit regia prudencia in effectu quod cum idem capellanus tibi pro parte nostra exposuisset secrete quod nos propter bonum pacis et affectionem sinceram quam ad te regnumque tuum habere noscimur, onus pacificandi discordias inter te ac regem prefatum in quantum terras et loca per quondam . . genitorem tuum, tempore clare memorie Caroli regis Francie et pro eo et subsequenter per te in Vasconie partibus acquisita tangebant, in nos si tibi placeret suscipere volebamus, quamvis ad te tam ratione superioritatis quam ex certis conventionibus pertineat cognitio de premissis, nichilominus tamen propter nostrum honorem et reverenciam ac confidenciam quam habes et semper habuisti de nobis, placebat tue magnitudini ut nos tanquam privata persona de et super predictis per viam amicabilem aut rationabilem, prout nobis bonum et expediens videretur, de hiis cognoscere ac ordinare possemus, dum tamen prefatus res Anglie nomen regis Francie quod usurpative assumpsit sigillumque de armis Francie quo per tempus aliquod usus est et uti nitebatur, deponat ante omnia et dimittat, eisque renunciat totaliter cum effectu. Super quibus autem usque modo ex eo nequivimus tue celsitudini respondere quia nondum ad nos redierat dilectus filius magister Willermus de Norwico, decanus Ecclesie Lincolnensis, capellanus noster et ejusdem palacii causarum auditor, quem ad dictum regem Anglie duxeramus cum nostris litteris super eadem reformationis pacis materia destinandum. Nuper vero, videlicet die duodecima hujus mensis decembris rediit, et cum eo venientes dilecti filii Johannes de Offorde archidiaconus Eliensis et Johannes de Thoresby canonicus Sutwellensis Ecclesiarum, prelibati regis Anglie nobis litteras de credencia presentarunt et pluribus vicibus quibus eos ad presenciam nostram admisimus, ea que sub dicta credencia pro parte dicti regis explicare curarunt, intelleximus diligenter; et cum super illis a nobis inter cetera peterent eidem regi responsionem per nos fieri et consilium impertiri, post multa per nos eis super predictis, sicut expedire vidimus, replicata, respondimus quod quia illa partem tangebant aliam, nisi prius partis ejusdem super eis intentione prescita, nec respondere poteramus commode nec consilium impertiri, nec nobis videtur, fili dilectissime, quod per predicta coram nobis ab ipsis, ut prefertur, proposita et explicata, que subticenda ex causis justis, honestis et rationabilibus quantum ad presens providimus, aditus vie pacis rationabilis possit pandi. Porro, quia sicut intelleximus assumpti super reformatione dicte pacis tractatores hinc inde dominica post instans festum Purificationis Beate Marie Virginis simul debent ad tractandum super hoc convenire, speramus in Eo qui est pax vera pacemque diligit et in viris pacificis delectatur quod Ipse de sue largissime pietatis clemencia, vias super reformatione pacis ejusdem aperiet eisdem tractatoribus oportunas, ac tuum et regis predicti corda sue dulcore gracie liniens, ad eas acceptandas ac mutuam concordiam inclinabit et pacem. Nos quoque, qui licet insufficientibus meritis vices in terris gerimus Summi Regis pacifici et excelsi, si forsan super tractatu predicto aliqua reformationi eidem obvia interponeret hostis pacis, ut illa per viam equitatis et rationis tollantur vel temperentur, paratos nos offerimus sicut alias ob ingens desiderium dicte pacis obtulimus, dummodo de voluntate partium processerit et ad nos propterea persone mittantur instructe super hiis zelatrices pacis et concordie, ydoneisque mandatis suffulte, amicabiliter et tanquam privata persona, sicut posterior predictarum litterarum regiarum clausula continebat, quantum cum divino beneplacito ac honore nostro ad utriusque partis honorem et commodum poterimus, interponere partes nostras. Sed quanquam cum predictis missis per regem prefatum Anglie super dimissione illius nominis et sigilli de armis Francie colloquti fuerimus, et eis que nobis videbantur expediencia circa hec duxerimus explicanda, reperire tamen non possumus nec sentire cum ipsis quod rex ipse ante tractatum pacis quoquo modo dimitteret supradicta. Regalem igitur tuam rogamus excellenciam et per Dei misericordiam obsecramus quatinus intra pectoris claustra regii volvens premeditando profundius et revolvens quot et quantis offensis gravibus per ea que contigerunt ex tuis et regis predicti guerris divina Majestas offensa fuerit et jugiter non absque tuis et suis periculis offendatur et irritaretur acerbius et implacabiliter forsan si guerre ipse continuarentur, quod absit, cum Ecclesie, monasteria religiosa et pia loca ecclesiastica et ecclesiastice persone variis gravaminibus, molestationibus et injuriis afflicta exinde multipliciter extiterint, cultu divino turbato et impedito hactenus, et eciam affligantur insolenciis et aliis excessibus enormibus et presumptuosis temeritatibus perversorum; ausus perniciosi laxentur, justicia que minus bene coli consuevit bellorum tempore periculose nimium exultante, pauperibus quoque, orphanis,

viduis, pupillis et aliis personis miserabilibus non solum subtrahatur victus, sed quod est compassibilius ipsi qui juxta legis divine preceptum defendi et tueri debent, hostili vastitati non sine gravi divini offensa intuitus miserabiliter et flebiliter exponantur, insigniti eciam caractere fidei et precioso sanguine Christi redempti qui pro ejusdem defensione fideique in plerisque mundi partibus non leviter, sicut regia non ignorat excellencia, ad presens ab infidelibus impugnatur se possent et deberent adversus hostes ejusdem fidei opponere, propter guerras predictas in seipsos sevire crudeliter ad horribilis mortis excidium inferendum, coacti sint hactenus, quod cum merore cordis referimus, et cogantur. Et insuper res quas ad humanum usum divina concessit pietas dampnabiliter sepius et illicite dilabantur, aliaque innumerabilia dampna, pericula et scandala totam christianitatem ad ejus confusionem et depressionem horribilem concussiencia jam guerre predicte produxerint et graviora possint probabiliter exinde formidari procul dubio nisi optate pacis serenitas subsequatur ad viam pacis ejusdem assumendam, acceptandam et prosequendam rationabilem, maxime cum juxta dictum propheticum non solum inquirenda sit pax, sed eciam prosequenda, hoc est tantum donec assequatur querenda, regium animum cum effectu prepares, abilites et inclines ut pacis temporalis perfruaris in hac misera vita dulcedine et illa eternaliter in patria sacieris, ponens nichilominus ante oculos mentis tue quod licet superne benignitas offensas predictas hactenus dissimulaverit patienter, sibique christianorum effusionem sanguinis non placere, bis tuis et regis predicti aciebus, ut nosti, de propinquo dispositis ad bellandum, ostenderit manifeste. Verendum tamen est et multipliciter formidandum quod, si ulterius provocaretur similibus, sua non quiesceret indignatio quin adversus illum vel illos qui horum causa essent, terribilis et forsan irreparabilis vindicte ultionem, cum ejus sint occulta judicia, exerceret. Ad premissa nempe salubria monita nostra hujusmodi grato et benivolo suscipienda animo non parum te, fili amantissime, cum punctione cordis illa movere debent, que toti cetui fidelium letabunda per ministerium carissimorum in Christo filiorum nostrorum . . Castelle et . . Portugalie regum illustrium divine propiciatio que nunquam votis justorum se subtrahit operata extitit, sicut per litteras ipsorum exultanter percepimus hiis diebus. Lectione namque litterarum ipsarum et quorumdam eciam fidedignorum habetur relatibus, quod cum hostis ille prophanus et persecutor crudelis nominis christiani. . rex Marrochitanus videlicet, coadunatis sue fetide nationis nonnullis regibus et principibus, ac Sarracenorum innumerabili peditum et equitum armatorum multitudine congregata, mare in superbia et fastu magno hoc anno transiens, et ad extinguendam et confundendam Christianitatem non solum in illis, sed eciam in multis aliis partibus vehementer, ut ferebatur, aspirans, terras dicti regis Castelle in fortitudine gravi et apparatu terribili subintrasset, obsidendo quendam locum fortissimum ipsius regis Castelle ac christicolas ibidem existentes fortiter expugnando, prefati Castelle et Portugalie reges qui jamdudum inter eos odiis, inimiciciis et gravibus rancoribus usque ad congressus bellicos et offensiones hostiles invicem suscitatis, erant adinvicem inimici, tandem nostris salutaribus acquiescentes tanquam filii benedictionis et gracie monitis, et attendentes provide quod sine pace proximi pax Dei que omnem sensum exsuperat, cum ejus misericordia et gracia nequit haberi, ob Dei honorem et sancte matris Ecclesie reverenciam zelumque catholice fidei, pacem inter se suosque federa reformarunt et, derelictis viciorum tribulis, corda sua spiritui sancto munda quantum potuerunt efficientes, per infusionem divine gracie habitacula, sicque preparati, ejusdem sancti spiritus graciam tanquam strenui athlete fidei humiliter implorantes, cum paucis respectu multitudinis innumerabilis hostium crucis Christi contra hostes ipsos intrepidi processerunt ad bella, quibus regibus et exercitibus suis catholicis desuper potencia divine cujus auris benigna preparationes cordium eorum audiverat, sic benigne astitit sicque clementer eis Majestatis sue dexteram adjutricem porrexit quod de inimicis fidei orthodoxe gloriosum obtinuerunt triumphum, quibusdam ex principibus et majoribus Sarracenis predictis et aliis inferioris status personis captivatis in eorumdem catholicorum regum manibus et aliis Sarracenis qui erant ibidem quorum numerum solus Ille novit qui omnium infaillibilem habet noticiam, illis solum exceptis qui evaserunt per fuge subsidium, in ore gladii trucidatis. Ad talia quidem bella debent catholici reges et principes, abhorrendo christianorum effusionem sanguinis, devotis animis et ferventibus desideriis cum pace Dei et proximi extinctis odiorum vepribus incitari, et viriliter et strenue ut sibi regie dignitatis et nominis augeant exinde gloriam ac eterni regni coronam mereantur immarcessibilem exponere vires suas. Quamobrem, precibus et exhortationibus nostris subjungimus ut tu, fili precarissime, quem Deus multis prevenit benedictionibus et variis virtu-

tibus edotavit, recolens predecessorum tuorum regum Francie gesta magnifica que circa defensionem et dilatationem ejusdem fidei operati fuerunt, et eorum laudabilibus inherens vestigiis ad exhibendum Redemptori nostro grata super negocio fidei obsequia, cum nunc tempus oportunum et acceptabile se offerat, per preparationem reformationis pacis cum rege predicto Anglie quantum poteris commode, sinistris rejectis sucgestionibus et illorum qui forsan sua lucra in tui honoris, commodi et salutis dispendium libenter guerrarum et dissentionum tempore quererent ommissis et repulsis iniquis et fraudulentis consiliis, te disponas. — Datum Avinione, xii kalendas januarii, anno sexto. »

ANNUS SEPTIMUS.

802 Avignon. 24 janvier 1341.

Petro III episcopo Aurasicensi, Petro Ricani et Ludovico de Petragrossa mandat ut partem castri de Montilio nuper emptam domine papae occupent, atque omnia quae de emptione eadem complenda sunt, perficiant. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° iv, fol. 2 verso.)

« *Venerabili fratri Petro episcopo Aurasicensi, comitatus Venaissini rectori, et dilectis filiis Petro Ricani priori de Biturrita Avinionensis diocesis, ac Ludovico de Petragrossa archipresbitero Ecclesie Vivariensis.* Super eo quod dudum dilectus filius nobilis vir Geraldus Ademari, tunc dominus in tribus partibus castri de Montilio Valentinensis diocesis, unam de dictis tribus partibus dicti castri, territorii, districtus et mandamenti ejusdem exponebat venalem, inter venerabiles fratres Gasbertum archiepiscopum Arelatensem, camerarium et Johannem episcopum Avinionensem, thesaurarium nostros, pro nobis ex parte una, et ipsum nobilem ex altera, super vendenda nobis et Ecclesie romane pro nobis tantum et successoribus nostris romanis pontificibus una de predictis tribus partibus, habitis colloquio et deliberatione tractatus maturis, tandem prefatus nobilis Geraldus Ademari pro se ac heredibus et successoribus suis, de licencia, consensu et voluntate venerabilis fratris nostri Henrici episcopi et comitis Valentinensis et Diensis a quo nomine Valentinensis et Diensis Ecclesiarum suarum tenebantur et recognoscebantur, tres partes predicte castri prefati, titulo pure ac perfecte venditionis imperpetuum valiture, vendidit, tradidit, liberavit et concessit nobis ac eisdem successoribus canonice intrantibus, memoratis Gasberto archiepiscopo, camerario et Johanne episcopo ac dilecto filio magistro Jacobo de Broa archidiacono Lunatensi, thesaurariis nostris, et eciam .. notario infrascripto solenniter stipulantibus et recipientibus vice ac nomine nostro et successorum nostrorum predictorum, totam terciam partem dictarum trium partium quas habebat prefatus nobilis in eodem castro de Montilio ejusque territorio, districtu et mandamento; quequidem tercia pars est et esse debet quarta pars totius castri predicti de Montilio, territorii, districtus et mandamenti ejusdem, cum omni mero et mixto imperio ac omnimoda jurisdictione alta et bassa, omnibusque aliis juribus que ipse nobilis habebat seu habere poterat et debebat in castro, territorio, districtu et mandamento predictis, ratione dicte tercie partis in pedagio terre et aque, leuda, cestaralagio, hominibus, furnis, molendinis et in quibuscunque aliis emolumentis ad dominium et jurisdictionem spectantibus in dicto castro ejusque territorio, districtu et mandamento, ita quod nos et successores nostri predicti pro nobis et ipsis tantummodo ex hujusmodi venditione tertiam partem dictarum trium partium quietam, liberam et inmunem ab omni onere creditorum, aliis duabus partibus prefato nobili ac heredibus et successoribus suis remanentibus, habeamus. Quamquidem terciam partem nobis et successoribus nostris predictis venditam, ut prefertur, supradictus nobilis per stipulationem solennem promisit et convenit facere valere in redditibus annuatim nobis et successoribus nostris antedictis octingentos florenos auri de Florencia boni et recti ponderis juxta communem et fidelem extimationem de illis, arbitrio bonorum virorum a nobis et ipso nobili eligendorum communiter et equaliter, quotiens opus fuerit faciendam, ita tamen quod extimatio hujusmodi per eosdem viros eligendos, ut prefertur, concorditer semel facta, perpetuam ex tunc obtineat roboris firmitatem, quodque quamcito fieri poterit hominum et reddituum dicte tercie partis vendite, sicut superius est expressum, fiat divisio a dictis duabus partibus remanentibus nobili supradicto, pro precio videlicet viginti quatuor milium florenorum auri de Florencia boni et recti ponderis prefato nobili, mox postquam

nomine nostro et eorumdem successorum nostrorum apprehensa fuerit corporalis possessio, vel quasi pacifica et quieta rerum hujusmodi venditarum usque ad summam annui redditus dictorum octingentorum florenorum auri, ac extimatio et divisio predicte facte fuerint, eidem nobili sine difficultate qualibet solvendorum. Ulterius actum in predicto contractu extitit et conventum expresse quod si res per dictos viros, sicut predicitur, eligendos pro dicta tercia parte vendita, ut exprimitur superius, extimande, in redditibus annuis excederent summam octingentorum florenorum auri vel non attingerent ad eandem, tunc pro augmento vel diminutione unius floreni auri in redditibus, solvantur vel detrahantur ultra vel infra precium supradictum triginta floreni auri, et idem intelligatur et debeat fieri de denario, solido sive libra; et insuper quod nos et successores nostri predicti necnon nostri et eorumdem successorum officiales qui futuris temporibus fuerint in eodem castro de Montilio possimus pro dicta tercia parte nostra facere et acquirere ibidem fortalicia, et que fecerimus vel acquisiverimus, ac carceres et alia necessaria vel oportuna pro exercenda jurisdictione hominum dicte tercie partis habere, tenere, necnon homagia tam a nostris hominibus dicte tercie partis quam ab alienigenis undecumque venientibus recipere plene ac libere valeamus, hominibus aliarum duarum partium retentarum per dictum nobilem sibi suisque heredibus et successoribus remanentibus semper salvis, sicut predicta et alia in eodem contractu redacta in publico instrumento inde per manum dilecti filii magistri Michaelis Ricomanni clerici camere nostre, notarii auctoritate apostolica publici, confecto, plenius continentur. Nos igitur, audito contractu hujusmodi, volentes antequam ulterius ad perfectionem procederetur ipsius, de predictis rebus venditis earumque conditionibus et valoribus, aliisque circumstanciis attendendis, super hiis plenius informari, vobis de quorum fidelitatis et circunspectionis industria gerimus fiduciam in Domino pleniorem, per litteras nostras committendum duximus et mandandum ut ad castrum de Montilio supradictum ejusque territorium, districtum et mandamentum vos personaliter conferentes, resque venditas hujusmodi propriis subicientes aspectibus de ipsarum et cujuslibet earumdem conditionibus, valoribus, commodis et emolumentis certis et incertis, ac oneribus pro eisdem rebus incumbentibus, necnon si qualiter et per quem modum tercia pars empta predicta quantum ad territorium, districtum et mandamentum, focos et homines, tam infra quam extra castrum predictum, dividi ab aliis partibus commode posset, et demum de omnibus et singulis circunstanciis super predictis quomodolibet attendendis, solertem et fidelem informationem recipere, clare, particulariter et distincte, illamque in scripturam redactam publicam nobis curaretis fideliter mittere vel defferre, ut per ipsam vestramque relationem de predictis omnibus et ea quomodolibet tangentibus plenius informati, videre possemus et cognoscere an pro nobis et successoribus nostris predictis esset expediens et utile ad perfectionem contractus procedere supradicti. Verum cum vos, pro exequendis et complendis hiis que vobis committebantur per litteras antedictas, ad dictum castrum de Montilio ejusque territorium, districtum et mandamentum personaliter accedentes, informationem fidelem et diligentem super rebus predictis venditis ac earum et cujuslibet ipsarum conditionibus, valoribus, commodis et emolumentis aliisque circunstanciis, prout vobis datum extitit in mandatis, receperitis, illamque redactam in scripturam publicam nobis duxeritis deferendam, per quamquidem informationem visam et examinatam de mandato nostro per eosdem camerarium et thesaurarios vestramque relationem factam super predictis coram eis plenarie evidenter apparet quod res predicte vendite septingentos sexaginta florenos auri de annuo redditu, possunt extimatione communi et non ultra valere, propter quod pro quadraginta florenis auri redditus annui, qui de summa octingentorum florenorum auri dicti redditus desunt juxta formam dicti contractus de precio viginti quatuor milium florenorum auri, deducendi sunt mille ducenti floreni et eciam defalcandi, sicque precium venditionis predicte in summa viginti duorum milium octingentorum florenorum auri noscitur remanere : nos tandem, premissis omnibus diligentius intellectis, eorundem camerarii et thesaurariorum nostrorum audita super predictis relatione fideli quam vos eis feceratis eciam sub publici testimonio instrumenti, volentes quod predictus contractus suum debitum sortiatur effectum, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus ad supradictum castrum de Montilio ejusque territorium, districtum et mandamentum et alia loca de quibus vobis propter hoc videbitur expediens, vos personaliter conferentes, ad divisionem dicte tercie partis predictarum trium partium, que quarta pars est et esse debet castri predicti de Montilio ejusque territorii, districtus et mandamenti, focorum et hominum ab aliis partibus, prout commodius et utilius fieri poterit, procedatis, necnon

possessionem corporalem vel quasi dicte tercie partis empte, ut premissum est, cum omni mero et mixto imperio ac omnimoda jurisdictione alta et bassa universisque aliis juribus que sepefatus nobilis habebat seu habere poterat in eodem castro ejusque territorio, districtu et mandamento, ratione dicte tercie partis per ipsum vendite, ac per nos pro nobis et successoribus nostris predictis empte, ut superius est expressum, in pedagio terre et aque, leuda, cestaralagio, hominibus, furnis, molendinis et quibuscunque aliis emolumentis ad dominium et jurisdictionem spectantibus in castro, territorio et mandamento predictis apprehendere pro nobis et successoribus nostris predictis, nancisci, recipere ac retinere curetis; homagia et recognitiones ab hominibus tam nobilibus quam aliis nobis ratione dicte tercie partis subjectis, vice ac nomine nostro recipientes, ibidemque vice ac nomine predictis officiales, ministros et servientes pro exercitio meri et mixti imperii ac omnimode jurisdictionis alte et basse aliorumque bonorum et jurium ad nos in eisdem castro, territorio, districtu et mandamento ratione dicte tercie partis empte, ut prefertur, spectantium, collectione, receptione ac administratione necessarios vel eciam oportunos, usque ad nostrum beneplacitum deputantes, maxime cum prefatus nobilis pro extimatione rerum venditarum predictarum, que per viros ydoneos per nos et ipsum communiter et equaliter eligendos, fieri sicut habet forma dicti contractus debebat informationem per vos factam, ut predicitur, approbaverit et acceptaverit specialiter et expresse, illique perpetuo pro se suisque heredibus et successoribus absque quavis extimatione alia stare voluerit et promiserit, inde confecto publico nichilominus instrumento. Ceterum quia nostre intentionis existit et volumus quod contractus predictus qui, sicut credimus, de bona fide utriusque partis procedit, perpetuam et inviolabilem absque calumpnia, dolo, fraude ac circunventione quibuslibet obtineat firmitatem, quodque nos et successores nostri predicti, res predictas venditas et earum singulas absque onere creditorum predicti nobilis et personarum aliarum turbatione ac molestatione quacunque possimus habere, tenere ac pacifice possidere, volumus, sicut idem nobilis se facturum et curaturum promisit, quod dilectus filius nobilis vir Guirandonus natus ejusdem Geraldi necnon dilecte in Christo filie Alaydis ipsius Geraldi ac Matildis Guirandoni prefati uxores et quicunque alii quorum posset quomodolibet interesse, cerciorati plenarie de omnibus et singulis supradictis, illa ratificent et approbent, seque observaturos, quantum in eis erit, promittant, ac se obligent solenniter, specialiter et expresse. Super quibusquidem ratificationibus, approbationibus, promissionibus et obligationibus nomine nostro ac dictorum successorum nostrorum recipiendis ac aliis gerendis, exercendis et expediendis que circa predicta fuerint necessaria vel eciam oportuna, plenam vobis concedimus tenore presentium facultatem. Rursus premissis completis et perfectis, et proviso nichilominus quod nos et res empte predicte simus a creditoribus dicti nobilis et quibuscunque aliis quieti, liberi et inmunes, volumus et mandamus quod de dicta viginti duorum milium octingentorum florenorum auri de Florencia recti et legalis ponderis summa, prefato Geraldo Ademari per eosdem thesaurarios nostros, plena, libera et integra solutio impendatur. — Datum Avinione, XII kalendas februarii, anno septimo. »

803 Avignon, 30 janvier 1341.

Ramundum Flori subrogat in locum magistri Ramundi de Chamayraco et Pontii de Pereto ad negotia cameram apostolicam tangentia in Ruthenensi, Caturcensi, Albiensi, Castrensi, Vabrensi, Tutellensi et Vaurensi civitatibus et dioecesibus curanda. (Litt. patens. Reg. Vat. 136 nº VI, fol. 6 verso.)

« *Dilecto filio Ramundo Flori canonico Urgellensi.* Super nonnullis negociis — Dat. Avinione, III kalendas februarii, anno septimo. »

804 Avignon, 30 janvier 1341.

Petro Girardi et Almeracio de Cabrespina mandat ut res camerae apostolicae eis commissas, in Ruthenensi, Caturcensi, Albiensi, Castrensi, Vabrensi, Tutellensi et Vaurensi civitatibus et dioecesibus agant. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, nº VII, fol. 6 verso.)

« *Dilectis filiis Petro Girardi archidiacono Gaujagensi Vasatensis, et Almeratio de Cabrespina canonico Ilerdensis Ecclesiarum.* Dudum volentes bona — Dat. Avinione, III kalendas februarii, anno septimo. »

805 Avignon, 1er février 1341.

Approbat et confirmat escambium palatii episcopalis Avinionensis et quarumdam domorum bonae memoriae Arnaldi Sancti Eustachii diaconi cardinalis, inter romanam et Avi-

nionensem Ecclesias factum. (Litt. de curia. Reg. Vat. 129, pars prima, n° iii.)

Ad perpetuam rei memoriam. Sancte romane Ecclesie licet immeriti divina providencia presidentes, libenter ejus honores et comoda ad Dei laudem et gloriam, quantum decenter possumus, sine alieni juris prejudicio, promovemus. Sane dudum venerabili fratri Petro episcopo Penestrino et dilecto filio nostris Gocio tituli Sancte Prisce presbitero cardinali tunc patriarche Constantinopolitano nostras direximus litteras, inter alia continentes quod nos intenta consideratione pensantes eidem romane Ecclesie plurimum expedire in civitate Avinionensi ubi romana curia resedit diucius, sicut nos cum eadem curia resedimus prout adhuc presentialiter residemus, proprium habere palacium in quo romanus pontifex quando et quamdiu sibi expediens videretur decenter morari valeret, et quod felicis recordationis Johannes Papa XXII predecessor noster tam in reparationibus et constructionibus palatii episcopalis Avinionensis in quo morabatur dum viveret, quam in quibusdam aliis domibus et locis dicto palacio contiguis vel propinquis per eum acquisitis, non modicas de camera sua expenderat pecunie quantitates, et quod nos eciam eodem palacio et aliquibus locis eidem contiguis nostro et ejusdem romane Ecclesie nomine acquisitis fieri feceramus edificia non modicum sumptuosa, et quod domum ea intencione ut idem palacium prefate romane Ecclesie admodum oportunum appropriari et applicari valeret, absque incomodo et enormi lesione Avinionensis Ecclesie, cui propter hoc in aliis oportunis domibus decens et utilis recompensatio prestaretur, quasdam domos sitas in eadem civitate satis prope memoratam Avinionensem Ecclesiam que olim fuerant bone memorie Arnaldi Sancti Eustachii diaconi cardinalis emi nomine nostro et supradicte romane Ecclesie ab heredibus et executoribus testamenti dicti Arnaldi cardinalis, certo precio proinde soluto, de pecunia nostre camere feceramus, intendentes quod de illis ad dictum palacium et eciam de dicto palatio ad illas domos vice versa cambium seu permutatio fieret, per quod vel quam idem palacium ad romanam et domus prefate ad Avinionensem predictas Ecclesias devenirent, eis perpetuis temporibus remansura; ac tandem volentes ut procederetur ad permutacionem seu cambium supradicta, eisdem episcopo Penestrino et Gocio per easdem litteras commisimus et dedimus in mandatis ut, venerabili fratre nostro Johanne episcopo Avinionensi et dilecto filio magistro Ludovico de Petragrossa archipresbytero Ecclesie Vivariensis nostro et predicte Ecclesie romane procuratore vocatis, ad hujusmodi permutationem seu cambium inter prefatum episcopum cum consensu capituli sui, suo et successorum et sepefate Avinionensis Ecclesie, ac eundem procuratorem nostro et successorum nostrorum romanorum pontificum et supradicte romane Ecclesie nominibus auctoritate nostra facienda procederent, prefatum palacium cum omnibus habitationibus quas predecessores dicti episcopi Avinionensis tenuerant ac prefatus predecessor noster tenebat dum viveret et nos etiam pro nobis, officialibus et familiaribus nostris tenebamus, nobis nostrisque successoribus et memorate romane Ecclesie, dictos domos cum suis pertinenciis prefato episcopo Avinionensi ejusque successoribus et Ecclesie Avinionensi jamdicte appropriando et applicando perpetuo ac etiam assignando, et nichilominus decernendo auctoritate predicta hujusmodi cambium seu permutacionem non obstante quantovis majore valore alterutrius seu quibusvis aliis juris vel facti rationibus et exceptionibus que proponi, allegari vel opponi possent aliquo tempore, obtinere debere perhenniter perpetuam et inviolabilem firmitatem, prout in eisdem litteris plenius continetur. Quibus siquidem litteris eisdem episcopo Penestrino et Gocio per prefatum Johannem episcopum Avinionensem et magistrum Ludovicum in plurium discretorum virorum presencia presentatis et lectis, prefati episcopus Penestrinus et Gocius, juxta tenorem dictarum litterarum nostrarum, ad permutationem et cambium predicta, consencientibus eodem Johanne episcopo Avinionensi nomine suo et Avinionensis Ecclesie cum consilio et assensu capituli sui, de quo consensu constitit per publicum instrumentum cujus tenor in instrumento publico super hujusmodi cambio et permutacione confecto insertus presentibus continetur, ex parte una, et dicto magistro Ludovico procuratore nostro et ejusdem romane Ecclesie ex altera, predictum palacium episcopale Avinionense cum omnibus domibus et habitationibus quas predecessores dicti Johannis episcopi Avinionensis tenuerunt ad eumdem episcopum pertinens, ac dictus predecessor noster tenebat dum viveret et quas eciam nos pro nobis, officialibus et familiaribus nostris tenemus ad presens, appropriaverunt et applicaverunt perpetuo, ac eciam assignaverunt auctoritate apostolica, et ex causa dicte permutationis et cambii dicto magistro Ludovico procuratori nostro presenti et recipienti vice et nomine nostris et ejusdem romane Ecclesie et per eum nobis nostrisque successo-

ribus et romane Ecclesie memorate, ita quod dictum hospicium quod episcopale vocari consueverat de cetero palacium apostolicum imperpetuum nominetur; cujusquidem palatii siti in civitate Avinionensi prope Ecclesiam cathedralem Avinionensem ac domorum et habitationum ad dictum palacium spectancium sibique contiguarum confrontaciones et fines in predicto instrumento publico super hujusmodi cambio et permutatione confecto specialiter exprimuntur, ac versa vice similique modo pro utilitate predicta et ex causa dicte permutacionis et cambii recompensando, appropriaverunt et applicaverunt perpetuo et eciam assignarunt dicto Johanni episcopo Avinionensi presenti et recipienti, suisque successoribus et dicte Avinionensi Ecclesie, dictum hospicium et domos que fuerant dicti Arnaldi cardinalis, ita quod dictum hospicium et domus ejusdem Arnaldi cardinalis tradita pro recompensatione predicta episcopale palatium de cetero nuncupentur. Decreverunt insuper dicti episcopus Penestrinus et patriarcha, auctoritate apostolica sibi in hac parte commissa, hujusmodi cambium et permutationem obtinere debere perpetuam et inviolabilem firmitatem, non obstante quantovis majore valore alterutrius seu quibusvis aliis juris vel facti rationibus et exceptionibus que in contrarium proponi vel opponi possent aliquo tempore seu quomodolibet allegari; et pro habundanciori cautela, dicti episcopus Penestrinus et patriarcha eundem magistrum Ludovicum procuratorem nostro et ejusdem romane Ecclesie nomine supradicto, de dicto palacio apostolico cum domibus ac juribus et pertinenciis suis, dictumque Johannem episcopum nomine suo et successorum suorum et ejusdem Ecclesia Avinionensis, de dicto palacio episcopali cum domibus, juribus et pertinenciis suis, per suos anulos investiverunt et concesserunt dicto magistro Ludovico et Johanni episcopo nominibus supradictis, ut auctoritate propria idem magister Ludovicus ejusdem palatii apostolici cum domibus, juribus et pertinenciis suis, idemque Johannes episcopus Avinionensis dicti hospitii, nunc episcopalis palatii nuncupati ac domorum, jurium et pertinenciarum ipsorum, quandocumque dicto magistro Ludovico et eidem Johanni episcopo placeret, corporalem possesionem apprehenderent nominibus supradictis; ac deinde dictus Johannes episcopus Avinionensis idemque magister Ludovicus nominibus supradictis prefatam permutationem gratam et ratam habuerunt, idemque Johannes episcopus pro se et successoribus suis, cum consilio et assensu capituli sui, jus quod habebat in palacio apostolico supradicto ex dicte permutationis causa, extunc et in perpetuum transtulit in dictum magistrum Ludovicum presentem et recipientem nomine nostro et successorum nostrorum ac romane Ecclesie sepedicte, se et successores suos episcopos Avinionenses de dicto jure exuens, et dictum magistrum Ludovicum procuratorem nomine supradicto per suum birretum investiens solenniter et expresse, et versa vice, dictus magister Ludovicus, procuratorio nomine supradicto, jus quod nos habebamus in dicto hospicio quod fuit ejusdem Arnaldi cardinalis, nunc episcopali palatio Avinionensi nuncupato, ex causa dicte permutationis ex tunc et in perpetuum transtulit in eundem Johannem episcopum presentem, stipulantem et recipientem nomine suo et successorum episcoporum et Ecclesie Avinionensis predictorum, seque et nos ac successores nostros de dicto jure exuens, dictum Joannem episcopum de ipso per suum capucium presencialiter investivit. Ad hec, dilecti filii Petrus Riccavi prepositus, Gaufridus de Rupe archidiaconus, Guillelmus Pluverii sacrista, Rostagnus de Sancto Saturnino decanus administrans, Raymundus Aurus operarius, Guillelmus Berengarii, Isnardus Maurini, Petrus de Calciata, Petrus Siffredi presbyteri, et Raymundus de Arenis canonici Avinionenses, dicte permutationi eis presentibus facte ex certa scientia prebuerunt consilium et assensum sicut olim prebuerant in capitulo eorumdem, prout in instrumento publico ad instanciam dictorum episcopi Avinionensis et magistri Ludovici inde confecto plenius continetur. Ac subsequenter, dictus Johannes episcopus Avinionensis una cum magistro Ludovico procuratore prefato volente et expresse consenciente, ad dictum palacium episcopale personaliter accedens, claves portarum ipsius palatii et domorum de manu dicti procuratoris recepit et possessionem corporalem palatii et domorum predictorum ac pertinenciarum ipsorum realiter apprehendit, palatium et domos hujusmodi cum dictis clavibus aperiendo et claudendo, ac protestando quod per hoc volebat et intendebat dicti palatii et omnium domorum ad ipsum pertinentium et pertinenciarum eorum possessionem apprehendere corporalem, petens de recepcione et apprehensione hujusmodi sibi fieri publicum instrumentum; consequenter vero, dictus magister Ludovicus, procuratorio nomine supradicto, una cum dicto episcopo Avinionensi, ad dictum palatium apostolicum olim episcopale personaliter accedens, claves portarum ipsius palatii et domorum de manu dicti episcopi Avinionensis recepit et possessionem corporalem

palatii apostolici et domorum eorumdem ac pertinenciarum ipsorum realiter apprehendit, palatium apostolicum et domos hujusmodi cum dictis clavibus aperiendo et claudendo ac protestando quod per hoc volebat et intendebat dicti palatii apostolici et omnium domorum ad ipsum pertinencium possessionem apprehendere corporalem, petens de apprehensione hujusmodi sibi fieri publicum instrumentum, prout premissa omnia et singula in dicto instrumento publico, ut premittitur, inserto presentibus, plenius et seriosius continetur. Nos igitur pro dictarum romane et Avinionensis Ecclesiarum cautela et premissorum perpetua firmitate, dictorum quoque episcopi et capituli Avinionensium in hac parte supplicationibus inclinati, permutationem predictam et quecumque sunt exinde secuta, rata et grata habentes, ea omnia et singula auctoritate apostolica ex certa scientia confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Tenor autem dicti instrumenti super hujusmodi cambio et permutacione confecti, talis est :

In nomine Domini amen. Anno a Nativitate ejusdem millesimo trecentesimo tricesimo sexto, indictione IIII scilicet die XVII mensis junii, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri domini Benedicti divina providencia pape XII anno secundo, comparentibus coram reverendis in Christo patribus dominis Petro Dei gratia episcopo Penestrino sancte romane Ecclesie cardinali et vicecancellario, et Gocio patriarcha Constantinopolitano, commissariis ad infrascripta specialiter deputatis, reverendo in Christo patre domino Johanne Dei gratia episcopo Avinionensi ex parte una et discreto viro magistro Ludovico de Petragrossa archipresbytero Ecclesie Vivariensis procuratore dicti domini nostri pape et sancte romane Ecclesie ex parte altera, ad hec specialiter evocatis, prefati domini cardinalis et patriarcha legi et publicari fecerunt quasdam litteras apostolicas vera bulla plumbea cum filis canapis bullatas, non viciatas, non cancellatas nec in aliqua parte suspectas quarum tenor talis est : Benedictus episcopus servus servorum Dei venerabilibus fratribus Petro episcopo Penestrino et Gocio patriarche Constantinopolitano, salutem et apostolicam benedictionem. Etsi Ecclesie romane cui, disponente Domino, presidemus comodis et honoribus ampliandis etc... etc... ut supra (n° 187)... habeat pro sua et Ecclesie sepefate Avinionensis cautela. Datum Avinione, nonis junii, pontificatus nostri anno secundo. — Quibus litteris apostolicis publicatis et lectis, prefati domini cardinalis et patriarcha, commissarii juxta tenorem litterarum apostolicarum predictarum, ad permutacionem et cambium predicta procedentes, conscencientibus partibus supradictis, videlicet dicto domino Johanne Avinionensi episcopo nomine suo et Avinionensis Ecclesie, cum consilio et assensu sui capituli, de quo consensu constat per publicum instrumentum cujus tenor inferius est insertus ex una parte, et dicto magistro Ludovico de Petragrossa procuratore dicti domini nostri pape et sancte romane Ecclesie ex parte altera, predictum palacium episcopale Avinionense cum omnibus domibus et habitationibus quas predecessores dicti domini, Avinionenses episcopi, tenuerunt ac felicis recordationis dominus Johannes papa XXII tenebat dum viveret et quas eciam sanctissimus pater dominus Benedictus papa XII pro se, officialibus et familiaribus suis tenet ad presens appropriaverunt et applicaverunt perpetuo ac eciam assignaverunt auctoritate apostolica et ex causa dicte permutationis et cambii dicto magistro Ludovico procuratori presenti et recipienti vice et nomine dicti domini nostri pape et sancte romane Ecclesie, et per eum dicto domino pape ejusque successoribus et romane Ecclesie memorate, ita quod dictum hospicium quod episcopale nominari consueverat de cetero palatium apostolicum in perpetuum nominetur ; quodquidem palacium cum domibus et habitationibus sibi contiguis situm est in civitate Avinionensi, et confrontatur ex una parte cum Ecclesia cathedrali Avinionensi et claustro ejusdem, capella Sancti Johannis et cimiterio de Cortina vocato in medio existentibus, ex alia parte cum domibus sacriste et decani dicte Ecclesie Avinionensis, carreria publica in medio existente, ex alia parte cum domibus prepositure Avinionensis de Trulhatio nominatis, et ex alia parte confrontatur cum carreria publica qua itur de puteo Guillelmi Amelii quondam versus dictam Ecclesiam cathedralem, inclusis domibus per dictum dominum papam noviter acquisitis ; confrontatur eciam ex alia parte cum domibus Bertrandi Gauterii et heredum Bertrandi Raynardi et cum carreriis publicis, includendo domum in qua tenetur audiencia et domum Perrini Bedelli quondam. Et versa vice ac simili modo auctoritate predicta et ex causa dicte permutationis et cambii recompensando, appropriaverunt et applicaverunt perpetuo ac eciam assignaverunt dicto domino Johanni episcopo Avinionensi presenti et recipienti ejusque successoribus et predicte Avinionensi Ecclesie hospitium et domos sitas in eadem civitate Avinionensi que olim fuerunt domini Arnaldi bone memorie sancti Eustachii diaconi cardinalis et noviter empte per dictum dominum papam ab heredibus et

executoribus dicti domini cardinalis certo precio persoluto, ita quod ipsum hospitium et domus pro recompensatione predicta episcopale palatium de cetero nuncupetur; dictum autem hospitium et domus in recompensationem pro palatio episcopali date et assignate site sunt in dicta civitate Avinionensi in parrochia sancti Stephani et confrontatur ex una parte cum patuo castri communitatis Avinionensis, ex alia parte cum domibus hospitalis et pontis sancti Benedicti, ex alia cum domibus Raymundi Coliaci et Raymundi Damiani, ex alia parte cum carreria publica qua itur a castro predicto versus portam aqueriam. Decreverunt insuper dicti domini cardinalis et patriarcha, commissarii auctoritate apostolica sibi in hac parte commissa, hujusmodi cambium et permutationem obtinere debere perpetuam et inviolabilem firmitatem, non obstante quantovis majori valore alterutrius seu quibusvis aliis juris vel facti rationibus et exceptionibus que in contrarium proponi vel opponi possent aliquo tempore seu quomodolibet allegari; et pro habundanciori cautela iidem domini commissarii dictum magistrum Ludovicum, procuratorem nomine quo supra, de dicto palatio apostolico cum domibus ac juribus et pertinenciis suis, et dictum dominum Johannem Avinionensem episcopum de dicto palatio episcopali cum domibus, juribus et pertinentiis suis per suos anulos investiverunt et concesserunt eisdem ut auctoritate sua propria corporalem possessionem dictorum palaciorum ac domorum, jurium et pertinenciarum ipsorum quandocunque eis placuerit apprehendant; dicti vero dominus episcopus et magister Ludovicus nomine quo supra predictam permutationem gratam et ratam habentes, idem dominus episcopus pro se et successoribus suis, cum consilio et assensu sui capituli, jus quod habebat in palatio apostolico superius confrontato ex dicte permutationis causa nunc et in perpetuum transtulit in dictum magistrum Ludovicum presentem et nomine quo supra recipientem, nomine dicti domini pape et successorum suorum ac romane Ecclesie sacrosancte, se et successores suos Avinionenses episcopos de dicto jure exuens, et dictum procuratorem nomine quo supra per suum birretum investiens solenniter et expresse, et versa vice dictus magister Ludovicus, procurator nomine quo supra, jus quod dictus dominus papa habebat in predicto palatio episcopali Avinionensi superius confrontato ex causa dicte permutationis, nunc et in perpetuum transtulit in dictum dominum episcopum Avinionensem, et dictum dominum episcopum Avinionensem presentem, stipulantem et recipientem ejusque successores et Ecclesiam Avinionensem predictam se et dictum dominum papam et successores suos de dicto jure exuens et dictum dominum episcopum per suum capucium investiens presencialiter de eodem. Ad hec venerabiles et religiosi viri domini Petrus Riccavi prepositus, Gaufridus de Rupe archidiaconus, Guillelmus Pluverii sacrista, Rostagnus de Sancto Saturnino decanus administrans, Raymundus Aurus operarius, Guillelmus Berengarii, Isnardus Maurini, Petrus de Calciata, Petrus Siffredi presbyteri, Raymundus de Arenis canonici Avinionenses dicte permutacioni eis presentibus facte et certa scientia prebuerunt consilium et assensum sicut olim in capitulo prebuerunt, prout constat per publicum instrumentum. Et de predictis omnibus, tam dictus dominus episcopus Avinionensis quam dictus magister Ludovicus nomine quo supra pecierunt sibi fieri publica instrumenta. Acta fuerunt hec Avinione in hospicio dicti domini cardinalis vicecancellarii, presentibus reverendo patre domino G. abbate monasterii Montisolivi ordinis sancti Benedicti Carcassonensis diocesis, et venerabilibus viris dominis Guillelmo de sancto Victore thesaurario Ecclesie Turonensis capellano domini pape, Andrea de Verulis preposito Ecclesie Beate Marie Cracoviensis, Petro de Campaniaco rectore Ecclesie sancti Petri de Montedrachone Castrensis diocesis, domini pape scriptoribus, Guillelmo de Sancto Germano rectore Ecclesie sancti Germani de Spanello Caturcensis diocesis, Galhardo Nigri archidiacono de Bargiaco in Ecclesia Convenarum, testibus ad premissa. Postquam anno, die, indictione et pontificatus quibus supradictus dominus Johannes Avinionensis episcopus, una cum dicto magistro Ludovico procuratore volente et expresse consenciente, ad dictum palatium episcopale personaliter accedens, claves portarum ipsius palatii et domorum de manu dicti procuratoris recepit et possessionem corporalem palatii et domorum eorundem ac pertinenciarum ipsorum realiter apprehendit, palatium et domos hujusmodi cum dictis clavibus aperiendo et claudendo, ac protestando quod per hoc vult et intendit dicti palatii et omnium domorum ad ipsum pertinencium et pertinenciarum eorum possessionem apprehendere corporalem, petens de receptione et apprehensione hujusmodi sibi fieri publicum instrumentum. Actum Avinione in porta dicti palatii episcopalis, presentibus Bernardo Aloini, Raymundo Colays, Poncio Crosati, Bertrando Arnaldi, Poncio Nigri civibus Avinionensibus, et venerabilibus viris dominis Guillelmo de Asilhano de Thorenchis, Raymundo Ser-

vientis Sancti Germani Tholosane et Vaurensis diocesum Ecclesiarum parrochialium rectoribus, et pluribus aliis testibus ad premissa. Consequenter, anno, die, indictione et pontificatu quibus supra, dictus magister Ludovicus procurator nomine quo supra, una cum dicto domino Avinionensi episcopo, ad dictum palatium apostolicum olim episcopale personaliter accedens, claves portarum ipsius palatii et domorum de manu dicti domini episcopi recepit et possessionem corporalem palatii apostolici et domorum eorundem ac pertinenciarum ipsorum realiter apprehendit, palatium apostolicum et domos hujusmodi cum dictis clavibus aperiendo et claudendo, ac protestando quod per hoc vult et intendit dicti palatii et omnium domorum ad ipsum pertinencium possessionem apprehendere corporalem, petens de apprehensione hujusmodi sibi fieri publicum instrumentum. Actum in porta dicti palatii apostolici, presentibus testibus venerabilibus viris dominis Raymundo Servientis, Guillelmo de Asilhano, Arnaldo Laurencii, Fulcrando Galterii clericis, Petro Damors, Guillelmo Barre, Petro de Ventenaco cursoribus domini pape et Bertrando Arnaudi juniore curie Avinionensis, testibus ad premissa. — Tenor autem instrumenti super consensu Avinionensis capituli confecti sequitur in hec verba : In nomine Domini amen. Anno quidem millesimo trecentesimo XXXVI, indictione IIII, die X mensis junii, pontificatus sanctissimi patris et domini nostri domini Benedicti divina providencia pape XII anno secundo. Noverint universi quod in presencia mei notarii et testium infrascriptorum, venerabilibus et religiosis viris dominis Petro Riccavi preposito, Guillelmo Pluverii sacrista, Rostagno de Sancto Saturnino decano administrante, Guirano Gubasole decano non administrante, Rostagno Guirani priore claustrali, Isnardo Mezavis priore de Romanino, Bertrando Trigintalibrarum, Isnardo Maurini, Guillelmo Berengarii, Petro de Calciata, Petro Siffredi, Alciaco de Sancto Saturnino presbyteris, canonicis Ecclesie Beate Marie de Donis Avinionensis, capitulum ipsius Ecclesie facientibus, ut moris est, pro infrascriptis ordinandis et faciendis in capitulo ipsius Ecclesie congregatis, reverendus in Christo pater dominus Johannes Dei gratia Avinionensis episcopus, pluribus tractatibus inter ipsum dominum episcopum et dictum capitulum habitis ut dixerunt super infrascriptis, prefatus dominus episcopus quamdam litteram apostolicam vera bulla plumbea in filo canapis more romane curie bullatam, non cancellatam nec in aliqua ejus parte suspectam, in eodem capitulo coram eis legi et publicari fecit, cujus tenor talis est : Benedictus episcopus servus servorum Dei venerabilibus fratribus Petro episcopo Penestrino et Gocio patriarche Constantinopolitano, salutem et apostolicam benedictionem. Etsi Ecclesie romane cui disponente Domino presidemus commodis et honoribus ampliandis intendere justis modis et licitis teneamur, alias tamen cathedrales Ecclesias quarum cura nobis imminet generalis minime debemus negligere, quin earum provideamus indempnitatibus et utilitatibus consulamus : attendentes siquidem et intenta consideratione pensantes eidem romane Ecclesie plurimum expedire in civitate Avinionensi ubi romana curia resedit diucius sicut nos cum eadem curia presencialiter residemus, proprium habere palatium in quo romanus pontifex quando et quandiu expediens sibi videbitur decenter valeat immorari, et advertentes eciam quod felicis recordationis Johannes papa XXII predecessor noster tam in reparationibus et constructionibus palatii episcopalis Avinionensis in quo morabatur dum viveret sicut nos eciam moramur ad presens, quam in quibusdam aliis domibus et locis dicto palatio concontiguis vel propinquis per eum acquisitis non modicas de camera sua expendit pecunie quantitates, quodque ad presens nos in eodem palacio et aliquibus locis eidem contiguis nostro et ejusdem romane Ecclesie nomine acquisitis fieri facimus edificia non modicum sumptuosa, pridem ea intentione ut idem palatium prefate romane Ecclesie admodum oportutum appropriari et applicari valeret, absque incomodo et enormi lesione Avinionensis Ecclesie cui propter hoc in aliis oportunis domibus decens et utilis reconpensatio prestaretur, quasdam domos sitas in eadem civitate satis prope memoratam Avinionensem Ecclesiam que olim fuerunt bone memorie Arnaldi Sancti Eustachii diaconi cardinalis emi nomine nostro et supradicte romane Ecclesie ab heredibus et executoribus testamenti dicti cardinalis certo precio proinde soluto de pecunia camere nostre fecimus, intendentes quod de illis ad dictum palacium et eciam vice versa cambium seu permutatio fieret, per quod vel quam idem palacium ad romanam et domus prefate ad Avinionensem predictas Ecclesias devenirent eis perpetuis temporibus remansura ; volentes igitur ut ad cambium seu permutationem hujusmodi procedatur, fraternitati vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus venerabili fratre nostro Johanne episcopo Avinionensi et dilecto filio magistro Ludovico de Petragrossa archipresbytero Ecclesie Vivariensis nostro et predicte Ecclesie romane pro-

curatore vocatis, ad hujusmodi permutationem seu cambium inter prefatum episcopum cum sui consensu capituli, suo et successorum suorum et sepefate Avinionensis Ecclesie, ac eundem procuratorem nostro et successorum nostrorum romanorum pontificum et supradicte romane Ecclesie nominibus auctoritate nostra facienda procedere studeatis, prefatum palacium cum omnibus habitationibus quas predecessores dicti episcopi tenuerunt, ac prefatus predecessor noster tenebat dum viveret, et nos eciam pro nobis, officialibus et familiaribus nostris tenemus ad presens, nobis nostrisque successoribus et memorate romane Ecclesie dictasque domos cum suis pertinenciis prefato episcopo Avinionensi ejusque successoribus et Ecclesie Avinionensi jamdicte appropriando et applicando perpetuo ac eciam assignando, et nichilominus decernendo auctoritate predicta hujusmodi cambium seu permutationem, non obstante quantovis majori valore alterutrius seu quibusvis aliis juris vel facti rationibus et exceptionibus que proponi, allegari vel opponi possent aliquo tempore, obtinere debere perhenniter perpetuam et inviolabilem firmitatem; volumus autem super et de premissis duplicata vel multiplicata instrumenta publica confici presencium tenorem continencia, quorum unum in archivo predicte romane Ecclesie conservandum remaneat, et aliud prelibatus Avinionensis episcopus pro se suisque successoribus et prefata Avinionensi Ecclesia habeat pro sua et Ecclesie sepefate Avinionensis cautela. Datum Avinione, nonis junii, pontificatus nostri anno secundo. — Quibusquidem litteris sic lectis et per ipsum capitulum plenius intellectis, idem dominus episcopus prefatum capitulum interrogavit si videretur eis expediens ac utile pro Ecclesia Avinionensi prefata quod fieret permutatio supradicta. Quod capitulum, prius petita et obtenta licencia ab eodem domino episcopo, viva voce deliberatione prius et tunc super predictis habita inter eos, unanimiter dixerunt quod volebant, consulebant et consenciebant salva et retenta ordinacione et voluntate prefati domini nostri pape quod permutacio seu cambium fierent supradicta, prout in litteris apostolicis sepedictis continetur, et ad predicta suum prestabant assensum et consensum. De quibus omnibus supradictis tam dictus dominus episcopus quam capitulum memoratum requisiverunt sibi fieri unum vel duo publica instrumenta per me notarium infrascriptum. Acta fuerunt hec Avinione in capitulo dicte Ecclesie Beate Marie Avinionensis, presentibus testibus venerabilibus viris dominis Guillelmo de Bos preposito Forojuliensi, Michaele Ricomanni camere apostolice clericis, Guillelmo de Azilhano doctore decretorum, rectore ecclesie de Tocenchis Tholosane diocesis testibus ad premissa. Et ego Bernardus Canelle clericus Narbonensis diocesis publicus apostolica auctoritate notarius premissis omnibus una cum dictis testibus interfui, et requisitus per dominum episcopum et capitulum supradictos hec in nota recepi, publicavi, conficiendo inde hoc presens publicum instrumentum signo meo signatum in testimonium premissorum. Et ego Michael Ricomanni Dertusiensis diocesis, camere domini pape clericus, publicus apostolica auctoritate notarius, habens a dicto domino nostro summo pontifice per suas litteras apostolicas potestatem, instrumenta de quibus rogatus fuero per alium scribi facere dum tamen in eis postea me suscribam, predictis omnibus et singulis prout superius per ordinem continentur una cum supra nominatis testibus presens fui, et ideo huic publico instrumento nomine meo scripto manu magistri Petri Stephani clerici Narbonensis publici apostolica auctoritate notarii in premissorum testimonium me subscripsi signumque meum apposui consuetum rogatus. — Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre ratificacionis et confirmacionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignacionem Omnipotentis Dei, et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. — Datum Avinione, kalendis februarii, pontificatus nostri anno septimo.

806 Avignon, 5 février 1341.

Bernardo de Farges, archiepiscopo Narbonensi et Guillelmo V de Fredol episcopo Biterrensi significat reservationem beneficiorum quae Berengarius Fredoli praecentor Narbonensis Ecclesiae, dum vivebat, possidebat. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° VIII, fol. 7 recto.)

« *Venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Narbonensi et . . episcopo Biterrensi.* Intendentes pridem certis — Dat. Avinione, nonis februarii, anno septimo. »

807

In eumdem modum *venerabilibus fratribus Guillelmo V de Chanac Parisiensi et Aimerico II de Chalus Carnotensi episcopis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° IX, fol. 7 verso.)

808 Avignon, 6 février 1341.

Capitulo Sarlatensis Ecclesiae significat ipsius Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. REG. VAT. 136, n° X, fol. 7 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Sarlatensis.* Ad nostram noviter — Dat. Avinione, VIII idus februarii, anno septimo. »

809

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Petro II de Luk archiepiscopo Burdegalensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. REG. VAT. 136, n° XI, fol. 7 verso.)

810 Avignon, 10 février 1341.

Henrico patriarchae Constantinopolitano significat se benigne accepturum esse nuntios sociorum « magnae societatis. » (Litt. clausa. REG. VAT. 136, n° XIV, fol. 9 recto.)

« *Venerabili fratri Henrico patriarche Constantinopolitano.* Presentate nobis nuper tue fraternitatis littere quas benigne recepimus continebant quod te pridem, de romana recedente curia et ad tuam Nigropontensem Ecclesiam accedente, cum per partes ducatus Athenarum tuum iter prosequendo transires, ex parte illorum qui de magna societate se faciunt nominari tibi expositum extitit reverenter quod ipsi reconciliationem et reductionem suam ad gremium sancte matris Ecclesie, ac nostram et apostolice Sedis graciam, devotionem et obedienciam summis desideriis affectabant, quedamque pro defensione fidelium et fidei, ac Ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum partium illarum utilitate non modica, statuque pacifico confovendo admodum utilia esse possent, offerentes nichilominus, teque rogantes instanter ut nobis super hoc scribere procurares. Sane quia nos quibus desuper cura gregis dominici est commissa, non solum illos sed quosvis oberrantes alios reduci cupimus ad ovile dominicum, extra quod non est alicui gracia neque salus, si procuratores suos mandatis munitos sufficientibus ad Sedem apostolicam duxerunt super hiis destinandos, eos libenter et favorabiliter audiemus, et quantum cum divino beneplacito, honestate justicie ac honore nostro et Ecclesie sine prejudicio cujuscunque fieri poterit, super reconciliatione ac reductione hujusmodi, necnon viis et modis eas concernentibus, nos favorabiles exhibebimus et benignos, quod eis poteris, sicut expedire tibi videbitur, intimare. — Datum Avinione, IV idus februarii, anno septimo. »

811 Avignon, 10 février 1341.

Ramundo Flori mandat ut bona mobilia bonae memoriae Petri Berenger episcopi Sarlatensis sub apostolica manu colligat et conservet. (Litt. patens. REG. VAT. 136, n° XV, fol. 9 verso.)

« *Dilecto filio Ramundo Flori canonico Urgellensi.* Volentes bona mobilia — Dat. Avinione, IV idus februarii, anno septimo. »

812 Avignon, 10 février 1341.

Philippum de Bellojoco canonicum Lingonensem et Gaufridum fratrem ejus citat ut ante conspectum apostolicum sexta decima die proximi mensis aprilis adsint. (Litt. de curia. REG. VAT. 129, pars prima, n° XVI.)

« *Ad futuram rei memoriam.* Dudum ad audienciam apostolatus nostri, fama vel verius infamia referente, deducto quod Philippus de Bellojoco canonicus Lingonensis in illam proruperat sacrilege et detestabilis presumpcionis audaciam, quod ipse et quidam alii viri nequam ejus in hac parte complices et fautores, armata manu nocturno tempore, dum venerabilis frater noster Johannes episcopus Lingonensis ejusque familiares tunc inermes apud castrum de Burgo Lingonensis diocesis in lectis quiescerent et dormirent, nullas ejusdem Philippi insidias formidantes, primam portam seu januam ejusdem castri hostiliter invadentes, eam fregerant, pluresque de dictis complicibus, dicto Philippo mandante, dictam portam seu januam ingressi fuerant, ac janitorem et custodem ipsius usque ad quendam pontem levatum ante fortellicium dicti castri inhumaniter fuerant persecuti, ac demum tunc erga personam dicti episcopi et familiarium ipsius preconceptas exercere nequicias nequeuntes, quatuor equos ejusdem episcopi extra dictum fortellicium existentes una cum vestimentis et bonis janitoris ejusdem et duorum aliorum familiarium ejusdem episcopi, aliisque bonis cujusdam pauperis mulieris ante dictum castrum morantis, secum in predam abduxerant, ac quendam armigerum qui cum quibusdam aliis benivolis ejusdem episcopi ad suscitatum propter premissa clamorem illuc con-

currerat ceperant, et tam eum quam quendam alium qui in auxilium ejusdem episcopi ad dictum clamorem surrexerat, equis nequiter spoliarant; nec hiis contenti, altera die sequenti, villam de Montigneyo ejusdem episcopi, armata manu hostiliter invadentes, boves et jumenta dicte ville numero centum et quinquaginta secum abduxerant in predam, ac quatuor homines dicte ville qui se iniquis eorum ausibus opponebant crudeliter trucidarant, publice comminando se multo graviora et pejora dicto episcopo suisque familiaribus illaturos. Et quod propterea idem episcopus ad civitatem et Ecclesiam Lingonenses suum caute festinarat accessum ut dilectos filios capitulum ejusdem Ecclesie ac burgenses civitatis ejusdem consuleret et deliberaret cum eis qua tuciori via foret ejusdem Philippi nequiciis resistendum, quodque dictus Philippus, mala malis et excessus excessibus coacervans, duas alias villas episcopatus Lingonensis invadens, magnam ex ipsis predam abduxerat violenter, eam suis usibus dampnabiliter applicando, dictosque episcopum et Ecclesiam Lingonenses rapinis, dampnis, predis et spoliis jugiter persequendo; eodemque episcopo propterea cupiente sibi et Ecclesie sue super illatis consulere et super inferendis imposterum dispendiis precavere, ad nos et Sedem apostolicam humiliter recurrente, nos attendentes quod si veritate premissa nobis exposita nitebantur excessus hujusmodi tanto erant penis gravioribus percellendi quanto per eos amplius offendebatur divina Majestas, pontificalis dignitas a suis subditis deducebatur temere in contemptum, libertas ecclesiastica premebatur et Ecclesie dum earum bona taliter rapiebantur in predam, exponebantur destructionibus et jacturis ac excessus hujusmodi, nisi penis debitis punirentur, trahi poterant faciliter ab aliis in exemplum, bone memorie Guillelmo archiepiscopo Lugdunensi tunc viventi, ejus proprio nomine non expresso, nostris dedimus litteris in mandatis ut dicto Philippo per publice citationis edictum in dicta Lingonensi Ecclesia proponendum, si comode non poterat personaliter reperiri, ac aliis ejusdem Philippi complicibus ad suam presenciam legitime evocatis, si premissa per facti evidenciam vel alios legitime reperiret veritate fulciri, cum predicti sacrilegi contra proprium presulem insurgendo et eum taliter persequendo, omnibus beneficiis ecclesiasticis se reddissent indignos, idem archiepiscopus contra eos ad privacionem omnium dignitatum et personatuum et officiorum, aliorumque beneficiorum ecclesiasticorum que in quibuscunque Ecclesiis obtinerent, et inhabilitatem obtinendorum et penas alias quas dictorum excessuum enormitas exposcebat procederet, omni appellatione remota, juxta canonicas sanctiones; ac subsequenter ad audienciam nostram perlato quod licet idem archiepiscopus, dum vivebat, dictarum litterarum nostrarum auctoritate super premissis contra dictum Philippum aliqualiter procedere incepisset, quia tamen ex processibus ejus qui in partibus illis diem clausit extremum, nulla correctio ejusdem Philippi nullaque predictorum dampnorum et spoliorum emendacio, nulla eciam super tot injuriis et offensis per dictum Philippum ejusque complices eidem episcopo irrogatis satisfactio subsecute fuerant, quinimo idem Philippus assumens sibi malicie libertatem per se et nobilem virum Gaufridum fratrem suum aliosque suos in hac parte complices et fautores, eosdem episcopum et Ecclesiam Lingonenses per predictas et spolia villarum dictorum episcopi et Ecclesie capciones et cedes hominum et subditorum ipsorum adeo gravi et continuata persecutione persequebatur quod prefati episcopus et Ecclesia ad irreparabilis desolacionis et destructionis deducerentur opprobrium nisi per providenciam Sedis predicte de celeri et oportuno remedio succurreretur eisdem. Nos considerantes quod si premissos excessus de quibus Deus vehementer offendebatur, clerus et populus scandalizabantur, dictique episcopus et Ecclesia Lingonenses destructionis exponebantur periculis, ulcisci vel punire differremus, ad iracundiam divinitatis paecienciam provocaremus, ut talibus perniciosis excessibus qui in partibus illis sic dicebantur fore notorii quod nulla poterant tergiversacione celari digna correctio non deesset, nec debite castigationis omissio contra sic publice delinquentes, eis perpetrandi pejora ministraret audaciam et eorum impunitas transiret cum periculoso dampno fidelium aliis in exemplum, de fratrum nostrorum consilio, eosdem Philippum et Gaufridum per solenne citationis edictum publice propositum litterarum nostrarum super hujusmodi citatione tenore specialiter confectarum citavimus ut infra duorum mensium spacium numerandorum a data ipsarum litterarum quos eis pro peremptorio termino assignavimus, sub pena privacionis omnium dignitatum, canonicatuum et prebendarum et aliorum beneficiorum ecclesiasticorum que idem Philippus necnon feudorum et quorumcunque bonorum temporalium ac juris seu jurium patronatus seu patronatuum que dicti Philippus et frater ab eadem Lingonensi vel aliis quibuscunque Ecclesiis obtinerent, et quorumlibet privilegiorum apostolicorum et imperialium eis concessorum, necnon inhabilitatis

persone ejusdem Philippi ad quelibet beneficia ecclesiastica imposterum obtinenda, quas siquidem penas dictos Philippum et fratrem si ambo existerent contumaces vel eorum alterum qui contumax esset incurrere voluimus ipso facto, apostolico se conspectui personaliter presentarent, facturi et recepturi super premissis quod justicia suaderet nostrisque super hiis mandatis et beneplacitis parituri, alioquin contra ipsos ad executionem dictarum penarum et alias spiritualiter et temporaliter, prout suaderet justicia et videremus expedire, procederemus, eorum contumacia non obstante. Monuimus insuper omnes et singulos complices, fautores et auxiliatores ipsorum, clericos et laicos, cujuscunque dignitatis ecclesiastice vel mundane, eciam si archiepiscopali vel alia quavis dignitate fulgerent vel cujuscunque alterius status, ordinis vel condicionis existerent, sub excommunicationis pena quam eos incurrere voluimus ipso facto si monicioni hujusmodi efficaciter non parerent, ut eisdem Philippo et fratri adversus dictos episcopum et Ecclesiam Lingonenses nullam deinceps per se vel alium seu alios preberent auxilium, consilium vel favorem, nec eis in aliquo contra prefatos episcopum et Ecclesiam presumerent adherere, alioquin contra eos tam ad denunciacionem excommunicationis hujusmodi quam ad penas alias spirituales et temporales procederemus infaillibiliter, prout expediens videremus. Et ut processus noster hujusmodi tam ad eorundem Philippi et fratris ac suorum complicum et fautorum quam ad communem omnium noticiam deduceretur, cartas sive membranas processum continentes eundem in majoris Ecclesie Avinionensis appendi vel affigi hostiis fecimus que processum ipsum suo quasi sonoro preconio et patulo judicio publicarunt, ita quod dicti Philippus et frater ac complices et fautores ipsorum nullam possent excusacionem pretendere vel ignoranciam allegare quod processus hujusmodi ad eos minime perveniret vel quod ignorarent eundem, cum non esset veresimile quo ad ipsos remanere incognitum vel occultum quod tam patenter foret omnibus publicatum. Preterea, sicut fidedigna relacione percepimus, dicti Philippus et Gaufridus frater ipsius, post predictos excessus, dilectos filios Johannem Pougelat et Johannem Postel, ac Johannem Poisson et Henricum de Trecis, cives Lingonenses, ac quosdam alios homines subditos ejusdem episcopi per se et complices suos ceperunt, et detinuerunt in carcere in compedibus et cathenis, panem et aquam dumtaxat eis miserabiliter ministrando, et quibusdam eorum dentes crudeliter extraxerunt, eos nichilominus equis et bonis aliis nequiter spoliando, a quorum diro et vilissimo carcere non potuerunt aliter liberari donec pro redempcione sua mille et quingentas libras parvorum Turonensium eisdem fratribus persolverunt; dicti quoque fratres per se et complices suos in terra et dominio ejusdem episcopi multa animalia grossa et minuta aufferri et abduci fecerunt in predam, quorum valor usque ad summam trium milium librarum monete predicte dicitur ascendisse, quamplures insuper alios homines subditos ejusdem episcopi bonis eorum usque ad valorem mille librarum ejusdem monete nequiter spoliarunt, plures quoque alios subditos ejusdem episcopi per se suosque complices inhumaniter gladio occiderunt, et quosdam alios plus quam viginti numero letaliter vulnerarunt, plures eciam domos in dicta villa de Montigneyo cum bonis in eis existentibus incendio concremarunt, de vinis eciam ejusdem episcopi consistentibus in villa prefata circa centum modios effuderunt, ad quorum obviandum maliciis et tantis excessibus et periculis occurrendum, oportuit eundem episcopum pro tuicione proprii corporis et defensione terre sibi et Ecclesie sue subdite a longo tempore citra tenere quamplures gentes armorum propriis sumptibus et expensis que usque ad summam trium milium florenorum auri ascendere dinoscuntur. Licet igitur predicte citacionis edictum publice propositum ad dictorum Philippi et Gaufridi suorumque complicum noticiam non sit dubium pervenisse, cum ipsi quasdam excusaciones et causas proponi fecerint in consistorio coram nobis, ac hujusmodi excusaciones et causas, nos, de fratrum nostrorum consilio, insufficientes duxerimus reputandas, ac juste propterea potuissemus procedere contra ipsos, nos tamen eosdem Philippum et Gaufridum ultra predictum terminum adhuc expectare volentes, ipsos per presentis citacionis edictum publice propositum presencium tenore iterato citamus ut sextadecima die proximi futuri mensis aprilis, quem eis pro peremptorio termino assignamus, se apostolico conspectui personaliter representent, audituri declaracionem nostram quam super predictarum incursione penarum duxerimus faciendam, et alias facturi et recepturi super premissis omnibus et singulis quod justicia suadebit nostrisque super hiis parituri beneplacitis et mandatis, alioquin contra ipsos ad declaracionem hujusmodi et execucionem dictarum penarum et alias spiritualiter et temporaliter, prout suadebit justicia et expedire viderimus, procedemus, eorum contumacia non obstante. Ut autem processus hujusmodi tam ad eorundem Philippi et fratris quam

ad communem omnium noticiam deducatur, cartas sive membranas processum continentes eundem in majoris Ecclesie Avinionensis appendi vel affigi hostiis faciemus, que processum ipsum suo quasi sonoro preconio et patulo judicio publicabunt, ita quod dicti Philippus et frater nullam possint excusacionem pretendere vel ignoranciam allegare quod ad eos processus hujusmodi non pervenerit vel quod ignoraverint eundem, cum non sit versimile quod ad ipsos remanere incognitum vel occultum quod tam patenter fuerit omnibus publicatum. — Actum Avinione, in palatio nostro, IIII idus februarii, pontificatus nostri anno septimo. »

813 Avignon, 15 février 1341.

Raymundum Naulonis solutum facit de quibusdam pecuniae summis et rebus aliis quas collegit e bonis mobilibus bonae memoriae Bartholomei Grassy episcopi Forojuliensis et apostolicae camerae assignavit. (Litt. patens. REG. VAT. 136, nº XVI, fol. 9 verso.)

« *Dilecto filio Raymundo Nauloni s archidiacono Ecclesie Aquensis.* Cum de bonis — Dat. Avinione, XV kalendas marcii, anno septimo. »

814 Avignon. 17 février 1341.

Archiepiscopis, episcopis ceterisque personis ecclesiasticis mandat ut magistro Johanni Courtoys canonico Ambianensi, scriptori papae, in Franciam, Brabanciam et Flandriam misso ad emendos et ad romanam curiam deferendos pannos pro familiaribus et eleemosynis papae, in securum conductum consulant. (Litt. patens. REG. VAT. 136, nº CCLVII, fol. 107 verso.)

« *Venerabilibus fratribus patriarchis, archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis electis, etc..., ad quos presentes littere pervenerint.* Cum dilectus filius — Dat. Avinione, XIII kalendas marcii, anno septimo. »

In eumdem modum, nihil addito nihilque remoto: — Dat. Avinione, X kalendas augusti, anno septimo : **23 juillet 1341**. (Litt. patens. REG. VAT. 136, nº CCLVIII, fol. 108 recto.)

815 Avignon. 27 février 1341.

Roberto regi Siciliae nuntiat se Arnaldum de Villanova militem, nuntium ejus, audivisse : omnia quae rex idem proposuit de praedonibus e regno Siciliae expellendis ac de mittendo ad insulam Siciliae exercitu approbat. (Litt. clausa. REG. VAT. 136, nº XVIII, fol. 11 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Veniens nobis ad presenciam — Dat. Avinione, III kalendas marcii, anno septimo. »

816 Avignon, 28 février 1341.

Quasdam indulgentias concedit omnibus fidelibus qui reliquias beati Antonini in monasterio Sancti Antonini Ruthenensis dioecesis venerati fuerint. (Litt. patens. REG. VAT. 136, nº XXXIX, fol. 20 verso.)

« *Universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis.* Sedens in excelso trono Ille quem psallentium chorus angelorum adorat cunctaque per mundum opera hominum infaliibiliter prospiciens et contemplans, pia vota fidelium tunc precipue benigno favore prosequitur, justis eorum petitionibus propicius aures accommodans pietatis, cum devota ipsorum humilitas piis intenta operibus sanctorum meritis et precibus adjuvatur. Ad extollenda quidem sanctorum agminum preconia et eorum patrocinia per imitationum et aliarum virtuosarum operationum exer[ci]tium promerenda, eo debet avidius fidelis populus incitari, quo exinde divine propiciationis effectum posse habundantius multiplicatis intercessoribus promereri confidit. Cum igitur ex parte dilectorum filiorum . . prioris et conventus monasterii Sancti Antonini, ordinis Sancti Augustini, per priorem soliti gubernari, ac consulum et universitatis ville Sancti Antonini, Ruthenensis diocesis, nuper propositum extiterit coram nobis quod prefati prior, conventus, consules et universitas ad beatum Antoninum gloriosum martirem Domini nostri Jhesu Christi, cujus sacrosanctas reliquias, videlicet caput et brachium, pie in eodem monasterio esse credunt, gerentes magne devotionis affectum ac devotis et piis considerationibus attendentes quod predicte reliquie gloriosis ejusdem sancti meritis et ipsorum prioris, conventus, consulum et universitatis aliorumque fidelium partium vicinarum ferventi devotione quam ad ipsum sanctum singulariter habere asseruntur, attentis, in loco decenti et congruo recondite non servantur, quandam capsam argenteam notabilis magnitudinis et mire pulcritudinis pro eisdem reponendis et tenendis sancti reliquiis, non sine magnis expensis et sumptibus fabricari fecerunt, disponentes in proximo, divina sibi gracia suffragante, ad laudem

Dei ac honorem et reverentiam dicti sancti et tocius turbe beatorum augmentumque devotionis fidelium et animarum salutem, easdem reliquias in capsa predicta solenniter et celebriter, invitatis ad id aliquibus prelatis ac clero et populo parcium vicinarum, transferri facere ac venerabiliter collocari. Nos autem, qui ad eundem sanctum martirem devotionem gerimus specialem, prefatorum prioris, conventus, consulum et universitatis pia et salubria in hac parte studia multipliciter in Domino commendantes, et tam ipsos quam fideles alios ad honorandum celebritatem translationis hujusmodi ac postulandam et promerendam suarum animarum salutem induci devotius et ferventius etiam spiritualibus muneribus cupientes, de omnipotentis Dei misericordia et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, omnibus vere penitentibus et confessis qui celebritati translationis predicte semel die illo quo fiat, causa devotionis interfuerunt, unum annum et unam quadragenam, illis vero qui annis singulis imposterum die translationis ejusdem prefatas reliquias in eodem monasterio visitabunt devote, quadraginta dies de injunctis eis penitenciis misericorditer relaxamus. — Datum Avinione, II kalendas marcii, anno septimo. »

817 Saint-Germain-en-Laye, 5 mars [1341.]

(Reg. Vat. 136, n° ccxxxviii, fol. 97 recto.)

« *Sanctissimo patri in Domino B[enedicto] divina providentia sacrosancte romane ac universalis Ecclesie summo pontifici.* Sanctissime pater, cum inter cetera ex parte nostra Flamingis fuerit promissum ac etiam concordatum quod omnes litteras, bullas, privilegia, procurationes, instrumenta, fortia, acta et munimenta et processus alios que nos vel gentes nostre habemus tangentia sentencias contra eos per vestros predecessores prolatas procurabimus per vestram sanctitatem revocari et anullari integraliter et perpetuo antequam cantetur *Letare Jherusalem,* dictam sanctitatem rogamus quatinus dictam promissionem adimplere et in premissis salubriter providere dignetur. Dictam sanctitatem dignetur Altissimus sue sancte Ecclesie feliciter conservare. — Scriptum apud Sanctum Germanum in Laya, die v marcii.

Devotus et humilis filius vester . . rex Francorum. »

818 Avignon, 7 mars 1341.

Jacobum Riverii et Jacobinum Malabayla solutos facit de summa quadam pecuniae nomine Humberti dalfini Viennensis apostolicae camerae assignata. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° xli, fol. 21 recto.)

Dilectis filiis Jacobo Riverii preceptori domus Sancti Antonii de Sancta Cruce, ordinis Sancti Augustini, et nobili viro Jacobino Malabayla, Diensis et Lugdunensis diocesum. Exhibita pro parte nobilis viri Humberti dalfini Viennensis coram nobis peticio continebat quod cum idem dalfinus in triginta milibus florenorum auri de Florencia recti et legalis ponderis nobis et nostre camere noscatur existere ex causa veri, legitimi et amicabilis mutui, sub certis penis et sentenciis efficaciter obligatus, vosque pro eodem dalfino tresdecim milia nongentos sexaginta quinque florenos auri de Florentia ejusdem ponderis, in extenuationem predicte triginta milium florenorum auri summe, duxeritis per manus vestras in diversis usque ad eandem summam tresdecim milium nongentorum sexaginta quinque florenorum auri solutionibus completis die date presentium persolvendos, nobis humiliter supplicastis ut ejusdem dalfini et vestris providere indempnitatibus super hiis curaremus : nos igitur, supplicationi hujusmodi benignius inclinati, solutionem hujusmodi dictorum tresdecim milium nongentorum sexaginta quinque florenorum auri factam per vos, ut premittitur, dicte camere in extenuationem supradicte summe predictorum triginta milium florenorum auri nobis et eidem camere debitorum, ratam habentes et gratam, eundem dalfinum et vos et bona sua et vestra de dictis tredecim milibus nongentis sexaginta quinque florenis eidem camere, sicut expressum est superius, exsolutis, absolvimus tenore presentium et quitamus, non intendentes propter hoc quibuscumque processibus ratione dicte summe triginta milium florenorum auri prefixo super hoc termino non solute habitis, in aliquo derogare. — Datum Avinione, nonis marcii, anno septimo. »

819 Avignon, 11 mars 1341.

Johannem I comitem Armaniaci rogat ut pacem cum Gastone II comite Fuxi reformet. (Litt. clausa. Reg. Vat. 136, n° xxviii, fol. 14 verso.)

Dilecto filio nobili viro Johanni comiti Armaniaci. Perducente pridem ad nostri apostolatus auditum rumore

nimis displicibili et infesto quod hostis pacis antiquus humane quietis et salutis emulus, tue ac dilecti filii Gastonis comitis Fuxi unitati caritatis et concordie invidens, te ac ipsum comitem quos nexus jungit sanguinis, sic procuraverat, suscitatis invicem rancoribus et odiis, ad iracundiam concitari, quod juribus sanguinis et pacis olim inite mutue federibus violatis, vos hinc inde ad bellicosos congressus et invasiones hostiles, non absque magnis periculis et scandalis, parabatis. Nos qui te comitemque predictum et patriam illam speciali prosequimur dilectionis affectu, verentes animarum et personarum pericula lapsusque rerum et alia innumera pericula et scandala, que non solum utrique vestrum et eidem patrie sed etiam toti regno Francie, turbato sicut nosti prodolor! hiis temporibus, ac guerris et dissensionibus concusso multipliciter, poterant ex hujusmodi dissidio, si, quod absit, procederet, provenire, vias et modos oportunos quibus hiis obviari posset salubrius cepimus paterne solicitudinis studiis cogitare. Verum cum intra precordia nostra profundis resolveretur meditationibus quid utilius super hiis agi posset, prefatus comes Fuxi pro certis aliis suis negociis ad nostram presenciam, disponente Domino, supervenit, quem postquam explicavit negocia pro quibus ad nos venerat, ut prefertur, fuimus super reformanda seu reintegranda inter te ac eum solide pacis et unitatis concordia, ipsum ad id exhortando et inducendo affectuosius, allocuti. Ipse vero exhortationibus hujusmodi prudenter, humiliter et patienter auditis, nobis tandem respondit quod dissidii negocium hujusmodi secundum equitatem, veritatem et justiciam sopiendum in manibus nostris poneret, si tu, fili, faceres illud idem. Quamobrem, ut de voluntate tua cercioremur super hiis plenius, dilectum filium Bernardum abbatem monasterii de Quadraginta, ordinis Sancti Augustini, Narbonensis diocesis, nuncium nostrum, de nostra intentione super predictis plenarie informatum, ad te providimus propterea specialiter destinandum, nobilitatem tuam rogantes et in Domino attentius exhortantes quatinus eidem nuncio fidem adhibens super exponendis hujusmodi credulam, et per eum de tuo in hac parte proposito nos reddere certiores procurans, ad viam pacificam Deo placibilem et utrique vestrum totique patrie multum accommodam, super quam interponere partes nostre solicitudinis, si ad hoc consenseris, quantum cum Deo nostraque decencia necnon et utriusque partis commodo et honore fieri poterit, intendimus prompto et benivolo animo, te disponas. Porro quia si per congressus vel invasiones hostiles interim ad offensiones procederetur hinc inde, preter mala que sequerentur quibusque graviter offenderetur Altissimus, tractatus reformationis seu reintegrationis pacis hujusmodi, ad quem ut premissum est, gratia suffragante divina, intendimus, difficilior procul dubio possit reddi, precibus et exhortationibus nostris adicimus ut treguas pacis representantes ymaginem inire velis cum eodem comite usque ad certi competentis temporis spacium, infra quod tu et comes prefatus ad nostram possitis commode venire presenciam, duraturas, cum hoc idem nobis predictus comes promiserit se facturum, super quo eciam voluntatem tuam nobis rescribere per eundem nuncium non postponas. — Datum Avinione, v idus marcii, anno septimo. »

820 Avignon, 11 mars 1341.

Sedi apostolicae reservat dispositionem bonorum mobilium Ramundi VIII episcopi Petragoricensis qui gravi corporali infirmitate afficitur. Litt. patens. REG. VAT. 136, nº LXIX, fol. 31 verso.)

« *Ad futuram rei memoriam.* Perlato noviter ad nostri — Dat. Avinione, v idus marcii, anno septimo. »

821 Avignon, 12 mars 1341.

Petrum Raimundi I comitem de Convenis rogat ut pacem cum Bertrando Jordani dominum de Insula reformet. (Litt. clausa. REG. VAT. 136, nº XXIX, fol. 15 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Petro Ramundi de Convenis.* Habet rumor implacidus et infestus quod tu et dilectus filius nobilis vir Bernardus Jordani, dominus de Insula, pretextu cujusdam dissensionis inter vos invicem procurante seminatore zizanie suscitate, ommissis viis juris et pacis, ad congressus bellicos et hostiles incursus, congregata hinc inde hominum armatorum multitudine, satagitis, non sine magnis vestris propriis et aliorum periculis prosilire. Cum autem ex hiis, patria illa et habitatores ipsius quos affectu paterno et prerogativa dilectionis specialis prosequimur concutiantur non modicum, et diversis afficiantur, ut fama seu potius infamia divulgat publica, dispendiis et jacturis occasione dissensionis seu bellicose commotionis ejusdem, multis malis hominibus discurrentibus, sicque patriam ipsam devastantibus, quod

et incolis ac peregrinis et viatoribus securitas substrahitur, persone subiciuntur periculis et bona ipsorum more predonico disrobantur ; tibi quidem et eidem nobili proculdubio multipliciter super hiis est verendum, pro tempore vobis imponi quod regno Francie ad presens propter guerras regum, ut nosti, turbato, maximum propter hoc intuleritis detrimentum, et quamvis id minime timeretur, gentes tamen patrie que talia nequaquam sunt solite sustinere, illa pati tollerabiliter nequeuntes, contra vos ambos et terras vestras non solum defensiva cornua erigerent sed eciam periculose vobis nimium offensiva. Nos igitur hujusmodi et aliis innumeris periculis ex premissis resultantibus obviari salubriter paterne solicitudinis studiis cupientes, nobilitatem tuam rogamus et in Domino attentius exhortamur quatinus hiis que premisimus et aliis que tue prudencie circa hec possunt accurrere consideranter attentis, ommissis viis bellicosis hujusmodi que grandia pericula secum gerunt, ad semitam juris vel tractatus amicabilis super decisione illorum quorum occasione orta est eadem dissensio, te convertas, ineundo cum prefato nobili, cui similiter super hiis scribimus, treugam pacis habentem ymaginem usque ad certi competentis temporis spacium, infra quod possit via juris vel tractatus amicabilis sopiri dictum negocium duraturam. Porro quia te prefatumque nobilem ac patriam predictam gerimus in visceribus caritatis super reformanda, inter te ac ipsum mutua concordia parati erimus laborare, si de tua et ipsius voluntate processerit, prout secundum Deum et honestatem poterimus, et interponere, cessantibus tamen ommino bellicosis congressibus interim, solicitudinis nostre partes. Rursus dilectum filium Bernardum abbatem monasterii de Quadraginta, ordinis Sancti Augustini, Narbonensis diocesis, ad tuam et predicti nobilis presenciam destinamus, cui fidem super exponendis pro parte nostra per ipsum super hiis adhibeas credulam, et per eum tue voluntatis et intentionis propositum, nobis rescribere non ommittas. — Datum Avinione, IV idus marcii, anno septimo.

822

In eumdem modum *dilecto filio nobili viro Bernardo Jordani, domino de Insula.* — Dat. ut supra. (Litt. clausa. REG. VAT. 136, n° XXX, fol. 16 recto.)

823 Avignon, 12 mars 1341.

Archiepiscopis, episcopis ceterisque personis ecclesiasticis saecularibus aut regularibus mandat ut Bernardo abbati monasterii de Quadraginta ad Johannem comitem Armaniaci, ad Petrum Ramundi de Convenis et ad Bernardum Jordani dominum de Insula misso, in securum conductum consulant eique sex libras turonensium parvorum singulis diebus assignent. (Litt. patens. REG. VAT. 136, n° XXXI, fol. 16 recto.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis, episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus etc... etc..., ad quos presentes littere pervenerint.* Cum nos dilectum filium — Dat. Avinione, IV idus marcii, anno septimo. »

824 Avignon, 13 mars 1341.

Robertum regem Siciliae rogat ut pecuniam, libros et alia bona a magistris Ramundo de Chameraco et Pontio de Pereto e bonis mobilibus bonae memoriae Ramundi episcopi Casinensis auctoritate apostolica collecta, furto et vi subducta, eisdem magistris restituenda curet atque a grassatoribus poenas expetat. (Litt. clausa. REG. VAT. 136, n° XXXII, fol. 16 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Non sine displicencia — Dat. Avinione, III idus marcii, anno septimo. »

825 Avignon, 14 mars 1341.

Robertum regem Siciliae rogat ut Guillelmo Capo di Ferro episcopo Theatino opem ferat ad castra, jurisdictionem ac juria recipienda. (Litt. clausa. REG. VAT. 136, n° CCXCII, fol. 161 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Fili carissime, serenitatem. — Dat. Avinione, II idus marcii, anno septimo. »

826 Avignon, 16 mars 1341.

Berengario Blasini mandat ut bona mobilia quondam Rostagni abbatis monasterii Sancti Andreae Avinionensis dioecesis, ordinis Sancti Benedicti, sub apostolica manu colligat et conservet. (Litt. patens. REG. VAT. 136, n° XXXIII, fol. 17 recto.)

« *Dilecto filio Berengario Blasini rectori Ecclesie de Baligneyo Eduensis diocesis.* Cum nos dudum — Dat. Avinione, XVII kalendas aprilis, anno septimo. »

827 Avignon, 17 mars 1341.

Johannem Bertrandi jubet Johannem Quintini seniorem et quosdam alios Lemovicensis dioecesis admonere ut solvant pecuniam quam bonae memoriae Geraldo Rogerii episcopo Lemovicensi debebant; nisi autem paruerint, ipsos debitores conspectui apostolico citandos curet. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, nº xxxv, fol. 18 verso.)

« *Dilecto filio Johanni Bertrandi canonico Bituricensi.* Nuper intelleximus quod — Dat. Avinione, xvi kalendas aprilis, anno septimo. »

828 Saint-Germain-en-Laye, 24 mars [1341].

(Reg. Vat. 136, nº ccxli, fol. 99 verso.)

« *Sanctissimo patri in Domino Benedicto divina providentia sacrosancte romane ac universalis Ecclesie summo pontifici.* Pater beatissime, dilectos et fideles milites et consiliarios nostros Petrum de Cuneriis et Symonem de Buciaco ad sanctitatem vestram duximus destinandos, de intentione nostra super aliquibus que vobis exponent, ad que gerimus affectum specialem, plenius informatos, eidem sanctitati sinceris affectibus supplicantes quatinus eisdem et eorum cuilibet fidem indubiam adhibere ac ipsos celeriter et salubriter dignetur expedire. Pater beatissime, sanctitatem vestram conservet Altissimus per tempora longiora ad regimen Ecclesie sue sancte. — Scriptum apud Sanctum Germanum in Laya, die xxiiii marcii.

Devotus filius vester . . rex Francie. »

829

Cedula. (Reg. Vat. 136, nº ccxlii, fol. 100 recto.)

« Credencia nunciorum . . regis est quod . . rex Francie protestationibus primitus per ipsum factis in gallico ore proprio et postea de precepto suo factis in latino per . . cancellarium suum et acceptatis per nuncios Bavari quod non intendebat nec intendit aliquid promittere contra sacrosanctam Ecclesiam seu ejus statum, contra reverendos patres dominos cardinales seu alias quascunque personas ecclesiasticas seu ministros Ecclesie, sed potius eos tueri et defendere contra quascunque personas, promisit Bavaro quod erit sibi bonus, verus et fidelis amicus ad promovendum et procurandum erga Ecclesiam et sanctissimum patrem nostrum predictum reconciliationem suam. Et ex parte dicti regis devoti filii sui, supplicant dicti nuncii domino nostro summo pontifici quod non credat dictum devotum filium suum regem Francorum fecisse aliquas promissiones contra personam suam, sacrosanctam Ecclesiam ac eorum statum, licet forte alia ab aliquibus fuerint relata, ut dicitur. Supplicant etiam sanctissimo patri quod ipse, salvo honore Ecclesie, graciose velit vacare ad reconciliationem predictam, intuitu et ad preces devoti filii sui regis Francorum cum infinite anime in via periclitationis existentes per istam reconciliationem poterunt reduci ad salutem. »

830 Avignon, 2 avril 1341.

Petitionibus Philippi regis Franciae pro Flamingis allatis, annuere recusat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 136, nº ccxl, fol. 97 verso.)

« *Benedictus episcopus servus servorum Dei carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri, salutem et apostolicam benedictionem.* Ad nostram nuper veniens presenciam dilectus filius magister Ramundus de Salgis canonicus Parisiensis, tue celsitudinis nuncius, nobis regias presentavit litteras continentes quod cum pro parte tua regia fuerit Flamingis promissum quod omnes litteras, bullas privilegia, forcia, procurationes, instrumenta, acta, munimenta et processus alios tangencia sentencias per predecessores nostros romanos pontifices contra Flamingos eosdem prolatas, que tu, fili carissime vel gentes tue haberetis, infra dominicam qua cantatur officium *Letare Jherusalem* tunc sequentem, procurares per nos integraliter et perpetuo revocari, nobis supplicabas instanter ut adimplere promisssionem hujusmodi et in premissis providere salubriter curaremus. Et nichilominus idem nuncius transcriptum quarumdam aliarum litterarum regiarum, per modum privilegii, ut videbatur, sub data mensis septembris de anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo confectarum, subsequenter nobis exhibuit in effectu, continentium que sequuntur : videlicet quod per . . comitem Flandrie consanguineum et . . comitissam Hanonie sororem tuos facte tue magnificencie requeste infrascripte fuerunt, scilicet quod tu pro te, heredibus et successoribus tuis perpetuo renunciares omnibus litteris, bullis, privilegiis, viribus, instrumentis, procuratoriis, actis, munimentis et aliis processibus quorum virtute feceras aut tu vel successores tui possetis facere interdici patriam

Flandrie aut excommunicari vel interdici dictum comitem seu personas ejusdem patrie ac adjutores eorum vel aliquos eorumdem; item quod faceres reabsolvi, revocari et anullari omnes sentencias latas, pronunciatas seu promulgatas super et contra dictam patriam Flandrie ac personas ipsius conjunctim vel divisim, cujuscunque conditionis et status existerent, per judices, executores ordinarios vel alios quoscunque habentes super hoc potestatem, sine ipsorum comitis, patrie et personarum sumptibus et expensis; item quod omnes littere, bulle, privilegia, procurationes, instrumenta, vires, acta, munimenta et alii processus que tu vel gentes tue super premissis haberetis, a die dominica tunc proxime venienti ad octo dies, Flandrensibus predictis infra civitatem Tornacensem, integre redderentur; item quod predicta revocari et anullari faceres integre et ad perpetuitatem per nos, tuis sumptibus et expensis, infra dominicam qua cantatur officium *Letare Jherusalem* hanc sequentem; item quod pro aliquibus obligationibus, conventionibus vel summissionibus per comitem, patriam et personas predictas factis temporibus retroactis tibi aut gentibus tuis, tu aut heredes vel successores tui, nullo unquam tempore possetis facere compelli supradictos comitem, patriam et personas, per suspensionis, excomunicationis et interdicti, seu cessationis sentencias, ad observanciam earumdem; quodque tu, fili dilectissime, requestas predictas omnes et singulas pro te, heredibus ac successoribus tuis regibus Francie ad preces comitis et comitisse predictorum voluisti, concensisti ad perpetuitatem, ex certa sciencia et auctoritate regia, habita super hoc cum consilio tuo magno deliberatione matura, eosque bona fide ac sine fraude et omni malo ingenio promisisti tenere ac teneri facere, compleri ac etiam integrari et nunquam per te vel alium contra facere vel venire. Deinde vero prelibatus nuncius tuus, presentibus coram nobis Johanne de Escuria, Johanne dicto Meyre et Paulo de Utkerke clericis Tornacensis, Cameracensis et Morinensis diocesum, nunciis Flamingorum predictorum, sabato ante dictam dominicam qua cantatur *Letare Jherusalem*, nobis instanter et humiliter supplicavit ut hujusmodi promissionem regiam super predictis adimplere, quantum in nobis esset, favorabiliter dignaremur. Nos autem, contentis in litteris regiis supradictis diligentius intellectis, et attento nichilominus quod si procederemus ad ea facienda que super predictis petuntur a nobis, in nostrum et Ecclesie opprobrium et periculum, tuique honoris et commodi detrimentum possent proculdubio redundare, respondere simpliciter noluimus, sed ut per interrogationes a nobis eisdem nunciis Flamingorum responsiones ab eis faciendas, obviando nostris et Ecclesie tuisque super premissis periculis et incommodis, quod esset decentius et utilius agere in hac parte procedendum providimus in hunc modum.

Primo, nanque prefatis nunciis Flamingorum prediximus quod si Flamingi predicti vellent et procurarent veraciter in tua obediencia cum effectu deinceps constanter et fideliter permanere, nos eos super premissis et aliis suis oportunitatibus plusquam ipsi extimare possent, tractaremus et prosequeremur favorabiliter et benigne, insisteremusque apud tuam magnificenciam efficacibus precibus et exhortationibus oportunis, ut velles cum ipsis agere graciose. Cumque ipsi ad hec nobis minime responderent, nos ipsos interrogavimus si erant ydoneis mandatis suffulti ad petendum et obtinendum absolutionis et relaxationis beneficium ab excomunicationis et interdicti sentenciis per processus dictorum predecessorum nostrorum olim adversus Flamingos predictos promulgatis, quas infringendo conventiones et pacta dudum inter clare memorie Philippum regem Francie predecessorem tuum ex parte una et ipsos Flamingos ex altera, inita et juramentis aliisque vallata firmitatibus, et per Sedem apostolicam magna deliberatione matura previa confirmata, incurrerant, et ad promittendum et jurandum de stando mandatis Ecclesie atque nostris, eisdem nichilominus predicentes quod talia essent et esse deberent mandata hujusmodi ut ipsi observarent de cetero hujusmodi conventiones et pacta, et pro commissis, prout rationis esset, satisfacerent competenter; et ulterius etiam si volebant et intendebant petere ac facere supradicta. Quibusquidem nunciis tandem respondentibus se habere mandata, sed an se ad premissa extenderent et ipsi eis uti vellent, ad deliberandum certum terminum petentibus, nos illum duximus concedendum eisdem, et nichilominus venerabilibus fratribus nostris Petro Penestrinensi (*sic*) et Gaucelino Albanensi episcopis commisimus ut mandata hujusmodi, si ea vellent exhibere, reciperent nobisque referrent postmodum si prefati nuncii ad premissa facienda forent vigore dictorum mandatorum sufficienter muniti; quod cum coram eis facere noluissent, per nos subsequenter deinde cum quibusdam ex fratribus nostris sancte romane Ecclesie cardinalibus quos ad hoc vocavimus, deliberatione super predictis prehabita provida et matura, nostrum et eorundem fratrum concordes in hoc nullo discrepante resedit consilium quod nisi premissa superius expressa fie-

rent pro parte Flamingorum ipsorum, non erat per nos ad ea que petuntur de juris et rationis equitate ullatenus procedendum. Postmodum autem, elapso termino per nos nunciis prelibatis ad exhibendum dicta mandata et respondendum super predictis, ut prefertur, prefixo, ipsi nuncii in nostra et quorumdam fratrum nostrorum presentia constituti, tuo etiam nuncio sepefato presente, responderunt quod nec mandatis uti predictis, nec petere absolutionis et relaxationis a sentenciis supradictis beneficium, nec etiam promittere ac jurare que superius premissa, volebant, adicientes non credere Flamingos eosdem sentenciis subjacere predictis quia, si eas incurrissent jamdudum, ut dixerunt, per executores a Sede apostolica super dictis processibus deputatos, fuerant eis absolutiones et relaxationes a sentenciis memoratis concesse. Quibus auditis, nos eis curavimus clarius explicare quod nos reputabamus merito Flamingos eosdem qui conventiones et pacta predicta fregerant, eisdem excommunicationis et interdicti sentenciis, prout prolate sunt in eisdem processibus, subjacere, quia dicti executores non ad absolvendum a dictis sentenciis vel eas relaxandum sed potius ad declarandum, publicandum et exequendum easdem potestatem habebant, et posito quod absolutiones et relaxationes quas concessas per dictos executores asserunt pro temporibus tunc preteritis tenuissent, ex tunc veniendo sepius contra dicta conventiones et pacta eaque sicut infringere asseruntur continue, inciderant in penas et sententias supradictas et eis remanent innodati; et si simplices persone dicte patrie decipiantur per aliquos super hiis et suarum subiciantur propterea periculis animarum, id nobis qui paterna solicitudine salutem eorum zelamus, non indigne displicibile redditur et molestum. Porro eisdem Flamingorum nunciis subsequenter diximus si credebant esse intentionis et voluntatis Flamingorum predictorum remanere, de cetero in devotione ac fidelitate tuis debitis, observando predicta conventiones et pacta, si hujusmodi absolutio et relaxatio concederentur et revocatio fieret supradicta, dixerunt quod non placeret nobis eos interrogare super hiis, quia respondere sub suorum capitum periculis non auderent. Preterea, quantum ad revocationem litterarum, bullarum, privilegiorum, virium, procurationum, instrumentorum, actorum, munimentorum et processuum predictorum, petitam a nobis, ut premittitur, diximus quod cum premissa per dictos predecessores nostros, olim cum magna et matura deliberatione ad instanciam et supplicationem eorumdem Flamingorum triginta anni sunt et ultra, facta fuerint, et per tempus predictum firmitatem obtinuerint, ita quod revocatio vel anullatio nequaquam postulata fuerit eorumdem, esset prorsus valde inconveniens ac honori nostro et apostolice Sedis incongruum, tibique ac regno tuo et toti christianitati periculosum, si sic faciliter prestita occasione subjectis recedendi a fidelitate dominorum suorum et juramenta super illis violandi et transgrediendi, et presertim ubi juramenta cadunt super materia debita pacis et fidelitatis federe, sicut in casu presenti, sine causis honestis et rationabilibus que nequaquam adhuc coram nobis proposite sunt vel ostense revocaremus eadem; ad que prefati Flamingi nuncii responderunt quod non intendebant causas aliquas super hoc allegare vel pretendere, nisi quod tu, fili precarissime, hec eis promiseras, ut pretactum est superius, et ad solicitandum tuum predictum nuncium super hiis fuerant tantummodo destinati. Postremo vero nos, de dictorum fratrum concordi consilio respondimus quod cum absolutio, relaxatio et revocatio supradicte de juris et rationis equitate per nos fieri minime debeant nisi sub forma prescripta nec quandiu dictos Flamingos in rebellionibus suis persistere contingeret, ac processus contempnendo predictos, conventiones et pacta hujusmodi renuerent observare, ad ipsos absolutionem et relaxationem concedendas ac revocationem faciendam aliter nequaquam procedere curaremus, — Datum Avinione, IV nonas aprilis, pontificatus nostri anno septimo. »

831 Avignon, 15 avril 1341.

Roberto regi Siciliae gratias agit quod bona quaedam mobilia Raymundo de Chameraco et Pontio de Pereto apostolicis nuntiis subducta, restituenda curavit et a grassatoribus poenas expetiit. (Litt. clausa. REG. VAT. 136, n° LIII, fol. 25 recto.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Gratis admodum relatibus — Dat. Avinione, XVII kalendas maii, anno septima. »

832 Avignon, 23 avril 1341.

Philippum regem Franciae reprehendit quod amicitiam cum Ludovico de Bavaria junxerit. (Litt. clausa. REG. VAT. 136, n° CCXLIII, fol. 100 recto.)

« *Benedictus episcopus servus servorum Dei carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri, salutem et apostolicam benedictionem.* Nuper venientes ad presen-

ciam nostram dilecti filii nobilis viri Petrus de Cunheriis et Symon de Buciaco milites et nuncii regii, nobis presentarunt litteras regias per quas tua magnificencia nos rogabat ut super exponendis nobis per ipsos que non parum regiis affectibus insidebant, eisdem nunciis de intentione regia plenarie super hiis informatis, adhibere fidem vellemus indubiam, eosque celeriter et salubriter expedire. Cumque prefati nuncii per nos benigne recepti, subsequenter super amicicia, ut dixerunt, per te inita cum Ludovico de Bavaria et promissione facta de promovenda et procuranda reconciliatione ipsius ad nostra et Ecclesie gremium et mandata, quedam generalia verbotenus nobis pluries explicassent, tandem tamen die date presentium in nostra et venerabilium fratrum Petri Penestrinensis et Gaucelini Albanensis episcoporum ac dilectorum filiorum nostrorum Bertrandi Sancti Marchi et Bernardi Sancti Ciriaci in Termis titulorum presbiterorum cardinalium presencia constituti, sub concessa eis per litteras predictas credencia, proposuerunt et in scriptis dederunt in effectu que sequntur : videlicet quod tu, fili carissime, protestationibus per te primitus ore proprio in gallico et deinde de mandato tuo per . . cancellarium tuum in latino premissis et factis ac acceptatis per nuncios Ludovici predicti, quod non intendebas aliquid promittere contra sanctam Ecclesiam ac nos et collegium fratrum nostrorum sancte romane Ecclesie cardinalium, seu contra statum nostrum et cardinalium eorumdem, aut contra personas quascunque alias ecclesiasticas vel ministros Ecclesie, sed potius nos et ipsos tueri et defendere adversus personas quascunque, promisisti Ludovico predicto quod esses sibi bonus, verus et fidelis amicus ad promovendam et procurandam apud nos et Ecclesiam reconciliationem predictam, supplicantes nobis prefati nuncii ex parte regia ut non crederemus te, fili, aliquas promissiones fecisse contra personam nostram aut Ecclesiam memoratam seu statum nostrum et ejusdem Ecclesie, licet alia forsan ab aliquibus relata fuerint, sicut fertur, quodque graciose vellemus tui, fili, et precum tuarum intuitu, intendere ad reconciliationem jamdictam, presertim quia infinite anime perditioni exposite, poterunt ad salutem per eandem reconciliationem reduci. Nos igitur hujusmodi credentia sicut per dictos nuncios proposita et data in scriptis extitit intellecta, veremur, fili dilectissime, propter multa que de remotis etiam partibus nobis relata et scripta fuerunt, quod alia intervenerint in tractatu promissionis et amicicie hujusmodi que reperiantur contraria protestationibus antedictis, tueque saluti anime, si talia qualia referuntur existant, obvia, et tuis ac regni tui honoribus et commodis pericula et scandala gravia, de quo utique doleremus quamplurimum, allatura. Et sicut prefatis nunciis expressimus et etiam tuam volumus scire magnificenciam, non sufficimus admirari quod cum sicut notorium est toti mundo et processus apostolici dudum, presente multitudine copiosa fidelium, solenniter habiti, et ex superhabundanti per diversa mundi climata publicati, manifestius attestantur, Ludovicus predictus hereticus et scismaticus ac de heresi et scismate sentencialiter et publice condempnatus, ac profanus et crudelis adversarius, persecutor et hostis Ecclesie sancte Dei, fautor quoque, receptator et defensor hereticorum et scismaticorum, ipsorum fautoria receptatione ac defensione obstinato prodolor! animo dampnabiliter perseverans, aliquis qui sacre scripture ac canonum zelumque veritatis catholice habuerit, ausus fuerit asserere tibique consulere vel quomodolibet suadere ut cum homine heretico et scismatico publice sic dampnato, adhucque ut videtur in suis heresibus et scismatibus perdurante, antequam unitati reconciliaretur Ecclesie, posses absque proprie salutis et honore detrimento amicicias et confederationes inire, cum illa que de sua natura mala sunt et dampnata nunquam valeant licite fieri bono fine. Nec minus cogimur admirari quod tu, fili, absque nostra et apostolice Sedis licencia et voluntate processeris ad premissa, immo contra persuasionis nostre consilium, quod si secundum equitatem attenderentur que circa negocium dicti Ludovici per nos tue considerationis intuitu et cum tua sciencia et voluntate, ut nosti, continue facta sunt hactenus, non videbatur sic transgrediendum faciliter vel etiam contempnendum, et maxime cum ex hiis tua non credantur verisimiliter prosperari negocia et magnam nichilominus maculam non faciliter abolendam si, sicut ab aliis asseritur, per te circa negocium hujusmodi sit processum, posueris in gloria tui nominis et honoris. Nam, sicut dolentes et tristes audivimus, jam mundus incipit crebris detractoriis oblocutionibus multipliciter murmurare abhominabiliter quodam modo, sicut asseritur, proclamando alias esse inauditum a seculo quod principes christianissimi domus inclite Francie cum hereticis et scismaticis quos zelo fidei orthodoxe accensi persequebantur et fugabant, ac eos etiam audire nominari horrebant, contraxerunt quomodolibet amicicias vel favores. Ceterum quantum dicta credencia reconciliationem predictam contingit, providimus respondendum quod si Ludovicus prefa-

tus ad mandata nostra et Ecclesie cum effectu voluerit secundum juris formam redire, nos qui conversionem ipsius et aliorum omnium quos ab ovili dominico, extra quod non est alicui gracia neque salus, separare procuravit astucia diabolica, ferventibus desideriis affectamus, parati erimus eum prout statuta volunt canonica recipere, ac predictam reconciliationem, duntaxat ac prout ejus obediencie, contritionis et penitencie signa vera pretenderint, prosequi et tractare. Ideoque regalis circumspectio prout ad eam pertinuerit videat, ponderet et circumspiciat quesumus prudenter, consulte ac provide quid sibi super hiis sit agendum. — Datum Avinione, IX kalendas maii, pontificatus nostri anno septimo. »

833 Avignon, 3 mai 1341.

Capitulo Narbonensis Ecclesiae significat ipsius Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° LXXIV, fol. 33 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Narbonensis.* Pridem relatu fidedigno — Dat. Avinione, V nonas maii, anno septimo. »

834 Avignon, 3 mai 1341.

Morerio de Moreriis mandat ut bona mobilia bonae memoriae Bernardi de Farges archiepiscopi Narbonensis sub manu apostolica colligat et conservet. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° LXXV, fol. 33 recto.)

« *Dilecto filio Morerio de Moreriis rectori parrochialis Ecclesie Sancti Stephani Tholosani.* Pridem videlicet die — Dat. ut supra. »

835 Avignon, 9 mai 1341.

Capitulo Petragoricensis Ecclesiae significat ipsius Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° LXXVII, fol. 34 verso.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Petragoricensis.* Pridem intendentes Ecclesie — Dat. Avinione, VII idus maii, anno septimo. »

836

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Petro II de Luk archiepiscopo Burdegalensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° LXXVIII, fol. 35 recto.)

837 Avignon, 9 mai 1341.

Johanni Bertrandi et Guillelmo Ruffi mandat ut bona mobilia bonae memoriae Ramundi VIII episcopi Petragoricensis sub manu apostolica colligant et conservent. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° LXXIX, fol. 35 recto.)

« *Dilectis filiis Johanni Bertrandi Bituricensis et Guillelmo Ruffi Mimatensis Ecclesiarum canonicis.* Providere volentes ne bona — Dat. Avinione, VII idus maii, anno septimo. »

838 Avignon, 10 mai 1341.

Johanni Ogerii mandat ut rationes proventuum et redituum apostolicae camerae in provincia Remensi a quondam Arnaldo Regis collectorum accipiat, exeutiat ac ad dictam cameram mittat; percipiat autem residua fructuum in provincia praefata debita. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° LXXX, fol. 35 verso.)

« *Dilecto filio Johanni Ogerii decano Ecclesie Belnensis Eduensis diocesis.* Cum sicut intelleximus — Dat. Avinione, VI idus maii, anno septimo. »

839 Avignon, 14 mai 1341.

Johannem III ducem Britanniae hortatur ad libertatem ecclesiasticam servandam. (Litt. clausa. Reg. Vat. 136, n° LXXXI, fol. 36 recto.)

« *Dilecto filio nobili viro Johanni duci Britannie.* Pro parte venerabilis fratris nostri Guidonis episcopi Briocensis fuit nuper expositum coram nobis quod gentes et officiales tui multas oppressiones et molestationes indebitas eidem episcopo et Ecclesie sue in suis bonis, juribus et jurisdictionibus temporalibus intulerunt hactenus et inferre contra justiciam moliuntur. Sane, fili, quia de te, qui erga Deum et Sedem apostolicam prefulgere devotione sincera, et Ecclesias et personas ecclesiasticas infra tuos consistentes districtus consuevisti, sicut accepimus, oportunis favoribus

prosequi, credere non valemus quod oppressiones vel molestationes hujusmodi de tua consciencia processerint vel procedant, nobilitatem tuam rogamus et in Domino attentius exhortamur quatinus, ut hujusmodi tue devotionis sinceritas apud Deum ac nos et Sedem eandem clarius elucescat, ab hujusmodi oppressionibus et molestationibus, gentes et officiales tuos predictos compesci cum effectu faciens et cessari, tam eosdem episcopum et Ecclesiam quam alios prelatos et Ecclesias ac personas ecclesiasticas infra districtus consistentes predictos, habeas in suis bonis, juribus et libertatibus pro divina et nostra prefateque Sedis reverencia propensius commendatos, ita quod exinde consequaris a Deo retributionis eterne premium, nosque puritatem devotionis tue possimus merito commendare. — Datum Avinione, II idus maii, anno septimo. »

840 Avignon, 20 mai 1341.

Johanni II de Vienne archiepiscopo Remensi, Guillelmo V de Chanac Parisiensi, Johanni I de Cherchemont Ambianensi, Hugoni II d'Arcy Laudunensi, Guillelmo IV de Clermont Lexoviensi, Johanni I d'Arcy Eduensi atque Oliverio Saladin Nannetensi episcopis significat reservationem beneficiorum quondam Remigii de Sancta Margareta Parisiensis canonici. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° LXXXIII, fol. 37 recto.)

« *Venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Remensi et . . Parisiensi, . . Ambianensi, . . Laudunensi, . . Lexoviensi, . . Eduensi ac . . Nannetensi episcopis.* Olim felicis recordationis — Dat. Avinione, XIII kalendas junii, anno septimo. »

841 Avignon, 21 mai 1341.

Patriarchis, archiepiscopis, episcopis ceterisque ecclesiasticis personis mandat ut Johanni Ogerii decano Ecclesiae Belnensis Eduensis dioecesis ad provinciam Remensem et partes vicinas misso pro quibusdam negotiis papam et romanam Ecclesiam tangentibus, in securum conductum consulant. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° CCLXI, fol. 108 verso.)

« *Venerabilibus fratribus patriarchis, archiepiscopis et episcopis, etc...* Cum nos dilectum — Dat. Avinione, XII kalendas junii, anno septimo. »

842 Avignon, 23 mai 1341.

Ramundo Flori mandat ut residua bonorum mobilium bonae memoriae Guillelmi de Sandreux episcopi Sarlatensis colligat. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° LXXXIV, fol. 37 verso.)

« *Dilecto filio Ramundo Flori canonico Urgellensi.* Dudum volentes de bonis — Dat. Avinione, X kalendas junii, anno septimo. »

843 Saint-Germain-en-Laye, 26 mai [1341].

Philippus rex Francorum Benedicto papae instat ut Flamingorum postulationibus obsequatur. (Reg. Vat. 136, n° CCXLIV, fol. 101 verso.)

Sanctissimo patri in Domino Benedicto divina providentia sacrosancte romane et universalis Ecclesie summo pontifici. Sanctissime pater, nuper litteras vestras recepimus per dilectum et fidelem clericum et consiliarium nostrum magistrum Raymundum de Salgis canonicum Parisiensem, continentes responsiones per sanctitatem vestram factas tam prefato Raymundo quam nunciis Flamingorum super absolutionibus eorumdem et aliis per nos eis promissis, pro quibus idem Raymundus per nos, et dicti nuncii ex parte dictorum Flamingorum, ad sanctitatis vestre presenciam fuerant destinati. Ex dictarum vero continencia litterarum et relatione memorati Raymundi percepimus evidenter quod dicte sanctitatis benivolencia ad nos et nostrum regnique nostri honorem sincere afficitur, ac nostris et regni nostri incommodis atque periculis obviare non cessat, sicut etiam, docente experiencia, vidimus hactenus in aliis factis vestris : super quo, grates humiles dicte referimus sanctitati. Dictas autem responsiones, licet ex provida et matura deliberatione vestre beatitudinis et fratrum vestrorum concordi consilio procedentes, predicti Flamingi indignanter et moleste ferentes, cum instancia importuna nos infestant multipliciter et requirunt ut, secundum promissionem nostram, bullas et alios processus tangentes dictas sentencias procuremus per vestram beatitudinem annullari, quod desideramus quamplurimum, specialiter propter causas quas in aliis nostris litteris dicte sanctitati lacius declaramus, affectuosius supplicantes ut nobis velitis super hujusmodi complacere. Ceterum magnificus princeps Alfonsus rex Castelle et Legionis, consanguineus noster carissimus, nuncios suos pridem ad nostram presenciam destinavit qui nobis ex parte ipsius certius retulerunt quod

Sarraceni et alii increduli et adversarii fidei christiane congregabant magnum exercitum et ferocem ad invadendum et destruendum regna, terras et loca dicti consanguinei, subsequenter etiam totam christianitatem exterminare ferocius comminantes, quod displicenter audivimus et referimus condolenter; et exinde non immerito moti fuimus ad compassionis affectum, grandia considerantes pericula que ex hoc possunt toti christianitati prefatoque nostro consanguineo provenire, nobisque prefati nuncii ex parte dicti consanguinei supplicarunt ut eidem in tali et tanto christianitatis negocio vellemus succurrere et de competenti et oportuno auxilio celeriter providere, et ut facilius pro dicto negocio nos et alii christiani hoc adimplere possemus, ad bonam pacem, vel saltem ad treugarum prorogationem competentem cum inimicis nostris habendam vellemus intendere, ac etiam inclinari. Et ut prefato regi et toti christianitati in premissis promptius succurratur, prefatis nunciis dicti regis Castelle recipiendi infra regnum nostrum terminum competentem ad tractandum de pace vel recipiendum longas treugas inter nos et regem Anglie alligatosque suos dedimus per litteras nostras patentes plenariam potestatem, dolentes quia occupati in guerris nostris, tam sancto et favorabili negocio, nos et totam christianitatem tangente, non potuimus ut desideranter appetimus, favorabilius et liberalius nos offerre. Insuper, pater sanctissime, carissima soror nostra .. comitissa Hannonie novissime nobis [intimavit] quod inimici nostri et emuli, ad defensionem christianitatis contra prefatos infideles disponerent se libenter si cessarent impedimenta guerrarum; ad que vestre beatitudini referenda, dilectos et fideles consiliarios nostros .. episcopum Claromontensem et dictum Raymundum magistrum requestarum nostri hospicii destinamus, quibus in hiis et aliis que vobis dicent ex parte nostra dignemini dare fidem, ac ipsos benigne audire et graciose remittere expeditos, sicut in premissis et aliis plene de vestre confidimus benivolencia sanctitatis quam dignetur per multos annos feliciter conservare Altissimus Ecclesie sue sancte. — Scriptum apud Sanctum Germanum in Laya, vicesima sexta die maii. Humilis filius vester .. rex Francie. »

844 Saint-Germain-en-Laye, 26 mai [1341].

Philippus rex Francorum Benedictum papam iterum rogat ut Flamingos absolvat. (Reg. Vat. 136, n° ccxlv, fol. 102 recto.)

« *Sanctissimo patri in Domino B[enedicto] divina providencia sacrosancte romane ac universalis Ecclesie summo pontifici.* Sanctissime patre, sicut alias vestre scripsimus sanctitati, dudum ad instanciam carissime sororis nostre .. comitisse Hanonie et consanguinei nostri .. comitis Flandrie inter cetera promisimus Flamingis, per nostras patentes litteras, quod omnes litteras, bullas, privilegia, forcia, procurationes, instrumenta, acta, munimenta et processus alios tangentes sentencias per predecessores vestros romanos pontifices contra Flamingos eosdem vel eorum patriam prolatas, quas nos vel gentes nostre haberemus, procuraremus par sanctitatem vestram revocari et anullari perpetuo et integraliter infra dominicam qua cantatur officium *Letare Jerusalem* proxime tunc sequentem, ac eidem supplicavimus sanctitati litteratorie, et magister Raymundus de Salgis canonicus Parisiensis, dilectus et fidelis clericus et consiliarius noster, ad beatitudinem vestram specialiter per nos destinatus, dicte beatitudini, presentibus etiam dictorum Flamingorum nunciis, pro parte nostra, viva voce, sepius cum instancia supplicavit ut promissionem nostram dignaretur prefata sanctitas favorabiliter adimplere, quod dicta beatitudo, ex certis causis contentis in suis litteris super hoc nobis missis, facere recusavit. Licet autem super implenda dicta promissione posse nostrum fecerimus, ut prefertur, quia tamen ad premissa propter duas causas que ad hoc nos movent, specialissimam affectionem habemus, una est propter nostram promissionem complendam, contra quam nullatenus vellemus facere vel venire, nec quod possit nobis impingi quin illud quod promisimus duxerimus adimplendum, secunda est quia carissimus consanguineus noster .. rex Castelle noviter suos nuncios ad nos misit contra inimicos et incredulos fidei christiane qui cum magna multitudine ad destruendum ipsum et regnum suum veniunt, requirens a nobis in tali necessitate succursum quem libentissime faceremus, si nostra negocia paterentur, vestre beatitudini sic affectuose et ex corde, quantum plus possumus, supplicamus quatinus, consideratione habita premissorum, nostris precibus benigne inclinare velitis, ac dictos Flamingos ab omnibus sentenciis quas hactenus incurrerunt auctoritate dictorum processuum vestrorum, veniendo contra conventiones et pacta inita inter nostros predecessores reges Francie et nos ex una parte, et dictos Flamingos ex altera, absolvere, ac omnes litteras, bullas, forcia, procurationes, instrumenta, acta, munimenta et processus alios tangentes sentencias memoratas, perpetuo et integraliter,

juxta promissionem nostram contentam in nostris litteris revocare dignemini et totaliter anullare; ad que prosequenda dilectos et fideles consiliarios nostros . . episcopum Claromontensem et dictum Raymundum ad sanctitatem vestram specialiter destinamus. Pater beatissime, sanctitatem vestram ad regimen Ecclesie sue sancte conservare dignetur Altissimus per tempora longiora. — Scriptum apud Sanctum Germanum in Laya, vicesima sexta die maii. Devotus filius vester . . rex Francie. »

845 Avignon, 30 mai 1341.

Conventui monasterii Sancti Benedicti Floriacensis significat ipsius monasterii reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, lxxxv, fol. 38 recto.)

« *Dilectis filiis conventui monasterii Sancti Benedicti Floriacensis, ordinis Sancti Benedicti, Aurelianensis diocesis.* Intendentes monasterio vestro — Dat. Avinione, iii kalendas junii, anno septimo. »

846

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Johanni III de Conflans episcopo Aurelianensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° lxxxvi, fol. 38 recto.)

847 Avignon, 1[er] juin 1341.

Sedi apostolicae in duos annos reservat Ecclesias, monasteria ac prioratus terrarum romanae Ecclesiae. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° [ccxcix] fol. 120 verso.)

« *Ad futuram rei memoriam.* Dudum diligenti meditatione pensantes quod ad confovendum statum terrarum Ecclesie romane immediate subjectarum pacificum et tranquillum, non parum inter cetera expediens credebatur quod in Ecclesiis cathedralibus et aliis locis ecclesiasticis precipuis infra dictas terras consistentibus, prelati et rectores preficerentur per apostolice Sedis providentiam ydonei qui beneplacitis divinis intenti ac nobis et Ecclesie memorate fideles et devoti pacem, veritatem et justiciam diligerent ac ipsis Ecclesiis et locis vellent, scirent et possent preesse pariter et prodesse; hiis et aliis justis et rationabilibus causis que ad id nostrum animum induxerunt, omnium et singularum archiepiscopalium et episcopalium ac collegiatarum Ecclesiarum necnon abbatiarum, monasteriorum et prioratuum conventualium regularium et secularium, exemptorum et non exemptorum, infra terras predictas consistentium tunc vacantium vel in antea vacaturorum, in quibus prelati seu rectores per electionem consueverunt assumi, provisiones et dispositiones quotiens casus vacationis emersisset, nobis et eidem Sedi, videlicet IIII nonas junii, pontificatus nostri anno quinto, usque ad biennium extunc computandum, auctoritate apostolica specialiter reservantes, universis Ecclesiarum, abbatiarum, monasteriorum et prioratuum predictorum capitulis et conventibus duximus districtius inhibendum ne ad electionem, postulationem, nominationem vel quamcunque aliam provisionem prelatorum et rectorum preficiendorum in eis medio tempore procederent quoquo modo, et extunc decrevimus irritum et inane quicquid contra inhibitionem et reservationem hujusmodi per quoscunque quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contingeret attemptari. Voluimus tamen reservationem, inhibitionem et decretum hujusmodi ad monasteria monialium vel aliarum religiosarum mulierum seu ad Ecclesias aut prioratus non conventuales seu quorum fructus, redditus et proventus quinquaginta florenorum auri valorem annuum nequaquam excederent non extendi. Cum autem reservationis, inhibitionis et decreti hujusmodi terminus appropinquet, nos eisdem ducti causis et considerationibus, eamdem reservationem, inhibitionem et decretum sub modo et forma predictis a fine dicti termini usque ad aliud biennium ex tunc computandum, auctoritate apostolica extendimus tenore presentium et etiam prorogamus. Nulli ergo... etc... — Datum Avinione, kalendis junii, anno septimo [1]. »

848 Avignon, 9 juin 1341.

Henrico I de Villars episcopo Valentinensi mandat ut archiepiscopum Viennensem, capitula Viennensis et de Romanis Ecclesiarum atque incolas ejusdem villae pacta quaelibet cum Humberto dalfino Viennensi inire vetet sine licentia apostolicae Sedis. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° xcii, fol. 39 verso.)

« *Venerabili fratri . . episcopo Valentinensi.* Officii

1. Eadem epistola inter litteras de curia, Reg. Vat. 129, pars prima n° ix, invenitur.

debitum pastoralis nobis desuper impositi solicitudinis nostre studia excitat et perurget ut non solum romane Ecclesie sponse nostre, sed etiam aliarum Ecclesiarum omnium, quarum nobis cura generalis imminet, periculis et incommodis, quantum cum Deo possumus, occurrere satagamus. Sane, ad nostri apostolatus hiis diebus pervenit auditum, quod licet villa de Romanis, Viennensis diocesis, Ecclesie romane ab antiquo censualis existens, ad venerabilem fratrem nostrum .. archiepiscopum Viennensem et dilectos filios capitulum Ecclesie de Romanis dicte diocesis ac Viennensis et de Romanis Ecclesias cum suis juribus et pertinenciis, ac omnimoda jurisdictione alta et bassa, mero et mixto imperio, pertinere et ab antiquis temporibus pertinuisse pleno jure, sub eadem romana Ecclesia cujus est censualis, ut premittitur, dinoscatur, tamen nobilis vir Humbertus dalfinus Viennensis, ductus perverso, ut creditur, consilio vel seductus, Deum ac easdem romanam et Viennensem ac de Romanis Ecclesias offendere graviter, proximosque ledere in sue periculum anime non formidans, predictam villam ac burgenses, incolas et habitatores ejusdem, nostros et Ecclesiarum predictarum subditos, cum hostilibus et bellicosis insultibus et alias ferociter adeo nisus est et nititur molestare quod ipsos coegit seu cogere satagit aliqua pacta seu conventiones promissionesque et obligationes facere seu inire cum ipso, que si ad effectum deducerentur, quod absit, in nostrum et predicte romane Ecclesie necnon predictorum archiepiscopi et capituli ac Viennensis et de Romanis Ecclesiarum prefatarum manifestum prejudicium redundarent. Nos igitur malis et periculis hujusmodi occurrere salubriter antequam in perniciosam coalescant segetem, ut ad id nos astringit cura suscepti regiminis, cupientes pacta et conventiones, promissiones et obligationes hujusmodi, si jam forte processerint, et quibuscunque juramentis, penis vel aliis obligationibus seu firmitatibus vallata fuerint, que velut contra honorem et jura ecclesiastica temere attemptata, nulla, cassa et irrita esse ac fuisse decernimus et quatenus processerunt de facto, tenore presencium cassamus, irritamus, anullamus et omnino viribus vacuamus, juramenta super eis prestita que vinculum iniquitatis esse non debent, et penas adjectas super eis nichilominus relaxantes. Quocirca fraternitati tue per apostolica scripta in virtute obediencie ac sub pena excommunicationis districtius injungendo mandamus quatinus, receptis presentibus per te seu alios, prefatis archiepisco Viennensi ac capitulo Ecclesie et burgensibus, incolis et habitatoribus de Romanis eorumque singulis et aliis quorum noveris interesse studeas ex parte nostra districtius inhibere, quibus nos etiam tenore presentium inhibemus, ne ipsi burgenses, incole et habitatores, pretextu dictorum pactorum seu conventionum, promissionum et obligationum vel alias quoquomodo, recognitionem, homagium, subjectionem, fidelitatem, juramentum, submissionem, obligationem, promissionem, donationem, translationem, permutationem vel aliam pactionem seu conventionem vel novitatem quamcunque super eadem villa de Romanis, vel aliquibus juribus aut dominiis dicte ville aut pertinencie et districtus ejusdem vel super se ipsis communiter vel divisim aut oblationem seu quicquam aliud propter predictam vel earum occasione exhibeant, prestent, dent, faciant, ineant seu attemptent dicto dalfino, seu cum ipso vel aliquo aut aliquibus aliis ejus nomine vel mandato, nec prefati archiepiscopus Viennensis et capitulum dicte Ecclesie de Romanis vel aliquis seu aliqui eorundem hiis consensum prebeant vel assensum, seu prestent quomodolibet directe vel indirecte, publice vel occulte, sub quovis quesito colore vel causa, consilium, auxilium vel favorem, absque licencia Sedis apostolice speciali. Nos enim ex nunc quicquid in contrarium fieri circa premissa contingeret, irritum et inane, nulliusque decernimus existere firmitatis. Et nichilominus eosdem archiepiscopum et personas singulares dicti capituli Ecclesie ac burgenses, incolas et habitatores de Romanis predictos qui contra inhibitionem predictam aliquid attemptare presumerent, excommunicationis sentencie subjacere volumus ipso facto. Ceterum super publicatione presentium et inhibitione predicta per te faciendis, instrumenta confici volumus publica seriem presentium continencia que nobis per te una cum eisdem presentibus e vestigio transmittantur. — Datum Avinione, v idus junii, anno septimo. »

849 Avignon, 10 juin 1341.

Johanni Ogerii mandat ut administrationem monasterii Sancti Basoli Remensis diocesis corrigat. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° xcIII, fol. 40 verso.)

« *Dilecto filio Johanni Ogerii decano Ecclesie Belnensis, Eduensis diocesis.* Pertulit nuper fidedigni relatus assertio ad nostri apostolatus auditum quod dudum ad dilectorum filiorum . . vicariorum venerabilis fratris nostri . . archiepiscopi Remensis deducto noticiam, dilectum filium Petrum tunc abbatem monasterii

Sancti Basoli, ordinis Sancti Benedicti Remensis diocesis, fore super dilapidatione aliisque gravibus per eum, ut asserebatur, commissis excessibus multipliciter diffamatum, prefati vicarii eundem Petrum coram se fecerunt ad judicium super hiis evocari, quodque idem Petrus tandem, habitis certis processibus coram prefatis vicariis contra eum, supradictum monasterium ad administrationem ipsius in eorundem vicariorum manibus libere resignavit; quaquidem resignatione a vicariis eisdem recepta, ipsi, prefati monasterii ac bonorum ejusdem administrationem in spiritualibus et temporalibus duobus monachis ejusdem monasterii commiserunt, et licet prelibatus Petrus postmodum resignationem predictam non sponte sed pocius coacte a se factam asserens, exinde ad Sedem apostolicam appellasse dicatur, appellationem tamen hujusmodi non extitit infra tempus a jure statutum, nec etiam postmodum, sicut asseritur, prosecutus. Cum autem, sicut assertio subjungebat predicta, predicti duo monachi ad gerendam administrationem dicti monasterii et bonorum ipsius spiritualium et temporalium, ut premittitur, deputati, sic negligenter vel maliciose se jam per quadriennium proxime lapsum vel circa gesserint quod dictum monasterium in spiritualibus collapsum est enormiter, et nisi occurratur salubriter et celeriter, ipsum ad irreparabilem devenire miseriam formidatur. Nos diligentius attendentes quod ad nostrum spectat officium providere ut monasteria et alia loca ecclesiastica in suis bonis et juribus spiritualibus et temporalibus nullatenus collabantur, ipsiusque monasterii cujus provisio hac vice propter lapsum temporis, si veritas suffragetur relatibus, noscitur ad Sedem devoluta predictam, precavere indempnitatibus cupientes, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatenus si simpliciter et de plano sine strepitu et figura judicii premissa repereris veritatem fulciri, prefatis monachis administratoribus ammotis ab administratione predicta, per te vel alium seu alios fide ac facultatibus ydoneos de quibus tibi videbitur, administrationem prefati monasterii plenarie in spiritualibus et temporalibus absque tamen alienatione bonorum immobilium ipsius monasterii gerere auctoritate nostra studeas fideliter et prudenter, fructus, redditus et proventus ipsius monasterii nichilominus conservando, ita tamen quod inde super causis et negociis ejusdem monasterii prout facere teneretur et deberet abbas ipsius monasterii si presideret in eo, facias utiliter provideri; et insuper a supradictis administratoribus de toto tempore administrationis sue rationes exinde legitimas exigere illasque audire et examinare diligenter procures, contradictores et cetera.., non obstante si eis vel eorum aliquibus, comuniter vel divisim, ab eadem sit Sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Ceterum cum nostre intentionis existat sepefato monasterio providere de persona ydonea que sciat, velit et possit eidem preesse utiliter et prodesse, volumus quod de personis ipsius Sancti Basoli vel aliorum monasteriorum ejusdem ordinis illarum partium, que possent esse utiles pro regimine monasterii Sancti Basoli antedicti, earumque sufficienciis, conditionibus et meritis, plenarie informatus, nos veraciter, super quo tuam onerare conscientiam intendimus, efficere quantocius studeas cerciores. — Datum Avinione, IV idus junii, anno septimo. »

850 Avignon, 12 juin 1341.

Roberto regi Siciliae nuntiat se audivisse Isnardum de Baro priorem domus de Capua Hospitalis Sancti Johannis Jerosolimitani, legatum regium, eique viva voce respondisse. (Litt. clausa. REG. VAT. 136, n° XCV, fol. 42 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Letanter et benigne — Dat. Avinione, II idus junii, anno septimo. »

851 Avignon, 18 juin 1341.

Bertrando de la Chapelle archiepiscopo Viennensi, decano et capitulo ejusdem Ecclesiae significat se creationem canonicorum in ipsa Ecclesia apostolicae Sedi reservavisse, eisque vetat ne novos canonicos creent aut accipiant sine papae licentia. (Litt. patens. REG. VAT. 136, n° C, fol. 45 recto.)

Venerabili fratri . . archiepiscopo et dilectis filiis decano et capitulo Viennensibus. Cum nos certis — Dat. Avinione, XIV kalendas julii, anno septimo. »

852 Avignon, 20 juin 1341.

Philippum regem Franciae certiorem facit se, ad praesens, salva conscientia, Flamingos absolvere non posse. (Litt. clausa. REG. VAT. 136, n° CCXLVI, fol. 101 recto.)

Benedictus episcopus servus servorum Dei carissimo in

Christo filio Philippo regi Francie illustri, salutem et apostolicam benedictionem. Nuper ad Sedem apostolicam venientes venerabilis frater noster Stephanus episcopus Claromontensis et dilectus filius magister Ramundus de Salgis canonicus Parisiensis, regalis magnificencie nuncii, nobis binas presentaverunt regias litteras inter cetera continentes quod dudum ad instanciam dilecti filii nobilis viri . . comitis Flandrie consanguinei et dilecte in Christo filie nobilis mulieris . . comitisse Hanonice sororis tuorum, inter alia promisisti Flamingis quod procurares per nos omnes litteras, bullas, privilegia, forcia, procurationes, instrumenta, acta, munimenta et processus alios tangentes vel tangencia sentencias a predecessoribus nostris romanis pontificibus adversus eosdem Flamingos vel eorum patriam promulgatas, que tu, fili carissime, vel gentes tue haberetis, infra dominicam qua cantatur *Letare Jherusalem* nunc elapsam tunc vero sequentem perpetuo et integraliter revocari, ac deinde nobis tam per litteras tuas quam per dictum canonicum ad nos propterea destinatum cum instancia supplicasti ut adimplere promissionem tuam hujusmodi favorabiliter dignaremur, quodque nos certis causis expressis in litteris nostris inde confectis et tue celsitudini destinatis premissis, non duximus annuendum. Quibusquidem litteris responsiones nostras tuo predicto et eorundem Flamingorum nunciis tunc coram nobis presentibus factas ad predicta continentibus, a tua sublimitate receptis, et tam ex earum serie quam dicti tui relatione nuncii evidenter, ut in eisdem litteris regiis continebatur, percepto quod nos ad te ac tui et regni tui honorem et commodum afficimur et ad hec promovenda vitandaque pericula, scandala et incommoda tua et regni ejusdem non cesset nostra benivolencia jugiter aspirare, inde nobis gracias referendo, tuis suplicationibus adjecisti ut quamvis super adimplenda eadem promissione jam feceris posse tuum, quia tamen certis ex causis emarcatis in ipsis tuis litteris ad impletionem afficeris promissionis ejusdem memoratos Flamingos ab omnibus sentenciis quas hactenus auctoritate dictorum processuum non servando sed frangendo potius pacta inter clare memorie predecessores tuos reges Francie ac ipsos Flamingos inita incurrerunt absolvere, necnon omnes litteras, bullas, privilegia, forcia, procurationes, instrumenta, acta, munimenta et processus alios supradictos revocare ac anullare penitus curaremus juxta tuam promissionem prefatam. Nos autem, contentis in eisdem litteris regiis intellectu pleno collectis, et hiis nichilominus que prefati episcopus et canonicus pro parte regia curaverunt nobis exponere, pacienter, favorabiliter et benigne auditis, per ea vel aliqua alia que post responsiones predictas audiverimus, non videmus quod dictis Flamingis in suis rebellionibus, inhobedienciis et contumaciis persistentibus, nec signa contritionis, satisfactionis vel penitencie, sed pocius elationem protervam, ut vox vulgaris et comunis exclamat, pretendentibus super eisdem responsionibus contentis in predictis litteris nostris tunc tue sublimitati, ut prefertur, directis, possit aut debeat per nos absque nostre lesione consciencie, dictorumque Flamingorum animarum detrimento salutis ac nostris et Ecclesie indecenciis tuique honoris et commodi periculis et dispendiis aliquid immutari, sed si misericordiarum Dominus corda Flamingorum eorumdem tangeret et eis salutaris spiritus consilium inspiraret ut, retrahendo a tam periculosis sibi deviis pedes suos, ad unitatem Ecclesie humiliter tuamque devotionem et obedienciam reverterentur veraciter, ut tenentur, nos qui salutem animarum ipsorum paternis zelamus effectibus, ipsos benigne infra paterne caritatis amplexus reciperemus et tam divino intuitu quam tue regie considerationis obtentu prosequeremur, quantum cum Deo posset fieri, favoribus oportunis. — Datum Avinione, XII kalendas julii, pontificatus nostri anno septimo. »

853 Avignon, 24 juin 1341.

Aymonem comitem Sabaudiae rogat ut commodis abbatis et monasterii Insulae Barbarae aequitate inserviat. (Litt. clausa. REG. VAT. 136. n° CI, fol. 45 recto.)

Dilecto filio nobili viro Aymoni comiti Sabaudie. Significavit nobis dilectus filius Bertrandus abbas monasterii Insule-Barbare, ordinis Sancti Benedicti, Lugdunensis diocesis, quod dudum post quendam conflictum inter gentes dalfinatus et dilecti filii nobilis viri Eduardi domini de Bellojoco invicem, ut asseritur, habitum in castro Rilhiaci ejusdem diocesis ad eosdem abbatem et monasterium pertinente, gentes dicti nobilis predictum castrum in eorundem abbatis et monasterii detrimentum maximum penitus destruxerunt, nulla satisfactione inde postmodum subsecuta, quodque licet prelibatus nobilis super satisfactionem hujusmodi necnon et quod fortalicium castri Vimiaci supradicte diocesis similiter ad memoratos abbatem et monasterium pleno jure spectans, quod per sex annos vel circa tenuit, sicut adhuc tenere dicitur oc-

cupatum, multis de bonis et proventibus prefatorum abbatis et monasterii occupatis et consumptis ibidem, restituere cum satisfactione debita predictis abbati et monasterio fuerit requisitus, id tamen adhuc recusavit in magnum eorum gravamen et prejudicium adimplere. Sane cum tu, fili, qui terram dicti nobilis ad presens in remotis, ut fertur, agentis, regere diceris, gentibus dicti abbatis certum super hiis terminum duxeris, sicut accepimus, assignandum, nobilitatem tuam rogamus et hortamur attente quatinus solum Deum habendo super predictis pre occulis, pro divina et apostolice Sedis reverencia zeloque justicie, sic te geras quod memorati abbas et monasterium suis in hac parte non remaneant defraudati bonis et juribus, tuque mercedis perennis premium tibi acquiras exinde apud Deum ac a nobis et Sede predicta de benigna justicia merito commendari valeas, nec abbati predicto remaneat occasione hujusmodi materia ulterius conquerendi. — Datum Avinione, VIII kalendas julii, anno septimo.

854 Avignon, 27 juin 1341.

Robertum regem Siciliae solutum facit de VIII^{m} unciarum auri ab eodem romanae Ecclesiae pro annuo censu, festo apostolorum Petri et Pauli, debitarum. (Litt. patens. REG. VAT. 136, n° CII, fol. 45 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Roberto regi Sicilie illustri.* Cum tu, fili — Dat. Avinione, V kalendas julii, anno septimo. »

855 Avignon, 7 juillet 1341.

Cum Arnaldus II de Verdala episcopus Magalonensis qui se obligavit ad assignandum apostolicae camerae censum annuum XX marcharum argenti romanae Ecclesiae debitum pro comitatu de Melgorio de Monteferrando, viginti annos non solutum, affirmat aliquot praedecessores suos ratione dicti census debitores esse, magistro Petro de Talliata mandat ut expostulationes ejusdem episcopi excutiat et aequitatae statuat. (Litt. patens. REG. VAT. 136, n° CVI, fol. 47 verso.)

« *Dilecto filio magistro Petro de Talliata canonico Carnotensi, capellano nostro.* Exposuit nobis venerabilis — Dat. Avinione, nonis julii, anno septimo. »

856 Avignon, 7 juillet 1341.

Guidonem de Boulogne archiepiscopum Lugdunensem, Henricum I de Villars episcopum Valentinensem et abbatem monasterii Sancti Rufi Valentinensis jubet Humbertum dalphinum Viennensem officialesque ejus monere ut statim desistant villam de Romanis oppugnare damnaque illata resarciant; nisi autem monitionibus paruerint, contra praedictum Humbertum ceterosque invasores excommunicationis et interdicti sententiam dicant. (Litt. patens. REG. VAT. 136, n° CVIII, fol. 50 verso.)

Venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Lugdunensi et . . episcopo Valentinensi et dilecto filio . . abbati monasterii Sancti Rufi Valentinensis. Ex suscepti cura regiminis perurgemur ut nos qui Ecclesiarum omnium tanquam pastor universalis earum tenemur indempnitatibus providere, circa conservationem et defensionem jurium et bonorum Ecclesie romane sponse nostre tanto solicioribus vigilemus studiis quanto magis ad hoc injuncte desuper apostolice servitutis officium nos astringit. Sane, sicut ex registris antiquis Ecclesie romane, aliisque documentis legitimis clare patet, villa de Romanis Viennensis diocesis ab antiquo censualis et de jure ac proprietate ipsius Ecclesie romane extitit et existit, et licet nobilis vir Humbertus dalphinus Viennensis et officiales sui premissa, necnon quod villa predicta cum mero et mixto imperio ac omnimoda jurisdictione alta et bassa, venerabilis frater noster archiepiscopus Viennensis qui est pro tempore, ac dilecti filii capitulum Ecclesie de Romanis dicte diocesis nomine suarum Viennensis et de Romanis Ecclesiarum tenent et tenuerunt ab antiquo sub prefata romana Ecclesia, ut credimus, non ignorent, tamen, sicut clamore valido, famaque publica seu pocius infamia referente, pervenit ad nostri apostolatus auditum, quod baillivus et aliqui officiales et gentes dalphini prefati, ipsius nomine, eo sciente vel mandante ac ratum habente, villam predictam de Romanis de mense aprilis proximo preteriti, hostili dalphinatus et aliunde congregato exercitu et vexillis explicatis obsederunt, ipsamque sic tenuerunt sicut nunc etiam tenere dicuntur obsessam quod ad illam nequeunt deferri victualia nec aliquis intrare villam ipsam seu ab inde secure potest exire; animalia preterea hominum dicte ville que per gentes ipsius dalphini reperiri potuerunt, capta per ipsos violenter et secum ducta more predonico extiterunt, et nonnullis mactatis et consumptis ex illis, alia secum retinere in magnum hominum predictorum prejudicium pro sue libito voluntatis presumunt; et ulterius ad occupationem dicte ville offensionemque

burgensium et habitatorum ejusdem, tam in personis quam rebus et bonis eorum iniquis et dampnandis machinationibus aspirantes, aliquos ex eisdem habitatoribus graviter vulnerarunt, quosdam miserabiliter captivarunt et nonnullos, quod est horribilius et detestabilius, immaniter occiderunt; nec hiis contenti, sed mala malis temerariis ausibus cumulantes, coadunata per eundem dalphinum vel officiales suos ipsius nomine multitudine armigere gentis equestris et pedestris, adversus dictam villam ac burgenses et habitatores predictos agravando durius manum suam, quibusdam domibus existentibus juxta portas ville prefate ac quodam molendino Ecclesie de Romanis predicte dirutis per gentes ipsas dicti dalphini penitus et destructis, villam fortiter ac hostile expugnarunt eandem, ac per incendium et alia multipliciter dampna ibidem intulerunt varia, et offensas, violencias et injurias diversas eisdem ville, burgensibus et habitatoribus irrogarunt; et nichilominus prioratum Sancti Rufi cum Ecclesia ejusdem, situm prope portam ville predicte sacrilege invadentes, exinde cruces, calices, libros, mapas et alia vasa sacra et ornamenta divino cultui dedicata, et alia bona in eisdem prioratu et Ecclesia tunc reperta, execrandis et sacrilegis manibus rapuerunt, eaque irreverenter, divina retrojecta reverencia, contractarunt et secum nequiter asportarunt, aliosque graves et detestandos excessus qui nequirent si recitarentur per singula brevi comprehendi sermone, contra Deum et justiciam ac libertatem ecclesiasticam committendo. Cum autem talia sic execranda et enormia, que in gravem divine Majestatis contumeliam ac nostram et Ecclesie romane predicte, necnon dictarum Viennensis, quibus prefatus dalphinus tanquam homo ligius et vassallus est juramento fidelitatis astrictus, et de Romanis Ecclesiarum prioratusque predicti Sancti Rufi manifestam injuriam et offensam, supradictorum burgensium et habitatorum tam clericorum quam laicorum magnum dispendium attemptata et que incessanter, ut asseritur, attemptantur, non possumus salva conscientia, nec debeamus urgente justicie debito, si veritas suffragetur relatibus, sub dissimulationis pertransire neglectu, presertim cum adeo dicantur in illis partibus esse notoria quod nulla possunt tergiversatione celari, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios, si simpliciter et de plano sine strepitu et figura judicii vobis per famam vel infamiam hujusmodi vel alias constiterit de premissis, prefatum dalphinum ejusque baillivos, officiales et gentes ac fautores, valitores, sequaces, adjutores et adherentes suos super hiis ex parte nostra monere ac efficaciter inducere studeatis ut ab obsidione, molestatione, impugnatione hostili et aliis injuriis et offensis dicte ville ac burgensium et habitatorum ipsius cessent penitus et desistant, villam, burgenses et habitatores predictos sub beati Petri et Sedis predicte protectione speciali, ut premittitur, persistentes, in sua pace ac tranquillitate libertateque solitis vivere, suaque per eosdem burgenses et habitatores negocia libere agere permittendo, et nichilominus tam eis quam Ecclesiis prefatis et prioratui Sancti Rufi aliisque in premissis et circa ea dampnum passis, infra certum peremptorium terminum competentem per vos eis super hoc prefigendum, debitam satisfactionem impendant, alioquin in eos, clericos et laicos, qui monitioni et requisitioni hujusmodi non paruerint cum effectu, cujuscumque status, dignitatis, ordinis vel conditionis existant, etiam si pontificali vel quavis alia dignitate prefulgeant, in personas singulares excommunicationis et in terras et loca eorum interdicti sentencias proferatis, eas nichilominus quando et quociens vobis videbitur, prout eorum rebellionis, contumacie et inobediencie protervitas exegerit, agravantes; non obstantibus tam felicis recordationis Bonifacii Pape VIII predecessoris nostri qua cavetur ne aliquis nisi in certis exceptis casibus, et in illis ultra unam dietam a fine sue diocesis ad judicium evocetur, et de duabus dietis in concilio generali, quam aliis constitutionibus in contrarium editis quibuscunque. Per hoc autem non intendimus nec volumus penis et sentenciis inflictis vel latis ab homine vel a jure, quas propter sacrilegium vel alios excessus predictos, patratores dictorum maleficiorum et excessuum incurrissent, quomodolibet derogari, quominus ad declarationem et executionem earum et cujuslibet earumdem procedi ratione previa valeat, quando et quotiens videbitur oportunum. Rursus volumus per vos prefato dalphino suisque officialibus et gentibus intimari pariter et offerri quod si burgenses et habitatores predicti eis tenentur vel injuriati sunt in aliquo, et conquerantur de ipsis, nos eis exhibere super hoc faciemus celeris et expedite justicie complementum. Postremo, quia non est maliciis hominum indulgendum, volumus quod si forsan contingeret aut vobis videretur eundem dalphinum aut officiales, fautores, adjutores, sequaces, valitores et adherentes suos super premissis, aut aliquem vel aliquos eorundem non posse secure super intimandis et publicandis processibus vestris adiri, eos per publici propositionem edicti, in loco vel locis

publicis de quibus sit verisimilis presumptio quod ad eorum possint pervenire noticiam, facere ac publicare possitis, qui adeo ipsos monitos, citatos vel requisitos apprehendant et artent ac si eis publicati et intimati personaliter extitissent, quacunque constitutione contraria non obstante, nos de processibus et hiis que in hac parte quomodolibet egeritis reddituri per instrumenta publica quamtotius cerciores ut nos ulterius et ad alia si oportuerit procedere, prout equitas suaserit et expedire videbimus, valeamus. Ceterum nostre intentionis nequaquam extitit nec existit per premissa vel quevis alia quibusvis processibus per prefatum archiepiscopum Viennensem vel auctoritate sua super premissis vel occasione illorum rite factis derogare in aliquo, vel sibi quominus prout ad eum spectat procedere valeat ulterius adimere quomodolibet potestatem. — Datum Avinione, nonis julii, anno septimo. »

857 Avignon, 15 juillet 1341.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 136, n° cxii, fol. 53 recto.)

« *Dilecto filio nobili viro Johanni duci Brabancie.* Presentatis nobis novissime nobilitatis tue litteris, solite benignitatis affectu receptis, et pleno collectis intellectu que continebantur in eis, decenter, utiliter et honeste, negociis in statu quo nunc esse asseruntur persistentibus, ad ea que a te, fili, poscebantur per easdem litteras posse ad presens annuere non videmus. — Datum Avinione, idibus julii, anno septimo. »

858 Avignon, 16 juillet 1341.

Arnaldo Costolani et Berengario Blasini mandat ut residua bonorum mobilium necnon creditorum et debitorum bonae memoriae Bartholomei II Le Gras Forojuliensis episcopi sub apostolica manu colligant et conservent. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° cxvii, fol. 54 verso.)

« *Dilectis filiis Arnaldo Costolani canonico Forojuliensi et Berengario Blasini rectori Ecclesie de Beligneyo Eduensis diocesis.* Intelleximus quod nonnulla — Dat. Avinione, xvii kalendas augusti, anno septimo. »

859 Avignon, 16 juillet 1341.

Arnaldo Costolani et Berengario Blasini mandat ut aminalia quae invenerint inter cetera bona mobilia defuncti episcopi Forojuliensis sub hasta vendant. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° cxviii, fol. 55 recto.)

« *Eisdem.* Cum sicut accepimus — Dat. ut supra. »

860 Avignon, 16 juillet 1341.

Arnaldo Costolani et Berengario Blasini mandat ut e bonis mobilibus defuncti episcopi Forojuliensis collectis vel colligendis, Vc florenos auri inter pauperrimos et indigentissimos incolas civitatis Forojuliensis et castrorum Forojuliensis Ecclesiae dispensent, vocatis curatoribus testamenti ipsius episcopi et aliquot probis viris civitatis et castrorum praedictorum. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° cxix, fol. 55 recto.)

« *Eisdem.* Volentes quod de bonis — Dat. ut supra. »

861 Avignon, 16 juillet 1341.

Arnaldo Costolani et Berengario Blasini mandat ut e bonis mobilibus defuncti episcopi Forojuliensis Vc florenos auri dispensent ad acquirendum reditus perpetuos et possessiones pro hospitali pauperum Pontis de Agayrone. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° cxx, fol. 55 recto.)

« *Eisdem.* Volentes quod de — Dat. ut supra. »

862 Avignon, 16 juillet 1341.

Magistrum Bernardum de Novodompno praeficit administrationi Tarantasiensis Ecclesiae in spiritualibus et temporalibus, donec pastor praefatae Ecclesiae electus fuerit. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° cxxi, fol. 55 verso.)

« *Dilecto filio magistro Bernardo de Novodompno thesaurario Ecclesie Turonensis, capellano nostro, administratori in spiritualibus et temporalibus Ecclesie Tarantasiensis auctoritate apostolica deputato.* Iminente nobis Ecclesiarum — Dat. Avinione, xvii kalendas augusti, anno septimo. »

863 Avignon, 16 juillet 1341.

Capitulo Ecclesiae Tarantasiensis mandat ut Bernardo de Novodompno administratori praefatae Ecclesiae pareant. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° cxxii, fol. 56 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Tarantasiensis.* Iminente nobis Ecclesiarum — Dat. ut supra. »

864

In eumdem modum *clero civitatis et diocesis Tarantasiensis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, nº cxxiii, fol. 56 recto.)

865

Item, in eumdem modum *dilectis filiis populo civitatis et diocesis Tarantasiensis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, nº cxxiv, fol. 56 recto.)

866

Item, in eumdem modum *dilectis filiis universis vassallis Ecclesie Tarantasiensis.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, nº cxxv, fol. 56 recto.)

867

Item, in eumdem modum *venerabilibus fratribus universis episcopis suffraganeis Ecclesie Tarantasiensis.* — Dat ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, nº cxxvi, fol. 56 recto.)

868 Avignon, 17 juillet 1341.

Bernardo de Novodompno assignat II florenos et dimidium auri pro stipendiis singulis diebus quibus fuerit administrationi Tarantasiensis Ecclesiae praefectus. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, nº cxxvii, fol. 56 verso.)

« *Dilecto filio magistro Bernardo de Novodompno thesaurario Ecclesie Turonensis, capellano nostro, administratori Ecclesie Tarantasiensis in spiritualibus et temporalibus auctoritate apostolica deputato.* Cum te de cujus — Dat. Avinione, xvi kalendas augusti, anno septimo. »

869 Avignon, 17 juillet 1341.

Archiepiscopis, episcopis ceterisque ecclesiasticis personis mandat ut magistro Bernardo de Novodompno thesaurario Ecclesiae Turonensis, capellano papae, ad partes Tarantasienses misso, in securum conductum consulant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 136, nº cclxii, fol. 108 verso.)

« *Venerabilibus fratribus archiepiscopis, episcopis* etc... Cum nos dilectum — Dat. Avinione, xvi kalendas augusti, anno septimo. »

870 Avignon, 18 juillet 1341.

Aymoni comiti Sabaudiae magistrum Bernardum de Novodompno administratorem Ecclesiae Tarantasiensis diligentissime commendat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 136, nº cxxiv, fol. 57 verso.)

« *Dilecto filio nobili viro Aymoni comiti Sabaudie.* Cum nos dilectum — Dat. Avinione, xv kalendas augusti, anno septimo. »

871 Avignon, 23 juillet 1341.

Armando de Barces archiepiscopo Aquensi, Bertrando de Cardaillac Caturcensi, Gilberto de Contobon Ruthenensi, Aldeberto IV Lordet Mimatensi, Gaucelino Dejean Carcassonensi et Guillelmo IV Audebert Aptensi episcopis significat reservationem apostolicam beneficiorum quondam Raymundi de Velheriis canonici Caturcensis. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, nº cxxx, fol. 57 verso.)

« *Venerabilibus fratribus .. archiepiscopo Aquensi ac .. Caturcensi, .. Ruthenensi, .. Mimatensi, .. Carcassonensi et .. Aptensi episcopis.* Dudum intendentes de beneficiis — Dat. Avinione, x kalendas augusti, anno septimo. »

872 Avignon, 23 juillet 1341.

Capitulo Ecclesiae Sancti Frontonis Petragoricensis significat reservationem apostolicam beneficiorum quondam Raymundi de Velheriis canonici Caturcensis. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, nº cxxxi, fol. 58 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Sancti Frontonis Petragoricensis.* Dudum intendentes de — Dat. Avinione, x kalendas augusti, anno septimo. »

873 Avignon, 8 août 1341.

Johanni Bertrandi et Guillelmo Ruffi mandat iterum ut bona

mobilia bonae memoriae Ramundi VIII episcopi Petragoricensis sub apostolica manu colligant et conservent. (Litt. patens. Reg. Vat. 136. n° cxliv, fol. 63 recto.)

« *Dilectis filiis Johanni Bertrandi Bituricensis et Guillelmo Ruffi Mimatensis Ecclesiarum canonicis.* Dudum providere volentes — Dat. Avinione, vi idus augusti, anno septimo. »

874 Avignon, 15 août 1341.

Petro III episcopo Aurasicensi, rectori comitatus Venaissini et Petro de Artisio thesaurario ejusdem comitatus mandat ut ordinationes nuper editas publicandas curent. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° cxlix, fol. 66 recto.)

« *Venerabili fratri Petro episcopo Aurasicensi rectori et dilecto filio Petro de Artisio canonico Lodovensi, thesaurario comitatus Venaissini.* Ad utilitatem rei publice terrarum et provinciarum nobis et Ecclesie romane immediate subjectarum necnon jurium et honorum nostrorum et ejusdem Ecclesie in ipsis terris et provinciis conservationem et tuitionem, ut ex debito tenemur officii, sedule intendentes, pridem quasdam ordinationes, previa deliberatione provida et matura super hiis fecimus, quas vobis cum presentibus destinamus : volentes igitur ordinationes easdem per vos et alios quorum interest vel interesse poterit inviolabiliter observari, et ut nullus pretextu ignorancie velamen excusationis assumere valeat, solenniter in predictis terris et provinciis publicari, discretioni vestre per apostolica scripta districtius injungendo mandamus quatinus dictas ordinationes facientes in locis decrete vobis provincie de quibus expedire videritis publicari, eas quantum ad vos et vestrum quemlibet pertinuerit tenaciter et inviolabiliter observetis et faciatis per alios observari, juxta tenorem et continenciam earumdem, prestituri super hoc prout in eis continetur in presencia notarii publici et ad id per vos adhibiti ad sancta Dei Euvangelia juramentum, instrumentumque publicum inde confectum per ipsum notarium nobis e vestigio transmissuri. — Datum Avinione, xviii kalendas septembris, anno septimo. »

875 Avignon, 17 août 1341.

Cisterciensem et alios abbates in generali capitulo Cistercii congregandos adhortatur ut in pacis et caritatis concordia in unum convenientes, pro bono regimine ejusdem ordinis laborent, ordinationes apostolicas observent ac pro pace et tranquillitate regum, principum fideliumque et pro papa atque Ecclesia preces devotas ad Deum effundant. (Litt. clausa. Reg. Vat. 136, n° clvi, fol. 66 recto.)

« *Dilectis filiis Cisterciensi et aliis abbatibus Cisterciensis ordinis in proximo generali capitulo Cistercii congregandis.* Sicut alias ex affectu — Dat. Avinione, xvi kalendas septembris, anno septimo. »

876 Avignon, 17 août 1341.

Thomae de Bourlemont episcopo Tullensi gratias agit quod nuntios romanae curiae attulerit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 136, n° clvii, fol. 66 verso.)

« *Venerabili fratri Thome episcopo Tullensi.* Fraternitatis tue recepimus litteras, sinceritatem et fidelitatem devotionis et fidei quibus erga nos et sanctam romanam Ecclesiam claruisti hactenus et prefulgere spondes constanter et invariabiliter, necnon et quosdam rumores illarum partium inter cetera describentes ; quarum serie diligentius intellecta, exinde circumspectionem tuam multipliciter in Domino commendamus, fraternitatem exhortantes eandem quatinus in hujusmodi laudabili proposito per quod divinam et nostram ac Sedis apostolice graciam tibi vendicare poteris uberius continuatione solida perseveres, rescripturus nobis quociens expedire cognoveris que tibi occurrerint de ipsis partibus nuncianda. — Datum Avinione, xvi kalendas septembris, anno septimo. »

877 Avignon, 17 août 1341.

Petro de Parma mandat ut pecunias et bona quondam Hugonis magistri ordinis Fratrum Praedictorum sub manu apostolica colligat et conservet. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° clviii, fol. 67 recto.)

» *Dilecto filio Petro de Parma priori provinciali Fratrum ordinis Predicatorum in provincia Francie.* Perduxit fidedigne relationis — Dat. ut supra. »

878 Avignon, 20 août 1241.

Magistro Bernardo de Novodompno mandat ut coeptum

opus persequatur et quaestionem exerceat contra illos qui officio ejus exercendo impedimentum inferrent; si locus autem ubi moratur non tutus sit, ad partes vicinas se recipiat. (Litt. clausa. Reg. Vat. 136, n° clix, fol. 67 verso.)

« *Dilecto filio magistro de Novodompno thesaurario Ecclesie Turonensis, capellano nostro, administratori Ecclesie Tarantasiensis in spiritualibus et temporalibus auctoritate apostolica deputato.* Benigne receptis litteris — Dat. Avinione, xiii kalendas septembris, anno septimo. »

879 Avignon, 27 août 1341.

Capitulo Ecclesiae Lomberiensis significat ejusdem Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° clx, fol. 68 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Lomberiensis.* Pridem intendentes Ecclesie — Dat. Avinione, vi kalendas septembris, anno septimo. »

880

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Guillelmo de Loudun archiepiscopo Tholosano.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° clxi, fol. 68 recto.)

881 Avignon, 27 août 1341.

Morerio de Moreriis mandat ut bona mobilia bonae memoriae Jacobi I Colonna episcopi Lomberiensis sub manu apostolica colligat et conservet. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° clxii, fol. 68 recto.)

« *Dilecto filio Morerio de Moreriis curato parrochiali Ecclesie Tholosane.* Relatu fidedigno percepto — Dat. Avinione, vi kalendas septembris, anno septimo. »

882 Avignon, 31 août 1341.

Magistrum Petrum Villaris capellanum commensalem creat. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° clxvii, fol. 70 verso.)

« *Dilecto filio magistro Petro Villaris archidiacono Montismirabilis in Ecclesia Albiensi.* Dum laudabilia virtutum — Dat. Avinione, ii kalendas septembris, anno septimo [1]. »

883 Avignon, 31 août 1341.

Guiranno de Viens judici curiae marescalli officium in annum alterum prorogat. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° clxviii, fol. 71 recto.)

« *Dilecto filio magistro Guiranno de Viens jurisperito Aptensis diocesis, judici curie dilecti filii. . marescalli nostri.* Dudum videlicet — Dat. Avinione, ii kalendas septembris, anno septimo. »

884 Avignon, 31 août 1341.

Guiranno de Viens in annum alterum prorogat officium judicis causarum appellationum comitatus Venaissini. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° clxix, fol. 71 recto.)

» *Dilecto filio magistro Guiranno de Viens jurisperito Aptensis diocesis, judici causarum appellationum Comitatus Venaissini nobis et Ecclesie romane immediate subjectarum.* Ex laudabili testimonio — Dat. Avinione, ii kalendas septembris, anno septimo. »

885 Avignon, 9 septembre 1341.

Patriarchis, archiepiscopis, episcopis ceterisque personis ecclesiasticis mandat ut magistro Arnaldo Isarni canonico Lodovensi, capellano et familiari papae, in Narbonensi et Tholosana provincias misso ad dispensandum quamdam pecuniae summam pro piis et caritativis operibus, in securum conductum consulant. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° cclxiv, fol. 109 recto.)

« *Venerabilibus fratribus patriarchis, archiepiscopis, episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus, etc. . . etc. . .* Cum Illius misericordiarum — Dat. Avinione, v idus septembris, anno septimo. »

886 Avignon, 20 septembre 1341.

Arnaldo Costolani et Berengario Blasini mandat ut residua fructuum et proventuum episcopalis mensae Forojuliensis

1. Eadem epistola inter litteras de curia, Reg. Vat. 129 pars prima n° x invenitur.

Ecclesiae qui tempore vacationis ipsius obvenerunt, pro camera apostolica colligant et conservent. (Litt. patens. REG. VAT. 136, nº CLXXX, fol. 75 recto.)

« *Dilectis filiis Arnaldo Costolani canonico Forojuliensi et Berengario Blasini rectori Ecclesie de Beligneyo Eduensis diocesis* Cum de fructibus — Dat. Avinione, XII kalendas octobris, anno septimo. »

887 Avignon, 20 septembre 1341.

Johanni III d'Arpatelle episcopo Forojuliensi et Berengario Blasini mandat ut e bonis bonae memoriae Bartholomei Forojuliensis episcopi, M florenos auri ad maritandas puellas pauperes ejusdem civitatis et dioecesis, secundum tenorem testamenti praedicti episcopi, dispensent. (Litt. patens. REG. VAT. 136, nº CLXXXI, fol. 75 verso.)

« *Venerabili fratri Johanni episcopo Forojuliensi et dilecto filio Berengario Blasini rectori Ecclesie de Beligneyo Eduensis diocesis.* Fideli nuper relatione — Dat Avinione, XII kalendas octobris, anno septimo. »

888 Avignon, 21 septembre 1341.

Philippo regi Franciae affirmat se nunquam Alfonso regi Castellae suasisse ut foedus initum frangeret. (Litt. clausa. REG. VAT. 136, nº CCXLVII, fol. 103 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Misse nobis noviter regie littere inter cetera continentes ex parte quorumdam de partibus Ispanie fore celsitudini regie intimatum quod carissimo in Christo filio nostro Alfonso regi Castelle illustri et quibusdam de consilio suo quedam littere nostre fuerant destinate, quarum tenor ad hoc tendere videbatur ut amicicie, affinitates et lige que inter te, fili carissime, dictumque regem Castelle viguerunt et vigent invicem, elongarentur seu dissolverentur ex toto, menti nostre magne admirationis ingesserunt materiam non indigne, cum nullo modo nostre memorie occurreret verbo vel scriptis quicquam tetigisse de tam nefanda materia, contraria utique nostris affectibus qui hujusmodi amicicias, affinitates et ligas non solum in caritatis et dilectionis vinculo confoveri desideramus et desideravimus, sed augeri. Et tamen, quia labilis est hominum memoria, registra nostra in quibus omnes et singule littere nostre quas regibus et principibus ac quibusvis personis aliis postquam ad summi pontificatus apicem divina miseratio nos assumpsit, destinavimus et nos destinare contingit, registrate sunt et registrantur de verbo ad verbum continue, perquiri fecimus diligenter, in quibus nichil de premissis, sicut nec unquam cogitata fuerunt, penitus reperitur. Quare, si forsan alique littere mentionem de contrario facientes que procul dubio totaliter essent false, ad manus regias devenirent, nos de illis velit regia providentia efficere quamtocius certiores. Profecto, fili dilectissime, sicut tue predicte littere delectabiliter recensebant, nequiremus, quantum in nobis esset, equanimiter aliqua tolerare que in tui et regni tui detractionem et dispendium aliqui molirentur, nec dubitamus detractores et emulos super hiis non deesse qui libenter zizaniarum semina jacerent si ea extimarent posse usque ad perniciosam segetem pululare, quod absit. — Datum Avinione, XI kalendas octobris, anno septimo. »

889 Avignon, 23 septembre 1341.

Arnaldo II de Verdala episcopo Magalonensi, praeposito et capitulo ejusdem Ecclesiae significat reservationem apostolicam prioratus de Lunello. (Litt. patens. REG. VAT. 136, nº CLXXXII, fol. 76 recto.)

« *Venerabili fratri . . episcopo et dilectis filiis . . preposito et capitulo Magalonensi.* Intendentes de prioratu — Dat. Avinione, IX kalendas octobris, anno septimo. »

890 Septembre 1340.

Forma postulationis quam comitissa Hanoniae et comes Flandriae Philippo regi Franciae attulerunt. (REG. VAT. 136, nº CCXXXIX, fol. 97 recto.)

« Philippus Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis presentibus et futuris quod carissima ac dilecta soror nostra . . comitissa Hanonie, ac carissimus et dilectus consanguineus noster . . comes Flandrie, pro se ac comitatu et tota patria Flandrie fecerunt nobis certas requestas, formam que sequitur continentes :

Primo, requirunt pro securitate dictorum comitatus et patrie ac incolarum ipsius, quod nos ex nunc pro nobis et heredibus ac successoribus nostris perpetuo renunciemus omnibus litteris, bullis, privilegiis, instrumentis, procuratoriis, juribus, actis, munimentis

et aliis processibus quorum virtute nos fecimus aut nos vel successores nostri possemus facere interdici dictam patriam Flandrie, aut excommunicari vel interdici dictum comitem seu personas ejusdem patrie Flandrie ac adjutores eorum vel aliquos eorumdem.

Item quod nos faciamus reabsolvere, revocare et anullare omnes sentencias latas, pronunciatas seu promulgatas super et contra dictas patriam Flandrie et personas ipsius conjunctim vel divisim, cujuscunque conditionis aut status existant, per judices executores ordinarios vel alios quoscunque habentes super hoc potestatem, sine eorumdem comitis, patrie et personarum custibus et expensis; et quod omnes littere, bulle, privilegia, procurationes, instrumenta, vires, acta, munimenta et alii processus que nos vel gentes nostre super premissis habemus, reddantur Flandrensibus integre, a die dominica proximo venienti in octo dies, infra villam Tornaci; et quod premissa faciamus revocari et anullari integre et ad perpetuitatem per beatissimum patrem dominum nostrum papam nostris sumptibus et expensis infra dominicam qua cantatur *Letare Jherusalem* proximo venientem.

Item requirunt quod pro aliquibus obligationibus, conventionibus vel submissionibus per comitem, patriam et personas predictas factis temporibus retroactis, nobis aut gentibus vel predecessoribus nostris, nos aut heredes vel successores nostri nullo unquam tempore possimus facere compelli eosdem comitem, patriam et personas per suspensionis, excomunicationis et interdicti, seu cessationis sentencias ad observanciam eorumdem. Quasquidem requestas omnes et singulas nos pro nobis ac heredibus et successoribus nostris regibus Francie ad preces sororis et consanguinei predictorum volumus, consentimus, concordamus et concedimus ad perpetuitatem ex certa sciencia et auctoritate nostra regia, habito super hoc bono consilio et deliberatione matura cum nostro magno consilio, easque bona fide et sine fraude aut quovis malo ingenio promittimus tenere et facere teneri, compleri et integrari, ac nunquam per nos nec per alium contra facere vel venire.

Quod ut firmum et stabile futuris temporibus perseveret, presentibus litteris nostrum magnum fecimus apponi sigillum. — Datum in campis juxta Pontem de Bovines, anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo, mense septembris. »

891 Avignon, 8 octobre 1341.

Magistro Hugoni Rogerii mandat ut coeptam inquisitionem tam coram Guiranno de Viens quam quondam Richardo de Multisdenariis contra Guillelmum de Duroforti jurisperitum Nemausensis dioecesis olim judicem causarum criminalium comitatus Venaissini, quibusdam oppressionibus, gravaminibus et concussionibus accusatum, exsequatur apud Sedem apostolicam vel in comitatu praedicto atque justitiam ministret. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° ccii, fol. 83 verso.)

« *Dilecto filio magistro Hugoni Rogerii civi Avinionensi, juris civilis professori, romane curie vicemarescallo.* Multorum incolarum et habitatorum — Datum Avinione, viii idus octobris, anno septimo. »

892 Avignon, 10 octobre 1341.

Guillelmo de Loudun archiepiscopo Tholosano mandat ut prohibitionem quamdam in studio ejusdem civitatis auctoritate apostolica factam publicandam curet. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° cxc, fol. 79 verso.)

« *Venerabili fratri . . archiepiscopo Tholosano.* Licet avariciae cecitas ignem caritatis extinguens vitanda summopere sit ab omnibus qui regnum Dei desiderant adipisci, est tamen a viris litteratis et ecclesiasticis quorum actus non solum irreprehensibiles sed etiam inimitabiles esse debent, ut inde viam rectitudinis discant ceteri, studiosius execranda. Sane, perlatum est noviter fidedignis relatibus ad nostri apostolatus auditum quod in studio Tholosano quidam abusus detestabilis ex quadam avaricia et vanitate procedens, aliquibus temporibus inolevit, videlicet quod in jure canonico et civili bacallarii, cum ad doctoratus honorem volentes assumi, in jure canonico vel civili subire, ut moris est, debent examen, singulis doctoribus qui habent in dicto examine interesse, duo torticia seu brandones de cera, et unum singulis bedellis ejusdem studii ac ipsis et quibusdam aliis vinum et confectiones, priusquam examinatio inchoetur, necnon et doctori a quo recipiunt insignia doctoratus, vestes de panno laneo preciosas cum folraturis non modicum sumptuosis dare ac ministrare coguntur, propter quod plerumque contingit quod nonnulli bacallarii apti et ydonei ad honorem recipiendum predictum, unde hec commode facere valeant non habentes, a receptione honoris hujusmodi retrahuntur. Nos igitur qui tanquam pater universalis libenter filiorum indempnitatibus providemus, execrabilem et nocivum abusum hujusmodi aboleri volentes, omni-

bus et singulis ejusdem studii doctoribus et bacallariis in jure canonico et civili, ac bedellis presentibus et posteris districtius inhibemus ne ipsi bacallarii per se vel alium seu alios eisdem doctoribus et bedellis torcia seu brandones, aut ipsis vel quibusvis aliis vinum et confectiones hujusmodi occasione predicta dent quomodolibet vel ministrent, neve ipsi doctores et bedelli seu quivis alius etiam a gratis offerentibus aut offerre volentibus illa recipere quoquo modo presumant, nec doctores ipsi bacallarios prefatos ad dandum eis dictas vestes cogant seu cogi procurent invitos; eos vero qui contra inhibitionem nostram hujusmodi quovis quesito colore aliquid attemptare presumpserint, tamdiu excommunicationis sentencie volumus subjacere donec de premissis satisfecerint competenter, nulla eorum quibus satisfactio et restitutio facienda fuerit remissione recipientibus valitura. Quocirca fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus inhibitionem eandem et alia contenta in presentibus, per dictum studium, ne aliquis pretextu ignorancie velamen excusationis assumat, facias solemniter publicari, nos de publicatione ipsa redditurus per tuas litteras harum continentes seriem nichilominus cerciores. — Datum Avinione, vi idus octobris, anno septimo. »

893 Avignon, 11 octobre 1341.

Petro III episcopo Aurasicensi et Petro de Arcisio licentiam concedit ut quosdam reditus et proventus comitatus Venaissini ad duos aut quatuor annos sub hasta elocare possent. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° cxcii, fol. 81 recto.)

« *Venerabili fratri Petro episcopo Aurasicensi, rectori et dilecto filio Petro de Arcisio canonico Aniciensi, thesaurario comitatus Venaissini.* Nuper ex parte vestra propositum extitit coram nobis quod cum in quibusdam ordinationibus dudum pro communi utilitate terrarum et provinciarum nobis et Ecclesie romane immediate subjectarum, per nos factis, inter cetera contineatur expresse quod reddituum et proventuum ad eandem Ecclesiam in dictis terris et provinciis spectantium arrendationes et firme per rectorem et thesaurarium cujuslibet provincie fieri debeant simul et concorditer, annis singulis, precedentibus legitimis subastationibus, ut est moris, sintque in comitatu Venaissini nonnulli redditus et proventus quorum aliqui ad duos simul et alii consistentes pro magna parte in laboraturis terrarum et possessionum ad quatuor annos dari consueverunt ad firmam, cum alias commode non invenirentur emptores, sicque fuerunt venales expositi hoc anno subastationibus eisdem precedentibus et persone alique jam se pro illis ad dictum tempus sibi tradendis ad firmam obtulerunt, certis oblatis preciis in predictis subastationibus, recepturas eosdem, nobis humiliter supplicastis ut super hiis ac vobis qui ad observationem dictarum ordinationum estis juxta tenorem earum medio juramento astricti, providere paterna diligencia curaremus : nos igitur, premissis diligentius intellectis, volumus et concedimus quod hujusmodi reditus et proventus qui commode aliter nunc arrendari non possent, ad duos, et illi qui consistunt in laboraturis, ut premittitur, ad quatuor annos, eisdem subastationibus legitime precedentibus, per vos simul et concorditer, sicut utilius fieri poterit hac vice, ordinationibus eisdem non obstantibus, tradantur ad firmam, eisdem ordinationibus aliter et alias in suo robore permansuris. — Datum Avinione, v idus octobris, anno septimo. »

894 Avignon, 12 octobre 1341.

Capitulo Ecclesiae Dignensis significat ejusdem Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° cxciii, fol. 81 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Dignensis.* Nuper intendentes Ecclesie — Dat. Avinione, iv idus octobris, anno septimo. »

895

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Pastori de Sarrats archiepiscopo Ebredunensi.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° cxciv, fol. 81 verso.)

896 Avignon, 23 octobre 1341.

(Litt. de curia. Reg. Vat. 129, n° xxv.)

« *Ad perpetuam rei memoriam.* Ad providam circumspectionem Sedis apostolice pertinere dinoscitur inter personas ecclesiasticas litigiorum amputare materiam et occurrentes dubietatis scrupulos summovere. Nuper siquidem ad apostolatus nostri pervenit

auditum quod in nonnullis collegiatis Ecclesiis fructus, redditus et proventus grossi singularium prebendarum ad decimam sunt taxati, distribuciones vero seu alii redditus et proventus quos singuli dictarum Ecclesiarum canonici preter grossos fructus predictos percipiunt annuatim taxati ad decimam non existunt, et quod in plerisque aliis Ecclesiis distribuciones seu proventus et redditus hujusmodi sunt taxati, sed fructus grossi ad decimam taxati nequaquam existunt, ac in multis aliis Ecclesiis collegiatis nulla fructuum prebendarum et distribucionum quas earum canonici particulariter percipiunt habetur ad decimam taxatio, sed omnes fructus, redditus et proventus capitulorum Ecclesiarum ipsarum sunt taxati ad hujusmodi decimam in communi, quodque licet fructus grossi seu distribuciones, proventus et redditus singulorum canonicatuum et prebendarum dictarum Ecclesiarum taxati ad decimam juxta taxacionem hujusmodi vel secundum quantitatem que est pro illis hactenus persolvi pro decima consueta nequaquam excedant summas contentas quo ad beneficia ecclesisastica cum cura vel sine cura in litteris apostolicis obtentis in forma secundum quam pro pauperibus clericis beneficiandis interdum dicta Sedes scribere consuevit, tamen grossi fructus et distribuciones, proventus et redditus hujusmodi taxati et non taxati insimul computati, necnon fructus, redditus et proventus ac distribuciones singulorum canonicatuum et prebendarum dictarum Ecclesiarum in quibus ipsorum particularis taxacio, ut prefertur, ad decimam non habetur quos singuli canonici percipiunt annuatim predictas summas secundum distinctionem de curatis et non curatis beneficiis in litteris ipsis expressam excedere dinoscuntur, et quod impetrantes litteras in forma premissa de canonicatibus et prebendis in Ecclesiis ipsis pro tempore vacantibus summas easdem taliter excedentibus sibi fecerunt et faciunt per easdem litteras provideri, propter quod nonnulla dubia, lites, dissensiones et controversie sunt exorta. Volentes igitur super hiis licium et dubietatis cujuslibet materiam amputare, auctoritate apostolica presenti constitucione sancimus ut nulli ex eis qui impetrarunt hactenus vel imposterum impetrabunt a prefata Sede litteras in forma predicta ad canonicatus et prebendas Ecclesiarum ipsarum quorum grossi fructus, distribuciones, redditus et proventus dictas summas, ut prefertur, excedunt, quomodolibet admittantur, et quod hujusmodi littere necnon processus earum auctoritate habiti et habendi ad canonicatus et prebendas eosdem nullatenus extendantur, presentem constitucionem eciam ad lites, causas, et negocia sive per appellaciones vel alias quovismodo et ubicumque premissorum occasione suborta et pendencia volentes extendi. Per constitutionem autem hujusmodi eis qui in dicta forma litteras, ut premittitur, impetrarunt et per eas sunt canonicatus et prebendas in eisdem Ecclesiis pacifice assecuti et illis eciam qui nondum sunt ipsarum vigore beneficia assecuti quo ad alia beneficia eis per dictas litteras competencia, nullum volumus prejudicium generari, decernentes irritum et inane quicquid contra tenorem constitucionis hujusmodi attemptatum est hactenus vel imposterum contigerit attemptari. Nulli ergo... etc... — Datum Avinione, x kalendas novembris, anno septimo. »

897 Avignon, 29 octobre 1341.

Bertrando Vaquerii mandat ut quaestionem exerceat in Ramundum Oliverii priorem monasterii Beatae Mariae Carpentoratensis ordinis Sancti Augustini, qui profudisse et male gessisse bona ipsius monasterii dicitur, vocato Ramundo Gaufridi canonico ejusdem conventus, ac Sedi apostolicae referat. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° CCIII, fol. 84 verso.)

« *Dilecto filio Bertrando Vaquerii canonico Compostellano.* Nuper extitit ad audienciam — Dat. Avinione, IV kalendas novembris, anno septimo. »

898 Avignon, 9 novembre 1341.

Forma judicii lati in controversia inter Guillelmum III d'Auxonne episcopum Cameracensem et Guillelmum II comitem Hanoniae mota. (Litt. de curia. Reg. Vat. pars prima 129, n° XXI.)

Ad perpetuam rei memoriam. Excelsi patris et misericordiarum pleni cujus locus est factus in pace, vices, licet immeriti, gerentes in terris et attendentes quod in tranquillitate fidelium vigor crescit fidei et caritatis proficit latitudo, libenter inter omnes discordes pacis germina seminamus, sed ad reformanda inter illos unitatis federa partes apostolice solicitudinis libencius adhibemus ex quorum dissidio presertim Ecclesiis et ecclesiasticis personis graviora dispendia et de ipsorum concordia noscuntur majora subsequi comoda et cerciora salutis compendia provenire. Dudum siquidem venerabilis fratris nostri Guillermi episcopi Cameracensis conquestione percepimus quod licet civitas et comitatus Cameracenses jure veri dominii ad episcopum qui est pro tempore ac Ecclesiam

Cameracenses spectarent, et episcopi Cameracenses qui fuerant a longis retro temporibus et per tempora quorum contrarii memoria non extabat, justo et vero titulo civitatem et comitatum predictos possedissent pacifice et quiete, quia tamen carissimus in Christo filius noster Edwardus rex Anglie illustris, pretendens se vicarium Imperii constitutum per Ludovicum de Bavaria, de heresi et scismate per Sedem apostolicam condempnatum ac omni jure, si quod sibi in regno vel Imperio Romanorum ex electione que olim de ipso habita in discordia dicebatur vel quovismodo forsitan compeciisset, suis exigentibus culpis et demeritis sententialiter et juste privatum, quanquam eciam vacante dicto Imperio tunc, sicut et nunc vacare dinoscitur, jurisdictio, regimen et dispositio ejusdem vacantis Imperii pertinere ad romanum pontificem specialiter dinoscantur, eundem Guillelmum episcopum de facto quanquam de jure non posset citari fecerat sub privationis et amissionis omnium feudorum, privilegiorum, honorum et aliorum bonorum que ab Imperio ipso tenebat, ut coram eo certo tunc elapso termino compareret, prefatus Guillelmus, qui eidem citationi non paruit, sicut nec parere eciam tenebatur, dubitans ne idem rex ipsum reputaret de facto forsitan contumacem ac contra ipsum et Ecclesiam Cameracensem predictam de facto procederet, ad apostolicam Sedem super hoc duxit humiliter recurrendum. Et quamvis manifestum foret quod dicta citacio et omnes processus et sententie qui contra dictos episcopum et Ecclesiam per ipsos regem et Ludovicum aut ipsorum auctoritate occasione hujus facti forent vel fierent de jure viribus non subsisterent nec haberent aut habere possent aliquam roboris firmitatem, nos ne saltem de facto dicti Guillelmus et Ecclesia gravarentur, volentes eorum dispendiis obviare, dictam citationem omnesque processus et sententias per prefatos Edwardum regem et Ludovicum contra episcopum et Ecclesiam Cameracenses predictos, forsan post dictam citationem secutos vel secuturos ac ipsas penas in eadem citatione expressas et sententias quaslibet super premissis vel eorum occasione prolatas vel ex tunc in antea proferendas per ipsos regem et Ludovicum aut alium vel alios de mandato ipsorum super civitate et comitatu predictis vel aliis bonis, feudis, privilegiis et honoribus que ipsi episcopus et Ecclesia tenebant ab eodem Imperio habitos vel habitas, habendos vel habendas ac latos vel latas seu ferendos vel ferendas quatenus processissent de facto et procederet, auctoritate apostolica revocavimus, cassavimus, annulavimus, vacuavimus, et irritavimus omnino, ipsosque nullos cassos, vacuos et irritos nunciavimus et nullam eos habere decrevimus firmitatem, districtius injungentes ac eciam inhibentes universis et singulis ducibus, marchionibus, comitibus, baronibus, nobilibus et aliis personis quibuscunque singularibus, necnon communitatibus et universitatibus quibuslibet civitatum, castrorum, villarum et aliorum locorum ne contra revocacionem, cassacionem, annullacionem, irritacionem et decretum nostra hujusmodi facere vel venire, aut quicquam attemptare, vel civitatem seu comitatum predictos in totum vel in parte invadere vel occupare, aut invasos vel occupatos per se vel alium presumerent detinere in prejudicium Guillermi et Ecclesie predictorum necnon dilectorum filiorum . . prepositi, . . decani et capituli Ecclesie memorate, et nichilominus omnes et singulos cujuscunque preminencie, dignitatis, condicionis et status existerent, etiam si pontificali vel regali dignitate fulgerent, contrarium facere presumentes, excommunicationis sententiam incurrere voluimus ipso facto, ac civitates, castra, villas et alia loca ipsorum interdicto ecclesiastico eo ipso decernimus subjacere, venerabilibus fratribus nostris . . Leodiensi et Trajectensi ac . . Tornacensi episcopis dantes per nostras sub ea forma litteras in mandatis ut ipsi et eorum singuli per se vel alium seu alios in Ecclesiis, civitatibus et diocesibus eorumdem ac locis aliis convicinis de quibus eis videretur expediens, processum nostrum hujusmodi, convocata et presente multitudine copiosa fidelium, legi facerent et solenniter publicari, ac universos et singulos qui dicto processui efficaciter non parendo dictas excommunicationis in personas et interdicti in civitates, castra, villas, terras et loca ipsorum sententias promulgatas forsitan incurrissent excommunicatos eorumque civitates, castra, villas, terras et loca ecclesiastico interdicto supposita in omnibus locis in quibus expediens foret, pulsatis campanis et candelis accensis tamdiu publicare curarent et facerent per alios publicari, ac ipsos excommunicatos ab omnibus arcius evitari donec super hiis devote parerent et debite satisfacerent ac mererentur absolucionis beneficium obtinere. Quemquidem processum prefatus episcopus Tornacensis in sua Ecclesia solenniter publicasse ac universis et singulis decanis Ecclesiarum civitatis et diocesis Cameracensium in solidum vices suas dicitur commisisse donec eas ad se duceret revocandas. Subsequenter autem, sicut accepimus, prefato Guillermo episcopo Cameracensi, referente dilecto filio . . decano Ecclesie Sancti Gaugerici Cameracensis quod dilecti filii nobiles viri

Guillelmus comes Hanonie ac Johannes de Hanonia dominus Bellimontis patruus ejus et magister Henricus de Goldonia canonicus Cameracensis, contra dictum nostrum processum fecerant, attemptarant et venerant multis modis, prefatus decanus Sancti Gaugerici ad relacionem hujusmodi asserens sibi per facti notoriam evidenciam et informacionem quam se super hiis rite recepisse dicebat de relatis dicti Guillermi episcopi plene constare prefatos comitem, Johannem et Henricum ac complices et fautores ipsius comitis, declaravit auctoritate commissionis ejusdem excommunicationis sententiam per processum nostrum hujusmodi incurrisse, ac terras et loca comitis, Johannis et complicum predictorum interdicto ecclesiastico subjacere, ipsosque comitem, Johannem et Henricum, complices et fautores mandavit et fecit propterea excommunicatos publice nunciari, ac terras et loca eorum esse supposita ecclesiastico interdicto; propter que prefatus comes ad apostolicam Sedem accedens, nobis humiliter supplicavit ut cum ipse qui eciam in castris, terris, villis et locis suis occasione episcopi et capituli predictorum multa dampna, incendia et alia mala plurima se asserit pertulisse, erat paratus parere super premissis contra eum assertis (*sic*) mandatis Ecclesie atque nostris, ipsum et Johannem patruum suum ac Henricum, fautores et complices suos predictos, ab eadem sententia excommunicationis absolvere, necnon interdictum hujusmodi propter premissa in suis et dicti Johannis patrui sui terris appositum relaxare, de benignitate apostolica dignaremur. Verum dilecti filii magister Matheus de Prato Guillermi episcopi, et Johannes de Caedsant ac Raynerius de Urbeveteri canonici Cameracensis capituli predictorum procuratores in nostra presencia constituti, ex adverso proposuerunt quod ipsi comes ac Johannes et gentes eorum multa castra, villas, terras et loca et alia bona immobilia ad ipsos episcopum et capitulum spectancia occuparant et occupata tenebant, et perceperant ac percipiebant ex eis fructus, redditus et proventus, et quedam ex eis spoliarant et ignis incendio concremarant, homines et vasallos dicte Ecclesie ac bona et animalia eorumdem ceperant et in predam abduxerant, ac ipsi Ecclesie publicam guerram moverant et fecerant, et eundem episcopum publice diffidarant, et nonnullas preconizaciones fieri fecerant contra jurisdictionem episcopi et capituli predictorum ac ecclesiasticam libertatem, et nonnulla alia dampna et injurias, violencias et molestias eisdem episcopo, Ecclesie et capitulo intulerant tunc expressa que notoria existebant, propter que asserebant prefatas excommunicationis et interdicti sentencias non esse ante satisfactionem debitam relaxandas. Et tandem, postquam partes ipse super restitucione bonorum et rerum occupatorum ac emendacione dampnorum illatorum hinc inde quam petebant inter se coram nobis aliqualiter altercarant, prefatus comes tanquam benedictionis alumpnus, amplecti cupiens bonum pacis et volens devocionem sinceram ac reverenciam filialem quam ad nos et Sedem apostolicam gerere noscitur non verbis sed operibus comprobare, se, ac dilectus filius magister Johannes de Fumone scriptor noster procurator dicti Johannis domini Bellimontis ad hec legitime constitutus prefatum dominum Bellimontis, necnon dicti procuratores episcopi et capituli Cameracensis pro ipsis Guillelmo episcopo et capitulo et nomine eorumdem super premissis omnibus et singulis ordinacioni, voluntati et beneplacito nostris sponte et libere se totaliter summiserunt, et tam comes pro se quam Johannes de Fumone dicti domini Bellimontis et alii procuratores prefati nomine et in animas constituencium predictorum jurarunt ad sancta Dei Evangelia corporaliter manu tacta quod omnia et singula per nos super hiis ordinanda et mandanda tenebunt et complebunt efficaciter ac inviolabiliter observabunt, ac promiserunt se facturos et curaturos quod prefati episcopus, capitulum et dominus Bellimontis ea omnia et singula ratificabunt, approbabunt ac etiam confirmabunt. Nos igitur considerantes quod ex dissensione hujusmodi animarum et corporum discrimina multa provenerant et predicte Cameracensis Ecclesie non modica detrimenta, quodque si non sedaretur celeriter formidabantur ex ea provenire verisimiliter graviora, et propterea prefate discordie fomitem succidere cupientes, summissiones hujusmodi pro bono pacis et concordie duximus acceptandas ac demum super premissis omnibus et singulis cum nonnullis ex fratribus nostris sancte romane Ecclesie cardinalibus, pacem et bonum statum partis utriusque zelantibus, diligenti tractatu et matura deliberacione prehabitis, ad reformationem pacis et concordie inter dictas partes procedimus in hunc modum.

In primis volumus et pro bono pacis et concordie auctoritate apostolica ordinamus quod prefatus comes reponat et reponi et reduci faciat realiter et cum effectu dictos episcopum et capitulum Cameracenses vel eorum procuratores pro ipsis in omnibus et singulis castris, villis, terris, locis et bonis immobilibus ac possessionibus, juribus et jurisdictionibus ad ipsos spectantibus et in comitatu Hanonie ac aliis terris et

dominio comitis et Johannis de Hanonia predictorum consistentibus, et ad possessionem corporalem et pacificam eorumdem, et quod idem comes exnunc episcopo et capitulo vel procuratoribus eorum predictis concedat litteras suas patentes per quas mandet expresse quod dicti episcopus et capitulum Cameracenses ac gentes et officiales eorum recipiantur sine contradictione quacunque ad omnia et singula bona et jura predicta in eisdem comitatu, terris et dominio constituta; et hec eadem de omnibus et singulis bonis immobilibus, possessionibus, juribus et jurisdictionibus ad prefatos comitem et Johannem de Hanonia spectantibus in terris et locis episcopo et capitulo Cameracensibus predictis subjectis consistentibus, per dictos episcopum et capitulum Cameracenses fieri volumus et mandamus, ita quod utraque pars bonis et juribus suis hujusmodi libere gaudeat et ea teneat pacifice et quiete, sicut ante hujusmodi subortam discordiam illis gaudebat, ea tenebat et eciam possidebat.

Insuper volumus et auctoritate ordinamus eadem quod dicti comes et Johannes omnia et singula bona mobilia, fructus, redditus et proventus de mense augusti proximo preteriti ad predictos episcopum, capitulum, capellanos et clericos Cameracensis Ecclesie prefate spectancia levata, reposita seu aservata nomine comitis et Johannis predictorum seu eorum mandato per receptores ipsorum comitis et Johannis seu de mandato eorumdem prefatis episcopo, capitulo, capellanis et clericis restituant in effectu; et quod ipsi episcopus et capitulum eisdem comiti et Johanni de Hanonia simili modo restituant bona mobilia, fructus, redditus et proventus de dicto mense augusti levata, reposita seu conservata de bonis dictorum comitis, Johannis ac familiarium suorum per ipsos episcopum et capitulum Cameracenses aut eorum nomine seu mandato; quodque prefatus comes pro bonis mobilibus et fructibus, redditibus et proventibus levatis de terris et possessionibus episcopi Cameracensis et capituli predictorum ante hujusmodi presentem annum per ipsum comitem vel alium seu nomine ipsius vel de ejus mandato a tempore mote guerre seu dissensionis hujusmodi suscitate, episcopo tria milia et capitulo prelibatis octo milia librarum usualis monete in comitatu Cameracensi predicto tunc currentis in terminis infrascriptis, videlicet in festo Omnium Sanctorum proximo futurum duo milia librarum dicte monete et deinde singulis annis quadriennii proximo secuturi in eodem festo totidem, et anno dictum quadriennium proximo subsequenti in festo hujusmodi mille libras tunc residuas de quantitate predicta det et solvat realiter cum effectu quousque de hujusmodi quantitatibus undecim milium librarum prefatis episcopo Cameracensi et capitulo per eundem comitem fuerit integre satisfactum. Rursus volumus et auctoritate predicta ordinamus quod omnes diffidaciones ad requisicionem episcopi et capituli aut comitis et Johannis de Hanonia predictorum aut per quoscumque alios subditos suos vel eorum nomine utrique facte totaliter revocentur et cessent penitus hinc et inde, quodque dicti episcopus et comes faciant et procurent alias diffidaciones in favorem cujuslibet parcium predictarum factas seu procuratas per alios quam per ipsos episcopum, comitem et Johannem de Hannonia vel eorum subditos effectualiter revocari. Et quia dictus comes et nonnulli subditi et vassalli comitis et Johannis de Hannonia predictorum qui erant feudatarii dicti episcopi Cameracensis et de homagio ac fidelitate sua, post motam guerram hujusmodi feuda que ab episcopo ipso tenebant eidem episcopo resignarunt et voluerunt esse ab homagio et fidelitate hujusmodi absoluti, volumus et ordinamus auctoritate prefata pro bono pacis quod idem episcopus feuda hujusmodi dicto comiti et aliis qui ea sibi, ut premittitur, resignarunt, restituat. Et quod ipsi comes et alii quibus hujusmodi feudorum restitucio fiet, prefatis episcopo et Ecclesie Cameracensibus faciant fidelitatem et homagium per ipsos seu predecessores eorum fieri consueta; et quod idem comes omnia precepta, preconizationes, mandata et alia impedimenta quecunque contra jurisdictionem ecclesiasticam vel temporalem ipsorum episcopi et capituli per ipsum comitem aut genitorem suum, dum vivebat, seu eorum officiales facta et apposita in prejudicium episcopi et capituli predictorum et ecclesiastice libertatis exnunc revocet et revocari faciat cum effectu, ac episcopum, capitulum et Ecclesiam Cameracenses predictos jurisdictione spirituali et temporali in comitatu et terris ipsius comitis ipsis episcopo vel capitulo de jure vel consuetudine competenti permittat uti libere et gaudere. Volumus eciam et ordinamus quod prefati episcopus et capitulum Cameracenses in fortelliciis et castris ad eos communiter vel divisim spectantibus per se vel alium seu alios pro posse, omni fraude cessante, gentes armatas qui venirent ad offendendum dictos comitem et comitatum suum non receptent, quinimo eas impedient ne intrent aut intrare possint fortellicia et castra predicta, et pro viribus removeant illos qui dicta fortellicia et castra nunc detinent occupata; quodque prefatus comes simili modo in fortelliciis aut castris suis et dicti Johannis

patrui sui per se vel alium non recipiat aliquas gentes armorum que venirent ad offendendum episcopum et capitulum prelibatos aut terras ipsorum, imo pro posse sine fraude impediet venientes. Preterea quia, sicut pro parte dictorum episcopi et capituli Cameracensium fuit propositum coram nobis, idem comes quadam domo sita in civitate Cameracensi que domus justicie nuncupatur, et quam prefatus pater dicti comitis, dum viveret, a quodam armigero acquisivit debito modo non utitur, sed jura et usum ipsius ultra quam dicto armigero a quo pater ipsius comitis causam habuit competeret et ea uteretur seu uti deberet plurimum ampliavit in prejudicium episcopi, capituli et Cameracensis Ecclesie predictorum, volumus et auctoritate ordinamus eadem quod idem comes et successores ac heredes sui teneant et tenere debeant ac possidere dictam domum et illa ac ejus juribus utantur dumtaxat sicut ipsam dictus armiger a quo, ut premittitur, idem pater dicti comitis causam habuit tenebat et utebatur seu uti debebat eadem. Et quia nostre intencionis existit quod ad omnem dubietatem que super hiis posset oriri tollendam super usu et juribus dicte domus que ipsi armigero ante translacionem de ea in eundem patrem dicti comitis factam competebant et competere poterant ac debebant, per certos commissarios deputandos a nobis plena informacio habeatur, volumus et ordinamus auctoritate predicta quod idem comes ex nunc promittat dictis episcopo et capitulo et eis suas patentes litteras tradat quod ipse et successores ac heredes sui in ipsa domo secundum quod per hujusmodi informacionem habendam per ipsos commissarios super hiis apertum fuerit dumtaxat utantur et uti debeant in futurum domo et juribus antedictis et non aliter nec ultra. Volumus eciam et auctoritate ordinamus eadem quod ipsi episcopus Cameracensis et capitulum premissa omnia et singula supradicta eorum nomine acta ratificare, confirmare et approbare ac ea servare inviolabiliter promittere ac jurare, episcopus videlicet personaliter, capitulum vero predictum per procuratorem eorum legitimum ad hoc specialiter constitutum infra festum Purificationis Beate Marie Virginis futurum proxime teneantur ac suas super hoc patentes litteras omnes articulos pacis et concordie hujusmodi continentes prefato comiti assignare, dictusque comes eciam infra dictum festum Purificationis teneatur similes litteras suas tradere episcopo et capitulo prelibatis. Porro, cupientes ut ordinationes nostre hujusmodi plenum et debitum sorciantur effectum et inviolabiliter observentur, volumus et auctoritate predicta ordinamus quod inter episcopum et capitulum Cameracenses predictos ac familiares et subditos eorum ex parte una et ipsos comitem et Johannem de Hanonia necnon eorum familiares et subditos ex altera ex nunc in antea firma et vera pax ac plena concordia sint et esse debeant, ac servari, quodque cives et incole dicte civitatis Cameracensis possint esse si velint in concordia et pace predictis et quod deliberandi super hoc usque ad festum Resurrectionis dominice proximo futurum, liberam habeant potestatem, quodque ipsi si deliberaverint esse velle in pace et concordia prelibatis extunc post deliberacionem hujusmodi omnia et singula que per episcopum Cameracensem et capitulum predictos promissa sunt seu propterea promittentur, promittere teneantur et super hujusmodi promissione suas autenticas litteras vel publicum instrumentum infra festum Resurrectionis predicte eidem comiti assignare ; liceat tamen dictis civibus et incolis sic in pace cum dicto comite existentibus gentes armorum ad eorum tuicionem recipere et non ad nocendum comiti memorato ; ubi vero prefati cives et incole nollent in ipsa pace et concordia cum dicto comite remanere ac litteras seu instrumentum dare predicta, prefatus comes coram nobis extitit protestatus quod ipse contra existentes in civitate predicta qui contra eum faverent civibus et incolis memoratis aget et faciet tanquam contra inimicos ipsius : ad hec volumus et auctoritate declaramus eadem de assensu comitis et eorumdem procuratorum episcopi Cameracensis et capituli predictorum quod si dictus episcopus pacem servet et teneat cum comite prelibato et ipsum capitulum pacem ipsam forsitan non servaret nec teneret, vel e converso capitulum predictum pacem servaret et teneret eandem et episcopus predictus eam servare nollet nec tenere, parti pacem hujusmodi servanti et servare volenti ex culpa partis alterius pacem ipsam non servantis nec servare volentis, nullum debeat prejudicium generari. Ceterum ut idem comes erga nos et Sedem eandem eo prompcior devocionis fervore imposterum habeatur quo per nos specialiori gracia se noverit preveniri, eum ac Johannem de Hanonia et magistrum Henricum predictos, prestito prius per eosdem comitem et Henricum ac Johannem de Fumone procuratorio nomine et in animam dicti domini Bellimontis prout ab eo specialiter in mandatis habebat, de parendo mandatis Ecclesie atque nostris, ad sancta Dei Evangelia corporaliter juramento, ab excommunicationis senten-

cia quam per processum nostrum hujusmodi incurrerunt, auctoritate predicta absolvimus et interdicta quelibet quibus castra, ville, terre et alia loca comitis et Johannis de Hanonia predictorum propter premissa et eorum occasione subjacere noscuntur, auctoritate predicta relaxamus et totaliter amovemus, dictoque comiti tenore presencium injungimus pro penitencia salutari ut ipse infra festum Nativitatis Beati Johannis Baptiste proximo futurum duas capellas, unam videlicet in dicta Cameracensi, et alteram in monasterii de Cambrone Cisterciensis ordinis dicte Cameracensis diocesis Ecclesia suis sumptibus construi faciat, quarum quamlibet de viginti quinque libris parvorum Turonensium annui et perpetui redditus dotare, ipsasque munire et ornare calicibus, crucibus, libris, paramentis et aliis ornamentis sufficientibus et oportunis ad cultum divini nominis teneatur. Insuper humilitatem et reverenciam quas idem comes velut fidelis sancte matri Ecclesie filius nobis et eidem Sedi exhibuit necnon labores et sumptus quos in veniendo personaliter ad nostram presenciam subiit attendentes, et propterea dignum reputantes et congruum ut eum ampliori gracia prosequamur, omnes injurias et offensas propter premissa et eorum occasione per comitem, familiares et subditos suos nobis et eidem Sedi, ut premittitur, irrogatas, more patris benivoli qui filiorum offensarum existit immemor, prefatis comiti, familiaribus et subditis generose remittimus de consueta clemencia dicte Sedis. Volumus autem quod si dictus comes prefata tria milia episcopo et octo milia librarum capitulo memoratis cum effectu non solverit in terminis antedictis aut alias de illis non satisfecerit cum effectu, ipse comes ac terre sue ipso facto in pristinas sententias relabantur. Nulli ergo... etc... — Datum Avinione, v idus novembris, anno septimo. »

899 Avignon, 9 novembre 1341.

Abbati monasterii Sancti Nicasii Remensis et officiali Cameracensi mandat ut omnes ecclesiasticas personas seculares et regulares comitatus Hanoniae, terrarum et dominii comitis ac Johannis de Hanonia, ab excommunicationis sententia absolvant. (Litt. de curia. Reg. Vat. 129, pars prima n° xxiv.)

Dilectis filiis . . abbati monasterii sancti Nicasii Remensis et . . officiali Cameracensi, salutem. Matris Ecclesie copiosa benignitas erga suos filios qui quandoque metas reverencie filialis excedunt, de assuete sue clemencie gratia libenter aperit sue viscera pietatis, cum eis non rigorem justicie sed gratiam et misericordiam exercendo. Dudum, venerabilis fratris nostri Guillelmi episcopi Cameracensis conquestione percepimus quod licet civitas et comitatus Cameracenses jure veri dominii ad episcopum qui est pro tempore et Ecclesiam Cameracenses spectaret, et episcopi Cameracenses qui fuerunt a longis retro temporibus et per tempora quorum contrarii memoria non extabat justo et vero titulo civitatem et comitatum predictos possedissent pacifice et quiete, quia tamen carissimus in Christo filius noster Edwardus rex Anglie illustris pretendens se vicarium Imperii constitutum per Ludovicum de Bavaria, de heresi et scismate per Sedem apostolicam condempnatum ac omni jure, si quod sibi in regno vel Imperio romano ex electione que olim de ipso habita in discordia dicebatur vel quovismodo forsitan compeciisset, suis exigentibus culpis et demeritis sententialiter et juste privatum, quamquam eciam vacante dicto Imperio tunc sicut et nunc vacare dinoscitur, jurisdictio, regimen et disposicio ejusdem vacantis Imperii pertinere ad romanum pontificem specialiter dinoscantur, eundem Guillelmum episcopum, de facto quamquam de jure non posset, citari fecerat sub pena privationis et amissionis omnium feudorum, privilegiorum, honorum et aliorum bonorum que ab Imperio ipso tenebat ut coram eo certo tunc elapso termino compareret; prefatus Guillelmus qui eidem citacioni non paruit, sicut nec parere eciam tenebatur, dubitans quod idem rex ipsum reputaret de facto forsitan contumacem, ac contra ipsum et Ecclesiam Cameracensem predictam de facto procederet, ad apostolicam Sedem super hoc duxit humiliter recurrendum, et quamvis manifestum foret quod predicta citacio et omnes processus qui contra dictos episcopum et Ecclesiam per ipsos regem et Ludovicum aut ipsorum auctoritate occasione hujusmodi facti forent vel fierent viribus non subsisterent nec haberent aut habere possent aliquam roboris firmitatem, nos ne saltem de facto dicti Guillelmus et Ecclesia gravarentur, volentes eorum dispendiis obviare, dictam citacionem omnesque processus et sentencias per prefatos Edwardum regem seu Ludovicum contra episcopum et Ecclesiam Cameracenses predictos forsan post citacionem secutos ac ipsas penas in eadem citacione comminatas et sententias quaslibet super premissis vel eorum occasione prolatas vel ex tunc in antea perferendas per ipsos regem et Ludovicum aut alium vel alios de mandato ipsorum super civitate et comitatu predictis et aliis bonis, feudis, privilegiis et honoribus que ipsi episcopus et Ecclesia ab eodem

Imperio tenebant habitos vel habitas, habendos vel habendas, ac latos et latas seu ferendos vel ferendas quatenus processissent de facto vel procederent, auctoritate apostolica revocavimus, cassavimus, annullavimus, vacuavimus et irritavimus omnino, ipsosque nullos, cassos, vacuos, et irritos nunciavimus, et nullam eos habere decrevimus roboris firmitatem, districtius injungentes ac eciam inhibentes universis et singulis ducibus, marchionibus, comitibus, baronibus, nobilibus et aliis personis quibuscunque singularibus, necnon communibus et universitatibus quibuslibet civitatum, castrorum, villarum et aliorum locorum ne contra revocacionem, cassacionem, annullacionem, irritacionem et decretum nostra hujusmodi facere vel venire aut quicquam attemptare, vel civitatem seu comitatum predictos in totum vel in parte invadere vel occupare, aut invasos vel occupatos per se vel alios presumerent detinere in prejudicium Guillelmi et Ecclesie predictorum, necnon dilectorum filiorum . . prepositi, . . decani et capituli Ecclesie memorate, et nichilominus omnes et singulos cujuscunque preeminencie, dignitatis, condicionis et status existerent, etiam si pontificali vel regali dignitate fulgerent contrarium facere presumentes, excommunicationis sententiam incurrere voluimus ipso facto, ac civitates, castra, villas et alia loca ipsorum interdicti sententie eo ipso voluimus subjacere, venerabilibus fratribus nostris . . Leodiensi et Trajectensi ac . . Tornacensi episcopis dantes per nostras sub ea forma litteras in mandatis ut ipsi et eorum singuli per se vel alium seu alios in Ecclesiis, civitatibus et diocesibus eorundem ac locis aliis convicinis de quibus eis videretur expediens processum nostrum, convocata et presente multitudine copiosa fidelium, legi facerent et solenniter publicari, ac universos et singulos qui dicto processui efficaciter non parendo dictas excommunicationis in personas et interdicti in civitates, castra, villas, terras et loca ipsorum sententias promulgatas forsitan incurrissent excommunicatos, eorumque civitates, castra, villas, terras et loca ecclesiastico interdicto supposita, in omnibus locis in quibus expediens foret, pulsatis campanis et candelis accensis, tamdiu publicare curarent et facerent per alios publicari, ac ipsos excommunicatos ab omnibus arcius evitari, donec super hiis devote parerent et debite satisfacerent ac mererentur absolucionis beneficium obtinere; quemquidem processum prefatus episcopus Tornacensis in sua Ecclesia solenniter dicitur publicasse ac universis et singulis decanis Ecclesiarum civitatis et diocesis Cameracensium in solidum vices suas commisisse donec eas ad se duceret revocandas. Subsequenter autem prefato Guillelmo episcopo, referente dilecto filio . . decano Ecclesie Sancti Gaugerici Cameracensis quod dilecti filii nobiles viri Guillelmus comes Hanonie ac Johannes de Hanonia dominus Bellimontis patruus ejus et magister Henricus de Geldonia canonicus Cameracensis contra dictum nostrum processum fecerant, attemptarant et venerant multis modis, prefatus decanus Sancti Gaugerici ad relacionem hujusmodi asserens sibi per facti notoriam evidentiam et informacionem quam se super hiis rite recepisse dicebat, de relatis dicti Guillelmi episcopi plene constare prefatos comitem, Johannem et Henricum ac complices et fautores ipsius comitis declaravit auctoritate commissionis ejusdem excommunicationis sententiam per processum nostrum hujusmodi incurrisse, ac terras et loca comitis, Johannis et complicum predictorum interdicto ecclesiastico subjacere, ipsosque comitem, Johannem et Henricum complices et fautores mandavit et fecit propterea excommunicatos publice nunciari, ac terras et loca eorum esse supposita ecclesiastico interdicto. Propter que prefatus comes ad apostolicam Sedem accedens nobis humiliter supplicavit ut cum ipse qui eciam se in castris, terris, villis et locis suis occasione episcopi et capituli predictorum asserebat multa dampna, incendia et alia mala plurima pertulisse, esset paratus parere super premissis que dicti episcopus et capitulum eis et Ecclesie Cameracensi predicte per comitem Johannem et gentes suas irrogata dicebant mandatis Ecclesie atque nostris, ipsum et Johannem patruum suum ac Henricum, familiares et complices suos ac quoslibet alios fautores et auxiliatores ipsius comitatus, terrarum et dominii suorum et dicti Johannis patrui sui qui per dictos processus excommunicationis incurrissent sententiam ac clericos et personas ecclesiasticas comitatus, dominii et terrarum eorumdem qui interdictum prefatum non servando, sed celebrando divina irregularitatis maculam contraxissent, ab eadem sententia excommunicationis absolvere necnon cum ipsis clericis et personis ecclesiasticis super irregularitate contracta per eos dispensare ipsumque interdictum relaxare de benignitate apostolica dignaremur. Verum dilecti filii magister Matheus de Prato Guillelmi episcopi, et Johannes de Caedsant ac Raynerius de Urbeveteri canonici Cameracensis capituli predictorum procuratores, in nostra presencia constituti, ex adverso proposuerunt quod ipsi comes ac Johannes ac gentes eorum multa castra, villas, terras et loca et alia bona immobilia

ad ipsos episcopum et capitulum spectancia occuparant et occupata tenebant, et perceperant et percipiebant ex eis fructus, redditus et proventus et quedam ex eis spoliarant et ignis incendio concremarant, homines et vassallos dicte Ecclesie ac bona et animalia eorumdem ceperant et in predam abduxerant, ac ipsi Ecclesie guerram moverant et fecerant, et eundem episcopum publice diffidarant et nonnullas preconizationes fieri fecerant contra jurisdictionem episcopi et capituli predictorum ac ecclesiasticam libertatem et nonnulla alia dampna, injurias, violencias et molestias eisdem episcopo et capitulo intulerant tunc expressa que notoria existebant, propter que asserebant prefatas excommunicationis et interdicti sententias non esse ante satisfactionem debitam relaxandas. Et tandem nos, cum nonnullis ex fratribus nostris sancte romane Ecclesie cardinalibus bonum statum et pacem partis utriusque zelantibus, super hiis deliberatione matura et tractatu diligenti habitis, inter episcopum et capitulum ac comitem et Johannem de Hanonia prelibatos eorumque familiares et subditos pacem et concordiam plenariam duximus reformandas, ac ipsos comitem, Johannem de Hanonia et Henricum a prefata sententia excommunicationis absolvimus, ac interdictum amovimus memoratum, prout in nostris super hiis confectis litteris plenius continetur. Nos igitur cupientes ut hujusmodi pax et concordia, Deo auspice, inviolabilis perseveret, et quod omnis subducatur occasio que pacis ipsius posset quomodolibet existere turbativa, considerantes quoque humilitatem et reverenciam quas dictus comes erga nos et eandem Sedem et presertim personaliter ad nostram presenciam veniendo devote monstravit, ac propterea dignum et congruum reputantes ut clerici et ecclesiastice persone seculares et regulares comitatus et terrarum ac dominii predictorum que, ut premittitur, excesserunt in nobis et Sede predicta, non rigorem justicie sed graciam et misericordiam inveniant affluentes, gerentes quoque de vestre circumspectionis industria fiduciam in Domino specialem, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus vos vel alter vestrum omnes et singulas personas ecclesiasticas seculares et regulares comitatus Hanonie, terrarum et dominii comitis et Johannis de Hanonia predictorum cujuscunque conditionis aut status existant, que prefatam excommunicationis sententiam per processum nostrum hujusmodi promulgatam incurrisse noscuntur, ab eadem excommunicationis sententia, dummodo persone ipse ab ea petiverint humiliter se absolvi, prestito prius per earum quamlibet in vestra presencia de parendo mandatis Ecclesie atque nostris ad sancta Dei Evangelia manu tacta corporaliter juramento, auctoritate apostolica, juxta formam Ecclesie libere absque cujuslibet solucionis aut exactionis onere absolvatis, ac cum illis ex personis eisdem que predicta ligate sentencia per simplicitatem et juris ignorantiam, non tamen in contemptum clavium, divina officia eciam in comitatu Hanonie, terris et dominio prelibatis, prefato interdicto durante, celebrarunt vel se ingesserunt eisdem, aut celebrari procurarunt et fecerunt, vel eis interfuerunt, super irregularitatibus quas propterea contraxerunt, eis tamen prius juxta vestre discretionis arbitrium a suorum ordinum execucione suspensis, auctoritate dispensetis eadem, injunctis eis super hiis penitencia salutari et aliis que de jure fuerint injungenda, prout secundum Deum animarum suarum saluti videritis expedire. — Datum Avinione, v idus novembris, anno septimo. »

900 Avignon, 12 novembre 1341.

Gasberto du Val archiepiscopo Narbonensi et Guillelmo V de Fredol episcopo Biterrensi significat reservationem apostolicam beneficiorum Johannis de Lautrico archidiaconi Biterrensis. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° ccv, fol. 35 recto.)

« *Venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Narbonensi et . . episcopo Biterrensi.* Dudum intendentes — Dat. Avinione, ii idus novembris, anno septimo. »

901 Avignon, 15 novembre 1341.

Gasberto du Val archiepiscopo Narbonensi mandat ut monasterium de Betlehem Narbonense, ordinis Sancti Augustini, tam in capite quam in membris, reformandum curet; de injuriis in personam Hermengardis abbatissae ejusdem monasterii a familiaribus et officialibus bonae memoriae Bernardi II de Farges archiepiscopi Narbonensis illatis, quaestionem exerceat noxiosque secundum justitiam puniat. (Litt. patens. (Reg. Vat. 136, n° ccvii, fol. 85 verso.)

« *Venerabili fratri . . archiepiscopo Narbonensi.* Petitio dilecte in Christo — Dat. Avinione, xvii kalendas decembris, anno septimo. »

902 Avignon, 22 novembre 1341.

Cum inter apostolicam cameram et Guillelmum IV d'Aste episcopum Petragoricensem compositum fuerit ut episcopus ipse percipiat omnes et singulos fructus, reditus et proventus episcopalis mensae Petragoricensis qui a tempore translationis dicti episcopi obvenerunt et obvenient in futurum, Johannem Bertrandi et Guillelmum Rufi jubet alios fructus, reditus et proventus qui obvenerunt tempore vacationis praefatae Ecclesiae pro camera apostolica colligere et conservare. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° ccix, fol. 86 recto.)

« *Dilectis filiis Johanni Bertrandi Bituricensis et Guillelmo Rufi Aniciensis Ecclesiarum canonicis.* Pridem inter cameram — Dat. Avinione, x kalendas decembris, anno septimo. »

903 Avignon, 23 novembre 1341.

Magistrum Hugonem Rogerii jubet mandata agere. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° ccx, fol. 86 verso.)

« *Dilecto filio magistro Hugoni Rogerii civi Avinionensi, juris civilis professori, romane curie vicemarescallo.* Dudum multorum incolarum et habitatorum comitatus Venaissini nobis et Ecclesie romane immediate subjecti querulosa et clamosa insinuatione percepto quod Guillermus de Duroforti jurisperitus Nemausensis diocesis, olim judex causarum criminalium comitatus predicti, diversos detestandos excessus in ipsorum incolarum et habitatorum dispendium ac rei publice detrimentum, per sui officii potenciam commiserat, ad extorsiones impias et prava munera extendendo nequiter nichilominus manus suas, nos qui excessus detestamur quorumlibet et abhorremus gravamina subditorum, volentes super premissis justicie debitum exhiberi, primo quondam Richardo de Multisdenariis de Cremona jurisperito, dum ageret in humanis, ac deinde ipso ab hac luce substracto, dilecto filio Guiranno de Viens jurisperito Aptensis diocesis, curie tue judici, litteras nostras meminimus sub certis tenoribus super hiis direxisse, ac demum quia prefatus Guillermus eundem Guirannum videbatur habere suspectum, nos tibi per alias nostras litteras committendum duximus et mandandum ut, resumptis processibus coram prefatis Richardo et Guiranno super premissis quoquomodo habitis, ad complendum negocium supradictum, sicut justicia suaderet, apud Sedem apostolicam vel in comitatu predicto, ubi melius et utilius cognosceres fiendum, per te vel alium, solerti adhibita diligencia, vocatis evocandis, procedens, exhiberes super predictis justicie complementum, sicut in supradictis litteris premissa et alia seriosius continentur. Cum autem asseratur quod sepefatus Guillermus, antequam predicte commissiones emanarent a nobis, fuerat super nonnullis excessibus in curia venerabilis fratris nostri Petri episcopi Aurasicensis, rectoris comitatus predicti, de quibus non erat justicia ministrata preventus, volumus et nostre intentionis existit quod tam super hiis quam aliis ex officio vel alia justicia exigente, sive civiliter sive criminaliter agatur, secundum tenorem dicte commissionis per nos tibi facte, justiciam administres. Quocirca, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus circa premissa sic te prudenter geras et juste quod satisfiat in hac parte justicia, tuaque debeat prudencia merito commendari. — Datum Avinione, ix kalendas decembris, anno septimo. »

904 Avignon, 24 novembre 1341.

Ab excommunicationis sententia Johannem vicecomitem Bellimontis, Cenomannensis dioecesis, absolvit, qui vim nonnullis presbyteris et clericis civitatis et dioecesis Redonensis adhibuerat. (Litt. de curia. Reg. Vat. 129, pars prima, n° xxii.)

« *Ad futuram rei memoriam.* Sancta romana Ecclesia — Dat. Avinione, viii kalendas decembris, anno septimo. »

905 Avignon, 24 novembre 1341.

Henrico Dubois Dolensi, Ayquelino de Blaye Engolismensi et Guillelmo III Leonensi episcopis mandat ut si intra certum terminum Johannes vicecomes Bellimontis per documenta legitima non ostenderit se jussa apostolica omnino effecisse, eumdem Johannem publice nuntient in sententiam excommunicationis recidisse. (Litt. de curia. Reg. Vat. 129, pars prima, n° xxiii.)

« *Venerabilibus fratribus . . Dolensi et . . Engolismensi ac . . Leonensi episcopis, salutem etc....* Sancta romana Ecclesia — Dat. ut supra. »

906 Avignon, 30 novembre 1341.

Guidoni Guidonis et Berengario Bricii mandat ut ad Ecclesiam Sancti Affrodisii Biterrensis se conferant et de quibusdam

negotiis statum et reformationem ipsius Ecclesiae tangentibus, de facultatibus, statutis, vita ac conversatione personarum quaestionem exerceant; quae autem invenerint, in scriptis redacta, ad apostolicam Sedem transmittant. (Litt. de curia. Reg. Vat. 129, pars prima, n° xviii.)

« *Dilectis filiis Guidoni Guidonis decano Sancti Vincencii de Monteregali Carcassonensis diocesis et Berengario Bricii canonico Mirapiscensis Ecclesie, licenciato in legibus, salutem etc....* Cultores in agro dominico — Dat. Avinione, ii kalendas decembris, anno septimo. »

907 Avignon, 30 novembre 1341.

Guidoni Guidonis et Berengario Bricii mandat ut de statu Ecclesiae Biterrensis quaestionem exerceant. (Litt. de curia. Reg. Vat. 129, pars prima, n° xx.)

« *Dilectis filiis Guidoni Guidonis decano Sancti Vincencii de Monteregali Carcassonensis diocesis et Berengario Bricii canonico Mirapiscencis Ecclesie, licenciato in legibus, salutem.* Ex suscepte servitutis — Dat. Avinione, ii kalendas decembris, anno septimo. »

908 Avignon, 3 décembre 1341.

Capitulo Olorensis Ecclesiae significat ejusdem Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° ccxiv, fol. 88 recto.)

« *Dilectis filiis capitulo Ecclesie Olorensis.* Dudum ad audientiam — Dat. Avinione, iii nonas decembris, anno septimo. »

909

In eumdem modum, mutatis mutandis, *venerabili fratri Guillelmo III de Flavacourt archiepiscopo Auxitano.* — Dat. ut supra. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° ccxv, fol. 88 verso.)

910 Avignon, 4 décembre 1341.

Johannae reginae Franciae gratias agit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 136, n° ccxvi, fol. 88 verso.)

« *Carissime in Christo filie Johanne regine Francie et Navarre illustri.* Presentate nobis serenitatis tue, filia carissima, littere quas benigne recepimus eo sinceriorem filialis devotionis pretendebant affectum quo cum ferventiori desiderio de statu nostro ipsa devotio certior effici postulavit: super quo celsitudinem volumus regiam non latere quod, licet sarcinis negotiorum undique confluentium imbecilles nostri humeri jugiter comprimantur, nec minus dissensiones et guerre quibus videmus mundum plenum, peccatis exigentibus, anxient mentem nostram, tamen Illo faciente qui potest et in quo figimus anchoram spei nostre, postquam de infirmitate corporali que, visitante nos misericordiarum Domino, aflixit graviter, convaluimus, satis nobis est bene per divinam gratiam de persona, quod audire de te, filia in Christo dilectissima, nos exultat. Porro de tua devotione hujusmodi ac misso caseorum optimorum illarum partium copioso encennio quod obtentu ingentis tue devotionis et honoris recepimus, tue magnificencie gratiarum referimus uberes actiones, scitura pro certo quod ad ea que tuum et dilecte in Christo filie nobilis mulieris . ., nate tue, honorem et commodum concernerent, propicii reperiemur quantum cum Deo poterimus et benigni. — Datum Avinione, ii nonas decembris, anno septimo. »

911 Avignon, 5 décembre 1341.

Guidoni de Boulogne archiepiscopo Lugdunensi, Henrico de Villars episcopo Valentinensi et abbati Sancti Rufi Valentinensis mandat ut quaestionem exerceant de bello inter burgenses villae de Romanis ac subditos gentesque Humberti dalphini Viennensis moto. (Litt. patens. Reg. Vat. 136 n° ccxcviii, fol. 119 recto.)

« *Venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Lugdunensi et . . episcopo Valentinensi, ac dilecto filio . . abbati monasterii Sancti Rufi Valentinensis.* Dudum clamore valido et fama seu infamia publica referente, ad apostolatus nostri pervenit auditum quod licet villa de Romanis Viennensis diocesis, sicut ex registris antiquis romane Ecclesie aliisque documentis legitimis clare patet censualis et de jure ac proprietate ipsius romane Ecclesie ab antiquo fuisset et esset, ac nobilis vir Humbertus dalphinus Viennensis et officiales sui premissa, necnon quod . . archiepiscopus Viennensis qui est pro tempore, ac dilecti filii capitulum Ecclesie dicte ville nomine Viennensis et predicte de Romanis Ecclesiarum, villam ipsam cum mero et

mixto imperio ac omnimoda jurisdictione alta et bassa tenuissent ab antiquo sub prefata romana Ecclesia et tenerent, minime ignorarent, tamen baillivus et alii officiales et gentes dalphini, ipsius nomine et eo sciente vel mandante ac ratum habentem, villam predictam de Romanis de mense aprilis proximo preteriti, hostili de dalphinatu et aliunde congregato exercitu et vexillis explicatis, obsederant ipsamque sic tenuerant sicut tunc etiam tenere dicebantur obsessam, quod ad villam nequibant deferri victualia nec aliquis intrare villam seu ab inde secure exire poterat, animalia etiam hominum dicte ville que per gentes ipsius dalphini reperiri potuerant capta per ipsos violenter et secum ducta more predonico extiterant, et nonnullis mactatis et consumptis ex illis, alia secum retinere, in magnum hominum predictorum prejudicium, pro sue voluntatis libito presumebant, et ulterius ad occupationem dicte ville offensionemque burgensium et habitatorum ejusdem, tam in personis quam rebus et bonis eorum iniquis et dampnosis machinationibus aspirantes, aliquos ex eisdem habitatoribus graviter vulnerarant, quosdam miserabiliter captivarant et nonnullos, quod est horribilius et detestabilius inhumaniter occiderant; nec hiis contenti, sed mala malis temerariis ausibus cumulantes, coadunata per eundem dalphinum vel officiales suos ipsius nomine multitudine armigere gentis equestris et pedestris, adversus dictam villam et burgenses ac habitatores predictos agravando durius manum suam, quibusdam domibus existentibus juxta portas ville prefate et quodam molendino Ecclesie de Romanis predicte dirutis per gentes ipsas dicti dalphini penitus et destructis, villam fortiter ac hostiliter expugnarant eandem, ac per incendium et alia multipliciter dampna ibidem intulerant varia et offensas, violencias et injurias diversas eisdem ville, burgensibus et habitatoribus irrogarant, et nichilominus prioratum Sancti Rufi cum Ecclesia ejusdem situm prope portam ville predicte sacrilege invadentes, exinde cruces, calices, libros, mappas et alia vasa sacra et ornamenta divino cultui dedicata et alia bona in eisdem prioratu et Ecclesia tunc reperta, execrandis et sacrilegis manibus rapuerant, eaque irreverenter, divina retrojecta reverencia, contractarant, et secum nequiter asportarant, aliosque graves et detestandos excessus, qui nequirent, si recitarentur per singula, brevi comprehendi sermone, contra Deum et justiciam ac libertatem ecclesiasticam committendo. Nos volentes super hiis, prout justum existeret providere, vobis nostris sub ea forma dedimus litteris in mandatis ut vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, si simpliciter et de plano sine strepitu et figura judicii per famam vel infamiam predictam aut alias de premissis vobis constaret prefatum dalphinum ejusque baillivos, officiales et gentes ac fautores, valitores, sequaces, adjutores et adherentes suos ex parte nostra super hiis efficaciter inducere ac monere studeretis, ut ab obsidione, molestatione, impugnatione hostili ac aliis injuriis et offensis dicte ville, burgensium et habitatorum ipsius desisterent penitus et cessarent, villam, burgenses et habitatores predictos sub beati Petri Sedis ejusdem protectione speciali, ut premittitur, consistentes, in pace, tranquillitate ac libertate solitis vivere, ipsosque sua negocia libere agere permittendo, et tam eis quam Ecclesiis et prioratui Sancti Rufi prefatis aliisque in premissis et circa ea dampna passis, infra certum terminum competentem a vobis prefigendum, eisdem satisfactionem debitam exhiberent. Et licet vos, frater episcope et fili abbas, vigore litterarum ipsarum incepissetis procedere in negocio memorato, tamen nos postmodum ex certis causis voluimus quod supersederetis in ipso negocio et non procederetis ulterius in eodem, verum, quia sicut nuper est nobis expositum, prefatus dalphinus multa dampna et injurias per villam, burgenses et habitatores prefatos sibi, subditis et vassallis suis tam in personis quam in bonis et rebus eorum asserit irrogata, nobis qui ex debito pastoralis officii tenemur pacem querere, illamque inter fideles quoslibet propagare, volentes super premissis omnibus et singulis ac aliis quibuscunque dampnis, violenciis ac injuriis hinc inde premissorum occasione illatis, ut partes ipsas ad pacem et concordiam consultius et facilius possimus reducere vel alias super eis de justicia providere, plenarie informari, ac gerentes de vestre probitatis industria in hac parte fiduciam in Domino specialem, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, super premissis omnibus et singulis aut quibusvis aliis dampnis, violenciis, molestiis et injuriis hinc inde quomodolibet irrogatis, simpliciter et de plano sine strepitu et figura judicii, vos studeatis auctoritate nostra diligentius informare, et quecunque super hiis inveneritis, fideliter in scriptis publica manu redacta, illa nobis una cum presentium serie ac processu per vos episcopum et abbatem, dictarum litterarum vigore habito, quantocius destinetis, contradictores et cetera, testes et cetera . . Ceterum ut informatio hujusmodi liberius fieri valeat, et subdu-

catur omnis occasio que posset ipsam forsitan impedire, volumus quod dalphino, baillivis et ceteris officialibus, gentibus et subditis, ac vassallis, fautoribus, valitoribus et auxiliatoribus suis necnon burgensibus et habitatoribus prelibatis ante omnia districtius auctoritate nostra inhibere curetis, sub excommunicationis in personas et interdicti in civitates, castra, villas, terras et loca eorum penis et sentenciis, quas auctoritate predicta in non parentes inhibitioni hujusmodi ac terras et loca eorum proferatis, ne alterutra partium ipsarum contra alteram, pendente hujusmodi negocio coram nobis vel quousque super hiis aliud fuerit ordinatum, ad aliquas violencias, molestias, injurias, dampna, offensas et impedimenta quecumque, per se vel alium seu alios in personis, victualibus, mercationibus aut quibusvis aliis rebus quomodolibet inferenda, quibusvis colore et occasione quesitis, procedat aut attemptet seu faciat aliquam noxiam novitatem, non obstante si dalphino et burgensibus predictis vel quibusvis aliis communiter vel divisim ab eadem Sede indultum existat quod excommunicari aut terre et loca ipsorum ecclesiastico interdicto supponi non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. — Datum Avinione, nonis decembris, anno septimo. »

912 Avignon, 10 décembre 1341.

Guidoni Guidonis triginta et Berengario Bricii viginti solidos Turonensium parvorum singulis diebus assignat a Guillelmo V de Fredol episcopo Biterrensi, Andrea abbate saeculari Sancti Affrodisii et capitulis majoris atque ejusdem Sancti Affrodisii Ecclesiarum solvendos. (Litt. de curia. Reg. Vat. 129, pars prima, n° xix.)

« *Dilectis filiis Guidoni Guidonis decano Sancti Vincentii de Monteregali Carcassonensis diocesis et Berengario Bricii canonico Mirapiscensis Ecclesie, licenciato in legibus, salutem etc...* Cum nos de circumspectione — Dat. Avinione, iv idus decembris, anno septimo. »

913 Avignon, 11 décembre 1341.

Morerio de Moreriis mandat ut bona mobilia monasterii Fontisfrigidi sub apostolica manu servata, Berengario abbati et conventui dicti monasterii assignet. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° ccxx, fol. 90 verso.)

« *Dilecto filio Morerio de Moreriis parrochiali curato in Ecclesia Tholosana.* Cum dudum monasterio Fontisfrigidi Cisterciensis ordinis Narbonensis diocesis pro eo abbatis regimine destituto quod nos venerabilem fratrem nostrum Antonium episcopum Lomberiensem tunc abbatem ipsius monasterii Ecclesie Lomberiensi vacanti, de fratrum nostrorum consilio prefecimus in episcopum et pastorem, nos qui dictum monasterium prosequimur specialis dilectionis affectu, voluerimus providere quod bona mobilia et per se movencia existencia in dicto monasterio vel ad eum quoquomodo spectancia tempore provisionis predicte ab alienationibus, occupationibus et devastationibus quibusvis illicitis, donec esset per nos provisum de abbate prelibato monasterio, conservarentur illesa, venerabilis frater Gasbertus archiepiscopus Narbonensis camerarius noster tibi de consciencia nostra mandavit ut bona predicta in quibuscunque rebus consisterent, inde confectis inventariis, sub manu dicte camere reciperes et quousque haberes aliud in mandatis super hoc fideliter conservare curares. Sane cum tu premissa vigore dicti mandati duxeris, ut intelleximus, exequenda, nos volentes bona supradicta integraliter et libere dilectis filiis Berengario abbati quem eidem monasterio prefecimus postmodum et conventui supradicti monasterii relaxari, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus memoratis abbati et conventui bona omnia supradicta prout cum inventariis recepisti, amota exinde penitus dicta manu quam poni pro conservatione bonorum ipsorum dumtaxat et non alias voluimus, dimittas absque dificultate qualibet et relaxes. Volumus autem et nostre intentionis extitit et existit quod dicti abbas et conventus occasione appositionis dicte manus et receptionis nomine prefate camere, ut premittitur, per te facte de bonis predictis nequeant imposterum per eandem cameram vel quosvis alios quomodolibet molestari. — Datum Avinione, iii idus decembris, anno septimo. »

914 Avignon, 11 décembre 1341.

Petro III episcopo Aurasicensi mandat ut illos qui jura romanae Ecclesiae in castro de Montilio Ademari usurpaverunt et incolas terrae ejusdem molestaverunt, auctoritate apostolica compescat. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° ccxxi, fol. 90 verso.)

« *Venerabili fratri Petro episcopo Aurasicensi, comitatus Venaissini rectori.* Etsi ex debito pastoralis officii Ecclesiarum omnium quarum cura nobis imminet ge-

neralis ne in suis collabantur vel opprimantur juribus, tenemur indempnitatibus providere, jura tamen et honores romane Ecclesie precipue sponse nostre negligere non debemus. Sane ad audienciam nostri apostolatus pervenit quod nonnulle persone tam ecclesiastice quam seculares suis juribus et terminis non contente, jura, jurisdictiones, proventus et bona in castro de Montilio Ademari Valentinensis diocesis ejusque territorio et districtu pro certa parte ad nos et Ecclesiam memoratam spectancia invadere, usurpare ac occupare indebite, necnon homines, habitatores et incolas castri, territorii et districtus predictorum nobis et eidem Ecclesie immediate pro eadem parte subjectos, per arrestationes et captiones personarum indebitas, predationes et spolia rerum et bonorum suorum molestare ac vexare multipliciter contra justiciam, aliosque injuriosos excessus in nostrum et ejusdem Ecclesie dictorumque habitatorum et incolarum prejudicium committere non verentur. Nos igitur refrenari oportunis remediis ausus talium temerarios, et ipsius Ecclesie predictorumque hominum, habitatorum et incolarum pro dicta parte subditorum nostrorum provideri super hiis indempnitatibus cupientes, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus per te vel alium seu alios, invasores, usurpatores, occupatores, arrestatores, captivatores, molestatores, spoliatores et detentores jurium, bonorum ac hominum, habitatorum et incolarum predictorum injuriosos quoslibet clericos et laicos cujuscunque status, dignitatis, ordinis vel conditionis existant, etiamsi pontificali vel quavis alia prefulgeant dignitate ab hiis, auctoritate nostra, appellatione postposita, compescere studeas quociens opus extiterit tibique videbitur expedire, non obstantibus tam felicis recordationis Bonifacii pape VIII predecessoris nostri qua cavetur ne aliquis extra suam civitatem et diocesim nisi in certis exceptis casibus, et in illis ultra unam dietam a fine sue diocesis ad judicium evocetur, quam de duabus dietis in concilio generali et aliis constitutionibus a predecessoribus nostris romanis pontificibus in contrarium editis quibuscunque, seu si eis vel eorum aliquibus communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod excommunicari, suspendi seu eorum terre, castra et loca ecclesiastico interdicto non possint subici per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Per hec tamen ministris et officialibus nostris in eisdem castro, territorio et districtu deputatis et etiam deputandis quominus suam jurisdictionem exercere plenarie pro parte predicta nos et eandem Ecclesiam contingente valeant, non intendimus in aliquo derogari. — Datum Avinione, III idus decembris, anno septimo. »

915 Avignon, 12 décembre 1341.

Johanni Augerii mandat ut quaestionem exerceat de negotio tangente Henricum de Geldonia canonicum Cameracensem. (Litt. de curia. Reg. Vat. 129, nº XIV.)

« *Dilecto filio Johanni Augerii decano Ecclesie Belnensis Eduensis diocesis, nuncio nostro, salutem.* Dudum ad nostri apostolatus auditum fama vel verius infamia referente deducto quod Henricus de Geldonia canonicus Cameracensis nimis ad inconsulta dilapsus contra carissimum in Christo filium nostrum Philippum regem Francorum illustrem ac in detrimentem status regni sui multa mala machinari et procurare nociva regi et regno predictis non fuerat hactenus veritus nec tunc eciam verebatur, nos qui ad reformandum inter regem ipsum et alios secum dissidentes pacis et unitatis concordiam per nos et nuncios nostros laborare quantum cum Deo potuimus sedule minime cessabamus, moleste ferentes et merito si persone ecclesiastice que non ad augenda proximis suscitata temporibus hoste humani generis procurante dissidia, toti christianitati utique periculosa non modicum, deberent una nobiscum quantum in eis est insistere, ali qua per que augeri valerent dissidia hujusmodi procurarent, ac obviare temerariis talium presumpcionibus, sicut fieri posset cum equitate justicie, intendentes, venerabili fratri nostro . . episcopo Cameracensi nostris dedimus litteris in mandatis ut per se vel alium seu alios super predictis et ea quomodolibet tangentibus, simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, vocato dicto canonico, se diligenter et fideliter informaret, et si per informacionem hujusmodi reperiret premissa veritate fulciri aut eundem canonicum super hiis publice infamatum, eum peremptorie citare curaret ut infra certum terminum competentem sibi super hoc prefigendum se apostolico conspectui presentaret super predictis responsurus, facturus et recepturus quod justicia suaderet; quarum litterarum auctoritate, officialis Cameracensis, cui idem episcopus super premissis commiserat vices suas donec eas ad se duceret revocandas, contra dictum Henricum legitime et peremptorie citatum in termino ad hoc prefixo minime comparentem, nonnullos testes fidedignos prius ab eis de veritate di-

cenda super premissis in eisdem litteris nostris contentis prestito juramento recepit; ex quorum deposicionibus noscitur esse probatum quod idem Henricus de premissis est publice infamatus et quod tractavit cum nonnullis civibus Cameracensibus et quantum in eo fuit induxit eosdem quod . . menescallus Ludovici de Bavaria hostis Dei et Ecclesie manifesti ac de heresi et scismate condempnati reciperetur in civitate predicta et quod in tantam proruperat detestabilis presumpcionis audaciam quod eundum Ludovicum dicebat et reputabat verum esse imperatorem et talem eum nominabat et predicabat quando erat in civitate prefata, ex hoc excommunicationis et privacionis beneficiorum suorum ecclesiasticorum ac alias penas et sentencias tales prolatas per processus apostolicos dampnabiliter incurrendo, seque fautorem heretici manifestis judiciis demonstrando, et quod idem Henricus pluries se jactaverat nonnulla dixisse et commisisse que in manifestam offensam et derogacionem ejusdem Ecclesie et magnum noscebantur fidelium scandalum redundare; quodque licet ex informacione predicta super premissis habita in scriptis redacta et fideliter ad Sedem remissa prefatam, contra dictum Henricum fuisset merito procedendum, tamen volentes de premissis cercius informari, . . archidiacono Cameracensi per nostras sub ea forma litteras commisimus et dedimus in mandatis ut de premissis omnibus et singulis et aliis ea tangentibus se informare deberet, et quicunque super illis inveniret fideliter in scriptis redacta sub ejus sigillo nobis quantocius destinaret, ac ipsum Henricum personaliter, si commode fieri posset, alioquin per edictum publicum, citare curaret ut infra certum terminum competentem quem ad hoc sibi duceret prefigendum se apostolico conspectui personaliter presentaret, justam super hiis sententiam recepturus; dictusque archidiaconus, infirmitate gravatus, non valens execucioni commissionis hujusmodi sibi facte vacare, . . decano ejusdem Ecclesie Cameracensis commisit in hac parte totaliter vices suas, qui litterarum ipsi archidiacono directarum et commissionis hujusmodi sibi facte vigore se super premissis juxta formam litterarum ipsarum diligencius informavit, ac informacionem hujusmodi sub manu publica scriptam et ejus sigillo munitam ad Sedem remisit eandem, ipsumque Henricum citavit ut certo termino coram nobis personaliter comparere deberet super premissis justicie pariturus. Postmodum vero prefatus Henricus ad presenciam nostram accedens nobis exposuit quod dicta informacio per eundem decanum facta fuerat in civitate Cameracensi, loco utique sibi tunc non tuto notorie, ad quem non valuerat accessisse nec comparuisse coram dicto decano nec suas excusaciones legitimas allegasse, quare nobis humiliter supplicavit ut ipsum super dictis defensionibus audiri de benignitate apostolica mandaremus. Nos igitur volentes ut in hujusmodi negocio mature, rite et juste absque cujuslibet suspicionis scrupulo procedatur, predictam informacionem per eundem decanum habitam sub sigillo venerabilis fratris nostri Petri episcopi Penestrinensis inclusam, tibi pro pleniori instructione negocii duximus remittendam. Quocirca discrecioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus de premissis omnibus et singulis ac aliis quibuscunque illa quovismodo tangentibus et eorum circumstanciis universis, vocato dicto Henrico si tibi expedire videbitur, simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, auctoritate nostra diligencius te informes. Et quia premissa negocium fidei tangere dinoscuntur, ac propterea expedit ut caute ipsa informacio peragatur, volumus nomina testium tam in ipsa informacione dicti decani receptorum quam per te recipiendorum secreta teneri et circa hec constitucionem felicis recordacionis Bonifacii pape VIII predecessoris nostri super hoc editam observari ac per dictum Henricum in suis defensionibus justis audiri, et quecunque super hiis omnibus inveneris, per manum publici tabellionis fideliter in scriptis redacta, nobis sub tuo sigillo inclusa una cum presencium serie ac dicta informacione decani ipsius quantocius studeas destinare, ipsumque Henricum ex parte nostra peremptorie citare procures ut infra certum terminum competentem quem sibi ad hoc duxeris prefigendum, apostolico se conspectui personaliter representet, super hiis justicie pariturus ac justam, dante Domino, sentenciam recepturus; dein vero hujusmodi prefixionis et formam et quicquid inde feceris, nobis per tuas litteras super hujusmodi prefixionis confectas harum seriem continentes, studeas fideliter intimare, contradictores etc... non obstantibus dicti Bonifacii qua cavetur... quam aliis quibuscunque constitucionibus... de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. — Datum Avinione, II idus decembris, anno septimo. »

916 Avignon, 14 décembre 1341.

Priori et conventui monasterii Sancti Benigni Divionensis significat ipsius monasterii reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° CCXXII, fol. 91 recto.)

« *Dilectis filiis . . priori et conventui monasterii Sancti Benigni Divionensis, ordinis Sancti Benedicti, Lingonensis diocesis.* Dudum intendentes monasterio — Dat. Avinione, xix kalendas januarii, anno septimo. »

917 Paris 14 décembre [1341].

(Reg. Vat. 136, n° ccxlviii, fol. 104 recto.)

« *A nostre très saint pere le pape.* Très saint-pere, nous avons entendu que vous avez absolz le conte de Henaut, maistre Henry de Jourdoigne et ses autres genz et osté l'entredi de sa terre. Et, très saint-pere, nous pensons que il s'est si adreciez envers vous et la sainte Eglise et fait telle satisfaction de ses granz mesfaiz que vous avez eu cause souffisant de ce faire. Mas d'autre part avons entendu que en l'acort fait per vostre sancteté entre ledit conte, l'evesque et le chapitre de Cambray vous avez ordenné et voulu, selon ce que ledit conte a dit a plusieurs, que noz genz soient mis hors de la ville de Cambray, et que d'ores en avant ne y soient receuz ne receptez. Et de ce, très-saint-pere nous merveillons moult s'il est ainsi, laquelle chose nous trovions enuis, comme touz jourz aiez amé nous et nostre royaume et l'onneur. Et car pluseurs foiz nous avez escript et nous deistes de bouche quant nous feusmes par devers vous, que de chose que on nous deist ou raportast contre vous, nous ne vousissons rien croire senz le vous faire assavoir tout avant, et depuis avons nous gardé touz jours ceste maniere envers vous. Si sachez, très saint-pere que a la requeste de l'evesque, doyen et chapitre de l'Eglise de Cambray nous envoiasmes et avons tenu de noz gens en grant nombre a noz propres cous et missions en ladite ville, laquelle estoit en voie de destruction perpetuelle se ainsi n'eust esté fait. Si que, très saint-pere, se par vostre fait nos ennemis avoient profit et honneur de leurs mesfaiz et nous pour bien faire en reportions deshonneur et dommage, vuille y regarder et pourveoir vostre sanctité, en laquelle nous avons et touz jourz avons eu très grant fiance, car, très saint-pere, se la chose demouroit en cest point, ce seroit très grant dommage et peril a nous et a nostre royaume, car parmi ce ledit conte et noz autres ennemis que venroient par son pais de Henaut nous pourroient touz jourz faire guerre et domagier et grever nous et le royaume parmi ladite ville de Cambray, laquelle nous avons fait renforcier grandement du nostre. Si vous plaise, très saint-pere, a rappeler ces choses en tant comme elles sont ou peuent estre prejudiciaus et domageuses a nous et a nostre royaume, et nous rescrire sur ce vostre bon plaisir. Nostre Seigneur par sa grace vous doint bonne vie et longue au gouvernement de sainte Eglise. — Donné a Paris, le xiv[e] jour de decembre.

Vostre devost filz le roy de France.

918 Avignon, 17 décembre 1341.

Bertrando Cariti mandat ut libros quosdam a Stephano de Molinis apostolicae Sedi legatos, ad cameram tuto mittat. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° ccxxvi, fol. 92 verso.)

« *Dilecto filio Bertrando Cariti archidiacono Augi in Ecclesia Rothomagensi.* Cum quondam Stephanus de Molinis clericus, Parisius residens, anime sue salutis obtentu, nobis et Ecclesie romane in suo ultimo testamento legaverit libros suos, nos volentes quod viginti quatuor volumina librorum hujusmodi, tam sacre theologie quam juris canonici et civilis facultatum, repositorum, ut intelleximus, Parisius in quadam archia sigillis dilectorum filiorum Bernardi de Peberaco prioris monasterii Sancti Martini de Campis Parisiensis, ordinis Cluniacensis per priorem soliti gubernari, et officialis Parisiensis signata, fideliter ad nostram cameram, ut possimus de illis quod nobis expedire videbitur ordinare utilius et liberius, transmittantur, discretioni tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus, vocatis priore ac officiali predictis, eosdem libros nomine nostro recipiens, ad prefatam cameram mittere tute ac fideliter non postponas. Volumus autem quod tam executores testamenti dicti Stephani quam alios quorum interest, de predictis libris, cum eos receperis, absolvere nostro nomine valeas plenius et quitare, inde confici faciendo duo consimilia publica instrumenta quibus libri consignentur predicti, quorumquidem instrumentorum altero penes assignantes libros predictos dimisso, reliquum ad eandem cum ipsis libris procures cameram destinare. — Datum Avinione, xvi kalendas januarii, anno septimo. »

919 Avignon, 30 décembre 1341.

Pontio de Pereto mandat ut bona mobilia bonae memoriae Petri III episcopi Aurasicensis sub manu apostolica colligat et conservet. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° ccliii, fol. 106 recto.)

« *Dilecto filio Poncio de Pereto canonico Carnotensi.* Cum sicut intelleximus — Dat. Avinione, III kalendas januarii, anno septimo. »

920 Avignon, 31 décembre 1341.

Praeposito et capitulo Ecclesiae Aurasicensis significat ejusdem Ecclesiae reservationem. (Litt. patens. Reg. Vat. 136, n° CCLIV, fol. 106 verso.)

« *Dilecto filiis . . preposito et capitulo Ecclesie Aurasicensis.* Dudum in desideriis — Dat. Avinione, II kalendas januarii, anno septimo. »

921 Avignon, 2 janvier 1342.

Formam pacis inter episcopum Cameracensem et Guillelmum comitem Hanoniae compositae Philippo regi Franciae patefacit. (Litt. clausa. Reg. Vat. 136, n° CCXLIX, fol. 104 verso.)

« *Benedictus episcopus servus servorum Dei carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri, salutem et apostolicam benedictionem.* Celsitudinis regie litteras noviter recepimus continentes inter cetera, tibi, fili carissime, relatum per aliquos extitisse quod super reformatione pacis et concordie inter venerabilem fratrem nostrum . . episcopum et dilectos filios . . decanum et capitulum Cameracenses ex parte una, et nobiles viros Guillelmum comitem Hanonie ac Johannem de Hanonia patruum suum ex altera, pridem facta, nostre voluntatis et ordinationis extiterat quod gentes tue regie de civitate Cameracensi expellerentur, nec ulterius reciperentur ibidem; quibusquidem relatibus nolens dare fidem prudencia regia, id nobis per easdem litteras intimabat. Sane, fili dilectissime, ut super hiis que acta fuerunt circa hec plenius informeris, tuam volumus excellentiam non latere quod comite prefato personaliter ac dicti patrui sui necnon predictorum episcopi, decani et capituli procuratoribus, super sopiendis guerris et dissensionibus que inter partes ipsas dispendiose ac periculose nimium viguerant et vigebant, ad nostram presentiam accedentibus, dictasque guerras et dissensiones per viam pacis et concordie cupientibus terminari, tandem negocium predictum sopiendum per viam hujusmodi, totaliter in nostris manibus posuerunt. Nos igitur, qui vices Illius qui cogitationes pacis et non afflictionis se cogitare testatur, vices in terris, licet immeriti, gerimus, dissensiones et guerras hujusmodi per quas Ecclesia Cameracensis adeo desolationibus, afflictionibus et jacturis spiritualibus et temporalibus, sicut intellexeramus, subjacebat prostrata, quod episcopus et alie persone ipsius Ecclesie notabiles ibidem nec commode nec secure poterant propter alia dispendia innumera utrique parti exinde provenientia commorari, per viam accommodam sopiri et prescidi, salubriter inter partes easdem dissidentes, reformata pacis Deo grate concordia, cupientes, negocium predictum assumpsimus, et probare volentes primitus an partes ipse per se cum suis tractatoribus reperire possent accommode viam pacis, eis diximus quod tractarent super hoc et referrent nobis que ab ipsis agi contingeret in hac parte. Subsequenter autem, deinde habitis inter partes easdem invicem certis super premissis tractatibus, ad nos concordes omnino circa hec redierunt; quibusquidem tractatibus de communi partium predictarum consensu procedentibus per nos auditis, adhibitoque cum quibusdam sancte romane Ecclesie cardinalibus diligenti consilio et maturo, et attento nichilominus quod injuncte nobis desuper solicitudinis pastoralis inheret officio inter quoscunque dissidentes fideles pacem et concordiam reformare, ac Ecclesiis desolatis et afflictis persertim propter calamitates guerrarum et dissensionum, quietem et tranquillitatem, quantum cum Deo possumus, paterne diligencie studio preparare, processimus ad pacem et concordiam inter dictas partes mutuo reformandam. Et licet in hujusmodi reformatione actum extiterit inter partes predictas quod prenominati episcopus, decanus et capitulum in castris et fortaliciis suis ad offendendum partem alteram aut ejus terram et subditos, predicti etiam comes et patruus in castris et fortaliciis suis ad offensionem prefatorum episcopi, decani et capituli vel terrarum et subditorum suorum gentem armigeram non teneant vel admittant, non tamen prohibetur eisdem quominus pro defensione sua illam habere valeant et tenere, nec de te, fili amantissime, aut personis aliis quas dictum non tangit negocium mentio facto fuit; nec insuper de civitate predicta Cameracensi, cum comunitas et cives procuratorem non miserint, aliquid tactum extitit in reformatione predicta, nisi quod si communitas et cives ipsi vellent adherere cum eisdem episcopo, decano et capitulo reformationi pacis jamdicte, non ad offensionem comitis et patrui sui predictorum aut terrarum subditorum, sed pro defensione sua possent habere gentem armigeram et tenere. Hec nempe gesta, ut premittitur, si rationabiliter intelligantur et juste,

nec a tua magnificencia nec quolibet alio debent injuriosa quomodolibet immo pia et honesta potius judicari, sed nos et apostolica Sedes quibus nedum inconsultis et inscientibus sed contemptis verius illa que attempta fuerunt a principio per partem episcopi, decani et capituli predictorum que non debuerunt nec potuerunt fieri, queve nec rata nec grata, immo magis displicibilia et infesta habuimus, sicut nunciis eorum expressimus, nostrum eis super hoc expresse denegantes assensum, possumus ad offensam et injuriam merito reputare. — Datum Avinione, IV nonas januarii, pontificatus nostri anno septimo. »

922 Avignon, 5 janvier 1342.

(Litt. clausa. Reg. Vat. 136, n° CCXXXVII, fol. 96 verso.)

« *Carissimo in Christo filio Philippo regi Francie illustri.* Cum dilectus filius nobilis vir Theobaldus de Levis dominus de Penna, certa negocia se habere asserat in curia regia expedire, ipsum super eis quantum honestas justicie suaserit, benivolencie regie commendamus. — Datum Avinione, nonis januarii, anno septimo. »

ANNUS OCTAVUS

923 Avignon, 30 janvier 1342.

Guidoni II de Boulogne archiepiscopo Lugdunensi, Henrico I de Villars episcopo Valentinensi et abbati monasterii Sancti Rufi Valentinensis mandat ut Humbertum dalphinum Viennensem ac burgenses villae de Romanis sine ulla mora ab armis discedere jubeant. (Litt. de curia Reg. Vat. 129, pars secunda, n° III.)

« *Venerabilibus fratribus . . archiepiscopo Lugdunensi et . . episcopo Valentinensi ac dilecto filio . . abbati monasterii Sancti Rufi Valentinensis, salutem.* Olim clamore valido et fama seu infamia publica referente, ad apostolatus nostri pervenit auditum quod licet villa de Romanis Viennensis diocesis, sicut ex registris antiquis aliisque documentis legitimis clare liquet, censualis et de jure ac proprietate ipsius romane Ecclesie ab antiquo fuisset et esset, ac nobilis vir Humbertus dalfinus Viennensis et officiales sui premissa, necnon quod archiepiscopus Viennensis qui est pro tempore ac dilecti filii capitulum Ecclesie dicte ville nomine Viennensis et predicte de Romanis Ecclesiarum villam ipsam cum mero et mixto imperio ac omnimoda jurisdictione alta et bassa tenuissent ab antiquo sub prefata romana Ecclesia et tenerent, minime ignorarent, tamen . . baillivus et alii officiales et gentes dalphini prefati, ipsius nomine et eo sciente vel mandante ac ratum habente, villam predictam de Romanis de mense aprilis proxime preterito, hostili dalphinatus et aliunde congregato exercitu et vexillis explicatis, obsederant, ipsamque sic tenuerant sicut tunc eciam tenere dicebantur obsessam quod ad villam nequibant deferri victualia nec aliquis intrare villam ipsam seu abinde secure exire poterant; animalia eciam hominum dicte ville que per gentes ipsius dalphini reperiri potuerant capta per ipsos violenter ac secum ducta more predonio extiterant et nonnullis mactatis et consumptis ex eis, alia secum retinere in magnum predictorum prejudicium pro sue voluntatis libito presumebant, et ulterius ad occupacionem dicte ville offensionemque burgensium et habitatorum ejusdem tam in personis quam rebus et bonis eorum iniquis et dampnosis machinacionibus aspirantes, aliquos ex eisdem habitatoribus graviter vulnerarant, quosdam miserabiliter captivarant et nonnullos, quod est horribilius et detestabilius, inhumaniter occiderant; nec hiis contenti, sed mala malis temerariis ausibus cumulantes, coadunata per eundem dalphinum vel officiales suos ipsius nomine multitudine armigere gentis equestris et pedestris, adversus dictam villam, burgenses ac habitatores predictos aggravando durius manum suam, quibusdam domibus existentibus juxta portas ville prefate ac quodam molendino Ecclesie de Romanis predicte dirutis per gentes ipsas dicti dalphini penitus et destructis, villam fortiter et hostiliter expugnarant eandem ac per incendium et alias multipliciter dampna ibidem intulerant varia et offensas, violencias et injurias diversas eisdem ville, burgensibus et habitatoribus irrogarant, et nichilominus prioratum Sancti Ruphi cum Ecclesia ejusdem situm prope portam ville predicte sacrilege invadentes, exinde cruces, calices, libros, mappas et alia vasa sacra et ornamenta divino cultui dedicata, et alia bona in eisdem prioratu et Ecclesia tunc reperta execrandis et sacrilegis manibus rapuerant eaque irreverenter, divina retrojecta reverencia, contractarant et secum nequiter asportarant, aliosque graves et detestandos excessus qui ne-

quirent si recitarentur per singula brevi comprehendi sermone, contra Deum et justiciam ac libertatem ecclesiasticam committendo : nos volentes super hiis, prout justum existeret, providere, vobis nostris sub ea forma dedimus litteris in mandatis ut vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios, si simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii per famam vel infamiam predictam aut alias de premissis vobis constaret, prefatum dalphinum ejusque ballivos, officiales et gentes ac fautores, valitores, sequaces, adjutores et adherentes suos ex parte nostra super hiis efficaciter inducere ac monere studeretis ut ab obsidione, molestacione, impugnacione hostili ac aliis injuriis et offensis dicte ville, burgensium et habitatorum ejusdem desisterent penitus et cessarent, villam, burgenses et habitatores predictos sub beati Petri et Sedis ejusdem protectione speciali, ut premittitur, consistentes, in pace, tranquillitate ac libertate solitis vivere, ipsosque sua negocia libere agere permittendo, et tam eis quam Ecclesiis et prioratui Sancti Ruphi prefatis aliisque in premissis et circa ea dampna passis infra certum terminum competentem a vobis prefigendum eisdem satisfactionem debitam exhiberent, alioquin in non parentes monicioni hujusmodi excommunicationis ac loca ipsorum interdicti sentencias proferretis. Et licet vos, frater episcope et fili abbas, vigore litterarum ipsarum incepissetis procedere in negocio memorato, tamen nos postmodum ex certis causis voluimus quod supersederetis in ipso negocio et non procederetis ulterius in eodem; postmodum vero, ex parte ipsius dalphini nobis exposito quod ipse multa dampna et injurias per villam, burgenses et habitatores prefatos sibi et subditis ac vassallis suis in personis et rebus eorum irrogata receperat, nos qui parcium predictarum pacem et tranquillitatem appetimus, volentes super dampnis, injuriis et violenciis predictis hinc inde illatis, ut partes ipsas facilius ad concordiam possemus reducere, plenarie informari, vobis per alias nostras sub ea forma dedimus litteras in mandatis ut vos vel duo aut unus vestrum simpliciter et de plano sine strepitu et figura judicii super dampnis, violenciis et injuriis hujusmodi illatis utrinque studeretis plenarie informari et quecunque super hiis inveniretis, fideliter in scriptis redacta, illa nobis una cum processu per vos episcopum et abbatem, dictarum litterarum nostrarum vigore, habito, quantocius mitteretis, et nichilominus partibus ipsis sub excommunicationis in personas et interdicti in terras eorum penis et sententiis auctoritate inhiberetis eadem ne alterutra parcium predictarum contra alteram, pendente hujusmodi negocio coram nobis, per se vel alium seu alios attemptaret, procuraret vel faceret aliquam noxiam novitatem, prout in eisdem aliis nostris litteris plenius continetur. Cum autem, sicut habet fidedigna licet ingrata relacio noviter facta nobis, in tantum, procurante incentore malorum omnium, discordia ipsa processerit quod utraque parcium predictarum ad alterius anhelans excidium requisiciones amicorum, sequacium et fautorum suorum, necnon congregaciones armigere gentis equitum et peditum fecisse ac continue facere dicitur et ad hostiles incursus mutuos inferendos se totis viribus preparare, ex quibus nisi occurratur celeriter, maxima strages corporum, animarum pericula, facultatum lapsus et alia mala plurima presumuntur proculdubio provenire, nos ad quos ex debito pastoralis officii pertinere dinoscitur in universali Ecclesia cunctave congregacione fidelium pacem querere ipsisque fidelibus quietis commoda procurare, tot et tantis discriminibus, periculis, malis et scandalis obviare salubriter cupientes, et considerantes quod hujusmodi dampnosa discordia si forcius invalescat esset occasio tocius patrie turbativa, quodque mora in hac parte posset afferre pericula graviora, discrecioni vestre sub excommunicationis pena quam vos et vestrum quemlibet si mandato nostro hujusmodi non parueritis seu illud executioni debite non mandaveritis incurrere volumus ipso facto, per apostolica scripta districte precipimus et mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum, sublato cujuslibet dampnoso dilationis obstaculo, ad partes illas vos personaliter conferentes, dalphino, ballivis et ceteris officialibus, gentibus et subditis, ac vassallis, fautoribus, valitoribus et auxiliatoribus suis, necnon burgensibus et habitatoribus prelibatis ac eorum sequacibus, districtius auctoritate nostra inhibere curetis, sub excommunicationis in personas et interdicti in civitates, castra, villas, terras et loca eorum penis et sentenciis quas auctoritate predicta in non parentes inhibicioni hujusmodi ac terras et loca ipsorum, proferatis ne alterutra parcium ipsarum contra alteram de cetero ad arma, insultus, violencias, molestias et injurias, dampna, offensas et impedimenta hujusmodi per se vel alium seu alios quomodolibet inferenda, quibusvis colore et occasione quesitis, procedat aut attemptet vel faciat aliquam noxiam novitatem et ab inceptis penitus desistant, et nichilominus in negocio reformacionis ejusdem procedatis juxta predictarum ultimarum nostrarum super hoc directarum vobis continencia litterarum, non obstante si dalphino et burgensibus predictis.... etc..

de indulto hujusmodi mencionem. — Datum Avinione, III kalendas februarii, anno octavo. »

924 Avignon, 9 février 1342.

Statuit ut in Ecclesia cathedrali Metensi, in collegiatis Ecclesiis ac monasteriis ejusdem civitatis et dioecesis, omnia quae major et sanior pars capitulorum et conventuum decreverit, a capitulis et conventibus ipsis fideliter observentur: consuetudinem contrariam omnino abrogat. (Litt. de curia. REG. VAT. 129, pars secunda n° IV).

Ad perpetuam rei memoriam. Suscepti servirtutis officium — Dat. Avinione, v idus februarii, anno octavo. »

925 Avignon, 28 mars 1342.

Humbertum dalphinum Viennensem ab excommunicationis sententia certis conditionibus absolvit. (Litt. de curia. REG. VAT. 129, pars secunda, n° IX).

« *Ad futuram rei memoriam.* Perducto dudum fidedignis licet infestis relatibus ad nostri apostolatus auditum quod hostis pacis, sator discordie cunctorumque malorum incentor inter dilectum filium nobilem virum Hubertum dalphinum Viennensem ex parte una, et burgenses ac habitatores ville de Romanis Viennensis diocesis ex altera, periculosam discordiam invicem suscitarat, nos qui pacis concordiam inter cunctos fideles ubique velut flumen habundare, ac dissensiones, rancores et odia extirpari de medio eorum appetimus, periculis et scandalis que tam ipsis partibus quam multis aliis proventura cominabatur ipsa dissensio salubribus occurrere remediis cupientes, venerabilibus fratribus nostris .. archiepiscopo Lugdunensi et .. episcopo Valentinensi ac dilecto filio .. abbati monasterii Sancti Rufi Valentinensis nostris dedimus litteris in mandatis ut ipsi vel duo aut unus eorum ex parte nostra dicto dalphino ac ballivis, officialibus, subditis, vassallis, fautoribus, valitoribus et auxiliatoribus suis, necnon burgensibus et habitatoribus supradictis ipsorumque sequacibus sub excommunicationis in personas singulares et interdicti in civitates, castra, villas, terras et loca ipsorum penis et sententiis in non parentes cum effectu inhibicioni hujusmodi, ac civitates, castra, villas, terras et loca eorum promulgandis per ipsos, districtius inhiberent ne una pars adversus alteram ad aliquas violencias, molestias, injurias et offensas, dampna et impedimenta quecunque in personis vel rebus, aut congressus hostiles vel insultus bellicos extunc quomodolibet prosilirent, quoque ipsi archiepiscopus, episcopus et abbas aut duo vel unus ipsorum super dampnis, injuriis et violenciis illatis et irrogatis, ut asserebatur hinc inde, se diligencius informantes, informacionem hujusmodi et quicquid reperirent super hoc ut easdem partes possemus melius et utilius revocare ad concordiam, nobis fideliter transmittere procurarent. Abbas itaque predictus, eisdem receptis litteris, juxta formam et continenciam procedens earum, dalphino, ballivis, officialibus, gentibus et subditis ac vassallis, fautoribus, valitoribus et auxiliatoribus, necnon burgensibus et habitatoribus supradictis districtius sub excommunicationis et interdicti penis et sententiis antedictis, fecit inhibitionem predictam in omnes et singulos non parentes cum effectu inhibitioni eidem, excommunicationis in personas singulares et interdicti in civitates, castra, villas, terras et loca eorum sententias extunc predictas promulgando. Postmodum vero nimis displicibiliter intellecto quod inhibicione hujusmodi non obstante, prefati dalphinus, ballivi, officiales, gentes, subditi, vassalli, fautores, valitores et auxiliatores, exercitu gentis armigere tam equestris quam pedestris non in pauco numero congregato, se ad offensionem hostilem ville, burgensium et habitatorum predictorum obsidionem ponendo, nichilominus quod eos dictique burgenses et habitatores ex adverso ad suam defensionem ac impugnacionem ejusdem dalphini et gencium suarum, se quantum poterant disponebant : nos verentes ex hiis animarum, personarum et rerum dispendia proventura, et eis occurrere oportunis et salubribus remediis cupientes, considerantes quoque quod hujusmodi discordia, si forcius invalesceret esse poterat preter alia pericula hujusmodi status tocius patrie pacifici turbativa, moraque in hac parte secum fere graviora pericula minabatur, memoratis archiepiscopo, episcopo et abbati per alias nostras litteras districte ac sub certis penis dedimus in mandatis ut ipsi aut duo vel unus ipsorum ad partes illas, sublato more cujuslibet que allatura erat ut prefertur periculum dispendio, se personaliter conferentes, prelibatis dalphino, ballivis, officialibus, gentibus, subditis, vassallis, fautoribus, valitoribus et auxiliatoribus suis, necnon burgensibus et habitatoribus sepefatis et sequacibus eorumdem sub excommunicationis in personas ac interdicti in civitates, castra, villas, terras et loca ipsorum penis et sentenciis in non parentes inhibitioni hujusmodi proferendis per ipsos ex parte

nostra, studerent districtius inhibere ne alterutra parcium predictarum adversus alteram extunc ad arma, insultus, violencias, molestias, injurias, dampna, offensas et impedimenta quelibet per se vel alios inferendo quomolibet, quibusvis colore vel occasione quesitis, procederet aut eciam attemptaret vel aliquam noxiam novitatem facere et desisteret penitus nicholominus ab inceptis, procederentque in negocio informacionis predicte juxta tenorem litterarum eis super hoc, ut premittitur, directarum, predicendo ex parte nostra partibus antedictis quod si quid una pars adversus alteram questionis vel eciam actionis haberet, nos parati eramus eis exhibere justicie complementum, sicut premissa in diversis nostris litteris et processibus inde habitis plenius continetur. Et licet supradicti episcopus et abbas et eorum quilibet in solidum, divisim et conjunctim, prout ex forma litterarum predictarum poterant, ad execucionem procedentes earum, supranominatis dalphino, ballivis, officialibus, gentibus, subditis, vassallis, fautoribus, valitoribus et auxiliatoribus, ac burgensibus et habitatoribus supradictis inhibitiones fecerint supradictas, in illos qui eis effectualiter non parerent excommunicationis in personas singulares videlicet et in civitates, castra, villas, terras et loca ipsorum interdicti sententias promulgantes, tamen predictus dalphinus multique ballivi, officiales, gentes, subditi, vassalli, fautores, valitores et auxiliatores sui obtemperare non curantes monitionibus prelibatis, sed pocius burgensibus et habitatoribus memoratis violencias, molestias, injurias et dampna varia ulterius multipliciter inferentes, et adversus villam, burgenses et habitatores eosdem hujusmodi obsidionem et impugnaciones continuantes hostiles, demum villam ipsam intraverunt hostiliter et ceperunt, prefatis inhibitionibus ac penis et sententiis deductis dampnabiliter in contemptum, quequidem adeo eciam per rei evidenciam sunt et fuerint notoria qua nulla possunt tergiversacione celari, nec in aliquam dubitacionem deduci; propter quod prefatos dalphinum, ballivos, officiales, gentes, subditos et vassallos ac fautores, valitores et auxiliatores super hiis personas videlicet singulares excommunicationis, ac civitates, castra, villas, terras et loca eorum interdicti predictis penis et sentenciis subjacere non extitit dubium nec existit; quarumquidem penarum et sententiarum nos, certis rationabilibus causis suadentibus, absolucionem et relaxacionem nobis et successoribus nostris romanis pontificibus specialiter et expresse duximus retinendas. Porro dalphinus predictus, saniori usus consilio, ad nos veniens die date presencium et coram nobis personaliter se presentans, ibidem presentibus quibusdam ex fratribus nostris ejusdem romane Ecclesie cardinalibus, et tam prelatis quam officialibus romane curie, necnon notariis publicis, bonis personis aliis, dixit, confessus fuit, asseruit et exposuit reverenter et humiliter coram nobis quod ipse dudum ex diversis injuriis et offensis sibi, gentibus, subditis et locis suis per burgenses et habitatores ville de Romanis predicte illatis ac aliis justis causis, ut asseruit, irritatus et provocatus, burgenses, habitatores et villam predictos obsedit et impugnavit hostiliter, tandemque villam predictam cepit et intravit, sed quod non fuit nec est, sicut nec esse debuit nec debet intencionis sue usurpare, occupare aut sibi acquirere vel retinere dominium vel possessionem, aut merum vel mixtum imperium seu superioritatem aut jurisdictionem aliquam seu gardiam, custodiam, vassallagium, guidagium, advocaciam, protectionem, censum, tributum sive servitutem, vel quodcumque aliud jus in villa de Romanis seu burgensibus vel habitatoribus predictis aut pertinenciis ipsius ville vel aliquid agere vel egisse in nostrum ac romane aut Viennensis vel dicte ville de Romanis Ecclesiarum aut alicujus earumdem prejudicium quoquomodo, et ad devocionem sinceram quam idem dalphinus, ut asseruit, habet, habuit et habere intendit ad nos et cunctas Ecclesias nobis plenius et clarius ostendendam, ipse gratis, spontanee, libere ac plenarie submisit se ipsum et terras suas gracie et misericordie ac mere voluntati, disposicioni et ordinacioni nostris pro hiis in quibus nobis videbitur ipsum dalphinum contra nos ac romanam, Viennensem et de Romanis Ecclesias predictas, tam propter premissa perpetrata seu innovata vel facta quecunque per ipsum aut quosvis alios cujuscunque condicionis ecclesiastice vel secularis existant pro eo contra villam predictam de Romanis aut gentes ipsius ville seu burgensium et habitatorum predictorum vel romane, Viennensis aut de Romanis Ecclesiarum predictarum seu alterius ipsarum, quam propter alia quecunque quomodolibet excessisse, aut ex quavis alia causa vel obligatione cujuscunque nature vel conditionis existat, quomodolibet nobis et Ecclesie romane prefate teneri, supplicando nobis idem dalphinus humiliter et devote ut excusationes suas super premissis benigne dignaremur audire, salvis manentibus eidem dalphino ac burgensibus et habitatoribus et Ecclesiis Viennensi et de Romanis predictis actionibus et obligationibus pro damnis et injuriis hinc inde, ut fertur, illatis, de quibus et aliis

super quibus est vel esse posset questio inter eos voluit, consensit et supplicavit quod nos exhibeamus vel exhiberi faciamus simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, superius tamen dictis circa prefatam submissionem per hoc nullatens derogando, ratisque manentibus judicatis et ordinatis per nos vel auctoritate nostra super facto Vienne, justicie complementum. Deinde vero, supradictus humiliter et devote a quibuscunque sententiis excommunicationis et interdicti per quosvis, quavis auctoritate, occasione premissorum, in personas suam et valitorum, officialium et subditorum suorum ac terras eorum prolatis, peciit per nos de absolucionis et relaxacionis beneficio provideri, offerens se paratum jurare in animam suam quod ipse dictam submissionem observabit, parebitque cum effectu plenarie ac pareri simili modo per illos quorum interest juxta posse suum procurabit mandatis nostris et Ecclesie ac omnibus et singulis ordinationibus, dispositionibus, preceptis, penis, penitenciis, mulctis et sentenciis premissorum vel alicujus eorum occasione, per nos vel alium auctoritate nostra faciendis, imponendis et promulgandis, quodque contra ea vel ipsorum aliquod nunquam veniet per se vel alium seu alios directe vel indirecte, publice vel occulte, nec eciam volentibus contravenire prestabit consensum, consilium, auxilium vel favorem sub pena centum milium florenorum auri camere apostolice applicandorum, si et quando ipse omnia et singula supra et infra scripta non servaverit et adimpleverit, aut aliquid contra ea vel aliquod eorum fecerit quoquomodo, ratis manentibus confessione, summissione dicti dalphini ac aliis supradictis. Subsequenter autem prefatis declaratione intencionis, summissione et oblacione ipsius dalphini meliori jure, modo et forma quibus potuimus nomine nostro et romane ac Viennensis et de Romanis Ecclesiarum ac burgensium et habitatorum predictorum per nos receptis, mox ibidem memoratus dalphinus sponte, libere ac ex certa sciencia, tactis corporaliter sacrosanctis Evangeliis, hujusmodi juramentum, ut premittitur, oblatum, corporaliter prestitit coram nobis. Post hec quidem premissis sic actis, nos eidem dalphino injunximus, imposuimus, precepimus et mandavimus sub virtute hujusmodi prestiti juramenti et pena centum milium florenorum auri predicta, ut infra instans proximum festum Ascensionis dominice, reddat, tradat et restituat realiter, plene, libere ac expedite et cum effectu dictam villam de Romanis cum omnibus juribus et pertinenciis suis, nichil ibidem sibi penitus retinendo, illi vel illis cui vel quibus hoc duxerimus committendum, burgensibus et habitatoribus ipsius ville, si quos forsan captivatos premissorum vel alicujus eorumdem occasione teneret vel teneri faceret, libertati pristine restitutis, et nichilominus quod edificium seu edificia per eundem dalphinum aut de mandato vel nomine ipsius seu pro eo factum vel facta infra dictam villam de Romanis hinc ad terminum predictum ejusdem feste Ascensionis dominice faciat in totum destrui et eciam demoliri: snper edificio autem seu edificiis noviter factis sive fortificatis aut exaltatis vel dilatatis extra et prope dictam villam de Romanis et in prejudicium, ut asserebatur, ipsius per eundem dalphinum aut nomine vel mandato suo, voluit et expresse consensit idem dalphinus quos nos committamus cui vel quibus nobis videbitur informacionem an edificia hujusmodi in toto vel in parte non possint nec debeant aut possint vel debeant remanere de jure, simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii facienda, quodque informacione hujusmodi habita, ordinemus et disponamus de dictis edificiis prout nobis videbitur et placebit. Cuiquidem ordinacioni et disposicioni, prefatus dalphinus stare ac parere absque contradictione quacunque promisit. Quod si forsan supradictus dalphinus predicta omnia expressa superius vel aliquod eorumdem non observaverit, ut dictum est, idem dalphinus promisit nobis recipientibus pro nobis et successoribus nostris romanis pontificibus canonice intrantibus et romane Ecclesie, dare ac solvere nobis et successoribus predictis dictam centum milium florenorum auri summam pro pena et nomine pene si eam, ut prefertur, committi contingat, pro quaquidem pena in casu quo committeretur, nobis dictisque successoribus et Ecclesie romane memorate solvenda, obligavit nobis et successoribus et Ecclesie romane predictis se ipsum, heredes et successores suos ac terras, loca et alia omnia bona sua mobilia et immobilia presencia et futura ubicunque sint seu consistant que usque ad satisfactionem summe predicte nomine nostro et eorumdem successorum nostrorum ac Ecclesie romane se constituit precario possidere, acto nichilominus specialiter et expresso quod ipsa pena commissa, non commissa, soluta vel non soluta, summissio et juramenti prestacio ipsius dalphini, ac ordinacio, impositio, preceptum et mandatum nostra et omnia et singula alia supradicta semper in sua firmitate remaneant et perdurent; super quibus omnibus et singulis, idem dalphinus renunciavit expresse omni exceptioni doli et in factum actioni generali et speciali ac omnibus privilegiis et litteris tam impe-

tratis quam impetrandis et generaliter omni juris canonici et civilis auxilio competenti vel competituro propter que contra premissa vel aliquod premissorum posset quomodolibet se tueri, ac specialiter juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi processerit specialis. Moxque ut predicta firmius et tenacius infragabiliter observentur et eciam compleantur ibidem, dilecti filii nobiles viri Guido comes Forensis, Ludovicus de Pictavia, Amadeus de Pictavia dominus de Sancto Valerio, Hugo de Brissiaco de Vinnillo Viennensis diocesis, Gauterius de Montilio dominus de Sancto Moreyo, et Amblardus de Bellomonte dominus dicti loci, milites, omnes insimul et quilibet eorum in solidum, gratis et ex certa scientia, pro predictis omnibus et singulis in presentibus litteris contentis observandis totaliter et complendis, se constituerunt fidejussores et principales debitores, promittentes ibidem bona fide se acturos et procuraturos quod idem dalphinus omnia et singula supradicta observabit et faciet, et nunquam contra ea vel eorum aliquod veniet de jure vel de facto per se vel alium seu alios, aliqua racione vel causa; quod si faceret vel in aliquo contraveniret, promiserunt nobis ut supra recipientibus pro pena et nomine pene dicta centum milia florenorum auri et ad eam solvendam eorum quilibet et in solidum nobis sicut supra recipientibus, se solemniter et expresse obligarunt, se jurisdictioni et cohercioni camere apostolice super hiis summittentes volentesque ad solvendam nobis et dictis successoribus ac Ecclesie penam dictam posse compelli eciam ante quamcunque interpellacionem seu requisitionem dicti dalphini et alio seu aliis confidejussoribus aut conreis predictis presentibus vel absentibus ac irrequisitis et nullatenus expectatis et ipsis vel eorum aliquo ydoneis vel non ydoneis existentibus neque tempore aliquo ad deducendum seu exhibendum vel excuciendum prefatum dalphinum ipsis vel alicui eorum indulto per predictam apostolicam vel quamcumque aliam curiam ecclesiasticam vel secularem, ita quod una curia electa vel adita possit nichilominus alia eligi vel semel et pluries quociens videbitur expedire; et propterea, ipsi et eorum quilibet in solidum obligaverunt se ac omnia bona sua mobilia et immobilia presencia et futura, renunciantes expresse omnibus juribus supradictis et aliis quibuscunque per que contra premissa vel ipsorum aliquod se possent juvare quomodolibet vel tueri, et specialiter juri dicenti principalem debitorem prius conveniendum quam fidejussorem sive intercessorem et de pluribus reis debendi, ac nove constitucioni de fidejussoribus et mandatoribus, et epistole divi Adriani beneficiis et juri dicenti quando duo aut plures rei debendi sunt in solidum nullum posse conveniri nisi pro parte ipsum contingente. Porro ad majoris roboris firmitatem, tam dictus dalphinus quam alii supranominati fidejussores et principales et ipsorum quilibet, tactis corporaliter sacrosanctis Evangeliis, juraverunt quod omnia et singula supradicta complebunt et facient et contra ipsa vel ipsorum aliquod non venient aliqua ratione vel causa, quod si fieri, quod absit, contingeret, ad supradictam penam solvendam tanquam comissam voluerunt posse compelli. Preterea nos deinde precepimus, mandavimus et injunximus in virtute hujusmodi prestiti juramenti prefatis dalphino et aliis superius nominatis per se vel alios directe vel indirecte similia ulterius contra nos aut romanam vel Viennensem sive de Romanis Ecclesias predictas non faciant vel attemptent, et quod idem dalphinus omni juramento omnique obligationi cujuscunque fidelitatis, vassallagii aut subjectionis vel census seu tributi aut advocacie seu protectionis, gardie vel guidagii aut servitutis que recepisset a burgensibus seu habitatoribus predictis ex toto renunciet eaque a se abiciat et quantum in eo est ipsa quatenus processissent de facto et eciam omnem actum si quem in signum alicujus superioritatis fecerit in villa predicta, pro nullo in juris effectu penitus habeat et infecto. Cuiquidem mandato supradictus dalphinus volens parere humiliter tanquam justo, renunciacionem et revocacionem ac abdicacionem expresse fecit easdem et actum predictum habuit pro nullo de jure penitus et infecto. Demum autem nos considerantes devocionem dicti dalphini quam per premissa coram nobis acta solemniter, sicut expressa sunt superius, luculenter ostendit, et attendentes eciam quod Ecclesia non claudit gremium humiliter et devote redeuntibus ad eandem, prenominatos dalphinum ac Guidonem comitem Forensem, Amadeum de Pictavia, Hugonem de Brissiaco, Gauterium de Montilio et Amblardum de Bellomonte qui supradicti dalphini fautores et auxiliatores super predictis commissis fuerunt, ab excommunicationis sentenciis quas auctoritate nostra propterea, ut prefertur, prolatas, incurrerant, et eis innodati existere noscebantur, juxta formam Ecclesie absolvimus et restituimus Ecclesie unitati, ac interdictum ecclesiasticum cui terre ipsorum juxta tenorem processuum eadem auctoritate habitorum super hiis subjacent relaxamus. Volumus tamen, adicimus et apostolica auctoritate decernimus quod si prefatus dalphinus ac supranominati comes

Forensis, Amadeus de Pictavia, Hugo de Brissiaco, Gauterius de Montilio et Amblardus de Bellomonte supradicta per eos dicta et promissa, et per nos ipsis injuncta hinc ad dictum festum Ascensionis dominice proxime futurum non fecerint, adimpleverint et observaverint, prout superius sunt expressa, ex tunc eo ipso in easdem excommunicationis sententias relabantur et eorum tenore eidem subjacent interdicto, nichilominus omnibus et singulis per prefatum dalphinum ac eosdem comitem, Ludovicum, Amadeum, Hugonem, Gauterium, et Amblardum et ipsorum quemlibet confessis, oblatis, juratis, actis, obligatis et promissis, ut superius exprimuntur, in sua remanentibus firmitate, nobisque super aliis de quibus ordinatum per nos nondum super predictis vel ea tangentibus existit ordinandi et disponendi, nichilominus plenaria potestate retenta. Nulli ergo... etc... nostrorum imposicionis, precepti, absolucionis, restitutionis, relaxacionis, voluntatis, adjectionis, constitucionis et retencionis infringere etc... — Datum Avinione, v kalendas aprilis, anno octavo. »

926 Avignon, 28 mars 1342.

Beltramino episcopo Bononiensi mandat ut ad villam de Romanis se conferat. (Litt. de curia Reg. Vat. 129, pars secunda, n° ix).

« *Venerabili fratri Beltramino episcopo Bononiensi, litterarum nostrarum contradictarum auditori, salutem etc...* Perducto dudum fidedignis licet infestis... etc... ut supra n° 925 usque) plenaria potestate retenta. Quocirca fraternitati tue per apostolica scripta committimus et mandamus quatinus prenominatos dalphinum, comitem Forensem et Amadeum de Pictavia, Hugonem de Brissiaco, Gauterium de Montilio et Amblardum de Bellomonte absolutos a dictis sententiis et interdicta propter premissa in terris eorum apposita fore relaxata juxta formam annotatam superius denuncies et facies in locis de quibus tibi videbitur nunciari, et insuper ceteris ballivis, officialibus, subditis, vassallis, fautoribus, valitoribus et auxiliatoribus ejusdem dalphini, necnon burgensibus et habitatoribus predictis qui propter premissa excommunicationis supradictas incurrerunt sententias de absolutionis beneficio ab eisdem, si humiliter illud duxerint postulandum, auctoritate nostra juxta formam Ecclesie hac vice provideas, interdictum hujusmodi cui propterea subjacerent terre ipsorum ac villa de Romanis predicta nichilominus relaxando, injunctis ipsis exinde hiis que tibi videris injungenda. Si vero contingeret forsan, quod absit, prenominatos dalphinum, comitem Forensem, Ludovicum et Amadeum de Pictavia, Hugonem de Brissiaco, Gauterium de Montilio et Amblardum de Bellomonte non facere complere realiter et perfecte ac observare predicta promissa, ut prefertur, per ipsos et per nos eisdem injuncta infra terminum supradictum, vel illos quibus de absolucionis beneficio duxeris auctoritate presencium providendum ulterius consimilia committere vel non adimplere forsitan que per te fuerint eisdem injuncta, extunc eos et ipsorum quemlibet quos extunc in easdem sentencias recidere volumus et decernimus ipso facto, et terras ipsorum interdicto predicto subjacere, in Ecclesiis et locis insignibus illarum parcium de quibus expedire cognoveris, solemniter et publice per te vel alium seu alios eos excommunicatos et terras ipsorum interdicto subjacere predicto, denunciare procures. Ceterum cum velimus quod prefatus dalphinus ea que super facto ville prelibate de Romanis et pertinenciarum ipsius, ut prefertur, promisit, infra dictum festum Ascensionis dominice compleat realiter et perfecte, tu predictam villam cum omnibus juribus et pertinentiis suis tibi per dictum dalphinum reddendam, tradendam et restituendam realiter, plene, libere ac perfecte, nichil in eis sibi penitus retinendo, nostro ac romane, Viennensis ac de Romanis Ecclesiarum nomine recipias, et que prefatus dalphinus super destructione ac demolitione edificii seu edificiorum per eum aut mandato vel nomine suo seu pro ipso factorum infra dictam villam promisit, fieri facias et compleri per eum, prefatamque villam cum suis juribus et pertinenciis per te vel alios ibidem a te sicut expediens cognoveris deputandos nomine nostro et ejusdem romane Ecclesie regas, teneas et gubernes quousque per nos aliud fuerit super hoc ordinatum, faciendo super omnibus et singulis predictis confici publica instrumenta presencium seriem continencia que ad Sedem apostolicam deferantur per te fideliter vel etiam transmittantur. Nempe super edificio seu edificiis noviter factis, fortificatis, exaltatis seu dilatatis extra et prope dictam villam de Romanis per ipsum dalphinum seu de mandato vel nomine suo an pro toto vel pro parte non remanere vel remanere de jure debeant, te simpliciter et de plano, sine strepitu et figura judicii, diligenter et fideliter informare procures, nobis informacionem hujusmodi et quicquid super hoc feceris delaturus vel eciam transmissurus, ut habita informacione hujusmodi, ordinare ac dispo-

nere de dictis edificiis prout nobis expedire videbitur valeamus, contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita cômpescendo. Rursus volumus quod super predictis que tibi committimus per presentes tam apud Sedem apostolicam quam extra, ubicunque, quando et quociens expedire tibi videbitur, procedere eaque exequi valeas, non obstantibus tam felicis recordationis Bonifacii pape VIII predecessoris nostri qua cavetur ne aliquis extra suam civitatem et diocesim nisi in certis exceptis casibus et in illis ultra unam dietam a fine sue diocesis ad judicium nequeat evocari, et de duabus dietis in concilio generali, quam aliis constitutionibus a predecessoribus nostris romanis pontificibus in contrarium editis quibuscunque, seu si aliquibus, communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod loca et terre ipsorum ecclesiastico interdicto subjici, aut ipsi excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. — Datum ut supra. »

927 Avignon, 12 avril 1342.

Beltramino episcopo Bononiensi, ad villam de Romanis misso, octo florenos auri singulis diebus a quibusdam personis solvendos, concedit. (Litt. de curia. Reg. Vat. 129, pars secunda n° vi).

« *Venerabili fratri Beltramino episcopo Bononiensi, litterarum nostrarum contradictarum auditori.* Cum te de cujus fidelitatis et circumspectionis industria gerimus in Domino fiduciam specialem, pro certis negociis nos et romanam Ecclesiam ac venerabilem fratrem nostrum .. archiepiscopum Viennensem, suamque Viennensem ac Beati Bernardi de Romanis Viennensis diocesis Ecclesias, necnon dilectos filios nobilem virum Humbertum dalphinum Viennensem ac burgenses et habitatores ville de Romanis, eidem Ecclesie Beati Bernardi adjacentis, tangentibus, ad eandem villam et partes illas, specialiter destinemus, nos volentes tibi per eosdem archiepiscopum et capitulum ejusdem Ecclesie de Romanis memoratosque dalphinum ac burgenses et habitatores singulis diebus quibus circa negocia ipsa laboraveris in octo florenis auri pro tuis necessariis, equis porcionibus provideri, fraternitati tue ipsos archiepiscopum, capitulum et dalphinum ac burgenses et habitatores et eorum quemlibet ad solvendum tibi dictos octo florenos singulis diebus per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compellendi, non obstante si eis vel eorum aliquibus communiter vel divisim a Sede apostolica sit indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes... etc... mencionem, plenam concedimus tenore presencium potestatem. — Datum Avinione, ii idus aprilis, anno octavo. »

928 Avignon, 12 avril 1342.

Relaxat excommunicationis et interdicti sententias contra Humbertum dalphinum Viennensem et terras ejus latas usque ad festum Ascensionis dominicae proxime futurum. (Litt. de curia. Reg. Vat. 129, pars secunda n° viii).

« *Ad futuram rei memoriam.* Dudum ex eo quod — Dat. Avinione, ii idis aprilis, anno octavo. »

929 Avignon, 12 avril 1342.

Bertrando de la Chapelle archiepiscopo Viennensi ejusque suffraganeis, omnibus ecclesiasticis personis civitatis, dioecesis et provinciae Viennensis mandat ut Beltramino episcopo Bononiensi octo florenos auri singulis diebus quibus in prosecutione commissorum negotiorum fuerit, assignent. (Litt. de curia. Reg. Vat. 129, pars secunda n° vii).

« *Venerabilibus fratribus .. archiepiscopo Viennensi ejusque suffraganeis, et dilectis filiis abbatibus, prioribus, decanis etc... per civitatem, diocesim et provinciam Viennensem constitutis ad quos presentes littere pervenerint, salutem et apostolicam benedictionem.* Cum nos venerabilem — Dat. Avinione, ii idus aprilis, anno octavo. »

